



**HAL**  
open science

## Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)

Frédéric Clavert

► **To cite this version:**

Frédéric Clavert. Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950). Histoire. Université Strasbourg III, 2006. Français. NNT: . tel-01100444

**HAL Id: tel-01100444**

**<https://shs.hal.science/tel-01100444>**

Submitted on 13 Jan 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

# **Université Strasbourg 3 – Robert Schuman**

École doctorale de droit et sciences politiques

Centre d'études internationales et européennes

Histoire des Relations Internationales

Thèse présentée en vue de l'obtention du doctorat d'Histoire contemporaine  
par Frédéric CLAVERT

**Hjalmar Schacht, financier et diplomate**

**1930-1950**

Sous la direction des Professeurs Marie-Thérèse Bitsch et Sylvain Schirmann

Composition du jury

Marie-Thérèse BITSCH, Professeur d'histoire contemporaine, Université Robert Schuman,  
Strasbourg

Éric BUSSIERE, Professeur d'histoire contemporaine, Université Paris IV–Sorbonne

Rainer HUDEMANN, Professeur d'histoire contemporaine, Université de la Sarre

Sylvain SCHIRMANN, Professeur d'histoire contemporaine, Université Robert Schuman,  
Strasbourg

Alfred WAHL, Professeur d'histoire contemporaine, Université Paul Verlaine, Metz

**Strasbourg, 11 décembre 2006**

# Résumé

Hjalmar Schacht, président de la *Reichsbank* (1924-1930, 1933-1939) et Ministre de l'Économie (1934-1937) a à la fois servi la République de Weimar et le Troisième Reich. Cette thèse aborde la période nazie de Schacht, entendue dans un sens large. En 1929, Schacht est nommé délégué de l'Allemagne à la conférence des experts de Paris. Opposé à la politique du gouvernement du Reich, il démissionne de la présidence de la *Reichsbank* en 1930 et se rapproche des nazis à partir de janvier 1931. En 1950, il est classé dans la catégorie V de la loi de dénazification : il est relaxé pour faits de résistance. Entre ces deux dates, la thèse s'attache à comprendre Schacht, en faisant ressortir trois niveaux d'analyse : les relations internationales, la polycratie nazie et le rôle de l'individu.

## **Schacht, financier and diplomat**

Hjalmar Schacht, president of the Reichsbank (1924-1930, 1933-1939) and Minister of the Economics (1934-1937) served both the Weimar Republic and the Third Reich. This dissertation focuses on Schacht's Nazi period. In 1929, he is German delegate at the Young Committee. Opposed to the government's policy, he resigned from the *Reichsbank's* presidency in 1930 and approached the Nazis in January 1931. In 1950, he is classified in the Vth category defined by the denazification regulation: he is released for his resistance against Hitler. Between these two years, the dissertation attempts to understand Schacht, while emphasizing three levels of analysis: international relations, the Nazi polycratic regime and Schacht's role as a single individual.

## **Mots-clés**

Allemagne, Reichsbank, Hjalmar Schacht, République de Weimar, Troisième Reich, Politique économique, Politique financière, Monnaie, Dénazification, Relations économiques et financières internationales, Plan Young, Réparations.

Germany, Reichsbank, Hjalmar Schacht, Weimar Republic, Third Reich, Economic policy, financial policy, Money, Denazification, International financial and economic relations, Young Plan, Reparations

## Remerciements

Je tiens à remercier en premier lieu nos directeurs, Marie-Thérèse Bitsch et Sylvain Schir-  
mann. Leur disponibilité et leurs encouragements, jusqu'aux derniers jours de la rédaction,  
ont été essentiels. Sans eux, cette thèse n'existerait pas. J'espère qu'elle rend honneur au  
temps qu'ils m'ont consacré.

Je suis également très reconnaissant envers Nadine Wilmann, professeur d'allemand à l'IEP  
de Strasbourg, et Kai Baldow qui ont gentiment accepté de dérouiller mon Allemand au début  
de mes recherches.

De nombreuses personnes m'ont aidé au cours de ma thèse et je souhaite ici les remercier :

- Mes relecteurs : André Clavert, Pierre-Paul Hoenen, Laurent Grassin et, la plus exigeante, mon épouse, Virginie Hoenen-Clavert. Pendant de nombreuses années, elle a dû supporter mes digressions sur un financier allemand bizarrement habillé en hauts cols et aux qualités humaines visiblement douteuses. Je sais qu'elle est mon premier soutien.
- Mes collègues doctorants : Louis Clerc, Franziska Brüning, Veronika Heyde et Martial Libera. Je leur souhaite bonne chance pour leur soutenance.
- Monsieur le Professeur Rainer Hudemann qui, non seulement, m'a permis d'obtenir une bourse du DAAD, mais m'a poussé à avoir confiance en mon allemand en me demandant d'intervenir auprès de ses étudiants sarrois.
- Les documentalistes, historiens et employés des centres d'archives et des bibliothèques. Le DAAD m'a octroyé une bourse, qui m'a permis de terminer mes recherches dans de bonnes conditions financières.
- Mes amis et ma famille.
- Je suis certain d'oublier de nombreuses personnes. Je m'en excuse par avance auprès d'elles.

Je désire enfin remercier les membres du jury d'avoir accepté de porter attention à ce travail.

## Table des abréviations

ADAP	Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik
BARCH	Bundesarchiv
BDA	Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CIR	Comite Intergouvernemental pour les Réfugiés
DAF	Deutsche Arbeitsfront
DBFP	Documents on British Foreign Policy
DDF	Documents Diplomatiques Français
DDP	Deutsche Demokratische Partei
DNVP	Deutschnationale Volkspartei
DVP	Deutsche Volkspartei
FRUS	Foreign Relations of the United States
GPRF	Gouvernement Provisoire de la République Française
IMT	International Military Tribunal
KPD	Kommunistische Partei Deutschlands
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei
NSBO	Nationalsozialistische Betriebszellenorganisation
OKW	Oberkommando der Wehrmacht
RSHA	Reichsicherheitshauptamt
RDI	Reichsverband der Deutschen Industrie
SD	Sicherheitsdienst
SDN	Société des Nations
SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands
VDA	Verein für das Deutschtum im Ausland
VOSTA	Volkswirtschaftliche und Statistische Abteilung

## Introduction

« Essayer de comprendre une vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs sans autre lien que l'association à un "sujet" dont la constance n'est sans doute que celle d'un nom propre est à peu près aussi absurde que d'essayer de rendre raison d'un trajet dans le métro sans prendre en compte la structure du réseau, c'est-à-dire la matrice des relations objectives entre les différentes stations. »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques, Sur la théorie de l'action*, « Chapitre 3 : Pour une science des œuvres ». Annexe 1, « L'illusion biographique ». Le Seuil, Paris, 1994.

Le 26 août 1936, Hjalmar Schacht se rend à Paris pour rencontrer Émile Labeyrie, gouverneur de la Banque de France et s'entretenir avec Léon Blum et Vincent Auriol. Nous avons étudié cette rencontre lors de nos recherches antérieures sur la politique économique française et sur la mission van Zeeland<sup>2</sup>. Elle a suscité une curiosité qui se trouve à l'origine de cette thèse. Nous travaillions alors sur le libéralisme tel qu'il s'exprime dans l'entre-deux-guerres au travers des négociations internationales et des discussions des Comités économique et financier de la Société des Nations (SDN). Si Schacht ne rentre pas dans la catégorie des libéraux, il attire l'attention parce qu'il est à l'image de la complexité de l'entre-deux-guerres. Cette période apparaît déterminante pour expliquer le monde d'aujourd'hui, car l'analyse de la crise économique et des totalitarismes a « révolutionné » les sciences et politiques économiques, avec la publication de la *Théorie générale* de John Maynard Keynes en 1936 et la résurgence des libéraux grâce aux travaux de Friedrich Hayek. Les keynésiens comme les libéraux ont renouvelé la science économique parce qu'ils ont refusé de prendre part à la forte bipolarisation des années 1930, entre communisme soviétique et fascisme. En revanche d'autres économistes et financiers ont choisi de prendre position dans cet affrontement idéologique. C'est parmi eux que l'on trouve Hjalmar Schacht bien qu'il se soit proclamé libéral dans les années 1920. Le Président de la *Reichsbank* a préféré s'associer au nazisme, contre la République de Weimar mais également contre le libéralisme économique. Les causes et les conséquences de ce choix et l'ambiguïté de sa position, à la frontière de la sphère économique et de la sphère politique, ont suscité chez nous un très vif intérêt pour Schacht.

Nous avons très tôt constaté certains manques dont souffrent les travaux concernant Schacht. En effet, si ces derniers sont assez nombreux et non dénués d'intérêt, rares sont ceux qui reposent sur une base documentaire solide. Ces ouvrages peuvent être classés en deux catégories opposées : hagiographies et brûlots « anti-Schacht ». Ils ont cependant presque tous en commun de déconnecter l'analyse de la vie de Schacht de celle du III<sup>e</sup> Reich. Seuls les ouvrages universitaires de Simpson E. Amos et d'Earl Ray Beck présentent une vision globale plutôt

---

<sup>2</sup> Frédéric Clavert, « *The Economist* » et la politique économique française du premier gouvernement Blum à la déclaration de guerre. Juin 1936-Septembre 1939. Mémoire de l'IEP de Strasbourg, sous la direction de Sylvain Schirmann et Sabine Urban. Consultable à la BNUS (Strasbourg), 1998 et *La mission van Zeeland, une tentative de clearing multilatéral (juillet 1936-septembre 1938)*, mémoire de DEA sous la direction de Sylvain Schirmann et Raymond Poidevin consultable à la bibliothèque de l'Institut des Hautes Études Européennes, Strasbourg, 1999.

objective de la vie de Schacht, mais se contentent des archives publiées du procès de Nuremberg<sup>3</sup>.

Le plus célèbre des brûlots de l'entre-deux-guerres sur le « magicien des finances<sup>4</sup> » est celui de Norbert Mühlen. Ce Bavarois exilé en Sarre, puis en Suisse et aux États-Unis, économiste de formation et proche du journaliste social-démocrate Konrad Heiden<sup>5</sup>, reproche à Schacht d'avoir ruiné les créanciers internationaux de l'Allemagne pour financer le réarmement<sup>6</sup>. Pour Mühlen, Schacht a ruiné la monnaie et le crédit, apporté le troc et détruit la confiance dans le commerce international. Ces arguments sont en partie repris par Franz Karl Maier, journaliste allemand qui a également participé aux procédures de dénazification après la guerre. Dans un pamphlet introduit par Carl Severing, ancien ministre social-démocrate de la République de Weimar, *Ist Schacht ein Verbrecher?*<sup>7</sup>, Maier reproche à Schacht d'avoir conforté le nazisme grâce à ses talents de banquier. Plus tard, l'ouvrage d'Helmut Müller, motivé par l'actualité bancaire des années 1970, vise à démontrer que l'indépendance d'une banque centrale vis-à-vis de son gouvernement aboutit à mettre en place une institution, qui, derrière des arguments techniques, prend des mesures ayant avant tout une signification politique<sup>8</sup>. Récemment, Albert Fischer a analysé les discours de Schacht pour démontrer son antisémitisme<sup>9</sup>. Son ouvrage souffre cependant d'une carence méthodologique : l'auteur considère que Schacht était libre de sa parole sous le régime totalitaire du III<sup>e</sup> Reich et prend au pied de la lettre l'ensemble de ses discours après 1933, y compris lorsqu'il s'agit de propos commandés par le ministre de la Propagande Joseph Goebbels. Dans ces trois ouvrages, l'argumentation défavorable à Schacht est soutenue par deux piliers : d'une part les décisions prises vis-à-vis de

---

<sup>3</sup> Amos E. Simpson, *Hjalmar Schacht in perspective*. Mouton, The Hague, Paris, 1969 et Earl Ray Beck, *Verdict on Schacht, a study in the problem of political guilt*. Florida State University, Tallahassee, 1955.

<sup>4</sup> L'expression « magicien des finances » est traduite de l'allemand « der Finanzauberer » qui comporte une ambiguïté que la traduction française ne possède pas. En effet, « Zauberer » désigne autant le magicien que l'illusionniste. Mühlen emploie cette expression dans le sens d'« illusionniste ».

L'expression française est de fait plus favorable à Schacht que le terme allemand.

<sup>5</sup> Konrad Heiden, est l'un des premiers biographes de Hitler : *Adolf Hitler, eine Biographie*, Europa-Verlag, Zürich, deux volumes, 1936-1937. Il a également écrit l'introduction du livre de Norbert Mühlen, *Der Zauberer. Leben und Anleihen des Dr Hjalmar Horace Greeley Schacht*. Europa-Verlag, Zürich, 1938.

<sup>6</sup> Norbert Mühlen, *Der Zauberer... op. cit.*

<sup>7</sup> Franz Karl Maier. *Ist Schacht ein Verbrecher?* Verlag die Zukunft Reutlingen, Stuttgart, 1947. Cet ouvrage reproduit la plainte contre Schacht de la procédure de dénazification du Wurtemberg-Bade.

<sup>8</sup> Helmut Müller. *Die Zentralbank, eine Nebenregierung: Reichsbankpräsident Hjalmar Schacht als Politiker der Weimarer Republik*. Westdeutscher Verlag, Opladen, 1973.

<sup>9</sup> Albert Fischer, *Hjalmar Schacht und Deutschlands « Judenfrage »: der « Wirtschaftsdiktator » und die Vertreibung der Juden aus der deutschen Wirtschaft*. Wirtschafts- und sozialhistorische Studien.



l'extérieur pour limiter le poids de l'endettement de l'Allemagne et d'autre part la décision du banquier de travailler avec les nazis.

L'hagiographie la plus complète est publiée en 1980 par Heinz Pentzlin<sup>10</sup>. L'auteur a en effet travaillé au ministère de l'Économie du Reich avec Karl Blessing, collaborateur de Schacht à la *Reichsbank* et Président de la *Bundesbank* de 1958 à 1969, Hans Posse, directeur ministériel, et le gendre de Schacht, Hilger van Scherpenberg, diplomate et financier. Dans son avant-propos, il précise que des proches et amis de Schacht lui ont demandé d'écrire cette biographie :

« Des amis de Schacht, ainsi que sa femme, m'ont invité à décrire sa vie et son activité. »<sup>11</sup>

En conséquence, il s'agit essentiellement d'un témoignage sur Schacht, d'autant plus que l'auteur s'est contenté, pour les sources directes, des procès-verbaux et documents du tribunal militaire international de Nuremberg. Il évacue facilement et trop rapidement les critiques de Schacht, notamment celles de Norbert Mühlen et Franz Karl Maier :

« Il ne faut pas non plus méconnaître que les reproches contre le comportement politique de Schacht dans les années 30 ont été avancés avant tout par des politiques et des publicistes qui ne veulent pas convenir [...] que les gouvernants de la République de Weimar n'aient pu surmonter les tâches qui se présentaient à eux à la fin des années 20 et au début des années 30. »<sup>12</sup>

Selon Pentzlin, Schacht est décrit comme un malfaiteur par deux auteurs soucieux de trouver une excuse aux échecs de la République de Weimar. De plus, pour mieux expliquer les causes de la mauvaise réputation de Schacht, il met en avant la volonté des marxistes de désigner la finance et le capitalisme comme sources du régime nazi : Schacht devenait ainsi un symbole dans cette analyse du régime<sup>13</sup>. Enfin, le Président de la *Reichsbank* a pratiqué une politique

Böhlau, Cologne, 1995.

<sup>10</sup> Heinz Pentzlin. *Hjalmar Schacht : Leben u. Wirken e. umstrittenen Persönlichkeit*. Ullstein, Berlin, 1980, 295 pages.

<sup>11</sup> « Freunde Schachts, zusammen mit seiner Frau, haben mich aufgefordert sein Leben und Wirken darzustellen. » *Ibidem*, p. 7

<sup>12</sup> « Es darf auch nicht verkannt werden, daß die Vorwürfe gegen Schachts politisches Verhalten in den dreißiger Jahren vor allem von Politikern und Publizisten vorgebracht worden sind, die es nicht wahrhaben wollen [...] daß die Regierenden in der Weimarer Republik die Aufgaben, die ihnen Ende der zwanziger und Anfang der dreißiger Jahre gestellt waren, nicht bewältigen konnten. » *Ibidem*, p. 11

<sup>13</sup> Charles Bettelheim. *L'économie allemande sous le nazisme. Un aspect de la décadence du capitalisme*. Librairie Marcel Rivière et Cie, Paris, 1946. Ce n'est pas une biographie de Schacht mais on y retrouve la tendance marxiste décrite par Pentzlin.

keynésienne avant même la publication de la *Théorie générale* en 1936. Les keynésiens, ne voulant pas d'un soutien aussi encombrant, se sont distanciés de sa politique. Tous ces facteurs expliquent que se soient répandus de nombreux « clichés » sur Schacht.

Or, si dans son avant-propos Pentzlin déclare vouloir s'en prendre à ces idées toutes faites sur l'ancien Président de la *Reichsbank*, il ne les combat que lorsqu'elles lui sont défavorables. Sa conclusion tend donc à démontrer que Schacht n'avait pas d'autres choix que d'utiliser le national-socialisme pour pallier l'échec de la République de Weimar. Un point relevé par Pentzlin dans son introduction est cependant juste : les biographies de Schacht sont insuffisantes, notamment parce qu'elles se concentrent uniquement sur la politique économique et financière du banquier central.

Les autres hagiographies de Schacht sont souvent fondées soit sur son autobiographie<sup>14</sup>, soit sur l'ouvrage de Franz Reuter, son « biographe officiel »<sup>15</sup>. Dans cette catégorie, deux publications sont particulièrement intéressantes<sup>16</sup>, leurs auteurs insistant sur son apport à la technique financière. Il s'agit d'une part de la plus récente biographie sur Schacht, écrite par André Wilmots<sup>17</sup>, ancien haut-fonctionnaire d'institutions internationales, et, d'autre part, d'un article datant de 1960 de Marcel Rudloff<sup>18</sup>, fondé sur le parallèle stimulant entre l'économie allemande sous Schacht et les économies des démocraties libérales durant la Guerre Froide. Ces ouvrages ont souvent pour défaut de se borner aux aspects économiques et financiers de la vie de Schacht, sans replacer ce dernier dans le contexte de la politique allemande. De manière plus générale, à l'exception peut-être de l'ouvrage d'Albert Fischer, la faiblesse essentielle de toutes les biographies de Schacht se situe dans la séparation qu'elles opèrent entre leur analyse du Président de la *Reichsbank* de l'analyse du III<sup>e</sup> Reich.

Il existe enfin, outre les biographies, de nombreux ouvrages qui évoquent certains événements

---

<sup>14</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre meines Lebens*. Kindler und Schiermeyer Verlag, Bad Wörishofen, 1953.

<sup>15</sup> Franz Reuter, *Schacht*. R. Kittler, Leipzig, 1937. Nous ne commentons pas la biographie de Friedrich Lenz, *Zauber um Dr. Schacht*, 1954, Heidelberg, à compte d'auteur. Friedrich Lenz est un nazi qui a quelques comptes à régler avec Hjalmar Schacht.

<sup>16</sup> Nous ne citons pas ici toutes les biographies de Schacht qui lui sont favorables. Deux exemples français : Henri Bertrand. *Le docteur Schacht*. Collection « Les contemporains vus de près », NRF Gallimard, Paris, 1939 et Maurice de Saint-Jean, *La politique économique et financière du Dr Schacht*, Société Française d'imprimerie et de librairie, Poitiers, 1936. Plus récemment, le journaliste américain John Weitz a publié *Hitler's banker Hjalmar Horace Greeley Schacht*. Little, Brown and Company, Boston, New York, Toronto, London, 1997.

<sup>17</sup> André Wilmots, *Hjalmar Schacht (1877-1970). Grand argentier d'Hitler*. Le Cri, Bruxelles, 2001. Christopher Kopper s'appête à publier *Hjalmar Schacht. Aufstieg und Fall von Hitlers mächtigstem Bankier*. Hanser Wirtschaft, 2006.

de la vie de Schacht ou qui portent sur la politique économique du III<sup>e</sup> Reich. Ces références bibliographiques nous ont été d'un soutien précieux.

\*

Il nous semble que les manques des ouvrages concernant Schacht sont en partie liés aux difficultés inhérentes au genre biographique. Ces dernières ont suscité en France de nombreux débats, moins virulents aujourd'hui. En effet, après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au milieu des années 80, l'École des Annales, dominante en France, a fait de la biographie un genre mineur et périphérique de la production scientifique française en histoire<sup>19</sup>. Néanmoins, le succès en librairie de ce genre alors apprécié des auteurs de romans historiques ne s'est jamais démenti, montrant le hiatus entre l'université et un grand public amateur de biographies historiques.

Depuis le milieu des années 1980, les débats sur ce genre ne l'excluent plus du champ scientifique et il existe en outre une abondante littérature<sup>20</sup> sur la méthode de la biographie, qu'elle lui soit favorable, insistant sur l'*histoire par l'exemple*<sup>21</sup>, ou défavorable, dénonçant le danger de l'*illusion biographique*<sup>22</sup>. Dans cet article très connu de Pierre Bourdieu, paru en 1986 dans les *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, le sociologue insiste finalement sur la notion de structure ou de « champ » : on ne peut écrire une vie lorsqu'on ne l'insère pas dans ces structures car ces dernières imposent des choix à la personne étudiée.

La question des structures est d'autant plus importante qu'elle a été au centre des grands débats sur l'interprétation du nazisme qui ont ébranlé l'historiographie allemande des années 1960 aux années 1990<sup>23</sup>. Depuis la parution du *Hitler* de Ian Kershaw, la question détermi-

---

<sup>18</sup> Marcel Rudloff, « Schacht, financier ». *Revue de science financière*, n° 1, p. 72-104, 1960.

<sup>19</sup> Lucien Febvre a cependant publié *Un destin : Martin Luther*. PUF, Paris, 1952 (1928).

<sup>20</sup> François Dosse. *Le pari biographique : écrire une vie*. La Découverte, Paris, 2005.

<sup>21</sup> Lucien Febvre, *Un destin... op. cit.* et Guillaume Piketty, « Enjeux. La biographie comme genre historique ? Étude de cas ». *Vingtième Siècle*, 1999, n° 63, p. 119-126.

<sup>22</sup> Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques... op. cit.* Publié à l'origine dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, juin 1986, p. 69-72. Voir aussi *Problèmes et méthodes de la biographie : actes du Colloque, Sorbonne, 3-4 mai 1985*. Histoire au présent. Publications de la Sorbonne, Paris, 1985 et Jean Peneff, *La méthode biographique : de l'école de Chicago à l'histoire orale*. U sociologie. Armand Colin, Paris, 1990.

<sup>23</sup> Nous renvoyons à divers articles et ouvrages : Pierre Ayçoberry. « Sur Hitler: avatars récents du genre biographique ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, volume 47, n° 2, 2000, p. 308-322 ; Édouard Husson. « La recherche scientifique sur le national-socialisme dans les deux dernières décennies : un »changement de paradigme'' ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 32<sup>e</sup> année, n° 3, p. 451-466, Juillet-Septembre 2000 ; Ian Kershaw. *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*. Folio Histoire, Paris, 1997 et les articles de Ludolf Herbst et

nante n'est plus de savoir qui des structures ou de Hitler s'impose à l'autre mais dans quelle mesure l'interaction entre ces deux éléments confère au régime une dynamique de radicalisation constante<sup>24</sup>. Le *Führer*, devenu mythe, exerce un pouvoir de type charismatique, dont les différents éléments du régime, personnes ou institutions, essaient de « se rapprocher » par l'interprétation de ses paroles et de ses actes. Dans le III<sup>e</sup> Reich, chacun se prévaut de Hitler pour légitimer son action, structurant ainsi le régime en polycratie, où les institutions officielles et officieuses se multiplient et se concurrencent. D'une certaine manière, on rejoint en partie la méthodologie de l'histoire des relations internationales qui insiste sur l'interaction entre l'« Homme d'État » et les « Forces profondes »<sup>25</sup>.

Insérer une personne dans des structures revient à poser la question de la construction/déconstruction. En effet, la « vie » de Schacht n'existe pas de manière construite : c'est son biographe qui lui donne corps, tout en n'en abordant qu'une partie. On en vient ici au problème de l'abondance des sources ou de leur éventuelle absence et des choix que opérés par le biographe, faute de pouvoir consulter toutes les sources disponibles d'une part et de pouvoir combler ce qui n'est pas dans les archives d'autre part. Pour donner une forme d'unité au récit biographique sans pour autant tomber dans l'*illusion*, l'auteur est dans l'obligation de délimiter fortement son sujet, chronologiquement et thématiquement, afin de ne pas déconstruire la vie de la personne étudiée au point que le récit ne soit plus lisible. En conséquence, le biographe « caviarde » une partie de la vie de la personne étudiée.

\*

La difficulté à pouvoir embrasser toute la vie de Schacht d'une part et déterminer l'influence des structures, de l'action individuelle et de l'idéologie nazie ou conservatrice d'autre part, nous a poussé à limiter cette thèse à une période qui semblait cohérente (1929-1950). Cela nous a également conduit à insister sur les relations internationales, particulièrement économiques et financières, sans pour autant ignorer l'interaction entre problèmes intérieurs et problèmes extérieurs.

---

Horst Möller dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin, dir., *État et société en Allemagne sous le Troisième Reich*. Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, Asnières, 1997 et enfin Hans-Ulrich Wehler, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*, Band 4. Beck, München sur la notion de charisme.

<sup>24</sup> Ian Kershaw. *Hitler*. Tome 1 : *Hubris 1889-1936*, Tome 2 : *Nemesis 1936-1945*, W. W. Norton & Company, New York Londres, 1999 (tome 1) et 2001 (tome 2).

<sup>25</sup> Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle. *Introduction à l'histoire des relations internationales*. Armand Colin, Paris, 1964.

La conférence des experts de 1929 à Paris, présidée par Owen Young, est le point de départ du chemin menant Schacht à la démission en mars 1930. Ainsi, commencer cette thèse par la conférence des experts permet d'expliquer ce qui a mené Schacht à la droite puis à l'extrême droite après 1930 et d'étudier son rapprochement avec les nazis. Il fallait aussi se demander s'il était pertinent de clore notre travail avec le départ de Schacht de la *Reichsbank* (1939), son arrestation à la suite de l'attentat manqué du 20 juillet 1944 ou s'il fallait y inclure le procès de Nuremberg, la dénazification ou encore sa carrière après 1950. Si, bien sûr, nous évoquerons ce qui s'est passé après 1950, il nous a semblé évident, après dépouillement des archives, qu'il fallait arrêter cette recherche à la fin des procès de dénazification. Nous nous concentrons ainsi sur la « période nazie » de Schacht dans un sens large, allant de son rapprochement avec la NSDAP à la fin des procédures judiciaires liés à son activité sous le III<sup>e</sup> Reich. Cette partie de la vie de Schacht nous semble être à l'image du destin de nombreux allemands conservateurs, de Weimar à Bonn.

Nous insisterons surtout sur la sphère internationale, politique, économique et financière. Schacht n'a pas été diplomate au sens propre du terme, puisqu'il n'a jamais été fonctionnaire de l'*Auswärtiges Amt*. Mais, à une époque où la balance commerciale et l'endettement extérieur sont des aspects primordiaux de la politique économique et financière interne et externe du Reich, de nombreuses personnes étrangères au ministère des Affaires étrangères jouent un rôle déterminant dans les relations internationales de l'Allemagne. De 1929 à 1939, Schacht a été délégué de son pays à Paris pour le Comité Young, à Baden-Baden pour les travaux du Comité d'Organisation de la BRI ou encore à Londres en 1933 pour la conférence économique. Il est dans les coulisses à La Haye en 1929 et en 1930. Ses voyages eurent un impact, direct ou non, sur la diplomatie allemande aux États-Unis en 1930 et 1933, dans les pays d'Europe centrale et orientale et en France en 1936 et 1937, sans oublier ses innombrables déplacements à Londres, à Bâle ou encore les correspondances entretenues avec ses homologues européens et des banquiers privés anglais ou américains. Enfin, il a organisé les relations avec les créanciers internationaux de l'Allemagne et est intervenu dans les échanges commerciaux avec l'extérieur en tant que ministre de l'Économie de 1934 à 1937.

Cependant, cette activité internationale s'explique pour beaucoup par des problèmes internes à l'Allemagne et par la personnalité de Hjalmar Schacht. En conséquence, bien que nous insistions sur les relations internationales, il reste nécessaire de se placer à trois niveaux différents mais imbriqués : Schacht, l'Allemagne et les relations internationales. Il devient alors nécessaire d'aborder de nombreuses problématiques différentes, n'ayant parfois aucun autre

point commun entre elles que Schacht lui-même. L'évolution politique de ce dernier, des jeunesses libérales nationales au conservateur allié aux nazis en passant par le « libéral de gauche », est associée à l'évolution de l'empire, de la République de Weimar et du III<sup>e</sup> Reich. Pour cette thèse, l'évolution de Schacht dans le cadre d'une République dont les fondements s'écroulent peut être lue comme symptomatique de cet écroulement. Une fois de retour à la tête de la *Reichsbank* et plus encore en tant que ministre de l'Économie, les activités de Schacht permettent d'aborder toute la politique économique et financière intérieure et extérieure de l'Allemagne jusqu'en janvier 1939. Il s'agit alors d'analyser la politique et les décisions d'une personne – Schacht – dans le cadre d'un régime aux structures évoluant de façon dynamique et devant prendre en compte les relations internationales.

À un niveau international, il faut intégrer certaines caractéristiques de l'entre-deux-guerres, particulièrement la coopération croissante entre les banques centrales, facilitée par la création de la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et la multiplication des relations personnelles entre les banquiers centraux. Cette coopération va de pair avec la diffusion de nouvelles techniques bancaires, comme l'*open market*, l'utilisation de la dette flottante dans le financement du budget des États ou encore le préfinancement.

Au plan national, il est nécessaire de comprendre la place de Schacht dans la polycratie nazie. Il faut également étudier la collaboration de Schacht aux usages du régime : quelles étaient ses tâches dans la propagande du régime, dans quelle mesure s'insère-t-il dans la logique du « rapprochement du Führer » et dans la dynamique propre au régime nazi ? Schacht a-t-il eu « foi » en Hitler et dans le mythe du *Führer* ?

Dans le cadre de l'analyse de la place de Schacht dans le régime nazi, une question délicate ne peut être évitée : était-il antisémite ? La participation à un régime comme le III<sup>e</sup> Reich semble impliquer une réponse évidente. Mais Schacht a autant participé à la mise en place des lois de Nuremberg qu'il a voulu faciliter l'émigration des Juifs hors d'Allemagne, pour éviter d'autres pogroms après la *Nuit de Cristal* en 1938. À l'instar de Hans-Ulrich Wehler, on peut probablement parler d'un antisémitisme bourgeois ou de notable<sup>26</sup>, que l'on peut qualifier de

---

<sup>26</sup> Hans-Ulrich Wehler utilise le terme « Honoratioren-Antisemitismus », *Tagesspiegel*, 8 décembre 1998. Voir aussi BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6995, p. 30-33, « Ansprache des Reichsbankpräsidenten und Reichswirtschaftsministers Dr. Schacht auf der Eröffnungssitzung des Berliner Kongresses der Internationalen Handelskammer am 28. Juni 1937 », où Schacht déclare : « Nationalismus ist nichts von Menschen Gewolltes, sondern ist von Gott gegeben, der die Völker nach Rasse, Sprache und Kultur hat werden lassen »

« dissimilatoire »<sup>27</sup>, différent de l'antisémitisme du régime qui, s'il intègre cette notion de dissimilation, se centre surtout sur une logique « biologique » radicale. La relation entre ces deux types d'antisémitisme s'intègre-t-elle aussi à la dynamique du régime et a-t-elle eu des conséquences sur la position de Schacht dans ce régime ?

Une autre question doit être traitée : comment caractériser la politique de Schacht sous le III<sup>e</sup> Reich ? Est-ce une politique « nazie » ? Est-ce une politique relevant de la « magie des finances » ou de l'« illusion » ? La formation et l'expérience de Schacht, docteur en sciences économiques, ancien de la *Dresdner Bank*, ancien Président de la *Reichsbank* sous la République de Weimar, ont-elles infléchi la politique du régime nazi ? En d'autres termes, quelle est l'interaction entre la politique d'un conservateur formé sous le Reich wilhelmien et celle du régime nazi ?

Enfin, la période qui débute en 1938 est particulière et complexe. Toujours en poste jusqu'en 1943 comme Président de la *Reichsbank* puis comme ministre sans portefeuille, Schacht participe pourtant à des actions de résistance contre le III<sup>e</sup>, pour lesquelles il mobilise son réseau de connaissances à l'étranger. Ces actions ne l'ont pas empêché d'être traduit en justice, à Nuremberg avec les grands criminels de guerre puis pendant de longues procédures de dénazification, où les questions impliquant sa participation à la résistance d'une part et son influence au niveau international pendant toute sa carrière d'autre part jouent un rôle extrêmement important.

\*

L'ensemble de ces questions pose le problème de l'unité d'une biographie sur Schacht. Sans tomber dans l'« illusion biographique », il reste nécessaire d'établir une problématique, vue comme une hypothèse dynamique, non-linéaire et évoluant en fonction du contexte dans lequel Schacht s'insère. Cette problématique peut être orientée vers les conceptions « géopolitiques » du Président de la *Reichsbank* d'une Allemagne indépendante des circuits économiques et financiers, anglo-saxons ou français, rivalisant avec les autres grandes puissances, dans de nombreux domaines – économique, colonial, etc<sup>28</sup>. L'hypothèse formulée est finalement celle d'un membre de l'élite économique et financière allemande, attachée à une Allemagne menant une *Weltpolitik* correspondant à l'ambition du Reich wilhelmien mais qui se

<sup>27</sup> Sabine Gillmann et Hans Mommsen, *Politische Schriften und Briefe Carl Friedrich Goerdelers*. 2 volumes, KG Saur, München, 2003, 1295 p.

<sup>28</sup> Voir les discours de son voyage aux États-Unis de l'automne 1930 (Chapitre 3, section I, A, 3)

déploie dans un monde en rupture, « brutalisé » par la Première Guerre mondiale. Cette conception développée par Schacht sur le Reich insère ce pays dans un cadre international mais ce sont à la fois les structures de l'Allemagne et les structures internationales qui sont en mouvement et en décalage par rapport à l'avant-1914. Quelles sont les destinées d'un conservateur formé par le régime impérial allemand et imprégné de l'idéologie wilhelmienne, dans un contexte national et international, qui, de l'Europe de Versailles à celle de Potsdam, est particulièrement instable ? Il s'agit finalement d'une problématique rupture/continuité : des structures, des idées, des hommes et des femmes du Reich wilhelmien restent en place malgré la rupture majeure de la Première Guerre mondiale. Ces éléments de permanence changent cependant de sens ou de fonction à l'épreuve de cette rupture. Quelle est l'évolution d'un homme dans le cadre de cette dialectique entre ruptures et continuités ?

\*

Ces problématiques nous ont amené à faire l'inventaire des nombreuses sources concernant Schacht : à Londres à la Banque d'Angleterre et dans les banques privées ; aux États-Unis au Département d'État et dans les banques ; dans divers pays où Schacht a voyagé ou été conseiller après la guerre comme l'Égypte ; en Israël où l'État a suivi le parcours des anciens dignitaires du régime nazi ; en Suisse, à la Banque des Règlements Internationaux et à la Société des Nations ; dans tous les pays européens disposant d'une banque centrale dans les années 1920 et 1930 ; et enfin en Allemagne même. Dans ce dernier cas, le gisement essentiel est à Berlin-Lichterfelde, où les archives de la *Reichsbank*, du *Reichswirtschaftsministerium* et de la chancellerie sont consultables. Un « fond partiel Schacht » est également entreposé à Coblenche et les archives militaires de Fribourg contiennent des éléments essentiels sur les conflits autour de la politique agricole de Richard Walter Darré. Les archives du procès de Nuremberg sont à Munich et les archives des procès de dénazification intentés contre Schacht sont réparties entre Munich et Hanovre. La seconde partie du fonds Schacht se trouve à Moscou mais semble contenir pour l'essentiel des discours consultables à Berlin. À ces dépôts s'ajoutent enfin les archives publiées.

Devant cette pléthore de sources, priorité a été accordée aux centres allemands et aux archives permettant un point de vue international (Archives de la Société des Nations à Genève, Banque des Règlements Internationaux à Bâle, Banque de France). Le manque de sources anglo-saxonnes a été compensé par la consultation des archives de la BRI, par la lecture de la correspondance entre Montagu Norman et Hjalmar Schacht qui est entreposée pour partie à



Coblence et par l'utilisation des documents diplomatiques britanniques et américains publiés<sup>29</sup>.

Outre le choix des centres d'archives, il a fallu décider d'arrêter les recherches. Ainsi, la *Reichsbank* possède un fonds Schacht, en grande partie constitué de revues de presse, reflétant l'une des activités de la *Statistische Abteilung* de la *Reichsbank*. Ces revues de presse n'ont pas été toutes consultées, les informations récoltées dans ces boîtes d'archives étant trop pauvres et très répétitives. En outre, il a fallu consulter des archives de la banque centrale classées par sujet, le fonds Schacht n'étant pas suffisant. Nous avons ainsi dû sélectionner certains thèmes, tous en rapport avec l'international et décider, à l'été 2005, d'arrêter de consulter les archives afin de nous consacrer à la rédaction de ce travail. Nous avons aussi fait le choix de nous limiter aux *Akten zur deutschen Auswärtigen Politik* et de ne pas nous déplacer aux archives politiques de l'*Auswärtiges Amt*, les documents publiés comprenant de nombreuses ressources sur Schacht, recouvrant avec beaucoup de précision toute la période étudiée.

Nous avons dû aussi tenir compte de l'utilisation particulière de ces sources dans le cadre d'un ouvrage biographique. Le principal problème est posé par le point de vue de l'auteur des documents. Il est finalement assez rare d'avoir une archive signée de la main même de la personne étudiée. En outre, de nombreuses personnes peuvent avoir participé à l'élaboration de ce document, particulièrement dans le cas des discours. Pour ses allocutions, Schacht donnait des indications pour la rédaction du texte. Les employés de la *Vosta (Volkswirtschaftliche und Statistische Abteilung)* à la *Reichsbank* réunissaient de la documentation et rédigeaient ensuite des projets de discours. Puis Schacht en relisait la dernière mouture, la corrigeait et la renvoyait pour une dernière mise au point à la *Vosta*. Peut-on alors considérer que ce document est vraiment *de* Schacht ? Il est particulièrement difficile de répondre, lorsque le discours, par exemple, a été commandé à des fins de propagande, comme à l'occasion du référendum d'août 1934<sup>30</sup>. Les conférences de presse posent un problème similaire. Les deux conférences tenues, par exemple, à l'occasion de la dévaluation française en septembre 1936, l'une pour la presse allemande, l'autre pour la presse internationale, se tiennent chez Goebbels<sup>31</sup>. Dans quelle mesure peut-on considérer que les paroles de Schacht sont vraiment *de* lui, reflètent-

---

<sup>29</sup> La bibliothèque universitaire de l'Université du Wisconsin a mis en ligne la collection des Foreign Relations of the United States à l'adresse <http://digioll.library.wisc.edu/FRUS/>

<sup>30</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7029, p. 9 et suivantes.

<sup>31</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3738, p. 107 et suivantes.

elles vraiment sa pensée, alors qu'elles sont prononcées sous le contrôle du ministre de la Propagande ? Ce type de question se résout au cas par cas et nécessite d'être particulièrement prudent.

De nombreuses sources sont également extérieures à la personne de Schacht. Se pose alors le problème du point de vue de leur auteur : lorsqu'on dispose de plusieurs documents reflétant plusieurs approches, on peut affiner son jugement et déterminer ce qui relève des faits et ce qui relève de l'opinion de l'auteur sur Schacht. Lorsqu'il n'existe qu'un seul document sur un sujet précis, certaines questions se posent : l'auteur instrumentalise-t-il ce qu'il entend dire sur Schacht ? Arrange-t-il son discours en fonction des circonstances ou du destinataire du document ? Les notes de Clément Moret, sous-gouverneur de la Banque de France, pendant la conférence des experts de Paris en 1929 sont, par exemple, très difficiles à utiliser lorsqu'on en vient au jugement que porte l'auteur sur Schacht<sup>32</sup>, d'autant plus que ces documents sont écrits à destination d'autres responsables de la Banque de France qui cherchent probablement dans ces notes des éléments pour noircir encore un avis défavorable sur leur homologue allemand. Toutefois, on peut les croiser avec certains documents de la BRI, de la chancellerie du Reich et de l'*Auswärtiges Amt*.

Les mémoires des acteurs de l'époque sont aussi des sources qui permettent notamment de percevoir les réseaux de personnes et les structures dans lesquelles le sujet dont on écrit la vie est inséré. Cependant, leur parti pris est handicapant. Le journal d'Ulrich von Hassell, ambassadeur du Reich à Rome et opposant conservateur au III<sup>e</sup> Reich, par exemple, regorge de remarques négatives sur le Président de la *Reichsbank*<sup>33</sup>. Elles contrastent fortement avec ce qu'a écrit Hans Bernd Gisevius, autre résistant, à propos de Schacht et de son comportement sous le régime nazi<sup>34</sup>. Gisevius admire sans aucun doute Schacht et son jugement est très favorable. Il est alors difficile de délier ce qui tient du jugement moral ou affectif de ce qui tient des remarques fondées sur des faits plus objectifs.

Enfin, les mémoires de Schacht posent un problème particulier. Quelle place leur accorder ? Nous avons décidé de ne les utiliser comme source que pour pallier d'éventuels manques documentaires ou lorsque nous avons des documents confirmant leur contenu. Toutefois le souci de questionner et remettre en cause ces mémoires a été constant : les informations données

---

<sup>32</sup> Mission historique de la Banque de France, 1489200303/11 « Documents de réunion de M. Moret »

<sup>33</sup> Ulrich von Hassell. *Journal d'un conjuré 1938-1944. L'insurrection de la conscience*. Belin, Paris, 1996.

par l'autobiographie du banquier doivent être passées au crible de la critique historique. Ce point de vue est aussi valable pour les autres ouvrages de Schacht et pour les biographies antérieures qui le concernent.

\*

Afin de répondre aux questions posées dans cette introduction, nous avons divisé cette thèse en trois parties. La première se concentre sur la manière dont Schacht est arrivé au ministère de l'Économie en 1934. Elle aborde dans un premier chapitre le parcours de Schacht avant 1929, c'est-à-dire ses études, ses premiers emplois au *Handelsvertragsverein* et à la *Dresdner Bank*, son expérience de guerre en Belgique, le scandale de Bruxelles en 1915 et son accès à la direction de la *Nationalbank*. Il s'agit de montrer comment un docteur en sciences économiques spécialisé dans le mercantilisme anglais et ayant une expérience professionnelle dans la presse devient un banquier réputé et respecté. Cette réputation et sa participation à la fondation d'un parti démocratique, la *Deutsche Demokratische Partei* (DDP), lui permettent de devenir Président de la *Reichsbank* après avoir implémenté le plan de lutte contre l'hyperinflation en tant que commissaire à la monnaie du Reich. Nous nous attarderons ensuite sur la politique de Schacht sous la République de Weimar, qui permet d'une part de maintenir le mark stable mais, d'autre part, montre un comportement de plus en plus critique de la part du Président de la *Reichsbank* vis-à-vis de la République de Weimar, sans qu'il n'y ait pour autant rupture.

Nous traiterons ensuite l'histoire de la démission de Schacht de mars 1930. Elle commence par la préparation et les travaux de la conférence des experts sous direction d'Owen D. Young à Paris. De septembre 1928 à juin 1929, les relations entre Schacht et le gouvernement d'Hermann Müller (SPD) se dégradent progressivement, au point que, pendant les conférences de La Haye de l'été 1929 et de janvier 1930, et lors du débat budgétaire allemand de décembre 1929, Schacht devient une entrave au bon fonctionnement de la République et de sa politique étrangère. Le Président de la *Reichsbank* adopte en effet une ligne dont le but est soit de bouleverser la politique du Cabinet Müller, soit de le pousser à la démission. Les représentants allemands à La Haye décident alors de forcer la *Reichsbank*, contre l'avis de son Président, à participer à la Banque des Règlements Internationaux. Cherchant peut-être une dernière fois à déstabiliser le gouvernement de coalition, Schacht démissionne en signe de protestation.

---

<sup>34</sup> Hans Bernd Gisevius. *Bis zum bittern Ende*, Fretz & Wasmuth Verlag AG, Zürich, 1946. 2 volumes.

Les quatre années qui vont de mars 1930 à son arrivée à la tête du ministère de l'Économie sont marquées par les premiers pas de Schacht vers les nazis, bien qu'il garde « plusieurs fers au feu » dans un premier temps en restant en contact avec le nouveau chancelier, Heinrich Brüning, et avec les nationaux-allemands. Après une série de conférences montrant son hostilité au système parlementaire, au marxisme et aux Français, Schacht rencontre Adolf Hitler, chef de la NSDAP, pour la première fois en janvier 1931. À l'été 1931, la gestion de la crise bancaire par Brüning décide Schacht à participer au front de Bad Harzburg et, quelques mois plus tard, à se rapprocher définitivement des nazis, en envoyant deux lettres qui le place comme sorte de conseiller économique de Hitler. Malgré une faible implication dans l'arrivée au pouvoir de Hitler à la fin du mois de janvier 1933, le chancelier et Göring lui confient la gestion des fonds de la campagne de février 1933, puis Hitler le nomme à la tête de la *Reichsbank*. Schacht est ensuite envoyé auprès de Roosevelt dans le cadre de la préparation de la conférence de Londres, puis est membre de la délégation allemande qui y est envoyée. Toutefois, la tâche essentielle de Schacht est de mettre un terme au problème des transferts en 1933 et en 1934, au cours de quatre conférences. Le paiement des dettes extérieures allemandes en devises est ainsi suspendu au 1<sup>er</sup> juillet 1934. Le succès de cette politique qui transforme les discussions économiques multilatérales en relations purement bilatérales et le lancement du préfinancement pour soutenir la politique de réarmement placent Schacht en bonne position pour remplacer Kurt Schmitt, ministre de l'Économie depuis juillet 1933, critiqué par les nazis pour sa mollesse. Avec la *Nuit des longs couteaux* qui permet à Hitler de succéder à Hindenburg, Schacht devient Ministre de l'Économie au début du mois d'août 1934.

L'été 1934 ouvre la seconde partie de cette thèse. Le grand œuvre de Schacht en tant que ministre est la mise en place d'un *Nouveau Plan* en septembre 1934, qui a pour but de limiter le déficit du commerce extérieur. Le nouveau ministre fait alors face aux conséquences diplomatiques de ce plan. En effet, sa politique économique entraîne une crise immédiate des relations avec le Royaume-Uni et les États-Unis. De plus, pour que le *Nouveau Plan* et le réarmement puissent se poursuivre malgré la pénurie de devises, il essaye de restreindre toute décision de politique étrangère impliquant des dépenses de devises. Les négociations commerciales qui permettent d'améliorer l'approvisionnement en matières premières font aussi partie des attributions de Schacht et permettent notamment d'assurer une influence grandissante en Europe danubienne et balkanique. Cependant, son ascendant sur la diplomatie du Reich, comme le montre l'exemple des négociations avec l'URSS, bute inévitablement sur les grandes orientations politiques du Reich. Parallèlement, il poursuit le soutien financier au développement de

la *Wehrmacht* en adaptant la réforme bancaire du Reich aux besoins de financement de l'armée. Ses fonctions le poussent à s'insérer dans le système polycratique du régime nazi, par sa participation à la propagande du régime, par sa conception du rôle des Juifs en Allemagne et par ses relations avec les autres nazis et Hitler.

Mais à l'hiver 1935-1936, les nazis partent « à l'assaut » du pouvoir de Schacht. Dans un contexte diplomatique marqué par la remilitarisation de la Rhénanie, la guerre d'Espagne et une accalmie des tensions au cours de l'année 1937, le Président de la *Reichsbank* lutte contre Darré, ministre de l'agriculture, Göring, ministre de l'Air, et Robert Ley, chef du Front du travail. Dans un premier temps, Schacht a lui-même permis l'intervention de Göring dans le domaine économique, pensant qu'il pourrait le protéger du parti. Mais il ne peut empêcher la mise en place du *Plan de 4 ans*, sous la direction de Göring, qui étend progressivement ses attributions à une grande partie du domaine économique. Il se défend contre l'attaque de Ley sur la direction de l'artisanat. Face au parti, le ministre de l'Économie ne peut plus imposer son autorité et est déchargé de ses fonctions à sa demande. Toutefois, à partir de 1936, il essaye de maintenir son pouvoir en faisant appel à l'étranger, pour trouver des matières premières et pour tenter d'ouvrir des négociations sur un retour des colonies à l'Allemagne. Schacht échoue : il n'est plus qu'un conservateur en décalage avec un régime dont la dynamique le dépasse désormais.

La troisième partie s'arrête sur l'opposition, la résistance et les années passées en prison et en jugement de Schacht. Avec son départ du ministère de l'Économie, son influence décroît, bien qu'il reste Président de la *Reichsbank* et ministre sans portefeuille. La crise Blomberg-Fritsch en janvier et février 1938 le met en contact avec des militaires et civils qui contestent le régime : Hans Oster, Ludwig Beck, Hans Bernd Gisevius ou Carl-Friedrich Goerdeler. Elle marque le début d'une résistance réelle contre le régime, qui reste active jusqu'en 1941. Parallèlement, l'évolution de la masse monétaire du *Reichsmark*, le risque croissant d'inflation et le refus du gouvernement du Reich de rembourser les traites spéciales qui ont permis le financement du réarmement le poussent à soumettre à Hitler un mémorandum qui demande un changement de politique économique. En conséquence, Hitler le renvoie de la présidence de la banque centrale, le 20 janvier 1939. Après un voyage en Inde, sa participation à la résistance, la rencontre avec Sumner Welles qui couronne sa tentative de prendre contact avec les États-Unis, deux lettres à Hitler et une lettre à Göring aboutissent à son renvoi du poste de ministre sans portefeuille en janvier 1943. Si, dans les mois qui suivent, il prend quelques contacts, notamment avec le lieutenant-colonel Hans Gronau, il ne peut se prévaloir d'être un

membre actif de la conjuration de juillet 1944. Il est cependant arrêté, mis en prison à Buchenwald, *Prinz Albrecht Straße* et Flossenbürg notamment. Pensant que la victoire des Alliés mènerait à sa libération, il exprime son amertume à l'annonce de son maintien en prison, puis de son inculpation comme grand criminel de guerre.

Alors qu'il s'apprêtait à comparaître devant le *Volksgerichtshof*, Schacht doit se défendre devant un tribunal militaire international. Ce procès ouvre une période allant de 1945 à 1950 où l'ancien Président de la *Reichsbank* se bat contre son passé de dignitaire du régime nazi. Bien que le procès de Nuremberg et la dénazification soient deux procédures très différentes, Schacht arrive à éviter toute peine, à l'exception d'une amende de 20 marks en septembre 1950. À Nuremberg, il peut en effet démontrer qu'il n'a pas participé au « complot » contre la paix qui démarre, selon la logique de l'accusation, avec le protocole Hoßbach de novembre 1937. À Stuttgart, il est condamné en première instance, à la suite d'un procès que l'on peut qualifier d'inéquitable. Cependant, en seconde instance, à Ludwigsburg, Schacht est libéré en raison de sa participation à la résistance qui n'avait pas été prise en compte en 1<sup>e</sup> instance. Le *Land* de Wurtemberg-Bade casse alors cette décision plus favorable à Schacht, qui, à la suite d'une très longue procédure, obtient que sa dénazification ait lieu en Basse-Saxe, *Land* de la zone britannique. En septembre 1950, la commission de dénazification de Lunebourg décide de classer Schacht en catégorie V, c'est-à-dire de le libérer en raison de ses actes de résistance. Parallèlement, à partir de 1948, Schacht entame une carrière d'essayiste et de conférencier. Il intervient notamment lors de réunions électorales de la *Deutsche Partei*, alors que naît la république Fédérale d'Allemagne. Très opposé au régime qui s'installe, il suscite de nombreuses oppositions, notamment de la part des syndicats et des sociaux-démocrates. En septembre 1950, la décision du gouvernement de Basse-Saxe de ne pas faire appel du jugement de Lunebourg rend possible une nouvelle phase de la carrière de Schacht.

# 1<sup>ère</sup> Partie

## Vers le nazisme

La nomination de Schacht à la *Reichsbank* en 1933 et au ministère de l'Économie en août 1934 n'a rien d'évident au vu du parcours de Schacht avant 1929. Quels événements l'ont mené à partir de la *Reichsbank* en 1930 ? Pour quelles raisons Schacht se rapproche-t-il des nazis plutôt que des forces conservatrices entre 1930 et 1933 ? Pourquoi, enfin, est-il nommé ministre de l'Économie en août 1934, quelques semaines après la démission de von Papen, cheville ouvrière de la coalition entre conservateurs et nazis de janvier 1933 ? L'ensemble de ces questions se fonde sur une problématique qui domine le parcours de Schacht : l'Allemagne peut-elle payer les réparations et assumer son endettement extérieur ?

# Chapitre 1<sup>er</sup>

## Parcours d’un financier (1877–1929)



Mutter, der Mann mit dem Gold ist da!

Figure 1 – Mutter,  
der Mann mit dem Gold ist da<sup>35</sup>!

---

<sup>35</sup> *Schacht in der Karikatur*, Druckerei der Reichsbank, 1937, p. 8. La caricature date de 1924



Les parents de Hjalmar Schacht, William et Constanze, se sont mariés aux États-Unis, où ils ont vécu cinq ans. Son père a exercé les professions de fondé de pouvoir, comptable et commerçant et s'est engagé dans la vie politique, en soutenant le candidat démocrate à la présidence, Horace Greeley, auteur du fameux *Go West, young man!* et journaliste au *New Yorker* et au *NY Herald Tribune*<sup>36</sup>. Au printemps 1876, après la naissance de leur premier garçon, Eddy, ils rentrent en Allemagne par « mal du pays »<sup>37</sup>. Tout juste unifiée, celle-ci entame sa rapide industrialisation. Le 22 janvier 1877, Constanze Schacht donne naissance à Hjalmar Horace Greeley à Tingleff, ville de la frange du Schleswig-Holstein, duchés danois jusqu'en 1864, qui a été retournée au Danemark à la fin de la Première Guerre mondiale. Son nom est un compromis entre ses parents, désireux de rendre hommage au Démocrate américain, et sa grand-mère, qui souhaitait un prénom plus traditionnel. William et Constanze Schacht ont eu ensuite deux autres fils, Oluf et William.

Jusqu'en 1886, la famille Schacht déménage au gré des emplois du père. Au milieu des années 1880, elle s'installe à Hambourg. Schacht et son frère aîné sont inscrits au *Johanneum*, une école réputée de la ville hanséatique, qui fonde son enseignement sur l'« idéal humaniste » du Réformateur Johannes Bugenhagen et forme depuis le XVI<sup>e</sup> siècle la bourgeoisie de Hambourg<sup>38</sup>. En 1886, William Schacht, après plusieurs mois de chômage, est embauché par l'*Equitable Life Insurance*, à Berlin, où il termine sa carrière. Cette entreprise américaine vend des assurances-vie bon marché et est devenue l'une des plus grosses compagnies mondiales de son domaine, depuis sa fondation au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Malgré le déménagement de ses parents, Schacht termine sa scolarité au *Johanneum*<sup>39</sup>.

Commence alors sa formation universitaire qui lui permet d'obtenir ses premiers emplois, puis de devenir Commissaire de la monnaie au Reich et enfin Président de la *Deutsche Reichsbank*.

## I. Formation et premiers emplois

Une fois son *Abitur* obtenu, Schacht rejoint son frère aîné à Kiel pour un semestre de méde-

<sup>36</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre meines Lebens*, Kindler und Schiermeyer Verlag, Bad Wörishofen, 1953, 689 pages, p. 25

<sup>37</sup> *Ibidem*, p. 24

<sup>38</sup> <http://www.johanneum-hamburg.de/>

ciné. Il s'oriente ensuite vers la Germanistique mais surtout le journalisme et l'économie. Il se rend à Paris six mois, où il étudie le Français et la sociologie à l'hiver 1897/1898 au *Collège libre des sciences sociales*, pendant l'affaire Dreyfus. Ce dernier a été fondé par le sociologue franco-luxembourgeois Théodore Funck-Brentano en 1895 et par des intellectuels dreyfusards désirant donner plus de cohérence à l'enseignement des sciences sociales en France. Schacht revient ensuite à Kiel. Pour financer ses études, il travaille dans deux journaux : au *Kleinen Journal*, il est chargé des petits faits-divers ; puis en 1899 au *Kieler Neuesten Nachrichten*, il écrit dans la rubrique arts et littérature<sup>40</sup>. Il y apprend le mépris de la presse et de ses lecteurs, écrivant que « *les gens veulent voir dans les journaux ce qu'ils veulent lire et non ce qu'on veut qu'ils lisent*<sup>41</sup>. » Il achève ses études par un doctorat. Sa thèse est dirigée par Wilhelm Hasbach, professeur d'économie de l'école historiciste qui lui donne pour sujet *Le contenu théorique du mercantilisme anglais*<sup>42</sup>. L'enseignement de l'économie en Allemagne est alors dominé par Gustav von Schmoller, un économiste qui insiste sur le rôle de l'État en tant que garant de la « *sécurité régulant des rapports contractuels devenus incertains* » et fait reposer sa pensée « *sur la construction d'un lien entre histoire économique et théorie* », qui est étudiée pour « *suivre leurs [les institutions dont l'État] évolutions ainsi que celle des économies nationales dans l'espace et dans le temps* »<sup>43</sup>. Une fois son doctorat terminé, Schacht part pour Berlin.

Dans la capitale, il est embauché au *Handelsvertragsverein*, une association de grandes industries et banques allemandes qui devait préparer les négociations commerciales internationales, avant d'être recruté par la *Dresdner Bank*. Pendant la guerre, il participe à l'élaboration des buts de guerre de l'Allemagne puis est appelé en Belgique en raison de ses aptitudes financières. De retour à Berlin, il rejoint la direction de la *Nationalbank*.

---

<sup>39</sup> *Ibidem*, p. 50 et suivantes.

<sup>40</sup> *Ibidem*, p. 90

<sup>41</sup> *Ibidem*, p. 95

<sup>42</sup> Hjalmar Schacht, *Der theoretische Gehalt des englischen Merkantilismus*, Verlag Sauer & Auermann KG Frankfurt/M, 1968 (1900), Frankfurt am Main, 105 p.

<sup>43</sup> Hinnerk Bruhns, « Les rapports entre histoire économique et histoire de la pensée économique », p. 1 contribution au colloque sur l'histoire de la pensée allemande, 1<sup>er</sup> avril 2005.

[http://www.cirac.u-cergy.fr/pensee\\_economique\\_allemande.pdf](http://www.cirac.u-cergy.fr/pensee_economique_allemande.pdf) consulté le 10 janvier 2006

## A. Les premiers emplois

### 1. Le *Handelsvertragsverein* – activité professionnelle, politique et publications

À partir de 1901, Schacht travaille au service de presse du siège central du *Handelsvertragsverein*, créée à l'initiative de Georg von Siemens, et qui comptait 15 000 membres<sup>44</sup>. Dans son Conseil d'administration siègent les plus grosses banques, les principales entreprises d'export, la plupart des chambres de commerce et des unions économiques.

Le *Handelsvertragsverein* est constitué alors que le gouvernement discute de la politique tarifaire du Reich. Ces discussions ont abouti en 1902 à la mise en place du tarif Bülow. Ce dernier est relativement protecteur pour les produits agricoles, afin de pousser les partenaires de l'Allemagne à conclure des traités de commerce qui assurent l'écoulement de leurs productions agricoles en échange de concessions à l'industrie allemande<sup>45</sup>. Ce tarif est l'un des aspects de la *Weltpolitik*, approuvée par les milieux d'affaires regroupés dans le *Handelsvertragsverein*. Cette politique d'expansion est définie par Guillaume II à l'occasion d'un discours de janvier 1896 énonçant les buts de la politique étrangère allemande. Inspirée notamment par des questions de prestige, elle répond également au redressement de la France et à son alliance avec la Russie. Son volet économique a pour objectif d'éviter une crise de surproduction. L'Allemagne entend trouver des débouchés et échanger des matières premières contre des produits finis allemands. Il s'agit notamment d'obtenir des traités pour favoriser les exportations en Europe<sup>46</sup>. Le *Handelsvertragsverein* prône l'extension des traités de commerce et cherche plus généralement à défendre les intérêts de l'industrie à l'étranger. Parmi les débouchés possibles pour cette dernière, figurent pour certains les colonies, acquises à partir des années 1880. D'autres visent plutôt la constitution d'une *Mittleuropa* sous domination germanique et se rapprochent de l'*Alldeutscher Verband* (Ligue pangermaniste). Créée notamment par Alfred Hugenberg en 1891, cette dernière insiste sur l'importance des relations entre Berlin, Vienne et les peuples apparentés, comme les Pays-Bas<sup>47</sup>. L'une des motivations du soutien des milieux économiques à la *Weltpolitik* est leur crainte d'un encerclement économique et militaire : à leurs yeux, le Royaume-Uni et la France cherchent à bloquer

<sup>44</sup> Raymond Poidevin, *L'Allemagne et le Monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Masson, 1983, Paris, 292 pages, p. 28 et Clotilde Cadi, *Siemens, l'empreinte du capitalisme familial de 1847 à nos jours*, thèse soutenue à l'Université Marc Bloch, 2004, consultable à la BNUS.

<sup>45</sup> Georges-Henri Soutou, *L'or et le sang...* op. cit., p. 39

<sup>46</sup> Raymond Poidevin, *L'Allemagne et le Monde...* op. cit., p. 17 et suivantes.

<sup>47</sup> Michel Korinman, *Deutschland über alles. Le pangermanisme 1890-1945*. Pour une histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Fayard, Paris, 1999, p. 26.

l'expansion économique et commerciale du Reich. Cette politique a partiellement fonctionné dans le domaine économique, puisqu'en 1913, l'Allemagne tient la seconde place dans les échanges mondiaux<sup>48</sup>.

Dans ce contexte, fort de l'expérience de son premier emploi, Schacht publie deux idées sous presse dans les *Preußischen Jahrbüchern*. Cette revue est dirigée par Hans Delbrück, député de la *Deutsche Reichspartei*, un parti situé entre les conservateurs et les nationaux-libéraux et qui soutient Bismarck et notamment sa politique coloniale. La première idée de Schacht est que des droits de douanes élevés sur les céréales ne sont supportables pour le consommateur que s'ils sont compensés par la préservation et la transformation des exportations industrielles et par le développement de la rémunération. La seconde idée est qu'à long terme les droits de douanes, aussi importants soient-ils, n'ont pas de grande influence sur les développements économiques<sup>49</sup>. Dans ses mémoires, Schacht affirme de plus qu'il a pensé dès cette époque qu'une meilleure productivité est probablement l'unique moyen d'améliorer le niveau de vie des masses. Dans ces conditions, l'économie doit être libre de toute intrusion politique, ce qui le pousse à affirmer qu'il s'oppose à la fois à la guerre et à la constitution de classes sociales. Du point de vue des prix, il explique que la cartellisation de la production pousse à l'augmentation des prix tandis que la constitution de *trusts* horizontaux permet de les baisser par la diminution des coûts de production : « *le cartel est un opium, le trust un elixir de vie*<sup>50</sup>. » L'économie allemande s'oriente alors vers la concentration sous forme de trusts (*Konzern*) mais aussi vers la constitution de cartels, c'est-à-dire d'ententes entre les entreprises d'un même secteur pour répartir les parts de marché et moduler la production pour maintenir des prix, éventuellement à un niveau élevé<sup>51</sup>.

Le poste de Schacht au *Handelsvertragsverein* lui a permis de rencontrer tous les grands dirigeants de l'économie allemande et d'acquérir une renommée suffisante pour être débauché en 1903 à la fois par la *Dresdner Bank* et AEG. Il opte pour la première.

## 2. À la Dresdner : la transformation d'un attaché de presse en expert financier

En 1901, une panique bancaire touchant la Saxe permet à la *Deutsche Bank* de racheter la

---

<sup>48</sup> *Ibidem*, p. 51

<sup>49</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre...op. cit.*, p. 121

<sup>50</sup> « *Kartelle ist Morphinum, Trust ist Lebenselixir* ». *Ibidem*, p. 123

<sup>51</sup> Hans-Ulrich Wehler, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*, tome 3, p. 620 à 661 pour un tableau de l'évolution de l'industrie allemande jusqu'à la Première Guerre mondiale selon trois axes (expansion, concentration, protection) et particulièrement p. 631 et suivantes pour la cartellisation.

*Leipziger Bank*. Elle met également la *Dresdner Bank* en danger. Pour rétablir la confiance, elle crée un service de relations presse, que Schacht dirige<sup>52</sup>. Dès cette période, ses rapports avec les journaux sont exécrables. Il n’hésite pas, pour réponse à une attitude critique du *Morgen Post*, à y supprimer les publicités de la *Dresdner*. Parmi ses missions, il publie les documents d’information à destination de la clientèle de la *Dresdner Bank* et notamment éditer les prospectus décrivant les émissions de la banque. D’après ses mémoires, cela lui permet d’acquérir beaucoup d’expérience pratique.

La *Dresdner*, comme l’ensemble des banques allemandes, connaît une période d’expansion à l’étranger. Dans le cadre de la *Weltpolitik*, le Reich commence à jouer de l’arme financière, qui reste cependant modeste en comparaison de Londres ou de Paris<sup>53</sup>. Les filiales extérieures se développent, ainsi que les participations dans des banques étrangères ou les ententes financières avec des partenaires britanniques et surtout français, du moins jusqu’à la crise d’Agadir en 1911.

En conséquence, les opérations bancaires internationales prennent de plus en plus de place dans l’activité de Schacht. En 1905, il part aux États-Unis et y rencontre le Président républicain Théodore Roosevelt. Le but de son voyage est la signature d’un contrat avec JP Morgan & Co. Grâce au succès de ce type d’opération, il est nommé en 1911 directeur adjoint de la banque. Il devient responsable de certaines opérations internationales de branche, dont il donne quelques exemples dans ses mémoires<sup>54</sup>.

Parallèlement à son emploi à la *Dresdner*, Schacht tisse des liens à l’étranger par d’autres moyens. Il devient franc-maçon à la loge « *Urania zur Unsterblichkeit* » de Berlin en 1908 et ne cache pas qu’il y adhère par intérêt<sup>55</sup>. En 1909, son statut de franc-maçon lui permet d’ailleurs de rencontrer les Jeunes Turcs de l’Empire Ottoman, lors de son troisième voyage en Orient<sup>56</sup>. Il a également voyagé avec des jeunes nationaux-libéraux proches de Friedrich Naumann. Parmi eux, il rencontre Paul Rohrbach, un théologien libéral, et crée avec lui une société d’amitié germano-turque, dont le banquier prend la présidence.

\*

<sup>52</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 132

<sup>53</sup> Raymond Poidevin, *L’Allemagne et le Monde... op. cit.*, p. 52 et suivantes.

<sup>54</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 139-142

<sup>55</sup> <http://www.loge-urania.de/>

<sup>56</sup> *Ibidem*, p. 149

En quelques années à la *Dresdner*, Schacht, d'attaché de presse, est devenu un banquier, capable de mener des opérations financières internationales, pouvant compter sur un réseau de connaissances national et international, formé lors de ses activités bancaires et extraprofessionnelles et dont certaines ont un caractère nettement politique. Si Schacht se dit mercantiliste dans ses mémoires, ses relations « politiques » sont cependant essentiellement libérales. À la veille de la Première Guerre mondiale, la formation de Schacht, entendue au sens large, est terminée et son réseau de connaissance et d'influence est bien assis. Peu après le début du conflit, il est appelé en Belgique occupée.

## **B. Schacht, les buts de guerre économiques de l'Allemagne et la Belgique occupée (1914-1915)**

Lorsque la Grande Guerre éclate, Schacht n'est pas mobilisé, car il a été déclaré inapte pour myopie lors de son service militaire. Cependant, deux missions lui sont confiées en 1914 : d'une part, il participe en août à la définition des buts de guerre de l'Allemagne vis-à-vis de la Belgique et de la France et, d'autre part, il est envoyé en Belgique en octobre pour régler des problèmes monétaires<sup>57</sup>.

### **1. Que faire de la Belgique ?**

Au mois d'août 1914, la possibilité d'une victoire allemande encourage le Reich à définir ses buts de guerre. Dans ce cadre, Hjalmar Schacht réfléchit au rôle économique et financier que devait jouer la Belgique dans une Europe d'après-guerre dominée par l'Allemagne. Il s'agit de déterminer comment la Belgique pourra aider le Reich à s'affranchir de Londres, place essentielle à son commerce d'outre-mer avant la guerre. Dans cette optique, le rôle du port d'Anvers devient prédominant<sup>58</sup>. Une alternative en découle : faut-il annexer la Belgique au Reich ou mettre en place une Union monétaire entre le Reich et le royaume belge ?

Dans un rapport adressé au gouverneur général en Belgique, Max Warburg discute de la possibilité d'introduire le mark en Belgique<sup>59</sup>. Ce texte insiste sur l'importance de la place de

<sup>57</sup> Sur ce sujet, v. Georges-Henri Soutou, *L'or et le sang... op. cit.*, premier chapitre.

<sup>58</sup> Malheureusement l'intervention de Christoph Schmidt-Supprian du Trinity College de Dublin lors du colloque international organisé par la section d'histoire de l'Université libre de Belgique (*Une « guerre totale » ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale. Nouvelles tendances de la recherche historique*) ne semble pas encore disponible. Son titre : « German Economists and the "Antwerp Question" during the First World War ». V. <http://www.ulb.ac.be/philo/histoire/collguerre.PDF>

<sup>59</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/1, « Die Einführung der Markwährung in Belgien. Gu-

Londres dans le développement du mark et du crédit de l'Allemagne avant le déclenchement de la guerre. Mais il repose sur l'hypothèse que la capitale britannique ne pourra garder cette position après la guerre car les maisons allemandes au Royaume-Uni ont été mises sous contrôle étatique pour être progressivement liquidées. Pour résoudre le problème de la dépendance du commerce allemand d'outre-mer vis-à-vis d'une place étrangère en cas de conflit, Warburg suggère d'utiliser la Belgique qui dispose de capitaux excédentaires. Pour cela, il faudrait un rapprochement économique et politique important entre le Reich et la Belgique. Anvers jouerait alors un rôle essentiel pour l'Allemagne.

Un mémorandum de Schacht propose des réponses aux questions ouvertes par Warburg<sup>60</sup>. Il n'y préconise pas l'annexion au Reich de la Belgique, car elle ne pourrait plus jouer le rôle d'avant-poste économique allemand. En effet, jusqu'en 1914, Berlin a pu faire passer des compagnies britanniques ou françaises sous son influence par le biais d'entreprises belges, comme les sociétés de tram de Barcelone, Buenos Aires et Rosario.

Schacht lance alors deux pistes. Il souligne la nécessité militaire et économique de contrôler les chemins de fer belges par le biais d'une société contrôlée par les Allemands. Il réaffirme l'importance de la maîtrise d'Anvers comme port et place commerciale pour les relations économiques de l'Allemagne avec l'outre-mer. Le port belge est considéré comme le seul concurrent possible de Londres et de Rotterdam. Par son biais, le Reich pourrait exercer une emprise sur les bourses et banques belges. En complément, Schacht suggère d'introduire le mark en Belgique, en créant, dès la fin de la guerre, deux filiales de la *Reichsbank*, à Bruxelles et à Anvers.

## 2. Les indemnités à demander à la France

Une autre question est discutée : quel montant d'indemnités de guerre faut-il demander à la France ? Schacht estime qu'il faut demander 50 milliards de francs en cas de victoire<sup>61</sup>. Cette somme couvre les frais de renouvellement et d'élargissement de la marine et de l'armée, les compensations pour les soldats tombés, les rémunérations pour les services des généraux (*Heerführer*) et une compensation pour ceux qui ont été touchés économiquement par la crise.

---

tachten erstattet Seiner Exzellenz dem Herrn Generalgouverneur ». Le rapport n'est ni signé ni daté mais Schacht y fait référence dans un autre document du 26 août 1914, en citant Warburg.

<sup>60</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/1, « Wirtschaftliche Mindestforderungen betreffs Belgien »

<sup>61</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/1, document sans titre daté du 26 août 1914, signé par Schacht

Il insiste aussi pour qu’une partie de cette somme finance la politique culturelle allemande à l’étranger. Pour le paiement de cette indemnité, Schacht exclut des versements réguliers pendant plusieurs années qui risquent d’en rendre l’Allemagne dépendante. Il ne souhaite pas non plus un paiement rapide car il est possible que le krach boursier de 1873 ait été provoqué par l’afflux de liquidités lié au paiement français de l’indemnité de guerre de 5 milliards de francs. Il propose enfin que la France s’acquitte de sa dette politique par les titres qu’elle détient à l’étranger, notamment lorsqu’ils proviennent de pays sous influence allemande, comme la Hollande, la Scandinavie, l’Italie, l’Autriche-Hongrie, les Balkans et la Turquie. Ainsi, Schacht suggère d’utiliser l’indemnité de guerre pour renforcer la présence allemande à l’étranger aux dépens de la France.

### 3. En Belgique occupée

Si Schacht n’évoque pas dans ses mémoires les tâches décrites ci-dessus, il précise en revanche qu’il est envoyé à Bruxelles en octobre 1914 afin de régler le délicat problème des coûts d’occupation de la Belgique<sup>62</sup>. Le Reich ne peut alors plus compter sur une victoire rapide, car la France et le Royaume-Uni ont bloqué sa progression sur la Marne, du 6 au 9 septembre 1914. La Belgique occupée est alors organisée dans la perspective d’une guerre longue. Schacht participe au projet de von Lumm, membre du directoire de la *Reichsbank*, qui propose d’introduire dans le royaume occupé une nouvelle monnaie. Le gouvernement belge ayant émigré, les neuf provinces belges émettent un emprunt à la hauteur des coûts d’occupation pour gager la monnaie. En 1915, la *Deutsche Bank* ouvre une agence à Bruxelles. La *Dresdner Bank*, pour ne pas se laisser distancer, demande à être également présente en Belgique. L’intérêt pour les deux banques était de payer les clients belges avec la nouvelle monnaie, leur permettant de faire d’importantes économies par rapport à un paiement en marks. Schacht accorde une autorisation à la banque saxonne, provoquant ainsi son départ forcé de Bruxelles, étant soupçonné de favoriser son employeur. Il a reproché à von Lumm son goût des intrigues. Cet incident a été utilisé contre Schacht à chaque nouvelle étape de sa carrière.

\*

Dans les premiers mois de la guerre, Schacht a ainsi participé au travail de préparation de l’après-guerre. Malheureusement, les archives consultées sur cette période n’ont pas permis

---

<sup>62</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 167.



de connaître le cadre de cette activité. L'ouvrage de Georges-Henri Soutou ne parle que peu des buts de guerre des banques allemandes, et ne le mentionnent pas du tout pour le mois d'août 1914<sup>63</sup>. Il insiste surtout sur la démarche et la réflexion du chancelier Bethmann-Hollweg dans l'élaboration du plan du 9 septembre 1914 qui est essentiellement économique. Ce plan prévoit une annexion des terres orientales belges, rattachées à un Luxembourg qui serait intégré au Reich, et une extension à l'Ouest aux dépens de la France. La Belgique serait intégrée à un système économique et politique plus vaste regroupant la *Mitteleuropa* autour de l'Allemagne et deviendrait un État vassal du Reich<sup>64</sup>. La France devrait subir des pertes territoriales, une lourde indemnité à payer à ses opposants et devait signer un accord commercial la rendant dépendante du Reich.

L'union douanière en Europe centrale prévue dans ce plan a un dessein politique, assurer la sécurité du Reich. Les personnalités issues du monde économique la souhaitent par contre pour se prémunir contre la puissance des autres blocs économiques, russe, anglais et américain. Un indice permet de situer Schacht dans ces débats. Le ministre de l'Intérieur du Reich et suppléant du chancelier est Hans Delbrück qui a été député des *Freikonservativen* et qui appartient, pour la politique sociale, au groupe des *Kathedersozialisten*, comme Schmoller. Delbrück, critique vis-à-vis du projet de son chef de gouvernement sur l'union douanière, mène toutefois les négociations avec les autres administrations pour son éventuelle mise en place. Or Schacht cite Hans Delbrück comme faisant partie des hommes qui l'ont influencé avant la guerre<sup>65</sup>. Comme Schacht, il refuse, contrairement à Alfred Hugenberg par exemple, une annexion de la Belgique mais plaide pour une forme de protectorat<sup>66</sup>. Delbrück avait fondé la « société du mercredi » qui a formulé des buts de guerre modérés, sans « annexions aveugles »<sup>67</sup>. L'universitaire Max Weber, l'industriel Walter Rathenau ou bien le Président de la *Deutsche Bank* et son adjoint Helfferich participaient à cette société. Peut-on en déduire des liens entre Schacht et Delbrück que le premier a travaillé pour la « société du mercredi » qui a présenté à Bethmann-Hollweg le 3 septembre un plan modéré de buts de guerre ?

<sup>63</sup> Georges-Henri Soutou, *L'or et le sang... op. cit.*, premier chapitre.

<sup>64</sup> René Girault, Robert Frank, *Turbulente Europe et Nouveaux mondes 1914-1941*, Armand Colin collection U Histoire, Relations internationales contemporaines tome 2, 1998 (2<sup>e</sup> édition), 287 pages, p. 18 ; Raymond Poidevin, *L'Allemagne et le Monde... op. cit.*, p. 65 et suivantes. Et le 1<sup>er</sup> chapitre de Georges-Henri Soutou, *L'Or et le Sang... op. cit.*

<sup>65</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 121

<sup>66</sup> Pour Hugenberg, v. par exemple, Georges-Henri Soutou, *L'or et le sang... op. cit.*, p. 60 et suivantes.

<sup>67</sup> *Ibidem*, p. 25

## C. Directeur de la *Danat* et fondateur d’un parti

Après la parenthèse belge, Schacht revient à Berlin. Il quitte la *Dresdner Bank* en raison d’un conflit avec l’un de ses dirigeants pour rejoindre la direction de la *Nationalbank*, un institut financier de taille moyenne. Ce retour est aussi marqué par la reprise d’activités politiques.

### 1. À la *Nationalbank*

À la *Nationalbank*, Schacht est chargé de la section « crédits et affaires consortiales » (*Kredite und Konsortialgeschäfte*). Il est l’un des deux directeurs de la banque. Au milieu de l’année 1918, Jakob Goldschmidt est recruté comme troisième directeur. Ce dernier s’est imposé en Allemagne comme l’un des banquiers les plus importants et les plus contestés. Schacht entre en conflit avec lui, contestant ses méthodes spéculatrices et, à la fin de 1918, lui vient en aide et l’appelle au calme. La *Nationalbank* élargit ensuite son capital. Goldschmidt recherche la fusion avec la *Deutsche Nationalbank* de Brême, puis établit de solides liens avec les sociétés industrielles et de transport<sup>68</sup>. En 1921, il propose la réunion avec la *Darmstädter Bank*. Schacht s’y oppose car ce projet n’assure pas suffisamment de sécurité aux clients de la banque. Mais le conseil de surveillance de cette dernière suit Goldschmidt. Schacht ne peut empêcher la fusion et la *Darmstädter und Nationalbank* ou *Danat* naît<sup>69</sup>.

Son travail ne lui fournissant plus beaucoup de contentement en raison de ces désaccords avec Goldschmidt et avec les actionnaires, Schacht s’intéresse aux questions d’économie publique et notamment à l’inflation et aux réparations<sup>70</sup>. Il semble bien qu’il ait tiré quelques leçons de la défaite et ait notamment déduit que certains aspects de l’empire s’étaient écroulés : le militarisme, le système de vote à trois classes, etc. Mais dans ses mémoires, il critique l’arrogance des Alliés et s’insurge contre leur incompréhension du problème allemand. Pendant l’inflation, Schacht publie dans deux journaux, le *Berliner Tageblatt*, dirigé par le démocrate Theodor Wolff, et la *Vossische Zeitung*, journal de la bourgeoisie libérale. Il recommande l’introduction d’une monnaie-or :

« J’ai recommandé l’introduction d’une monnaie fondée sur la valeur de l’or et dans une ampleur limitée, avec laquelle le travailleur pouvait lire continuellement la valeur diminuant quotidiennement de l’argent papier qu’il recevait

<sup>68</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 217

<sup>69</sup> v. infra Chapitre 3. Sur cette période (1918-1923), Schacht fait également parti de nombreux Conseils d’Administration. Nous ne savons malheureusement pas lesquels. In Hans Luther, *Politiker... op. cit.*, p. 150

<sup>70</sup> *Ibidem*, p. 219

comme salaire. En outre, une telle monnaie fondée sur l’or devait être un moyen précieux pour le commerce extérieur. »<sup>71</sup>

En 1921, il s’entretient avec le ministre français des Finances Charles de Lasteyrie sur les Réparations<sup>72</sup>. Il rapporte également une discussion sur les réparations menée à Londres en 1923. À cette époque, Anglais et Français considèrent, d’après Schacht, ces indemnités de guerre comme une bonne idée, malgré la publication des *Conséquences économiques de la paix* de Keynes<sup>73</sup>. Il expose ses conceptions à ses contradicteurs : si l’Allemagne lève plus d’impôts pour payer les réparations, les entreprises allemandes auront moins de marge de manœuvre pour s’autofinancer, elles exporteront moins, ce qui entraînera une diminution de la capacité de paiement de l’Allemagne et donc un risque sur les Réparations<sup>74</sup>.

Ces publications et ces entretiens montrent que Schacht intervient dans la sphère publique sur des sujets financiers politiquement sensibles. Le futur Président de la *Reichsbank* a d’ailleurs une activité politique non négligeable.

## 2. Activité politique

À la fin de la guerre, Hjalmar Schacht fréquente le *Club von 1914*, fondé dans les dernières années de la guerre et où se rencontraient des journalistes, des avocats, des économistes et des banquiers<sup>75</sup>. Une fois la guerre terminée, Schacht estime, dans ses mémoires, que l’Allemagne vivait alors un glissement vers la gauche<sup>76</sup>.

À partir de novembre 1918, se pose la question d’un parti réunissant les diverses tendances du libéralisme allemand, divisé avant-guerre en nationaux-libéraux, dont Gustav Stresemann, et libéraux de gauche, comme Friedrich Naumann. Le 10 novembre, un petit cercle<sup>77</sup> se forme autour du journaliste du *Berliner Tageblatt* Theodor Wolff. Ce dernier publie le 15 novembre un appel qui est signé dans les jours suivants par de nombreuses personnalités. Le texte sou-

<sup>71</sup> « Ich empfahl die Einführung eines auf Goldwert abgestellten Geldes in entsprechend beschränkten Umfange, an dem der Arbeiter den täglich schwindenden Wert des Papiergeldes, das er als Entlohnung erhielt, fortlaufend ablesen konnte. Überdies mußte ein solches auf Gold abgestelltes Geld ein wertvolles Hilfsmittel für den Export- und Importverkehr sein. » *Ibidem*, p. 210

<sup>72</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 220. Nous savons que ces discussions ne mènent à aucun résultat et nous ignorons pourquoi Schacht était à Paris et a été reçu par de Lasteyrie.

<sup>73</sup> John-Maynard Keynes, *Les conséquences économiques de la paix*, 1919.

<sup>74</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 221

<sup>75</sup> Nous n’avons pas trouvé de renseignement sur ce Club. D’après ce qu’en dit Schacht, il s’agit d’un club d’élite libéral. *Ibidem*, p. 190

<sup>76</sup> *Ibidem*, p. 190

<sup>77</sup> Il se peut que Schacht appartienne à ce petit cercle. Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 198

tient la venue d'un régime républicain et démocrate, garantissant la défense des libertés et l'égalité de tous les citoyens. Il prône une nouvelle politique sociale et économique, la socialisation des secteurs monopolistiques et le partage des domaines de l'État à l'Est du Reich. À la suite de cet appel, la *Deutsche Demokratische Partei* (DDP) est fondée le 20 novembre 1918. L'un de ses objectifs est de participer à des gouvernements de coalition avec les sociaux-démocrates, permettant d'intégrer les représentants des masses populaires au pouvoir. Ce parti peut se reposer sur une presse, la *Vossische Zeitung*, le *Berliner Tageblatt*, la *Frankfurter Zeitung* et le *Morgenpost*<sup>78</sup>. Présidé par Friedrich Naumann jusqu'à sa mort en août 1919, il compte parmi ses membres de nombreux représentants de l'industrie : Walter Rathenau d'AEG et Carl Friedrich von Siemens.

La DDP est parfois « nationale » par certains aspects de son programme comme la revendication de l'*Anschluss*. De manière générale, l'appellation « libéral de gauche » est ambiguë. Avant et pendant la Grande Guerre, certains de ses membres ont soutenu la politique expansionniste du Reich wilhelmien, la *Weltpolitik*. Friedrich Naumann a ainsi publié en 1915 un *Mittleuropa* demandant la mise en place d'une union douanière en Europe centrale dominée par le Reich pour résister à la concurrence des blocs économiques britannique, américain et russe. Toutefois, la DDP croit en la sécurité collective.

Schacht, républicain de raison, est l'une des « personnalités » qui ont répondu à l'appel de Theodor Wolff<sup>79</sup>. Ainsi, après avoir été élu *Arbeiter- und Soldatenrat* pour le quartier de Zehlendorf<sup>80</sup>, il participe à la fondation de la DDP, le 20 novembre 1918<sup>81</sup>. Il justifie la fondation de ce parti par la nécessité d'opposer une résistance au marxisme, alors qu'en Allemagne se déroule une révolution qu'il associe au meurtre. Dès la création du parti, Schacht en est un membre influent<sup>82</sup>. En effet, entre le 20 novembre et le 15 décembre, il contacte les Nationaux-Libéraux qui n'ont pas déjà rejoint la DDP et qui projettent la fondation d'un autre parti, la *Deutsche Volkspartei* (DVP). Les négociations achoppent sur le programme de la DDP d'une part et, d'autre part, sur le retrait des hommes politiques qui se sont compromis avec les an-

<sup>78</sup> Louis Dupeux, *Histoire culturelle de l'Allemagne, 1919/1960*. PUF, Paris, 1989, p. 25-27. Le parti disparaît en 1928, victime de ses faibles résultats électoraux, pour fusionner avec un autre parti et devenir le *Staatspartei*. Les 5 députés de cette formation votent les pleins pouvoirs à Hitler en mars 1933 et le parti se dissout au mois de juin suivant.

<sup>79</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 194

<sup>80</sup> Zehlendorf est un quartier aisé du nord-ouest de Berlin. Schacht raconte cet épisode (*Ibidem*, p. 197-198) avec une ironie certaine : les habitants du quartier ont simplement élu un bourgeois à leur image.

<sup>81</sup> *Ibidem*, p. 198-199

<sup>82</sup> Christian Baechler, *Gustav Stresemann (1878-1929). De l'impérialisme à la sécurité collective*,

nexionnistes pendant la guerre, comme Gustav Stresemann. Ce dernier refuse les conditions de la DDP, soutenu par des représentants des groupes nationaux-libéraux de province. La DVP est alors fondée le 15 décembre 1918. Stresemann a expliqué à Schacht qu'il y a entre les deux partis une divergence de fond : « *L'idée internationaliste [DDP] combat ici le sentiment allemand [DVP]*<sup>83</sup>. »

En janvier 1919, les élections ne donnent pas la majorité à la SPD. Cette dernière accepte de gouverner avec la DDP qui obtient 18,5 % des voix et envoie des ministres au gouvernement. Hugo Preuß, ancien membre du *Fortschrittliche Volkspartei*, devient ministre de l'Intérieur et Walter Rathenau accède au ministère des finances en 1921. Pendant la campagne de janvier 1919, Schacht a tenu quelques discours, parfois devant un public hostile<sup>84</sup>. Le succès de son parti lui aurait suffi et il dit ne pas s'être engagé plus. Cette affirmation paraît douteuse : la commission pour le commerce, l'industrie et les métiers (*Reichsausschuß für Handel, Industrie und Gewerbe*), qui dépend de la DDP, est créée en avril 1920 par Carl Friedrich von Siemens<sup>85</sup>, qui la dirige jusqu'en 1924. L'industriel choisit un délégué : Hjalmar Schacht. Cette commission devient une sorte d'organisation parallèle au parti, menant des campagnes électorales directement dans les entreprises<sup>86</sup>. Après les élections de 1919, l'histoire de la DDP est celle d'une très lente agonie, qui se termine par sa transformation en *Staatspartei* en 1930. Dès l'été 1919, ses adhérents partent vers la DVP. Gustav Stresemann avait raison.

\*

À l'été 1923, Schacht envoie son épouse, sa fille et son fils à Lausanne, car la situation est tendue en Allemagne. Se conjuguent à ce moment la tension liée à l'hyperinflation, le putsch de la Brasserie, l'occupation de la Ruhr et les révoltes communistes.

## **II. Commissaire à la monnaie et Président de la *Reichsbank***

À l'automne 1918, la défaite approchant, la situation politique allemande se dégrade jusqu'à

---

Presses Universitaires de Strasbourg, Strasbourg, 1996, 926 pages, p. 208

<sup>83</sup> *Ibidem*, p. 212.

<sup>84</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 195-196

<sup>85</sup> Carl Friedrich Siemens, troisième génération des Siemens, a très tôt conçu son rôle d'industriel dans un cadre politique.

<sup>86</sup> Alfred Wahl, *Les forces politiques en Allemagne*. Armand Colin, Collection U Histoire, Paris, 1999, 368 pages, p. 191. Pour le récit de la création de la DDP, nous nous sommes largement inspiré du chapitre 15 de cet ouvrage, p. 188 et suivantes. Nous n'avons cependant pas plus d'indications sur le contenu idéologique des travaux de cette commission de la DDP.

provoquer l’abdication de l’Empereur, le 8 novembre. L’armistice est signée le 11 novembre, dans une atmosphère révolutionnaire. En janvier 1919 de nouvelles institutions, républicaines et démocratiques, naissent sous la houlette du chancelier social-démocrate Friedrich Ebert. Grâce à la collaboration entre le nouveau régime et la *Reichswehr*, le mouvement révolutionnaire des Conseils qui s’était développé en Allemagne depuis novembre est réprimé.

Le 28 juin 1919, la République de Weimar signe le traité de Versailles sans connaître le montant des indemnités de guerre. En 1921, la conférence de Paris fixe un premier montant de Réparations de 269 milliards de *Reichsmark*. Au printemps suivant, la conférence de Londres réduit ce chiffre à 132 milliards. En Allemagne, on dénonce les Réparations et le traité de Versailles, dont l’article 231 la rend unique responsable de la guerre. En 1922, le gouvernement du chancelier *Zentrum* Joseph Wirth accepte l’ultimatum de Londres sur les réparations pour permettre au Reich de participer à la conférence de Gênes. Néanmoins, l’accord signé à cette occasion par l’Allemagne et les représentants de la Russie soviétique à Rappalo a un effet désastreux.

À partir de l’été 1922, le gouvernement du Reich accumule les retards de paiement<sup>87</sup>. Dans les mois qui suivent, se développe en conséquence une crise franco-allemande. Alors que les Allemands débattent de la politique à adopter face aux Alliés, l’inflation s’accroît, accentuée par l’occupation franco-belge de la Ruhr. Lorsque les négociations internationales reprennent pour trouver un dénouement à la crise, Schacht est nommé commissaire à la monnaie du Reich puis Président du directoire de la *Reichsbank*.

### **A. L’occupation de la Ruhr et l’inflation**

Le 26 décembre 1922, le délégué français de la commission des réparations, Louis Barthou, ancien Président du Conseil et ministre de la Guerre de janvier 1921 à janvier 1922, appuyé par les délégués belge et italien, fait constater un défaut de livraison de poteaux télégraphiques prévue pour le 30 septembre. Une conférence réunie à Paris le 2 janvier 1923 accepte de prendre la Ruhr pour gage, malgré les protestations du britannique Bonar Law, successeur de Lloyd George. Le 11 janvier 1923, des troupes franco-belges pénètrent dans le bassin de la Ruhr sous le prétexte officiel de protéger une Mission interalliée de contrôle des usines et des mines.

---

<sup>87</sup> Nous avons utilisé les ouvrages de Detlev Peukert, *La République de Weimar. Années de crise de la*

Soutenu par son opinion publique, le gouvernement allemand proteste et ordonne aux ouvriers et fonctionnaires de la Ruhr de continuer la « résistance passive » commencée spontanément. Malgré l'occupation, les livraisons au titre des réparations sont ainsi suspendues. Certains actes de sabotage et des échauffourées entre Français et Allemands ont lieu. Poincaré, soutenu par les Belges et les Italiens, répond par la création d'une *Régie des chemins de fer* qui emploie des Belges et des Français. Les mines sont exploitées par des mineurs français et belges, une nouvelle monnaie, le « franc-régie », est introduite et 145 000 Allemands sont expulsés de la zone occupée.

La politique de « résistance passive » provoque une terrible crise d'inflation aggravée par les versements aux ouvriers de la Ruhr. Ceux-ci, au chômage, craignant d'être remplacés par les ouvriers belges et français, reprennent le travail et empruntent les « trains français ». Le 12 août 1923, le gouvernement de Wilhelm Cuno, un homme politique sans appartenance partisane et issu du monde économique, démissionne et fait place, le 13 août 1923, à un cabinet dirigé par Gustav Stresemann, chef de la *Deutsche Volkspartei* devenu républicain de raison et soutenu par la moyenne et la grande industrie. Le 26 septembre, le nouveau chancelier ordonne la fin de la « résistance passive ». Sa mission est alors de stabiliser le mark : un dollar valait 4 marks en 1914 et vaut 4 620 455 en août 1923.

## **B. Schacht, commissaire de la monnaie au Reich et Président de la *Reichsbank***

Gustav Stresemann a besoin d'une majorité parlementaire pour stabiliser le mark. Les cercles agraires, alors très influents, soutiennent le plan de Karl Helfferich, économiste et homme politique, opposant à la République et anciennement libéral. Il est membre fondateur de la *Deutschnationale Volkspartei* (DNVP), parti très conservateur créé en 1919 en réaction à la chute du Reich et aux négociations de paix. Son plan, proposé en septembre 1923, prévoit la création d'une nouvelle banque d'émission et d'une monnaie fondée sur le seigle<sup>88</sup>. Mais il rencontre l'opposition de la gauche. Le plan Helfferich a été repoussé lors de la réunion d'une Commission monétaire comptant notamment Helfferich lui-même et Schacht. Ce dernier encourage alors la nomination d'un commissaire aux devises<sup>89</sup>. La solution finalement adoptée

---

*modernité*. Aubier collection Histoires, Paris, 301 p. et Horst Möller, *La République de Weimar*, Paris, Tallandier, 2005, 367 p.

<sup>88</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 224

<sup>89</sup> Gottfried Treviranus, *Das Ende von Weimar. Heinrich Brüning und seine Zeit*. Econ-Verlag,

est un compromis : le *Rentenmark* doit devenir un mark fondé sur l’or, mais est garanti par une hypothèque sur l’économie, l’immobilier et le sol allemands. Sur cette base, Stresemann peut obtenir une majorité des deux tiers et forme un nouveau gouvernement le 6 octobre 1923 qui obtient les pleins pouvoirs (*Vollmacht*). Lors des négociations pour former le gouvernement, Stresemann propose Schacht comme ministre des Finances. Cependant, la haute administration du ministère s’y oppose, sur la base des « imprudences » passées du banquier à Bruxelles en 1915<sup>90</sup>. À sa place est choisi Hans Luther, un libéral de centre-droit sans appartenance partisane.

Le plan prévoit la création d’une *Rentenbank*, sous tutelle de la *Reichsbank*, le 15 novembre. Elle dispose d’un capital de 3,2 milliards de *Rentenmark*, formé à partir des titres remis par les entreprises et propriétaires assujettis à une hypothèque-or. Sur la base de son capital, la *Rentenbank* peut émettre des titres qui couvrent le *Rentenmark*. Dans le cadre de la mise en place de ce plan, Schacht est nommé Commissaire du Reich à la monnaie le 12 novembre 1923, sur proposition de Gustav Stresemann et avec l’accord du ministre des Finances.

Schacht est le troisième homme à être pressenti pour ce poste de Commissaire à la monnaie. Il est directement contacté le 9 novembre par Stresemann, qu’il connaît depuis vingt ans. Les deux hommes ont été membres de la *Jungliberalenverein* et sont amis. Cette entrevue informelle autour d’une bière est brutalement interrompue par l’annonce du putsch de la Brasserie. Schacht accepte immédiatement le poste en raison du danger communiste<sup>91</sup>. Il a été, comme beaucoup de ses contemporains, plus marqué par les révoltes communistes d’octobre 1923 de Saxe, Thuringe et Hambourg que par la tentative hitlérienne avortée de coup en Bavière. Entrant en fonction le 13 novembre, Schacht demande à Stresemann et Luther la plus grande liberté vis-à-vis de tous les partis politique, y compris le sien. Il a de plus accepté cette fonction en précisant que la seule solution envisageable est une monnaie fondée sur l’or que seule la *Reichsbank* pourrait mettre en place<sup>92</sup>. Il estime que l’hypothèque sur laquelle repose le *Rentenmark* n’est pas une garantie stable car la valeur d’un bien peut fortement varier et a publié le 10 octobre 1923 un projet de loi introduisant une monnaie or<sup>93</sup>. Schacht gère les questions de crédit et de monnaie et reste en relation directe avec le gouvernement. Strese-

---

Düsseldorf, 1968, 431 p., p. 66 et 67

<sup>90</sup> Christian Baechler, *Gustav Stresemann... op. cit.*, p. 384, Hans Luther, *Politiker ohne Partei*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1960, 437 pages, p. 119-120

<sup>91</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, *Ibidem*, p. 229

<sup>92</sup> *Ibidem*, p. 225

<sup>93</sup> *Berliner Tageblatt*, 10 octobre 1923, cité dans Hans Luther, *Politiker... op. cit.*, p. 139



mann lui a probablement fait confiance parce qu'il veut, à terme, introduire un nouveau *Reichsmark* garanti sur l'or. La chute du gouvernement Stresemann ne change pas la donne : le nouveau chancelier, Wilhelm Marx, Président du *Zentrum*, à la tête d'un gouvernement de centre-droit minoritaire, maintient le commissaire dans ses fonctions<sup>94</sup>. Schacht dispose de larges pouvoirs, puisqu'il participe aux réunions ministérielles, avec voix consultative. Toutes les mesures ayant une implication monétaire nécessitent son contreseing<sup>95</sup>.

La choix de Schacht est probablement lié à son appartenance à la DDP, qui le rendait acceptable pour la gauche et au fait qu'il soit du nord de l'Allemagne permettait d'éviter une campagne antisémite. Il permet d'écarter Helfferich, avec qui ni Stresemann ni Friedrich Ebert, élu par la *National Versammlung* Président du Reich en 1919, ne veulent travailler. La *Reichsbank* et son Président, Rudolf Havenstein, n'ont pas été consultés, car, en mauvais terme avec le gouvernement, ils sont considérés comme partiellement responsables de l'inflation<sup>96</sup>. Enfin, nommer Schacht était une manière de préserver l'avenir : il mettrait en place le *Rentenmark* malgré ses défauts, tout en gardant pour but le retour à une monnaie fondée sur l'or<sup>97</sup>.

À ce poste, Schacht combat deux ennemis : le marché noir et le *Notgeld*. Ces « billets de nécessité » émis pour une durée limitée par différentes institutions, communes ou entreprises, sont utilisés par la population locale. L'inflation du *Reichsmark* est telle, que le *Notgeld* devient plus sûr, malgré de nombreux billets d'origine douteuse. La *Reichsbank* refuse alors d'encaisser le *Notgeld*, ce qui provoque l'indignation des milieux communaux et économiques de la Rhénanie. Le 25 novembre, Schacht rencontre ces milieux à Cologne, en présence de représentants de la *Reichsbank*, et refuse leurs doléances. Le 20 novembre 1923, un cours officiel est fixé. Un dollar vaut 4,2 milliards de marks, au lieu de 12 milliards sur le marché noir, ce qui entraîne de grosses pertes pour beaucoup<sup>98</sup>. Le 14 décembre 1923, la dette du Reich de 191,6 trillions de marks est convertie en 200 millions de *Rentenmark*.

Hans Luther minore le rôle de Schacht en novembre 1923 : la *Reichsbank* et le gouvernement auraient pu mettre en place le *Rentenmark* seuls<sup>99</sup>. L'impulsion essentielle pour l'introduction

---

<sup>94</sup> *Ibidem*, p. 230

<sup>95</sup> Christian Baechler, *Gustave Stresemann... op. cit.*, p. 425

<sup>96</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 226

<sup>97</sup> Hans Luther, *Politiker... op. cit.*, p. 139

<sup>98</sup> *Ibidem*, p. 234

<sup>99</sup> Hans Luther, *Politiker... op. cit.*, p. 151

du *Rentenmark* provient effectivement du ministre des Finances<sup>100</sup>. Pour Schacht, le poste de commissaire est néanmoins un tremplin vers la présidence de la banque centrale. En effet, alors que l’introduction du *Rentenmark* est réussie, Havenstein décède le 20 novembre. Deux candidats s’imposent : Schacht et Helfferich. La candidature du premier est contestée par les milieux de droite et par une lettre du directoire de la *Reichsbank* du 17 décembre 1923. La *Reichsbank* s’oppose en effet formellement à sa nomination sur un double fondement<sup>101</sup>. D’une part, les directeurs de la banque centrale estiment qu’il a qu’une expérience de banque de crédit et non de banque d’émission et ne voient pas en lui la « force constructrice » (*schöpferische Kraft*) nécessaire au redressement de la monnaie. D’autre part, ils jugent qu’il est « moralement » disqualifié : l’expérience bruxelloise est à nouveau mise en avant. Pour les directeurs, le Président de la *Reichsbank* doit avoir un passé irréprochable pour bénéficier de la confiance du peuple<sup>102</sup>.

Informé de l’opposition du directoire, Gustav Stresemann, ministre des Affaires étrangères, justifie l’intérêt de nommer Schacht à la tête de la banque centrale par un article du 16 décembre 1923 qui paraît dans *Zeit*<sup>103</sup>. Quatre motifs fondent son choix : c’est une figure du milieu bancaire ; il est connu à l’étranger ; il est apte à mener des négociations<sup>104</sup> et il est influencé par les démocrates et les sociaux-démocrates<sup>105</sup>. Friedrich Ebert se rallie à Stresemann et, le 25 décembre 1923, annonce par courrier à Schacht qu’il est nommé Président de la *Reichsbank* à vie, durée légale de son mandat. Les tâches qui l’attendent sont pressants : le Comité Dawes, qui a pour mission de trouver une solution au paiement des réparations, doit se réunir dans les semaines à venir. Cependant, le premier acte de Schacht est de partir à Londres.

---

<sup>100</sup> Stanislas Jeannesson, *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924). Histoire d’une occupation*, Presses Universitaires de Strasbourg, « Les mondes germaniques », 1997, 432 pages, p. 357. Edgar Salin, auteur de l’introduction aux mémoires de Hans Luther estime qu’il faut enfin détruire la « légende Schacht » : la mise en œuvre du *Rentenmark* est l’œuvre de Luther. In Hans Luther, *Vor dem Abgrund*, Propyläen Verlag, Berlin, 1964, 316 pages, p. 10.

<sup>101</sup> Norbert Mühlen, *Der Zauberer... op. cit.*, p. 26-27.

<sup>102</sup> *Idem.*

<sup>103</sup> Gustav Stresemann, *Vermächtnis, Volume I*, Ullstein, Berlin, p. 272-273

<sup>104</sup> Christian Baechler indique que Stresemann a aussi proposé à Poincaré de nommer Schacht ambassadeur à Paris. Nous n’en connaissons pas non plus les motivations.

<sup>105</sup> Ironiquement, Treviranus note qu’après une entrevue entre Schacht et un membre de la DNVP, celui-ci a déclaré : « Ce démocrate est bien plus à droite que nous ! », Gottfried Treviranus, *Das Ende von Weimar... op. cit.*, p. 110. Treviranus ne donne cependant pas la date de cet entretien.

### III. Schacht et l’ordre financier international dans les années 20

Schacht avait accepté de devenir commissaire à la monnaie alors que la nature de la couverture du *Rentenmark* le laissait sceptique. En tant que Président de la *Reichsbank*, son premier souci est alors de retourner à l’or. Parallèlement, il dialogue en 1924 avec le Comité Dawes et participe à la mise en place du plan qui en est issu. Mais à partir du milieu des années 1920, il s’éloigne progressivement de la République de Weimar et de ses gouvernements.

#### A. Retourner à l’or

Le 30 décembre 1923, Schacht part à Londres. Il est accueilli le lendemain par Montagu Norman, gouverneur de la Banque d’Angleterre de 1920 à 1944, avec qui il s’entretient sur la monnaie allemande. Alors que peu de membres du gouvernement connaissent les motifs de son voyage, Schacht ne donne aucune précision sur ce qu’en pensent le chancelier ou le Président Ebert<sup>106</sup>. Les entretiens de Londres sont le premier pas vers la mise en place de la *Golddiskontbank* et le début de la coopération entre la *Reichsbank* et la Banque d’Angleterre dans l’entre-deux-guerres.

#### 1. La première rencontre de Hjalmar Schacht et de Montagu Norman

Trois sujets essentiels sont discutés à Londres en janvier 1924 : la tentative de mise en place d’une banque d’émission rhénane, la mise en place de la *Golddiskontbank* et la coopération entre les banques centrales.

##### a. La tentative de mise en place d’une banque d’émission rhénane

Lors de l’occupation de la Ruhr, les séparatistes rhénans reprennent une activité en sourdine depuis 1919. Après une réunion de la *Rheinische Volksvereinigung* à la fin du mois de mars 1923, la création d’une « monnaie rhénane » et l’établissement d’un Conseil rhénan susceptible de remplacer l’administration prussienne sont proposés. Les séparatistes rhénans sont discrètement soutenus par le Président de la Haute Commission interalliée des Territoires rhénans, Tirard. Les 20 et 21 octobre à Aix-la-Chapelle, l’industriel Léo Deckers proclame une république indépendante. Les autorités belges, qui occupent la ville, désavouent cette initiative et expulsent Deckers. À Coblenche, occupée par les Français depuis 1923, un aventurier, Matthes, fait une sorte de coup d’État au nom du mouvement *Freies Rheinland*. Avec

l’Allemand Dorten, ils deviennent « plénipotentiaires ». Puis, le 1<sup>er</sup> décembre 1923, Dorten est proclamé chef du gouvernement provisoire de la République rhénane. Pour éviter l’introduction du *Rentenmark*, il met au point un projet de *Rheinische Staatsbank* ayant privilège d’émission. Le projet échoue : Konrad Adenauer, maire de Cologne, et Louis Hagen, banquier de la même ville, légalistes, proposent un autre projet à Poincaré qui ne soutient pas Dorten. Le Président du Conseil français accepte la proposition d’Adenauer car il pense que celui-ci est proche des Anglais, mais Poincaré échoue à gagner les Britanniques à une autonomie rhénane<sup>107</sup>. Parallèlement, la stabilisation du mark favorise l’échec de ces tentatives séparatistes.

Schacht, tout juste nommé Président de la *Reichsbank*, part alors à Londres pour discuter prioritairement des projets de banque rhénane. Montagu Norman a reçu une lettre de Paribas qui veut prendre contact avec des banques britanniques désirant participer à ce projet de banque centrale rhénane<sup>108</sup>. Aucune banque anglaise n’a accepté l’offre de Paribas et la Banque de Hollande a de plus signifié son opposition à Norman. Schacht convainc son homologue britannique, conscient du danger de domination française en Rhénanie, que le gouvernement allemand a la ferme volonté de faire échouer le projet rhénan<sup>109</sup>.

Le 2 janvier, Schacht insiste auprès de Norman : il ne peut que s’opposer à la création d’une banque d’émission rhénane qui casse l’unité allemande. L’après-midi, il rencontre le banquier Tjarks, le Président de la Lloyds Bank Beaumont Pease et le baron Schröder. Il informe les deux premiers de la situation rhénane, afin qu’ils soutiennent Norman. La discussion avec Schröder est d’une tout autre nature, car le neveu du baron est impliqué dans la mise en place de la banque rhénane. Schacht espère l’influencer par l’intermédiaire de son oncle. Schröder propose de créer une banque rhénane mais avec la coopération des Britanniques et d’inviter ensuite les banquiers français à y participer. Toutefois, lors d’une nouvelle rencontre avec Norman, le projet de banque rhénane échoue définitivement. Le gouverneur de la Banque d’Angleterre montre à Schacht la réponse qu’il s’apprête à poster à Paribas et commente :

---

<sup>106</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 244

<sup>107</sup> voir sur ce sujet Stanislas Jeannesson, *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924). Histoire d’une occupation*, Presses Universitaires de Strasbourg, « Les mondes germaniques », 1997, 432 pages, p. 353-357.

<sup>108</sup> *Ibidem*, p. 249

<sup>109</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/3, p. 2, un document sans titre daté du 1<sup>er</sup> janvier 1924 qui raconte l’entrevue entre Schacht et Norman et dont l’auteur est *a priori* Schacht.

« *J'ai tué la banque rhénane*<sup>110</sup> ». Il y refuse le soutien anglais à l'initiative française.

*b. Les négociations sur la Golddiskontbank*

L'autre but poursuivi par Schacht lors de ce voyage est de préparer la voie à une monnaie fondée sur l'or en remplacement du *Rentenmark*. Le Président de la *Reichsbank* veut faire revivre la vie économique allemande en lui fournissant du capital pour financer ses besoins internationaux. Ceci implique du crédit reposant sur une monnaie-or stable. Il projette ainsi de créer une banque fondée uniquement sur ce métal précieux, la *Golddiskontbank*. Elle accorderait des crédits contre du change pour aider les industries d'exportation. Son capital, libellé en devises étrangères, serait de 200 millions de marks, dont la moitié viendrait d'Allemagne et l'autre de la Banque d'Angleterre. Cette seconde partie prendrait la forme d'un crédit accordé à la *Reichsbank*, qui serait ainsi actionnaire de la moitié du capital de la nouvelle banque<sup>111</sup>.

Lors de diverses rencontres avec des banquiers anglais, comme Robert Kindersley de la banque des frères Lazard, Schacht et son projet se heurtent à une certaine méfiance, bien que leurs interlocuteurs soient conscients de la nécessité d'agir pour stabiliser le mark. Parmi eux, McKenna, de la *City and Midland Bank*, est obnubilé par le risque d'une intervention française violente dans l'économie allemande. Il propose que les dépôts de la nouvelle banque soient stockés à l'étranger pour empêcher les Français de les saisir, car il considère que ceux-ci négligent le droit de propriété. McKenna insiste pour que le capital de la banque soit à 50 % étranger et à 50 % allemand, car l'Allemagne n'a pas les moyens de la financer dans sa totalité d'une part et, d'autre part, car la présence de capitaux étrangers engendrerait une certaine confiance dans la banque.

À la fin des entrevues entre Norman et Schacht, le premier accepte le projet du Président de la *Reichsbank*, dont les détails sont encore flous. Cet accord marque le début d'une coopération, sujet informel et imprévu de la visite de Schacht.

*c. Les discussions autour de la coopération entre les banques centrales*

Le soir du 1<sup>er</sup> janvier, après une visite sans résultats auprès de Neville Chamberlain, chance-

<sup>110</sup> « I killed the Rheinisch Bank »

<sup>111</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 246

lier de l’Échiquier, Schacht dîne avec Norman et Niemeyer, directeur financier du Trésor. Pour Norman, une grande partie de la reconstruction de l’Europe peut être menée par les banques centrales contre l’avis du *Foreign Office*. Il donne en exemple la réorganisation autrichienne et la mise en place de la banque de Danzig. Il met en cause Havenstein, prédécesseur de Schacht, qui avait refusé de participer à l’assainissement de la Pologne. Schacht renouvelle ce refus mais pour des questions politiques : les problèmes frontaliers avec la Pologne sont trop importants. Il se dit prêt, par contre, à collaborer avec la Banque d’Angleterre en Tchécoslovaquie. Ensemble, ils abordent également le sujet de l’adhésion de l’Allemagne à la Société des Nations. Schacht ne l’estime possible qu’avec une entrée conjointe du Reich et des États-Unis. Niemeyer répond qu’une entrée de ces derniers dans le Comité financier suffirait car la coopération entre les banques centrales et le comité financier sont les deux éléments importants pour la reconstruction européenne. Cette idéologie technocratique s’est exprimée régulièrement dans l’entre-deux-guerres. Elle met en avant les banques centrales et des institutions comme le Comité financier de la SDN, considérées comme plus compétentes que les hommes politiques européens. La mise en place de la Banque des Règlements Internationaux en est une mise en œuvre concrète<sup>112</sup>.

## **2. La création de la *Golddiskontbank* et la coopération entre la *Reichsbank* et la Banque d’Angleterre**

En janvier 1924, de retour de Londres, Schacht rencontre les membres du Comité Dawes et les responsables français à Paris. Puis, il prend les mesures nécessaires à la mise en place concrète de la *Golddiskontbank* et au retour à une monnaie-or confirmant en cela la coopération entre les banques centrales allemande et britannique.

### *a. À Paris*

Le 23 janvier 1924, Schacht se rend dans la capitale française pour être entendu par le comité Dawes. Il s’exprime devant l’une des sous-commissions, sous la présidence d’Owen Young. Le comité accepte le projet de *Golddiskontbank* de rassembler les devises et l’or qui sont stockés en Allemagne<sup>113</sup>. Les relations avec le comité se sont améliorées, car l’Allemagne a pu stabiliser elle-même sa monnaie. Cependant, il n’a pas été facile de lui imposer la *Golddis-*

<sup>112</sup> Olivier Feiertag, « Banques centrales et relations internationale au XX<sup>e</sup> siècle : le problème historique de la coopération monétaire internationale » in *Relations Internationales*, 1999, n° 100, p. 355–376.

<sup>113</sup> Gustav Stresemann, *Vermächtnis op. cit.*, p. 289

*kontbank*. Le Président de la *Reichsbank* a dû faire un discours très critique à Königsberg, reprochant au plan Dawes de bloquer la création de cette nouvelle institution financière. Schacht prévient ce dernier qu’il devrait porter la responsabilité de tout échec monétaire futur s’il refusait la fondation de la *Golddiskontbank*<sup>114</sup>. Cette manœuvre a apparemment permis de débloquent la situation, le Comité Dawes se contentant de s’assurer que la nouvelle institution ne soit pas un partenariat unique entre la *Reichsbank* et la Banque d’Angleterre.

Schacht rencontre également le gouverneur de la Banque de France Robineau, le Président de la Commission des réparations Louis Barthou et le Président de la République Alexandre Millerand. Il reproche à ses interlocuteurs de rester dans des considérations strictement politiques. Ainsi, auprès de Raymond Poincaré, le Président de la *Reichsbank* conteste le montant des réparations et affirme que l’Allemagne ne peut payer les réparations qu’en exportant<sup>115</sup>. Il évoque aussi le problème des transferts, c’est-à-dire la difficulté de l’Allemagne à trouver des devises pour payer sa dette extérieure. Il conclut de cette entrevue que Poincaré est remarquablement intelligent mais que ses projets politiques passent par l’abaissement de l’Allemagne. Ces entretiens avec les plus hauts responsables français ont des résultats très mitigés.

#### *b. La Golddiskontbank*

Après les discussions de Londres, Schacht et le gouvernement accordent une grande importance au risque de séparatisme de la Rhénanie qui peut faire échouer son projet de *Golddiskontbank*. Schacht utilise ce dernier comme argument essentiel pour convaincre le gouvernement de rejeter tout plan de banque centrale rhénane. En effet, la *Golddiskontbank* est tout aussi capable de fournir des crédits pour le commerce extérieur aux industries de la région qu’une banque d’émission autonome.

En février 1924, le *Rentenmark* est sous-évalué d’environ 15 %. Schacht répond par un blocage (*Absperrung*) du crédit de la *Reichsbank*, ce qui, selon lui, va à l’encontre de toute théorie. Il affronte ensuite Helfferich et les conservateurs du *Reichstag*, qui ne veulent pas abandonner le *Rentenmark* et qui voient dans le prêt à 5 % accordé à la *Reichsbank* par la Banque d’Angleterre pour la fondation de la *Golddiskontbank* la preuve d’une soumission à l’étranger. Le Parlement accepte finalement le projet : malgré le prêt britannique, le capital de la nouvelle banque est allemand. Schacht informe le comité Dawes et la banque est créée le

<sup>114</sup> John Weitz, *Hitler's banker op. cit.*, p. 79

<sup>115</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 261

13 mars 1924. Les membres du conseil d'administration de la banque sont allemands et étrangers. Deux cents millions de marks-or sont levés, dont une moitié en Allemagne. La banque peut avancer des crédits aux industries allemandes pour l'importation de matières premières. Les biens produits doivent ensuite être exportés. Une partie de ces exportations payent les réparations, l'autre permet d'accumuler des devises et de l'or, qui donnent une base solide au *Reichsmark*. La *Golddiskontbank* est une filiale de la *Reichsbank* grâce à l'emprunt que celle-ci a obtenu auprès de la Banque d'Angleterre. En fournissant des crédits à l'exportation, l'autre intérêt de la *Golddiskontbank* est de supprimer le besoin pour l'industrie westphalo-rhénane de disposer d'une monnaie propre<sup>116</sup>. Schacht a alors réussi à mettre fin à une période de pénurie du crédit à l'exportation préjudiciable à l'économie allemande<sup>117</sup>.

Par contre, le 7 avril 1924, Schacht refuse d'augmenter les réserves de titres de la *Reichsbank*, pour que les banques allemandes restreignent leur crédit. Le but est de faire refluer la thésaurisation des devises, pour que ces dernières s'orientent vers les caisses de la *Golddiskontbank*. Il s'agit également de démontrer la volonté de la *Reichsbank* de sécuriser la monnaie<sup>118</sup>. À cette occasion, on lui donne le surnom de « bourreau de l'économie allemande<sup>119</sup> ». Il ne reconnaît qu'un seul reproche : sa décision a été injuste envers les marchands.

Ces mesures permettent d'amasser près de 800 millions de marks en devises entre avril et juin 1924 et, ainsi, de faire croître la confiance vis-à-vis de la *Reichsbank* en Allemagne et à l'étranger<sup>120</sup>. Le *Rentenmark* peut être stabilisé puis remplacé par un *Reichsmark* garanti sur l'or.

### c. Les débuts de la coopération germano-britannique entre banques centrales

Parallèlement, s'amorce une collaboration entre la *Reichsbank* et la Banque d'Angleterre, inaugurée par la visite de Schacht à Londres début janvier et la fondation de la *Golddiskontbank*. Un accord entre les deux banques centrales prévoit que la *Reichsbank* met en place la *Golddiskontbank* et accepte de la diriger en coopération avec la banque d'Angleterre<sup>121</sup>. La *Reichsbank* s'engage à œuvrer avec la Banque d'Angleterre sur les questions de politique

<sup>116</sup> Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première guerre mondiale. 10 novembre 1918-10 janvier 1925. De l'exécution à la négociation*. Pedone, Paris, 1977, 797 p., p. 286

<sup>117</sup> Hans Luther, *Politiker... op. cit.*, p. 257

<sup>118</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 266

<sup>119</sup> *Ibidem*, p. 267. « Henker der deutschen Wirtschaft. »

<sup>120</sup> *Idem*

<sup>121</sup> BARCH Koblenz, N/1294/3, document sans titre.



financière extérieure et sur l’établissement d’un travail en commun avec les autres banques centrales. Le texte renforce les relations directes entre les deux banques centrales, car la *Reichsbank* s’engage à informer la Banque d’Angleterre de ses opérations sur le marché britannique. Inversement, la Banque d’Angleterre se dit prête à toujours intervenir avec la *Reichsbank* sur le marché allemand. Certaines dispositions donnent des garanties à la Banque d’Angleterre en tant que créancière : la *Reichsbank* s’engage à éviter la création de nouveaux endettements extérieurs, à influencer le gouvernement pour assurer l’équilibre du budget allemand et à conduire ses affaires sur des principes économiques sains. Elle doit éviter toute inflation du crédit, faciliter et encourager le paiement de certains titres britanniques en Allemagne. Enfin, elle reconnaît la banque de Danzig et le crédit accordé à cette banque par la banque d’Angleterre et la Banque d’Autriche. Elle accepte également tout emprunt en livres accordé à Vienne, Prague et Athènes. Le 3 avril 1924, Schacht confirme à Norman qu’il réoriente les activités anglaises de la *Reichsbank* vers la Banque d’Angleterre et s’excuse de ne pas avoir pu éviter un endettement extérieur car il manque de devises<sup>122</sup>. Cet accord entre les Banques centrales est de grande portée. En effet, en premier lieu, il donne des garanties au créancier de la *Reichsbank* qu’est la Banque d’Angleterre. En second lieu, il pousse la banque centrale allemande à reconnaître des opérations financières de son homologue britannique que Havenstein avait refusé de soutenir. La reconnaissance de la banque de Danzig est d’ailleurs une incursion dans la politique étrangère du Reich. En troisième lieu, il fonde la coopération future des deux banques au-delà de leurs strictes attributions, car la *Reichsbank* doit entraver tout budget déficitaire. Cet accord s’inscrit dans une logique décrite par Olivier Feiertag :

« Ce qui ressort, en revanche, de l’histoire de la politique extérieure des grandes banques d’émission dans les années 1920, c’est l’émergence et la diffusion progressive d’une doctrine du *Central Banking* reposant sur les principes effectivement formulés dès 1921 par Norman [...]. Ces principes [...] visaient essentiellement, comme on le sait, à confier aux banques centrales rendues statutairement indépendantes de leurs gouvernements et liées entre elles par des relations exclusives et permanentes de coopération, la tâche de garantir la stabilité et la régularité des règlements internationaux dans le cadre d’un système international d’étalon de change-or où la Banque d’Angleterre, de fait, était appelée à occuper une place centrale. »<sup>123</sup>

\*

La première moitié de l’année 1924 est marquée par la création de la *Golddiskontbank*. Elle

<sup>122</sup> *Idem*

<sup>123</sup> Olivier Feiertag, « Banques centrales et relations internationale au XX<sup>e</sup> siècle... » *op. cit.*, p. 355-

permet de fonder définitivement le mark sur l’or, de mettre en place une coopération étroite avec la Banque d’Angleterre et de s’opposer avec succès au projet franco-rhénan de banque d’émission. Cette année est aussi celle du premier plan instaurant un système viable pour le paiement des réparations : le plan Dawes.

## **B. Le plan Dawes**

En octobre 1923, la France et l’Allemagne sont dans l’impasse : la première est touchée à son tour par une crise financière et monétaire et la seconde n’a pas obtenu les résultats escomptés de la « résistance passive ». Le Président républicain des États-Unis Calvin Coolidge propose la convocation d’une commission d’experts dans le but de permettre l’évacuation de la Ruhr et le paiement des réparations. Le comité Dawes se réunit à partir de janvier 1924 et présente son rapport le 9 avril. Celui-ci propose un plan provisoire de 5 ans. Les versements allemands seraient garantis par une hypothèque sur les chemins de fer et l’industrie. Les annuités s’élèveraient de 1 à 2,5 milliards de marks. Le transfert des paiements en devises seraient assurés par un « agent général des réparations » installé à Berlin, sous la surveillance d’un comité des transferts comprenant 5 membres américain, britannique, français, italien et belge. Le première année, un prêt de 800 millions de marks serait consenti à l’Allemagne (emprunt Dawes), assurant un soutien financier à l’économie du Reich<sup>124</sup>.

Le plan Dawes est adopté en août 1924 et permet parallèlement l’évacuation de la Ruhr à partir du 15 août 1924. Le *Reichstag* ratifie le plan le 19 août 1924 et modifie le statut de la *Reichsbank*. Cette dernière est désormais contrôlée par un *Generalrat* de 7 membre Britannique, Américain, Italien, Belge, Hollandais, Français et Suisse et 7 membres allemands. Le *Generalrat* nomme le Président de la *Reichsbank* et les membres du directoire et contrôle la couverture de la monnaie qui doit être de 40 % au minimum et est constituée d’or et de devises. Pour passer sous cette barrière, l’accord du *Generalrat* est requis. Pour ces raisons, Karl-Erich Born estime que l’Allemagne n’a pas les moyens de mener une politique monétaire<sup>125</sup>.

---

376, p. 365

<sup>124</sup> Les aspects techniques de l’emprunt Dawes ont été négociés par Schacht. Nous ne connaissons pas les détails de ces négociations. Hans Luther, *Politiker... op. cit.*, p. 303. Cela explique en grande partie que Schacht ait toujours trouvé l’emprunt Dawes plus légitime que le Young : il n’a pas négocié le second.

<sup>125</sup> Karl-Erich Born, *Die deutsche Bankenkrise 1931. Finanzen und Politik*, R. Piper & Co Verlag, Munich, 1967, 286 pages, p. 28.

De manière générale, Schacht a œuvré pendant l’élaboration du plan Dawes pour l’intervention des milieux financiers anglo-saxons en faveur de l’Allemagne, se rendant à Londres les premiers jours de janvier 1924, à la grande satisfaction de Stresemann. En effet, les relations entre Schacht et Norman sont déterminantes pendant les mois de janvier et de février 1924<sup>126</sup>.

Dans ses mémoires, Schacht insiste sur un point particulier s’agissant du plan Dawes : ce dernier a imposé à la *Reichsbank* le *Generalrat* dont le Président de la *Reichsbank* est membre. Il reproche à cette nouvelle institution de limiter la souveraineté de la banque centrale. Toutefois, il estime qu’une relation de confiance s’est instaurée entre le *Generalrat*, la *Reichsbank*, et l’Agent général, Parker Gilbert<sup>127</sup>. Globalement, Schacht a toujours préféré le plan Dawes au plan Young. Une hypothèse peut l’expliquer : le premier des deux plans a donné à la *Reichsbank* un pouvoir d’intervention très important en Allemagne car son indépendance est garantie par traité international<sup>128</sup>.

Le plan Dawes oblige néanmoins l’Allemagne à payer environ deux milliards de *Reichsmark*-or d’indemnités de guerre par an. Pour obtenir les devises nécessaires à ces paiements, le Reich doit exporter. S’il n’y a pas de surplus d’exportations sur les importations, l’Allemagne court le risque de voir sa dette extérieure gonfler. Le rôle de Schacht est d’empêcher cet endettement<sup>129</sup>.

\*

Grâce au plan Dawes, à la stabilisation du mark et à la réintroduction d’une monnaie garantie sur l’or, la situation du Reich se consolide entre 1924 et 1925. Cette amélioration est aussi politique : si les élections de mai 1924 voient une poussée des extrêmes, les partis de la « coalition de Weimar » et la DVP, ralliée par raison à la république, améliorent sensiblement leurs résultats aux élections du 7 décembre suivant.

Hjalmar Schacht divise son œuvre à la tête de la *Reichsbank* dans les années 20 en deux parties : jusqu’en 1925, l’essentiel est de juguler l’inflation ; son « combat » contre les répara-

---

<sup>126</sup> Christian Baechler, *Gustave Stresemann... op. cit.*, p. 501-502 et p. 336

<sup>127</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 268. Cet avis est à nuancer. Lors de la préparation des travaux du Comité Young, Schacht trouve que Parker devient trop critique et trop politique.

<sup>128</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.*, p. 28

<sup>129</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 270

tions commence ensuite<sup>130</sup>. Il emprunte alors un long chemin qui le pousse à s'éloigner des gouvernements de la République de Weimar, sans pour autant qu'il n'y ait rupture, du moins jusqu'en 1929.

## C. Schacht et la République de Weimar jusqu'en 1929

Dans le contexte d'une économie allemande apparemment stabilisée, Schacht s'oppose à l'endettement croissant des communes sur le plan intérieur et à l'ordre de Versailles en politique étrangère.

### 1. Évolution économique et financière de la République de Weimar (1924-1929)

Pendant longtemps, les années 1925-1929, censées être caractérisées par une prospérité économique, ont été opposées à la crise commencée en 1929, jugée responsable de l'arrivée au pouvoir de Hitler. Knut Borchardt a cassé cette opposition en démontrant que le surendettement de l'économie allemande qui a marqué les années 1920 et surtout les conflits de répartition entre État, patronat et syndicats ont supprimé toute marge de manœuvre une fois la crise en phase aiguë<sup>131</sup>. En conséquence, le déroulement de la crise à partir de 1929 ne dépend pas de la politique conjoncturelle mais est fonction des développements économiques et financiers de la période de prospérité ou de stabilisation<sup>132</sup>.

L'économie allemande dans les années 1920 est marquée par un chômage structurel massif et une croissance faible. Cette dernière résulte de causes internes et internationales. Detlev Peukert fait référence à trois ensembles de causes internationales<sup>133</sup>. En premier lieu, il y a un changement de phase dans l'évolution de l'économie capitaliste. D'un cycle à long terme de croissance et d'innovation, l'Europe passe à un cycle de crise : le modèle économique d'avant-guerre a atteint ses limites. En second lieu, la division du travail telle qu'elle existait avant-guerre a fait son temps sur le marché mondial et de nouveaux concurrents apparaissent

<sup>130</sup> *Ibidem*, p. 276

<sup>131</sup> Knut Borchardt, « Wirtschaftliche Ursachen des Scheiterns der Weimarer Republik » in *Weimar : Selbstpreisgabe einer Demokratie : eine Bilanz heute*. K. D. Erdmann et H. J. Schultz, F. Thyssen-Stiftung. Düsseldorf, Droste, p. 211-249.

<sup>132</sup> C'est ce qu'Albrecht Ritschl appelle la « thèse Borchardt I » : l'économie allemande une fois en crise est handicapée par l'absence de réelle solution au conflit entourant la redistribution pendant les années 20. Il pointe notamment les augmentations salariales démesurées pendant les années 1920. in Albrecht Ritschl, *Deutschlands Krise und Konjunktur 1924-1934. Binnenkonjunktur, Auslandsverschuldung und Reparationsproblem zwischen Dawes-Plan und Transfersperre*, Akademie-Verlag, Berlin, 2002, 297 pages, p. 14.

<sup>133</sup> Detlev Peukert, *La république de Weimar... op. cit.*, p. 125-132

sur des marchés traditionnellement enlevés par les Européens. De plus, le marché agricole mondial rencontre un grave problème structurel et l'offre est massivement excédentaire. En troisième lieu, le système financier international est ébranlé et ne donne pas la possibilité de surmonter les déséquilibres structurels. Les dettes interalliées et les réparations amplifient le problème de l'insuffisance du crédit et des transferts. Sur ce point, on peut préciser que l'étendue de l'endettement international n'a jamais été aussi importante. Le savoir-faire pour répondre aux problèmes posés par cet endettement n'existe pas encore.

Les problèmes économiques de l'Allemagne sont aussi conséquence de facteurs internes. En 1919, l'indice de la production industrielle allemande n'est que de 38 % comparé à 1913. Il augmente ensuite jusqu'en 1922, favorisé par l'inflation, retombe en 1923 au moment de l'occupation de la Ruhr, remonte à partir de 1924, s'affaiblit lors de la petite crise économique de 1926, puis dépasse légèrement celui de 1913 pendant trois ans. Dès le milieu des années 1920 toutefois, les symptômes de la crise se multiplient. L'Allemagne est particulièrement frappée par l'offre excédentaire du marché mondial, alors que son industrie est dépendante du commerce extérieur et que le traité de Versailles, dans ses dispositions économiques, entame la compétitivité allemande. La surcapacité industrielle s'accroît, du fait de la rationalisation de l'industrie allemande. Malgré la nécessité d'améliorer le rendement de l'économie, les investisseurs ne prennent pas de risques et l'État, en augmentant ses dépenses, entraîne soit un accroissement des coûts de production, soit un renchérissement du crédit.

L'État assure en effet un rôle de plus en plus important, par l'augmentation des dépenses sociales, la construction de logements, les prestations communales, l'accroissement du nombre de fonctionnaires et d'employés des services publics. Les charges sociales s'alourdissent en conséquence et chaque conflit portant sur les dépenses de l'État remet en cause la légitimité du système. Cette évolution économique provoque des affrontements directs entre les patrons et syndicats sur les conflits de répartition. De plus, les patrons visent non seulement les syndicats mais aussi l'État.

Enfin, dans le domaine agricole, la dépression mondiale se manifeste particulièrement en Allemagne, à l'est de l'Elbe principalement. Les grands propriétaires terriens de l'Est, affaiblis par la chute de Guillaume II et la suppression de leurs privilèges, perdent des marchés d'exportation traditionnels et contractent des dettes plutôt que de se moderniser. Les aides importantes de l'État sont inefficaces et la crise agricole affecte autant les agriculteurs que les habitants des campagnes et des petites villes de province.

Malgré ces dysfonctionnements, l'Allemagne rattrape globalement les retards économiques accumulés pendant la guerre et l'après-guerre, bien que certains secteurs importants ne parviennent pas à revenir aux niveaux de 1913. Entre 1926 et 1929, par exemple, l'Allemagne représente 11,6 % de la production internationale industrielle. Si ce chiffre place le Reich devant la France (6,6 %) et le Royaume-Uni (9,4 %), il est en revanche en retrait par rapport à 1913 (14,3 %) et largement derrière les États-Unis (42,2 %). De plus, les importations sont en moyenne en excédent sur les exportations et l'Allemagne s'endette fortement vis-à-vis de l'étranger.

Dans ce cadre de croissance faible, alors que des symptômes de crise marquent l'économie allemande et que les problèmes de répartition mettent en cause la légitimité du régime politique du Reich, le plan Dawes permet à l'Allemagne d'utiliser des capitaux américains pour financer une stabilité de court terme. Mais, à moyen terme, un cercle vicieux s'instaure, constitué de crédits américains, de réparations allemandes, de remboursements de crédits effectués par les anciens Alliés et de nouveaux crédits américains.

## **2. La *Reichsbank*, Schacht, l'endettement intérieur et la politique étrangère**

Face à ce cercle vicieux, Schacht critique fortement les finances publiques, d'une part et, d'autre part, mène une politique de crédit visant à limiter et à contrôler l'endettement de l'Allemagne.

### *a. Les finances du Reich, des communes et des Länder*

L'opposition de Schacht à la gestion des finances du Reich, des communes et des *Länder* est parallèle à sa contestation de l'évolution de l'État et de son interventionnisme en matière sociale (*Sozialstaat*), rejoignant en cela une grande partie des milieux économiques et financiers. De manière générale, les communes ont les mêmes problèmes que le Reich ou les *Länder* : de grandes dépenses sans revenus adéquats, impliquant un appel à l'emprunt<sup>134</sup>. En conséquence, les créanciers deviennent suspicieux et le prêt politique très risqué. De plus les milieux économiques critiquent les finances du Reich. Ils montrent du doigt la masse instable de dettes publiques pour favoriser les récriminations contre l'État et exercer une sorte de chantage contre les emprunteurs.

Depuis 1914, le secteur public s'est accru en Allemagne : il représente 14,5 % du revenu na-

tional en 1910-1913 et 24 % en 1925. Les réformes Erzberger de 1919-1920 instaurent un nouveau régime fiscal qui encourage les dépenses et l'accroissement du nombre de fonctionnaires. Si l'hyperinflation a permis de résoudre la question de l'endettement intérieur du Reich contracté pendant la Grande Guerre, le budget s'est cependant fortement accru. Hans Luther, ministre des finances en 1924, propose un plan prévoyant d'une part l'augmentation des impôts pour éviter un nouvel endettement et d'autre part une diminution des dépenses de l'État et de son budget en général<sup>135</sup>. Il initie ainsi une diminution des dépenses budgétaires. La hausse des impôts provoque néanmoins une plainte de la part du *Reichsverband der deutschen Industrie* (RDI), qui n'a pas cessé sous la République de Weimar et qui est associée à une contestation de la République elle-même. À partir de 1926-1927, les dépenses reprennent et le nombre de fonctionnaires s'accroît à nouveau, au point que le Reich connaît une crise du crédit en 1927. Dans cette opposition entre industriels et gouvernement, Schacht et la *Reichsbank* soutiennent le RDI dans ses revendications<sup>136</sup>.

Les *Länder* connaissent le même type de problème et de contestation<sup>137</sup>. L'un des ennemis les plus acharnés des *Länder* fut la *Reichsbank*, comme le montre l'exemple de la Prusse :

« Il y a eu alors une longue série d'interventions de la *Reichsbank* dans les affaires de Prusse pour discréditer le gouvernement prussien. Le prédécesseur de Luther, Schacht, était un maître dans ce domaine. En 1927, il a utilisé ses contacts américains pour empêcher la Prusse d'émettre un emprunt américain avec l'aide de Harris Forbes. En janvier 1929 il a empêché un plan pour financer la dette prussienne à court terme et a offert à la place une aide à court terme de la *Reichsbank* : cette méthode séduisait Schacht parce qu'elle permettait de tenir les Prussiens au collet. »<sup>138</sup>

Les Communes sont cependant la cible principale de Schacht. De nombreuses villes, à la suite de la loi créant le Grand Berlin, s'agrandissent. Le travail essentiel de la *Reichsbank* est alors de limiter au maximum les emprunts extérieurs des communes. En 1924, la banque centrale

---

<sup>134</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.*, p. 92

<sup>135</sup> *Ibidem*, p. 41

<sup>136</sup> *Ibidem*, p. 53

<sup>137</sup> Voir par exemple l'action de Hans Luther à la tête d'une organisation qu'il a lui-même fondée et qui a été surnommée le Lutherbund. Ce dernier mène œuvre de propagande en faveur d'une plus forte centralisation du Reich.

<sup>138</sup> « Then there had been a long history of the Reichsbank intervening in Prussian affairs in order to discredit the Prussian Government. Luther's predecessor Schacht was a master of this game. In 1927 he had used his American contacts to stop Prussia issuing an American loan through Harris Forbes. In January 1929 he had stopped a plan to fund the prussian short-term debt and had offered short-term Reichsbank facilities instead : this proceeding attracted Schacht because it meant keeping the Prussians on a very short leash. » in *Ibidem*, p. 80

obtient la création d’une *Beratungsstelle*, où sont représentés le Reich, la *Reichsbank*, les *Länder* mais pas les communes. Cet office est chargé d’approuver les emprunts et travaille nettement contre les villes<sup>139</sup>. Malgré cette institution et l’arrêt des emprunts publics en 1927, les communes allemandes ont une large responsabilité dans l’endettement allemand.

Schacht reproche aux dirigeants des communes de ne pas avoir compris que les prêts étrangers affluant en Allemagne devaient être placés dans des investissements productifs et non dans des dépenses d’équipement<sup>140</sup>. D’après lui, en préférant les dépenses d’équipement, les communes ont freiné la production allemande de biens finis, branche industrielle stratégique pour assurer le plein-emploi. De plus, les emprunts sont fournis en devises stockées à la *Reichsbank* mais les investissements sont libellés en marks. Le plan Dawes exigeant de l’Allemagne un paiement de deux milliards de marks par an en devises, celles-ci ont été prises sur les réserves de la *Reichsbank*. Ainsi, les emprunts libellés en monnaies étrangères mais convertis en marks ont permis le paiement des réparations. Le Président de la *Reichsbank* se plaint que ses avertissements contre ce phénomène n’aient été entendus, ni en Allemagne, ni à l’étranger.

De plus, la *Beratungsstelle* encourage de fait les communes à emprunter à court terme sur les marchés extérieurs, car ces dettes ne tombent pas sous son contrôle et celui de Schacht. Dans les années 30, Maurice de Saint-Jean explique :

« Schacht, en stabilisant le mark et en le maintenant avec une énergie farouche à sa parité, provoqua involontairement l’endettement allemand à l’extérieur »<sup>141</sup>.

La conséquence en est d’une part une augmentation de la dette extérieure de l’Allemagne à court terme et d’autre part la contraction d’un marché allemand déjà très étroit<sup>142</sup>.

Si le contrôle de l’emprunt des corporations publiques par la *Reichsbank*, demandé par Schacht, n’est obtenu qu’après son départ, la *Reichsbank* a pu utiliser d’autres moyens pour freiner la demande de crédits des communes. Ainsi, en 1925, Schacht s’attaque publiquement à des prêts étrangers accordés à Berlin et à Cologne, dont le maire est Konrad Adenauer. Appuyé par Parker Gilbert, il prévient le Département d’État qui demande à ses citoyens d’être

<sup>139</sup> *Ibidem*, p. 94

<sup>140</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 271

<sup>141</sup> Maurice de Saint Jean, *La politique économique et financière du Dr. Schacht*, Société Française d’imprimerie et de librairie, Poitiers, 1936, p. 69

<sup>142</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.*, p. 95



prudents<sup>143</sup>.

Cependant, la politique de la *Reichsbank* a pu avoir des effets fragilisant le système bancaire allemand. Ainsi, la consolidation des dettes des caisses d'épargne, demandée par les communes qui les contrôlent mais sont aussi souvent leur premier client, n'a pu se faire qu'au prix d'une diminution des liquidités des caisses et donc d'un accroissement du risque. Un plan ambitieux de consolidation de la dette à court terme est ainsi bloqué par la politique de la *Reichsbank* qui refuse d'accorder des avances sur nantissement pour ces dettes, afin d'éviter tout risque inflationniste<sup>144</sup>.

### b. Crédits

L'endettement des *Länder*, des Communes et de l'État n'est qu'un aspect de l'endettement de l'Allemagne qui concerne également, en raison du cercle vicieux évoqué plus haut, l'économie privée. La *Reichsbank* a mené une politique de crédit dont le but a été de limiter cet endettement extérieur et intérieur.

Après l'inflation et la mise en place du plan Dawes, les entreprises allemandes cherchent des financements. Les emprunts accordés par les banques deviennent la source essentielle de fonds pour les entreprises. En effet, l'autofinancement est faible, en raison de la taxation élevée des bénéfices des entreprises. Ces dernières préfèrent aller sur le marché des capitaux, où elles lèvent des fonds qui viennent indirectement de l'étranger dans une large proportion.

Schacht lutte contre certains signes d'inflation dès 1924. La politique de réescompte de la *Reichsbank* use d'un taux inférieur au marché mais est très discriminatoire. Pour son Président, l'inflation est favorisée par des mauvais investissements et par la trop grande création de trusts dans l'industrie lourde. Sans expérience de l'industrie, il est suspicieux envers l'organisation excessive, caractéristique du développement industriel et financier allemand. Il pense toutefois que l'industrie et l'agriculture « légitimes » ne peuvent souffrir de cette politique. En conséquence, il ne réescompte que les bons de certaines industries.

Cette politique pose néanmoins problème aux petites entreprises, très hostiles à Schacht car leur accès à la *Reichsbank* est restreint<sup>145</sup>. Le Reich fait pression sur la *Reichsbank* pour obtenir une expansion modeste du crédit en 1925 et 1926. Elle est cependant rendue possible à

---

<sup>143</sup> *Ibidem*, p. 96

<sup>144</sup> *Ibidem*, p. 101.

l'augmentation des facilités de crédit étranger et au plan Dawes. En 1927, la *Reichsbank* provoque une chute des cours d'actions à la bourse de Berlin pour décourager les acheteurs étrangers et cesse donc cette inflation du crédit. En effet, le 11 mai 1927, le Président de la *Reichsbank* informe les banques qu'il considère leurs réserves insuffisantes. Deux jours plus tard, la *Reichsbank* cesse tout crédit (*schwarze Freitag*). Cette décision force les banques à demander à leurs clients le paiement des crédits en cours. Ces clients, lorsqu'ils ont investi les sommes correspondantes en bourse, sont obligés de vendre leurs actions, ce qui provoque ce krach boursier et pousse certains à incriminer Schacht. Cette mesure de mai 1927 met en relief l'utilisation de crédits étrangers à des fins improductives. Le cours des actions a effectivement chuté car des emprunts en devises ont été reconvertis en investissements spéculatifs. Dans la deuxième moitié des années 1920, Schacht est conscient que l'économie allemande vit à crédit et est ainsi dépendante d'une crise économique ou politique naissant à l'étranger.

Dans les années 1920, Schacht s'attelle également à la diminution de l'endettement extérieur allemand. Il ne dispose cependant que de moyens limités, car l'intervention directe de la banque centrale sur les marchés financiers est prohibée par la loi. La *Reichsbank* ne peut ainsi faire appel qu'à la politique de réescompte, à la restriction du crédit ou à la gestion des facilités de crédit. Mais ces leviers de la politique monétaire n'agissent pas correctement : en cas de hausse du taux d'escompte ou de limitation des possibilités de crédit, les banques cherchent le crédit à l'extérieur ; la diminution du taux d'escompte et l'élargissement du crédit sont alors les seules possibilités pour diminuer l'endettement externe. Néanmoins, d'une part, la *Reichsbank* est dans l'impossibilité d'abaisser son taux en dessous de 5 % et, d'autre part, la réduction des taux a pour conséquence une telle augmentation de la demande de crédit qu'il faut recourir aux emprunts étrangers pour la satisfaire. La *Reichsbank* ne peut alors ni empêcher ni contrôler le fort endettement extérieur de l'Allemagne<sup>146</sup>.

Parallèlement à ses responsabilités à la *Reichsbank*, Schacht lance quelques idées politiques. Le retour des colonies au Reich lui est particulièrement chère, car il permettrait, selon lui, de fournir l'industrie allemande en matières premières et d'absorber le « surplus » de population de l'Allemagne<sup>147</sup>.

---

<sup>145</sup> *Ibidem*, p. 134

<sup>146</sup> Karl-Erich Born, *Die deutsche Bankenkrise... op. cit.*, p. 29-30. Il ne faut pas non plus oublier que l'on a pu se faire une idée précise de l'endettement extérieur qu'à l'été 1931.

<sup>147</sup> John Weitz, *Hitler's Banker ... op. cit.*, p. 90

### 3. Le fonctionnement de la *Reichsbank* (1924-1930)

Schacht décrit la manière dont il a géré au quotidien la *Reichsbank* dans ses mémoires<sup>148</sup>. Par le biais de la promotion interne, il affirme que la banque centrale allemande est une vraie institution démocratique, car tout employé a une chance de devenir membre du directoire<sup>149</sup>. Il estime avoir appuyé cette logique de deux manières. D’une part, en adressant la parole à tous les employés de la *Reichsbank*, de la femme de ménage au membre du directoire. D’autre part, il affirme avoir valorisé les fonctionnaires faisant preuve d’esprit critique. Au procès de Nuremberg, le témoignage de Vocke, directeur de la *Reichsbank* dans l’entre-deux-guerres, confirme que les collaborateurs directs de Schacht appréciaient de travailler avec lui. Vocke était opposé à l’arrivée de Schacht à la *Reichsbank*, en raison de l’affaire belge<sup>150</sup>, mais affirme avoir été très vite convaincu de la pertinence de sa politique et estime que l’homme savait accepter les critiques.

D’après ses mémoires, Schacht a amélioré toutes les techniques permettant un meilleur rendement des activités de la *Reichsbank*, à l’image des virements télégraphiques, facilitant la circulation de la monnaie<sup>151</sup>. Il indique cependant qu’il ne s’est jamais occupé des détails techniques des affaires courantes, qu’il a laissées à ses collègues directs<sup>152</sup>. Il insiste sur l’importance du rôle de *Volkswirtschaftliche Abteilung*, dont le directeur, le D<sup>r</sup> Nordhoff, occupait un bureau voisin du sien. Nordhoff a d’ailleurs expliqué à Hans Luther que Schacht laissait souvent la présidence des réunions du directoire de la *Reichsbank* à Fritz Dreyse, le Vice-président, et refusait ou acceptait plus tard les décisions prises par ses collègues<sup>153</sup>.

\*

\* \*

Après son doctorat, Schacht évolue dans les milieux bancaires allemands, en pleine expansion. Se spécialisant dans les opérations internationales après une période de « relations presse », ses premiers emplois lui donnent la carrure pour être commissaire du Reich à la monnaie puis Président de la *Reichsbank* en 1923-1924. Parallèlement, Schacht fréquente les cercles politiques proches du *Parti du progrès* et de Friedrich Naumann. Membre fondateur de la *Deutsche Demokratische Partei* que Naumann a présidée, son expérience à la *Reichs-*

---

<sup>148</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 281-284

<sup>149</sup> Nous n’avons pas pu confirmer cette affirmation.

<sup>150</sup> Tribunal Militaire International (IMT), Volume 13, p. 60-61

<sup>151</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 281

<sup>152</sup> *Ibidem*, p. 282

<sup>153</sup> Hans Luther, *Vor dem Abgrund, op. cit.*, p. 81.

*bank*, indépendante du gouvernement allemand, le conduit à fortement critiquer l'économie, l'État, les *Länder* et les communes. En effet, les moyens à disposition de la *Reichsbank* sont limités et la lutte contre l'endettement intérieur et surtout extérieur du Reich est, à la veille des négociations préparant la conférence des experts de 1929, un échec relatif.

Alors qu'au cours des années 1920, se développe une intense réflexion sur l'organisation économique de l'Europe, le Président de la *Reichsbank* est absent de ce débat. Cette carence renvoie à son discours colonial : la pensée économique de Schacht reste ancrée dans la *Weltpolitik*. La Nation et les territoires qui en dépendent sont considérés comme le meilleur niveau d'organisation économique.

De plus, en juin 1926, Schacht quitte le parti dont il a été l'un des fondateurs, la *Deutsche Demokratische Partei*. Il lui reproche de ne pas avoir maintenu ses fondements libéraux et d'avoir succombé au programme de la SPD<sup>154</sup>. Cette dernière, confinée en partie dans l'opposition après les élections de décembre 1924 où elle obtient 26 % des voix, devient incontournable à partir des élections de mai 1928 (29,8 %). À l'opposé de l'échiquier politique, la DNVP est associée au pouvoir du 15 janvier 1925 au 20 janvier 1926 (gouvernement Luther) et du 29 janvier 1927 au 29 juin 1928 (cabinet Marx). Mais, avec des résultats décevants en 1928, elle est exclue du gouvernement, alors que le social-démocrate Hermann Müller prend la tête d'une grande coalition, réunissant les Républicains de Stresemann (DVP), les Démocrates (DDP), le *Zentrum* et la SPD. La situation politique se caractérise alors par une « offensive patronale », qui, si elle est arrêtée par les syndicats grâce à l'intervention obligatoire de l'État, utilise chaque grève, chaque loi, chaque litige salarial pour contester le système<sup>155</sup>.

À la veille de la décision conjointe des Alliés et de l'Allemagne de renégocier une solution pour le paiement des réparations lors de la session ordinaire de la Société des Nations à Genève en septembre 1928, on peut se demander quel est l'état d'esprit de Schacht. Sa double remise en cause, économique (échec de la lutte contre l'endettement extérieur) et politique (départ du parti), de l'ordre en place est-elle définitive ? Dans ce contexte, quels peuvent être ses buts et ceux de l'Allemagne lors de la conférence des experts à Paris qui débute en février 1929 ?

<sup>154</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 196

<sup>155</sup> Detlev Peukert, *La République de Weimar... op. cit.*, p. 132-133

## Chapitre 2<sup>nd</sup>

### La démission (1928-1930)

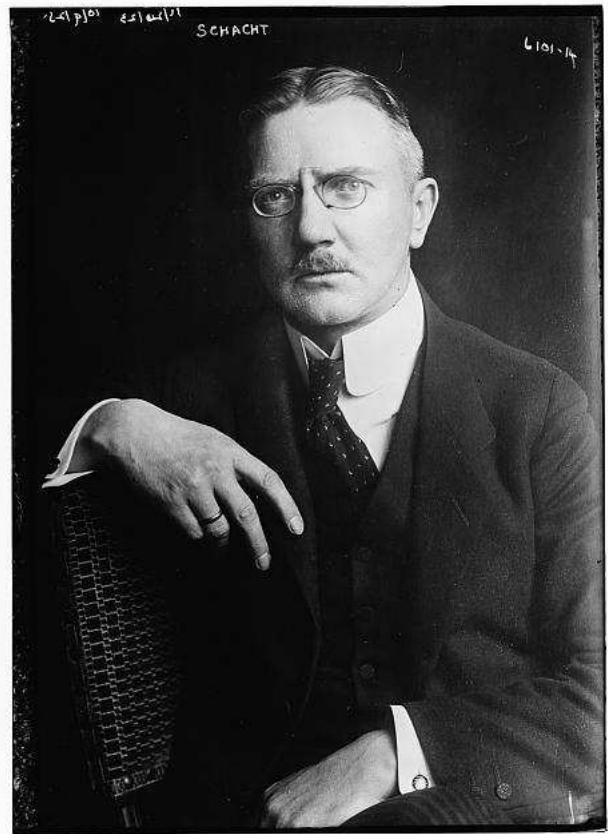


Figure 2 – Portrait de Schacht<sup>156</sup>

---

<sup>156</sup> Library of Congress ( LC-B2- 6101-14[P&P]), date inconnue

Le plan Dawes signé en 1924 prévoyait son propre remplacement. De septembre 1928 à janvier 1930, les puissances européennes recherchent ainsi un nouveau système de gestion des réparations. Parallèlement, l'Allemagne voit son chômage fortement augmenter en 1928 et 1929, où il touche trois millions d'Allemands. Les causes profondes de cette explosion remontent aux déséquilibres dans la répartition des revenus qui marquent l'économie allemande pendant toutes les années 1920<sup>157</sup>. Les rémunérations progressent plus vite que la productivité et le coût de la vie. En conséquence, les entreprises rationalisent davantage, principalement dans l'automobile et l'extraction charbonnière. Des erreurs d'investissement depuis 1920 créent de plus des situations de surproduction dans certaines branches. Les questions des débouchés et des stocks deviennent alors essentielles, d'autant plus que le chômage provoque une diminution de la consommation interne. Les prix baissent, les licenciements augmentent et les investissements reculent. Parallèlement, le flux des investissements américains se tarit : à New York, les taux d'intérêt deviennent plus intéressants pour les investisseurs<sup>158</sup>.

L'adoption d'un nouveau plan se fait en deux étapes. De septembre 1928 à juin 1929, les gouvernements convoquent un comité des experts, qui se réunit à Paris de février à juin 1929. De juillet 1929 à mars 1930, les États européens négocient l'adoption du plan rédigé par leurs experts. Hjalmar Schacht, représentant allemand à Paris, entre progressivement en conflit avec le gouvernement de grande coalition au cours de ces deux phases et finit par démissionner en mars 1930<sup>159</sup>.

---

<sup>157</sup> Albrecht Ritschl, *Deutschlands Krise und Konjunktur... op. cit.*, p. 14 qui résume les thèses de Borchardt et qualifie le conflit de répartition des revenus de Thèse Borchardt I.

<sup>158</sup> Charles Kindleberger, *Histoire financière de l'Europe Occidentale*. Economica, Paris, 1993, 708 pages, p. 494

<sup>159</sup> John Weitz affirme par exemple : « The events of the Young Conference would become a key to Schacht's political future and to his view of democracy. » in John Weitz, *Hitler's Banker op. cit.*, p. 98.

## **I. Hjalmar Schacht et les travaux du Comité des experts**

### **(septembre 1928-juin 1929)**

Pour remplacer le plan Dawes, les gouvernements pensent à former un Comité des experts, proche de celui de 1924 (Comité Dawes) mais incluant cette fois des représentants allemands. Cependant, la convocation de ce nouveau Comité a été difficile, nécessitant six mois entiers. Les experts peuvent enfin se réunir de février à juin 1929 à Paris.

### **A. La difficile convocation d'un nouveau comité des experts**

#### **(septembre 1928–janvier 1929)**

La convocation d'un nouveau comité d'experts pour l'élaboration d'un plan de règlement des réparations s'est déroulée en deux temps. La première phase est annoncée par la stabilisation du franc et la volonté franco-allemande de réviser le plan Dawes. Elle permet d'engager des discussions à l'été 1928, à Paris lors de la signature du plan Briand-Kellogg et à Genève lors de la IX<sup>e</sup> session ordinaire de l'assemblée de la SDN. Néanmoins, après son adoption en septembre, le principe de la convocation d'un comité doit être concrétisé par les États. Ces derniers n'arrivent à se mettre d'accord qu'en décembre 1928, retardant la convocation du Comité à février 1929. À partir de septembre 1928, Schacht est consulté par son gouvernement, qui le choisit en décembre comme expert.

#### **1. De la stabilisation du Franc aux discussions de l'été 1928**

En 1928, le plan Dawes est proche de son échéance, prévue pour le 31 août 1929. Il a engendré un afflux de capitaux américains qui a permis à l'Allemagne de payer les réparations tout en disposant de capitaux pour son industrie. Une large partie des paiements s'est faite en nature, le reste est payé en marks<sup>160</sup>. L'Agent général des paiements, l'Américain Parker Gilbert, est chargé du transfert en devises étrangères des paiements qui s'effectuent en *Reichsmark*, sous la direction d'un « comité des transferts » de cinq membres américain, français, britannique, italien et belge, qu'il préside. Mais l'Agent estime que ce système qui prévoit une

---

<sup>160</sup> Par exemple, sur les 3939 millions de marks or qui ont été transférés à la France, 2394 millions ont été payés par des livraisons de charbon, produits chimiques, engrais azotés, colorants, produits pharmaceutiques, bois, sucre, pâte à papier...

protection des transferts allemands et donc une forme de sécurité pour l'Allemagne, fonctionne mal. Il propose que l'Allemagne paye moins mais assure elle-même le transfert. Outre les rapports de Parker Gilbert et le fait que le plan Dawes arrive à échéance, les Puissances concernées, France, Allemagne, Italie, Japon, Belgique, Royaume-Uni et États-Unis par le biais de banquiers américains, veulent le remplacer pour deux raisons.

Le premier motif est la nécessité pour Paris de protéger le nouveau franc Poincaré. Ce dernier naît officiellement le 23 juin 1928, après une stabilisation officieuse pendant l'hiver 1926-1927. Mais les créances contractées pendant la Grande Guerre par la France auprès des États-Unis et des Britanniques font peser un risque sur la monnaie française. En effet, en juin 1928, la République n'a toujours pas mis en application les accords signés le 29 avril 1926 avec les États-Unis et le 12 juillet suivant avec le Royaume-Uni qui prévoient des remboursements des dettes interalliées sur 62 ans. Sans ratification de ces accords, la France paye ses créances dans des conditions nettement moins favorables et une échéance en particulier inquiète : le 1<sup>er</sup> août 1929, 400 millions de dollars doivent être remboursés<sup>161</sup>. Le gouvernement cherche alors une solution définitive aux réparations pour faciliter la ratification des deux accords.

La seconde raison est la volonté allemande de trouver une solution définitive aux réparations à partir du début de l'année 1928<sup>162</sup>. Schacht, l'*Auswärtiges Amt* et le ministère de l'Économie veulent consolider la confiance internationale dans l'économie allemande, en élargir le commerce extérieur et stabiliser la situation économique européenne. La clause des transferts du plan Dawes gêne l'économie du Reich en faisant peser sur elle de lourdes contraintes et en diminuant la compétitivité des produits allemands. Schacht veut également éviter une crise du crédit qui mettrait en danger l'économie allemande<sup>163</sup>. Au plan politique, Berlin doit aussi trouver un moyen de faire cesser l'occupation de la Rhénanie, menace permanente contre toute diplomatie d'envergure. L'un des problèmes de la politique allemande est de déterminer la meilleure tactique pour obtenir le retrait des troupes françaises : l'affrontement ou la coopération ?

<sup>161</sup> Étienne Weill-Raynal, *Les Réparations allemandes et la France*, Tome III, *L'application du plan Dawes, le plan Young et la liquidation des réparations (avril 1924-1936)*, Paris, 1948 p. 397

<sup>162</sup> Peter Krüger, *Die Außenpolitik der Republik von Weimar*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1985, 605 pages, p. 436.

<sup>163</sup> « Die Sorge insbesondere Schachts vor den Folgen plötzlicher Kreditabzüge, vor allem der umfangreichen kurzfristigen Gelder, im Falle einer wirtschaftlichen Krise erwies sich als nur zu berechtigt. [...] Stabilisierung der internationalen Finanzbeziehungen sowie Vorsorge für den Fall einer Krise oder besser noch für ihre Vermeidung mußten also das Ziel sein. » *Ibidem*, p. 445-446



Cette convergence d'intérêts franco-allemands rend la révision du plan Dawes possible, à un moment où le rapprochement entre les deux pays connaît une sorte d'âge d'or, depuis la création de l'Entente internationale de l'Acier qui réunit la France, la Sarre, le Luxembourg, la Belgique et l'Allemagne en 1926 et l'accord de commerce signé par les deux voisins en août 1927. Le 27 août 1928, la conclusion du pacte Briand-Kellogg, qui condamne le recours à la guerre, est l'occasion de discussions bilatérales sur la possibilité d'une évacuation anticipée de la Rhénanie en échange d'un règlement définitif des réparations. Les représentants des États concernés, à l'exception des États-Unis, se rencontrent en septembre 1928 à la IX<sup>e</sup> session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations. Malgré une vive tension entre leurs deux nations à l'occasion du discours du chancelier allemand Hermann Müller, les délégués français et allemands y discutent en présence de leurs homologues anglais, italien, belge et japonais<sup>164</sup>. Aristide Briand, ministre français des Affaires étrangères, propose alors une solution générale permettant à la fois l'évacuation des deux zones encore occupées en Allemagne et un règlement des problèmes posés par le plan Dawes et les réparations. Le 16 septembre 1928, les représentants des puissances concernées se mettent d'accord :

« 1° sur l'ouverture d'une négociation officielle au sujet de la demande présentée par le chancelier du Reich tendant à une évacuation anticipée de la Rhénanie ;

2° sur la nécessité d'un règlement complet et définitif des réparations et de la constitution, pour atteindre ce but, d'une Commission d'Experts financiers désignés par les six Gouvernements ;

3° sur le principe d'une Commission de constatation et de conciliation, dont la composition, le mode de fonctionnement, l'objet et la durée seront soumis à une négociation entre les Gouvernements intéressés. »<sup>165</sup>

## **2. La difficile convocation du Comité Young (septembre-décembre 1928)**

La convocation du Comité, prévue à l'origine pour la fin de l'année 1928, est ralentie par diverses difficultés. Dans un premier temps, le Royaume-Uni, qui a pourtant signé la déclaration du 16 septembre, hésite en raison de divergences entre le Trésor et de la Banque d'Angleterre d'un côté et le gouvernement de l'autre. Les premiers sont favorables à une politique de crise, consistant en l'application du plan Dawes jusqu'à ce que l'Allemagne devienne incapable de payer, pour ouvrir la voie à de nouvelles négociations sur une base plus « rai-

<sup>164</sup> Étienne Weill-Raynal, *Op. cit.*, Tome III, p. 405

<sup>165</sup> *Ibidem*, p. 409

sonnable »<sup>166</sup>. Le second l'a emporté car un continent en crise pourrait accroître encore les difficultés économiques de l'Empire britannique. Le 19 octobre 1928, une entrevue à Paris entre Winston Churchill, chancelier de l'Échiquier, et Raymond Poincaré permet d'obtenir l'accord britannique pour une négociation d'un nouveau plan<sup>167</sup>. Dans un second temps, les divergences franco-allemandes jouent à leur tour un rôle de frein. Les dernières difficultés sont néanmoins levées à la session du Conseil de la Société des Nations à Lugano en décembre 1929.

#### *a. Les divergences franco-allemandes*

La divergence essentielle entre Paris et Berlin porte sur le montant des paiements que les bénéficiaires des réparations veulent obtenir du Reich. Les Allemands hésitent en effet sur le prix à payer pour abolir les limitations de souveraineté contenues dans le plan Dawes et le traité de Versailles. En effet, le nouveau plan pourrait mettre fin aux restrictions et contrôles imposés à la *Reichsbank*, aux hypothèques pesant sur la *Reichsbahn* et permettre l'évacuation des zones occupées. Or, à Chambéry le 30 septembre puis à Caen le 28 octobre 1928, Raymond Poincaré constate que les paiements annuels de 2500 millions de RM prévus par le plan Dawes correspondaient au remboursement des dettes de guerre, aux dépenses effectuées pour la reconstruction et à un « *surplus substantiel* »<sup>168</sup>. Pour assurer un règlement définitif, la France est prête à accepter une remise en cause des 132 milliards de marks or prévus par la commission des réparations, en reliant les paiements allemands à la durée de remboursement des dettes interalliées. En échange, elle demande la suppression du régime de protection du change allemand organisé par le plan Dawes qui empêche la commercialisation et la mobilisation des réparations. L'objectif est de transformer ces dettes interétatiques en dettes privées.

Face à cette définition claire des buts français, le Reich fait planer une certaine ambiguïté sur les siens. Depuis 1924, Stresemann n'a jamais caché qu'il recherchait la révision du plan Dawes et l'a dit clairement à Briand en septembre 1926 à Thoiry. En 1928, les concessions que l'Allemagne accepte représentent néanmoins un coût élevé. En échange d'un nouvel accord, l'Allemagne obtiendrait l'évacuation de la Rhénanie, mais la seconde zone doit théoriquement être évacuée pour 1930 et la troisième en 1935, c'est-à-dire à une échéance très soutenable de 6 ans. Toutefois, pendant les discussions de l'été 1928, Poincaré a fait monter les

<sup>166</sup> ADAP Serie B Band X, n° 73, le terme « raisonnable » est de moi.

<sup>167</sup> ADAP Serie B Band X, n° 80. Parker Gilbert résume l'entrevue à Müller et Hilferding, en présence de Schacht et de E. E. Norris, assistant de Parker Gilbert, le 25 octobre 1928.

enchères, sous-entendant que l'évacuation pourrait être retardée. De plus, les requêtes formulées par la France et par le Royaume-Uni impliquent de renoncer à deux revendications allemandes formulées depuis 1924. En effet, d'une part, l'Allemagne espère plafonner les annuités à 1600 millions de RM et, d'autre part, elle désire limiter la durée des paiements. Stresemann se méfie aussi de l'abolition du régime de protection des transferts qui est une sécurité pour le Reich, bien qu'il entrave son commerce. La fin de ce régime n'est qu'en partie compensée par la possibilité de retrouver une *Reichsbank* restaurée dans ses pouvoirs<sup>169</sup>. Enfin, le ministre n'apprécie pas la demande de Poincaré d'une initiative franco-allemande à destination des États-Unis pour une diminution des dettes interalliées. Soutenu sur ce point par Hjalmar Schacht, Stresemann ne veut en aucun cas être mêlé aux problèmes financiers franco-américains pour ne pas perdre un éventuel soutien diplomatique outre-Atlantique sur les réparations<sup>170</sup>.

Les états d'âme de Stresemann ne sont pas compris par les Français, qui, à l'image des discours de Poincaré, utilisent leur atout essentiel, la présence des troupes françaises en Allemagne. La divergence franco-allemande retarde la convocation du Comité. Alors que la réunion de ce dernier était espérée pour le début du mois de décembre 1928, rien n'est réglé à cette date<sup>171</sup>. Le conseil de la Société des Nations se réunit alors à Lugano en Suisse, dans le canton du Tessin.

*b. La session du Conseil de la SDN (Lugano, 9-13 décembre 1928)*

Le Conseil de la Société des Nations de décembre 1928 est l'occasion d'une longue entrevue entre Briand et Stresemann le 9 décembre<sup>172</sup>, puis d'une réunion entre les deux hommes et Chamberlain le 13 décembre<sup>173</sup>. C'est l'occasion pour Aristide Briand, soutenu par Chamberlain, non seulement de confirmer que la France envisage l'évacuation anticipée des deux zones encore occupées mais aussi de dire à Stresemann que cette évacuation pourrait être effectuée même en cas d'échec du Comité des experts. En outre, il est désormais acquis que le Comité, contrairement aux vœux de Poincaré, doit être composé d'experts indépendants ou des gouverneurs des banques centrales et non de fonctionnaires dépendant de leur gouverne-

---

<sup>168</sup> Étienne Weill-Raynal, *Op. Cit.*, p. 411

<sup>169</sup> ADAP Serie B Band X, n° 147, Stresemann évoque alors ses doutes à Parker Gilbert

<sup>170</sup> ADAP Serie B Band X, n° 100

<sup>171</sup> ADAP Serie B Band X, n° 60, Lettre de von Schubert à Parker Gilbert

<sup>172</sup> ADAP Serie B Band X, n° 193

<sup>173</sup> ADAP Serie B Band X, n° 208

ment. Ces deux réunions permettent enfin de convoquer le Comité. Cela implique aussi que l'Allemagne, en premier lieu Stresemann, a *implicitement* accepté le lourd coût d'une pleine souveraineté, soit, au vu des demandes franco-britanniques, environ 2,2 milliards de *Reichsmark* par an. La conférence de Lugano prévoit également la tenue d'une conférence intergouvernementale après la fin des travaux des experts.

Stresemann a passé outre ses doutes car il a alors besoin d'un succès en politique étrangère pour stabiliser la situation intérieure allemande. Des grèves dans la Ruhr font monter la tension politique<sup>174</sup>. Le 20 octobre 1928, Alfred Hugenberg est élu président de la DNVP et compte s'opposer frontalement à la République et au système parlementaire grâce à une agitation réactionnaire constante : le « combat » pour avoir un parti conservateur parlementaire et gouvernemental est perdu. Le 8 décembre 1928, le prélat Ludwig Kaas devient président du *Zentrum*, consacrant la victoire de l'aile conservatrice du parti catholique. Favorable à une politique mesurée, Kaas critique toutefois ouvertement la politique étrangère allemande. Cette dernière repose depuis 1923 sur l'entente avec la France et la consolidation de l'économie et de la politique étrangère sous l'égide des États-Unis, ce qui a permis un règlement réaliste des réparations en 1924, une plus grande marge de manœuvre financière, une certaine intégration sur le marché international, au prix cependant d'une plus grande dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale. En Allemagne, l'alternative entre une renonciation à la politique de révision et l'abandon de la tactique de conciliation est désormais ouverte. En décembre 1928, Stresemann a choisi de maintenir la politique de conciliation avec la France, meilleur moyen pour obtenir le retrait des troupes étrangères en Rhénanie<sup>175</sup>. Quelle peut-être la marge de manœuvre de Schacht dans un contexte européen et allemand qui se dégrade ?

### 3. Schacht et la préparation de la réunion du Comité des experts

Pendant les mois de négociations qui ont abouti à la convocation du Comité des experts, le comportement de Schacht évolue vers une plus grande fermeté vis-à-vis de son propre gouvernement et de la France. Après avoir clairement insisté sur le rôle que la *Reichsbank* doit jouer dans le processus d'élaboration d'un nouveau plan, le Président de la banque centrale s'attache à ce que l'Allemagne ne distende pas ses relations avec les États-Unis. Il veut que le Reich refuse la demande française, et dans une moindre mesure britannique, de lier réparations et dettes interalliées. Enfin, dans les dernières semaines de 1928, Schacht durcit progres-

<sup>174</sup> Peter Krüger, *Op. cit.*, p. 461

<sup>175</sup> Detlev Peukert, *Op. cit.* p. 197-210.

sivement le ton, vis-à-vis de son gouvernement et vis-à-vis de Parker Gilbert, trop favorable aux Français, et dont il a pourtant relayé l'opinion dans un premier temps.

*a. La nécessité d'impliquer la Reichsbank*

Le 20 septembre 1928, Schacht juge les résultats des discussions de la session de la Société des Nations « très réjouissants » (*sehr erfreulich*)<sup>176</sup>. Il attire cependant l'attention du Chancelier Müller sur plusieurs points. En premier lieu, le recouvrement de la liberté totale d'action extérieure est presque aussi important que les sommes à payer, car c'est le seul moyen de s'assurer la confiance du marché international pour permettre un financement d'envergure. En second lieu, la participation des États-Unis à ce comité est nécessaire pour éviter d'une part le lien entre réparations et dettes interalliées et d'autre part une solution tournée contre eux. En troisième lieu, il est préférable pour le Reich que le Comité soit constitué d'hommes indépendants issus de la vie économique, afin qu'aucun intérêt politique n'entrave ses décisions. Selon Schacht, c'est le seul moyen de mettre en place la confiance nécessaire pour une opération financière. Le Président de la *Reichsbank* conseille de se tourner vers d'anciens membres du comité Dawes, notamment Owen Young, le représentant américain qui assistait le général Dawes, ou le belge Francqui.

Enfin, Schacht insiste sur la nécessité d'impliquer les banques centrales. Il rappelle que les stabilisations polonaise, belge, italienne doivent beaucoup à la coopération entre les instituts d'émission. De plus, leurs liens avec les banques privées sont déterminants pour la réussite du plan, notamment s'il prévoit la mise en place d'un emprunt d'État comme le plan Dawes. En octobre, Schacht insiste ainsi sur la nécessité de mêler la *Reichsbank* aux négociations futures :

« Toute solution du problème des réparations est dépendante de la solvabilité et de la capacité de paiement de l'Allemagne d'une part et de la volonté et de l'aptitude des marchés des capitaux étrangers à prêter d'autre part. C'est pourquoi il n'y a pas de solution concevable au problème des réparations sans que la *Reichsbank* ne soit mise dans la situation, à l'étranger ou en Allemagne, de donner son avis sur les points évoqués ci-dessus. Il est évident que la *Reichsbank*, pour un tel avis, ne peut être guidée que par deux points de vue, d'une part le souhait de servir le peuple allemand, d'autre part cependant la sincérité qui seule a fondé la confiance en la *Reichsbank* à l'étranger et dans le pays. Je tiens pour mon devoir d'indiquer que la *Reichsbank* ne peut agir selon ces principes dans l'intérêt du peuple allemand, que si elle est informée à temps sur tous les détails de la politique allemande de réparations, s'il lui est donné

<sup>176</sup> ADAP, Serie B Band X, n° 42, Schacht à Müller

l'occasion de donner son avis sur toutes les étapes et, au cas où il s'en écarterait, [Abweichendenfalls] d'en appeler à la décision responsable du gouvernement. »<sup>177</sup>

Mais le souci de Schacht n'est pas uniquement de faire en sorte que la *Reichsbank* soit impliquée dans les prises de décisions liées au nouveau plan. Se mêlant de politique étrangère, il insiste, dès septembre sur la nécessité de ne pas lier les dettes interalliées et les réparations.

*b. Ne pas lier dettes interalliées et réparations : les États-Unis, alliés objectifs de l'Allemagne*

Les États-Unis participeront-ils au nouveau Comité des experts ? À l'image de l'industriel et polytechnicien Louis Loucheur, certains Français ne désirent pas la participation américaine au Comité. Schacht ne partage pas cet avis. Dès le 6 septembre, alors même que la session de l'Assemblée ordinaire de la Société des Nations n'est pas terminée, il attire l'attention sur le risque de lier les réparations aux dettes interalliées<sup>178</sup>. En effet, ce lien, réclamé par le Royaume-Uni et la France, est refusé depuis toujours par les États-Unis, qui estiment que les dettes interalliées sont privées, ce qui les soustrait à des négociations interétatiques et rend leur annulation, même partielle, impossible. *A contrario*, les réparations sont des dettes publiques annulables par accord intergouvernemental. Le Président de la *Reichsbank* craint que le Royaume-Uni et la France n'utilisent les négociations sur les réparations à venir contre les États-Unis. Il veut alerter le gouvernement du Reich sur le risque conséquent de perte de prestige de l'Allemagne aux États-Unis. Schacht conseille au chancelier de refuser toute implication dans le problème des dettes interalliées :

« Briand doit être prévenu que cette question est tellement délicate que l'on ne peut pas participer à des négociations diplomatiques officielles à ce sujet du

<sup>177</sup> « Jede Lösung des Reparationsproblems ist abhängig von der Kredit- und Zahlungsfähigkeit Deutschlands einerseits und von der Kreditwilligkeit und -fähigkeit der ausländischen Kapitalmärkte andererseits. Es ist deshalb keine Lösung des Reparationsproblems denkbar, ohne daß vom Inland oder Ausland die Reichsbank in die Lage gebracht wird, ihr Urteil über diese eben genannten Punkte abzugeben. Es ist selbstverständlich, daß bei einer solchen Urteilsabgabe die Reichsbank nur von zwei Gesichtspunkten geleitet sein kann, einmal von dem heißen Wunsche, dem deutschen Volke zu dienen, andererseits aber von voller Wahrhaftigkeit, die allein das Vertrauen der Reichsbank im In- und Auslande begründet hat.. Ich halte es für meine Pflicht, darauf hinzuweisen, daß die Reichsbank nach diesen Grundsätzen nur dann zum Nutzen des deutschen Volkes handeln kann, wenn sie über alle Einzelheiten der deutschen Reparationspolitik so rechtzeitig vorher unterrichtet wird, daß ihr Gelegenheit gegeben wird, ihre Ansichten zu allen Schritten zu äußern und abweichendenfalls an die verantwortliche Entscheidung des Reichskabinetts zu appellieren. » In *Akten der Reichskanzlei. Weimarer Republik. Die Kabinette Müller Müller II*, Band 1, n° 50, « Der Reichsbankpräsident an den Reichskanzler, 26. Oktober 1928 », p. 176-177. Dans les notes suivantes nous abrègerons en « Müller II ».

<sup>178</sup> ADAP, Serie B Band X, n° 7.

côté allemand. »<sup>179</sup>

Schacht insiste sur la question des relations entre l'Allemagne et les États-Unis car ces derniers sont les fournisseurs essentiels de capitaux pour l'économie privée allemande, les communes, les *Länder* et le Reich. L'Allemagne serait ainsi avisée de rejeter toute revendication franco-britannique de lier les réparations et les dettes interalliées, afin de faire des États-Unis un allié objectif en prévision des discussions du futur Comité. De plus, refuser ce lien permet d'ouvrir d'autres voies pour permettre le paiement des réparations, comme la nécessité d'un abaissement des barrières douanières pour assurer un surplus d'exportations au Reich ou lui donner accès à de nouvelles zones de production dans les colonies<sup>180</sup>.

Pour garantir la participation américaine au Comité qu'il appelle de ses vœux, Schacht ne veut pas donner l'impression d'une Europe faisant front contre les États-Unis ou d'une limitation de la marge de manœuvre des experts. Ces derniers doivent être indépendants pour assurer cette participation. Dans le cas contraire, si les experts sont des fonctionnaires, les Américains enverront au mieux un observateur<sup>181</sup>.

Sur le calcul des annuités, Schacht ne rejoint pas non plus l'avis de Gilbert qui veut utiliser comme base la capacité de paiement de l'Allemagne. Pour le Président de la *Reichsbank*, cette capacité dépend en effet de la solvabilité du Reich qui est elle-même corrélée au comportement des banquiers, qui détermine la possibilité pour Berlin d'emprunter.

« Le raisonnement que la fin du plan Dawes serait provoquée par la nécessité du paiement des dettes franco-américaines et par les difficultés des livraisons [en nature] me semble incomplet. Je crois qu'un moment essentiel pour la mise en œuvre de cette fin est la crainte que le crédit de l'Allemagne pourrait se décomposer avant l'heure, en conséquence de quoi les paiements suivants au titre du plan Dawes seraient supprimés automatiquement pour quelque temps. »<sup>182</sup>

Or, ce risque d'insolvabilité de l'Allemagne serait amplifié si le nouveau comité ne se réunissait pas. Schacht décrie l'attitude de Poincaré :

<sup>179</sup> « Briand müßte darauf hingewiesen werden, daß diese Frage so delikat sei, daß man offizielle diplomatische Verhandlungen hierüber von deutscher Seite unmöglich mitmachen könne. » *Idem*.

<sup>180</sup> ADAP Serie B Band X, n° 100

<sup>181</sup> Müller II, Band 1, n° 51 « Ministerbesprechung vom 26. Oktober 1928, 16.30 Uhr »

<sup>182</sup> « Unvollständig scheint mir auch der Gedankegang zu sein, daß die Endlösung des Dawesplanes herbeigeführt werden würde durch die Notwendigkeit der französisch-amerikanischen Schuldenregelung und durch die Schwierigkeiten der Sachlieferungen. Ich glaube, daß ein wesentliches Moment für die Herbeiführung der Endlösung die Angst ist, Deutschlands Kredit könne vorzeitig zusammenbrechen, womit dann weitere Reparationszahlungen durch die Mechanik des Dawesplanes von selbst für eine ganze Weile entfallen würden. » *Idem*

« En comparaison de ces faits sérieux, les feintes diplomatiques de Monsieur Poincaré ne sont finalement que des gamineries. »<sup>183</sup>

Enfin, si Schacht refuse de commenter l'évacuation de la Rhénanie, il explique, en réponse à l'Ambassadeur du Reich à Paris Hoesch, qu'il ne peut comprendre que le diplomate se dise prêt à abandonner la sécurité du plan Dawes contre quelques millions à payer en moins. En réponse, Hoesch propose à Schacht de représenter l'Allemagne au futur Comité le 9 novembre.

*c. Schacht durcit le ton*

Au milieu du mois de novembre, Schacht durcit le ton<sup>184</sup>. Alors que la préparation de la conférence est décevante pour le Reich<sup>185</sup>, Schacht attaque Parker Gilbert et Poincaré<sup>186</sup>. Lors d'une discussion avec von Schubert relatée dans une note de ce dernier du 24 novembre, le Président de la *Reichsbank* conteste désormais l'impartialité de l'Agent, trop influencé par les Français. Schacht croit savoir que Gilbert a dit à l'étranger que l'Allemagne pouvait payer des sommes importantes. En outre, écrivant à Stresemann le 11 décembre 1928, il se plaint du risque que l'espoir engendré par l'initiative de Genève de trouver une solution pour les réparations ne soit déçu par les entraves à la liberté des experts. Leurs discussions ne doivent pas être orientées de manière forcée dans une direction alors que l'accord des 6 Puissances de Genève leur donnait le devoir de faire des propositions pour une solution définitive et complète du problème des réparations. Il estime que la conférence ne mènera à rien si elle se concentre sur la recherche d'une somme que l'Allemagne pourrait payer.

« Les relations entre le problème des réparations et l'évacuation de la Rhénanie, les mesures de contrôles futures pour l'Allemagne, les dettes interalliées, le problème du désarmement, etc. sont tellement évidentes, qu'une paix tangible et l'amorce d'une réelle ère de construction pour les relations internationales ne peuvent être attendues que si les experts abordent la solution des vraies tâches avec une impulsion vivante, avec un courage libre et avec un grand sentiment de responsabilité et sont décidés à abandonner les précédents rails avachis et à dégager des propositions inattendues et généreuses fondées

<sup>183</sup> « Gegenüber diesen schwerwiegenden Tatsachen sind die diplomatischen Fintengefichte des Herrn Poincaré letzten Endes Kinderei. » *Idem*

<sup>184</sup> *Idem*, en note.

<sup>185</sup> ADAP, Serie B Band X, n° 127, entretien du 14 novembre 1928 entre Schubert et Gilbert rapporté par le premier.

<sup>186</sup> ADAP, Serie B Band X, n° 197, « Der Präsident des Reichsbank-Direktoriums Schacht an den Reichsminister des Auswärtigen Stresemann (z. Z. Lugano), Berlin, den 11. Dezember 1928 ».



sur un sentiment d'équité. »<sup>187</sup>

D'après Schacht, les travaux futurs du Comité sont menacés par les négociations diplomatiques en cours. L'Allemagne, explique-t-il, ne doit pas prendre part à ces « chicaneries » car elle servirait le dessein de ses opposants.

« Il se pourrait qu'un fonctionnement additionnel du plan Dawes mène à une crise financière dans un proche avenir mais cette crise sera un jeu d'enfant en comparaison de la misère rampante au-devant de laquelle l'Allemagne irait par la libre acceptation d'un fardeau durable sans élargissement fondamental de ses possibilités économiques. »<sup>188</sup>

Cet élargissement des possibilités économiques du Reich ne peut toutefois être obtenu que si les Experts conservent leur liberté. Le Président de la *Reichsbank* en conclut qu'il faut matériellement et formellement s'en tenir à la déclaration de Genève, condition indispensable pour permettre aux experts de sortir de l'« impasse » (*Sackgasse*) créée par la guerre et la politique d'après-guerre. Or, les propos de Poincaré posent problème et ne sont suivis qu'à contrecœur par les autres signataires de la déclaration de Genève. En conséquence l'Allemagne peut orienter l'atmosphère générale en fonction de ses intérêts.

Ces points de vue, qui sont d'ailleurs relativement suivis par le gouvernement allemand et que la convocation du Comité dans l'ensemble ne contredit pas, peuvent être expliqués par la perception qu'à Schacht de la situation économique allemande.

#### *d. Une perception pessimiste de l'économie allemande*

Le Président de la *Reichsbank* fait un rapport régulier au gouvernement sur la situation éco-

---

<sup>187</sup> « Die Zusammenhänge des Reparationsproblems mit der Rheinlandräumung, mit zukünftigen Kontrollmaßnahmen für Deutschland, mit den interalliierten Schulden, mit dem Abrüstungsproblem usw. sind so offensichtlich, daß ein wirklicher Friede und der Anbruch einer wirklichen Aufbauära für den internationalen Verkehr nur erwartet werden kann, wenn die Experten mit lebendigem Schwung, mit freiem Mut und mit großem Verantwortungsgefühl an die Lösung der wirklichen Aufgaben herangehen und entschlossen sind, die bisherigen ausgetretenen Geleise zu verlassen und mit unerwarteten, großzügigen, auf ausgleichendem Gerechtigkeitsgefühl beruhenden Vorschlägen hervorzutreten », in ADAP Serie B Band X, n°197

<sup>188</sup> « Es mag sein, daß ein weiteres Funktionieren des Dawesplanes in absehbarer Zeit zu einer finanziellen Krisis führt, aber diese Krisis wird ein Kinderspiel sein gegen das schleichende Elend, dem Deutschland durch eine freiwillig übernommene dauernde Belastung ohne grundsätzliche Erweiterung seiner wirtschaftlichen Möglichkeiten entgegengehen würde. » *Idem.*

nomique allemande. Les deux rapports du 9 novembre 1928 et du 7 février 1929<sup>189</sup> et une lettre de Schacht à Norman<sup>190</sup> montrent que Schacht a une vision particulièrement négative de la situation allemande. L'importance de l'endettement extérieur, privé et public, est au centre de sa préoccupation.

Évoquant la situation du marché monétaire, Schacht remarque que les emprunts américains à court terme diminuent. Les taux sur le marché de New York sont désormais plus avantageux pour les investisseurs des États-Unis. Ainsi se profile le risque tant redouté par Schacht d'un départ des emprunts américains à court terme. En novembre 1928, la conséquence de ces retraits n'est pas encore visible, car, d'une part, ce mouvement ne concerne pas les emprunts britanniques et, d'autre part, les placements américains sont remplacés par des capitaux français. En effet, pour profiter de la faiblesse de la livre sterling, des transferts de la place de Londres vers Berlin ont été ordonnés à Paris. Ces mouvements montrent la faiblesse de la position du marché à court terme allemand, trop dépendant de l'évolution des taux d'intérêt à l'étranger.

De plus, selon Schacht, le monde bancaire allemand s'est beaucoup endetté à court terme depuis 1927. Ces dettes ont représenté, chez les banques berlinoises, 2182 millions de *Reichsmark* le 30 avril 1927 pour 3736 millions à la fin du mois de septembre 1928. Les créances de ces banques à l'étranger n'ont pas augmenté dans les mêmes termes. La couverture de l'endettement extérieur de ces banques par des avoirs étrangers est ainsi passée de 52,1% à 37,3%. En clair, les banques allemandes sont très vulnérables en cas de résiliation d'emprunts extérieurs. Leurs réserves monétaires sont constituées à plus de 50% d'argent étranger et sont utilisées pour prêter de l'argent en Allemagne. En cas de retrait, les crédits accordés en Allemagne par les banques ne pourraient pas être renouvelés.

Cette situation déséquilibre les finances de l'économie allemande. L'addition de l'endettement à court et long termes de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger atteint 12 à 14 milliards de *Reichsmark* selon Schacht. Le service de la dette coûte à lui seul un milliard de *Reichsmark* chaque année. Cet endettement a été contracté en 5 ans : le marché intérieur des capitaux est extrêmement faible.

« On peut, je crois, déduire de l'observation le fait que la participation étran-

<sup>189</sup> Müller II, Band 1, n° 59 et n° 123

<sup>190</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Reichsbank 1923-1930, « Abschrift, confidential, 15.12.1928 », lettre de Schacht à Norman.

gère à nos émissions intérieures devient plus forte, que la participation allemande devient toujours plus faible, et avant tout, ce qui est le plus grave, que les intérêts de ces émissions sont toujours plus élevés. »<sup>191</sup>

La part des investissements étrangers et la faiblesse du marché des capitaux expliquent le niveau particulièrement élevé des taux d'intérêt allemands, qui sont insoutenables à terme pour un pays développé. Schacht donne en exemple un emprunt à long terme de la ville de Breslau dont le taux est de 8,5 %. Il signale le 7 février que les taux peuvent atteindre 9 ½ % sur le marché des capitaux. Malheureusement, le surendettement de l'économie allemande empêche la *Reichsbank* de diminuer son taux d'escompte.

De plus, les investissements faits en Allemagne, qu'ils viennent de l'étranger ou non, ne sont qu'en partie placés dans des investissements productifs. Pour Schacht, on atteint ici le cœur de la problématique des réparations. Il faut orienter les capitaux là où la productivité est la plus forte, pour pouvoir vendre à l'étranger et ainsi obtenir des devises permettant de payer les réparations.

La formation faible de capitaux en Allemagne, les taux d'intérêt trop élevés, la faible solvabilité du pays et le paiement des réparations sous la forme actuelle mènent à une situation impossible :

« Messieurs, emploi plus faible, diminution de l'indice des prix qui n'est compensée que pour partie par une plus faible passivité des importations, c'est une situation qui en tout cas doit attirer l'attention de *la politique financière et économique générale du Reich*. Les effets sur le budget ne pourront selon moi être évités. »<sup>192</sup>

Auprès de Montagu Norman, Schacht s'inquiète particulièrement du système bancaire, parce que ses moyens d'action sont limités. Le pays est, d'après lui, sous contrôle financier de

---

<sup>191</sup> « Als Tatsache aber, glaube ich, kann man aus der Beobachtung hinstellen, daß die Auslandsbeteiligung bei unseren inländischen Emissionen wohl immer stärker wird, daß die Inlandsbeteiligung immer schwächer wird, und vor allem, was das Schlimmste ist, daß die Zinsen dieser Emissionen wohl immer höher werden. » In Müller II, Band 1, n° 59 « Bericht des Reichsbankpräsidenten an die Reichsregierung über die Lage der Reichsbank und über Fragen der Finanz- und Währungspolitik. 9. November 1928, 11 Uhr. »

<sup>192</sup> « Meine Herren, schwächere Beschäftigung, Sinken der Preisindizes, nur zum Teil ausgeglichen durch geringere Einfuhrpassivität, ist eine Situation, die jedenfalls zu einer gewissen Aufmerksamkeit in der *allgemeinen Wirtschafts- und Finanzpolitik des Reiches* Veranlassung gibt. Die Auswirkung auch auf das Budget wird sich meines Erachtens gar nicht vermeiden lassen. » In Müller II, Band 1, n° 59 « Bericht des Reichsbankpräsidenten an die Reichsregierung über die Lage der Reichsbank und über Fragen der Finanz- und Währungspolitik. 9. November 1928, 11 Uhr », p. 210, italiques dans le texte original.

l'étranger. Tout ce que la *Reichsbank* peut faire est menacé par la politique étrangère et notamment le reproche de s'opposer au plan Dawes. En conséquence, les Allemands n'ont pu faire autrement que payer les annuités avec l'argent étranger qu'ils ont emprunté.

La situation économique décrite par Schacht a une conséquence paradoxale. En 1928, la *Reichsbank* se porte particulièrement bien. Les réserves en or et devises sont largement au-dessus des 40 % de couverture obligatoire. Le 7 février, Schacht déclare que la couverture monétaire dépasse les 60 %. Mais c'est aussi un signe de faiblesse de l'économie et de la trop grande importance des placements étrangers en Allemagne. Schacht estime que ces placements ont d'abord servi à « nourrir le peuple » (*to feed the people*), et non à investir dans des secteurs productifs. Mais ces propos ne peuvent être publiquement prononcés car on l'accuserait de nuire au crédit allemand à l'étranger. En réalité, Schacht estime que

« La *Reichsbank*, à l'heure actuelle, n'a absolument aucun contrôle sur le marché monétaire allemand, à long ou à court termes. »<sup>193</sup>

En effet, l'utilisation du taux de l'escompte n'a pas d'influence sur les emprunts à l'étranger. De plus, la *Reichsbank* ne maîtrise que les titres dits de première classe, qui ne représentent qu'un faible pourcentage des 12 milliards de titres en circulation.

« En réalité, j'ai l'impression d'être dans une situation que je ne peux pas régler pour des raisons extérieures. »<sup>194</sup>

À la veille de la réunion du Comité, Schacht est toujours inquiet<sup>195</sup>. Devant le gouvernement, il estime que les risques de faillite et leur nombre ont augmenté depuis quelques mois, y compris chez les meilleures entreprises. À la fin de l'année 1928, les emprunts extérieurs à court terme ont encore augmenté. La *Reichsbank* est dans l'impossibilité de poursuivre la diminution du taux de l'escompte esquissée le 12 janvier 1929 car la situation est précaire à New York et à Londres. Les liquidités du marché monétaire sont absorbées par les bons du Trésor du Reich et de Prusse.

En conséquence, Schacht estime impossible de déterminer le montant des réparations que l'Allemagne peut payer. Quoi qu'il arrive, les paiements seront impossibles s'il n'y a pas de

---

<sup>193</sup> « The Reichsbank at present is absolutely out of control of the German money market be it long-term or short-term », BARCH Koblenz, Fond Schacht, N/1294/3, lettre de Schacht à Norman du 15 décembre 1928

<sup>194</sup> « Altogether I have the feeling to be in a situation which for external reasons I am not able to handle », *Idem*

changement structurel de l'économie allemande.

« Mais nous avons aujourd'hui tellement d'argent étranger en Allemagne, en partie sous la forme de crédits à long terme, en partie sous la forme de crédits à court terme, en partie sous la forme d'acquisition de capitaux mobiles, [...] que le remboursement de ces capitaux ne signifie pas seulement un choc pour l'Allemagne et un travail de sape contre toute son économie mais également que la réunion des fonds pour les intérêts et le taux d'amortissement des capitaux serait impossible pour l'Allemagne si du capital nouveau ne rentrait pas pour payer les vieilles échéances. »<sup>196</sup>

Pour Schacht, l'État allemand est en banqueroute. Tant que cette situation se prolonge, il n'est pas possible de prendre de nouveaux engagements dans le domaine des réparations. Schacht conclut :

« [...] et c'est pourquoi ce n'est pas la somme que nous aurons à payer qui est décisive mais plutôt les conditions dans lesquelles l'Allemagne peut gagner l'argent que nous devons payer aux étrangers. »<sup>197</sup>

Le 4 février 1929, après quelques contacts préliminaires avec Émile Moreau, gouverneur de la Banque de France, Schacht expose au gouvernement allemand sa tactique.

« Le Président Schacht et les autres délégués [...] ont insisté sur le fait qu'ils ont la volonté de rendre un avis sur un problème international en tant qu'expert à part entière et qu'ils ne veulent pas se laisser prendre dans le rôle de l'accusé ; ils voient leur rôle comme un travail extrêmement grave et technique avec le but d'un résultat positif et non avec la vue secrète de laisser les négociations échouer. »<sup>198</sup>

---

<sup>195</sup> Müller II, Band 1, n° 123, 7 février 1929

<sup>196</sup> « Aber wir haben heute schon soviel ausländisches Geld in Deutschland, teils auf dem Wege von langen Krediten, teils auf dem Wege von kurzen Krediten, teils in der Form von Erwerb mobiler Kapitalien, die man jeden Tag wieder, wenn auch vielleicht zu weichenden Kursen, hier in Deutschland verkaufen kann, daß nicht nur die Rückzahlung dieser Kapitalien eine schwere Erschütterung für Deutschland und eine Unterminierung seiner ganzen Wirtschaft bedeuten würde, sondern daß schon die Aufbringung der Zinsen und Tilgungsraten für diese Kapitalien für Deutschland heute eine Unmöglichkeit wäre, wenn nicht dauernd wieder neues Kapital hereinkäme, mit dem man die alten Fälligkeiten bezahlt. » *Ibidem*, p. 424.

<sup>197</sup> « [...] und deshalb ist nicht die Summe, die wir zu zahlen haben werden, das Entscheidende, sondern die Bedingungen, unter denen Deutschland das Geld verdienen kann, welches wir den Ausländern zu zahlen haben. » *Ibidem*, p. 425

<sup>198</sup> « Bezüglich des sachlichen Inhalts betonten Präsident Schacht und die anderen Delegierten, daß sie willens seien, als gleichberechtigte Richter über ein internationales Problem zu urteilen und sich nicht in die Rolle des Angeklagten drängen lassen zu wollen; sie fassten ihre Aufgabe als eine überaus ernste, sachliche Arbeit auf mit dem Ziele eines positiven Ergebnisses und nicht mit der geheimen Absicht, die Verhandlungen zum Scheitern zu bringen. » In Müller II, Band 1, n° 119, « Reparationsbesprechung vom 4. Februar 1929, 17 Uhr im Wintergarten der Villa des Reichsaußenministers und vom 7. Februar 1929, 12 Uhr in der Bibliothek der Reichskanzlei », p. 404

Schacht n'a pas encore défini les solutions possibles aux réparations. Les experts allemands se retirent à Saarow-Pieskow dans les jours qui suivent pour préparer la conférence. Le 7 février, Schacht expose au gouvernement que la délégation à l'intention de troquer la protection des transferts contre la garantie d'un accroissement des débouchés économiques :

« Dans le cas où, au cours des négociations parisiennes, on en viendrait à la question de la suppression de la protection des transferts, la délégation allemande ne l'accepterait que si l'on met l'Allemagne dans une position où elle pourrait avoir elle-même la certitude de former avec une économie raisonnable un surplus certain pour les réparations. La protection des transferts est l'arme la plus forte et la contrepartie la plus chère de la délégation allemande. La délégation est prête à prendre un risque certain, si l'on nous crée les fondements d'une économie solide. »<sup>199</sup>

#### 4. Le Comité se réunit enfin

Au début de l'année 1929, des experts sont nommés par les pays créanciers et par l'Allemagne. Les experts américains sont désignés conjointement par la Commission des réparations et l'Allemagne.

Les membres désignés par Bruxelles sont Émile Francqui et Camille Gutt<sup>200</sup>. Francqui est directeur de la Société générale de Belgique, il a déjà été délégué au Comité Dawes, où il a favorisé une voie de synthèse entre les propositions françaises et anglaises, en suggérant d'une part la création d'une banque centrale allemande indépendante et unique et d'autre part en proposant de sécuriser les paiements des réparations en isolant des sources de revenus. Il est notamment à l'origine de la constitution d'une société hypothécaire émettrice d'obligations sur l'industrie allemande, qui permettait de prendre le relais des clauses commerciales du traité de paix qui ont disparu à partir de janvier 1925<sup>201</sup>. En 1926, ministre des Finances, il a agi en faveur d'une solution continentale pour stabiliser les monnaies belge et française, solution qui reposait particulièrement sur une implication de l'Allemagne. Parallèlement aux négociations sur l'Entente Internationale de l'Acier, Francqui et Delacroix, ban-

<sup>199</sup> « Falls es im Laufe der Pariser Verhandlungen zu der Frage der etwaigen Aufhebung des Transferschutzes kommen sollte, würde die deutsche Delegation darein nur einwilligen, wenn man Deutschland in einen Zustand versetze, aus dem heraus es selbst das Vertrauen haben könne, bei vernünftiger Wirtschaft einen gewissen Überschuß für Reparationen herauszuwirtschaften. Der Transferschutz sei die stärkste Waffe und die höchstbezahlte Gegengabe der Deutschen Delegation. Die Delegation werde bereit sein, ein gewisses Risiko zu übernehmen, wenn man uns die Grundlage zu einer soliden Wirtschaft schafft. » in Müller II, Band 1, n° 119

<sup>200</sup> Camille Gutt est devenu plus tard le premier directeur du FMI.

<sup>201</sup> Éric Bussière, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe, 1918-1935*, Comité pour l'histoire économique et financière, Paris, 1992, 521 p., p. 197

quier et ancien Premier Ministre belge, répondent aux propositions de Schacht d'un accord financier permettant le retour d'Eupen et Malmédy au Reich<sup>202</sup>. Cependant, l'arrivée au pouvoir de Poincaré entraîne l'abandon de ces plans, malgré l'entrevue de Thoiry en septembre 1926. À la Société générale de Belgique, Francqui favorise en outre les solutions européennes qui émergent autour du luxembourgeois Émile Mayrisch. En 1928 et 1929, alors que Mayrisch espère que l'Entente Internationale de l'Acier n'est qu'une étape vers la constitution de *trusts* continentaux, la banque rachète des actions de l'aciérie luxembourgeoise ARBED<sup>203</sup>. Francqui réfléchit ainsi à l'échelle du continent, sans oublier de défendre les intérêts nationaux belges.

La France nomme Émile Moreau et Jean Parmentier. Ce dernier, membre du Comité Dawes, est un spécialiste des dettes interalliées. Émile Moreau est le gouverneur de la Banque de France, qui a assisté Poincaré lors de la stabilisation du Franc en 1926-1928. Il est conscient de la nécessité d'un nouveau plan de paiement des réparations pour ratifier des accords sur les dettes interalliées et pour éviter le paiement d'échéances beaucoup trop lourdes pour le jeune Franc Poincaré.

La Grande-Bretagne est représentée par Lord Revelstoke et Josiah Stamp. Ce dernier, après une carrière comme fonctionnaire puis dans le privé, est directeur de la Banque d'Angleterre et représente de fait Montagu Norman qui aurait préféré une prorogation du plan Dawes. La délégation italienne est composée de l'industriel Alberto Pirelli, Président de la Chambre Internationale de Commerce, assisté par Fulvio Suvich. Le Japon a envoyé Kengo Mori et Takashi Aoki, tous deux très discrets pendant les travaux du comité des experts. Les États-Unis sont représentés par Owen D. Young et Jack Pierpont Morgan. Ce dernier est membre de la JP Morgan & Co, a participé aux négociations de Paris en 1919 et était, pendant la guerre, l'un des bailleurs de fonds privés les plus importants du Royaume-Uni et de la France. Il est également engagé dans l'emprunt d'État de 1924 (emprunt Dawes). Owen Young est un homme d'affaires à succès, créateur de la *Radio Corporation of America*, et a déjà été membre du Comité Dawes. Il avait entendu Schacht en janvier 1924 et approuvé son projet de *Golddiskontbank*.

Le 9 janvier 1929, l'Allemagne nomme Hjalmar Schacht et Albert Vögler<sup>204</sup> experts. Le choix

---

<sup>202</sup> *Ibidem*, p. 269

<sup>203</sup> *Ibidem*, p. 297

<sup>204</sup> La nomination officielle des délégués allemands a eu lieu le 9 janvier 1929, lors d'un conseil des

de Schacht comme premier représentant allemand est apparu au gouvernement du Reich comme une évidence. D'une part, le Président de la *Reichsbank* est persuadé que des économistes peuvent régler ces problèmes bien mieux que ne le feraient des hommes politiques. D'autre part, il est favorable, pour des montants assez réduits cependant, à la commercialisation de la dette voulue par les Français. Enfin, il est bien connu des experts des autres pays. Par contre, la désignation de Vögler n'a pas été aussi facile. Il a été nommé notamment pour ses fonctions d'industriel exerçant des responsabilités au sein du *Reichsverband der Deutschen Industrie* (RDI), l'organisation patronale allemande. Le but est alors de calmer les critiques du patronat et particulièrement d'Alfred Hugenberg, dirigeant d'un groupe de presse et chef de la *Deutschnationale Volkspartei*<sup>205</sup>. De 1924 à 1929, le patronat s'est radicalisé et une partie conteste systématiquement le système social de Weimar. Sa représentation à Paris est ainsi une nécessité politique. Vögler en outre émet des doutes en décembre sur Melchior<sup>206</sup>, suppléant de Schacht, trop favorable à la capitalisation et la commercialisation des réparations. Mais il accepte finalement en raison de son accord avec Schacht sur la plupart des points et particulièrement au sujet de la capacité de paiement de l'Allemagne<sup>207</sup>. La nomination de Vögler permet de faire endosser la responsabilité du futur plan à la droite nationaliste et aux milieux économiques.

Le mandat des experts est le suivant :

« Les Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien et japonais, comme suite à la décision de Genève du 16 septembre 1928, dans laquelle il a été convenu d'instituer un Comité d'experts financiers indépendants, confient à ce Comité l'élaboration de propositions pour un règlement complet et définitif du problème des réparations. Ces propositions devront comporter un règlement des obligations qui résultent des traités et accords existant déjà entre l'Allemagne et les Puissances créancières. Le Comité adressera son Rapport aux Gouvernements ayant participé à la décision de Genève ainsi qu'à la Commission des Réparations. »<sup>208</sup>

Schacht n'a pas accepté d'être expert sans obtenir des garanties. Le 22 décembre 1928, le gouvernement du Reich assure que le comité sera indépendant et que Schacht sera consulté

---

ministres. Müller II, Band 1, n° 99 « Ministerbesprechung vom 9. Januar 1929, 11 Uhr. »

<sup>205</sup> ADAP, Serie B, Band X, n° 240 « Der Reichsminister des Auswärtigen Stresemann an Generaldirektor Vögler, Berlin den 28. Dezember 1928 » Une note fait référence à une lettre du 30 décembre 1928 de Silverberg à Stresemann qui aborde ce sujet.

<sup>206</sup> Carl Melchior travaillait pour Warburg & Co.

<sup>207</sup> Müller II, Band 1, n° 99.

<sup>208</sup> André Pépy, *Le plan Young*, Les Éditions internationales, Paris, 1930, 186 pages, p. 30. On trouve aussi dans ce livre la version française du plan Young du 7 juin 1929 et le protocole final de la pre-



sur tout fait concernant la politique allemande des réparations<sup>209</sup>. Cela signifie aussi que le gouvernement allemand n'avance pas de chiffres pour des annuités acceptables par l'Allemagne.

\*

Après quatre mois de discussions, le Comité des experts se réunit enfin. Ces négociations ont révélé trois grands problèmes. L'inquiétude économique grandissante souligne la nécessité de relancer le circuit des échanges. Cette angoisse économique est couplée à une inquiétude sur le franc et le *Reichsmark*. Le premier peut encore être menacé et la clause de protection de change du second n'est pas satisfaisante. Le problème de la stabilisation des monnaies s'annonce ainsi comme une part importante des travaux des experts. Enfin, les Puissances concernées par la réunion du Comité devront faire accepter le plan par les Parlements, éviter sa remise en cause à moyen et long termes et le faire apparaître comme suffisamment solide pour stabiliser un ordre européen satisfaisant pour tous. Mais les membres du Comité Young ne sont que des experts financiers. Ce hiatus entre les buts politiques impliqués par les travaux même du Comité et les compétences essentiellement techniques des experts pose le problème de leur marge de manœuvre. Schacht, avocat à l'hiver 1928 d'une stricte indépendance des experts, réagit à ce hiatus par un durcissement de ses positions. Dans ces conditions, les travaux des experts peuvent-ils se dérouler sans heurts ?

## **B. La conférence des experts**

Le 9 février 1929, une réunion officieuse à la Banque de France décide de l'organisation des premières séances. Le Président du Comité est Owen D. Young. Le seul siège des travaux du Comité est Paris. Les sessions se déroulent à l'Hôtel George V et débutent le 11 février 1929<sup>210</sup>. Après une description des grandes étapes des discussions du comité, nous nous pencherons sur la tactique de Schacht pendant les travaux du Comité ainsi que sur les relations entre les différentes délégations et les experts allemands. En troisième lieu, nous essaierons d'analyser les motifs qui ont poussé Schacht et le gouvernement allemand d'accepter le rapport des experts.

---

mière conférence de La Haye.

<sup>209</sup> Henri Bertrand, *Op. cit.*, p. 43

<sup>210</sup> Banque de France, 1489200303/11, « Documents de réunion de M. Moret », 9 février 1929

## 1. Les grandes étapes des discussions du Comité des experts

Deux types de questions se posent aux experts. Les questions techniques concernent la mobilisation et la capitalisation de la dette allemande, la création de la Banque des Règlements Internationaux, la division des annuités en parts inconditionnelle et conditionnelle et la clause de protection des transferts. Ces aspects techniques sont résolus assez rapidement par les experts, même si les débats sont parfois houleux. Mais ils dépendent d'une autre question, fondamentalement politique : la définition du montant des annuités, c'est-à-dire la remise en cause ou non du montant défini en 1921 de 132 milliards de *Reichsmark*. Les négociations se déroulent en trois phases : en février et mars, les questions discutées sont techniques. Dans les semaines suivantes, la question des annuités est abordée sans être résolue. Mais au début du mois de mai, Schacht et l'Allemagne finissent par céder et permettent la signature du rapport final.

### *a. La première phase des travaux des experts : les questions techniques*

Les questions techniques sont négociées en deux temps : en février et en mars pour les aspects qui ne dépendent pas du montant des annuités et à la fin du mois de mai pour ceux qui en dépendent. Pendant la première phase, sont émises diverses idées reprises par le rapport. Le 18 février, par exemple, la délégation française propose la division des annuités en deux parts, l'une conditionnelle, l'autre inconditionnelle. La première, en cas de difficultés, pouvait ne pas être payée ; la seconde devait l'être.

Au cours des deux premiers mois de travaux des experts émerge également la clause la plus originale du plan des experts : la création de la Banque des Règlements Internationaux. Cette idée est issue d'une réflexion des délégués sur diverses fonctions bancaires qui devaient être attribuées à des instituts indépendants. Mais les regrouper en une seule banque dont les actionnaires sont les instituts d'émission lui donne une portée originale. Schacht s'est donné la paternité de la BRI<sup>211</sup>. En réalité, le 25 février 1929, il a suggéré à Young une *Clearing House*, une sorte de caisse de compensation<sup>212</sup>. Bien que cette idée soit à l'origine de la BRI, la lecture des archives de la Banque de France sur le Comité Young amène plutôt à penser que la BRI est une création commune de l'ensemble des experts et particulièrement d'Owen Young, qui, même s'il n'est pas le père de l'idée d'une banque internationale, en a fait la promotion. Pour

<sup>211</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 313

<sup>212</sup> BRI, BR07, « Committee of experts, Draft regulations of the "Clearing House" », Schacht's Memo. to Mr Young.

Schacht, la Banque des Règlements Internationaux doit permettre de placer les réparations et éventuellement les dettes interalliées sur un plan strictement économique. De plus, les profits de la banque seraient utilisés pour combler la différence entre ce que l'Allemagne estime pouvoir payer et ce que les Puissances créancières demandent. La BRI participerait également au financement du commerce international, aidant ainsi l'Allemagne à payer les réparations par l'amélioration des exportations<sup>213</sup>. La BRI correspond à la logique énoncée par Schacht pendant la préparation des travaux du Comité, puisqu'elle peut aider à changer les structures de l'économie allemande pour accroître sa capacité de paiement.

Lors des cinq premières séances, les délégués allemands essayent d'attirer l'attention de leurs confrères sur la difficulté que risque d'éprouver l'Allemagne pour effectuer des paiements trop lourds, sans grand succès. Les premiers contacts sont pris, notamment entre Schacht et Stamp, délégué britannique, pour la définition du montant des annuités<sup>214</sup>. Les deux hommes constatent qu'un gouffre les sépare et ajournent la discussion.

*b. La deuxième phase des travaux des experts : quelles annuités ?*

À partir du 22 mars 1929, la question du montant des annuités devient néanmoins la préoccupation essentielle de la délégation française, d'autant plus que les travaux sur les autres questions comme la banque internationale sont très largement avancés. Comme Schacht l'a indiqué au gouvernement, les Allemands ont alors tout fait pour qu'aucun reproche ne puisse leur être faits en cas de rupture de la conférence<sup>215</sup>. Peut-il encore maintenir cette position ?

Devant les très grandes différences séparant les propositions de Schacht d'un côté, et celles de Stamp ou Young de l'autre, les créanciers décident de définir une position commune, ce qui aboutit au dépôt devant le Comité du premier mémorandum Young, le 4 avril. Schacht en connaît le contenu avant le week-end pascal et le communique au gouvernement allemand le 29 mars 1929<sup>216</sup>. Les chiffres avancés par les représentants des gouvernements créanciers dévoilent que le point de vue allemand n'est pas pris en considération. Le Président de la *Reichsbank* est désormais pessimiste.

<sup>213</sup> Müller II, Band 1, n° 152 « Bericht des Reichsbankpräsidenten über die Pariser Sachverständigenkonferenz. 12. März 1929 ».

<sup>214</sup> Sur la correspondance entre les deux hommes, v. BRI, BR07, « Committee of experts »

<sup>215</sup> Müller II, Band 1, n° 152

<sup>216</sup> Müller II, Band 1, n° 164, « Bericht der beiden deutschen stellvertretenden Delegierten über die Pariser Sachverständigenkonferenz. 29. März 1929 ».

Après la soumission du mémorandum Young, Schacht rencontre chacune des délégations créancières sous la présidence de Young. Ces discussions aboutissent à un désaccord majeur entre l'Allemagne et les autres pays car l'ensemble des demandes des créanciers totalise 2,9 milliards de *Reichsmark* par an, soit 400 millions de plus que ce qui était prévu sous le plan Dawes. Schacht refuse de donner sa propre estimation, tant que les chiffres des créanciers ne sont pas abaissés et, peu avant le 22 mars, communique à Young les chiffres et les concessions qu'il propose<sup>217</sup>. Les délégués allemands demandent d'abaisser le nombre d'annuités à 37 au lieu de 58. Ils divisent l'annuité en 4 parts. La première n'est pas protégée. Le transfert en devises de la seconde est protégé. La troisième est complètement protégée (transfert et paiement). La quatrième part est constituée de livraisons en nature. Enfin, le montant moyen des annuités est abaissé à 1500 millions de RM.

En réponse, les créanciers proposent le 13 avril 1929 un nouveau mémorandum, prévoyant un montant moyen de 2198 millions de *Reichsmark* par an. Le 16 avril, Schacht refuse de considérer ce mémorandum comme base de négociation et fait connaître le lendemain le premier mémorandum de la délégation allemande<sup>218</sup>.

Ce texte repose sur deux principes, annoncés dans la première partie : d'une part mettre en accord les demandes des nations créancières avec la capacité de l'Allemagne à payer, d'autre part éviter que le paiement des réparations n'entraîne une diminution du niveau de vie du peuple allemand. Le mémorandum rappelle ensuite le principe le plus important aux yeux de la délégation allemande : le paiement des réparations n'est possible que sur la base d'un excédent d'exportations. Or, depuis 1924, la balance des paiements allemande est déficitaire de 16,5 milliards de *Reichsmark*, dont 10 pour le commerce extérieur, et le Reich s'est endetté de 15 milliards de marks-or à court et long termes. Les paiements se sont donc traduits, d'après ce mémorandum, par une perte de substance économique et par un endettement exceptionnel de l'économie allemande. Schacht et Vögler écrivent que le niveau de vie général a diminué, que le chômage est fort (2,5 millions de chômeurs) : l'activation de la clause de protection du plan Dawes n'est qu'une question de temps. Ainsi, en acceptant un nouveau plan, l'Allemagne prend un risque, qui doit être compensé par des contreparties, comme la fin des

<sup>217</sup> Müller II, Band 1, n° 160, « Bericht der beiden deutschen Hauptdelegierten über die Pariser Sachverständigenkonferenz, 22. März 1929, 16 Uhr ».

<sup>218</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, « Reichsbank, 1923-1930, Bemerkungen zur Kolonialfrage », document signé par Kastl. Ce dernier s'y interroge sur les possibilités pour l'Allemagne de récupérer des colonies et conclue que le seul endroit possible est en Afrique et estime que, même sans résultat, le Reich doit régulièrement utiliser cette question.

contrôles étrangers et des charges pesant sur l'économie et les finances allemandes, afin de dégager des sources de financement et de paiement.

La troisième partie du rapport s'attache à énoncer les conditions de réussite d'un nouveau plan. L'économie allemande a besoin d'être renforcée pour augmenter la capacité de paiement de l'Allemagne. Le Reich souffre depuis la guerre d'un déficit d'approvisionnement en matières premières, conséquence de la perte de ses colonies en 1919, qui entraîne une augmentation des importations. Le mémorandum suggère ainsi que l'on rende des colonies à Berlin. De plus, l'Allemagne souffre d'un problème agricole, car son territoire oriental, essentiellement agraire, lui a été retiré. La conséquence est double : d'une part, l'approvisionnement agricole est moins bien assuré, d'autre part la région orientale restée allemande nécessite des subventions de plus en plus importantes pour survivre. Cela revient à poser implicitement la question du corridor de Danzig<sup>219</sup>.

Le commerce extérieur du Reich étant ainsi entravé par le manque de colonies et la situation agricole allemande, les autres puissances doivent accepter les biens allemands pour améliorer ce commerce extérieur et la capacité de paiement du Reich :

« Il [le Comité] devrait affirmer que l'on ne peut attendre des paiements d'un pays industriel sans lui permettre de vendre ses biens sur les marchés étrangers, et qu'en chiffrant les sommes à payer par l'Allemagne, la différence existante ici a été prise en considération. »<sup>220</sup>

Dans la 4<sup>e</sup> partie du mémorandum, la délégation allemande expose deux schémas d'annuités. Dans les deux cas, 37 annuités de 1650 millions de marks-or en moyenne sont prévues. Dans la première hypothèse, les puissances créancières ont accepté les conditions du mémorandum, un retour des colonies et une diminution des entraves aux exportations allemandes. L'annuité est alors divisée en quatre. Schacht reprend ici une proposition déjà faite oralement à Young. La première partie, de 450 millions, est inconditionnelle. La seconde partie est de 225 millions la première année et augmente jusqu'à 650 millions la 11<sup>e</sup> année. Son transfert est protégé, c'est-à-dire qu'en cas de difficultés, l'Allemagne pourrait payer en marks et non en devises. Le paiement d'une troisième partie de l'annuité est sujet à une protection complète. La

<sup>219</sup> ADAP, Serie B Band XI, n° 75 « Der Präsident des Reichsbank-Direktoriums Schacht an den Reichsminister des Auswärtigen Stresemann, 16.02.1929 » et n° 94 « Der Präsident des Reichsbank-Direktoriums Schacht an den Reichsminister des Auswärtigen Stresemann, 26.02.1929 ».

<sup>220</sup> « [...] it [the committee] should state that one cannot expect payments from an industrial country without permitting it to sell its goods on foreign markets, and that by figuring the amounts to be paid by Germany the here existing discrepancy has been taken into consideration. » BRI, BR07 « Committee

4<sup>e</sup> partie de l'annuité, qui diminue de 750 millions la première année à 200 millions la 11<sup>e</sup> année, est inconditionnelle et en nature.

Si les conditions énoncées dans la troisième partie ne sont pas acceptées, seules les livraisons en nature ne sont pas protégées. Le reste est divisé en deux : une part avec protection des transferts, une part avec protection sur les paiements, sans limite de temps à un éventuel moratoire. Les annuités, dans les deux hypothèses, doivent couvrir toutes les créances de l'Allemagne vis-à-vis de ses créanciers.

Inacceptable pour les représentants des puissances créancières, ce mémoire déclenche une réelle tempête au sein du Comité. La première hypothèse qui implique des concessions coloniales et douanières à l'Allemagne est écartée par tous les délégués des pays créanciers, en raison de son contenu politique qui s'écarte de la mission attribuée au comité. La seconde hypothèse suscite une levée de boucliers. Elle ne fait pas de lien entre les dettes interalliées et le paiement des réparations alors qu'il semblait acquis. Elle écarte une thématique importante, celle de la mobilisation et de la commercialisation, condition essentielle pour la France et n'inclut même pas un paiement inconditionnel de l'emprunt Dawes. Enfin, Moreau, soutenu modérément par Revelstoke et abondamment par Pirelli, pense que le mémorandum sous-estime la capacité de paiement de l'Allemagne et n'essaye même pas de satisfaire les besoins minimums des créanciers<sup>221</sup>. L'incompréhension est telle que Young tente une médiation. Il propose que l'on discute des 10 premières annuités car il est impossible de prévoir l'évolution d'une économie au-delà de ce délai. Malgré l'opposition de Moreau, cette procédure de discussion est acceptée. C'est le début de la crise grave qui secoue le Comité et se prolonge jusqu'au début du mois de mai.

Le 19 avril, Schacht explique à Young que le gouvernement allemand lui reproche son intransigeance<sup>222</sup>. Le même jour, la mort du délégué britannique Revelstoke rend possible une suspension inespérée des travaux du Comité. Cet ajournement vient à point nommé et permet aux experts allemands de se rendre à Berlin pour discuter avec leur gouvernement<sup>223</sup>. De plus, Schacht demande une entrevue à Moreau qui la lui refuse. Pierre Quesnay, secrétaire de la délégation française et directeur des études générales de la Banque de France, accepte de le

---

of experts, Annexe 13, Memorandum by the German group dated April 17<sup>th</sup> 1929 », p. 4

<sup>221</sup> BDF, 1489200303/11, Comité d'experts, documents de réunions de Mr. Moret. Février-juin 1929, Mercredi 17 avril 1929.

<sup>222</sup> ADAP Serie B Band X, n° 161, 164 et 165, échange de lettres Schacht-Stresemann et commentaires de l'ambassadeur Hoesch.

recevoir. Ces discussions n'aboutissent pas. Le 23 avril, le comité de rédaction du rapport final est créé, ce qui revient à admettre un éventuel échec de la conférence pour faire pression sur les membres du Comité.

Le contexte monétaire allemand change alors le rapport de force au sein du comité Young car le *Reichsmark* subit une forte pression. En effet, la couverture du *Reichsmark* en or et devises diminue et approche la limite des 40 %<sup>224</sup>. Cette crise monétaire allemande rend possible début mai une solution acceptable par tous les délégués, parce qu'elle donne un aperçu de l'une des possibles conséquences d'un échec de la conférence : la déstabilisation des monnaies et en premier lieu du *Reichsmark*<sup>225</sup>.

*c. La troisième phase des travaux des experts : l'Allemagne cède*

Le 2 mai 1929, Schacht propose une annuité de 2050 millions de *Reichsmark*. Le 4 mai, Young prépare un mémorandum utilisant ce chiffre, refusé par Moreau pourtant soumis à de fortes pressions. Schacht promet une réponse à cette proposition, mais, pour tomber d'accord avec Stamp, délégué britannique chargé du rapport final, retarde sa publication au 17 mai.

Dans l'intervalle Schacht envoie une lettre à Young où il accepte son mémorandum, malgré quelques réserves. Les créanciers ne peuvent se mettre d'accord et publient le 20 mai une nouvelle proposition, à hauteur de 2198 millions par an, soit environ les deux milliards proposés par Young et certains paiements supplémentaires comme le remboursement de l'emprunt extérieur de 1924. Moreau et Francqui estiment que cette offre est à prendre ou à laisser. Alors que le 21 mai, les délégués des pays créanciers apprennent la démission de Vögler<sup>226</sup>, second délégué allemand, après des discussions entre Schacht et plusieurs représentants des pays créanciers dont Quesnay, les négociations reprennent sous un aspect désormais essentiellement technique, car le Président de la *Reichsbank* a accepté les chiffres du mémorandum

---

<sup>223</sup> Müller II, Band 1, n° 175, « Ministerbesprechung vom 19. April 1929, 18 Uhr ».

<sup>224</sup> Müller II, Band 1, n° 190, « Besprechung über die Reparationslage. 1. Mai 1929, 17.30 Uhr ». Schacht explique qu'en trois jours à la fin du mois d'avril la *Reichsbank* a perdu 320 millions de RM en devises. La couverture est tombée à environ 42 %. Mais Schacht refuse de relever le taux de l'escompte pour ne pas donner un signal d'alarme.

<sup>225</sup> Müller II, Band 1, n° 185, « Besprechung über reparationspolitische Angelegenheiten. 29. April 1929, 12 Uhr », en note

<sup>226</sup> Müller II, Band 1, n° 203 « Reparationspolitische Besprechung. 18. Mai 1929 ». La démission de Vögler s'explique entre autre par les pressions exercées quelques jours auparavant par des membres du Reichsverband der Deutschen Industrie, à savoir von Borsig, Thyssen, von Siemens, Kraemer, Bücher, Pietrkowski (AEG). Thyssen a apparemment demandé la démission du délégué allemand de ses fonctions au RDI. Les mêmes menaces ont été transmises à Kastl qui ne semble pas s'être laissé impres-

allié. Cependant, la démission de Vögler pose la question de la démission de Schacht lui-même. Ce dernier l'évoque en présence de Quesnay le 23 mai mais repousse finalement cette possibilité<sup>227</sup>. Le 29 mai intervient un accord de principe sur les chiffres des créanciers<sup>228</sup>. Le 31 mai, l'épineuse question des Marks belges et certaines questions techniques comme la superposition des plans Dawes et Young pour l'exercice financier allemand 1929/1930 retardent encore la conclusion des travaux du Comité. Une solution au conflit sur les marks belges est trouvée le 4 juin. Certaines questions techniques pendantes sont laissées à l'appréciation des gouvernements. Le 7 juin 1929, le rapport est signé.

\*

Deux types d'explications sous-tendent l'évolution des discussions au sein du Comité Young. D'une part, les relations entre la délégation allemande et au premier chef Schacht et les autres délégations éclairent certains aspects des négociations. D'autre part, des raisons plus « structurelles » expliquent le comportement de Schacht : ses relations avec le gouvernement du Reich lui-même soumis à certains impératifs, les rapports de force monétaire entre la *Reichsbank* et la Banque de France et l'évolution générale de l'économie allemande.

## **2. Les relations entre les délégations créancières et la délégation allemande**

Les relations entre les délégations des pays créanciers et la délégation allemande sont marquées par trois aspects : les liens entre Schacht et Moreau, l'empoisonnement des relations entre Francqui et Schacht au sujet des marks belges, et, enfin, l'échec de la tactique de Schacht, consistant à essayer de séparer les Britanniques des Français.

### *a. Le problème des relations Schacht–Moreau*

Les réparations concernent particulièrement deux puissances, l'Allemagne et la France. L'état des relations entre les délégations française et allemande ont donc permis ou empêché, selon les cas, au Comité d'avancer dans les travaux. La délégation française est dirigée par Émile Moreau, gouverneur de la Banque de France de 1926 à 1930. Ce dernier et Schacht ne

---

sionner.

<sup>227</sup> BDF, 1489200303/11, Comité d'experts, documents de réunions de Mr. Moret. Février-juin 1929, Mardi 21 mai 1929

<sup>228</sup> BDF, 1489200303/11, Comité d'experts, documents de réunions de Mr. Moret. Février-juin 1929,



s'apprécient pas. À partir de la mi-mars, le schéma de leurs discussions est assez simple. Schacht provoque, Moreau refuse avec véhémence. Les rôles s'inversent parfois et, à l'occasion, Quesnay, secrétaire de la délégation française, joue le rôle d'intermédiaire entre les deux hommes.

Le choix de ces deux personnes est très problématique. Comme l'a dit un peu naïvement Briand à Stresemann en décembre 1928, les Allemands devraient apprendre à Schacht ce qu'est l'« esprit de Locarno ». Cependant, le gouvernement de Berlin aurait pu tenir les mêmes propos sur Moreau, d'autant plus que les gouverneurs des instituts d'émission ont pu être désignés comme experts à l'initiative de Poincaré, dont Moreau est proche<sup>229</sup>. Ni ce dernier, ni Schacht ne semblent être réellement favorables à la politique de leurs ministres, Briand et Stresemann.

De plus, Schacht et Moreau ont des conceptions différentes du rôle des Banques centrales. S'ils s'accordent tous les deux à donner un grand rôle aux instituts d'émission, selon une forme d'idéologie technocratique répandue dans les Banques centrales dans l'entre-deux-guerres, le rôle du politique n'est pas le même chez les deux hommes. Schacht se rapproche plus de Montagu Norman que de la vision très politique d'Émile Moreau, quoiqu'il ne faille pas sous-estimer d'une part l'implication de Schacht dans des questions éminemment politiques comme la question des marks belges et, d'autre part, le fait que sa vision des rapports entre politique et monnaie change nettement à partir de 1929. En effet, Schacht recherche au cours des négociations sur le plan Young à imposer des concessions politiques aux créanciers, notamment lorsqu'il a mis en avant des revendications coloniales. Quant à Moreau, il estime, lors de l'opération de stabilisation du zloty en 1927, que « *l'impérialisme financier de la Grande-Bretagne [...] a fait alliance avec le pangermanisme*<sup>230</sup>. »

Le comportement général de Schacht renforce également la défiance. Il décide par exemple de loger à Versailles, à l'écart des autres membres du Comité. De plus, il prend l'initiative de rencontrer des « amis » français, dont au moins un député de l'opposition, ce qui est considéré comme une attitude particulièrement déloyale<sup>231</sup>. Les 19 et 22 avril 1929, lors d'entrevues entre Schacht et Quesnay puis entre ces deux derniers et Moreau, le gouverneur de la Banque

---

Mercredi 29 mai 1929

<sup>229</sup> ADAP, Serie B, Band X, n° 193 et 208

<sup>230</sup> Cité par Sylvain Schirmann, *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du III<sup>e</sup> Reich*. Armand Colin, Paris, 2005, 333 pages, p. 160.

<sup>231</sup> Nous ne savons pas qui sont ces « amis ».

de France lui fait de lourds reproches. Il le tient pour responsable de la rupture de la confiance régnant entre les délégués. Schacht répond par une demande de négociation bilatérale franco-allemande, refusée immédiatement. Cette proposition a été également faite aux Belges. Le contentieux entre les deux délégations est alors très lourd. La rupture est probable, d'autant plus que, parallèlement, un autre problème pèse sur les réunions du Comité, alors même qu'il n'est pas de son domaine de compétence : les marks belges.

*b. Schacht, la Belgique et les marks belges*

Les Allemands ont occupé la Belgique pendant la Première Guerre mondiale. Pour améliorer les conditions financières de l'occupation, ils ont introduit en Belgique le mark, fondé sur un emprunt-or contracté par les provinces belges. À la défaite, ces marks sont restés à disposition de l'État belge, mais ont perdu toute valeur avec l'hyperinflation de 1923. Pour récupérer ces sommes importantes, la Belgique a essayé, notamment en 1926, de négocier avec le Reich un remboursement, sans succès. Le 9 novembre 1928, le gouvernement belge envoie une note aux gouvernements britannique, italien et français et officieusement au ministre allemand à Bruxelles, indiquant qu'il n'accepte de participer à un règlement des réparations qu'à la condition qu'il contienne une solution à la question des marks belges.

Il est donc sous-entendu que cette question doit être négociée à Paris. Mais le problème des marks belges se conjugue vite aux discussions des experts sur le siège de la future Banque internationale et aux litiges internationaux liés à Eupen et Malmédy, deux cantons germanophones rattachés à la Belgique par le traité de Versailles. En effet, Bruxelles revendique le siège de la BRI lors des délibérations de la commission bancaire présidée par Lord Revelstoke. L'Allemagne refuse que la banque s'installe dans un pays en conflit avec elle sur des questions territoriales<sup>232</sup>.

Francqui contacte en réalité Schacht dès le troisième jour de réunion du Comité<sup>233</sup>. Le Belge est chargé par son gouvernement de discuter de la question des marks belges. Schacht, pourtant non-mandaté pour cette question, envoie à l'*Auswärtiges Amt* un rapport de la discussion et précise qu'il serait possible de profiter de l'occasion pour discuter d'un retour d'Eupen et Malmédy au Reich<sup>234</sup>. Pour la Belgique, il s'agit d'une question engageant la signature des

<sup>232</sup> BARCH, Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3 « Reichsbank, 1923-1930, Geheim! Baknausschuss unter dem Vorsitz von Lord Revelstoke »

<sup>233</sup> Müller II, Band 1, n° 152

<sup>234</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/5, « Belgien Markfrage, Paris 1929 », Schacht à Stre-

experts :

« M. Hymans me prie d’attirer l’attention de M. le D<sup>r</sup> von Schubert sur la gravité de cette affaire. La Belgique ne pourrait accepter un règlement général de la question des réparations, si la question des marks n’est pas résolue en même temps qu’un arrangement équitable. »<sup>235</sup>

Paul Hymans, ministre belge des affaires étrangères, demande alors au gouvernement allemand de donner à la délégation allemande le pouvoir de discuter des marks belges<sup>236</sup>. Le 15 mars 1929, le chancelier Müller mandate Schacht de négocier avec Francqui, sous condition de distinguer ces discussions des travaux des experts<sup>237</sup>. Peu enthousiaste, le chancelier demande au Président de la *Reichsbank* de ne pas conclure d’accord tant que la somme finale des réparations n’est pas connue. Il admet qu’il est possible de discuter à cette occasion d’un retour éventuel d’Eupen et Malmédy au Reich.

Les négociations s’engagent alors lors de diverses rencontres, notamment le 21 mars à l’hôtel Georges V<sup>238</sup>, ou à l’occasion d’échanges de lettres entre Schacht et Francqui, particulièrement au mois de mai. Les relations entre les deux hommes se dégradent au fur et à mesure de l’avancement des discussions. Schacht refuse de parler de « marks belges » car cette question n’existe pas aux yeux de la *Reichsbank* d’une part et, d’autre part, parce qu’il ne peut y avoir une indemnisation qui reviendrait à une réévaluation partielle<sup>239</sup>. Il propose cependant à Francqui de trouver un terrain d’entente en discutant de questions territoriales qui avaient déjà été discutées entre Schacht et Delacroix, membre belge de la Commission des Réparations, en 1926<sup>240</sup>. Le Président de la *Reichsbank* espère qu’une résolution du problème des marks belges puisse inciter Francqui à être plus conciliant sur les questions abordées par le Comité des experts. De son côté, le Belge, « enfant terrible » de la conférence d’après Kastl, suppléant de Vögler<sup>241</sup>, refuse d’aborder la question d’Eupen et Malmédy<sup>242</sup>. Il ne reconnaît pas la légitimité des négociations de 1926, estimant que Delacroix n’était pas habilité à négocier

---

semann, 5 mars 1929.

<sup>235</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/5, « Abschrift zu II E M 2322 », Genève le 10 mars 1929, Baron Moncheur à von Schubert.

<sup>236</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/5, « Abschrift von Schubert », Genève, 13 mars 1929.

<sup>237</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/5, Müller à Schacht, 15 mars 1929

<sup>238</sup> BRI, BR07, Compte-rendu d’un entretien ayant eu lieu le 21 mars à l’Hôtel George V entre le Dr. Schacht et MM. Francqui et Gutt.

<sup>239</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/5, Schacht à Müller, 8 mai 1929.

<sup>240</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/5, Schacht à Francqui, 8 mai 1929

<sup>241</sup> Müller II, Band 1, n° 139, « Bericht Geheimrat Kastls über die Sachverständigenkonferenz, 1. März 1929 »

<sup>242</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Francqui à Schacht, 6 mai 1929

et refusant les propos de Schacht selon lesquels Francqui avait été mêlé à ces négociations et avait lui-même soulevé la question territoriale<sup>243</sup>. Les relations entre les deux hommes s'enveniment de manière un peu ridicule sur la question des négociations avec Delacroix. Bien qu'il espère pouvoir lier la question des marks belges et le retour d'Eupen et Malmédy au Reich, le chancelier Müller doit intervenir auprès de Schacht<sup>244</sup>. Il lui précise qu'il n'est pas question de mettre en danger les négociations sur les réparations. Schacht approuve et propose de repousser ces discussions après la conclusion des travaux du Comité<sup>245</sup>.

Hymans se plaint néanmoins auprès de Stresemann<sup>246</sup> et Francqui fait savoir à Young que les experts belges ne signeront pas sans solution aux marks belges<sup>247</sup>. Parker Gilbert intervient en faveur des Belges, envenimant encore la situation, car Schacht n'admet pas cette ingérence de l'Agent<sup>248</sup>. Finalement, les gouvernements de Bruxelles et de Berlin retirent à Francqui et à Schacht leurs pouvoirs de négociation sur cette question<sup>249</sup>.

Le 31 mai, les experts belges refusent toujours de signer le rapport<sup>250</sup>. De plus, Moreau indique à Melchior et Kastl que certains groupes créanciers ont décidé d'appuyer les Belges. Il précise que la solution serait un paiement de 25 millions par ans pour 37 ans à la Belgique. Kastl, qui remplace Vögler, indique que lui-même et Schacht refuseraient alors une telle solution<sup>251</sup>. Stresemann propose que l'Allemagne se déclare prête à négocier avec la Belgique sur les marks belges et qu'il soit indiqué que le plan Young ne peut être ratifié sans règlement de cette question<sup>252</sup>. Cette solution est approuvée le 1<sup>er</sup> juin par Young<sup>253</sup>. La Belgique lui emboîte le pas quelques jours après<sup>254</sup>. L'accord a été signé le 13 juillet 1929 et prévoit 37 annuités inconditionnelles, payables en nature en cas de difficultés.

<sup>243</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Francqui à Schacht, Paris, 8 mai 1929.

<sup>244</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Müller à Schacht, 18 mai 1929

<sup>245</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Schacht à Müller, 24 mai 1929

<sup>246</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Stresemann à Schacht, 25 mai 1929

<sup>247</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Francqui à Young, 27 mai 1929

<sup>248</sup> Müller II, Band 1, n° 212, « Der Reichsbankpräsident an den Reichskanzler ». Paris, 27. Mai 1929.

<sup>249</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Hoesch à Müller, Paris, 30 mai 1929.

<sup>250</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Hoesch à Stresemann, Paris, 31 mai 1929

<sup>251</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5. Il s'agit d'ailleurs d'une forme d'intimidation de la part de Moreau qui impliquait l'Américain Perkins de manière peu honnête. Voir Notiz. Geheim. Paris, den 31. Mai 1929, Laut Aufgabe von Herrn Melchior.

<sup>252</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Stresemann à Hoesch, 31 mai 1929, chiffré.

<sup>253</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht N/1294/5, Télégramme du 1<sup>er</sup> juin 1929 signé par Schacht

<sup>254</sup> Voir l'annexe III du plan Young, contenant une lettre de Schacht à Young du 3 juin 1929 qui décrit cette démarche, la lettre du 4 juin de Kastl à Lamont qui explique que l'Allemagne renonce à évoquer les questions territoriales et la lettre de Francqui à Young du 4 juin 1929 qui accepte la démarche proposée.

Outre les relations particulièrement importantes de Schacht avec les délégations française et belge, quelle fut la tactique générale du Président de la *Reichsbank* pendant les sessions du Comité ?

*c. Les buts de Schacht et son échec tactique*

À partir du 17 avril, la réussite du Comité est conditionnée par des concessions de Schacht qui démontrent l'échec de sa tactique face aux délégations créancières<sup>255</sup>.

Schacht voulait une expertise des conditions économiques allemandes et de la capacité de paiement du Reich qui aurait été nécessairement favorable à l'Allemagne. Mais Moreau, soutenu d'ailleurs par les délégations italienne, belge et britannique, se place autant sur un terrain politique et moral qu'économique. La partie économique des réparations est pour la délégation française réduite à la mise en place d'un système viable pour résoudre un problème politique.

Par une expertise, Schacht cherchait, en accord avec son gouvernement, à mettre fin aux limitations de souveraineté, à limiter le montant des annuités pour réduire le risque pesant sur le mark lié à la fin de la clause des transferts et à empêcher tout lien entre dettes interalliées et réparations. Ces buts de Schacht sont formulés dans deux lettres des 6<sup>256</sup> et 20<sup>257</sup> septembre à Stresemann, qui, sur cette base, l'a accepté comme expert.

La tactique mettant en avant l'évaluation de l'économie allemande est rejetée par les autres délégations. Plus grave, Schacht n'a pas pu imposer l'idée que les paiements de l'Allemagne pouvaient être augmentés si l'on permettait au Reich d'exporter plus ou de disposer de matières premières, c'est-à-dire de colonies. Pendant le mois d'avril, il essaye alors de négocier séparément avec les diverses délégations créancières. S'il a partiellement réussi à attirer les Britanniques vers lui, il a néanmoins échoué à isoler les Français qui peuvent se reposer sur les Belges et compter sur la constante surenchère italienne. De plus, sa proposition de négocier séparément sur le montant des annuités reçu par la France est accueillie avec une fin de non-recevoir. Malgré l'échec de Moreau de maintenir un front commun des créanciers, Schacht ne réussit pas pour autant à diviser suffisamment ces derniers.

---

<sup>255</sup> Sur ces entretiens, voir les notes de Moret à la Banque de France (BDF, 1489200303/11, Comité d'experts, documents de réunions de Mr. Moret. Février-juin 1929) et la version de Schacht, par une lettre à Young du 23 avril 1929. BRI, BR07, Schacht à Young, 23.4.1929

<sup>256</sup> ADAP Serie B Band X n° 7

<sup>257</sup> ADAP Serie B Band X n° 42

Ses revendications coloniales montrent que, pour Schacht, le niveau idéal d'organisation économique est la Nation. Insister sur l'importance des colonies revient en effet à doter le Reich d'un espace de production des matières premières afin de le rendre moins dépendant de ses partenaires commerciaux. La demande coloniale est en contradiction avec la logique des discussions économiques antérieures, notamment la conférence économique de Genève de 1927, qui a préconisé une diminution générale des tarifs douaniers et des entraves au commerce international. Ainsi, le comportement de Schacht est en rupture par rapport au climat libre-échangiste promu dans les années 1920. Lorsqu'il a demandé l'ouverture des marchés étrangers aux biens allemands, il n'a jamais proposé une diminution des barrières douanières allemandes. La vision de Schacht est nationale.

À la fin du mois d'avril, lors des entrevues Quesnay-Schacht et de l'entrevue Schacht-Moreau déjà évoquées, le comportement de Schacht est remis en cause. Le gouvernement du Reich est en désaccord avec son expert. De plus, Schacht est réputé déprimé, Quesnay rapportant à Clément Moret, suppléant de Moreau, qu'il lui avait dit être un « homme fini » désirant « rentrer dans l'ombre » le 19 avril<sup>258</sup>. Surtout, la pression exercée sur le *Reichsmark* force Schacht à céder, malgré la démission de Vögler. Pendant les négociations, à partir de la fin du mois d'avril et en mai, le *Reichsmark* est très proche de la limite des 40 % de couverture obligatoire. Les rumeurs dans la presse, notamment les articles sur l'intransigeance de Schacht, inquiètent visiblement les milieux économiques et financiers internationaux<sup>259</sup>.

Si l'Agent général estime que Schacht a voulu affaiblir le mark expressément, il ne semble pas que cela soit le cas. La faiblesse de Schacht est telle que Parker Gilbert se déplace à Paris pour rencontrer les Français et leur faire de nouvelles propositions, afin d'éviter un échec des travaux du Comité. De son côté, Charles Sergent, administrateur français de la *Reichsbank*, fait part de ses craintes pour le *Reichsmark* en cas de rupture des négociations<sup>260</sup>. Schacht estime que cette crise des réserves de la *Reichsbank* est liée au comportement des grandes banques françaises ayant des placements à Berlin<sup>261</sup>. Il attribue la complète responsabilité de cette attaque sur le mark à la presse française et à Moreau et estime que ce dernier s'est d'ailleurs fait peur à lui-même :

<sup>258</sup> BDF, 148200303/11, Documents de réunion de Mr. Moret, Vendredi 19 avril

<sup>259</sup> BDF, 148200303/11, Documents de réunions de Mr. Moret, 24 avril 1929

<sup>260</sup> BDF, 148200303/11, Documents de réunions de Mr. Moret, Lundi 22 avril 1929, la lettre est datée du 19 avril 1929.

<sup>261</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 299. Nous ne pouvons pas confirmer cette information.

« J'abandonne tout commentaire sur l'attitude de M. Moreau, qui, je pense, 24 heures après, était lui-même apeuré par ce qu'il avait laissé passer. »<sup>262</sup>

Schacht accuse également la Banque nationale de Belgique qui a fait réescompter auprès de la *Reichsbank* un certain nombre des bons allemands qu'elle possédait dans son portefeuille<sup>263</sup>.

La situation à la *Reichsbank* s'améliore toutefois assez vite. La banque centrale a restreint les crédits pour diminuer la circulation monétaire afin de ne pas passer sous la limite des 40 %. Elle a de plus obtenu le soutien de la Banque d'Angleterre et de Montagu Norman, bien qu'elle puisse finalement surmonter la crise seule<sup>264</sup>.

Parallèlement, Schacht est agacé par le fait que les autres délégations n'avaient pas suffisamment de marges de manœuvre vis-à-vis de leur gouvernement.

« Les Français ont été les plus compréhensifs. Pirelli s'est trouvé sous une très forte pression de son gouvernement. Pour lui, il n'y a eu ouvertement qu'une seule indication : quand les Français obtenaient quelque chose, les Italiens devaient également avoir quelque chose. L'Angleterre ne s'est pas montrée excessivement intéressée par un succès au début de la conférence [...]. En général, quand les Français obtenaient quelque chose, les délégués anglais avaient pour but de l'obtenir également. Les délégués belges n'étaient dominés que par une seule pensée, obtenir autant que possible, particulièrement par l'utilisation de la soi-disant revendication sur les Marks. Les quatre créanciers principaux ont formé vis-à-vis du groupe allemand un front fermé. »<sup>265</sup>

En outre, Schacht reproche aux États-Unis d'avoir refusé toute marge de manœuvre à ses experts, notamment sur la question des coûts d'occupation et sur les dettes interalliées. Mais, surtout, Schacht estime avoir respecté strictement les lignes directrices du gouvernement :

« N'accepter que des engagements qui peuvent être remplis dans le cadre de la

<sup>262</sup> « I leave out any comment about Mr. Moreau's behaviour, who, I think, twenty-four hours later was himself frightened by what he had let pass. » in BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Lettre de Schacht à Montagu Norman du 26 juin 1929.

<sup>263</sup> *Idem*

<sup>264</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, correspondance entre Dreyse et Norman, lettres des 4 et 7 mai 1929 notamment.

<sup>265</sup> « Die Franzosen seien an sich am meisten verständigungsbereit gewesen. Pirelli habe unter sehr starkem Eindruck seiner Regierung gestanden. Für ihn bestehe offenbar nur die eine Weisung, daß wenn Frankreich etwas erreiche, Italien ebenfalls etwas abbekommen müsse. England zeige sich an einem Erfolg der Konferenz nicht übermäßig interessiert [...]. Im Übrigen verfolgten die englischen Delegierten nur das Ziel, daß, wenn Frankreich etwas bekomme, auch England etwas erreichen müsse. Die belgischen Delegierten seien nur von dem einen Gedanken beherrscht, soviel wie möglich zu erreichen, insbesondere unter Ausnutzung der sogenannten Markforderungen. Die vier Hauptgläubiger bildeten der deutschen Gruppe gegenüber eine geschlossene Front. » In Müller II, Band 1, n° 177, « Kabinettsitzung vom 21. April 1929, 11 Uhr ».

capacité allemande en maintenant le niveau de subsistance de la population. »<sup>266</sup>

Schacht pense alors qu'il ne faut pas avoir peur d'un échec, qui, à long terme, serait une victoire morale.

« Il y a eu des signes, spécialement en Amérique, qu'un changement dans l'évaluation des choses se prépare en notre faveur. Un Américain influent avec un très bon contact a encore expliqué ces jours-ci, qu'en Amérique l'on savait maintenant dans des cercles intelligents que le groupe allemand ne bluffe pas, qu'il est plutôt sérieux sur son refus précédent d'inspirer des exigences inacceptables. Chez les Français aussi, on commence en privé à comprendre notre point de vue. Le refus se montre seulement en public dans la presse<sup>267</sup>. »

Au début du mois de mai, bien que les travaux du Comité ne soient pas encore assurés d'être couronnés de succès, Schacht fait le geste essentiel, acceptant la somme de 2050 millions de *Reichsmark* en moyenne d'annuité. Il espère obtenir en contrepartie la fin des limitations de souveraineté, le changement prévisible du statut de la *Reichsbank*, de meilleures relations avec les autres pays et l'accord prévu sur l'évacuation des deux dernières zones occupées. Le 25 mai 1929, il explique ainsi à Moreau que la question des chiffres est désormais secondaire car, quelle que soit la somme inscrite dans le rapport, l'Allemagne ne peut pas payer plus de 1600 millions de *Reichsmark* par an. Ce sont donc les autres aspects du règlement qui intéressent Schacht<sup>268</sup>.

\*

Le rapport des experts est rendu le 7 juin 1929 aux gouvernements qui ont signé la déclaration de Genève, aux États-Unis et à la Commission des réparations. Il contient 12 parties et 8 annexes. Les deux premières parties rappellent la constitution, le mandat et le déroulement du Comité. La troisième partie résume notamment l'« orientation » générale du Comité Young qui se situe dans la filiation du Comité Dawes : tenter d'analyser le problème des réparations

<sup>266</sup> « nur solche Verpflichtungen zu übernehmen, die im Rahmen der deutschen Leistungsfähigkeit unter Aufrechterhaltung des Lebensunterhalts der Bevölkerung erfüllt werden können. » in Müller II, Band 1, n° 177, « Kabinettsitzung vom 21. April 1929, 11 Uhr », p. 571

<sup>267</sup> « Es seien Anzeichen dafür vorhanden, daß sich – Speziell in Amerika – ein Umschwung in der Beurteilung der Dinge zu unseren Gunsten vorbereite. Ein einflußreicher Amerikaner mit sehr guter Fühlung habe noch in diesen Tagen erklärt, in Amerika wisse man jetzt in einsichtigen Kreisen, daß die deutsche Gruppe nicht blufft, daß es ihr vielmehr mit der bisherigen Weigerung, auf unannehmbarbare Forderungen einzugeben, ernst sei. Auch bei den Franzosen beginne man innerlich unseren Standpunkt zu begreifen. Die Ablehnung zeige sich nur äußerlich in der Presse. » In Müller II, Band 1, n° 177, « Kabinettsitzung vom 21. April 1929, 11 Uhr », p. 571

<sup>268</sup> BDF, 148200303/11, Documents de réunions de Mr. Moret, 25 mai 1929



avec un esprit d'expertise, sans ignorer que certaines limites sont imposées par les enjeux politiques.

La quatrième partie, complétée par l'annexe I, est consacrée à la Banque des Règlements Internationaux, pierre angulaire du plan Young. La raison fondamentale de la création de la banque est exposée comme suit :

« Nous estimons que, par un développement financier judicieux et exempt d'esprit de concurrence, la Banque constituera un instrument utile pour ouvrir de nouveaux débouchés au commerce et aux échanges internationaux et contribuera ainsi à résoudre le problème particulier de l'Allemagne sans empiéter sur l'activité des établissements existants. »

Les experts précisent que la banque doit être dirigée par les banques centrales qui disposent des droits de vote à l'Assemblée générale et au Conseil d'Administration. Son capital devrait être de 100 millions de dollars. Ses bénéficiaires permettront la constitution d'un fonds de réserve. La Banque de France et la *Reichsbank*, tant qu'il y a paiement des réparations, obtiennent chacune à un membre supplémentaire au Conseil d'Administration. Surtout, elle paiera le paiement des réparations sur une base commerciale, apportant une souplesse certaine aux paiements et à leur transfert par sa faculté d'accorder ponctuellement un crédit, en disposant de la possibilité de placer des *Reichsmark* en Allemagne afin de rendre une partie de l'annuité au Reich tout en fournissant des devises pour le transfert des paiements allemands. En outre ces possibilités de crédit pourront être utilisées dans l'intérêt du commerce international, pour stabiliser les changes, pour faciliter les paiements et enfin pour encourager la coopération entre les banques centrales.

La portée de la BRI va ainsi bien au-delà du paiement des réparations, d'autant plus que cette création s'inscrit dans un mouvement plus large. En effet, dès la Conférence de la paix à Paris, Lloyd George propose en avril 1919, sur suggestion de l'économiste John Maynard Keynes, le lancement d'un emprunt de 1,5 milliards de livres sterling pour l'Europe centrale et orientale. Ce plan prévoit notamment la mise en place d'un fonds de roulement. L'objectif du Premier Ministre britannique est de sécuriser le système des réparations. De plus, parallèlement aux courants de réflexion sur l'union politique comme *Pan-Europe* de Coudenhove-Kalergi, des personnalités comme Walter Rathenau, Joseph Caillaux, ministre français des Finances en 1925, Elemér Hantos, Hongrois, pensent une Europe économiquement organisée. L'*Appel aux Européens*, adressé à la SDN le 12 mars 1925, fonde la paix européenne sur la paix économique, qui repose sur une Union douanière européenne (UDE). L'UDE s'organise,

créant des comités dans divers pays européens. Ces diverses propositions facilitent l'émergence de l'idée d'un institut financier européen, exprimée en 1929 dans un ouvrage de Francis Delaisi, *Les deux Europes*. La préface en est écrite par le financier belge Dannie Heinenmann, qui en appelle à des outils de régulation de l'économie européenne, comme un institut financier préfigurant une banque centrale continentale<sup>269</sup>.

En plus de la création de la BRI, les experts rappellent que l'adoption d'une division en part inconditionnelle de 660 millions de *Reichsmarks* et en part différable facilite grandement les possibilités de mise en œuvre des paiements. Outre la première année, transition d'un plan à l'autre, les 36 premières annuités vont de 1685 à 2429 millions de RM, soit 1988 millions de RM en moyenne. Il faut rajouter à ces annuités le paiement de l'emprunt Dawes. À partir de l'annuité 1966/67 et jusqu'au 31 mars 1988, les sommes diminuent fortement. Une part des annuités peut être mobilisée. Le plan prévoit également la suppression progressive des livraisons en nature et le cadre général de la mobilisation d'une partie des annuités.

Le budget du Reich et la Compagnie des chemins de fer allemands (*Reichsbahn*) sont les deux sources du paiement des annuités. À l'exception des gages sur la *Reichsbahn* garantissant les paiements de l'emprunt extérieur allemand de 1924 (emprunt Dawes), les experts demandent que tous les autres gages et hypothèques soient liquidés car l'engagement solennel du gouvernement allemand à payer les réparations suffit. La *Reichsbahn*, pendant 37 ans, verse le produit d'une taxe directe d'un montant annuel de 660 millions de *Reichsmark* sur le compte de la BRI à la *Reichsbank*. Les obligations industrielles allemandes prévues par le plan Dawes doivent également disparaître. Les experts conseillent au gouvernement allemand d'abaisser la fiscalité :

« En réalité, la réduction importante de la contribution budgétaire, si on la compare avec celle du plan Dawes, permet de reprendre immédiatement le programme de réductions d'impôts en cours depuis 1924. Le comité exprime l'espoir que de nouvelles réductions d'impôts et un règlement définitif des réparations contribueront fortement à accroître l'épargne et à favoriser la formation des capitaux. »

Cette partie prévoit également un moratoire. Avec un préavis de 90 jours, le gouvernement allemand peut suspendre le transfert de la partie différable de l'annuité. Le paiement se fait alors en *Reichsmark*. Dans certains cas particuliers, une partie de ce paiement peut être suspendue. Le cas échéant, un Comité consultatif spécial examine les conditions économiques et

---

<sup>269</sup> Sylvain Schirmann, *Quel ordre européen ? Op. cit.*, p. 82 à 86.

monétaires allemandes et soumet un rapport conseillant des mesures à prendre pour rétablir la situation normale. Le moratoire ne peut pas dépasser deux ans.

La neuvième partie aborde le thème de la liquidation du passé. Les experts recommandent que les gouvernements mettent fin à toutes les questions financières encore pendantes et reliées à la guerre ou au traité de paix. La recommandation générale est la suivante :

« En vertu du présent plan, les gouvernements créanciers réduiront l'ensemble de leurs créances résultant de la guerre ou au titre du traité de Versailles dans une mesure considérable. Les experts des pays créanciers savent que les opérations passées ont donné ou pourront donner lieu à des demandes de la part de l'Allemagne, dont quelques-unes demeurent encore en suspens. N'étant pas en mesure d'apprécier ces demandes, ils considèrent que les gouvernements créanciers sont parfaitement fondés à attendre que l'Allemagne y renonce en considération de la consolidation à un chiffre réduit des demandes des créanciers. »

Mais les experts n'ont pas pu s'entendre sur les détails : ils laissent les gouvernements régler cette question de la liquidation du passé.

\*

Dans ses mémoires, Schacht explique que prendre la décision de signer le rapport du 7 juin 1929 a été très difficile<sup>270</sup>. Il pensait qu'il était impossible pour l'Allemagne de payer plus de 1650 millions de *Reichsmark*, somme qui représentait déjà à ses yeux un grand risque pour le Reich. Pour quelles raisons accepte-t-il un plan dont l'annuité la plus importante atteint presque 2500 millions ?

### **3. Pourquoi Schacht a-t-il signé le rapport des experts ?**

La crise qui a touché le comité Young dans la deuxième moitié du mois d'avril a été causée en grande partie par Schacht lui-même. Après un séjour en Allemagne, le Président de la *Reichsbank* a cependant accepté de céder, car, d'une part, les pressions du gouvernement du Reich ont eu des effets sur le représentant allemand et, d'autre part, les rapports de force monétaires entre la Banque de France et la *Reichsbank* sont défavorables à cette dernière et fragilisent la situation de Schacht. Le gouvernement et Schacht sont ainsi amenés à accepter le plan Young, au nom de la raison économique et financière et pour obtenir le départ des soldats français de la Rhénanie.

<sup>270</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 305.

*a. Le gouvernement allemand en faveur d'une réussite des travaux du Comité*

Schacht a expliqué pendant les travaux du Comité que l'Allemagne ne pouvait pas payer les sommes demandées par les créanciers. Mais il a aussi considéré les conséquences d'un rejet du plan, notamment le risque de maintien de l'occupation de la Rhénanie. Entre conciliation et conflit, il a finalement préféré la première solution. Ces considérations sont aussi importantes pour le gouvernement allemand. Pourquoi ce dernier a-t-il voulu une réussite des experts et dans quelle mesure cette position gouvernementale a-t-elle influencé celle de Schacht ?

Dans la première partie de la conférence, le gouvernement allemand n'empiète pas sur les pouvoirs des délégués allemands malgré une polémique sur des chiffres qu'auraient donnés le gouvernement pendant le dernier semestre de 1928<sup>271</sup>. Schacht encourage le gouvernement à lier le plan Young à une réforme interne, particulièrement budgétaire. Il transmet à cette fin la demande des représentants américains de faire référence à une telle réforme dans le rapport final. Si Schacht estime qu'il ne faut pas laisser les mains libres aux représentants des États-Unis sur ce sujet, il propose cependant que le gouvernement réfléchisse à une proposition en ce sens. En effet, le Président de la *Reichsbank* estime qu'une telle référence peut être dangereuse pour la politique interne, mais, si elle est bien rédigée, peut aussi être utile pour soutenir un plan de réforme<sup>272</sup>. Le gouvernement en prend acte. En réalité, seul un incident oppose alors Schacht et Stresemann : dans les premiers jours d'avril, un ancien membre de l'*Auswärtiges Amt*, Kühlmann, essaye d'utiliser des propos du Président de la *Reichsbank* dans le cadre d'entrevues avec des personnalités principalement britanniques au sujet des colonies<sup>273</sup>. Le ministre a cependant su apaiser le conflit.

Dans un second temps, le gouvernement allemand discute des conséquences des actes de Schacht, tout en se contentant de communiquer son avis sur les négociations lorsque les délégués le demandent. C'est une première forme de pression, dans la mesure où le Cabinet fait savoir qu'il s'inquiète du comportement des experts allemands. Lors de la remise du mémorandum du 17 avril 1929 par Schacht au Comité des experts, le gouvernement s'interroge sur

<sup>271</sup> Sur la polémique, Müller II, Band 1, n° 130 et n° 184, « Der Reichsbankpräsident an den Reichskanzler. Paris 27. April 1929 », n° 188 « Der Reichskanzler an den Reichsbankpräsidenten. 30. April 1929. »

<sup>272</sup> Müller II, Band 1, n° 152

<sup>273</sup> ADAP, Serie B Band XI, n° 157, 161, 164, 165, 193 notamment. Il semble que von Schubert a joué à cette occasion le rôle d'intermédiaire entre Schacht et Stresemann pour apaiser les tensions entre les deux hommes. v. Peter Krüger, Op. cit. p. 482.

la pertinence de négociations sur un plan définitif et commence à envisager un plan provisoire de dix ans<sup>274</sup>. Une telle proposition aurait l'intérêt d'alléger le budget du Reich et de permettre la mobilisation désirée par les Français. Le gouvernement refuse toute démarche ayant pour but d'influencer Schacht<sup>275</sup>. Pourtant, l'inquiétude du gouvernement est à son comble. Si, pense-t-on, un accord ne peut être trouvé sur les 10 ou 15 premières annuités, la conférence échouera. De plus, en formulant des demandes politiques, les experts allemands, Schacht en premier lieu, s'exposent à de lourdes critiques en cas d'échec de la conférence. Finalement, le Cabinet demande aux experts allemands de se déplacer à Berlin, afin de leur faire connaître son avis, étant entendu que les experts restent libres de ne pas suivre cet avis<sup>276</sup>. L'une des de cette intervention du gouvernement du Reich est alors la manifestation du mécontentement de Stimson, secrétaire d'État américain, au sujet du développement des négociations et sa surprise concernant le mémorandum de Schacht<sup>277</sup>. En réponse, Schubert, à l'*Auswärtiges Amt*, a dû rassurer les Britanniques sur la position allemande vis-à-vis des colonies<sup>278</sup>. Il intervient aussi auprès de Gilbert, pour faire savoir aux États-Unis que l'Allemagne est prête à faire des concessions.

Cette « pression feutrée » ne signifie pas nécessairement que Gustav Stresemann et le gouvernement allemand s'opposent aux revendications politiques du Président de la *Reichsbank*<sup>279</sup>. Mais ils doivent faire attention à la situation interne de l'Allemagne. La DVP et le *Zentrum*, partis au pouvoir avec la SPD et la DDP, menacent de rompre la coalition sur des questions budgétaires. De plus, en 1929, les difficultés économiques s'accroissent. En février, le nombre de chômeur a dépassé les trois millions<sup>280</sup>. Le mécontentement général stimule l'opposition au régime. En raison de cette situation politique dangereuse dont Stresemann est particulièrement conscient, il fallait éviter un revers en politique étrangère relevant de la responsabilité allemande. De plus, en cas d'échec, une conférence intergouvernementale aurait pu remplacer les travaux du Comité, éventualité qui n'est pas accueillie favorablement par le

<sup>274</sup> Müller II, Band 1, n° 173 « Besprechung über Reparationsfragen. 17. April 1929, 13 Uhr. »

<sup>275</sup> Müller II, Band 1, n° 174 « Besprechung über Reparationsfragen. 19. April 1929, 9 Uhr. »

<sup>276</sup> Müller II, Band 1, n° 175 « Ministerbesprechung vom 19. April 1929, 18 Uhr. »

<sup>277</sup> ADAP Serie B Band XI, n° 195 « Der Botschafter in Washington von Prittwitz und Gaffron an des Auswärtige Amt, Washington, den 24. April 1929 » et la réponse de Stresemann, n° 196 « Der Reichsminister des Auswärtigen an die Botschaft in Washington, Berlin, den 25. April 1929 ».

<sup>278</sup> Peter Krüger, *Op. cit.*, p. 482

<sup>279</sup> *Ibidem* p. 478

<sup>280</sup> Sylvain Schirmann, *Crise, coopération économique et financière entre États européens, 1929-1933*. Études générales. Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Paris, 2000, 401 pages. p. 70.

Cabinet Müller, à l'exception du ministre des Finances Hilferding<sup>281</sup>.

Dans un troisième temps, le gouvernement intervient plus directement, dans la mesure où il donne son avis, sans exercer de pression formelle sur les experts et leur signature. Le 1<sup>er</sup> mai, lorsque les chiffres du nouveau mémorandum Young sont connus, le gouvernement demande à Schacht s'il veut connaître ses vues et l'expert accepte<sup>282</sup>. Le chancelier indique notamment que le refus de la proposition Young par les experts allemands mettrait le gouvernement en situation délicate. Schacht se déclare prêt à accepter, contre sa propre conviction, le « sacrifice » (*Opfer*) que représente l'acceptation des chiffres du mémorandum Young :

« Le Président de la *Reichsbank*, le docteur Schacht, ne voulait laisser aucun doute sur le fait qu'il signerait contre sa conviction le cas échéant. Il accepterait cependant ce sacrifice de l'intellect dans l'intérêt de la Patrie mais il se retirerait après sa signature. Il ne se sentait pas autorisé à prendre le destin de l'Allemagne dans ses mains. »<sup>283</sup>

Schacht demande au gouvernement de décider s'il doit accepter les chiffres du plan Young. Hilferding, Julius Curtius, ministre de l'Économie et membre de la DVP, et le président de la *Reichsbank* jugent simplement que les chiffres allemands (1650 millions de RM) sont déjà trop élevés. Pour Schacht, une crise est inévitable à un terme de deux ou trois ans, même si le plan est accepté. Elle provoquera une diminution du niveau de vie des Allemands mais cette solution serait peut-être plus pertinente d'un point de vue économique.

« Sur la base d'une telle entente, la seule marche possible serait que le capital étranger s'infiltrerait de plus en plus en Allemagne et que la substance allemande serait vendue et il resterait la possibilité de la regagner en une à deux générations peut-être. S'il ne signe pas maintenant, il n'y a aucun doute que l'Allemagne obtiendrait à court terme une crise de la vie économique, que le capital étranger ne viendrait plus, le transfert ne fonctionnerait plus, la seule base serait le propre capital et l'épargne. [...] Si on lui demande cependant, si cette crise est évitable si le plan Young est signé, il ne pourrait que faire remarquer à ce sujet, que la crise ne peut être évitée quelles que soient les circonstances. »<sup>284</sup>

<sup>281</sup> Müller II, Band 1, n° 190, « Besprechung über die Reparationslage. 1. Mai 1929 », 17.30 Uhr.

<sup>282</sup> *Idem*

<sup>283</sup> « Reichsbankpräsident Dr. Schacht möchte keinen Zweifel daran lassen, daß, wenn er unterschreibe, er gegen seine Überzeugung handle. Er würde aber im Interesse des Vaterlandes dieses Opfer des Intellekts bringen, aber sich nach seiner Unterschrift zurückziehen. Er fühle sich nicht befugt, das Schicksal Deutschlands in sein Hand zu nehmen. » in Müller II, Band 1, n° 190, p. 616

<sup>284</sup> « Bei einer Einigung auf dieser Basis wäre eben der mögliche Verlauf der gewesen, daß ausländisches Kapital mehr und mehr nach Deutschland eingedrungen und die deutsche Substanz dadurch verkauft worden wäre und die Möglichkeit bestanden hätte, sie in ein bis zwei Generationen vielleicht

Schacht préférerait ne pas signer le plan Young, afin qu'en cas de crise, la clause de protection des transferts du plan Dawes entre en vigueur. Dans le cas contraire, il ne voit pas comment faire valoir une révision du plan Young. En outre, il est désormais certain que Vögler n'acceptera pas les chiffres de Young.

Le gouvernement allemand est en accord avec Schacht pour dire que le chiffre proposé par les Allemands de 1650 millions par an était le maximum supportable. Curtius rappelle néanmoins que le plan Young représente un allègement de 14 milliards pour les 15 années à venir. De plus, Hilferding fait remarquer que si une crise intervient sous le plan Dawes, l'Allemagne négociera sur une base de 2,5 milliards par an. Sous le plan Young, l'Allemagne négociera à partir d'annuités beaucoup plus faibles dans les premières années d'application du plan. Schacht repart alors à Paris. Le lendemain, 2 mai, le gouvernement allemand décide d'accepter le mémorandum Young, pour deux raisons simples : étant donné la crise que traverse l'Allemagne, un échec de la conférence couperait le Reich de toute source de crédit et le précipiterait dans une crise politique. Le 1<sup>er</sup> mai 1929, fête du travail, est marqué par des incidents dans les rues berlinoises et le gouvernement allemand a peur d'une éventuelle insurrection communiste<sup>285</sup>.

Les discussions du 1<sup>er</sup> mai renforcent la défiance entre le gouvernement et Schacht. Une grande partie du Cabinet émet des doutes sur le comportement du Président de la *Reichsbank*. Ce dernier est venu à Berlin pour connaître le sentiment du gouvernement à la demande de ce dernier, puis demande au gouvernement de prendre une décision. Le gouvernement s'abstient toutefois d'influencer plus encore les experts allemands dans les jours qui suivent. Il nie l'accusation de Schacht qui estime que les ministres ont changé d'attitude depuis le mois de novembre 1928<sup>286</sup>. Le gouvernement profite de cette occasion pour assurer les experts de leur indépendance car la décision du 2 mai ne porte que sur les annuités et non sur les aspects techniques encore en discussion à Paris, comme le problème des gages sur la *Reichsbahn* ou la définition du montant à verser par l'Allemagne pour l'année 1929/1930. Cependant, les

---

wieder zurückzuerwerben. Wenn er jetzt nicht unterschreibe, sei kein Zweifel, daß Deutschland im Wirtschaftsleben eine Krisis in kürzester Frist bekommen werde, das ausländische Kapital werde ausbleiben, der Transfer werde nicht mehr funktionieren, die einzige Basis sei das wenige eigene Kapital und die Ersparnisse. [...] Wenn man ihn nun aber frage, ob diese Krise zu vermeiden sei, wenn der Youngsche Plan unterschrieben werde, so könne er seine Überzeugung nur dahin äußern, daß die Krise unter keinen Umständen zu vermeiden sei. » in Müller II, Band 1, n° 191, « Fortsetzung der Aussprache über die Reparationslage. 1. Mai 1929, 20.30 Uhr », p. 620

<sup>285</sup> Müller II, Band 1, n° 192 « Ministerbesprechung vom 2. Mai 1929, 11 Uhr ».

<sup>286</sup> Müller II, Band 1, n° 198 et n° 199.

divergences entre Schacht et le gouvernement sont sous-tendus par un hiatus sur la nature politique du plan Young. La politique de conciliation avec les Alliés et particulièrement la France que Stresemann a menée afin d'obtenir des concessions importantes au sujet de Versailles est implicitement remise en cause par la tactique de Schacht. Ce dernier, en suggérant qu'une crise est préférable, implique qu'un affrontement contre les créanciers est susceptible d'être plus efficace.

Le 24 mai, l'indépendance des experts est à nouveau confirmée par le gouvernement, alors que les représentants des pays créanciers ont augmenté le montant des annuités. Le gouvernement du Reich souhaite que les experts ne cèdent trop, afin de ne pas rendre plus difficile les négociations lors de la future conférence intergouvernementale<sup>287</sup>. Finalement, Schacht accepte le 29 mai 1929 le chiffre de 2198 millions. Ces concessions s'expliquent notamment par la peur des conséquences d'un échec de la conférence sur l'économie allemande.

### *c. Les raisons économiques*

La petite crise qui met temporairement en danger le *Reichsmark* à la fin du mois d'avril montre que Schacht, en tant que gouverneur de la banque centrale, doit résister à une pression monétaire extérieure. La dégradation de la situation économique en Allemagne s'impose également aux experts allemands :

« Un échec de la conférence aura pour conséquence politique autant qu'économique une situation fortement aggravée pour toutes les parties en comparaison à l'année 1928. »<sup>288</sup>

Outre qu'en cas de nouvelles négociations après un échec, Berlin serait politiquement et économiquement très affaiblie, l'auteur note aussi que l'Allemagne manquerait rapidement de devises. En conséquence, l'escompte devra être élevé, le crédit restreint, les réserves de biens diminuées, les effets vendus à faible prix. Ces conditions ne peuvent permettre la convocation rapide d'une nouvelle conférence.

« Ainsi en suis-je venu à la conclusion qu'une crise du transfert ou du plan Dawes nous apporte finalement plus de dommage qu'aux créanciers et ne nous

<sup>287</sup> Müller II, Band 1, n° 210, « Besprechung über den Stan der Reparationsverhandlungen in Paris. 24. Mai 1929, 21 Uhr. »

<sup>288</sup> « Ein Mißerfolg der Konferenz wird sowohl politisch wie wirtschaftlich für alle Teile einen gegen das Jahr 1928 stark verschlechterten Zustand zur Folge haben. » BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, document sans titre, sans date, p. 4.



permet qu'une faible perspective pour la révision du plan Dawes. »<sup>289</sup>

Cette même crise des transferts est aussi évoquée en Conseil des ministres, qui en tire des conclusions proches. Les ministres attirent en outre l'attention sur les conséquences sociales d'une crise du crédit. Elle nécessiterait une politique économique d'austérité qui menacerait la paix sociale. Le 1<sup>er</sup> mai 1929, le ministre *Zentrum* des régions occupées Joseph Wirth évoque même la possibilité d'une dérive dictatoriale si un échec des travaux du Comité provoque une crise<sup>290</sup>. Le même jour, des heurts violents entre forces de l'ordre et manifestants de la fête du travail alimentent encore cette crainte.

Cependant, des raisons positives ont aussi poussé à la signature du plan Young. Ce dernier ouvre la voie à la fin d'un certain nombre de contrôles étrangers et l'allègement des hypothèques pesant sur la *Reichsbahn*.

Pour toutes ces raisons Schacht prend le risque de signer le rapport des experts. En effet, étant donné la contrainte budgétaire que les paiements représentent sur l'économie allemande, étant donné les investissements étrangers en Allemagne à un taux d'intérêt particulièrement élevé, le Président de la *Reichsbank* estime que son pays est menacé d'une perte de substance de son économie mais aussi d'une provincialisation du Reich vis-à-vis des États-Unis<sup>291</sup>. Néanmoins, le plan Young est tout de même un progrès pour l'Allemagne car il permet à court et moyen termes un réel aménagement des paiements<sup>292</sup>. Le Président de la *Reichsbank* mise cependant sur une révision du plan dans les trois années à venir : ce plan « *n'est sûrement pas définitif*<sup>293</sup>. »

Le 28 juin 1929, Schacht rajoute que le plan Young est préférable car l'Allemagne est trop divisée pour pouvoir organiser une résistance passive concertée contre les réparations<sup>294</sup>. De plus, un échec aurait été attribué aux experts allemands, alors que le Reich recherche à inspi-

<sup>289</sup> « Damit komme ich zu dem Ergebnis, daß eine Transfer- oder eine Dawes-Krise letzten Endes uns mehr Schaden bringt als den Gläubigern uns sehr geringe Aussicht für eine Revision des Dawes-Plans bietet ». *Ibidem*, p. 9

<sup>290</sup> Peter Krüger, *Op. cit.*, p. 487

<sup>291</sup> Müller II, Band 1, n° 161, « Berichterstattung der beiden deutschen Hauptdelegierten am 22. März 1929 (Fortsetzung) »

<sup>292</sup> Müller II, Band 1, n° 222 « Der Staatssekretär in der Reichskanzlei an den Reichskanzler. Madrid, 9. Juni 1929 » Pünder se rendait à une session du Conseil de la Société des Nations se tenant à Madrid. Il s'est arrêté à Paris.

<sup>293</sup> « sei sicherlich kein Definitivum », Müller II, Band 1, n° 226 « Empfang der deutschen Sachverständigen durch den Reichskanzler. 14. Juni 1929, 15.30 Uhr »

<sup>294</sup> BARCH Berlin, *Deutsche Reichsbank*, R2501/7039, p. 90 et suivantes.

rer confiance car son redressement ne peut se faire qu'avec l'étranger. En conséquence, l'Allemagne doit faire tout ce qu'elle peut pour remplir ses obligations, ce qui signifie en premier lieu de maintenir le budget en équilibre. Ce dernier point est d'autant plus important que l'endettement à court terme du Reich empêche la formation de capital interne à l'économie allemande, alors que cette formation est encouragée par les experts. De plus, la pression fiscale est trop forte, notamment à cause des dépenses sociales. L'équilibre ne suffit pas, les dépenses de l'État doivent aussi être diminuées. Mais pour Schacht, le redressement des finances du Reich est entravé par la faiblesse du ministère des Finances qui cède aux députés désireux d'augmenter les dépenses pour se rendre populaires. Il dénonce en outre l'autonomie des communes, dont les comptes ne sont pas suffisamment contrôlés. Ainsi, dès la fin du mois de juin, il expose de fortes divergences qui l'opposent potentiellement au gouvernement.

\*

Les pressions économiques et monétaires s'exerçant sur la société et l'économie allemandes ont finalement poussé Schacht à accepter le plan Young, malgré un désaccord profond sur les chiffres des annuités. Ces dernières ne sont d'ailleurs pas formellement approuvées par les experts allemands. Cette issue, la signature du plan, n'était pas assurée. Schacht l'a mise en danger, d'une part, en essayant d'aborder certaines thématiques qui n'étaient pas de la compétence du comité, comme la question coloniale, d'autre part en jouant sans succès des tensions entre les créanciers. Il est en outre indéniable que les relations avec d'autres délégués du Comité, particulièrement Francqui et Moreau, ont fait peser un risque sur la conférence. Schacht ne porte cependant pas seul la responsabilité des phases de tension de la conférence. Le problème essentiel est le brouillard dans lequel les experts ont été placés : les décisions économiques sont alors difficilement séparables d'enjeux politiques qu'ils n'avaient pas le droit de discuter.

Au vu des conditions économiques allemandes, Schacht n'a pu assumer jusqu'à la fin de la conférence le risque qu'il pensait devoir prendre pour obtenir un plan plus favorable. Il a préféré accepter le plan Young, qui représente une réelle diminution des paiements allemands au titre des réparations. Le document signé par les experts laisse cependant de nombreuses questions ouvertes, comme le problème de l'annuité 1929/1930 ou celui des créances dues par l'Allemagne et qui ne sont pas incluses dans les annuités ou encore la liquidation des propriétés d'Allemands sur des sols devenus étrangers. L'évolution du plan à La Haye à l'été 1929

puis en janvier 1930 et les relations allemandes avec ses voisins, Pologne et Belgique particulièrement, ne risquent-elles pas de faire changer d'opinion le Président de la *Reichsbank* ? Enfin, la situation économique et financière de l'Allemagne se dépréciant, quelles réformes mettre en place ?

## II. Qui doit démissionner ?

Le 5 septembre 1929, devant la X<sup>e</sup> assemblée ordinaire de la Société des Nations, Paul Hymans propose une « trêve douanière ». Comme d'autres dirigeants européens, il est conscient du risque engendré par la dégradation de l'économie. L'Allemagne compte 3 336 000 chômeurs en février 1930<sup>295</sup>, alors qu'elle n'en dénombrait que 355 000 à l'été 1928<sup>296</sup>. Les difficultés économiques entretiennent désormais la contestation de la politique étrangère de Stresemann et de la République de Weimar. L'Allemagne n'est pas le seul pays en crise : l'Italie souffre d'une lire surévaluée ; l'Autriche est victime de sa faible structure bancaire depuis la crise du franc français en 1925-1926 ; le Royaume-Uni est endetté et ses exportations diminuent<sup>297</sup>. Cette crise met en danger l'équilibre politique de l'ensemble du continent. En septembre 1929, Aristide Briand propose d'approfondir la « sorte de lien fédéral » qui existe entre les peuples d'Europe. Ce projet, non dénué d'arrière-pensées politiques, est accueilli fraîchement par ses partenaires.

Parallèlement, des changements dans la direction de trois des grands États européens entraînent une évolution de la scène politique. Au Royaume-Uni, le travailliste McDonald, devenu Premier Ministre, compte mener une politique d'égalité des droits entre les deux grandes puissances continentales. En France, André Tardieu devient Président du Conseil le 3 novembre 1929, un mois après le décès de Gustav Stresemann qui permet à Julius Curtius, membre de la DVP, de devenir le ministre allemand des Affaires étrangères. Si Briand reste au gouvernement, une nouvelle génération arrive au pouvoir, plus conservatrice et, surtout, beaucoup moins attachés au moribond « esprit de Locarno ».

Dans ce contexte européen déprécié, Schacht peut désormais vérifier si les raisons qui l'ont poussées à accepter de signer le plan Young sont justifiées. Dans un discours du 28 juin 1929, il rappelle la nécessité de trouver une solution aux problèmes budgétaires du Reich et de limi-

<sup>295</sup> Sylvain Schirmann, *Crise, coopération... op. cit.*, p. 70

<sup>296</sup> Charles Kindleberger, *Op. cit.*, p. 496

<sup>297</sup> Charles Kindleberger, *Op. cit.*, p. 497

ter l'ensemble des paiements de l'Allemagne aux annuités Young<sup>298</sup>. De juin 1929 à mars 1930, Schacht s'oppose de plus en plus au gouvernement allemand sur ces deux questions, rendant inévitable soit sa démission soit celle du gouvernement.

Le processus d'adoption du plan Young est lancé à la première conférence de La Haye en août 1929. L'Allemagne est ensuite secouée par une grave crise en décembre 1929, où le Président de la *Reichsbank* joue un rôle déterminant. Enfin, la seconde conférence de La Haye et la mise en place de la Banque des Règlements Internationaux se conjuguent à une détérioration de l'atmosphère politique allemande qui culmine de janvier à mars 1930.

## **A. La première conférence de La Haye et le COBRI**

Le rapport signé par les experts en juin 1929 n'engage pas les États. Une conférence intergouvernementale est convoquée à La Haye pour adopter le plan Young. Après cette conférence, des commissions se réunissent pour préparer le protocole final qui est discuté lors d'une nouvelle réunion à La Haye en janvier 1930. Schacht participe à ces négociations et particulièrement à la réunion du COBRI.

### **1. L'adoption de principe du plan Young par les gouvernements à la première conférence de La Haye**

En juin et juillet 1929, Schacht est convié aux réunions de préparation de la conférence de La Haye<sup>299</sup>. Il est en accord avec le gouvernement du Reich qui fixe comme but essentiel de rétablir la souveraineté allemande dans tous les domaines possibles. Il s'agit d'accroître l'influence du Reich sur la *Reichsbank* et la *Reichsbahn*. Le gouvernement n'a pas l'intention de réduire l'indépendance de la banque centrale mais de supprimer la présence d'étrangers au *Generalrat*.

Pendant la conférence, qui se déroule du 6 au 31 août 1929, un grave désaccord apparaît entre Schacht et la délégation allemande à La Haye. À la demande des créanciers, le gouvernement est en effet tenté d'accepter une augmentation de 40 millions de *Reichsmarks* de la part non protégée des annuités, estimant que cette somme est négligeable. Le Reich ne veut surtout pas prendre le risque de faire échouer le plan Young sur ce point. Schacht est en désaccord avec

<sup>298</sup> BARCH Berlin, *Deutsche Reichsbank*, R2501/7039, p. 90 et suivantes.

<sup>299</sup> Müller II, Band 1, n° 251 le 8 juillet, Müller II, Band 2, n° 257 le 1<sup>er</sup> août

cette position et refuse d'assumer la responsabilité de toute augmentation des annuités<sup>300</sup>. Il menace également de quitter la délégation allemande, mais le gouvernement allemand ne veut pas d'un « second Vöglér » et parvient à l'en dissuader<sup>301</sup>.

Anglais et Français ont d'ailleurs tenté sans succès d'exploiter ces divergences, mais Schacht n'apprécie ni cette tentative de division, ni la position britannique pendant la conférence<sup>302</sup>. La délégation britannique entrave en effet les travaux car elle reproche au plan de revenir sur les pourcentages de la conférence de Spa et s'oppose des livraisons en nature au maintien pendant une décennie. Sur la majorité des points, Schacht soutient son gouvernement, notamment quand ce dernier s'oppose aux velléités françaises de maintenir des sanctions prévues par le traité de Versailles. La mobilisation des tranches de réparations a aussi posé problème : l'Allemagne veut diminuer la somme des bons de réparations mobilisés. De plus, au sein du gouvernement, les ministres *Zentrum* font fortement pression contre les clauses de sanctions<sup>303</sup>. Ces questions ne sont pas résolues en août.

La 1<sup>ère</sup> conférence de La Haye permet l'adoption de principe du plan Young, grâce à des paiements supplémentaires au Royaume-Uni. L'Allemagne peut compter sur une mise en application *pratique* du plan Young dès le 1<sup>er</sup> septembre 1929 et obtient ainsi un allègement budgétaire non négligeable. Les deux zones rhénanes sont évacuées. Toutefois, des commissions doivent se réunir pour préparer la seconde conférence de La Haye et permettre l'adoption définitive du plan. L'une de ces commissions, le Comité pour l'organisation de la Banque des Règlements Internationaux (COBRI) est créé par le rapport signé le 7 juin, ce qui lui donne un statut d'autonomie vis-à-vis de la conférence de La Haye<sup>304</sup>. Il a pour mission de préparer la mise en place de la banque internationale par l'élaboration de trois textes : le statut de la banque, la charte qui régit les relations entre la banque et le pays d'accueil et en-

<sup>300</sup> Müller II, Band 2, n° 279, « Besprechung der deutschen Delegation in Schveningen. 29. August 1929 », 9.30-11 Uhr. Voir aussi ADAP Serie B Band XI, n° 511 « Vermerk über die Delegationsbesprechung am 28. August 1929, früh 10 Uhr. »

<sup>301</sup> Doris Pfeiderer. *Deutschland und der Youngplan. Die Rolle der Reichsregierung, Reichsbank und Wirtschaft bei der Entstehung des Youngplans*. Doktorarbeit. Historisches Institut der Universität Stuttgart, Stuttgart, Februar 2002, p. 240.

<sup>302</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Schacht à Stresemann, 13 août 1929

<sup>303</sup> Peter Krueger, *Op. cit.*, p. 498

<sup>304</sup> On trouve à la Banque de France un échange de lettre entre Schacht et Moreau sur le sujet. Jaspard qui présidait la conférence de La Haye voulait assimiler le COBRI aux autres comités, alors que le premier avait été décidé par les experts et non la conférence. C'est une forme d'acte d'indépendance des banques centrales et de leurs gouverneurs qui ignore les demandes de Jaspard. Voir Banque de France, DGSE, 1489200303/26, Conférence de La Haye, travaux du comité d'organisation (septembre-octobre 1929), lettre de Moreau à Schacht du 2 septembre 1929.

fin les accords de fiducies qui lient la banque aux pays créanciers.

Comment évoluent les premiers désaccords entre Schacht et le gouvernement qui apparaissent pendant la première conférence de La Haye ?

## 2. Le COBRI : acte II de la naissance d'une banque

Le COBRI est constitué d'experts nommés par les banques centrales française, anglaise, belge, italienne, japonaise et de représentants du groupe bancaire américain<sup>305</sup>. Ses travaux se tiennent à Baden-Baden du 3 octobre au 13 novembre 1929. Comment Schacht a-t-il préparé les réunions du COBRI ? Quel est le déroulement de la conférence ? Enfin, quelles sont les conclusions que tire Schacht des sessions du COBRI ?

### *a. La préparation des réunions du COBRI et les buts de Schacht à Baden-Baden*

Les gouverneurs des banques centrales se concertent dès le 2 septembre pour organiser les travaux du COBRI<sup>306</sup> en complète indépendance vis-à-vis des gouvernements et vis-à-vis du Président de la conférence de La Haye et Premier Ministre belge Jaspar<sup>307</sup>. Le comité réunit deux délégués américains : Jackson Reynolds de la *First National Bank of New York* et Melvin Taylor de la *First National Bank of Chicago*<sup>308</sup>. Les délégués français sont Clément Moret, sous-gouverneur de la Banque de France, et Pierre Quesnay, directeur des études générales<sup>309</sup>. Les deux hommes appartenaient déjà à la délégation française au Comité des experts à Paris. Pierre Quesnay a rédigé en 1927 le plan de stabilisation du zloty de concert avec la Réserve Fédérale. Du côté français, cette opération de stabilisation était suggérée par Poincaré pour renforcer les liens avec Varsovie, alliée de la France. Quesnay est, en ce sens, un représentant de l'orientation très nationale d'Émile Moreau. Pour l'Angleterre, Montagu Norman a

<sup>305</sup> La réserve fédérale n'est pas encore une banque centrale à proprement parler et n'a pas à cette époque le droit de contracter des accords à l'étranger.

<sup>306</sup> Banque de France, DGSE, 1489200303/26, Conférence de La Haye, travaux du comité d'organisation (septembre-octobre 1929), lettre de Moreau à Schacht du 2 septembre 1929.

<sup>307</sup> Banque de France, DGSE, 1489200303/26, Conférence de La Haye, travaux du comité d'organisation (septembre-octobre 1929), lettre de Schacht à Moreau du 12 septembre 1929.

<sup>308</sup> Banque de France, DGSE, 1489200303/26, Conférence de La Haye, travaux du comité d'organisation (septembre-octobre 1929), télégramme de Moreau à Schacht du 7 septembre 1929.

<sup>309</sup> Banque de France, DGSE, 1489200303/26, Conférence de La Haye, travaux du comité

désigné Charles Addis, suppléant de lord Revelstoke au Comité des experts, et Walter Layton. Ce dernier est un économiste libéral, rédacteur en chef de l'*Economist* depuis 1922, très proche des membres des Comités économique et financier de la Société des Nations. La Belgique propose Franck, gouverneur de la Banque nationale, et Léon Delacroix, remplacé après son décès par Paul van Zeeland. Delacroix est un ancien Premier Ministre (1918-1920), très proche de Francqui. Paul van Zeeland, libéral atlantiste, est directeur de la Banque nationale de Belgique. L'Italie envoie Alberto Beneduce et Azzolini. Tanaka et Sonoda sont les délégués japonais. Schacht décide de participer aux travaux du COBRI et se fait assister de Wilhelm Vocke, membre depuis 1919 du directoire de la *Reichsbank*.

Comme à La Haye, Schacht veut mettre fin à toutes les limitations de souveraineté pesant sur l'Allemagne et particulièrement sur la *Reichsbank*. Il faut aussi empêcher les « adversaires » (*Gegner*) d'utiliser ces négociations pour revenir sur les dispositions du plan Young<sup>310</sup> qui abolissent les pouvoirs de contrôle de la Commission des réparations et de l'Agent général des paiements. Pour l'Allemagne, la BRI ne doit s'occuper que d'affaires financières, sans déranger les politiques des banques centrales et les marchés financiers<sup>311</sup>. Lorsque Pierre Quesnay passe à Berlin le 21 septembre 1929, Schacht lui précise qu'il veut réduire au minimum la tâche du COBRI afin de renvoyer les questions importantes au Conseil d'Administration de la future banque, où il espère pouvoir compter sur l'influence de Montagu Norman<sup>312</sup>.

En outre, dans la lignée des négociations avec Francqui, Schacht se montre très hostile aux représentants belges dès les travaux de préparation du COBRI<sup>313</sup>. Bruxelles a été proposée pour accueillir les travaux du COBRI, mais Schacht réussit à imposer Baden-Baden. Les Belges, très mollement soutenus par Paris, ont cédé pour montrer leur bonne volonté<sup>314</sup>. Une fois le siège du comité défini, l'Américain Reynolds en est désigné Président. Pierre Quesnay dissuade

---

d'organisation (septembre-octobre 1929), lettre de Moreau à Schacht du 2 septembre 1929.

<sup>310</sup> Müller II, Band 2, n° 258 « Ministerbesprechung vom 2. August 1929 »

<sup>311</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Schacht à Norman, lettre du 26 juin 1929 envoyée à la Fed de New York.

<sup>312</sup> Sur la visite de Quesnay, Banque de France, DGSE, 1489200303/26, Conférence de La Haye, travaux du comité d'organisation (septembre-octobre 1929), « Troisième note pour monsieur le Gouverneur – COBRI. Compte-rendu de la visite de M. Quesnay à Berlin le 21 septembre 1929 pour y rencontrer le Dr Schacht. »

<sup>313</sup> Quesnay note ironiquement : « Il [Schacht] se soucie peu de rencontrer à Bruxelles les personnalités bancaires qu'il a connues pendant l'occupation allemande. »

<sup>314</sup> Banque de France, DGSE, 1489200303/26, Conférence de La Haye, travaux du comité d'organisation (septembre-octobre 1929), Francqui à Moreau du 20 septembre 1929.

Schacht de se porter candidat<sup>315</sup>. Le siège et le Président étant choisis, les travaux peuvent commencer.

*b. Le déroulement de la conférence et le retour de la question d'Eupen et Malmédy*

*Le déroulement de la conférence*

Les discussions du COBRI sont encadrées par l'annexe I du plan Young, qui concerne la BRI. Elle est divisée en XII parties. La première partie définit le nom de la banque et son objet : « offrir des facilités nouvelles pour aider les mouvements internationaux de capitaux et de créer un instrument susceptible de favoriser les relations financières internationales ». En outre, la BRI devra gérer la réception et la répartition des réparations, facilitera également la commercialisation et la mobilisation d'une partie des sommes reçues.

La tâche essentielle du Comité est l'élaboration des statuts de la banque, conformément au plan Young, l'organisation matérielle de la banque et de son premier conseil d'administration. Deux enjeux essentiels se dégagent des débats : d'une part, la définition de l'étendue des pouvoirs de la banque et, d'autre part, la relation entre le statut de la BRI et le plan Young.

Schacht veut une banque avec de larges fonctions dans le domaine financier, afin de lui donner une importance dépassant les réparations. Il s'agit d'organiser une réelle collaboration entre les banques centrales européennes au-delà du plan Young, sans pour autant entamer leur indépendance. En outre, il souhaite que les statuts de la banque se réfèrent au plan Young de manière explicite pour que ce dernier lie juridiquement la banque dans la question des réparations. À l'opposé, les Français désirent une banque aux pouvoirs limités, s'occupant essentiellement des réparations. Leur but est d'utiliser le plan Young comme inspiration des textes fondant la BRI, sans qu'il n'y ait référence explicite au rapport des experts dans les statuts de la banque. Schacht résume la position franco-italienne soutenue par les Anglais et les Belges :

« Le plan Young indique [dans l'optique française] simplement une série de recommandation aux gouvernements, une matière première pour un contrat juridique qui doit être élaboré entre les gouvernements. Les idées du plan Young, plus ou moins claires, en partie contradictoires, doivent aussi être finalement – et c'est le travail de la conférence finale de La Haye – mis dans un seul instru-

---

<sup>315</sup> Banque de France, DGSE, 1489200303/26, Conférence de La Haye, travaux du comité d'organisation (septembre-octobre 1929), Troisième note pour monsieur le Gouverneur – COBRI. Compte-rendu de la visite de M. Quesnay à Berlin le 21 septembre 1929 pour y rencontrer le Dr Schacht.



ment juridique clair, dont résultent précisément les engagements des parties. Au travers de cela le plan Young doit alors trouver son accomplissement et être remplacé. »<sup>316</sup>

L'enjeu du lien entre les statuts de la BRI et le plan Young est en réalité celui de la révision du second. S'il lie la banque, ses modifications entraînent immédiatement un changement des statuts de la BRI. Dans le cas contraire, la modification du règlement des réparations nécessite de réformer les deux<sup>317</sup>. Selon Schacht, le but franco-italien est de commercialiser et dépolitiser les réparations afin d'empêcher matériellement toute révision du plan Young et de faire disparaître toutes les dispositions du plan qui n'ont pas de forme juridique et peuvent renforcer l'Allemagne en cas de révision. Le plan Young précise par exemple que toutes les puissances concernées par les réparations en sont responsables et non la seule Allemagne. De plus, il affirme que le Reich ne peut payer ses créanciers qu'avec un surplus d'exportations. Schacht estime que la banque et tous les gouvernements doivent accepter le plan Young dans son ensemble.

« Nous avons en outre conçu le principe que la banque, et cela sur la base du plan Young, a des obligations et des devoirs non seulement envers les gouvernements créanciers mais aussi envers l'Allemagne<sup>318</sup>. »

Les Français reprochent à de Schacht de vouloir utiliser la BRI comme un moyen de stimuler le commerce allemand et de renflouer les finances du Reich, le plan Young faisant référence à la nécessité d'un surplus des exportations allemandes<sup>319</sup>.

Les accords de trust, liens entre les créanciers de l'Allemagne et la BRI, dépendent aussi de ce débat. Selon Schacht, les Français veulent « politiser<sup>320</sup> » la banque par leur biais, mais le

<sup>316</sup> « Der Young-Plan bedeutet lediglich eine Reihe von Empfehlungen an die Regierungen, Rohstoff für ein juristisches Vertragswerk, das zwischen den Regierungen geschaffen werden muß. Die mehr oder weniger unklaren, zum Teil widerspruchsvollen Ideen des Young-Plans müssen also schließlich – und das ist die Aufgabe der abschließenden Haager-Konferenz – in ein ganz klares juristisches Instrument gebracht werden, aus dem allein sich alle Verpflichtungen der Beteiligten präzise ergeben. Dadurch soll dann der Young-Plan seine Erledigung finden und ersetzt werden. » in Müller II, Band 2, n° 335, « Die deutsche Delegation des Organisationskomitees der Bank für internationalen Zahlungsausgleich an den Reichskanzler. Baden-Baden, 1. November 1929 »

<sup>317</sup> Pour une synthèse des négociations, avec le point de vue de Schacht : Müller II, Band 2, n° 335, « Die deutsche Delegation des Organisationskomitees der Bank für internationalen Zahlungsausgleich an den Reichskanzler. Baden-Baden, 1. November 1929 » en note.

<sup>318</sup> « Wir haben ferner den Grundsatz aufgestellt, daß die Bank und zwar auf Grund des Young-Plans nicht nur gegenüber den Gläubigerregierungen, sondern auch gegenüber Deutschland wichtige Pflichten und Obliegenheiten hat. » in Müller II, Band 2, n° 335

<sup>319</sup> BDF, DGSE, 1489200303/27, BRI, Note rédigée par Moret ou Quesnay, non datée.

<sup>320</sup> Müller II, Band 2, n° 367, « Vermerk Staatssekretär Pünders vom 11. November 1929 und Aufzeichnung des Reichskanzlers über Unterredungen mit dem Reichsbankpräsidenten am 12. November

Président de la *Reichsbank* exige qu'ils soient approuvés par la BRI, les pays créanciers et l'Allemagne. Pour les Français et les Italiens, ces ne concernent exclusivement la banque et les créanciers. Schacht demande également la signature d'un accord entre la banque et l'Allemagne. Le 11 novembre 1929, les divergences entre les délégations mènent à une suspension des travaux à la demande des Français.

Par la suite, chacun estime avoir eu gain de cause. Pour Schacht et Vocke, les thèses allemandes ont été intégrées aux statuts dans les articles 4 et 22m<sup>321</sup>. Ils obligent les créanciers et la BRI à conclure des accords de Trust conformes au plan Young et aux droits de l'Allemagne. Pour Moret, ces mêmes articles n'ont pas une portée aussi étendue que Schacht ne le désirait<sup>322</sup>. Le Président de la *Reichsbank* l'a d'ailleurs admis<sup>323</sup>. Schacht obtient par contre l'exclusion de toute référence à une relation entre réparations et dettes interalliées dans les accords de Trust. Dans les derniers jours de la conférence, un problème reste cependant en suspens : le siège de la BRI.

#### *Le retour de la question belge*

Les discussions autour du siège de la BRI se font à un double niveau. D'une part, des Allemands proche du milieu gouvernemental tente un étrange *lobbying* auprès de Schacht, d'autre part le COBRI aborde évidemment lui-même la question.

Le 7 octobre 1929, Brüning informe Schacht d'un contact entre le prélat Kaas et des députés catholiques belges, qui pourrait créer un lien entre le siège de la BRI et le retour d'Eupen et Malmédy au Reich<sup>324</sup>. Schacht doute qu'il puisse y avoir solution sur le sujet. Il précise néanmoins qu'en cas d'entente, les Belges devraient donner l'impression d'un geste en échange du remboursement des Marks. Il propose aussi un vote où les deux gouvernements interviendraient de manière neutre, ce qui serait important pour toutes les affaires futures, comme la partie du Schleswig devenu danoise, Memel, etc<sup>325</sup>. Brüning participe à des discussions en Allemagne sur le retour d'Eupen et Malmédy avec le secrétaire d'État à l'*Auswärtiges Amt* von Schubert et Kaas commence à prendre des contacts en Belgique mais

---

1929 betr. die Internationale Bank. »

<sup>321</sup> 22n dans la première ébauche.

<sup>322</sup> BDF, DGSE, 1489200303/27, BRI, Note. M. Moret. 25 octobre 1929.

<sup>323</sup> Müller II, Band 2, n° 335, « Die deutsche Delegation des Organisationskomitees der Bank für internationalen Zahlungsausgleich an den Reichskanzler. Baden-Baden, 1. November 1929 », en note.

<sup>324</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/7, Brüning à Schacht, 7 octobre 1929

<sup>325</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/7, Schacht à Brüning, 8 octobre 1929

l'optimisme de la première lettre ne se maintient pas<sup>326</sup>. Par la suite, cette action, qui tourne court, mobilise des sociaux-démocrates et des députés catholiques. L'*Auswärtiges Amt* et la chancellerie, réticents, semblent surtout y voir une manière de sonder les Belges<sup>327</sup>.

Le comportement de Schacht sur le siège de la BRI est alors interprété différemment selon les personnes. Il dément avoir lié cette question au retour d'Eupen et Malmédy. Il admet toutefois avoir précisé qu'il était impossible que le siège de la banque soit situé dans un pays ayant annexé des territoires germanophones. Comme cela signifie que la Belgique peut obtenir le siège de la banque si elle retourne ces deux cantons à l'Allemagne, d'autres estiment que Schacht propose un échange<sup>328</sup>. Ainsi, Schäffer explique à son ministre que Schacht pensait que la Belgique était prête à lâcher Eupen et Malmédy contre la BRI<sup>329</sup>.

Cette affaire provoque une situation que les Belges du Comité ne peuvent tenir. Le 7 novembre, la question du siège est évoquée en session plénière à Baden-Baden<sup>330</sup>. Deux villes s'opposent, Bruxelles et Londres. Français, Belges et Italiens se prononcent en défaveur de la seconde. Britanniques, Japonais et Allemands rejettent Bruxelles. Les États-Unis ne se prononcent pas<sup>331</sup>. Schacht et Vocke utilisent un moyen de pression très simple : l'Allemagne ne peut politiquement accepter que la banque siège en Belgique, puissance occupante. Si une ville de ce royaume est cependant choisie, la *Reichsbank* et l'économie allemande risquent de ne pas participer pleinement aux activités de la Banque.

« Malheureusement, la Belgique n'a pas été seulement impliquée dans la Guerre contre sa volonté mais elle s'est laissé attirer volontairement dans l'accord de paix. Chacun sait, en raison du fait qu'entre la Belgique et l'Allemagne de graves questions politiques sont à clarifier, qu'aucun Allemand responsable ne peut accepter Bruxelles comme siège de la Banque. Je ne sais pas dans quelle mesure les autres délégués accordent une valeur à une coopération libre et volontaire de l'Allemagne et de la *Reichsbank* à la "banque internationale" mais s'ils y accordent une valeur, on devrait exclure Bruxelles

<sup>326</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/7, Brüning à Schacht, 11 octobre 1929 et Brüning à Schacht, 20 octobre 1929

<sup>327</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/7, Lettre à Schacht (auteur inconnu) du 5 novembre 1929

<sup>328</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/7, Schacht (?) à Curtius, 2 novembre 1929

<sup>329</sup> ADAP Serie B Band XIII, n° 57 « Der Reichsminister des Auswärtigen Curtius an den Präsidenten des Reichsbank-Direktoriums Schacht, Berlin, den 15. Oktober 1929 ».

<sup>330</sup> Müller II, Band 2, n° 345 « Die deutsche Delegation des Organisationskomitees der Bank für internationalen Zahlungsausgleich an den Reichskanzler. Baden-Baden, 9. November 1929 »

<sup>331</sup> Müller II, Band 2, n° 335, « Die deutsche Delegation des Organisationskomitees der Bank für internationalen Zahlungsausgleich an den Reichskanzler. Baden-Baden, 1. November 1929 ».

comme siège de la banque. »<sup>332</sup>

L'alternative Londres/Bruxelles est alors repoussée, car personne ne peut accepter que la *Reichsbank* ne participe pas à la BRI. Reynolds, Président du Comité, propose alors de choisir entre deux pays neutres, la Hollande et la Suisse. Le délégué belge, Franck, refuse cette solution qui est pourtant approuvée par le Britannique Addis et par Schacht. En conséquence, la délégation belge quitte Baden-Baden le 8 novembre, laissant les discussions se poursuivre sans eux. Bâle, en pays neutre, est choisie comme siège parce qu'elle est frontalière de l'Allemagne et de la France<sup>333</sup>. Les Belges ont échoué.

Ces discussions autour du siège de la BRI occasionnent une nette détérioration des relations entre le ministère des Affaires étrangères et le Président de la *Reichsbank*. Elles sont de plus en plus marquées par la peur que Schacht ne remette en cause des gains diplomatiques considérés comme acquis. En effet, l'évacuation des deux dernières zones de la Rhénanie dépend aussi de la Belgique, puissance occupante comme la France. Les négociations qui se déroulent dans une atmosphère exécrable à Paris puis à Baden-Baden autour des marks belges, d'Eupen et Malmédy et du siège de la BRI, font craindre aux Allemands de devoir faire face à des Belges peu enclins de faire des concessions à La Haye<sup>334</sup>. À ces reproches, Schacht répond :

« J'ai déjà fait connaître clairement, que je ne tenais pas la représentation des intérêts nationaux vis-à-vis de l'étranger pour une affaire bureaucratique du ministère des affaires étrangères. En outre, il était intéressant pour moi d'entendre la remarque de M. le ministre intérimaire des Affaires étrangères, que l'on surestimait la signification d'Eupen et Malmédy. »<sup>335</sup>

Cependant, les sessions du COBRI d'octobre et novembre 1929 ne donnent aucun résultat défi-

<sup>332</sup> « Leider sei Belgien indessen nicht nur gegen seinen Willen in den Krieg hineingezogen, sonder es habe sich willentlich in die Friedensabmachungen hineinziehen lassen. Jedermann wisse, daß infolgedessen zwischen Belgien und Deutschland schwerwiegende politische Fragen zubereinigen seien und solange diese Fragen nicht bereinigt seien, könne kein verantwortlicher Deutscher für Brüssel als Sitz der Bank eintreten. Ich wisse nicht, wie weit die Urbigen Delegierten auf eine freiwillige und gern übernommene Mitarbeit Deutschlands und der Reichsbank bei der 'Internationalen Bank' Wert legten, wenn sie aber hierauf Wert legten, so möge man Brüssel als Sitz für die Bank ausschließen. » *Ibidem*, p. 2.

<sup>333</sup> Müller II, Band 2, n° 345 « Die deutsche Delegation des Organisationskomitees der Bank für internationalen Zahlungsausgleich an den Reichskanzler. Baden-Baden, 9. November 1929 »

<sup>334</sup> BARCH Koblenz, *Nachlaß Schacht*, N/1294/7, Lettre à Schacht d'auteur inconnu, 5 novembre 1929

<sup>335</sup> « Ich habe darauf deutlich zu erkennen gegeben, daß ich die Vertretung nationaler Interessen gegenüber dem Auslande nicht für eine bürokratische Angelegenheit des Auswärtigen Amtes halte. Ferner war es mich interessant, von dem internistischen Herrn Reichsaußenminister den Ausspruch zu hören, dass man in Deutschland die Bedeutung von Eupen-Malmédy überschätze. » in BARCH Koblenz, *Nachlaß Schacht*, N/1294/7, Notice de Schacht à propos d'un entretien avec Curtius, 2 novembre 1929.

nitif. Le Comité doit se réunir à nouveau en janvier 1930 à La Haye, afin de tenir compte des décisions des gouvernements.

*c. Conclusions de la conférence*

Schacht a préféré l'atmosphère de Baden-Baden à celle de Paris<sup>336</sup>. Le Président du COBRI s'est conduit de manière plus ferme que Young, ce qui a permis d'accélérer les négociations. Les négociateurs ont été efficaces pour empêcher les Trésors des divers pays intéressés de transformer la BRI en simple banque des réparations. Au vu des textes élaborés, la banque internationale sera utile, même sans les réparations. Schacht, implicitement, espère ainsi que la BRI favorisera les exportations allemandes.

Politiquement, Schacht considère que les adversaires ont tenté de remplacer le rapport des experts par un accord juridique qui s'en inspire mais qui n'y fait pas référence formellement. Heureusement, le Président de la *Reichsbank* a obtenu à Baden-Baden que les textes fondateurs de la BRI fassent ouvertement référence au rapport des experts. Le gouvernement du Reich peut désormais faire valoir les travaux du COBRI pour contrer ses interlocuteurs et s'opposer au lien entre les dettes interalliées et les réparations.

Après la fin des travaux du comité à Baden-Baden, Schacht retourne à Berlin. Le gouvernement fait alors face à deux sources de déstabilisation. D'une part, les problèmes budgétaires s'accroissent, d'autre part les nationaux-allemands et les nazis organisent un référendum sur le plan Young, prévu pour décembre 1929. Par ailleurs, le Reich signe un accord avec la Pologne le 31 octobre 1929, où il renonce à l'indemnisation des Allemands expropriés après la Grande Guerre. Les relations entre Schacht et le gouvernement du Reich se sont ainsi détériorées au cours des négociations à Paris, La Haye puis Baden-Baden. Cette tendance se maintient-elle dans les mois qui suivent ?

## **B. L'hostilité irréductible entre Schacht et le gouvernement Müller**

Les prémisses d'une opposition entre le Président de la *Reichsbank* et le gouvernement du Reich remontent à août 1929. Lorsque Schacht rentre de Baden-Baden au milieu du mois de novembre, cette divergence n'est pas encore irréversible. La crise budgétaire de décembre 1929 et la conférence de La Haye la rendent irréductible.

---

<sup>336</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, lettre de Schacht à Norman, 13.11.1929, Baden-Baden

### 1. La crise de décembre 1929 et la démission de Hilferding, ministre des Finances

En 1929, l'endettement à court terme du Reich augmente, entraînant la suspicion des créanciers, étrangers ou allemands, qui ne prêtent en conséquence qu'à court terme. Un problème se pose avec insistance : le Reich peut-il surmonter ses difficultés budgétaires ? Les réparations sont reliées à cette question dans la mesure où leur paiement dépend aussi de la santé financière du Reich.

En juin 1929, l'Allemagne a contracté un emprunt extérieur contre l'avis de Schacht. Le Président de la *Reichsbank* reste cependant neutre, car la banque centrale ne peut empêcher ce type d'emprunt si elle n'y prend pas part. À l'été 1929, Schacht et le Reich empruntent un « chemin étrange<sup>337</sup> », en tentant de négocier séparément et en concurrence des emprunts à l'étranger. Alors que le gouvernement approche la banque américaine Dillon Read, Schacht cherche à négocier avec JP Morgan. Le Président de la *Reichsbank* tente d'approcher deux proches collaborateurs du banquier américain. Morgan lui-même finit par condamner toute l'opération<sup>338</sup>.

Schacht observe alors les négociations du ministre des Finances, Hilferding, avec Dillon Read. En octobre 1929 à Baden-Baden, il est tenu au courant par le Vice-président du directoire de la *Reichsbank* Dreyse de l'évolution des négociations. La banque américaine a offre 75 millions de dollars à Hilferding. Associés à un emprunt suédois, le Reich pourrait obtenir un total de 200 millions de dollars, mis à disposition par Lee Higginson, Dillon Read et les Suédois, à un taux de 7 1/8 %. Dreyse conteste le taux d'intérêt, jugé effrayant. Dans le reste du monde, les taux oscillent entre 6 et 6 1/2 %<sup>339</sup>. Contacté par Dillon Read, Schach est lui-aussi fortement hostile à cette offre :

« Mon impression générale est cependant que, si nous continuons à traiter nos finances en Allemagne de telle manière que nous reléguons tout à l'économie de crédit, non seulement nous sabotons notre propre liberté d'action lors des négociations finales concernant le plan Young de la plus mauvaise manière et éprouverons de nouveaux échecs en politique étrangère mais l'apaisement et la réduction des prix absolument nécessaires pour la facilitation de la situation économique allemande sur le marché des capitaux deviennent moins réalisables. Les conséquences économiques globales qui en résultent devraient s'imposer au ministre des finances du Reich. »<sup>340</sup>

<sup>337</sup> Harold James, *The German slump... op. cit.*, p. 56

<sup>338</sup> *Idem* et ADAP Serie B Band XII, n° 208

<sup>339</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Lettre de Dreyse à Schacht, 24 octobre 1929.

<sup>340</sup> « Mein Gesamteindruck ist aber der, daß wenn wir unsere Finanzen in Deutschland in dieser Weise

La divergence entre Schacht et Hilferding se confirme en novembre, lorsque le premier, de passage à Berlin à l'occasion d'une pause des négociations de Baden-Baden, évoque le plan de réforme du gouvernement ainsi que le budget<sup>341</sup>. Schacht et le gouvernement s'opposent sur le programme financier du second. Ce conflit se résout lord d'une crise cathartique les 19 et 20 décembre 1929.

*a. Le programme financier du gouvernement Müller face à Hjalmar Schacht*

Le programme financier du gouvernement allemand, présenté par le ministre des finances social-démocrate Hilferding, comprend une réduction d'impôts et de taxes correspondant à 910 millions de *Reichsmark* pour la première année de son application. Parmi les plus fortes baisses, l'impôt sur le revenu est amoindri de 200 millions, les impôts réels, calculés notamment sur les biens fonciers, sont diminués de 290 millions, les charges pesant sur l'industrie sont amorties de 130 millions et l'impôt sur le sucre est supprimé<sup>342</sup>. Pour compenser partiellement cette perte de revenus, un programme immédiat (*Sofortprogramm*) prévoit parallèlement une forte augmentation des impôts sur la bière et le tabac. La réforme comprend également un changement des relations entre l'État et les *Länder*, qui modifie la répartition des impôts aux dépens des seconds et impose un contrôle accru des communes par les cours régionales des comptes.

Les diminutions d'impôts répondent pour partie aux revendications du RDI, soutenu par la *Reichsbank* et Schacht, et aux recommandations du rapport des experts<sup>343</sup>. La banque centrale a demandé un changement de la politique économique, comprenant la suppression des impôts sur les successions et les biens, de la taxe sur les bénéfices sur les capitaux et de la tranche supérieure de l'impôt sur les revenus. Ces impôts et taxes devaient être remplacés par des

---

weiter behandeln, das wir alles auf zusätzliche weitere Pumpwirtschaft abstellen, wir nicht nur bei den kommenden Schlussverhandlungen anlässlich des Youngplanes uns selbst die Freiheit des Handelns in der schlimmsten Weise beschneiden und neue außenpolitische Niederlagen erleben werden, sondern daß wir auch die für die Erleichterung der deutschen Wirtschaftslage unbedingt erforderliche Beruhigung und Verbilligung auf dem Kapitalmarkte in weite Ferne rücken. Die gesamtwirtschaftlichen Konsequenzen, die hieraus resultieren, sollte sich das Reichsfinanzministerium vor Augen halten. » in BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Schacht à Dreyse, Baden-Baden, 25 octobre 1929.

<sup>341</sup> Müller II, Band 2, n° 335, 1<sup>er</sup> novembre 1929

<sup>342</sup> Müller II, Band 2, n° 374 « Ministerbesprechung vom 9. Dezember 1929, 10 Uhr : 1. Fortsetzung: 16 Uhr; 2. Fortsetzung: 20.30 Uhr »

<sup>343</sup> Harols James, *The German Slump... op. cit.*, p. 55 et Peter Krüger, *Op. cit.*, p. 488 explique que le RDI, en novembre 1927, a déjà demandé une nouvelle politique financière avec budget restreint et une

taxes sur des biens de grande consommation. Elle conseille également une diminution drastique de l'assurance-chômage<sup>344</sup>. L'attention portée par le programme gouvernemental aux finances des communes bénéficie également de l'assentiment de Schacht qui s'élève systématiquement contre leurs dérapages budgétaires. Mais les désaccords entre le gouvernement et la banque centrale sont forts, malgré l'assainissement de l'assurance-chômage prévu par le gouvernement.

Le 6 décembre 1929, ces divergences amènent Schacht à publier un mémorandum, que le gouvernement critique violemment. Les discussions qui suivent cette publication déclenchent une crise ministérielle.

#### *Le contenu du mémorandum du 6 décembre 1929*

Le 27 novembre 1929, Schacht et Curtius, nommé ministre des Affaires étrangères à la mort de Stresemann, s'entretiennent de la possibilité pour Schacht de participer aux travaux de la conférence de La Haye<sup>345</sup>. Au terme de cette entrevue, la discussion s'oriente sur les finances du Reich et sur le plan proposé par Hilferding. Selon Schacht, le Reich est en faillite et le ministre des Finances est un « banqueroutier ». Le 4 décembre, au cours d'une discussion à laquelle participent Hilferding, Paul Moldenhauer, ministre de l'Économie, et Müller, Schacht désire faire connaître son opinion sur la réforme des finances. Il veut aborder les problèmes de l'assainissement des finances et de la diminution des charges. Pour lui, l'abaissement des impôts aggrave la situation économique. Dès cette date, le gouvernement réfute les propositions de Schacht qui sont politiquement impossibles à accepter.

Schacht souhaite parler en tant que Président de la *Reichsbank* et signataire du plan Young. Il établit un lien explicite entre la crise budgétaire de décembre 1929 et les négociations sur le plan Young. Il estime notamment qu'il aurait dû être consulté sur les décisions prises au titre du chapitre IX du plan Young (liquidation du passé) :

« À Paris, je n'ai jamais reconnu que les annuités du plan Young seraient supportables pour nous, seule la mise en place des différentes clauses de sécurité a

---

diminution des dépenses sociales.

<sup>344</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.*, p. 55

<sup>345</sup> ADAP Serie B Band XIII, n° 164 « Aufzeichnung des Reichsministers des Auswärtigen Curtius. Abschrift. Berlin, den 30. November 1929. Niederschrift über eine Besprechung mit Reichsbankpräsident Dr. Schacht während einer Frühstücksgespräch am 27. November 1929 ».



permis que Kastl et moi signions. C'est pourquoi il est pour moi établi qu'il ne peut y avoir de paiements supplémentaires à ceux du plan Young. Le fonctionnement des clauses du plan Young n'est pas possible sans crise. [...] Pendant les difficiles négociations de Paris, nous avons reçu au moins quatre fois les explications du gouvernement du Reich que la politique financière nécessite de l'ordre et un allègement. [...] Quand on parle de politique de crise, il ne faut pas le faire au sujet de la politique de la *Reichsbank* mais à propos des finances de la sphère publique. Il n'y a qu'un seul moyen, la diminution des dépenses. Si ce n'est pas possible, une alternative : non-participation de la *Reichsbank*, un crédit du Reich à l'ancienne manière n'est plus possible. »<sup>346</sup>

Schacht demande une contraction des dépenses, à laquelle s'oppose Hilferding qui ne la juge pas opportune et préfère conclure un nouveau crédit. Le 5 décembre, Schacht s'oppose à l'emprunt Dillon-Read en cours de négociation par Hilferding et exige que le gouvernement crée un fonds d'amortissement de la dette de 500 millions de *Reichsmark*<sup>347</sup>.

Le 6 décembre 1929, Schacht publie un mémorandum dans la presse allemande. Envoyé la veille aux principaux membres du gouvernement, ces derniers n'en ont pris connaissance que le matin de sa publication, minant encore la confiance déjà entamée qu'ils accordent au Président de la *Reichsbank*. Schacht justifie sa démarche par la volonté de limiter les responsabilités qu'il a prises lors de la signature du plan Young<sup>348</sup>. Il estime en effet que certaines décisions, en Allemagne et à l'étranger, ont mis le plan en danger. Il avait accepté ce dernier sous la double condition qu'il soit mis en place sans modification par toutes les puissances impliquées signataire et que les finances allemandes soient assainies pour faciliter les paiements du plan Young.

La première partie du mémorandum évoque le comportement des puissances créancières et les accords conclus ou demandés en matière financière. Il rappelle tout d'abord que les experts allemands n'ont signé le plan Young qu'en raison des mesures de protection qu'il prévoit.

<sup>346</sup> « In Paris habe ich nie zugestanden, daß Young-Zahlen für uns tragbar wären, lediglich Einbau der verschiedenen Sicherungsklauseln hat Kastl und mir die Unterschrift ermöglicht. Daher für mich feststeht: daß keine weiteren Zahlungen über Young-Plan möglich sind. Funktionieren der Klauseln des Young-Planes nicht möglich ohne Krisis. [...] Wir haben während der schwierigen Pariser Beratungen mindestens vier Mal die Erklärung der Reichsregierung bekommen, daß Finanzpolitik Ordnung und Entlastung braucht. [...] Wenn von Krisenpolitik gesprochen wird, so nicht durch die Politik der Reichsbank, sonder durch die Finanzgebarung der öffentlichen Hand. Nur ein Mittel, Senkung der Ausgaben. Wenn das nicht möglich, dann zweierlei: Nichtbeteiligung der Reichsbank, Kredit Reiches auf bisherige Weise nicht mehr möglich. » In Müller II, Band 2, n° 367, « Reparations- und finanzpolitische Besprechung vom 4. Dezember 1929, 16.30 Uhr »

<sup>347</sup> Müller II, Band 2, n° 367, « Reparations- und finanzpolitische Besprechung vom 4. Dezember 1929, 16.30 Uhr », en note

<sup>348</sup> Müller II, Band 2, n° 369, « Der Reichsbankpräsident an den Reichskanzler. 5. Dezember 1929 »

« Quand dans des négociations avec les gouvernements étrangers sur l'entrée en vigueur du plan Young de plus grands sacrifices sont encore exigés de l'Allemagne, notamment la renonciation à la revendication de propriétés ou encore le paiement de montants supplémentaires, il est d'emblée clair que la possibilité de pouvoir supporter les chiffres du plan Young est remise en question et que la responsabilité des experts créanciers des gouvernements étrangers est plus lourde encore. »<sup>349</sup>

Les demandes de paiements additionnels vont à l'encontre du plan, car ce dernier précise que les réparations concernent l'ensemble des Puissances concernées par les indemnités de guerre (paragraphe 168 du plan Young). De plus, pour permettre sa mise en place solide, le plan prévoit une diminution de la charge financière pesant sur l'Allemagne dans les premières années (paragraphe 113). Or ces demandes supplémentaires annulent les effets de cet allègement budgétaire. Enfin, le plan Young prévoit une clause dite *all inclusive amounts* (paragraphe 96, chapitre VIII) : les paiements inscrits dans le texte des experts couvrent l'ensemble des sommes dues par l'Allemagne. Tout versement subsidiaire appelle en conséquence une contrepartie.

La deuxième partie du mémorandum résume ces paiements complémentaires demandés à l'Allemagne. Ainsi, Berlin a abandonné à La Haye un surplus de 400 millions de *Reichsmarks* correspondant à l'application conjointe des deux plans pendant sept mois. Elle a accepté une augmentation de la part non-protégée de l'annuité de 40 millions pour les premiers paiements. Elle a renoncé aux propriétés allemandes liquidées après 1918 en Angleterre et en Pologne. Au nom de la « liquidation du passé », elle a accepté la disparition de droits financiers qu'il est difficile de chiffrer. Elle doit payer pendant 37 ans 19,5 millions par an pour les marks belges. Enfin, d'autres abandons sont prévisibles, notamment sur la Sarre.

La troisième partie conteste point par point la thématique de la liquidation du passé. Schacht conclut ainsi :

« De ce qui précède, il résulte que le plan Young ne contient pas la moindre raison d'approuver les renoncements et paiements énumérés au paragraphe II

---

<sup>349</sup> « Wenn in den Verhandlungen mit den auswärtigen Regierungen über die Inkraftsetzung des Young-Planes nunmehr von Deutschland über den Young-Plan hinaus weitere große Opfer verlangt werden, nämlich Verzicht auf berechnete Eigentumsansprüche wie auch Zahlung zusätzlicher Beträge, so ist von vornherein klar, daß die Tragbarkeit der Ziffern des Young-Planes noch viel mehr in Frage gestellt und die Verantwortung der Gläubiger-Sachverständigen von den ausländischen Regierungen noch stärker belastet wird. » in Müller II, Band 2, n° 369, « Der Reichsbankpräsident an den Reichskanzler. 5. Dezember 1929 ». Point I, 1 du mémoire.

sans contrepartie équivalente. »<sup>350</sup>

Schacht en vient ensuite à l'assainissement des finances publiques allemandes, qui a pour ambition de permettre le paiement des annuités et d'alléger la charge fiscale pesant sur la production allemande :

« À ce sujet, serait d'ailleurs nécessaire une politique financière montrant clairement que la diminution des paiements du plan Young serait mise à disposition de l'économie par l'allègement des charges [...]. »<sup>351</sup>

Aucune mesure n'a été prise pour réduire le déficit budgétaire. Les sommes libérées par l'allègement des annuités risquent de ne pas être allouées au financement du déficit. Les dépenses pourraient alors ne pas être diminuées et pire encore :

« Ce qui est particulièrement menaçant est le fait que les montants manquant s'accroissent constamment, ce qui a mené à un endettement à court terme du secteur public qui grandit régulièrement et dont la consolidation nécessitera beaucoup de temps. »<sup>352</sup>

En conclusion de cette argumentation, Schacht évalue que l'économie risque d'avoir à supporter une augmentation supplémentaire des charges.

Le Président de la *Reichsbank* refuse catégoriquement d'endosser la responsabilité des développements postérieurs à la signature du plan. Il somme le gouvernement de ne plus accepter de charges supplémentaires et de mettre ses finances en ordre. Il conclut :

« J'ai combattu avec insistance l'agitation contre le plan Young, je tiens le référendum initié, que sert cette agitation, pour une lourde erreur, parce que cela mine une défense pleine de sens et de force de nos intérêts à propos du plan Young. Mais parce que je me suis engagé pour l'acceptation du plan Young, je ne souhaite pas prendre part à sa falsification. Ce serait faire illusion de croire que nous pouvons payer quelques millions ou milliards supplémentaires ou renoncer à des droits de propriété en plus des paiements du plan Young. Cela serait faire illusion à notre propre peuple de croire qu'il est en situation de fournir les paiements du plan Young et peut-être encore des montants supplémentaires aux vues des actuelles charges économiques qui pourraient encore être accen-

<sup>350</sup> « Aus allem Vorstehenden ergibt sich, daß auch nicht die leiseste Begründung im Young-Plan enthalten ist, die im Abschnitt II aufgezählten Verzichte und Zahlungen ohne gleichwertige Gegenleistungen zuzusagen. » *Idem*

<sup>351</sup> « Hierzu wäre aber erforderlich eine Finanzpolitik, die klar erkennen läßt, daß die Zahlungssenkung des Young-Planes auch wirklich zur Erleichterung des Lastendruckes für die Wirtschaft verfügbar sein und nicht für andere Zwecke benötigt werden wird. » *Idem*

<sup>352</sup> « Besonders bedrohlich ist, daß die ständig steigenden Fehlbeträge zu einer ständig steigenden kurzfristigen Verschuldung der öffentlichen Hand geführt haben, für deren Konsolidierung geraume Zeit benötigt werden wird. » *Idem*

tuées. »<sup>353</sup>

*La critique du mémorandum*

Le mémorandum est confié par le gouvernement, pour critique, à Kastl et Melchior qui ont accompagné Schacht à Paris, et à Hans Schäffer, secrétaire d'État. Les deux premiers estiment qu'aucun expert n'a signé sous condition, contestant ainsi le fondement de l'argumentaire de Schacht. Les deux conditions évoquées dans le texte n'ont donc aucune valeur juridique. De plus, ils estiment que le plan laisse ouvert à l'appréciation politique des gouvernements la question des nombreuses créances s'ajoutant aux réparations. En effet, la clause *all inclusive amount* ne concerne que les créances *couvertes par le plan Dawes*. L'acceptation de paiements supplémentaires par le gouvernement du Reich n'est donc pas une falsification du plan Young. Schäffer indique que la renonciation de l'Allemagne aux propriétés allemandes en Pologne a été concédée contre une garantie d'une meilleure protection de la minorité allemande : la politique allemande repose bien sur le principe des contreparties.

Kastl et Melchior rappellent que les experts n'ont pas résolu un certain nombre de problèmes. Le surplus de 400 millions correspondant à la succession d'un plan par l'autre était laissé à l'appréciation des États. La liquidation des propriétés privées n'est pas évoquée dans le plan des experts car ces derniers ont été incapables de trouver un compromis.

Une conclusion se dégage de la critique de Kastl, Melchior et Schäffer : le Président de la *Reichsbank* interprète le plan Young de manière très personnelle. Plus encore, il lui donne une autorité que le texte des experts n'a pas : le plan ne lie les gouvernements que s'ils y consentent et dans les conditions qu'ils fixent.

*Les raisons du mémorandum et les discussions qui l'ont suivi*

Schacht envoie des signes contradictoires au gouvernement. Le jour même de la publication, il confie à Hermann Pünder, secrétaire d'État à la chancellerie, que son mémorandum devrait

---

<sup>353</sup> « Ich habe mit allem Nachdruck die Agitation gegen den Young-Plan bekämpft, ich halte das eingeleitete Volksbegehren, das dieser Agitation dient, für einen schweren Fehler, weil es eine sinn- und kraftvolle Verteidigung unserer Interessen unter dem Young-Plan untergräbt. Aber gerade weil ich mich für die Annahme des Young-Planes einsetze, wünsche ich nicht, Teil zu haben an seiner Verfälschung. Es wäre eine Selbsttäuschung der Welt, zu glauben, wir könnten über die Young-Zahlungen hinaus noch weitere beliebige Millionen oder Milliarden zahlen oder auf Eigentumsrechte verzichten. Es wäre eine Selbsttäuschung des eigenen Volkes, zu glauben, daß es bei der heutigen oder womöglich noch gesteigerten Wirtschaftsbelastung die Young-Zahlungen und womöglich noch zusätzliche Beträge aufzubringen in der Lage ist. » *Idem*

renforcer le gouvernement<sup>354</sup>. En réalité, les discussions entre Schacht et le gouvernement qui suivent la publication montrent les motivations probables du Président de la *Reichsbank*.

Le 6 décembre 1929, le chancelier Müller constate que le texte impose au gouvernement de réagir<sup>355</sup>. Il s'interroge sur la possibilité de mêler Schacht aux négociations de La Haye. Sur la scène politique intérieure, il propose d'organiser un vote de confiance au *Reichstag*. Le gouvernement a besoin de prendre des décisions claires pour pouvoir se présenter à La Haye. Un communiqué est publié le jour même :

« Le gouvernement du Reich doit exprimer sa surprise sur la publication. La précipitation avec laquelle la position du Président de la *Reichsbank* a été prise met en danger la conduite uniforme de l'État. Le Président de la *Reichsbank* a exprimé au cours des discussions qu'il devait stipuler ses points de vue sur les décisions des questions en suspens mais avait cependant dit clairement que cela arriverait d'une manière qui ne causerait aucun dommage. La façon et le contenu du mémorandum comme le moment de sa publication sont en contradiction complète avec cela. Le gouvernement du Reich refuse de se laisser entraîner à l'heure actuelle à une querelle au sujet des affirmations du mémorandum. Le gouvernement du Reich s'est déjà décidé dans les derniers jours d'expliquer au *Reichstag* dans la semaine à venir les bases de son programme financier. Le programme comportera des mesures pour l'assainissement des finances allemandes, une réforme globale des impôts et un allègement de la situation des caisses, particulièrement par les subventions pour l'assurance-chômage au travers de l'amélioration des revenus de l'établissement. Une invitation à une discussion de ce programme pour le début de la semaine à venir a été envoyée aux chefs des groupes parlementaires des partis participant au gouvernement. Le chancelier du Reich exposera mercredi prochain au *Reichstag*, [seule institution] devant laquelle le gouvernement est responsable, le programme du gouvernement par une déclaration et posera à ce sujet pour l'ensemble de sa politique la question de confiance. »<sup>356</sup>

<sup>354</sup> Müller II, Band 2, n° 370, « Vermerk Staatssekretär Pünders über ein Gespräch mit dem Reichsbankpräsidenten betr. das Memorandum Zum Young-Plan. 6. Dezember 1929. »

<sup>355</sup> Müller II, Band 2, n° 371, « Ministerbesprechung vom 6. Dezember 1929, 11 Uhr »

<sup>356</sup> « Die Reichsregierung muß ihn ihr Befremden über die Veröffentlichung aussprechen. Die Voreiligkeit, mit der die Stellungnahme des Herrn Reichsbankpräsidenten erfolgt ist, gefährdet die einheitliche Staatsführung. Der Herr Reichsbankpräsident hatte zwar im Laufe der Besprechungen angekündigt, daß er sich vorbehalten müsse, seine Auffassungen über die Beurteilung der schwebenden Fragen darzulegen, er hat dabei aber ausdrücklich betont, daß dies in einer Form geschehen würde, die keinen Schaden anrichten könne. Art und Inhalt des Memorandums sowie der Zeitpunkt seiner Veröffentlichung stehen hierzu in schroffem Widerspruch. Die Reichsregierung lehnt es ab, sich im gegenwärtigen Zeitpunkt auf eine Auseinandersetzung mit den Darlegungen des Memorandums einzulassen. Die Reichsregierung hat sich bereits in den letzten Tagen dahin schlüssig gemacht, dem Reichstag im Laufe der kommenden Woche die Grundzüge ihres finanziellen Finanzprogramms zu unterbreiten. Das Programm wird Maßnahmen zur Sanierung der deutschen Finanzen, eine umfassende Steuerreform und die (p. 581) Entlastung der Kassenlage, insbesondere auch von den Zuschüssen für die Arbeitslosenversicherung durch Verstärkung der Einnahmen der Anstalt, umfassen. Den Frak-

Le gouvernement allemand débat parallèlement de son plan de finances. Les deux discussions se heurtent et deviennent interdépendantes durant cette crise. La réforme budgétaire ne prévoit aucune diminution des dépenses, alors que celles-ci ont fortement augmenté avec l'explosion du chômage. De plus, pour cette même raison, les rentrées fiscales ont aussi diminué. Dans les jours qui suivent la publication du mémorandum du 6 décembre 1929, le gouvernement et Schacht s'affrontent sur le maintien du niveau des dépenses et sur la nécessaire contraction d'un nouveau crédit international.

*Le déroulement de la crise gouvernementale de décembre 1929*

La plan financier du gouvernement a deux volets : la réforme budgétaire de diminution des impôts et un programme immédiat (*Sofortprogramm*) prévoyant l'augmentation des taxes sur le tabac à hauteur de 220 millions et une contribution de 140 millions. Le Cabinet veut soutenir ce plan par un emprunt, négocié avec Dillon Read, par l'intermédiaire de la *Deutsche Bank*, de *Mendelssohn & Co* et de la *Reichskreditgesellschaft*.

Lors de contacts pris le 12 décembre, Schacht s'oppose à l'ensemble de ce plan et renouvelle sa demande d'un fonds d'amortissement du déficit de 500 millions. En échange, la *Reichsbank* peut aider le gouvernement à obtenir un emprunt sur le marché allemand. Il menace cependant de s'opposer publiquement à l'emprunt négocié auprès de Dillon Read. En réponse, le gouvernement commence à discuter ouvertement de la démission de Schacht comme de sa propre démission<sup>357</sup> mais la solution finalement choisie est l'organisation d'un vote de confiance devant le *Reichstag*, le 14 décembre<sup>358</sup>. Le gouvernement du Reich veut rester en place, afin de ne pas mettre la conférence de La Haye en danger.

Le 16 décembre 1929, Schacht s'entretient avec le Président du Reich<sup>359</sup>. Hindenburg le met en garde contre les conséquences incalculables d'un échec du projet d'emprunt. Mais Schacht

---

tionsführern der an der Regierung beteiligten Parteien ist schon vor einigen Tagen eine Einladung zur Erörterung dieses Programms für den Anfang der kommenden Woche zugegangen. Der Reichskanzler wird am nächsten Mittwoch dem Reichstage, dem die Regierung allein verantwortlich ist, dieses Programm der Reichsregierung in einer Regierungserklärung vorlegen und hierfür sowie für die Gesamtpolitik der Reichsregierung die Vertrauensfrage stellen. » In BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/6733, p. 580-581.

<sup>357</sup> Müller II, Band 2, n° 380, « Ministerbesprechung vom 13. Dezember 1929, 18 Uhr im Reichstag » et n° 383, « Fraktionsführerbesprechung vom 14. Dezember 1929, 9.45 Uhr im Reichstag »

<sup>358</sup> Müller II, Band 2, n° 381, « Fraktionsführerbesprechung vom 13. Dezember 1929, 23 Uhr. »

<sup>359</sup> Müller II, Band 2, n° 389, « Ministerbesprechung vom 16. Dezember 1929, 18.30 Uhr »

ne change pas de position<sup>360</sup> et rencontre, après cette entrevue, les dirigeants des groupes parlementaires de la coalition<sup>361</sup>. Schacht insiste une nouvelle fois sur la nécessité d'un fond d'amortissement de 500 millions.

« Les conditions financières et économiques en Allemagne sont dans un tel état que, pour le moment, la solvabilité n'est plus garantie. Si sa [Schacht] coopération pour le nouvel emprunt du Reich est souhaitée, ce qui n'est peut-être pas nécessaire, le *Reichstag* doit s'occuper de sa couverture, autrement sa coopération n'est pas possible. »<sup>362</sup>

Müller craint que les demandes de Schacht ne mettent le Reich en situation de cessation de paiement, ce qui causerait la chute du gouvernement et l'échec de la conférence de La Haye. Ainsi, Carl Severing, ministre de l'Intérieur, précise :

« Le docteur Schacht requiert une opération de la dernière chance qui vide le patient de son sang. »<sup>363</sup>

Brüning juge que la proposition de Schacht est imprésentable devant le *Reichstag* : il est impossible de revenir sur les diminutions d'impôts, qui ont été l'objet du vote de confiance du 14 décembre. De plus, la démission du gouvernement n'assurerait en aucun cas la sortie de la crise. À ces critiques, Schacht répond qu'il s'adresse d'abord au *Reichstag* et lui demande d'assumer ses responsabilités. Cet appel au Parlement revient à lui demander de censurer le gouvernement : Schacht cherche la démission du gouvernement Müller<sup>364</sup>.

Le gouvernement négocie avec Dillon Read pour assurer les paiements de la fin de l'année et compte pour 1930 sur la possibilité d'emprunter à long terme pour pérenniser son plan de finance. Or, Schacht est persuadé que le Reich ne pourra pas emprunter à long terme. En effet, le marché sera saturé par les besoins de la *Reichsbahn* et de la *Reichspost* et par les bons de mobilisation des réparations. Il écarte toute réduction d'impôts tant la dette publique est élevée. Pour cette raison, il insiste une nouvelle fois sur l'intérêt de sa proposition de fond d'amortissement de la dette. Celui-ci permettrait de diminuer le taux d'intérêt, très élevé en

<sup>360</sup> Müller II, Band 2, n° 387, « Aktennotiz Staatssekretär Meissners über eine Unterredung des Reichspräsidenten mit dem Reichsbankpräsidenten betr. die Finanzlage des Reichs. 16. Dezember 1929. »

<sup>361</sup> Müller II, Band 2, n° 390, « Fraktionsführerbesprechung vom 16. Dezember 1929, 20 Uhr »

<sup>362</sup> « Die Finanz- und Wirtschaftsverhältnisse in Deutschland lägen zur Zeit so, daß die Liquidität nicht mehr gewährleistet sei. Wenn seine Mitwirkung bei der neuen Reichsanleihe gewünscht werde, was vielleicht nicht nötig sei, so müsse der Reichstag für Deckung sorgen, sonst könne er nicht mitwirken », Müller II, Band 2, n° 390

<sup>363</sup> « Dr. Schacht fordere eine Operation auf Leben und Tod, die den Patienten zum Verbluten bringe. »

<sup>364</sup> Müller II, Band 2, n° 390

Allemagne et première cause du mauvais état de l'économie.

Le gouvernement décide cependant de continuer les négociations avec Dillon Read. La solution d'un emprunt présente alors deux avantages : la banque américaine est prête à accorder une clause de conversion en emprunt à long terme et Hindenburg a donné son accord.

*b. Catharsis*

Les 19 et 20 décembre, la querelle opposant Schacht et le gouvernement allemand sur les questions budgétaires est résolue au prix d'une crise ministérielle. Le 19 décembre, l'emprunt international négocié par Hilferding devient impossible à réaliser<sup>365</sup>. Le gouvernement français avait eu vent des négociations<sup>366</sup> et s'oppose à cet emprunt qui menace la mobilisation des réparations, en raison d'une option pour transformer ce crédit à court terme en emprunt à long terme.

De plus, Dillon Read réclame l'accord de la *Reichsbank* pour accorder l'emprunt<sup>367</sup>. Parker Gilbert s'oppose également à cet emprunt dont il estime qu'il va contre l'accord de La Haye et l'article 248 du traité de Versailles qui établit un privilège de premier rang pour le paiement des réparations. Il s'accorde avec les Français en jugeant que cet emprunt endommagerait l'opération de mobilisation des bons de réparations. Enfin, il estime également qu'il n'y a pas assez de mesures dans le programme financier du gouvernement pour amortir la dette.

Ainsi, une coalition impromptue réunissant la France, Parker Gilbert et Schacht rend l'emprunt extérieur irréalisable, d'autant plus que la *Reichsbank* fait pression sur le consortium de banques allemandes pour qu'il se retire de l'opération.

Or, le gouvernement a besoin de 300 millions de *Reichsmarks* pour assurer les paiements du mois de décembre qu'aurait dû couvrir l'emprunt Dillon Read. Le Reich risque la cessation de paiement. Müller se résout à négocier avec Schacht et à repousser le plan de diminution des impôts. Le 19 décembre 1929, la crise est résolue en quelques heures<sup>368</sup>. Le chancelier et le Président de la *Reichsbank* mettent au point une loi portant création d'un fond

<sup>365</sup> Müller II, Band 2, n° 392 « Ministerbesprechung vom 19. Dezember 1929, 10 Uhr »

<sup>366</sup> ADAP Serie B Band XIII, n° 203 « Der Botschafter in Paris von Hoesch an das Auswärtige Amt. Telegramm. Paris, den 17. Dezember 1929. »

<sup>367</sup> Müller II, Band 2, n° 392 et ADAP Serie B Band XIII, n° 206 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Schubert, Berlin, den 18. Dezember 1929. »

<sup>368</sup> Müller II, Band 2, n° 393, « Vermerk Staatssekretär Pünders über eine Unterredung des Reichskanzlers mit dem Reichsbankpräsidenten betr. die Finanzlage. 19. Dezember 1929 »



d'amortissement de 400 à 500 millions de *Reichsmarks*. Schacht assure le gouvernement de sa coopération pour qu'il emprunte sur le marché domestique afin d'assurer ses paiements<sup>369</sup>.

Le lendemain, Johannes Popitz, secrétaire d'État au ministère des finances, et Hilferding démissionnent<sup>370</sup>. Revenant sur cette crise à la fin du mois, Parker Gilbert déclare :

« Je pense parfois que Schacht est le diable en personne. »<sup>371</sup>

Cette crise est le point de départ du mouvement vers des budgets très restrictifs, avant l'arrivée de Brüning à la tête du gouvernement du Reich à la fin du mois de mars 1930<sup>372</sup>. Les baisses d'impôt sont écartées. Schacht est en partie responsable de l'arbitrage en faveur d'une politique de déflation aux dépens d'une politique de relance. Harold James qualifie le comportement de Schacht en décembre 1929 d'« hystérique ». Ce jugement semble trop rapide. Au cours de l'année 1929, le Président de la *Reichsbank* a été probablement mis au courant des manœuvres du général Schleicher en faveur l'arrivée au pouvoir de Heinrich Brüning. Schacht ayant appelé à la responsabilité du *Reichstag*, il cherchait vraisemblablement la démission d'un gouvernement incapable à ses yeux, aux yeux de la *Reichsbank* et du *Reichsverband der Deutschen Industrie* (RDI), de mener une politique d'assainissement des finances par la réduction drastique des dépenses sociales et des charges pesant sur l'économie<sup>373</sup>. Derrière ces objectifs, se profile une remise en cause l'État social (*Sozialstaat*), principe qui est l'un des fondements de la République de Weimar. Ainsi, les motivations de Schacht pendant la crise de décembre sont avant tout politiques.

<sup>369</sup> Müller II, Band 2, n° 394, « Ministerbesprechung vom 19. Dezember 1929, 13.15 uhr im Reichstag et 395, Parteibesprechung im Reichstag am 19. Dezember 1929, 15 Uhr; Fortsetzung 17 Uhr. »

<sup>370</sup> Müller II, Band 2, n° 397, « Der Reichsminister der Finanzen an den Reichskanzler. 20. Dezember 1929. » La démission d'Hilferding est en jeu depuis le 17 décembre, Müller II, Band 2, n° 398, « Ministerbesprechung vom 21. Dezember 1929, 15 Uhr. »

<sup>371</sup> BDF, 1489200303/25, Conférence de La Haye, préparation de la seconde conférence – Août 1929-janvier 1930, Parker à Quesnay, 26 décembre 1929. Parker écrit cela à Quesnay, à l'aune de ce qui s'est passé en Allemagne dans les semaines précédentes et des risques que cela a fait porter sur la conférence de La Haye.

<sup>372</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.* p. 58

<sup>373</sup> Question délicate. Nous n'avons aucune archive nous permettant de dire que Schacht savait que Brüning était susceptible de devenir chancelier. Cependant, au début de 1930, Brüning devient président du groupe Zentrum au Reichstag. C'est l'homme politique qui monte. Sans même être au courant des discussions Schleicher-Hindenburg, Schacht pouvait se douter que, la coalition étant en danger, Brüning était un choix très probable. Nous n'avons rien trouvé à ce sujet dans Herbert Hömig, Brüning. Kanzler in der Krise der Republik. Eine Weimarer Republik. Schöningh, Paderborn, 2000.

## 2. La seconde conférence de La Haye : quelle issue au « problème Schacht » ?

Pendant la crise budgétaire et ministérielle de décembre 1929, les négociations sur le plan Young et la préparation de la seconde conférence de La Haye restent une préoccupation essentielle du gouvernement allemand et de la *Reichsbank*. Schacht ne veut plus représenter son pays à La Haye en janvier, même s'il en avait fait la demande pendant les discussions du COBRI<sup>374</sup>. La préparation de la conférence montre de manière flagrante ses désaccords avec le gouvernement. Ils apparaissent irréconciliables quand, le 31 décembre, Schacht annonce officiellement, que la *Reichsbank* n'est pas certaine de participer au capital de la BRI. Dans cette atmosphère de doutes autour des positions de Schacht s'ouvre la seconde conférence de La Haye.

### *a. Préparation de la conférence : Schacht doit-il représenter l'Allemagne à La Haye ?*

Dès les négociations de Baden-Baden, Hjalmar Schacht demande à être membre de la délégation allemande en janvier à La Haye. Mais il convient avec le gouvernement qu'un accord préalable sur le contenu des positions allemandes à défendre à La Haye est nécessaire<sup>375</sup>. Or, dès la fin novembre, un monde sépare Schacht de Curtius<sup>376</sup>.

Avec la crise ministérielle de décembre, les relations entre le gouvernement et Schacht s'enveniment d'autant plus que le Président de la *Reichsbank* juge n'être pas suffisamment consulté sur les réparations. Il fait notamment référence à l'accord conclu avec la Pologne qui prévoit la renonciation à l'indemnisation des Allemands expropriés des territoires du Reich devenus polonais. Schacht entretient aussi des craintes au sujet de la Sarre, estimant que les annuités prévues par le plan Young contiennent le rachat des mines de la Sarre. De plus, les Britanniques mettent comme condition à la réunion de la seconde conférence de La Haye la renonciation par l'Allemagne du surplus de liquidation. Sur ce point, le gouvernement allemand fait comprendre à Schacht l'importance politique de cette question, dans la mesure où un refus provoquerait l'échec des négociations sur la plan Young<sup>377</sup>.

<sup>374</sup> Müller II, Band 2, n° 335, « Die deutsche Delegation des Organisationskomitees der Bank für internationalen Zahlungsausgleich an den Reichskanzler. Baden-Baden, 1. November 1929 » et n° 346. Schacht insiste clairement lors d'une entrevue auprès de Müller pour appartenir à la délégation allemande à La Haye.

<sup>375</sup> Müller II, Band 2, n° 399, « Ministerbesprechung vom 23. Dezember 1929 »

<sup>376</sup> ADAP, Serie B Band XIII, n° 164 « Aufzeichnung des Reichsministers des Auswärtigen Curtius. Abschrift. Berlin, den 30. November 1929. Niederschrift über eine Besprechung mit Reichsbankpräsident Dr. Schacht während eine Frühstückes am 27. November 1929. »

<sup>377</sup> Müller II, Band 2, n° 367, « Reparations- und finanzpolitische Besprechung vom 4. Dezember

Les 27 et 28 décembre, le gouvernement et Schacht essayent une dernière fois de s'entendre sur les buts à poursuivre à La Haye<sup>378</sup>. L'idée centrale de Schacht est que l'Allemagne ne doit pas politiquement être plus handicapée que les autres pays, en s'assurant notamment de la fin de toute contrainte militaire :

« L'idée fondamentale du nouveau plan est que la dette des réparations est transformée en une dette commerciale. Une commercialisation liée au maintien simultané de moyens de contraintes militaires contredit l'esprit et le but du plan Young et l'Allemagne ne devrait pas y prendre part, si elle ne veut pas se mettre volontairement en contradiction avec le plan Young. »<sup>379</sup>

Il revient également sur les idées qu'il a avancées dans le mémorandum du 6 décembre. Il conseille de refuser tout paiement supplémentaire aux annuités. Le Reich peut durcir sa position à La Haye car la France a besoin du plan Young qui lui donne plus d'assurance pour ses paiements aux États-Unis que le plan Dawes.

« Le refus du plan Young et le retour au plan Dawes peuvent être en réalité supportés par l'économie allemande. L'expérience a montré que l'économie allemande n'a pas perdu son crédit à l'étranger. Il n'y a que du côté des finances de la sphère publique qu'un danger menace le crédit allemand à l'étranger. [...] D'après ses convictions, on ne pourra atteindre quelque chose à La Haye que si l'Allemagne est décidée à refuser le plan Young pour atteindre ses buts. »<sup>380</sup>

Schacht est alors sur une ligne beaucoup plus dure que le gouvernement, estimant qu'il faut se montrer capable de refuser le plan Young pour atteindre ses buts. Il prône ainsi une politique de confrontation, alors que le gouvernement préfère une diplomatie de conciliation. Dans ces conditions, Schacht refuse de représenter l'Allemagne à La Haye. Les délégués allemands à la conférence sont alors nommés : le ministre des Affaires étrangères Julius Curtius (DVP), qui dirige la délégation, le ministre des Finances Paul Moldenhauer (DVP), le ministre des régions

---

1929, 16.30 Uhr »

<sup>378</sup> Müller II, Band 2, n° 401, « Ministerbesprechung vom 27. Dezember 1929, 16 Uhr. »

<sup>379</sup> « Die Grundidee des neuen Planes sei die, daß die Reparationsschuld in eine reine Handelsschuld verwandelt werde. Eine Kommerzialisierung unter gleichzeitiger Aufrechterhaltung militärischer Zwangsmöglichkeiten widerspreche dem Geist und dem Zweck des Young-Planes und dürfe von Deutschland nicht mitgemacht werden, wenn es sich nicht freiwillig mit dem Young-Plan in Widerspruch setzen wolle. »

<sup>380</sup> « Die Ablehnung des Young-Planes und die Rückkehr zum Dawes-Plan werde im Urbigen von der deutschen Wirtschaft ertragen werden können. Die Erfahrung hat gezeigt, daß die deutsche Wirtschaft ihren Kredit im Auslande nicht verloren habe. Nur von der Finanzwirtschaft der öffentlichen Hand drohe dem deutschen Kredit im Auslande Gefahr. [...] Nach seiner Überzeugung werde im Haag nur dann etwas erreichbar sein, wenn Deutschland entschlossen sei, bei seiner Erreichung seiner Ziele den Young-Plan abzulehnen. »

occupées Joseph Wirth (*Zentrum*) et le ministre de l'Économie Robert Schmidt (SPD)<sup>381</sup>.

*b. La lettre du 31 décembre 1929*

Le 29 décembre, ces délégués se réunissent avec Schacht, Vocke et Dreyse<sup>382</sup>. La veille, le Président de la *Reichsbank* a exposé ses doutes sur la participation de la *Reichsbank* à la BRI à un banquier américain. Schacht préférerait qu'un consortium privé de banques allemandes y participe à la place de l'institut d'émission. L'objectif est de faire pression sur les partenaires du Reich.

« Le docteur Schacht pense que la *Reichsbank* devait s'en tenir à la tactique décrite ainsi au nom de l'intérêt allemand. Il ne promet que du bien d'une telle pression sur les autres puissances car il n'est pas possible du point de vue des autres Puissances d'obtenir un fonctionnement productif de la BRI sans prendre en compte la participation de la *Reichsbank*. »<sup>383</sup>

Schacht confirme sa tactique le 31 décembre 1929. En réponse à une lettre en date du 28 décembre de Jaspar, Président de la conférence de La Haye, la *Reichsbank* annonce qu'elle met deux conditions à sa participation au capital de la BRI<sup>384</sup>. La première est formelle : le *Reichstag* doit voter une loi permettant à la banque centrale allemande de prendre part à l'organisation d'une banque internationale. La seconde est plus fondamentale : la *Reichsbank* ne peut donner son accord qu'après avoir pris connaissance du plan définitif qui sera adopté à La Haye. Les futurs accords devront traiter l'Allemagne sur un pied d'égalité avec les autres puissances, ce qui implique la suppression des sanctions politiques prévues par le traité de Versailles contre l'Allemagne. La participation de la banque centrale allemande à la BRI est de fait remise en question.

Au début du mois de janvier, le gouvernement allemand définit sa position vis-à-vis d'un accord des cinq puissances alliées réunies à Paris du 16 au 21 décembre 1929<sup>385</sup>. Elles ont no-

<sup>381</sup> Müller II, Band 2, n° 402, « Ministerbesprechung vom 27. Dezember 1929 »

<sup>382</sup> Müller II, Band 2, n° 404, « Chefbesprechung vom 28. Dezember 1929, 10 Uhr »

<sup>383</sup> « Dr Schacht meinte, die Reichsbank müsse an der so gekennzeichneten Taktik im deutschen Interesse festhalten. Er verspreche sich von einem derartigen Druck auf die anderen Mächte nur Gutes, denn es sei vom Standpunkt der anderen Mächte nicht möglich, ein ersprießliches Funktionieren der BIZ ohne Beteiligung der Reichsbank in Aussicht zu nehmen. » In Müller II, 2, n° 404, « Chefbesprechung vom 28. Dezember 1929, 10 Uhr »

<sup>384</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Lettre du directoire de la Reichsbank à Mr J.A.M. de Sanchez pour transmission à Mr J.E. Reynolds, président du COBRI, 31 décembre 1929.

<sup>385</sup> Müller II, Band 2, n° 406 « Kabinettsitzung vom 2. Januar 1930, 16 Uhr » avec en pièce jointe la déclaration des 5 puissances. Les propos relatés de Schacht sont en note et issus du journal de Schäfer.

tamment l'intention de plus s'impliquer dans les travaux de la BRI et désirent que les paiements allemands se fassent les 10 de chaque mois, s'opposant ainsi aux décisions du Comité pour l'*Eisenbahn*. Enfin, les Alliés exigent de l'Allemagne de s'engager à ne prendre aucune mesure mettant en danger la mobilisation des réparations. La réaction de Schacht est très vive. Dans ces conditions, d'une part les États-Unis risquent de ne pas participer à la BRI et, d'autre part, l'Allemagne ne devrait plus se sentir liée par les décisions des autres comités<sup>386</sup>. Il remarque à ce propos : « *Accepter ou non des concessions n'est qu'une question de volonté politique*<sup>387</sup>. » Si les Alliés restreignent la souveraineté du Reich, ce dernier ferait mieux, selon Schacht, de proposer une prorogation du plan Dawes. Le Président de la *Reichsbank* continue ainsi de prôner la confrontation, attitude qu'il conserve pendant la conférence finale de La Haye.

### c. Schacht et la conférence finale de La Haye

Les relations entre Schacht et le gouvernement allemand sont désormais mauvaises. Le Président de la *Reichsbank* méprise Moldenhauer et Curtius, qu'il imagine incapable de résister aux représentants des pays Alliés<sup>388</sup>. Sa logique de confrontation se heurte pendant toute la conférence à la politique de conciliation préférée par le gouvernement. Pour Schacht, la conférence se déroule en deux temps : il envoie Vocke seul à La Haye puis il le rejoint le 13 janvier 1930.

Avant son arrivée à La Haye, les concessions du gouvernement du Reich sur des questions diverses – la date de paiement des mensualités<sup>389</sup>, les modalités pratiques de la mobilisation des réparations, le remboursement des impayés après un moratoire – provoquent une dégradation des relations avec Vocke et Schacht. À plusieurs reprises, ceux-ci se font les avocats d'une ligne dure, envisageant même l'ajournement de la conférence<sup>390</sup>. Ils ont parfois gain de cause : la délégation allemande accepte par exemple leur proposition d'abrogation des impayés en cas de moratoire<sup>391</sup>. L'intolérance de Schacht est même parfois utilisée par le Reich

<sup>386</sup> Müller II, Band 2, n° 406 « Kabinettsitzung vom 2. Januar 1930, 16 Uhr », en note

<sup>387</sup> « Es ist nur eine Frage des politischen Willens, ob man Zugeständnisse machen will oder nicht. » In Müller II, Band 2, n° 406 « Kabinettsitzung vom 2. Januar 1930, 16 Uhr », en note

<sup>388</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 324

<sup>389</sup> Müller II, Band 2, n° 441 « Staatssekretär Pünder an den Reichskanzler. Den Haag, 9. Januar 1930. »

<sup>390</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, « Abschrift, Haag, den 12. Januar 1930. Aufzeichnung über meine Haltung während der vergangenen Woche » Le comportement de Vocke est sous la surveillance constante de Schacht, y compris quand ce dernier est à Berlin.

<sup>391</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, « Abschrift, Haag, den 12. Januar 1930. Aufzeich-

pour obtenir un assouplissement des revendications françaises. Tardieu aimerait ainsi impliquer Berlin dans la première tranche de mobilisation : les Allemands laissent Schacht décider, en sachant très bien qu'il compte refuser<sup>392</sup>.

Les Français, conscients de l'exécrable relation entre Schacht et le gouvernement, proposent à Curtius de modifier le statut de la *Reichsbank* pour fragiliser son Président<sup>393</sup>. Cette initiative trouve des soutiens en Allemagne, notamment en Prusse<sup>394</sup>. Le ministre des Affaires étrangères du Reich refuse cependant de s'engager sur cette voie<sup>395</sup> : la réussite de la conférence est le seul moyen de fragiliser Schacht. Cette anecdote montre cependant que le comportement du Président de la *Reichsbank* depuis décembre 1929 a clairement fragilisé la situation de l'Allemagne à La Haye. Paris demande en effet à Berlin des garanties supplémentaires car ils se méfient du président de la *Reichsbank*.

Le point essentiel d'achoppement entre Schacht et la délégation allemande est toutefois la question des sanctions applicables contre le Reich en cas de défaut d'application du plan. Vocke refuse la moindre référence à un non-respect par l'Allemagne du plan Young<sup>396</sup>. Le Reich, écrit-il à Schacht, ne doit pas admettre qu'il n'est pas capable de respecter un traité. Vocke finit par appeler Schacht à La Haye<sup>397</sup>. Le 13 janvier, le Président de la *Reichsbank* participe à la 26<sup>e</sup> réunion du COBRI. Le Comité prend acte de la lettre de Schacht du 31 décembre et constate que ses travaux reposent sur la participation de la *Reichsbank* à la Banque des Règlements Internationaux. La question du comportement de la banque centrale allemande est renvoyée en séance plénière : c'est le coup d'éclat de la conférence.

Schacht reste alors dans sa logique de confrontation : le plan Young prévoit la participation d'un consortium de banques allemandes à la BRI si la *Reichsbank* ne désire pas investir dans son capital. Il menace :

---

nung über meine Haltung während der vergangenen Woche » et Müller II, Band 2, n° 441 « Staatssekretär Pünder an den Reichskanzler. Den Haag, 9. Januar 1930. »

<sup>392</sup> *Idem*

<sup>393</sup> *Idem*

<sup>394</sup> Müller II, Band 2, n° 414, « Ministerialdirektor v. Hagenow an Staatssekretär Pünder. 10. Januar 1930. »

<sup>395</sup> Müller II, Band 2, n° 417, « Kabinettsitzung vom 14. Januar 1930. »

<sup>396</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Vocke à Schacht, 11 janvier 1930. La correspondance Schacht-Vocke est déposée à Coblenz : BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3. On peut aussi consulter les rapports réguliers du secrétaire d'État Pünder au chancelier, reproduits dans Müller II, Band 2.

<sup>397</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Vocke à Schacht, 6 janvier 1930.

« À ce propos, il serait prêt à tout moment à donner sa démission, si le *Generalrat*, le gouvernement et le Président du Reich le souhaitaient. »<sup>398</sup>

Les ministres allemands craignent que le comportement de Schacht ne menace l'issue de la conférence et contrecarre leur politique. Dans un premier temps, ils se prononcent en faveur de la démission de Schacht et envisagent la participation de deux banques privées allemandes à la BRI<sup>399</sup>. Dans un second temps, une autre solution s'impose : obliger légalement la *Reichsbank* à participer au capital de la BRI. Schacht se dit immédiatement prêt à respecter une telle loi, car elle réduit la responsabilité de la *Reichsbank*<sup>400</sup>. Le gouvernement allemand n'a finalement pas eu le choix : JP Morgan exclut de concourir à la mobilisation de la dette allemande si la *Reichsbank* ne participe pas à la BRI<sup>401</sup>.

En séance plénière, il ne reste alors qu'à régler le « *Schacht-Complex* »<sup>402</sup>. Le comportement du Président de la *Reichsbank* est de nature à faire échouer la conférence car Tardieu revendique désormais un dépôt supplémentaire de la *Reichsbank* à la BRI<sup>403</sup>. Parker Gilbert, présent à La Haye, attire l'attention de Curtius sur un autre fait : Schacht ne fait plus l'unanimité parmi les banquiers américains. Enfin, l'Allemagne est contrainte d'accepter de ne pas emprunter à long terme sur le marché international pendant jusqu'au 31 mars 1931, au lieu de l'automne 1930, pour garantir le succès de la première phase de mobilisation des réparations<sup>404</sup>.

Le protocole final de la conférence est signé le 20 janvier 1930. Il transforme le plan Young et

<sup>398</sup> « Im Urbigen sei er jederzeit zum Rücktritt bereit, wenn der Generalrat, die Regierung und der Herr Reichspräsident ihn wünschen sollten. » In BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Vocke à Schacht, 14 janvier 1930

<sup>399</sup> *Preußische Seehandlung et Reichskredit-Gesellschaft*

<sup>400</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Vocke à Schacht, 14 janvier 1930, page 3, discussion avec Curtius et Moldenhauer le 14 janvier au matin. Voir également Müller II, Band 2, n° 416 « Aufzeichnung Staatssekretär Pünders über die Delegationsbesprechung in Den Haag am 14. Januar 1930 betr. deutsche Beteiligung an der BIZ. »

<sup>401</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Vocke à Schacht, 14 janvier 1930, page 3, discussion avec Curtius et Moldenhauer le 14 janvier au matin et Müller II, Band 2, n° 417 « Kabinettsitzung vom 14. Januar 1930 ».

<sup>402</sup> Müller II, Band 2, n° 417 « Kabinettsitzung vom 14. Januar 1930 ». Selon une expression de Müller.

<sup>403</sup> Müller II, Band 2, n° 418 « Aufzeichnung Staatssekretär Pünders über die internationale Beurteilung des Reichsbankpräsidenten. Den Haag, 16. Januar. » La demande est formulée dès le 5 janvier 1930 par les Français, et est renouvelée avec vigueur après le coup d'éclat de Schacht : ADAP Serie B Band XIV, n° 8 « Aufzeichnung des wissenschaftlichen Hilfsarbeiters Schmidt (z. Z. Den Haag), Den Haag, den 5. Januar 1930. Aufzeichnung über die Unterredung zwischen dem Herrn Reichsminister Curtius und den Herren Tardieu und Briand am 5. Januar im « Hôtel des Indes » im Haag von 11-12 Uhr 15 »

<sup>404</sup> Müller II, Band 2, n° 419 « Aufzeichnung Staatssekretär Pünders über die Delegationsberatung zu den Mobilisierungsverhandlungen. Den Haag, 17. Januar 1930. »

les protocoles signés à La Haye en août 1929 et en janvier 1930 en traité international, appelé « nouveau plan ». Berlin obtient le droit de déclarer un moratoire unilatéralement, ce qui revient aussi à disposer indirectement d'une possibilité de réviser l'accord. Un échange de note précise qu'en cas de rupture de l'accord par une partie, les signataires recouvrent leur liberté. L'accord est complété par l'émission d'un emprunt de 300 millions de dollars, dit « emprunt Young », sur neuf marchés : États-Unis, France, Royaume-Uni, Suède, Hollande, Suisse, Belgique, Italie et Allemagne.

Après la fin de la conférence, le gouvernement du Reich réfléchit à un départ du Président de la *Reichsbank*, mais il écarte très vite cette solution. Il ne veut pas donner l'impression de réduire l'indépendance de la banque centrale. Moldenhauer est toutefois chargé de demander à Schacht de restreindre ses prises de position publiques. Le Président de la *Reichsbank* promet alors de prévenir le gouvernement en cas de publication d'un nouveau mémorandum. De plus, le gouvernement prévoit une intervention du Président du Reich contre Schacht si ce dernier intervenait dans la sphère politique<sup>405</sup>. La démission de Schacht est écartée mais les oppositions entre le cabinet et le Président de la *Reichsbank* subsistent.

### C. Une démission ratée ?

Après un mois de février consacré à la fondation de la Banque des Règlements Internationaux, Schacht, devant le hiatus grandissant entre sa position de Président de la *Reichsbank* et ses actes, démissionne. La portée de son départ est cependant amoindrie par la réaction rapide du gouvernement.

#### 1. L'acte III de la fondation de la BRI

Les représentants des Banques centrales concernées par la fondation de la BRI se réunissent à Rome les 26 et 27 février 1930, afin de signer l'acte constitutif de la BRI, qui naît officiellement le 5 mars.

La discussion de Rome porte notamment sur les postes à pourvoir à la BRI. Depuis la réunion du COBRI, Schacht ne veut nommer aux postes importants, notamment la direction générale, que des ressortissants de pays « neutres »<sup>406</sup>. Or, si la présidence de la banque est attribuée au

<sup>405</sup> Müller II, Band 2, n° 425 « Fraktionsführerbesprechung vom 27. Januar 1930, 17 Uhr im Reichstag ».

<sup>406</sup> Müller II, Band 2, n° 335 « Die deutsche Delegation des Organisationskomitees der Bank für inter-



banquier américain Gates McGarrah, à la grande satisfaction du Président de la *Reichsbank*<sup>407</sup>, la candidature du Français Pierre Quesnay au poste de directeur général est contestée. Cet emploi donne la maîtrise du recrutement du personnel à celui qui l'occupe. Son attribution est laissée à l'appréciation du Conseil d'Administration (*Board of directors*) de la BRI mais Schacht tente de dissuader ses collègues de choisir le Français.

Schacht a fait connaître son opposition à la candidature de Quesnay lors du voyage de ce dernier en septembre 1929 à Berlin. Il a renouvelé ses propos au COBRI et dans une lettre adressée à Montagu Norman<sup>408</sup>. Pour Schacht, Quesnay ne se préoccupe que des intérêts français<sup>409</sup> et sa désignation s'oppose à l'« esprit » du plan Young car elle introduit une inégalité entre la France et l'Allemagne. Enfin, cette décision pourrait renforcer, pour Schacht, l'hostilité de l'opinion publique allemande à la BRI. Les manœuvres de Schacht contre Quesnay se soldent par un échec. Outre le soutien évident de Moreau à la candidature de son directeur des études générales, celui-ci peut compter sur Montagu Norman et Owen Young<sup>410</sup>. Après la démission de Schacht, le Conseil d'Administration de la BRI a finalement accepté la candidature de Pierre Quesnay.

Peu de temps après la réunion de Rome, l'Allemagne s'apprête à ratifier le plan Young<sup>411</sup>. Un événement « sensationnel » marque alors les débats parlementaires : la démission du Président de la *Reichsbank*.

## 2. La démission

À la fin du mois de février, la démission de Schacht, évoquée régulièrement depuis les travaux du Comité des experts, devient inévitable. Le 20 février, il envoie un télégramme à Owen Young<sup>412</sup>. Il y déplore la clause de sanction prévue par le plan adopté à La Haye. Le Président de la *Reichsbank* écrit également à Paul von Hindenburg le 3 mars et le rencontre le 6. Schacht refuse de porter la responsabilité d'une aggravation des conditions d'application du

---

nationalen Zahlungsausgleich an den Reichskanzler. Baden-Baden, 1. November 1929 »

<sup>407</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Schacht à McGarrah, copie à Norman, 13 février 1930

<sup>408</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Schacht à Norman, 13 novembre 1929, Baden-Baden

<sup>409</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Schacht à Norman, 19 février 1930

<sup>410</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/3, Schacht à Norman, 13 février 1930.

<sup>411</sup> Müller II, Band 2, n° 459 « Besprechung mit dem Reichsbankpräsidenten. 4. März 1930, 11.30 Uhr »

<sup>412</sup> Müller II, Band 2, n° 460 « Ministerbesprechung vom 4. März 1930, 16 Uhr »

plan Young<sup>413</sup>. Entre-temps, le 4 mars, le cabinet discute du télégramme envoyé par Schacht à Young qui l'a transmis au gouvernement allemand. Schacht démissionne le 7 mars 1930, en forçant la main aux directeurs de la banque centrale. En effet, la presse est prévenue avant eux : il leur devient alors difficile de s'opposer à ce départ<sup>414</sup>, même si formellement Schacht a besoin de leur accord<sup>415</sup>.

Schacht a exposé les raisons de sa démission devant le *Zentralausschuß* et dans une lettre au directoire de la banque centrale<sup>416</sup>. Il y estime que le plan Young, dans sa version adoptée à La Haye, met la monnaie allemande en danger. Il ne peut se résoudre à la nomination de Pierre Quesnay à la direction générale de la BRI et considère en outre que la *Reichsbank* a dû concéder une limitation de souveraineté inacceptable, par la loi la forçant à participer à la BRI. Certains arguments du mémoire de décembre 1929 sont remis en avant, comme l'accord avec la Pologne où le Reich renonce à l'indemnisation des Allemands expropriés.

Deux motifs officieux de la démission de Schacht doivent être avancés avec la plus grande prudence. En premier lieu, la ratification de l'accord de La Haye est en cours et le *Zentrum* n'est pas certain de l'accepter<sup>417</sup>. La première lecture a eu lieu au début de février 1930. Lorsque Schacht démissionne, la seconde lecture n'a pas encore eu lieu. A-t-il essayé de peser sur la décision du parti catholique ? Müller a cependant obtenu un vote favorable en menaçant de démissionner et le plan Young est officiellement entré en vigueur le 17 mai. En second lieu, Schacht a probablement tenté de faire chuter le gouvernement. Il demande toutefois à Gottfried Treviranus (DNVP) à la fin du mois de mars ou au début du mois d'avril pourquoi personne ne lui a dit que Brüning allait devenir chancelier : Schacht n'a pas prévu qu'un changement de gouvernement allait intervenir après la ratification du plan Young<sup>418</sup>.

Malheureusement pour Schacht, le gouvernement du Reich a largement maîtrisé les remous

---

<sup>413</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 326

<sup>414</sup> BRI, MCG3, Papiers McGarrah, « Translation – Confidential – Berlin, March 7, 1930. 10 :40 PM – Hagen, Mendelssohn, Remshard, Urbig, Warburg, Wassermann à Pr. Bruins, Hotel Esplanade, Berlin »

<sup>415</sup> *Idem*

<sup>416</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3351 et 3391, pour une revue de presse détaillée sur la démission de Schacht, BRI, MCG3, Papiers McGarrah, « Translation – Confidential – Berlin, March 7, 1930. 10 :40 PM – Hagen, Mendelssohn, Remshard, Urbig, Warburg, Wassermann à Pr. Bruins, Hotel Esplanade, Berlin » pour un résumé du *Zentralausschuß* et de la lettre au directoire de la banque centrale.

<sup>417</sup> Doris Pfeiderer. *Deutschland und der Youngplan... op. cit.*, p. 285

<sup>418</sup> Gottfried Treviranus, *Das Ende von Weimar... op. cit.*, p. 227

provoqués par sa démission, à tel point que l'on ne peut pas parler de crise<sup>419</sup>. Les effets que Schacht pouvait escompter de sa démission sont largement annulés par le choix de son successeur, qui n'a posé aucun problème<sup>420</sup>. Hans Luther est proposé par Mendelssohn, Président du *Generalrat*, en accord avec le gouvernement<sup>421</sup>. À la BRI, le Président McGarrah approuve sans réserve ce choix<sup>422</sup>. Luther, ancien chancelier, ancien ministre des finances, préside en mars 1930 le *Lutherbund*, une association militant en faveur de la centralisation du Reich. Il s'impose pour son expérience des réparations, des finances du Reich et sa renommée à l'étranger. Il a en outre l'avantage d'être à la fois un homme politique, conformément au souhait de la SPD, et un technicien, ce qui correspond aux vœux des autres partis qui soutiennent la République de Weimar. Le 13 mars, la crise est close.

### 3. Les réactions au départ de Hjalmar Schacht : une démission manquée ?

La démission de Schacht a été très diversement accueillie. Contrairement à ses espérances, Schacht n'obtient pas le soutien du Président du Reich. Ce dernier se contente de le remercier du travail effectué comme Président de la *Reichsbank*<sup>423</sup>. La *Deutsche Kolonialverein*, au contraire, soutient Schacht dans un communiqué du 8 mars 1930 et espère qu'il se verra proposer un nouveau poste, dans l'intérêt de l'Allemagne et de ses revendications coloniales<sup>424</sup>. La NSDAP, hostile à la politique de Schacht pendant toutes les années 1920, le soutient toutefois.

Certains journaux allemands regrettent le départ de Schacht. Le 7 mars 1930, *Der deutschen Spiegel* regrette le départ de ce *Kerl* en raison du « *Sehnsucht nach wirklichen Führern* » : les réactions d'une partie de la presse à cette démission montrent aussi qu'il existe une recherche d'un « homme providentiel », « sauveur » de l'Allemagne avant 1933. Ce point de vue est partagé par d'autres journaux, comme la *Vossische Zeitung* du même jour. La *Berliner Börsen Zeitung* remarque qu'il y a une certaine ironie à voir la bourse tant réagir au départ de Schacht alors qu'elle l'a abhorré. Elle a probablement peur d'un nouveau vendredi noir. Ce journal pense qu'il n'y a personne en Allemagne qui peut remplacer Schacht et regrette que la logique

<sup>419</sup> voir BARCH Reichskanzlei, R43/I/962

<sup>420</sup> Müller II, Band 2, n° 468 « Ministerbesprechung an den Reichskanzler. 7. März 1930 »

<sup>421</sup> L'accord du gouvernement est facultatif, mais il a été consulté.

<sup>422</sup> BRI MCG3, Papiers McGarrah, « Translation – Confidential – Berlin, March 7, 1930. 10 :40 PM – Hagen, Mendelssohn, Remshard, Urbig, Warburg, Wassermann à Pr. Bruins, Hotel Esplanade, Berlin »

<sup>423</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3391. On peut y trouver le contenu de la lettre et les réactions de la presse.

<sup>424</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3351, le communiqué est reproduit dans la *Deutsche Tageszeitung*, 8 mars 1930. Ce journal est affilié à la DNVP (Hans Luther, *Politiker... op. cit.*, p. 179)

des partis l'emporte. Qui pourra incarner la confiance dans la monnaie allemande aussi bien que Schacht ? La *Deutsche Allgemeine Zeitung* insiste plus sur la continuité de cette démission avec la crise de décembre 1929 et le déroulement de la conférence de La Haye. Le journal pense que la SPD voulait la tête de Schacht et qu'un combat pour l'indépendance de la *Reichsbank* devrait commencer.

Le lendemain de la démission, certains journaux s'inquiètent de ses conséquences. La bourse ne donne plus de signes de faiblesse, contrairement à la journée du 7<sup>425</sup>. Le 8 mars, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* est préoccupée des bénéfices que la France peut retirer du départ de Schacht et remarque que la *City* ne semble pas être émue par l'événement<sup>426</sup>. Walter Funk<sup>427</sup>, un journaliste économique, estime que le départ de Schacht est le début d'une évolution vers des « temps nouveaux » qu'il ne définit pas<sup>428</sup>.

Moins d'une semaine après, le 13 mars 1930, un journal munichois fait remarquer que la démission de Schacht s'est passée sans bouleversement majeur, en conséquence de l'excellent choix du gouvernement Müller et de sa réactivité<sup>429</sup>. Luther, politique et financier reconnu, était apte à faire l'unanimité. De plus, les statuts de la *Reichsbank*, même modifiés en 1930, assurent l'indépendance de la banque et empêchent le recours à la planche à billet.

De manière générale, la presse allemande s'inquiète surtout de la portée politique de la démission de Schacht. Au contraire, la presse étrangère en traite autant les aspects économiques et financiers que politiques. Aux États-Unis, on se préoccupe tout particulièrement des retards pris pour la constitution de la BRI, comme le *Boston Evening News* du 7 mars 1930 ou le *New York Herald* deux jours plus tard<sup>430</sup>. Le 7 mars, *The World*, journal new-yorkais, s'interroge sur les conséquences de la démission de Schacht sur la ratification du plan Young au *Reichstag*. Il explique également que la démission de Schacht confirme que la conférence de La Haye a changé la nature du plan Young. Au Royaume-Uni, le *Times* s'attarde surtout sur les effets de la candidature de Quesnay à la BRI<sup>431</sup>. Le *Manchester Evening Chronicle* et l'*Eastern Evening News* (Norwich) du 7 mars s'intéressent à la nouvelle banque et rappelle que le gou-

<sup>425</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3351, *Berliner Börse*, 8 mars 1930

<sup>426</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3351, *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 8 mars 1930

<sup>427</sup> Il n'est pas encore membre de la NSDAP.

<sup>428</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3351, article de Walter Funk, journal non identifié, a priori *Berliner Börsen Zeitung*.

<sup>429</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3391, Journal bavarois non identifié du 13 mars

<sup>430</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3351, *New York Herald*, 9 mars 1930

<sup>431</sup> *The Times*, 7 mars 1930

vernement allemand a désavoué Schacht à ce sujet.

En France et en Belgique, les analyses de la presse sont différentes. En effet, les journaux de ces pays prêtent des intentions de carrière politique au Président démissionnaire de la *Reichsbank*. *L'information* à Paris et *L'étoile Belge* le 8 mars estiment que Schacht vise la succession de Hindenburg. *Paris Midi*, le même jour, et *l'Humanité* du 9 mars semblent certains que Schacht intrigue pour prendre la tête des nationalistes allemands. *L'Œuvre* du 8 mars se réjouit : « Une bonne nouvelle : M. Schacht va prochainement quitter la direction de la *Reichsbank*. »

Le 1<sup>er</sup> avril 1930, une soirée est donnée en l'honneur de Schacht, en présence d'employés de la *Reichsbank* et du directoire. Le président démissionnaire prononce un discours : le peuple allemand a peut-être perdu la guerre mais on ne peut lui retirer son honneur. Il n'a jamais perdu ce principe de vue, y compris en 1929 à Paris. Mais il a préféré signer le plan Young, pour que éviter des conditions plus mauvaises. Il insiste sur la responsabilité de tous pour assurer le paiement des réparations. Il met en cause le gouvernement :

« Il [le gouvernement] a pris malgré tout l'engagement que les paiements du Tribut [les réparations] soient effectués dans l'espoir vague qu'un jour une modification politique se produise. D'après ma conviction, le gouvernement a ainsi fait une erreur fondamentale tout à fait grande. Il a abandonné le domaine moral pour le traitement futur de la politique des Réparations ! »<sup>432</sup>

\*  
\* \*

La démission de Schacht était-elle inévitable ? L'« esprit de Locarno » s'est étiolé au cours de 1929. La raison essentielle de cette dégradation est l'ambiguïté de cet « esprit ». La question fondamentale était la suivante : sur quoi devait déboucher la réconciliation franco-allemande ? Schacht a répondu à cette question dans le mémorandum du 17 avril 1929 : l'Allemagne doit retrouver ses colonies et le corridor de Danzig. Cette solution qui tend à considérer l'espace national comme le meilleur niveau d'organisation de l'économie, est inacceptable pour les Français et rompt avec les grandes avancées européennes des années 1920, à commencer par

---

<sup>432</sup> « Sie [die Regierung] hat trotzdem die Verpflichtung auf sich genommen, daß die Tributzahlungen geleistet werden in der vagen Hoffnung, daß in der Zukunft schon irgendeinmal ein politischer Wandel eintreten wird. Nach meiner Überzeugung hat die Regierung damit einen ganz großen grundsätzlichen Fehler gemacht. Sie hat die moralische Basis verlassen für die zukünftige Behandlung der Reparationspolitik! » in BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/7176, « Ansprachen zu ehren des Herrn Reichsbankpräsidenten Dr. Hjalmar Schacht anlässlich seines Ausscheidens aus dem Amte, ge-

les directives libérales de la conférence économique de 1927. Cependant, les gouvernements européens ne sont pas prêts à abandonner la politique de conciliation. En conséquence, Schacht se retrouve dans une situation de porte-à-faux, qui, au fil des mois, devient intenable. Relations internationales et politique nationale se conjuguent : la grande coalition qui soutient le gouvernement allemand a besoin d'un succès en politique étrangère. Elle fait face à une situation interne, qui, dès 1928, est perçue comme une crise économique grave. La République de Weimar risque de perdre sa légitimité. Lorsque Schacht, en décembre 1929, demande la diminution de l'assurance-chômage, il participe à ce travail de sape de l'État social allemand.

Pendant la conférence des experts et dans les mois qui précèdent sa démission, Schacht poursuit finalement deux objectifs majeurs. D'une part, il faut procurer à l'Allemagne de meilleures conditions pour négocier ultérieurement. Schacht l'a dit dès la préparation de la conférence des experts : si le Reich ne peut exporter plus, le paiement des réparations est impossible. Il s'attend donc à une crise des réparations, les conditions pour améliorer le commerce extérieur allemand n'étant pas réunies. Le nouveau plan, qui prévoit des paiements plus faibles que le plan Dawes et rend une partie de sa souveraineté à l'Allemagne, permettrait alors au Reich de négocier dans de meilleures conditions. D'autre part, Schacht veut accroître les marges de manœuvre économiques de son pays. L'indépendance de la *Reichsbank* vis-à-vis de l'étranger et la fin de l'occupation de la Rhénanie vont dans ce sens. Néanmoins, le plan de réforme des finances du gouvernement du Reich de décembre 1929 implique une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger. Schacht, désormais, ne semble plus hésiter entre l'affrontement et la conciliation. Il provoque la démission de Hilferding, à défaut d'obtenir celle du gouvernement, et sa lettre du 31 décembre 1929 rend incertaine la participation de la *Reichsbank* au capital de la BRI. Il se place désormais en contradiction complète avec la politique du Reich.

Schacht, assisté de Vocke, poursuit cette politique de rupture pendant le mois de janvier 1930. Le Cabinet Müller est alors forcé de le contraindre à suivre sa politique. Pour sortir de cette situation inconfortable, le Président de la *Reichsbank* peut démissionner ou attendre que le gouvernement chute. Mais le cabinet refuse de partir car la situation de l'Allemagne est trop précaire tant que le plan Young n'est pas enfin ratifié. Schacht démissionne alors, probablement dans l'espoir de faire chuter le gouvernement.

Le départ de Schacht est dans l'« air du temps ». En effet, elle est représentative d'un chan-

---

halten bei der Abschiedsfeier der Reichsbank im Lichthofe der Reichshauptbank am 1. April 1930 ».

gement de mentalité des personnalités politiques du centre et de la droite allemande entre 1928 et 1930 : à une crise économique, on répond par une volonté politique de changement de régime qui exclurait les sociaux-démocrates, vainqueurs des élections de 1928, et par la mise en place d'une politique étrangère plus agressive. Le départ de Schacht traduit ainsi les doutes allemands sur les résultats de la politique européenne de Stresemann et sur la capacité de la République de Weimar à transformer l'ordre de Versailles. Le cœur de l'opposition entre le gouvernement et le Président de la *Reichsbank* se situe dans le choix d'une nouvelle diplomatie : Schacht recherche la révision du traité de paix par l'affrontement.

En mars 1930, dans une Allemagne dont le futur est incertain tant la grande coalition du gouvernement Müller est en danger, quel est l'avenir de Schacht, hostile à la plupart des partis représentés au *Reichstag* et à l'évolution des relations internationales ?

# Chapitre 3<sup>e</sup>

## De la démission au ministère de l'Économie (Mars 1930–Août 1934)



Figure 3 – Hitler et Schacht pour l'inauguration des travaux du nouveau bâtiment de la *Reichsbank*<sup>433</sup>

---

<sup>433</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 440.



**D**e mars 1930 à août 1934, Schacht emprunte un chemin le menant à une collaboration étroite avec les Nazis et le régime totalitaire. Deux étapes marquent ce parcours. Dans un premier temps, Schacht recherche, en se maintenant dans le champ politique, à revenir à la présidence de la *Reichsbank*. Ce but est atteint en mars 1933. Dans un second temps, en s'attaquant d'une part au chantier de l'endettement extérieur et d'autre part au financement des projets économiques intérieurs nazis, il est nommé en août 1934 ministre de l'Économie du Reich.

### **I. Plusieurs fers au feu**

Le 6 mars 1930, Hjalmar Schacht donne sa démission par une lettre adressée au Président von Hindenburg. Cette décision est rendue publique quelques jours après. Ce départ s'explique par son désaccord sur la politique menée par le gouvernement de Grande Coalition à propos du plan Young. Schacht espérait provoquer par son départ la chute du gouvernement du chancelier social-démocrate Müller et ne doutait pas de son retour rapide à la tête de la *Reichsbank*. Ces projets ont échoué, bien que le gouvernement soit tombé peu de temps après son départ. Le nouveau chancelier Heinrich Brüning, membre du parti catholique *Zentrum*, ne remet pas en cause la nomination de Hans Luther comme Président du directoire de la banque centrale.

Cependant, Schacht n'abandonne pas l'espoir de revenir. En effet il « garde plusieurs fers au feu ». Il entretient des relations avec les gouvernements successifs, tout en liant langue avec la DNVP et la NSDAP. De mars 1930 à janvier 1931, Schacht participe à des conférences dans divers pays sur le thème de la *Fin des réparations* et prend ses premiers contacts avec les nazis. Dans la période qui suit, jusqu'en octobre 1931, Schacht est en relation avec le chancelier Brüning mais n'arrive pas à persuader ce dernier de le faire revenir à la *Reichsbank*. C'est alors que, notamment lors du Front de Bad Harzburg, Schacht se montre proche du national-allemand Alfred Hugenberg. Mais, à partir de 1932, il ne fait plus de doutes pour Schacht que l'Allemagne ne peut se passer d'un gouvernement à direction nazie.

## **A. Schacht, la *Fin des réparations* et les premiers contacts avec le parti nazi (mars 1930–janvier 1931)**

Entre mars 1930 et janvier 1931, Schacht n'a aucune fonction officielle. Il participe cependant à de nombreuses conférences. Jouissant du statut prestigieux de Président honoraire de la *Reichsbank* et de financier respecté, il est invité à parler dans plusieurs pays. Il publie également des articles de fond dans divers organes de presse allemands et étrangers. Deux voyages sont particulièrement importants, l'un en Roumanie et l'autre aux États-Unis.

Cet épisode de la vie de Schacht est peu évoqué dans ses mémoires et par ses biographes. Henri Bertrand estime que toute la période traitée ici constitue une simple retraite<sup>434</sup>. Amos E. Simpson se contente de mentionner que Schacht a été invité par des amis banquier aux États-Unis<sup>435</sup>. John Weitz, un journaliste américain, précise que Schacht a lu *Mein Kampf* sur le paquebot l'emmenant aux États-Unis, afin d'utiliser les résultats des élections du 14 septembre 1930 pour montrer le non-sens des réparations<sup>436</sup>. Norbert Mühlen, polémiste hostile au financier, ignore cette période<sup>437</sup>. Hjalmar Schacht se contente essentiellement de détails comme la composition des repas servis pendant les conférences aux États-Unis<sup>438</sup>. Cependant un aspect se dégage de ces écrits : Schacht aurait utilisé les résultats des élections législatives du 14 septembre 1930 pour prévenir de la menace nazie lors de ses conférences aux États-Unis. Cette idée est surtout révélatrice du fait qu'une grande partie de ces biographies ont été écrites sur la base des mémoires de Schacht ou du travail hagiographique de Franz Reuter<sup>439</sup>. Les interventions de Schacht aux États-Unis ne sont ainsi ni favorables ni défavorables au parti d'Adolf Hitler.

Pourtant ces quelques mois débouchent sur ses premières rencontres avec les nazis en décembre 1930 et janvier 1931. Après son départ de la DDP en 1926 et sa démission de la *Reichsbank*, c'est un pas supplémentaire dans l'évolution droitrière de ses idées politiques.

De mars à septembre 1930, Schacht entame une fausse retraite, marquée par un voyage en

<sup>434</sup> Henri Bertrand, *Le docteur Schacht*. Les contemporains vus de près - 2e Série - N. 9. nrf gallimard, Paris, 1939.

<sup>435</sup> Amos E. Simpson, *Hjalmar Schacht in perspective*. Mouton, The Hague, Paris, 1969.

<sup>436</sup> John Weitz, *Hitler's banker Hjalmar Horace Greeley Schacht*. Little, Brown and Company, Boston, New York, Toronto, London, 1997.

<sup>437</sup> Norbert Mühlen, *Der Zauberer - Leben und Anleihen des Dr Hjalmar Horace Greeley Schacht*. Europa, Zürich, 1938.

<sup>438</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre meines Lebens*. Kindler und Schiermeyer Verlag, Bad Wörishofen, 1<sup>ère</sup> édition, 1953.

Roumanie. À l'automne, après avoir voté aux élections de septembre 1930, il part aux États-Unis pour un cycle de conférences, mélangeant discours et diplomatie officieuse, et dont le contenu est publié dans un livre, *La fin des réparations*<sup>440</sup>. Cependant, il est nécessaire de rappeler dans un premier temps dans quel contexte économique et politique allemand se déroulent ces conférences.

### **1. Le contexte économique et politique allemand (1931–1932) : l'instrumentalisation de la crise et la fin des compromis républicains**

L'année 1930 est un point de rupture dans l'histoire de la République de Weimar. La chute du gouvernement du chancelier social-démocrate Hermann Müller le 30 mars 1930 en raison d'un désaccord entre la SPD et la DVP sur le montant des indemnités accordées aux chômeurs met fin à la dernière tentative de grande coalition. Parallèlement, la crise économique se développe. Son paroxysme est atteint en juillet 1931, lors de la crise financière. Son instrumentalisation met fin aux compromis qui ont fondé la légitimité du régime.

Le *compromis constitutionnel*, qui reposait sur l'équilibre entre la légitimité parlementaire et la légitimité présidentielle, est réduit à néant, du fait de la volonté du Président Hindenburg qui contraint le nouveau chancelier de mettre en place un cabinet dit « présidentiel », formé en deux jours avec une marge de manœuvre réduite par les empiètements du Président pour Heinrich Brüning, nommé chancelier. Une telle solution est en préparation depuis 1929 et soutenue par les partis de droite représentés au Parlement et par le ministère de la Guerre<sup>441</sup>. Il s'appuie sur la capacité du Président à émettre des ordonnances d'urgence selon l'article 48 de la Constitution allemande et non sur la responsabilité devant le Parlement. Le but est de prendre un virage autoritaire, restreignant le Parlement à une fonction de contrôle et marginalisant les sociaux-démocrates : malgré certaines revendications sociales en commun avec ces derniers, Brüning a mené une politique anti-parlementaire et anti-marxiste, le mettant en opposition aux communistes et en position délicate face à la SPD.

Le *compromis de politique extérieure* qui reposait sur l'action du ministre des Affaires étrangères Gustav Stresemann et avait pour but d'obtenir une révision des traités de paix par une politique de coopération internationale, par ailleurs non exempte d'ambiguïté, fait place à la politique extérieure du chancelier Brüning et de son ministre des Affaires étrangères, Julius

---

<sup>439</sup> Franz Reuter, *Schacht*. R. Kittler, Leipzig, non édition, 1937.

<sup>440</sup> Hjalmar Schacht, *Das Ende der Reparationen*. G. Stalling, Oldenburg I. O., 1931.

Curtius. Selon Andreas Rödder :

« Alors que Curtius s'est efforcé de reprendre en principe la ligne de Stresemann dans la majeure partie des domaines de la politique étrangère allemande, sans pouvoir appliquer son propre style, il a mis en œuvre un projet propre avec l'union douanière austro-allemande. Le cours de cette dernière, avec lequel il a lié son propre destin politique, est devenu l'histoire réelle de la défaillance du ministre des Affaires étrangères Julius Curtius. »<sup>442</sup>

Brüning et son ministre ont voulu la suppression des réparations avec une opiniâtreté qui est souvent critiquée. Andreas Rödder<sup>443</sup> voit une continuité entre Stresemann et Curtius alors que Hermann Graml parle d'un retour à l'époque wilhelmienne<sup>444</sup>. En outre, Kruedener<sup>445</sup>, Borchardt et Ritschl<sup>446</sup> estiment que Brüning n'a pas eu le choix au vu de la situation tendue de l'économie allemande. Ses successeurs disposent toutefois d'une liberté plus grande, dans la mesure où ils ont profité de la meilleure compétitivité résultant de sa politique de déflation et de la fin des réparations à la conférence de Lausanne. Ainsi, on ne peut pas affirmer que le gouvernement Brüning a instrumentalisé la situation économique pour changer l'orientation de la politique étrangère. Le mémorandum von Bülow, du nom du secrétaire d'État à l'*Auswärtiges Amt*, illustre la division régnant entre les membres du Cabinet et les principaux hauts fonctionnaires. Von Bülow ne croit plus en la possibilité de s'entendre avec la France, notamment en ce qui concerne les frontières orientales de l'Allemagne alors que Hoesch, ambassadeur à Paris, est prêt à certains compromis avec la France, y compris sur la question du désarmement<sup>447</sup>. La politique extérieure du cabinet Brüning est néanmoins perçue comme plus agressive à l'étranger et particulièrement en France. Paris met en échec le projet de mars 1931 d'Union douanière avec l'Autriche mais ne peut empêcher Berlin d'obtenir la fin des

<sup>441</sup> Heinrich Brüning, *Mémoires*. NRF Gallimard, Paris, 1974.

<sup>442</sup> « Während Curtius sich in den meisten Bereichen der deutschen Außenpolitik grundsätzlich die Linie Stresemanns weiterzuführen bemühte, ohne eigene Akzente setzen zu können, nahm er mit der deutsch-österreichischen Zollunion ein eigenes Projekt in Angriff. Dessen Verlauf, mit dem er sein eigenes politisches Schicksal verband, wurde zur eigentlichen Mißerfolgsgeschichte des Außenministers Julius Curtius. » Andreas Rödder, *Stresemanns Erbe : Julius Curtius und die deutsche Außenpolitik*, Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart, Paderborn: Ferdinand Schöningh, 1996, 328 p., p. 186

<sup>443</sup> Andreas Rödder, *Stresemanns Erbe : Julius Curtius und die deutsche Außenpolitik*, Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart, Paderborn: Ferdinand Schöningh, 1996, 328 p.

<sup>444</sup> Hermann Graml, *Zwischen Stresemann und Hitler. Die Außenpolitik der Präsidialkabinette Brüning, Papen und Schleicher*, Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, Bd. 83, Oldenbourg Verlag München, 2001

<sup>445</sup> Jürgen von Kruedener, « Could Brüning's Policy of Deflation Have Been Successful? », in Jürgen von Kruedener, *Economic Crisis and Political Collapse. The Weimar Republic 1924-33*. New York: Berg, 1990, S. 81-98.

<sup>446</sup> Albrecht Ritschl, *Deutschlands Krise... op. cit.*

réparations en 1932.

Mais la crise est aussi une réalité économique violente, se traduisant par le chômage de masse (Tableau 1). En 1932, l'Allemagne possède 5,6 millions de chômeurs, auxquels il faut ajouter au moins un million d'individus non-inscrits à l'assurance-chômage et les millions de travailleurs devant accepter des emplois à temps partiel.

1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
10 %	6,2 %	6,3 %	8,5 %	14 %	21,9 %	29,9 %

Tableau 1 – Évolution du nombre de chômeurs inscrits à l'assurance-chômage de 1926 à 1932, en pourcentage de la population active<sup>448</sup>

La réponse du gouvernement Brüning est une politique de déflation qui s'oppose au *compromis social* de Weimar, mis en cause dès 1927-1928. Ce dernier remonte à la signature le 15 novembre 1918 par les syndicats et la grande industrie de l'accord sur la *Zentralarbeitsgemeinschaft* qui dessine les contours d'une nouvelle constitution sociale corporatiste. Donnant satisfaction à certaines revendications sociales anciennes, comme la journée de 8 heures, l'accord vise également à créer un modèle pour le règlement des futurs problèmes sociaux et salariaux. Ce compromis a vite été remis en cause dès 1927. Cependant, la déflation de Brüning lui donne un coup fatal. Elle repose notamment sur la diminution des salaires nominaux et, parfois, réels. Son but était d'améliorer la compétitivité internationale de l'Allemagne, par une baisse des prix et des salaires. Elle est un échec d'un point de vue économique mais permet à Brüning de mettre en valeurs l'impossibilité du paiement des réparations. La politique économique de Brüning comprend également un assainissement du budget, impliquant des hausses d'impôt, comme l'augmentation de l'impôt sur la bière dès avril 1930 et la réduction des dépenses matérielles et personnelles du fisc. Enfin, le chancelier Brüning a tenté de sauver l'agriculture allemande par des décharges fiscales. Ce programme suit des positions économiques orthodoxes, où la crise doit permettre un assainissement de l'économie.

Les élections allemandes de septembre 1930 poussent Brüning à insister sur la lutte contre les réparations qui limitaient, selon le chancelier et de nombreux Allemands, la liberté du Reich

<sup>447</sup> Andreas Roedder, *Stresemanns Erbe*, op. cit. p. 32 et suivantes.

<sup>448</sup> D'après Detlev J. K. Peukert, *La République de Weimar... op. cit.*

et dépassaient la capacité de paiement du Reich et le rendement de son économie. Une succession de décrets-lois combinant politique de déflation, politique d'économie budgétaire, de baisse des prix et des salaires devaient permettre à Brüning de redresser l'économie allemande. Parallèlement, le programme d'*Osthilfe* pour l'agriculture est lancé qui prévoyait une diminution et une conversion de l'endettement des agriculteurs. Il fait enfin face à la crise bancaire de 1931 (voir *infra*). En refusant de mener une politique économique anti-cyclique, Brüning a probablement accentué les conséquences de la crise économique mondiale et la misère des Allemands.

Cependant les gouvernements Brüning (mars 1930-mai 1932), von Papen (mai-décembre 1932) et Schleicher (décembre 1932-janvier 1933) sont privés de base électorale, même si Brüning peut compter sur un électorat fidèle au *Zentrum*, parti qui connaît une légère progression aux élections de septembre 1930. Dans ces conditions, la remise en cause des compromis républicains se fait au risque de la guerre civile. C'est alors qu'émerge la solution d'une alliance avec les nazis. Brüning rencontre une première fois Hitler en octobre 1930, mais les deux hommes et les deux partis sont alors inconciliables. Le 10 octobre 1931, une seconde rencontre précède un entretien calamiteux entre Adolf Hitler, Hermann Göring et Paul von Hindenburg. Ce dernier déclare ainsi que Hitler pouvait au mieux devenir ministre de la Poste. Brüning a toutefois perdu le soutien du Président du Reich à cause de la question nazie. Face à l'agressivité des SA et à la découverte en mars 1932 des *Boxheimer Dokumente* dévoilant un projet de *putsch* des nazis, les *Länder* accentuent leur pression sur le gouvernement pour faire interdire les Sections d'Assaut. Le 13 avril, le décret-loi sur la sauvegarde de l'autorité de l'État prévoit l'interdiction des SA et SS. Le décret fait scandale, une tempête se déclenchant contre Hindenburg, Brüning et son cabinet.

Cependant, les élections de l'été 1932 changent largement la donne. La NSDAP renonce à un gouvernement uniquement nazi, en raison de son essoufflement financier et électoral. Les élections de novembre 1932 sont en effet un relatif échec (Tableau 2). Quant aux caisses du parti, elles ont été vidées par la répétition des échéances électorales depuis les présidentielles du printemps 1932.

Élections	Pourcentage	Sièges	Voix (Millions)
Septembre 1930 ( <i>Reichstag</i> )	18,3 %	107	6,5
1932 (Présidentielle 1er tour)	30,1 %		11,3
1932 (Présidentielle 2e tour)	36,8 %		13,4
Juillet 1932 ( <i>Reichstag</i> )	37,3 %	230	13,7
Novembre 1932 ( <i>Reichstag</i> )	33,1 %	196	11,74

Tableau 2 – Résultats de la NSDAP aux élections pour le *Reichstag* de 1930 et 1932

En mars 1930, la démission du Président de la *Reichsbank* est représentative de la rupture de cette année-là. Quel est ensuite l'itinéraire du D<sup>r</sup> Schacht, dans le contexte trouble de l'Allemagne du début des années 1930 ?

## 2. La fausse retraite du D<sup>r</sup> Schacht (Mars–septembre 1930)

La démission de Schacht prend effet au début du mois d'avril. Schacht annonce sa retraite dans sa propriété de Gühlen, dans les environs de Berlin. Mais dès le mois de mai 1930, il part en Roumanie, puis se déplace à Berne, Copenhague, Stockholm et, enfin, aux États-Unis<sup>449</sup>. Le but de ces voyages, selon Schacht, est de faire comprendre que les réparations ruinent l'Allemagne mais également l'ensemble du commerce international. Le public de ces conférences est composé de membres des gouvernements et d'acteurs des mondes économiques et financiers. Si les voyages en Suisse et en Europe du Nord se font dans un cadre dont les enjeux sont réduits, ce n'est pas le cas du voyage en Roumanie.

Schacht intervient en mai à Bucarest, sur invitation de l'Institut social roumain, un organe privé. Cette invitation a été formulée dès l'automne précédent<sup>450</sup>. Cette conférence intrigue car elle se déroule peu après l'échec de discussions entre des banquiers français et le gouvernement roumain pour le financement de deux ports et en même temps que des négociations commerciales germano-roumaines. Parallèlement, la France mène des négociations avec Bucarest pour des livraisons de pétrole qui échouent en juillet 1930<sup>451</sup>. À cette époque, malgré une amélioration de sa balance commerciale liée à l'écroulement des importations, la Rouma-

<sup>449</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 344 et suivantes

<sup>450</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3385, d'après *Le Temps*, 26 mai 1930

<sup>451</sup> Philippe Marguerat et L. Jilek, *Banque et investissement industriel. Paribas, le pétrole roumain et la politique française, 1919-1939*. Faculté des lettres Neuchâtel, Librairie Droz, Neuchâtel, Genève, 1987, p. 107 et suivantes

nie est frappée par la crise agraire qui touche le bassin danubien. La part des exportations agricoles dans les exportations totales roumaines est tombée de 73,9 % à 56,2 % de 1927 à 1930 et le pays essaye de stimuler les ventes à l'étranger de combustibles minéraux, secteur où les prix baissent également<sup>452</sup>. Cependant, la conférence de Schacht n'est pas liée à ces négociations.

Ce voyage a deux aspects. L'un est une simple conférence sur la coopération entre banques centrales. L'autre est une incursion manifeste dans le domaine de la diplomatie internationale.

#### *a. La conférence*

Le discours de Schacht est « technocratique ». De son point de vue, les hommes politiques ont montré lors des négociations du plan Young et de la mise en place de la BRI qu'ils ne sont pas prêts à coopérer sur le plan international. Pour pallier leur incompetence, Schacht estime qu'il faut que les banques centrales soient assez fortes pour pouvoir émettre le crédit nécessaire au remplacement des 200 milliards de marks de capitaux qui ont disparu pendant la guerre. Ce discours révèle l'un des aspects de la stratégie de Schacht : placer le problème des réparations sur un plan strictement financier pour les faire apparaître comme injustifiées, sans toutefois oublier leur aspect moral<sup>453</sup>. C'est un raisonnement que Schacht avait déjà tenu lors de la conférence des experts à Paris.

#### *b. Un projet de financement du développement*

En liaison avec ce discours, Schacht annonce son intérêt pour les possibilités d'exportation de l'Allemagne dans l'Europe du Sud Est, comme l'indique un article du *Berliner Börsen Courier*, 30 mai 1930<sup>454</sup>. Ce dernier rapporte que Schacht aurait l'intention de proposer un fonds de capitaux « germano-étranger » permettant de financer l'achat de machines-outils allemandes par les pays de cette région. C'est la première incursion de Schacht dans la sphère internationale après sa démission.

Ce voyage soulève plusieurs questions. En premier lieu, Schacht précise qu'il n'est désormais qu'une simple personne privée. On peut néanmoins penser que le gouvernement roumain était favorable à son invitation, peut-être pour faire pression sur les Français qui discutent avec

---

<sup>452</sup> Sylvain Schirmann, *Crise... op. cit.*, p. 80

<sup>453</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6981, Bukarester Tageblatt, 13 mai 1930.

<sup>454</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3393, Berliner Börsen Courier, 30 mai 1930



Bucarest de questions pétrolières. Certains milieux roumains apprécient la venue du banquier : *La Nation Roumaine* du 14 mai 1930 estime qu'il a courageusement esquissé les grandes lignes d'une action pour guérir l'Europe<sup>455</sup>. Cet accueil favorable est peut-être aussi une conséquence de la réputation de la France en Roumanie qui n'est pas toujours flatteuse pour la III<sup>e</sup> République, sans oublier qu'il existe une forte minorité allemande en Roumanie et des milieux germanophiles. De plus, le discours de Schacht est contemporain des débats de Genève sur l'organisation de l'Europe : en mars 1930, la conférence préliminaire d'Action économique concertée a abouti à la conclusion d'un accord sur une trêve douanière et sur la mise en place d'un calendrier pour des négociations économiques futures. Son application est néanmoins entravée par un conflit germano-polonais<sup>456</sup>. Le 17 mai 1930, quelques jours après l'intervention de Schacht à Bucarest, le gouvernement français fait connaître son mémorandum sur l'Union européenne, qui propose de créer les conditions de la sécurité européenne par une « solidarité conventionnelle »<sup>457</sup>. À ces tentatives d'organisation du continent par les gouvernements, Schacht répond ainsi par une coopération entre les banques centrales qu'il relie aux possibilités d'exportation de l'Allemagne en Europe du Sud-Est.

Le but annoncé des voyages de Schacht – prévenir du danger que le paiement des réparations fait peser sur le commerce international – n'est pas aussi désintéressé que l'ancien Président de la *Reichsbank* a voulu le faire croire. La probable volonté de pénétrer économiquement dans une région sous influence française, d'instrumentaliser les réparations et leur traitement sous un angle se voulant purement technique et neutre et aussi l'autojustification du travail qu'il a fait à la tête de la *Reichsbank* pendant sept ans sont des buts plus plausibles. Ce décalage entre les buts avoués du voyage et les buts effectifs, cette ambiguïté régnant autour d'un voyage qui ressemble à un voyage officiel mais qui est celui d'une personne privée, dans un contexte diplomatique particulier, caractérisent plus fortement encore le voyage aux États-Unis, à l'automne 1930.

### 3. Schacht aux États-Unis

Pendant l'été 1930, Schacht rédige plusieurs discours en préparation d'un voyage aux États-Unis. Pour quelles raisons se rendre aux États-Unis ? Quelles sont les idées développées ? Et enfin, quelles sont les réactions des gouvernements allemand et américain ?

<sup>455</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/338, *La Nation Roumaine*, 14 mai 1930.

<sup>456</sup> Sylvain Schirmann, *Crise... op. cit.*, p. 51-55

<sup>457</sup> *Ibidem*, p. 55

*a. Pourquoi aller aux États-Unis ?*

Habitué des négociations internationales, Schacht sait pertinemment que le rôle des États-Unis est primordial. C'est pour cette raison, explique-t-il dans ses mémoires, qu'il désire s'exprimer devant le peuple américain<sup>458</sup>.

Il profite du souhait de son fils d'aller travailler un an aux États-Unis pour entamer ce voyage. Il soumet des textes à une agence qui organise des conférences et lui a demandé d'intervenir. Après avoir voté le 14 septembre aux élections du *Reichstag*, il part pour Londres. Il s'y arrête quelques jours pour y rencontrer notamment Montagu Norman, Président de la Banque d'Angleterre, avec qui il parle du problème des réparations<sup>459</sup>. Puis il rejoint New York. Il fait 42 conférences, réunissant parfois jusqu'à 2000 personnes. Elles se déroulent dans des Universités, devant des « clubs » ou des chambres de commerce. Le public est constitué d'étudiants, de professeurs, d'économistes, de financiers ou d'acteurs de la vie économique. Ces interventions sont suivies de débats, où, d'après lui, beaucoup de questions sont posées sur la victoire électorale des nazis. Il rentre en Allemagne le 3 décembre.

Les discours tenus pendant les conférences ont pour titres : « Les marchés financier et monétaire internationaux, avant et après la guerre »<sup>460</sup>, « Tendances du commerce mondial », « L'aspect social du problème des réparations », « L'absurdité des réparations », « L'invasion du commerce et de l'industrie par le socialisme d'État », « Les marchés monétaires à court et à long terme avant et après la guerre », « Les transformations structurelles du commerce international », « La clause de protection », « Politique coloniale impérialiste ou économique ? », « Les problèmes pan-européens », « La coopération des banques centrales »<sup>461</sup>. Tous semblent avoir été donnés pendant le voyage de Schacht, avec une préférence très nette pour le sujet des réparations. Il est arrivé que Schacht change le programme de ses conférences pour faire un commentaire des élections pour le *Reichstag* du 14 septembre 1930, en relation avec les réparations, cœur de tous ses discours.

*b. Les idées développées*

Toutes les idées que développe Schacht lors de ces 42 conférences ont un lien avec les réparations. Certaines sont déjà en germe lors des travaux du Comité des experts en 1929, comme la

<sup>458</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre op. cit.* p. 346

<sup>459</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3393, Berliner Börsenzeitung, 27 septembre 1930

<sup>460</sup> Les discours sont tous rassemblés dans BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6981.

<sup>461</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6982.

création d'un système où les Nation créancières financeraient les pays sous-développés. Ces derniers s'équiperaient en Allemagne, qui bénéficierait ainsi d'un surplus d'exportation lui permettant de payer les réparations<sup>462</sup>. Le problème de ces dernières se pose, selon Schacht, dans les termes suivants : elles sont pénalisantes pour l'Allemagne mais aussi pour l'ensemble du commerce mondial car elles empêchent le Reich de jouer son rôle d'acheteur de matières premières et de fournisseur de produits finis et semi-finis. Ainsi, la diminution du pouvoir d'achat allemand participe à la baisse des prix sur le marché mondial. Pour résoudre ce problème, Schacht propose une alternative. Le premier terme de cette dernière se fonde sur la conférence des experts pour la préparation du plan Young. Expliquant qu'elle avait abouti à la conclusion que le paiement des réparations était de la responsabilité de tous les acteurs du marché mondial, il demande que les « Alliés » permettent à l'Allemagne d'exporter sur leurs marchés en baissant leurs tarifs douaniers afin qu'elle puisse payer les réparations et se fournir en matières premières. Il insiste sur les barrières douanières afin d'expliquer que la clause de sanction du plan Young, cause de sa démission, est susceptible de frapper l'Allemagne sans tenir compte de l'éventuelle mauvaise foi des pays qui ne baissent pas leur tarif douanier. Si cette solution ne peut être appliquée, Schacht estime que l'annulation des réparations, second terme de l'alternative, est inéluctable.

« En ce moment, la situation de la question des réparations allemandes est la suivante : l'Allemagne est seulement capable de payer avec un surplus de ses exportations ; ce surplus ne peut consister qu'en biens finis ; de nombreux pays compétiteurs se protègent par des tarifs élevés contre l'importation de biens manufacturés allemands. D'un autre côté, les pays les moins développés manquent d'argent pour acheter les biens allemands et l'Allemagne manque de capital pour octroyer des crédits aux pays les moins développés qui aimeraient acheter. On ne peut absolument pas comprendre comment l'Allemagne dans de telles circonstances sera capable d'effectuer le paiement des Réparations. »<sup>463</sup>

Ce discours général sur les problèmes des réparations est étayé par des propositions pratiques, une critique d'une certaine politique allemande et des menaces.

Les propositions pratiques avancées sont techniques. Peu détaillées, elles concernent des

<sup>462</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 312 et le chapitre 2.

<sup>463</sup> « At the present moment, the situation of the German Reparation question is the following: Germany is only able to pay by a surplus of her exports, this export surplus can only consist of manufactured goods, numerous competitive countries protect themselves by high tariffs against the importation of German manufactured goods. On the other hand the less developed countries are lacking the money with which to buy goods in Germany and Germany is lacking the capital wherewith to grant long-term credit facilities to the less-developed countries, which are willing to buy. One absolutely cannot understand how Germany under such circumstances will be able to make the Reparations payments. »

territoires où l'influence de l'Allemagne a été largement diminuée ou réduite à néant par les traités de paix. Il s'agit d'une part de l'Europe Orientale et Centrale, où se discutent plusieurs projets d'ordre économique et d'autre part du domaine colonial. Dans les deux cas, le but politique poursuivi implicitement est la révision de l'ordre de Versailles, reliés à des arguments économiques :

« Trois grandes actions économiques sont nécessaires au monde et particulièrement à l'Allemagne pour restituer la paix et le bien-être. La première est l'expansion générale du commerce mondial avec l'aide d'une organisation internationale du crédit, la seconde est l'élargissement du marché intereuropéen par l'association économique de certains États européens et, enfin, une activité coloniale est nécessaire, en particulier pour les pays qui, densément peuplés mais industrialisés, sont actuellement sans possessions coloniales, ce qui est malheureusement le cas de l'Allemagne. »<sup>464</sup>

La première proposition est formulée en direction de tous les pays en cours d'industrialisation. Elle fait suite au voyage de Schacht en Roumanie. Il propose, sans entrer dans les détails, la constitution d'un fonds de capital par les pays industrialisés. Les pays non-industrialisés exprimeraient leurs besoins de consommation nécessaires à leur développement. Ces besoins concernent principalement les machines-outils. Ces dernières seraient financées par le fonds de capital et seraient fournies non au *pro rata* de la part de capital apportée par les pays développés mais proportionnellement, par exemple, au taux de chômage des pays fournisseurs. Ces dispositions avantagent très nettement l'Allemagne. En effet, d'une part, la production des machines-outils est un secteur où l'industrie allemande est performante, d'autre part distribuer les commandes proportionnellement au taux de chômage permet d'exclure la France de la liste des fournisseurs tout en utilisant son capital. Les devises obtenues par l'Allemagne grâce à ce système lui permettraient de rembourser les réparations. Dans un discours sur la Pan-Europe et le projet de Briand, Schacht explique que ce système risque de ne pas rencontrer l'assentiment de la France, dont l'intérêt serait une union politique pour conserver Versailles.

La seconde proposition qui concerne les colonies s'appuie sur un long exposé historique ten-

---

BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6982, « Transfer Protection Clause », p. 472-473

<sup>464</sup> « There are three great economic actions which are needed by the world and in particular by Germany for the restitution of peace and welfare. The first is a general expansion of the world's trade with the help on an international organisation of credit, the second is the enlargement of the inner-European market by an economic combination of a number of European states, and lastly colonial activity is needed, in particular by those countries which, densely people, though well developed industrially, are at present without own colonial possessions, as it is unfortunately the case with Germany. » BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6982, « Imperialistic or economic colonial policy », p. 548

dant à prouver, en utilisant des témoignages d'observateurs anglais et américains, que l'Allemagne fut une bonne colonisatrice, respectueuse des droits des peuples colonisés, afin de prouver que la disposition du traité de Versailles déclarant l'Allemagne inapte à coloniser n'est pas justifiée<sup>465</sup>. Schacht ne propose cependant pas un retour des colonies à l'Allemagne. Il met en avant une solution économique : la constitution de compagnies coloniales, dont le capital serait avancé à l'Allemagne puis remboursé sur les bénéfices des compagnies. Cela permettrait à l'Allemagne, selon Schacht, de se procurer des matières premières sans avoir à débours des devises, réservant ces dernières au remboursement des réparations. Les populations allemandes employées par ces compagnies pourraient recevoir à terme une certaine autonomie, sans qu'il y ait pour autant de pouvoir politique ou militaire. Schacht utilise également l'argument de la résorption du chômage, le travail dans les colonies permettant de fournir des emplois, notamment à la jeunesse allemande :

« Donnez un espace vital à cette jeunesse allemande, si vous voulez maintenir la paix et le bien-être dans ce monde. »<sup>466</sup>

Ces deux propositions pratiques sont présentées de manière très modérée par Schacht et ne s'excluent pas. Elles sont appuyées par un discours sur la coopération des banques centrales, où il essaye de démontrer que les hommes politiques ne sont pas à même de traiter des questions économiques internationales, justifiant ainsi que le premier projet présenté soit pris en charge par la BRI et par les banques centrales. Il explique que cette collaboration serait plus efficace que la SDN ou n'importe quel « Parlement Européen ». Il donne un seul rôle aux hommes politiques, à savoir le rétablissement de la confiance au niveau international, nécessaire pour l'émission d'emprunts à long terme, par le règlement des conflits politiques. Cependant, pour lui, cette dernière tâche n'a pour seule solution que la révision du traité de Versailles. Il cite notamment le cas du corridor de Danzig qui devrait au moins partiellement revenir à l'Allemagne.

Certains discours de Schacht stigmatisent la politique allemande des années 20, imputée intégralement à la sociale-démocratie, dont les membres sont ouvertement qualifiés de stupides. Cette critique a plusieurs buts : comme d'autres discours, elle permet à Schacht de montrer

---

<sup>465</sup> Cependant, on notera qu'il insiste sur la supériorité de l'Homme Blanc. Bien entendu, dans ses mémoires de 1953, il n'évoque plus cette supériorité. Mais à ce moment, ses clients appartiennent au Tiers-Monde.

<sup>466</sup> « Give space of living to this German youth, if you wish to maintain peace and welfare in the world » BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6982, « Imperialistic or economic colonial policy », p. 528

sous un excellent jour sa politique à la tête de la *Reichsbank*. Elle met en avant une nouvelle raison de critiquer les réparations et Versailles, en présentant certains aspects de cette politique comme conséquente de ces deux derniers. Elle rend évidemment, sans beaucoup de nuances, la sociale-démocratie, très critique à l'égard de Schacht, responsable d'une grande partie de l'endettement privé de l'Allemagne. Schacht décrit une Allemagne où l'économie est envahie par ce qu'il appelle le « socialisme d'État ». L'économie allemande surnationalisée est, d'après lui, marquée par l'absence du sens de la responsabilité et par la faible recherche de productivité. Cependant, elle souffre de plus de la baisse des prix d'une part et, d'autre part, de l'accroissement de la corruption et du poids de l'administration. Le système de sécurité sociale diminue la compétitivité des entreprises allemandes et empêche tout investissement à long terme car les lois la fondant sont constamment révisées, engendrant une instabilité juridique entravant les affaires. Schacht décrit un Parlement irresponsable qui donne systématiquement raison aux ouvriers qui forment la majorité du corps électoral. Schacht évoque ici l'une des causes essentielles de son glissement politique vers l'extrême-droite, l'antiparlementarisme. L'arrivée de l'État dans certains secteurs de l'économie empêche le fonctionnement normal du marché, tout en étant moins efficace. Il donne l'exemple des communes qui ont investi dans le logement. Pour Schacht, tout ceci coûte trop cher à l'Allemagne. Cela a eu enfin pour conséquence la contraction d'un endettement excessif.

Des menaces découlent de l'ensemble de ce discours. En effet, les hommes politiques, plutôt que de voir la réalité en face et rembourser les réparations, ont préféré utiliser le crédit afin de financer ce que Schacht appelle les « illusions révolutionnaires ». Mais pour Schacht, les ouvriers se rendront un jour compte des conséquences de cette politique, c'est-à-dire une diminution de leur niveau de vie, seule solution pour payer les réparations si les partenaires de l'Allemagne ne baissent pas leurs barrières tarifaires. Schacht explique qu'alors le peuple aura pour attitude de se tourner vers les extrêmes. C'est son explication du vote pour la NSDAP et la KPD. Le programme de la première n'est pas critiqué, pas plus que celui des communistes mais Schacht donne l'exemple de l'URSS, spectre suffisamment explicite pour convaincre des Américains du danger bolchevique.

Ses mémoires insistent sur les propos qu'il a alors tenus sur les nazis. En réalité, Schacht utilise cette menace dans un but précis : saper les réparations. En profondeur, c'est surtout un discours antidémocrate et antimarxiste qu'il tient, où parlementarisme, marxisme, sociale-démocratie et démocratie sont souvent amalgamés. Finalement, l'objectif de Schacht n'est pas l'abolition des réparations à proprement parler mais leur utilisation pour parvenir à des buts

politiques qu'il poursuit depuis plusieurs années, comme beaucoup d'autres Allemands : la révision du traité de Versailles et la lutte contre la sociale démocratie et le parlementarisme. Au-delà encore, il y a la vision d'une Allemagne dont l'« arrière-pays » économique est l'Europe Centrale et Orientale, arrière pays perdu pendant la guerre et rendant l'Allemagne dépendante des circuits financiers anglo-saxons. Enfin, Schacht cherche aussi à justifier la politique qu'il a menée lorsqu'il était à la tête de la *Reichsbank*. Grâce à l'utilisation de certains thèmes touchant plus l'opinion publique américaine que d'autres, comme l'invasion de l'économie par l'État, Schacht est souvent approuvé par ses auditeurs. Sur ce point, la phrase suivante est caractéristique :

« Si des naufragés abordent soudainement une île isolée et sont coupés de toute connexion et de tout échange de marchandises avec d'autres pays, il y aura vite nécessité d'économiser les biens qui restent et de les distribuer à chacun, c'est-à-dire de socialiser les ressources qui existent encore. La propriété allemande et tous les revenus seront nivelés. Si cela n'est pas suffisant pour nourrir tout le monde, une partie d'entre eux doit périr, ce qui peut être fait, comme les bolcheviques le font, soit en les tuant, soit en les laissant mourir de faim. »<sup>467</sup>

Cependant, devant la *Foreign Policy Association*, le 20 octobre, Schacht se heurte à John Foster Dulles. Ancien membre de la délégation américaine à la conférence de la Paix en 1919, il travaille dans les années 30 pour un cabinet juridique. Il constate tout d'abord que le plan Young n'a pu supprimer le problème des réparations. Tout en critiquant ce plan, il insiste cependant sur le fait que la gestion des finances du Reich est largement en cause dans la crise des réparations. Il n'épargne pas les Alliés qui n'ont pas désarmé et qui ont de fait mis en relation dans le plan Young les réparations et les dettes interalliées, ce qui, dans les deux cas, contredit le traité de Versailles.

En réalité, pour Dulles, la crise est psychologique. Les paiements prévus par le plan Young ne représentent que 3 % du PIB allemand et 10 % du budget du Reich, des *Länder* et des communes. De plus, les années 20 ont vu l'industrie allemande se rationaliser et retrouver les niveaux de production d'avant-guerre.

Schacht s'oppose à son contradicteur sur la possibilité de remboursement du Reich. Si les

---

<sup>467</sup> « If shipwrecked people suddenly cast ashore on a lonely island are cut off from all connections and from all exchange of goods with other countries, the necessity will soon arise to economize the remaining goods, and to distribute amongst each other i.e. to socialize the still existing resources. German property and all income will be leveled. If this will not be sufficient to feed all, part of them must perish, which can be done, as the Bolsheviks do it, either by killing them or by letting them starve. » BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6982, « The invasion of Trade and Industry by

paiements, considérés en pourcentages, sont faibles, ils interviennent dans une Allemagne où les classes moyennes sont déjà trop paupérisées. S'il s'affirme en accord avec Dulles sur le sujet des finances du Reich, il rejette cette faute sur le comportement de la SPD. De plus, si effectivement l'industrie se porte mieux, l'Allemagne ne peut payer que si elle exporte plus, ce que les Alliés ne peuvent accepter. En conséquence, les réparations seront, d'après Schacht, supprimées car c'est la seule solution pour que l'Allemagne puisse payer ses dettes privées.

*c. Les répercussions diplomatiques du voyage*

Le voyage de Schacht est contemporain de plusieurs discussions économiques importantes. À la suite des accords de mars 1930 sur la trêve douanière et de la publication du mémorandum sur l'Union européenne de Briand, la XI<sup>e</sup> assemblée de la Société des Nations de septembre 1930 crée une Commission d'Étude pour l'Union Européenne. En novembre 1930, se tient la première session de la Conférence d'action économique concertée. Ces conférences et initiatives ambitionnent de remédier à la crise par une coopération économique et financière. Le cœur de ces discussions sont les tarifs douaniers et les difficultés de l'Europe centrale et orientale. Comme à Bucarest, Schacht intervient dans ces débats en soumettant des solutions techniciennes permettant de satisfaire les intérêts nationaux allemands.

Concernant les relations bilatérales germano-américaines, le contexte est aussi particulier. Les deux Nations discutent d'un emprunt allemand sur le marché de New York. De plus, les États-Unis sont en campagne pour les élections au Congrès, marquées par une âpre discussion sur l'isolationnisme. Les dirigeants américains s'attendent à une poussée démocrate. Quant à l'Allemagne, le gouvernement Brüning, sous la menace d'une nouvelle fuite de capitaux après celle de septembre 1930, veut l'abolition des réparations mais ne semble pas avoir encore décidé du moyen à utiliser pour y arriver.

Dans ce contexte international, plusieurs questions émergent à propos de ce voyage. Est-il soutenu par le gouvernement Brüning ? Les discussions de Schacht avec le Président Hoover et plusieurs responsables du Département d'État prennent-elles une signification plus importante dans ce contexte ? En réalité, sur le plan diplomatique, le voyage de Schacht est frappé d'une ambiguïté, les États-Unis et l'Allemagne s'en servant pour se jauger mutuellement sur la question du moratoire sur les dettes qui semble inéluctable aux membres du Cabinet alle-

---

State socialism », p. 370-296



mand<sup>468</sup>. Dans le cadre d'une discussion entre les membres du gouvernement, des représentants des groupes parlementaires et Hans Luther, ce dernier estime que la réception des discours de Schacht aux États-Unis montre que ces derniers ne sont pas prêts pour une initiative allemande de révision du plan Young ayant pour but un moratoire des paiements d'une année<sup>469</sup>.

*Les discussions avec les représentants du gouvernement américain*

Schacht est reçu à Washington par Otto Kiep de l'ambassade d'Allemagne. Dans un télégramme confidentiel du 21 octobre, il rapporte les entretiens que le banquier a eu avec des officiels américains<sup>470</sup>. Kiep a essayé d'éviter que les réparations soient au centre des discussions. Schacht a rencontré le Président Hoover, le secrétaire d'État Henry Stimson, le secrétaire d'État au Trésor Mellon, le sous-secrétaire d'État au Trésor Mills, Meyer et le sous-secrétaire d'État Cotton. Il n'y a pas eu de conférences de presse.

L'entretien avec Hoover dure peu. Schacht refuse de se prononcer sur la politique du gouvernement Brüning et explique que pour combattre la crise, il faut redonner confiance au capital international. Hoover répond qu'il faudrait surtout que certains États européens acceptent de désarmer. Stimson, secrétaire d'État, rencontré le 18 octobre, évite d'aborder la question des réparations. Les hommes politiques à proprement parler ne rentrent donc pas dans le débat.

Schacht s'entretient ensuite seul avec Mellon et Mills pendant trois quarts d'heure dans leur salle de travail. L'administration Hoover tente alors de récolter le plus grand nombre possible d'informations pour pouvoir juger la situation allemande. Ils l'ont essentiellement interrogé sur la situation économique de l'Allemagne et sa capacité de paiement sur la base des emprunts actuels. Schacht, précisant qu'il n'a plus de poste officiel, explique que de nouvelles perturbations risquent d'arriver dans une durée de 4 mois. Mellon et Mills l'interrogent sur l'utilité d'un moratoire temporaire. Schacht ne peut pas répondre mais explique qu'il faut rétablir la confiance des investisseurs en l'Allemagne et donc supprimer la clause des sanctions. Mellon demande également si ce n'est pas à l'Allemagne de prendre une initiative pour un moratoire, ce à quoi Schacht répond que cela transformerait l'Allemagne en bouc émissaire. Il avance que l'Allemagne veut payer les créanciers privés avant les réparations et rappelle que

<sup>468</sup> Akten der Reichskanzlei, Weimarer Republik. Die Kabinette Brüning I u. II. n° 153 « Chefbesprechung vom 28. Oktober 1930, 17 Uhr »

<sup>469</sup> *Idem*

<sup>470</sup> ADAP Serie B Band XVI, n° 15

les Alliés sont dans une situation où ils peuvent payer leurs dettes américaines. Il explique qu'il est là pour informer, sur la base de son ancien poste, les milieux bancaires et financiers de la situation de l'Allemagne. Mellon semble approuver l'analyse de Schacht et tombe d'accord avec lui pour dire que les États-Unis devraient prendre une initiative.

Ensuite, vient un entretien avec Cotton, sous-secrétaire d'État, chargé des dettes au Département d'État. Il pose surtout des questions sur la situation allemande. Enfin, l'entretien avec Meyer est marqué par le soin de ce dernier d'éviter d'aborder la question des réparations.

Ce qui intéresse les Américains est surtout la capacité de paiement des Allemands, alors que Brüning tente d'obtenir un emprunt sur le marché de New York. Cependant, d'après Otto Kiep, ressort de ces entretiens l'impression que les Américains savent que les Alliés doivent faire un pas dans le domaine des réparations.

#### *Le comportement du gouvernement allemand*

Pour le gouvernement allemand, le voyage de Schacht tombe à merveille car une personne respectable et connue alerte sur la situation allemande, sans compromettre le cabinet Brüning. Certaines conclusions sont tirées de ce voyage : Luther, Président de la *Reichsbank*, en déduit que la proposition d'un moratoire ne peut pas venir de l'Allemagne<sup>471</sup>.

Pendant le voyage, le gouvernement Brüning a fait mine d'un double jeu, désapprouvant officiellement certaines prises de position de Schacht. De plus, si l'on essaye d'éviter que le Président honoraire de la *Reichsbank* ne discute des réparations avec les officiels américains, il est libre de s'exprimer publiquement comme il l'entend. Le but du gouvernement est de sensibiliser l'opinion américaine, sans pour autant s'impliquer en adoptant une position officielle. Ainsi, lorsque Schacht déclare qu'en tant qu'homme privé et économiste, il estime que le transfert en devises des réparations et des dettes allemandes ne sera bientôt plus possible, le ministre des Finances allemand se démarque. Mais le gouvernement allemand envoie par câble à Otto Kiep qu'il soutient Schacht. Ce dernier pense que le gouvernement allemand, bien que l'approuvant sur le fond, veut quand même donner l'impression qu'il est capable de payer les réparations<sup>472</sup>. Un article rapporte également des paroles de Schacht justifiant l'emprunt que le gouvernement allemand veut contracter sur la place de New York par la né-

<sup>471</sup> Akten der Reichskanzlei, Weimarer Republik. Die Kabinette Brüning I u. II. n° 153.

<sup>472</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 347

cessité de payer les réparations en attendant une amélioration de la situation<sup>473</sup>.

*d. La presse allemande et le voyage de Schacht*

L'ambiguïté de la position de Schacht vis-à-vis du gouvernement allemand est renforcée par la manière dont la presse rapporte son voyage. Il est obligé de publier deux démentis. Le premier explique qu'il ne demande pas de moratoire immédiat mais seulement en cas d'absence d'amélioration de la situation<sup>474</sup>. Il fait suite à des articles du 4 octobre 1930. Le *Berliner Börsen-Courier* et le *Berliner Lokal Anzeiger*, par exemple, titrent le premier « *Schacht exige un moratoire* » et le second « *Schacht exige une révision du plan Young* »<sup>475</sup>. Le premier prend prétexte du discours de Schacht pour défendre Brüning, expliquant que ce dernier préférerait donner du temps au reste du monde pour prendre conscience du problème des réparations par la contraction d'un nouvel emprunt. Le *Berliner Börsen Zeitung*, le 6 octobre 1930, publie une interview de Schacht où ce dernier précise qu'il ne recherche pas de moratoire, approuve la volonté de Brüning d'emprunter pour temporiser et précise que le vote en faveur de la NSDAP ne marque pas une sympathie pour Hitler mais plutôt une volonté de protestation car Schacht a évoqué le résultat des élections de septembre lors de ses conférences.

L'autre démenti est publié après ses entretiens avec Hoover et Stimson et précise qu'il n'est pas en voyage officiel<sup>476</sup>. Le *Berliner Lokal Anzeiger*, à nouveau, estime, le 21 octobre 1930, que Schacht a rencontré Stimson et Hoover pour demander un moratoire. Cependant, le démenti ne proclame pas tant qu'il a demandé un moratoire qu'expliquer qu'il n'est pas en voyage officiel. Pourtant, d'après les informations que Stimson a données à l'ambassadeur français, le contenu de la discussion semble très contingent : Stimson et Schacht ont principalement discuté du programme du Président honoraire de la *Reichsbank* aux États-Unis et du fait que son fils devait aller à Chicago. Stimson précise :

« Je lui ai dit que, de manière officieuse et par le biais des banques américaines, je savais que depuis les élections allemandes de nombreux millions en crédits ont quitté l'Allemagne, et que, à la lumière de ces faits, mon propre jugement était que la situation en Allemagne devenait délicate, mais qu'aucune proposition sur le sujet a été faite par le gouvernement allemand à notre gou-

<sup>473</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3393, *Berliner Börsen-Courier*, 6 octobre 1930

<sup>474</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3393, *Berliner Börsen-Courier*, 6 octobre 1930

<sup>475</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3393, « *Schacht fordert Moratorium* » et « *Schacht fordert Revision des Young-Plans* »

<sup>476</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3393, *Berliner Lokal Anzeiger*, 21 octobre 1930

vernement. »<sup>477</sup>

La visite de Schacht inquiète les Français, de manière manifestement injustifiée. Quant aux interprétations du voyage par la presse allemande, elles lui donnent une portée largement disproportionnée. Toutefois, l'agitation médiatique qui règne autour des conférences de Schacht donne à ce dernier une importance spéciale.

\*

Entre mars et décembre 1930, Hjalmar Schacht ne sort pas de la vie publique. Invité dans divers pays pour des conférences, il expose des idées concernant les colonies allemandes, l'Europe Sud Orientale qui sont associées à un antimarxisme et un mépris du parlementarisme et de la démocratie. Ces idées sont proches de celles d'Alfred Hugenberg, à en croire le chancelier Brüning qui associe dans ses mémoires le dirigeant de la DNVP et Schacht<sup>478</sup>. Elles sont mises en avant sous le jour des réparations, permettant de les rendre acceptables dans l'un des pays vainqueurs. Mais les réparations ne sont qu'un prétexte, comme l'ont été ensuite les dettes privées lors de son retour à la *Reichsbank* en 1933.

Ce voyage montre aussi que les relations entre Schacht et le gouvernement Brüning sont ambiguës. Schacht reste en contact avec le gouvernement car son départ de la *Reichsbank* ne signifie pas pour lui qu'il s'éloigne définitivement du pouvoir. Quant à Brüning, Schacht lui permet de faire dire tout haut ce que le gouvernement pense tout bas et ainsi de juger des réactions pour définir la tactique à suivre. On peut même estimer que le voyage aux États-Unis permet à l'Allemagne de faire intervenir pendant une campagne électorale importante la question des réparations en essayant de s'attirer les faveurs de l'opinion publique américaine. Savoir si cela a eu l'effet escompté ou non est impossible mais il est certain que ce voyage a suscité un débat plus qu'agité, d'autant plus que la personnalité de Schacht ne laisse personne indifférent. Quelques mois plus tard, le voyage de Schacht prend une allure prophétique,

---

<sup>477</sup> « I told him that quite unofficially and through American banking channels I knew that since the German election many millions in credits have been taken away from Germany, and that, in the light of these facts, my own judgment was that the situation in Germany was getting to be very ticklish, but that no proposition on the subject had been made by the German Government to this Government. » United States Department of State, Papers relating to the foreign relations of the United States (FRUS), 1930, Volume III, p. 89.

<sup>478</sup> Bien qu'étant une source de premier ordre, les Mémoires de Brüning posent problème. Une grande partie de ses papiers ont été détruits en 1934, par le chancelier lui-même, au moment de sa fuite d'Allemagne, par peur d'une perquisition. En outre, les Mémoires ont été élaborées à partir de trois versions manuscrites par Claire Nix, l'éditeur Felix Berner et Theoderich Kampmann. Les parties retravaillées par ces trois personnes n'ont pas été clairement signalées dans le texte publié.

quand, devant la situation bancaire en Europe, Hoover, répondant à un appel de Hindenburg, propose un moratoire de toutes les dettes interétatiques, réparations et dettes interalliées, pour un an à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1931. Les États-Unis subissent alors une crise économique sans précédent. Les conférences de Schacht ont probablement sensibilisé l'opinion publique américaine ou, du moins, ses élites.

Concernant l'évolution personnelle de Schacht, les élections et ce voyage l'ont poussé à s'intéresser au mouvement nazi. Schacht le connaissait depuis longtemps, la NSDAP l'ayant à plusieurs reprises traîné dans la boue, au temps de l'hyperinflation ou lors du mini-krach de 1927. Mais, symbole du changement intervenu à la fois sous Weimar et dans l'évolution politique de Schacht, ce dernier lit *Mein Kampf* en septembre et apprécie l'aspect passionné de l'auteur, sans doute attiré par sa ferveur nationaliste. Le 6 décembre, Schacht fait un pas de plus vers le nazisme : à Munich, lors d'une conférence devant des industriels de la BVP, il estime que la NSDAP, deuxième parti du *Reichstag*, doit être intégrée à un gouvernement d'union. Ce discours n'est pas anodin. La Bavière s'oppose alors à un décret-loi du gouvernement Brüning pour l'unification fiscale<sup>479</sup>. Il rencontre peu de temps après Hermann Göring, le nazi « fréquentable » de l'époque chez un ami banquier, Emil Georg von Stauß, membre du conseil d'administration de la *Deutsche Bank* depuis 1915. Puis, le 5 janvier 1931, il rencontre, chez Göring, Joseph Goebbels et Adolf Hitler, en présence de l'industriel Fritz Thyssen. Sans rentrer dans les détails, Schacht affirme avoir discuté avec les trois nazis de la situation économique et de la timidité de la politique extérieure allemande<sup>480</sup>. Il explique cependant qu'une « discussion » avec Hitler est composée à 95 % par un monologue du chef nazi. L'ancien Président de la *Reichsbank* est frappé par le fait que l'attitude de Hitler n'est ni recherchée, ni prétentieuse et que ses propos sont emplis d'une très forte conviction, ce que semble fortement apprécier Schacht. Il ressort persuadé de la très grande force de la propagande nazie de cette réunion. En outre, d'après Weitz, Schacht conseille à Hitler de rencontrer Walter Funk, journaliste économique du *Berliner Börsen Zeitung*<sup>481</sup>.

Hjalmar Schacht n'est pas encore l'artisan de l'arrivée au pouvoir d'Hitler qu'il est devenu à l'automne 1932 mais un premier pas est franchi. Dans son autobiographie, il précise immédiatement après le récit de la rencontre du 5 janvier 1931 qu'il a eu la conviction qu'il fallait inclure les nazis dans une coalition gouvernementale pour éviter qu'ils ne prennent pas le pou-

<sup>479</sup> Heinrich Brüning, *Mémoires op. cit.*, p. 157.

<sup>480</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 351

<sup>481</sup> John Weitz, *Hitler's banker... op. cit.*, p. 116

voir complètement<sup>482</sup>.

## **B. Schacht, Brüning et la crise financière de 1931**

En 1931, Hjalmar Schacht publie un ouvrage, la *Fin des réparations*<sup>483</sup>. Ce livre est inspiré des conférences faites aux États-Unis, où il est en premier publié. Il sort en Allemagne peu après<sup>484</sup>. Cet ouvrage qui a un grand retentissement dans la presse et que certains journaux publient en tout ou en partie, provoque une polémique entre l'ancien Président de la *Reichsbank* et le gouvernement allemand<sup>485</sup>. Parallèlement, Schacht continue sa campagne contre le plan Young modifié à La Haye. Puis, après la faillite du *Creditanstalt* autrichien en mai 1931, Heinrich Brüning fait appel à lui en juillet 1931 au plus fort de la crise financière. À la fin de cette période, Schacht prend ses distances avec Brüning. Pourquoi n'a-t-il pu revenir à la *Reichsbank* ?

### **1. Une polémique : Schacht, le gouvernement et la *Fin des réparations***

*La Fin des réparations*, le livre de Schacht qui réunit les textes prononcés aux États-Unis, est abordé en conseil des ministres le 27 mars 1931<sup>486</sup>. Julius Curtius, ministre des Affaires étrangères, remarque que le livre est évoqué dans de larges milieux et pense que d'ici Pâques, d'autres publications dans la ligne de Schacht risquent de paraître. En conséquence, le cabinet est obligé de contrer la fausse représentation du problème des réparations qui est décrite par Schacht et la polémique naissante entamée par ce livre contre le gouvernement du Reich.

Brüning approuve son ministre des Affaires Étrangères. Il s'agit dès lors de trouver la meilleure forme pour cette réponse. Le ministre du Reich sans portefeuille Gottfried Treviranus<sup>487</sup> suggère de demander à l'ancien ministre Moldenhauer, qui a pris part à la deuxième conférence de La Haye, d'intervenir contre Schacht. Mais Curtius fait remarquer qu'il n'a été mêlé à la question des réparations que dans une phase tardive. Le Secrétaire d'État au ministère de l'Économie Ernst Trendelenburg, soutenu par Hans Schäffer, propose de montrer que le livre de Schacht comporte des erreurs en publiant des sources documentaires.

<sup>482</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 352. Il est cependant difficile de savoir si ces propos justifient son attitude de 1930-1933 en 1953 ou s'il le pensait dès 1931.

<sup>483</sup> Hjalmar Schacht, *Das Ende der Reparationen*. G. Stalling, Oldenburg I. O., 1931.

<sup>484</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 202

<sup>485</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/I/465a, p. 2, p. 14 et suivantes.

<sup>486</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/I/1449, Ministerbesprechung du 27 mars 1931

Mais l'inquiétude de Brüning est de ne pas trop impliquer son gouvernement dans cette polémique, pour ne pas qu'il soit identifié à la politique des Réparations du cabinet Müller. Soutenu par Curtius, il se prononce pour la publication de documents archivés. Le D<sup>r</sup> Luther appuie le principe d'une réaction du gouvernement, afin de ne pas donner l'impression que le gouvernement avait quelque chose à cacher. Il a été personnellement déçu par le livre qu'il aurait espéré être une arme en faveur de la politique sur les Réparations. Enfin Curtius propose qu'un historien se charge de la mission que le chancelier avait esquissée.

En avril, la presse relate la contradiction entre les archives et les propos de Schacht. Ce dernier, par exemple, reproche au gouvernement de ne pas l'avoir consulté lors d'un Conseil des ministres, le 3 mai 1929. Or les archives publiées prouvent le contraire<sup>488</sup>. Il semble clair que le gouvernement veut que Schacht assume sa part de responsabilité dans l'élaboration du plan Young.

Le 30 avril, le *Berliner Börsen-Courier*<sup>489</sup> relate la réponse de Schacht. Ce dernier a écrit au directeur des *Reichsarchiv* à Potsdam. Il estime que les documents sur les points décisifs des négociations pour le plan Young n'ont pas été publiés et rappelle notamment qu'il a reproché au gouvernement, non de n'avoir pas été consulté à Paris mais après la conférence de Paris.

Le gouvernement est manifestement gêné par les interventions de Schacht. Il est clair que le chancelier, ses ministres, et le Président de la *Reichsbank*, ont espéré pouvoir instrumentaliser Schacht. Mais son ouvrage ne peut fournir un point d'appui pour une politique de remise en cause des réparations, car, à la différence des propos tenus aux États-Unis, le livre pénalise le gouvernement. Se pose alors la question de savoir par quels moyens Schacht peut être lié au cabinet. D'autant plus que Schacht ne s'en tient pas à la publication de la *Fin des réparations*.

## 2. De nouveaux discours contre le plan Young

Schacht a tenu quatre conférences après la publication de la *Fin des réparations*. Il est à Berne le 25 mars 1931, à la Chambre de commerce de la Ruhr le 20 mai 1931, le 3 juin à Dresde et peu de temps après à Brême. Les thèmes et développements des discours prononcés ne changent pas par rapport aux conférences du voyage aux États-Unis. Le succès électoral de la NSDAP est moins présent mais Schacht ne manque pas de contredire André Tardieu : le plan

---

<sup>487</sup> Membre de la DNVP, il était ministre aux Territoires occupés et est devenu ministre sans portefeuille lorsque ces dernières ont été évacuées, en juin 1930.

<sup>488</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3404, Berliner Tageblatt, 21 avril 1931

Young n'est pas immuable, contrairement à ce qu'affirme le ministre français. Hoover, à ce moment, a proposé un moratoire sur les dettes.

Comme aux États-Unis, Schacht propose que la solution de la crise allemande passe par les colonies et par l'apport de débouchés à l'économie allemande pour améliorer son commerce extérieur. Très présente dans tous les discours de Schacht, cette idéologie de l'exportation n'est pas originale sous la République de Weimar. L'industrie lourde a notamment considéré que l'exportation était la clé de la stabilisation du développement de l'économie<sup>490</sup>. Cette doctrine a été appelée *Exportventil* et a été soutenue, par exemple, par le *Lutherbund* ou *Bund zur Erneuerung des Reiches*, une association créée en 1928 par Hans Luther<sup>491</sup>. De plus, au niveau international, les plans Dawes et Young établissent que les paiements des réparations et des emprunts du Reich doivent se faire par l'exportation. L'Allemagne a encouragé les exportations dans les années 20, d'autant plus qu'en sus des réparations et des emprunts du Reich elle a fait le choix de l'endettement extérieur. Sa politique étrangère a en outre finement associé des buts publics et des buts privés : mettre fin aux réparations et exporter plus. Les résultats ont été réels entre 1924 et 1929, la position des industries allemandes sur les marchés d'exportation s'améliorant alors. Une fois la crise arrivée, ce lien entre exportations et réparations devient un argument de poids en faveur de l'annulation des réparations pour la plupart des milieux économiques et politiques.

### 3. Crise autrichienne et crise allemande

Après ces discours sur la *Fin des réparations* et contre le plan Young, Brüning estime que les déclarations de Schacht deviennent trop dangereuses et risquent d'encourager encore la fuite des capitaux qui frappe l'Allemagne et exerce une pression sur la monnaie et les réserves de la *Reichsbank*. Il essaye de mêler l'ancien Président de la *Reichsbank* à sa politique en matière de réparations<sup>492</sup>. Ces contacts entre Brüning et Schacht ne sont appréciés ni par certains membres du gouvernement ni par Hindenburg qui estime que Schacht a quitté son poste lorsque l'Allemagne était le plus en danger<sup>493</sup>. Mais Brüning veut lier Schacht, pour éviter que son comportement n'entrave son action. Cette tactique échoue au cours des mois de juillet et d'août 1931 car Brüning ne peut donner suffisamment de garanties d'indépendance à Schacht.

---

<sup>489</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3404, Berliner Börsen-Courier, 30 avril 31

<sup>490</sup> Harold James, *The German slump... op. cit.*

<sup>491</sup> Alfred Wahl, *L'Allemagne de 1918 à 1945*. Cursus histoire. Armand Colin, Paris, 1993, p. 69

<sup>492</sup> Heinrich Brüning, *Mémoires op. cit.*, p. 171.

<sup>493</sup> *Idem*



*a. Le déroulement de la crise*

L'Allemagne est confrontée à des difficultés financières depuis les succès de la NSDAP et des communistes aux élections de septembre 1930. 700 millions de RM de crédits sont dénoncés à la suite de ces élections et la *Reichsbank* perd un milliard de RM de réserves<sup>494</sup>. Pour faire face à la situation, les autorités allemandes acceptent un crédit de la banque Lee-Higginson de 125 millions de dollars. Il doit endiguer la peur allemande et permettre au Reich de payer les réparations en décembre 1930. Mais les retraits des capitaux allemands continuent et des crédits représentant globalement 400 millions de RM sont dénoncés au premier trimestre 1931.

Le 8 mai 1931, le *Creditanstalt* sis à Vienne annonce un bilan avec un passif de 140 millions de schillings. Cette banque contrôle 80 % de l'industrie du pays. Son capital étant aux mains de grands groupes étrangers, c'est le système financier international qui est menacé. L'annonce provoque une panique bancaire débouchant au début du mois de juin 1931 sur la fermeture de l'établissement. Les répercussions en Allemagne sont rapides : dans les deux dernières semaines de mai, 300 millions de RM de crédits à court terme sont abrogés. À Brême, la *Norddeutsche Wollkämmeri* fait faillite en juin. Or, cette entreprise avait bénéficié d'avances hasardeuses de la part de deux des plus importants établissements bancaires du pays : la *Danat* et la *Dresdner Bank*. La panique des créanciers provoque une perte pour la *Reichsbank* de 1,3 milliards de RM de devises en juin 1931. L'institut d'émission accepte alors un crédit de réescompte de 100 millions de dollars, accordé par la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Réserve Fédérale des États-Unis et la BRI. Le paiement des réparations est remis en cause. Mais le sommet de la crise n'est atteint qu'en juillet 1931. La *Danat* et d'autres banques sont en situation d'incapacité de paiement. Nous sommes le 12 juillet. Le gouvernement se réunit. Schacht est convoqué d'urgence à Berlin à la demande de Brüning.

*b. Schacht, Brüning et la crise*

Le 12 juillet 1931, les dénonciations de crédits par les créanciers étrangers ont mis la *Danat* et la *Dresdner Bank* en difficulté. La *Reichsbank* est à la limite du minimum légal de couverture du *Reichsmark*, soit 40 %. Brüning soumet alors au cabinet une ordonnance d'urgence pour protéger les petits dépôts par une garantie du Reich<sup>495</sup>. Les discussions portent alors sur le montant de la garantie, sur l'application de l'ordonnance à la seule *Danat* ou à l'ensemble des banques allemandes et sur la fermeture des guichets de la *Danat*. Le chancelier veut égale-

---

<sup>494</sup> Sylvain Schirmann, *Crise, coopération économique op. cit.*, p. 71-72

ment choisir un expert pour gérer la *Danat*. En réalité, il s'agit de définir les fondements d'une intervention gouvernementale directe dans la crise car les discussions avec les banques n'ont pas eu de résultats satisfaisants. Le cabinet est partagé sur ces questions.

À 18 heures 15, le comité économique du gouvernement se réunit. Les discussions tournent autour de la personnalité à choisir pour se charger de la *Danat*. Le secrétaire d'État Trendelenburg propose le *Staatsfinanzrat* Köbner. Luther voudrait que le gouvernement choisisse son prédécesseur, Schacht.

Un quart d'heure plus tard, le gouvernement se réunit avec les représentants des grandes banques. La réunion est décevante pour Brüning. En effet, les interlocuteurs du gouvernement proposent uniquement une fusion entre la *Dresdner* et la *Danat*. De plus, ils estiment que l'ordonnance risque de provoquer une panique bancaire. La priorité des banquiers est de maintenir le système de crédit à flot. Pour le gouvernement, il s'agit de sauver le *Reichsmark*. Pour Luther, les banquiers doivent prendre conscience que la *Reichsbank* est allée aux frontières du possible, et ne pourra éviter des mesures restrictives. Les réserves ne sont plus que de 650 millions et risquent d'être réduites à néant dès le lendemain.

À 21 heures 15, Schacht arrive. En sa présence, le Chancelier lit un aperçu de leur entretien téléphonique. Schacht s'y est prononcé pour une protection des petits déposants, grâce à un transfert de leurs comptes vers une banque sûre. Cette garantie pourrait être effective pour les dépôts inférieurs à une somme se situant entre 10 000 et 30 000 *Reichsmark*. Elle devrait éviter une panique bancaire. Pour les grands comptes qui sont en partie ceux des créanciers étrangers, il est nécessaire de placer la *Danat* sous surveillance. Une garantie plus générale ne devrait pas empêcher une panique bancaire. Il propose comme représentant du gouvernement auprès de la *Danat* le *Staatsfinanzrat* Köbner. Après la lecture de cette lettre, Luther et Dreyse précisent qu'ils ont eu un entretien avec des représentants de la *Dresdner* qui leur ont dit que leur banque n'était pas en cessation de paiement.

Lors de ces entretiens avec le gouvernement, Schacht se prononce clairement contre une ordonnance sur les devises car personne ne voudrait plus en apporter à la *Reichsbank*, entraînant un danger pour la couverture de la monnaie allemande. Schacht pose ensuite une série de questions. De quelle ampleur serait la responsabilité du Reich pour la garantie générale pour la *Danat* ? Quand la garantie serait-elle honorée ? Le gouvernement n'est pas encore en me-

---

<sup>495</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/I/1450, Ministerbesprechung, 12. Juli 1931, 4<sup>30</sup> Uhr

sure de lui répondre précisément.

Schacht se demande s'il est pertinent de soutenir les entreprises dépendantes de la *Danat*. Pour Trendelenburg, le commissaire le déciderait. Schacht pense qu'il y a danger d'étatisation de la *Danat* et des entreprises qui en dépendent. C'est pourquoi il propose de liquider le complexe en entier. Il remarque ensuite que la garantie de tous les comptes de la *Danat* peut provoquer de fortes pertes pour le Reich. Puis la session se termine.

À 23 heures 15, le cabinet se réunit à nouveau. Il se prononce désormais pour une fermeture des comptoirs de la *Danat* le lendemain, le lundi 13 juillet 1931, et une publication de l'ordonnance en cours de journée. Cette décision est communiquée aux banquiers.

Peu avant une heure du matin, Schacht et Luther sont de retour à la chancellerie. Le cabinet décide de publier un communiqué annonçant la garantie du Reich sur les dépôts de la *Danat*, afin d'éviter une panique. Le vice-chancelier évoque ensuite la possibilité pour le Reich de permettre la faillite de la *Nordwolle*, l'une des premières entreprises touchées par la crise bancaire. Schacht objecte que cette décision mettrait la *Danat* dans l'impossibilité de rouvrir. La réunion se clôt à 2 heures du matin, décision étant prise de laisser au Reich les mains libres pour la *Nordwolle* et de mettre en place une garantie pour les grands créanciers de la *Danat* ne se limitant pas aux effets temporaires. Il reste à s'assurer de l'accord du gouvernement.

Le lendemain, le cabinet accepte l'ordonnance. Schacht refuse néanmoins de s'occuper de la *Danat*, jugeant que la *Reichsbank* et son Président devaient la prendre en charge. En conséquence, Schacht ne pouvait accepter l'offre du gouvernement qu'en échange d'un retour à la tête de la banque centrale.

\*

Brüning estimait Schacht pour ses compétences financières mais il ne pensait pas pouvoir faire confiance en son caractère, et ses offres ont été limitées. Brüning ne pouvait cependant rompre tout lien avec le Président honoraire de la *Reichsbank*. Ce dernier lui est utile : il a obtenu grâce à lui des informations sur la DNVP qui projetait de créer deux monnaies, une externe, une interne ou de rattacher le mark à la livre. Schacht sert aussi à Brüning dans ses négociations avec les Français, notamment lors de la visite de Laval à Berlin. Il est alors un repoussoir dans les négociations entre les deux pays car Brüning sous-entend que s'il échoue, il

devra négocier avec des hommes comme Schacht, Hugenberg ou Hitler<sup>496</sup>. Les Français ont toujours à l'esprit le comportement de Schacht depuis la fin de la conférence sur le plan Young. Enfin, Brüning peut mettre sous pression Luther, réputé mou. Une anecdote permet d'illustrer à quel point Schacht était un épouvantail pour les Français. Au printemps, Norman propose pour la banque nationale autrichienne et le *Creditanstalt* que des personnalités soient nommées pour redresser leur situation. Parmi les individus proposés, le gouverneur de la Banque d'Angleterre cite Schacht. La réaction des Français, qui reprochent à l'ancien Président de la *Reichsbank* son comportement à la conférence de La Haye de janvier 1930, est immédiate et violente : il doit être exclu des affaires autrichiennes<sup>497</sup>. Brüning peut également utiliser Schacht pour exploiter la vieille rivalité opposant la Banque de France et la Banque Royale.

Mais la situation est inconfortable pour Hjalmar Schacht. Son refus de prendre en charge la *Danat*, dont il a déjà été directeur au début des années 20, s'explique probablement par le fait qu'il a réalisé que ce poste ne le mènerait pas à la présidence de la *Reichsbank* tout en le privant d'une certaine liberté d'action. Le 23 septembre 1931, Schacht et Brüning se rencontrent à nouveau et examinent ensemble la situation économique et financière. Schacht se prononce en faveur d'un rattachement du *Reichsmark* à la livre. Brüning refuse et note dans ses mémoires :

« Schacht ne prononça pas un mot qui a pu laisser entrevoir qu'il avait déjà secrètement conclu un pacte avec la droite »<sup>498</sup>.

Cependant, après cette entrevue, Schacht entre dans l'opposition. L'ambiguïté de ses rapports avec le chancelier, manifeste depuis le voyage aux États-Unis un an auparavant, est levée. Contacté par la DNVP, Schacht accepte de participer au front de Bad Harzburg, le 11 octobre 1931. La tactique de Brüning pour lier Schacht a échoué, faute de pouvoir lui donner ce que le Président honoraire de la *Reichsbank* désirait : retrouver son poste. D'après Detlev Peukert, Brüning s'est isolé de ses soutiens et de son entourage, car, entre autres raisons, il était trop manipulateur et dissimulateur<sup>499</sup>. Sa relation avec Schacht en est une illustration. Désormais la « solution Hugenberg » est privilégiée par le financier.

<sup>496</sup> Heinrich Brüning, *Mémoires op. cit.*, p. 295

<sup>497</sup> BRI MCG3, Papiers McGarrah, Norman à McGarrah, 5 juin 1931

<sup>498</sup> Heinrich Brüning, *Mémoires op. cit.*, p. 285

<sup>499</sup> Detlev Peukert, *La République de Weimar... op. cit.*, p. 264

## C. Schacht et Hugenberg : le front de Bad Harzburg

Alfred Hugenberg est un nationaliste de longue date, puisqu'il a été cofondateur de l'*Alldeutscher Verband* en 1891. À partir des années de guerre, il a construit un groupe médiatique, comprenant des entreprises d'édition, des agences de presse, de publicité, des sociétés de production cinématographique et de nombreux journaux. Il amorce une activité politique en adhérant en 1918 à la DNVP, qu'il représente en 1919 à l'assemblée nationale (*Nationalversammlung*) qui élabore la constitution de Weimar. Il est membre du *Reichstag* de 1920 à 1945. À la faveur d'un échec électoral en 1928, il accède à la présidence de son parti et s'engage sur une voie développant un antirépublicanisme très prononcé. En 1929, il mène campagne contre le plan Young, en association avec d'autres partis, dont la NSDAP. En 1931, il est le principal initiateur du front de Bad Harzburg qui met en place une opposition nationale allemande et qui inclut les nazis.

Parallèlement, le front de Bad Harzburg est fortement lié à une crise ministérielle. Le 7 octobre, le ministre des Affaires Étrangères Julius Curtius démissionne et le cabinet Brüning chute. Deux jours après, le chancelier forme un second gouvernement et prend lui-même la charge des affaires étrangères. Le 11 octobre, l'opposition nationaliste allemande se réunit à Bad Harzburg, ville connue pour sa station thermale, au sud-est de Hanovre, dans l'actuelle Basse-Saxe.

### 1. Contenu du discours

Lors de la réunion de Bad Harzburg, les nazis, invités, se distinguent du reste de l'opposition de droite et ont ainsi fortement marqué l'Allemagne et l'étranger. Cependant, les autres discours de cette journée à Bad Harzburg ne sont pas passés inaperçus : le discours de Schacht, notamment, a été particulièrement remarqué.

Son discours insiste d'abord sur la crise et ses conséquences : le chômage, la chute de la production allemande d'un tiers par rapport à 1928, l'endettement intérieur et extérieur, des rentrées d'impôts qui diminuent, un marché monétaire dans une situation catastrophique et une monnaie

« qui ne sert plus la circulation régulière des biens mais qui dissimule plutôt l'insolvabilité de notre institut de finance et de l'État »<sup>500</sup>

---

<sup>500</sup> « [...] eine Währung, die nicht mehr den regulären Warenverkehr dient, sondern nur doch dazu, die

D'après Schacht, le moratoire Hoover sur les dettes n'a pas permis une amélioration de cette situation. Mais surtout, il insiste sur les mauvais fondements du système financier et économique issu de la Grande Guerre, qu'il considère comme artificiel (*Unaufrichtigkeit*), marqué par une incertitude juridique (*Rechtsunsicherheit*), et manquant d'esprit commercial (*Handlungsfähigkeit*).

Schacht remet donc en cause le système lui-même, alors que les faits ont été travestis, notamment en ce qui concerne la situation de la politique financière. Par exemple, l'endettement extérieur est, selon Schacht, bien plus élevé que ne le suggère le rapport de Bâle.

« Par peur que le public ne devienne nerveux, on ne lui dit pas que le portefeuille de la *Reichsbank* ne repose qu'en partie sur des effets réescomptables et l'on inclut dans le calcul de la couverture or quelque 100 millions de devises empruntées qui doivent être remboursés à court terme. »<sup>501</sup>

Schacht fait référence ici au crédit-or de réescompte de juin 1931 de 100 millions de dollars, prêtés par la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Réserve Fédérale et la BRI pour un mois et renouvelé jusqu'en 1933 pour des durées allant de un à trois mois. Or, ce fait mine la confiance sur le marché interne et à l'étranger.

L'incertitude juridique du système est son second défaut. En effet, la propriété privée est menacée par des décrets d'urgence, et les coûts de production dépendent de facteurs politiques. D'après Schacht, il n'y a ainsi pas de cadre juridique pour le long terme en Allemagne.

Enfin, il y a dans ce système un manque d'esprit commerçant qui fait d'abord appel à soi car l'aide des autres n'engendre pas le commerce. Schacht met ensuite en cause le système syndical qui n'a pas dans ses objectifs le succès de l'économie et cherche à mettre en place ses points de vue par des moyens politiques, c'est-à-dire par le vote de lois au Parlement. Schacht, habilement, achève cette partie sur la menace marxiste, les syndicats, et rappelle que chaque individu est responsable du succès de l'ensemble. Il poursuit sur Frédéric le Grand : le programme d'un parti national doit être celui de l'illustre roi après la Guerre de Sept ans, qui s'est appuyé sur le marché interne et sur la confiance en soi et en Dieu. L'économie ne peut vivre de la mendicité et de l'endettement.

---

Illiquidität unsere Finanzinstitut und der öffentlichen Hand zu verbergen [...] » BARCH Berlin  
Deutsche Reichsbank, R2501/6494, discours de Bad Harzburg, p. 16 à 21

<sup>501</sup> « Aus Angst, das Publikum könnte nervöse werden, sagt man ihn nicht, daß das Reichsbankportefeuille nur noch zu einem Bruchteil aus reichsbankfähigen Wechsel besteht und man schließt in die

« L'assainissement de l'Allemagne n'est pas une question qui peut être résolue par quelques points dans un programme, ni une question d'intelligence ; mais plutôt une question de caractère. »<sup>502</sup>

Cette notion de « caractère » est somme toute très proche de la notion de *Führer*, alors en vogue en Allemagne dans toute la droite et non uniquement au sein de la NSDAP.

Ce discours est une charge sans aucune nuance contre la *Reichsbank* et le gouvernement allemand. Goebbels note à son propos :

« Schacht lance sa bombe. Accusation massive contre la *Reichsbank*. Aujourd'hui, c'est la grande sensation. Peut-être que Brüning va trébucher. »<sup>503</sup>

L'aspect polémique du discours est très efficace. Quelles sont les réactions de la *Reichsbank*, de la presse et du gouvernement ?

## 2. Une nouvelle polémique

### a. La réaction de la *Reichsbank*

La *Reichsbank* a fortement prêté attention aux propos de Schacht qui la concernent au premier chef. Elle est en effet implicitement, avec le gouvernement, accusée de fausser le calcul de la couverture or du *Reichsmark* par inclusion des 100 millions du crédit de réescompte. De plus, une note d'un fonctionnaire de la *Reichsbank* explique que Schacht a donné à un directeur de la banque à Munich le texte de son discours, en indiquant qu'il se tiendrait à disposition à Berlin<sup>504</sup> : Schacht voulait un débat. Un démenti des propos de Schacht est publié le 11 octobre à 11 heures du soir par la *Reichsbank*, après un entretien téléphonique avec Hans Luther, retenu à Bâle.

Quelques jours plus tard, une autre note de la *Reichsbank* indique que les chiffres relatés par Schacht sont justes mais que jamais la *Reichsbank* n'a voulu les cacher<sup>505</sup>. Outre le fait que la notion d'« insolvabilité » est très difficilement applicable à la *Reichsbank*, le rédacteur de

---

Berechnung der Golddeckung einige 100 Millionen geliehener Devisen ein, die in Kürze zur Rückzahlung fällig sind. » *Idem*.

<sup>502</sup> « Die Gesundheit Deutschlands ist nicht eine Frage von einzelnen Programmpunkten, ist nicht eine Frage der Intelligenz ; sondern ist eine Frage des Charakters » *Idem*.

<sup>503</sup> « Schacht wirft die Bombe. Massive Anklagen gegen die Reichsbank. Heute die große Sensation. Vielleicht stolpert Brüning darüber. » Joseph Goebbels, *Tagebücher*, Teil I, Volume 2/11, 12 octobre 1931.

<sup>504</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6494, p. 14-15

<sup>505</sup> *Ibidem*

cette note insiste sur le fait que les actes de la *Reichsbank*, comme le soutien qu'elle a accordé à certains instituts bancaires, sont connus et ont été relatés par la presse.

La *Reichsbank* n'a pas cherché à poursuivre la polémique lancée par Schacht. Ce dernier atteint cependant son but dans la presse.

*b. La réaction de la presse*

En France, *Le Temps* du 17 octobre et *Capital* du 16 estiment que l'intervention de Schacht a été nuisible<sup>506</sup>. Selon le premier, le ministre des finances Dietrich a montré que le crédit allemand subirait les conséquences de ce discours. Le second affirme que c'est d'abord la *Reichsbank* qui en fera les frais.

En Allemagne, les réactions sont partagées<sup>507</sup>. Certains journaux sont favorables au discours de Schacht. Pour *Der Tag* du 12 octobre, l'ancien Président de la *Reichsbank* a prouvé que l'opposition nationale a compris la pensée économique. La *Deutsche Allgemeine Zeitung* remarque que Hitler a plusieurs fois applaudit Schacht alors qu'il n'a pas réagi aux autres interventions. Par contre, *Die Welt am Montag* titre « Grande sensation à Harzburg : Schacht le traître ! »<sup>508</sup>. Schacht est en effet susceptible d'être poursuivi pour haute trahison, ayant accusé le gouvernement de mensonge. Ces propos, pense le journal, consacrent la rupture entre Schacht et Brüning.

*c. La réaction du gouvernement*

Le gouvernement publie un communiqué le 12 octobre 1931, peu après celui de la banque centrale, réfutant la théorie de Schacht. Il rappelle notamment que les réserves de la *Reichsbank* sont publiées et que la présence de l'emprunt de réescompte, qui est contesté, est connue du public. Le ministre des Finances Dietrich attaque Schacht le 14 octobre 1931, expliquant aux députés du *Reichstag*, que l'ancien Président de la *Reichsbank* s'est inspiré de gros titres de la presse norvégienne et danoise pour impliquer le gouvernement dans l'insolvabilité de la

---

<sup>506</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3386, *Le Temps*, 17 octobre 1931, *Capital*, 16 octobre 1931

<sup>507</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3394, *Der Tag*, *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 12 octobre 1931,

<sup>508</sup> « Große Sensation in Harzburg : Hochverräter Dr. Schacht! », *Die Welt am Montag*, 12 octobre 1931



*Reichsbank*. Ces journaux reprochaient au gouvernement d'avoir acheté l'Union Télégraphique<sup>509</sup>. Schacht répond peu de temps après et attaque le ministre des Finances Dietrich, qui est accusé d'ignorer totalement les sommes pour lesquelles les instituts financiers publics et la Banque de garantie et de dépôts figurent dans les livres de la *Reichsbank*<sup>510</sup>. Répondre à Schacht sur le terrain des faits n'est pas la seule préoccupation du gouvernement. Faut-il poursuivre Schacht pour haute-trahison ? Le cabinet décide finalement d'ignorer les éventuelles suites judiciaires. Malgré l'intérêt de la presse, la polémique Schacht a fait long feu.

#### **D. Les étapes du rapprochement avec les Nazis : Schacht en 1932**

Après sa première rencontre avec des dirigeants nazis, Göring en décembre 1930 puis Hitler en janvier 1931, Schacht semble d'abord s'intéresser à Brüning puis à Hugenberg. Mais après la prestation remarquable des nazis à Bad Harzburg et les succès électoraux importants des nazis dans les huit premiers mois de 1932, Schacht se rapproche de plus en plus de ce mouvement. 1932 est l'année où Schacht se pose en conseiller économique de Hitler et se persuade de la nécessité d'un gouvernement à direction nazie. Dans ses mémoires, Schacht explique que son activité a été faible dans la première moitié de 1932, à cause d'un grave accident de voiture en décembre 1931<sup>511</sup>.

Le 29 juin 1932, Schacht prononce un discours à Hanovre, *Grundsätze deutscher Wirtschaftspolitik*, publié quelques mois plus tard<sup>512</sup>. Il y prône une politique économique ayant pour but en premier lieu de vaincre la crise allemande avant de s'attaquer à la crise mondiale. Il demande que l'économie soit libérée des entraves bureaucratiques et politiques. *Vorwärts*, journal social démocrate, interprète ce discours comme un acte de propagande destiné à préparer l'arrivée au pouvoir en Allemagne de Gregor Strasser, représentant de la gauche de la NSDAP<sup>513</sup>. Après ce discours, Schacht commence à proposer un gouvernement à direction nazie.

Schacht ne prend pas publiquement position sur une participation nazie à un gouvernement et

<sup>509</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/6788 p. 68-69

<sup>510</sup> *L'information* du 16 octobre 1931

<sup>511</sup> Hjalmar Schacht, *76... op. cit.*, p. 370-371

<sup>512</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R 2501/ R2501/3394, p. 94, reproduit dans le *Schlesische Zeitung* de Breslau. Voir également Hjalmar Schacht, *Grundsätze deutscher Wirtschaftspolitik*. G. Stalling, Oldenburg, 1932. Ce titre a fait l'objet d'une publication « masquée » (Tarnung) par la KPD, qui reprend le même titre et fait croire que le contenu marxiste de cette parodie a été écrite par Schacht !

<sup>513</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R 2501/ R2501/3394, p. 102

ne soutient le parti ouvertement qu'après les succès de juillet 1932, où la NSDAP a obtenu 37,7 % des voix. Ce soutien est motivé par le fait, a déclaré Schacht, qu'en démocratie, le gouvernement doit être formé par le parti le plus important. L'autre solution proposée, un gouvernement militaire, lui semble dangereuse. C'est pour cette raison qu'en août 1932 Schacht rend visite à von Papen et lui demande de céder son poste de chancelier à Hitler, qu'il aurait qualifié d'« intelligent »<sup>514</sup>.

À la même époque, Hitler envoie auprès de Schacht un membre du parti pour discuter des conceptions économiques et financières d'un nazi, le Gauleiter d'Oldenburg Carl Röver qui désirait introduire une monnaie propre à ce *Land*<sup>515</sup>. Schacht se pose alors en conseiller économique de Hitler, dans une lettre du 29 août 1932. Il conseille à Hitler de ne pas donner en détail son programme, afin d'éviter qu'il n'applique les théories de Gottfried Feder, un ingénieur nazi théoricien de la « servitude des intérêts »<sup>516</sup>.

Enfin, Wilhelm Keppler, qui, depuis plusieurs mois essaye de réunir au sein du « Keppler Kreis », des dirigeants de l'économie et de la banque, approche Hjalmar Schacht à l'été 1932. Ce dernier refuse d'entrer dans ce cercle, mais reste cependant en contact avec lui. En novembre, émerge l'idée d'une pétition d'acteurs de l'économie demandant au Président du Reich Hindenburg d'appeler Hitler à la chancellerie<sup>517</sup>. Outre les membres du « cercle Keppeler », une trentaine de noms sont sélectionnés. Schacht emploie son influence pour convaincre certains chefs d'entreprise de signer. Cependant, seul Fritz Thyssen accepte. Déçu, Schacht envoie une seconde lettre, publique, à Hitler le 12 novembre 1932. Goebbels estime qu'elle est d'une grande aide au mouvement, mais elle fait d'abord état des mauvais résultats de la pétition auprès de l'industrie lourde. Schacht commente :

« Elle porte bien son nom – Industrie lourde – en raison de sa lourdeur. »<sup>518</sup>

Le texte de la pétition demande un gouvernement indépendant des partis pour permettre une reprise de l'économie allemande et arrêter les oppositions entre les classes sociales. Dans ce but, ils estiment que le gouvernement doit être dirigé par ceux qui représentent la plus grande part du peuple.

<sup>514</sup> IMT, Volume 12, p. 621

<sup>515</sup> *Idem*

<sup>516</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 372

<sup>517</sup> Heinz Pentzlin, *Op. cit.*, p. 168

<sup>518</sup> « Sie trägt ihren Namen 'Schwerindustrie' mit Recht von ihrer Schwerfälligkeit. » cité par Heinz Pentzlin, *Op. cit.*, p. 170.

L'engagement de Schacht pour le parti nazi est motivé par l'appréciation que porte Schacht d'une part sur la situation générale – il redoute une guerre civile en cas de gouvernement autoritaire – et d'autre part sur la manière dont il considère Hitler. À propos de *Mein Kampf*, si le Président honoraire de la *Reichsbank* n'en approuve pas les aspects économiques qui sont par ailleurs très rares, il apprécie le volontarisme et l'enthousiasme nationalistes de son auteur. Il ne semble pas qu'avant les premières vagues d'antisémitisme du III<sup>e</sup> Reich Schacht accorde une attention à l'antisémitisme hitlérien. Finalement, cette appréciation sur *Mein Kampf* rejoint celle d'un conservateur britannique comme l'ambassadeur Henderson dans les premières pages de ses mémoires<sup>519</sup>.

## II. De retour à la *Reichsbank*

Adolf Hitler est nommé chancelier par le Président Hindenburg le 30 janvier 1933. Son accession au pouvoir est le résultat de tractations entre Hitler et les nazis d'une part, Hindenburg, son fils et von Papen d'autre part. Le gouvernement formé par Adolf Hitler ne contient au départ que trois nazis. Outre le chancelier lui-même, Wilhelm Frick est nommé ministre de l'Intérieur. Ce fonctionnaire de police est un nazi historique, qui a participé au putsch de la Brasserie en 1923, a été député au *Reichstag* en 1924 et est devenu ministre de l'Intérieur du *Land* de Thuringe en 1930. Il a été censuré par le Parlement du *Land* l'année suivante. Hermann Göring accède au ministère de l'Intérieur de Prusse, où von Papen reste commissaire du Reich. As de l'aviation allemande pendant la Grande Guerre, Göring, gravement blessé lors du putsch de la Brasserie, est l'un des artisans du succès nazi depuis 1927. Député du *Reichstag* en 1928, il le préside à partir de 1932<sup>520</sup>. Les autres ministères sont occupés par des conservateurs. Franz von Papen, catholique monarchiste, chancelier de juin à décembre 1932 et ancien membre du *Zentrum*, est vice-chancelier. Alfred Hugenberg, chef de la DNVP, obtient le portefeuille de l'économie. Le diplomate de carrière Konstantin von Neurath, sans appartenance partisane, reste Ministre Affaires étrangères. Le haut-fonctionnaire Ludwig Schwerin von Krosigk est maintenu aux Finances, poste qu'il occupe depuis le 1<sup>er</sup> juin 1932. Enfin, le militaire de carrière Werner von Blomberg est ministre de la Guerre. Hjalmar Schacht n'a pas pris part aux négociations pour la mise en place de ce gouvernement de coalition entre conservateurs et nazis.

<sup>519</sup> Neville Henderson, *Deux ans avec Hitler*. Flammarion, Paris, 1940.

<sup>520</sup> Sur Göring, voir Alfred Kube, *Pour le mérite und Hakenkreuz : Hermann Göring im Dritten Reich*, 1986, 389 p.

Après la dissolution du *Reichstag* et une campagne où le financier joue un rôle, Hitler nomme Schacht le 17 mars 1933 à la tête de la *Reichsbank*. Sa politique entre le 17 mars 1933 et août 1934 est marquée par une sortie du multilatéralisme sur le plan extérieur et le financement sur le plan intérieur de la création d'emploi (*Arbeitbeschaffung*) et du réarmement.

## **A. La campagne pour le *Reichstag***

La dissolution de l'assemblée législative et la campagne pour les élections du 5 mars au *Reichstag* est la première étape de la mise en place du système totalitaire. Pendant cette campagne, Schacht gère les fonds destinés au financement des partis au gouvernement.

### **1. Premiers pas d'une dictature**

#### *a. La dissolution*

Le *Reichstag* est dissout par le Président von Hindenburg sur demande du chancelier<sup>521</sup>. Cette dissolution est obtenue dès le premier conseil des ministres, le 31 janvier, contre l'avis de Hugenberg. Les élections sont prévues pour le 5 mars 1933. Le 4 février 1933, le gouvernement publie un décret « pour la protection du peuple allemand » qui organise la répression des partis de l'opposition, permettant de leur supprimer l'accès à la presse et de saboter leurs réunions électorales.

Le 22 février, les *Stahlhelm*, SS et SA deviennent des « polices auxiliaires », sous prétexte d'une augmentation de la violence radicale de gauche. En Prusse, la terreur est organisée par le ministre de l'Intérieur du *Land*, Hermann Göring, avec la coopération de la police et de ses « auxiliaires ». Les regroupements communistes et les journaux de gauche sont interdits. La violence touche parfois aussi le parti catholique *Zentrum*. Hitler fait habilement croire que la violence est le fait d'éléments radicaux du parti, bientôt sous contrôle. Le mot d'ordre de la campagne est l'antimarxisme. L'incendie du *Reichstag* accélère cette politique de répression.

#### *b. L'incendie du Reichstag, les premières lois de restriction des libertés et la terreur*

Le 27 février 1933, le *Reichstag* est en feu. L'incendie est attribué à un jeune Hollandais, ancien communiste, arrivé depuis peu à Berlin, Marinus van der Lubbe. La peur d'une grève

---

<sup>521</sup> Inspiré par Ian Kershaw : *Hitler*, Tome 1 : 1889-1936 *Hubris*. W. W. Norton & Company, New York Londres, 1999, p. 438.

générale est alors réelle. Les mesures qui suivent sont en conséquence très répressives. Göring fait courir le bruit d'un complot communiste, même si les interrogatoires de van der Lubbe ne le montraient pas. Le gouvernement publie une ordonnance d'urgence « pour la protection du peuple et de l'État » le lendemain de l'incendie. Il ouvre la voie à la dictature et permet de suspendre toutes les libertés garanties par la constitution de Weimar. Les événements de cette campagne sont une étape importante vers le totalitarisme. Quel rôle y joua Schacht ?

## 2. Schacht et le financement de la campagne

Hjalmar Schacht qui se pose en conseiller de Hitler depuis l'été 1932 et a soutenu la pétition des industriels en faveur des nazis, n'appartient pas immédiatement au nouveau gouvernement. Il est d'abord chargé de la gestion des fonds de la campagne pour le *Reichstag*.

Après les élections de juillet et de l'automne 1932, la NSDAP n'a plus de finances suffisantes pour mener une campagne électorale. Hitler rencontre les industriels le 25 février 1933 d'après Schacht<sup>522</sup>. La réunion se déroule dans le bâtiment du Président du *Reichstag*, Hermann Göring. De nombreux industriels sont présents. Adolf Hitler prononce un long et peu original discours. Dans un second temps, l'industriel Gustav Krupp von Bohlen und Halbach parle au nom des présents et s'annonce prêt à financer la campagne. Trois millions de marks sont récoltés. Schacht accepte, à la demande de Hitler, de gérer ces fonds. D'après Schacht, 2,4 millions seulement ont été utilisés pour le financement de l'ensemble des partis de la coalition soutenant le gouvernement. En conséquence, Schacht ne croit pas que la NSDAP était dans le besoin financier, contredisant la version actuellement acceptée<sup>523</sup>.

Le déroulement de cette rencontre n'est pas établi avec certitude. Le Tribunal Militaire International n'a pu savoir qui de Göring ou de Schacht a joué, après Hitler, le rôle le plus important. Schacht déclare que Göring a prononcé un discours puis a récolté l'argent. Il se serait contenté de gérer les fonds<sup>524</sup>. Walter Funk, présent à la réunion, estime que Schacht, après les discours de Göring et Hitler, a dit quelques mots puis a demandé aux présents de passer à la caisse<sup>525</sup>.

---

NSDAP

DNVP

*Zentrum*

SPD

KPD

<sup>522</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre op. cit.*, p. 380

<sup>523</sup> Exposée par exemple par Ian Kershaw, *Hitler*, Tome 1 : 1889-1936 *Hubris op. cit.*

<sup>524</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre op. cit.*, p. 380

<sup>525</sup> IMT, Volume 13, p. 163.

43,9 %	8 %	11,2 %	18,3 %	12,3 %
--------	-----	--------	--------	--------

Tableau 3 – Résultats des élections du 5 mars 1933<sup>526</sup>

Les élections sont relativement décevantes pour les nazis car la NSDAP n'atteint pas la majorité, malgré tout l'appareil répressif mis en place. Les communistes n'ont plus d'accès à la presse, n'ont plus le droit d'organiser des réunions et leurs élus sont en grande partie en prison. Pourtant, ils obtiennent plus de 12 %.

Le nouveau *Reichstag* se réunit pour la première fois le 21 mars 1933 dans l'église de la garnison de Potsdam. Hitler, lors de cette *Journée de Potsdam*, affirme l'union du parti avec le conservatisme prussien, pour raffermir les liens entre le régime et l'armée et fonder le nouveau Reich dans sur la gloire de l'ancien<sup>527</sup>. Mais, surtout, le gouvernement obtient les pleins pouvoirs, par le vote de la loi sur les pleins-pouvoirs (*Ermächtigungsgesetz*). Le premier camp de concentration est ouvert à Dachau à la fin du mois de mars. Au cours du mois d'avril 25 000 personnes sont arrêtées en Prusse. Parallèlement, la première vague de violences anti-sémites est lancée. C'est dans ce contexte que Schacht est rappelé à la tête de la *Reichsbank*.

## B. Les conditions de sa nomination, le 17 mars 1933

Le 6 août 1932, Adolf Hitler, fort d'une victoire électorale importante qui a permis à la NSDAP de devenir le premier parti du *Reichstag*, rencontre von Schleicher, sorte d'éminence grise du Président von Hindenburg. Dans le cas d'un gouvernement de coalition entre les nazis et les conservateurs, Hitler obtient la chancellerie, l'intérieur, l'agriculture et l'air. Le nom de Schacht est mentionné : dès l'été 1932, il est pressenti comme Président de la *Reichsbank*. Toutefois, devant la division des ministres du cabinet von Papen sur la question de l'alliance avec les nazis, Hindenburg finit par refuser les plans élaborés entre Schleicher et Hitler. Le 30 janvier 1933, le jour de l'arrivée au pouvoir de Hitler, Schacht croise Göring au *Kaiserhof*. Ce dernier lui dit :

« Tiens, voilà notre futur Président de la *Reichsbank*. »<sup>528</sup>

Lorsque l'emprise des nazis sur le régime est conforté par les élections du 5 mars 1933, se

<sup>526</sup> Ian Kershaw, *Hitler*, Tome 1 : 1889-1936 *Hubris op. cit.*, p. 461

<sup>527</sup> *Ibidem*, p. 464

<sup>528</sup> « Aha, da kommt unser künftiger Reichsbankpräsident » IMT, Volume 12, p. 46

pose la question de la direction de la *Reichsbank*. Le 10 mars, Hitler rencontre Hans Luther, Président de la *Reichsbank* et lui propose de devenir ambassadeur aux États-Unis<sup>529</sup>. Luther accepte et le justifie au Président Hindenburg par une lettre du 16 mars 1933. Il y affirme deux points essentiels<sup>530</sup>. D'une part, il se désiste pour éviter toute discordance entre le gouvernement et la direction de la *Reichsbank*. D'autre part, il peut s'en aller en toute quiétude car Hitler lui a donné des garanties suffisantes sur le fait qu'une politique inflationniste ne serait pas menée. Il semble également que Luther fasse confiance à Schacht<sup>531</sup>. Le 20 mars 1933, Hitler explique dans un communiqué qu'il n'a pas forcé la démission de Luther<sup>532</sup>.

À la mi-mars, d'après Schacht, Hitler l'appelle et lui demande quelles montants sont mobilisables pour l'*Arbeitbeschaffung*. Schacht refuse de donner un chiffre mais assure le chancelier que la *Reichsbank* doit faire tout son possible pour faire disparaître le chômage. Hitler lui demande s'il est prêt à retourner à la tête de la banque centrale. Schacht accepte. Il conclut qu'il avait espéré que Brüning lui pose cette question en 1931<sup>533</sup>. Il savait depuis novembre 1932, d'après ses mémoires, qu'il n'avait pas besoin d'être membre du parti pour accepter<sup>534</sup>. Le 17 mars, Hitler le nomme à la présidence du directoire de la *Reichsbank*<sup>535</sup>.

Le lendemain, Schacht justifie la nécessité d'une entente entre la banque centrale et le gouvernement et exclut implicitement le principe d'indépendance de la *Reichsbank*<sup>536</sup>. Cette dernière a pour mission d'encourager avant tout le commerce international qui rend nécessaire la coopération avec l'étranger. Cependant, si les autres Nations refusent de travailler avec le Reich, sa banque centrale souhaite aider toutes les initiatives productives en Allemagne. L'idée d'une nécessaire unité d'opinion entre le gouvernement et la *Reichsbank* est confirmée, lorsque, le 21 avril 1933, Schacht parle devant les fonctionnaires de la *Reichsbank*. Le nombre de membres du parti au sein des employés de la banque centrale est faible, et l'est resté tant que Schacht en était le Président, mais 80 % d'entre eux sont favorables aux Nazis. Les orateurs demandent la *Reichsbank* et son directoire soient unis derrière la NSDAP.

<sup>529</sup> Hans Luther, *Vor dem Abgrund... op. cit.*, p. 304

<sup>530</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7167, lettre de Luther à Hindenburg, 16 mars 1933, p. 68

<sup>531</sup> Hans Luther, *Vor dem Abgrund... op. cit.*, p. 305

<sup>532</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3728, *Frankfurter Zeitung* 11 mars 1933

<sup>533</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre op. cit.*, p. 382

<sup>534</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre op. cit.*, p. 375

<sup>535</sup> BARCH Reichskanzlei, R43/II/233, p. 11. Plus précisément, une lettre de Dreyse annonce que le Generalrat a accepté Schacht comme président du directoire de la Reichsbank.

<sup>536</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3728, discours radiodiffusé de Schacht du 18 mars 1933

Le 29 mars 1933, dernière étape de son intégration au régime, Hans Heinrich Lammers, secrétaire de la chancellerie, envoie une lettre à Schacht lui indiquant qu'il est autorisé à venir aux réunions du gouvernement, surtout si des problèmes économiques et financiers sont abordés<sup>537</sup>. Schacht est de retour à la *Reichsbank*. Il agit immédiatement sur deux fronts, intérieur et extérieur.

### **C. Sur la scène internationale : la sortie du multilatéralisme**

Durant les premiers mois du III<sup>e</sup> Reich, les relations internationales, politiques, économiques, financières sont marquées par l'incertitude. Hors d'Allemagne, on ne sait qu'attendre de la politique étrangère nazie, alors que deux conférences internationales importantes sont engagées ou en voie de l'être, à Genève sur le désarmement et à Londres sur les questions économiques et monétaires. Cette dernière a été décidée à la conférence qui s'est tenue du 16 juin au 9 juillet 1932 à Lausanne. Elle devait trouver un moyen pour résoudre le problème de l'endettement international. Mais son objet s'est élargi à l'ensemble des questions monétaires et économiques.

En 1933 et 1934, la *Reichsbank* est confrontée à l'un des grands problèmes financiers allemands : la question des transferts. Le problème est ainsi posé : des personnes privées allemandes se sont endettées auprès de créanciers étrangers. Ces débiteurs payent leurs dettes en *Reichsmark*. Mais les créances sont libellées en devises. Donc ces *Reichsmark* doivent être transférés en devises afin de payer les créances. C'est à la *Reichsbank* d'assurer ce transfert. Or, ses réserves en devises et en or sont insuffisantes. Il s'agit donc non d'une cessation de paiement à proprement parler mais d'une incapacité de change.

Alors qu'en 1933, le problème de l'endettement est l'un des grands sujets en débat à la grande conférence économique et monétaire de Londres, en juin 1934 les accords bilatéraux sur la question des transferts se multiplient. Si Schacht, en mars 1933, fait dire par la voie de Hülse, directeur général adjoint de la BRI, à Fraser, que la *Reichsbank* est prête à continuer le travail avec la BRI à Bâle<sup>538</sup>, le règlement de la question des transferts, amorcé par la signature des accords *Stillhalte* en 1931, se poursuit en 1933 et 1934 et marque la sortie de l'Allemagne du multilatéralisme dans le domaine monétaire.

Ainsi sont confirmés l'échec de la conférence monétaire et économique de Londres et la déci-

---

<sup>537</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6863, Lammers à Schacht, 29 mars 1933, p. 176



sion de cesser la participation allemande à la conférence sur le désarmement et de quitter la Société des Nations, lors des élections de novembre 1933. Cette sortie du multilatéralisme, achevée lorsque Schacht est nommé ministre de l'Économie en août 1934, ne signifie pas la fin du problème des transferts mais son glissement du niveau multilatéral au niveau d'accords bilatéraux, prévoyant souvent une compensation commerciale intégrant la question des devises. De plus, les dettes allemandes ne sont plus discutées entre les représentants des créanciers d'une part et entre la *Reichsbank* d'autre part mais entre États. Un double processus est donc à l'œuvre : une bilatéralisation et une étatisation de la question des transferts.

Ce processus contient plusieurs étapes. La première est la décision du cabinet, avec le soutien de Schacht, de privilégier uniquement la question de l'endettement et des transferts à la conférence de Londres. La seconde étape est la conclusion sous la contrainte d'accords de compensation avec la Suisse et les Pays-Bas à l'automne 1933 et les deux conférences des transferts qui y sont liées, en décembre 1933 et janvier 1934. Enfin, la dernière étape est l'échec de la quatrième conférence sur les transferts, en avril et mai 1934 qui est suivi par la signature d'accords bilatéraux avec les pays des créanciers, à l'exception des États-Unis. À chacune de ces étapes, l'Allemagne restreint un peu plus les possibilités de transferts ou obtient des avantages commerciaux importants, sous forme d'exportations supplémentaires de biens prévus par traité. Schacht joue un rôle de premier plan, même s'il ne maîtrise pas la conclusion des accords de commerce. Quelle est la responsabilité de Schacht dans cette évolution ?

### **1. Priorité aux transferts – Mars-juillet 1933**

À l'arrivée de Schacht à la *Reichsbank*, une première urgence est traitée : le crédit de réescompte, accordé en juin 1931, est en instance de renouvellement. Ce crédit qui a été l'une des cibles du discours de Schacht à Bad Harzburg en octobre 1931, doit-il être remboursé ?

#### *a. Le remboursement du crédit de réescompte et la préparation d'un moratoire du paiement des dettes commerciales*

Le crédit de réescompte a été accordé le 25 juin 1931 à la *Reichsbank* par la BRI, la Banque de France, la Réserve Fédérale et la Banque d'Angleterre. Il est d'un montant de 100 millions de dollars à un taux de 7 %<sup>539</sup>. Il est renouvelé régulièrement par les quatre banques créancières, sur demande de la *Reichsbank*, pour des durées de un à trois mois. Le 4 mars 1932, la *Reichs-*

---

<sup>538</sup> BRI MCG12, Papiers McGarrah/Fraser. Lettre de Hülse à Fraser du 28 mars 1933

*bank* en rembourse 10 millions. Quelques mois après, 4 autres millions sont restitués<sup>540</sup>. Son taux d'intérêt est diminué à plusieurs reprises. Lors du 19<sup>e</sup> Conseil d'administration de la BRI du 14 mars 1932, le taux est abaissé à 6 %. Par une lettre du 19 avril 1932, la *Reichsbank* demande un renouvellement de l'emprunt qui arrive à échéance le 4 juin suivant, sous condition que le taux d'intérêt soit abaissé à 5 %, c'est-à-dire le niveau du taux d'escompte de la *Reichsbank*<sup>541</sup>. Enfin, le conseil d'administration du 13 mars 1933 donne une dernière fois son accord pour le renouvellement de l'emprunt, en prévoyant cependant le remboursement de 16 millions de dollars, le prêt n'étant alors plus que de 70 millions de dollars, et avec une diminution du taux à 4 %. Chaque prorogation nécessite l'accord du gouvernement allemand. Mais le 11 avril 1933, le conseil de la BRI est informé que la *Reichsbank* a remboursé le crédit à la fin du mois de mars, anticipant l'échéance prévue. Le crédit a coûté 57 millions de *Reichsmark*<sup>542</sup>. Étant un crédit-or, les intérêts n'ont pas diminué lors des dévaluations de la livre et du dollar.

Dans un rapport daté du 11 avril 1933, le consul français à Bâle rapporte les propos de Schacht sur le remboursement du crédit de réescompte<sup>543</sup>. D'après ce texte, le Président de la *Reichsbank* n'a pas eu l'autorisation du gouvernement du Reich de le renouveler. Il est accusé d'organiser l'insolvabilité de l'Allemagne et la limitation des transferts car ce remboursement divise par deux les réserves en or de la *Reichsbank*, même si le Président de la *Reichsbank* assure ne pas l'avoir remboursé pour cette raison. La banque centrale du Reich ne dispose plus d'une couverture suffisante de sa monnaie. À la BRI, on pense que Schacht n'a pas eu le choix et qu'il était opposé à ce remboursement<sup>544</sup>.

Pour Schacht, la *Reichsbank* ne pouvait plus se permettre de maintenir dans ses réserves une créance aussi onéreuse. Le remboursement était donc nécessaire, mais il révèle une situation en devises intenable. Il aborde ce sujet le 7 avril 1933 en conseil des ministres. Il y rappelle les difficultés de la *Reichsbank*, en premier lieu les pertes en devises depuis la crise ouverte par la faillite du *Creditanstalt* en mai 1931. Il ne reste ce jour-là que 450 millions de *Reich-*

---

<sup>539</sup> BRI MCG3, Papiers McGarrah/Fraser, 18 – Germany Reichsbank.

<sup>540</sup> BRI, Conseils d'administration de la BRI, 19<sup>e</sup> conseil d'administration, 14 mars 1932

<sup>541</sup> BRI, Conseils d'administration de la BRI, lettre de Schacht à la sous-direction des relations commerciales, 11 avril 1933.

<sup>542</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/I/1461, Kabinettsprotokolle, Band 114, 04.33.

<sup>543</sup> BRI QUE 5, Papiers Quesnay, Comptes rendus et notes Séances BRI de 1930 à 1935 et janvier-février 1937, 11 avril 1933.

<sup>544</sup> BRI QUE 5, Papiers Quesnay, Comptes rendus et notes Séances BRI de 1930 à 1935 et janvier-février 1937, 11 avril 1933.

*mark* en valeurs étrangères. En accord avec le ministre des finances et le ministre de l'Économie, il rappelle qu'il a remboursé le crédit des banques centrales et de la BRI. Il insiste sur le fait que dans les mois précédents les pertes en devises n'ont pas été très visibles, en raison de la dévaluation du dollar. Mais il pense qu'en peu de temps, il ne devrait rien rester des réserves. Il est désormais nécessaire de préparer l'étranger à une interruption du paiement des dettes commerciales, afin de ne pas subir des mesures de rétorsion.

Concernant cette interruption, Schacht demande qu'une décision soit prise le plus tôt possible, afin de garder les liquidités nécessaires pour les affaires courantes. Il propose de contraindre le débiteur allemand de payer ses dettes en marks. Ces derniers seraient mis à disposition des créanciers. Un nouvel emprunt pourrait être contracté pour consolider les dettes communales ou pour couvrir de nouveaux besoins du Reich. Pour aider l'économie allemande, il faut obtenir une diminution des taux d'intérêt. Il est nécessaire de trouver une tactique permettant une faible résistance de l'étranger, en prévision de la conférence de Londres. Les ministres de l'Économie et des Finances sont en accord avec la solution proposée par Schacht car elle éviterait de faire peser une contrainte sur le commerce. Ils lui donnent pour instruction de préparer les membres de la BRI à une interruption du transfert des paiements en insistant sur les fondements moraux d'une telle décision.

*b. Le voyage aux États-Unis pour la préparation de la conférence de Londres*

Après le conseil des ministres du 7 avril, une autre question se pose au gouvernement allemand. En effet, Roosevelt a demandé à rencontrer, à Washington, un représentant de l'Allemagne, en vue de la préparation de la conférence économique et monétaire mondiale de Londres. Le gouvernement du Reich, dans cette perspective, doit d'une part désigner celui qu'il enverra à Washington, et, d'autre part, définir les positions à défendre.

Ces questions sont abordées une première fois le 22 avril 1933<sup>545</sup>. Le ministre des Affaires étrangères Konstantin von Neurath propose que Schacht soit envoyé à Washington. Mais la discussion est reportée à une session du comité économique du gouvernement qui se réunit le 24 avril à la chancellerie, en présence de Hitler, Papen, Neurath, Krosigk, Göring, Seldte (ministre du Travail), Schacht, Lammers, Hugenberg et Funk.

Pour le Cabinet, à l'exception de Hugenberg, la priorité de la Conférence de Londres est le

---

<sup>545</sup> BARCH Reichskanzlei : R43/I/1461, Ministerbesprechung, 7. April 1933, p. 13.

traitement du problème financier qui a deux branches : la stabilisation des monnaies et l'endettement. De plus, le gouvernement pense qu'il sera impossible que cette conférence puisse réussir, en raison du trop grand nombre d'État qui y seront réunis. Sur les dettes, Hitler estime qu'il faut chercher une conversion. Cependant, une liquidation complète est sans intérêt car leur préservation est à considérer comme une mesure de protection politique :

« Le chancelier a soulevé la question de l'endettement extérieur, que l'on ne pouvait naturellement pas refuser une déduction ou une conversion d'intérêts, mais que l'on n'avait aucun intérêt à une liquidation de notre dette. Il faut plutôt considérer dans la conservation de nos dettes une mesure de protection politique. »<sup>546</sup>

Avant de partir aux États-Unis, Schacht propose qu'il y défende quatre mesures. En premier lieu, le dernier paiement au titre des réparations de trois milliards de *Reichsmark* prévu à Lausanne doit être annulé. En second lieu, il faut rechercher l'annulation des arrières accumulés vis-à-vis des États-Unis. En troisième lieu, le retour des mines sarroises au Reich ne peut se faire par un rachat. Enfin, le Dawes et le Young doivent être inclus dans la législation courante des transferts. Comme ces emprunts circulent dans le public, ils sont devenus des emprunts privés.

Schacht explique ensuite qu'il faut attendre des mesures de rétorsion après la déclaration d'un moratoire. L'arrêt des paiements montrerait cependant la situation dramatique de l'Allemagne. Il demande de plus à s'arrêter à Paris pour discuter avec son homologue français. Enfin, il désire annoncer le moratoire avant son départ. Le Cabinet accepte sa proposition de passer à Paris mais refuse d'annoncer le moratoire avant son départ. Par contre, Schacht aura la responsabilité de choisir le moment de l'annonce du moratoire, pendant ou après son voyage aux États-Unis.

Sur la route des États-Unis, Schacht passe à Paris et rencontre les dirigeants de la Banque de France<sup>547</sup>. Il arrive à New York le 5 mai 1933 et va directement à Washington<sup>548</sup>. Il discute

<sup>546</sup> « Der Reichskanzler hob zur Frage unserer Auslandsverschuldung hervor, daß man selbstverständlich einen Nachlaß oder eine Zinskonversion nicht ablehnen könne, daß aber an einer völligen Tilgung unserer Schulden kein Interesse bestände. Vielmehr sei in der Konservierung unserer Schulden eine politische Schutzmaßnahme zu erblicken. » BARCH Reichskanzlei, R43/3618, « Niederschrift über die Sitzung des wirtschaftspolitischen Ausschusses der Reichsregierung am Montag, den 24. April 1933 nachm. 6 ½ - 10 Uhr », p. 9.

<sup>547</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3773, *WTB Handelsdienst* 27 avril 1933. Nous n'avons pas d'éléments sur le contenu de ces discussions.

<sup>548</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3728, *Berliner Nachtausgabe* 5 mai 1933

avec Roosevelt pour la première fois le 7 mai 1933. Il dîne avec lui en présence de Luther<sup>549</sup>. À Washington, il rencontre le ministre des finances italien et le représentant de la Chine. Un communiqué commun Schacht–Roosevelt est publié. Il rappelle la nécessité de négociations sur le désarmement. Il comprend un passage sur la stabilité des monnaies, sur le crédit intérieur et son élargissement et la question du crédit international. Schacht repart le 13 mai de New York. Il passe par Londres à son retour pour voir Montagu Norman, puis annonce la possibilité d'une conférence avec les créanciers de l'Allemagne.

Le 26 mai 1933, Schacht fait un rapport sur son voyage au gouvernement<sup>550</sup>. Il estime qu'à son arrivée à Washington, Roosevelt était sous l'influence du Français Herriot. Schacht ne s'est ainsi pas rendu compte que Roosevelt avait été déçu par le scepticisme français à propos du projet américain de trêve douanière que le Président voulait mettre en place pour le 1<sup>er</sup> mai 1933, le temps de la conférence<sup>551</sup>. Mais il a pu rééquilibrer l'avis du Président démocrate, lors, notamment, de trois longues entrevues avec le sous-secrétaire d'État Philipps. Il a insisté sur la déception des Allemands par la non-application des *14 points*, thème qui lui est cher. Il a évoqué le problème des dévaluations. En ce qui concerne la conférence de Genève, Roosevelt est d'avis qu'il fallait désarmer les autres puissances que l'Allemagne. À New York, il a rencontré des Juifs importants à qui il a assuré qu'ils pourraient continuer leurs affaires. En ce qui concerne la presse, Schacht estime que l'Allemagne a un effort de propagande à faire aux États-Unis. Son voyage à Londres a surtout permis de discuter de la conférence des transferts avec Norman.

Enfin, Schacht pense que le gouvernement américain n'a pas vraiment de programme en vue de la conférence de Londres. La seule idée est la mise en place d'une trêve douanière. Il pense qu'une proposition allemande y serait bien vue. Schacht a eu l'occasion de parler des positions du gouvernement allemand, sur la question des colonies, l'interdiction du financement de nouvelles industries, la coopération financière, et les *Tarifbindungen* à long terme.

L'Allemagne accepte alors la proposition américaine de trêve douanière, alors que Herriot, pour la France, fait des difficultés. La tentative de coordination entre les trois grandes démocraties, qui se profile au printemps 1933, échoue en raison de l'attitude de la France, au grand

<sup>549</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7025, *New York Times* 7 mai 1933

<sup>550</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/I/534, Ministerbesprechung, 26 mai 1934

<sup>551</sup> Sylvain Schirmann, *Crise... op. cit.*, p. 300.

bénéfice de l'Allemagne<sup>552</sup>.

Schacht avait demandé, début avril, qu'une décision soit prise rapidement sur un éventuel moratoire des paiements en devises. Le temps est venu de convoquer la première conférence sur les transferts.

*c. La première conférence sur les transferts*

Le 10 mai 1933, la *Reichsbank* fait savoir à la BRI qu'elle paierait désormais en *Reichsmark* les sommes dues au titre de sa dette extérieure. Ce jour-là, Schacht est encore aux États-Unis : il a décidé de cette conférence pendant son voyage. L'institut d'émission indique qu'il a envoyé auprès des banques centrales des marchés créanciers concernés une lettre leur demandant de choisir des représentants de ses créanciers en vue de négociations à Berlin. Le consul de France à Bâle, dans son rapport daté du 18 mai estime que Hjalmar Schacht essaye d'augmenter la pression dans le domaine financier international avant la conférence de Londres<sup>553</sup>. Ces représentants n'ont pas de mandats formels de représentation des créanciers, rendant cette conférence ambiguë. De plus, le rapport de force est défavorable aux créanciers. En effet, la *Reichsbank* négocie seule pour l'ensemble des débiteurs allemands, alors que les créanciers sont représentés par plusieurs personnes par pays.

Schacht désire légitimer une décision prise le 7 avril, afin d'améliorer la position de l'Allemagne en vue de la Conférence économique et monétaire de Londres.

*Le déroulement de la conférence*

La première conférence sur les transferts commence le 29 mai et s'achève le 2 juin 1933<sup>554</sup>.

---

<sup>552</sup> Sylvain Schirmann, *Crise... op. cit.*, p. 300-302

<sup>553</sup> BRI QUE 5, Comptes rendus et notes Séances BRI de 1930 à 1935 et janvier–février 1937, 18 mai 1933

<sup>554</sup> BARC Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6778 et 6780. Participent à la conférence :  
 Reichsbank : Dreyse, Vocke, Nordhoff, Knaack, Puhl, von Wedel et bien entendu Schacht ;  
 États-Unis : Albert H. Wiggin, Dulles, Shepard Morgan, JH Gannon, Francis Downey, Basil Hwoschinsky ;  
 Royaume-Uni : F.C. Tjarks, R.H. Brand, Arthur et Richard Guinness, E.H. Leber, N. Campbell, H.G. Brown, G. Vickers ;  
 France : Jean Velay ;  
 Pays Bas : J. Stroeve, Dr. W. Cnoop Koopmans, C.E. ter Meulen, P.D. Schuller tot Peursum, Dr. H. van Nierop, J.M. Telders, Dr. J.W. Beyen, Dr. H.R. van Maasdyk, Dr. E. P. de Monchy ;

Elle est présentée comme une discussion informelle par Schacht lors de son discours d'introduction. Il tient à rappeler que la convocation de cette conférence a pour but de chercher une solution aux difficultés de transferts. Le premier problème qui se pose est celui du pouvoir des représentants : peuvent-ils s'engager au nom des créanciers ? Puis le Président de la *Reichsbank* rappelle que l'Allemagne a besoin d'un surplus d'exportations de 81 millions par mois de *Reichsmarks*, somme qui n'est plus atteinte depuis plusieurs mois.

Les représentants des créanciers demandent à Schacht si la *Reichsbank* a déjà pris une décision. Cette question, posée au début de la conférence, montre l'incertitude dans laquelle elle s'est ouverte : les personnes présentes ignorent ce qui est censé s'y décider. John Foster Dulles, que Schacht connaît bien, compte parmi les représentants des créanciers des États-Unis. Il se demande si la nouvelle réglementation des transferts sera introduite avant la conférence de Londres. Schacht ne veut pas attendre l'ouverture de cette dernière et ne voit personnellement pas d'autres solutions que la suspension des transferts. Il veut toutefois connaître auparavant les propositions des représentants des créanciers, comme une suspension du paiement des intérêts. Schacht insiste sur deux points : d'une part, la *Reichsbank* n'a que 280 millions de *Reichsmarks* de réserves ; d'autre part la source des devises de la *Reichsbank* doit être le commerce. Il sous-entend ainsi qu'un nouveau crédit de réescompte est impossible.

Dulles avoue ne pas s'être rendu compte de la gravité de la situation et se demande quelles sont les solutions pratiques. Schacht rappelle qu'il a depuis longtemps averti que cette situation était susceptible d'arriver. Le néerlandais Jan Willem Beyen<sup>555</sup> met en garde contre le risque qu'un moratoire sur les transferts n'empêche certains pays d'acheter en Allemagne. Schacht estime qu'il existe effectivement un risque de cercle vicieux et qu'il faudra absolument maintenir une partie du crédit pour le commerce. Mais le niveau des réserves pose trop de problèmes.

La deuxième réunion a lieu le 30 mai. Les créanciers ont passé l'après-midi du 29 à analyser les chiffres de la *Reichsbank*. Puis ils confrontent leurs avis lors de cette seconde réunion. Un comité créé pour l'occasion va ensuite rencontrer Schacht. Une discussion très technique sur les statistiques de la *Reichsbank* s'engage. Elle se conclut par le constat que deux points en-

---

Suède : Jacob Wallenberg, P. Brundell, A. Waldstedt ;

Suisse : P. Jaberg, Max Schwab, A. Johr, H. Blass.

Les réunions ont lieu à la *Reichsbank*.

<sup>555</sup> Beyen, président de la BRI de 1937 à 1939, est ministre néerlandais des Affaires étrangères des lors de la conférence de Messine en juin 1955.

gendrent des difficultés. La *Reichsbank* n'a en effet pris en compte ni les effets de la dévaluation du dollar, ni les effets étrangers en propriété allemande. De plus, le remboursement du crédit Lee-Higginson est contesté. Les estimations de la *Reichsbank* pour ses besoins en devises sont en conséquences diminuées.

Ce même comité, le 1er juin, affirme que le lent mouvement de diminution des réserves de la *Reichsbank* est causé par une radicale réduction de l'endettement. Le problème est alors de mettre un terme au déclin des exportations et de renverser le mouvement afin de reconstituer des réserves et de renforcer la confiance dans la monnaie. Le comité conclut qu'une restriction des transferts ne pourrait remplir cette mission car elle entraînerait des contre-mesures de l'étranger, avec pour conséquence une nouvelle diminution des exportations allemandes et une inversion de l'effet souhaité.

La troisième réunion a lieu le 2 juin, au siège de la *Reichsbank*. Schacht prononce un nouveau discours. Il essaye clairement de diviser les pays créanciers, en rappelant que certains pays facilitent la situation allemande en achetant plus de biens allemands que d'autres. Les États-Unis sont et se sentent particulièrement visés. Schacht rappelle que le commerce avec certains pays a fortement diminué : de 50 % avec le Royaume-Uni mais de 25 % seulement avec les Pays-Bas. John Foster Dulles réagit en premier à cette idée : la base du remboursement ne peut être le bilan commercial car cela désavantage les pays qui, comme les États-Unis, exportent des matières premières. Schacht répond qu'il espère que la conférence de Londres permettra une remise en route du commerce international. Ces propos sont hypocrites : le cabinet, lors de réunions où Schacht était présent, s'est fixé comme presque unique objectif pour la conférence de trouver une solution au problème de l'endettement.

Schacht a rencontré les groupes sur les statistiques, sur les crédits à court, moyen et long terme et les groupes nationaux. À la fin de la conférence, il estime que tous ces groupes lui ont demandé de faire l'impossible. Il estime ne pas encore pouvoir décider ce qu'il fera. Il ne sait pas s'il tiendra compte de la balance commerciale mais fera tout pour que des bons ou avoirs étrangers possédés par des Allemands soient payés en marks. Schacht refuse par contre la solution du *clearing*.

Cependant, certains résultats sont atteints. Un comité permanent des créanciers des dettes à long terme est mis en place pour garder le contact avec la *Reichsbank*. Il a pour modèle les groupes *Stillhalte* qui sont en contact avec elles depuis la conclusion des accords d'octobre



1931. Le communiqué final de la conférence ne mentionne aucun accord. Il espère que cette réunion aura permis de rendre compréhensible un acte unilatéral et annonce la création du comité des créanciers à long terme. La conférence est suivie d'une rencontre avec le groupe *Stillhalte* et de discussions avec la BRI la semaine suivante, à Londres dans les deux cas<sup>556</sup>.

La conférence terminée, la balle est dans le camp du gouvernement. Comment régler le problème des transferts ?

#### *Les suites de la conférence*

Après la conférence, Schacht se rend à la BRI puis revient le 6 juin à Berlin. Le directoire de la *Reichsbank*, ce même jour, adresse une lettre au chancelier qui décrit l'écroulement des réserves de couverture de la *Reichsbank*. Celles-ci ne peuvent plus assurer la circulation commerciale extérieure allemande, amplifiant ainsi le danger d'un nouveau recul des exportations, d'autant plus que d'autres pays ont pris des mesures monétaires arbitraires. Les exportations allemandes concernent les créanciers car elles conditionnent le paiement des dettes. Les récentes discussions sur le transfert montrent que l'étranger reconnaît cette situation. En conséquence, la *Reichsbank* décide d'une restriction des transferts pour la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 1933 au 31 décembre 1933. La mesure concerne les dettes contractées avant la crise de juillet 1931, à l'exception de celles qui sont régulées par les accords *Stillhalte* et des emprunts d'État. Une caisse de conversion est créée pour administrer les paiements des débiteurs allemands qui sont légalement contraints à payer en *Reichsmark*.

Cette lettre de la *Reichsbank* est débattue le 8 juin 1933 en conseil des ministres<sup>557</sup>. Schacht insiste sur la nécessité, après cette conférence, de régler le problème des transferts. Il rappelle les dangers d'une telle loi. Les créanciers risquent de demander des saisies de biens allemands à l'étranger, notamment des bateaux des compagnies maritimes. Le commerce allemand risque d'être gelé, par le manque de crédits à court terme. Le danger est aussi diplomatique car les emprunts Dawes, Young et Kreuger sont garantis par traité. Le ministre des affaires étrangères von Neurath insiste d'ailleurs sur ce point. Enfin, il existe un danger économique car les pays qui ont un fort déficit commercial avec l'Allemagne ont déjà brandi la menace d'un *clearing* unilatéral. Schacht et son directoire estiment qu'il est possible de discuter des transferts à la conférence de Londres. La loi proposée par Schacht est finalement acceptée par

---

<sup>556</sup> Nous n'en avons pas les procès-verbaux, cependant leurs résultats ne changent pas fondamentalement les décisions prises après la 1<sup>ère</sup> conférence des transferts.

le conseil des ministres. Elle est rendue publique le lendemain.

Le principe de la loi est le suivant : les emprunts contractés par des Allemands ont en règle générale un taux d'intérêt de 6 %, contre environ 4 dans le reste du monde. Le but de la loi est de diminuer ce taux. La moitié des intérêts dus est remboursée en devise pour la période allant jusqu'à la fin décembre 1933. Le reste est remboursé sous forme de bons libellés en *Reichsmark*, appelés *scrips*. Si le créancier ne veut pas de ces bons, il n'est payé que pour un taux d'intérêt total de 4,5 %, soit le remboursement de 50 % additionné à la moitié de la valeur des *scrips*. Ces derniers sont émis par la caisse de conversion créée par la loi du 9 juin. Schacht et la *Reichsbank* encouragent la mise en place d'un marché pour l'échange de ces *scrips* qui a l'avantage de déprécier leur valeur et les rendent rachetables à moindre coût et à moindre devise par la *Reichsbank*. Les *scrips* peuvent être utilisés pour des achats en Allemagne. Ils servent ainsi à subventionner les exportations allemandes. Les débiteurs allemands s'acquittent de leurs dettes auprès de la Caisse de conversion et payent l'ensemble de la dette et des intérêts prévus avant la loi, même dans le cas d'un taux ramené à 4,5 % par la manipulation sur les transferts. La partie non-transférée est utilisée à subventionner les entreprises d'exportations.

\*

Que peut-on conclure de cette première conférence ? Le problème des transferts est réel car le commerce allemand va mal. Une crise du crédit, notamment à court terme, handicaperait encore plus le commerce extérieur allemand : l'insuffisance des réserves en devises et de crédit à court terme peut entraver le commerce extérieur allemand. Mais la confusion de cette conférence, entretenue par Schacht, n'empêche pas les créanciers de voir les premiers problèmes posés par la gestion des transferts. Habilement exploité par le président de la *Reichsbank*, le risque de divisions entre les créanciers est réel. Au cours de cette conférence sur les transferts, Schacht a su efficacement mettre en avant des sacrifices immédiats et réels et les lier à des promesses évasives d'un futur où l'Allemagne serait dotée d'une puissance économique normale.

En outre, le gouvernement a clairement fixé comme objectif principal le règlement de la question de l'endettement de l'Allemagne. Pour le reste, le Cabinet se repose sur des solutions intérieures (Hitler) ou sur une politique impérialiste en Europe centrale (Hugenberg). La con-

---

<sup>557</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/I/1463, p. 1 à 7, Ministerbesprechung, 8 juin 1933

férence sur les transferts a vidé de leur substance les discussions de la conférence de Londres. Son résultat permet à l'Allemagne d'exercer une pression sur les autres pays : lors d'une conférence économique et monétaire, que peut-on demander à un État dont la couverture monétaire n'est plus que de 16 % (Tableau 4) ? Après le règlement de la question des transferts, qu'attend encore Berlin des négociations multilatérales à venir ?

En millions de RM						Couverture des billets de la Reichsbank
	Billets Reichsbank	Billets Rentenbank	Pièces de monnaie (billon)	Billets privés	Circulation monétaire totale	Or et devises (%)
1928	4235	564	886	184	5869	57
1929	4403	435	963	180	5981	57
1930	4361	376	964	180	5882	64
1931	4228	410	1038	181	5857	45
1932	3844	405	1400	183	5832	25
1933	3373	388	1433	178	5372	16
1934	3561	330	1424	170	5485	5
1935	3731	380	1502	164	5777	2
1936*	4674	380	1576	9	6639	1,5

\* Au 30 novembre 1936

Source : BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6864, p. 10, Die Staatsbank 22.01.37

Tableau 4 – Masse monétaire et couverture du *Reichsmark*

*d. La conférence de Londres*

La délégation allemande arrive à Londres le 10 juin. Précédée de la loi du 9 juin, on peut se demander dans quelle mesure elle n'est pas vidée d'une partie de son ordre du jour et, surtout, si cette loi a modifié le rapport de force en faveur de l'Allemagne.

La base des négociations est un rapport d'un comité d'experts mis en place par la conférence de Lausanne. La première séance plénière s'ouvre le 12 juin 1933 à 15 heures. La conférence est présidée par le Premier Ministre travailliste britannique, Ramsay MacDonald. Les premières séances sont consacrées aux discours d'introduction de chaque pays. Le chef de la délégation allemande, le ministre des Affaires Étrangères Konstantin von Neurath, annonce que la conférence doit avoir pour base

« [...] le principe universellement reconnu selon lequel les dettes internationales ne peuvent être remboursées qu'en marchandises et en services. Les problèmes économiques ne pourront être résolus tant qu'on ne sera pas arrivé à un accord satisfaisant sur les principes fondamentaux dont dépendent les problèmes du crédit et les problèmes financiers [...]. »

Et il rajoute :

« C'est avec un sentiment d'amère désillusion qu'il a fallu constater que d'autres problèmes [que ceux abordés par MacDonald] pour le règlement desquels l'Allemagne lutte depuis des années n'ont pu être résolus avant la réunion de la conférence. »<sup>558</sup>

Von Neurath fait référence aux problèmes monétaires posés par les dévaluations, aux problèmes d'exportation et de barrières douanières, à l'endettement. Le discours allemand est clair : insister sur l'endettement international et placer l'Allemagne dans une situation moralement avantageuse.

Après les exposés généraux, deux commissions sont mises en place : une commission économique et une commission monétaire et financière. La seconde est divisée en deux sous-commissions, l'une chargée des mesures immédiates de redressement financier et l'autre des mesures permanentes pour le rétablissement d'un étalon monétaire international. Schacht et le nazi Wilhelm Keppler, avec pour suppléants Vocke et Berger, sont membres des deux sous-

---

<sup>558</sup> SDN. Journal de la Conférence monétaire et économique, n° 4, 14 juin 1933, p. 16.

commissions<sup>559</sup>. Les dettes et les transferts se discutent dans la première sous-commission, la plus intéressante. Mais avant même que Schacht ne puisse vraiment intervenir sur la question de l'endettement, survient la « crise Hugenberg ».

### *La crise Hugenberg*

Les dissensions entre le ministre de l'Économie et de l'agriculture et les autres membres du Cabinet apparaissent plusieurs mois avant la conférence de Londres. Le 22 avril, lors de la réunion du comité économique qui prépare le voyage de Schacht aux États-Unis, Hugenberg est isolé au sein du cabinet<sup>560</sup>. Hugenberg estime que l'amélioration des conditions économiques est un problème national. Le commerce international n'en est qu'une conséquence. Il distingue ensuite trois grandes régions économiques : l'empire britannique, la Russie et les États-Unis. Son but est d'en créer une nouvelle, une *Mitteleuropa*, autour de l'Allemagne, avec un tarif douanier commun. Cette zone économique doit donner au Reich les moyens de payer ses dettes. Ces propos sont mis en doute par l'ensemble des participants du comité, à commencer par Hitler qui pense qu'une telle solution renchérirait le coût des matières premières et en conséquence le coût des produits finis et semi-finis allemands. Schacht lui-même contredit le ministre, pensant qu'une telle solution engendrerait une bureaucratie envahissante et entraînerait une étatisation de l'économie.

Hugenberg écrit alors un mémorandum pour développer ses idées. Le ministre de l'Économie explique le 23 juin qu'il a publié son texte car les pays Anglo-Saxons mettent la révolution nationale en danger<sup>561</sup>. Il s'élève contre les indiscrétions qui ont permis à la presse britannique d'affirmer qu'il n'y avait pas d'unité sur ces écrits dans la délégation allemande, ce qu'il conteste. Hugenberg, de plus, veut que Posse, secrétaire d'État, soit remplacé. Hitler s'en lave les mains et renvoie la décision au chef de la délégation, von Neurath. Le ministre des Affaires étrangères refuse le départ de Posse et interdit à Hugenberg de retourner à Londres. Désavoué, Hugenberg fait part de sa démission à Hitler le 27 juin<sup>562</sup>.

Le gouvernement mis en place le 30 janvier 1933 repose sur une alliance entre nazis et conservateurs. La « crise Hugenberg » démontre que ces derniers sont divisés. Aucun d'entre eux

<sup>559</sup> SDN. Journal de la Conférence monétaire et économique, n° 6, 16 juin 1933, p. 42

<sup>560</sup> BARCH Reichskanzlei, R43/I/1461, Ministerbesprechung, 22 April 1933

<sup>561</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/I/1463, Ministerbesprechung, 23 Juin 1933

<sup>562</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/I/1310, Auszug aus der Niederschrift über die Sitzung des Reichsministeriums vom 27. Juni 1933

n'a essayé de se porter au secours du chef de la DNVP. La démission du ministre de l'Économie et de l'agriculture est d'ailleurs contemporaine de l'autodissolution de son parti. Elle montre l'échec de son projet politique pangermanique et le désaccord profond qui régnait entre Hugenberg et les autres membres du Cabinet.

Une fois cette crise passée, la question de l'endettement revient au premier plan.

#### *La question de l'endettement*

Le première sous-commission de la commission financière et monétaire discute une proposition britannique reposant sur trois points : le redressement du niveau mondial des prix de gros des marchandises ; l'action monétaire, c'est-à-dire la fin des politiques de déflation, les crédits bon marché, l'encouragement donné à la circulation de ces crédits ; la coopération entre les banques centrales pour réaliser ces conditions et poursuivre une politique vigoureuse d'argent abondant et bon marché par des opérations sur le marché libre<sup>563</sup>.

La sous-commission se divise en deux camps. Le premier se regroupe autour du Royaume-Uni approuvant cette résolution qui n'évoque pas le rétablissement d'un étalon-or. L'autre se forme autour de la France qui estime que les buts visés par cette résolution doivent être la conséquence du rétablissement d'un étalon-or et non sa cause. L'Allemagne intervient par la voix de Vocke. Le Reich estime qu'aucune règle uniforme n'est possible pour trouver une solution aux problèmes des différents pays. Vocke serait heureux de voir un redressement des prix mais il pense que c'est un problème économique et non financier et monétaire car si le pouvoir d'achat du monde s'accroît, le problème des prix sera de fait résolu. Enfin, pour rétablir la confiance, il faut régler les problèmes du passé, à savoir les dettes<sup>564</sup>. L'Allemagne est soutenue par la Hongrie qui remarque que de nombreux débiteurs ont une balance commerciale défavorable<sup>565</sup>. Le problème des dettes et des transferts est ainsi central.

Le 23 mai, lors du conseil des ministres déjà évoqué, la discussion aborde aussi les progrès des discussions de la conférence de Londres. Neurath constate que les questions de la stabilisation des monnaies et des dettes internationales ne sont pas encore réglées. La situation est pire que ce que pensait trouver la délégation allemande qui était déjà pessimiste. L'atmosphère est mauvaise pour l'Allemagne. Schacht approuve le ministre sur ce point. Ce-

---

<sup>563</sup> SDN. Journal de la Conférence monétaire et économique, n° 10, 21 juin 1933, p. 70-71

<sup>564</sup> SDN. Journal de la Conférence monétaire et économique, n° 11, 22 juin 1933, p. 79-80

<sup>565</sup> SDN. Journal de la Conférence monétaire et économique, n° 12, 23 juin 1933, p. 87-88

pendant, il indique que les négociations, parallèles à la conférence de Londres, avec les créanciers ne posent pas beaucoup de difficultés. L'accord est atteint avec les créanciers à court terme : il n'y aura pas de paiement d'amortissement, le taux d'intérêt a été réduit. Les négociations sont plus ardues avec les créanciers à long terme, à cause du statut à accorder aux emprunts d'État du Reich. Il reste à négocier la partie des intérêts qui doit être payée pour éviter les mesures de rétorsion et l'utilisation des intérêts prélevés pour les aides à l'exportation et éventuellement à l'agriculture.

*Le message de Roosevelt et la suite des discussions sur l'endettement*

Le 3 juillet 1933, Cordell Hull, Secrétaire d'État, lit un message de Roosevelt. Le Président refuse une stabilisation des monnaies qui empêcherait les États de mener la politique qu'exigent leurs économies. Roosevelt confine ainsi la conférence à des mesures d'appoint aux solutions nationales, ce qui, finalement, se rapproche de la position allemande.

En conséquence, les débats portent dans les jours qui suivent sur l'ordre du jour. De quoi faut-il discuter ? De tout, selon le Royaume-Uni, de l'endettement pour la France, la Suisse, la Roumanie ou encore l'Allemagne. Un vote tranche en faveur du Royaume-Uni<sup>566</sup>, mais le Bureau de la conférence ordonne à la sous-commission monétaire et financière I, le 10 juillet, de se concentrer sur l'endettement<sup>567</sup>. Après le message de Roosevelt, les discussions ont-elles encore un sens ?

Dans les séances suivantes, cette sous-commission discute sur la création dans les différents pays d'organismes appropriés en vue de négociations entre créanciers et débiteurs. Un comité de rédaction sur les problèmes de l'endettement est créé le 27 juin 1933. Schacht y représente sa délégation. C'est dans ce comité de rédaction que ses interventions sont les plus importantes. Ce comité se réunit pour la première fois le 12 juillet<sup>568</sup>. Schacht tente de renvoyer la question au niveau national : chaque gouvernement peut légiférer pour permettre créanciers et débiteurs de négocier. Il obtient le soutien du Royaume-Uni, contre la France et la Roumanie. En outre, pour Schacht, contre l'avis des représentants de toutes les autres Nations, veut faire inscrire dans une proposition britannique de résolution que la valeur juridique des contrats entre créanciers et débiteurs est un principe important mais limité par les nécessités de

<sup>566</sup> SDN. Journal de la Conférence monétaire et économique, n° 27, 11 juillet 1933, p. 167.

<sup>567</sup> SDN. Journal de la Conférence monétaire et économique, n° 28, 12 juillet 1933, p. 175

<sup>568</sup> BARCH Reichskanzlei : R43/II/365a, p. 172 verso.

l'existence d'un pays<sup>569</sup>. Par ce biais, il veut imposer l'idée d'une différence entre le paiement et le transfert et rappeler que les débiteurs ont besoin d'un surplus d'exportation. Il tente ainsi d'inscrire dans une résolution internationale la politique allemande. Il finit par imposer sa vision : dans la résolution définitive de la sous-commission, les dettes sont subordonnées aux « intérêts vitaux » des États. Cette victoire n'a cependant aucune portée, car ce texte n'est pas contraignant.

*La fin de la conférence : le discours de Schacht*

La conférence se termine le 27 juillet 1933, officiellement suspendue. Schacht prononce un discours pour la délégation allemande à la séance de clôture. Il y attaque le principe de la conférence qui réunissait trop de pays et qui a préféré réunir des gouvernements plutôt que des experts. Six semaines de travaux n'ont pas permis d'atteindre un accord sur la plupart des sujets abordés. Les résolutions se contentent de principes généraux rappelés à toutes les conférences économiques et financières depuis 1920. Réunir 64 pays est une mauvaise méthode :

« Nous avons vu qu'il n'a pas été possible d'atteindre l'unanimité dans le domaine de la stabilisation monétaire car certains pays ont délibérément abandonné la stabilité de leur monnaie et essayent d'influencer leur situation économique en modifiant leurs principes monétaires. »<sup>570</sup>

Concernant la possibilité d'une nouvelle conférence, les nations doivent en premier lieu restaurer individuellement un certain équilibre économique. La coopération internationale ne peut marcher que si l'on cesse de compter sur les autres. Il insiste ensuite sur le problème des dettes. Il estime que deux idées sont ressorties. D'une part, les dettes ne peuvent être payées qu'en biens ou en services. D'autre part, les développements récents ont produit une telle différence entre les dettes et les capacités de paiement qu'un ajustement fondé sur une politique économique qui préserve le pouvoir d'achat des pays endettés est devenu impératif.

---

<sup>569</sup> Schacht propose l'amendement suivant : « 2. Les conditions variant considérablement selon les pays débiteurs, il est impossible d'établir un traitement uniforme applicable à tous les cas. les débiteurs doivent faire tous leurs efforts pour assurer le service de leurs dettes et exécuter leurs contrats qu'il est de leur propre intérêt de respecter. les pays débiteurs doivent faire tout leur possible pour faciliter le transfert des paiements dans la mesure où ces transferts peuvent être exécutés sans mettre leur monnaie en danger. D'autre part, les pays créanciers doivent, en fin de compte, mettre les pays débiteurs en mesure de s'acquitter de leurs obligations en marchandises et en services. » SDN Conf.M.E./C.M.F./Dettes 8 – Londres, le 18 juillet 1933

<sup>570</sup> « We have seen that it has not even been possible in the field of currency stabilisation to reach unanimity since some countries have deliberately abandoned the stability of their currencies and are trying to influence their economic situation by modifying their monetary principle. » SDN, R4639 Section 10D – Dossier 5233.



\*

La conférence de Londres se conclut sur un constat d'échec. Le message du Président des États-Unis Franklin Roosevelt du 3 juillet lui a certes porté un coup. Mais la position allemande sur la nécessité d'un relèvement individuel de chaque pays et la priorité que la délégation a accordée, dès avril, à l'endettement, aux transferts et secondairement à la stabilisation des monnaies ressortent de la même logique. L'Allemagne n'a finalement rien attendu de cette conférence. Schacht, lors des discussions du comité de rédaction de la sous-commission I de la commission financière et monétaire, a tout fait pour que les discussions entre créanciers et débiteurs s'organisent au niveau de chaque État, sur une base non-institutionnelle, en évitant toute implication des organisations internationales. Cependant, pour la question des transferts, la sortie du multilatéralisme n'est pas encore complètement assumée.

## 2. Les transferts (suite et fin)

La réglementation sur les transferts est entrée en vigueur pendant la conférence, le 1er juillet 1933. Les dissensions apparues entre les créanciers lors de la première conférence des transferts se traduisent par les pressions sur l'Allemagne de deux pays, la Suisse et les Pays-Bas, pour la mise en place d'un accord de *clearing*. De plus, le système des *scrips* ne permet pas d'augmenter les réserves.

### a. La conclusion des accords particuliers et l'échec du système des scrips

Après la conférence de Londres, deux pays menacent l'Allemagne d'un *clearing* commercial unilatéral, les Pays-Bas et la Suisse. Ces deux pays ont une balance commerciale avec l'Allemagne marquée par un fort déficit en leur défaveur. L'Allemagne doit traiter. Le 7 octobre 1933, elle signe avec la Suisse un accord de transfert. La Confédération échappe à la loi du 9 juin contre des avantages commerciaux accordés à l'Allemagne. Les Pays-Bas signent un accord similaire peu de temps après.

La loi du 9 juin 1933 met en place un cercle vicieux. Si l'achat des produits allemands exportés se fait en *scrips*, la *Reichsbank* n'encaisse pas de devises supplémentaires. Or l'augmentation de ses réserves en devises est la condition pour l'abolition de la loi. Donc, après une augmentation des réserves en or et en devises de 263 millions de *Reichsmark* à 703 millions le 15 novembre 1933, due en partie à la loi sur la haute trahison (*Volksverratgesetz*)

du 12 juin 1933 qui impose le rapatriement des capitaux allemands, les réserves diminuent en décembre.

À ceci s'ajoute un effet pervers de la reprise économique en Allemagne. Des millions de chômeurs retrouvent du travail dans des industries de biens d'équipement. Ces nouveaux salariés veulent acheter des biens de consommation sans que l'offre pour ces derniers n'augmente. Ils se tournent alors vers des produits importés, exerçant une pression nouvelle sur la balance commerciale allemande.

En décembre, Hjalmar Schacht n'a d'autres solutions que de convoquer une nouvelle conférence sur les transferts.

*b. La deuxième conférence des transferts (5-7 décembre 1933)*

La deuxième conférence des transferts se déroule du 5 au 7 décembre 1933. Elle réunit des représentants des créanciers à moyen et long terme, dont le mandat est toujours aussi flou. Schacht estime qu'il est nécessaire de diminuer le taux de transfert à 30 % mais il attend des conseils des représentants des créanciers. Il précise qu'il refuse la solution de la dévaluation et insiste sur le fait que la meilleure solution est l'exportation. Il oppose la logique du créancier et celle de l'entrepreneur. Mais, si le danger d'une division des créanciers était menaçant en juin 1933, il est effectif depuis l'automne 1933. Dulles veut connaître le contenu des *Scripabkommen* intervenus avec la Suisse et les Pays-Bas et savoir si ces accords ont été conclus à la suite de pressions. Il sous-entend que les États-Unis ont aussi un fort pouvoir potentiel de pression. Schacht qualifie cette manière de barbarie et les représentants suisses et néerlandais contestent qu'il y ait eu pression.

La seconde réunion se déroule le 6 décembre. Lever, pour le Royaume-Uni, donne lecture d'une déclaration : les accords particuliers qui ont été conclus sont contestés par le Royaume-Uni qui estime qu'ils sont contraires aux promesses données à Londres. Le problème sera pris en charge par le gouvernement. Il estime que la *Reichsbank* peut continuer à payer 50 %. Le Royaume-Uni ne voit pas l'intérêt de rester si le système est changé. Dulles déclare vouloir contacter les créanciers qu'il représente mais il doute qu'ils acceptent un changement du système. Il affirme que New York pense que l'Allemagne peut payer plus, en raison de la dévaluation du dollar. Schacht rétorque que cette même dévaluation rend les exportations plus difficiles. La tension entre Schacht et Dulles est palpable.

La Suède envisage un *clearing* mais Schacht répond que ce n'est pas dans ses compétences et qu'il s'oppose personnellement à cette solution. Il insiste une nouvelle fois sur la nécessité d'améliorer le commerce international. Mais le représentant suédois explique que son but est de détruire la discrimination à l'égard de l'emprunt suédois. Bardy, représentant français, désire pour la France un accord similaire à celui conclu avec la Suisse.

Le même jour, Dulles a réussi à rencontrer le ministre de l'Économie Schmitt, sur le sujet des accords conclus avec d'autres pays car le contenu de ces accords n'a pas été révélé aux membres de la conférence. Le lendemain, la dernière session de la conférence s'ouvre. Schacht lit une lettre du ministre de l'Économie. Dulles a obtenu la création d'un comité automatiquement convoqué en cas de conclusion d'un nouvel accord particulier et la garantie que le contenu d'un tel accord serait rendu public.

Pendant la conférence, le 6 décembre 1933, Schacht fait un rapport sur la situation en devises et sur les transferts en conseil des ministres. Il y explique la nouvelle règle des 30 %. La *Reichsbank* a maintenu les contacts avec les créanciers et les a invités à négocier. Schacht informe le Cabinet que les accords avec les Pays-Bas et la Suisse ont créé un fort mécontentement chez les créanciers, essentiellement aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les gouvernements concernés approuvent la grogne des créanciers. Il se prononce en faveur du maintien des contacts avec les créanciers.

« Les accords avec la Hollande et la Suisse tenaient compte de la thèse soutenue à Londres, que les dettes ne peuvent être payées que par des livraisons de biens de pays à pays. »<sup>571</sup>

Schmitt, responsable de la conclusion de ces accords, répond à Schacht qu'il est utile de traiter avec tous les représentants des créanciers et de faire des concessions particulières, ce qui explique les négociations avec la Suisse et les Pays-Bas.

Le 18 décembre 1933, lors de la réunion du *Zentralauschuß*, la question des transferts est discutée. La loi est renouvelée avec une part plus large des dettes payées sous forme de *scrips* ou de *Sperrmark*. Seuls 30 % des transferts sont désormais payés en devises. Peu avant cette décision, Schacht prononce à Bâle un discours s'intitulant *Zins oder Dividende. Eine Frage an*

---

<sup>571</sup> « Die Abkommen mit Holland und mit der Schweiz trügen der in London aufgestellten These Rechnung, dass die Schulden von Land zu Land nur durch Warenlieferungen abgetragen werden könnten. »

*die Welt*, le 11 décembre 1933<sup>572</sup>. Il y explique que le créancier est dans l'obligation de favoriser la production de dividendes par son débiteur pour obtenir son remboursement, même si cela lui coûte dans l'immédiat<sup>573</sup>.

*c. La troisième conférence sur les transferts, 25-31 janvier 1934*

Une troisième conférence sur les transferts est convoquée du 25 au 31 janvier 1934. En effet, les accords conclus en octobre avec la Suisse et la Hollande arrivaient à échéance au 31 décembre 1933. Les deux pays ont demandé et obtenu leur renouvellement. Le comité créé à la conférence précédente est donc convoqué. Seuls des représentants des États-Unis, des Britanniques et des Suisses sont présents. Ces derniers veulent défendre l'accord signé par leur gouvernement. La France, la Hollande et la Suède ont refusé l'invitation. Les créanciers de ces trois pays estiment désormais que le problème des transferts est aux mains de leurs gouvernements respectifs. Dulles est alors le plus offensif. Il affirme, lors de la première rencontre le 25 janvier, Schacht étant absent, qu'il y a nécessité d'analyser les relations bilatérales au regard des relations multilatérales : la Suisse et la Hollande peuvent acheter en Allemagne parce que les touristes américains y laissent des devises et parce que les États-Unis achètent du caoutchouc en Hollande. Les accords particuliers sont donc une hérésie. Posse signale qu'avec ces accords, la *Reichsbank* améliore ses réserves et sa capacité de paiement de l'Allemagne, ce qui profite à tous.

La représentation britannique soulève deux problèmes : les statistiques de la *Reichsbank* et les accords avec la Suisse et la Hollande. Le Royaume-Uni importe plus de biens d'Allemagne qu'il n'y en vend et cela devrait suffire au remboursement. Il réprovoque le *clearing* et ses représentants rappellent qu'il n'existe aucune restriction sur l'entrée des biens allemands au Royaume-Uni. Jöhr défend la Suisse car les accords conclus permettent à l'Allemagne de dégager un plus grand surplus de devises et estiment en fournir largement assez pour être payées sans restriction. En effet, l'Allemagne a demandé en échange du paiement intégral des *scrips* une augmentation de l'achat de marchandises allemandes. Posse approuve le Royaume-Uni mais estime que sa position de principe est difficile à mettre en pratique, notamment en raison du problème monétaire. Le commerce entre l'Allemagne et le Royaume-Uni a diminué de 64 % de 1930 à 1933.

---

<sup>572</sup> Hjalmar Schacht, *Interest or dividend*. Reichsbank, Berlin, 1933.

<sup>573</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6986.

Dulles insiste sur le fait que l'opinion publique américaine est de plus en plus critique. La limitation des transferts avait été acceptée mais la conclusion d'accords particuliers, restés secrets de surcroît, et l'élargissement du système des *scrips* risquent de susciter des réactions fortes qui annuleront les avantages de ce système. De plus, il estime que le système des *scrips* n'est pas encore suffisamment bien évalué pour le changer immédiatement. Dulles remet en cause les accords particuliers car ils ignorent les aspects triangulaires et invisibles du commerce. La discrimination dans le remboursement est un principe destructeur pour le commerce international. Enfin, une mise en concurrence des créanciers risque de déclencher une guerre économique dont le commerce international souffrira. La notion de *discrimination* est l'un des thèmes centraux des conférences des transferts.

Les délégués anglo-saxons rencontrent Schacht les 29 et 30 janvier 1934. La *Reichsbank* propose une concession. La *Golddiskontbank* accepterait de racheter les *scrips* à 67 % au lieu de 50. En échange, une discussion sur le taux d'intérêt pourrait être ouverte, avec une conférence en avril et convocation de tous les créanciers à moyen et long terme de l'Allemagne. Les accords préférentiels seraient acceptés jusqu'en juin 1934 et la conférence d'avril se ferait sur une base non discriminatoire. La concession sur les *scrips* rend la réglementation de décembre 1933 inopérante : la *Reichsbank* perd près de 133 millions sur les trois premiers mois de l'année 1934. Mais ces pertes sont d'abord dues à un déséquilibre de la balance commerciale. Pour la première fois depuis 1930, le montant des exportations est inférieur à celui des importations en janvier et février 1934.

Pendant cette troisième conférence, Schacht a dû faire marche arrière. Pour éviter que les représentants des créanciers présents à Berlin en janvier 1934 ne condamnent publiquement les accords renouvelés avec la Hollande et la Suisse, il doit concéder un meilleur rachat des *scrips* en devises par la *Golddiskontbank*. La logique de la première conférence a échoué : les promesses sur un futur heureux ne permettent plus d'obtenir des avantages immédiats. Le risque sur le commerce allemand est trop fort car les créanciers sont désormais susceptibles de faire pression sur leurs gouvernements qui, en retour, pourraient imposer des accords de *clearing* à l'Allemagne.

*d. L'échec de la quatrième conférence sur les transferts : étatisation et sortie du multilatéralisme*

La quatrième conférence des transferts est organisée à la suite des négociations de janvier 1934<sup>574</sup>. Elle devait être la plus ambitieuse et la plus importante des quatre conférences. D'une certaine manière, elle rappelle la conférence économique de Londres : une déception à la hauteur des ambitions annoncées. Elle s'ouvre le 27 avril et se clôt le 29 mai 1934 par un communiqué du Président de la *Reichsbank* devant la presse.

Peu de temps avant cette conférence, la situation de la *Reichsbank* et ses réserves en devises devient alarmante. Depuis le 31 décembre 1933, la *Reichsbank* a perdu 120 millions de RM en or et en devises<sup>575</sup>.

Un texte de la *Reichsbank* daté du 20 avril 1934 et probablement distribué aux représentants des créanciers expose le point de vue de l'institut d'émission du Reich<sup>576</sup>. Le texte rappelle que les débiteurs allemands payent leurs dettes à l'échéance des bons à la caisse de conversion. L'Allemagne ne dispose néanmoins pas d'un surplus en devises étrangères suffisamment large pour en assurer le transfert. La *Reichsbank* rejette la responsabilité de cette situation sur le paiement des réparations, qui ont accru l'endettement extérieur, et sur la chute du commerce mondial au tiers de son niveau de 1928.

Pour la banque centrale, le remède se situe soit dans l'augmentation des exportations allemandes par la stimulation du commerce mondial, soit dans un changement de comportement des créanciers sur les taux d'intérêts et les conditions des remboursements. Le thème réel de la conférence est ce deuxième point car personne ne compte sur une amélioration du commerce international.

Le 30 mai 1934, Schacht déclare devant la presse que la conférence a échoué car les experts n'ont pas été indépendants de leur gouvernement<sup>577</sup>. Étrange réaction car les conditions imposées par Schacht entraînaient nécessairement une étatisation et une bilatéralisation du règle-

---

<sup>574</sup> Les minutes de la conférence n'ont pas été trouvées

<sup>575</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/809, Lettre du directoire de la *Reichsbank* du 16 mars 1934, p. 74.

<sup>576</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7029, p. 273-274

<sup>577</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7029, p. 179-182

ment des transferts. Elle révèle en réalité le refus des créanciers d'inclure dans les négociations les emprunts d'État. Car pendant la préparation de la conférence et la conférence elle-même, les emprunts Dawes, Young, et dans une moindre mesure Kreuger, sont sur la sellette.

*Les emprunts Dawes et Young sur la sellette*

Les préparatifs de la quatrième conférence des transferts s'engagent dès janvier 1934. La BRI y joue un rôle phare, pour plusieurs raisons. D'une part, très vite, Fraser, Président de la BRI, est proposé comme Président de la conférence après le refus de McGarragh, son prédécesseur<sup>578</sup>. Fraser finit par accepter en avril, notamment grâce à l'intervention de JP Morgan, au moment où il est clair que les emprunts Dawes et Young n'y seront théoriquement pas discutés<sup>579</sup>. Fraser, en effet, voyait un conflit d'intérêt entre la présidence, neutre, de cette conférence et des discussions éventuelles sur les emprunts d'État, dont la BRI est l'agent fiduciaire ou la représentante des fiduciaires. D'autre part, la BRI joue le rôle d'intermédiaire, soit lors des réunions du conseil d'administration où siègent les gouverneurs des banques centrales, soit comme « centre de conférence ».

*Position allemande*

Fraser a dû prendre garde au statut des emprunts Dawes et Young, qui deviennent très vite l'enjeu principal de la conférence. Ils sont tous deux issus d'un traité et ont de ce fait un statut juridique particulier qui est utilisé par l'Allemagne comme moyen de pression. En effet, Schacht essaye d'inclure ces deux emprunts dans la négociation sur les transferts, faisant valoir que tous les paiements à long terme sont reliés, puisque si les emprunts d'État sont transférés, les autres emprunts à long terme le seront moins<sup>580</sup>. Schacht compte sur ce point pour diviser les pays créanciers. Les 11 et 12 mars 1934 à la BRI, il déclare aux autres gouverneurs qu'il est favorable à ce que soient discutés ces trois emprunts à Berlin, même s'il suivra la décision des créanciers de les négocier ou non.

Le 26 mars 1934, Schacht envoie à Karl Blessing, alors en poste à la BRI, une lettre définissant la position allemande sur les emprunts Dawes et Young<sup>581</sup>. Schacht distingue le Dawes qui était « moral et constructif » car il permettait de reconstruire la monnaie allemande et le

<sup>578</sup> BRI MCG12, McGarragh/Fraser, lettre de Fraser à Harrison, 21 avril 1934

<sup>579</sup> BRI MCG12, McGarragh/Fraser, lettre de JP Morgan à Fraser, 25 avril 1934

<sup>580</sup> BRI MCG12, McGarragh/Fraser, lettre de JP Morgan à Léon Fraser, 23 mars 1934

<sup>581</sup> BRI MCG12, McGarragh/Fraser, lettre de Schacht à Blessing, 26 mars 1934

crédit extérieur, du Young, qu'il a personnellement désapprouvé, et qui était, de son point de vue, destructif car il a servi le paiement des réparations à un moment où les problèmes de transfert étaient connus. Il rappelle qu'il avait protesté contre le plan Young en décembre 1929 et en janvier 1930 et qu'il avait démissionné sur ce sujet. Enfin, le Dawes est soutenu par un droit de priorité au transfert mais non le Young.

En avril, Fraser commente la position allemande. L'Allemagne demanderait un taux de 4 %, payé en devise ou, à défaut, en *scrips*. Elle veut inclure dans l'accord le Dawes et le Young mais a peur de la réaction des Trésors. Il faudrait un accord à long terme. En cas de nécessité, un accord serait conclu pour six mois, où seuls le paiement du Dawes et du Young se feraient, par les devises disponibles et le reste en *scrips*. L'Allemagne ne veut pas de *clearing*, ni d'intervention des gouvernements. Elle s'attend à prendre des mesures unilatérales, en cas d'échec. Les créanciers acceptant la diminution du taux auraient priorité pour le paiement. Les autres recevraient des marks bloqués<sup>582</sup>.

#### *Suisse, Pays-Bas, Suède*

Les 11 et 12 mars, des divisions apparaissent lors des discussions entre les Présidents des instituts d'émission concernés<sup>583</sup>. La ligne de rupture oppose Suisses, Néerlandais et Suédois d'un côté et Anglo-Saxons de l'autre. Il semble que la Suisse, les Pays-Bas et dans une moindre mesure la Suède sont prêts à négocier ces deux emprunts qui ne représentent qu'une faible partie de leurs créances allemandes.

La Hollande ne veut pas abandonner le principe de l'intervention du gouvernement car elle n'a guère confiance en l'Allemagne. Elle n'est pas opposée à une diminution du taux. Les discussions entre les créanciers et la *Reichsbank* sont acceptées car le *clearing* est mauvais pour le commerce mais elle se réserve une intervention du gouvernement. La réunion préliminaire commence sans représentant allemand, pour définir une position commune d'abord. Elle est plutôt favorable à un accord intermédiaire, sans priorité pour le Dawes et le Young mais cette dernière disposition peut être discutée.

La Suisse se prononce en faveur d'un accord permanent, avec un taux fixé à 4 ½ %, Dawes et Young compris. Le problème des banquiers suisses est comptable. Si, après le 1<sup>er</sup> juillet 1934,

<sup>582</sup> BRI MCG12, McGarrah/Fraser, lettre de Fraser à Pierre Jay, 7 mars 1934

<sup>583</sup> BRI QUE5, Papiers Quesnay, Comptes rendus et notes Séances BRI de 1930 à 1935 et janvier-février 1937, Réunion de Bâle des 11-12 mars 1934



ils ne collectent pas tous les intérêts, la loi leur interdit d'inclure les bons avec perception partielle d'intérêts dans leurs avoirs actifs. Quant au gouvernement suisse, il veut continuer à intervenir car Stucki, le négociateur suisse, utilise l'endettement dans les négociations pour un nouveau traité commercial entre les deux pays.

#### *États-Unis*

Les Américains, par contre, veulent abolir les discriminations entre créanciers. Le 23 mars 1934, Léon Fraser reçoit une lettre à en-tête de JP Morgan qui l'informe des points de vue du célèbre banquier américain. Il s'oppose formellement, en tant que principal porteur des bons Dawes et Young aux États-Unis, à ce que ces emprunts soient discutés à Berlin. Ils sont spécifiques car ils sont garantis par traités. La lettre pressent de graves problèmes pour ces bons sur le marché américain mais aussi pour l'Allemagne et les autres créanciers de l'Allemagne, si ces emprunts sont attaqués.

#### *Le Royaume-Uni*

La position britannique est la suivante : ne pas faire intervenir le gouvernement, rechercher un accord entre banquiers privés et entre banquiers privés et porteurs de bons<sup>584</sup>. Les *scrips* devraient être éliminés. Le gouvernement doute de la possibilité d'un accord définitif. Il veut créer un comité réunissant les créanciers pour se mettre d'accord avant avril. Le Dawes et le Young ne doivent pas être touchés. Mais l'ensemble des emprunts devraient avoir un taux réduit à 4 %. Le transfert se ferait pour les 4 %. En cas d'impossibilité, des coupons à court terme libellés dans la devise des coupons des emprunts concernés seraient émis. Il s'agit d'éviter le *clearing*. Si la Suisse et la Hollande continuent à utiliser la compensation, les autres gouvernements devront s'y résoudre, impliquant un moratoire complet.

Cependant, il semble que Montagu Norman ne suive pas la position britannique officielle. Le Président de la Banque d'Angleterre serait prêt à des concessions sur les emprunts d'État pour garantir un bon traitement des dettes *Stillhalte*, c'est-à-dire à court terme.

Fraser croit pouvoir affirmer, pendant la préparation de la conférence, que Schacht et Norman ont conclu un accord secret avec prise d'effet dans trois ans commençant tout de suite : la banque d'Angleterre offrirait publiquement d'acheter à 90 % de la valeur nominale du sterling tous les coupons des emprunts autres que Dawes, Young et Potash. Mais le chancelier de

l'Échiquier s'y serait opposé car l'accord est trop contraire à la position britannique officielle.

Ce hiatus entre Norman et son gouvernement suscite l'inquiétude des États-Unis. Le 11 avril 1934<sup>585</sup>, McGarragh, à New York, câble à Fraser que, Montagu Norman n'ayant pas l'attitude prévue par la BRI, il allait parler à Harrisson et Young. Il veut informer Washington de l'attitude de Schacht et demande à Fraser de lui envoyer toute indication sur le comportement de Norman envers Schacht.

Le lendemain, Fraser éclaire le comportement de Norman. Sa priorité est le paiement des dettes *Stillhalte*, puis le paiement de l'emprunt Dawes et ensuite le paiement du Young. Il semblerait que Schacht l'a fortement impressionné en lui montrant des prévisions des réserves en devises et en montrant qu'une pression accrue sur l'Allemagne sur le paiement des dettes à long terme, par exemple *via* un système de compensation, mettrait en péril le paiement des dettes *Stillhalte*. Morgan aurait surtout pêché par l'absence de réaction à ses propos, laissant faire croire à Schacht qu'il préférerait un paiement en *scrips* pour l'emprunt Dawes à une interférence du paiement des *Stillhalte*. Fraser estime qu'il y a risque que le marché britannique soit en accord avec Morgan. Siepmann, représentant britannique, penserait que tous les accords à long terme doivent être payés en *scrips* avec une priorité de principe pour le Dawes et le Young. Fraser conclue que, pour le moment, tous les côtés pratiquent le *bluff*.

#### *Déroulement de la préparation*

Au début du mois d'avril, les représentants des créanciers se réunissent à la BRI, à Bâle. La BRI ne joue cependant pas de rôle dans ces discussions. De plus, pressentant une manœuvre allemande sur les emprunts Dawes et Young, les gouverneurs des Banques centrales britannique, belge, française et italienne se réunissent pour adopter une ligne commune sur ce sujet.

Le 10 avril, un comité d'exploration préliminaire des banquiers se réunit sur la proposition faite en mars de Montagu Norman, soutenue par Moret, Trip, Vice-président du Conseil d'Administration de la BRI et gouverneur de la Banque centrale néerlandaise, et Bachmann<sup>586</sup>. Ce comité est constitué de Lever, Joehr, ter Meulen, un Américain, Schacht et Jakob Wahlenberg. Les créanciers se sont réunis entre eux lors d'une première séance, puis avec Schacht. L'objet des discussions est de savoir ce qui se passera pour les dettes à moyen et long terme

---

<sup>584</sup> BRI, MCG12, papiers McGarragh/Fraser, lettre de Fraser à Pierre Jay du 7 mars 1934.

<sup>585</sup> BRI MCG12, McGarragh/Fraser, lettre de McGarragh (identifié par le code chiffré utilisé) à Fraser, 11 avril 1934

de l'Allemagne après le 1<sup>er</sup> juillet 1934. Schacht insiste pour ne pas exclure les emprunts Dawes et Young. Mais pour les banquiers, on ne peut discuter d'emprunts garantis par traité sans entraîner l'intervention des gouvernements, ce que personne ne veut. Montagu Norman est le plus clairement opposé à l'intervention des gouvernements.

Parallèlement à cette réunion, Schacht d'après Fraser, estime en privé qu'il est nécessaire de convertir toutes les dettes à long terme avec un taux d'intérêt diminué. Les paiements se feraient en devises si ces dernières sont disponibles, le reste serait ajouté au capital, sauf si des paiements en nature sont acceptés. Schacht critique l'emprunt Young, les Français et le comportement des Trésors. Il veut diminuer le taux de l'emprunt Dawes. Il a demandé de câbler au Département d'État que la situation en devise était si mauvaise qu'il ne pensait pas pouvoir effectuer des paiements au-delà du 1er juillet 1934 et demande aux États-Unis de négocier sur les dettes.

Trip et Bachmann ont peur que face à l'extrémisme de Schacht, leurs gouvernements participent aux offres de Schacht. La désunion entre banquiers rendrait selon eux le combat inégal, puisque Schacht représente à la fois les débiteurs, le gouvernement et la *Reichsbank*. Les créanciers veulent éviter un accord permanent, recherché par Schacht, alors que la situation allemande, mauvaise, pourrait s'améliorer. Mais si le Reich s'engage à payer, ils préfèrent un accord à long terme. Parce qu'un accord à long terme peut gêner les *Stillhalte*, Norman n'en veut pas non plus. La position de ce dernier est trouble.

*Les discussions entre Schacht et Young et Deutschland zwischen Tag und Nacht*

Par l'intermédiaire de Fraser et de la BRI, Owen Young et Hjalmar Schacht procèdent à un échange de vue qui suscite l'ironie de Dean Jay en mars 1934<sup>587</sup>. Le 23 mars 1934, Young demande à Schacht d'exclure les bons Young et Dawes de tout accord sur l'endettement extérieur de l'Allemagne. Pour Young, il faut reconnaître la spécificité de ces deux emprunts pour ne pas détruire les bases du crédit international. Le 29 mars 1934, Fraser répond à Young : il résume l'avis de Schacht et explique ensuite qu'il faut faire pression sur la Suisse et les Pays-Bas qui sont prêts à aligner les emprunts d'État sur le statut des autres emprunts. Du point de vue de Fraser, Schacht veut diviser les créanciers et veut imposer l'idée que l'emprunt Young

---

<sup>586</sup> BRI MCG12, McGarrah/Fraser, lettre de Fraser à Pierre Jay, 13 mars 1934

<sup>587</sup> BRI MCG12, McGarrah/Fraser, 8 avril 1934

est un emprunt politique, ce qui est également l'avis des nazis.

La réponse de Young arrive le 5 avril. Young lui-même a désapprouvé la conférence de La Haye. Mais il rappelle à Schacht que sa démission de 1930 n'exonère par l'Allemagne de ses obligations. Si l'emprunt Young n'a pas de priorité sur les autres, c'est parce que le plan devait faire confiance à l'Allemagne, ce qui rend d'autant plus important son remboursement prioritaire.

Schacht, à Bâle le 5 avril, répond le lendemain. Il s'oppose à Young sur l'absence de garantie, rappelant qu'une partie de l'emprunt de 1929 est garantie par un crédit de la poste et de l'*Eisenbahn*. Schacht dévie du sujet ensuite, rappelant que l'Allemagne était plus honnête que les Alliés qui n'ont pas respecté les *14 point* du Président Wilson.

\*

À la veille de son ouverture, la réussite de la quatrième conférence des transferts semble compromise. Les créanciers sont divisés, sur les emprunts d'État, sur la priorité à donner aux dettes *Stillhalte* ou encore sur le *clearing*. Peu évoqués ici, les représentants français et la Banque de France recherchent le plus le compromis entre les créanciers. Cela sera-t-il suffisant ?

### *La conférence*

Pendant la conférence elle-même, Fraser envoie des comptes-rendus à McGarragh sur l'évolution des négociations<sup>588</sup>. Il en ressort que les deux emprunts les plus discutés à la conférence sont le Dawes et le Young, théoriquement exclus de l'ordre du jour. À la lecture de la correspondance de Fraser, il semble y avoir deux conférences : l'officielle, sans négociations sur les emprunts d'État, et la vraie conférence, dans les couloirs et les hôtels, dont l'objet essentiel est le remboursement de tous les emprunts, y compris lorsqu'ils sont garantis par traité.

En effet, dans un câble à George Harrison, Président de la Réserve fédérale de New York, du 8 mai 1934<sup>589</sup>, alors que la conférence s'est ouverte depuis un peu plus d'une semaine, Léon Fraser indique que les Français, Britanniques et Italiens ne changeront pas de ligne sur les deux emprunts d'État. Ces gouvernements sont en train de prendre les mesures pour permettre le paiement de leurs tranches de ces deux emprunts. Il demande au département d'État de si-

---

<sup>588</sup> BRI MCG12, McGarragh/Fraser, Lettre de Fraser à Harrison, à transmettre à McGarragh, 8 mai 1934

gnifier au gouvernement allemand qu'il est sur la même ligne que les Européens et refuse toute discrimination. Le 10 mai, Fraser, soutenu par ter Meulen et Dean Jay, demande à McGarrah d'aller voir Luther, ambassadeur d'Allemagne à Washington, pour lui dire à quel point un défaut de paiement sur le plan Dawes serait préjudiciable à l'Allemagne. Car Schacht a demandé une diminution du taux d'intérêt du Dawes à 5 % pour une période de un à deux ans. Ces 5 % seraient payés en liquide. En cas de refus, il propose le maintien du taux de 7 %, dont seulement 60 % seraient payés comptant. McGarrah répond le lendemain, exprimant sa surprise que ces deux emprunts soient discutés. Il estime que la conférence n'est pas habilitée à en discuter, et encourage au refus de la proposition du 8 mai du ministère des Finances. Le 13 mai, Fraser répond à McGarrah. Il explique que la conférence ne discute pas des Dawes et Young. Il a obtenu ces informations par Blessing ou par des Britanniques ou Français.

Par ailleurs, la discordance entre la position britannique officielle et les vues et comportement de Montagu Norman ne s'est pas atténuée<sup>590</sup>. Fraser accuse assez clairement les Britanniques d'avoir fait exploser le camp des créanciers. Il en appelle à Parker Gilbert, ancien Agent Général des Réparations à Berlin de 1924 à 1930, pour lui demander d'utiliser son influence pour faire évoluer la position britannique. Mais cela ne semble pas marcher. Norman accepte, par exemple, une suspension du paiement au comptant des emprunts à long terme, emprunts d'État compris, pour protéger les accords *Stillhalte*.

Le même jour, Fraser constate que les Américains, les Suisses, les Hollandais et les Suédois demandent le paiement de 60 % des coupons, payés à six mois après leur date d'échéance pendant un an après le 1er janvier 1935. Les Britanniques qui détiennent beaucoup moins de dettes à long terme en dehors du Young et du Dawes s'opposent à tout engagement des Allemands. Les créanciers sont furieux contre les Britanniques qui veulent maintenir un paiement pour toutes les dettes à court terme et les emprunts d'État. Les créanciers sont clairement divisés, alors qu'ils pensent que si les Britanniques les soutiennent, Schacht serait obligé de monter le taux de 50 à 60 % pour les paiements. En échange, les États-Unis soutiendraient un paiement complet du Dawes et du Young, sinon ils menacent de ne plus soutenir les emprunts d'État. Fraser demande à Gilbert d'utiliser son influence à Londres pour faire changer les Britanniques d'avis. Le 15 mai 1934, Gilbert répond. Il estime que les États-Unis ne veulent pas de guerre entre les créanciers et reprochent à Fraser d'avoir écrit qu'ils ont mis en cause les emprunts Dawes et Young.

---

<sup>589</sup> BRI MCG12, McGarrah/Fraser, Lettre de Fraser à Harrison, à transmettre à McGarrah, 8 mai 1934

Le 21 mai, Fraser écrit à nouveau à Gilbert pour lui dire que les contacts sont continus entre les Trésors français, britanniques et italiens, pour maintenir une position commune et forcer l'Allemagne à payer comptant ou proposer une solution de remplacement. En cas d'échec, la seule solution possible sera le *clearing*, ce qui signifie que le marché américain sera laissé pour compte. Il demande à Gilbert d'utiliser son influence à Washington, Paris et Londres pour favoriser la réussite d'un paiement, par exemple, par des livraisons en nature.

Le lendemain, Fraser écrit à Harrison pour expliquer que Schacht relie tous les emprunts à long terme, y compris le Dawes et le Young. Si ces deux derniers sont payés en espèces, les autres ne seraient payés au comptant qu'à 41 %. En cas d'échec, Quesnay a confirmé à Fraser qu'un accord serait conclu pour la tranche française.

Le 23 mai 1934, Fraser envoie un câble à Harrison, pour McGarrah et Gilbert. Le délégué britannique propose que le Dawes soit payé en espèces, avec une autre solution pour les fonds d'amortissement et que le Young soit également payé comptant au même taux mais sans rien préciser pour les fonds d'amortissement. En privé, le délégué britannique a déclaré qu'il serait possible de trouver un arrangement sur le taux du Young mais cette position ne pouvait être officielle pour le moment car les Français tenaient à maintenir une position commune. Cela pose problème car Schacht, dans ce cas, menace de diminuer à 40 % le paiement des autres emprunts.

Le 24 mai 1934, d'après Fraser, Schacht ne propose même plus de payer comptant les deux emprunts d'État et 40 % des autres, s'il n'y a pas d'extension du paiement des coupons des deux emprunts d'État de six mois. Les créanciers refusent. La conférence a échoué à cause de négociations sur des emprunts qui n'étaient pas officiellement discutés.

---

<sup>590</sup> BRI MCG12, McGarrah/Fraser, Lettre de Fraser à McGarrah, 13 mai 1934

*L'échec de la conférence et ses suites*

Le 23 mai, Schacht écrit à Fraser pour regretter l'impossibilité de conclure un accord à long terme<sup>591</sup>. Ce dernier était voulu par Schacht, qui estime que le moment était favorable car la mauvaise situation de l'Allemagne tire vers le bas les conditions de l'accord. Un compromis sera proposé par la *Reichsbank* pour six mois.

Le communiqué final de la conférence du 29 mai 1934 constate qu'il y a un accord sur le désaccord et affirme que la conférence a atteint les conclusions suivantes : la situation économique ne permet pas un accord à long terme ; les délégués des créanciers ont décidé d'exclure les emprunts du Reich des discussions ; les créanciers reconnaissent la nécessité de concessions, au vu de la situation des réserves de la *Reichsbank* ; la conférence a nommé un comité pour explorer les opérations du système de contrôle des changes et en particulier l'utilisation des marks bloqués ; le système d'exportations additionnelles par l'achat de bons externes ou de dettes est refusé, sauf lorsqu'il procure plus de change ; enfin, considérant le nombre de pays concernés, la conférence estime que la meilleure solution est que l'Allemagne fasse une proposition. La banque centrale suggère que, pour six mois, le porteur reçoive des bons de la caisse de conversion d'un montant égal à celui du coupon et dans la même monnaie. Ils arriveront à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 1945 et portent 3 % d'intérêt. Chaque année, un fond équivalent à 3 % du montant total de ces titres sera utilisé pour leur rachat sur le marché. Le paiement des intérêts et du fonds d'amortissements est garanti par le gouvernement du Reich, sans restriction sur le transfert. Pour les porteurs de coupons qui préfèrent être payés au comptant, la *Reichsbank* propose de racheter leurs bons à 40 % de leur valeur, six mois après leur date d'échéance. La *Reichsbank* se réserve le droit de retirer cette offre, si les devises manquent. Les créanciers qui refusent les deux offres ci-dessus retiennent tous leurs droits sur les coupons. L'offre s'applique aussi aux intérêts, dividendes et autres paiements récurrents.

Le communiqué indique que Britanniques, Français et Suédois sont prêts à recommander l'acceptation de l'offre si les demandes de leurs gouvernements pour les emprunts du Reich sont satisfaites et s'il y a liberté d'action en cas de traitement préférentiel pour des citoyens d'autres nations. Les Suisses et Hollandais refusent. Les délégués américains rappellent qu'ils ont pris part à la négociation sur la base de la non-discrimination entre créanciers et la fin des

---

<sup>591</sup> BRI HUL1, Papiers Hülse, Lettre de Schacht à Fraser du 23 mai 1934

accords séparés.

Parallèlement, l'Allemagne publie un mémorandum présentant la situation des transferts de l'Allemagne et les conséquences en résultant pour les transferts après le 1<sup>er</sup> juillet 1934<sup>592</sup>. Elle insiste dans un premier point sur le fait que la conférence a reconnu qu'il était justifié de faire des concessions à l'Allemagne pour qu'elle résolve ses difficultés de transfert. Ce problème reste complet. Le rapport Layton de 1931 est évoqué pour insister sur le fait que l'Allemagne doit trouver plus de 600 millions de *Reichsmark* en devises par an pour payer des intérêts d'emprunts qui n'ont pas été bénéfiques à son économie. L'Allemagne n'a jamais voulu répudier ces emprunts. Pour cette raison, elle a perdu presque entièrement ses réserves en or et en devises, la couverture de la monnaie chutant de 56,2 à 3 %, parallèlement à une diminution de la masse monétaire. L'Allemagne veut toujours rembourser. Mais ses efforts à elle seule ne suffisent pas. Elle ne peut rembourser que par le biais de la balance du commerce, ce qui dépend des autres pays. Soit il faut augmenter le commerce international, soit les créanciers doivent élargir les possibilités d'achats de produits allemands. La crise empêche le commerce mondial de s'étendre ; les pays n'ont pas accordé plus de facilités d'exportation à l'Allemagne et certains ont eu recours à des mesures de rétorsion. Les dévaluations ont diminué la dette allemande mais ont entraîné une pression accrue sur les exportations. Parallèlement, les prix mondiaux ont chuté, les contingents et les tarifs ont augmenté. L'Allemagne a réussi à maintenir correctement ses exportations jusqu'en 1934 car le prix des matières premières a augmenté et le déclin des autres monnaies s'est accentué. Elle est intéressée à augmenter le pouvoir d'achat des pays exportateurs de matières premières mais elle a aussi besoin d'importations pour diminuer le chômage.

Se fondant sur ces arguments, le gouvernement allemand déclare que les pays créanciers devraient faire plus justice à sa situation. Mais la conférence sur les transferts a échoué. En conséquence, pour maintenir sa balance du commerce, l'Allemagne diminue ses importations par tous les moyens possibles. Le moratoire sur les transferts des accords à moyen et long terme est devenu inévitable. L'Allemagne espère qu'une augmentation des exportations, une diminution des importations et le moratoire permettront de reprendre les transferts le plus vite possible. Le problème allemand est particulier parce qu'il résulte des réparations. C'est un problème économique que l'Allemagne ne peut cependant résoudre seule. Malgré ce fait, les emprunts du Reich ont été exclus des discussions, alors que les deux emprunts et les fonds

---

<sup>592</sup> BRI HUL1, Papiers Hülse, Lettre de Fraser à McGarrah, 14 juin 1934



d'amortissement du Dawes représentent 109 millions de *Reichsmark*.

En conséquence, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, les paiements du service des dettes extérieures sont suspendus pour six mois. Ce moratoire devrait permettre quelques retours d'or et de devises à la *Reichsbank* mais cela ne sera probablement pas suffisant. L'inclusion des emprunts du Reich dans cette mesure est inévitable. Les taux d'intérêts des deux emprunts sont trop élevés. Le gouvernement allemand a informé la BRI qu'il ne paierait plus en devises.

\*

Pendant les négociations, le 7 mai 1934, le ministère des Finances allemand annonce sa volonté, par une lettre à la BRI de discuter du transfert des emprunts Young et Dawes à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1934<sup>593</sup>. Le Conseil d'Administration de la BRI refuse de répondre à l'invitation du ministre des Finances, les représentants allemands s'abstenant pendant le vote<sup>594</sup>.

Le gouvernement allemand annonce au milieu du mois de juin 1934 que le transfert des paiements au titre des emprunts du Reich seront interrompus<sup>595</sup> : c'est l'ouverture de négociations bilatérales avec de nombreux états, dont la France et le Royaume-Uni et la fin du multilatéralisme concernant l'endettement extérieur du Reich. Les deux démocraties finissent par conclure des accords dont certaines clauses permettent les transferts des créances allemandes, particulièrement les emprunts Dawes et Young.

La Suisse et les Pays-Bas réclament aussi des accords spéciaux. La première, le 26 mai, remercie Fraser pour sa présidence et sa compréhension pour la situation de la Confédération, ainsi que sa neutralité. Elle n'a jamais caché, et l'Allemagne l'a reconnu, qu'elle pensait, au vu de la situation de sa balance commerciale et des paiements, qu'elle avait droit à un traitement spécial pour les transferts. Les autres délégations n'ont pas été en accord avec la Suisse. Cette dernière pourtant estime que sa position particulière (*Sonderstellung*) est à l'avantage de tous les créanciers. Comme la conférence a échoué, il ne reste que la voie des accords bilaté-

---

<sup>593</sup> BRI MCG12, McGarragh/Fraser, Mémoire de Schwerin von Krosigk, adressé à Hülse du 14 juin 1934.

<sup>594</sup> BRI QUE5, Papiers Quesnay, Comptes rendus et notes Séances BRI de 1930 à 1935 et janvier-février 1937, 44<sup>e</sup> séance, 7/9 juillet 1934

<sup>595</sup> BRI MCG12, McGarragh/Fraser, Mémoire de Schwerin von Krosigk, adressé à Hülse du 14 juin 1934.

raux. Elle en appelle à une négociation germano-suisse<sup>596</sup>. En conséquence, les 10 et 11 juin, Schacht, les Hollandais et les Suisses se rencontrent. Ces deux nations ont refusé l'accord de Berlin et veulent trouver une nouvelle base de négociations.

Le 14 juin 1934, le gouvernement allemand publie un mémorandum sur la situation du transfert des dettes après le 1<sup>er</sup> juillet 1934<sup>597</sup>. Ces mouvements entraînent la fin du principe de non-discrimination entre les créanciers. Ce sont surtout les États-Unis qui, ne concluant aucun accord avec l'Allemagne concernant les transferts, n'ont pas été correctement payés. Le procès-verbal du Conseil d'administration de la BRI du 9 juillet 1934 donne une liste des accords conclus après l'échec de la conférence des transferts. La BRI note avec amertume que l'accord germano-britannique ne respecte pas la situation de la BRI en tant que fiduciaire et rend difficile la contestation de la décision de Krosigk de suspendre le paiement pour le 1er juillet 1934.

Le 7 juin 1934, Schacht fait un rapport sur la conférence devant le conseil des ministres<sup>598</sup>. Schacht signale tout d'abord qu'il n'y a pas de devises pour les emprunts politiques (Dawes, Young, Kreuger) et demande que le gouvernement communique à ce sujet. Ce dernier doit aussi informer la BRI et les gouvernements concernés et temporiser. Il annonce qu'il va à Badenweiler pour négocier avec Norman un emprunt à long terme de 50 à 60 millions de *Reichsmark* à 4 %, pour permettre à l'Allemagne de payer pendant un an. Schacht demande que le gouvernement prenne position à ce sujet<sup>599</sup>.

Schacht poursuit. Le rachat de bons pendant l'année 1933 se monte à plus d'un milliard de *Reichsmark*. Ils sont effectués par la *Golddiskontbank*.

« La marge entière deviendrait désormais libre pour le paiement de prime d'exportation. Les étrangers ont payé cette promotion des exportations allemandes par le recul de leur monnaie et le faible cours des obligations. Ils se sont tournés contre cela. Avec un autre recul à de faibles cours, le problème de transfert obtiendrait un autre visage après deux ans. D'ici là, nous devrions tenir. »<sup>600</sup>

<sup>596</sup> BRI BR14 « Erklärung der Schweizerischen Delegation an der Schlussitzung der Internationalen Transferkonferenz. », 26 mai 1934

<sup>597</sup> BRI MCG12, McGarrah/Fraser, Mémorandum de Schwerin von Krosigk, adressé à Hülse du 14 juin 1934.

<sup>598</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/3619, p. 21-25, Chefbesprechung, 7 juin 1934.

<sup>599</sup> Nous n'avons pas d'éléments sur ces négociations

<sup>600</sup> « Die ganze Marge würde nunmehr für die Exportprämienzahlung frei. Diese deutsche Exportförderung bezahlten die Ausländer durch den Rückgang ihrer Währung und den niedrigen Kurs der

Neurath et Krosigk approuvent le Président de la *Reichsbank*. Ils pensent qu'il faut communiquer aux gouvernements concernés que l'Allemagne est prête à discuter avec eux. Il faut montrer que les dettes ne peuvent être payées que par des exportations supplémentaires, et que les difficultés allemandes sont issues des dettes de guerre.

Quelques jours après, le 21 juin, Schacht mène une opération de propagande sur les transferts chez Goebbels. Il prononce un discours devant la presse étrangère. Il propose trois solutions pour rembourser les dettes allemandes en devises : des colonies, un excédent d'exportations, une réduction de la dette, soit par diminution du capital, soit par baisse du taux d'intérêt. Le discours donne l'impression que les deux premières possibilités sont clairement là pour rendre plus réaliste le troisième point. Surtout, une offensive est menée contre les emprunts d'État du Reich (Young et Dawes), avec une demande de négociation venant du ministère de l'Économie, adressée aux États concernés et à la BRI, trustee de l'emprunt Young et représentant des administrateurs de l'emprunt Dawes.

Cette conférence de presse est extrêmement mal ressentie, d'après Sir Eric Phipps, ambassadeur britannique à Berlin, par le public, hormis les Allemands :

« [...] Le docteur Schacht a répété tous ses arguments bien connus sur le transfert, avec une arrogance et une défiance plus importantes qu'à l'accoutumée. »<sup>601</sup>

\*

L'échec de la quatrième conférence des transferts est largement imputable au comportement de Schacht et, dans une moindre mesure, aux créanciers qui n'ont pas pu harmoniser leurs positions. Mais le Président de la *Reichsbank*, en refusant de ne pas parler des emprunts d'État a bloqué toute négociation et, ces emprunts étant garantis par des traités interétatiques, a attiré naturellement les États à s'impliquer dans le règlement de la question des transferts. Il n'est pas sûr que cela était le but originel de Schacht. Mais des négociations rassemblant la *Reichsbank* d'une part et les représentants des créanciers de diverses nations ne pouvaient plus marcher car elles reposaient sur l'espoir des créanciers que le moratoire ne durerait que

---

Bonds. Sie wendeten sich hiergegen. Bei weiterem Rückgang zu niedrigen Kursen würde das Transferproblem nach zwei Jahren ein anderes Gesicht bekommen. Bis dahin müssten wir durchhalten ». BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/3619, p. 21-25, Chefbesprechung, 7 juin 1934.

<sup>601</sup> « [...] D<sup>r</sup> Schacht repeated all his well-known transfer arguments, but with even more than his usual arrogance and defiance. » Documents on British Foreign Policy (DBFP), 1919-1939, Second Series, Volume XII, n° 469, E. Phipps (Berlin) à J. Simon, 22 juin 1934

quelques mois.

La conférence d'avril et mai 1934 est la dernière des conférences des transferts. Elle se clôt environ deux mois avant l'arrivée de Schacht au ministère de l'économie. La nouvelle situation, c'est-à-dire une sortie complète du multilatéralisme pour les questions économiques et financières, est à l'avantage de l'Allemagne. Les conventions conclues avec les États qui le demandent permettent dans l'ensemble une augmentation des exportations allemandes. À la veille de grands bouleversements pour le régime, Schacht est, pour sa politique extérieure, en position favorable pour le poste de ministre de l'Économie, alors que Schmitt est remis en cause pour sa mollesse et doit faire face à des ennuis de santé.

### **III. Balance commerciale déficitaire et crise politique : Schacht devient ministre de l'Économie**

Dans un contexte économique revitalisé par la diminution du chômage et marqué par le solde négatif de la balance commerciale, la *Nuit des longs couteaux* du 30 juin 1934 et la fusion des fonctions de chancelier et de Président du Reich mettent fin à une crise politique qui a débuté dès la première moitié de 1934 et permettent la consolidation du régime totalitaire nazi. L'un des résultats de la crise est l'arrivée de Schacht au ministère de l'Économie.

#### **A. État économique de l'Allemagne au milieu de l'année 1934**

L'économie allemande en 1934 est marquée d'une part par les conséquences des plans de création d'emploi ou *Arbeitbeschaffung* et d'autre part par ses conséquences : une balance commerciale déficitaire.

##### *a. L'Arbeitbeschaffung*

En 1933 et 1934, nazis et conservateurs au pouvoir appliquent une politique de création d'emploi appelée *Arbeitbeschaffung*. Elle repose dans un premier temps sur le plan préparé par Günter Gereke, commissaire à la création d'emploi du gouvernement Schleicher. Ce plan prévoit des dépenses à hauteur de 600 millions de *Reichsmark*<sup>602</sup>. Le 1<sup>er</sup> juin 1933, le plan Reinhardt, du nom du secrétaire d'État au ministère des finances qui l'a préparé, est instauré

---

<sup>602</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.*, p. 382

par la loi pour la diminution du chômage<sup>603</sup>. Des investissements à hauteur d'un milliard de *Reichsmark* sont financés par des bons ÖFFA, c'est-à-dire par un endettement à court terme *via* des traites commerciales. Les deux plans permettent le lancement de grands chantiers comme la construction d'autoroutes. La loi contient aussi de nombreuses mesures idéologiques : l'éloignement des femmes mariées du marché du travail ou l'incorporation de chômeurs dans la SA ou la SS par exemple. Cependant, l'essentiel de la décrue du chômage repose sur la création d'emplois. Ces plans donnent la priorité à la diminution du chômage sur l'augmentation rationnelle de la production. Pour cette raison, ils rendent les milieux économiques et industriels sceptiques. La réponse du régime est alors de nommer un directeur d'*Allianz*, le docteur Kurt Schmitt, en remplacement de Hugenberg au ministère de l'Économie.

L'*Arbeitbeschaffung* tient ses promesses de réduction du chômage (Tableau 5). L'Allemagne comptait 5,6 millions de chômeurs en 1932, soit 29,9 % de la population active. En 1933, 800 000 d'entre eux retrouvent un emploi. Dès 1934, le nombre de chômeurs est diminué par deux et tombe à 2,7 millions, c'est-à-dire 13,5 % de la population active. Cet important phénomène de retour à l'emploi se traduit par une évolution inquiétante de la balance commerciale.

<i>Année</i>	<i>Chômeurs (en milliers)</i>	<i>En % du total des salariés</i>
1931	4 520	21,9
1932	5 603	29,9
1933	4 804	25,9
1934	2 718	13,5
1935	2 151	10,3
1936	1 593	7,4
1937	912	4,1
1938	429	1,9
1939	119	0,5

Sylvain SCHIRMANN, « Le réarmement allemand : implications industrielles et sociales (1933-1939) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*.

Tableau 5 – Le chômage en Allemagne de 1931 à 1939

#### *b. Le solde négatif de la balance commerciale*

La reprise économique engendrée par la création d'emploi provoque une augmentation de la

<sup>603</sup> Martin Broszat, *Der Staat Hitlers. Grundlegung und Entwicklung seiner inneren Verfassung*. Deutscher Taschenbuch Verlag, München, 15<sup>e</sup> édition, 2000, 475 pages, p. 176-177 pour les détails sur le plan Rheinardt

consommation. Les chômeurs retrouvant un emploi se portent sur des biens, notamment alimentaires, que l'Allemagne ne produit pas en quantité suffisante. En conséquence, la balance commerciale subit une pression nouvelle qui est amplifiée par l'augmentation de la demande en matières premières induite par les grands travaux.

<i>Année</i>	<i>Importations</i>	<i>Exportations</i>	<i>Solde</i>
1928	14,0	12,3	-1,7
1930	10,4	12,0	+1,6
1933	4,2	4,9	+0,7
1934	4,5	4,2	-0,3

Tableau 6 – Le commerce extérieur allemand (1928-1934)<sup>604</sup>

En effet, la balance commerciale allemande « bénéficie » à partir de 1928 d'une diminution des exportations moins rapide que celle des importations (Tableau 6). Ainsi, le solde négatif de 1928 laisse place à un excédent dès 1930. La chute des importations et des exportations continue mais les secondes se maintiennent à un niveau supérieur aux premières jusqu'en 1933. Or, l'année suivante, la pression exercée sur la balance commerciale du III<sup>e</sup> Reich par les plans de création d'emploi engendre un solde négatif. Cette évolution est un danger pour le réarmement qui commence à peine. Car les plans Gereke et Reinhardt sont réorientés dès janvier 1934 vers le réarmement et de nouveaux financements sont mis en œuvre<sup>605</sup>. Mais cette politique économique est en danger dès cette période, en raison du déficit commercial du Reich qui fait peser un risque sur l'approvisionnement en matières premières.

Parallèlement, le régime a acquis le soutien d'une grande partie de l'industrie grâce à la réduction effective du chômage. Il peut alors se permettre une accélération du réarmement. Dans ce but, il faut trouver une solution au déséquilibre entre importations et exportations. Kurt Schmitt, trop orthodoxe, n'est plus l'homme de la fonction.

Pourquoi Schacht a-t-il alors été choisi pour le remplacer ? La solution donnée au problème des transferts par la bilatéralisation des relations financières entre l'Allemagne et ses partenaires le place en bonne posture. Surtout, les menaces pesant sur le commerce extérieur donnent à l'approvisionnement en matières premières et à la disponibilité de devises une place particulièrement importante. La position du Président de la *Reichsbank* devient ainsi centrale

<sup>604</sup> D'après Gustav Stolper, Karl Häuser et Knut Borchardt. *Deutsche Wirtschaft seit 1870*. J. C. B. Mohr, Tübingen, 1964, 375 pages, p. 168.

<sup>605</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.*, p. 382

pour la politique économique extérieure. Cependant, cette explication est insuffisante : l'arrivée de Schacht au ministère de l'Économie est intrinsèquement liée à la crise politique de juin 1934.

## **B. Le totalitarisme consolidé**

En mai et juin 1934, deux problèmes éclipsent la fin de la conférence des transferts. La succession du Président du Reich Paul von Hindenburg, malade, est ouverte. Mais parallèlement l'inquiétude autour du comportement des *Sturmabteilungen* (SA) grandit. Sans une action contre les SA, la succession de Hindenburg pouvait échapper à Hitler.

### **1. Déroulement de la crise**

Dès le début de l'année 1934, Ernst Röhm, chef des SA, a des ambitions militaires déstabilisantes pour la *Reichswehr*, les conservateurs alliés aux nazis et certains membres influents du parti. Ainsi, Hermann Göring les exclut du rôle d'auxiliaire de police et veut les évincer de Prusse, où ils gênent son pouvoir. Heinrich Himmler, *Reichsführer-SS*, et son second Reinhard Heydrich, chef de la Gestapo, les surveillent : la lente structuration de la police politique et du pouvoir de la SS hors du ministère de l'Intérieur et de l'État est l'un des moteurs de cette crise<sup>606</sup>. Hitler est lui-même convaincu dès la première moitié de 1934 de la nécessité de rompre avec Röhm. Enfin, la *Reichswehr* s'inquiète de leur revendication d'un pouvoir armé. En conséquence, les SA sont très isolés au sein du régime, malgré leurs 4,5 millions de membres. À la fin du printemps, seul manque le prétexte au déclenchement d'une crise.

Le 17 juin 1934, Franz von Papen, vice-chancelier, prononce à l'université de Marburg un discours écrit par son secrétaire Edgar Julius Jung mettant en garde contre une seconde révolution nazie. Blomberg saisit cet événement pour agiter le spectre de la loi martiale et du pouvoir de l'armée. Hitler se décide le 28 juin. Sous couvert d'un faux complot qu'auraient ourdi l'ambassadeur français André François-Poncet, le général von Schleicher, ancien chancelier, et Gregor Strasser, 200 personnes sont assassinées dans la nuit du 30 juin 1934. Parmi elles, Gregor Strasser, von Schleicher, Edgar Jung ou Ernst Röhm<sup>607</sup>. Von Papen perd son poste de vice-chancelier.

---

<sup>606</sup> La police politique est d'abord « unifiée » sous une forme d'« union personnelle » : Himmler prend la tête des polices politiques de chaque État. Ce n'est qu'en 1936, que Himmler est nommé Chef der Deutschen Polizei par Hitler. Martin Broszat, *Der Staat Hitlers... op. cit.*, p. 268-269.

En Allemagne, une impression de soulagement règne. Le 13 juillet, Hitler défend le massacre et en prend la responsabilité devant le *Reichstag* dont 13 membres ont pourtant été assassinés. Mais le régime doit aussi se préoccuper de son image extérieure. Le chancelier rencontre le 6 juillet un journaliste américain du *New York Herald*, Alfred J. Pearson. Cet entretien est suggéré par Schacht pour apaiser les milieux d'affaires étrangers<sup>608</sup>.

## 2. La fusion des fonctions de chancelier et de Président du Reich

Grâce à la nuit du 30 juin 1934, malgré l'immense embarras de Hitler face au coup d'État manqué des nazis autrichiens le 25 juillet 1934 et malgré sa visite mitigée auprès de Mussolini les 14 et 15 juin 1934, le chancelier allemand succède à Hindenburg. Le 1<sup>er</sup> août 1934, il fait approuver par le Cabinet une loi fusionnant la chancellerie et la présidence. Hindenburg meurt le lendemain. Le 19 août, 89,9 % des électeurs acceptent la fusion de l'exécutif. Après les lois de 1933, l'annonce de la sortie de la SDN le 14 octobre 1933, et la transformation de la NSDAP en parti unique le 14 juillet 1933 et en institution d'État le 1<sup>er</sup> décembre 1933, les nazis ont assis leur dictature sur de solides bases. Ce n'est pas le résultat du « triomphe de la volonté » mais le fait de ceux qui, dans des luttes de pouvoirs, pensaient avoir beaucoup à gagner à placer l'État allemand aux mains du dirigeant nazi<sup>609</sup>.

À l'issue de la crise, la SS sort renforcée de ces événements, désormais affranchie de la SA. Hitler est le grand vainqueur des événements de juin 1934. Sa décision est interprétée par les Allemands comme une volonté de protéger les petites gens contre les abus de pouvoir. Mais les militaires doivent désormais prêter serment à Hitler, officiellement *Führer* et chancelier du Reich. La mise au pas des SA est pour elle une « victoire à la Pyrrhus<sup>610</sup> » pour l'armée. L'alliance du 30 janvier 1933 entre les nazis, les conservateurs, et la *Reichswehr* a tourné en faveur des premiers. Schacht accepte de devenir ministre de l'Économie dans ce contexte.

---

<sup>607</sup> Sur la Nuit des longs couteaux : Kershaw, *Hitler*, tome 1 : *Hubris op. cit.*, p. 499 et suivantes, Martin Broszat, *Der Staat Hitlers... op. cit.*, p. 269 et suivantes.

<sup>608</sup> Kershaw, *Hubris... op. cit.*, p. 519

<sup>609</sup> *Idem*, p. 526

<sup>610</sup> Martin Broszat, *Der Staat Hitlers... op. cit.*, emploie ce terme, p. 271



### C. Hjalmar Schacht, Président de la *Reichsbank* en charge du ministère de l'Économie

Le 28 juillet 1934, Schacht rencontre Hitler au festival de Bayreuth<sup>611</sup>. Schmitt, ministre de l'Économie, malade, vient de prendre congé de ses fonctions. Hitler demande alors au Président de la *Reichsbank* de prendre le poste en tant que ministre intérimaire<sup>612</sup>. Il accepte et sa nomination est officielle le 2 août 1934. Paul von Hindenburg a signé l'acte le 30 juillet. Officiellement, il s'agit d'un remplacement de Schmitt pendant le nécessaire congé que l'ancien directeur d'*Allianz* doit prendre :

« La grave maladie qui a récemment atteint le ministre de l'Économie rend un repos nécessaire. Bien que l'espoir subsiste que le docteur Schmitt puisse mettre ses capacités à disposition de son office à la fin de ses vacances, il n'est toutefois pas possible, au vu des problèmes économiques, de laisser la direction du ministère de l'Économie inoccupée pour une longue période et le chancelier a confié pour les six prochains mois la direction des activités du ministère de l'Économie au D<sup>r</sup> Schacht, Président de la *Reichsbank*. [...] Confier au Président de la *Reichsbank* la conduite du ministère de l'Économie est d'autant plus approprié que les problèmes économiques urgents de l'approvisionnement en devises et en matières premières, qui touchaient déjà au domaine de la *Reichsbank*, sont désormais rassemblés du point de vue de la politique économique. Puisque le Président de la *Reichsbank* participait déjà aux réunions du cabinet du Reich, il ressort de sa nomination à la direction du ministère de l'Économie que la politique économique fondamentale du gouvernement ne connaît pas de modification. Puisque le ministre de l'Économie du Reich dirige en même temps les affaires du ministère de l'Économie et du travail de Prusse, le chancelier, sur proposition du Président du Conseil de Prusse, a chargé aussi le Président de la *Reichsbank* de la conduite de ces fonctions. »<sup>613</sup>

<sup>611</sup> John Weitz, *Hitler's banker... op. cit.*, p. 168

<sup>612</sup> Techniquement, Schacht n'a pas été « Ministre du Reich » avant de devenir ministre sans portefeuille en novembre 1937. Schmitt est officiellement en poste jusque la fin de janvier 1935. Schacht reste ministre intérimaire (kommisarisches) après cette date, pour une question de comptabilité légale de ses fonctions avec les statuts de la BRI. Nous nous permettrons cependant de le qualifier de « Ministre de l'Économie », bien que cela soit une forme d'abus de langage.

<sup>613</sup> « Die ernstliche Erkrankung, die kürzlich den Reichswirtschaftsminister Dr. Schmitt befallen hat, macht einen längeren Urlaub für ihn Notwendig. Da die Hoffnung besteht, daß Dr. Schmitt seine Kraft nach Ablauf seines Urlaubs seinem Amt wieder zur Verfügung stellen kann, es aber angesichts der drängenden wirtschaftlichen Probleme nicht möglich ist, die Leitung des Reichswirtschaftsministeriums auf längere Zeit unbesetzt zu lassen, hatte der Reichskanzler dem Herr Reichsbankpräsidenten Dr. Schacht zunächst für 6 Monate mit der Führung der Geschäfte des Reichswirtschaftsministeriums zu betrauen. Der Herr Reichspräsident hat die sich hierauf beziehenden Urkunden am 30. Juli 1934 vollzogen. Die Betrauung des Reichsbankpräsidenten mit der Führung des Reichswirtschaftsministeriums ist um so zweckmäßiger, als nunmehr die vordringlichsten wirtschaftlichen Probleme der Devisen- und Rohstoffversorgung, die schon seither das Arbeitsgebiet der Reichsbank berührten, in wirtschaftspolitischer Hinsicht zusammengefaßt sind. Da der Reichsbankpräsident schon bisher an den Sitzungen des Reichskabinetts teilnimmt, ergibt sich aus seiner Betrauung mit der Leitung des

Schmitt a déclaré après la guerre qu'il est parti car ses « nerfs ont lâché »<sup>614</sup>. Nommé ministre le 1<sup>er</sup> juillet 1933 sur proposition de Göring pour remplacer Hugenberg, il adhère au parti nazi de sa propre initiative. En fonction, il est entré en contact avec le Président de la *Reichsbank*, qu'il connaissait depuis le début des années 1920. Très vite, il conteste l'*Arbeitbeschaffung*, considérant que les créations d'emploi n'ont pas pris en considération les risques extérieurs, notamment la diminution des exportations. Il accepte le financement de certaines mesures, en coopération avec la *Reichsbank* qui en assure le financement. Schmitt voyait en Schacht un soutien en faveur d'une politique économique sans expérimentation et pensait compter sur son appui :

« Nous étions en outre d'accord pour omettre la propagande ; pour interdire aux *Gauleiter* et au parti de parler d'un miracle, plutôt que de dire au peuple allemand que nous devons nous démener au-delà de nos forces. Nous étions d'accord sur ce sujet, comme je l'ai dit, mais nous ne pouvions par atteindre Hitler à Berlin. »<sup>615</sup>

Pour cette raison, les deux hommes rencontrent Hitler à l'Obersalzberg en mars 1934. En 1948, Schacht ne se souvient plus de cette visite mais l'estime vraisemblable<sup>616</sup>. Il conteste avoir parlé du réarmement avec Schmitt. Mais ce n'est pas nécessairement incompatible avec le sentiment de ce même ministre que Schacht l'appuyait. Schmitt estime que l'entrevue avait trois objectifs : orienter le programme de création d'emplois vers des investissements productifs, fixer un programme de financement précis et expliquer au peuple les difficultés de la politique de réduction du chômage.

---

Reichswirtschaftsministeriums, daß die grundsätzliche wirtschaftspolitische Linie der Reichsregierung keine Veränderung erfährt. Da der Reichswirtschaftsminister gleichzeitig die Geschäfte des Preußischen Ministeriums für Wirtschaft und Arbeit führt, hat der Reichskanzler auf Vorschlag des Preußischen Ministerpräsidenten den Reichsbankpräsidenten in gleicher Weise auch mit der Führung dieser Geschäfte beauftragt. » In BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/233, p. 60-61.

<sup>614</sup> Littéralement « perdu ses nerfs », IFZ Spruchkammer Stuttgart – Fall Schacht, Sp 1/3, 4 août 1948, p. 83

<sup>615</sup> « Wir waren ferner darüber einig, daß man die Propaganda unterlassen muß ; daß man den Gauleitern und der Partei verbieten muß, zu sagen. Ein Wunder, sondern daß man dem deutschen Volk sagen muß, daß wir uns hier über unsere finanzielle Kraft hinaus anstrengen müssen. [...] Wir waren uns, wie gesagt, darüber einig, aber wir konnten Hitler in Berlin nicht erreichen. » In IFZ Spruchkammer Stuttgart – Fall Schacht, Sp 1/3, 4 août 1948, p. 80

<sup>616</sup> IFZ Spruchkammer Stuttgart – Fall Schacht, Sp 1/3, 4 août 1948, p. 149

Pour appuyer ces trois demandes, Schmitt parle pendant une heure avec Hitler, pour développer ces arguments. Le chancelier le contredit :

« “Je ne peux pas être pleinement d'accord avec vous, parce que ce que vous avez dit sur l'armement est faux”. [...] Il s'est étendu assez longtemps à ce sujet : “Nous sommes au-dessus d'un pouvoir politique et militaire. Nous ne pouvons pas remonter, si nous ne pouvons pas nous fonder sur une force militaire sûre”. »<sup>617</sup>

Hitler développe ses arguments et dit mot à mot :

« En réalité, le réarmement est la mesure la plus productive, D<sup>r</sup> Schmitt »<sup>618</sup>

Contrairement à ce que pensait Schmitt, Schacht ne le soutient pas. Lorsqu'il prend la parole, il se déclare en accord avec le chancelier.

Les conflits entre les deux hommes se poursuivent au mois d'avril. Schacht demande la prolongation d'une interdiction des achats de matières premières pour le textile. Schmitt s'y oppose, y voyant un risque pour la situation des réserves en matières premières, pour la politique commerciale et pour les relations avec la Suisse. Les deux hommes finissent par se mettre d'accord et l'interdit est prolongé jusqu'au 21 mai 1934<sup>619</sup>. Goebbels note que « *Schmidt [sic] a l'air mollasson* » face aux demandes de Schacht sur les stocks en devises<sup>620</sup>. Ces divergences sont confirmées par une note de l'ambassadeur Dodd au secrétaire d'État, sur les conséquences de la *Nuit des longs couteaux* :

« Il [Schmitt] est réellement malade et très gêné des effets à l'étranger des exécutions. Du résultat de la bataille entre, d'une part, son ministère soutenu par les industriels et les intérêts à l'exportation en faveur de la dévaluation du mark et, d'autre part, Schacht, qui reste fermement opposé à une telle politique, dé-

---

<sup>617</sup> « Ich kann Ihnen nicht voll zustimmen, denn, was Sie über die Rüstung sagen, stimmt nicht. Deutschland ist ein Land, das auf Grund des Versailler Vertrages nun kam diese ganze Sache. Er hat sich ziemlich lang darüber verbreitet : Wir sind ohne politische und militärische Macht. Wir kommen nicht hoch, wenn wir uns nicht auf eine gewisse militärische Kraft stützen können. » *Ibidem*, p. 80

<sup>618</sup> « Insofern ist die Rüstung die produktivste Maßnahme, Herr Dr. Schmitt. », *Ibidem* p. 81. La première de ces deux citations n'a probablement pas été dite telle quelle par Hitler. Mais pour la seconde, Schmitt précise bien, en 1948, que le chancelier l'a prononcée mot à mot.

<sup>619</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/809, lettre du ministre de l'économie à Schacht du 28 avril 1934 « Frage der Verlängerung des Einkaufsverbot für textile Rohstoffe », p. 80-87 et « Vermerk » du 5 mai 1934, p. 88.

<sup>620</sup> « Schmidt [sic] macht schlapp » in Joseph Goebbels, *Tagebücher*, Teil I, Band 3/I, 26 avril 1934

pend son retour en poste. »<sup>621</sup>

Les événements du 30 juin 1934 affaiblissent d'autant plus Schmitt que sa politique a déçu. Le commerce extérieur est déficitaire, les entrées en devises sont insuffisantes. L'armée le conteste, par les voix de Blomberg et de Georg von Thomas<sup>622</sup>. Schmitt est ainsi très fragilisé alors qu'un nouveau conflit contre Schacht fait surface. À la suite de la conférence des transferts, le Royaume-Uni demande un accord de paiement car des échéances importantes des emprunts d'État risquent de ne pas être tenues par le Reich. Les Britanniques envoient une note protestant contre la solution imposée aux créanciers et aux porteurs des bons d'État et demandent que le principe de non-discrimination des créanciers soit respecté. Kurt Schmitt, analysant le 23 juin 1934 les rapports de force entre les deux pays, suggère que l'Allemagne accepte le paiement en *devises* des échéances d'octobre, pour l'emprunt Dawes, et de décembre, pour l'emprunt Young<sup>623</sup>. Il estime que Londres pourrait imposer un *clearing*, alors que le commerce avec le Royaume-Uni est une source importante d'approvisionnement en devises. Les Anglais achètent en effet plus en Allemagne qu'ils n'y vendent. Le 25 juin 1934, Goebbels et Hitler, chez le chancelier, s'entretiennent avec Schmitt qui essaye de les convaincre de rechercher un accord avec l'Angleterre et estime que « *Schacht [est] trop brutal* »<sup>624</sup>. Les suggestions du ministre sont en contradiction flagrante avec la politique de Schacht qui soutient depuis la première conférence des transferts que l'Allemagne ne peut assurer ces paiements en devises.

Schmitt a obtenu gain de cause sur cette affaire : en échange d'un renoncement aux paiements de juillet<sup>625</sup>, le Royaume-Uni bénéficie le 4 juillet 1934 d'un accord qui régleme les paiements allemands en livres jusqu'au 31 décembre 1934<sup>626</sup>. La veille, Schacht et Dreyse, vice-Président de la *Reichsbank*, écrivent à l'*Auswärtiges Amt* pour protester contre la signature de

<sup>621</sup> « He [Schmitt] is genuinely sick and much perturbed at effect abroad of executions. Whether he will return to office after his leave is said to depend on the outcome of the struggle between his Ministry backed by the industrialists and exporting interests in favor of devaluating the mark and Schacht who remains firm in opposition to such a policy.” in FRUS, 1934. Volume II, « The Ambassador in Germany (Dodd) to the secretary of State, Berlin, July 5, 1934 », p. 231-232

<sup>622</sup> Stefan Martens, *Hermann Göring, “Erster Paladin des Führers” und “Zweiter Mann im Reich”*, Schöningh, Paderborn, 1985, p. 49

<sup>623</sup> ADAP, Série C Band III,1, n° 38, « Vermerk zur englischen Note », Berlin, 23. Juni 1934.

<sup>624</sup> « Schacht [ist] zu sprunghaft » in Joseph Goebbels, *Tagebücher*, Teil I, Band 3/II, 27 juin 1934

<sup>625</sup> ADAP, Série C Band III,1, n° 44, « Ministerialdirektor Ritter an die Botschaft in London », 29 juin 1934

<sup>626</sup> ADAP, Série C Band III,1, n° 54, « Das Auswärtige Amt an das Reichsbankdirektorium » signé Ritter, le 3 juillet 1934, en réponse à la lettre de la Reichsbank du même jour (n° 53).

cet accord<sup>627</sup>. Ils proposent d'appliquer le principe de non-discrimination de manière « complète ». Ainsi, si la Hollande ou la Suisse, qui négocient avec le Reich, acceptent une diminution du taux des emprunts d'État, les Britanniques devraient aussi accepter cette baisse. Enfin, le directoire ordonne à Blessing, qui représente la *Reichsbank* auprès de la délégation allemande à Londres, de ne pas contresigner cet accord.

Après la réunion mensuelle des gouverneurs des banques centrales représentées au conseil d'administration de la BRI, Schacht envoie une lettre à Hitler, sur un ton théâtral :

« J'estime qu'il est de mon devoir de vous rapporter que la session d'hier de la banque internationale à Bâle a fait passer aux Allemands de douloureux moments. »<sup>628</sup>

Il décrit les conséquences « dramatiques » de l'accord du 4 juillet. Les partenaires de l'Allemagne l'accusent d'avoir menti, car elle a signé un accord prévoyant des transferts de devises après avoir déclaré qu'elle ne pouvait pas le faire. Ils estiment également qu'une forte pression sur l'Allemagne permet de la faire céder. Enfin, ils concluent qu'il n'existe pas de politique unifiée de l'Allemagne : ce qu'un ministre fait ou dit est contredit par une autre institution le lendemain. Cette lettre a probablement aidé Hitler à prendre une décision sur le remplacement de son ministre de l'Économie. Schacht, conservateur et banquier respecté, ne peut être meilleur candidat au remplacement de Schmitt<sup>629</sup>.

\*  
\* \*

Entre 1930 et 1934, le parcours de Schacht est dominé par une question : les transferts. « Faux retraité » de 1930 à 1933, il recherche les meilleurs moyens pour résoudre ce problème. Dans un premier temps, il tente de rester en contact avec le chancelier Brüning. Après le succès des nazis aux élections de septembre 1933, les discours qu'il tient aux États-Unis sont tous reliés au système des Réparations. Alors que les membres de la SDN tentent, sans grand succès, d'élaborer une solution européenne à la crise, Schacht propose essentiellement une vision nationale allemande de la *Mittleuropa*, où le commerce extérieur allemand est le premier outil pour résoudre la crise.

---

<sup>627</sup> ADAP, Série C Band III,1, n° 53, « Das Reichsbankdirektorium an das Auswärtige Amt », 3 juillet 1934.

<sup>628</sup> « Ich halte es für meine Pflicht, Ihnen darüber zu berichten, daß ich den gestrigen Sitzung der Internationalen Bank in Basel als Deutscher überaus peinliche Stunden durchgemacht habe. » in ADAP, Série C Band III,1, n° 78, « Der Präsident des Reichsbankdirektoriums Schacht an Reichskanzler Hi-

L'ouvrage publié sur la base de ces conférences, *La fin des Réparations*, déçoit le gouvernement du Reich, qui s'oppose à Schacht au sujet de ses relations avec le Cabinet Müller en 1929. Cette polémique mine les relations entre Schacht et Brüning, qui se rompent définitivement lors de la crise bancaire de l'été 1931. Le chancelier espère instrumentaliser Schacht pour faire pression sur le président de la *Reichsbank*, Hans Luther. Schacht compte sur la déconfiture des banques allemandes pour revenir à la tête de la banque centrale. Malgré les discussions avec le gouvernement Brüning en juillet 1931, cette tactique échoue. En octobre 1931, Schacht accepte alors de participer au Front de Bad Harzburg, qui réunit l'opposition nationaliste à la République de Weimar. Il y dénonce la politique monétaire du Reich et particulièrement le prêt de réescompte accepté par la banque centrale. Ce discours est remarqué, tant dans la presse qu'auprès de Hitler. Schacht a déjà pris des contacts avec la NSDAP depuis janvier 1930. L'année 1932 est alors marquée par une nouvelle orientation : Schacht se rapproche des nazis. Au cours de l'été 1932, il se pose en conseiller économique de Hitler, pour, d'une part, éviter l'application des théories économiques nazies et, d'autre part, atteindre son but, revenir à la *Reichsbank*. Les nazis remportent deux élections, en juillet et novembre 1932, et leur arrivée au pouvoir devient probable. Dès le 6 août 1932, Schacht conseille à von Papen de céder sa place à Adolf Hitler. Il soutient la pétition adressée à Hindenburg, organisée par Wilhelm Keppler et signée par des chefs d'entreprise, mais il ne tient pas de réel rôle dans les négociations qui précèdent l'arrivée au pouvoir de Hitler.

En février 1933, Schacht gère les fonds de campagne du parti nazi et de ses alliés. Renforcé par la victoire nazie aux « élections » du 5 mars 1933, Hitler peut exiger la démission de Hans Luther, remplacé par Schacht. Pour préparer la conférence de Londres, le gouvernement allemand s'attache à la question de l'endettement. Schacht part pour Washington, où il s'assure que Roosevelt ne soutient pas les positions françaises. Il organise ensuite la première conférence des transferts, qui réunit les créanciers privés de l'économie allemande. Divisés, ces derniers acceptent les propositions de la *Reichsbank* d'une restriction des transferts, concrétisée par la loi du 9 juin 1933. Le président de la *Reichsbank*, grâce à la limitation des paiements en devises, permet à son pays de ne rien attendre de la Conférence de Londres. Le message de Roosevelt, le 3 juillet 1933, qui renvoie la résolution de la crise économique à des mesures nationales, donne finalement raison au président de la *Reichsbank*.

Toutefois, la question des transferts est encore pendante. Trois autres conférences sont néces-

saires pour constater qu'il existe un fossé entre le Reich et ses créanciers en juin 1934. Le 1<sup>er</sup> juillet suivant, tout transfert est suspendu. Les dettes sont désormais un problème interétatique bilatéral. Le III<sup>e</sup> Reich réussit alors ce que Schacht recherche inlassablement depuis 1924 : payer les dettes par un surplus d'exportation. C'est la logique des accords de *clearing* signés avec la Hollande et la Suisse en 1933 et 1934.

La solution trouvée aux transferts par Schacht le place en bonne position pour assurer la succession du ministre de l'Économie, Schmitt, qui conteste le programme de création d'emplois. En mars 1934, lors d'une réunion avec Hitler, Schacht soutient le chancelier contre Schmitt. L'opposition entre le Président de la *Reichsbank* et le ministre de l'Économie se développe dans la première moitié de 1934 et pousse Hitler à faire un choix. Ce dernier est opéré après une crise qui a consolidé le III<sup>e</sup> Reich mais fragilisé les ministres conservateurs du gouvernement de coalition. Schacht accepte d'être ministre de l'Économie et, implicitement, admet une accélération du réarmement. À charge pour lui de trouver les mesures économiques et financières adéquates pour rétablir la balance commerciale, principale mission qui lui est confiée.

---

<sup>629</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/I/1310, p. 297, Lettre de Schmitt à Hitler du 24 juillet 1934.

## 2<sup>e</sup> Partie

### Dignitaire du III<sup>e</sup> Reich

Le 2 août 1934, jour de la mort du Président Hindenburg, Hjalmar Schacht est désormais Président de la *Reichsbank* en charge du ministère de l'Économie. Depuis le début de l'année 1934, les grands travaux pour la création d'emplois sont passés au second plan, derrière le réarmement qui domine la politique économique du Reich. Les événements politiques qui ont amené Hitler à cumuler chancellerie et présidence ont transformé l'équilibre sur lequel repose le III<sup>e</sup> Reich. Si le problème des transferts est résolu dans la mesure où il est désormais géré par les relations bilatérales, le manque de devises, de matières premières et de certains biens alimentaires peuvent remettre en cause le réarmement. Dans ces conditions, quelle politique Schacht peut-il mener pour assurer l'approvisionnement du Reich et comment, en tant que conservateur, s'insère-t-il dans le régime totalitaire nazi ? Cette dernière question explique la césure chronologique choisie pour séparer les deux chapitres qui suivent : en avril 1936, Hermann Göring est chargé par Hitler de préparer l'économie à la guerre.



# Chapitre 4<sup>e</sup>

## Schacht au sommet de sa puissance

(Août 1934-Avril 1936)

« Schacht est, lui aussi, un cynique, un fanfaron d'audace, un ambitieux effréné. Ce grand diable sec et maigre, dont le visage taillé à la serpe, le long cou rugueux d'oiseau de proie, le menton fuyant, le faux-col ridiculement haut évoquent une caricature de l'ancien *Simplissimus*, a misé sur le national-socialisme ; il a prévu son accession au pouvoir ; il y a contribué ; il en a été récompensé, non pas, toutefois, au point d'estimer que les avantages qu'il en a retirés soient à la taille de ses mérites : car il a pensé, un moment, qu'il pourrait être le successeur de Hindenburg, et même, si les choses tournaient mal, celui de Hitler. »<sup>630</sup>

---

<sup>630</sup> André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin. Septembre 1931 - Octobre 1938*, Flammarion, Paris, 1946, p. 281

**E**n août 1934, Schacht, Président de la *Reichsbank* désormais en charge du ministère de l'Économie, a une mission essentielle : rétablir un solde positif de la balance commerciale pour assurer l'approvisionnement du réarmement. Dans ce but, il instaure un *Nouveau Plan* et en affronte les conséquences, notamment sur la politique extérieure du Reich. Il poursuit et renforce parallèlement le financement du réarmement. En outre, il doit, en tant que ministre, s'insérer dans la propagande et l'idéologie du III<sup>e</sup> Reich. D'août 1934 à avril 1936, quelle est sa place au sein d'un régime dont le but essentiel est la mise en place d'une puissante armée ?

## **I. Le *Nouveau Plan***

Le *Nouveau Plan* est un programme de politique économique extérieure. Il s'attaque à l'un des grands problèmes de l'Allemagne en 1934 : le déficit de la balance commerciale. Son annonce et sa mise en place se déroulent à l'été et l'automne 1934. Mais quelle est sa nature ?

### **A. Annonce et mise en place du *Nouveau Plan***

Le *Nouveau Plan* s'intègre dans une tendance qui naît en 1931 et se renforce à la fin de la conférence des transferts : la radicalisation de la politique économique extérieure du Reich. Désormais, l'Allemagne assure son approvisionnement en matières premières et produits alimentaires malgré un manque chronique de devises. Renforçant l'organisation de l'économie allemande mise en place depuis 1931, le *Nouveau Plan* est annoncé à la fin du mois d'août 1934. Il engendre immédiatement une tension des relations commerciales du III<sup>e</sup> Reich.

#### **1. L'organisation de l'économie allemande en août 1934**

Schacht hérite d'un système qui a été mis en place progressivement depuis l'été 1931.

La crise bancaire a en effet poussé Heinrich Brüning à instaurer un contrôle des changes partiel. La circulation des capitaux est surveillée pour éviter leur fuite. Le cours du *Reichsmark* est fixé et la vente de devises hors cours officiel est interdite. Le remboursement des dettes extérieures à court terme est gelé par les accords *Stillhalte* de septembre 1931. Enfin, la législation douanière est modifiée pour mettre en place un contingentement qui limite les allocations en devises. À partir du 1<sup>er</sup> octobre, on ne peut utiliser plus de devises que l'année précédente. Le taux est ensuite réduit à 75 % et 50 % en 1932. Mais la portée de ce contingentement est très légèrement atténuée par la chute du commerce extérieur allemand, la diminution

des prix des matières premières et la politique de déflation du gouvernement allemand.

Le système est conforté par la création des marks bloqués. Ils se distinguent du *Reichsmark* dans la mesure où ils ne peuvent remplir qu'une partie des missions attribuées à une monnaie. Ils sont de deux sortes essentiellement, les *Registermark* et les *Sperrmark*. Les premiers permettent d'investir en Allemagne ou d'acheter des biens allemands. L'exportateur a le droit d'utiliser une partie de sa vente et de se la faire payer en titres d'emprunts allemands émis à l'étranger, qu'il revend en Allemagne. Le bénéfice réalisé est une subvention déguisée. Les *Sperrmark* disposent d'un cours différent du *Reichsmark*. Ils permettent en réalité de profiter des avantages d'une dévaluation sans en souffrir les inconvénients : les cours des marks spéciaux diminuent la valeur de la monnaie à destination d'un public précis<sup>631</sup>. Ils peuvent être utilisés à des dépenses en Allemagne, stimulant ainsi les exportations, ou être convertis en crédits à long terme pour les entreprises allemandes. Ils se déclinent en différentes sortes. Par exemple, les *Kreditsperrmark* comprennent les remboursements de crédits qui ne sont pas couverts par des accords d'immobilisation.

Parallèlement, la pratique de la compensation se développe. En novembre 1931, la Hongrie et la Suisse ont conclu le premier traité de ce type<sup>632</sup>, c'est-à-dire un accord où « *deux pays s'entendent pour régler sans transfert de devises le tout ou partie de leurs obligations réciproques*<sup>633</sup> ». En 1933, il existe plus d'une centaine de ces accords bilatéraux multiformes. Ils peuvent contenir un taux de change entre les monnaies des deux pays différents du taux officiel, des quantités plus ou moins précises de biens à échanger, *etc.* L'Allemagne intègre à son système commercial extérieur la compensation qui s'accorde très bien avec les décisions sur les transferts prises par les nazis après leur prise de pouvoir.

Ces décisions sont la conséquence de l'*Arbeitbeschaffung* qui crée une pression sur la balance commerciale. Schacht impose un moratoire sur les transferts à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1933 qui devient de plus en plus strict jusqu'à être total au 1<sup>er</sup> juillet 1934. Il crée par la même occasion de nouveaux types de marks bloqués, les *scrips*. Ainsi, en 1933, le système des marks bloqués peut permettre à des exportateurs allemands de consentir un rabais de 50 % du prix d'origine

<sup>631</sup> René Erbe, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik 1933 - 1939 im Lichte der modernen Theorie*. Zürich, 1958, 197 pages, p. 69-70

<sup>632</sup> SDN, R 4400, Accords de compensations, délibération de la XV<sup>e</sup> Assemblée. 1934, document du 17.09.1934

<sup>633</sup> Doris Karmin, *La politique commerciale suisse de 1932 à 1939. Contingents et accords de clearing*, Thèse, Université de Genève, Institut Universitaire de hautes études internationales, Genève, Imprimerie du Journal de Genève, p. 108 et 109.

de leur marchandise<sup>634</sup>.

À l'été 1934, l'ensemble de ces mesures ne suffisent cependant pas. En effet, au début de l'année 1934, le solde du commerce extérieur est passif. Le ministre de l'Économie, Kurt Schmitt, élabore alors la loi du 27 février 1934 qui organise l'économie allemande en différents domaines : industrie, commerce, banque, sécurité, assurances, énergie et transport. Cette législation permet de fixer des objectifs de production, avant de contrôler de l'économie. Elle est complétée le 22 mars par la création des Offices de contrôle (*Überwachungsamt*) chargés de la surveillance de l'importation des matières premières et des produits alimentaires les plus importants<sup>635</sup>. Ce régime est étendu le 27 juillet 1934 à tous les produits industriels.

Néanmoins, au début de l'été 1934, cette politique d'économie dirigée n'atteint pas les résultats escomptés. Le commerce extérieur est toujours en danger, les devises manquent et, en conséquence, l'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires est menacé. Schacht est nommé pour résoudre cette situation tout en permettant un réarmement dépassant largement les dépenses militaires habituelles d'un État développé. En août et septembre 1934, il annonce le *Nouveau Plan*.

## 2. Qu'est-ce que le *Nouveau Plan* ?

Le *Nouveau Plan* n'est pas un programme unifié mais un ensemble de mesures reposant sur des principes annoncés dès le discours de Leipzig le 26 août 1934. Ces lignes directrices tiennent compte des nécessités du réarmement. Pour l'exercice 1934-1935, les sommes qui y sont consacrées atteignent 6 milliards de *Reichsmark* et représentent 15 % de la production industrielle. Afin de garantir l'approvisionnement en matières premières, deux éléments sont nécessaires : une réorientation du commerce extérieur et une utilisation repensée des faibles réserves en devises.

Le *Nouveau Plan* est officiellement annoncé à Nuremberg en septembre mais son contenu est progressivement dévoilé dans les semaines qui précèdent le congrès annuel de la NSDAP. Il implique notamment des mesures de contrôle des échanges extérieurs. Très rapidement, apparaissent des difficultés de mise en place.

---

<sup>634</sup> Sylvain Schirmann, *Les relations économiques et financières franco-allemandes, 1932-1939*. Comité pour l'Histoire économique et financière de la France. Ministère de l'économie et du budget, Paris, 1995, 304 pages, p. 43

<sup>635</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/I/1468, p. 167 et suivantes, Kabinettsitzung, 22 mars 1934

*a. Prémises et préparation du Nouveau Plan*

Le réarmement provoque une demande accrue en matières premières. L'Allemagne peut y répondre soit par le biais d'accords de compensation, soit en utilisant des devises. Or les réserves de la *Reichsbank* sont très faibles. Dès mars 1934, son directoire insiste sur la nécessité de réguler les importations des matières premières les plus importantes<sup>636</sup>. Le 15 juin 1934, la limite des 100 millions de *Reichsmark* de réserves en devises et en or de la *Reichsbank* a été atteinte. Sous cette limite, les transactions quotidiennes nécessaires au bon fonctionnement du commerce extérieur sont mises en danger. Le 18 juin, la *Reichsbank* demande à Schmitt de réformer le système de répartition et d'utilisation des devises. Selon elle, l'examen et la réforme de l'ensemble du système de contrôle des changes (*Devisenzwangswirtschaft*) est obligatoire :

« Il est nécessaire d'adapter les possibilités de compensation des banques de devises, d'abolir ou de limiter fortement les fonds de roulement de devises et surtout de fermer toute possibilité d'importation sans restriction de marchandises de certains pays qui ne sont pas soumises à la répartition. »<sup>637</sup>

Le contrôle des changes doit prendre une forme plus simple, pour que tout bénéfice d'exportation aille à la *Reichsbank*, et qu'ainsi elle puisse répartir les devises de manière centralisée.

Dans les semaines qui suivent, ce débat est éclipsé par la crise de régime. Une fois Schacht nommé ministre intérimaire de l'Économie, il convoque plusieurs réunions sur la régulation des importations. Le 17 août 1934, Rudolf Heß, représentant du chancelier au sein du parti, Neurath, Krosigk, Blomberg et Walter Darré, ministre de l'Agriculture, sont invités à la *Reichsbank*<sup>638</sup>. Enfin, trois semaines après son arrivée au ministère de l'Économie, Schacht prononce un discours programmatique à la foire de Leipzig.

*b. L'annonce du Nouveau Plan : les discours de Leipzig et de Bad Eilsen*

<sup>636</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/809, p. 74 : lettre du directoire de la *Reichsbank* du 16 mars 1934

<sup>637</sup> « Es wird erforderlich sein, die Kompensierungsmöglichkeiten der Devisenbanken einzustellen, die Devisenbetriebsfonds aufzuheben oder wesentlich einzuschränken und vor allen Dingen alle Möglichkeiten abzustellen, wonach ein unbeschränkter Import gewisser Waren aus bestimmten Ländern möglich ist, der nicht der Repartierung unterliegt. » in ADAP, Band III,1, 18, « Das Reichsbankdirektorium an den Reichswirtschaftsminister Schmitt », 18 juin 1934

<sup>638</sup> BARCH Freiburg, Militärarchiv RW19/2338, Schnellbrief de Schacht du 13 août 1934. Cependant, nous n'avons pas pu consulter le PV de cette discussion, ni celui de la réunion préparatoire de la veille.

Schacht prend la parole devant la presse à la foire de Leipzig le 26 août 1934<sup>639</sup>. Après l'habituelle critique du traité de Versailles, il affirme que les réparations ont été payées par l'emprunt et ont provoqué une crise des transferts. D'après, lui, le Reich a voulu rembourser ses dettes par une terrible politique de déflation, alors que les créanciers ont empêché l'Allemagne d'exporter en dévaluant leur monnaie et en renforçant leurs systèmes douaniers. La production s'est écroulée, le niveau de vie a diminué, les prix ont chuté et le commerce international s'est effondré. Pour Schacht, le lien entre crise allemande et crise mondiale est donc évident. Afin de mettre un terme à la crise des transferts, la *Reichsbank* a publié une offre aux créanciers le 29 mai 1934. Les puissances créancières ont alors contraint l'Allemagne à accepter des traités de *clearing* qui constituent autant d'entraves au commerce international. Ces propos sans originalité rappellent les raisonnements qu'il a tenus à la conférence des experts et lors de son voyage aux États-Unis à l'automne 1930. Cependant, il insiste désormais sur le lien entre les dettes privées et les réparations, pour délégitimer les premières, ainsi que sur la nécessité que l'étranger achète les biens allemands.

Parallèlement, poursuit-il, nombreux sont ceux qui critiquent la politique allemande de création d'emplois. Elle a certes eu pour conséquence d'augmenter les importations et de diminuer les réserves en devises. Mais on ne peut reprocher à un pays de donner du travail à sa population et d'améliorer le commerce international en achetant plus. En outre, « on » – probablement des journalistes et diplomates étrangers – reproche à l'Allemagne de se tourner vers l'autarcie. Mais Schacht rappelle que l'Allemagne est prête à avoir des relations commerciales avec les autres pays, y compris ceux qui n'ont pas la même conception du monde, comme l'URSS.

Il passe sous silence le fait que les créanciers ne reprochent pas à l'Allemagne sa politique de création d'emploi mais le rachat par la *Reichsbank* de bons dépréciés et de traites des emprunts d'État. D'après le *Bulletin Quotidien* du 27 juin 1934 et *L'Économiste européen* du 29 juin 1934, la *Reichsbank* a consacré 330 millions de *Reichsmark* depuis septembre 1933 au rachat de bons dépréciés. Elle a également racheté une grande quantité de titres des emprunts Young et Dawes en dessous de leur valeur. En outre, d'après L. Picard dans *L'Économiste européen*, le Reich possède 149 millions de *Reichsmark* de devises invisibles, 60 millions de marks de traites étrangères à la *Golddiskontbank* et 1,5 milliard de devises sont entre les mains des particuliers, sans oublier les réserves des banques privées. Mais, pour Schacht, pré-

---

<sup>639</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3731, p. 129-150

senter l'Allemagne en situation de banqueroute est un moyen, après les conférences des transferts et le moratoire, de mener des négociations séparées avec les pays créanciers<sup>640</sup>.

La dernière partie du discours de Leipzig argumente contre les politiques de déflation et de dévaluation. La première ne peut que diminuer encore le volume du commerce international, la seconde alourdirait les dettes du Reich, libellées pour la plupart en monnaie étrangère, et renchérirait le coût des matières premières importées en Allemagne. Pour Schacht, tant que le Reich est endetté, il ne peut compter que sur lui-même :

« Il ne reste que le seul et droit chemin de mettre en accord nos importations avec nos possibilités de paiement. »<sup>641</sup>

Selon le Président de la *Reichsbank*, le risque d'une telle politique est de réduire drastiquement les importations. L'Allemagne doit pouvoir exporter ses propres matières premières et ses produits finis. Les exportations pourront bénéficier des bons et *scrips*. Enfin, Schacht indique que la compensation intéresse particulièrement l'Allemagne pour organiser ses échanges avec les pays producteurs de matières premières. Cette dernière proposition est le cœur du discours.

À Bad Eilsen, Schacht complète le contenu du discours de Leipzig, en insistant sur les taux d'intérêt internationaux<sup>642</sup>. Leur niveau anormalement élevé à long terme montre à quel point l'économie internationale souffre d'un manque de confiance. La fin du discours s'arrête sur la question des dettes allemandes et il précise qu'il faut soit diminuer les barrières douanières, soit annuler la dette, ou du moins accepter une diminution du taux d'intérêt.

Les deux aspects principaux du *Nouveau Plan* se dégagent de ces exposés : limiter les importations à la capacité d'achat du Reich, s'intéresser aux pays producteurs de matières premières, priorité de l'Allemagne. Dans la logique de Bad Eilsen, ce programme économique est complété par une réduction des taux d'intérêt. La traduction politique de ces deux discours est la mise en place du *Nouveau Plan*, par des décrets s'appliquant à partir du 24 septembre 1934.

---

<sup>640</sup> Sylvain Schirmann, *Les relations op. cit.*, p. 80. Voir aussi, « La vie économique en Allemagne », chronique annuelle de Henry Laufenburger dans la *Revue d'économie politique*, Paris, 1934 à 1939.

<sup>641</sup> « Es bleibt nur der einzige gerade Weg, daß wir unsere Einfuhr in Übereinstimmung mit unsere Zahlungsmöglichkeiten bringen. », BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3731, p. 129-150, Discours de Leipzig, p. 16 du discours.

<sup>642</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3731, p. 175-196

*c. Les mesures de contrôle des échanges extérieurs et le nouveau mode de répartition des devises*

Le *Nouveau Plan* est officiellement présenté à Nuremberg, lors du congrès annuel du parti nazi. En dehors du terme « *Neuer Plan* », aucun contenu nouveau n'est annoncé. Les grandes lignes du plan sont prêtes dès la fin du mois d'août. Des instructions sont transmises aux offices de contrôles le 20 septembre et les décrets organisant le *Nouveau Plan* s'appliquent à partir du 24 septembre 1934.

*Des mesures prêtes à la veille du discours de Leipzig*

La veille du discours de Leipzig, le 25 août 1934, l'*Auswärtiges Amt* diffuse à ses ambassades une circulaire qui tire les conclusions du *Nouveau Plan* de Schacht. Le directeur ministériel Ritter y explique que les importations seront à l'avenir contingentées (*bewirtschaften*) et contrôlées par les Offices de contrôle. Les devises seront réparties d'après un plan d'importation général. Pour faire face à la prévisible chute des exportations, elles seront fournies en priorité aux produits alimentaires, aux matières premières et aux produits semi-finis. La compensation, qui évite l'utilisation de devises, sera orientée en priorité pour les produits essentiels à l'économie. Pour les autres biens, elle doit permettre une entrée de devises. Les accords contractuels internationaux s'appliquent toujours car les importations de produits continuent comme avant. Mais l'importateur allemand et l'exportateur étranger sauront d'avance s'ils peuvent disposer de devises. Par contre, les négociations futures devront prendre en compte la nouvelle politique<sup>643</sup>. Cette note de Ritter montre que le *Nouveau Plan* se situe au carrefour de la politique étrangère et de la politique économique intérieure et extérieure. L'*Auswärtiges Amt* prévoit ainsi de renégocier les accords commerciaux en fonction de la logique nouvelle.

*Les décrets du Nouveau Plan*

L'annonce officielle du *Nouveau Plan* se fait le 4 septembre 1934. Deux décrets suivent : le même jour est publié une *Verordnung über den Warenverkehr* et le 11 septembre une *Abänderungsverordnung über die Devisenbewirtschaftung*. Avec les décrets du 4 septembre 1934, Schacht permet la création de 25 offices de contrôle pour les devises, afin de réguler leur utilisation et de ne permettre que les transactions pour l'acquisition de matières premières nécessaires au réarmement et de biens agricoles à destination du marché allemand. L'industrie de

---

<sup>643</sup> ADAP, Serie C, Band III,1, n° 175 « Runderlaß des Ministerialdirektors Ritter, Berlin, den 25. August 1934 »



biens de consommation est, elle, moins bien approvisionnée. Ce système permet de centraliser la gestion des devises et des importations. Il favorise l'industrie d'exportation dont les ventes fournissent à l'Allemagne des monnaies étrangères. Le 16 octobre 1934, il est complété par la création en Conseil des Ministres d'une caisse de compensation<sup>644</sup>. Elle permet l'application d'accords avec des États, banques centrales ou autres institutions étrangères impliquant une compensation. Elle permet également de défaire la *Reichsbank* des affaires de la compensation. Après la création des offices de contrôle, leurs directeurs sont réunis.

*Les instructions données aux offices de contrôle*

Le 20 septembre 1934, Schacht rencontre les représentants des offices de contrôle au ministère de l'Économie<sup>645</sup>. Il leur rappelle que leur tâche n'est pas de représenter les intérêts d'un groupe économique mais de trouver les moyens d'assurer l'approvisionnement en matières premières. L'industrie d'exportation est prioritaire. La qualité de sa production ne peut diminuer, tant que l'approvisionnement en matières premières est suffisant. L'exportation, rappelle Schacht, est nécessaire pour acheter des denrées alimentaires et des matières premières. Les subventions à l'exportation qui reposent sur le rachat à prix déprécié à l'étranger de titres allemands et sur leur revente à leur prix officiel en Allemagne, continuent.

« Il ne s'est jamais présenté d'étrangers pour dire qu'ils supportent la différence, puisqu'ils ne nous prennent pas nos exportations à des prix normaux. L'étranger s'est déjà habitué à cet état de fait. »<sup>646</sup>

Schacht mobilise « ses troupes ». Ceux qui ne sont pas en accord avec la nouvelle politique peuvent démissionner. Tous les dirigeants des Offices doivent être de tout cœur avec lui car c'est une condition de réussite de cette politique :

« Nous ne pouvons et ne devons pas devenir le jouet de l'étranger. Notre devoir est absolument national-socialiste. Au bout d'un an, la plus mauvaise période sera surmontée et les échanges extérieurs seront régulés, ce qui entraînera

<sup>644</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/I/1470, p. 4 et suivantes, « Sitzung des Reichsministeriums am 16. Oktober 1934 ».

<sup>645</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7030, p. 103-108, « Ansprache des Herrn Reichsbankpräsidenten Dr. Schacht im Reichswirtschaftsministerium am 20. September 1934 an die Reichsbeauftragten der Überwachungsstellen. »

<sup>646</sup> « Er habe sich nie geschaut, Ausländern zu sagen, daß sie die Differenz tragen, da sie und unseren Export nicht zu normalen Preisen abnehmen. An diese Tatsache habe sich das Ausland schon gewöhnt. », *Idem*

à nouveau la réussite de la politique étrangère. »<sup>647</sup>

Le ton employé montre d'une part que le plan est nouveau en comparaison des mesures instaurées en mars 1934 et d'autre part que le ministre compte diriger les personnes qui travaillent avec lui pour sa mise en place, contre le parti ou d'autres institutions du III<sup>e</sup> Reich, s'ils venaient s'opposer à lui. Il prépare par ailleurs les dirigeants des offices de contrôle à la publication des décrets du *Nouveau Plan*.

#### *Définition des priorités du Reich*

Après la publication des ordonnances, le Reich définit ses priorités. Ainsi, le 18 octobre 1934, ministres et responsables du parti discutent sous la présidence de Hitler à la chancellerie<sup>648</sup>. Schacht intervient en premier. Il faut faire tous les efforts possibles pour augmenter les exportations, d'autant plus que la tendance est pour le moment décroissante. Il est nécessaire de diminuer les importations lorsque cela est possible pour permettre de mieux couvrir le besoin croissant de matières premières. Le ministre passe ensuite en revue les différentes branches de l'économie, pour connaître les domaines où les réserves peuvent être utilisées pour l'hiver qui s'approche. Schacht critique sur ce point le ministère de l'Agriculture qui a augmenté les importations plus que nécessaire. Il demande l'utilisation des réserves en céréales et matières grasses et la réduction du cheptel, afin de disposer de plus de devises pour l'approvisionnement en matières premières :

« Pour améliorer l'approvisionnement en matières premières de l'industrie, il est *nécessaire d'épargner des devises d'importations dédiés à l'alimentation*. On doit aussi examiner si on peut continger la consommation de matière grasse. Cette consommation est plus forte qu'avant la guerre. [...] Il faudrait également savoir si le cheptel doit être maintenu dans son ampleur actuelle. »<sup>649</sup>

Schacht obtient le soutien de Hitler qui accepte l'utilisation des réserves en matières pre-

<sup>647</sup> « Wir könnten und dürften nicht zum Spielball des Auslandes werden. Unsere Aufgabe sei absolut nationalsozialistisch. Nach einem Jahr würde die schlimmste Zeit überstanden und die Außenwirtschaft geregelt sein, die ihrerseits wieder eine erfolgreiche Außenpolitik nach sich ziehe. », *Idem*.

<sup>648</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/809, p. 145-149, « Niederschrift über die Chefbesprechung am 18. Oktober 1934 mittags 12 Uhr in der Reichskanzlei betreffend Devisenverteilung unter Vorsitz des Herrn Reichskanzlers. » Sont présents : Heß, Krosigk, Neurath, Darré, Schacht, Lammers, Funk, Posse, Backe, von Reichenau, Dreyse, Keppler, Ritter, Moritz, Köhler, Puhl, Blessing, Bar (AA)

<sup>649</sup> « Um die Rohstoffversorgung der Industrie zu verbessern, sei es erforderlich, an Importdevisen für Ernährungszwecke zu sparen. Es müsse auch geprüft werden, ob man den Fettverbrauch kontingentieren könnte. Dieser Verbrauch sei stärker als vor dem Kriege. [...] Es müsse auch die Frage geprüft werden, ob der Viehbestand in dem gegenwärtigen Umfang aufrechterhalten werden solle. », *Ibidem*,

nières qui peuvent être reconstituées au printemps. Darré, ministre de l'Agriculture, réclame un droit de regard sur la répartition des devises : il a besoin de 850 millions de RM par an, par l'achat direct sur le marché international ou par la compensation<sup>650</sup>.

Cette réunion à la chancellerie illustre les grandes difficultés qu'affronte Schacht : arbitrer entre les différents secteurs de l'économie, notamment entre industrie et agriculture d'une part, entre biens de consommation et industriels d'autre part. Le *Nouveau Plan* a en outre une conséquence qui n'est pas rendue publique : sous l'impulsion du ministre de l'Économie, le gouvernement décide d'utiliser les réserves en matières premières.

Enfin, pour compléter le *Nouveau Plan*, Schacht demande un contrôle des prix car la diminution du chômage rend la main d'œuvre plus rare et les salaires sont susceptibles d'augmenter. La politique de contrôle des prix et des salaires est de fait indissociable du *Nouveau Plan*.

#### *Organisation du contrôle des prix et des salaires*

La politique économique allemande de 1933 et 1934 repose sur un *deficit spending* : le programme de création d'emploi et de réarmement. Elle engendre un risque d'inflation, que deux moyens peuvent prévenir : l'interdiction de l'augmentation des salaires et, avant 1936, la surveillance des prix<sup>651</sup>. Les premières mesures dans ce domaine sont prises en mars 1934, lorsque le prix des matières premières textiles et de la production de tissu et de cuir sont légalement contrôlés. La même année, des accords sur les prix de type monopolistiques sont interdits pour les biens utilisés quotidiennement. En septembre 1934, les suppléments de prix pour les produits étrangers sont interdits<sup>652</sup>.

Une nouvelle augmentation des prix accompagne la mise en œuvre du *Nouveau Plan*. Pour lutter contre les accords monopolistiques sur les prix germe l'idée d'un commissaire aux prix. Schacht arrive à imposer un conservateur, ancien national-allemand et maire de Leipzig, Carl Friedrich Goerdeler. Il est nommé le 4 novembre 1934<sup>653</sup>. Selon l'expression de Goebbels,

---

p. 147 de la liasse ou p. 3 du document.

<sup>650</sup> « Wenn keine Garantie dafür gegeben würde, daß die Fettversorgung sichergestellt sei, dann müsse sofort die Einführung der Fettkarte erfolgen. Ein Ersparnis an Bardevisen könne dadurch herbeigeführt werden, daß Getreide aus Rußland bezogen wird, eventuell aus Polen im Dreieckgeschäft mit Rußland. », *Ibidem*, p. 148 de la liasse ou p. 4 du document.

<sup>651</sup> Nous excluons ici la gestion des prix agricoles, dont le but était au contraire leur augmentation.

<sup>652</sup> René Erbe, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik... op. cit.*, p. 83

<sup>653</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/I/1470, p. 265 et suivantes, « Sitzung des Reichsministeriums am 5. November 1934 ». Goerdeler est nommé jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1935.

Schacht triomphe<sup>654</sup>. Toutefois, Goerdeler échoue dans les mois qui suivent à élargir ses compétences et démissionne dès le 1<sup>er</sup> juillet 1935, malgré le soutien de Schacht<sup>655</sup>. Il veut également maîtriser les prix agricoles, alors que la politique de Darré est fondée sur leur augmentation. Ces tribulations traduisent le fait que Goerdeler estime que le *Nouveau Plan* et le contrôle des changes étaient des mesures en elles-mêmes inflationnistes. Cependant, malgré des variations parfois importantes selon les produits, le but du contrôle des prix est atteint. En effet, après la hausse du milieu de l'année 1934, ils s'avèrent plutôt stables jusqu'au retour au plein emploi en 1936.

Par ailleurs, pour permettre un maintien des prix, les salaires sont bloqués. Ces derniers sont à un niveau très bas grâce à la politique de déflation de Brüning. En outre, la dissolution des syndicats permet d'éviter, lorsque le plein emploi est proche, des revendications de hausse de salaires. Cette politique permet au régime nazi de maintenir, si l'on considère les salaires nets, un niveau de vie relativement faible : en 1938, il n'a toujours pas rejoint celui de 1928<sup>656</sup>. Le contrôle des salaires a été notamment permis grâce, en février 1935, à l'introduction d'un « carnet ouvrier » instauré par la DAF.

\*

À la fin du mois d'octobre 1934, le *Nouveau Plan* est en place. Dès cette période, certains milieux économiques contestent les arbitrages de la politique de répartition des devises menée par le ministère.

#### *d. La contestation du Nouveau Plan*

Des plaintes remontent très vite de l'économie vers Schacht. Le *Nouveau Plan* n'est pas bien perçu par les industriels. Hitler demande alors à Heß, son représentant au parti, d'organiser le 20 novembre 1934 une réunion entre Schacht et différents acteurs de l'économie, dont certains sont membres du parti<sup>657</sup>.

---

<sup>654</sup> Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, Teil I, Band 3/I, 6 novembre 1934. Voir également le récit qu'en fait Goerdeler, in Sabine Gillmann et Hans Mommsen, *Politische Schriften und Briefe Carl Friedrich Goerdelers*, Band 1, p. 257 « Rückblick Goerdeler sauf seine Mitarbeit in der Reichspolitik zwischen 1931 und 1935. »

<sup>655</sup> *Ibidem*, p. 186 et suivantes

<sup>656</sup> René Erbe, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik... op. cit.*, p. 95

<sup>657</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/6577 p. 469-483, « Protokoll Der Sitzung im Hause des Stellvertreters des Führers am 20. November 1934 »

Schacht pensait devoir expliquer sa politique globale et devoir insister sur la nécessité d'une direction unique de l'économie et de la gestion des devises, avec un droit de regard de Darré. Mais le Président de la *Reichsbank* fait face à des récriminations bien plus précises. Le ton monte parfois et Heß intervient, en se présentant comme un arbitre désigné par le *Führer*. Les personnes présentes contestent la politique du ministère sur différents points : la répartition des matières premières, le comportement du ministère, le contrôle des changes et le fonctionnement du *clearing*. Leurs demandes sont contradictoires mais tous suggèrent que l'industrie pourrait elle-même gérer les stocks en devises, pour éviter l'inquiétante bureaucratie des Offices de contrôle.

Sur la répartition des matières premières, les plaintes viennent essentiellement de l'industrie textile : certaines entreprises sont menacées de chômage technique. Schacht ne peut que répéter ses propos de Weimar, affirmant son optimisme sur l'approvisionnement en matières premières de l'Allemagne<sup>658</sup>. Mais il ne peut garantir qu'il se maintienne à plus long terme. Il insiste sur le fait que la situation actuelle est satisfaisante, malgré un réarmement intense.

Le système des accords commerciaux est aussi contesté. Les participants lui reprochent la diminution des échanges, alors que leur augmentation est nécessaire. Certains demandent un contrôle plus important, pour contraindre les exportateurs à vendre en fonction du bien commun. Schacht estime qu'un système d'exportations complètement planifié est impossible car l'Allemagne vend des milliers de produits. D'autres demandent au contraire un assouplissement du système commercial et donnent l'Autriche en exemple. Mais cette dernière, explique Dreyse qui vient au secours de Schacht, peut compter sur le soutien de l'extérieur, au contraire de l'Allemagne. La *Reichsbank* a pour cette raison une marge de manœuvre étroite, d'autant plus que les difficultés du commerce extérieur allemand sont aussi liées à la politique étrangère. Malgré les tentatives pour limiter les accords de compensation, explique Dreyse, comme l'exemple britannique, la mise en place de crédits pour le commerce extérieur est plus difficile qu'avant. Daitz, l'une des personnes présentes, demande des accords de compensa-

---

<sup>658</sup> Schacht a tenu un discours à Weimar le 29 octobre 1934. Très proche des discours de Leipzig et de Bad Godesberg, deux points relativement originaux ressortent : d'une part, les Ersatz devraient permettre à l'Allemagne d'améliorer son approvisionnement en matières premières et, d'autre part, une stigmatisation de la France et du mauvais fonctionnement de l'accord de clearing franco-allemand de juillet 1934. *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 30 octobre 1934 in BARCH Berlin, *Deutsche Reichsbank R2501/3731*, p. 372 et suivante. DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome VII, n° 570, 31 octobre 1934. L'attaché financier se demande si Schacht n'est pas en danger, car, prononçant de nombreux discours, il semble se justifier alors que les milieux économiques et industriels le critiquent fortement. Nous n'avons pas trouvé d'indices autre que cette dépêche au Mouvement général des Fonds pouvant indiquer une situation

tion assortis de crédits conclus entre les deux banques centrales. Face à cette revendication, Schacht rappelle qu'avec l'endettement de l'Allemagne, la *Reichsbank* a beaucoup de difficultés à trouver des crédits.

Il en profite alors pour insister sur les dettes qui pèsent sur la politique extérieure commerciale, d'autant plus qu'il ne peut dire en public que cet endettement a été presque divisé par deux depuis 1931. Les relations commerciales extérieures souffrent du réarmement qui est très demandeur en matières premières. De plus, chaque pays apporte des difficultés particulières. Les relations commerciales avec la France, par exemple, sont impossibles si l'Allemagne ne paye pas les emprunts d'État. Il a cependant obtenu, au cours de négociations récentes, une certaine pause pour le paiement de ces dettes.

Il explique qu'il faut adapter la production intérieure à l'approvisionnement en matières premières. Il admet que la production de succédanés peut compenser certains manques.

« Cette situation contredit une régulation interne du marché. À quoi nous serviraient des milliers d'avions si nous n'avions que 14 jours de carburant ? »<sup>659</sup>

Les interlocuteurs de Schacht n'appréhendent pas le contexte extérieur de l'Allemagne. Face à la faible marge de manœuvre dont il dispose, il répond au mécontentement intérieur et au mécontentement extérieur. En effet, peu de temps après l'annonce du *Nouveau Plan*, les relations commerciales se tendent avec deux nations : le Royaume-Uni et les États-Unis.

### 3. La radicalisation immédiate de la politique commerciale

« Les conséquences et caractéristiques les plus importantes du “*Nouveau Plan*” ont consisté en la bilatéralisation totale du commerce extérieur, en la restriction des importations quantitatives eu égard à des importations “économiquement nécessaires”, dans l'aide aux exportateurs par un système compliqué de dévaluations partielles et dans le déplacement des courants commerciaux d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord vers l'Europe du Sud et de l'Est et l'Amérique du Sud. »<sup>660</sup>

---

fragile de Schacht à cette période.

<sup>659</sup> « Diese ganze Situation widerstrebe eine inneren Marktregelung. Was nützen uns Tausende von Flugzeugen, wenn wir nur noch für 14 Tage Benzin hätten? » BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/6577 p. 469-483, « Protokoll Der Sitzung im Hause des Stellvertreters des Führers am 20. November 1934 », p. 482

<sup>660</sup> « Die wichtigsten Folgen und Merkmale des “Neuen Planes” bestanden in der Bilateralisierung der gesamten Außenhandels, in der quantitativen Importbeschränkung im Hinblick auf “volkswirtschaftlich notwendige” Einfuhren, in der Ausfuhrförderung durch ein kompliziertes System partieller Abwertungen und in der Umschichtung der Handelströme von Westeuropa und Nordamerika nach Ost-

Le *Nouveau Plan* est une politique économique extérieure qui découle de la volonté allemande de réarmer malgré des capacités de paiement limitées. En conséquence, au cœur du problème économique allemand se situent la balance commerciale, les devises, et l'approvisionnement en matières premières. Cette nouvelle politique économique extérieure a eu des conséquences sur les négociations en cours pendant l'été 1934 et sur l'orientation des relations commerciales à partir de septembre 1934. Schacht l'a très vite compris. Pour expliquer le *Nouveau Plan* à l'étranger, il publie un article dans *Foreign Affairs*. Mais il ne peut empêcher la crise ouverte des relations commerciales de l'Allemagne avec le Royaume-Uni et les États-Unis.

*a. Expliquer le Nouveau Plan : un article dans Foreign Affairs*

Après l'annonce du *Nouveau Plan*, Schacht publie en octobre 1934 un article dans *Foreign Affairs* pour expliquer la politique allemande à l'étranger<sup>661</sup>. L'article commence par une liste des pertes de l'Allemagne en relation avec la guerre, le traité de Versailles et les réparations. Le Reich doit reprendre sa place, pour empêcher la propagation du bolchevisme. Mais les réparations ont laissé une trace, 10 milliards de dollars d'endettement extérieur privé, dont la moitié a servi à rembourser les réparations. L'Allemagne ne peut plus transférer ces sommes. Mais elle veut payer car le non-respect du principe de la propriété privée est la base du bolchevisme. Comment permettre au Reich de remplir ses obligations financières ?

Schacht rappelle son argument de toujours : l'Allemagne a besoin d'un surplus d'exportations. Pour cela, les attaques contre les produits allemands par les tarifs, les quotas ou les boycotts doivent cesser :

« Quiconque boycotte l'Allemagne empêche le paiement des coupons allemands. »<sup>662</sup>

La situation de l'Allemagne est grave car elle n'a ni or ni devises. Elle est obligée de réduire ses exportations. Il sous-entend qu'un pays de 70 millions ne peut se retirer du commerce international, surtout s'il est un gros acheteur de matières premières. Enfin, Schacht craint que les États-Unis ne profite des difficultés économiques de l'Allemagne pour faire chanceler le

---

und Südeuropa und Südamerika. » In Dietmar Petzina, *Autarkiepolitik im Dritten Reich. Der nationalsozialistische Vierjahresplan*, dva, Stuttgart, 1968, 204 p., p. 17

<sup>661</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7030, « German Trade and German Debts », *Foreign Affairs*, volume 13, Octobre 1934.

<sup>662</sup> « Whoever boycotts Germany is preventing the payment of German coupons. » *Idem*.

régime :

« Quand le peuple américain pendant sa guerre d'Indépendance a proclamé une conception nouvelle et progressiste de la vie à l'opposé de celle de la poussiéreuse Europe, le grand roi de Prusse a le premier prouvé sa sympathie pour le mouvement américain, en mot et en acte. Il me semble aujourd'hui indigne du peuple américain de s'opposer à la nouvelle *Weltanschauung* qui a été construite aujourd'hui en Allemagne, d'autant plus que cette nouvelle conception de la vie repose sur les sentiments humains les plus nobles : fidélité au devoir, unité de la nation sans distinction de classe, mépris pour tout privilège de naissance, rang et position mais reconnaissance de l'accomplissement personnel. »<sup>663</sup>

Il faut adopter une politique dont le but est la restauration du commerce mondial, l'élimination du chômage et la stabilité sociale dans tous les pays. Or les maux économiques sont la conséquence de l'endettement. Schacht conclut ainsi en proposant une solution intermédiaire entre l'annulation des dettes et l'augmentation des exportations. Cette dernière peut être réalisée par le rétablissement d'un commerce et d'échanges monétaires libres. Les crédits à court terme sont nécessaires pour financer les échanges de biens. Le règlement des dettes à long terme doit attendre que les échanges commerciaux soient rétablis, ce qui implique un moratoire. Enfin, les taux d'intérêt devront être diminués.

Cet article, cependant, ne permet pas d'améliorer les relations commerciales avec les États-Unis et le Royaume-Uni. L'annonce du *Nouveau Plan* accentue des difficultés qui émergent de la conclusion des conférences des transferts.

*b. La crise commerciale avec le Royaume-Uni et le dialogue de sourds avec les États-Unis d'Amérique*

La conférence d'avril et mai 1934 ouvre la voie à un règlement du problème des transferts par le biais d'accords bilatéraux interétatiques. L'Allemagne, grâce à Schacht, négocie avec des créanciers qui se présentent désormais en ordre dispersé. Elle bénéficie alors d'un rapport de force qui lui est plus favorable. Les négociations sont particulièrement délicates avec le Royaume-Uni et les États-Unis.

---

<sup>663</sup> « When the American people in their War for Independence declared for a new, progressive conception of life as against that of dusty Europe, it was the great King of Prussia who first proved his sympathy for the American movement in word and deed. It seems to me unworthy of the American people to oppose the new *Weltanschauung* which has been built up in Germany today, the more so as this new conception of life rests upon the noblest human sentiments: fidelity to duty, national unity without differences of class, contempt for all privileges of birth, rank and position, but recognition of



*Les houleuses négociations avec les Britanniques*

Lors de la conférence de presse du 21 juin 1934 sur les transferts, les Britanniques se sentent particulièrement menacés par les propos de Schacht. Ce dernier ne cache pas qu'en cas de *clearing* contraint, des mesures de représailles seraient prises contre les *Dominions*<sup>664</sup>. Le Royaume-Uni obtient le 4 juillet 1934 un accord de paiement. Les Britanniques sont assurés de voir leurs coupons Dawes et Young être payés en devises les 15 octobre et 1<sup>er</sup> décembre 1934, malgré l'opposition affichée du Président de la *Reichsbank*. Pour les autres emprunts à long terme, les intérêts sont soit convertis en *funding bonds* avec intérêt de 3 %, soit payés au comptant à 40 %, dans le cas où le détenteur des coupons préférerait l'une de ces solutions à un paiement retardé. En échange de ces concessions allemandes, le Royaume-Uni s'engage à ne pas imposer unilatéralement un *clearing*<sup>665</sup>.

Cet accord est complété le 10 août par un arrangement pour les paiements commerciaux. Il prévoit l'ouverture d'un compte spécial de la Banque d'Angleterre à la *Reichsbank* dans lequel les importateurs allemands payent en *Reichsmarks* les sommes dues aux exportateurs britanniques. La Banque d'Angleterre vend ensuite ces marks sur le marché anglais aux importateurs britanniques qui désirent acheter en Allemagne. Les livres sterling ainsi obtenues permettent de payer les exportateurs britanniques<sup>666</sup>. Néanmoins, ce dispositif ne concerne que les paiements des intérêts à effectuer de l'été au 31 décembre 1934. Or, depuis mars 1934, le paiement des marchandises britanniques livrées en Allemagne est entravé par la *Reichsbank*<sup>667</sup>. Le Reich a ainsi accumulé des arriérés qui ne sont pas couverts par les textes des 4 juillet et 10 août. Les difficultés rencontrées depuis le mois de juin font entrevoir le spectre d'une guerre commerciale dommageable pour le Reich.

Frederick Leith-Ross, conseiller pour les affaires économiques du gouvernement britannique, se saisit du problème des impayés commerciaux dès le 4 juillet 1934. Il adresse une lettre à son homologue allemand, le D<sup>r</sup> Berger, indiquant qu'un grand nombre de Britanniques se plaignent de ne pas recevoir le paiement de marchandises livrées<sup>668</sup>. Le conseiller anglais demande des négociations mais l'Allemagne ne fait aucune proposition en juillet. Le 14 août

---

all personal achievement. » *Idem*

<sup>664</sup> DBFP, Second series, volume VI, n° 469, Phipps à Simon, 22 juin 1934.

<sup>665</sup> DBFP, Second series, volume XII, n° 153, « Memorandum on Anglo-German debt and exchange negotiations, 27 octobre 1934. »

<sup>666</sup> *Idem*

<sup>667</sup> DBFP, Second series, volume XII, n° 8, Newton à Simon, 10 août 1934

<sup>668</sup> DBFP, Second series, volume XII, n° 24, Simon à Newton, 14 août 1934

1934, John Simon, ministre britannique des affaires étrangères, renouvelle la proposition de Leith-Ross dans une note envoyée au représentant commercial anglais à Berlin<sup>669</sup>. Le *Foreign Office* estime que les faibles réserves en devises de la *Reichsbank* ne sont pas un motif recevable de non-paiement. En effet, précise le ministre, les montants concernés par les retards de paiement sont faibles en regard des sommes en livres sterling allant chaque année dans les caisses de la *Reichsbank*. Simon attire enfin l'attention du gouvernement allemand sur l'effet que peut produire la prolongation de cette situation sur les relations entre les deux pays. Il attend des propositions de la part de l'Allemagne. Elles ne viennent pas.

En conséquence, les Anglais considèrent les deux discours de Schacht de Leipzig et Bad Eilsen comme une forme de réponse à leur demande de négociations. La presse britannique est extrêmement critique. Le 27 août 1934, le *Times* ironise sur le discours de Leipzig, dominé par la « sombre personne de l'hostile monde extérieur »... Le 1<sup>er</sup> septembre 1934, il parle de Bad Eilsen comme d'un « ballon d'essai » qui fait très mauvaise impression après les accords de juillet et d'août. De plus, le journaliste constate que l'Allemagne exporte plus de produits en Angleterre qu'elle n'en importe, coupant court aux plaintes contre la volonté de certains d'empêcher le Reich de commercer. Sur le ministre de l'Économie, le journal remarque :

« Personne ne nie l'astuce du D<sup>f</sup> Schacht ; mais c'est une faiblesse commune des astucieux de sous-estimer l'intelligence des autres. »<sup>670</sup>

Le 31 août, le *Daily Telegraph* dénonce une manœuvre de Schacht. Il essaierait de faire oublier que l'Allemagne, en refusant de payer ses dettes, risque de provoquer une chute de l'offre de monnaie car les créanciers que l'on n'a pas remboursé ne voudront pas prêter à nouveau. Ce n'est pas, selon le *Telegraph*, l'hostilité des autres États contre l'Allemagne qui l'ont mise dans sa situation mais bien le Reich qui l'a choisie, par l'importation massive de matières premières pour réduire le chômage. Même si le journal est favorable à une diminution des taux d'intérêt, il souligne qu'elle ne peut intervenir que si les créanciers peuvent avoir confiance en l'emprunteur. Or l'Allemagne apparaît d'abord comme un pays qui ne veut pas payer. *The Economist*, le 8 septembre, parle de la « paranoïa » de Schacht et estime qu'il essaye d'imposer un ultimatum<sup>671</sup>.

<sup>669</sup> DBFP, Second series, volume XII, n° 23 et 24, Simon à Newton, 14 août 1934

<sup>670</sup> « No one denies Dr. Schacht's astuteness; but it is a common weakness of the astute to underestimate the intelligence of others. » in BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3731, *The Times*, 1<sup>er</sup> septembre 1934

<sup>671</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3748. Ce qui frappe à ce moment la presse étrangère

Le trouble britannique est perçu à l'étranger. *La Métropole*, à Anvers, insiste sur les effets financiers du discours qui devient une manière de menacer la City. *L'Information* du 1<sup>er</sup> septembre indique que les *Sondermark* ont perdu 12 % de leur valeur sur le marché de Londres<sup>672</sup>. *Le Temps* du 1<sup>er</sup> septembre 1934 ne s'y trompe pas : « *les dernières illusions des Anglais sont maintenant dissipées.* »

Or, à la fin du mois d'août, les discussions entre le Reich et le Royaume-Uni piétinent. Le problème des impayés prend une place grandissante dans les relations entre les deux pays. Le 30 août 1934, Hjalmar Schacht enjoint à l'*Auswärtiges Amt* de refuser de répondre à la note britannique du 14 août<sup>673</sup>. Le même jour, Simon demande à l'ambassade de Berlin de relancer l'Allemagne car les protestations des marchands et chambres de commerce britanniques continuent. Simon insiste sur le fait que le Royaume-Uni peut prétendre à un règlement rapide et non-discriminatoire de ce problème, dans la mesure où la France a pu bénéficier d'un règlement avec l'accord du 28 juillet 1934. Enfin, il presse Newton, en charge des affaires commerciales à l'ambassade britannique, de protester contre les arguments avancés par Schacht lors de ses deux discours. Une phrase est particulièrement choquante du point de vue britannique :

« Il était grotesque que des gouvernements étrangers entreprennent des actions diplomatiques pour le paiement de quelques dettes commerciales en retard. »<sup>674</sup>

Les Britanniques ne pensent pas que ces dettes sont négligeables. Du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin 1934, elles totalisent deux millions de livres. Cette somme a largement augmenté pendant l'été. Elles appellent une action diplomatique, dans la mesure où, selon Simon, elles ne sont pas liées à un défaut de paiement des commerçants allemands mais aux restrictions de change

---

est un double discours de Schacht : tout va bien quand il s'adresse aux Allemands, à l'exception du comportement des étrangers, et tout va mal quand il s'adresse à l'étranger.

<sup>672</sup> Lorsque les archives de la Reichsbank contenant ces coupures de presse ont été dépouillées, la violence des propos des presses anglaise et française était particulièrement frappante. Surtout, le contraste offert par l'atmosphère diplomatique de l'été et l'automne 1934 entre le Royaume-Uni et l'Allemagne et celle de juin 1935, lors de la conclusion de l'accord naval anglo-allemand qui révisé de fait le traité de Versailles, est extrêmement fort. L'année 1935 est déterminante pour comprendre la capitulation des Démocraties face au nazisme.

<sup>673</sup> ADAP, Serie C, Band III,1, n° 185 « Vermerk des Vortragenden Legationsrats Benzler, Berlin, den 30. August 1934 »

<sup>674</sup> « It was grotesque that foreign Governments should take official diplomatic action about the payment of a few overdue commercial debts. » in DBFP, Second series, volume XII, n° 60, Simon à Newton, 30 août 1934

imposées par le gouvernement du Reich<sup>675</sup>.

Le 10 septembre 1934, Ritter indique à l'ambassade britannique qu'un nouveau régime de devises devrait être mis en place et propose des négociations pour l'appliquer au commerce entre les deux pays<sup>676</sup>. Frederick Leith-Ross est envoyé à Berlin dans la seconde moitié du mois de septembre. Il y rencontre notamment Schacht et von Neurath<sup>677</sup>. Néanmoins, les positions allemandes et britanniques n'évoluent pas pendant ce séjour. Le Reich insiste sur les difficultés qu'il traverse. Leith-Ross considère que la politique de Schacht les a provoquées. Le conseiller britannique approuve l'expansion allemande interne mais son financement aurait dû être recherché à l'étranger. En outre, il se prononce en faveur d'une dévaluation du mark, en raison de l'absence de crédit pour l'Allemagne à l'étranger.

Face à cette attaque en règle, Neurath ne défend pas Schacht. Bien au contraire, lorsque Leith-Ross conteste l'un des arguments du Président de la *Reichsbank* sur le fait que l'Allemagne ne pouvait pas être soustraite du marché mondial car ce pays était trop important pour le commerce international, Neurath répond que

« Schacht était très dogmatique et difficile. Il était d'avis qu'il ne fallait pas attendre d'autres pays qu'ils fournissent l'Allemagne s'ils n'étaient pas payés. Le D<sup>r</sup> Schacht a adopté un point de vue trop intellectuel. »<sup>678</sup>

Leith-Ross dresse un bilan négatif de sa visite car Schacht a mis en cause l'accord du 4 juillet 1934 garantissant le paiement des intérêts des deux emprunts d'État contre l'avis de Neurath<sup>679</sup>. De plus, le Britannique estime que la politique allemande est discriminatoire car les créanciers hollandais bénéficient de meilleures conditions de remboursement que les Anglais. Enfin, aucune solution n'est trouvée au problème des dettes commerciales impayées. Leith-Ross propose que 180 000 livres soient payées rapidement pour calmer l'agitation qui se développe au Royaume-Uni. Neurath estime qu'il est difficile de persuader Schacht et la *Reichsbank* de permettre un tel paiement. Le Britannique redoute alors que la seule solution soit la mise en place d'un *clearing*. Concernant les relations commerciales futures, Leith-Ross explique que toute diminution volontaire des importations britanniques en Allemagne entraînerait

---

<sup>675</sup> *Idem*

<sup>676</sup> DBFP, Second series, volume XII, n° 84, Phipps à Simon, 10 septembre 1934, note 1.

<sup>677</sup> DBFP, Second series, volume XII, n° 125, Phipps à Simon, 28 septembre 1934, Phipps transmet des notes de Leith-Ross sur son entretien avec Schacht.

<sup>678</sup> « Schacht was very dogmatic and difficult. He agreed that other countries could not be expected to supply Germany if they were not paid. Dr. Schacht took too intellectual a standpoint. » in DBFP, Second series, volume XII, n° 125, Phipps à Simon, 28 septembre 1934

nera une diminution des exportations allemandes au Royaume-Uni. Il propose cependant, soutenu par Neurath, une compensation la plus limitée possible<sup>680</sup>. Le surplus serait laissé à la *Reichsbank*, sous condition que l'Allemagne remplisse toutes ses obligations financières.

Le dépit de Leith-Ross est largement lié au comportement de la *Reichsbank* et de son Président. La menace pesant sur les obligations financières du Reich vis-à-vis du Royaume-Uni est provoquée par des décisions de Schacht, contre l'avis de l'*Auswärtiges Amt*. La *Wilhelmstraße* souhaite en effet privilégier la relation anglo-allemande. Le chef de la diplomatie veut surtout éviter une guerre commerciale car Leith-Ross n'a pas caché qu'en cas de diminution des achats allemands au Royaume-Uni, des mesures de représailles seraient prises.

À ce point, l'annonce et la mise en place du *Nouveau Plan* compliquent encore les relations entre les deux pays. Leith-Ross obtient sa suspension temporaire pour le commerce anglo-allemand<sup>681</sup>. Après son départ de Berlin le 27 septembre, il suggère au Cabinet britannique l'adoption d'un clearing bilatéral entre les deux pays, solution adoptée le 3 octobre 1934. Elle se limite au commerce futur et aux créances gelées, les autres paiements étant réglés par l'accord du 4 juillet.

Pour éviter ce *clearing* contraint, Schacht recherche en octobre 1934 une solution satisfaisante pour les deux pays. À Bâle, il s'entretient avec ses homologues Norman, de la Banque d'Angleterre, et Trip, gouverneur de la Banque centrale néerlandaise, lors de la réunion du conseil d'administration de la BRI (6-8 octobre 1934). En effet, le problème des impayés se pose également en Hollande et dans d'autres pays<sup>682</sup>. Mais, note Von Bülow, Schacht n'a pas voulu céder : il proposait que les deux banques centrales britannique et néerlandaise avancent les devises nécessaires pour payer les étrangers qui ont livré des marchandises en Allemagne. La *Reichsbank* rembourserait progressivement ces avances. Mais Norman et Trip ont demandé une garantie sous forme d'une réserve en devises que Schacht a refusé d'accorder<sup>683</sup>.

La crise se résout finalement à la fin du mois d'octobre 1934 lors d'une nouvelle visite de

---

<sup>679</sup> *Idem*

<sup>680</sup> L'accord du 10 août contient la création d'un compte de Sondermark auprès de la *Reichsbank* pour permettre certains paiements (Article I).

<sup>681</sup> DBFP, Second series, volume XII, n° 153, Memorandum on Anglo-German debt and exchange negotiations, 27 octobre 1934.

<sup>682</sup> Ces discussions ont dû être discrètes : dans les rapports au consul de France en Suisse que l'on peut trouver aux Archives nationales et à la BRI et qui sont parfois très détaillés, il n'en est pas fait mention. Voir BRI QUE5, Papiers Quesnay.

<sup>683</sup> ADAP, Serie C, Band III,1, n° 250 « Das Auswärtige Amt an das Reichsfinanzministerium

Leith-Ross. Il a pour mission de conclure un accord de *clearing*. À la demande de Schacht, il accepte de communiquer les conditions à remplir pour éviter une telle solution. En premier lieu, 55 % de la valeur des exportations allemandes vers le Royaume-Uni seraient alloués au paiement des exportations britanniques vers l'Allemagne. De plus, Leith-Ross revendique la liquidation des impayés. Dans ce but, la *Reichsbank* pourrait obtenir un crédit, sous condition de payer 400 000 livres de ses dettes. En outre, les *Sondermark* impayés qui sont déposés sur un compte spécial de la Banque d'Angleterre auprès de la *Reichsbank*, doivent disparaître. Enfin, le paiement en devises des emprunts d'État est nécessaire. Le gouvernement Britannique s'engage à encourager les créanciers britanniques, pour les autres emprunts, à accepter la proposition de mai 1934, malgré la discrimination que représentent les accords avec la Hollande et la Suisse<sup>684</sup>.

Le 27 octobre 1934, Schacht organise une réunion chez le Chancelier, afin de commenter la lettre de Leith-Ross. Von Bülow du ministère des affaires étrangères et Schwerin von Krosigk y participent. Le problème n'est pas de décider s'il faut accepter les conditions de Leith-Ross mais de faire en sorte que les Français ne se sentent pas lésés. En effet, la République pourrait durcir les négociations sur la Sarre. Schacht se dit prêt à négocier à tout moment avec les Français ou à rallonger l'accord conclut le 28 juillet 1934 et Adolf Hitler accepte les conditions de Leith-Ross. La voie est ouverte pour un accord, conclu le 1<sup>er</sup> novembre 1934 qui respecte les conditions énoncées par les Britanniques<sup>685</sup>. Valable jusqu'au 31 décembre 1935<sup>686</sup>, un *clearing* doit s'appliquer automatiquement s'il est rompu. Cas unique après l'annonce du *Nouveau Plan*, il prévoit l'obligation pour les Offices de contrôle de fournir un montant illimité de devises aux importateurs allemands de biens britanniques. Cette mesure met plusieurs semaines avant d'être correctement mise en application et nécessite l'intervention personnelle de Schacht<sup>687</sup>.

Ce dernier prononce un discours à Weimar, le 29 octobre 1934, rapporté par la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du lendemain<sup>688</sup>. Il demande en conclusion aux créanciers de faire pression

---

Abt[eilung] I ».

<sup>684</sup> ADAP, Serie C, Band III,1, n° 277 « Sir Frederick Leith-Ross (z.Z. Britische Botschaft in Berlin) an Reichsbankpräsident Schacht », 27 octobre 1934

<sup>685</sup> ADAP, Serie C, Band III,1, n° 278 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts von Bülow », 27 octobre 1934.

<sup>686</sup> DBFP, Second series, Volume XII, n° 154, « Memorandum on German Debt Negotiations », 30 octobre 1934

<sup>687</sup> DBFP, Second series, Volume XII, n° 267

<sup>688</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3731, Deutsche Allgemeine Zeitung, 30 octobre 1934

sur leurs gouvernements afin qu'ils acceptent les produits allemands. L'Allemagne ne veut pas se couper du monde mais elle attend de ses partenaires qu'ils fassent des efforts. C'est désormais la France qui est visée et surtout l'accord de juillet 1934. L'offensive est menée contre le *clearing* et non plus contre les demandes du Royaume-Uni avec qui l'Allemagne a su éviter ce type d'accord<sup>689</sup>.

Dans la crise commerciale germano-britannique qui se termine en novembre 1934, Schacht a à la fois provoqué des difficultés et permis de trouver une solution. Son changement d'attitude au retour de Leith-Ross est probablement lié à la menace de *clearing* : le Royaume-Uni est une source de devises pour l'Allemagne et la porte d'entrée vers les Dominions. En outre, un autre pays pose problème : l'accord du 28 juillet 1934 avec la France se fondait sur un bilan commercial passif pour la France. D'août 1934 à février 1935, les échanges entre les deux pays présentent un solde positif pour la République à l'exception du mois de novembre<sup>690</sup>. Deux cents millions de francs de marchandises françaises sont impayés à la fin du mois de septembre 1934. Du côté allemand, l'accord de *clearing* renchérit les biens exportés par le Reich. De nombreux produits sarrois, intégrés dans le commerce français, sont achetés par l'Allemagne. De plus, le *Nouveau Plan* accentue la tendance. En effet, pour économiser les devises, les achats du Reich se reportent sur la compensation. Les biens allemands, qui sont exportés par le biais du *clearing*, ne peuvent pas bénéficier des subventions qui fonctionnent par l'achat des marks spéciaux à cours dépréciés. Pour cette raison, Paris demande une renégociation des accords du 28 juillet car le solde français devait être négatif afin d'assurer le transfert en devises des paiements pour le remboursement des emprunts d'État. Des négociations franco-allemandes s'ouvrent le 19 novembre 1934 pour corriger l'accord de juillet. Le traité signé avec le Royaume-Uni ne peut-il pas servir de contre-modèle au *clearing* franco-allemand ?

L'accord germano-britannique pourrait aussi être un modèle pour les relations commerciales avec les États-Unis. Le Reich importe outre-Atlantique de grandes quantités de coton et ne peut vendre sur ce marché très industrialisé ses produits finis. Le solde commercial est déficitaire Schacht cherche un accord mais ces discussions ressemblent à un dialogue de sourds.

---

« Dem deutschen Reich offene Märkte »

<sup>689</sup> DDF, Série 1, VII, n° 256, 7 septembre 1934. Vansittart n'a pas voulu entendre parler de réclamations franco-anglaises.

<sup>690</sup> Sylvain Schirmann, *Les relations... op. cit.*, p. 101

*Un dialogue de sourds : l'impossible accord avec les États-Unis*

Les États-Unis sont les premiers fournisseurs de l'Allemagne alors qu'elle n'est qu'au 8<sup>e</sup> rang des vendeurs sur le marché américain. En 1928, les échanges de biens entre les deux pays totalisent une valeur de 2,8 milliards de *Reichsmarks*. Mais en 1933, ils chutent à 729 millions : l'Allemagne achète alors aux États-Unis pour 483 millions de *Reichsmarks* de marchandises et les entreprises américaines se fournissent en Allemagne pour seulement 246 millions de *Reichsmarks*, essentiellement des produits chimiques et pharmaceutiques, des textiles, des produits en acier, des machines et du papier. Malgré son écroulement, la structure de ce commerce n'a pas changé depuis 1928. L'Allemagne importe des États-Unis pour 71 % de matières premières et exporte vers ce pays pour 66 % de biens finis. La dépendance du Reich vis-à-vis de ce pays est très importante pour certains produits. En 1934, il se pourvoit aux États-Unis pour 50 % de son apport extérieur de fruits, de lard et de coton, pour 43 % de son cuivre, pour 23 % de son pétrole (*Mineralöl*). La même année, l'excédent d'importations cesse de diminuer car les exportations allemandes vers les États-Unis s'écroulent encore, en raison de la dévaluation progressive du dollar<sup>691</sup>.

Parallèlement, les relations entre les deux États se crispent autour de la question des transferts. Depuis le début de 1934, les États-Unis répètent régulièrement leur attachement au principe de non-discrimination entre les créanciers<sup>692</sup>. Le 6 juillet 1934, Neurath assure l'ambassadeur Dodd de la volonté allemande de payer les créanciers américains porteurs de bons Dawes et Young mais souligne la très difficile situation de la *Reichsbank* et reste évasif sur le principe de non-discrimination des créanciers<sup>693</sup>. Schacht est beaucoup moins équivoque : il s'est opposé au contenu de l'accord et juge inadmissible la pression exercée par le gouvernement britannique sur l'Allemagne dans les semaines qui ont précédé l'accord du 4 juillet<sup>694</sup>. Le 12 juillet, Dodd transmet au gouvernement allemand une note orale de Cordell Hull demandant que les créanciers américains soient traités de la même manière que les créanciers britanniques<sup>695</sup>. Les États-Unis ne veulent pas ouvrir de négociations, arguant que le paiement

<sup>691</sup> FRUS, 1934, Volume II, « The German Minister for Economic Affairs (Schacht) to the American Ambassador in Germany (Dodd) », 11 décembre 1934, p. 461-467

<sup>692</sup> Un exemple : le communiqué de presse du Département d'État du 5 mai 1934, FRUS 1934, II, p. 354

<sup>693</sup> FRUS, 1934, II, p. 377, « The ambassador Dodd (Germany) to the Secretary of State », 6 juillet 1934

<sup>694</sup> ADAP, Série C, Band III,1, n° 79, Der Reichsbankpräsident Schacht an den Reichsminister des Auswärtigen Freiherrn von Neurath, 10 juillet 1934.

<sup>695</sup> FRUS, 1934, II, p. 378, « The Secretary of State to the Ambassador in Germany (Dodd) », 12 juillet 1934.



d'une dette doit être respecté. La proposition de Schacht d'entrer en contact avec le gouverneur de la Réserve Fédérale de New York, Harrison, n'est pas retenue<sup>696</sup>.

L'Allemagne assure ne pas vouloir discriminer les porteurs américains des bons Dawes et Young. Néanmoins, la *Reichsbank* ne dispose pas des devises suffisantes pour assumer leur transfert<sup>697</sup>. Elle propose cependant des discussions pour permettre le paiement en dollars des échéances du 15 octobre et du 1<sup>er</sup> décembre 1934. Pour le transfert des dettes hors emprunt d'État, la proposition du 29 mai 1934 est toujours valable.

Cordell Hull constate froidement que l'Allemagne subordonne le paiement de ses dettes à de nouveaux engagements de la part des États-Unis, principe refusé par ces derniers<sup>698</sup>. L'*Auswärtiges Amt* fait ensuite parvenir une note verbale le 1<sup>er</sup> août 1934 au gouvernement des États-Unis qui répond à la note américaine de juillet<sup>699</sup>. L'Allemagne reprend *tels quels* les arguments avancés par Schacht dès la première conférence des transferts. L'approvisionnement en devises est considéré comme un problème dont la solution ne peut reposer sur le seul débiteur, d'autant plus que l'endettement extérieur de l'Allemagne est lié à un endettement politique : les Réparations.

« Le problème allemand du transfert est devenu aussi aigu à cause des politiques commerciales et monétaires des pays créanciers et notamment à cause de la politique commerciale suivie jusqu'ici par les États-Unis eux-mêmes. »<sup>700</sup>

Pour Schacht, les États-Unis n'ont pas suffisamment acheté de produits allemands ! Ils ont également profité de l'appauvrissement du Reich lié au système de paiement des réparations :

« Les réparations ont été collectées par les autres pays afin d'être utilisées pour payer leurs propres dettes aux États-Unis et elles sont parties vers ce pays. Le rendement économique des paiements allemands s'est dirigé par ce biais vers le système économique américain. »<sup>701</sup>

<sup>696</sup> ADAP, Serie C, Band III,1, n° 83 « Der Reichsminister der Finanzen Graf Schwerin von Krosigk an den Reichsminister des Auswärtigen Freiherrn von Neurath, Berlin, den 11. Juli 1934. »

<sup>697</sup> FRUS, 1934, II, p. 379, « The Ambassador in Germany (Dodd) to the Secretary of State », 17 juillet 1934.

<sup>698</sup> FRUS, 1934, II, « The Secretary of State to the Ambassador in Germany (Dodd) », 14 juillet 1934

<sup>699</sup> FRUS, 1934, II, « The German Foreign Office to the American Embassy in Germany », p. 380

<sup>700</sup> « The German transfer problem has become so acute only through the commercial and monetary policies of the creditor countries, not least through the commercial policy hitherto followed by the United States itself. » in FRUS, 1934, II, *Ibidem*, p. 381

<sup>701</sup> « The reparations were collected by the other countries to be used for paying their owned debts to

Schacht a fait valoir dès décembre 1929 que le système des réparations pouvait faire perdre sa substance à l'économie allemande au profit de l'économie américaine. Mais il rajoute désormais un nouvel élément, le lien entre les dettes interalliées et les Réparations. En 1929, insister sur cette relation n'était pas productif pour l'Allemagne qui ne pouvait s'aliéner les États-Unis. En 1934, il est moralement nécessaire de faire valoir l'injustice qui frappe le Reich. L'*Auswärtiges Amt* soutient cette fois Schacht. La position du III<sup>e</sup> Reich face aux États-Unis est très cohérente.

Schacht prononce alors ses discours de Leipzig et Bad Eilsen qui sont interprétés par la presse étrangère en fonction du conflit germano-américain. Le *Nouveau Plan* est une réponse aux demandes des créanciers d'être payés en devises. Le *Financial Times* estime que le discours de Bad Eilsen, en particulier, vient soutenir la note allemande du 1<sup>er</sup> août 1934<sup>702</sup>.

Mais cette dernière reste lettre morte, et, à partir du 15 octobre 1934, les porteurs américains de bons Dawes et Young sont les seuls à ne pas être remboursés en devises. Lors d'une réunion du 9 octobre 1934 sur la question des paiements aux créanciers américains, Krosigk s'aligne sur la position de Schacht. Les faibles réserves de devises rendent, selon lui, le transfert de 2,5 millions de *Reichsmark* au 15 octobre 1934 (Dawes) et de 12 millions au 1<sup>er</sup> décembre (Young) impossible. De plus, il faut éviter toute contradiction entre la position qu'il défend depuis des mois – l'Allemagne ne peut pas payer – et le paiement de ces échéances. Enfin, les États-Unis n'ont accepté aucune concession contrairement au Royaume-Uni qui tolère un commerce structurellement déficitaire. Schacht propose de payer en *Registermark*, une mesure diplomatiquement contestable mais que Krosigk finit par accepter<sup>703</sup>. Dodd dépose alors un « aide-mémoire » contre la décision allemande<sup>704</sup> : les États-Unis ne peuvent conclure un accord économique avec un pays qui prépare la guerre<sup>705</sup>.

Pour pousser les États-Unis à négocier, l'Allemagne, par la voix de son ambassadeur à Washington, Hans Luther, dénonce le 13 octobre 1934 le traité de commerce du 8 décembre 1923. Les deux pays doivent envisager la quasi-disparition de leurs relations commerciales. Schacht

---

the United States and they were passed on to that country. The economic yield of German payments flowed in this way into the American economic system. » in *Ibidem*, p. 382

<sup>702</sup> BARCH BERLIN Deutsche Reichsbank R2501/3748, *Financial Times* 31 août 1934,

<sup>703</sup> ADAP Série C Band III 1, n° 238 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Dieckhoff, Berlin, den 9. Oktober 1934 »

<sup>704</sup> FRUS, 1934, II, « The Ambassador in Germany (Dodd) to Secretary of State », 11 octobre 1934, p. 386

<sup>705</sup> DBFP, Second Series, Volume XII, n° 99 « Sir E. Phipps to Sir J. Simon », 19 septembre 1934. DDF,

envoie ensuite à Dodd un mémorandum le 11 décembre 1934 dans lequel il propose l'envoi en Allemagne d'une mission d'hommes d'affaires et officiels américains<sup>706</sup>. Les informations qu'ils recueilleraient sur les conditions économiques allemandes pourraient servir de base à des négociations commerciales directes. Une initiative est requise :

« Cependant, cette initiative doit évidemment permettre l'étude de la question de savoir combien de biens allemands votre pays peut absorber sans préjudice de son propre développement. »<sup>707</sup>

Le mémorandum de Schacht estime que les États-Unis sont devenus créanciers grâce à la Première Guerre mondiale et qu'ils n'en ont pas encore tiré les conséquences :

« Pendant les années de "prospérité" le peuple en Amérique a cru universellement être capable de recevoir lui-même des sommes gigantesques, en tant que plus important créancier du monde, et, en même temps, non seulement pouvoir fermer son marché au reste du monde mais aussi exclure de la compétition sur le marché mondial les pays débiteurs. »<sup>708</sup>

Le 13 octobre 1934, cette situation pousse l'Allemagne à dénoncer le traité commercial de 1923. Schacht propose alors d'intégrer les relations entre les deux pays dans le *Nouveau Plan*. Depuis le 24 septembre 1934, explique le ministre, l'Allemagne ne veut acheter à l'étranger que ce qu'elle peut payer. En conséquence, plus les exportations allemandes diminuent à cause des tarifs douaniers élevés et des dévaluations, moins le Reich est en mesure de se fournir à l'étranger :

« Les autres pays devront en conséquence décider s'ils souhaitent obliger l'Allemagne à poursuivre plus loin sa politique d'autosuffisance économique forcée ou s'ils veulent permettre à l'Allemagne d'acheter et de payer avec ses produits ce que le monde a en abondance et ce dont l'Allemagne a besoin en diminuant leurs murs tarifaires et en assouplissant d'autres mesures de restriction des importations en provenance d'Allemagne. »<sup>709</sup>

---

1<sup>ère</sup> série, tome VII, n° 348, 20 septembre 1934 sur une visite de Dodd à Schacht.

<sup>706</sup> FRUS, 1934, Volume II, « The German Minister for Economic Affairs (Schacht) to the American Ambassador in Germany (Dodd) », 11 décembre 1934, p. 461-467

<sup>707</sup> « This initiative must of course, however, be directed toward the study of the question as to what German goods your country can absorb, without prejudice to its own development. » in FRUS, 1934, Volume II, « The German Minister for Economic Affairs (Schacht) to the American Ambassador in Germany (Dodd) », 11 décembre 1934, p. 462

<sup>708</sup> « During the years of 'prosperity' the people in America universally believed themselves able to receive gigantic sums, as the world's greatest creditor, and at the same time not only close their own market to the world, but to exclude competition event of debtor countries from the worldmarket. » *Ibidem*, p. 462-463

<sup>709</sup> « Other countries will therefore have to consider whether they wish to force Germany further along

Il assure que l'Allemagne est prête à acheter plus de produits américains, en échange d'une diminution des tarifs douaniers et que ce point pourrait faire l'objet d'une négociation, l'Allemagne étant prête à accepter elle aussi une diminution des entraves à l'entrée des biens américains dans le Reich. Cette tentative de relance reste sans suite.

À l'été 1935, un échange entre Schacht et Thomas Lamont, partenaire de JP Morgan & Co et suppléant de Young au comité des experts en 1929, montre le gouffre qui sépare les deux pays. Le 11 juillet 1935, un mémorandum de l'Américain proteste contre le paiement en *Reichsmark* des coupons Dawes et Young détenus par des porteurs américains<sup>710</sup>. Il constate également que les achats allemands de coton américain ont diminué : le Reich achetait 72,7 % de son coton importé aux États-Unis en 1933 et 56,1 % en 1934. Cette diminution est liée à l'obligation de payer au comptant car, tant que l'Allemagne ne rembourse pas ses emprunts, elle ne peut en recevoir de nouveaux. S'il ne cite pas le *Nouveau Plan*, Lamont démontre qu'il a engendré une diminution du commerce international, amplifié par le maintien formel du lien entre le *Reichsmark* et l'or qui renchérit les produits. Si l'Allemagne veut négocier avec les États-Unis, elle doit d'abord reprendre le paiement de ses dettes. Il ne peut y avoir d'accords entre les deux pays pour définir le volume des échanges car ce dernier est le résultat du libre jeu du marché. Selon Lamont, il n'est possible de revenir à de bonnes relations entre les deux pays que sous condition d'un changement de la politique économique extérieure de Schacht.

En guise de réponse, Schacht rappelle la position allemande officielle : le défaut de paiement de l'Allemagne n'est pas voulu par cette dernière et les deux crédits n'ont pas été rejetés mais ne sont simplement pas payés en dollars. Il fait cependant un geste, en augmentant légèrement la très faible part des coupons payés en devise pour les porteurs qui acceptent des *Tourist-mark*, l'une des nombreuses déclinaisons extérieures du *Reichsmark*. La discussion ne peut aller plus loin. Avec le *Nouveau Plan*, le dialogue germano-américain n'est tout simplement plus possible<sup>711</sup>.

---

the course of a compulsory economic self-sufficiency or whether they are willing by lowering their tariff walls and relaxing other provisions in restriction of importation from Germany, to enable Germany again to purchase and to pay for with goods what the world has in abundance and Germany needs. », *Ibidem*, p. 466

<sup>710</sup> ADAP, Série C, Volume IV, 1, n° 284 « Reichsbankdirektor Hülse an das Auswärtige Amt, Berlin, den 3. September 1935, Anlage 1 »

<sup>711</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 290 « Ministerialdirektor Ritter an die Botschaft in Washington, Berlin, den 9. September 1935 ». À partir de 1936, la loi américaine impose des restrictions sur certains biens allemands en raison de pratiques jugées déloyales, FRUS, 1936, volume I, Luther au Secrétaire d'État, 15 juin 1936.

\*

L'introduction du *Nouveau Plan* entraîne immédiatement une forte tension sur les relations économiques extérieures du Reich. Avec le Royaume-Uni, un risque réel de guerre commerciale a été évité et la situation s'est apaisée. Mais la discussion avec les États-Unis mène à une impasse. Plus généralement, le commerce extérieur allemand entre dans une phase de forte instabilité. Gérés par des accords bilatéraux, ces derniers sont, avec les pays occidentaux, dénoncés et renégociés à un rythme soutenu. Les Pays-Bas, par exemple, dénoncent en novembre 1934 un accord signé le 21 septembre précédent. L'Allemagne elle-même dénonce le 1<sup>er</sup> avril 1935 le *clearing* conclu avec la Suisse. L'exemple français montre aussi que le commerce allemand est entravé par une base juridique mouvante. Le traité du 28 juillet 1934 est corrigé dès novembre 1934 et dénoncé le 28 mai suivant. Cette instabilité est partiellement voulue, dans la mesure où elle représente un moyen de pression : les partenaires de l'Allemagne ont autant besoin qu'elle de vendre leurs produits. De plus, les créanciers doivent assurer les paiements aux porteurs de titres des emprunts d'État et les partenaires de l'Allemagne sont obligés de négocier le remboursement des arriérés de paiement qui s'accumulent.

En réalité, malgré l'accumulation des dettes de *clearing*, la fin des transferts et le *Nouveau Plan* sont des armes au service de Schacht et de l'Allemagne. Ainsi, les Pays-Bas ont-ils accepté une diminution du taux des emprunts d'État en juin 1935 pour assurer le paiement des créanciers hollandais de l'Allemagne. La différence est compensée par des bons permettant soit de couvrir les frais des touristes soit de payer des impôts en Allemagne.

Malgré toutes les difficultés rencontrées, le *Nouveau Plan* permet d'assurer l'approvisionnement de l'industrie d'exportation et du réarmement. Ce dernier, en 1935, peut même très nettement augmenter par rapport à 1934, de 4,1 à 5,5 milliards de *Reichsmark* (Tableau 14, p. 587). Le solde du commerce extérieur, en 1935, redevient même légèrement positif (Tableau 15, p. 588), malgré une augmentation de la dette extérieure à court terme (Tableau 7). En permettant à la *Wehrmacht* de se développer, le *Nouveau Plan* est une part essentielle de la politique économique allemande du III<sup>e</sup> Reich mais peut-il être qualifié de « nazi » ?

---

<b>Juil.</b>	<b>Nov.</b>	<b>Fév.</b>	<b>Sept.</b>	<b>Fév.</b>	<b>Sept.</b>	<b>Fév.</b>	<b>Fév.</b>	<b>Fév.</b>	<b>Fév.</b>	<b>Fév.</b>
<b>1931</b>	<b>1931</b>	<b>1932</b>	<b>1932</b>	<b>1933</b>	<b>1933</b>	<b>1934</b>	<b>1935</b>	<b>1936</b>	<b>1937</b>	<b>1938</b>

---

Crédits <i>Stillhal-</i>	6,3	5,4	5,0	4,3	4,1	3,0	2,6	2,1	1,7	1,2	1,0
<i>te</i>											
Autres Crédit à	6,8	5,2	5,1	5,0	4,6	4,4	4,1	4,6	4,6	4,2	4,0
court terme											
Crédit à long	10,7	10,7	10,5	10,2	10,3	7,4	7,2	6,4	6,1	5,4	4,9
terme											
Total	23,8	21,3	20,6	19,5	19,0	14,8	13,9	13,1	12,4	10,8	9,9

Source : Harold James, *The German slump : politics and economics, 1924-1936*. Clarendon presse, Oxford, 1986

Tableau 7 – L'endettement extérieur allemand 1931-1938 en milliards de *Reichsmark*

## B. La nature du *Nouveau Plan* ?

Les historiens du III<sup>e</sup> Reich, à commencer par Harold James, ont souvent posé la question de la définition d'une politique économique nazie. Quelle est la nature du *Nouveau Plan* ? Nous y distinguons en premier lieu certaines caractéristiques mercantilistes qui s'ancrent dans une tradition universitaire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui a fortement influencé Schacht. En second lieu, il partage également certains points communs avec les doctrines autarciques.

### a. Des caractéristiques mercantilistes...

Le mercantilisme est une conception nationaliste de l'économie, associant l'intérêt des commerçants à exporter leurs productions et la nécessité pour le souverain de trouver un financement à sa puissance politique et militaire. Au XVI<sup>e</sup> siècle, le développement du commerce lointain et l'afflux d'or et surtout d'argent en Espagne donnent naissance au *mercantilisme espagnol* qui repose sur l'accumulation de métal précieux. Au XVII<sup>e</sup> siècle, le *mercantilisme français*, souvent qualifié de colbertisme mais pratiqué sous Henri IV et son contrôleur du commerce, Barthélemy de Laffemas, insiste sur la nécessité d'être industriels et de développer l'activité manufacturière<sup>712</sup>. Les importations se limitent aux matières premières tandis que le pays doit exporter des produits finis à plus forte valeur ajoutée. Le *mercantilisme an-*

<sup>712</sup> Bartolomé Bennassar et Jean Jacquart, *Le XVI<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, Collection U. Série Histoire Moderne, Paris, 4<sup>e</sup> édition, 360 p., p. 309

*glais*, objet de la thèse de Schacht<sup>713</sup>, part du principe qu'il faut exporter au prix le plus élevé et importer des matières premières au prix le plus faible, afin de dégager un excédent commercial pour obtenir de l'or. L'abondance de ce métal précieux permet une abondance de monnaie et ainsi un faible taux d'intérêt qui facilite l'investissement et nourrit la demande.

Le *Nouveau Plan* rentre en partie dans ces définitions, par son obsession à diminuer les importations et à les restreindre aux matières premières essentielles. Schacht recherche à obtenir un surplus d'exportation, non pour importer de l'or mais des devises. De plus, le *Nouveau Plan* sert des buts qui le rapprochent de la pratique mercantiliste : cette politique économique nationaliste assure au III<sup>e</sup> Reich sa puissance militaire. Dans l'esprit du Président de la *Reichsbank*, le *Nouveau Plan* est un moyen de rendre à l'Allemagne sa place de grande puissance.

Le rôle donné à l'État avec la centralisation du contrôle du commerce extérieur est aussi un point commun avec le mercantilisme et une raison pour laquelle ce dernier a été mis en cause au XVIII<sup>e</sup> siècle par le libéralisme naissant. Adam Smith en critique également le statut donné à la monnaie<sup>714</sup>. Contrairement aux économistes classiques, les mercantilistes lui octroient un rôle singulier par rapport aux autres types de biens. Or, l'impossibilité pour le *Reichsmark* d'assumer sa fonction externe de paiement et le manque cruel d'or et de devises donnent à la monnaie allemande un statut particulier, du fait de sa rareté dans le commerce extérieur du Reich.

Or, le mercantilisme avait un statut particulier dans l'université allemande lorsque Schacht a fait ses études. L'école « historiciste » allemande de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle lui accordait une grande valeur, comme forme économique de l'État-Nation moderne, à l'image des écrits de Gustav Schmoller<sup>715</sup>.

#### *b. ...ancrées dans une tradition universitaire*

Gustav Schmoller (1838-1917) est un économiste de l'école historiciste, hostile à l'école classique et néoclassique. Universitaire très influent, il appartenait à un groupe d'économistes désignés par le terme *Kathedersozialisten* par les libéraux. Ce groupe proposait une forme de corporatisme regroupant État, patronat et prolétariat. Schmoller a fondé en 1872 la *Verein für*

<sup>713</sup> Hjalmar Schacht, *Der theoretische Gehalt des englischen Merkantilismus*, Druck von Mann, Berlin, 1900, 106 p.

<sup>714</sup> *The Wealth of Nations* est publié par Adam Smith en 1776

*Sozialpolitik* qui a eu une influence importante sur la politique sociale impériale. Son but était surtout de prendre les mesures sociales nécessaires pour écarter les travailleurs du marxisme. Les libéraux ont reproché à ce groupe leur appel à l'intervention de l'État, notamment lors de la *Methodenstreit* qui a opposé Carl Menger, chef de file des économistes de l'école autrichienne et Schmoller sur la nature de l'économie. Les socialistes et marxistes voyaient en eux un instrument de l'État pour détourner le prolétariat, la *Verein* n'ayant presque jamais contesté une décision du gouvernement du Reich.

Gustav Schmoller a notamment publié un ouvrage sur Frédéric le Grand<sup>716</sup>, dans lequel il associe les moments de fort développement économique à une structure politique donnée. Le mercantilisme est alors le penchant économique d'un système politique, l'État-Nation. Il estime que le XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas changé cette donnée mais l'a nuancée en limitant la guerre : un mercantilisme reposant sur une action violente de l'État a été remplacé par un mercantilisme reposant sur une action plus pacifique mais néanmoins principalement étatique. Une forme de développement économique ne pouvant être associée qu'à une seule forme de groupement politique, le mercantilisme reste pertinent tant que l'État-Nation est la forme politique dominante. Schmoller évacue ainsi le libéralisme, partant du principe que la forme politique correspondant à cette théorie économique n'est pas encore apparue. Il en conclut :

« L'idée que la vie économique a toujours été un processus dépendant principalement de l'action individuelle [...] est fautive, au regard de tous les stades de la civilisation humaine, et dans une certaine mesure c'est d'autant plus faux que nous remontons dans le temps. »<sup>717</sup>

Tout son sens est donné au mercantilisme dans l'affirmation que son cœur est la création de l'État, en même temps que la mise en place d'une économie nationale, créant d'une communauté politique une communauté économique. Schmoller estime que la preuve de cette affirmation est l'importance donnée à la monnaie chez les auteurs mercantilistes.

La théorie économique allemande dominante est donc historiciste et insiste entre autres choses sur l'association entre État-Nation et mercantilisme. Il n'est alors pas étonnant que la thèse de Schacht soutenue à Kiel et publiée en 1900 ait pour titre *Contenu théorique du mercantilisme anglais*. Schacht s'attache à la théorie mercantiliste pour démontrer qu'elle est

---

<sup>715</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 117

<sup>716</sup> Gustav Schmoller, *Studien über die wirtschaftliche Politik Friedrichs des Grossen*, 1884

<sup>717</sup> « The idea that economic life has ever been a process mainly dependent on individual action [...] is mistaken with regard to all stages of human civilization, and in some respects it is more mistaken the



d'abord le fruit de la pratique d'une politique économique<sup>718</sup>. La deuxième thèse de ce travail doctoral est que le régime douanier du tarif minimal et maximal ne correspond pas aux intérêts d'un État commercial moderne hautement développé économiquement<sup>719</sup>. La troisième conteste l'application de la clause de la nation la plus favorisée dans les traités de commerce futurs des États commerciaux hautement développés<sup>720</sup>, alors que le libéralisme de l'époque s'exprime essentiellement par cette clause<sup>721</sup>. Dans cet ouvrage, Schacht prône donc une limitation du libéralisme, en conséquence d'un souci pragmatique induit par la pratique d'une politique économique.

Si Schacht a quelque chose de commun avec Schmoller autour de 1900, c'est son attitude dubitative face à la théorie. Il ne méconnaît pas les avantages théoriques du libéralisme, à tel point qu'il a appartenu au début du siècle au *Jungliberalen Verein*, où siègent de nombreux jeunes du Parti national-libéral, et a été membre fondateur de la *Deutsche Demokratische Partei* en 1918. Il affirme néanmoins, dans ses mémoires rédigées à partir de 1948 et publiées en 1953, qu'il a toujours pensé que les libéraux avaient raison en théorie et souvent tort en pratique<sup>722</sup>. Le pragmatisme prôné par le mercantilisme se retrouve cependant dans le *Nouveau Plan* qui gère une situation intenable, entre expansion interne liée à l'armement et écroulement du commerce extérieur. De plus, à partir de 1931, l'Allemagne restreint l'application de la Clause de la nation la plus favorisée, pratique que Schacht accentue à partir de l'été 1934.

Ce lien entre *Nouveau Plan* et école historiciste montre qu'il existe une forme de continuité entre l'Allemagne impériale et le III<sup>e</sup> Reich. Toutefois l'association entre la politique économique nazie et le mercantilisme est limitée par un autre aspect de cette même politique nazie : les tendances autarciques.

### 3. Le *Nouveau Plan* et les premiers pas vers l'autarcie

La conception de l'autarcie ne date pas de l'entre-deux-guerres. En Allemagne, elle se déve-

---

further we go back. »

<sup>718</sup> « Die merkantilistische Handelsbilanzlehre ist keine Theorie, sondern eine Lehre der praktischen Wirtschaftspolitik des Merkantilismus », in Hjalmar Schacht, *Der theoretische Gehalt op. cit.*, p. 105

<sup>719</sup> « Das Zollsystem des Maximal- und Minimaltarifs entspricht nicht den Interessen eines moderner wirtschaftlich hoch entwickelten Handelsstaates. » *Ibidem*.

<sup>720</sup> « Die sogenannte Meistbegünstigungsklausel ist in den künftigen Handelsverträgen wirtschaftlich hoch entwickelter Handelstaaten nicht mehr in dem bisher geübten Umfange anzuwenden ». *Ibidem*

<sup>721</sup> Georges-Henri Soutou, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Fayard, Paris 1989, 963 pages, p. 40

<sup>722</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 60

loppe parallèlement au réveil nationaliste allemand<sup>723</sup>. L'unité allemande engendre un capitalisme national qui permet au Reich de devenir la seconde puissance économique mondiale. Néanmoins le thème de l'autarcie se développe pendant la Première Guerre mondiale<sup>724</sup>. Le blocus des Alliés puis la crise qui succède à la guerre prépare le peuple allemand à la notion d'autarcie, dans un contexte de développement de l'anti-capitalisme.

Après l'arrivée au pouvoir des nazis, de nombreuses initiatives allant dans un sens autarcique sont prises, par des individus ou organisations reliées à la NSDAP. Schmitt, encore ministre de l'Économie, crée en mai 1934 un commissariat aux matières premières qui doit « *par tous les moyens... entreprendre l'augmentation de la production de matières premières allemandes* »<sup>725</sup>. Cependant ses activités sont fortement réduites par Schacht, lorsqu'il remplace Schmitt au ministère de l'Économie.

Hitler charge toutefois Wilhelm Keppler d'un bureau spécial pour les matières premières allemandes (*Sonderaufgabe Deutsche Roh- und Werkstoffe*) et indépendant de l'État. Keppler veut systématiser l'utilisation des succédanés et tente d'intégrer ses conceptions à la politique économique. En revanche, Schacht accepte la production des produits de substitution sous condition d'un coût identique ou inférieur à celui des produits d'origine. Les deux hommes entrant en conflit, le Chancelier préfère arbitrer en faveur de Schacht dans un premier temps<sup>726</sup>. Cependant, Keppler a posé les fondements de la politique d'*Ersatz* et il trouve un allié en Georg Thomas, chef du bureau de l'économie de guerre et de l'armement du Haut Commandement de la *Wehrmacht* (*Chef des Wehrwirtschafts- und Rüstungsamtes im Oberkommando der Wehrmacht*). En effet, l'armée désire que des succédanés soient produits pour préparer la mobilisation économique en cas de guerre<sup>727</sup>. De plus, dès septembre 1933, l'industrie lourde manifeste son soutien à l'autarcie<sup>728</sup>. Le 14 décembre 1933, l'IG-Farben signe un contrat avec l'État pour la production de carburant. Le 13 décembre 1934, la « loi sur la prise en charge des garanties au développement de l'économie des matières premières » (*Gesetz über die Übernahme von Garantien zum Ausbau der Rohstoffwirtschaft*) donne des moyens à l'État pour continuer cette politique de production de matières premières alle-

<sup>723</sup> Dietmar Petzina, *Autarkiepolitik...* op. cit., « Vorwort »

<sup>724</sup> *Ibidem*, p. 20

<sup>725</sup> « Mit allen Mitteln... die Mehrerzeugung deutscher Rohstoffe zu betreiben ». Cité par Dietmar Petzina, *Ibidem*, p. 24.

<sup>726</sup> *Ibidem*, p. 26

<sup>727</sup> *Ibidem*, p. 27

<sup>728</sup> Soumission par IG-Farben d'un mémorandum sur le sujet en septembre 1933. *Ibidem*, p. 27

mandes<sup>729</sup>.

Les éléments de politiques autarciques sont en premier lieu des sujets de conflits entre Schacht et son *Nouveau Plan* d'un côté et le parti *via* Keppler, l'industrie chimique et l'armée de l'autre. S'adressant aux militaires le 13 décembre 1934, le Président de la *Reichsbank* ne cache pas son opposition à l'autarcie<sup>730</sup>. Il insiste dans une longue introduction sur l'importance de l'économie dans la guerre depuis Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> (1688-1740). Il tire ensuite les leçons de la Première Guerre mondiale : le financement d'une guerre ne peut se faire par la planche à billet mais par la production de biens. La suite du discours justifie le *Nouveau Plan*. Ainsi, selon Schacht, la *Wehrmacht* est contrainte d'accepter la priorité donnée aux exportations pour pouvoir obtenir les devises nécessaires à l'achat des matières premières. Au sujet de l'autarcie, Schacht précise :

« Nous nous trouvons aujourd'hui complètement seul économiquement. Le mot d'ordre de l'autarcie qui, à la suite de cette situation, se déclare facilement, parce que l'homme fait volontiers une vertu de la misère, ne doit pas dissimuler le fait que l'Allemagne ne peut simplement pas se suffire à elle-même, parce qu'elle n'est pas dotée par la nature de toutes les ressources dont un État très développé a besoin pour l'autarcie. »<sup>731</sup>

L'Allemagne ne peut se suffire à elle-même, ce qui justifie l'opposition de Schacht à la production de succédanés coûteux.

Cependant, les deux aspects de la politique économique du III<sup>e</sup> Reich, mercantilisme et autarcie, s'appuient parfois l'un sur l'autre. Schacht lui-même sait très bien utiliser les progrès des mesures autarciques comme moyen de pression. En octobre 1934, à la *Weimar-Halle*, Schacht explique que grâce à la politique d'*Ersatz* qui a fait de nombreux progrès, l'Allemagne pourra acquérir son indépendance. Quelques secondes après, il s'en prend au mauvais fonctionnement du *clearing* franco-allemand<sup>732</sup>. Quatorze mois plus tard, en décembre 1935, le même argument est avancé contre le *clearing* en général, devant le *Bund der Freunde der Techni-*

---

<sup>729</sup> *Ibidem*, p. 28

<sup>730</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7010, p. 134-143, « Wirtschaft und Wehrmacht. Vortrag des Reichsbankpräsidenten Dr. Hjalmar Schacht im Reichswehrministerium am 13. Dezember 1934 »

<sup>731</sup> « Wir stehen auch wirtschaftlich heute völlig auf uns selbst. Das Schlagwort von der Autarkie, das im Gefolge dieser Situation sich leicht einstellt, weil der Mensch gern aus der Not eine Tugend macht, darf nicht darüber hinwegtäuschen, daß Deutschland einfach nicht autark sein kann, weil es von der Natur nicht mit allen den Gaben ausgestattet ist, die ein hochentwickelter Staat zur Autarkie braucht. » *Ibidem*, p. 137 verso

<sup>732</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3731, p. 372, Deutsche Allgemeine Zeitung du 30

*schen Hochschule*<sup>733</sup>.

\*

Le *Nouveau Plan* étant une politique économique dirigée vers l'extérieur, il a des conséquences sur la diplomatie allemande. Quelle est la marge de manœuvre de Schacht sur la scène internationale ?

## II. *Nouveau Plan* et diplomatie allemande

Avec le *Nouveau Plan*, l'Allemagne s'efforce de réorienter son commerce extérieur. Les accords économiques bilatéraux sont négociés en fonction de la répartition des devises entre les importateurs allemands. Cette diplomatie économique fait de Hjalmar Schacht et des institutions qu'il dirige l'une des pièces essentielles du processus de prise de décision en matière de politique extérieure au sein du III<sup>e</sup> Reich.

Les interventions diplomatiques du Président de la *Reichsbank* ont pour intention de contrer la pénurie de devises et d'améliorer l'approvisionnement en matières premières et denrées alimentaires. Elles permettent également une réorientation du commerce extérieur vers des régions, principalement l'Europe centrale et orientale et l'Amérique du Sud qui acceptent d'échanger leurs matières premières contre des produits finis et semi-finis allemands. Or ces régions intéressent particulièrement la diplomatie politique allemande. *Nouveau Plan* et politique extérieure s'y lient intimement. Vis-à-vis de Danzig et de la Pologne, ce lien complexe permet à Schacht de jouer un rôle essentiel dans le processus de décision. Mais il peut aussi en résulter une limitation de la marge de manœuvre du Président de la *Reichsbank*, comme le montre l'exemple des négociations avec l'URSS.

### 1. Danzig et la Pologne

Entre l'Allemagne et la Pologne, Danzig n'a que peu d'espace économique depuis qu'elle a été séparée du Reich par le traité de Versailles. La ville poméranienne est une enclave très majoritairement germanophone au sein d'un couloir polonais séparant la Prusse-Orientale du reste du territoire allemand. Selon la constitution du 11 août 1920, elle a statut de « Ville

---

octobre 1934.

<sup>733</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3735, p. 277-278, Kölnische Zeitung du 8 décembre 1935

libre » : elle élit ses représentants qui siègent au *Volkstag* qui fait office de chambre basse, et désigne les membres de l'organe exécutif et chambre haute, le Sénat. Elle est contrôlée par la Société des Nations qui est représentée par un Haut Commissaire. Le 9 novembre 1920, une convention est signée à Paris pour régir les relations avec la Pologne : Danzig est soumise au régime douanier polonais.

Dès 1933, une majorité nazie est démocratiquement élue. Le Sénat est présidé par Hermann Rauschning, jusqu'au 23 novembre 1934, puis par Arthur Greiser. La ville compte aussi un *Gauleiter* nazi, Albert Forster. En conséquence, les grandes décisions de Danzig se prennent à Berlin. De plus, elle dépend économiquement du Reich qui lui achète une grande partie de sa production agricole, essentiellement du sucre et du blé<sup>734</sup>, et lui fournit régulièrement des fonds. Il n'est toutefois pas certain que le *Nouveau Plan* permette de poursuivre cette politique d'aide.

#### *a. Danzig et son économie avant 1935*

En 1935, Danzig connaît de graves troubles monétaires. Depuis la dévaluation du *zloty* en 1926, le florin de Danzig est surévalué par rapport à la monnaie polonaise. La situation se complique avec le détachement de la livre sterling, quand, le 21 septembre 1931, la parité or de la monnaie britannique est abandonnée<sup>735</sup>. En outre, Danzig est endettée car en 1927, elle a contracté un emprunt d'État de 600 000 livres dont les remboursements grèvent son budget<sup>736</sup>.

Son activité portuaire est aussi sur la sellette. Pour expliquer ces difficultés, Sean Lester, Haut commissaire de la Société des Nations, insiste sur la responsabilité polonaise<sup>737</sup>. Le port de Danzig entre pour 12 % dans les importations de la Pologne et pour 34 % dans ses exportations en 1935<sup>738</sup>. Or, dans la première moitié des années 1930, Varsovie valorise son port d'État, Gdynia (Gdingen) et applique des droits de douane *a maxima* qui pénalisent Danzig. Cette dernière subit la réduction des exportations polonaises de charbon qui souffrent de la

<sup>734</sup> SDN, R 3715, Danzig. Financial situation, « Übersicht über die seit des Devaluation des Danziger Guldens erlassenen Verordnungen auf dem Gebiete des Geld- und Bankwesens. Communiqué par le Sénat au Haut Commissaire »

<sup>735</sup> *Idem*

<sup>736</sup> SDN, R 3715 Danzig. Financial situation, « Société des Nations, Comité financier. Genève, 21 avril 1937. Danzig : 7 % Municipality Mortgage Loan 1925, 6 1/2 % Tobacco Monopoly State Loan 1927. »

<sup>737</sup> SDN, R 3715 Danzig. Financial situation, « Rapport sur la situation financière de la Ville libre de Danzig, exercice 1932, 26 mai 1933 »

<sup>738</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3734, *Le Temps* du 16 juin 1935, p. 43/1

concurrence anglaise. Enfin, la Pologne fait peser une insécurité sur les transports de marchandises passant sur son territoire à destination du port, en procédant à des saisies arbitraires.

Dans un premier temps, l'arrivée des nazis au sénat de Danzig a permis d'améliorer la situation économique. Des accords sont signés les 5 août et 18 septembre 1933 sur l'utilisation du port de Danzig et le statut de la minorité polonaise à Danzig. En un sens, les nazis poméraniens ont été les précurseurs du Reich qui a signé un traité de non-agression avec la Pologne en janvier 1934. Le 16 août 1934, une série d'accords est signée, réglant des questions douanières litigieuses et améliorer la participation du port de Danzig aux contingents polonais d'importation<sup>739</sup>.

Néanmoins, ces accords ne rendent pas la ville libre financièrement autonome et ses autorités ont régulièrement besoin de fonds. Le 27 juin 1934, par exemple, Rauschning demande une aide pour équilibrer le budget de Danzig, maintenir son économie et sa monnaie<sup>740</sup>. Il brandit la menace d'une demande de crédit au Royaume-Uni qui pourrait être assortie d'une dévaluation du florin, de son rattachement à la livre et de la mise en place d'une politique de déflation.

#### *b. Schacht et Danzig : priorité au réarmement*

En juin 1934, Schacht est indifférent à ce qui se passe à Danzig. Contrairement au ministre des Finances, la dévaluation du florin et son rattachement à la livre ne le dérangent pas. Rauschning et Hitler se rencontrent pour discuter des effets éventuels d'une dévaluation en termes de politique intérieure et Neurath convoque le ministre polonais Lipski à Berlin pour éviter un incident avec la Pologne<sup>741</sup>. Il indique ensuite à Schacht, en accord avec Hitler et Krosigk, qu'il a alloué à Danzig 500 000 *Reichsmarks* en devises qui doivent être mis à disposition par la *Reichsbank* pour le 1<sup>er</sup> août 1934. À ce moment-là, toute la politique de la banque centrale repose sur la diminution radicale des paiements en monnaies étrangères<sup>742</sup>.

Dans les mois qui suivent, Schacht n'intervient plus dans cette question et laisse les Affaires étrangères gérer la nouvelle demande de fonds de Forster<sup>743</sup>. La situation de Danzig se dé-

<sup>739</sup> SDN, R3715 Danzig « Rapport annuel de Sean Lester du 31 décembre 1934 »

<sup>740</sup> ADAP Serie C Band III 1, n° 40 « Aufzeichnung des Reichsministers des Auswärtigen Freiherrn von Neurath, Berlin, den 27. Juni 1934 »

<sup>741</sup> *Idem*

<sup>742</sup> ADAP Serie C Band III 1, n° 96 « Neurath an Schacht, 18. Juli 1934 »

<sup>743</sup> ADAP Serie C Band III 1, n° 223 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrat Hey, 28. Septem-

grade, son endettement à court terme pèse sur les réserves de sa banque centrale. Elle fait face à partir du printemps 1935 à de très nombreux retraits par les particuliers qui convertissent leurs florins en devises, particulièrement en *złoty*<sup>744</sup>.

Schacht est informé des troubles monétaires de Danzig dès décembre 1934<sup>745</sup>. La confiance dans le florin est en chute libre et la couverture de la monnaie diminue<sup>746</sup>. Pourtant, lorsque les nazis ont pris le pouvoir à Danzig, la banque centrale disposait d'une monnaie couverte à 90 % ! La banque a ainsi pu accorder un emprunt de 14 millions de florins pour financer un plan de création d'emplois et diminuer le chômage par deux. Toutefois, elle refuse d'accorder au gouvernement un nouvel emprunt de 40 millions de florins en décembre 1933. Elle suggère une politique économique permettant de réduire le chômage par l'exportation, notamment vers la Pologne. Le flux de devises en provenance du Reich donne au Sénat la possibilité de refuser cette proposition. Au début de 1934, la banque arrive néanmoins à réduire un nouveau programme de création d'emplois de 18 à 6 millions de florins. À l'automne suivant, elle ne peut plus garantir cette somme<sup>747</sup>.

Le Reich doit donc prendre une décision, car, même en cas de dévaluation et de diminution du niveau de vie, il faudra donner 1,5 million de florins par mois à Danzig<sup>748</sup>. De nombreuses réunions sont organisées de l'automne 1934 à février 1935 : le 18 octobre 1934 sous la présidence du Führer, le 15 décembre 1934 au ministère des Finances, le 12 janvier 1935, et, à nouveau sous présidence de Hitler, le 1<sup>er</sup> février 1935<sup>749</sup>. Pendant ces débats, Schacht réussit progressivement à convertir Hitler au principe d'un alignement du florin sur le zloty.

Le 23 avril 1935, Schaefer demande au Président du Sénat de dévaluer le florin au plus tard le 2 mai et en informe Schacht<sup>750</sup>. La Banque de Danzig a alors perdu 65 % de ses réserves. Forster accepte la demande de Schaefer Forster après une discussion avec Hitler en présence de Schacht et de Göring<sup>751</sup>. Elle est soutenue par une action de propagande et une déclaration

---

ber 1934 »

<sup>744</sup> SDN, R 3715 Danzig « Übersicht über die seit des Devaluation des Danziger Guldens erlassenen Verordnungen auf dem Gebiete des Geld- und Bankwesens. Communiqué par le Sénat au Haut Commissaire »

<sup>745</sup> BARCH Koblenz, N/1294/11, le fonds Schacht à Coblenz n'est pas très volumineux, mais contient une liasse complète sur Danzig en 1934-1935

<sup>746</sup> BARCH Koblenz, N/1294/11, « Danzig-Polnische Wirtschaftsberichte » 28.12.1934

<sup>747</sup> BARCH Koblenz, N/1294/11, « Die wirtschaftliche Lage der Freien Stadt Danzig », 7.01.1935

<sup>748</sup> BARCH Koblenz, N/1294/11, « Die wirtschaftliche Lage der Freien Stadt Danzig », 7.01.1935

<sup>749</sup> BARCH Koblenz, N/1294/11, lettre de Schäfer à Greiser du 23 avril 1935

<sup>750</sup> *Idem*

<sup>751</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 65 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer » 2 Mai 1935

du Président du Sénat, rédigée par Schacht. Le florin est donc dévalué à 57,63 % de sa valeur d'origine, avec effet le 2 mai 1935. La monnaie est ramenée à parité avec la livre et les produits de Danzig redeviennent concurrentiels face au zloty. Mais la dévaluation tourne au cauchemar monétaire : or et devises fuient les réserves de la banque de Danzig.

Le 1<sup>er</sup> mai 1935, Schacht et son Vice-président Dreyse réunissent Greiser, Forster et Schaefer. Les représentants de Danzig demandent des devises supplémentaires. Le Président de la *Reichsbank* ne veut pas donner un seul *Pfennig*. Le Sénat est contraint de prendre des mesures d'assainissement : les institutions bancaires sont mises à contribution et tous les moyens budgétaires ont été mis en œuvre. Cependant, au 1<sup>er</sup> juin, les fonctionnaires de Danzig risquent de ne pas être payés et les mesures de création d'emplois entamées depuis 1933 ne sont plus financées. Les restrictions budgétaires n'ont pas encore l'effet escompté et toute mesure supplémentaire en ce sens peut aggraver la situation politique car l'opposition est suffisamment forte pour convoquer un référendum<sup>752</sup>.

Göring organise alors le 20 mai une réunion avec Neurath, Krosigk, Frick, Schacht, le secrétaire d'État Backe, Forster et Greiser<sup>753</sup>. Berlin veut à tout prix éviter l'introduction du zloty à Danzig, légalement possible selon l'article 36 du traité de Paris. Les Danzigois demandent un soutien financier ainsi que des livraisons de biens. Or un tel soutien est virtuellement infini (*uferlos*). À ce sujet, les Allemands sont clairs : Danzig doit équilibrer elle-même son budget pour obtenir une aide du Reich. Certaines mesures sont envisageables, comme le transfert de fonctionnaires, retraités et chômeurs en Allemagne<sup>754</sup> mais la livraison de biens allemands peut rencontrer l'opposition de la Pologne<sup>755</sup>. L'Allemagne ne peut plus acheter les produits agricoles de Danzig par manque de devises, d'autant plus que le Reich a des paiements en retard. En réalité, la Ville libre passe après le réarmement :

« Celui-ci [l'intérêt vital allemand] nécessite pour le moment en première ligne le retour de l'Allemagne au rang de Grande puissance qui a pour condition

<sup>752</sup> L'article 47 de la constitution de Danzig prévoit qu'un référendum peut être organisé si une pétition rassemblant plus de 10 % de la population le demande.

<sup>753</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 97 « Der Preußische Ministerpräsident Göring an den Reichsminister des Auswärtigen Freiherrn von Neurath » 21 Mai 1935

<sup>754</sup> Les minutes de cette réunion sont commentées par un Min.Direktor de l'AA, Meyer qui s'arrache les cheveux en les lisant. La coopération avec la Pologne, notamment, lui semble impossible. Il estime douteuse l'éventualité envisagée pendant la réunion d'une circulation parallèle du zloty et du florin à Danzig

<sup>755</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 97 « Der Preußische Ministerpräsident Göring an den Reichsminister des Auswärtigen Freiherrn von Neurath » 21 Mai 1935, note de bas de page n°23



l'achèvement du réarmement. »<sup>756</sup>

L'approvisionnement en matières premières et en devises est prioritaire sur Danzig. Schacht s'oppose alors directement à l'*Auswärtiges Amt* qui estime qu'il est politiquement nécessaire de maintenir Danzig dans l'orbite allemande. Le ministère des affaires étrangères suggère, comme Schaefer, l'instauration d'un « dictateur économique et financier »<sup>757</sup>. Cette proposition est acceptée<sup>758</sup>, mais, lors d'une réunion à la *Reichsbank*<sup>759</sup>, Blomberg et Schacht insistent à nouveau sur le fait que le réarmement est favorisé et ne laisse pas suffisamment de devises pour Danzig. Sans devise, ce dictateur ne peut rien faire. La question est donc portée devant Hitler.

Ce dernier rend son arbitrage le 31 mai à Munich, après une discussion avec Neurath et Blomberg<sup>760</sup>. Le Reich soutient Danzig : Helfferich, Président de la *Preußenkasse*, est nommé dictateur économique, une aide par l'intermédiaire de livraisons de biens et de devises est accordée et la dette allemande à hauteur de 15 millions doit être payée. Ces devises sont prises sur le contingent de Darré. Schacht a ainsi évité le pire : c'est l'agriculture qui supporte l'essentiel du soutien apporté à la Ville libre. L'industrie d'exportation allemande et l'approvisionnement en matières premières industrielle ne souffre pas de l'aide accordée.

Le 3 juin 1935, la crise monétaire empire encore. La banque de Danzig perd 4 millions et demi de florin en un seul jour. Le lendemain, la ville ferme ses banques. La mesure ne suffit pas et Forster, Greiser et Hitler rejoints ensuite par Göring, Neurath et Schacht se réunissent les 6 et 8 juin 1935<sup>761</sup>. Les deux représentants de Danzig brandissent le risque de fusion du florin avec le zloty. Le 8 juin, Greiser pose la question du soutien de l'Allemagne et précise qu'il ne se tournera vers la Pologne que si Hitler en donne l'ordre.

Schacht estime que « *tout ceci n'est pas si grave* »<sup>762</sup>. Il s'est entretenu avec Schaefer à Berlin

<sup>756</sup> « Dieses [das deutsche Lebensinteresse] erfordert z.Z. in erster Linie die Wiederherstellung der Großmachtstellung Deutschlands, die die Vollendung der Aufrüstung zur Voraussetzung hat. » *Idem.*

<sup>757</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 103 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer », 24 mai 1935

<sup>758</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 112 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer », 28 mai 1935 et n° 123 « Chefbesprechung über Danzig in der Reichsbank am 31. Mai 1935 »

<sup>759</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 123 « Chefbesprechung über Danzig in der Reichsbank am 31. Mai 1935 »

<sup>760</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 126 « Der Staatssekretär des Auswärtigen Amts von Bülow an den Reichsfinanzminister Graf Schwerin von Krosigk, Berlin, den 3. Juni 1935 »

<sup>761</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 150, « Der Generalkonsul in Danzig von Rodowitz an Ministerialdirektor Meyer, 13. Juni 1935 »

<sup>762</sup> « Das sei alles nicht so schlimm » *Idem.*

et lui a conseillé d'introduire un contrôle des changes et de restreindre l'offre de crédit. Le contrôle des changes s'oppose au statut international de la ville mais le temps laissé par une procédure éventuelle de la Pologne ou du Haut-Commissaire à la SDN devrait permettre de rétablir la situation du florin qui redeviendra « *la meilleure monnaie du monde* »<sup>763</sup>.

De l'avis de Greiser, Schacht est trop optimiste. Danzig a déjà pris de nombreuses mesures qui ont permis de réduire le budget de l'État de 20 %, grâce à la suppression de 700 postes de fonctionnaires et le transfert de retraités, de chômeurs et de certaines prestations sociales (*Hilfsdienst*) en Allemagne. En outre, d'autres dispositions devraient suivre : l'incorporation de la *Landespolizei* à la police ou à l'armée allemandes, la fermeture de la *Technische Hochschule* et du théâtre d'État et la réduction du budget communal. Greiser demande quelques mois pour que ces mesures prennent effet mais estime qu'elles ne suffiront pas à équilibrer le budget. Il demande donc 14 millions de *Reichsmark* en devises. Schacht refuse<sup>764</sup>.

Pour Hitler, le Reich accorde la priorité au réarmement tout en empêchant une « polonisation » de Danzig. Il faut donc éviter que cette dernière demande de l'aide à la Pologne. Après Pâques (9-10 juin), la banque centrale contrôlera l'or et les devises. Si, en représailles, la Pologne ferme ses frontières, Schacht assure qu'il peut fournir des denrées alimentaires. Hitler décide, contre son ministre de l'Économie, d'allouer à Danzig 14 millions de RM en devises<sup>765</sup>. Ces mesures sont complétées par une ordonnance du 11 juin 1935 qui octroie à la Banque de Danzig un monopole sur l'emploi des devises : elle est désormais en mesure d'instaurer un contrôle des changes.

Schacht part ensuite pour Danzig, sur autorisation du chancelier. Il y fait deux discours, de contenu proche, l'un à la banque centrale et l'autre devant la chambre de commerce. La seconde intervention a pour but de mobiliser les commerçants et industriels danzigois autour de leur monnaie et du pouvoir nazi. Il veut répondre à une question simple : le florin peut-il être maintenu à sa parité du 1<sup>er</sup> mai ou la dévaluation signifie-t-elle simplement le début d'une

<sup>763</sup> « Die beste Währung der Welt » *Idem*.

<sup>764</sup> Sur demande de Hitler, la Hochschule n'a finalement pas été fermée et la Landespolizei de Danzig est intégrée à la Reichswehr au 1<sup>er</sup> décembre 1935. Le maintien de la Hochschule a été permis grâce à l'acceptation par Schacht d'un transfert en devises d'un montant supplémentaire d'un million de Reichsmark. In ADAP, Serie C, Band IV 2, n° 358 « Aufzeichnung des Reichministers des Auswärtigen Freiherrn von Neurath » 17 octobre 1935.

<sup>765</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 150 « Der Generalkonsul in Danzig von Rodowitz an Ministerialdirektor Meyer, 13. Juni 1935 »

inflation<sup>766</sup> ? Le Président de la *Reichsbank* remonte jusqu'au traité de Versailles pour trouver les causes de la situation monétaire de 1935 : cette crise n'existerait pas si Danzig n'était pas séparée du Reich ! La ville n'a pu utiliser le *Reichsmark* et a préféré introduire sa propre monnaie, avec l'aide de la Banque d'Angleterre.

« Cependant, le florin de Danzig était intrinsèquement malade, ce que l'on ne pouvait pas, à l'époque, jusqu'à un certain degré, deviner »<sup>767</sup>

En effet, les monnaies reposent à la fois sur un assainissement interne et sur une économie mondiale robuste. Or, le traité de Versailles ne l'a pas permis. Puis, à partir de 1926, le florin a été surévalué de 40 % par rapport au zloty puis malheureusement détaché de la livre le 21 septembre 1931. Pour cette raison, selon Schacht, la dévaluation est devenue nécessaire.

« L'élément vital de Danzig est le commerce extérieur [...]. Malgré une politique de déflation prononcée, les prix de Danzig sont restés largement au-dessus des prix anglais ; parce que la diminution à Danzig n'a été que de 27 % alors que la dévaluation de la livre fut de plus de 40 %. [...] Ceci indique sans aucun doute que la politique de déflation a été un désastre. »<sup>768</sup>

Le commerce extérieur de Danzig s'est écroulé. Deux facteurs, poursuit Schacht, ont amplifié cet effondrement : le Sénat n'a pas de prise sur les trafics maritime et ferroviaire et ne maîtrise pas ses douanes, et la Pologne développe son propre port, Gdynia. Or le corridor a été créé pour donner à la Pologne un accès à la mer. Schacht estime qu'elle est ainsi dans l'obligation d'utiliser le port de Danzig. Dans le cas contraire, pourquoi le Reich devrait-il se priver d'intégrer Danzig ?

Le florin souffre aussi, selon Schacht, d'un contexte de spéculation contre les monnaies. La Belgique, la France, la Suisse et la Hollande ont également dû défendre la leur<sup>769</sup>. La dévaluation, explique Schacht, est une mauvaise mesure en général mais peut être ponctuellement bénéfique, comme à Danzig en mai.

<sup>766</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6992 « Die Danziger Währungsfrage »

<sup>767</sup> « Trotzdem war des Danziger Gulden, was man damals freilich nicht ahnte und bis zu einem gewissen Grade auch kaum ahnen konnte, innerlich krank. » *Idem*.

<sup>768</sup> « Danzigs Lebeselement ist der Außenhandel [...]. Trotz einer scharfen Deflationspolitik [...], blieben die Danziger Preise noch weit über den englischen; denn die Senkung in Danzig ging nur auf 27 %, die Pfundwertung dagegen auf über 40 %. [...] Das beweist deutlich, daß die Deflationspolitik ein Fehlschlag war. ». Souligné dans le texte. *Idem*.

<sup>769</sup> À cette date, la Belgique a dévalué le belga. Associée à une politique économique modérément interventionniste, la dévaluation a permis une reprise économique solide. Cette réussite a peut-être inspiré Danzig et Schacht. Le contraste entre le succès belge et l'échec de la Ville libre est saisissant.

Pourtant, la dévaluation a créé des difficultés. Schacht estime qu'il est nécessaire de prendre deux mesures fortes : le contrôle des changes et la restriction du crédit. Il disqualifie ensuite les protestations des Polonais contre ces deux dispositions. La ville doit d'abord s'occuper de sa population avant de s'inquiéter des traités internationaux. Le contrôle des changes appuie les mesures de restriction du crédit qui ont pour but de faire revenir les sommes thésaurisées à la banque de Danzig. Après quelques mots de compassion pour Danzig, Schacht estime que le Reich a fait beaucoup pour aider la ville poméranienne. Elle est dans l'obligation de s'aider désormais elle-même.

Le discours à la banque de Danzig insiste sur le rôle des banques centrales et sur la ferme intention du gouvernement et de la banque centrale de maîtriser le sort de la politique monétaire. Le reste du contenu est identique à celui que Schacht a tenu devant la Chambre du commerce.

Schacht défend contre vents et marée le *Reichsmark*, monnaie largement surévaluée. En conséquence, sa défense de la dévaluation du florin n'est pas très convaincante. Il lui est aussi difficile de décrire les reproches de la Pologne, alors qu'il a lui-même régulièrement contesté les dévaluations de la livre et du dollar, notamment à l'occasion des discussions qui suivent la suspension des transferts et l'introduction du *Nouveau Plan*. Mais l'important est de garantir une livraison minimale de devises à Danzig, même s'il ne peut l'empêcher complètement. Schacht articule ses discours en fonction de l'intérêt allemand, c'est-à-dire le réarmement, et non en fonction de conceptions économiques prédéfinies.

Le lendemain du discours de Schacht à la Chambre de commerce, Sean Lester, haut-commissaire de la SDN, commente le discours et ne se trompe pas : Schacht apporte un soutien moral et non matériel<sup>770</sup>. Sean Lester pressent dès ce moment que l'implication de la Pologne est inévitable :

« Je remarque, d'ailleurs, que le journal indique que M. Papée, le ministre polonais, et M. Nerderbraght, le Président du conseil d'administration du port, ont participé au déjeuner donné par le Président de la Banque de Danzig. »<sup>771</sup>

<sup>770</sup> SDN, Lester Papers (1930-1937), lettre du 18 juin 1935 de Lester à Avenol. Sean Lester (1889-1959) est un diplomate irlandais. Protestant, il a cependant milité dans les milieux nationalistes irlandais et intégré la diplomatie de l'État libre d'Irlande en 1923. Il a poursuivi ensuite une carrière à la Société des Nations, succédant à Avenol au secrétariat général de la Société des Nations en 1940.

<sup>771</sup> « I notice, by the way, the newspaper record that Mr. Papée the Polish Minister, and Mr. Nerderbraght, the President of the Harbour Board, attended the luncheon to Dr. Schacht given by the Presi-

*c. La question de Danzig et les relations germano-polonaises*

Le Haut-Commissaire a remarqué deux éléments importants du discours de Schacht. D'une part Danzig doit être en bon terme avec la Pologne pour bien se porter économiquement et d'autre part l'Allemagne ne peut continuer à aider Danzig comme elle l'a fait jusqu'en 1935. La politique allemande vis-à-vis de Danzig change, car le réarmement impose des économies de devises et le financement mensuel de Danzig ne peut être maintenu. En conséquence, les relations entre la ville et sa voisine orientale doivent être améliorées.

Or, au mois de juin 1935, Lipski propose à Schacht<sup>772</sup> et Göring<sup>773</sup> un accord économique avec Danzig en échange de l'abolition des mesures de contrôle des changes. Le Président de la *Reichsbank* pense que le contrôle des changes devrait être allégé au bout de deux mois mais transmet néanmoins l'offre à Schaefer. Göring autorise Greiser à mener ces négociations qui se déroulent du 19 au 24 juin. Le but de l'Allemagne est de ne pas rompre les discussions avec la Pologne tout en refusant l'essentiel de ses demandes.

À partir de ce moment, la question de Danzig se mêle peu à peu à la question des arriérés de paiement du Reich pour le fret ferroviaire au travers du corridor<sup>774</sup>. Depuis le 8 janvier 1935, Lipski s'en plaint auprès de von Bülow et le presse d'influencer Schacht qui freine les paiements<sup>775</sup>. Par ce biais, Schacht reste très présent dans les relations avec Varsovie. Le 18 mars, l'Allemagne est endettée à hauteur de 16 millions de zloty et l'*Auswärtiges Amt* défend la *Reichsbank* qui estime que les impayés sont une conséquence de la détérioration du commerce entre les deux pays et de l'échec de l'accord de compensation. Schacht veut régler cette question par la conclusion d'un accord commercial général, ce que la Pologne refuse<sup>776</sup>. En effet, le Président de la *Reichsbank* explique le 11 juillet 1935 que le trafic au travers du corridor coûte 30 millions de RM au Reich, alors que les exportations allemandes en Pologne n'en représentent que 40 millions. Il propose donc que le rapport importations/exportations d'un pour un intègre le trafic ferroviaire allemand vers la Prusse-Orientale<sup>777</sup>. La Pologne refuse car le flux de biens allemands serait tel, que son industrie pourrait disparaître.

---

dent of the Bank of Danzig. » *Idem*

<sup>772</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 149 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer », 13 juin 1935

<sup>773</sup> ADAP Serie C Band IV 1, n° 158 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer », 19 Juin 1935

<sup>774</sup> ADAP Serie C Band IV, 1, n° 192 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts von Bülow », 4 juillet 1935

<sup>775</sup> ADAP Serie C Band III, 2, n° 419 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts von Bülow », 8 janvier 1935

<sup>776</sup> ADAP Serie C Band III, 2, n° 561 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer », 28 mars 1935

Pour sortir de l'impasse, la Pologne accentue la pression sur Danzig. Le 21 juillet 1935, des ordonnances polonaises imposent des droits de douane sur les produits entrant ou sortant de la ville, à l'exception des produits nécessaires à sa consommation interne<sup>778</sup>. Selon Schacht, il s'agit d'un « arrêt de mort » du port de Danzig. La Pologne motive sa décision par le maintien du contrôle des changes. Dans ces conditions, Schacht estime que l'Allemagne peut intégrer économiquement Danzig. L'*Auswärtiges Amt* tempore. Beck, ministre polonais des Affaires étrangères, assure Hans-Adolf von Moltke, ambassadeur allemand à Varsovie, de la reprise des négociations le 24 juillet. Il demande cependant que le comportement de Schacht qui est de fait à l'origine d'une petite crise germano-polonaise, évolue<sup>779</sup>.

Pour éviter une rupture, Schacht finit par soutenir l'*Auswärtiges Amt*. Le 30 juillet 1935, Berlin refuse la demande des représentants de la ville libre de disposer d'une liberté complète dans le domaine économique<sup>780</sup>. Schacht s'entend avec von Bülow pour choisir une voie médiane : des diminutions ciblées de droits de douane. En conséquence, Danzig prend le 1<sup>er</sup> août la décision, par ordonnance, d'autoriser l'importation sans droits de douane de produits vitaux pour sa population. Lipski proteste dès le lendemain et, sur demande de Beck, précise que la situation est très grave. Ce qui devait être une voie de compromis accentue la crise.

Alors que des négociations entre Danzig et la Pologne sont toujours en cours<sup>781</sup>, la situation se détend le 5 août, lors d'une entrevue entre Göring, Lipski et Hitler. L'ordonnance polonaise du 21 juillet et l'ordonnance danzigoise du 1<sup>er</sup> août sont simultanément retirées. Göring en informe Schacht, pour lequel il serait dangereux d'avoir des relations germano-polonaises trop tendues. Il soutient n'avoir jamais voulu intégrer économiquement Danzig au Reich<sup>782</sup>. Schacht fait alors figure d'accusé. Malgré le corridor, le III<sup>e</sup> Reich tient à entretenir de bonnes relations avec la Pologne pour que cette dernière ne se rapproche pas de la France.

Les négociations entre Varsovie et Danzig se poursuivent. La première veut que les droits de douane de Danzig soient en partie payés en zloty. Le Président de la *Reichsbank* prend alors

---

<sup>777</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 204 « Reichswirtschaftsminister Schacht an den Reichsminister des Auswärtigen Freiherrn von Neurath » 11 juillet 1935

<sup>778</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 215 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer » 22 juillet 1935

<sup>779</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 224 « Aufzeichnung des Botschafters in Warschau von Moltke (z.Z. Berlin) » 25 juillet 1935.

<sup>780</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 240 « Besprechung bei Staatssekretär von Bülow am 30. Juli 1935 »

<sup>781</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 244 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts von Bülow » 2 août 1935

<sup>782</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 251 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts von Bülow », 6 août 1935

contact avec Schaefer et Greiser et propose volontairement des solutions inacceptables pour la Pologne : les paiements en zloty peuvent se faire, à condition que le zloty et le florin soient maintenus à parité. Or Schacht pense que la monnaie polonaise a de sombres heures devant elle<sup>783</sup>, la Pologne ne peut que refuser une proposition qui lui coûterait très cher<sup>784</sup>.

Ainsi, les discussions entre la Ville libre et la Pologne achoppent sur les positions défendues par Schacht, tout comme les négociations sur le fret allemand vers la Prusse-Orientale<sup>785</sup>. La Pologne brandit la menace d'un *clearing* contraint. En septembre, les arriérés ont encore augmenté pour atteindre 29,5 millions de *zloty*. Schacht refuse de payer en devises et Neurath avoue à Lipski son impuissance face au ministre de l'Économie<sup>786</sup>. La question du fret n'est pas résolue le 4 novembre 1935, lors de la signature d'un accord économique<sup>787</sup>. La dette allemande est désormais de 42 millions de *zloty*, soit 18 millions de *Reichsmark*. La Pologne lorgne sur cette somme pour alléger son budget. Lipski propose alors l'obtention d'un prêt à la *Reichsbank* auprès de la Banque de Pologne pour assurer le paiement du fret en devises et la possibilité d'un accord tripartite incluant la Russie sur le commerce entre les trois pays. La condition préalable reste le paiement des arriérés<sup>788</sup>.

Neurath tente alors de convaincre Schacht d'accepter cette proposition. Il insiste sur le fait que la Pologne accepte enfin de régler le problème sur une base commerciale, rappelle que cette question commence à menacer les relations entre les deux pays et souligne que Hitler a ordonné de régler le problème. En outre, il estime que l'Allemagne peut saisir cette occasion pour faire valoir certaines de ses revendications, comme la diminution du coût du fret par des améliorations techniques<sup>789</sup>. Mais Schacht reste sur sa position et, en décembre 1935, rien n'est réglé. Cet obstacle aux relations entre les deux pays est alors relativisé par l'approche de la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-russe<sup>790</sup>.

<sup>783</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 254 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer », 7 août 1935

<sup>784</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 256 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer », 8 août 1935

<sup>785</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 271 « Der Staatssekretär des Auswärtigen Amts von Bülow an den Reichsminister des Auswärtigen Freiherrn von Neurath », 26 août 1935

<sup>786</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 302 « Aufzeichnung des Reichsministers des Auswärtigen Freiherrn von Neurath », 23 septembre 1935

<sup>787</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3739, article de Schacht du 6 mai 1937 dans *Berliner Börsen Zeitung*

<sup>788</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 392 « Aufzeichnung des Reichsministers des Auswärtigen Freiherrn von Neurath » 4 novembre 1935

<sup>789</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 409 « Der Reichsminister des Auswärtigen Freiherrn von Neurath an den Reichsbankpräsidenten Schacht », 13 novembre 1935

<sup>790</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 470 « Aufzeichnung des Reichsministers des Auswärtigen Freiherrn

Le 19 décembre 1935, Hitler promet à Lipski d'influencer Schacht<sup>791</sup> mais ne tient pas cet engagement. Contrairement à Moltke, le chancelier appuie son Président de la *Reichsbank* : cette question n'est pas importante<sup>792</sup>. Les discussions sur les impayés allemands sont entachées d'un discours de Schacht à Beuthen qui implique un rattachement à terme de la Haute Silésie au Reich. Le discours est censuré sur demande de Beck<sup>793</sup>.

En février 1936, Schacht avance quatre propositions pour liquider la dette allemande. Le Reich rachèterait en premier lieu un emprunt polonais en Italie, effacerait en second lieu une dette polonaise envers l'Allemagne, assurerait suffisamment de livraisons pour garantir le trafic des ports de Danzig et Gdynia et enfin accepterait de définir un mécanisme de paiement du fret au travers du corridor. Un transfert partiel en devise est même envisagé<sup>794</sup>. Schacht refuse cependant les contre-propositions proposées ensuite par les Polonais, jusqu'à rupture des négociations le 6 mars 1936<sup>795</sup>. En représailles, Varsovie décide de réduire le transit au travers du corridor le 11 mars<sup>796</sup>.

Göring intervient alors sur l'ordre de Hitler et permet la signature d'un accord avec la Pologne le 7 avril 1936 qui prévoit des transferts de change<sup>797</sup>. Schacht estime ce texte incompatible avec le montant des réserves en devise de l'Allemagne<sup>798</sup>. Mais, dans le domaine des négociations commerciales, les interventions de Göring contre Schacht commencent.

\*

Dans l'affaire de Danzig et des négociations avec la Pologne, Schacht, soutenu par Blomberg, défend le principe d'une utilisation minimale des devises. Le soutien financier du Reich à la

von Neurath » 19 décembre 1935

<sup>791</sup> *Idem*

<sup>792</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 474 « Vortragender Legationsrat Roediger an den Botschafter in Warschau von Moltke », 24 décembre 1935

<sup>793</sup> Sur la réclamation de Lipski : DDF, 2<sup>e</sup> série, tome 1, n° 127, François-Poncet à Flandin, 2 février 1936. Pour le contenu du discours et la censure, chercher dans les archives de la Reichsbank.

<sup>794</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 567 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts von Bülow », 15 février 1936

<sup>795</sup> ADAP Serie C Band V,1, n° 22 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts von Bülow », Berlin, den 7. März 1936 et n° 62, Vortragender Legationsrat Roediger an die Botschaft in Warschau, Berlin, den 10. März 1936

<sup>796</sup> ADAP Serie C Band V,1, n° 82 « Der Botschafter in Warschau von Moltke an das Auswärtige Amt, Warschau, den 12. März 1936 »

<sup>797</sup> ADAP Serie C Band V,1, n° 107 « Der Botschafter in Warschau von Moltke an den Vortragenden Legationsrat Roediger, Warschau, den 13. März 1936 ».

<sup>798</sup> ADAP Serie C Band V,1, n° 276 « Der Reichs- und preußische Wirtschaftsminister Schacht an den Reichsminister des Auswärtigen Freiherrn von Neurath, Berlin, den 9. April 1936 ».



Ville libre doit être réduit, pour réserver des fonds au réarmement et à l'importation de matières premières. C'est en ce sens que le *Nouveau Plan* et la répartition des devises qu'il implique sont à l'origine du comportement de Schacht et de la petite crise germano-polonaise qui dure de l'été 1935 au printemps 1936. Un autre facteur intervient probablement : Danzig et Gdyna sont des concurrents directs du port de Hambourg. Or, l'Allemagne cherche à attirer le fret de l'Europe centrale vers ce dernier pour disposer d'un pouvoir économique sur le commerce extérieur des pays de la région *via* la politique des transports. Grâce au traité de Versailles, l'internationalisation de l'Elbe et l'Oder facilite le transit vers Hambourg. L'accès aux autres ports, Trieste au sud et Danzig et Gdyna au nord, est entravé par de nombreuses formalités douanières. En outre, la Tchécoslovaquie dispose d'une zone franche à Hambourg. Ainsi, cette dernière est une arme dont l'Allemagne dispose pour concurrencer l'Europe occidentale, particulièrement dans la région danubienne.

Schacht, en tant que Président de la *Reichsbank*, est conscient de l'importance du port de Hambourg et ses déplacements officiels y sont fréquents<sup>799</sup>. Son comportement en 1935 et 1936 ne peut que tenir compte de ces données : Danzig, politiquement importante, ne peut être soutenue économiquement que dans la mesure où cela ne nuit pas à Hambourg, qui permet de maîtriser les flux de marchandise dans l'Europe danubienne et balkanique<sup>800</sup>. Et le *Nouveau Plan* donne une importance particulière aux échanges avec cette région.

## 2. Schacht et l'Europe danubienne et balkanique

Le *Nouveau Plan* a pour objectif d'améliorer l'approvisionnement en matières premières et en produits agricoles de l'Allemagne. Dans ces deux cas, le Reich est très loin d'atteindre l'autosuffisance. Deux régions produisent ces produits intéressant particulièrement l'Allemagne : d'une part, l'Amérique du Sud et d'autre part les pays d'Europe centrale et orientale. Ces derniers, à l'exception notable de la Tchécoslovaquie, sont des pays qui dépendent de leur commerce extérieur et, notamment, de l'exportation de produits agricoles et de matières premières<sup>801</sup>. Mais tous ont aussi pour ambition de développer leur industrie et doivent donc se fournir en machines-outils, grande spécialité allemande. Ainsi, le *Nouveau Plan*

<sup>799</sup> BARCH Deutsche Reichsbank, R2501/3733, p. 222-227 « Ansprache des Reichsbankpräsidenten Dr. Schacht auf der Jahresversammlung der Freunde des Ibero-amerikanischen Instituts in Hamburg, am 13. April 1935. »

<sup>800</sup> Voir Eugène Zaleski, *Les courants commerciaux de l'Europe danubienne au cours de la première moitié du XXe siècle*. Thèse pour le doctorat en droit présentée et soutenue le 2 juin 1949. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1952, p. 161 à 170

<sup>801</sup> Jean-Paul Thomas, *Les politiques économiques au XXe siècle*. Cursus. Armand Colin, Paris, 1994.

a eu pour conséquence d'intégrer l'Europe centrale à une *Großraumwirtschaft* allemande, notamment par le biais de facilités d'utilisation des *Sperrmark* à des taux aménagés<sup>802</sup>.

Ce phénomène débute avant le lancement du *Nouveau Plan*<sup>803</sup>. Les pays exportateurs de matières premières sont alors considérés comme bien plus complémentaires de l'Allemagne que de la France, du Royaume-Uni ou des États-Unis. La politique économique du III<sup>e</sup> Reich conjuguée à la conclusion d'accords de *clearing* permet à l'Allemagne, après une période de régression dans le commerce de ces pays qui s'arrête en 1933, d'y progresser à nouveau fortement (Tableau 8 et Tableau 9).

	<i>Hongrie</i>	<i>Roumanie</i>	<i>Yougoslavie</i>	<i>Bulgarie</i>	<i>Grèce</i>
1929	20	24,1	15,6	22,2	9,4
1938	29,7	40	42	52	29

Tableau 8 – Part de l'Allemagne dans les importations de la Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie et Grèce (en %)

	<i>Hongrie</i>	<i>Roumanie</i>	<i>Yougoslavie</i>	<i>Bulgarie</i>	<i>Grèce</i>
1929	11,7	27,6	8,9	29,9	23,2
1938	27,7	26,5	39,4	59	38,6

Tableau 9 – Part de l'Allemagne dans les exportations de la Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie et Grèce (en %)<sup>804</sup>

<sup>802</sup> Alice Teichova (dir.), *Central Europe in the XX<sup>th</sup> century: an economic history perspective*, p. 13

<sup>803</sup> Eugène Zaleski, *Les courants... op. cit.*, p. 138-145

<sup>804</sup> Raymond Poidevin, *L'Allemagne et le Monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Masson, Collection Relations internationales contemporaines, Paris, 1983, 292 pages, p. 115

L'augmentation du commerce de l'Allemagne vers les pays danubiens et balkaniques résulte des accords de *clearing* conclus en 1933 en Hongrie, en 1934 avec la Yougoslavie, en 1935 avec la Roumanie, et plus tard avec la Grèce. La constitution d'une *Großraumwirtschaft* peut être finalement interprétée comme la réalisation d'un élément de la *Weltpolitik*. Dans cette optique que partage Schacht, l'Allemagne doit trouver une autonomie financière et économique vis-à-vis du reste du monde en s'appuyant sur un arrière-pays, la *Mitteleuropa*. Cependant, cette pénétration commerciale ne se fait pas facilement et l'exemple roumain en témoigne<sup>805</sup>.

#### a. La Roumanie et son pétrole

En octobre 1934, s'ouvrent des négociations commerciales germano-roumaines. Trois problèmes se posent<sup>806</sup>. Le premier est les 64 millions de RM de créances gelées de biens. Le second concerne les livraisons de pétrole en Allemagne que Schacht veut accroître. Il propose de les financer par l'octroi à la Roumanie d'un crédit commercial à long terme pour l'achat de machines-outils et des matériaux de construction. Mais le gouvernement roumain veut limiter le volume de pétrole livré et préfère des paiements en devises. Le troisième problème est la proportion entre exportation roumaine vers l'Allemagne et exportation allemande vers la Roumanie. Bucarest veut une proportion de 250 millions de RM contre 200. Le différentiel lui servirait à payer les coupons de l'emprunt d'État roumain. L'Allemagne trouve cette somme très élevée, malgré l'assurance de Comnen, le ministre roumain, que ces devises seraient employées en Allemagne.

Le 19 novembre 1934, Bucarest dénonce les accords économiques existants. En décembre, elle accepte le principe d'une amélioration des relations commerciales entre les deux pays<sup>807</sup>.

<sup>805</sup> Sur la Roumanie, voir les ouvrages et articles de Philippe Marguerat. « L'Allemagne et la Roumanie à l'automne 1938 : économie et diplomatie ». *Relations Internationales*, n° 1, p. 155–171, 1974. ; *Le IIIe Reich et le pétrole roumain 1938-1940. Contribution à l'étude de la pénétration économique allemande dans les Balkans à la veille et au début de la Seconde Guerre mondiale*. Institut Universitaire des Hautes études Internationales, Genève, 1977 ; « Le protectionnisme financier allemand et le bassin danubien à la veille de la Seconde Guerre mondiale : l'exemple de la Roumanie ». *Relations Internationales*, n° 16, p. 351–364, 1978 ; avec Lubor Jilek. *Banque et investissement industriel. Parabes, le pétrole roumain et la politique française, 1919-1939*. Faculté des lettres Neuchâtel, Librairie Droz, Neuchâtel, Genève, 1987. On peut aussi se référer au livre de Constantin Buchet, *România și republica de la Weimar 1919-1933. Economie, Diplomație, și geopolitică*. Editura All Educational, Bucarest, 2001, 246 pages.

<sup>806</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 302 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats Ulrich, 6. November 1934 »

<sup>807</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 387 « Aufzeichnung des Reichsministers des Auswärtigen Freiherrn von Neurath, Berlin, den 10. Dezember 1934 ». Ce rapprochement est pressenti en France dès le

Lors des négociations du début de l'année 1935, la Roumanie accuse l'Allemagne de malveillance devant son refus de garantir dans l'accord les prix des marchandises roumaines. La Roumanie, pour faire pression, gèle les avoirs allemands en Roumanie et bloque en douane des biens roumains achetés par l'Allemagne. En mars 1935, cependant, un traité de commerce est conclu entre les deux États qui ne contient pas encore de *clearing*.

Schacht s'imisce dans les discussions car, dans la logique du *Nouveau Plan*, il désire augmenter les importations de pétrole roumain. Il écrit au ministre roumain du commerce Manolescu-Strunga, germanophile, le 1<sup>er</sup> avril 1935 pour lui faire une proposition concrète :

« [...] l'Allemagne procéderait à l'ouverture de nouveaux gisements de pétrole par une entreprise pétrolière désignée par le gouvernement roumain ; les fournitures délivrées et le travail d'organisation ne seraient pas payés en devises mais en pétrole. »<sup>808</sup>

Il existe également le problème des livraisons en nature vers la Roumanie pour le paiement des réparations. Ces livraisons sont restées impayées après la fin des réparations. Schacht propose d'utiliser le pétrole pour résoudre ce problème : une entreprise pétrolière conclurait avec un groupe de fabrication allemande un contrat de livraison d'installations pour améliorer sa production de pétrole. Les livraisons allemandes seraient payées par un crédit. Le remboursement de ce crédit et de la dette de 30 millions se ferait en pétrole. Après remboursement, l'entreprise roumaine serait propriétaire des aménagements réalisés<sup>809</sup>.

La proposition de Schacht a le double avantage d'augmenter les faibles investissements allemands<sup>810</sup> en Roumanie et de diminuer la dépendance de l'Allemagne à l'égard des exportateurs de pétrole d'outre-mer, Amérique du Sud et États-Unis essentiellement<sup>811</sup>. L'Allemagne détient 0,2 % des capitaux pétroliers roumains, contre 45 % à la France et au Royaume-

---

voyage de Göring à Belgrade pour les funérailles du roi yougoslave, assassiné à Marseille lors d'un attentat qui a aussi coûté la vie au ministre français des affaires étrangères, Louis Barthou. DDF 1<sup>ère</sup> série, tome VII, n° 518, 24 octobre 1934 : François-Poncet note que Schacht a proposé des négociations pour un traité de commerce avec la Roumanie. Le but probable est d'isoler la Tchécoslovaquie.

<sup>808</sup> « [...], daß Deutschland für ein von der rumänischen Regierung bezeichnetes Petroleum-Unternehmen die Aufschließung neuer Petroleummengen vornimmt und für die dabei geleisteten Lieferung und Organisationsarbeiten nicht in Devisen, sondern in Petroleum bezahlt wird. » in ADAP Serie C Band IV,1, n° 6 « Reichswirtschaftsminister Schacht an den rumänischen Handelsminister Manolescu-Strunga, Berlin, den 1. April 1935 »

<sup>809</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 6 « Reichswirtschaftsminister Schacht an den rumänischen Handelsminister Manolescu-Strunga, Berlin, den 1. April 1935 »

<sup>810</sup> Philippe Marguerat, *Le III<sup>e</sup> Reich... op. cit.*, p. 31-32. La part des investissements allemands dans les investissements étrangers totaux de la Roumanie est de 0,7 % en 1932 et 0,9 % en 1938. Les parts cumulées de la France et de la Grande-Bretagne sont de 19 % en 1937 (p. 29).

Uni<sup>812</sup>.

En mai 1935, l'accord de *clearing* est finalement signé mais le Reich y est contraint sans obtenir d'augmentation réelle de sa part dans les exportations en pétrole. La proposition de Schacht n'a pas abouti car il est beaucoup plus intéressant pour les sociétés roumaines de vendre leur pétrole à des pays qui peuvent payer en devises. La seule concession de la Roumanie est l'attribution d'une part de ce commerce au remboursement des porteurs allemands de titres de l'emprunt roumain d'État. Jusqu'à ces négociations, la Roumanie n'est pas économiquement attirante pour le Reich<sup>813</sup>. Lorsque les accords commerciaux existants sont dénoncés, le risque d'entrave au commerce entre les deux pays devient trop grand pour l'Allemagne. Et, si la Roumanie est considérée comme hostile au Reich, elle reste cependant politiquement utile. En Europe centrale, la diplomatie allemande se concentre sur l'isolement de la Tchécoslovaquie. Elle se doit de ménager la Roumanie, membre de la Petite Entente, pour un jour l'utiliser contre Prague.

Le *Nouveau Plan*, dans le cas de la Roumanie, est une sorte d'échec si on le considère comme un instrument pour atteler l'économie de l'Europe danubienne à l'Allemagne. Toutefois, il arrive dans d'autres cas à profiter de circonstances politiques favorables. C'est le cas des relations avec la Hongrie.

#### *b. Les ventes d'armes à la Hongrie*

Concernant la Hongrie, le point de vue de Schacht est différent. En juillet 1935, il demande l'abandon des relations spéciales entretenues avec la Hongrie. Cette requête est probablement liée aux difficultés d'application du *clearing*. L'*Auswärtiges Amt* refuse<sup>814</sup>. L'hostilité de Schacht à la Hongrie se traduit par l'envoi à Lammers et Hitler d'un mémorandum sur les conséquences sur le commerce des deux pays de livraisons d'armes allemandes de grande ampleur. Gömbös, Premier Ministre hongrois, se rend à Berlin à la fin du mois de septembre 1935<sup>815</sup>.

---

<sup>811</sup> *Ibidem*, p. 19

<sup>812</sup> *Ibidem*, p. 57.

<sup>813</sup> *Ibidem*, p. 75

<sup>814</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 209 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Ritter, Berlin, den 15. Juli 1935. Aktenvermerk. »

<sup>815</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/1501, p. 340 pour la lettre de Schacht à Lammers du 28 septembre 1935 et p. 341 à 344 « Bemerkungen zum pro memoria des Rheinmetall-Konzerns, Berlin, den 28. September 1935 »

Dans le mémorandum, Schacht examine les conséquences d'un crédit de 100 millions de *Reichsmark* pour financer l'achat de matériel militaire par la Hongrie avec un remboursement sur 8 à 10 ans. Un tel emprunt aura pour conséquence d'aligner la Hongrie sur le marché et la politique allemande. En effet, la Hongrie devrait augmenter ses livraisons à l'Allemagne de 20 % pour en assurer le financement. Or le Reich a besoin de certaines productions hongroises : le gros bétail (*Großvieh*), les plumes (*Federn*), les peaux brutes (*Rohhäute*), le gras de porc, le lard, les plantes à huile végétale (*Ölsaar*), la laine de mouton et la bauxite. L'emprunt renforcerait la position du Reich de premier partenaire économique de la Hongrie qu'il a acquis avec l'accord de 1933.

Mais le prêt de 100 millions a de très lourds désavantages pour l'Allemagne. En premier lieu, les prix hongrois sont élevés :

« Pour des raisons politiques, le contrôle de tels paiements (compensation) et son démantèlement graduel a jusqu'ici encore été retardé, un engagement à long terme sur la base actuelle au vu du prix ne pourrait cependant en aucun cas être accepté en raison du développement imprévisible sur le marché mondial. »<sup>816</sup>

En deuxième lieu, les échanges habituels risquent de laisser la place aux livraisons d'armes. En troisième lieu, si ces dernières sont économiquement intéressantes car elles permettent de conserver à l'industrie allemande d'armement une demande supérieure à la demande interne, elles risquent de ralentir le rythme du réarmement :

« Dans tous les cas, au vu de la situation en matières premières et des conditions sur le marché du travail, il faudra prendre en considération le rythme du programme allemand d'armement. »<sup>817</sup>

Enfin, une telle réorientation de l'économie hongroise vers l'exportation en Allemagne aura des conséquences sur les relations avec la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie, même si le paiement de ce crédit par des biens agricoles ne devrait pas affecter la capacité de l'économie allemande à acheter dans ces trois autres pays. Schacht conclut :

« Quoi qu'il en soit, un crédit de 100 millions à un pays dans la situation de la

<sup>816</sup> « Aus politischen Gründen ist bisher die Nachprüfung solcher Vergütungen und ihre allmählichen Abbaues noch zurückgestellt worden, es könnte aber auch wegen der nichtübersehbaren Entwicklung auf dem Weltmarkt eine Verpflichtung hinsichtlich der Preise auf der gegenwärtigen Grundlage auf lange Sicht keinesfalls übernommen werden. » in BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/1501, « Bemerkungen zum pro memoria des Rheinmetall-Konzerns, Berlin, den 28. September 1935 », p. 342

<sup>817</sup> « In jedem Fall wird im Hinblick auf die Rohstofflage und die Verhältnisse des Arbeitsmarktes auf das Tempo des deutschen Rüstungsprogramm Rücksicht genommen werden müssen. », *Idem*.

Hongrie signifie un risque démesuré et une charge financière supplémentaire pour le financement de notre propre armement. »<sup>818</sup>

Cet avis mitigé sur la politique envers la Hongrie n'empêche pas Schacht de rencontrer Gömbös le 30 septembre 1935, afin d'améliorer le fonctionnement du *clearing* germano-hongrois<sup>819</sup>.

Les réserves de Schacht sur la Hongrie, cependant, n'ont pas été suivies. Alliée indéfectible de l'Allemagne, du côté des vaincus comme elle, la Hongrie est trop importante dans le dispositif diplomatique allemand. L'exemple hongrois montre les limites des interventions de Schacht dans la politique étrangère allemande. Un autre exemple en est donné par les relations avec l'URSS.

### 3. Les discussions avec l'URSS

Depuis juin 1933, les relations entre l'Union soviétique et l'Allemagne suivent la logique du « nouveau cours » de la diplomatie soviétique. L'URSS signifie en effet au Reich que les contacts militaires qui se poursuivaient depuis dix ans doivent cesser. L'espoir jamais réellement concrétisé d'une collaboration, fondée sur une alliance des vastes ressources soviétiques en matières premières et en main-d'œuvre et de la technologie allemande, s'évanouit.

Staline, lors du XVII<sup>e</sup> congrès du Parti de janvier 1934, affiche une attitude de relative indifférence vis-à-vis de Hitler qui permet une politique d'apaisement relatif vis-à-vis de l'Allemagne. Mais le Reich signe un accord avec la Pologne le 26 janvier 1934 qui démontre que l'anticommunisme nazi peut s'inscrire dans la diplomatie allemande. Ainsi, à la fin du mois de mai 1934, s'engagent des discussions entre l'URSS et la France, à l'initiative du ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou. Un pacte d'assistance mutuelle est signé le 2 mai 1935 par Pierre Laval, successeur de Barthou, assassiné, au Quai d'Orsay. Il n'est ratifié que le 28 février 1936, donnant prétexte à Hitler pour remilitariser la Rhénanie.

À partir de septembre 1934, les matières premières de l'URSS deviennent cependant particulièrement intéressantes dans la logique du *Nouveau Plan*. En février 1935, Schacht convoque l'adjoint du dirigeant de la représentation commerciale soviétique, Friedrichson, et lui signifie

<sup>818</sup> « In jedem Fall bedeutet ein 100 Millionen-Kredit an ein Land in der Lage Ungarns ein ungeheures Risiko und ein zusätzliche finanzielle Belastung zu der Finanzierung unserer eigenen Rüstung. » *Ibidem*, p. 344

<sup>819</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 316 « Aufzeichnung des Reichswirtschaftsministers Schacht, Berlin,

que les relations commerciales avec l'URSS se feront désormais dans le cadre des offices de contrôle des devises. Il propose une amélioration des relations commerciales entre les deux pays, sous conditions<sup>820</sup>. L'URSS maintiendrait le nombre de ses commandes en Allemagne et les financerait en utilisant le produit de ses ventes au Reich. Si le commerce se perpétue à hauteur de 200 millions, l'URSS pourra obtenir un crédit sur cinq ans. Enfin, pour les retards de paiement, elle utiliserait ses réserves en or. Friedrichson répond que le commerce ne peut se maintenir s'il passe sous contrôle des offices de contrôle car l'URSS doit payer 300 millions de RM à l'Allemagne en 1935 et ne peut le faire en devises.

Schacht entre en contradiction avec le contenu de négociations commerciales menée par l'*Auswärtiges Amt*. Ce dernier désapprouve son jeu dangereux, craignant qu'il n'affecte le commerce avec les Soviétiques<sup>821</sup>. Pour résoudre cette contradiction, le ministre de l'Économie réunit les négociateurs allemands et soviétiques le 22 février 1935. Kandelaki, dirigeant de la représentation commerciale de l'URSS en Allemagne, explique que son gouvernement est prêt à payer 250 millions de RM pour 1935, dont 100 millions en or et en devises et 150 millions par des livraisons de biens. Schacht se réjouit d'un paiement en or mais le trouve insuffisant et cette réunion ne permet pas de trouver une solution pour la proportion des paiements<sup>822</sup>.

Les Russes acceptent cependant que le commerce soviétique soit intégré dans le *Nouveau Plan*<sup>823</sup>. Schacht reste intraitable pendant ces négociations, notamment sur le sujet des anciennes dettes russes. Les bases d'un compromis sont finalement trouvées le 20 mars 1935, bien que l'accord ne soit signé que le 9 avril. Les Soviétiques peuvent ne payer pour 1935 que 100 millions en or et devises, le reste en livraisons de biens. Jusqu'au 31 mars 1936, l'Allemagne peut commander pour 200 millions de RM de biens, particulièrement en matières premières : naphte, fourrures (*Rauchwaren*), manganèse, argent et métaux précieux, lin, soie, amiante et apatite<sup>824</sup>. Grâce au passage par les offices de contrôle, l'Allemagne peut éviter l'achat de produits inutiles. L'URSS obtient un crédit commercial de cinq ans pour financer

---

den 30. September 1935 »

<sup>820</sup> ADAP Serie C Band III,2, n°494 « Aufzeichnung des Gesandtschaftsrats Bräutigam, Berlin, den 15. Februar 1935. »

<sup>821</sup> *Idem*

<sup>822</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 505 « Ministerialrat Mossdorf (Reichswirtschaftsministerium) an Gesandtschaftsrat Bräutigam, Berlin, den 25. Februar 1935 »

<sup>823</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 529 « Aufzeichnung der Gesandtschaftsrats Bräutigam, Berlin, den 15. März 1935 – Stand der deutsch-russischen Wirtschaftsbesprechungen. »

<sup>824</sup> Phosphate de calcium à inclusion de chlore, fluor ou silicium, utilisé dans les engrais artificiels et



200 millions de commandes. Le taux d'intérêt est fixé à deux points au-dessus du taux d'escompte de la *Reichsbank*<sup>825</sup>.

Le 15 juillet 1935, Kandelaki rend une visite à Schacht car Molotov, ministre des Affaires étrangères soviétique, et Staline sont favorables à un nouveau grand crédit pour faciliter les échanges de biens entre les deux pays. Le ministre de l'Économie reprend cette proposition à son compte au mois d'octobre suivant, à l'occasion de discussions sur l'application de l'accord du 9 avril 1935. Il demande aux Russes de couvrir 60 millions de RM de leur paiement pour 1936 en or et devises<sup>826</sup> mais il promet en échange d'acheter en grande masse des matières premières soviétiques si l'URSS en fait de même en Allemagne. En cas d'accord sur ces propositions, il pourrait accorder un crédit à long terme<sup>827</sup>.

L'accord du 9 avril 1935 remplit ses fonctions et les Soviétiques tiennent leurs obligations<sup>828</sup> mais l'Allemagne a besoin de 160 millions de RM de matières premières russes. Le Reich désire obtenir plus d'or et de devises afin de financer ces achats. Dans ce but, Schacht propose à la fin de décembre un crédit obligataire de 500 millions en échange de livraisons de matières premières et d'or<sup>829</sup>. Les Soviétiques hésitent et le ministère allemand des Finances est hostile à un tel prêt car le budget du Reich ne peut supporter un risque aussi important, accentué par l'éloignement politique entre les deux États.

Molotov intervient alors dans le débat. Le 10 janvier 1936 devant le comité central exécutif du parti communiste, il s'attaque à la politique allemande et à la propagande nazie à l'extérieur du Reich. Mais il donne également en exemple ce projet de crédit pour montrer qu'il y a nécessité, pour le bien de l'URSS et de l'Allemagne, de développer les relations commerciales quels que soient leurs relations politiques<sup>830</sup>.

---

l'industrie chimique.

<sup>825</sup> ADAP Serie C Band IV,1 n° 20 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Meyer, Berlin, den 9. April 1935 » et n° 21 « Schlußprotokoll über die deutsch-sowjetischen Wirtschaftsbeziehungen vom 9. April 1935 »

<sup>826</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 386 « Aufzeichnung des Gesandtschaftsrats Bräutigam, Berlin, den 1. November 1935 »

<sup>827</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 387 « Vermerk der Gesandtschaftsrats Bräutigam, Berlin, den 1. November 1935 »

<sup>828</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 483 « Aufzeichnung des Legationsrats Dittmann, Berlin, den 6. Januar 1936 »

<sup>829</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 472 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats Roediger, Berlin, den 21. Dezember 1935 »

<sup>830</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 489 « Der Botschafter in Moskau Graf von der Schulenburg an das Auswärtige Amt, Moskau, den 11. Januar 1936 »

Or, l'emprunt prévu serait complètement remboursé au bout de 18 ans seulement. Il risque donc d'être interprété comme un signe de confiance dans la stabilité de l'URSS, ce qui rentre en contradiction avec la diplomatie du Reich et avec son idéologie. Il peut être critiqué à l'étranger ainsi qu'en Allemagne. En outre, les négociations franco-soviétiques ont suscité un raidissement des relations politiques entre les deux pays accompagné d'une propagande intensive dans les deux camps. En somme, cet accord est lié à une décision politique<sup>831</sup>.

L'URSS limite alors les exportations et importations en provenance et en direction de son territoire. Pour Schacht, c'est une manière de faire pression sur l'Allemagne<sup>832</sup>. Parallèlement, son projet de crédit est fortement critiqué au ministère des Affaires étrangères<sup>833</sup>. D'une part, ce crédit est financier et non commercial. Or si la Russie a pu rembourser jusqu'ici les 4 milliards de crédits déjà accordés, c'est en raison de la nature commerciale des crédits. D'autre part la Russie n'a jamais obtenu un crédit financier de ce type et de cette ampleur. Ritter ne peut contredire le Président de la *Reichsbank* mais projette de trouver un moyen, pendant les négociations, de faire échouer la proposition.

Les négociations continuent cependant. Kandelaki et Friedrichson doivent d'abord convaincre Schacht que, malgré le discours de Molotov, l'URSS veut continuer à négocier. Puis Moscou doit payer en or et en devises une créance de 38 millions de RM. Enfin, Schacht veut imposer une proportion dans les échanges de 1 contre 1. Surtout, les Russes acceptent la proposition d'un crédit d'un demi-milliard de RM sur la base d'obligations à 10 ans sous conditions qu'ils puissent choisir librement les biens à acheter, ce qui comprend des achats d'armes<sup>834</sup>.

À la suite de cette réunion, le consul Hencke de l'*Auswärtiges Amt*, Kandelaki et son assistant Friedrichson se rendent chez Schacht le 30 janvier 1936<sup>835</sup>. Kandelaki lui propose un projet d'accord pour les échanges économiques pour l'année 1936. Les Soviétiques paieraient 50 millions en or et devises et se disent prêts à livrer sans limites des matières premières en Allemagne, éventuellement dans le cadre d'un *clearing*. De plus, un mécanisme est prévu dans

---

<sup>831</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 490 « Aufzeichnung des Konsuls Hencke, Berlin, den 11. Januar 1936 »

<sup>832</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 502 « Aufzeichnung des Konsuls Hencke, Berlin, den 18. Januar 1936 »

<sup>833</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 505 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Ritter, Berlin, den 20. Januar 1936 »

<sup>834</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 524 « Aktennotiz über die am 24. Januar 1936 im Hotel Esplanade stattgehabte Unterredung über schwebende Fragen des beabsichtigten neuen Deutsch-Russischen Wirtschaftsabkommens 1936 »

<sup>835</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 530 « Aufzeichnung des Konsuls Hencke, Berlin, den 31. Januar

le cas de ventes soviétiques en Allemagne plus importantes que les achats soviétiques en Allemagne (*Aktivspitz*).

Un nouvel accord commercial est signé le 29 avril 1936<sup>836</sup>. L'emprunt de 500 millions de RM est abandonné : l'URSS l'a finalement refusé et l'*Auswärtiges Amt* s'y est opposé<sup>837</sup>. Le 4 mai 1936, l'ambassadeur des Soviets indique au diplomate français Arnal que son pays a refusé le projet de Schacht car Moscou n'a pas confiance en l'Allemagne<sup>838</sup>. L'accord final contient un emprunt commercial de 200 millions.

\*

Les relations avec Danzig, la Pologne, les pays de l'Europe danubienne et balkanique et l'URSS, montrent à la fois l'étendue et les limites du pouvoir de Schacht dans le processus de décision de la diplomatie allemande. Le ministre de l'Économie, pour mener à bien le *Nouveau Plan*, va parfois à l'encontre des intérêts politiques du Reich. S'il est à l'occasion soutenu, il y a souvent primat du politique sur l'économique. Le *Nouveau Plan* permet ainsi de négocier avec des pays hostiles au Reich, comme la Roumanie et l'URSS, et de maintenir des relations commerciales avec eux, pour pouvoir bénéficier de leurs productions mais Schacht n'arrive pas dans ces cas-là à imposer des échanges beaucoup plus ambitieux. À l'inverse, il ne peut faire valoir sa méfiance envers la Hongrie qui provoque des difficultés dans l'application du *clearing* et n'est pas considérée comme suffisamment solvable pour des achats militaires. Le *Nouveau Plan* n'en reste pas moins une arme diplomatique qui a permis de constituer une *Großraumwirtschaft*, puisqu'il a eu pour effet d'augmenter le volume des échanges entre l'Allemagne et l'Europe centrale et orientale et, ainsi, d'assurer en partie l'approvisionnement du Reich. Dans cette opposition entre le *Nouveau Plan* et les objectifs politiques du Reich qui marque le comportement de Schacht, le réarmement joue un rôle central. Le Président de la *Reichsbank* doit également en poursuivre le financement.

### III. Le financement du réarmement

Le *Nouveau Plan* est une conséquence directe du démarrage du réarmement allemand en jan-

---

1936 »

<sup>836</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 551 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts von Bülow, Berlin, den 10. Februar 1936 »

<sup>837</sup> ADAP Serie C Band V, 1, n° 302, Schlußprotokoll über die deutsch-sowjetischen Wirtschaftsbesprechungen vom 29. April 1936

<sup>838</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome II, n° 156, Arnal à Flandin, 4 mai 1936.

vier 1934. Dès cette époque, la MEFO mbH permet de le financer par des traites spéciales<sup>839</sup>. À partir de 1935, l'État fait appel à l'épargne allemande, en émettant des emprunts qui ne servent plus à une conversion. Parallèlement, la *Wehrmacht* est renforcée par le rétablissement du service militaire par la loi du 16 mars 1935 (*Gesetz für den Aufbau der Wehrmacht*), contresignée par Schacht. Un double problème se pose pour le financement du réarmement : d'une part une certaine rareté des capitaux et de l'épargne, d'autre part le risque inflationniste lié aux MEFO. Pour à la fois augmenter les capacités de financement et circonscrire ses dangers, il a fallu réformer le système bancaire allemand, de la *Reichsbank* aux caisses d'épargne, et s'assurer des bonnes conditions de réception des emprunts du Reich et des bons MEFO.

## **A. Adapter le système bancaire au financement du réarmement**

Le système bancaire a été réformé en trois étapes, toutes largement maîtrisées par Schacht. La première a été le changement de statut de la *Reichsbank* en 1933, la seconde l'ouverture de la grande enquête bancaire et la troisième la réforme bancaire en elle-même, à la fin de l'année 1934.

### **1. La réforme de la *Reichsbank***

En septembre 1933, après une réunion du *Generalrat der Wirtschaft*<sup>840</sup>, Schacht et le ministre de l'Économie, Kurt Schmitt, annoncent une réforme de la banque centrale mise en œuvre lors du Conseil des ministres. En premier lieu, le *Generalrat* de la *Reichsbank* est supprimé. Mis en place avec le plan Dawes et réformé à la suite du plan Young en 1930, il était chargé de la désignation du Président du directoire de la *Reichsbank*. Désormais, ce dernier est nommé par le Président du Reich sur proposition du gouvernement. L'indépendance de la Banque centrale allemande, voulue par les Alliés dans les années 1920 et vue en Allemagne comme une limitation de souveraineté, est ainsi en grande partie abolie. C'est cependant une conséquence logique de mars 1933 : Luther est parti et Schacht est revenu afin de mettre en accord la direction de la *Reichsbank* et la direction du gouvernement.

<sup>839</sup> Voir Chapitre III, Section III

<sup>840</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/320 et surtout R43/II/320a. Le *Generalrat der Deutschen Wirtschaft* réunissait les ministres des finances, de l'économie, Schacht, et des industriels ou banquiers : Thyssen, Vögler et le directeur de banque Rheinardt. Le sujet essentiel de la discussion est la possibilité d'intervenir sur le marché des valeurs mobilières et le problème que pose l'insuffisance de la formation de capitaux en Allemagne. Ce conseil s'est réuni à plusieurs reprises mais Schacht n'y a siégé qu'une seule fois.

Le second point essentiel de la réforme est l'autorisation faite à la *Reichsbank* d'intervenir sur le marché des valeurs mobilières, c'est-à-dire de mener des opérations d'*open-market*.

Jusque dans l'entre-deux-guerres, les instruments à disposition des banques centrales sont essentiellement la fixation du taux directeur. Ce taux au jour le jour permet à la banque centrale d'intervenir sur le segment interbancaire du marché monétaire. En d'autres termes, il régule la masse monétaire en définissant l'ampleur du refinancement du système bancaire auprès de l'institut d'émission. Le gouvernement dispose en outre de la fixation du niveau des réserves obligatoires du système bancaire.

Mais après la Grande Guerre, émerge une nouvelle méthode, les opérations d'*open-market*. En cas de surabondance de monnaie, la Banque centrale peut vendre des titres aux banques, pour augmenter le loyer de l'argent et permettre une diminution des liquidités. La Banque centrale peut aussi décider d'acheter des valeurs mobilières, en échange de monnaie, ce qui permet d'augmenter les liquidités à disposition de l'économie. Cette possibilité offerte à la *Reichsbank* lui permet de maîtriser le marché monétaire allemand, étape indispensable au financement du réarmement et à la gestion de certains types de titres, à commencer par les MEFO.

Schacht justifie cette réforme devant l'Assemblée Générale extraordinaire de la *Reichsbank* du 27 octobre 1933<sup>841</sup>. Il explique que le statut de la *Reichsbank* était l'un des plus restreints d'Europe, ne disposant pratiquement que du taux lombard<sup>842</sup>. Pour la couverture secondaire, elle ne pouvait disposer que des traites commerciales. La crise de l'été 1931 a montré que ces outils étaient insuffisants :

« La nouvelle réglementation légale autorise la *Reichsbank* à apprécier à sa juste valeur de manière considérablement plus organique les besoins du marché et de les satisfaire là où ils apparaissent normalement. »<sup>843</sup>

Surtout, Schacht annonce ce qui doit faire l'objet d'une politique vigoureuse de la

---

<sup>841</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/7164, p. 225-231 « Zum Punkt der offenen Markt-Politik »

<sup>842</sup> Le taux lombard est le taux auquel la banque centrale accorde une « avance sur nantissement », c'est-à-dire un crédit pour lequel le débiteur remet des papiers valeurs en gage. La garantie ainsi formée permet à une banque de recevoir une limite de crédit de la banque centrale.

<sup>843</sup> « Die neue gesetzliche Regelung gestattet also der Reichsbank, in erheblich organischerer Weise den Bedürfnissen des Marktes gerecht zu werden und die Bedürfnisse dort zu befriedigen, wo sie normalerweise auftreten. » in BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/7164, p. 225-231 « Zum Punkt der offenen Markt-Politik »

*Reichsbank* : la conversion de la dette à court terme en placements sur le marché des capitaux. Pour cela, il faut de la confiance, acquise grâce à la stabilité du pouvoir national-socialiste, et des mesures techniques, que la *Reichsbank* peut utiliser grâce à cette loi. Ainsi peut-elle notamment maintenir la stabilité du niveau des cours des titres de valeurs à long terme.

La réforme de la *Reichsbank* ne suffit pas. En 1931, elle n'a pas été à l'origine de la crise et a, finalement, rempli son rôle de manière satisfaisante. Une réforme de l'ensemble du système bancaire est nécessaire. Pour définir les mesures à prendre, une grande enquête bancaire, sous direction de Schacht, est lancée.

## 2. L'enquête bancaire

Manquant de liquidités, le système bancaire allemand a montré ses limites, de manière spectaculaire avec la crise du printemps et de l'été 1931<sup>844</sup>. Certaines mesures immédiates ont été prises : l'emprunt de réescompte est contracté par la *Reichsbank* et renouvelé régulièrement jusqu'en 1933. Il permet de maintenir la couverture du *Reichsmark* en devises. Dans un second temps, des négociations sont entreprises pour immobiliser les dettes à court terme de l'Allemagne. Dans la nuit du 18 au 19 août 1931, un accord *Stillhalte* est signé pour geler plus de 6,3 milliards de RM. Conclu pour six mois, il est renouvelé le 1<sup>er</sup> mars 1932 puis régulièrement aux mois de février des années suivantes. En 1939, 5,6 des 6,3 millions ont été remboursés, dont 1,5 milliard du fait des dévaluations<sup>845</sup>. La dette des *Länder* à court terme est réorganisée par un accord du 15 avril 1932, renouvelé régulièrement.

Par ailleurs, le 19 septembre 1931, Brüning publie des ordonnances d'urgence qui permettent de réguler l'achat des actions et qui réglementent l'information disponible en cas de rachat d'une banque. Le système est chapeauté par un *Bankenaufsicht* qui contrôle la composition du capital des banques. Un commissaire et un *Kuratorium* pour le système bancaire sont créés un peu plus tard, pour coordonner l'action du Reich, de la *Reichsbank* et du *Bankenaufsicht*. Les caisses d'épargne sont en outre réformées le 6 octobre 1931 et leurs réserves obligatoires en liquidité sont augmentées. Le 8 décembre 1931, une ordonnance permet de réduire les taux à long terme qui avaient été garantis par les banques. Enfin, la création d'un *Zentral Kreditaus-*

<sup>844</sup> Nous n'exposerons ici que les résultats de l'enquête bancaire. En effet, il y a plus de 50 réunions organisées de septembre à décembre, publiques ou non. L'enquête bancaire mériterait une étude approfondie difficile à réaliser dans le cadre de cette thèse. On pourra trouver plus de renseignements dans les archives de la Reichsbank, BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3728, 3730, 3732, 6989, 7030, 7163,

<sup>845</sup> Karl-Erich Born, *Die deutsche Bankenkrise... op. cit.*, p. 149.

*schuß* permet de mener une action commune avec les banques pour diminuer le taux d'intérêt sur le marché à court terme.

En 1933, Schacht estime qu'il est nécessaire d'examiner l'efficacité de ces mesures et le cas échéant de les améliorer ou les changer. Une « enquête bancaire » est ainsi menée à partir du 6 septembre par une commission qu'il dirige, comprenant notamment des représentants de la *Reichsbank*, du ministère de l'Économie et des Finances. Le but est de débattre avec des représentants du monde bancaire, afin de constituer du matériel pour le gouvernement qui décidera des réformes à prendre<sup>846</sup>.

La première réunion de l'enquête est ouverte par Schacht le 6 septembre 1933. Son discours d'introduction est centré sur le manque de capitaux en Allemagne, la rentabilité des banques et le rôle de l'État<sup>847</sup>. Par la suite, des scientifiques et praticiens du système bancaire font 26 exposés. Puis, à partir du 21 novembre, pendant 27 réunions publiques et privées, 123 experts sont invités et auditionnés par la commission, à laquelle appartiennent également les nazis Keppler et Feder. Ces experts sont des représentants de l'économie, des différents groupes des institutions de crédit, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, de l'artisanat et des salariés. Les discussions s'achèvent le 20 décembre 1933 et la commission peut rendre son rapport<sup>848</sup>.

Ce document est officiellement transmis à Hitler par Schacht. Il est divisé en deux parties : *Les manques du passé (Die Mängel der Vergangenheit)* et les *Fondements d'un nouvel ordre (Grundlagen einer Neuordnung)*. La première partie revient sur la politique des gouvernements de la République de Weimar et sur la crise de l'été 1931. La direction du système bancaire et les gouvernements républicains sont naturellement critiqués. Le rapport proclame très naturellement que le régime national-socialiste est en soi une garantie pour le système bancaire... Plus précisément, l'endettement à court terme vis-à-vis de l'étranger des banques allemandes est mis en cause. Sa raison profonde est le traité de Versailles et les réparations qui ont détruit les sources de formation du capital en Allemagne. Les instituts de crédit n'ont pas compris la signification politique de ces dettes et ont été trop optimistes sur les possibilités de leur consolidation. Les responsables sont des étrangers qui ont trop facilement prêté et des

<sup>846</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3728, p. 210, Pressenotiz.

<sup>847</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3728, p. 211-212 « Ansprache des Herrn Reichsbankpräsidenten Dr. Schacht in der Enquetesitzung am 6. September 1933 » et R2501/7163, p. 192-198.

<sup>848</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7030, p. 70-83, rapport de la commission d'enquête bancaire présidée par Schacht à Hitler.

instituts de crédit qui ont trop emprunté. Ils ont notamment concédé des crédits trop élevés aux grandes entreprises et *Konzern*. En conséquence, les petites et moyennes entreprises ont été mises sous pression, alors que leur conservation est vitale pour la Nation. De manière générale, la notion de sécurité du crédit a été négligée. Le gel des grands crédits a encore empiré la position d'un système peu solvable et a diminué sa rentabilité par le besoin accentué d'amortissement. La *Reichsbank* est devenue l'institut de garantie en seul ressort et, en juillet 1931, elle n'a pas les moyens d'assumer ce rôle.

Parallèlement, le nombre d'institut de crédit s'est accru, particulièrement les institutions de droit public comme les caisses d'épargne, les caisses communales (*Kommunalen Girokassen*) et les crédits mutuels. Les grandes banques ont augmenté leur rôle et leur part dans l'activité bancaire par la prise de contrôle des banques de province. Beaucoup de banquiers privés ont disparu. La concurrence, plus forte, a pris des formes plus dures. Or, pendant la crise, la rentabilité des instituts de crédit était trop faible. L'inflation leur a fait perdre un tiers de leurs capitaux et les réserves de l'avant-guerre ont été perdues. L'écroulement de la clientèle a limité le travail disponible. Pour retrouver une structure de crédit saine, il faut améliorer la rentabilité du système bancaire, encourager la constitution de réserves de accroître la marge d'intérêts<sup>849</sup>. Cette première partie est la seule concession faite au parti nazi. En effet, elle s'attaque à la direction du système bancaire, elle s'intéresse à la responsabilité des dirigeants, des « *Führer* » qui n'ont pas respecté les petites et moyennes entreprises, le *Mittelstand*, secteur stratégique pour le parti nazi. Il n'y a néanmoins ni référence explicite à la notion de servitude des intérêts, ni évocation d'une nationalisation du système bancaire demandée par la gauche du parti<sup>850</sup>.

La seconde partie du rapport, *Fondement d'un nouvel ordre*, détaille les mesures à prendre pour réformer le système bancaire. La structure du crédit doit être mise en adéquation avec l'économie, c'est-à-dire, selon le rapport, avec les buts du régime nazi : la création d'emploi et le réarmement. Ils devraient être financés par les impôts mais les conséquences de la crise bancaire et des « tributs » l'en empêchent. Il y a besoin d'emprunter, ce qui n'est possible que si le peuple confie ses économies à l'État par le biais du marché des valeurs. L'amélioration de la situation des marchés des capitaux et monétaire est en conséquence au cœur des travaux

---

<sup>849</sup> La marge d'intérêt est la différence entre les taux hypothécaires et les coûts de financements des banques et intervient dans leur rentabilité.

<sup>850</sup> En 1932, dans un discours du groupe de travail nazi sur le monde bancaire, Feder demande la nationalisation des banques. In BARCH Berlin Deutsche Reichsbank R2501/6788, p. 73



du national-socialisme, ce qui implique une surveillance étatique et unifiée du système bancaire.

« Sont nécessaires :

1. La surveillance de tous les établissements de crédit,
2. La soumission de tous les établissements de crédit à une obligation d'approbation
3. La garantie d'une liquidité suffisante,
4. La séparation du marché financier et du marché des capitaux et donc la garantie de l'épargne,
5. La garantie d'une circulation ordonnée des paiements,
6. La surveillance des opérations de crédit et leur transparence,
7. La composition appropriée de l'office de surveillance. »<sup>851</sup>

Le rapport analyse ensuite chacune de ces sept propositions. La surveillance du système bancaire était exercée particulièrement sur les banques publiques par l'État et par les *Länder*. La crise de 1931 a permis d'accroître cette surveillance avec l'institution du commissaire aux banques mais le rapport précise que cela n'est pas suffisant. Il propose donc un office avec suffisamment de pouvoirs pour la surveillance des banques :

« L'office devra opérer la surveillance sur ordre du Reich et veiller à l'accord de l'offre de crédit des instituts avec la politique du crédit et la politique monétaire du Reich ainsi qu'avec la politique économique générale. Conformément au changement de forme et de contenu de la direction du Reich, des possibilités renforcées d'action doivent être créées dans le sens d'une concentration de tous les milieux économiques sur le travail national de reconstruction. »<sup>852</sup>

L'obligation d'autorisation pour tous les instituts de crédit est le second point d'une réforme :

« Puisque les entreprises de crédit [...] ont des devoirs à remplir vis-à-vis de la communauté, il est autorisé et nécessaire de les protéger de la concurrence des entreprises qui se désignent, sans être des établissements de crédit, en tant que

<sup>851</sup> « Es sind erforderlich :

1. Beaufsichtigung aller Kreditinstitute,
2. Unterwerfung aller Kreditinstitute unter einen Genehmigungszwang,
3. Sicherstellung einer ausreichenden Liquidität,
4. Trennung von Geldmarkt und Kapitalmarkt und damit Besicherung des Spargeschäfts,
5. Sicherstellung eines geordneten Zahlungsverkehrs,
6. Überwachung des Kreditgeschäfts und weitgehende Publizität,
7. Zweckmäßige Zusammensetzung des Aufsichtsamts. » in BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7030, p. 70-83, rapport de la commission d'enquête bancaire présidée par Schacht à Hitler, p. 7 du document.

<sup>852</sup> « Das Amt wird die Aufsicht im Auftrage des Reichs handhaben und für die Übereinstimmung des Kreditgebarung der Institute mit der Währungs- und Kreditpolitik des Reichs sowie mit der allgemeinen Wirtschaftspolitik Sorge tragen müssen. Entsprechend dem in Form und Inhalt der Reichsführung eingetretenen Wandel sind verstärkte Einwirkungsmöglichkeiten im Sinne einer Konzentrierung aller Wirtschaftskreise auf die nationale Wiederaufbauarbeit zu schaffen. », *Ibidem*, p. 8 du document.

tels. Le comité considère donc approprié de placer sous protection juridique l'utilisation des désignations "banque", "banquier", "caisse d'épargne" ou toute désignation contenant ces mots. »<sup>853</sup>

Le troisième point est l'amélioration de la solvabilité des banques. Les réserves de liquidités sont normalement constituées d'argent comptant mais cela prendra du temps. En conséquence, le rapport suggère d'autoriser l'inclusion dans ces réserves des traites réescomptables à la *Reichsbank*<sup>854</sup>. Tant que le Reich ne peut augmenter les impôts, la banque centrale peut accroître l'escompte de ces traites, dont les MEFO font partie. De manière générale, les réserves des banques ont ainsi vocation à valoriser des titres publics.

« Naturellement, il faut être attentif à ce que les valeurs à disposition pour les réserves en liquidité aient une meilleure diffusion, c'est-à-dire qu'ils doivent être en premier lieu les emprunts du Reich et en deuxième ligne les emprunts des *Länder* et des Communes. »<sup>855</sup>

Le quatrième point du rapport est la séparation du marché monétaire et du marché des capitaux<sup>856</sup>. Il prévoit ainsi d'interdire aux caisses d'épargne d'intervenir sur le premier et aux banques d'intervenir sur le second. Cependant, cette mesure a de lourds inconvénients :

« Des raisons très importantes parlent contre cela : d'une part l'importance que les caisses d'épargne possèdent pour l'approvisionnement en crédit des plus petits établissements industriels [...], d'autre part le fait qu'une interdiction des activités d'épargne des banques pourrait provoquer des dérangements dans les banques dans différentes parties de l'Allemagne. Pour trouver ici une issue qui donne aux caisses d'épargne l'activité du crédit privé à court terme, le comité propose de mettre en œuvre les principes ci-dessus de la manière qui correspond à la forme à long terme des dépôts d'épargne, de séparer aussi l'activité d'épargne des autres activités sur le plan comptable. La sécurité des dépôts est augmentée, des moyens à long terme sont conduits vers le marché des capitaux dans une ampleur considérable et ainsi ses possibilités augmentées d'absorption et les efforts pour un abaissement du taux d'intérêt du capital favorisé. »<sup>857</sup>

<sup>853</sup> « Da die Kreditunternehmungen [...], besondere Verpflichtungen gegenüber der Allgemeinheit zu erfüllen haben, ist es berechtigt und notwendig, sie vor der Konkurrenz solcher Betriebe zu schützen, die, ohne Kreditinstitute zu sein, sich als solche bezeichnen. Der Ausschuß hält es daher für angezeigt, die Führung der Bezeichnung »Bank«, »Bankier«, »Sparkasse« oder einer Bezeichnung, in der diese Worte enthalten sind, unter einen gesetzlichen Schutz zu stellen. » *Ibidem*, p. 9 du document.

<sup>854</sup> On notera que les bons MEFO rentrent dans cette catégorie.

<sup>855</sup> « Selbstverständlich muß darauf geachtet werden, daß die für die Liquiditätsreserven bereitgestellten Wertpapiere eine weite Verbreitung haben, d. h. es müssen in erster Linie Reichsanleihen und in zweiter Linie Länder- und Kommunalanleihen sein. » *Idem*.

<sup>856</sup> *Ibidem*, p. 11

<sup>857</sup> « Dagegen sprechen sehr gewichtige Gründe: Auf der einen Seite die Bedeutung, welche die Sparkassen für die Kreditversorgung der kleineren Gewerbebetriebe [...] besitzen, auf der anderen Seite

Le cinquième point concerne les opérations de paiement. Les banques se servent des paiements scripturaux pour rendre le crédit indépendant du développement des dépôts (*Einlagen*) mais le système du crédit peut être mis en danger en cas d'exagération. Pour ne pas interdire cette pratique, la commission propose d'inclure cette méthode dans la sphère d'influence de la *Reichsbank*.

La sixième réforme concerne le contrôle de l'activité du crédit et une plus grande transparence. Le rapport indique que trois mesures sont possibles : la première est la nationalisation ; la seconde est la décentralisation et la fondation de banques régionales ; la troisième est la reconstitution du secteur bancaire privé<sup>858</sup>. La commission a rejeté la nationalisation du système bancaire car l'initiative privée est bénéfique si elle permet d'appliquer l'intérêt commun. Sur la question de la décentralisation, elle propose de créer de nouveaux instituts régionaux lorsque cela est rentable. En outre, il faut améliorer la relation entre le capital propre et les financements étrangers. Les grands crédits ne peuvent être autorisés que si les liquidités de la banque sont suffisantes et si l'emprunt est économiquement intéressant. Il s'agit ainsi de donner à l'organe de surveillance le pouvoir de s'assurer de la sécurité du système et de contrôler l'offre de crédit en fonction des besoins de l'économie. Le rapport préconise également des mesures d'information publique pour améliorer la confiance dans le système.

Le rapport de l'enquête bancaire est appuyé préventivement par Schacht le 26 janvier 1934, lors d'un discours prononcé à Kiel<sup>859</sup>. Après un an de pouvoir national-socialiste, l'économie reprend, et la *Reichsbank* constate que le crédit s'est assoupli. Il revient ensuite sur la crise de 1931. L'origine de la crise est, selon lui, le fait que la loi bancaire a suivi la logique des traités et non les règles financières fondamentales, notamment le fait qu'il ne faut pas créer d'argent quand la production s'épuise. Schacht pense, dans une perspective d'ailleurs mercantiliste, que l'argent n'est pas un bien en soi. Il insiste sur la défaillance des banquiers et des politiques qui ont choisi l'inflation et l'endettement vis-à-vis de l'étranger. Pour éviter cette er-

---

der Umstand, daß ein Verbot des Spargeschäfts bei den Banken in einzelnen Teilen Deutschlands Störungen hervorrufen könnte. Um hier einen Ausweg zu finden, der den Sparkassen des kurzfristige Privatkreditgeschäft erhält, schlägt der Ausschuß vor, die obenbezeichneten Grundsätze in der Weise durchzuführen, welche der langfristigen Form der Spareinlagen entspricht, und das Spargeschäft von den Urbigen Geschäften auch buchmäßig zu trennen. Durch eine solche Regelung wird die Sicherheit der Einlagen erhöht, werden dem Kapitalmarkt in beachtlichem Umfang langfristige Mittel zugeführt, dadurch seine Aufnahmemöglichkeiten gesteigert und die Bestrebungen zur Senkung des Kapitalzinses gefördert. » *Ibidem*, p. 11

<sup>858</sup> *Ibidem*, p. 12

<sup>859</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3730, p. 92-106 « Kieler Vortrag – Nationalsozialistische Bankreform »

reur, il faut changer d'état d'esprit.

Il critique ensuite la conception libérale de l'économie :

« Cette tendance intellectuelle libérale a omis que l'essentiel est toujours l'homme et son unité politique, l'ensemble de la Nation, et que l'économie peut avoir exclusivement le but d'encourager la mission culturelle, sociale et nationale d'un peuple. »<sup>860</sup>

Néanmoins, Schacht explique que la possession de capital est justifiée quand elle a été acquise par le travail :

« Le capital emprunté est utile. Et le paiement d'intérêts est nécessaire, si l'on veut l'employer. »<sup>861</sup>

Cette phrase répond à la notion de servitude des intérêts de Feder. La production du capital dépend des individus, qu'il est impossible de contraindre à épargner. Schacht veut pour cette raison changer l'esprit du système bancaire pour cette raison. La réforme du système bancaire est nécessaire et implique de reconstituer les marchés financiers. Elle doit permettre au marché à long terme de financer l'État, les communes ou encore l'industrie et encourager le marché à court terme à mettre à disposition des moyens pour les échanges de marchandises. Cette étape peut être mise en place par la *Reichsbank* grâce à la nouvelle loi bancaire, ce qui passe notamment par une opération de conversion de certaines dettes.

Que conclure du rapport de l'enquête bancaire ? D'une part, les projets de la « gauche » du parti nazi sont écartés : les propositions de réforme ne contiennent ni la nationalisation du système bancaire, ni une quelconque abolition de la servitude des intérêts. D'autre part, la réforme envisagée du système bancaire par la commission encourage un financement plus large du réarmement. En effet, outre des améliorations techniques comme l'expansion de la monnaie scripturale, la séparation des différents marchés financiers les prépare à des opérations de conversion et à l'émission des emprunts de l'État. De plus, l'augmentation des réserves en liquidité permet aussi à la *Reichsbank* d'encourager les banques à prendre dans ces réserves des traites spéciales. En dernier lieu, pour s'assurer de la coopération des banques à la politique nazie, la commission propose de la mettre sous la surveillance de la *Reichsbank*,

---

<sup>860</sup> « Diese liberalistische Geistesrichtung übersah, daß das Primäre immer der Mensch und seine politische Einheit, die gesamte Nation, ist und daß die Wirtschaft ausschließlich den Zweck haben kann, die kulturelle, soziale und nationale Sendung eines Volkes zu fördern. » *Ibidem*, p. 3

<sup>861</sup> « Leihkapital ist nützlich. Und Zinszahlung ist notwendig, wenn man Leihkapital verwenden will. » *Idem*.

en nommant son Président à la tête du comité de surveillance du système bancaire. Ainsi, le principe énoncé par le rapport de mettre en accord le système bancaire avec le nouveau régime a finalement une traduction simple : les banques et caisses d'épargne doivent servir à financer la *Wehrmacht*<sup>862</sup>.

Les propositions de ce rapport ne sont pas appliquées avant décembre 1934. Une triple hypothèse peut être émise pour expliquer ce délai. En premier lieu, l'agitation des SA se fait plus pressante dans la première moitié de 1934 et il a peut-être été jugé inopportun de réformer le système bancaire dans ce contexte. En second lieu, lorsque l'enquête bancaire démarre, le régime insiste sur la politique de création d'emplois. Les grands travaux sont orientés vers la construction des autoroutes. Par contre, lorsque le rapport est rendu en janvier 1934, le réarmement commence réellement. En dernier lieu, la réforme semble difficile à mener alors que le ministre de l'Économie et Schacht s'opposent de plus en plus, jusqu'au départ du premier en faveur du second. Une fois Schacht en poste à l'Économie, la première urgence dont il s'occupe est le *Nouveau Plan*. Le système bancaire n'est pas aussi fragile que le commerce extérieur allemand qui menace le bon déroulement du réarmement. Une fois le plan mis en route, arrive ensuite le temps de la réforme des banques allemandes.

### 3. La conversion des dettes communales et la réforme des banques allemandes

Le marché est préparé à une réforme du système bancaire par les grandes opérations de conversion.

#### *a. Préparer le marché : les grandes opérations de conversion*

Sous le III<sup>e</sup> Reich, le marché monétaire devient plus liquide que sous la République de Weimar, en raison de la politique de déficit budgétaire menée depuis l'annonce du plan Reinhardt. De plus, la politique de réescompte des traites spéciales augmente encore l'argent disponible, soit par une transformation d'argent inactif en argent actif, soit par l'augmentation directe de la masse monétaire<sup>863</sup>. Ce phénomène engendre une diminution du taux de l'argent au jour le jour qui passe sous le taux de la *Reichsbank* en 1935 et permet d'engager les grandes opérations de conversion, pour assainir les marchés financiers.

<sup>862</sup> BARCH Berlin, *Deutsche Reichsbank R2501/7164*, p. 140-161

<sup>863</sup> René Erbe, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik... op. cit.*, p. 56

*La conversion de la dette du Reich et l'open-market*

La première opération de conversion concerne le Reich. Dans un premier temps, en 1933, le gouvernement du Reich n'émet pas d'emprunt. Toutefois, grâce à la dévaluation du dollar, sa dette totale à moyen et long terme, part extérieure comprise, diminue. En 1934, cette réduction se poursuit, grâce à l'émission d'un emprunt de conversion. Il est émis avec un taux d'intérêt à 4 % et rapporte 329 millions de RM. Il permet de convertir l'emprunt de 1929 à 7 % qui avait rapporté 167 millions, ainsi qu'une tranche de l'emprunt de 1924 qui totalisait 537 millions. En complément, une opération d'*open-market* de grande ampleur est menée en 1934, avec le rachat sur le marché des titres à long terme de 300 millions de bons d'impôts (*Steuergutscheine*).

*La conversion de la dette des communes*

La seconde opération de conversion concerne les collectivités locales. À l'automne 1933, la *Reichsbank* lance une grande opération de désendettement des communes. Afin d'assainir le marché des rentes et d'améliorer le budget des communes, 2,5 milliards de *Reichsmark* sont passés à un taux d'intérêt de 4 % à long terme. La deuxième phase de cette conversion date du 24 janvier 1935, avec l'approbation par le Cabinet de la loi sur « la mise en œuvre d'une réduction des intérêts auprès des établissements de crédit » (*Gesetz über die Durchführung einer Zinsermäßigung bei Kreditanstalten*). Elle permet de diminuer le taux des obligations hypothécaires (*Pfandbrief*) et des obligations communales de 6 à 4 ½ %<sup>864</sup>. Elle est complétée par la loi « sur la réduction des intérêts des emprunts publics » (*Gesetz über die Zinsermäßigung bei den öffentlichen Anleihen*) qui a pour effet de diminuer le taux des obligations d'État (*Schuldverschreibungen*) à 4 ½ %, ce qui permet d'appréhender environ 10 milliards de RM de papiers à long terme. Le 1<sup>er</sup> mars 1935, enfin, le taux bancaire est abaissé d'un demi point. Parallèlement, le taux d'intérêt des émissions nouvelles de bons du Trésor sont diminués.

Si ces conversions ne sont pas contraintes *de jure*, elles le sont *de facto*. Le porteur de titres a le choix entre accepter un taux de 4 ½ % lié à un bonus de 2 % de capital et refuser l'offre. Dans ce second cas, le paiement est normalement effectué mais les titres sont alors exclus de la bourse et de toute opération auprès de la *Reichsbank*. Moins de 1 % des créanciers ont refusé.

Après le succès des premières opérations de conversion, Schacht peut proposer au gouverne-

ment de réformer la structure bancaire allemande.

*b. Les lois bancaires de décembre 1934*

La réforme bancaire est mise en œuvre le 4 décembre 1934<sup>865</sup>. Elle est expliquée au peuple allemand par un discours de Schacht radiodiffusé le lendemain. La politique nationale-socialiste, proclame Schacht, a pour but de permettre à l'Allemagne de se reposer sur ses propres forces. En conséquence, le Reich n'utilise plus la « pompe à crédit » étrangère. En conséquence, il faut désormais épargner pour reconstruire le marché des capitaux, nécessaire pour l'industrie, le commerce et l'agriculture. Les trois lois bancaires acceptées en Conseil des ministres doivent permettre au gouvernement de faire appel à toutes les ressources du pays.

La première loi, l'*Anleihestockgesetz*, réforme le droit des sociétés par actions en empêchant la répartition des dividendes aux actionnaires au-delà de 8 % ou de 6 % selon les cas. Elle force l'investissement du surplus dans un emprunt du Reich ou un emprunt garanti par le Reich.

« Si quelqu'un parle ici d'intervention injustifiée dans la propriété privée, c'est qu'il ne comprend pas le sens de notre temps, qu'il ne comprend pas le sens de l'urgence dans laquelle nous ont amenés les pertes de guerre et la mauvaise gestion du système. »<sup>866</sup>

La seconde loi réorganise les bourses allemandes, afin de regrouper les forces financières allemandes<sup>867</sup>. Leur nombre passe de 21 à 9, pour réduire les coûts d'administration et concentrer les capitaux.

Enfin, la troisième loi, sur le contrôle de l'activité de crédit<sup>868</sup>, résulte des travaux de l'enquête bancaire. Elle a pour finalité de diminuer le taux d'intérêt en rassemblant les forces

---

<sup>864</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/3616, « Sitzung des Reichsministeriums vom 24. Januar 1935 »

<sup>865</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/3616, « Sitzung des Reichsministeriums vom 4. Dezember 1934 »

<sup>866</sup> « Wenn jemand hier von unrechtfertigen Eingriffen in das Privateigentum spricht, so versteht er den Sinn unserer Zeit nicht, er versteht nicht den Sinn der Not, in die uns Kriegsverlust und Systemmißwirtschaft hineingebracht haben. » in BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6989, p. 246-273

<sup>867</sup> « Gesetz zur Neuordnung der deutschen Börsen »

<sup>868</sup> « Gesetz zur Beaufsichtigung des Kreditgewerbes »

des politiques bancaires et de crédit, pour diminuer les coûts. Elle prévoit par exemple la fermeture des agences non-rentables. Il s'agit de s'assurer de la solvabilité du système qui est renforcée par la création d'un office de surveillance (*Aufsichtsamt*) sous direction du Président de la *Reichsbank*.

\*

Quelles sont les conséquences concrètes des opérations de conversion et de la réforme bancaire ?

## **B. Les conséquences de la réforme bancaire : les emprunts du Reich et le renforcement des possibilités des MEFO**

La réforme bancaire n'a pas de but autonome. Elle doit financièrement permettre la politique économique nazie. Menée par Schacht, elle lui donne les moyens de diversifier les financements du réarmement et du déficit budgétaire. Trois types de financements sont renforcés par la réforme : les emprunts du Reich, les MEFO et l'utilisation de la *Golddiskontbank* pour l'émission de billets à ordre (*Solawechsel*).

### **1. L'appel au marché des capitaux : les emprunts du Reich**

Après les opérations de conversion qui permettent une diminution du taux d'intérêt sur les marchés financiers, le Reich lance en 1935 sa politique de grand emprunt. La diminution du taux lui bénéficie en premier lieu car une interdiction générale d'émission sur le marché de papiers privés est émise en 1933<sup>869</sup>. Les opérations de conversion ont donc eu pour mission de précéder d'une diminution du taux d'intérêt le lancement par l'État des emprunts de financement du réarmement.

Ainsi, apparaissent les premiers emprunts « réels » en 1935. Ils créent désormais une dette supplémentaire pour le Reich. Deux d'entre eux sont émis à 4 ½ % en 1935, pour un total de 1414 millions de RM. Des bons du Trésor sont en même temps à moyen terme sur le marché monétaire.

Pour en assurer le succès, la technique d'émission des emprunts du Reich évolue. Avant 1933, ils étaient négociés ou souscrits par un consortium de banques. Pendant une négociation,

---

<sup>869</sup> René Erbe, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik... op. cit.*, p. 66



l'ensemble de l'emprunt est accepté par le groupe et ce dernier le revend ensuite au public. En cas de souscription, le consortium ne prend pas l'ensemble du crédit mais sert d'intermédiaire auprès du public. Dans les deux cas, les banques jouent un rôle central.

À partir de 1935, on parle de procédure indolore<sup>870</sup>. Les dépôts accumulés auprès des instituts de crédit, que ce soit pour l'épargne à long terme (caisses d'épargne, crédits mutuels, et assurances) ou les dépôts à vue (les autres institutions bancaires), sont directement mobilisés par le Reich. Les instituts lui communiquent le nombre de titres qu'ils peuvent prendre accepter en fonction des dépôts dont ils disposent et payent directement à la caisse du Reich. Les propriétaires de ces épargnes et dépôts sont indirectement créanciers du Reich, sans toujours le savoir car ces titres ne sont pas vendus directement à des particuliers.

À chaque nouvel emprunt contracté par le Reich, Schacht et la *Reichsbank* assurent la préparation et la mise en œuvre technique de son émission. Ils se chargent également de sa publicité. En septembre 1935, Schacht répond ainsi aux questions d'un journaliste de l'*Angriff*, afin d'expliquer le « pourquoi » du nouvel emprunt<sup>871</sup>. Dès la première question, le Président de la *Reichsbank* insiste sur l'alternative posée au Reich au sujet du financement du réarmement. Soit il emprunte, soit il fait marcher la planche à billet. Cette seconde solution est inacceptable pour un nazi, explique Schacht qui préférera les valeurs liées à l'épargne. L'emprunt aura du succès car il repose sur la confiance que Hitler a insufflée à l'Allemagne et qui est renforcée par la réforme du système bancaire de décembre 1934 et la diminution des taux d'intérêt. Il s'agit ici de légitimer l'emprunt aux yeux du public nazi, justifiant une intervention de Schacht dans un journal inféodée à Joseph Goebbels.

À côté de ces emprunts, le financement par les bons MEFO continue, renforcé par la réforme bancaire.

## 2. Le renforcement des MEFO

### *a. Qu'est-ce que les MEFO ?*

Le réarmement est placé au cœur de la politique nazie dès février 1933 lorsque Hitler exige « le tout pour la Wehrmacht ». Cependant, il faut attendre le début de 1934 pour voir cette promesse se réaliser. Le financement de ce réarmement n'est pas une prérogative de Schacht.

<sup>870</sup> « gerüchlose Verfahren » *Ibidem*, p. 52

<sup>871</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3734, p. 215, Der Angriff, 13 septembre 1935.

Il est fondé sur divers moyens et, notamment, le budget et l'emprunt. Toutefois, Schacht, en tant que Président de la *Reichsbank*, intervient à un troisième niveau : la dette flottante. Il a en effet pris en charge l'aspect le plus spectaculaire de ce financement, les bons MEFO, composante essentielle du financement du réarmement à court terme.

La *Metallurgische Forschungsgesellschaft mbH* est fondée par quatre grandes entreprises : Krupp, Siemens, *Gute Hoffnungshütte* et *Rheinmetall* avec un capital nominal très faible d'un million de *Reichsmark*. La création de cette entreprise est annoncée le 23 août 1933<sup>872</sup> mais date du 24 mai précédent<sup>873</sup>. Les premières traites apparaissent à la fin de l'année 1933 et au début de 1934, lorsque commence le réarmement.

Les entreprises fondatrices livrent des marchandises destinées au réarmement et la MEFO mbH leur donne en échange des bons reconnaissant une dette. Formellement il s'agit de traites commerciales, puisqu'il y a un échange de marchandises. Ces titres portent deux signatures, celle du fournisseur et celle de la MEFO mbH. Mais, si la première est considérée comme étant de « bonne qualité », celle de la MEFO ne l'est pas, car son capital est trop faible en comparaison de son endettement, c'est-à-dire du nombre de bons qu'elle émet. Le ministère des Finances garantit donc, pour le Reich, la signature de la MEFO, en s'engageant à rembourser en cas de défaut de paiement. Ces traites sont réescomptables par la *Reichsbank* après une circulation de trois mois. La nature commerciale, bien que fictive, l'échéance à court terme et la présence de deux signatures sur les bons sont nécessaires pour que ces traites soient compatibles avec le statut de la *Reichsbank*<sup>874</sup>.

Tout ce système est extrêmement artificiel. En effet, le gouvernement s'engage à payer les MEFO, non à leur échéance mais au bout de cinq ans, à partir de 1939. Il s'agit ainsi de fait d'une avance de la *Reichsbank* sur l'amélioration future du budget de l'État. Ce dernier devait augmenter par la reprise de l'activité engendrée par le retour à l'emploi de plusieurs millions d'Allemands. Pour cette raison, on qualifie les MEFO de préfinancement. L'engagement de rembourser les traites spéciales a été pris, d'après Schwerin von Krosigk, par écrit et par oral<sup>875</sup>.

<sup>872</sup> *Dtsch.Reichs-Anzeiger* n° 96, in IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp1/3, p. 107

<sup>873</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp1/3, p. 163, séance du 6 août 1948 après-midi.

<sup>874</sup> Pour une description du système, voir la procédure de dénazification de Schacht intentée dans le Wurtemberg-Bade, en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>nde</sup> instances, IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp 1 et notamment le témoignage de Schwerin von Krosigk en 1<sup>ère</sup> instance, Sp1/12, p. 166 et suivantes.

<sup>875</sup> Selon des déclarations de Krosigk, in IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp 1/12, p. 166,

Le financement de dépenses de l'État par l'émission de traites commerciales effectuée par une entreprise à l'activité fictive n'est pas un procédé original. En Allemagne, il est utilisé dès le début des années 1930 par les cabinets présidentiels de Brüning, Papen et Schleicher. Brüning avait demandé l'émission des traites livrées par la *Deutsche Bau- und Bodenbank* pour financer le plan de 1931. Par la suite, les plans de création d'emploi sont soutenus par des traites spéciales ÖFFA.

Le système de préfinancement a été choisi pour ne pas mettre « la planche à billet en mouvement<sup>876</sup> ». Schacht justifie ainsi les raisons de ce choix :

« Ce qui était décisif était de créer un moyen permettant qu'une [...] inflation ne se produise pas et, second problème, de prendre l'argent là où il n'a pas d'effet inflationniste. »<sup>877</sup>

Les bons MEFO devaient donc permettre d'empêcher un écroulement de la monnaie. De plus, selon Harold James, le régime nazi a peur d'une inflation à l'image de celle de 1923. Il fallait donc éviter à tout pris les contraintes visibles sur le budget. Dans les faits, cela n'a pas écarté tous les dangers d'une inflation causée par les risques inhérents au mode de financement que sont les bons MEFO.

Si les bons MEFO sont réescomptables par la *Reichsbank*, c'est-à-dire échangeables contre de la monnaie, de nombreux moyens sont utilisés pour les empêcher d'être apportés à la *Reichsbank*. Le but est d'éviter leur effet inflationniste, en attendant que le budget du *Reich* permette de les rembourser. Ces mesures constituent une réelle originalité du préfinancement sous le III<sup>e</sup> Reich.

Le premier mécanisme permettant de les maintenir hors de la *Reichsbank* est paradoxalement le fait qu'ils sont réescomptables et garantis par le Reich. C'est une grande sécurité pour leur porteur, d'autant plus que ces traites portent des intérêts.

La seconde garantie est l'exploitation de la grande faiblesse des instituts bancaires allemands depuis 1919 : le manque de liquidité pour garantir les dépôts à vue et l'épargne. On les autorise ainsi à utiliser les bons MEFO comme réserves et parallèlement on augmente légalement le

---

15 avril 1947, au matin.

<sup>876</sup> « Notenpresse in Bewegung », IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp1/3, p. 105, expression de Schacht.

<sup>877</sup> « Das Entscheidende war, die Mittel so zu beschaffen, daß eine [...] Inflation nicht eintritt und dieses 2. Problem, das Geld irgendwo herzunehmen, wo es nicht Inflationwirkung hat. » in IFZ,

niveau des réserves à entretenir :

« [...] les débiteurs de l'État tirent un effet sur une institution financière *ad hoc* qui l'accepte et peut le réescompter. Or tels quels, émis pour 5 ans en moyenne, ces effets ne sont pas réescomptables, donc ne peuvent entrer dans les réserves de liquidités des Banques et par là même échappent à leur financement. Schacht invente un artifice : il fragmente la "Traite du Travail" de durée moyenne en traite à échéances de trois mois. À chaque échéance, le renouvellement se fait par l'envoi de la prochaine traite. Du coup, l'effet rendu réescomptable à la *Reichsbank* devient un placement liquide recherché par les banques. »<sup>878</sup>

En outre, la réforme bancaire (voir *infra*) a eu pour conséquence d'augmenter le niveau de réserves obligatoires. Sur la période 1934-1939 où 12 milliards de bons ont été émis, huit ont ainsi été maintenus hors des réserves de la *Reichsbank*, soit par inclusion dans les réserves des banques, soit par renouvellement régulier des bons à échéance<sup>879</sup>.

La dernière garantie est l'autorisation, à partir de 1935, donnée à la *Golddiskontbank* d'émettre des billets à ordres, à 3 ou 4 % d'intérêts, à échéance de trois mois. Ainsi, à partir du printemps 1935, la *Golddiskontbank* peut acheter des traites spéciales aux instituts privés de crédit. Ces billets sont vendus comme de l'« argent banque centrale ». Avec les montants de cette vente, la filiale de la *Reichsbank* peut acheter à la maison mère des traites spéciales (MEFO, ÖFFA). D'une part, cela permet de contrôler le marché monétaire par le jeu de l'achat et de la vente des billets à ordre et, d'autre part, cela permet de masquer les traces des traites spéciales sur la circulation monétaire. En réalité, la *Reichsbank* peut ainsi mener l'équivalent d'opérations d'*open-market*. Les billets à ordre qui engage le débiteur à payer une somme à une date donnée, ont représenté jusqu'à 1500 millions de RM (1938)<sup>880</sup>.

Ces garanties ne sont pas les seules marques des MEFO. Un autre aspect de ces traites est spectaculaire : l'ampleur du préfinancement.

Échéance	Bons MEFO	Traites du travail	Autres traites spéciales
31. März 1936	4 752	1046	495,0
31. März 1937	9257,1	717,6	450,0
31. März 1938	11935,7	353,4	450,0
30. Juni 1938	11935,6	221,1	450,0
30. September 1938	11935,6	24,1	450,0
31. Dezember 1938	11935,6	-	450,0

Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp 1/3, p. 105, 5 août 1948

<sup>878</sup> Marcel Rudloff, « Schacht, financier ». *Revue de science financière*, n° 1, p. 93

<sup>879</sup> *Idem*

<sup>880</sup> René Erbe, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik... op. cit.*, p. 65

Tableau 10 – Circulation des titres spéciaux (*Sonderwechseln*) en millions de RM<sup>881</sup>

En 1934, les bons MEFO représentent 51 % du financement du réarmement allemand, soit 2,1 milliards de RM de dépenses sur un total de 4,1 milliards. En 1935, ce taux se tasse légèrement à 49 %, soit 2,7 sur 5,5 milliards de RM. En 1936, les MEFO ne représentent plus que 42 % des sommes allouées à l'armement mais sont émis à hauteur de 4,5 milliards de *Reichsmark* pour 10,3 milliards consacrés au réarmement (Tableau 14, p. 587)

L'émission de ces traites spéciales menace le *Reichsmark* car elles sont réescomptables par la banque centrale. Il est donc nécessaire de les maintenir loin de la *Reichsbank*. Or, la réforme bancaire fournit la possibilité de les absorber, en imposant un plus grand niveau de réserves en liquidité aux banques tout en rendant possible d'y inclure ces traites spéciales. Jusqu'en 1938, la *Reichsbank*, par ce biais et par le renouvellement à échéance des bons, maintient 8 des 12 milliards des traites spéciales émises hors de son portefeuille.

Pour perfectionner ce système, la *Golddiskontbank* est autorisée en 1935 à émettre des billets à ordre (*Solawechsel*). Ces papiers à court terme à un taux d'intérêt de moins de 3 % sont escomptables. Ils sont donnés aux instituts privés de crédit contre de l'argent « banque centrale », c'est-à-dire soit des réserves de billet, soit un virement créditeur sur le compte de la banque auprès de la *Reichsbank*. Avec les montants que la *Golddiskontbank* obtient de ces ventes, elle peut acheter à sa maison-mère, la *Reichsbank*, des traites spéciales<sup>882</sup>. Le 21 mai 1935, Schacht justifie le nouveau rôle donné à la *Golddiskontbank*, dont le capital est élargi de 200 à 400 millions de RM, par la très grande liquidité du marché monétaire<sup>883</sup>. En réalité, ce système a un double avantage : il permet de contrôler le marché monétaire, surtout lorsqu'il faut gérer les emprunts du Reich et il permet de retirer du bilan de la *Reichsbank*, donc de la masse monétaire, les conséquences du financement du réarmement.

La participation de Schacht au financement du réarmement est très importante mais doit être précisée. Deux caractéristiques semblent se dégager. D'une part, la réforme du système bancaire et la diminution des taux d'intérêt par les opérations de conversion ne sont pas des poli-

<sup>881</sup> BARCH Berlin, Reichsfinanzministerium R2/3826, p. 21-22 « Der Reichswirtschaftsminister an den Herrn Reichsminister der Finanzen, z. Hd. Von Herrn Ministerialrat Dr. Bayrhoffer », 10 janvier 1939

<sup>882</sup> René Erbe, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik... op. cit.*, p. 65

<sup>883</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7032, p. 10-11 « Abschrift! Berlin, den 21. Mai 1935 Erklärungen des Herrn Reichsbankpräsidenten Dr. Schacht auf der Generalversammlung der Deutschen Golddiskontbank am 21.5.35 »

tiques autonomes par rapport aux décisions du gouvernement. En effet, elles doivent permettre le financement du réarmement et ne bénéficient qu'à l'État. D'autre part, en acceptant le réescompte des traites spéciales et l'émission par l'État d'emprunts nécessairement autorisés par la *Reichsbank*, le financement du réarmement fait courir un risque inflationniste qui n'est pas négligeable. En effet, en 1934 et 1935, 4,8 milliards de RM de bons MEFO sont émis et escomptables par la *Reichsbank* (Tableau 14, p. 587), pour une masse monétaire d'environ 6 milliards de *Reichsmark*. Les traites spéciales représentent une véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus de la banque centrale. Des mesures sont prises pour masquer ce risque, comme l'émission par la *Golddiskontbank* de billet à ordre. Tous les moyens sont ainsi utilisés pour masquer l'effet inflationniste du préfinancement ou pour garantir le financement par l'emprunt de l'armement.

\*

La tâche essentielle de Schacht, lorsqu'il arrive au ministère, est de financer le réarmement et de réorienter l'économie et le système bancaire vers les besoins de la *Wehrmacht*. Il participe toutefois à un système politique, le III<sup>e</sup> Reich, marqué par une mise en concurrence des institutions étatiques ou partisans. Schacht a dû mener cette politique au sein de la polycratie nazie.

#### **IV. Schacht et la polycratie nazie**

Lorsqu'ils abordent le thème des relations du banquier avec le III<sup>e</sup> Reich, certains ouvrages sur Schacht se contentent de mentionner les heurts, d'ailleurs réels, avec des responsables du parti ou d'autres ministres. La relation Schacht-Hitler est très peu évoquée. John Weitz, par exemple, estime qu'elle se réduit à la possibilité pour Schacht d'influencer Hitler, malgré la stupidité présumée des lieutenants du chancelier<sup>884</sup>. Les liens entre les deux hommes sont ainsi décrits à sens unique – Hitler est influençable et Schacht ne l'est pas – comme si le Président de la *Reichsbank* était hors du système nazi.

Schacht lui-même a encouragé cette interprétation. Il estime que la *Nuit des longs couteaux* l'ont poussé à émettre ses premiers doutes sur la personnalité de Hitler. Il aurait alors accepté le poste de ministre pour modérer le régime :

---

<sup>884</sup> John Weitz, *Hitler's Banker... op. cit.*, p. 184

« Cette nouvelle expérience [la *Nuit des longs couteaux*] éclairait d'autant plus le chemin que j'avais à suivre. Je devais rechercher par tous les moyens, au sein du Cabinet et à partir de mon domaine de compétence, à défendre le droit et la justice, partout où la possibilité se présentait. »<sup>885</sup>

Bien que, de son point de vue, le ministère de l'Économie soit une « tour du droit »<sup>886</sup>, cette vision idyllique de son activité, utilisée pour se défendre au procès de Nuremberg, ne correspond pas à la réalité. En tant que Président de la *Reichsbank* et ministre de l'Économie du III<sup>e</sup> Reich, il participe à la propagande du régime, approuve officiellement la politique de la dictature, notamment envers les Églises et envers les Juifs, et entretient des relations avec les autres nazis. Enfin, il doit définir son attitude envers Hitler : a-t-il voulu se « rapprocher du *Führer* » ?

## A. Participer à l'effort de propagande

En tant que ministre du gouvernement du Reich, Schacht participe à la communication de l'État, dirigée par Joseph Goebbels, nazi historique et ministre de la Propagande<sup>887</sup>. Le Président de la *Reichsbank* lui est d'une grande utilité. Il est à la fois une voix respectée de l'Allemagne à l'étranger et du gouvernement envers le peuple allemand. En outre, par sa fonction de Président du directoire de la *Reichsbank*, il finance en partie la propagande des minorités allemandes en Europe.

### 1. Une voix de l'Allemagne à l'étranger

À l'étranger, de 1933 à 1936, Hjalmar Schacht sert principalement de relais de la propagande du Reich dans deux directions : les États-Unis et la Banque des Règlements Internationaux.

#### a. Une voix du III<sup>e</sup> Reich aux États-Unis

Schacht est une personne largement connue aux États-Unis, grâce à sa participation depuis 1924 à des conférences internationales, à sa tournée de l'automne 1930, à la publication de *The end of reparations* en 1931 et à sa visite à Roosevelt au printemps 1933. Vu d'outre-atlantique, son discours d'opposition aux réparations est satisfaisant, tant les Européens y ap-

<sup>885</sup> « Diese neuesten Erfahrungen [la *Nuit des longs couteaux*] machten es mir noch klarer, welchen Weg ich zu gehen hatte. Ich mußte mit allen Mitteln innerhalb des Kabinetts und aus meinem Ressort heraus versuchen, Recht und Gerechtigkeit zu verteidigen, wo immer sich dazu eine Möglichkeit bot. » in Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 407

<sup>886</sup> « Ein Turm des Rechts », *Ibidem*, 42<sup>e</sup> chapitre, p. 405 et suivantes.

paraissent comme irraisonnables. Pour cette raison, Schacht est chargé du discours expliquant le point de vue de l'Allemagne sur l'échec de la conférence de Londres<sup>888</sup>.

Ainsi, le 30 juillet 1933, Schacht explique sur une radio américaine que les résultats de la conférence auraient été maigres même en cas de réussite car elle ne s'est pas attaquée aux deux problèmes principaux de l'économie mondiale, le chômage et l'endettement. Le chômage doit être vaincu par des mesures nationales. Quant à l'endettement, il est de deux sortes. D'une part, les créances « politiques » ne peuvent être résolues que par des accords politiques et d'autre part les autres dettes doivent faire l'objet de contacts directs entre créanciers et débiteurs. Afin de trouver une solution à la crise économique internationale, la réduction du taux d'intérêt et des impôts est une solution plus naturelle que la dévaluation des monnaies.

La seconde partie du discours est de la propagande nazie dans le sens le plus étroit du terme. L'Allemagne souffre du mauvais état de son économie qui est un héritage des gouvernements socialistes qui ont maintenu l'activité économique par des emprunts extérieurs. Le régime nazi fonde sa politique sur les forces propres du Reich, par la politique des grands travaux, en faisant passer la communauté devant l'individu. Toutefois, Schacht explique que l'Allemagne s'apprête à intensifier son engagement pour un élargissement du commerce international par la conclusion d'accords bi- et multilatéraux. Le Reich ne pourra en effet payer ses dettes que si on le laisse suffisamment exporter, ce que les autres pays ne sont pas prêts à accepter. Pourtant, il est de l'intérêt des créanciers de négocier avec elle<sup>889</sup>.

Dans ce discours, Schacht fait d'une « pierre quatre coups » : il dédramatise l'issue de la conférence, justifie la nouvelle réglementation des transferts allemands du 1<sup>er</sup> juillet 1933, critique les mesures de dévaluation anglo-saxonnes, tout en justifiant le comportement de Roosevelt qui a appelé chaque pays présent à la conférence à prendre les mesures économiques nationales qui s'imposaient. De plus, il manie la carotte et le bâton. D'un côté, une dénonciation de l'égoïsme des nations, sans pour autant nommer les États-Unis, permet de rejeter implicitement la faute de l'état de l'économie mondiale sur la France ou le Royaume-Uni. Contrairement à ces deux Nations qui ont arrêté le paiement des dettes interalliées depuis 1932, l'Allemagne annonce son intention de payer ses dettes. D'un autre côté, il évacue assez rapidement le problème de l'alignement des monnaies qui constitue un reproche implicite contre

---

<sup>887</sup> Le titre exact de Joseph Goebbels est Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda

<sup>888</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7163 p. 163-165

<sup>889</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7163 p. 163-165



la dévaluation du dollar en 1933. Cela permet d'insister sur un point qui a la faveur de Roosevelt : les problèmes économiques sont d'abord des problèmes nationaux. Enfin, en rappelant que les États créanciers doivent accepter les marchandises allemandes, il rappelle l'échec, attribué à la France, de la tentative de trêve douanière de Roosevelt du printemps 1933. Cette proposition, Schacht avait fait mine de l'accepter.

Quelques mois plus tard, le 11 novembre 1933, il prononce une nouvelle allocution, sur la fin de l'hyperinflation en 1923<sup>890</sup>. La destruction de la monnaie allemande est imputée au traité de Versailles et à l'occupation de la *Ruhr*, et non à l'endettement contracté pour financer la Guerre. Sa maîtrise, estime Schacht, a dans un premier temps, permis un retour au principe financier de la correspondance entre la circulation monétaire et le niveau du commerce<sup>891</sup> et, dans un second temps, évité l'instauration d'un régime communiste en Allemagne. Par ce discours, Schacht insiste sur le rôle du nazisme dans la résistance à l'expansion du communisme, dans un pays où l'anti-bolchevisme est fortement répandu. En outre, il fait diversion le jour anniversaire de l'armistice de 1918, illustration d'une forme de refus de la défaite : en un sens, intervenir sur les ondes américaines le 11 novembre revient à participer à la légende du « coup de couteau dans le dos ».

L'effort de propagande de Schacht aux États-Unis se poursuit jusqu'en 1935. En mai de cette année, il reprend sur la radio américaine les thèmes abordés le 30 juillet 1933, pour évoquer ensuite le délicat problème des relations économiques germano-américaines<sup>892</sup>. Il estime que l'Allemagne a maîtrisé sa crise grâce au national-socialisme qui l'a sortie du bolchevisme. Pour poursuivre cet effort, le Reich est dans l'obligation d'augmenter ses importations, alors que ses dettes extérieures ont réduit sa capacité d'achat. Le bilan commercial entre les deux pays doit donc devenir actif en faveur de l'Allemagne. Schacht aimerait dans ce but conclure un accord avec les États-Unis, respectant les intérêts légitimes de chacun. Ce discours repose toujours sur la critique implicite d'un troisième acteur, l'Europe, pour mieux valoriser les États-Unis car le Président de la *Reichsbank* regrette la politique de contingentements et de *clearing* qui sévit sur le Vieux continent.

Parallèlement à l'utilisation de la radio, des articles de Schacht sont publiés dans *Foreign Af-*

<sup>890</sup> BARCH Berlin, *Deutsche Reichsbank* R2501/3729, p. 233-238.

<sup>891</sup> Cette définition insiste sur le commerce d'une manière qui nous semble mercantiliste.

<sup>892</sup> BARCH Berlin, *Deutsche Reichsbank*, R2501/6990, p. 272-279 « Die deutsch-amerikanischen Wirtschaftsbeziehungen. Entwurf einer Rundfunkansprache des Herrn Reichsbankpräsidenten an die Vereinigten Staaten von Amerika »

*fairs* à chaque fois qu'une grande décision économique ou financière allemande nécessite une explication. En 1934, par exemple, il écrit que le Reich est dans l'impossibilité de transférer les sommes dues aux créanciers américains et plaide pour une solution intermédiaire entre l'augmentation des exportations et l'annulation de la dette, c'est-à-dire une diminution des taux d'intérêt<sup>893</sup>.

L'appel à la peur du bolchevisme, la critique implicite des autres pays européens et l'image de l'Allemagne dépeinte en victime de Versailles sont les trois ressorts des discours et article de Schacht aux États-Unis. Mais, à partir de 1935, son aura et ses arguments ne sont plus suffisants pour y jouer encore le rôle de porte-parole de l'Allemagne. La réglementation des transferts à l'été 1934 et le refus allemand de payer en devises les porteurs américains de titres allemands ont très largement entamé son prestige, comme Thomas Lamont l'explique dans son mémorandum de juillet 1935<sup>894</sup>. Néanmoins, le Président de la *Reichsbank* reste la voix de l'Allemagne à la Banque des Règlements Internationaux.

#### *b. À la Banque des Règlements Internationaux*

Les réunions mensuelles du Conseil d'Administration de la BRI, à Bâle, sont l'occasion de nombreux contacts entre les banquiers centraux. Elles leur permettent notamment de défendre les grandes décisions financières et monétaires et la politique globale de leur pays.

Schacht a évidemment défendu les modifications de statuts de la *Reichsbank*, sur lesquelles la BRI a un droit de regard. En octobre 1933, il insiste sur la nécessité des opérations d'*open-market* et sur la pertinence de l'enquête bancaire<sup>895</sup>. Sur ce dernier sujet, Schacht peut aussi s'appuyer sur l'article qu'il publie dans *Germany and you*, un livre en anglais destiné aux pays Anglo-Saxons qui explique pourquoi le Reich améliore son marché intérieur du crédit. En novembre, il argumente en faveur de la décision allemande de sortir de la SDN et expose qu'il est exclu que le Reich y revienne<sup>896</sup>. De manière générale, il se donne le beau rôle de « modérateur » du gouvernement du Reich.

<sup>893</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/7030, p. 113-116 : « German Trade and German Debts », 13 octobre 1934

<sup>894</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 284 « Reichsbankdirektor Hülse an das Auswärtige Amt, Berlin, den 3. September 1935, Anlage 1 ».

<sup>895</sup> BRI QUE 5, Comptes rendus et notes Séances BRI de 1930 à 1935 et janvier-février 1937, Réunion du conseil de la BRI d'octobre 1933

<sup>896</sup> *Ibidem*, Réunion des 12-13 novembre 1933. C'est le jour même des élections pour le renouvellement du Reichstag pour l'approbation de la décision prise de quitter la SDN.

En juillet 1934, la 44<sup>e</sup> séance du conseil d'administration de la BRI revêt une importance particulière. Schacht rassure alors Harrison, directeur de la réserve fédérale de New York en visite en Europe, justifie la suspension complète du transfert des dettes extérieures allemandes et l'accord avec le Royaume-Uni du 4 juillet 1934 et enfin légitime l'action du régime contre les SA. La tâche a été manifestement trop difficile : l'auteur des notes sur les réunions de la BRI envoyées au consul de France à Bâle insiste sur le fait que les représentants allemands sont « abattus » et ont peur des conséquences à l'étranger du massacre du 30 juin, conjugué à la nécessité de gérer la fin des transferts<sup>897</sup>.

La propagande à destination de la BRI s'est parfois faite à Berlin même. Schacht invite Fraser, Président de la banque bâloise, à la pose de la première pierre du nouveau bâtiment de la *Reichsbank*<sup>898</sup>, en présence de Hitler. Le visiteur qualifie l'événement d'« impressionnant »<sup>899</sup> : les qualités de mise en scène des maîtres de la propagande du III<sup>e</sup> Reich ont aussi été utilisées à destination des représentants étrangers du monde économique.

La Banque des Règlements Internationaux a ainsi été un canal international de la propagande allemande. Ce canal est imparfait, dans la mesure où les discussions à Bâle entre les différents gouverneurs sont très ouvertes et nécessitent un langage différent, plus nuancé et informel que la propagande à destination des masses. Ce mode de communication est cependant adapté au milieu des banquiers centraux, et a ainsi servi le régime grâce aux relations de Schacht avec les autres banquiers centraux, il peut rassurer l'étranger.

L'activité de propagande de Schacht ne se limite cependant pas à l'extérieur. Il contribue également à la communication sur les enjeux économiques envers le peuple allemand.

## 2. Une voix du pouvoir

Pour la propagande intérieure, Schacht a deux missions. D'une part, il justifie les grandes décisions économiques par des arguments techniques à destination du grand public et, d'autre part il prend la parole à la veille d'élections pour justifier économiquement le vote en faveur de la NSDAP. Comme pour les discours à destination des États-Unis, la radio, « nouvelle tech-

---

<sup>897</sup> BRI QUE 5, Comptes rendus et notes Séances BRI de 1930 à 1935 et janvier–février 1937, 44<sup>e</sup> séance du Conseil de la BRI – Visite à Bâle de Mr. Harrison, Gouverneur de la banque fédérale de Réserve de New York – 7/9 juillet 1934

<sup>898</sup> Aujourd'hui partie de l'Auswärtiges Amt, près de la Schloßplatz, à Berlin.

<sup>899</sup> BRI Conseils d'administration de la BRI, Ordres du jour et procès-verbaux, Séances 41-50, Vol.V 1934–1935, Procès-verbal de la quarante-deuxième séance du conseil d'administration de la BRI,

nologie de l'information » de l'entre-deux-guerres, est largement utilisée.

*a. Justifier les grandes décisions de la politique économique et financière*

Les discours de Schacht « éclairent » les Allemands sur les grandes décisions de politique économique et financière du régime et désignent cette dernière comme étant une part de la politique de Hitler. Ils permettent également de prévenir les craintes des Allemands vis-à-vis d'une politique économique expansionniste, liées aux deux traumatismes qui ont marqué la mémoire collective allemande, l'hyperinflation de 1923 et la crise bancaire de 1931.

Le mercredi 5 décembre 1934, Schacht commente à la radio les fondements des nouvelles lois bancaires<sup>900</sup>. Ce discours commence par une introduction sur l'Allemagne des années 20, les réparations et le danger marxiste. Il évoque ensuite la grande œuvre de Hitler et explique que des lois bancaires ont été adoptées pour mieux contrôler les banques et reconstituer un marché des capitaux. Le but est de sécuriser les grands travaux et permettre aux Allemands d'épargner. L'utilité de ces lois pour le financement du réarmement n'est bien entendu pas évoqué. Pour apaiser les nazis « de gauche », il justifie le maintien du système bancaire dans la sphère privée. En effet, le discours comprend de larges passages justifiant les trois lois, le besoin de capitaux et le besoin de moyens de paiement efficaces pour l'agriculture, le commerce, l'industrie et l'armée.

Quelques semaines après, le 25 janvier 1935, Schacht énonce la manière dont il compte diminuer le taux d'intérêt<sup>901</sup>. En effet, les obligations et hypothèques émises par les communes voient leur taux passer de 6 à 4,5 %. Cette conversion porte sur une dette de 8 milliards de *Reichsmark* et représente une économie de 120 millions par an. L'explication de cette action se fait, comme toujours, en opposition à la République de Weimar. Brüning est mis en cause, le gouvernement nazi refusant la « violence » de l'ancien chancelier. Ce discours n'a pas d'incidence internationale mais montre qu'officiellement, Schacht s'intègre dans la politique du régime nazi.

---

tenue à Bâle, le 14 mai 1934.

<sup>900</sup> « Dr. Schacht über die neuen Gesetze zum Bank- und Kreditwesen. », BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3732, Deutsches Nachrichtenbüro du 5 décembre 1934 ou R2501/3801, Deutsche Handelsdienst du 5 décembre 1934 qui l'a reproduit en entier et R2501/6989 p. 246-273 pour les brouillons élaborés par la Vosta.

<sup>901</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3733, p. 14-17 « Reichsbankpräsident Dr. Schacht über die Zinssenkungsaktion » et R2501/6990, p. 35 et suivantes, contient le matériel réuni pour élaborer le discours.

Les interventions de Schacht ont aussi pour finalité d'encourager les Allemands à épargner pour faciliter la politique d'emprunt du Reich. À l'occasion de la « journée nationale de l'épargne », il estime que « la Liberté et le Pain » (*Freiheit und Brot*) sont les deux buts de la politique nationale-socialiste<sup>902</sup> : l'indépendance nationale et la fin du chômage. Schacht établit ainsi un lien de causalité entre l'absence d'une armée, c'est-à-dire le fait de ne pas être libre au sens d'indépendant, et le chômage de masse avant 1933. Néanmoins, « l'obtention de la liberté et du pain n'est pas concevable sans le travail de l'épargnant. »<sup>903</sup> Afin de ne pas donner un sens trop capitaliste à la notion d'épargne, il en exclut la spéculation et appelle les Allemands à économiser. Il tente ensuite de convaincre les Allemands d'épargner, en récapitulant les arguments en faveur de l'épargne. En premier lieu, la monnaie allemande est stable quand d'autres ont été emportées par divers tourments et la situation financière de l'Allemagne s'améliore de jour en jour. En second lieu, les caisses d'épargne ont augmenté leurs liquidités, donnant ainsi de plus grandes garanties pour les épargnants. Enfin, il explique que le Reich a besoin de tous les citoyens pour le *Nouveau Plan* d'armement. Il conclut sur le mot d'ordre : « Épargnons pour la Liberté et le Pain » (*Sparen für Freiheit und Brot*). Le discours de Schacht est très important : améliorer le montant d'épargne permet au Reich d'emprunter des montants importants. Il rappelle, d'ailleurs, que la *Reichsbank* est garante de ces emprunts.

Dans ces trois discours, Schacht insère sa politique dans la politique nationale-socialiste et utilise une terminologie nazie, sous forme de mots d'ordre comme « *Freiheit und Brot* ». Schacht y cautionne le régime nazi en tant qu'expert de la monnaie et des finances et décrit la République de Weimar de manière bien plus sombre qu'elle ne l'a été en réalité. De plus, ils sont largement diffusés par de nombreux journaux qui se contentent de les reprendre ou d'en publier un résumé sans commentaire. En ce sens aussi, il s'agit de propagande.

Ces discours techniques ne sont pas les seuls prononcés par Schacht à destination des Allemands. À la veille de chaque élection-plébiscite importante, Goebbels lui commande une allocution.

#### *b. Les allocutions électorales*

Schacht, sur demande de Goebbels, appelle à voter pour Hitler ou le parti, à l'occasion de

<sup>902</sup> BARCH Berlin, *Deutsche Reichsbank*, R2501/3735, p. 31-36

<sup>903</sup> « Denn die Erlangung von Freiheit und Brot ist ohne die Arbeit des Sparers nicht denkbar. », *Ibi-*

plébiscites qui servent à approuver *a posteriori* des grandes décisions du III<sup>e</sup> Reich.

Ainsi, en vue des élections du 12 novembre 1933, Schacht explique que les Allemands doivent montrer au monde que le peuple soutient Hitler pour son combat pour la « paix » « *en défense de l'honneur allemand*<sup>904</sup> ». Puis, il développe des arguments en faveur d'un soutien au chancelier au nom de la *Reichsbank* : il faut un pouvoir politique fort pour lutter contre l'ordre de 1919. De plus, avec les grandes dévaluations, une guerre des monnaies a démarré.

« Nous remercions le gouvernement de notre chancelier qui a pris toutes les mesures pour garantir à la masse laborieuse de notre peuple le pouvoir d'achat du revenu et de l'épargne et pour ne plus jamais nous laisser dans la misère sociale et l'agitation d'une inflation [...]. »

Selon Schacht, Hitler, en « chassant » le communisme, en résolvant le problème du chômage tout en maintenant une monnaie stable et des finances en ordre, œuvre pour la stabilité internationale, malgré le comportement des pays étrangers et les barrières dressées contre l'Allemagne.

« Le fondement de la confiance et de la foi est jusqu'à aujourd'hui la règle de conduite de notre commerce et le restera dans le futur. Mais le monde doit savoir que la confiance internationale ne peut reposer que sur le fondement de l'égalité des droits et de l'indépendance des peuples. [...] Ainsi voulons nous donner [cette] signification à ces élections par un amical "oui". »

Schacht montre ainsi que le retrait allemand de la SDN et de la conférence sur le désarmement, le refus de transférer les dettes et le programme de création d'emplois sont plusieurs éléments d'une même politique.

En août 1934, l'enjeu est encore plus important pour le régime. Un plébiscite est organisé pour approuver l'accès de Hitler à la présidence. Le 18 août, Schacht prononce un discours à la radio et publie un article dans la *Berliner Börsen Zeitung* sur le même sujet<sup>905</sup>. Le tout nouveau ministre plaide pour un « *Ja für Hitler!* » très enthousiaste. Après la critique habituelle de la République de Weimar et des Réparations, Schacht indique qu'il faut soutenir Hitler et son gouvernement car ils font tout pour parer les difficultés qui s'annoncent pour

---

*dem*

<sup>904</sup> « Unter Wahrung der deutsche Ehre » in BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7164 p. 33 et suivantes.

<sup>905</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7029, p. 9 pour la commande de Goebbels, p. 17 pour l'article pour la *Berliner Börsen Zeitung* et R2501/3731 pour le même article du 15 août. L'article se nomme « "Ja für Hitler!" von Dr. Hjalmar Schacht ».

l'hiver. Les matières premières risquent de manquer, et la Nation se place dans les mains d'Adolf Hitler pour surmonter cette difficulté.

Il prononce un dernier discours en faveur des élections lors de l'assemblée générale de la *Reichsbank* du 19 mars 1936<sup>906</sup>. Elle se réunit une fois par an et est l'occasion d'un bilan annuel sur l'activité de la banque centrale. Pour cette raison, l'événement est suivi en Allemagne par la presse économique et le discours du Président y est habituellement reproduit. Certaines assemblées générales ont été le lieu d'annonces fracassantes, comme la démission de Schacht en 1930. Le discours de mars 1936, tenu peu avant les élections sanctionnant la remilitarisation de la Rhénanie, insiste d'abord sur la stabilité de la masse monétaire : sous Hitler, il n'y a pas eu d'inflation.

\*

Dans un dernier domaine, son soutien à la propagande est financier. Le III<sup>e</sup> Reich encourage les Allemands de l'étranger à mener une propagande pour entretenir l'attachement à l'Allemagne. Dans ce but, des devises doivent être mises à disposition des partis les représentants : Schacht, Président de la *Reichsbank*, est naturellement sollicité.

### 3. Le financement des Allemands de l'étranger

Les traités d'Île de France ont retiré au Reich une partie de son territoire et démantelé l'Empire austro-hongrois. En conséquence, des minorités germanophones sont éparpillées en Europe. À l'Ouest, la Sarre est un territoire autonome (*Saargebiet*) jusqu'en janvier 1935. Les deux cantons d'Eupen et Malmédy sont rattachés à la Belgique et l'Alsace-Moselle est restituée à la France dès l'armistice du 11 novembre 1918. Le nord du Schleswig revient au Danemark. À l'Est, Danzig devient une Ville libre sous tutelle de la Société des Nations et un corridor coupant la Prusse-Orientale du reste de l'Allemagne est attribué à la Pologne. Des Allemands habitent à Teschen (18 % de la population) qui est disputée entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. À l'extrême est de la Prusse-Orientale, la région de Memel, 130 000 habitants dont près de 50 % d'Allemands, est rattachée à la Lituanie en 1923. Des minorités allemandes habitent aussi en Tchécoslovaquie dans la région frontalière des Sudètes et en Roumanie. Au total, 10 à 12 millions d'Allemands vivent hors des frontières du Reich.

---

<sup>906</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7033, « Reichsbankpräsident Dr. Schacht zur Reichstagswahl (Ausführungen auf der Generalversammlung der Reichsbank am 19. März 1936). »

*a. Le parti de Konrad Henlein*

En 1933, bien que la question ait été soulevée dès les années 20 par la diplomatie allemande, le problème des minorités allemandes est toujours pendante. Le III<sup>e</sup> Reich les subventionne en leur faisant parvenir des devises, par des transferts autorisés par Schacht. Danzig, par exemple, reçoit plusieurs millions de *Reichsmarks* par mois avant la diminution du montant de cette allocation à partir de mai 1935. D'autres Allemands hors du Reich ont reçu des financements, par le biais de la *Reichsbank*. Ainsi, en septembre 1935, le conseiller Roediger de l'*Auswärtiges Amt* fait part des demandes de soutien des Allemands de Pologne et de Tchécoslovaquie<sup>907</sup>. Ni le ministère des Affaires étrangères, ni la *Deutsche Stiftung*<sup>908</sup> ne peuvent alors leur fournir des devises. L'auteur de la note indique que Neurath pourrait profiter du congrès du parti pour en parler à Schacht et Schwerin von Krosigk.

En Tchécoslovaquie, Konrad Henlein a déclaré au printemps 1935 avoir besoin de 330 000 RM pour des besoins électoraux. Cet ancien professeur de gymnastique vient de fonder la *Sudetendeutsche Partei*. L'« Association pour les Allemands de l'étranger » (*Verein für das Deutschtum im Ausland*, VDA) lui en a procuré 145 000 et les 185 000 restants sont financés sous forme d'obligations de garantie arrivées à échéance. Cette somme est payée conjointement par le Reich et la NSDAP. Cependant, quel que soit le payeur, il doit obtenir une autorisation de transfert de 185 000 RM en devises. En outre, Henlein a besoin de sommes supplémentaires pour renforcer son parti et pour alléger les difficultés sociales croissantes des Allemands des Sudètes. Enfin, il demande 400 000 RM pour créer un journal, *Die Zeit*, le 1<sup>er</sup> octobre 1935.

L'auteur de la note insiste sur la nécessité de soutenir le jeune parti d'Henlein, après son succès aux élections de 1935<sup>909</sup>, d'autant plus que le Reich a un intérêt militaire à subventionner des Allemands dans un pays qui a de fortes relations avec l'URSS et la France. Cependant, il faut évaluer les moyens qu'Henlein peut trouver en Tchécoslovaquie même, pour que son parti ne vive pas uniquement des subsides allemands. De plus, les sommes demandées sont trop élevées. Enfin, il faut prendre en compte le montant des sommes qui peuvent être transfé-

<sup>907</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 285 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats Roediger, Berlin, den 4. September 1935 »

<sup>908</sup> Cette organisation est depuis le 6 mai 1930 une Vertrauensstelle (office de confiance) des gouvernements du Reich et de Prusse, dont les buts sont l'encadrement culturel et social des régions allemandes séparées du Reich au Nord et à l'Est. ADAP Serie C Band IV,2, n° 285 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats Roediger, Berlin, den 4. September 1935 », note de bas de page n° 2

<sup>909</sup> Le Sudetendeutsche Partei a été créé pour les élections du printemps 1935, sur la base d'un parti



rées au vu de la situation en devises. En conclusion, il propose une allocation mensuelle de 30 000 RM. Le 26 septembre 1935, les représentants du parti des Sudètes, sans Konrad Henlein, discutent avec le ministère des Affaires étrangères<sup>910</sup>. La somme totale dont ils ont besoin est alors de 585 000 RM, à payer au plus tard le 10 novembre 1935. À la suite d'un entretien avec Konrad Henlein, et au vu de l'urgence de ces affaires, Schacht donne son accord à un transfert de 250 000 RM.

*b. Les minorités allemandes de Pologne et Memel*

Pour la Pologne, la note du 4 septembre 1935 indique que les sommes requises à destination de la minorité germanophone augmentent<sup>911</sup>. La *Deutsche Stiftung* estime les besoins à 700 000 RM. L'augmentation s'explique notamment par la situation d'urgence (*Notlage*) qui gagne de plus en plus le *Deutschtum* des régions séparées du Reich, en raison de la chute du prix des céréales. L'auteur conclut en demandant, pour les sommes nécessaires pour la Pologne et pour la Tchécoslovaquie, un accord entre Neurath, le ministre des Finances, Schacht, Heß et Ribbentrop, chargé du parti aux minorités.

Au début de l'année 1936, ce sont les Allemands de Memel qui demandent des moyens. Comme en Pologne et dans les Sudètes, leur situation économique s'est dégradée au cours de l'année 1935. Le 13 janvier, l'*Auswärtiges Amt* demande à entretenir Schacht des besoins de Memel en devises<sup>912</sup>. Les relations avec la Lituanie sont alors compliquées par la compensation commerciale entre les deux pays, les Lituaniens imposant des conditions difficiles pour Memel. L'*Auswärtiges Amt* parle alors d'un montant d'un million de RM. Schacht accepte le 21 janvier 1936 de fournir 500 000 RM de devises pour l'achat de produits agricoles de la région de Memel. Koch, Gauleiter de Prusse-Orientale, insiste sur la nécessité de ces achats et Neurath estime qu'une amélioration de la situation de Memel peut fournir à l'Allemagne de meilleurs arguments pour les discussions économiques avec la Lituanie<sup>913</sup>.

Toutefois, l'amélioration de ces relations en février 1936, que le Président du territoire de

---

plus ancien déjà dirigé par Henlein.

<sup>910</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 320 « Aufzeichnung des Gesandtschaftsrats Altenburg, Berlin, den 2. Oktober 1935 »

<sup>911</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 285 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats Roediger, Berlin, den 4. September 1935 »

<sup>912</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 490 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats Roediger, Berlin, den 13. Januar 1936 »

<sup>913</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 549 « Der Reichsminister des Auswärtigen Freiherr von Neurath an Reichswirtschaftsminister Schacht, Berlin, den 7. Februar 1936 »

Memel, Baldzus, approuve, ne met pas fin aux demandes financières de Memel. En effet, des élections locales arrivent, et l'atmosphère dans la ville s'est dépréciée au fur et à mesure de la dégradation des conditions économiques<sup>914</sup>. Le 21 février 1936, Schacht se dit prêt à fournir des devises pour l'achat de produits agricoles, sous condition que des propositions pratiques détaillées soient élaborées. Le 21 avril 1936, Hitler accepte l'achat pour un million de RM de bétail de boucherie et de porcs de Memel<sup>915</sup>.

\*

La participation de Schacht à la propagande est substantielle. Voix de l'Allemagne à l'étranger, voix d'expertise en Allemagne, il collabore également aux projets de subvention des Allemands de l'étranger. Concernant la propagande à proprement parler, nous ne voulons pas faire l'erreur d'Albert Fischer qui considère que la parole d'un ministre dans un système totalitaire est complètement libre. Cependant, il est parfois certain que les allocutions de Schacht peuvent être spontanées. La récusation systématique de tout aspect positif de la République de Weimar, régime dont Schacht a été un pilier, la critique régulière du communisme, le rejet de la faute de l'instabilité économique qui perdure en Allemagne depuis la fin de la Première Guerre mondiale sur le traité de Versailles et Weimar sont des éléments communs à la fois au nazisme et au conservateur qu'est Schacht. Ce type de convergences idéologiques peut expliquer pour partie la participation du Président de la *Reichsbank* au III<sup>e</sup> Reich d'une part et d'autre part ses relations avec la dictature et les nazis.

## **B. Schacht, la dictature et les nazis**

L'originalité du III<sup>e</sup> Reich tient dans l'instauration d'une polycratie, c'est-à-dire la mise en concurrence des institutions qui le composent. Dans l'historiographie, cette structure résulte pour les historiens intentionnalistes de la volonté de Hitler<sup>916</sup>. Pour les auteurs fonctionnalistes, elle est conséquence de la répugnance du chancelier à prendre des décisions et à la pratique charismatique<sup>917</sup> de son pouvoir<sup>918</sup>. Ainsi, quelle que soit l'interprétation, Schacht

<sup>914</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 554 « Der Staatssekretär des Auswärtigen Amts von Bülow an Reichswirtschaftsminister Schacht, Berlin, den 12. Februar 1936 »

<sup>915</sup> ADAP Serie C Band IV,2, n° 554 « Der Staatssekretär des Auswärtigen Amts von Bülow an Reichswirtschaftsminister Schacht, Berlin, den 12. Februar 1936 », note n° 5.

<sup>916</sup> Karl Dietrich Bracher. *Hitler et la dictature allemande*. Complexe, Bruxelles, édition originale 1969, 1995.

<sup>917</sup> La domination charismatique est définie par Max Weber comme un pouvoir qui se fonde sur la reconnaissance du caractère extraordinaire, parfois sacré, d'un individu dont les « pouvoirs » sont l'élément structurant d'un groupe nouveau (prophète, chef de guerre, leader politique à l'ère des

s'insère dans ce « chaos », et y joue un rôle qu'il convient de définir, par une analyse plus en profondeur du point de vue de Schacht sur l'antisémitisme et sur la politique nazie hors de son domaine de compétence.

### 1. Schacht et l'antisémitisme du régime

L'antisémitisme est l'une des questions les plus importantes touchant à la fois au III<sup>e</sup> Reich et à Hjalmar Schacht. La question du rapport entre les conservateurs du régime et leur antisémitisme est sujette à de nombreuses interprétations. Elles oscillent entre deux positions opposées qui ont été exposées dans un court mais violent débat sur une liste de diffusion américaine ayant opposé Peter Hoffmann et Hans Mommsen<sup>919</sup> sur le cas de Carl Friedrich Goerdeler<sup>920</sup>. Le premier dédouane l'ancien maire de Leipzig de toute judéophobie, estimant que certains de ses projets ou de ses propos qui, aujourd'hui, sont considérés comme racistes, étaient d'abord le résultat de l'« air du temps ». Il estime ainsi que l'on ne peut juger un homme à l'aune des valeurs du XXI<sup>e</sup> siècle. Il doit l'être dans le cadre de son époque. Pour Mommsen, l'antisémitisme de Goerdeler remonte à une tradition conservatrice ancrée dans le régime impérial d'avant-guerre, qui, tout en refusant toute discrimination dans le domaine économique, refuse l'assimilation des Juifs à la citoyenneté allemande. Il ainsi parle d'« antisémitisme de dissimulation<sup>921</sup> » (*dissimilatorischen Antisemitismus*) à propos de considérations sur les Juifs dans un ouvrage de 1944<sup>922</sup>.

---

masses).

<sup>918</sup> voir Martin Broszat, *Der Staat Hitlers... op. cit.*

<sup>919</sup> Les deux auteurs ont étudié la résistance allemande : Peter Hoffmann, *La résistance allemande contre Hitler*. Balland, Paris, 3<sup>e</sup> édition, 1984 et Hermann Graml, Hans Mommsen, Hans-Joachim Reichhardt et Ernst Wolf, *The German resistance to Hitler*. University of California Press, Berkeley, Los Angeles, 1970. Leurs approches de la résistance conservatrice sont très différentes. La 1<sup>ère</sup> édition de l'ouvrage massif de Hoffmann sur la résistance conservatrice n'envisage pas qu'il y ait pu avoir une autre résistance et n'aborde que très peu les motifs idéologiques des conservateurs. Le groupe constitué autour de Mommsen et Graml pointe au contraire les ambiguïtés idéologiques de la résistance conservatrice, dont les buts ne se distinguent que peu par rapport aux buts nazis sur certains points : les annexions de l'Alsace-Moselle, des Sudètes, de l'Autriche notamment ne sont pas contestées, seule la méthode l'est. C'est au contact du cercle démocrate-chrétien de Kreisau que ces buts changent chez certains conservateurs.

<sup>920</sup> <http://www.h-net.org/~german/>

<sup>921</sup> La traduction de l'expression allemande « dissimilatorischen Antisemitismus » qui semble provenir elle-même d'un anglicisme (*dissimilatory*) n'est pas évidente. Nous avons choisi le terme de « dissimulation » facilement opposable à « assimilation ». C'est toutefois un abus de langage : datant de 1868, il s'agit d'un terme de linguistique, signifiant « Différenciation de deux phonèmes identiques d'un mot. Le latin “flebilis” a donné “faible” par dissimulation » in *Le Petit Robert*, mise à jour de mars 1994.

<sup>922</sup> Pour la critique du livre de Sabine Gillmann et Hans Mommsen par Peter Hoffmann, voir <http://h-net.org/~german> et faire une recherche sur le mots-clé « Sabine Gillmann ». Le premier mail de Peter

Ce débat aurait aussi pu concerner Schacht. Albert Fischer le juge très largement antisémite, même s'il n'a jamais approuvé les théories raciales des nazis<sup>923</sup>. Il fait remonter l'antisémitisme du Président de la *Reichsbank* à la judéophobie culturelle et religieuse du XIX<sup>e</sup> siècle et fait un parallèle entre l'opinion de Schacht et celle des milieux conservateurs depuis 1917. Il insiste également pour montrer que son antisémitisme évolue en même temps que ses positions politiques au fur et à mesure des années 1920 et 1930. Ainsi, même si ses propos restent discrets, il s'affirme plus nettement à partir de 1930 et de son voyage aux États-Unis. En revanche, on trouve une opinion très favorable à Schacht dans le livre *Ein Stempel hat gefehlt*<sup>924</sup>. Cet ouvrage ne cite que des événements en faveur du Président de la *Reichsbank*, se contentant de rappeler l'expression de ses opinions très hostiles au pogrom de 1938. Schacht lui-même tend à favoriser cette seconde interprétation.

Où se situe la vérité, entre le Schacht antisémite à l'image du III<sup>e</sup> Reich et le Schacht protecteur des Juifs contre les nazis ? Cette question a des implications concrètes : est-il intervenu dans la *Gleichschaltung* des banques en 1933 ? Quel fut le rôle de Schacht dans l'élaboration des lois de Nuremberg ? Mais elle entraîne aussi un questionnement plus théorique : l'antisémitisme de Schacht a-t-il motivé sa collaboration avec le III<sup>e</sup> Reich ?

L'antisémitisme du régime nazi s'est manifesté dès l'arrivée au pouvoir de la NSDAP. Les SA déclenchent une première vague de violence au printemps 1933. Goebbels tente de la canaliser en organisant un *boycott* officiel le 1<sup>er</sup> avril 1933 car il est trop tôt pour des actions violentes. Parallèlement, la fonction publique est épurée des socialistes, communistes et également des Juifs, grâce à l'adoption de la loi sur la fonction publique d'avril 1933 (*Gesetz zur Wiederherstellung des Berufsbeamtentum*). Nous nous pencherons dans un premier temps sur le comportement de Schacht face à la *Gleichschaltung* des banques. Puis nous tenterons de préciser la nature de son antisémitisme. Enfin, nous analyserons le rôle de Schacht dans la mise en place des lois de Nuremberg.

#### *a. Le rôle de Schacht dans la Gleichschaltung des banques allemandes*

La *Gleichschaltung*, littéralement *synchronisation*, est un processus de mise au pas qui se

---

Hoffmann date du 25 mai 2006, la réponse de Hans Mommsen a été publiée le 19 juin et le dernier courrier de Hoffmann est en date du 5 juillet 2006. Consulté le 18 juillet 2006.

<sup>923</sup> Albert Fischer, *Hjalmar Schacht... op. cit.*, p. 104 à 122

<sup>924</sup> Rolf Vogel, *Ein Stempel hat gefehlt. Dokumente zur Emigration deutscher Juden*, Droemer Knauer, München, Zürich, Knauer, 1977.

déroule essentiellement au printemps et à l'été 1933. Il consiste en une coordination des institutions et organisations allemandes sous le contrôle du parti nazi. L'instauration de *Reichstaathalter* pour imposer la politique nazie dans les *Länder* le 7 avril 1933, la disparition progressive des partis qui se termine avec la dissolution volontaire du *Zentrum* le 4 juillet 1933, la suppression des syndicats en mai 1933, sont des étapes importantes de la nazification de la société et du régime. Ce processus ne se déroule pas qu'à la tête du parti et de l'État mais à tous les niveaux de la vie politique et sociale. Selon Ian Kershaw, il est rapide en raison de la conjugaison de la pression exercée par les extrémistes du parti et l'envie d'opportunistes de profiter de la situation<sup>925</sup>. Le système bancaire a également été sujet à la *Gleichschaltung*. Quel était le rôle de Schacht ?

### *La Reichsbank*

À la *Reichsbank*, l'arrivée de Schacht se traduit par le départ d'un directeur, Melchior, également délégué à la Banque des Règlements Internationaux. Juif, il est remplacé par le baron Schröder<sup>926</sup>. Nous ne savons pas s'il est parti sur la demande de Schacht ou de Hitler quand ce dernier s'est entretenu avec le Président Hans Luther peu avant sa démission. Cependant, le départ de Melchior semble logique, quelle que soit sa confession : en décembre 1928, il a été désigné par le gouvernement comme suppléant de Schacht à la conférence des experts pour tempérer le caractère du Président de la *Reichsbank*. Par contre, le rôle de Schacht pour l'application des décrets et lois de nazification est plus clair. Le ministre de l'Intérieur Frick publie une circulaire, dès mars 1933, également valable à la banque centrale, demandant que tous les communistes soient dénoncés en vue de leur expulsion de la fonction publique. Schacht accompagne le document d'une instruction : toute délation doit passer par lui<sup>927</sup>. Le 29 août 1933, Schacht publie à son tour une circulaire pour l'application de la loi sur les fonctionnaires : les Juifs doivent lui être désignés. En 1948, il explique que, ne pouvant rien faire contre la loi, le but de cette circulaire était de l'appliquer lui-même, plutôt que d'attendre que des nazis le fassent. D'après Schacht, le résultat en a été la rareté des dénonciations. Sur 3000 employés de la banque centrale, sept Juifs « seulement » ont été révoqués. Le directoire, explique son ancien Président, leur a fourni un emploi dans l'économie privée<sup>928</sup>.

<sup>925</sup> Ian Kershaw, *Hubris... op. cit.*, p. 478

<sup>926</sup> BRI QUE 5, Comptes rendus et notes Séances BRI de 1930 à 1935 et janvier–février 1937, 11 avril 1933.

<sup>927</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/altR28/55 p. 307

<sup>928</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp1/4, 17 août 1948, p. 399-403. Nous n'avons pas

La *Reichsbank* a bel et bien été épurée. Si le directoire a essayé de procéder à cette *Gleichschaltung* en douceur, dans la mesure où les victimes ont été pourvues d'un autre emploi, Schacht ne l'a pas entravée ni remise en question. Il a été plus actif encore dans un autre domaine : l'épuration du conseil d'administration de la *Deutsche Bank*.

#### *L'exemple de la Deutsche Bank*

La *Deutsche Bank*<sup>929</sup>, majoritairement privée, ne tombe pas sous le coup de la loi du 7 avril 1933. Cependant, elle subit la pression des nazis. Le 6 avril, Schacht entre en contact avec le Président du conseil de surveillance Franz Urbig et avec un membre juif du directoire de la banque, Georg Solmssen, pour discuter des conséquences du changement de régime sur la politique du personnel de la banque<sup>930</sup>. Schacht estime que la présidence et le conseil de surveillance de la banque sont attaquables politiquement à cause de ses directeurs juifs, Theodor Frank, Oscar Wassermann et Georg Solmssen. Les propos du Président de la *Reichsbank* sont interprétés par Urbig comme des instructions à respecter. Wassermann est particulièrement visé, s'étant engagé pour des organisations sionistes et comme représentant de la communauté juive allemande. Theodor Frank, contrairement à lui, ne s'est jamais produit en public. Georg Solmssen est converti au christianisme depuis plus de 30 ans et a abandonné son nom juif de Salomonsohn.

Sous pression de Urbig, Wassermann décide le 10 avril de partir de la direction de la banque avant la fin de 1933, sous prétexte de son âge. Cette démission n'est pas annoncée, afin de ne pas montrer à l'étranger que la vague d'antisémitisme allemande atteignait les banques. Toutefois, quand Wassermann indique qu'il compte demander le renouvellement de ses fonctions de porte-parole de la direction à l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juin 1933, Franz Urbig le contraint à partir, sous prétexte de sa mauvaise santé<sup>931</sup>. Theodor Frank le suit.

Georg Solmssen quitte, sur demande de Schacht, la direction du *Bankenverband*, l'association

---

confirmation de ces affirmations de Schacht.

<sup>929</sup> L'histoire de la Deutsche Bank a été écrite par plusieurs historiens à l'occasion de ses 125 ans (Lothar Gall, Gerald D. Feldman, Harold James, Carl-Ludwig Holtfrerich, and Hans E. Büschgen. *Die Deutsche Bank 1870-1995*. Verlag C.H. Beck, München, 1995). Harold James y a étudié le comportement de la banque sous la dictature (Harold James, « Die Deutsche Bank und die Diktatur, 1933-1945 », in Lothar Gall et alii., *Die Deutsche Bank... op. cit.*, p. 315-408). Il décrit les négociations menées en mai 1933 entre Schacht et la Deutsche Bank pour le départ des Juifs de son directoire. Ces recherches ont été reprises dans un cadre plus large par Christopher Kopper, *Bankiers unterm Hakenkreuz*, Hanser, München, 297 pages.

<sup>930</sup> Christopher Kopper, *Bankiers... op. cit.* p. 53

des banques, dès le 8 avril 1933. Deux jours auparavant, le Président de la *Reichsbank* l'a assuré de son maintien à la direction de la *Deutsche Bank*<sup>932</sup>. Il quitte la *Deutsche Bank* le 1<sup>er</sup> juin 1934, ayant atteint la limite d'âge, 65 ans. Il est resté jusqu'en 1938 au conseil de surveillance. En mars de cette même année, le ministère de l'Économie, alors sous direction de Funk, décrète qu'une entreprise est « juive » si un seul Juif est membre de son conseil de surveillance. Solmssen quitte alors définitivement l'Allemagne pour la Suisse.

La *Gleichschaltung* de la *Deutsche Bank* est d'abord menée, sous impulsion de Schacht, contre les Juifs non convertis de sa direction, sous prétexte d'éviter à la banque d'être attaquée par les nazis. Elle se fait cependant en deux étapes, Georg Solmssen, converti, ne devant partir définitivement qu'en 1938. Ces deux étapes montrent aussi la radicalisation du régime. Néanmoins, Schacht ne joue un rôle que sous la première étape.

#### *La Dresdner Bank*

La *Dresdner Bank* se distingue de la *Deutsche Bank* depuis la crise bancaire de 1931 par son statut d'entreprise publique. La *Gleichschaltung* de sa direction a pourtant pris plus de temps, alors même que la loi du 7 avril 1933 s'y applique. Wilhelm Kleemann est le premier directeur à démissionner le 31 mars 1933. Ce membre de la communauté juive de Berlin, âgé de 63 ans, ne semble pas être parti sous pression des autres membres du conseil d'administration mais à la demande d'Alfred Hugenberg. Son coreligionnaire Sigmund Bodenheimer, également membre du conseil d'administration de la banque, part le 30 septembre suivant en application de la loi d'avril 1933. Par contre, Samuel Ritscher reste membre de la direction jusqu'en avril 1936, lorsqu'il atteint la limite d'âge<sup>933</sup>.

Ritscher a valorisé ses relations avec les États balkaniques au cours de sa carrière. Or, à partir de 1934, ces compétences deviennent particulièrement importantes pour la politique économique allemande. En outre, directeur de 1906 à 1915 de la *Deutsche Orientbank*, filiale de la *Dresdner*, son expérience est également intéressante pour le régime. Schacht, en tant que ministre intérimaire de l'Économie, a veillé à le protéger jusqu'à son départ à la retraite<sup>934</sup>. Il a également autorisé la *Dresdner* à la représenter en Égypte et en Turquie après 1936. Le cas de Ritscher montre que Schacht, en tant que ministre, avait une marge de manœuvre en cas de

---

<sup>931</sup> *Ibidem*, p. 56.

<sup>932</sup> *Ibidem*, p. 57

<sup>933</sup> *Ibidem*, p. 59

<sup>934</sup> *Ibidem*, p. 64

nécessité pour l'économie nationale.

Dans plusieurs cas, on ne peut nier que Schacht ait parfois résisté aux interventions agressives du parti nazi contre des Juifs.

*Lutter contre les interventions individuelles des membres du parti*

La vague d'antisémitisme qui culmine avec le *boycott* de 1933 touche le domaine bancaire. Dès le 30 mars, le directoire de la *Reichsbank* demande de l'aide au ministre de l'Économie contre le *Gauleiter* d'Oberpfalz qui s'est présenté à la succursale locale de la banque centrale pour bloquer les comptes détenus par des Juifs<sup>935</sup>. Le directoire transmet aussi des plaintes adressées par les banques allemandes, comme celle qui est en date du 23 mars 1933 de la *Deutsche Bank*<sup>936</sup>. En avril 1933, Schacht demande au parti d'interdire ces initiatives individuelles<sup>937</sup>. Hitler le soutient et fait transmettre sa requête au responsable des questions juives au parti, Wagner<sup>938</sup>. Dans tous les cas, la *Reichsbank* et les banques refusent de donner accès aux comptes détenus par des Juifs et demandent au ministère de les soutenir. La moitié des plaintes concerne l'année 1933 mais elles se poursuivent jusqu'en 1937<sup>939</sup>. Néanmoins, il est difficile de savoir s'il y a défense des Juifs, ou, plutôt, volonté d'application non-arbitraire de la loi, base nécessaire à l'activité bancaire.

D'autres aspects de cette « protection » des Juifs que revendique Schacht sont plus tendancieux. Le 6 novembre 1933, Schacht transmet à Goebbels une plainte de la *Dresdner Bank* au sujet d'un article paru dans le *Rhein-Front* du 31 octobre 1933<sup>940</sup>. Ce journal nazi de Ludwigshafen conteste l'engagement de la banque à Amsterdam. En effet, pour améliorer ses réserves en devises, elle y a conclu un accord avec une homologue néerlandaise qui comprend une participation d'une troisième banque dont deux directeurs sont Juifs<sup>941</sup>. Schacht, tout en précisant qu'il faut mettre fin à l'influence juive, estime que dans le reste du monde, les Juifs,

<sup>935</sup> BARCH Berlin, Reichswirtschaftsministerium, R3101/15514, p. 9, lettre du directoire de la Reichsbank du 30 mars 1933.

<sup>936</sup> BARCH Berlin, Reichswirtschaftsministerium, R3101/15514, p. 4-5, lettre du directoire de la Reichsbank au ministère du 23 mars 1933.

<sup>937</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1195, p. 293 Conseil des ministres du 22 avril 1933.

<sup>938</sup> *Ibidem*, p. 279

<sup>939</sup> BARCH Berlin, Reichswirtschaftsministerium, R3101/15514 « Beschwerden über Eingriffe in die Wirtschaft – 1.3.1933-30.6.1938 », la moitié de la liasse concerne l'année 1933.

<sup>940</sup> BARCH Berlin, Reichswirtschaftsministerium, R3101/18567 « Sanierung der Dresdner Bank, Band 3, vom 1.10.1932 bis 31.12.1934 », p. 121-124, lettre de Schacht à Goebbels du 6 novembre 1933.

<sup>941</sup> BARCH Berlin, Reichswirtschaftsministerium, R3101/18567 « Sanierung der Dresdner Bank, Band 3, vom 1.10.1932 bis 31.12.1934 », p. 125-127, lettre du directoire de la Dresdner Bank à Schacht du



dans les banques, chez les emprunteurs, au sein des créanciers, ont toujours une position très forte. En conséquence, il ne faut pas provoquer de désordre, si l'Allemagne veut se défaire de cette influence :

« Lorsque ces choses anciennes sont toujours sorties en public, cela signifie en conséquence un dérangement pour la suppression arrangée et si possible sans perte de l'engagement, avec pour conséquence que le calme urgent et nécessaire pour les instituts concernés ne survient pas, la liquidation des engagements concernés est retardée et le travail de reconstruction est inutilement entravé. »<sup>942</sup>

Schacht rappelle que la *Dresdner Bank* appartient au Reich. Or, l'article suggère que le régime nazi n'a pas permis de diminuer l'influence des Juifs, que le régime n'a pris aucune mesure et met en conséquence en cause le *Führer* lui-même et, bien sûr, la *Reichsbank*. Il demande à Goebbels de prendre des mesures contre l'auteur de cet article et contre les journalistes en général pour éviter ce genre d'incidents.

Le raisonnement de Schacht est ambigu, dans la mesure où il défend la participation d'une banque allemande à une banque étrangère qui n'est pas « arienne » mais en manifestant d'une part son hostilité aux Juifs et d'autre part en utilisant des arguments antisémites. De plus, son dessein est, à terme, la fin de cette participation. Il conteste le « désordre » et non la politique antisémite. Cette ambiguïté est-elle liée au destinataire de la lettre, Joseph Goebbels, ou à l'antisémitisme de Schacht ?

#### *b. Quel antisémitisme ?*

Dans ses mémoires et lors des procès de l'après-guerre, Schacht s'est présenté comme un défenseur des Juifs. Pendant l'entretien avec Hitler du 28 juillet 1934, lorsque le chancelier lui demande s'il accepte de prendre en charge le ministère de l'Économie, il dit avoir demandé des garanties sur les Juifs, pour que ces derniers continuent de jouer leur rôle dans

---

3 novembre 1933.

<sup>942</sup> « Es bedeutet deshalb eine Störung für den geordneten, möglichst verlustlosen Abbau der Engagements, wenn diese zurückliegenden Dinge von unberufener Seite immer wieder in die Öffentlichkeit gezerrt werden mit der Wirkung, daß die dringend notwendige Beruhigung bei den betroffenen Instituten nicht eintritt, die Abwicklung der genannten Engagements sich verzögert und damit die Wiederaufbauarbeit unnötigerweise gehemmt wird. » in BARCH Berlin, Reichswirtschaftsministerium, R3101/18567 « Sanierung der Dresdner Bank, Band 3, vom 1.10.1932 bis 31.12.1934 », lettre de Schacht à Goebbels du 6 novembre 1933, p. 122.

l'économie<sup>943</sup> :

- « Avant que je n'entre en fonction, je veux savoir comment vous souhaitez que je traite la question juive.
- Dans l'économie, les Juifs peuvent travailler comme avant. »<sup>944</sup>

Cet épisode est répété au procès de Nuremberg et lors des procès de dénazification. Il ne fait à peu près aucun doute que l'ancien Président de la *Reichsbank* pensait alors ce qu'il disait, à tel point que les accusations d'antisémitisme portées contre lui ont provoqué après 1945 une aigreur manifeste à l'encontre des Juifs, que l'on peut par exemple constater dans une interview donnée à Rolf Vogels, en 1970, très peu de temps avant le décès du financier<sup>945</sup>.

Ces indications compliquent l'évaluation de l'antisémitisme de Schacht. Les différentes formes de judéophobie, dans les années 1930, sont largement répandues en Europe. Nous sommes dans un cas similaire aux biographes de Hitler qui doivent déterminer quand ce dernier est devenu antisémite : Ian Kershaw évoque la possibilité que les compagnons de Hitler à Vienne n'aient pas noté un antisémitisme particulier chez lui parce que l'antisémitisme était alors tout simplement chose commune<sup>946</sup>. Dans le cadre du III<sup>e</sup> Reich, cela signifie qu'un antisémite modéré noyé dans une atmosphère extrême peut passer inaperçu.

De plus, dans le cas de Schacht, il est nécessaire de faire le partage entre la participation à la propagande et les propos librement tenus et effectivement *pensés*. Or, à une occasion au moins, il a prononcé un discours ouvertement judéophobe pour le 450<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Martin Luther, père de la Réformation<sup>947</sup>. Ce texte pose cependant un double problème en tant que source. En effet, les brouillons de ce discours sont signés Eicke, fonctionnaire de la *Reichsbank*. Nous considérons cependant que ce texte est une « parole » de Schacht, dans la mesure où il a accepté de prononcer ce discours et en est l'auteur officiel.

Le 14 novembre 1933, devant le *Deutsche Lyceennenklub*, auquel appartient sa femme, Schacht compare Martin Luther à Adolf Hitler. Ils auraient pour point commun d'avoir ranimé l'esprit allemand. Il insiste longuement sur le caractère allemand de Luther en s'appuyant

<sup>943</sup> John Weitz, *Hitler's banker op. cit.* p. 168 qui reprend Hjalmar Schacht, 76... *op. cit.*, p. 404

<sup>944</sup> « – Bevor ich das Amt antrete, möchte ich wissen, wie Sie wünschen, daß ich die Judenfrage behandle.

– In der Wirtschaft können sich die Juden genau so betätigen wie bisher. » In Hjalmar Schacht, 76... *op. cit.*, p. 404

<sup>945</sup> Rolf Vogel, *Ein Stempel hat gefehlt... op. cit.*, p. 209 et suivantes.

<sup>946</sup> Ian Kershaw, *Hubris op. cit.*, p. 66

<sup>947</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6985, p. 176-197

sur deux citations du Réformateur : « *Meinen Deutschen bin ich geboren, ihnen will ich dienen* [souligné dans le texte] » et « *Ich kann nicht anders, Gott helfe mir.* » Il évoque également la traduction allemande de la Bible et le catéchisme de Luther, ses sermons, ses lettres et ses *Lieder*. Il met l'accent sur l'importance de l'éducation chez le Réformateur, y compris chez les jeunes femmes, puis il décrit sa personnalité, nécessairement forte et fière, et passe à ses enseignements en économie et dans la vie sociale. S'il était pour l'obéissance des paysans à leurs seigneurs, son attachement allait aux premiers<sup>948</sup>. Touché par la pauvreté urbaine, il combattait contre les intérêts élevés et l'usure, notamment pour le blé.

Très vite, le discours quitte le domaine de l'histoire pour rejoindre celui de l'actualité. Schacht utilise Luther pour justifier l'Allemagne des années 1930 :

« L'effet souvent inflationniste du crédit et la spéculation sont tout à fait familiers à Luther et blâmables. »<sup>949</sup>

« Ce n'est pas la formation spéculative des prix qui est souhaitable selon Luther mais l'approvisionnement régulier du consommateur en biens nécessaires. »<sup>950</sup>

« Pour cette raison, il se tourne contre l'éviction des plus petits commerçants. »<sup>951</sup>

« Les mots de Luther vont droit au cœur de l'homme politique qui maîtrise les devises et qui ressent aujourd'hui plus amèrement que jamais la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis des importations étrangères et en particulier les dégâts des importations de luxe, lorsqu'il dit : "Le commerce étranger qui apporte de la marchandise qui ne sert qu'au luxe et à aucun besoin, et suce l'argent du pays et des gens, ne devrait pas être autorisés". »<sup>952</sup>

Schacht s'intéresse ensuite à la question des relations entre Luther et les Juifs :

« [...] Luther voit sûrement dans le Juif l'ennemi mortel du Chrétien ; mais

<sup>948</sup> Schacht fait ici référence à la révolte des paysans de 1524-1526. Luther a justifié l'action violente des Seigneurs pour y mettre un terme.

<sup>949</sup> « Die oft preissteigernde Wirkung des Kredites und der Spekulation ist Luther durchaus geläufig und Tadelnswert. »

<sup>950</sup> « Nicht die spekulative Preisbildung ist nach Luther das erwünschten sondern die regelmäßige Versorgung des Verbrauchers mit den nötigen Waren. »

<sup>951</sup> « Darum wendet er sich auch gegen die Ausschaltung der kleineren Geschäftsleute. »

<sup>952</sup> « Dem Devisenpolitiker, der die Abhängigkeit Deutschlands von ausländischer Einfuhr und insbesondere den Schaden der Luxuseinfuhr heute bitterer denn je spürt, sind Luthers Worte aus dem Herzen gesprochen, wenn er sagt : "Der ausländische Kaufhandel, der Ware herbringt, die nur zur Pracht und keinem Nutzen dient und Land und Leuten das Geld aussaugt, sollte nicht zugelassen werden" [...]. » in *Ibidem*, p. 189

l'on s'aperçoit en outre des expressions pleines de force de Luther sur les juifs qu'il distinguait et reconnaissait aussi correctement l'opposition populaire. Pour Luther, un christianisme supranational abstraitif de la nature allemande n'est justement pas concevable, le christianisme représente pour lui un christianisme allemand. Il critique l'art talmudique du juif avec les mots suivants : "C'est un peuple qui s'applique des *Schmaetiens* et *Laesterns* [Blasphèmes ?], qui prend connaissance de nos Écritures et utilise contre nous les mêmes armes". Il blâme vivement les princes allemands qui sont tenus dans une dépendance financière par rapport aux juifs. »<sup>953</sup>

Pour Schacht, Luther n'a pas appréhendé le problème juif uniquement dans ses aspects religieux mais dans sa totalité. Il a en effet dénoncé leur rôle économique, les qualifie de voleurs en raison de leur droit d'usure et de leur « manque de scrupule » à l'appliquer :

« Et il rejoint beaucoup de sionistes d'aujourd'hui, juifs ou non, lorsqu'il suggère une solution au problème juif dans les mots suivants : "De plus, nous ne savons pas encore aujourd'hui quel diable ils ont apporté dans notre pays ; nous ne les avons pas pris à Jérusalem. En outre, elle [la communauté juive] ne tient à personne, le pays et les routes leur sont ouverts encore maintenant, s'ils veulent aller dans leur pays, quand nous voudrions juste qu'elle parte." »<sup>954</sup>

Ainsi, les paroles du Réformateur, selon le Président de la *Reichsbank*, montrent que le problème juif n'est pas qu'une question de l'entre-deux-guerres mais qu'elle se pose depuis des siècles.

Enfin, le Président de la *Reichsbank* termine son discours sur les aspects sociaux de la doctrine de Luther, estimant qu'il a redonné une haute valeur sociale au travail. En conséquence, Luther s'est débarrassé du droit canonique en 1520, permettant ainsi le retour à un droit allemand. Enfin, en référence probable à la politique religieuse problématique du III<sup>e</sup> Reich, Schacht signale que

« Luther a été le premier qui a partagé les droits et obligations entre l'État et

<sup>953</sup> « [...] Luther sieht sicherlich im Juden den Erzfeind des Christen, aber darüber hinaus läßt sich aus den urwüchsigen Äußerungen Luthers über die Juden erkennen, daß er auch den völkischen Gegensatz richtig erkennt und sieht. Für Luther ist eben ein übernationales, vom deutschen Wesen abstrahierendes Christentum nicht denkbar, für ihn bedeutet Christentum deutsches Christentum. Die talmudisch zersetzende Art des Juden kritisiert er mit den Worten: "Es ist ein Volk, das sich Schmätien und Lästerns befleißigt, die Erkenntnis aus unseren Schriften nimmt und dieselben Waffen gegen uns gebraucht". Den deutschen Fürsten wirft er lebhaft vor, daß sie in finanzielle Abhängigkeit von den Juden geraten sind. » *Ibidem*, p. 190

<sup>954</sup> « Und er trifft sich mit vielen jüdischen und nicht-jüdischen Zionisten unserer Tage, wenn er die Lösung des Judenproblems in folgenden Worten andeutet: »Dazu wissen wir noch heutigentags nicht welcher Teufel sie her in unser Land gebracht hat; wir haben sie zu Jerusalem nicht geholt. Zudem hält sie noch jetzt Niemand, Land und Strassen stehen ihnen offen, mögen sie ziehen in ihr Land, wenn wir sie nur loswürden. » *Idem*.

l'Église et a préparé ainsi la libération finale de l'Allemagne du pouvoir de l'influence ecclésiastique. »<sup>955</sup>

Les propos antisémites repris par Schacht et actualisés pour justifier la politique du III<sup>e</sup> Reich sont la colonne vertébrale de cette intervention de Schacht sur Luther. Tous les autres propos y sont reliés : la lignée Hitler-Luther, le caractère profondément allemand du protestantisme, la critique de la notion d'intérêt appliquée « sans scrupule », les relations entre l'Église et l'État. Ces idées auraient pu être approuvées par une large partie de la NSDAP. En ce sens, il y a un fondement idéologique commun entre les nazis et les conservateurs.

Pour définir cette sorte de « plate-forme idéologique », nous revenons à la discussion qui a opposé Peter Hoffmann et Hans Mommsen. Il est impossible de considérer l'antisémitisme de l'entre-deux-guerres comme un simple « air du temps » sans importance. Cet antisémitisme, qui, ici, reprend tous les arguments classiques de la judéophobie religieuse et, en premier lieu, l'image du Juif talmudique qui interprète la Bible à contresens, est l'un des éléments d'explication de l'adhésion, même temporaire, de conservateurs comme Schacht au régime nazi. Cependant, l'antisémitisme d'un Schacht n'est pas non plus assimilable au radicalisme racial de la NSDAP et cette différence s'exprime à l'occasion de la mise en place des lois de Nuremberg en 1935.

### *c. Les lois de Nuremberg*

« La dialectique de la radicalisation dans la “question juive” en 1935 s'est poursuivie selon les lignes suivantes : pression d'en bas ; feu vert d'en haut ; des violences qui redoublent en bas ; freins d'en haut soulageant les radicaux par une législation discriminatoire. Le processus a augmenté la persécution de plusieurs degrés. »<sup>956</sup>

Schacht est à l'origine des lois de Nuremberg par la publication d'un mémorandum le 3 mai 1935<sup>957</sup>. Ce mémoire commence par une liste des barrières entravant les exportations allemandes : les dévaluations, les politiques économiques nationalistes, le recul du marché mon-

<sup>955</sup> « Luther ist der erste gewesen, der die Rechte und Pflichten zwischen Staat und Kirche aufgeteilt hat und die spätere endgültige Befreiung Deutschlands aus der Herrschaft des kirchlichen Einflusses somit vorbereitete. » in *Ibidem*, page non numérotée entre la page 191 et la page 192 de la liasse d'archives.

<sup>956</sup> « The dialectic of radicalizations in the 'Jewish Question' in 1935 had been along the following lines: pressure from below; green light from above; further violence from below; brakes from above assuaging the radicals through discriminatory legislation. The process had ratcheted up the persecution several notches. » Ian Kershaw, *Hubris* op. cit., p. 571

<sup>957</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 67, « Aufzeichnung ohne Unterschrift, 3. Mai 1935. Imponderabilien

dial, la diminution du pouvoir d'achat des petits États en raison de la faible quantité de devises disponibles, les difficultés à payer les crédits extérieurs et les accords de *clearing*. En conséquence, pour rester concurrentielle, l'Allemagne doit subventionner ses exportations. Le Reich rachète pour cela des emprunts extérieurs à un taux amoindri. Depuis le milieu de l'année 1934 cependant, les devises pour l'achat de ces titres manquent. Il est donc désormais nécessaire de passer à un mode de subventions reposant sur les moyens propres de l'industrie allemande.

Cependant, des barrières invisibles imposent également des entraves au commerce extérieur allemand. Parmi elles, l'hostilité de l'étranger à l'égard du Reich est une conséquence des politiques allemandes ressenties comme arbitraires car elles ne reposent pas suffisamment sur le droit. Plusieurs de ces politiques sont nommées : la politique ecclésiastique, la politique envers les Juifs et les activités de la Gestapo. Ces deux derniers points touchent à l'antisémitisme du régime. Car, explique Schacht, l'activité de la police politique n'est pas contestée pour ses opérations contre les communistes et les autres ennemis de l'État mais pour les actions qui ont abouti à l'ouverture des camps de concentration<sup>958</sup>.

Pour réduire l'arbitraire du régime, Schacht propose de ne plus considérer les Juifs comme citoyens mais de garantir toutefois leurs droits. Une loi pourrait mettre en place ce nouveau statut, car, si le *boycott* international contre les produits allemands a perdu de sa force, s'il existe une compréhension à l'étranger pour une politique réduisant leur influence culturelle, l'arbitraire d'une politique sans loi est très fortement contesté.

Parallèlement à la rédaction de ce mémorandum, des membres du parti nazi demandent une radicalisation de la politique antisémite du régime<sup>959</sup>. Une solution légale peut donc être une manière de concilier ces deux tendances.

Le Président de la *Reichsbank* essaye de pousser Hitler à agir sur ce sujet. Il prononce un discours le 18 août 1935, à Königsberg, à l'occasion de la foire orientale allemande<sup>960</sup>. Cette intervention est l'une des plus connues de Schacht et marque immédiatement les esprits car les nazis présents quittent la salle pendant l'allocution. Toutefois, une grande partie du dis-

---

des Exportes. »

<sup>958</sup> Schacht ne semble pas comprendre que les deux types d'action ne se différencient pas vraiment.

<sup>959</sup> Ian Kershaw, *Hubris op. cit.*, p. 563

<sup>960</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/7167, p. 30 et suivantes : « Rede des Reichsbankpräsidenten und beauftragten Reichswirtschaftsministers Dr. Hjalmar Schacht auf der Deutschen Ostmesse, Königsberg, am 18. August 1935. »

cours est très classique. Schacht y indique que l'Allemagne veut entretenir des relations économiques et culturelles paisibles avec les autres pays. Dans un monde qui manque de confiance et de crédit, elle se prononce pour une concurrence saine, sans moyens violents, c'est-à-dire sans dévaluation. Schacht s'attarde ensuite sur l'habituel passage au sujet des réparations et de l'effort nazi de rétablissement économique.

Le discours prend par la suite un chemin inhabituel. En effet, explique le ministre, les citoyens ont des devoirs en tant qu'acteurs de l'économie. Puis, il parle des Juifs :

« Les Juifs doivent se résigner au fait que leur influence auprès de nous a pris fin pour toujours. Nous souhaitons conserver notre Peuple et notre Civilisation purs et propres, comme les Juifs l'ont érigée en exigence pour eux-mêmes et pour toujours depuis le prophète Ezra. Mais la solution de toutes ces tâches doit se faire sous direction étatique et ne peut être abandonnée à des actions individuelles désordonnées qui signifient pour l'économie un grave trouble et qui en conséquence sont interdites par les organisations de l'État et du Parti. »<sup>961</sup>

L'économie est présentée comme un organisme sensible qui a besoin de l'état de droit pour maintenir la confiance nécessaire dans ses rouages. Le discours reprend ensuite un cours normal, abordant le problème des dettes, la nécessité pour l'Allemagne de les payer pour respecter le principe de la propriété privée écorné par le traité de Versailles. Puis, il évoque le *Nouveau Plan* et ses principes, ainsi que la politique de création d'emploi et son financement.

La presse internationale relève le lendemain que le discours a été censuré dans les journaux allemands<sup>962</sup>. Pour cette raison, deux questions sont soulevées : Schacht a-t-il voulu avertir les extrémistes du parti des conséquences de leurs actes (*XX<sup>e</sup> Siècle*, 19 août 1935) ? Dans quelle mesure Hitler soutient-il son ministre ? À Paris, *Le petit journal* et *Paris Midi* suspectent une crise politique intérieure. Ainsi craint-on un nouveau « 30 juin 1934 », dans lequel Schacht aurait le rôle de von Papen. *Le Temps* du 21 août 1935 ne cache pas qu'il est favorable aux déclarations du ministre et estime qu'il dispose du soutien du chancelier au contraire d'Alfred Rosenberg, idéologue de la NSDAP, qui a prononcé un discours très antisémite au même mo-

<sup>961</sup> « Die Juden müssen sich damit abfinden, daß ihr Einfluß bei uns ein für allemal vorbei ist. Wir wünschen unser Volk und unsere Kultur rein und eigen zu erhalten, wie es die Juden seit dem Propheten Ezra für ihr Volk als Forderung jederzeit aufgestellt haben. Aber die Lösung aller dieser Aufgaben muß unter staatlicher Führung geschehen und kann nicht ungerichteten Einzelaktionen überlassen bleiben, die eine schwere Beunruhigung der Wirtschaft bedeuten und die deshalb auch immer wieder von den staatlichen wie von den Parteiorganen verboten worden sind. »

<sup>962</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3751, *News Chronicle* et *Le Figaro* du 19 août 1935

ment<sup>963</sup>.

En réalité, Schacht n'est pas isolé sur cette question. En effet, le 19 août, l'*Auswärtiges Amt* s'interroge également sur les conséquences de la politique contre les Juifs sur la diplomatie<sup>964</sup>. Cette note s'appuie sur des présupposés antisémites mais insiste sur les conséquences de la politique contre les Juifs auprès de la presse et des gouvernements britanniques et américains, sur lesquels un groupe de pression juif est censé agir.

Deux jours après son discours de Königsberg, Hjalmar Schacht convoque d'autres membres du gouvernement et des dirigeants du parti pour parler de la « question juive ». Le débat l'oppose à Adolf Wagner qui représente Heß. Le nazi veut exclure les Juifs de la vie économique par le biais de mesures légales et graduelles. Schacht se déclare d'accord en principe mais attaque le parti et ses méthodes. Le programme de la NSDAP doit être appliqué par des mesures légales pour ne pas faire de dégâts dans la vie économique et le réarmement :

« Ses propos ont culminé avec la phrase expliquant qu'il doutait sérieusement qu'il soit possible d'atteindre le but économique de la création d'emploi et de la mise en place de la *Wehrmacht* que le *Führer* lui avait confié, au vu de la tendance radicale croissante de la politique juive. »<sup>965</sup>

Les critiques de Schacht, soutenues par le ministre nazi de l'Intérieur Frick et von Bülow de l'*Auswärtiges Amt* et appuyées sur de nombreux exemples, se concentrent particulièrement sur le NS-Hago, le Front du travail et le journal de Julius Streicher, *Der Stürmer*. Il signale avoir publié une circulaire pour tenter des poursuites contre toute activité individuelle contre les Juifs mais la police reste prudente dès que le parti est concerné<sup>966</sup>. Wagner défend la NSDAP, qui, selon lui, n'approuve pas ces actions isolées. Il estime néanmoins que la tâche de l'État est de prendre en compte l'antisémitisme de la population et exclure en conséquence

<sup>963</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3751, p. 278, *Lyon Républicain* du 24 août 1935 : Alfred Rosenberg a prononcé un discours à Heiligenstadt, où il demande plus de sévérité contre les catholiques et les Juifs. Il accuse les catholiques d'avoir collaboré avec la III<sup>e</sup> Internationale et demande une enquête sur la collusion entre le Zentrum et la III<sup>e</sup> Internationale en 1918 pour empêcher le relèvement de la Reichswehr.

<sup>964</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n°256 « Aufzeichnung des Legationsrats Röhrecke, Berlin, den 19. August 1935 »

<sup>965</sup> « Seine Ausführungen gipfelten in dem Ausspruch, daß er ernstlich zweifeln müsse, ob angesichts der zunehmenden radikalen Tendenz der Judenpolitik die Erreichung der ihm vom Führer gestellten wirtschaftlichen Ziele der Arbeitbeschaffung und des Aufbaues der Wehrmacht [...] möglich sei. » in ADAP Série C, volume IV,1, n° 268 « Aufzeichnung über die Chef-Besprechung im Reichswirtschaftsministerium am 20. August 1935 betreffend die Rückwirkungen der deutschen Judenpolitik auf die Wirtschaftslage »

<sup>966</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6516, p. 340, circulaire du 9 juin 1935.



les Juifs de la vie économique. Il propose alors deux mesures légales : d'une part, évincer par la loi les Juifs des charges publiques et d'autre part interdire la création nouvelle de magasins juifs. Schacht donne son accord.

Le fonctionnaire qui a dressé le procès-verbal de la réunion indique que Schacht employait un ton d'*ultimatum*. Une divergence est apparue entre représentants de l'État et membres du parti. En effet, les premiers voient les désavantages de la politique antisémite dans leur domaine et s'opposent aux nazis qui emploient une *Weltanschauung* globale et abstraite. Néanmoins, cette réunion a mis en valeurs un désaccord sur la forme mais non sur le fond, car, conformément aux vœux du parti, Schacht s'y engage à trouver des solutions pour exclure les Juifs de l'économie.

Le procès-verbal de la réunion est transmis à Hitler qui reçoit son Président de la *Reichsbank* le 9 septembre 1935, à la veille du départ du chancelier pour le congrès du parti à Nuremberg. Entre-temps, le Président de la *Reichsbank* a renouvelé ses propos de Königsberg devant la presse le 6 septembre 1935<sup>967</sup>. La demande de Schacht d'une base légale, le lobbying de Wagner et les besoins de la propagande ont abouti à l'annonce des lois à Nuremberg devant le *Reichstag* le 15 septembre 1935. Pour défendre son projet, Schacht participe au congrès de Nuremberg, où il tient même un discours. La loi a été rapidement rédigée, par le ministère de l'Intérieur, avec l'intervention directe de Frick et de Hitler<sup>968</sup>. Le mariage et les relations sexuelles hors mariage sont interdits entre Juifs et Allemands et les Juifs ne peuvent employer de femmes allemandes en dessous de l'âge de 45 ans comme domestique.

La loi ne définit cependant pas légalement ce qu'est un Juif. Schacht et la *Reichsbank* font pression pour que cette définition soit précisée. Hitler a dû chercher un compromis entre différents ministères, dont celui de l'Économie, et le parti. À la mi-novembre, un décret a donné satisfaction à la NSDAP sur une grande partie de leurs revendications<sup>969</sup>. Toute personne ayant trois grands-parents juifs ou plus est considérée comme Juive. Les personnes ayant deux grands-parents juifs sont considérés comme Juif s'ils pratiquent ou sont mariées à un Juif.

Dans les mois qui suivent, la crise antisémite se calme. En raison de l'approche des Jeux Olympiques d'hiver (6-16 février 1936 en Bavière) puis d'été (1<sup>er</sup>-16 août 1936 à Berlin), et du jeu diplomatique de l'année 1936, Hitler ne veut pas des problèmes causés par

<sup>967</sup> BARCH Berlin, *Deutsche Reichsbank*, R 2501/7167, p. 16-19

<sup>968</sup> Ian Kershaw, *Hubris op. cit.*, p. 566-567

<sup>969</sup> *Ibidem*, p. 572

l'antisémitisme. En février 1936, l'assassinat du représentant de la NSDAP en Suisse ne mène à aucune violence<sup>970</sup>. Cependant, en décembre 1935, une entreprise, la maison de fabrique d'armes *Somson et Cie* à Suhl, est entièrement reprise par décision de Sauckel, *Statthalter* de Thuringe. Pour la première fois, une entreprise appartenant à des Juifs est l'objet d'une expropriation violente et complète. Or, d'après Berthelot, attaché financier français à Berlin, cette action vise Schacht, à qui les nazis reprochent ses interventions en faveur de diverses entreprises juives<sup>971</sup>.

\*

Schacht n'a pas remis en question le principe d'exclusion des Juifs de l'économie allemande en 1935. Lorsqu'elles ont été votées, les lois de Nuremberg pouvaient être interprétées soit comme un premier pas d'une politique d'exclusion des Juifs, soit comme la mise en place définitive des mesures antisémites du programme du parti. Or, comme Ian Kershaw l'a démontré, elles ont donné une certaine satisfaction aux antisémites les plus durs et ont préparé une nouvelle radicalisation du régime. Pour Schacht, ces lois devaient mettre un terme à l'exercice arbitraire de la violence contre les Juifs, par l'instauration d'un statut juridique inférieur à la citoyenneté mais leur garantissant toutefois des droits. Il s'agissait pour lui, d'une mise au point définitive de la politique antisémite. Il n'a pas compris la logique de radicalisation que le nouveau statut raciste mettait en œuvre pour plusieurs raisons : d'une part, il ne s'est pas senti isolé et, d'autre part, Hitler semble le soutenir contre Wagner et le parti, jusqu'en novembre 1935.

\*

Le mémorandum du 3 mai 1935 n'aborde pas uniquement la question de la politique antisémite du III<sup>e</sup> Reich mais également celle des Églises<sup>972</sup>.

## **2. Schacht et la politique nazie envers les protestants**

Pierre Ayçoberry qualifie la politique envers l'Église protestante allemande d'« exemplaire »

---

<sup>970</sup> *Ibidem*, p. 573

<sup>971</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome 1, n° 4, 2 janvier 1936. Berthelot au directeur du mouvement général des fonds.

<sup>972</sup> ADAP Serie B Band IV, 1, n° 67 « Aufzeichnung ohne Unterschrift, 3. Mai 1935. Imponderabilien des Exportes ». Malgré l'absence de signature, il a été authentifié au procès de Nuremberg et a bien été rédigé par Schacht.

de la méthode hitlérienne<sup>973</sup>. Le chancelier a voulu exploiter les déchirements internes d'une élite à détruire, c'est-à-dire les pasteurs, évêques et théologiens. Les Chrétiens-Allemands, extrémistes qui disposaient de peu d'églises avant la prise de pouvoir, réclament la création en avril 1933 d'une « Église du Reich » et d'un « Évêque du Reich » et s'en prennent à la hiérarchie existante. Ils veulent l'expulsion des Juifs convertis : le *Volk* est de création divine et la Race l'emporte sur la Grâce. La campagne de prêche lancée à ce moment est appuyée personnellement par Hitler, pourtant de confession catholique. En juillet, les Chrétiens-Allemands imposent au Synode de Prusse le « paragraphe aryen » qui est ensuite adopté en Bavière, dans le Wurtemberg et à Hanovre. Le 23 septembre 1933, Ludwig Müller, membre de la NSDAP depuis 1931, est intronisé « Évêque du Reich ».

Les pasteurs orthodoxes liés aux milieux conservateurs se félicitent du renouveau national mais rappellent également l'exigence de charité. Par contre, certains jeunes pasteurs berlinois, patriotes, indignés par l'« hérésie *völkisch* » trouvent un porte-parole en la personne de Martin Niemöller. Le conflit divise les protestants allemands, au point que deux services différents sont parfois donnés dans les paroisses. Ces jeunes patriotes se dotent d'une organisation en septembre 1933, sous le nom de *Ligue d'urgence des pasteurs (Pfarrernotbund)*. Ce conflit triangulaire provoque l'échec de la politique officielle. Müller est débordé par une aile extrémiste, malgré sa politique de révocation, de nomination d'évêques racistes et l'instauration d'un serment de fidélité à Hitler. Le chancelier se retire de la querelle, sous pression des athées du Parti et des diplomates qui sont conscients des inquiétudes des protestants anglo-saxons. La *Ligue d'urgence* suscite suffisamment d'adhésion pour pouvoir se proclamer en avril 1934 « Église de la Confession » (*Bekennende Kirche*). La révocation de l'évêque conservateur de Bavière provoque une *furor protestanticus*. Les protestants en appellent à Hitler : le régime peut reculer car l'Église de la confession n'a jamais voulu le remettre en cause. Müller perd son importance et le ministère des Affaires ecclésiastiques, dirigé par Hans Kerrl, réduit ses activités à une simple surveillance.

Or, dans ce conflit, Schacht s'oppose à la politique de l'évêque du Reich et à Kerrl<sup>974</sup>. Il pense en effet qu'elle soulève non seulement des résistances en Allemagne même mais aussi à l'étranger, notamment dans les pays scandinaves et anglo-saxons. Ces derniers, principaux pays protestants, sont également soit des fournisseurs de devises, soit des fournisseurs en matières premières. À la *Reichsbank*, des lettres sont envoyées de l'étranger pour protester contre

---

<sup>973</sup> Pierre Ayçoberry, *La société allemande... op. cit.*, p. 134-136

la politique religieuse, à l'image d'une missive de *San Antonio* en date du 20 août 1935<sup>975</sup>. Schacht qui est réellement croyant, insiste le 3 mai 1935 sur ces questions religieuses d'autant plus qu'il participe aux offices du pasteur Niemöller à Dahlem, un quartier au sud-ouest du grand Berlin où Schacht possède un appartement<sup>976</sup>. Dans ses mémoires, il estime que la religion, affaire publique et non privée, est la base de l'État. Cependant, l'effet de son mémoire sur la politique protestante du régime a probablement été faible, car, en 1935, le régime a déjà largement reculé sur cette question. Le 18 août, il rappelle cependant à Königsberg la nécessité de ne pas brusquer les Églises.

\*

La question de la position de Schacht vis-à-vis de la politique antisémite et religieuse du III<sup>e</sup> Reich renvoie plus généralement à celle de ses relations avec le parti. Quelle est la nature des échanges entre un conservateur et les « bonzes » du parti ?

### 3. Schacht, les dignitaires nazis et Hitler jusqu'en 1936

Pour analyser les relations entre Schacht et les dignitaires du régime, nous nous penchons sur les conflits liés à son arrivée au ministère de l'Économie et l'activité qu'il y mène. De plus, nous ne pouvons nous soustraire à la question de ses relations avec Hitler.

#### *a. Les conflits liés à l'arrivée de Schacht au ministère de l'Économie*

La nomination de Schacht le 2 août 1934 comme Président de la *Reichsbank* en charge du ministère de l'Économie n'est pas sans provoquer des remous. Immédiatement, Schacht est contesté par Himmler. De plus, le Président de la *Reichsbank* se débarrasse du nazi Feder, secrétaire d'État dans son ministère. Avec Joseph Goebbels, les relations ont été marquées par une ambiguïté et un mélange de fascination et de répulsion.

#### *Himmler et la Gestapo*

Quelques jours après son arrivée au ministère, Friedrich Kranefuß, adjudant d'Himmler, appelle Schacht au téléphone pour lui faire part de la désapprobation du *Reichsführer SS* concernant sa récente nomination. Kranefuß précise :

---

<sup>974</sup> Hjalmar Schacht, 76... *op. cit.*, p. 453.

<sup>975</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3751, p. 328

<sup>976</sup> *Idem*

« Le *Reichsführer* [Himmler] représente une conception de l'économie complètement différente de celle que vous mettrez en place. Vous devez vous attendre à de grandes résistances et à des désagréments de la part des SS. Monsieur Himmler vous suggère de rendre librement vos fonctions au *Führer*. Dans ce cas, Monsieur Himmler est prêt à vous laisser votre fonction de Président de la *Reichsbank* sans contrôle. »<sup>977</sup>

Schacht dit avoir répondu que seul Hitler peut lui demander de partir et suggère que le seul autre moyen de le voir quitter le ministère est de lui tirer dans le dos.

Himmler continue cependant de marquer son opposition à Schacht, avec les moyens dont il dispose : la surveillance policière. À la fin de l'année 1934, le Président de la *Reichsbank* doit demander à Hans Bernd Gisevius d'inspecter son appartement à Berlin. Gisevius qui a participé à la naissance de la *Gestapo* avant d'essayer de réunir du matériel contre elle, accompagné d'une personne qualifiée, trouve un micro et constate qu'un domestique a été chargé de surveiller le ministre<sup>978</sup>.

Il est en conséquence peu étonnant que dans le mémorandum du 3 mai 1935, Schacht s'oppose ouvertement à la *Gestapo*<sup>979</sup>. Schacht demande la limitation des fonctions de la police politique au plus strict intérêt de l'État car l'arbitraire de ses actions est l'une des entraves aux exportations et, en conséquence, au réarmement.

#### *Gottfried Feder*

Une autre opposition est celle de Schacht contre Gottfried Feder, nommé par Hitler secrétaire d'État au ministère de l'Économie. Schacht convoque le spécialiste de l'économie du parti et le renvoie, malgré la volonté affirmée du nazi de travailler loyalement avec son nouveau ministre. Gottfried Feder, membre du parti depuis 1919, était notamment connu pour la notion de « servitude des intérêts » qui figurait au point 11 du programme en 25 points de la NSDAP (1920). La servitude des intérêts (*Zinsknechtschaft*) relève finalement d'une opposition idéologique anticapitaliste entre capital et travail. Le premier permet d'obtenir, d'après les nazis, des revenus sans peine et sans travail. Le second est soumis à la servitude des intérêts, c'est-à-

<sup>977</sup> « Der Reichsführer vertritt eine völlig andere Wirtschaftsauffassung als die, welche von Ihnen durchgeführt wird. Sie werden große Widerstände und Unannehmlichkeiten von der SS zu erwarten haben. Herr Himmler legt Ihnen deshalb nahe, Ihr Amt freiwillig an den Führer zurückzugeben. In diesem Falle ist Herr Himmler bereit, Sie in Ihrem Amte als Reichsbankpräsident unbehelligt zu lassen. » in Hjalmar Schacht, 76... *op. cit.*, p. 410

<sup>978</sup> IMT, Volume 12, p. 206

<sup>979</sup> ADAP Serie C Band IV,1 n° 67 « Aufzeichnung ohne Unterschrift, 3. Mai 1935 – Imponderabilien des Exportes »

dire le fait d'avoir à travailler pour un revenu maigre tout en étant dans l'obligation de payer des intérêts élevés à des possesseurs de capitaux oisifs, sous la forme du paiement d'un emprunt pour les travailleurs libéraux ou de dividendes pour les employés. Schacht ne renvoie pas un homme du ministère de l'Économie mais une théorie !

Toutefois les relations entre Schacht d'un côté et Himmler ou Feder d'un autre n'ont pas la complexité de celles qu'il entretient avec Goebbels.

### *Schacht et Goebbels*

Dans ses mémoires, Schacht explique que les relations avec le ministre de la Propagande n'ont jamais été bonnes<sup>980</sup>. Le comportement de chacun de ces deux hommes vis-à-vis de l'autre est pourtant plus complexe que ne le sous-entend cette affirmation. Goebbels admire manifestement les talents rhétoriques de Schacht. Les occurrences sur ce sujet dans son journal sont nombreuses, à partir du front de Bad Harzburg où Schacht « lance la bombe » (*wirft die Bombe*)<sup>981</sup>. Le 7 mai 1934, Goebbels estime que Schacht est « très sympathique » (*sehr nett*) et admire le discours du Président de la *Reichsbank* sur Frédéric le grand prononcé en présence du chancelier à l'occasion de la pose de la première pierre du nouveau bâtiment de la banque centrale<sup>982</sup>. Le 22 juin 1934, lorsque Schacht parle à la presse sur les transferts, Goebbels le qualifie de « bon et amusant » (*gut und witzig*)<sup>983</sup>. Le 2 septembre 1934, au sujet du discours de Bad Eilsen, il estime que Schacht a « une tête bien faite » (*ein klarer Kopf*). Le ministre de la Propagande considère que ses amis du parti nazi, comme Walter Darré, s'opposent trop au Président de la *Reichsbank*<sup>984</sup>.

Après guerre, Schacht estime que Goebbels est la « seule vraie tête du ministère de Hitler »<sup>985</sup> car le ministre de la Propagande est capable de comprendre immédiatement tous les tenants et aboutissants d'une situation et de les utiliser immédiatement pour servir ses buts politiques. Schacht voit dans la rage de Goebbels contre la bourgeoisie et les Juifs l'expression d'un sentiment d'infériorité. En somme, bien qu'il ne l'apprécie ni politiquement, ni personnellement, le Président de la *Reichsbank* admet la grande intelligence de Goebbels. Pour cette raison, les

<sup>980</sup> Hjalmar Schacht, 76... *op. cit.*, p. 405

<sup>981</sup> Joseph Goebbels, *Die Tagebücher*, Teil I, Band 2/II, 12 octobre 1931

<sup>982</sup> *Ibidem*, Teil I, Band 3/1, 7 mai 1934. Le nouveau bâtiment de la *Reichsbank* abrite aujourd'hui l'Auswärtiges Amt après avoir été le siège de la SED, le parti unique, sous la RDA.

<sup>983</sup> *Ibidem*, 22 juin 1934

<sup>984</sup> *Ibidem*, 1<sup>er</sup> octobre 1934

<sup>985</sup> « Goebbels war der einzig wirkliche Kopf im ganzen Hitlerministerium. » in IMT, 3936-PS, p. 4

relations entre les deux hommes semblent être restées sans incidents majeurs, jusqu'en août 1935.

Le ton des commentaires de Goebbels sur Schacht change en effet avec le discours de Königsberg :

« Schacht a tenu à Königsberg un discours provocateur à la Papen. Conseil des ministres. Là, il a défendu son sémitisme. [...] Schacht est pour le moment très fort, du moins en a-t-il l'impression. Nous ne devrions pas faire trop d'erreur, [...]. Cela vaut pour Darré et parfois pour Himmler. Nous ne faisons ainsi que fournir des armes aux saboteurs. »<sup>986</sup>

Le 11 septembre 1935, Goebbels note qu'il commence à rassembler du « matériel » contre Schacht, à la demande de Hitler. Le ministre de la propagande parle des circulaires du Président de la *Reichsbank*, de la manière dont il traite les membres du parti et considère les documents qu'il possède comme « destructeurs » (*vernichtend*) pour Schacht<sup>987</sup> ! Mais Goebbels préfère attendre car son adversaire est encore soutenu par Blomberg<sup>988</sup>. Il continue néanmoins d'admirer le Président de la *Reichsbank* pour la plupart de ses discours publics et lui fait confiance lorsqu'il intervient en privé pour décrire l'économie allemande<sup>989</sup>. À partir de 1936, Goebbels se réjouit des prises de position de Hitler et Göring contre Schacht qui se multiplient<sup>990</sup>.

\*

Les relations des dignitaires du régime sont typiques de la structure polycratique du régime. Schacht, dans ses rapports avec Himmler, Feder et Goebbels est, de ce point de vue, exemplaire. Chacun défend son territoire, le plus souvent au nom de Hitler. Concernant le ministre de la Propagande, la question des relations se pose différemment car Schacht et Goebbels ne sont pas en concurrence, tant que le Président de la *Reichsbank* ne s'occupe que de questions économiques. Lorsque ses fonctions poussent Schacht à intervenir dans la politique antisémite du Reich, il empiète alors sur le « domaine réservé », la propagande, de Goebbels, alors que la

<sup>986</sup> « Schacht hat Königsberg provokatorische Rede à la Papen gehalten. Chefbesprechung. Da hat er seinen Semitismus verteidigt. [...] Schacht ist augenblicklich sehr stark, wenigstens fühlt er sich so. Wir dürfen nicht soviel Fehler machen, müssen den ganzen teutschkultischen Unfug abwerfen. Das geht auf Darré und z. T. auch auf Himmler. Damit geben wir den Saboteuren nur Waffen in die Hand. » Joseph Goebbels, *Tagebücher* op. cit., Teil I, Band 3/1, 21 août 1935

<sup>987</sup> *Ibidem*, 11 septembre 1935

<sup>988</sup> *Ibidem*, 13 septembre 1935

<sup>989</sup> *Ibidem*, 19 septembre 1935

<sup>990</sup> *Ibidem*, Band 3/II, 2 et 30 mai 1936, par exemple.

haine des Juifs est le cœur du nazisme. Goebbels réagit en constituant un dossier contre son collègue du gouvernement<sup>991</sup>. Mais il a toujours besoin de lui car ses discours sont d'une grande efficacité pour la communication du régime. De son côté, Schacht admire d'une certaine manière Goebbels, tout en détestant son idéologie.

En 1934 et 1935, le mode de fonctionnement du régime a favorisé Schacht, notamment contre Schmitt. À la fin du mois de janvier 1935, la position du Président de la *Reichsbank* au sein du III<sup>e</sup> Reich est suffisamment forte pour que l'ambassadeur de France à Berlin, André François-Poncet l'imagine vice-chancelier<sup>992</sup> et estime qu'il fait partie du « *petit cercle de ceux qu'il [Hitler] consulte dans les grandes occasions*<sup>993</sup> ».

#### *b. Se rapprocher de Hitler ?*

Le 7 juillet 1945, Schacht décrit ses relations avec Hitler<sup>994</sup>. Il explique qu'il a pu s'entretenir régulièrement avec lui dans les premières années. Le chancelier, d'après Schacht, respectait son Président de la *Reichsbank* alors qu'il méprisait ses autres collaborateurs car Hitler les a toujours considérés comme des « canailles »<sup>995</sup>. Hitler entretenait un cercle autour de lui, dans lequel il a essayé d'attirer Schacht, lui demandant de venir plus souvent déjeuner à la chancellerie. Ce dernier ne l'a fait qu'à deux occasions car il n'arrivait pas à tenir une discussion avec une personne possédant une éducation et une formation normale. Selon Schacht, Hitler lui-même était à moitié éduqué (*halbgebildet*) et ses nombreuses lectures étaient interprétées en fonction de sa vision du monde. Incapable de mener une conversation normale, monopolisant la parole au bout de quelques minutes, son comportement paraissait emphatique aux yeux de Schacht. Enfin, ce dernier estime que le chancelier ne prenait pas de décisions selon un point de vue technique mais en raison de considérations partisans tactiques et ne se sentait jamais lié par un contrat ou une promesse. Il conclut : « *Il n'était pas seulement immoral mais pleinement amoral*<sup>996</sup>. »

Ce bilan global sur les liens entre Schacht et Hitler ignore que l'état de leur relation a pu évoluer au cours du temps. Au procès de Nuremberg, Gisevius a expliqué qu'à la fin de 1934 et

<sup>991</sup> D'après ce qu'il a écrit. Nous n'avons pas vérifié l'existence d'un tel dossier dans les archives.

<sup>992</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome IX, n° 55, 23 janvier 1935. Cependant, dès mars 1935, Göring doit taire, d'après François-Poncet, les rumeurs de départ de Schacht. DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome X, n° 41, 27 mars 1935.

<sup>993</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, tome X, n° 345, 9 mai 1935.

<sup>994</sup> IMT, 3936-PS

<sup>995</sup> *Ibidem*, p. 1



au début de l'année 1935, le Président de la *Reichsbank* estimait que le problème qui se posait au régime était in carné par la Gestapo et gardait toute sa confiance en Hitler<sup>997</sup>. Il nous semble que Schacht a participé à la logique décrite par Ian Kershaw et qu'il a tenté de « se rapprocher du Führer » en faisant appel systématiquement d'une part à l'autorité du chancelier et d'autre part en interprétant les propos de Hitler en sa faveur. Lors de la rencontre d'industriels en novembre 1934 chez Heß, il revendique l'autorité que le *Führer* lui a transmise pour la mise en place du *Nouveau Plan* :

« Seuls ces deux ministres [Schacht et Darré] qui jouissent de la confiance du *Führer*, ont à décider sur la politique économique allemande. »<sup>998</sup>

Cette réunion est d'ailleurs le cadre d'un conflit de légitimité, entre Heß qui estime devoir soutenir les personnes présentes contre Schacht au nom du *Führer*, et le Président de la *Reichsbank* qui pense que, Hitler lui ayant octroyé la fonction de ministre de l'Économie, il ne peut être contesté. Les discours de Schacht font en règle générale référence à la parole de Hitler et l'orientent en fonction des intérêts du ministre. À Königsberg, le 18 août 1935, il se félicite, par exemple, de la création de la DAF par Hitler qui a permis ainsi les dialogues d'« homme à homme ». Il se déclare en accord avec sa politique contre ceux qui sabotent le nazisme, comme les Francs-maçons et les Juifs. Tout comme les membres de la NSDAP Schacht a essayé de se « rapprocher du *Führer* ».

\*  
\* \*

En arrivant au ministère de l'Économie, Schacht doit rétablir le commerce extérieur allemand dont le déficit met en danger le réarmement. En 1935 et 1936, le but est atteint. En effet, en 1934, le surplus d'importations était de 300 millions de RM. L'année suivante, les importations diminuent de 4,5 à 4,2 milliards de *Reichsmarks* tandis que les exportations augmentent très légèrement, de 4,2 à 4,3 milliards. Un très léger excédent est ainsi dégagé. En 1936, la situation s'améliore encore : la valeur des marchandises étrangères arrivant en Allemagne reste stable, tandis que les biens exportés augmentent à 4,8 milliards (Tableau 15, p. 588). Le

---

<sup>996</sup> « Er war nicht nur unmoralisch, sondern völlig amoralisch. » *Ibidem*, p. 2

<sup>997</sup> IMT Volume 12 p. 210

<sup>998</sup> « Nur diese beiden Minister, die das Vertrauen des Führers genießen, hätten über die deutsche Wirtschaftspolitik zu bestimmen. » BARCH Deutsche Reichsbank, R2501/6577, p. 469-483, Protokoll der Sitzung im Hause des Stellvertreters des Führers am 20. November 1934, vormittags.

contrôle des devises et l'utilisation maximale des possibilités de la compensation ont ainsi payé malgré toutes les difficultés rencontrées.

Cependant, le *Nouveau Plan* contient aussi les germes de son propre échec. La politique extérieure du Reich limite l'activisme de Schacht en faveur de l'approvisionnement en matières premières. Sa tentative d'exploiter deux marchés prometteurs, la Roumanie et l'URSS, est brisée par la diplomatie allemande : même pour se fournir en hydrocarbures ou en minerais nécessaires au réarmement, il n'est pas question pour le Reich de développer des relations commerciales de grande ampleur en contradiction avec ses relations politiques. Dans d'autres cas, le *Nouveau Plan* a pesé sur les décisions de politique extérieure. Les relations avec la Pologne et Danzig sont de ce point de vue très parlantes. La Ville libre ne peut être « polonisée » mais l'aide qui lui est apportée est restreinte, sous pression de Schacht soutenu par Blomberg, pour éviter une mise en danger des réserves en devises de la *Reichsbank* et ne pas risquer un ralentissement du réarmement. En conséquence, les mesures monétaires et économiques prises pour protéger la ville gênent les relations avec la Pologne et se conjuguent avec les retards de paiement du fret vers la Prusse-Orientale. Une petite crise entre les deux pays s'ensuit, dont l'origine est indubitablement le *Nouveau Plan* et la ferme volonté de Schacht d'en défendre les principes.

En outre, l'appel massif à la compensation bilatérale, œuvre de Schacht, peut parfois changer la structure du commerce avec ses partenaires. L'accord de *clearing* de juillet 1934 avec la France inverse les échanges entre les deux pays : la France vend plus en Allemagne que le Reich ne vend chez elle, entravant le paiement des emprunts d'État à la veille du retour de la Sarre au Reich. En réalité, le *Nouveau Plan* implique une instabilité générale, juridique et commerciale, des relations économiques extérieures de l'Allemagne qui est susceptible de troubler systématiquement la diplomatie allemande.

La nature du *Nouveau Plan* peut aussi le fragiliser. Son mercantilisme, qui correspond aux idées économiques de Schacht, son créateur, est un facteur de continuité depuis le régime impérial. Schacht est toutefois confronté à des tendances autarciques qui ont des racines anciennes mais qui sont valorisées depuis la Grande Guerre. La tension entre volonté d'exportation et repli économique national est aussi un facteur d'instabilité.

Enfin, la politique économique de Schacht suscite de nombreux mécontentements en Allemagne même, dès son lancement. L'industrie des biens de consommation est négligée. Les

entreprises spécialisées dans l'exportation, pourtant favorisées dans la répartition des devises, se plaignent également. L'agriculture est montrée du doigt par Schacht dès la fin de 1934. En raison du déséquilibre entre les biens de consommation et les biens d'équipement, les prix et les salaires sont soumis à une pression à la hausse. L'instauration d'un commissaire aux prix, qui quitte son poste dès le 1<sup>er</sup> juillet 1935, montre les difficultés qu'il rencontre dans ce domaine. Si en 1934 et dans la première moitié de 1935, l'inflation est maîtrisée, il n'est pas certain que la situation se prolonge. Schacht, qui doit affronter de multiples querelles avec le parti nazi, est-il capable de maîtriser encore les prix ?

Parallèlement, le financement du réarmement organisé par la *Reichsbank* est une véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus de la monnaie allemande. Schacht en est très conscient et la conversion des anciennes dettes du Reich et des communautés locales, la réforme des marchés financiers et du système bancaire doivent permettre de masquer ce risque. L'*illusion* de finances saines est nécessaire pour maintenir la confiance dans le *Reichsmark*, d'autant plus que le régime veut à tout prix éviter de rendre publiques des mesures pouvant faire craindre une nouvelle hyperinflation. Mais un problème se profile, que Schacht devra affronter : le financement du réarmement ne peut éternellement durer.

La politique de Schacht nécessite le soutien d'une partie des institutions du régime et le Président de la *Reichsbank* doit pour cela s'insérer dans la logique polycratique du III<sup>e</sup> Reich. Il remplit ainsi ses devoirs de propagande pour le régime, ce qui a pour conséquence de faire apparaître sa politique comme celle du *Führer*. L'antisémitisme culturel et religieux de Schacht est l'une des conditions de sa collaboration avec le régime, et la mise en place des lois raciales de Nuremberg en septembre 1935, dont il est l'instigateur, indique qu'il n'est pas isolé au sein du régime et montre qu'il bénéficie du soutien de Hitler. D'après les notes de Goebbels, l'armée, *via* le ministre de la Guerre Blomberg, est favorable à Schacht. Néanmoins, elles exposent également les griefs de son auteur et du chancelier contre le ministre de l'Économie.

Une politique économique qui se fragilise, une monnaie mise en danger, une position au sein du régime qui ne tient qu'à un fil : à l'hiver 1935-1936 et dans les mois qui suivent, n'est-il pas temps pour les nazis de s'en prendre au pouvoir de Schacht ?

# Chapitre 5<sup>e</sup>

## Les nazis à l'assaut du pouvoir de Schacht

« Hubris – that overweening arrogance which courts disaster – was inevitable. The point where nemesis takes over had been reached by 1936. »<sup>999</sup>

---

<sup>999</sup> In Ian Kershaw, *Hitler... op. cit.*, volume 1, p. 591

À partir de l'hiver 1935-1936 et jusqu'au mois de novembre 1937, Schacht perd peu à peu sa marge de manœuvre au sein du III<sup>e</sup> Reich. Le *Nouveau Plan* oblige le régime à faire des choix. La pénurie des biens de consommation et des produits alimentaires nécessite de repenser l'attribution des devises entre les différentes branches de l'économie mais peut mettre en danger le réarmement, dont le rythme s'accélère. Confronté à la montée en puissance de Göring, favorisé par la radicalisation du régime induite par le jeu polycratique, Schacht tente à partir de l'été 1936 d'utiliser les relations internationales pour ralentir sa chute.

## I. L'économie du III<sup>e</sup> Reich vue par Schacht en 1936

Le 7 mars 1936, la remilitarisation de la Rhénanie est un pas capital pour l'Allemagne. Elle renforce sa défense en cas d'attaque de la France. Elle mine le système d'alliance de la République, en détachant d'elle la Belgique qui proclame son indépendance. Les tergiversations des démocraties face à la conquête de l'Éthiopie et la réorientation des intérêts de l'Italie vers la Méditerranée permettent d'une part le rapprochement des deux grandes dictatures fascistes et d'autre part la préparation de l'annexion de l'Autriche au Reich. À ce chamboulement des équilibres diplomatiques, les Démocraties répondent mollement en espérant limiter les interventions étrangères en Espagne et en tentant d'apaiser l'Allemagne. Mais cette dernière n'a pas encore une armée apte à affronter un conflit.

Parallèlement, la situation économique menace toujours le réarmement. En juin 1936, un nouvel emprunt du Reich de 700 millions de *Reichsmarks* à 4,5 % d'intérêt est lancé pour consolider les dettes à court terme du Reich. Sous l'égide du ministère de l'Économie, la structure économique est réformée : les chambres de commerce et d'industrie fusionnent avec les groupes économiques en juin 1936. Toutefois, le 20 août 1936, Schacht fait un bilan très pessimiste de l'état économique de l'Allemagne devant les *Gauleiter*<sup>1000</sup>. Son entrée en matière est simple et directe : depuis leur dernière rencontre, la situation économique s'est extraordinairement dépréciée. Le Reich a emprunté le chemin du crédit pour faire disparaître le chômage. Le risque inflationniste est grand et, pour le conjurer, il faut créer un surplus de production. Mais trois problèmes se posent : l'approvisionnement en biens alimentaires est

<sup>1000</sup> BARCH, Deutsche Reichsbank, R2501/7017 « Die deutsche Wirtschaftslage, Entwurf einer Rede des Herrn Präsidenten vor den Gauleitern am 20. August 1936 »

difficile, la monnaie et le budget posent problème et un nouvel endettement apparaît sur les comptes de compensation. Une décision politique doit être prise pour définir les orientations économiques futures.

### **A. Les difficultés d'approvisionnement en biens alimentaires**

L'économie allemande est confrontée à un cercle vicieux<sup>1001</sup>. Un ouvrier qui fabrique des obus veut se procurer des biens de consommation et des produits alimentaires. Ces derniers doivent être achetés à l'étranger, notamment les matières grasses et les céréales. Mais il n'est pas possible d'en augmenter les importations car priorité est donnée aux matières premières nécessaires à l'armement. L'Allemagne s'est résolue à diminuer les importations de biens alimentaires :

« Puisque l'importation ne peut être payée que par une exportation et que l'exportation pour des raisons très différentes se heurte à des barrières très étanches, est apparu un déficit de matières premières étrangères nécessaires pour notre subsistance normale. Une disproportion entre d'un côté les dettes et de l'autre les biens effectivement disponibles se forme. Nous n'en finirons pas avec cette disproportion, tant que, à l'achèvement de l'armement, notre économie ne peut être mise à nouveau dans des rails normaux. C'est la seule raison interne et inéluctable des difficultés économiques actuelles. Il ne peut être malheureusement pas nié que de très nombreuses difficultés évitables se créent encore. Nous devons nous résigner aux difficultés inévitables. Nous devons arrêter dès que possible celles qui sont évitables ; car nous sommes au-delà du point où un peuple peut s'offrir un tel luxe. »<sup>1002</sup>

---

<sup>1001</sup> L'expression est la nôtre. L'image qui suit est de Schacht.

<sup>1002</sup> « Da die Einfuhr nur durch Ausfuhr bezahlt werden kann und der Export aus den verschiedensten Gründen auf sehr enge Schranken stösst, entsteht ein Fehlbetrag an solchen Auslandsrohstoffen, die für unseren normalen Lebensbedarf notwendig sind. Von zwei Seiten her bildet sich also ein Mißverhältnis heraus zwischen den in Geldform verbrieften Güteransprüchen und den tatsächlich vorhandenen Gütern. Mit diesem Mißverhältnis müssen wir solange fertig werden, bis mit Beendigung der Aufrüstung unsere Wirtschaft wieder in normalen Bahnen übergeleitet werden kann. Das ist nur der innere und unvermeidbare Grund für die derzeitigen Wirtschaftsschwierigkeiten. Daß neben bei noch sehr viele vermeidbare Schwierigkeiten entstanden sind, ist leider nicht zu leugnen. Mit den unvermeidbaren müssen wir uns abfinden, die vermeidbaren müssen wir sobald als möglich abstellen ; denn wir sind bereits über den Punkt hinaus, bis zu dem sich ein Volk einen solchen Luxus leisten kann. »  
*Ibidem*, p. 6

## B. Les problèmes monétaires et budgétaires

Dans le domaine de la monnaie, la stabilité du *Reichsmark* est une grande réussite. De janvier 1933 à juillet 1936, la *Reichsbank* a pu mettre 12,1 milliards de RM à disposition du Reich, dont 8 pour le réarmement, 3 pour l'*Arbeitbeschaffung* et un pour les autoroutes. 3,7 ont été remboursés par l'emprunt ou par le budget. Les valeurs en réserves à la *Reichsbank* ne se montent qu'à 4,6 milliards et 4,5 autres milliards sont entreposés ailleurs, de préférence dans des filiales de la banque centrale. La *Reichsbank* se tient prête à prendre en charge 800 millions de RM de crédits spéciaux et à accepter des crédits éligibles aux avances sur nantissement (*lombardisieren*) de la part des caisses d'épargne à hauteur de 1 milliard de RM. Elle fait également attention au cours des emprunts du Reich sur le marché, tout en prêtant sur gage les bons du Trésor. Mais pour le moment, la *Reichsbank* a réussi à maintenir la politique d'élargissement du crédit. La circulation des moyens de paiement comptant a augmenté depuis 1932 de 14 % et continue de s'accroître. La vitesse de la circulation de la monnaie s'est aussi accrue.

Néanmoins, la production de biens de consommation n'est pas en phase avec l'accroissement de la masse monétaire. Cela se traduit par une tension qui ne peut être résolue que par une inflation ou un système de rationnement. Pour éviter de tels développements, la *Reichsbank* doit diminuer les valeurs financières dont elle dispose dans son portefeuille. L'augmentation de la dette flottante du Reich n'est possible que jusqu'à une certaine ampleur. Il faut la consolider, c'est-à-dire la transférer sous forme d'emprunt à moyen ou long terme, ce qui ne va pas sans difficulté. Le marché des capitaux montre en effet des signes d'agitation. Les valeurs fuient ce marché et l'importante augmentation des autorisations de construction dans le domaine immobilier, de 16 200 en 1934 à 17 200 en 1935 et 24 300 en 1936 en est, selon Schacht, la preuve. Si cette tendance se confirme, l'économie entière pourrait en souffrir.

Le seul moyen de calmer le marché des capitaux est de diminuer les dépenses des pouvoirs publics. En surface, les dépenses du Reich se développent favorablement. Les rentrées fiscales dans leur ensemble ont augmenté de 7,3 milliards de RM pour l'année budgétaire 1932 à 10,4 Milliards en 1935. Elles dépasseront probablement pour 1936 les 12 milliards, soit 9,5 milliards après les versements aux *Länder*.

Parallèlement la politique des dépenses est particulièrement défavorable. Elles ont augmenté largement plus que les rentrées d'impôts. Il est donc nécessaire de limiter toute dépense évitable, d'ajourner tout projet n'ayant pas de lien avec le réarmement, d'améliorer au maximum

la rentabilité de l'impôt, de restreindre l'appareil bureaucratique de l'État, du parti et des institutions politiques au minimum, et d'informer la population de la nécessité de limiter les dépenses. Si l'État, les *Länder* et les communes ont fait des efforts pour économiser, ce n'est pas encore le cas du parti, que Schacht remet en cause.

### **C. La production des biens et le nouvel endettement lié aux importations**

Après le budget, Schacht passe en revue la production de bien et l'état du commerce extérieur. En juin 1932, l'index de la production était de 53,8. En Juin 1936, il a plus que doublé, passant à 108,6<sup>1003</sup>. Mais l'industrie risque de manquer de matières premières. Pour obtenir ces dernières à l'extérieur, il faut des devises. Or les pays étrangers ont préféré le *clearing* lorsque l'Allemagne n'a pu transférer ses dettes. Ainsi, le remboursement des dettes allemandes s'opère par un prélèvement sur la production. Les exportations ont en conséquence diminué, quand le Reich avait besoin d'augmenter ses importations en raison de la reprise liée à la politique de grands travaux et d'armement. De plus, les matières premières et les produits semi-finis se sont renchérissés sur le marché international. Entre juin 1934 et juin 1936, l'index des prix mondiaux a augmenté de 7,9 %. En conséquence, les réserves en or et devises de la *Reichsbank* sont pratiquement nulles.

Une nouvelle forme d'endettement apparaît. Les comptes de compensation allemands sont débiteurs à hauteur d'un demi-milliard de *Reichsmarks*. Pour l'Allemagne, la situation n'est pas inquiétante. Pour certains pays, leur crédit sur ces comptes de compensation correspond parfois à un an de leurs échanges avec le Reich.

Conséquence de ces difficultés d'endettement, le bilan des devises est décisif. Pour éviter de les employer, l'Allemagne a consommé ses réserves en matières premières. Elles sont désormais insuffisantes. Le déficit en devises pour la deuxième moitié de 1936 est très alarmant. De plus, 90 % du commerce allemand se fait par la compensation, rendant difficile de se procurer des devises pour les 10 % restant. Or certaines matières premières importantes pour le réarmement et pour le textile sont uniquement achetables dans des pays qui n'acceptent que des devises.

L'évolution économique dépend largement du développement des exportations. Le *Nouveau Plan* a permis de passer d'un déficit commercial en 1934 à un excédent dès le début de 1935.

---

<sup>1003</sup> Nous supposons que la base 100 de Schacht est en 1928



C'est un succès important car le commerce international s'est écroulé, accentuant la concurrence sur le marché international, où les biens allemands se vendent avec difficulté. Schacht ne pense pas aux barrières douanières existant depuis 1931 mais à des développements récents. Les États-Unis ont soumis les produits du Reich à la loi sur le *dumping*<sup>1004</sup>. Il estime que la faute vient de l'influence des *Boykotthetze* juifs. La France a suspendu toute livraison de matières premières en relation avec l'armement. Le Royaume-Uni remet en cause, par sa propagande, l'accord de paiement qui fonctionne bien. Cette évolution entraîne des négociations pénibles avec les partenaires commerciaux de l'Allemagne. De plus, la guerre civile espagnole empêche les livraisons de minerai d'Espagne.

Pour améliorer la situation, Schacht estime qu'il est impossible de dévaluer. Pour une hypothétique augmentation des exportations, le coût des importations se renchérirait et les réserves en devises seraient encore un peu plus mises à mal. La production de succédanés est un bon moyen mais les résultats se font attendre. Le caoutchouc et le coton synthétique n'en sont qu'au stade du développement. De plus, leur prix pose problème.

« En dernier lieu, la question des prix ne doit pas être oubliée. Pour le même montant, on peut acheter quatre fois plus de caoutchouc naturel que de caoutchouc synthétique. Il me suffit encore d'évoquer la difficulté du financement de la construction d'une nouvelle industrie. »<sup>1005</sup>

Si le primat du réarmement subsiste, il faut épargner soit sur les importations agricoles, soit sur les importations industrielles. Dans le premier cas, l'approvisionnement en produits alimentaires sera mis en danger, d'autant plus que les récoltes ne seront pas aussi bonnes que prévu. Dans le second car, pour épargner un milliard de *Reichsmarks* en matières premières, il faut économiser dix milliards de biens en valeur.

Or, le manque de matières premières pèse sur l'industrie :

« C'est d'ailleurs bien la question : le niveau d'activité actuel de l'industrie métallurgique pourra-t-il être maintenu pendant l'hiver ? »<sup>1006</sup>

<sup>1004</sup> Des restrictions sur les importations de biens allemands aux États-Unis sont en effet imposées à partir de 1936.

<sup>1005</sup> « Schließlich darf die Preisfrage nicht vergessen werden. für ein und denselben Betrag kann ungefähr viermal soviel Naturkautschuk gekauft als synthetischer Kautschuk hergestellt werden. Die Schwierigkeit der Finanzierung des Aufbaus neuer Industrien brauche ich in diesem Zusammenhang nur mehr zu erwähnen. » *Ibidem*, p. 16

<sup>1006</sup> « Es ist daher sehr die Frage, ob der bisherige Beschäftigungsgrad in der Metallindustrie den Winter über durchgehalten werden kann. » *Ibidem*, p. 16

En moyenne, il reste des réserves pour un mois. Dans le textile, les ouvriers sont parfois au chômage technique et les stocks, dans certains cas, sont inexistantes. Plus grave, la situation des réserves en matières premières fait souffrir les exportations. Le décalage entre d'un côté l'augmentation de la masse monétaire et de l'autre côté la production de biens risque de se répercuter sur les prix. De mars 1933 à juin 1936, l'index des prix de gros a augmenté de 14,2 %, l'index de l'immobilier de 4,6 %, l'index du coût de la vie de 7,2 %. Ces augmentations sont dans l'ensemble plutôt faibles, d'autant plus que les produits agricoles y jouent un grand rôle. Mais la situation est moins favorable que ces index ne le montrent. L'augmentation du coût de la vie est influencée par la pression des pouvoirs publics sur le prix des biens les moins chers. Quant aux biens qui ne sont pas pris en compte dans les index, leur prix a beaucoup augmenté.

Des facteurs qui n'ont pas encore eu d'influence sur les prix pourraient désormais en exercer une. Le coût de la production de matières premières allemandes peut se répercuter sur les prix. La taxe qui a été imposée à l'économie pour maintenir les subventions à l'exportation a coûté à l'industrie 800 millions de RM<sup>1007</sup>. Le coût de la bureaucratisation de l'économie, avec l'instauration des offices de contrôle et le contrôle des changes, pourrait également jouer.

« Nous avons certes légalement limité le transfert de cette augmentation des frais sur les prix mais il est pourtant clair que nous sommes ainsi allés à la limite de ce qui est effectivement possible. »<sup>1008</sup>

Enfin, d'autres coûts pèsent sur l'industrie, comme le meilleur recouvrement de l'impôt, les droits de douane et la participation au financement du Front du Travail. Mais le facteur le plus important d'augmentation des prix est le coût du travail. En raison du retour à l'emploi et de l'allongement de la durée du travail, les revenus des travailleurs, employés et fonctionnaires sont passés de 26 milliards de RM en 1933 à 32,2 en 1935, soit une augmentation de 24 %. Le revenu des fonctionnaires a en réalité diminué mais celui des employés a augmenté de 23 % et celui des travailleurs de 38 %. De plus, dans certaines branches, le recrutement est devenu plus difficile. Dans le réarmement et l'immobilier, les ouvriers qualifiés manquent. En conséquence, les salaires sont soumis à une pression à la hausse qui peut atteindre 100 % dans cer-

---

<sup>1007</sup> Datant de 1935, elle remplace le système qui se fondait sur le rachat de titres allemands à bas coût, qui ne sont plus possibles, car la Reichsbank n'a plus assez de devises pour les effectuer.

<sup>1008</sup> « Wir haben zwar die Abwälzung dieser Kostensteigerung auf die Preise gesetzlich unterbunden, sind uns aber klar darüber daß wir damit bis an die Grenze dessen gegangen sind, was überhaupt möglich ist. » *Ibidem*, p. 21

tain cas. Cela risque de mener à une augmentation des prix et au cercle vicieux qui a joué un grand rôle au temps de l'inflation. En conséquence :

« Il est clair qu'un soulagement durable de l'économie ne peut venir que du côté politique. Une fois que la politique de paix du *Führer* se sera imposée au niveau international, l'économie prendra automatiquement un essor qui transformera la tension anormale actuelle en un développement sain. Par conséquent, nous devons supporter des sacrifices, que l'effort gigantesque d'armement apporte inévitablement avec lui. D'autres sacrifices ne sont toutefois plus possibles ; car ils toucheraient le coût de la vie de notre peuple. »<sup>1009</sup>

En conclusion, Schacht en appelle à une décision politique : le *Führer* doit faire un choix. Or à partir de 1936, les conflits qui l'opposent à Göring, Darré et Ley montrent que la situation économique décrite par le Président de la *Reichsbank* a poussé Hitler à arbitrer en défaveur de son ministre de l'Économie.

## II. La lutte perdue contre Göring, Darré et Ley

Les conflits entre Schacht d'une part et le parti et ses bonzes d'autre part sont nombreux. La question de l'endettement des communes est un exemple parmi d'autres. Les nazis veulent permettre aux caisses d'épargne de prêter plus aux communes. La *Reichsbank* et le ministère de l'Économie s'y opposent, considérant que la capacité de paiement des caisses d'épargne est limitée et que des emprunts supplémentaires limiteraient encore plus la liquidité de leurs réserves<sup>1010</sup>. Cette pression exercée par les membres du parti est contraire à la politique bancaire menée par la *Reichsbank*.

Néanmoins, à l'hiver 1935-1936, un conflit d'une tout autre envergure apparaît. Walter Darré, ministre de l'Agriculture, demande des devises pour acheter des produits alimentaires sur le marché mondial.

---

<sup>1009</sup> « Es ist klar, daß eine nachhaltige Entlastung der Wirtschaft nur von der politischen Seite her kommen kann. Wenn sich einmal die Friedenspolitik des Führers international durchgesetzt hat, dann wird die Wirtschaft ganz von selbst einen Aufschwung nehmen, der sie aus ihrer gegenwärtigen anormalen Anspannung in eine gesunde Entwicklung hinüberführt. Deshalb müssen wir die Opfer auf uns nehmen, die das gigantische Werk der Aufrüstung unvermeidlich mit sich bringt. Weitere Opfer aber sind nicht mehr tragbar ; denn sie würden an den Kern der Lebenshaltung unseres Volkes rühren. » *Ibidem*, p. 26

<sup>1010</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6517, p. 72-78, 10 janvier 1936

## A. Le problème des produits alimentaires : Schacht contre Darré (hiver 1935–1936)

Le *Nouveau Plan* donne la priorité à l'industrie. En conséquence, Schacht néglige le secteur alimentaire : les importations y sont plus faibles que dans les années précédant la crise mondiale<sup>1011</sup>.

### 1. La politique agricole du Reich

La politique agricole nazie a pour but de retirer l'agriculture de l'économie<sup>1012</sup>. Elle valorise les fondements raciaux du monde paysan, dans lequel les nazis sont particulièrement bien implantés depuis les années 1920<sup>1013</sup>. Le 4 avril 1933, les associations agricoles sont unifiées sous la direction de Walter Darré : l'enjeu essentiel, dans les premiers mois, avait été d'exclure de ces associations les nationaux-allemands proches de Hugenberg, parfois en les emprisonnant. Le 28 mai 1933, Darré devient *Reichsbauernführer* :

« Ainsi, les pouvoirs du dirigeant de l'appareil politique de l'Agriculture de la NSDAP et la direction de divers organes d'auto-administration et d'organisations professionnelles étaient réunies dans les mains de Darré. »<sup>1014</sup>

Dans un premier temps, la politique agricole est menée par Hugenberg, dont la préoccupation essentielle est l'amélioration de l'agriculture, par une augmentation des prix et un assainissement de l'endettement. Darré critique les mesures du National Allemand en les dénonçant comme trop « capitalistes » et idéologiquement trop peu raciales. Avant le départ de Hugenberg, Darré s'appuie sur Göring pour faire adopter en Prusse la loi du 15 mai 1933 sur les droits de succession des fermes (*Bäuerliche Erbhofrecht*), contre l'avis de Hugenberg. Mais il démissionne en juin et laisse la place à Walter Darré au ministère de l'agriculture. La loi sur les droits de succession peut être généralisée, le 29 septembre 1933, malgré les objections de Kurt Schmitt en Conseil des ministres le 26 septembre. Elle a pour but de mettre en place des unités paysannes stables et larges en diminuant les possibilités de division de l'héritage et des ventes. Elle ne concerne cependant qu'un tiers des entreprises agricoles et a eu pour probable conséquence l'immobilité et la stagnation du secteur, en limitant les possibilités de crédit et,

<sup>1011</sup> Dietmer Petzina, *Autarkie im Dritten Reich*, dva Stuttgart, 1968, 204p., p. 31.

<sup>1012</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.*, p. 355-357

<sup>1013</sup> Martin Broszat, *Der Staat Hitlers... op. cit.*, p. 230

<sup>1014</sup> « Damit waren die Befugnisse des Leiters des agrarpolitischen Apparats der NSDAP und die Führung sämtlicher Selbstverwaltungsorgane und Berufsorganisationen der Landwirtschaft in Darrés Hand vereinigt. » Pour un résumé de la politique agricole du Reich, *Ibidem*, p. 230-243

en conséquences, la faculté du secteur de se moderniser.

L'agriculture devient alors le secteur économique où le parti exerce le plus d'influence. Il possède son propre appareil, contrôle les organisations du secteur et le ministère. Les lois du 15 juillet 1933<sup>1015</sup> et du 13 septembre 1933 (création du *Reichsnährstand*) en permettent l'organisation. Le *Reichsnährstand* est organisé de manière très hiérarchisée en fonction du *Führerprinzip*. Il permet de contrôler les prix et de planifier la production et les ventes. Sa première mission est d'entraver la chute des prix car la récolte de 1933 est très bonne. Les produits stratégiques – blé, lait, œufs, bétail et matières grasses – sont directement surveillés par le ministère, par-dessus le *Reichsnährstand*. Au début de 1934, il n'y a plus, dans le domaine agricole, d'économie de marché et de liberté d'organisation.

L'organisation du secteur agricole permet une diminution de l'endettement et des impôts et une augmentation effective du revenu des fermes. Mais elle ne résout pas le problème de main d'œuvre lié à l'attrait de la ville pour les ouvriers agricoles. De plus, un changement se produit à partir de 1935. Goerdeler, commissaire au prix, utilise le *Reichsnährstand* pour garder les prix bas et crée ainsi un fort mécontentement. À partir également de 1935, le contrôle des prix permet un transfert des ressources du secteur agricole vers l'industrie, plus efficace. En outre, une alimentation peu chère a permis de soutenir la croissance des années 1930. Le romantisme agrarien racial nazi a ainsi laissé place à un réalisme économique brutal.

En 1935, une crise liée à des facteurs intérieurs et en premier lieu au développement du secteur agricole (*Ernährungswirtschaft*) se déclenche. Le rendement des récoltes diminue entre 1933 et 1935 de 15 % pour le seigle et le fourrage, de 17 % pour le blé, et de 10 % pour les pommes de terre. La consommation de matières grasses s'abaisse de 4 % à la suite d'une diminution de la production de lait et de beurre. Deux goulets d'étranglement se forment : les matières grasses, directement nécessaires à l'alimentation des Allemands, et le fourrage, dont dépend la production de viande<sup>1016</sup>. Ces deux domaines sont le cœur d'un conflit entre Darré et Schacht.

---

<sup>1015</sup> Gesetz über die Zuständigkeit des Reiches für die Regelung des ständischen Aufbaus der Landwirtschaft

<sup>1016</sup> Pour cette partie, voir : Dieter Petzina, *Autarkipolitik... op. cit.*, p. 32

## 2. Les besoins en matières grasses de la population allemande et de l'armée et la critique de la politique de Darré

Bien que le problème de l'approvisionnement en matières grasses soit récurrent sous le III<sup>e</sup> Reich dès sa fondation, il devient aigu à partir de l'automne 1935<sup>1017</sup>. Les résultats de la politique agricole de Walter Darré inquiètent deux offices du Reich. D'une part le *Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt* du commandement supérieur de la *Wehrmacht* (OKW), dirigé par le général Thomas et d'autre part Goerdeler, ancien commissaire aux prix. Ils ont essayé de définir les besoins en matières grasses de l'Allemagne et ses sources d'approvisionnement possibles. Assez vite, il apparaît que l'Allemagne doit éviter l'instauration d'un rationnement et assurer les besoins en graisses des soldats, sans pour autant remettre en question ni la stabilité des prix, ni le réarmement. Ce dernier rentre en effet en concurrence avec l'agriculture dans la répartition des devises.

À la suite des difficultés rencontrées à l'automne 1935, la *Wehrmacht* a fait elle-même l'estimation des besoins quotidiens des soldats en matières grasses (*Nahrungsfett*)<sup>1018</sup>. Elle en veut 80 à 100 grammes par soldat et par jour. Or, en mars 1936, ce rapport établit que la consommation des soldats est au total d'environ 60 grammes, ce qui est inférieur à la moyenne nationale de 1935. Pourtant, la consommation est restée stable d'une année sur l'autre. Pourquoi des difficultés ont-elles été rencontrées à l'automne 1935 ? L'accroissement de la demande liée à la diminution du chômage et à l'augmentation de la demande de la *Wehrmacht* est écarté. Le problème essentiel concerne la production de matières grasses dérivée de la production de cochons.

De son côté, Goerdeler met en cause la manière dont le ministère de l'Agriculture fixe les prix sur le marché<sup>1019</sup>. Le domaine d'action du contrôle du marché est trop vaste, entraînant une mauvaise fixation des prix. Par exemple, la production de beurre et de saindoux est plus abondante à certaines saisons qu'à d'autres. Mais le prix officiel est le même toute l'année. Ainsi, la demande n'est pas régulée et ne baisse pas lorsque la production de beurre et de saindoux diminue. Ces produits se raréfient donc à la fin de l'année.

<sup>1017</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/485, Akten betreffend Bergarbeiter. 16. Februar 1933 - 31. September 1935. Berg. 3/1 Band 1.

<sup>1018</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts und Rüstungsamt, RW19/862, p. 87-91 « Zur Versorgung Deutschlands mit Nahrungsfetten »

<sup>1019</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts und Rüstungsamt, RW19/2443, p. 96, rapport de Goerdeler joint à une lettre à Keitel du 3 juillet 1936

À l'été 1935, à l'approvisionnement insuffisant et au marché mal géré s'ajoute la faible récolte de 1934. Walter Darré demande alors à Schacht plus de devises. En toile de fond, un grand risque pèse sur le régime : pendant l'hiver 1935-1936, sa popularité est en berne<sup>1020</sup>.

### 3. La crise ouverte : août 1935-mars 1936

Lors de l'échange de lettres de l'été 1935 entre Schacht et Darré, ce dernier réclame des devises le 26 août 1935. Le Président de la *Reichsbank* « s'empresse » de lui répondre le 16 octobre 1935, au lendemain du conseil des ministres où Göring lui demande d'accorder un contingent supplémentaire à Darré. Schacht répond alors point par point aux reproches exprimés par le ministre de l'agriculture en août.

Schacht commence cette lettre par une querelle stérile sur les chiffres qui se répète à chacun des échanges entre les deux ministres. Il réitère l'un de ses plus grands reproches, déjà exposé dans une lettre du 14 août. Sous prétexte de construire une agriculture autarcique, Darré a exercé une influence négative sur les négociations commerciales avec les pays exportateurs de produits agricoles. Il a en effet demandé systématiquement une diminution des contingents de biens agricoles. Ce fut particulièrement le cas avec l'Argentine. En effet, Darré a refusé en 1934 d'accorder un contingent pour de la viande congelée en provenance d'Argentine, mettant ainsi en danger les négociations. Puis en juillet 1935, il a changé d'avis pour accorder un contingent de 10 000 tonnes et a augmenté ce contingent à 45 000 en octobre<sup>1021</sup>.

Enfin, Schacht rappelle qu'une augmentation des importations agricoles rend nécessaire de diminuer les importations prévues pour d'autres matières, d'autant plus que les comptes de compensation sont déjà largement débiteurs. Les achats de certains minerais en Suède ou en France (Maroc) ont été diminués. De plus, pour limiter cet endettement, ces pays essaient d'exporter en Allemagne des biens dont elle n'a pas besoin. En conclusion, Schacht refuse les trois millions de *Reichsmark* demandés par Darré pour augmenter les importations de beurre.

Le 5 décembre 1935, cependant, Schacht accepte, dans une lettre à Darré, de lui fournir 400 000 *Reichsmarks* par jour ouvrable pour les importations d'oléagineux (*Ölsaar*) pour le deuxième trimestre de 1936 et sous condition d'en fournir aussi à l'industrie<sup>1022</sup>.

<sup>1020</sup> Ian Kershaw, *Hitler... op. cit.* Tome 1, p. 576

<sup>1021</sup> Ces chiffres issus d'une lettre postérieure : BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt, RW19/862, p. 113-123 « Devisenanforderungen », Berlin, 3 février 1936

<sup>1022</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt, RW19/862, lettre Schacht du 12 mars

Le 14 janvier 1936, Darré envoie une nouvelle lettre à Schacht sur l'importation de céréales de fourrage (*Futtergetreideeinfuhr*)<sup>1023</sup>. Il manque deux millions de tonnes de céréales, soit un mois d'approvisionnement. Car si le nombre de truies et de porcelets a augmenté et laisse entrevoir un bon développement du cheptel, la récolte de pommes de terres a diminué par rapport à 1934. Mais le fourrage manque et pourrait entraver cette évolution. De plus, l'armée manque d'avoine. Une partie du manque peut être couvert par les accords de compensation. Le reste doit être acheté avec des devises.

Schacht attise alors la tension, lors d'un discours à Stettin le 16 janvier 1936. Darré lui reproche dans une lettre du 3 février. Le Président de la *Reichsbank* y sous-entendait que l'Allemagne produisait trop de céréales. Darré rappelle que dans une lettre du 10 janvier, Schacht avait reconnu le manque de céréales, sans oublier que Darré lui a exposé la situation dans sa lettre précédente<sup>1024</sup>.

En février 1936, Schacht se plaint du risque que font peser les demandes de Darré sur le domaine industriel<sup>1025</sup>. Le ministre de l'Agriculture demande 400 000 *Reichsmark* supplémentaires pour les oléagineux, soit 17,4 millions de *Reichsmark* pour la fin du mois de mars 1936. Or en décembre 1935 et janvier 1936, il a déjà accepté d'accorder 12,4 Millions de *Reichsmark* au total, ainsi que trois millions en octobre 1935. De plus, il manque un million de tonnes de fourrage, dont 850 000 doivent être achetés avec des devises, ce qui représente 40 millions de *Reichsmark*. Or, les réserves de la *Reichsbank* ne s'élèvent qu'à 82 millions de *Reichsmark*. En outre, la Sarre et Danzig nécessitent beaucoup de devises. La première, rattachée au Reich depuis le début de l'année 1935, a fait l'objet d'un accord signé avec la France à Rome, au terme duquel les non-ariens ont le droit de vendre leurs biens et de quitter le territoire. Au même moment, cela a coûté 9,9 millions de RM en devises et vingt autre millions restent probablement à payer.

Surtout, les devises supplémentaires accordées pour les produits alimentaires entraînent une diminution des importations de matières premières. L'approvisionnement en métaux, caoutchouc, coton sont en souffrance car ces matières premières ne peuvent être acquises par le

---

1936

<sup>1023</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt, RW19/862, lettre de Darré du 14 janvier 1936

<sup>1024</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt, RW19/862, lettre de Darré du 10 janvier 1936

<sup>1025</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt, RW19/862, p. 113-123, « Devisenanforderungen » 3 février 1936



biais d'accords de *clearing*. Seul le fourrage est achetable par la compensation. Mais Schacht rappelle qu'au 31 décembre 1935, le déséquilibre sur les comptes de compensation était de 515,6 millions de *Reichsmark*. Le résultat est ainsi le même que s'il est décidé d'utiliser des devises : l'importation de matières premières industrielles est mise en danger. Le risque est une perte d'emplois dans le domaine industriel.

Schacht poursuit en critiquant la politique agricole menée par Darré. Ce dernier devait permettre à l'Allemagne de se suffire dans le domaine alimentaire. Logiquement, cela aurait dû entraîner une diminution des demandes en devises. Au lieu de cela, l'augmentation des prix agricoles de 30 à 40 % en 1935 par rapport à 1934, a fortement touché les populations du secteur industriel et les villes. Il faut donc choisir, soit Schacht accepte les demandes de Darré et met l'industrie en danger à cause d'une raréfaction des matières premières, soit il risque une disette.

Le 15 février 1936, Darré renouvelle ses demandes. Schacht lui répond le 12 mars 1936. Depuis le 5 décembre, l'agriculture dispose de 400 000 *Reichsmark* supplémentaires par jour ouvrable. Darré en demande encore 400 000. Schacht indique que les demandes des ministères dépassent désormais les réserves de la *Reichsbank*. Cependant, il consent à accorder 10 millions supplémentaires, sous condition que Darré n'utilise pas les devises dans les pays où l'Allemagne dispose d'un accord de compensation.

Le 16 mars, Darré reproche à Schacht la lenteur de sa réponse. Il prend acte des 10 millions supplémentaires. Il rappelle qu'il est conscient de la gravité de la situation en devises mais insiste sur la situation de l'approvisionnement. La réponse de Schacht n'est pas considérée comme étant satisfaisante. Il s'appuie sur le conseil des ministres du 15 octobre et estime qu'il a le droit de recevoir, à sa demande, les sommes en devises dont il a besoin. Darré insiste ensuite sur la fabrication de margarine et surtout la production du porc car une grande partie de l'approvisionnement en matières grasses dépend de produits dérivés porcins. Or sans fourrage supplémentaire, le cheptel porcin ne peut se développer.

La réponse de Schacht du 24 mars 1936 est cinglante. Schacht refuse de mettre encore à disposition des devises supplémentaires. Pour l'année 1935, Schacht disposait de 619,7 millions de RM, dont 435 pour les importations. 123,5 millions de RM sont consacrés à l'approvisionnement en matières grasses et 11,6 pour d'autres buts. En tout 31 % des devises ont été allouées à Darré. Pour 1936, ses demandes reviennent à doubler ce montant, sans assu-

rance aucune que ces requêtes ne se calment. À cause des demandes de Darré, la *Reichsbank* a vu diminuer ses réserves en or et en devises. Ce qui reste est nécessaire pour assurer les paiements courants avec l'étranger.

Schacht demande à Darré de prendre des mesures dans son propre domaine. Le Président de la *Reichsbank* estime que les interventions du ministère de l'Agriculture sont responsables de la diminution du cheptel de porcs. La livraison de ces derniers a parfois été retardée jusqu'à 4 semaines à cause des insuffisances de leur distribution. Ils sont parfois vendus « verts et puants » sur les marchés<sup>1026</sup>. Le manque d'œuf est presque total. L'intervention de la bureaucratie de Darré est à l'origine de problèmes de répartition des tourteaux (*Ölkuchen*) aux huileries (*Ölmühlen*). Enfin, alors que l'approvisionnement en pommes de terre s'est dégradé, les prix ont été baissés. Schacht reproche ainsi à Darré d'avoir mis en place une politique qui a dégradé la situation de l'agriculture<sup>1027</sup>.

Schacht résiste aux demandes de Darré en espérant qu'une logique « jusqu'au-boutiste » puisse faire évoluer Hitler sur les objectifs maximalistes qu'il avait donnés<sup>1028</sup>. Quoiqu'il en soit, le conflit entre Schacht et Darré doit être résolu. Dès octobre 1935, Göring est nommé par Hitler pour résoudre le problème. Pourquoi Schacht a-t-il accepté que Göring intervienne ?

## **B. Göring pour se protéger du parti ?**

À partir du début de 1936, Schacht est moins présent dans la presse allemande et probablement censuré par Goebbels. Göring intervient dans la répartition des devises et pousse à faire des choix de politique économique. Schacht laisse faire le *Plan de 4 ans* qui est préparé sans son accord.

### **1. En arrière plan de l'année 1936 : Schacht censuré**

L'année 1936 marque un double changement dans les discours de Schacht. D'une part, leur contenu montre que le Président de la *Reichsbank* a désormais pour souci essentiel de défendre son bilan. D'autre part, ils sont clairement censurés. De plus, Schacht, avec la remilita-

<sup>1026</sup> « grün und stinkend »

<sup>1027</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt, RW19/862, p. 130-134, lettre de Schacht à Darré du 24 mars 1936. Il termine sur une phrase typiquement « schachtienne » : « *Ich bin nämlich kein Dukatenmännchen.* »

<sup>1028</sup> Dieter Petzina, *Autarkiepolitik... op. cit.*, p. 32

risation de la Rhénanie, commence à mettre en doute la politique étrangère de Hitler.

*a. Schacht sur la défensive dans des discours censurés*

À la fin de l'année 1935, Schacht assure une très forte présence publique. Le 30 novembre 1935, il affirme dans un discours sur la réforme du droit des actions que le haut développement industriel de l'Allemagne ne peut pas être poursuivi uniquement par l'État. Ce dernier doit faire appel à l'individu<sup>1029</sup>. Le lendemain 1<sup>er</sup> décembre, le *Sunday Times* juge que ce discours est dirigé contre Walter Darré<sup>1030</sup>. Quelques jours après, il s'exprime devant la DAF, et s'empporte contre la « manie de tout niveler » (*Gleichmacherei*)<sup>1031</sup>. Il critique ouvertement la tendance du nazisme à la surorganisation, rejette l'inflation et rappelle la nécessité d'exporter. Si la presse britannique revient sur la critique de la NSDAP et le commerce extérieur<sup>1032</sup>, les journaux allemands sont expurgés de l'aspect critique du discours<sup>1033</sup>. Le 8 décembre 1935, la *Kölnische Zeitung* rapport un discours sur l'Allemagne et le commerce international, prononcé devant le *Bund der Freunde der Technischen Hochschule*<sup>1034</sup>. *L'information* du même jour titre ironiquement, que Schacht a battu le record du nombre de discours officiels prononcés en 12 jours<sup>1035</sup>. Mais les discours continuent : le 11 décembre 1935 Schacht insiste sur la nécessité d'une bonne organisation et d'un commerce extérieur solide devant le *Reichsgruppe Handel*<sup>1036</sup>. Le 20 décembre, il défend devant la presse la politique de crédit du Reich<sup>1037</sup>. Le 24 décembre 1935, le *NSZ-Rheinfront* publie une interview de Schacht, sur la Sarre et les relations avec la France.

Les discours de Schacht n'ont plus d'éléments programmatiques. Leur contenu consiste essentiellement en deux éléments : la critique de la surorganisation de l'économie, attribuée à une tendance du nazisme et la défense de son bilan à la tête de la banque centrale. Il affirme

<sup>1029</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3735, p. 161 à 169/1, Deutscher Handelsdienst 30 novembre 1935. « Reichsbankpräsident Dr. Schacht über "Die deutsche Aktienrechtsreform" ».

<sup>1030</sup> *Ibidem*, p. 171, *Sunday Times*, 1<sup>er</sup> décembre 1935

<sup>1031</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3735, p. 194-197, DNB 4 décembre 1935

<sup>1032</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3735, p. 237, *Manchester Guardian*, *Financial Times*, *Daily Telegraph*, 5 décembre 1935

<sup>1033</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3735, p. 240 et suivantes.

<sup>1034</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3735, p. 277-278, *Kölnische Zeitung*, 8 décembre 1935.

<sup>1035</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3735, p. 290, *L'Information*, 8 décembre 1935.

<sup>1036</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3735, p. 304-307, « Ansprache des Reichsbanpräsidenten und Reichswirtschaftsministers Dr. Schacht auf der heutigen Veranstaltung der Reichsgruppe Handel ».

<sup>1037</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/6789, p. 125-140, « Vosta, Berlin, den 19. Dezember 1935. Material für eine Pressebesprechung »

que le *Nouveau Plan* est un succès, que l'Allemagne est dans l'obligation de commercer avec l'étranger. Ses raisonnements n'apportent plus d'éléments nouveaux et sont régulièrement lus comme étant autant de critiques contre la NSDAP. En outre, à partir de janvier 1936, Schacht semble plus « censuré ». Il tient ses discours comme il l'entend mais la presse allemande les rapporte moins. Le même mois, il est victime d'une censure ouverte. Un discours tenu le 28 janvier en Silésie est contesté par la Pologne et interdit de diffusion par le ministère de la propagande<sup>1038</sup>. Les journaux étrangers remarquent tous que la version officielle du discours a été expurgée des propos litigieux<sup>1039</sup>.

En raison du ton de ses discours et de la censure qu'il a subie, la position de Schacht au sein du régime apparaît comme fragile. Par ailleurs, Schacht ne semble plus lui-même en phase avec le régime, à partir de la remilitarisation de la Rhénanie.

#### *b. Schacht et la remilitarisation de la Rhénanie*

D'après André François-Poncet, Schacht s'est opposé à la remilitarisation de la Rhénanie, contrairement à Goebbels et Göring<sup>1040</sup>. Le Président de la *Reichsbank* est membre du cabinet. Il est donc convoqué le 6 mars 1936, lorsque la remilitarisation est annoncée au gouvernement<sup>1041</sup>. Schacht a donc approuvé le mémorandum transmis le lendemain aux ambassadeurs des pays parties au traité de Locarno. Cependant, l'ambassadeur français et Berthelot<sup>1042</sup> notent qu'au printemps 1936 Schacht devient particulièrement amer et ironique à l'égard de la politique nationale-socialiste.

« Il paraît vraisemblable qu'il ait essayé d'empêcher l'occupation militaire de la Rhénanie. Cette attitude n'a pas dû améliorer sa situation personnelle. En tout cas, on continue à prétendre que sa position est très ébranlée. »<sup>1043</sup>

Les Français s'interrogent aussi sur les motifs de Hitler. La remilitarisation de la Rhénanie

<sup>1038</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3736, p. 40 et suivantes.

<sup>1039</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3736, *Prager Tageblatt*, 2 février 1936, *Nieuwe Rotterdamse Courant*, 2 février 1936, *Times*, *Daily Telegraph*, *Le Temps* du 3 février 1936. *Kattowitzer Zeitung*, 5 février 1936.

<sup>1040</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome 1, n° 349, analyse des événements du 7 mars 1936 par André François-Poncet.

<sup>1041</sup> ADAP Serie C Band V,1, n° 9 « Aufzeichnung des Staatssekretärs in der Reichskanzlei Lammers. Niederschrift über die Ministerbesprechung am Freitag, dem 6. März 1936, 21 Uhr 15. »

<sup>1042</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome 1, n° 413, Berthelot à Baumgartner (mouvement général des fonds), 12 mars 1936

<sup>1043</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome 1, n° 411, François-Poncet à Flandin, 12 mars 1936.

peut aussi être lue comme une manière de détourner le peuple allemand des problèmes intérieurs. Les diplomates français estiment que les problèmes quotidiens et les conflits opposant Schacht à Darré doivent être mis hors de portée de l'opinion publique allemande<sup>1044</sup>. François-Poncet indique cependant que Hitler, tout en assurant lui faire confiance, n'a pas laissé à Schacht la possibilité de faire un rapport sur les conséquences économiques de la remilitarisation. Schacht aurait cependant inspiré à la veille de la remilitarisation un article du *Deutsche Volkswirt* reposant sur trois points : la nécessité de consolider la dette publique à court terme, d'augmenter dans une certaine mesure les impôts et enfin de développer les exportations par tous les moyens. Pour l'étranger, Schacht est de plus en plus isolé dans le conflit qui l'oppose à Darré.

## 2. L'intervention de Göring et les choix économiques de l'année 1936

L'attribution de devises supplémentaires pour l'approvisionnement en produits agricoles demandée et obtenue par Darré n'est pas une solution de long terme. Göring est chargé par Hitler de résoudre ces conflits. Le fondateur de la *Luftwaffe* est un choix logique car l'armement de l'armée de l'air dépend de cette crise<sup>1045</sup>. Göring, en mars 1936, tranche en faveur de Darré contre Schacht. L'agriculture est la priorité à court terme, afin d'éviter l'introduction des cartes de rationnement. Le même mois, un second arbitrage est nécessaire entre les deux ministres. Un élément devient alors évident : il faut une révision des buts et des moyens de la politique économique. Cela est d'autant plus nécessaire, que l'intervention de Göring est motivé par une nouvelle question, celle des carburants.

La production allemande de carburant est l'objet d'un conflit entre le ministère de la Guerre, dirigé par Werner von Blomberg, et Schacht. La politique de réarmement a entraîné une augmentation rapide de la consommation de carburants, d'autant plus que la *Luftwaffe* en a fortement besoin. À l'automne 1934, la *Braunkohle-Benzol-AG* (BRABAG) est fondée à l'initiative du ministère de l'Économie<sup>1046</sup>. Dix entreprises sont contraintes d'y participer. Son but est de produire du carburant à partir du charbon mais elle rencontre l'opposition des sociétés du secteur du charbon qui pensent que cette production n'était pas rentable. Le ministère de la Guerre lutte contre cette résistance dès la fin de l'année 1934. En 1935, il essaye d'obtenir un rôle prépondérant sur le secteur du carburant, en proposant en mai de créer une

<sup>1044</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome 1, n° 350. Voir également les dépêches n° 350, n° 351 (9 mars 1936), n° 394 (11 mars 1936) et n° 411 (12 mars 1936)

<sup>1045</sup> Dieter Petzina, *Autarkiepolitik... op. cit.*, p. 33

instance de direction conjointe entre la Wehrmacht et le ministère de l'Économie sur la question du pétrole. L'objectif est de saper l'influence de Schacht qui vient d'être nommé plénipotentiaire pour l'économie de guerre (*Generalbevollmächtigter für die Kriegswirtschaft für die Kriegswirtschaft*), le 21 mai 1935. Ce titre renforce la situation de Schacht vis-à-vis de ses rivaux mais n'a pas d'incidences concrètes : la préparation de la mobilisation et du territoire allemand à une invasion est assumée au ministère par Wohlthat.

Schacht refuse en juin la création d'un commissaire aux carburants. Blomberg renouvelle cette proposition en octobre 1935 et se heurte à une fin de non-recevoir : du point de vue de Schacht, la question des carburants est trop liée à l'économie de paix.

Göring et Hitler s'invitent alors dans ce conflit. Schacht peut faire valoir sa fonction de plénipotentiaire à l'économie de guerre. Mais les propositions de Göring, la mise en place d'un commissaire aux carburants sous les ordres du dirigeant de la *Luftwaffe*, n'intéressent ni Schacht, ni Blomberg. Ce dernier propose en janvier 1936 la mise en place d'un *Sonderbeauftragten für die Mineralölwirtschaft* dont Schacht est encore l'autorité de tutelle en tant que *Generalbevollmächtigter für die Kriegswirtschaft*.

À partir de mars 1936, le problème du carburant devient pressant. La Russie et la Roumanie interdisent les exportations de pétrole et demandent des livraisons contre devises. Un tiers de l'approvisionnement allemand en pétrole est alors menacé. Le *Wehrwirtschaftsstab* reconnaît la nécessité de résoudre cette crise. Le 14 mars 1936, Göring propose le général Kesselring comme « dictateur aux carburants ». Finalement le 4 avril 1936, Göring est nommé « plénipotentiaire pour l'approvisionnement en matières premières et en devises »<sup>1047</sup>. À la fin du mois, un communiqué est publié, rendant ce décret public :

« Attendu que la solution des problèmes concernant les matières premières et les devises exige la collaboration de nombreux organes de l'État et du parti, le Führer et Chancelier du Reich a chargé le Président du Conseil des ministres prussien de l'examen et de la solution des questions dont il est question. Le Président du Conseil des ministres, colonel-général Göring, est habilité, pour cette tâche, à se faire informer par tous les organes de l'État et du parti et à leur donner des ordres. Il peut se faire assister par les ministres du Reich compétents et, le cas échéant, leur déléguer ses pouvoirs »<sup>1048</sup>

<sup>1046</sup> *Ibidem*, p. 36

<sup>1047</sup> Bevollmächtigter für die Sicherstellung des Rohstoff- und Devisenbedarfes des Reiches

<sup>1048</sup> La traduction est de Berthelot, attaché financier de France à Berlin : DDF, 2<sup>e</sup> série, tome II, n° 130, Berthelot à Baumgartner, 29 avril 1936. Le texte original peut être trouvé dans ADAP Serie C Band

Göring a déclaré au procès de Nuremberg que cette solution d'un plénipotentiaire aux matières premières et aux devises est suggérée par Blomberg et Schacht, qui pensent pouvoir le maîtriser, car il n'a pas de connaissances économiques. Leur but est alors d'assurer que des décisions sont mises en œuvres avec l'accord du parti, plus difficile à obtenir si les ordres viennent de Schacht<sup>1049</sup>. Il n'est cependant pas possible de dire si Schacht était informé de ce décret dès le 4 avril. D'après Berthelot, attaché financier de France à Berlin, il en a appris l'existence le jour de la publication du communiqué<sup>1050</sup>. Von Neurath dit aux Français que le décret avait pour but de renforcer les conservateurs et Schacht en premier lieu contre leurs adversaires au sein du parti (Goebbels, Ley, Darré). Goebbels insiste sur la conciliation nécessaire entre Schacht et les membres du parti. La *Reichsbank* se refuse à toute explication<sup>1051</sup>. La bourse, qui semblait désapprouver le décret à l'ouverture, s'est finalement reprise. Les Français estiment que le décret évite de se séparer de Schacht, pour conserver le bénéfice de ses compétences techniques et pour éviter une démission qui serait interprétée comme un prélude à la dévaluation. Mais les conflits entre Schacht et la NSDAP et son opposition supposée à la remilitarisation de la Rhénanie montrent le besoin de placer au-dessus de lui une autorité nouvelle. La nomination de Schacht, d'après Berthelot, est un compromis entre Schacht et la NSDAP, aux dépens du ministre.

« Si M. Schacht est débouté de ses prétentions à jouer "l'homme fort" dont il réclamait l'apparition, si ses pouvoirs, accrus d'une autorité nouvelle, sont concentrés aujourd'hui entre les mains du général-commandant l'aviation du Reich, de celui-là même qui avait réclamé avec le plus d'insistance l'occupation brutale de la zone rhénane démilitarisée, c'est évidemment qu'on juge le moment venu de réviser dans le sens des exigences de l'armée la politique concernant le ravitaillement en matières premières et la distribution des devises. La *Kriegswirtschaft* réalise un progrès essentiel. »<sup>1052</sup>

La possible contradiction entre les nouveaux pouvoirs de Göring et ceux de Schacht est immédiatement perçue par ce dernier. Il semble que les deux hommes aient dîné le 2 mai en compagnie de Hitler afin de trouver un compromis. Göring se serait engagé à ne pas abuser de ses nouveaux pouvoirs<sup>1053</sup>. Ce décret pousse cependant à s'interroger sur la solidité de la posi-

---

V,1, n° 260 « Rundschreiben des Staatssekretärs und Chefs der Reichskanzlei Lammers » 6 avril 1936.

<sup>1049</sup> IMT, Band 9, p. 319

<sup>1050</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome II, n° 130, Berthelot à Baumgartner, 29 avril 1936

<sup>1051</sup> *Idem*.

<sup>1052</sup> *Ibidem*, p. 206

<sup>1053</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome II, n° 183, Berthelot à Baumgartner, 7 mai 1936. Nous ne savons pas si cette information est juste. Berthelot ne cite pas sa source mais il arrive que ce soit Schacht qui procure des

tion de Schacht. L'ambassade française, par la voix de Berthelot, s'interroge longuement sur les adversaires de Schacht capables de le remplacer. Au sein du parti, Keppler est candidat à sa succession. Mais chez les conservateurs, Popitz, ministre des Finances de Prusse, désire aussi le remplacer. En outre, d'après les Français, l'industrie métallurgique et l'industrie d'exportation s'opposeraient à Schacht. Les incertitudes qui pèsent sur le franc et les élections en France semblent aussi jouer un rôle dans l'arbitrage entre Göring et Schacht<sup>1054</sup>.

Le 4 mai 1936, Göring informe les ministres concernés de la manière dont il compte organiser ses nouvelles fonctions<sup>1055</sup>. Bien qu'il précise qu'elles ne doivent pas empiéter sur celles des ministres, il insiste sur le fait qu'il compte non seulement appliquer un contrôle mais également s'occuper de la législation. Son devoir, précise-t-il, est de donner les grandes lignes de la gestion des devises et des matières premières et, pour cela, il ne compte pas créer un nouvel appareil ministériel mais une équipe de travail avec les ministres concernés. Il prévoit ainsi une petite commission, constituée des ministres de la Guerre, des Finances, de l'Économie, de l'Agriculture, de Kerl, Popitz et Funk, et une grande commission comprenant les secrétaires d'État et enfin un cercle de travail élargi.

Deux réunions sont prévues pour le 15 mai 1936 : la première en petite commission à 12h15<sup>1056</sup> et la seconde à 16 heures, au sein d'un cercle élargi<sup>1057</sup>. Göring veut, pendant la première réunion, analyser le système d'exportation allemand, afin de déterminer s'il répond au problème d'approvisionnement du Reich. Le débat sur cette question se transforme en guerre Popitz-Schacht, selon l'expression même de Göring.

Johannes Popitz, ministre des Finances de Prusse depuis novembre 1932, attaque de front le système des offices de contrôle. De son point de vue, le *Nouveau Plan* a entraîné la mise en place d'une bureaucratie étoffée qui empêche la coordination des décisions et engendre une forte corruption. Les aides aux exportations ont pour conséquence d'encourager les entre-

---

informations à l'Ambassade de France. Il arrive également que les informations obtenues proviennent d'« informateurs » dont l'Ambassade doute.

<sup>1054</sup> *Idem.*

<sup>1055</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt RW19/991, p. 271-274 : « Ergebnis der Besprechung bei Generaloberst Göring », 4 mai 1936.

<sup>1056</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt RW19/991, p. 225-232, « Niederschrift des Ministerrates am 15.5.36 »

<sup>1057</sup> BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt RW19/991, p. 233-248 « Niederschrift der Sitzung des Gutachter-Ausschusses über Exportfragen am 15.5.36 » en présence de Göring, Schacht, Krosigk, Popitz, Posse, Keppler, Brinkmann, Blessing, Kroogmann, Sarnow, Trendelenburg, Springorum, Sogemeier, Thomas, Henschel, Vögler, Pr. Wagemann, Schmitz, Ungewitter, Lange, Prause, Löb.



prises vendant à l'étranger à produire des biens en fonction des subventions et non en fonction des besoins. Elles ne permettent toutefois pas au Reich de faire face à la concurrence étrangère. L'Allemagne perd ainsi des marchés et le système oriente les relations commerciales vers certains pays sans considération des relations politiques. De plus, le système des offices de contrôle crée un lien entre les exportations et les importations qui n'est pas nécessaire. Popitz propose en effet d'augmenter les exportations, en libéralisant le système de répartition des devises, à l'exception de certains produits particuliers comme l'or. Dans ce but, il désire supprimer les autorisations d'exporter, même lorsqu'une aide est nécessaire. L'usage des devises ne serait pas libre mais un *Führer* de l'économie fixerait le prix des devises, afin de les renchérir de 20 %. Ce système ne mènerait pas à la suppression de la compensation et n'exclut pas de laisser à l'État la gestion de certains domaines de l'économie mais les devises affectées à des importations qui ne sont pas nécessaires seraient vendues plus chers.

Schacht prend la défense de son *Nouveau Plan* contre Popitz. Le système des offices de contrôle n'est de son point de vue pas très lourd car seules 60 % des exportations nécessitent une autorisation. Le lien entre exportations et importations est indispensable car les premières doivent permettre l'obtention de devises afin d'assurer l'approvisionnement en matières premières. En conséquence, les importations induisent les exportations (« *Import ist primär* »). Si cette organisation a engendré des pertes de marchés, d'autres ont été gagnés : l'Allemagne est désormais plus grande exportatrice que l'Angleterre à destination de l'Argentine. De plus, certains débouchés se sont fermés à cause de la hausse des droits de douane aux États-Unis ou le contingentement en France ou en Suisse par exemple. Enfin, si le *Nouveau Plan* développe des relations économiques sans égard aux conditions politiques, c'est parce que « *toutes les devises ont de la valeur, quel que soit le pays d'origine*<sup>1058</sup> ». Concernant les propositions de réforme de Popitz, Schacht y voit une dévaluation du mark de 20 % et prévient contre une hausse des prix. De plus, le système proposé ne peut avoir que des effets limités, car, pour un certain nombre de pays, il faut tenir compte des questions d'endettement, en particulier pour la France, la Hollande, la Suède et la Suisse.

À la fin de cette discussion, Göring, manifestement favorable aux propositions de son ministre des Finances, en fait le fondement de la discussion de l'après-midi. Lors de la seconde réunion, deux propositions sont discutées : d'une part un plan d'exportation présenté par Brinkmann du ministère de l'Économie et d'autre part la solution Popitz. Le premier propose

---

<sup>1058</sup> « Alle Devisen sind wertvoll, gleich aus welchem Lande. »

des mesures d'amélioration du *Nouveau Plan*. 60 % des exportations sont subventionnées et, en cas de besoin de crédit, la *Golddiskontbank* peut l'accorder dans un délai de 8 à 10 jours. Ce système permet une base sûre pour les étrangers désireux de commercer avec l'Allemagne. Schacht estime qu'il y a cependant un handicap : l'accumulation de dettes commerciales (*Warenschulden*), coupons, emprunts, service des intérêts.

Popitz décrit ensuite une situation défavorable. Les stocks diminuent et il faut importer pour le réarmement et les exportations : les besoins en matières premières sont très importants. Il est possible de développer les succédanés (*Ersatz*), s'ils sont exportables. La réponse à cette situation est l'augmentation des exportations. Pour le ministre prussien, le système présent ne laisse aucune marge de manœuvre. Popitz expose ensuite sa proposition :

« Les exportations seraient libres, à l'exception, par exemple, de l'or ou de produits contenant énormément de matières premières. Les subventions nécessaires ne devraient plus résulter de décisions individuelles mais de mesures harmonisées. Pour cela, des devises doivent être achetées par la *Golddiskontbank* à un prix plus élevé, ce qui ne signifie pas encore une dévaluation. »<sup>1059</sup>

Göring invite alors les personnes présentes à critiquer les propositions de Popitz. Hormis Vögler qui approuve la politique du ministère de l'Économie, toutes les personnes présentes critiquent le *Nouveau Plan*. La procédure d'exportation, qui peut prendre 12 jours, est trop lente et ne permet pas à l'exportateur de s'adapter à l'évolution du marché mondial. Il engendre un risque important de hausse du coût de la vie et des pressions sur les petits exportateurs. De manière générale, le système ne laisse pas assez de liberté aux entreprises. De plus, l'administration des offices de contrôle est trop bureaucratique. Pour Krogmann, industriel et maire de Hambourg, la solution est d'améliorer la situation de l'industrie des biens de consommation.

Un autre débat se profile. Popitz, le matin, a évoqué le développement des échanges commerciaux contraires aux relations politiques : il conteste donc les liens avec l'URSS. Or, pour Vögler, la Russie est un grand marché d'exportation disponible pour l'Allemagne. En 1932, les exportations vers ce pays se montaient à près d'un milliard de *Reichsmark*. En 1934, elles atteignaient 150 millions. Göring répond qu'il y a beaucoup de difficultés à négocier avec les

---

<sup>1059</sup> « Export wird freigegeben, ausgenommen z.B. Gold oder sehr stark rohstoffhaltige Dinge. Subvention notwendig, soll nicht mehr nach Einzelentscheidung sondern nach einheitlichen Maßstab erfolgen. Hierzu müssen Devisen von Golddiskontbank zu höherem Preis abgenommen werden, was noch keine Devaluation bedeutet. » BARCH Freiburg OKW / Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt RW19/991, p. 241

Russes, d'autant plus qu'il y a toujours le danger de l'indiscrétion mais des efforts sont réalisés pour améliorer les échanges. Pourtant Schacht n'a pas été soutenu lorsqu'il a proposé le développement de grande ampleur de ce partenariat.

Les deux réunions de la journée du 4 mai 1936 ont permis de dégager des pistes pour améliorer le *Nouveau Plan* mais une donnée est certaine : l'Allemagne ne peut pas s'appuyer sur une augmentation suffisante de ses exportations, même en suivant le plan de Popitz. Ce fait est confirmé le 12 mai, lors d'une réunion ministérielle, il explique qu'il ne faut compter ni sur une forte augmentation des exportations allemandes, ni sur une utilisation des réserves en or et en devises car elles n'existent pas. En effet, Schacht rappelle que la banque centrale possède elle-même 72 millions et les banques privées 64 millions de RM<sup>1060</sup>. En conséquence, Göring prévoit une réunion sur les matières premières.

En effet, le 26 mai 1936 à 16 heures, la commission d'expertise pour les matières premières, à laquelle participe Schacht, siège sous présidence de Göring<sup>1061</sup>. Au printemps 1934, le Reich disposait pour la plupart des matières premières des réserves de cinq à six mois. En 1936, les stocks représentent seulement un à deux mois d'activité. D'après le directeur ministériel à l'Économie Ruelberg, la source de cet assèchement est l'augmentation des importations par la reprise économique puis par le réarmement depuis 1933. La situation a été améliorée par le *Nouveau Plan* qui a aussi permis de faire des progrès dans la production des matières premières internes. Plusieurs catégories de produits sont ensuite examinées par la commission, une par une : le textile, les métaux non-ferreux, le fer et l'acier, la cellulose, les peaux, les hydrocarbures liquides, le caoutchouc et les matières grasses industrielles. Pour chacune de ces denrées, les experts présents recherchent des produits de substitution ou des moyens d'assurer l'approvisionnement à l'étranger, éventuellement en s'orientant vers de nouveaux marchés. Mais les perspectives d'amélioration de l'approvisionnement, à l'exception du cas de la cellulose, sont faibles.

La question des moyens pour reconstituer les réserves de matières premières se pose de manière aiguë. Deux solutions s'opposent : l'autarcie en attendant une meilleure conjoncture ou l'autarcie comme idéal économique à long terme. Schacht, en faveur de la première solution, déclare :

---

<sup>1060</sup> IMT, 1301-PS, p. 135

<sup>1061</sup> IFZ Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht Sp 1/2. « Niederschrift der Sitzung des Gutachter-Ausschusses über Rohstoff-Fragen am 26.5.36, 16 Uhr ». Sont présents : Krosigk, Popitz, Keitel,

« Pour le moment, il est impossible de couvrir notre besoin en matières premières et il en résulte une situation durable de pénurie. »<sup>1062</sup>

En outre, pour couvrir les besoins en matières premières en 1936, le Reich a besoin de 800 millions de *Reichsmark* supplémentaires en devises par rapport à 1935, à cause de l'augmentation des prix sur le marché mondial et de la demande intérieure. Enfin, le ministre de l'Agriculture, Walter Darré, demande 160 millions de RM de plus. Pour 1936, il faut trouver 960 millions de *Reichsmark*. Schacht indique qu'il faudrait que les exportations augmentent de 25 % pour couvrir ces besoins, alors qu'elles ne peuvent augmenter que de 10 %.

Pour combler ce manque, Göring annonce qu'il veut que la commission définisse une ligne générale de politique économique<sup>1063</sup>. La première chose à faire est d'augmenter les exportations, en second lieu améliorer la production de matières premières, notamment par une montée en puissance de la production des succédanés, la réévaluation de certains produits finis comme réserve de matières premières, et l'augmentation de la production agricole. Pour les carburants, il faut plus de devises mais des mesures immédiates peuvent améliorer la situation. Quant à l'agriculture, la bonne récolte à venir devrait suffire. Il conclut, expliquant que le rythme du réarmement ne doit en aucune circonstance être entravé<sup>1064</sup>.

Le professeur Wagemann, de l'*Institut für Konjunkturforschung*, propose de faire la différence entre un projet immédiat et un programme de long terme, ce second devant viser l'augmentation des exportations. Göring précise qu'il a raison, il faut bien distinguer ces deux programmes. Mais le long terme est incarné par les *Ersatz* et l'amélioration de la production agricole. En clair, Göring veut organiser une économie pleinement autarcique. Le *Nouveau Plan* de Schacht touche à sa fin, d'autant plus qu'à l'été 1936, le manque de devises et de matières premières s'aggrave encore.

### 3. Schacht et le *Plan de 4 ans*

La situation économique du printemps et de l'été 1936 oblige les autorités du Reich à faire un choix. Deux moyens peuvent corriger les déséquilibres : soit freiner le réarmement et rééquilibrer l'économie allemande pour, à terme, la rouvrir ; soit maintenir ou augmenter le réar-

---

Keppler, Thyssen, Flick, und natürlich Schacht.

<sup>1062</sup> « Jetzt sei es unmöglich, unsere Rohstoffbedarf zu decken, und daraus ergebe sich die dauernde Mangellage. », in IFZ Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht Sp 1/2. « Niederschrift der Sitzung des Gutachter-Ausschusses über Rohstoff-Fragen am 26.5.36, 16 Uhr ».

<sup>1063</sup> *Ibidem*, p. 20

mement mais aller à la guerre. L'arbitrage entre ces deux solutions est rendu par Hitler pendant le mois d'août 1936, par l'écriture du Mémoire sur les tâches d'un *Plan de 4 ans*. Non seulement, cet arbitrage se fait en faveur de Göring aux dépens de Schacht, mais, très vite, l'autorité du ministre de l'Économie est contestée<sup>1065</sup>.

*a. Le mémorandum sur les tâches d'un plan de 4 ans*

Le mémorandum est divisé en quatre parties : la « situation politique », « l'Allemagne », « le potentiel de défense de l'Allemagne » et enfin « la situation économique de l'Allemagne ». Les deux premières parties insistent sur une définition du politique fondée sur la lutte des peuples pour la vie, ce qui emmène Hitler vers la « juiverie internationale » et le bolchevisme. L'Allemagne, l'Italie et le Japon sont les seules puissances à pouvoir lutter contre le bolchevisme.

« Face à la nécessité de se protéger contre ce dernier danger, toute autre considération est totalement dénuée d'intérêt et ne peut que passer à l'arrière-plan ! »<sup>1066</sup>

La troisième partie sur le « *potentiel de défense de l'Allemagne* » considère les facteurs sur lesquels ce potentiel est fondé. Le premier est « *la force intérieure de la race allemande*<sup>1067</sup> » et le second est constitué par la direction nazie de cette race. Sur ces deux facteurs, il faut asseoir « *l'essor militaire de nos forces [qui] ne saurait être trop ample ni trop rapide*<sup>1068</sup> ! » Aucun compromis n'est envisageable sur ce principe car la *Wehrmacht* doit devenir la première armée du monde le plus rapidement.

« Il faut donc que toutes les autres visées se subordonnent sans condition à cette tâche. Car cette tâche est celle de la vie et de la survie [...]. »<sup>1069</sup>

La dernière partie sur « la situation économique de l'Allemagne », la plus longue, explique que l'économie a pour seul but de « *créer les fondations de tous les piliers spirituels et autres de l'auto-affirmation de notre peuple*<sup>1070</sup> ». Elle est donc subordonnée à la construction de la

---

<sup>1064</sup> *Idem*

<sup>1065</sup> Laurent Murawiec, « Le mémorandum sur les tâches d'un plan de quatre ans d'Adolf Hitler », *Vingtième siècle*, 1999, n° 62, p. 85-115. L'article contient une traduction française du mémorandum. Il est disponible dans sa version originale sous la cote NI-4955 à l'IFZ à Munich.

<sup>1066</sup> *Ibidem*, p. 99

<sup>1067</sup> *Idem*.

<sup>1068</sup> *Ibidem*, p. 100

<sup>1069</sup> *Idem*

<sup>1070</sup> *Idem*

*Wehrmacht*. Cependant, l'Allemagne étant surpeuplée, ses propres produits alimentaires et matières premières ne lui suffisent pas. Pour remédier à cette crise structurelle, il faut trouver une solution définitive à terme et une solution temporaire immédiatement. La solution définitive est l'extension de l'espace vital. L'allègement temporaire ne peut être trouvé qu'avec les moyens disponibles dans le cadre de la situation économique de 1936.

Dans l'immédiat, il faut œuvrer à rendre possible par tous les moyens les importations nécessaires de matières premières. L'augmentation des exportations pour les financer n'est pas vraisemblable. Hitler ordonne donc une « *solution définitive au danger de mort qui nous menace*<sup>1071</sup> ». Le premier point en est la nécessité d'un réarmement et une mobilisation économiques. Le second point est d'économiser les devises dans tous les domaines où les besoins allemands peuvent être couverts par la production intérieure. Le troisième point est la production de combustibles et de caoutchouc synthétique allemands, qui doit devenir possible à une échéance de 18 mois. Le cinquième élément est l'augmentation de productions de minerais allemands, quel qu'en soit le coût, dont la question est

« totalement creuse car il vaut toujours mieux que nous produisions en Allemagne des pneus chers mais sur lesquels nous pourrions rouler, que de vendre des pneus théoriquement bon marché pour lesquels le ministère de l'Économie ne peut allouer de devise, et qui ne peuvent, faute de matière première, être produits, et sur lesquels nous ne pouvons pas rouler du tout ».<sup>1072</sup>

Hitler exige l'augmentation dans les « *proportions les plus extraordinaires*<sup>1073</sup> » de la production allemande de fer, de matières grasses industrielles, de métaux légers et de l'extraction des minerais allemands.

Pour renforcer ce programme, Hitler demande deux lois. La première doit prescrire la peine de mort pour le sabotage économique, afin de mobiliser les avoirs à l'étranger des entreprises allemandes et la seconde est utilisée pour rendre la « juiverie » responsable de tous dommages que l'économie allemande aurait à subir à cause de quelques-uns de ces cas de criminalité (c'est-à-dire le fait de cacher des devises à l'étranger)<sup>1074</sup>. Le texte se termine sur l'obsession du temps et la fixation des deux grandes tâches assignées au III<sup>e</sup> Reich :

« Presque quatre précieuses années se sont déjà écoulées. [...] Je fixe donc les

---

<sup>1071</sup> *Idem*

<sup>1072</sup> *Ibidem*, p. 102

<sup>1073</sup> *Idem*

<sup>1074</sup> Cette loi est adoptée le 1<sup>er</sup> décembre 1936 sous le nom de Gesetz gegen Wirtschaftssabotage. Elle prévoit notamment la peine de mort dans des cas d'exportations de devises.

tâches suivantes :

I. L'armée allemande doit être prête à agir dans quatre ans.

II. L'économie allemande doit être prête à la guerre dans quatre ans<sup>1075</sup>. »

Hitler définit ainsi la notion d'« économie de guerre en temps de paix » ou *Wehrwirtschaft*, qui, après la présentation du *Plan de 4 ans* en septembre 1936, apparaît également dans les discours de Schacht, même si dans ces derniers, leur auteur insiste sur le fait que l'économie reste une économie de paix.

Dans un premier temps, seuls Blomberg et Göring sont tenus au courant du contenu du mémorandum mais pas Schacht<sup>1076</sup>. Le mémorandum critique ce dernier d'ailleurs en creux. Hitler note que « *les intérêts de quelques messieurs ne doivent plus jouer le moindre rôle à l'avenir* », référence aux conflits Schacht-Darré. De manière générale, les protestations prévisibles du ministère de l'Économie contre les propositions de Hitler sont évacuées. Le ministère est subordonné dans ce mémorandum aux buts définis par le nazisme. De plus, il est confondu avec l'économie privée, qui, en cas de défaillance, peut être remplacée par les forces nazies :

« Et l'argument d'après lequel nous devrions alors reconstruire tous les hauts-fourneaux allemands est semblablement sans intérêt, et surtout, cela ne regarde pas le ministère de l'Économie. Le rôle du ministère est de les remplir. Mais dans le cas où le secteur privé ne se sent pas à même de les remplir, alors l'État national-socialiste saura comment résoudre ces problèmes. »<sup>1077</sup>

Le texte est lu le 4 septembre en Conseil des ministres, devant Schacht, Blomberg, Popitz et Krosigk, sans aucun débat<sup>1078</sup>. Il est ensuite rendu public le 9 septembre au congrès de la NSDAP à Nuremberg, par le biais d'un discours du *Gauleiter* Wagner. Le plan vise deux personnes particulièrement parmi les conservateurs qui l'avaient soutenu depuis 1930 : le commissaire du Reich aux prix, Goerdeler, et Schacht. En effet, Hitler, en 1944, a donné une copie de ce mémorandum à Albert Speer, ministre de l'Armement, avec le commentaire suivant :

« L'incompréhension du ministère de l'Économie du Reich et les résistances des milieux d'affaires l'avaient décidé à s'atteler à la rédaction de ce mémorandum [lors de son séjour] à l'Obersalzberg [à l'été 1936]. Il avait alors pris la décision de lancer un Plan de 4 ans et d'en confier la responsabilité à Gö-

<sup>1075</sup> *Ibidem*, p. 104-105

<sup>1076</sup> Laurent Murawiec, « Le mémorandum... » op. cit., p. 85

<sup>1077</sup> *Idem*

<sup>1078</sup> IMT, document EC-416

ring. »<sup>1079</sup>

Le *Plan de 4 ans* passe outre les réserves du ministère de l'Économie sur son contenu du plan. Göring en étant chargé, quelles peuvent être ses relations avec Schacht ?

*b. Qui doit diriger l'économie ?*

Avant le *Plan de 4 ans*, Göring est déjà intervenu dans l'économie à plusieurs reprises, pour résoudre le conflit opposant Schacht et Darré ou dans la politique économique extérieure, notamment lorsqu'apparaît le problème des impayés du fret vers la Prusse Orientale (Chapitre 4). Cependant, Göring profite du décret du 4 avril 1936 pour s'intéresser à l'ensemble du domaine économique. La question qui se pose alors est de savoir si Schacht et les autres membres du Conseil des ministres sont prêts à jouer le rôle de conseiller et exécuteur technique du *Plan de 4 ans*. Dès le 26 novembre 1936, Göring envoie une lettre déclarant que seul Löbs, l'un de ses adjoints, est responsable pour la « mise en œuvre pratique du programme de matières premières et matériel »<sup>1080</sup>. Schacht répond par une circulaire du 11 décembre 1936 à tous les Offices de contrôle du Reich, dans laquelle il affirme qu'il est le seul à pouvoir donner des instructions, rappelant notamment qu'il est plénipotentiaire pour l'économie de guerre<sup>1081</sup>.

Blomberg tente de réconcilier Göring et Schacht en proposant le 22 février 1937 à Hitler que le ministre de la Guerre soit chargé des décisions pour la préparation de la mobilisation économique<sup>1082</sup>. Le chancelier ne répond pas. En mars et avril 1937, Schacht et Göring échangent des lettres montrant qu'ils sont irréconciliables : le premier veut désormais une pause dans l'armement et une limitation du *Plan de 4 ans* à l'approvisionnement en carburant.

Le 5 mai 1937, Göring fixe les buts du commerce extérieur : à la fin de 1938, les exportations devront avoir augmenté de 30 % en comparaison de 1936. L'augmentation a déjà atteint 13 % au premier semestre. Le Reich doit d'abord s'adresser à des pays qui peuvent fournir des devises ou des matières premières. Schacht estime que, sous condition, les exportations alle-

<sup>1079</sup> Laurent Murawiec, « Le mémorandum... » op. cit., p. 86

<sup>1080</sup> IMT, EC-243 : « Praktische Durchführung des Rohstoff- und Werkstoffprogramms. Schreiben vom 26. November 1936 des Beauftragten für den Vierjahresplan (Göring) an Reichswirtschaftsminister Schacht : Versuch der Abgrenzung der Zuständigkeit der beiden Ämter zugunsten des Vierjahresplans ».

<sup>1081</sup> *Idem*

<sup>1082</sup> IMT, 244-EC, « Schreiben des Reichskriegsministers Blomberg an Hitler vom 22. Februar 1937: Versuch einer Aufgabenabgrenzung zwischen Göring (Vierjahresplan) und Schacht, dem Generalbe-



mandes pour 1937 peuvent augmenter d'un milliard. En réalité, Schacht pense pouvoir exploiter la conjoncture mondiale du moment pour limiter les investissements élevés prévus pour la production de matières premières synthétiques en Allemagne<sup>1083</sup>.

Cependant, l'Allemagne bute sur une nouvelle difficulté : l'approvisionnement en acier et en fer devient difficile. Il devient la clé du conflit de compétence entre l'administration du *Plan de 4 ans* et le ministère de l'Économie, ce que Schacht admet lors d'un Conseil des ministres du 16 juin 1937<sup>1084</sup>. Dans les semaines qui suivent, Göring laisse croire qu'il a la volonté de s'accorder avec Schacht. Le 7 juillet, il se dit prêt à accepter un accord préparant la coopération entre les deux hommes<sup>1085</sup>, tout en faisant parvenir, le lendemain, une lettre à Krosigk pour créer une société avec un capital de 5 millions de RM : les *Reichswerke AG für den Erzbergbau und Eisenhütten Hermann Göring*. Cette entreprise est fondée afin de mettre en valeurs des minerais allemands dont l'extraction n'est pas considérée comme rentable. Schacht est mis au courant par Ernst Poensgen, dirigeant du *Wirtschaftsgruppe eisenschaffende Industrie*. Il envoie une lettre à Hitler et Göring le 5 août où il prend position sur l'évolution de l'économie allemande et demande à démissionner. Le 22, Göring rejette les reproches de Schacht. À la même période, ce dernier se rend à l'Obersalzberg pour une discussion mouvementée avec Hitler. Speer raconte que les invités présents sur la terrasse entendent le dictateur invectiver son ministre, qui répond d'une voix ferme. Puis le *Führer* les rejoint et déclare qu'il ne peut plus travailler avec Schacht, qui retarde sans cesse le réarmement<sup>1086</sup>. Le Président de la *Reichsbank* est alors très isolé, les industriels ne le soutenant plus pour ne pas être vus comme des ennemis du parti. À partir du 5 septembre, Schacht déserte son ministère<sup>1087</sup>. Il n'est toutefois démis de ses fonctions que le 26 novembre 1937.

Lorsque Schacht prend la décision de ne plus remplir ses fonctions de ministre, un autre conflit, l'opposant à Robert Ley, montre à quel point il était isolé au sein du III<sup>e</sup> Reich.

---

vollmächtigten für die Kriegswirtschaft »

<sup>1083</sup> voir ADAP Serie C Band VI, 2, n° 357 « Aktenvermerk des Ministerialdirektors Ritter, Berlin, den 5. Mai 1937 »

<sup>1084</sup> IMT, document 244-EC., p. 73

<sup>1085</sup> IMT Band 9, p. 498

<sup>1086</sup> Albert Speer, *Au cœur du III<sup>e</sup> Reich*, « Les grandes études contemporaines », Fayard, Paris, 1971, 816 pages, p. 140

<sup>1087</sup> Hjalmar Schacht, *Seul contre Hitler*, Gallimard, Paris, 1950, 332 pages, p. 108

### C. Schacht contre Ley : le ministère n'est-il plus qu'une coquille vide ?

Depuis 1933, un conflit existe autour de l'artisanat, entendu ici comme la traduction de *Mittelstand*. L'artisanat est un domaine stratégique pour le parti pour plusieurs raisons. En premier lieu, il représentait un réservoir de voix non négligeable avant 1933<sup>1088</sup>. En second lieu, il assure la formation d'un nombre important d'apprentis, ce qui touche à la mise en place d'une éducation nazie. Les apprentis sont formés par leurs patrons et passent des examens organisés par le ministère de l'Économie pour devenir artisan. En troisième lieu, le *Mittelstand* est organisé de manière conservatrice, en corporation.

En 1933 et 1934, la politique nazie vis-à-vis du *Mittelstand* ne suit pas le cours désiré par les artisans membres du parti. Le discours s'adapte et le contrôle du ministère de l'Économie sur ce secteur se renforce. Parallèlement, une autre institution du III<sup>e</sup> Reich compte intervenir dans ce contrôle, le *Front du Travail*, ce qui crée de nombreux conflits de 1933 à 1936. En 1936, l'accord de Leipzig d'avril 1935 qui répartissait les compétences entre le ministre du Travail, le ministre de l'Économie et Ley est remis en cause par ce dernier. Bien que ce conflit soit au second plan des rivalités Schacht-Göring, il a une forte signification : le ministère est désormais une coquille vide.

#### 1. La DAF et les relations Schacht-Darré avant 1936

Le Front allemand du Travail (DAF, *Deutsche Arbeitsfront*) est créé le 10 mai 1933 à la suite de la suppression des syndicats le 2 mai. Il intègre la NSBO (*Nationalsozialistische Betriebszellenorganisation*), le syndicat nazi fondé avant la prise du pouvoir et est dirigé par Robert Ley, par ailleurs *Stabsleiter der Politischen Organisation* de la NSDAP. Il réunit à la fois les employés et ouvriers du domaine industriel et du *Mittelstand*. Dans les premières semaines après sa création, les membres du Front du Travail espèrent intervenir dans la gestion des entreprises et, notamment, faire augmenter les salaires. Néanmoins, dès le 19 mai 1933, après intervention de Schacht, d'industriels et de fonctionnaires, une loi créant des *Treuhändern der Arbeit* annihile toute prétention du Front à intervenir dans les négociations salariales, bien que la NSBO soit rentrée régulièrement en conflit avec eux<sup>1089</sup>. Les « administrateurs du travail » concluent des contrats salariaux (*Tarifvertrag*), qui, dans la plupart des cas, sont simplement renouvelés. Cette méthode permet de maintenir les salaires stables jusqu'en 1936, d'autant plus que la DAF introduit un livret de travail pour empêcher les ouvriers de rechercher des

<sup>1088</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.*, p. 358

salaires plus élevés, en février 1935.

Si la NSBO et la DAF négocient des accords dans deux domaines importants, les conditions de travail et la protection légale des travailleurs, il n'y a cependant plus de coopération entre partenaires sociaux et les conflits du travail et la réglementation salariale étant de fait gérés par l'État. La politique du Front a parfois mené à l'abolition de droits des travailleurs. Les *Betriebsräte* élus disparaissent pour des *Vertrauensräte*, nommés par la DAF et confirmé par des élections à la participation très basse. Alors que le temps quotidien de travail augmente, la Gestapo, à partir de 1934/1935 fait état de demandes pressantes d'augmentation des salaires<sup>1090</sup>. Malgré les conflits entre administrateurs du travail et représentant de la NSBO, on peut parler d'un phénomène de « désyndicalisation », très fortement avancé dès novembre 1933<sup>1091</sup>. Ainsi, le projet corporatiste d'une organisation unique réunissant patrons et travailleurs est abandonné. En réalité, le rôle du DAF devient alors essentiellement un rôle de propagande, notamment grâce au programme « *Kraft durch Freude* » qui organise le temps libre et les vacances de ses membres.

La NSBO mène une politique d'agitation jusqu'au milieu de l'année 1934. De nombreux membres du syndicat nazi sont proches de la gauche du parti mais Ley profite de la crise du régime de juin 1934 pour renvoyer, quelques semaines après l'assassinat de Röhm, une partie des dirigeants de la NSBO. Cette dernière avait d'ailleurs été dirigée par Gregor Strasser, lui-aussi assassiné lors de cette crise.

Malgré tout, le Front a pu avoir une réelle influence. D'une part, Ley l'organise parallèlement au parti et ouvre des bureaux importants à Munich et Berlin. Il a joué à ce titre, à côté du parti, un rôle politique local non négligeable<sup>1092</sup> pouvant toucher des petites et moyennes entreprises. D'autre part, la volonté d'influencer la politique sociale du Reich reprend à l'automne 1934, engendrant des tensions nouvelles avec le patronat<sup>1093</sup>. En effet, le 24 octobre 1934 Ley fait signer à Hitler un décret sur la DAF qui accroît largement les compétences du Front, le chargeant de la gestion intégrale des relations entre les patrons et leurs employés et, notamment, des revendications salariales.

Le décret est publié le lendemain par le *Deutsche Nachrichten-Büro*. Il provoque une levée de

---

<sup>1089</sup> Martin Broszat, *Der Staat Hitlers... op. cit.*, p. 185 et suivantes.

<sup>1090</sup> Harold James, *The German Slump... op. cit.*, p. 367-371

<sup>1091</sup> « Ent-Gewerkschaftlichung » in Martin Broszat, *Der Staat Hitlers... op. cit.*, p. 190

<sup>1092</sup> *Ibidem*, p. 199

boucliers : Schacht, Seldte, Frick et Heß au parti protestant. Le décret est en contradiction avec la loi de janvier 1934 sur l'organisation du travail et soulève un problème de forme, puisqu'il n'est ni contresigné par un ministre, ni publié au Journal Officiel allemand (*Reichsgesetzblatt*). Hitler ne retire pas cette ordonnance mais les ministres protestataires se voient chargés de préparer des mesures d'application pour corriger le décret<sup>1094</sup>. Le danger dénoncé est la possibilité de l'émergence d'une réelle dynamique syndicaliste autour du Front<sup>1095</sup>.

En mars 1935, Ley conclut un accord avec Schacht et le ministre du travail Franz Seldte, appelé l'« accord de Leipzig ». Les représentants du Front (*Betriebsobmann* et *Ortsobmann*) sont déclarés organes « *der sozialen Selbstverantwortung* »<sup>1096</sup>. Mais ils sont liés, pour toutes les questions importantes, aux décisions des *Arbeitsausschüssen* locales (dans les *Treuhänderbezirk*) où sont représentés les chambres patronales (*Wirtschaftskammern*) et les représentants du Front : ce dernier ne pouvait plus faire cavalier seul. L'autonomie du Front est aussi limitée par son incorporation dans le parti en mars 1935. Auparavant, le Front était relié au parti par les fonctions occupées au sein des deux organisations par Robert Ley.

Cet accord entre Seldte, Schacht et Ley est formalisé par un arrêté du 21 mars 1935 du *Führer*. Le 1<sup>er</sup> mai 1935, Schacht participe à la fête du travail, reprise par la DAF, pour assurer la promotion de l'accord auprès des membres du Front. Il publie en outre un article *Zum 1. Mai 1935* dans un numéro spécial de l'*Arbeitertum*<sup>1097</sup>. Mais en 1935, Schacht est en position de force dans l'économie. Son affaiblissement en 1936, à l'occasion des conflits avec Darré et des interventions de Göring dans son domaine de compétence, peut être une occasion pour Ley de grignoter une part supplémentaire de pouvoir.

## 2. La remise en cause de l'accord du 21 mars 1935

### a. La rumeur

Cet accord ne met pas fin aux conflits récurrents entre Schacht et Ley. Ils reprennent une importance particulière au printemps 1936. Le 26 juin 1936, Schacht écrit à Ley que des *Amtswalter* de la DAF essayent d'interférer dans les affaires de l'industrie mais en outre indiquent que l'économie serait dans un court laps de temps une mission du Front. Ce comportement

---

<sup>1093</sup> *Ibidem*, p. 200

<sup>1094</sup> *Ibidem*, p. 202

<sup>1095</sup> *Ibidem*, p. 203

<sup>1096</sup> *Idem*

serait lié à une circulaire de Ley. Schacht estime qu'une lettre publique de Ley du 3 juin 1936 pourrait être incomprise lorsqu'elle proclame que l'artisanat croît toujours plus au sein de la DAF. Enfin, Schacht a entendu parler d'un accord à passer entre Ley et le *Reichshandwerksmeister* sur la transmission de tâches du *Reichsgruppe Handwerk* à la *Reichsbetriebsgemeinschaft*, un organe du Front du Travail. Il a ordonné au *Reichshandwerksmeister* qui dépend du ministère de l'Économie, de lui soumettre tout accord de ce type. Il ironise ensuite car il ne peut s'imaginer que Ley passe un accord avec une personne sous la responsabilité d'un ministre sans avertir ce dernier<sup>1098</sup>. Schacht conclut en expliquant que l'agitation qui règne dans les dernières semaines au sein de l'artisanat rend les tâches du ministère difficiles.

Schacht passe en revue d'autres domaines que le Front perturbe, notamment le commerce de détail, problème sur lequel Schacht a déjà saisi Ley par une lettre du 15 novembre 1935. Le ministre se proclame désireux de travailler avec le Front mais demande que les discours des membres du Front soient limités, pour des questions d'efficacité. Schacht rappelle à Ley :

« En mars de l'année dernière, le *Führer* a autorisé l'accord de Leipzig conclu avec vous pour mener une coopération entre les grandes organisations, nécessaire pour toutes les parties et que j'ai attendu avec impatience. »<sup>1099</sup>

Lorsque Ley explique que l'accord n'est qu'une étape vers la prise en main d'un secteur, Schacht estime que ce propos contrevient à l'accord lui-même.

« L'organisation de l'industrie, qui doit être réformée dans le détail, est une nécessité pour le ministère de l'Économie afin de mettre en place ses tâches. À ce sujet, j'aimerais indiquer en accord plein et entier avec le ministre de la Guerre, qu'une organisation des entrepreneurs indépendante est indispensable, y compris pour l'économie de guerre. »<sup>1100</sup>

Schacht rappelle également que l'industrie repose sur une loi, ce sur quoi le *Führer* avait insisté le 21 mars 1935.

---

<sup>1097</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7032, *Arbeitertum* 1<sup>er</sup> mai 1935, p. 60

<sup>1098</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7033, lettre de Schacht à Ley du 26 juin 1936, p. 105 et suivantes.

<sup>1099</sup> « Der Führer hat im März v. Jz. die mit Ihnen abgeschlossenen Leipziger Vereinbarung genehmigt, um eine für alle Beteiligten notwendige und gerade von mir dringend ersehnte gute Zusammenarbeit zwischen den großen Organisationen herbeizuführen. » *Idem*.

<sup>1100</sup> « Die Organisation der gewerblichen Wirtschaft, die in Einzelheiten zu reformieren sein wird, ist für den Reichswirtschaftsminister eine absolute Notwendigkeit zur Durchführung der gestellten Aufgaben. Darüber hinaus möchte ich auch im vollen und ausdrücklichen Einvernehmen mit dem Herrn Reichskriegsminister darauf hinweisen, daß eine derartige selbständige Organisation von Unternehmen auch aus kriegswirtschaftlichen Gründen unverzichtbar ist. » *Idem*.

Les 2 et 4 septembre 1936, Schacht envoie cette lettre aux différentes chambres de commerce, aux divers *Reichsgruppe*, au *Reichshandwerksmeister* et à certains ministères (travail, guerre, éducation), accompagné d'un mot signalant un article dans le journal officiel de la DAF du 2 septembre 1936 qui rappelle qu'une directive de Ley ne s'applique pas sur des offices relevant du ministère de l'Économie. Schacht veut être tenu informé de toute intervention de la DAF dans le domaine économique. Entre-temps, en août 1936, Schacht et Ley s'opposent sur la hausse des salaires que ce dernier appelle de ses vœux. Mais c'est à la fin de l'année 1936 que le conflit le plus sérieux est déclenché.

*b. Qui peut remplacer le Handwerksmeister ?*

L'artisanat était géré par un *Reichshandwerkmeister*, W. G. Schmidt. Schacht, en accord avec Ley, le révoque le 11 novembre 1936, pour des raisons de santé<sup>1101</sup>. Le ministre propose deux remplaçants : Schramm et Rehm<sup>1102</sup>. Ley estime que le nouveau *Reichshandwerkmeister* doit pouvoir travailler avec la DAF et qu'en conséquence le bon candidat est Rehm (19 décembre 1936). La décision est remise à la fin du mois de janvier<sup>1103</sup>. C'est le point de départ d'un conflit qui divise les deux hommes jusqu'en juin 1938, après le départ de Schacht du ministère.

Le 10 février 1937, Ley s'oppose à la candidature de Schramm qui est pourtant membre du parti<sup>1104</sup>. Il estime que Schramm est malhonnête et menteur, qu'il s'oppose à une collaboration avec la DAF et, enfin, qu'il suit des thèses économiques que Ley ne juge pas en conformité avec l'idéologie du parti. Mais, il refuse désormais également à la candidature de Rehm. Après des accusations de déviations idéologiques contre ce dernier, Ley estime qu'il est temps pour le parti et la DAF de maîtriser l'artisanat, d'autant plus que les 16000 petites corporations (*Innungen*) sont le repaire (*Sammelbeck*) de l'opposition réactionnaire<sup>1105</sup>.

Il transmet des propositions faites à Schacht sur le secteur de l'artisanat, le 4 février 1937. Ils auraient trouvé un terrain d'entente. En guise de terrain d'entente, ils tombent uniquement d'accord pour éviter un conflit entre le ministère et le Front. Ley suggère de supprimer toute instance d'organisation en dessous de la Chambre de Commerce (*Bezirk*), ce qui revient à

<sup>1101</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 5 pour la lettre de révocation de Schacht du 11 novembre 1936, p. 6 pour la lettre du 13 novembre 1936 renvoyant Schmidt en tant que gérant de la revue *Das deutsche Handwerk* qui dépend de la DAF. Il y est remplacé par le membre du parti Paul Walter; p. 7 pour la lettre expliquant que Schmidt est révoqué pour raison de santé (13 novembre 1936).

<sup>1102</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 10, lettre du 19 décembre 1936 de Ley à Lammers.

<sup>1103</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 12, Vermerk, 23 décembre 1936.

<sup>1104</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 15-21, Ley à Lammers, le 10 février 1937.

supprimer les *Örtlichen Innungen*, petites organisations corporatistes regroupant localement des entreprises. Il en profite pour affirmer :

« Pour le dire encore brièvement : laissez au Front Allemand du Travail l'éducation des travailleurs par des réunions, la formation, des défilés, des démonstrations, des manifestations, etc., et conduisez l'économie industrielle vers ses tâches originelles, à savoir la *rentabilité des entreprises*, et nous n'aurons plus de différents »<sup>1106</sup>.

Il conclut sa lettre en disant que lorsqu'il discute avec les hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie, il a toujours l'impression que la loi portant statut de la DAF est considérée comme contradictoire avec l'encadrement de l'économie. Ley précise alors :

« Je dois l'affirmer ici une fois pour toutes : même si la loi de l'économie industrielle, des chambres ou la corporation de l'artisanat assigne des tâches, - p. ex. les Messieurs invoquent une loi de l'année 1870 ! – je pense toutefois que le décret du *Führer* du 24 octobre 1934 a au moins autant de valeur que ces lois démodées. D'autre part, il n'y a rien dans toutes ces lois, y compris la plus récente sur l'industrie, qui interdise les tâches du Front Allemand du Travail. Je être d'accord avec vous pour dire que le *Führer* ne publiera jamais une loi qui interdirait au parti de mener ses tâches dans la conduite des hommes. »<sup>1107</sup>

Cette lettre est finalement très importante. On est dans une logique où chacun essaye de trouver une légitimité dans un sens différent. Ley revendique la légitimité du *Führer* contre la « réaction », incarnée par exemple par les lois impériales. Schacht revendique le Droit, tout en se rattachant à la parole du *Führer*, notamment l'arrêté du 21 mars 1935. Deux styles s'affrontent également. Schacht écrit des lettres plus précises, ironiques, dans un style « fleuri », parfois même pompeux. Ley ne fait pas toujours la différence entre le langage parlé et le langage écrit. Son style oscille entre l'obséquieux et l'ironique et use d'un vocabulaire limité.

<sup>1105</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, Ley à Lammers, le 10 février 1937, p. 20.

<sup>1106</sup> «Um es noch einmal kurz zu sagen: Überlassen Sie der Deutschen Arbeitsfront die Erziehung der schaffenden Menschen durch Versammlungstätigkeit, Schulung, Aufmärsche, Demonstrationen, Kundgebungen, usw., und führen Sie die Gewerbliche Wirtschaft zu ihrer ureigensten Aufgaben, nämlich zur Wirtschaftlichkeit der Betriebe, zurück, und wir werden keinerlei Differenzen mehr haben. » Dans le texte original, les mots en italique sont mis en valeurs un espace entre chaque lettre. BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, Ley à Schacht, 4 février 1937, p. 22-25

<sup>1107</sup> « Ich muß hier ein für allemal feststellen: Selbst dann, wenn das Gesetz der Gewerblichen Wirtschaft, den Kammern oder dem Reichsstand des Handwerks irgendeine Aufgaben zuweist, – z.B. berufen sich die Herren auf ein Gesetz vom Jahre 1870! – so bin ich einmal der Meinung, daß die Verfügung des Führers vom 24. Oktober 1934 zum mindesten ebensoviel Wert ist, wie solche veralteten Gesetze. Zum anderen steht aber auch in all diesen Gesetzen, auch in den neuesten über die Gewerbliche Wirtschaft, nichts darin, was der Deutschen Arbeitsfront etwa ihre Aufgaben untersage. Ich glaube mit Ihnen einig zu gehen, daß der Führer niemals ein Gesetz erlassen wird, welches der Partei irgendeine Aufgabe in der Menschenführung untersagen würde. » BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 25

Schacht n'a aucune intention de supprimer les *Innungen*, afin de ne pas détruire les traditions de l'artisanat, surtout tant que Ley n'a pas de meilleure proposition d'organisation à formuler<sup>1108</sup>. Le 24 février 1937, Schacht se plaint à nouveau auprès de Heß à propos du comportement du Front du Travail dans l'économie, en insistant sur la publication d'un article de Ley dans le *Berliner Tageblatt* du 20 février<sup>1109</sup>. L'article s'en prend aux *Innungen* et demande à l'artisanat de laisser la DAF organiser les examens pour devenir artisan. En conséquence, explique Schacht, de jeunes apprentis ne préparent plus leurs examens.

« Les assemblées des corporations sont souvent interdites par le Front du travail sans aucune forme de procès et, comme nous l'avons déjà indiqué, le droit d'inscription et d'exclusion des apprentis leur est contesté. Mes efforts pour obtenir que les discussions possibles et les interventions illégales soient abandonnées n'ont pu inciter le Front du travail à limiter son action, de jour en jour plus forte. Comme je l'ai en outre expérimenté, le *Reichsorganisationsleiter* Ley a ordonné à la direction des *Gau* d'intenter une procédure au sein du parti contre tout dirigeant d'une division de l'organisation économique de l'artisanat qui, sur la base de mes instructions, a abandonné son poste au sein du Front du travail, dans le but de les exclure du parti. »<sup>1110</sup>

Schacht trouve le comportement de Ley très étonnant dans la mesure où il était en accord avec Schacht pour abolir l'« union personnelle » sur l'artisanat allemand : le *Reichshandwerkmeister* ne serait plus en même temps le dirigeant du *Reichsbetriebsgemeinschaft 18* de la DAF. Schacht remarque en outre que les *Handwerkmeister* sont partagés entre leur loyauté vis-à-vis du parti et la nécessité de respecter la loi. Il estime que l'autorité de la loi et la réputation du parti sont ébranlées et demande l'intervention de Heß.

Au début du mois de mars, Hitler veut que Ley et Schacht s'entendent sur ce sujet, sans autre indication<sup>1111</sup> car le conflit, sur le terrain, ne cesse de s'aggraver. Dans une circulaire du 3

<sup>1108</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 26, « Vermerk über den Reichshandwerksmeister », 20 février 1937

<sup>1109</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, lettre de Schacht à Hess, 24 février 1937, p. 28-30.

<sup>1110</sup> « Innungsversammlungen werden vielfach kurzerhand von der Arbeitsfront verboten und, wie früher schon mitgeteilt, den Innungen das Recht des Ein- und Ausschreibens der Lehrlinge bestritten. Meine Bemühungen, zu erreichen, daß die öffentlichen Erörterungen und die ungesetzlichen Eingriffe unterlassen werden sollten, haben die Arbeitsfront nicht veranlassen können, ihr von Tag zu Tag verstärktes Vorgehen einzustellen. Wie ich weiterhin erfahren habe, hat der Reichsorganisationsleiter Dr Ley die Gauleitungen ungewiesen, gegen jeden Leiter einer Gliederung der Wirtschaftlichen Organisation des Handwerks, der auf Grund meiner Anweisung sein Amt in der Deutschen Arbeitsfront niedergelegt, ein Parteigerichtsverfahren mit dem Ziel auf Ausschluß aus der Partei zu eröffnen. » BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 29

<sup>1111</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 31 verso (11 mars 1937) et au bas de la p. 31 recto (17 mars 1937, indiquant que Hitler a dit la veille qu'il voulait que les deux hommes s'entendent). Sur une lettre du Reichstatthalter de Thuringe, le 6 mars 1937, indiquant que le conflit entre Schacht et



mars 1937, Schacht indique qu'il y a de nombreux empiètements dans l'industrie :

« Ces interventions viennent d'institutions du Front du Travail aussi bien que de Monsieur le directeur de l'organisation de la NSDAP [Ley]. [...] En revanche, je constate que l'indépendance de l'organisation de l'économie industrielle ainsi que leurs tâches sont juridiquement reconnues, et que de plus la formation professionnelle est mise en oeuvre sur la base des dispositions juridiques des Chambres et des divisions de l'organisation de l'industrie. »<sup>1112</sup>

Schacht écrit à Hitler le 18 mars 1937 car le parti ouvre des procédures contre ses membres qui sont également dirigeants de l'économie, lorsqu'ils obéissent aux ordres du ministère de l'Économie. Schacht presse Hitler d'organiser une réunion avec Ley.

Lammers répond au nom du chancelier le 23 mars 1937. Il ordonne à Ley et à Schacht de se rencontrer pour mettre un terme à ce conflit. Le secrétaire de la chancellerie joue désormais le rôle d'arbitre<sup>1113</sup>. Il précise que le *Führer* veut que la loi soit respectée, ce dont Schacht se sert pour rappeler à l'ordre Ley le 25 mars. Selon le ministre, contredire ses décisions et les lois du gouvernement va à l'encontre du fondement de l'État totalitaire nazi. L'activité de la DAF doit se limiter à l'éducation politique inspirée de la *Weltanschauung* des travailleurs. La formation professionnelle dont dépend la productivité est à la charge du ministère. Schacht propose en conséquence d'organiser la coopération entre le ministère et la DAF sur la base des lois existantes et de l'accord de Leipzig de mars 1935, tout en séparant complètement les deux organisations. Enfin, les procédures intentées contre les membres du parti et acteur de l'économie industrielle doivent être annulées. Dans cette lettre au ton sec, Schacht veut imposer ses conditions. Est-ce parce qu'il est sûr de lui ou pour tenter d'impressionner Ley ?

Ley conteste les propositions de Schacht le 2 avril 1937<sup>1114</sup>. Il s'appuie sur le décret de Hitler du 24 octobre 1934. Le comportement de la DAF n'est pas contradictoire avec la loi, que Schacht interprète dans un sens erroné. Ley propose la création d'une commission sous direction de Lammers pour analyser la situation légale. Le 6 avril, Schacht fait mine d'accepter la

---

Ley au début du mois de mars ne s'est toujours pas apaisé.

<sup>1112</sup> « Diese Eingriffe gehen sowohl aus von Stellen der Deutschen Arbeitsfront als auch von dem Herrn Reichsorganisationsleiter der NSDAP. [...] Demgegenüber stelle ich fest, daß die Selbstständigkeit der Organisation der gewerblichen Wirtschaft sowie ihre Aufgaben gesetzlich anerkannt sind, und daß fernerhin die Berufsausbildung auf Grund gesetzlicher Bestimmungen von den Kammern und Gliederungen der Organisation der gewerblichen Wirtschaft durchgeführt werden. » BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 32, circulaire de Schacht en tant que ministre de l'Économie du 3 mars 1937.

<sup>1113</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei R43/II/274a, p. 36, lettre de Lammers à Schacht et Ley du 23 mars 1937.

suggestion<sup>1115</sup>, puis réussit à arracher un ordre officiel de Hitler du 26 avril 1937 :

« J'ai chargé le ministre du Reich de proposer au plus vite un projet de loi sur la réglementation de la formation technique et professionnelle dans le commerce et l'industrie. Le suppléant du *Führer*, les ministres de l'éducation et du travail doivent être associés à son élaboration. Le dirigeant de la chambre économique du Reich, le dirigeant du Front du Travail et le chef de la jeunesse du Reich [Baldur von Schirach] doivent être consultés. Jusqu'à la soumission du projet au Cabinet du Reich toutes les discussions publiques du sujet et toutes les actions qui ne se fondent pas sur les lois existantes sont à proscrire. »<sup>1116</sup>

À la fin du mois d'avril, le parti fait pression, par la voix de Bormann, assistant de Heß au parti, pour qu'un terme soit mis à ce conflit<sup>1117</sup>. Les *Gauleiter* reçoivent des ordres contradictoires au sujet de l'artisanat, émanant tous du *Führer*. L'ordre du 26 avril 1937 n'arrange pas la situation de Schacht car il ne règle pas le remplacement de Schmidt, dont le successeur définitif n'est toujours pas nommé. De plus, le ministre de l'Économie est désormais confronté au parti lui-même<sup>1118</sup>. Le 13 mai 1937, Schacht écrit à Heß pour protester contre un article intitulé *Lehrlinge* et qui considère la DAF comme responsable de l'artisanat<sup>1119</sup>.

Le conflit provoque des incidents connexes. Le *Handwerksmeister* de Bavière écrit début mars à Ley pour lui expliquer dans quelle mesure ses décisions sont mauvaises pour l'artisanat<sup>1120</sup>. Il réfute toute l'argumentation de Ley, estimant que les *Innungen* travaillent dans un esprit national-socialiste. Cette lettre est transmise par son auteur le 22 mai 1937 à Bormann, avec une note demandant à mettre un terme aux agissements de la DAF<sup>1121</sup>.

Parallèlement, Schacht a tout intérêt à rédiger le plus lentement possible la loi sur l'artisanat demandée par le *Führer*. La situation intermédiaire est en effet à son avantage et lui permet de

<sup>1114</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei R43/II/274a, p. 45, lettre de Ley à Lammers du 2 avril 1937

<sup>1115</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 55, lettre de Schacht à Lammers du 6 avril 1937

<sup>1116</sup> « Ich beauftragte den Reichsminister, beschleunigt einen Gesetzentwurf über die Regelung der fachlichen und beruflichen Ausbildung im Handel und Gewerbe vorzulegen. An der Ausarbeitung sind der Stellvertreter des Führers, der Erziehungsminister und der Arbeitsminister zu beteiligen. Der Leiter der Reichswirtschaftskammer, der Leiter der Deutschen Arbeitsfront und der Reichsjugendführer sind beratend heranzuziehen. Bis zur Behandlung des Entwurfes im Reichskabinett haben alle öffentlichen Erörterungen des Gegenstandes und alle nicht auf den bestehenden Gesetzen beruhenden Aktionen zu unterbleiben. » BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 60

<sup>1117</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 63, lettre de Bormann à Lammers du 30 avril 1936.

<sup>1118</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 64, « Vermerk » du 4 mai 1937.

<sup>1119</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, Deutsche Nachrichten Büro, 13 mai 1937

<sup>1120</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 76-77, lettre à Ley du 3 mai 1937. Maier, le Handwerksmeister en question, a démissionné pour « surdité » suite à une enquête du Reichsicherheitsdienst en juin 1937 (p. 100-104).

<sup>1121</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 88

rappeler à Heß l'ordre de Hitler du 26 avril 1937 dans une lettre du 24 juin 1937 et se plaint une nouvelle fois des agissements de la DAF qui intervient dans la formation professionnelle, pierre angulaire de la productivité et de l'efficacité de l'économie de l'artisanat.

« Toute cette procédure des différents services du Front du travail montre tout à fait clairement la tentative systématique d'abroger par des ordres opposés des instructions que j'ai publiées en tant que ministre de l'Économie du Reich. Je vous demande de prendre en tant qu'organe de surveillance du Front du travail les mesures nécessaires pour empêcher que de telles procédures de la DAF, qui ne reposent pas sur une base juridique, ne soient créés dans le secteur de l'éducation professionnelle et pour en outre garantir que les services de la DAF évitent à l'avenir tout ce qui s'oppose à mes instructions dans les questions de la formation professionnelle. »<sup>1122</sup>

Ley continue de faire valoir l'action de la DAF auprès de Hitler. Le 4 juin 1937, il explique que son travail dans l'artisanat a permis une amélioration de la formation professionnelle, a accru les possibilités de retour à l'emploi de travailleurs longtemps au chômage. Il a permis une réorientation des travailleurs qui sont dans une mauvaise filière. Il conclut en disant que si Schacht avait compris qu'il ne pouvait y avoir de formation professionnelle sans la DAF, cette dernière aurait pu faire encore beaucoup plus<sup>1123</sup>.

Au début du mois de juillet 1937, Schacht propose enfin un brouillon de loi sur la formation professionnelle dans le commerce et l'industrie. L'article 3 en confie la responsabilité au chef d'entreprise, bien que le préambule insiste sur le fait que cette formation est une partie de l'éducation nationale-socialiste. La formation professionnelle à l'école est la responsabilité du ministère de l'Éducation en accord avec le ministère de l'Économie et le *Stellvertreter des Führers*. L'article précise « Le dirigeant du Front du Travail est responsable de la formation professionnelle supplémentaire »<sup>1124</sup>, mais l'article 4 place toutes les décisions de Ley sous tutelle des ministères du Travail et de l'Économie. Sans leur accord, la DAF ne peut pas inter-

<sup>1122</sup> « Dieses gesamte Vorgehen der verschiedenen Dienststellen der Deutschen Arbeitsfront zeigt ganz eindeutig den systematischen Versuch, durch entgegengesetzte Befehle Anweisungen, die ich in meiner Eigenschaft als Reichswirtschaftsminister erlassen habe, außer Kraft zusetzen. Ich bitte Sie als Aufsichtsinstanz gegenüber der Deutschen Arbeitsfront die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um zu verhindern, daß durch solches nicht auf gesetzlicher Grundlage beruhendes Vorgehen der DAF vollendete Tatsachen auf dem Gebiet der Berufserziehung geschaffen werden und ferner sichergestellt wird, daß die Dienststellen der DAF künftig aller unterlassen, was meinen Weisungen in Fragen der Berufsausbildung entgegensteht. » BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, p. 109-114, Lettre de Schacht à Heß du 24 juin 1937

<sup>1123</sup> BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, lettre de Ley à Hitler, reçue par le capitaine Wiedemann, aide de camp du chancelier, et transmise à Lammers, en date du 4 juin 1937, p. 117-126

<sup>1124</sup> « Für die zusätzliche Berufserziehung ist der Leiter der Deutschen Arbeitsfront verantwortlich » BARCH Berlin Reichskanzlei, R43/II/274a, lettre de Ley à Hitler du 4 juin 1937, p. 117-126.

venir. Les « concours » (*Reichsberufswettkampf* et *Leistungswettkampf*) sont à la charge de la DAF (article 5) et les examens pour devenir maître artisan sont à la charge du ministère de l'Économie et du Travail.

Au cours du mois de juillet 1937, les archives de la chancellerie se remplissent de lettres de Bormann rapportant des conflits locaux autour de l'artisanat et pressant Lammers d'insister auprès de Hitler pour que cette querelle soit résolue ; de lettres de Schacht à Heß ou Lammers se plaignant d'interventions de membres de la DAF dans l'industrie ; et de lettres de Ley protestant de sa compétence<sup>1125</sup>. En août, Schacht interdit à des entreprises de Weimar de participer à une compétition organisé par la DAF<sup>1126</sup>.

Le problème est désormais de savoir qui de la DAF ou du ministère de l'Économie va organiser des examens pour que les apprentis deviennent des artisans et les artisans des maîtres-artisans. Schacht, le 31 juillet 1937, publie une circulaire estimant que la DAF n'a pas le droit d'organiser de tels examens<sup>1127</sup>. Mais la DAF persiste, comme en Bade, où des tests sont prévus pour septembre<sup>1128</sup>. En août, dans le *Gau* de Souabe, une *Leistungswettkampf* est organisée. Plus de 80 % des entreprises y participent<sup>1129</sup>. L'adjoint du *Gauleiter*, cependant, se plaint de la circulaire du 5 août du ministère de l'Économie qui interdit de telles participations aux entreprises car certains patrons suivent l'interdiction.

Une discussion se déclenche entre Schacht et Ley, où chacun se prévaut de la parole de Hitler, que les deux ont vu à Berchtesgaden pendant le mois d'août. Ley déduit de ce que Hitler lui a dit :

« La volonté du *Führer* que le Front conserve tout ce qu'au cours de son existence il a péniblement construit dans le domaine de la formation et de l'éducation professionnelle n'est en aucun cas pris en compte. »<sup>1130</sup>

Le dialogue de sourds s'approfondit encore. Ley veut une loi étendant beaucoup plus les fonc-

<sup>1125</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/274a, à partir de la page 142

<sup>1126</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/274a, p. 190, note de Lammers, du 11 août 1937.

<sup>1127</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/274a, p. 198.

<sup>1128</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/274a, lettre de la DAF aux chefs d'entreprises de Bade de juillet 1937.

<sup>1129</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/274a, Stellvertretende Gauleiter de Souabe à Hess, le 19 août 1937.

<sup>1130</sup> « Der Wille des Führers, daß der Deutschen Arbeitsfront alles das, was sie sich im Laufe ihres Bestehens auf dem Gebiete der Berufsausbildung und Berufserziehung mühsam aufgebaut hat erhalten bleibt, ist in gar keiner Weise berücksichtigt. » BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/274a, p. 220, Ley à Schacht, lettre du 29 septembre 1937

tions dévolues à la DAF et au parti. Mais, sur le terrain, la situation se dégrade largement en défaveur de Schacht. Les examens organisés par la DAF en pays de Bade, par exemple, provoquent un trouble chez les entrepreneurs. En outre, la DAF, pour les besoins du *Plan de 4 ans*, demande que certains contrats d'apprentissage soient diminués de 4 à 3 ans, alors que Schacht estime que cela entraverait le bon apprentissage des artisans<sup>1131</sup>. Les chefs d'entreprise qui sont membres du parti se voient mis en cause par des procédures internes au parti lorsqu'ils ne participent pas aux examens organisés par la DAF<sup>1132</sup>.

Si en octobre 1937, Hitler veut encore une conciliation entre les deux hommes sur le sujet de la future loi, il n'en est alors plus vraiment question<sup>1133</sup>. Les actes du ministre de l'Économie sont désormais signés par Posse : Schacht attend d'être déchargé de sa fonction.

### c. Épilogue

Le conflit entre Schacht et Ley se poursuit après le départ du premier du ministère de l'Économie, par le biais d'une plainte en diffamation déposée par Schacht contre Paul Walter, membre de la DAF en charge de l'artisanat. Lors d'une réunion en mars 1937, ce dernier a affirmé devant les *Handwerksoberrmeister* que Schacht était en janvier 1937 à une réunion de la loge d'Orient. Il poursuit en mettant en cause la loyauté envers le régime d'un fonctionnaire du ministère avec qui il a discuté<sup>1134</sup>. Le ministère de la Justice, à la demande de Lammers, mène une enquête rapide et assure que Schacht a toutes les chances de gagner son procès contre Walter<sup>1135</sup>. Le secrétaire de la chancellerie se doit, pour éviter une procédure qui atteindrait l'image du parti, de réconcilier Schacht et Walter<sup>1136</sup>. Schacht veut que Walter soit écarté de toutes fonctions concernant l'artisanat<sup>1137</sup>, et qu'il s'explique publiquement sur ses déclarations. Les négociations pour éviter un procès entre Lammers, Ley et Schacht durent plusieurs mois. Ley, après discussion avec Heß, finit par révoquer Paul Walter, à la fin du mois de mai 1938<sup>1138</sup>. Un mois plus tard, Göring essaye d'intercéder en faveur de Paul Walter<sup>1139</sup> mais ce dernier est définitivement révoqué le 15 juillet 1938<sup>1140</sup>. Le conflit commencé

<sup>1131</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/274a, p. 258, Schacht à Hess, le 13 septembre 1937

<sup>1132</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/274a, lettre de Posse à Hess du 20 octobre 1937, p. 265

<sup>1133</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/274a, note du 7 octobre 1937

<sup>1134</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1542, p. 93, ministère de la Justice à Lammers, lettre du 23 novembre 1937

<sup>1135</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1542, p. 97

<sup>1136</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1542, p. 102, Lammers à Schacht, 16 décembre 1937

<sup>1137</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1542, p. 105, Schacht à Lammers, 17 décembre 1937.

<sup>1138</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1542, p. 159, Ley à Lammers, 23 mai 1938

<sup>1139</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1542, p. 166, « Vermerk » du 21 juin 1938

par la révocation du *Handwerksmeister*, finalement remplacé par Schramm, finit par une ridicule procédure pour diffamation, où interviennent Lammers, Ley, Schacht et Göring. Ce long épisode qui peut paraître anecdotique a pourtant une signification extrêmement importante : l'alliance conclue entre les conservateurs et les nazis en 1933, après avoir progressivement changé d'équilibre en faveur des seconds, est terminée.

### 3. La signification du conflit Ley-Schacht : la fin d'une difficile alliance

La caractéristique du conflit qui a longuement opposé Robert Ley à Hjalmar Schacht est l'intervention systématique du parti contre un ministère. La NSDAP est parfois intervenue contre ses propres membres sur ordre de Hitler. Les vagues antisémites de 1933 et 1935 qui ont eu des conséquences sur l'activité économique se sont terminées en faveur du ministère. Les lois de Nuremberg, bien qu'elles donnent aussi satisfaction aux antisémites nazis, permettent de ramener un certain calme, malgré les décrets de novembre 1935. Le parti a alors intérêt à brider certains de ses éléments. Cependant, ces mêmes lois, la remilitarisation de la Rhénanie et le changement du rapport de force international en faveur de l'Allemagne, l'avancée du réarmement qui pousse à mener une politique plus autarcique et orientée vers la constitution d'un espace vital ont profondément modifié les équilibres au sein du III<sup>e</sup> Reich. Ce bouleversement se traduit par un transfert progressif de substance décisionnelle des ministères vers les bureaux du parti ou ses institutions satellites. Que peut faire un Schacht pour convaincre des chefs d'entreprise et des maîtres-artisans de suivre ses ordres, si ces derniers risquent de lourdes sanctions en tant que membres du parti ? Les ordres de la NSDAP ont désormais une valeur supérieure à des décrets ministériels ou gouvernementaux.

Ce phénomène concerne l'ensemble du gouvernement. D'ailleurs le Cabinet en tant que tel n'existe plus. Au début du régime il se réunissait au moins une fois par semaine, sous présidence de Hitler. En 1935, il n'est pas rare qu'il ne se réunisse qu'une seule fois par mois. À partir du milieu de l'année 1937, les réunions sont exceptionnelles. À notre connaissance, le cabinet ne siège qu'une seule fois en 1938. D'une certaine manière, en 1937, la dernière étape de la *Gleichschaltung* est entamée et concerne tous ceux qui ne sont pas nazis. Sur ce point également, le conflit opposant Schacht et Ley est caractéristique. En effet, la structure de l'artisanat qui repose à la base sur les fameuses *Innungen*, doit être assimilée au parti nazi. Sous prétexte de nazification de la formation de l'artisanat, l'enjeu est la maîtrise de cellules de solidarités qui échappent jusqu'alors au parti. Il s'agit ainsi pour ce dernier de contrôler la

---

<sup>1140</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1542, p. 170,

société en profondeur.

En outre, Schacht est confronté à des défauts de loyauté au sein des administrations qu'il dirige. À la *Reichsbank*, quelques semaines après la démission de Schacht du ministère de l'Économie, deux fonctionnaires membres du parti le rencontrent le 22 janvier 1938 pour son anniversaire. Schacht leur déclare qu'il sait que leur position n'est pas facile car ils sont pris entre la banque et le parti. Il se plaint de la manière dont il est considéré en Allemagne, alors qu'il est reconnu à l'étranger, ainsi que de l'évolution du III<sup>e</sup> Reich qui ne respecte plus le droit. Entre la loyauté envers le parti et envers la *Reichsbank*, ces deux fonctionnaires ont choisi : ils font un rapport, estimant que Schacht pourrait tenir des propos défavorables au régime devant des personnalités extérieures<sup>1141</sup>.

\*

En janvier 1937, Schacht a fêté en grande pompe ses 60 ans, à la *Reichsbank*<sup>1142</sup>. Werner Von Fritsch, commandant en chef de l'armée de terre, le général Wilhelm Keitel qui représente Blomberg, Robert Ley, Schwerin von Krosigk sont présents. L'événement est rapporté par de nombreux journaux qui reprennent des dépêches de la DNB des 22 et 23 janvier. Hitler lui fait parvenir un tableau, d'ailleurs faux<sup>1143</sup>. Quelques jours après, le parti lui avait décerné sa « médaille d'or » (*Goldene Parteihrennzeichen*).

Rétrospectivement, en novembre 1937, ces honneurs ressemblent à un chant du cygne. Schacht est encore Président de la *Reichsbank*. Cependant, bien qu'orné du titre de ministre sans portefeuille, son influence au sein du régime est réduite à la portion congrue. Les fonctions de plénipotentiaire pour l'économie de guerre lui sont retirées en même temps que le ministère. Les devises sont gérées en premier lieu par Göring. Schacht, à cette période, a fait l'expérience d'un régime totalitaire, où le parti de masse grignote, progressivement, l'État.

La mise en concurrence des institutions, la répugnance de Hitler à prendre une décision – il a fallu plusieurs mois pour qu'il choisisse définitivement Göring et Ley plutôt que Schacht – ont eu raison de ce conservateur qui a cru, comme l'indique François-Poncet, être suffisamment puissant pour succéder à Hindenburg en 1934.

---

<sup>1141</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1542, p. 121, lettre du Stellv. Gauleiter du Grand Berlin Pg. Görliitzer du 7 février 1938.

<sup>1142</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3762, 3763, 3764, 6863, 6864

<sup>1143</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/II/1542, p. 121

La démission de Schacht n'est cependant pas qu'une affaire intérieure. La presse étrangère commente très largement cette démission, un mois avant qu'elle ne soit officiellement annoncée. Schacht a effectivement fait comprendre qu'il n'était de fait plus ministre, bien qu'il ait déclaré à Arnal au début du mois de novembre 1937 qu'il restait en poste<sup>1144</sup>. Le 26 octobre 1937, le *Daily Telegraph* rapporte les indiscretions de Schacht sur sa démission et estime que Göring est de fait ministre, bien qu'il n'en assume pas le titre. De plus, Schacht ne veut plus assumer le *Plan de 4 ans*<sup>1145</sup>. Le *Financial News* du 28 octobre 1937 titre « *D' Schacht's Fall from grace* ». Il considère que Schacht a chuté parce qu'il a voulu ralentir le réarmement, perdant le soutien des militaires tout en s'opposant directement à Göring<sup>1146</sup>. En France, *L'Intransigeant* du 28 octobre 1937 estime que Schacht « *l'économiste* » a été « *vaincu par la politique* »<sup>1147</sup>.

Des indices de la disgrâce de Schacht transparaissent dans la presse allemande. Le 27 octobre 1937, de nombreux journaux reprennent un article signé de Göring dans le magazine *Vierjahresplan* qui insiste sur la nécessité d'une direction unique de l'économie<sup>1148</sup>. Dans un régime totalitaire, quelle meilleure façon d'annoncer la chute d'un ministre ?

Cependant, les attaques de Darré, Göring et Ley contre Schacht ont également eu des conséquences extérieures. L'image du Président de la *Reichsbank* à l'étranger était un avantage pour le régime. Or, de 1936 et 1937, il tente de mobiliser son savoir-faire international dans deux buts : d'une part trouver des matières premières et d'autre part valoriser l'enjeu colonial afin de détourner les ambitions de Hitler de l'Europe orientale et rétablir le rapport de force en sa faveur.

### III. L'extérieur à la rescousse

En 1936, le III<sup>e</sup> Reich a besoin de matières premières. Schacht entame à partir de juin une action diplomatique qui va dans deux sens. D'une part, il entame une série de voyage dans le sud-ouest de l'Europe, car leur commerce avec l'Allemagne est mis en danger par les dettes accumulées par le Reich sur les comptes de compensation<sup>1149</sup>. D'autre part, sa visite à Paris en

<sup>1144</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome VII, n° 184, François-Poncet à Delbos, 3 novembre 1937

<sup>1145</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3741, p. 292, *Daily Telegraph*, 26 octobre 1937

<sup>1146</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3741, p. 311, *Financial News*, 28 octobre 1937

<sup>1147</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3741, p. 340, *L'Intransigeant*, 28 octobre 1937

<sup>1148</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3741, p. 298, *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 27 octobre 1937.

<sup>1149</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3738, p. 222 et suivantes.



août, la dévaluation du franc et la déclaration tripartite franco-anglo-américaine en septembre, remettent au premier plan les questions économiques internationales multilatérales et, particulièrement, l'accès de l'Allemagne à un domaine colonial. En avril 1937, la mission économique confiée au belge van Zeeland est annoncée. Schacht essaye, jusqu'à sa démission, de l'orienter vers la solution d'un retour des colonies à l'Allemagne. Mais ces tentatives, qui montrent que le conservateur essaye en vain de donner un cours différent au III<sup>e</sup> Reich, échouent toutes. Parallèlement, Schacht est en décalage avec la politique du régime sur d'autres questions de politique étrangère, comme les relations avec la Chine. L'influence de Schacht sur la politique étrangère est ainsi progressivement réduite à la portion congrue.

## **A. Matières premières à tout prix (1936)**

Au vu des difficultés éprouvées par le III<sup>e</sup> Reich pour son approvisionnement en matières premières, Schacht se rend au cours de l'année 1936 dans les Balkans, *Hinterland* économique de l'Allemagne. De plus, il se rend à Paris à la fin du mois d'août 1936, sous prétexte d'une visite de politesse auprès du gouverneur de la Banque de France. Dans les Balkans comme en France, Schacht a un double dessein : améliorer l'approvisionnement du Reich et concurrencer Göring dans ce domaine.

### **1. Schacht dans les Balkans**

Schacht se rend dans les Balkans pour améliorer les échanges avec les pays qu'il visite. Le voyage se déroule en trois étapes, Belgrade, Athènes, Sofia, Budapest. Les résultats de cette entreprise de diplomatie économique sont équivoques.

#### *a. Pourquoi aller dans les Balkans ?*

Le premier but de ce voyage est commercial : il s'agit en effet de résoudre les grandes difficultés du commerce avec cette région, préalable nécessaire à une augmentation de son volume. Le second motif du voyage est la nécessité pour l'Allemagne de faire face à des changements économiques dans la région et qui risquent d'y rendre la concurrence plus dure. Enfin, on ne peut séparer ces motifs d'un dessein politique de plus grande ampleur : saper l'influence de la Petite Entente.

#### *Améliorer les échanges*

Le commerce de l'Allemagne avec les pays de l'Europe Centrale et du Sud-Est est largement déficitaire pour le Reich (Tableau 8, Tableau 9, p. 281), ce qui signifie que les comptes auprès de la *Reichsbank* en marks bloqués des banques centrales des pays concernés se remplissent. En 1933, par exemple, la Hongrie importait plus de biens allemands qu'elle n'exportait ses propres produits vers le Reich. En 1934, la situation s'inverse très nettement, l'Allemagne important désormais pour 63,9 millions de RM de biens hongrois et la Hongrie n'important que 39,6 millions de RM de biens allemands. En 1936, les importations allemandes de Hongrie augmentent encore, le surplus d'exportations hongroises diminuant cependant en raison de l'augmentation des ventes allemandes. Pour le diplomate américain George Messersmith, en poste à Vienne, il s'agit d'un plan politique prédéfini pour s'attacher un *hinterland* économique, préalable à une domination politique<sup>1150</sup> : les pays de la région n'ont pas d'autre choix que d'acheter en Allemagne pour réduire l'endettement du Reich. Économiquement, rajoute Messersmith, l'Allemagne a besoin de maintenir ces pays dans leur statut de nations agricoles.

Néanmoins, les difficultés commerciales du Reich ne se résument pas à l'endettement allemand. Les pays balkaniques tentent tous de construire leur propre industrie et ont besoin de matières premières, tout comme l'Allemagne. Leurs relations commerciales ne peuvent donc pas se contenter d'un échange de matières premières contre des produits finis ou semi-finis, car de telles structures commerciales peuvent mettre en danger leur industrie naissante. De plus, les produits allemands sont chers et les quatre pays visités par Schacht pourraient trouver sur le marché mondiale des biens équivalents à moindre prix. Mais l'endettement sous forme de marks bloqués les oblige à acheter en Allemagne, entraînant une perte de pouvoir d'achat.

#### *S'adapter à de nouvelles conditions*

Les difficultés commerciales pourraient être amplifiées par un changement de l'équilibre économique dans la région. D'une part, un accord anglo-danois risque d'évincer l'Allemagne du commerce du Danemark, en détournant les produits danois vers le Royaume-Uni<sup>1151</sup>. Le Reich doit chercher à les remplacer. D'autre part, en juin 1936, l'Italie et les pays qui ont appartenu au Bloc Or formé à l'été 1933 n'ont pas encore dévalué, à l'exception notable de la Belgique. Comme le met en avant Paul Reynaud à Paris, le différentiel entre les prix de ces

<sup>1150</sup> FRUS, 1936, Volume I, Messersmith au secrétaire d'État, Vienne, 24 juin 1936, p. 493 et suivantes.

<sup>1151</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3756, p. 153, Gardasàgi Vilàg, 15 juin 1936

pays et les prix mondiaux est trop important et leur commerce en souffre. Les politiques de déflation ayant échoué, peu de solutions s'offrent à ces pays. Soit ils dévaluent leur monnaie pour rendre leurs exportations plus compétitives, soit ils instaurent un contrôle des changes. Or, beaucoup, surtout en France, préfèrent la solution de la dévaluation. Le Front Populaire, arrivé au pouvoir en juin 1936, prône une politique de « reflation », mais les réformes qu'il mène, notamment les 40 heures, poussent également vers une dévaluation. Lorsque Schacht est en tournée dans les Balkans, la probabilité d'une série de dévaluation en Europe occidentale est très forte et pourrait renforcer la compétitivité des produits français, néerlandais et italiens.

### *Des buts politiques ?*

Les grandes puissances se disputent la région des Balkans à cette époque et l'on ne peut s'empêcher de penser que ce voyage remplit également certains objectifs politiques. Schacht ne se rend pas dans l'ensemble des pays danubiens et balkaniques et évite l'Autriche, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Berlin cherche peut-être à faire pression sur Vienne, alors qu'un accord entre les deux pays est en vue. Bucarest et Prague sont alliés de Paris au sein de la Petite Entente, élément essentiel de la politique française. En revanche, Belgrade, maillon faible de la Petite Entente, est gratifiée d'une visite du Président de la *Reichsbank*. Schacht peut aussi profiter du fait que la France s'est repliée dans les années 1930 sur une stratégie nationale plus défensive qui rend sa diplomatie balkanique moins présente. De plus, l'accord franco-soviétique de 1935 protège la Tchécoslovaquie et la Petite Entente en devient moins utile. Parallèlement, Belgrade est soumise à une pression italienne. Elle a donc intérêt à se tourner vers l'Allemagne pour contrer Rome. Se présente alors à Berlin une occasion inespérée de miner un peu plus la Petite Entente<sup>1152</sup>. Cette dernière organise un sommet en même temps que la visite de Schacht dans les Balkans mais son aura a largement diminué. Le Reich compte aussi profiter de la faiblesse de l'Italie dans la région. Enfin, Rome a engagé en 1935 une politique de conquête de l'Éthiopie qui la détourne de cette région. À la veille du départ de Schacht, l'occasion est unique pour l'Allemagne d'y renforcer sa position économique et diplomatique.

### *b. Déroulement du voyage*

---

<sup>1152</sup> Jean-Claude Allain, « La France et les Balkans dans l'entre-deux-guerres (1920-1938) », *Relations internationales*, 2000, n° 103, p. 351-359

Schacht entreprend cette tournée en tant que Président de la *Reichsbank* : officiellement, il rend visite à ses homologues. En effet, depuis la création de la *Banque des Règlements Internationaux*, les liens entre gouverneurs des banques centrales se sont densifiés. Toutefois, ces rencontres entre banquiers centraux sont des prétextes pour des échanges d'opinion avec d'autres responsables des pays visités d'une part et pour éventuellement débloquer des négociations sur les relations économiques bilatérales d'autre part.

Le premier arrêt de son voyage est Vienne. Schacht ne consulte aucune personnalité politique autrichienne, mais, d'après le ministre des États-Unis en Autriche, Messersmith, il rencontre von Papen qui, rappelle l'Américain, est en accord avec lui et avec la politique nazie pour considérer l'Europe du Sud-Est comme l'hinterland économique de l'Allemagne<sup>1153</sup>. Le but des deux hommes, explique le diplomate, est de faire suivre l'économie par le politique pour, à terme, susciter des changements territoriaux. Messersmith estime que ce voyage de Schacht est dangereux pour la position américaine en Europe du Sud-Est et pour la paix en général. Ce voyage, selon lui, peut renforcer la politique allemande, dont le but est d'empêcher tout traité collectif dans la région. D'ailleurs, l'Allemagne a protesté contre la signature, le 2 avril 1936, d'un traité de commerce austro-tchèque, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet suivant.

### *Belgrade*

Le 11 juin 1936, Schacht est à Belgrade, où il déclare devant la presse que l'« *Allemagne et la Yougoslavie se complètent heureusement*<sup>1154</sup> ». Devant la *Deutsch-Jugoslawen Gesellschaft*, il prononce un discours des plus classiques sur le traité de Versailles et ses conséquences sur l'ordre économique international, sur le *Nouveau Plan* et sur la nécessité d'une amélioration du commerce entre l'Allemagne et la Yougoslavie. Les discussions, déclare-t-il, portent sur l'amélioration des paiements entre les deux pays et sur la création d'une banque allemande à Belgrade dans ce but. Schacht rencontre ensuite son homologue, le D<sup>r</sup> Radosavlievitch, le ministre du commerce, le ministre des Affaires étrangères et le Premier Ministre, le D<sup>r</sup> Stojadinovitch<sup>1155</sup>. Le 12 juin au soir, il donne un discours au Serbska Hotel à Belgrade, sans grand

<sup>1153</sup> FRUS, 1936, Volume I, Messersmith au secrétaire d'État, Vienne, 24 juin 1936, p. 493 et suivantes.

<sup>1154</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3737, p. 9 Deutsches Nachrichten Büro 12 juin 1936

<sup>1155</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3737, p. 13 Deutsche Allgemeine Zeitung, 12 juin 1936

contenu<sup>1156</sup>.

Le ministre allemand à Belgrade note que ce voyage a soulevé un grand intérêt dans les cercles financiers et politiques<sup>1157</sup>. Les discussions ont porté sur les négociations en cours sur le *clearing* et plus généralement sur les échanges économiques avec la Yougoslavie ainsi que les possibilités de son expansion. Schacht met en avant la volonté allemande de coopération pour la mise en valeur de ressources minérales yougoslaves dans l'intérêt l'État yougoslave et du marché allemand. Schacht et le Premier Ministre discutent également d'une coopération dans le domaine de l'armement, sans qu'aucune décision ne soit prise sur ce point.

### *Athènes*

Après Belgrade, Schacht se rend à Athènes<sup>1158</sup>. La Grèce est un pays proche du Royaume-Uni qui y concurrence commercialement l'Allemagne, mais la situation politique s'y est transformée en faveur de l'Allemagne. Le roi Georges II ayant retrouvé son trône en novembre 1935, il nomme en mars 1936 le militaire de carrière et politique monarchiste d'extrême-droite Ioannis Metaxas Premier Ministre pour sortir son pays de l'impasse politique.

Peu de temps après son arrivée à Athènes, Schacht explique devant la presse étrangère que son voyage n'a pas de but politique, qu'il n'y a pas de volonté de l'Allemagne de mettre en place une offensive économique dans les Balkans. À cause de Versailles, le Reich a dû renoncer au capitalisme international et se réjouit que d'autres la suivent. En conséquence, dit-il, les relations du Reich avec certaines régions, l'Amérique du Sud et l'Europe sud-orientale, sont réparties sur des bases nouvelles. L'Allemagne est devenue le premier client de la Grèce. Cependant, pour que le Reich puisse la payer, la Grèce doit acheter en Allemagne.

La balance commerciale entre les deux pays est déséquilibrée à hauteur de 30 millions de *Reichsmark* en faveur de la Grèce, par le biais d'un accord de *clearing*. Le problème est que la couverture de ce solde ne peut se faire que pas l'achat de biens allemands, alors que la pauvreté du pays ne lui permet pas d'importer du superflu<sup>1159</sup>. Schacht rencontre Georges II, le

<sup>1156</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7033, p. 121-123.

<sup>1157</sup> ADAP Serie C, Band V, 2, n° 376, « Der Gesandte in Belgrad von Herren an das Auswärtige Amt, Belgrad, den 16. Juni 1936 ». La note n° 3 de la dépêche indique qu'aucun rapport n'a été trouvé pour le voyage à Sofia. Pour le déplacement à Budapest, Mackensen a expliqué que Schacht était censé faire un rapport.

<sup>1158</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3737, Deutsches Nachrichten Büro, 15 juin 1936

<sup>1159</sup> ADAP, Serie C, Band V, 2, n° 383, « Der Gesandtschaftsrat Pistor (Athen) an das Auswärtige Amt, Athen, den 18. Juni 1936 »

Premier Ministre et le directeur de la banque centrale. Le roi, lors d'une audience avec un diplomate allemand avant l'arrivée de Schacht, indique qu'il attache un grand intérêt à cette visite, n'ayant pas encore eu l'occasion de rencontrer un dirigeant du III<sup>e</sup> Reich<sup>1160</sup>. Lors d'une audience d'une demi heure auprès du roi, ce dernier demande à Schacht de lui décrire les clés de sa réussite financière. Le Président de la *Reichsbank* répond qu'il a construit sa politique sur les performances humaines et non matérielles et lui rappelle les principes du *Nouveau Plan*. L'Allemagne, en conséquence, est à nouveau le plus gros marché pour l'Europe du Sud-Est. En tant que client principal, il attend de ses fournisseurs qu'ils s'investissent (*umstellen*) plus en Allemagne qui ne peut pas importer uniquement du tabac et des raisins secs. Le roi signalant que des contacts ont été pris avec les Britanniques pour l'exploitation de minerais en Thrace, Schacht émet le vœux d'impliquer l'Allemagne à de tels projets.

Le 14 juin, Schacht rencontre Ioannis Metaxas, Premier Ministre<sup>1161</sup>. Outre la remise d'une décoration, la rencontre porte sur l'envoi d'une mission militaire d'achat en Allemagne. Schacht refuse cependant une clause de garantie de 30 millions de *Reichsmark* en raison du risque de change. Les discussions avec le directeur de la Banque centrale Varvaressos montrent la compréhension grecque pour le point de vue allemand. En somme, cette visite a permis de prendre des contacts dans les milieux dirigeants et de considérer les relations futures entre les deux États avec sérénité. Néanmoins, la presse grecque est en partie hostile au voyage de Schacht, parlant de campagne de conquête (*Eroberungsfeldzug*) à propos de la tournée de Schacht dans les Balkans.

### *Sofia*

Le 15 juin au soir, Schacht prend l'avion et se rend à Sofia, où il reste jusqu'au mercredi 17 juin 1936. Lors du dîner en son honneur, Schacht estime que les deux économies se complètent, que les deux banques centrales travaillent ensemble et prononce sa diatribe habituelle contre le traité de Versailles et le capitalisme international. Une phrase en est utilisée par de

---

<sup>1160</sup> Le roi Georges II a régné de 1922 à 1923, puis de 1935 à 1944 et quelques mois avant son décès en 1946. Quand Schacht est à Athènes, la monarchie n'a été rétablie que depuis le mois de novembre précédent et les pouvoirs du roi restent limités.

<sup>1161</sup> Ioannis Metaxas (1871-1941) était un militaire de carrière, monarchiste fervent et opposant au républicain Venizelos. Germanophile, formé à l'académie militaire de Prusse, il entre en politique lors de l'abolition de la monarchie en 1923 en formant un parti d'extrême-droite. Devant l'impasse politique de la Grèce au début de l'année 1936, Metaxas est nommé Ministre de la Guerre puis Premier Ministre en mars 1936. Les troubles politiques lui permettent de déclarer l'état d'urgence. Le 4 août

nombreux journaux en Allemagne :

« Nous ne devrions pas oublier que la destruction de l'économie mondiale a été provoquée par ces Puissances même qui se plaignent aujourd'hui des entorses aux théories économiques. »<sup>1162</sup>

Le 16, devant la presse bulgare, il explique que cette « visite de politesse » lui permet de perler de questions économiques et financières avec son hôte, le gouverneur de la banque centrale bulgare. Le *Nouveau Plan* a provoqué une forte hausse des importations en provenance de Bulgarie et l'Allemagne s'intéresse fortement à l'agriculture bulgare<sup>1163</sup>.

Le *Times* note le 16 juin 1936 que si la presse bulgare accueille avec bienveillance la visite de Schacht, certains organes font comprendre entre les lignes qu'ils aimeraient que leur pays trouve d'autres marchés d'exportation. En effet, des réformes structurelles ont été menées pour adapter l'économie bulgare aux besoins d'importations de l'Allemagne. Le soja, le tournesol et le porc par exemple étaient soit inexistantes, soit destinés à la consommation interne. En 1936, elles sont échangées contre des biens finis allemands. Le revers de la médaille, explique le *Times*, est que la Bulgarie aurait plutôt besoin de matières premières pour pouvoir, comme ses voisins, développer son industrie.

### *Budapest*

Le 17 juin 1936 au soir, Schacht part pour Budapest<sup>1164</sup>. Le vendredi 19 juin, à la banque centrale hongroise, le chef du service de presse du ministère des affaires étrangères le félicite pour son combat contre Versailles. Puis Schacht prononce ses habituels propos en faveur de la collaboration entre les Présidents des banques centrales et contre Versailles<sup>1165</sup>. Il continue enfin sur la nature de son voyage<sup>1166</sup> : son but est d'accroître le commerce international sans arrière-pensée politique. Il faut améliorer la situation issue des traités et de l'endettement de

---

1936, il devient de fait dictateur jusqu'à sa mort en 1941.

<sup>1162</sup> « Wir sollen nicht vergessen, daß die Zerstörung der internationalen Weltwirtschaft von denselben Mächten ausgegangen ist, die sich heute über die Verletzung der Wirtschaftstheorien beklagen. »

BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3756, p. 91, *Berliner Tageblatt*, 17 juin 1936

<sup>1163</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3756, p. 40-41, *Deutscher Handelsdienst*, 16 juin 1936. Voir également BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7033, p. 139-141

<sup>1164</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3737, p. 55, *Deutsches Nachrichten Büro*, 17 juin 1936

<sup>1165</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3737, p. 59-60, *Deutsches Nachrichten Büro*, 19 juin 1936

<sup>1166</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3737, p. 61, *Deutsches Nachrichten Büro*, 19 juin 1936

l'Allemagne. Il rappelle que les créanciers doivent accepter que le Reich, pour payer ses dettes, exporte, d'autant plus que leurs marchés lui sont fermés. Il signale également que la moitié de la production bulgare est envoyée en Allemagne. Selon lui, cette situation n'est pas dangereuse car il n'y a pas de guerre possible entre les deux pays. Par contre, l'économie bulgare lui semble reposer sur un seul produit, le tabac et propose que l'Allemagne aide la Bulgarie à développer d'autres produits (oléagineux, fibres végétales)<sup>1167</sup>.

Le passage de Schacht en Hongrie pourrait avoir eu pour but de convaincre la Banque Nationale de Hongrie de cesser de prendre des mesures pour prévenir la constitution d'une balance commerciale trop déséquilibrée<sup>1168</sup>. Budapest s'apprêtait apparemment à réduire ses exportations vers l'Allemagne.

### c. Résultats

D'après André François-Poncet, le voyage de Schacht dans les Balkans a eu pour effet d'augmenter les échanges avec les pays de cette région, de faciliter le fonctionnement des clearings et de les attirer plus étroitement dans l'orbite économique du Reich<sup>1169</sup>. En aucun cas Schacht n'a préparé le terrain pour des accords politiques, dans une région où certains pays sont plus proches de la France (Yougoslavie) ou du Royaume-Uni (Grèce). Le chargé d'affaires français à Belgrade explique que l'objet principal du voyage à Belgrade était d'encourager la Yougoslavie à augmenter ses ventes en Allemagne, « *mesure ayant comme corollaire naturel et obligatoire une intensification des fournitures allemandes à ce pays*<sup>1170</sup>. » À la fin de la tournée de Schacht, François-Poncet conclut : « on ne peut douter que le périple de M. Schacht n'exprime et ne continue les efforts patients du Troisième Reich en vue de la constitution d'une « *Mittleuropa* » qui s'ordonnerait sous sa tutelle. »<sup>1171</sup> Le 9 juillet 1936, les inquiétudes françaises s'expriment dans une note de René Massigli, directeur des Affaires politiques et commerciales au Quai d'Orsay, titrée « *L'action allemande de dissociation en Europe centrale et orientale. Comment l'enrayer ?* »<sup>1172</sup> Massigli propose d'exploiter les craintes de l'Italie face à la percée allemande et d'accorder un système de pré-

<sup>1167</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7033, p. 141.

<sup>1168</sup> FRUS, 1936, Volume I, Messersmith au secrétaire d'État, Vienne, 24 juin 1936, p. 493 et suivantes, d'après un Américain conseiller de la banque nationale de Hongrie. Messersmith suit le voyage de Schacht de près, estimant qu'il pourrait mettre en danger les positions commerciales des États-Unis.

<sup>1169</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, volume II, n° 300, François-Poncet à Delbos, 15 juin 1936

<sup>1170</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, volume II, n° 302, Rivière à Delbos, 15 juin 1936

<sup>1171</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, volume II, n° 317, François-Poncet à Delbos, 18 juin 1936

<sup>1172</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, volume II, n° 418, Note pour le ministre, 9 juillet 1936



férence à ces pays, en priorité ceux de la Petite Entente. Les voyages de Schacht à Paris à Paris et l'attitude de Blum tiennent peut-être compte des réticences françaises dans la région, d'autant plus que l'accord austro-allemand conclu le 11 juillet 1936 semble renforcer encore la position allemande dans les Balkans<sup>1173</sup>.

Toutefois, Schacht propose dans les quatre capitales visitées des investissements, afin d'améliorer la présence des capitaux allemands dans ces pays. En ce sens, le Président de la *Reichsbank* pourvoit au court terme en discutant sur l'amélioration des paiements mais prépare le long terme, afin d'améliorer l'approvisionnement en matières premières de l'Allemagne. Schacht a sans doute l'intention de rendre la production de succédanés moins pressante. De plus, en proposant ces investissements, en insistant sur la nécessité pour les quatre pays d'acheter plus en Allemagne, Schacht participe également à la mise en place, déjà largement entamée par le *Nouveau Plan*, d'une *Großraumwirtschaft*.

Pendant cette tournée balkanique, le contexte en France rend une discussion franco-germanique possible. Très vite après son retour à Berlin, s'ébauche la possibilité d'une visite de Schacht à Paris.

## 2. Le voyages en France : « Das Eis ist gebrochen »

Le voyage de Schacht à Paris se déroule dans un contexte français et international favorable. Il est préparé dès le début de l'été. Son déroulement et ses enjeux ouvrent la voie à des négociations plus larges.

### a. Un contexte français et international favorable

En France, le gouvernement de droite modérée dirigé par Albert Sarraut a perdu les élections législatives du 3 mai 1936. Le contexte politique français est instable depuis les élections de 1932, marqué par les émeutes anti-républicaines du 6 février 1934 et une crise économique. Le Front Populaire, alliance du parti communiste, de la SFIO et des radicaux, accède ainsi au pouvoir en juin 1936. Pour la première fois un gouvernement est dirigé non seulement par un socialiste mais aussi un Juif, Léon Blum. L'une des mesures prises dans les premières semaines après l'arrivée du Front Populaire au pouvoir est le remplacement du gouverneur de la Banque de France, Tannery, par Labeyrie. Issu de l'administration de la Cour des comptes, ce dernier, à peine nommé, se rend à Berlin.

<sup>1173</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, volume II, n° 455, François-Poncet à Delbos, 15 juillet 1936

Le contexte international est marqué sur le plan économique par la décision de l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations de voter la fin des sanctions contre l'Italie le 4 juillet 1936. Paul van Zeeland, Premier Ministre belge et Président de cette assemblée, s'exprime ainsi :

« Dans bien des pays la reprise est évidente ; mais elle reste presque entièrement confinée aux marchés intérieurs. [...] De ce fait, la sagesse ne commande-t-elle pas que la prochaine Assemblée étende le champ de ses délibérations et que, sans pour autant négliger ce qui doit être fait dans la sphère politique, elle devrait encore faire un effort vigoureux et détaillé pour mettre en marche la reprise économique [...] »<sup>1174</sup>.

Il ouvre une période d'une année et demie où les questions économiques reviennent au-devant de la scène, parallèlement à des discussions politiques faisant suite à la remilitarisation de la Rhénanie puis à la décision belge de se déclarer « indépendante », c'est-à-dire à nouveau neutre.

De juillet 1936 à janvier 1938, deux hommes jouent dans ces discussions économiques un rôle prépondérant : Paul van Zeeland lui-même et Hjalmar Schacht. La première étape de ces discussions économiques est la visite de Schacht à Paris. La question centrale pour les démocraties est simple : que faire de l'Allemagne ? Du point de vue de Schacht, il faut, d'une part, trouver une solution contre la radicalisation du régime qui s'annonce avec le décret du 4 avril et, d'autre part éviter de se faire évincer du pouvoir. Le changement de gouvernement en France permet alors une ouverture diplomatique, car, pour l'Allemagne, la religion et l'idéologie de Blum ne comptent pas, contrairement aux matières premières de l'Empire français.

#### *b. Préparation du voyage*

Le *Nouveau Plan*, les conflits entre Schacht et Darré et la « médiation » de Göring ont mis en valeurs la nécessité pour le Reich d'assurer un meilleur approvisionnement en matières premières. En mai 1936, le ministre des finances, Schwerin von Krosigk, déclare que « *la reconstruction de l'économie mondiale dépend d'une juste répartition des matières premières*

---

<sup>1174</sup> « In a great many countries the revival is evident ; but it is almost entirely confined to the home markets. [...] Such being the case, does not wisdom demand that the next assembly should extend the scope of deliberations, and that, without neglecting in any way that which must be done in the political sphere, it should again make a comprehensive and strenuous effort to set in motion an economic revival [...] » Journal Officiel de la Société des Nations, Supplément n°151, 1936, p. 70

*entre les peuples*<sup>1175</sup>. » Or cette meilleure répartition peut se faire selon deux moyens : un retour à un commerce plus libre ou une négociation avec les puissances coloniales pour un accord sur les matières premières issues des colonies<sup>1176</sup>. Cette seconde solution est favorisée par le discours de Hitler du 7 mars 1936 qui revendique le retour des colonies allemandes, l'une des dernières clauses de Versailles à ne pas être encore abolie<sup>1177</sup>. Dans ce but, Schacht se tourne vers Paris et son Empire.

Dès la fin juin 1936, Schacht manifeste son intérêt pour le nouveau gouvernement de la République française. Il évoque devant Berthelot la politique monétaire du Front populaire, estimant que celui-ci ferait mieux de dévaluer sans attendre les Britanniques<sup>1178</sup>. Schacht aborde surtout le sujet du désarmement. Se plaignant de la note française du 17 avril 1934 qui mettait fin aux négociations franco-allemandes sur le réarmement, il admet que les difficultés financières allemandes sont liées à la course aux armements et approuve le principe de négociations sur le désarmement. Il estime que le gouvernement français pourrait en prendre l'initiative. Elles permettraient aux gouverneurs des banques centrales de se libérer de leurs soucis monétaires immédiats :

« Croyez-vous qu'il soit agréable, à moi ou à tout autre de mes collègues, de se faire morigéner quand nous n'accordons pas tout de suite les crédits qu'on nous réclame pour les buts que vous connaissez ? »<sup>1179</sup>

Le Président de la *Reichsbank* a apprécié les discours d'Yvon Delbos, ministre radical des Affaires étrangères, devant la Chambre et de Léon Blum, Président du Conseil, devant le Sénat et espère qu'ils seront suivis d'actes. Berthelot relève cependant une ambiguïté qui perdure jusqu'en 1938 : Schacht parle-t-il en son nom uniquement ou au nom du régime ?

Cependant, la venue à Paris de Schacht se prépare surtout à l'occasion de la visite à Berlin de Labeyrie, au début du mois d'août 1936. Lors du déjeuner donné en l'honneur du gouverneur de la Banque de France, Schacht met en avant les revendications coloniales de l'Allemagne<sup>1180</sup>. François-Poncet qui note aussi les bonnes dispositions de Neurath au même moment, prône la prudence : l'Allemagne, pendant les Jeux Olympiques de Berlin qui

<sup>1175</sup> Chantal Metzger, *L'empire français... op. cit.*, p. 69

<sup>1176</sup> *Ibidem*, p. 68

<sup>1177</sup> *Ibidem*, p. 4.

<sup>1178</sup> La France a alors envoyé un émissaire à Londres pour discuter des questions monétaires. *The Economist*, n° 4854, 5 septembre 1936.

<sup>1179</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Volume II, n° 352, Berthelot à Baumgartner, 24 juin 1936, p. 531

<sup>1180</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 63, François-Poncet à Delbos, 3 août 1936

s'ouvrent le 1<sup>er</sup> août 1936, veut donner l'impression qu'elle est plus ouverte mais ne l'est pas<sup>1181</sup>. À cette occasion, les discussions entre François-Poncet et Schacht permettent néanmoins la mise au point de la venue de Schacht à Paris.

L'ambassadeur français change en effet son fusil d'épaule et, à la veille de l'arrivée de Schacht à Paris, envoie un long télégramme pour insister sur l'importance de cette venue :

« Sa visite peut n'être qu'une démarche de courtoisie répondant à celle de M. Labeyrie. Mais elle peut être aussi le point d'accrochage d'une action politique de grande portée. M. Schacht est convaincu que l'Europe se trouve à un moment grave de son histoire : la course aux armements la ruine et l'entraîne vers une conflagration épouvantable ; il faut donc tenter de revenir à l'idée d'une limitation volontaire des armements, créant une solidarité contre les manquements éventuels ; il faut s'orienter parallèlement vers de nouveaux accords économiques, accompagnés d'un alignement simultané des monnaies ; il faut pousser dans ce sens l'esprit de M. Hitler qui s'inquiète de plus en plus des effets pernicioeux de l'argent des Soviets et du danger d'une bolchevisation progressive du continent. »<sup>1182</sup>

François-Poncet a préparé cette venue et dit à Schacht qu'il trouverait des idées analogues aux siennes. L'ambassadeur espère que cette visite soit l'occasion d'entreprendre des efforts pour gagner Hitler à la conviction qu'après l'accord de non-intervention en Espagne, la conclusion d'un nouveau pacte de Locarno et d'un règlement général européen, la mise en place d'arrangements commerciaux et d'une convention d'alignement des monnaies sont les seuls moyens valables d'éviter une catastrophe politique. François-Poncet conclut : « *Je conseille de ne pas hésiter à parler très à fond et très ouvertement avec le Président de la Reichsbank.* »<sup>1183</sup>

Pourtant, la veille de l'arrivée de Schacht à Paris, l'Allemagne prend la décision de porter à deux ans la durée du service militaire. François-Poncet estime que Hitler emploie désormais une nouvelle méthode, combinant gestes de guerre et paroles de paix. Cependant, cette décision, pour l'ambassadeur, n'enlève pas la portée de la visite de Schacht et il ne renie pas ce qu'il a écrit la veille car il pense que le Président de la *Reichsbank* est effrayé par cette course fatale<sup>1184</sup>. Cette dernière et la possibilité d'une guerre déclenchée par l'Allemagne sont deux

<sup>1181</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 88, François-Poncet à Delbos, 5 août 1936

<sup>1182</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 196, François-Poncet à Delbos, 24 août 1936

<sup>1183</sup> *Idem.*

<sup>1184</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 198, François-Poncet à Delbos, 25 août 1936

raisons, pou l'ambassadeur, de discuter avec Schacht<sup>1185</sup>. Ce dernier assure que s'il trouve une compréhension française, il pourrait intervenir auprès de Hitler. Néanmoins, les difficultés sont considérables : permettre le retour de l'Allemagne à la SDN, résoudre le problème de l'alliance franco-russe et des alliances orientales de la France. François-Poncet conclut : en cas d'échec de cette dernière tentative, il ne peut y avoir de doute sur le futur de l'Europe... Moins enthousiaste que François-Poncet, Aris, de l'ambassade de France, est conscient de la position ébranlée de Schacht au sein du régime<sup>1186</sup>. Alors que les Français attendent ainsi beaucoup de cette visite, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* en Allemagne limite la portée de l'action de Schacht<sup>1187</sup>. Dans ces conditions, cette dernière pouvait-elle tenir ses promesses ?

### c. Déroulement du séjour à Paris

Schacht rencontre à Paris diverses personnalités : le ministre socialiste des Finances Vincent Auriol, le ministre des Affaires étrangères Yvon Delbos, le ministre radical du Commerce Paul Bastid, et le Président du Conseil Léon Blum<sup>1188</sup>. Le 28 août 1936, ce dernier se dit prêt à faire un effort pour rechercher un système de garantie de paix générale et préparer une réduction des armements. La période est défavorable mais il précise que la France ne veut pas la guerre, même si elle n'en a pas peur. Schacht propose un système général de garanties. L'Allemagne prendrait des engagements vis-à-vis de ses voisines occidentales et s'engagerait auprès de la République à ne pas agresser l'URSS. Blum s'interroge : comment un désarmement est-il possible, si la Russie ne signe pas directement une convention ? Un accord signé par l'URSS, explique Schacht, ne peut être conçu dans un premier temps. Il est d'abord nécessaire de commencer par le système de garantie. Schacht déclare ensuite :

« J'ai vu Hitler avant de partir et il approuve le sens général de mes déclarations. Je vais le revoir dès mon retour. Dites-vous bien que le chancelier Hitler

<sup>1185</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 209, François-Poncet à Delbos, 27 août 1936

<sup>1186</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 211, Aris à Baumgartner, 27 août 1936

<sup>1187</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3737, p. 283 et suivantes pour une large revue de presse et p. 284, *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 27 août 1936.

<sup>1188</sup> DDF, 1932-1939, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 213. Nous ne disposons que du rapport de Léon Blum sur l'entrevue du 28 août 1936.

est un homme de génie : il n'a pas seulement une imagination générale, il pénètre admirablement la réalité, le moment, la façon dont il faut agir. Je ne l'embarrasse pas de détails. Je ne lui parle jamais que de problèmes graves. Jusqu'à présent, j'ai toujours réussi. Mais il faut que son esprit s'accoutume à certaines idées<sup>1189</sup>. »

Blum tente alors de rendre la discussion plus explicite : d'une part, la France ne renoncera pas à ses amitiés et à ses engagements et elle recherche d'autre part un engagement général. Blum estime en effet qu'une simple entente franco-allemande ne peut suffire car elle n'éviterait pas un conflit entre les deux pays provoqué par un tiers. Il veut donc un règlement d'ensemble<sup>1190</sup>. Schacht envisage une conférence avec les États-Unis et le Japon et un possible retour dans une Société des Nations dont la base ne serait plus le traité de Versailles. Toutefois, le Président du Conseil reproche à son interlocuteur de vouloir ménager une idéologie anticommuniste et anti-SDN, ce qui rend impossible un accord. Et il rappelle à Schacht qu'il est Français, Juif et marxiste. Si Hitler veut délivrer la France du danger communiste, le meilleur moyen, explique Blum, est de délivrer la France de la crainte du danger allemand : le pacte franco-soviétique est né du réarmement allemand.

La discussion s'oriente dans un second temps sur la contrepartie accordée à l'Allemagne pour son adhésion à un système de garantie : un domaine colonial. Schacht en a parlé dès son arrivée le 26 août 1936<sup>1191</sup>. Or Léon Blum ne pense pas qu'un domaine colonial puisse assurer à l'Allemagne un changement économique salutaire mais il ne considère pas comme impossible d'entamer des pourparlers sur ce point. Il précise qu'il peut prendre l'initiative de contacter l'Angleterre sur le problème colonial. Schacht propose alors une conférence à trois, Allemagne, France, Royaume-Uni, que Blum élargit à l'Italie et aux États-Unis avec l'accord de Schacht. Le Président de la *Reichsbank* veut rendre compte de l'entretien à Hitler. Blum accepte mais insiste sur le danger d'un échec qui pourrait encore endommager les relations entre les deux pays<sup>1192</sup>.

Le 16 août 1936, à l'occasion d'une séance de photographies de Labeyrie et Schacht, ce dernier fait quelques déclarations au *Temps*, expliquant principalement qu'il ne « *comprendait*

<sup>1189</sup> DDF, 1932-1939, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 213, p. 308

<sup>1190</sup> Nous n'avons pas d'archives sur ces entretiens, ni sur ceux avec Auriol.

<sup>1191</sup> DDF, 1932-1939, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 213, p. 309, en note.

<sup>1192</sup> Léon Blum a laissé une note sur ce document : ce qu'il a retranscrit est à peu près littéral. L'impression est donnée qu'il a parlé plus que son interlocuteur mais il explique qu'il s'est en réalité mieux souvenu de qu'il a lui-même dit.

*rien à la politique* » et qu'il est en France en tant que technicien<sup>1193</sup>. Le *Times* du 28 août 1936 estime que l'on peut admettre que Schacht a parlé des colonies et du pacte franco-russe avec les ministres français, sans plus de précisions<sup>1194</sup>. Cependant, *La petite Gironde* du 28 août 1936 relate, comme d'autres journaux, cette visite comme un « prélude ». Ainsi, la presse ne sait-elle pas beaucoup des discussions de Paris. Néanmoins, le *Danziger Neueste Nachrichten* du 28 août rapporte une phrase de Schacht : « *Das Eis ist gebrochen* »<sup>1195</sup>. La glace est brisée mais est-ce suffisant<sup>1196</sup> ?

#### *d. Suite immédiate du voyage à Paris*

« Au milieu de ce brouillard abritant on ne sait quels projets mystérieux, le séjour de M. Schacht à Paris a fait l'effet d'un bref éclair qui a ouvert des perspectives de raison et de paix. »<sup>1197</sup>

Lors du séjour de Schacht à Paris, la France se demande s'il est désormais possible d'éviter la guerre. Il envisageable d'éviter un conflit économique par la conclusion d'accords et de résoudre les problèmes monétaires si, parallèlement, les relations entre régimes totalitaires et démocratiques à propos de l'Espagne et de la Belgique se « pacifient ». Ces éléments expliquent l'intérêt des Français pour le Président de la *Reichsbank*.

Le 2 septembre 1936, Schacht rapporte à Hitler ce qu'il a dit et entendu à Paris. Le même jour, François-Poncet rencontre le chancelier en secret<sup>1198</sup>. Hitler, intéressé par le récit de son ministre, l'autorise à poursuivre dans cette voie. Toutefois, il dresse un tableau de l'Europe

<sup>1193</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3759, *Le Temps*, 27 août 1936. À cette occasion, le journaliste du Temps aurait demandé : « Une déclaration pour le Temps ? ». Schacht aurait répondu : « Je ne fais pas de déclaration pour le Temps mais pour l'éternité. »

<sup>1194</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3759, *The Times*, 28 août 1936.

<sup>1195</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3760, *Deutsche Bergwerks-Zeitung, Berliner Börsen-Zeitung* du 26 août 1936 reprennent l'expression.

<sup>1196</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3759. La fameuse phrase « *Das Eis ist gebrochen* » semble provenir en réalité d'une interview donné à Sauerwein dans *Paris-Soir*. Elle est reprise dans le *Berliner Tageblatt* du 28 août 1936, in BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3737

<sup>1197</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, volume III, n° 229, François-Poncet à Delbos, 2 septembre 1936

<sup>1198</sup> Blum en est informé par un pli qui lui est directement adressé le 10 octobre 1936. DDF, 2<sup>e</sup> série, volume III, n° 334, François-Poncet à Léon Blum, 10 octobre 1936. Le Quai d'Orsay n'est pas au

très critique. Il exprime notamment ses doutes sur l'avenir de la France face au communisme. Il espère cependant qu'il n'y a plus de réels conflits entre les deux pays et est prêt, si un accord est possible à le rechercher sincèrement. Sur les revendications coloniales, Hitler conclut :

« Les Français, a-t-il dit, subordonneront leur consentement à celui des Anglais : les Anglais se retrancheront derrière les Français. Les uns et les autres, finalement, ne lâcheront que les colonies qui ne leur appartiennent pas ! Il faut, cependant, comprendre que l'Allemagne ne peut pas se passer, pour vivre, de matières premières. Les nécessités auxquelles je dois obéir sont aussi simples qu'impérieuses. J'ai à assurer à un peuple de 67 millions d'êtres la possibilité de travailler et de se nourrir. L'Allemagne demande qu'on lui en facilite les moyens, à l'amiable. Sinon, elle se les procurera autrement. »<sup>1199</sup>

La proposition de Schacht aux Français est un plan de très grande ampleur qui inclue un accord sur la course aux armements et un plan économique et financier global, en échange de la restitution d'un domaine colonial à l'Allemagne. Ce dernier point est néanmoins un préalable à des discussions futures sans garanties de réussite. De plus, les Français tiennent à lier langue avec les Britanniques au sujet des projets coloniaux de l'Allemagne. Le 26 septembre 1936, Léon Blum indique à Schacht qu'il s'est entretenu avec Anthony Eden le 20 septembre 1936<sup>1200</sup>. Eden est soucieux de ne rien négliger dans l'étude des conditions d'un règlement européen mais ne peut donner de réponse sans en référer au Premier Ministre britannique conservateur Stanley Baldwin<sup>1201</sup>. Malgré cette temporisation nécessaire, Schacht a lancé un thème qui occupe le devant de la scène pendant un an et demi : les colonies.

Le passage à Berlin du ministre français du commerce, Paul Bastid le 15 septembre 1936, semble dans un premier temps augurer d'une nouvelle ère dans les relations économiques entre les deux pays<sup>1202</sup>. Mais la donne change après le grand événement de la fin du mois de septembre 1936, la dévaluation du franc. Les revendications coloniales ont-elles alors encore un sens ?

---

courant.

<sup>1199</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, volume III, n° 334, p. 498

<sup>1200</sup> Nous n'avons pas connaissance du contenu.

<sup>1201</sup> ADAP, Serie C, Band V, 2, n° 574, « Reichsbankpräsident Schacht an Ministerialdirektor Dieckhoff, Berlin, den 6. Oktober 1936 »

<sup>1202</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3738, p. 10, *Le Temps*, 16 septembre 1936



## B. Revendications coloniales et mission van Zeeland (août 1936-février 1938)

Les revendications coloniales de Hjalmar Schacht ne sont pas formulées pour la première fois en août 1936. Dès 1926, il prononce un discours devant la *Deutsche Kolonialgesellschaft* qui décrit des compagnies à chartes, établies sur des territoires concédés par les grandes puissances coloniales qui auraient des droits d'administration et pourraient utiliser la monnaie allemande<sup>1203</sup>. Un projet similaire a été avancé pendant le voyage aux États-Unis de l'automne 1930 (Chapitre 3). Sous le III<sup>e</sup> Reich, le Président de la *Reichsbank* saisit toutes les occasions de faire valoir l'importance des colonies perdues. Le 19 mars 1935, il envoie une lettre au chancelier pour transmettre un avis du général von Epp sur la possibilité d'une politique coloniale du Reich<sup>1204</sup>. Von Epp, dirigeant du bureau colonial de la NSDAP, conteste le bien-fondé d'une politique de recherche d'espace à l'Est (*Ostraum*), où la Pologne est militairement trop difficile à défendre. Après quelques mots très idéologiques sur le devoir de coloniser des pays fortement peuplés, il insiste sur la nécessité économique de la politique coloniale : un pays industriel sans matières premières coloniales ne peut survivre. En outre, l'idée romantique d'un pays d'agriculteurs ne peut être validée car une industrie hautement développée est nécessaire pour se défendre. Enfin, il insiste sur l'obligation morale de recouvrer des colonies que Bismarck avait conquises. Schacht partage en grande partie ce point de vue de von Epp.

La visite à Paris permet donc à ce dernier de relancer cette vieille question. Les troubles monétaires de la France encadrés par l'accord tripartite remettent en avant l'importance des questions économiques et débouchent sur le lancement de la mission van Zeeland en avril 1937. Schacht se saisit de cette occasion pour faire valoir les propositions à Blum du 28 août 1936.

Le contexte européen est indissociable des actions menées par Schacht de l'été 1936 à l'hiver 1937-1938. Cette période est particulièrement marquée, en septembre 1936 par la dévaluation du franc et l'accord tripartite qui l'accompagne<sup>1205</sup>.

<sup>1203</sup> BARCH Berlin, *Deutsche Reichsbank*, R2501/3738, p. 29

<sup>1204</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 544 « Reichsbankpräsident Schacht an den Führer und Reichskanzler Hitler, Berlin, den 19. März 1935 »

<sup>1205</sup> Sur ce sujet, on consultera : René Girault, « Léon Blum, la dévaluation de 1936 et la conduite de la politique extérieure », *Relations internationales*, 1978 ; Nathalié Carré de Malberg, « Les attachés financiers en 1938 – technocrates ou techniciens ? – et la perception de la puissance de la France », *Relations internationales*, 1983 ; Jean Bouvier, « Contrôle des changes et politique extérieure de la SFIO en 1936 », *Relations internationales*, 1978 ; Sylvain Schirmann, *Les relations économiques et*

## 1. Dévaluation du franc et accord tripartite

Depuis la fin de la parité de la livre avec l'or en septembre 1931, le système monétaire international connaît de lourdes difficultés. En 1933, ces dernières sont accentuées avec la dévaluation du dollar en 1933. Les pays dont la monnaie reste attachée à l'or portent d'abord leurs espoirs sur la conférence économique et monétaire de Londres de l'été 1933. Avec son échec, ils se rapprochent, dès le 3 juillet 1933, sous la houlette de la France. Au Quai d'Orsay, Robert Coulondre souhaite donner une dimension commerciale à ce « Bloc Or »<sup>1206</sup> et la France mène dans les mois qui suivent une politique commerciale extérieure favorisant les pays proches monétairement et commercialement. Cependant, cette politique a échoué, la France souhaitant limiter cette coopération, et la dévaluation réussie du *belga* par le Premier Ministre belge Paul van Zeeland en 1935 détruit les dernières illusions sur une possible politique commerciale commune aux pays à étalon or.

### *a. La dévaluation et l'accord tripartite*

Au début de 1936, la dévaluation est l'un des problèmes essentiels de la politique française. À droite, Paul Reynaud, bien qu'isolé, argumente de plus en plus en faveur d'une telle décision, s'élevant contre la politique de déflation décevante menée par Gaston Doumergue, Pierre-Étienne Flandin puis Pierre Laval. De son point de vue, le différentiel entre les prix français et les prix étrangers se dégrade depuis 1931. Le Franc, surévalué, est une entrave aux exportations et le commerce extérieur se dégrade. À gauche, pendant la campagne électorale, le Front Populaire utilise le slogan « ni déflation – ni dévaluation » et les premières mesures du gouvernement Blum insistent sur la politique sociale avec l'instauration des 40 heures hebdomadaires et d'une semaine de congés payés, mais ces réformes accentuent encore la pression pesant sur les prix. Le déficit de la balance des paiements s'accroît, en raison d'une fuite accentuée des capitaux. À la fin de l'été, la situation devient intenable. Le 26 septembre 1936, le franc est dévalué de 29 %. Il est désormais compris dans une fourchette allant de 49 mg d'or (dévaluation de 25 %) à 43 mg d'or (34 %) au lieu de la parité de 1928, 65,5 mg. La dévaluation est gérée par un Fonds de stabilisation des changes, les transactions d'or privées sont interdites.

La dévaluation du Franc est suivie des dévaluations des monnaies des autres pays du Bloc Or,

---

*financières... op. cit.* Chapitre XIII ; et nos propres travaux : *The Economist... op. cit.* et *La mission van Zeeland... op. cit.*

<sup>1206</sup> Sylvain Schirmann, *Les relations... op. cit.*, p. 45

les Pays-Bas, la Suisse et l'Italie. Elle s'accompagne également d'un accord tripartite, signé par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui parle d'« alignement des monnaies » et prévoit surtout des décontingements et certaines diminutions de droits de douanes. Les signataires s'engagent à assurer la stabilité des taux de change. Dans les mois qui suivent sa signature, la Belgique, la Suisse et la Hollande y adhèrent.

Pour ses trois signataires, cet accord doit rétablir une marge de manœuvre en politique étrangère. La France veut surveiller la politique d'apaisement du Royaume-Uni et ce dernier veut « acheter la paix » et s'en donner les moyens économiques. Les deux puissances européennes tâchent de faire revenir les États-Unis dans le jeu européen. Enfin, la France veut consulter les deux autres Démocraties car elle en est trop dépendante, notamment pour les matières premières. D'après René Girault, la déclaration tripartite est un premier pas vers une reconstruction économique européenne. Son objectif est de trouver des solutions politiques pacifiques face aux fascismes tout en surmontant une crise économique et sociale<sup>1207</sup>. Mais la déclaration pose problème : la contrainte juridique des engagements qui y sont pris, notamment la défense des parités, est faible et rend son devenir flou. Or ce dernier a suscité un nouvel espoir et est perçu comme un acte de paix monétaire. L'*Economist* du 3 octobre 1936 insiste sur le fait que la dévaluation et l'accord tripartite sont le début d'un mouvement : une initiative est attendue. En attendant cette initiative, quelle est la position de l'Allemagne ?

#### *b. Schacht, le franc, l'accord tripartite et le Reichsmark*

Du point de vue de l'Allemagne, la dévaluation du franc est à la fois une mauvaise et une bonne nouvelle. Mauvaise car les produits français sont désormais moins chers sur les marchés où les deux pays sont en concurrence. Bonne car l'endettement allemand est susceptible de diminuer. La position officielle de l'Allemagne est exprimée par Schacht lors d'une conférence de presse au ministère de la Propagande. Mais est-ce réellement la position personnelle de Schacht ?

#### *Le point de vue de la Reichsbank*

La *Reichsbank* a étudié dans un rapport du 16 mai 1936 l'alternative se présentant à l'Allemagne en cas de dévaluation du franc : maintenir le *Reichsmark* ou dévaluer<sup>1208</sup>. Ce

<sup>1207</sup> René Girault, « Léon Blum, la dévaluation française... » op. cit., p. 104

<sup>1208</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2510/6426, p. 51-57, « Zur Frage einer Reichsmark-Abwertung. Vertraulich. 16 mai 1936 »

document prévoit autant d'effets négatifs dans un cas que dans l'autre. Il lance un débat interne à la banque centrale qui mène, à la fin du mois de juillet 1936, au constat qu'en cas de dévaluation, l'Allemagne devrait augmenter les exportations de près de 70 %. En effet, les frais d'exportations, comme le transport, sont souvent facturés en devises, et leur coût serait renchéri par la dévaluation. Les matières premières devant être payées en devises coûteraient alors plus chères. Le problème d'une augmentation des exportations allemandes est qu'il implique, sauf en cas d'accroissement du volume du commerce international, d'évincer des concurrents sur des marchés étrangers et donc de s'exposer à des mesures de rétorsion. En outre :

« En sus, en cas d'augmentation des exportations allemandes, il se trouve que les créanciers de l'Allemagne mettraient immédiatement la main sur notre surplus amélioré de devises par le biais du clearing, pour satisfaire le paiement des intérêts et pour d'autres exigences. »<sup>1209</sup>

Enfin, l'amélioration du prix des exportations qu'engendrerait la dévaluation ne peut s'appliquer qu'aux contrats libellés en devises. Or les contrats conclus en *Reichsmark* représentent 60 % des exportations allemandes. De plus, parmi les contrats libellés en devises, une partie des produits – ceux d'IG Farben, par exemple – sont des monopoles d'industries allemandes qui n'ont pas besoin d'être aidés par une dévaluation. Mais, en cas de dévaluation, ces entreprises diminueraient leur prix, l'Allemagne gagnerait alors moins de devises et serait obligée d'augmenter ses exportations pour compenser.

#### *La conférence de presse : Schacht sous l'œil de Goebbels*

La position officielle allemande est communiquée le 30 septembre devant le *Zentralausschuß* de la *Reichsbank* par Hjalmar Schacht, puis devant la presse le même jour. Le Président de la *Reichsbank* explique que la volonté de paix inscrite dans l'accord tripartite correspond à des vœux déjà exprimés par le chancelier, notamment lors de son discours devant le *Reichstag* le 21 mai 1935. Schacht est en plein accord avec la volonté exprimée par la déclaration de favoriser l'équilibre sur le marché international mais pense que les dévaluations britannique et américaine ont été le plus grand facteur de déstabilisation du commerce. La dévaluation du franc ne change rien au déséquilibre du marché international, d'autant plus que d'autres puissances dévaluent à la suite de la France. Il n'y a plus de monnaie ayant une base aussi solide

---

<sup>1209</sup> « Dazu komme, daß die Gläubiger Deutschlands im Falle einer Steigerung des deutschen Exports sofort im Clearingswege Hand auf unsere erhöhten Devisenerlöse legen würden, um sich wegen ihrer Zins und sonstigen Forderungen zu befriedigen. » BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6426, p. 94

que le mark.

La volonté française d'accroître la sécurité et la liberté de paiement, exprimée dans l'accord, est positive selon Schacht mais il estime que la dévaluation augmente l'insécurité du commerce international. La décision allemande de ne pas dévaluer est, à la lumière de ce discours, autant intérieure qu'extérieure :

« Les pays qui commercent avec nous doivent savoir que nous voyons dans la stabilité une base essentielle des échanges internationaux. Nous souhaitons toutefois que non seulement l'étranger reconnaisse cela, mais aussi que l'épargnant et le travailleur allemands reconnaissent que le gouvernement national-socialiste souhaite maintenir son pouvoir d'achat et sa compétitivité à leur pleine valeur. »<sup>1210</sup>

Puis Schacht explique qu'une dévaluation du *Reichsmark* ne permettrait pas de supprimer le contrôle des changes, dont tout le monde connaît les inconvénients. En effet, il ne peut être levé que par une résolution du problème de l'endettement et de l'accès aux matières premières. Schacht et l'Allemagne adoptent une position de « *wait and see* », dans la mesure où ce discours décrit un Reich prêt à participer à toute initiative permettant un meilleur commerce international, mais attend des signataires de l'accord tripartite de faire une proposition. Les documents rassemblés par la *Vosta* pour préparer l'intervention de Schacht du 30 septembre 1936 montrent très largement que l'accord tripartite n'est pas contraignant pour les trois Puissances qui l'ont signé<sup>1211</sup>.

Ces propos sont ensuite développés devant la presse étrangère et la presse allemande, lors de deux conférences de presses séparées<sup>1212</sup>. Schacht y insiste sur le fait que l'accord n'a pas d'intérêt s'il reste sans suite. L'Allemagne veut notamment une amélioration du commerce

<sup>1210</sup> « Die Länder, die mit uns Handel treiben, sollen wissen, daß wir gerade in der Beständigkeit eine unerläßliche Grundlage des internationalen Verkehrs sehen. Wir wünschen aber, daß nicht nur das Ausland dies erkenne, sondern es soll auch der deutsch Sparer und Arbeiter sich daraus verlassen können, daß die nationalsozialistische Regierung seine Kaufkraft und seine Arbeitsleistung in ihrem vollen Werte zu erhalten wünscht. » *Idem*

<sup>1211</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2510/6426, p. 312 et suivantes.

<sup>1212</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3738, p. 107-121 : « Ausführungen des Herrn Präsidenten vor den Vertretern der Auslandspresse am 30. September 1936 » et p. 124-139 « Ausführungen des Herrn Präsidenten vor den Vertretern der Inlandspresse am 30. September 1936. » La conférence de presse devant la presse étrangère est typique des relations de Schacht avec la presse : il entame la conférence en expliquant que les propos qu'il tient ne doivent pas apparaître dans les articles comme ses paroles mais comme les mots de l'auteur de l'article. Presque tous les journalistes présents ont bien entendu rapporté dans leur article que Schacht voulait faire passer ses propos pour les propos des journalistes. Schacht, évidemment, s'en est plaint ! voir BARCH Berlin Deutsche Reichsbank R2501/6994, p. 41 et une revue de presse dans les pages précédentes et suivantes sur les journaux étrangers ayant

mondial, pour pouvoir cesser son contrôle des changes. Pour cela :

« Nous sommes prêts à participer à toute négociation internationale, qui atteint vraiment le but qui est inscrit dans la déclaration tripartite, c'est-à-dire : la stabilité des monnaies, l'abolition des contrôles du commerce extérieur et des devises et le développement d'un commerce international revitalisé et plus important, comme nous en avons connu avant. »<sup>1213</sup>

Se félicitant que l'accord tripartite appelle une entente plus large, il précise les souhaits de l'Allemagne :

« Émancipation des contrôles, réintroduction des moyens libres de paiement, réouverture d'une économie internationale du crédit et renforcement du commerce international, qui donne à nouveau un espace aux besoins d'action des peuples, plutôt que d'essayer, dans leur propre pays, de produire des succédanés. »<sup>1214</sup>

La solution internationale doit donc attribuer des colonies à l'Allemagne pour qu'elle n'ait pas à produire de succédanés. Cette question coloniale est développée lors des questions des journalistes : le traité de Versailles empêche l'Allemagne d'obtenir ses propres matières premières et l'a poussée à s'endetter fortement. La seule solution possible est, outre un éventuel accord sur l'endettement, la mise en place d'un domaine colonial. Pour Schacht, si le Reich reçoit des colonies, la question de l'endettement deviendra secondaire.

Devant la presse allemande, le ton est très différent puisque Schacht peut dicter aux journalistes ce qu'ils doivent écrire<sup>1215</sup>. La stabilité sera maintenue, et l'épargnant, l'acheteur et le travailleur ne verront pas diminuer leur pouvoir d'achat. L'Allemagne est prête à des négociations internationales, si on lui permet d'accéder au commerce et qu'on lui accorde des crédits. Elle veut une parité fixe et des garanties de stabilité. Il rajoute, suite à des questions, que l'impact sur les exportations sera faible : d'une part, les prix monteront dans les pays qui ont dévalué et, d'autre part, certains pays ont intérêt à acheter en Allemagne pour permettre à

---

repris les propos de Schacht.

<sup>1213</sup> « Wir sind bereit, in jede internationale Verhandlung einzutreten, die das Ziel wirklich erreicht, welches in der Drei-Mächte-Erklärung angegeben ist, nämlich : Stabilität der Währungen, Freimachung von der Devisen- und Außenhandelskontrolle und Entwicklung zu einem beliebteren, größeren internationalen Handelsverkehr, wie wir ihn früher gehabt haben. » BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3738, p. 107-108

<sup>1214</sup> « Befreiung von den Kontrollen, Wiedereinführung des freien Zahlungsverkehrs, Wiedereröffnung der internationalen Kreditwirtschaft und eine Widererstarkung des internationalen Handels, die dem Tätigkeitsdrang der Völker wieder international Raum gibt, statt daß sie heute versuchen, in ihren eigenen Ländern, Ersatz zu schaffen. » BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3738, p. 109

<sup>1215</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3738, p. 124-139

cette dernière d'obtenir des devises pour rembourser ses emprunts.

Les réactions de la presse étrangère à la prestation de Schacht sont globalement négatives. Certains journaux remarquent ironiquement que Schacht veut se substituer aux journalistes<sup>1216</sup>. D'autres ne croient pas au fait que l'Allemagne soit prête à une coopération internationale<sup>1217</sup>. Peu de journaux reconnaissent que les conditions pour une dévaluation du mark ne sont pas réunies, alors que le message essentiel de la conférence de presse était que l'Allemagne ne dévalue pas. Les questions des matières premières et des dettes extérieures sont passées sous silence. La presse dépouillée par la *Vosta* estime en outre qu'en règle générale les conditions avancées pour rendre possible une dévaluation du mark sont excessives. Le message allemand n'est pas passé à l'étranger.

*Schacht a-t-il proposé une dévaluation du Reichsmark ?*

Dans les déclarations de Schacht du 30 septembre 1936, on constate une contradiction avec ce qui a été dit à Berthelot le 24 juin précédent<sup>1218</sup>. Schacht a-t-il changé d'avis ? La réponse à cette question est éclairée par un passage du journal de Goebbels qui note le 30 septembre 1936 :

« Il [Funk] a empêché l'inflation allemande. Schacht voulait aussi dévaluer. Mais Funk est allé immédiatement chez le *Führer*. Et il est intervenu. »<sup>1219</sup>

Le Président de la *Reichsbank*, rejoint par Funk, secrétaire d'État au ministère de la Propagande, est probablement allé à Berchtesgaden pour discuter des mesures à prendre à la suite de la dévaluation du franc<sup>1220</sup>. Le débat interne à la *Reichsbank* indique toutefois que Schacht a changé d'avis, car, en juillet 1936, la *Vosta* estime une augmentation des exportations à la suite d'une dévaluation impossible.

Ainsi, Schacht n'est pas hostile à une dévaluation mais il y met certaines conditions, notam-

<sup>1216</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank R2501/6994, p. 43-66 « Berlin, den 21. Oktober 1936, Kritik der Auslandspresse zu den Erklärungen des Herrn Präsidenten vom 30.9 und Versuch einer Entgegnung ». Le *Basler Nachrichten* a fait un commentaire ironique.

<sup>1217</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank R2501/6994, The Financial News.

<sup>1218</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Volume II, n° 352, Berthelot à Baumgartner, 24 juin 1936, p. 531

<sup>1219</sup> « Er [Funk] hat die deutsche Inflation verhindert. Schacht wollte auch abwerten. Aber Funk ist gleich zum Führer gegangen. Und er hat eingegriffen. » Joseph Goebbels, *Tagebücher*, Teil I, Band 3/II, 30 septembre 1936

<sup>1220</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/3738, p. 175, *L'information* 30 septembre 1936. Démenti par le *Financial News* du même jour.

ment la signature d'un accord contraignant sur le maintien des parités<sup>1221</sup>. Le ministre veut réinsérer l'Allemagne dans les courants commerciaux et monétaires internationaux pour lui faire profiter de la circulation des capitaux. Il a probablement estimé que les conditions d'une dévaluation du mark ne sont pas réunies en septembre 1936.

En outre, Schacht est parfaitement conscient du poids des dettes allemandes, largement diminué par les dévaluations, malgré les clauses or de certains accords. Le souvenir de l'hyperinflation et l'aventure de la dévaluation du florin de Danzig ont joué en défaveur de la dévaluation du *Reichsmark*. Enfin, le système de contrôle des changes, de subventions aux exportations et d'accords de *clearing* rendent l'impact d'une dévaluation sur les exportations allemandes plutôt faible. Schacht n'a probablement pas exclu une dévaluation du *Reichsmark* du champ des possibles mais les conditions de septembre 1936 ne la permettaient pas.

\*

Hors d'Allemagne, les espoirs placés dans la dévaluation et l'accord tripartite sont très importants « à un moment où les réactions contre le nationalisme et la philosophie d'une économie d'expansion sont désormais communes aux gouvernants et aux peuples<sup>1222</sup>. » En Allemagne même, la situation est plus confuse : la dévaluation est rejetée mais on se déclare prêt à débattre des moyens d'améliorer le commerce. Pour Schacht, l'un des éléments d'éventuelles négociations sont les colonies.

## 2. Schacht continue la relance de la question coloniale (septembre 1936-avril 1937)

Dans la première moitié du mois de septembre 1936 se déroule le congrès du parti à Nuremberg. Il est mitigé pour Schacht. Hitler y revendique en effet des colonies et demande une puissance militaire forte pour l'Allemagne. Mais, il annonce le *Plan de 4 ans* qui implique une plus grande autarcie et ne joue pas en faveur d'une négociation internationale. Enfin, la revendication coloniale de Hitler ne comporte aucune proposition concrète<sup>1223</sup>.

Parallèlement, le gouvernement français consulte les Britanniques. Le 20 septembre 1936, Léon Blum rencontre Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères britannique à Matignon

<sup>1221</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Volume III, n° 351, François-Poncet à Delbos, 14 octobre 1936

<sup>1222</sup> *The Economist*, n° 4858, 3 octobre 1936 « at a point when reactions against economic nationalism and philosophy of expansive economy is now common to the governments and people. »

<sup>1223</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome III, n° 235, Lamarle, chargé d'affaires à Berlin, à Delbos, 10 septembre 1936



et rend compte de ses entretiens avec Schacht<sup>1224</sup>. Le 22 septembre, Delbos, Charles Spinasse, ministre socialiste de l'Économie nationale, Eden et Halifax<sup>1225</sup>, discutent longuement des propositions de Schacht<sup>1226</sup>. Les Anglais souhaitent laisser la porte entrouverte à la négociation mais veulent prendre le temps de peser le pour et le contre. Ils notent la proposition de Schacht d'engagement allemand auprès de la France et du Royaume-Uni à ne pas attaquer l'URSS. Au sujet des colonies, Eden indique qu'il peut faciliter l'accès commercial aux matières premières mais ne peut aller plus loin. De plus, il refuse de faire des propositions à l'Allemagne tant que le Reich ne fera pas connaître le prix qu'elle est prête à payer pour obtenir de colonies. Toutefois, la France reste muette<sup>1227</sup>. Schacht, en décembre, tente de relancer ses propositions.

La dévaluation française, l'accord tripartite et l'absence de réponse française à ses propositions mettent Schacht en position délicate auprès de Hitler. En effet, le Président de la *Reichsbank* rentre de Paris avec un espoir d'accord avec la France et en parle à Hitler qui se laisse convaincre de poursuivre dans cette voie. Cependant, le 26 septembre, les Démocraties occidentales prennent une décision de grande importance, la déclaration tripartite, sans avoir prévenu Schacht, ni officiellement<sup>1228</sup>, ni officieusement. D'après des propos tenus par Auriol à Bullitt, ambassadeur américain à Paris, il semblerait que Schacht ait été mis hors de la confiance par peur d'une collusion entre la *Reichsbank* et la Banque d'Angleterre<sup>1229</sup>. En outre, les Démocraties occidentales ont appréhendé la contradiction entre les propositions de Schacht et la proclamation du *Plan de 4 ans*.

Au milieu du mois d'octobre, Schacht comprend que la position française est limitée par le comportement britannique. Il rappelle alors régulièrement François-Poncet qu'il attend une initiative de la III<sup>e</sup> République et se plaint du comportement de la Banque de France, des difficultés commerciales posées par la dévaluation du Franc et du resserrement des relations entre les Démocraties qui provoque un raidissement de la politique britannique à l'égard de l'Allemagne. Si les conditions pour une dévaluation ne sont pas réunies pour l'Allemagne, il

<sup>1224</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome III, n°269, Corbin (Londres) à Delbos, 21 septembre 1936

<sup>1225</sup> Edward Frederick Lindley Wood, 1<sup>st</sup> Earl of Halifax. Il est en 1936 Lord privy seal, qui lui donne rang de ministre sans portefeuille et droit de siéger au Cabinet.

<sup>1226</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome III, n° 276, Massigli (SDN) à Léger, 23 septembre 1936

<sup>1227</sup> ADAP, Serie C, Band VI, 1, n° 33 « Aufzeichnung des Reichsministers des Auswärtigen Freiherr von Neurath, Berlin, den 14. November 1936 ». François-Poncet explique au ministre que Léon Blum est politiquement sous la pression de la droite et de la gauche dès qu'il s'agit de l'Allemagne.

<sup>1228</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome III, n° 351, François-Poncet à Delbos, 14 octobre 1936

<sup>1229</sup> FRUS, 1936, Volume I, Bullitt au secrétaire d'État, 6 octobre 1936.

se dit prêt à étudier les moyens de ramener l'Allemagne aux côtés des autres puissances pour rétablir en Europe les conditions d'une vie monétaire et économique normale. Dans ce but, il serait heureux de discuter avec la France d'un élargissement du commerce :

« Des propos que m'a tenus M. Schacht, j'ai retiré l'impression qu'à la suite des récents événements, il avait subi d'assez vives attaques et que son crédit personnel traversait, de nouveau, une période de baisse. »<sup>1230</sup>

Schacht veut persuader François-Poncet qu'il a l'appui de Blomberg, Neurath et qu'il peut convaincre Hitler. Cependant, le lendemain de cette discussion, le 14 octobre 1936, Léopold III de Belgique prononce un discours où il proclame l'« indépendance » de son royaume. Dans le contexte d'une fin de fait des négociations sur un nouveau Locarno, l'initiative prise par Schacht en août perd de sa pertinence, d'autant plus que le *Plan de 4 ans* se concrétise. Le 18 octobre 1936, Hitler signe une ordonnance confiant à Göring tout pouvoir pour le *Plan*. Le 23 octobre, Göring publie son premier décret qui met en place une administration du *Plan*, divisée en 6 sections. Or ce décret fait de Göring le second homme du Reich, sans rivaux possible. De l'avis de François-Poncet, Schacht est désormais relégué au second rang<sup>1231</sup>. Pour l'ambassadeur français, ces deux décrets sont également une forme d'avertissement à l'étranger : faire craindre que le Reich ne supprime tout rapport économique avec le dehors. Parallèlement, les dépêches diplomatiques venant de l'ambassade française insistent de plus en plus sur la précarité de la position de Schacht au sein du régime<sup>1232</sup>.

Le 9 décembre 1936 à Francfort<sup>1233</sup>, ce dernier prononce un discours intitulé, dans les archives de la *Reichsbank*, *Why Germany requires colonies!*. Il est immédiatement perçu comme une adresse aux puissances coloniales. Schacht commence par une présentation géographique et démographique de l'Allemagne qui se veut « objective ». Il reprend en réalité l'argument classique d'un pays ayant une population trop grande pour le territoire dont il dispose, situation aggravée par les traités de paix. De plus, les marchés nationaux se ferment et l'Allemagne ne peut compléter sa production agricole et son approvisionnement en matières premières avec les devises obtenues par les exportations. « *Plus personne ne peut utiliser les théories d'Adam Smith* » car en 1936, estime Schacht, le problème est de fournir des emplois

<sup>1230</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome III, n° 354, François-Poncet à Delbos, 14 octobre 1936, p. 543

<sup>1231</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome III, n° 417, François-Poncet à Delbos, 28 octobre 1936

<sup>1232</sup> Par exemple : DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome III, n° 444, Aris, attaché financier, à Baumgartner, Directeur du mouvement général des fonds, 5 novembre 1936.

<sup>1233</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/7034, « *Why Germany requires colonies!* » ou R2501/3738 p. 255-260, Deutsches Nachrichten Büro, 9 décembre 1936.

et non d'acheter les produits les moins chers possibles. Pour toutes ces raisons, l'Allemagne a besoin de colonies.

Comme le note Chantal Metzger<sup>1234</sup>, ce discours est plus exigeant que les propositions d'août 1936. D'après Corbin, ambassadeur français à Londres, il inquiète fortement les autorités britanniques qui le jugent alarmant et tendancieux<sup>1235</sup>. Schacht a accentué ses demandes pour plusieurs raisons. D'une part, il veut pousser la France et le Royaume-Uni à faire des propositions. D'autre part, Schacht doit faire face à la concurrence d'autres dignitaires du régime. Le 15 décembre, quelques jours après le discours de Francfort, Joachim von Ribbentrop revendique des colonies pour l'approvisionnement en matières premières du Reich devant l'*Anglo-German Society* à Londres<sup>1236</sup>.

La publication d'un article dans *Foreign Affairs* de janvier 1937 se fait dans ce cadre de concurrence interne au III<sup>e</sup> Reich<sup>1237</sup>. L'article est dévoilé par la presse allemande dès le 18 décembre<sup>1238</sup>. Pour François-Poncet, après le discours de Francfort et les propos de Ribbentrop, cet article est la troisième des « *sommations d'usage* », dans le cadre d'une tactique ressemblant aux « *trompettes de Jéricho* »<sup>1239</sup>. Un article dans *Foreign Affairs* a un double public : les élites nord-américaines et les élites internationales. Schacht veut toucher le premier, pour faire pression sur les gouvernements des Démocraties occidentales. En effet, il complète la publication de cet article, par une démarche officieuse auprès de Davies, ambassadeur américain à Moscou, exceptionnellement présent à Berlin, à qui il exprime son admiration pour Roosevelt et demande une initiative américaine dans le sens de ses propositions d'août 1936, comme la convocation d'une conférence à Washington<sup>1240</sup>. Il décrit dans un premier temps le rôle de l'Allemagne dans l'économie mondiale : le Reich relie le Sud-est européen et la Scandinavie. S'il est soustrait au marché mondial, l'économie européenne est troublée et l'économie mondiale avec elle. L'Allemagne a besoin des colonies pour jouer son rôle dans l'économie mondiale. Schacht met en outre en avant un argument moral : les traités de paix devaient être fondés sur les *14 points* du Président Wilson, dont le point 5 instaure la notion

<sup>1234</sup> Chantal Metzger, *L'Empire français... op. cit.*, p. 70

<sup>1235</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 152, Corbin (Londres) à Delbos, 15 décembre 1936

<sup>1236</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 174, François-Poncet à Delbos, 19 décembre 1936

<sup>1237</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/7034, p. 72-81 « Deutschlands Kolonialproblem »

<sup>1238</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3739, p. 2, note tapée à la machine. François-Poncet peut ainsi l'évoquer dans une dépêche du 21 décembre 1936 : DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 187, François-Poncet à Delbos, 21 décembre 1936

<sup>1239</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 187, François-Poncet à Delbos, 21 décembre 1936

<sup>1240</sup> FRUS, 1937, Volume I, Davies au secrétaire d'État, 20 janvier 1937, p. 29-31.

de *porte ouverte*. L'Allemagne l'aurait appliqué dans ses colonies. Elle a modérément employé des troupes coloniales, dont l'usage par les Alliés est l'une des causes du désordre actuel au sein des « peuples de couleur » : pour le Reich, les colonies ne sont pas une question d'impérialisme mais d'économie qui est d'autant plus importante que le commerce international et le crédit sont réduits, que les investisseurs ont peur et que les paiements internationaux n'inspirent plus confiance.

En face des puissances coloniales et des pays à large superficie, les « *Have-nots* » – Japon, Italie, Allemagne – ne peuvent augmenter leur superficie alors qu'ils disposent d'une grande population. Le Reich, dans les dernières années, n'a pu conquérir de colonies, il n'a pas de devises pour acheter de matières premières. Elle n'a en conséquence pas d'autre choix que la production de produits de substitution beaucoup trop chers. Elle devra continuer dans cette voie, tant qu'elle n'aura pas de possession coloniale et il n'y aura pas de tranquillité en Europe tant qu'une solution ne sera pas trouvée à ce problème.

Avec des colonies, l'Allemagne pourrait élargir sa production et participer à l'économie internationale. Pour résoudre le problème de l'accès aux matières premières récemment abordé par la SDN<sup>1241</sup>, Schacht estime qu'il y a deux conditions : l'Allemagne veut produire elle-même ses matières premières et sa monnaie doit circuler sur le territoire colonial où elle les produit.

À la publication de l'article, il n'échappe pas à François-Poncet que ces revendications ne sont pas partagées par tous les Allemands. Bien que Hitler ait formulé des revendications coloniales en septembre 1936, *Mein Kampf* n'en contient que peu. Ses revendications ressemblent à un argument destiné à affaiblir encore le traité de Versailles. En outre, dans les milieux dirigeants, certains sont hostiles aux « parti des coloniaux » et préfèrent une expansion en Europe orientale. Les « coloniaux » sont plus raisonnables car ils sont conscients des dangers d'une aventure à l'Est. Les affaires étrangères et l'industrie soutiennent Schacht pour cette raison. Le discours de Francfort ainsi que l'article dans *Foreign Affairs* jouent cependant d'une menace implicite : sans concessions coloniales, Schacht ne peut garantir l'évolution future du Reich. Avec des concessions, un accord sur l'Europe est envisageable, d'après François-Poncet<sup>1242</sup>.

<sup>1241</sup> À l'occasion d'une enquête sur l'accès aux matières premières menée par les Comités économique et financier de l'organisation internationale.

<sup>1242</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 187, François-Poncet à Delbos, 21 décembre 1936

Schacht a réellement peur d'une aventure orientale. Toutefois, il ne donne pas les moyens d'un accord, dans la mesure où il est peu disert sur les concessions que feraient l'Allemagne en cas de colonies. L'ambiguïté des discussions d'août 1936 est toujours pendante : le retour des colonies est-il un préalable à des négociations sans garanties de résultat ou est-ce une contrepartie pour des concessions allemandes ? Les intentions réelles de Schacht et du Reich ne sont pas claires<sup>1243</sup>. En faisant évoluer ses demandes d'un accord économique sur l'exploitation de territoires à la revendication directe de ces territoires, il n'exclut pas un soutien de Hitler car ces colonies peuvent contribuer à rendre à l'Allemagne sa place de grande puissance et correspondent l'abolition d'une clause du traité de Versailles.

Dans un contexte marqué par une « ruée » intérieure sur l'enjeu colonial, l'article de *Foreign Affairs* est aussi une réponse à l'intervention d'Eden à Bradford et aux déclarations de Léon Blum au *News Chronicle*. Blum, par une lettre adressée à Schacht du 18 décembre 1936<sup>1244</sup>, précise que les Britanniques bloquent l'avancée des discussions. Cette lettre n'a pas été trouvée dans les archives mais il est probable qu'elle soit proche en contenu d'un entretien entre Blum et l'ambassadeur allemand à Paris, von Welczeck. Le Président du Conseil estime que les propositions de Schacht rencontrent de lourdes résistances dans l'opinion publique anglaise. Welczeck note que Blum était visiblement nerveux. Le diplomate conclut que la question coloniale ne peut être résolue que dans le cadre d'accords généraux assainissant de manière générale les relations de l'Allemagne avec le Royaume-Uni et la France<sup>1245</sup>.

Par la suite, François-Poncet rappelle à chaque occasion à Neurath<sup>1246</sup> et à Schacht<sup>1247</sup> la volonté française de poursuivre les discussions entamées en août 1936. L'ambassadeur affronte l'amertume du ministre de l'Économie. François-Poncet et le chargé d'affaires Arnal attirent également l'attention d'Yvon Delbos sur les problèmes économiques qui se posent à l'Allemagne. Or en décembre 1936 et janvier 1937, l'Allemagne a conclu des accords de clearing avec la Suisse, la Hollande, le Danemark, la Finlande, l'Iran, l'Afrique du Nord et l'Australie<sup>1248</sup>.

---

<sup>1243</sup> *Idem.*

<sup>1244</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 442, François-Poncet à Delbos, 21 mai 1937, où Schacht évoque cette lettre mais elle n'a pas été retrouvée dans les archives du Quai d'Orsay.

<sup>1245</sup> ADAP, Serie C, Band VI,1, n° 99, « Der Botschafter in Paris Graf von Welczeck an das Auswärtige Amt, Paris, den 17. Dezember 1936. »

<sup>1246</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 211 François-Poncet à Delbos, 26 décembre 1936

<sup>1247</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 230 François-Poncet à Delbos, 31 décembre 1936

<sup>1248</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 297 Arnal à Delbos, 14 janvier 1937

À la fin du mois de décembre 1936<sup>1249</sup> et en janvier 1937, la France bouge : Yvon Delbos transmet au *Foreign Office* une demande de Schacht du 31 décembre 1936 de reprise des discussions. Le Royaume-Uni envoie Leith-Ross à Badenweiler, le 2 février 1937, où Schacht précise qu'il revendique des territoires, sous administration allemande, utilisant la monnaie allemande mais avec une application du principe de la Porte ouverte. Hitler en échange pourrait fournir une assurance de non-agression vis-à-vis de la Russie et de la Tchécoslovaquie. Schacht espère alors des négociations tripartites et éventuellement une conférence convoquée par les États-Unis<sup>1250</sup>. Peu de temps après, Neurath tempère ces contacts. S'il est satisfait de la proposition française de reprendre des négociations sur la base des propositions de Schacht, il refuse tout accord général<sup>1251</sup>.

Par le discours de Bradford en décembre 1936 et une intervention aux Communes du 15 janvier 1937, le secrétaire d'État au *Foreign Office*, Anthony Eden propose une offre économique au Reich à condition qu'elle aille de pair avec un apaisement politique<sup>1252</sup>. Le 24 janvier 1937 à Lyon, Léon Blum déclare que les conversations franco-allemandes ne doivent pas mener à un règlement séparé car la France ne peut pas rester en Europe un spectateur indifférent : la sécurité européenne est indissociable de la sécurité française<sup>1253</sup>.

« On voit l'État allemand tendre en ce moment toute sa science d'organisation et toute la puissance de sa volonté nationale pour surmonter de graves difficultés d'ordre économique. L'idée est donc née spontanément dans beaucoup d'esprits d'une sorte d'échange, d'une sorte de contrat, aux termes duquel l'Allemagne recevrait dans l'ordre économique un concours qu'elle compenserait par une participation satisfaisante au règlement pacifique de la situation européenne. Je ne voudrais pas me placer sur ce terrain. »<sup>1254</sup>

Léon Blum refuse un marchandage de ce type, parce qu'il veut un accord général et non une proposition transitoire. Il continue :

<sup>1249</sup> ADAP, Serie C, Band VI, 1, n° 123 « Generalreferen Herbert L. W. Göring (Reichs- und preußisches Wirtschaftsministerium) an den Vortragenden Legationsrat Sabath, Berlin, den 4. Januar 1937 » avec en pièce jointe au document une note sur un entretien avec François-Poncet du 28 décembre 1936, où le Français parle d'un « beau message de Noël » et déclare que la France est prête à des négociations sur la base de l'échange Blum-Schacht d'août et septembre 1936. Il précise qu'une note a été envoyée aux Britanniques.

<sup>1250</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 311 Corbin (Londres) à Delbos, 18 janvier 1937 et la note sur Frederick Leith-Ross.

<sup>1251</sup> ADAP, Serie C, Band VI, 1, n° 152 « Der Reichsminister des Auswärtigen Freiherr von Neurath an die Botschaft in Paris (Berlin, den [—] Januar 1937) »

<sup>1252</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 325, Corbin à Delbos, en note, 20 janvier 1937

<sup>1253</sup> Léon Blum, *L'exercice du pouvoir. Discours prononcés de mai 1936 à janvier 1937*, Paris, NRF Gallimard, 1937, p. 167-171.

<sup>1254</sup> *Ibidem*, p. 169

« Dans l'état présent de l'Europe, alors que la sensibilité des peuples est soumise depuis de longs mois à un régime de secousses périodiques, alors que la concurrence des armements se poursuit partout sur un rythme encore plus rapide qu'avant la guerre, comment des accords économiques pourraient-ils se concevoir, indépendamment du règlement politique ? »<sup>1255</sup>

Léon Blum propose donc des négociations économiques mais veut éviter le risque qu'une aide se retourne contre les démocraties en se transformant en armement. L'idée est alors d'associer un accord économique à un accord de désarmement, pour éviter le déclenchement d'une crise intérieure par l'arrêt brutal des politiques d'armements. En outre Blum et Delbos ont discuté seuls d'un possible plan colonial pour permettre à l'Allemagne d'obtenir des matières premières. L'idée est de mettre une partie des colonies africaines dans un « pot commun » géré par l'ensemble des nations coloniales et l'Allemagne qui retrouverait une souveraineté politique sur le Cameroun et économiquement exploitée par un consortium international. Parallèlement, l'Allemagne accepterait une limitation des armements<sup>1256</sup>.

Si Schacht accueille ce discours de manière plutôt favorable<sup>1257</sup>, la réponse de Hitler au discours de Blum lors de son discours pour l'anniversaire de la prise de pouvoir, le 30 janvier 1937, n'est pas directe. En effet, le chancelier proclame le retrait de la signature de l'Allemagne pour l'article 231 du traité de Versailles. Il rappelle que le *Plan de 4 ans* est irrévocable tout en proclamant la volonté de l'Allemagne de commercer. En raison du bolchevisme, Hitler estime qu'il ne peut plus y avoir de désarmement concerté. Il renouvelle les prétentions coloniales de l'Allemagne, en insistant sur le fondement économique « naturel » de ces revendications. Il annonce sa volonté de garantir les frontières de la Belgique et des Pays-Bas et tient ensuite des propos qualifiés d'« obscurs » par François-Poncet sur l'Europe orientale. La France est presque totalement passée sous silence, Hitler se contentant de rappeler qu'après la remilitarisation de la Rhénanie, il n'y a plus de conflits entre les deux pays. En somme, un discours vague, où le dialogue reste possible mais sans que la France ou le Royaume-Uni puissent savoir à quoi s'attendre. Pour François-Poncet, Hitler attend la suite des événements<sup>1258</sup>.

« Les sarcasmes que M. Hitler a lancés hier contre les économistes et les techniciens n'ont pas dû beaucoup plaire à M. Schacht, dont ils visaient indirecte-

---

<sup>1255</sup> *Idem*

<sup>1256</sup> FRUS, 1937, Volume I, Bullitt au secrétaire d'État, 20 février 1937, p. 48 et suivantes.

L'ambassadeur américain à Paris William Bullitt rapporte ici une discussion qu'il a eue avec Delbos.

<sup>1257</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 351, François-Poncet à Delbos, 26 janvier 1937

<sup>1258</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 373, François-Poncet à Delbos, 30 janvier 1937

ment l'attitude critique à l'égard du plan de 4 ans. »<sup>1259</sup>

Ainsi, estime l'ambassadeur, Hitler penche du côté des radicaux désirant l'application intégrale du programme nazi mais ne rompt pas encore avec les modérés conscients des problèmes économiques, ce qui rend tout son discours flou. L'ambassadeur note néanmoins que le chancelier s'est montré le plus radical sur le plan économique, insistant sur la nécessité de l'accroissement systématique de la production et de la consommation intérieure<sup>1260</sup>.

En mars 1937, Schacht doit à nouveau faire face à la concurrence de Ribbentrop qui demande le 1<sup>er</sup> mars à Leipzig un retour des colonies sans contrepartie car les mandats étaient provisoires<sup>1261</sup>. Frederick Leith-Ross, à Genève, lors d'une réunion du comité des matières premières de la SDN, répond par une fin de non-recevoir « *plutôt rude* ». Cette dernière cause une pénible impression sur Schacht et son entourage car Leith-Ross a toujours été vu comme favorable à l'Allemagne. Cependant, le discours du conseiller du gouvernement britannique est plus une réponse à Ribbentrop qu'à Schacht car les revendications coloniales des deux hommes sont très différentes<sup>1262</sup>.

### 3. La question coloniale pendant la mission van Zeeland

Parallèlement aux initiatives prises par Schacht, des techniciens tentent de pousser leurs gouvernements à prendre une initiative. Cette dernière est finalement prise par les gouvernements français et britannique en avril 1937, début de la mission van Zeeland. Comment Schacht se comporte-t-il pendant cette mission ?

#### *a. Prémises : le « ballet diplomatique » des techniciens*

Dès octobre 1936 naît l'idée de la mission van Zeeland. D'octobre à décembre 1936, se déroule un « ballet diplomatique » de techniciens<sup>1263</sup>. Le financier belge Max Horn, ami de van Zeeland et de Neville Chamberlain, chancelier de l'Échiquier conservateur de Grande-Bretagne, se rend aux États-Unis. Léon Blum envoie Jacques Rueff, inspecteur des finances, directeur adjoint puis directeur du Mouvement général des Fonds, à Londres pour discuter de la convocation éventuelle d'une conférence. Van Zeeland se rend lui-même à Londres les 27

<sup>1259</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 378, François-Poncet à Delbos, 31 janvier 1937

<sup>1260</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 386, François-Poncet à Delbos, 2 février 1937

<sup>1261</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 62, François-Poncet à Delbos, 4 mars 1937

<sup>1262</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 101, François-Poncet à Delbos, 13 mars 1937

<sup>1263</sup> Michel Dumoulin, « La mission van Zeeland, essai de clearing diplomatique de l'apaisement



et 28 novembre 1936. Ce « ballet » aboutit à un retour de la discussion autour des dettes interalliées, à l'initiative de Paul van Zeeland et d'Emmanuel Mönick, inspecteur des finances et attaché financier français à Londres. Le but est d'intéresser les États-Unis au sort européen. Mönick envoie un mémorandum à William Bullitt, ambassadeur américain à Paris, le 22 novembre 1936, et ne met au courant son gouvernement que le 22 décembre 1936<sup>1264</sup>. Les États-Unis ne peuvent accepter une discussion sans qu'il y ait au préalable une négociation franco-allemande. Si un plan financier en Europe orientale pour « acheter la paix » est possible, il passe par un paiement des dettes interalliées, afin de permettre d'améliorer le crédit international de cette région et de l'Allemagne. Mais pour qu'un paiement des dettes interalliées ait cet effet, il est nécessaire de suivre la demande américaine de négociations franco-allemandes. Pour éviter des conversations bilatérales, Mönick propose des contacts officieux avec Schacht. Les résultats de l'action de Mönick sont maigres mais deux idées s'imposent : la nécessité de faire revenir les États-Unis dans le jeu européen et des négociations avec l'Allemagne en évitant qu'elles soient bilatérales. En outre, en janvier et en février 1937, Paul van Zeeland, soutenu par Frederick Leith-Ross, propose d'aller aux États-Unis pour négocier les dettes de guerre. Comment faire face à l'ambiguïté de la position américaine et aux doutes planant sur l'efficacité de l'accord tripartite<sup>1265</sup>, tout en négociant avec l'Allemagne sur un plan plurilatéral ?

La réponse est donnée le 3 avril 1937 : les gouvernements français et britanniques annoncent qu'ils confient à Paul van Zeeland « une enquête sur les possibilités d'obtenir une réduction générale des mesures de contingentement et des autres obstacles au commerce international afin de donner effet à la déclaration tripartite du 25.09.1936 ».

Cette mission intéresse au premier plan Schacht. Pris dans les conflits structurels entre les diverses institutions et personnalités du III<sup>e</sup> Reich, affaibli face aux concurrents membres du parti mais pouvant encore utiliser ses relations internationales auprès de Hitler, Schacht joue, avec la mission van Zeeland, sa dernière carte. Après une description générale de la mission van Zeeland, nous analyserons le rôle joué par Schacht puis les raisons « allemandes » de

---

(1937-1938) », *Relations internationales*, 1984, p. 357

<sup>1264</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 193, note de l'attaché financier de France à Londres, 22 décembre 1936

<sup>1265</sup> Le gouvernement britannique refuse l'interprétation de l'accord par le Front Populaire qui estime que la Banque d'Angleterre, en conséquence de l'accord, devrait aider la Banque de France à défendre le franc. DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome IV, n° 458, note du gouvernement français au chancelier de l'Échiquier du 17 février 1937 et n° 473, note du gouvernement britannique au gouvernement français du 19 février 1937.

l'échec de la mission<sup>1266</sup>.

*b. Déroulement de la mission*

Selon les réactions de la presse à l'annonce de la mission<sup>1267</sup>, le comportement de tous les pays impliqués dans cette mission pose problème : les États-Unis et leur isolationnisme, la France, ses agriculteurs et ses ennuis monétaires, le Royaume-Uni et sa préférence impériale... La clé de sa réussite est cependant le comportement du Reich et des contreparties que les Démocraties peuvent lui accorder.

La mission est menée par deux hommes : van Zeeland, naturellement, et Maurice Frère, un financier belge. Ils parcourent tous deux les grandes capitales européennes pendant plusieurs mois et le Premier Ministre belge se rend à Washington. La mission se déroule en trois phases. La première se termine avec le retour de van Zeeland des États-Unis au début du mois de juillet. La seconde est marquée par l'enlisement de la mission pendant l'été et le début de l'automne 1937. La troisième débute avec les départs de van Zeeland et de Schacht en novembre et mène à la publication d'un rapport désormais peu crédible en janvier 1938.

Pendant la première phase, Frère et van Zeeland préfèrent isoler la France qui demande à leur goût trop de concessions politiques de la part de l'Allemagne, pour s'appuyer sur le Royaume-Uni. Cependant, Paris et Londres restent très floues sur leurs intentions. Les contacts avec les Allemands, notamment Göring et Schacht, sont plutôt positifs dès le mois d'avril, mais la résolution de la question coloniale est posée comme préalable à d'éventuelles négociations. Van Zeeland part ensuite pour Washington, où il obtient une faible concession des États-Unis. Roosevelt et Hull acceptent en effet de participer à une réunion informelle avec les Démocraties mais veulent, d'une part, que l'initiative vienne des Européens, après qu'ils se soient mis d'accord sur les grands principes d'une telle réunion, et, d'autre part, que la Clause de la Nation la plus favorisée soit réintroduite pour abaisser les barrières douanières liées aux régimes de préférences impériales ou à l'autarcie<sup>1268</sup>.

De retour des États-Unis, van Zeeland affronte une crise politique intérieure belge. Frère re-

<sup>1266</sup> Pour plus de précisions sur la mission van Zeeland, nous renvoyons à l'article de Michel Dumoulin dans *Relations internationales* déjà cité, ainsi qu'à notre mémoire de DEA, déjà cité.

<sup>1267</sup> Frédéric Clavert, *La mission van Zeeland... op. cit.*, p. 34 à 37

<sup>1268</sup> Sur ce voyage : DDF, 2<sup>e</sup> série, tome 6, n° 197, Henry à Delbos, 7 juillet 1937, Michel Dumoulin, « La mission van Zeeland... » *op. cit.* p. 366, Frédéric Clavert, *La mission van Zeeland... op. cit.*, p. 48.

prend la mission qui entre dans la seconde phase, marquée par son enlisement. L'Allemagne et la France concluent un accord de clearing, interprété comme un pas vers la paix et l'amélioration du commerce international<sup>1269</sup>. Deux écueils apparaissent : d'une part, Londres désire temporiser et d'autre part le Comité économique de la SDN veut limiter la portée de la mission en la réduisant à des aspects techniques d'application de l'accord tripartite de septembre 1936. Van Zeeland et Frère espéraient organiser une rencontre informelle entre les Démocraties pour préparer une seconde phase avec l'Italie et l'Allemagne. Elle est repoussée à octobre par Londres et acceptée, avec réserves, par Paris. Cependant, le roi des Belges et son Premier Ministre tentent, sans succès, de relancer la mission en publiant une lettre de Léopold III dans la presse le 24 juillet 1937. Elle préconise la création d'un organisme international d'études économiques universel, permanent et indépendant qui devrait trouver une solution aux problèmes de l'inégale répartition des matières premières et de l'égalité entre nations industrielles et agricoles. Elle est bien accueillie par les milieux économiques allemands car un tel organisme permet des négociations économiques sur les matières premières hors de la SDN<sup>1270</sup>. Au Royaume-Uni, on craint que cette proposition ne fasse de l'ombre à la SDN<sup>1271</sup>.

Cette lettre échoue à relancer la mission, qui, désormais, rencontre l'opposition du Royaume-Uni, de la Société des Nations et affronte la radicalisation de la politique économique du régime nazi. De plus, la France est fragile : Léon Blum a dû laisser sa place au radical Camille Chautemps, et le Franc a été à nouveau dévalué en juin. À la fin du mois de septembre, la mission van Zeeland est sérieusement compromise alors que, parallèlement, le Premier Ministre bute sur des difficultés intérieures, dont un scandale qui le touche directement<sup>1272</sup>. Il démissionne le 24 novembre 1937, deux jours avant le renvoi de Schacht. Or ce second événement pose à nouveau la question de l'Allemagne : si un modéré est parti, quel peut être le comportement futur du Reich ?

Pendant la troisième phase, van Zeeland termine sa mission comme simple particulier. Aux mois de novembre, décembre et janvier ont lieu les dernières consultations. Eden vient à Bruxelles mois. En décembre, van Zeeland rencontre Galeazzo Ciano, ministre italien des Affaires étrangères. En janvier, van Zeeland rencontre Chamberlain, devenu Premier Mi-

<sup>1269</sup> *The Times*, 12 juillet 1937

<sup>1270</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome 6, n<sup>o</sup> 279, François-Poncet à Delbos et *Le Temps*, 26 juillet 1937

<sup>1271</sup> *Daily Telegraph* du 27 juillet 1937, *Sunday Times* et *Times* du 26 juillet 1937

<sup>1272</sup> Vincent Dujardin et Michel Dumoulin, *Paul van Zeeland... op. cit.*, p. 102.

nistre, et Leith-Ross et, parallèlement, rédige son rapport, rencontre l'italien Stoppani à Genève qui lui conseille la prudence dans la rédaction de son rapport. Le 18 janvier, la chute du premier gouvernement Chautemps repousse la publication du rapport : le 26, les gouvernements français, anglais et Joseph Avenol, secrétaire général de la SDN, le reçoivent. Il est officiellement publié le 28.

### *c. Schacht pendant la mission van Zeeland*

Schacht tente d'orienter la mission tant qu'il est ministre. Le contexte du régime nazi est particulier, dans la mesure où l'équilibre entre les conservateurs et les nazis s'est transformé en faveur des seconds. François-Poncet note au début de la mission que les hauts fonctionnaires qui se sont ralliés au régime critiquent néanmoins la politique suivie par les nazis, tout comme Schacht et Ludwig Beck, chef de l'État-Major de l'armée de terre, au quartier général de la *Wehrmacht*<sup>1273</sup>. Les Français s'interrogent sur les buts de Schacht : cherche-t-il de l'aide en échange d'un retour à l'économie libérale ou veut-il permettre à Göring d'achever son plan quadriennal<sup>1274</sup> ? L'Allemagne et Schacht attirent l'attention de la mission sur l'accès du Reich aux matières premières et aux colonies. Mais les propositions économiques ne peuvent aller sans concessions politiques. Quelle est la marge de manœuvre de Schacht ?

### *Le voyage à Bruxelles*

Schacht se rend à Bruxelles au début de la mission, pour une visite de politesse auprès de la Banque Nationale Belge qui s'insère d'après *Le Temps* du 15 avril 1937, dans le « plan d'ensemble » de Schacht développé depuis août. Peu de temps avant son départ, Schacht annonce à l'*Auswärtiges Amt* qu'il ne veut pas passer sous silence la question d'Eupen et Malmédy et qu'il a l'intention d'évoquer la question coloniale, même s'il pense que cette question doit rester uniquement économique dans un premier temps<sup>1275</sup>.

À Bruxelles, le Président de la *Reichsbank* rencontre Léopold III, Henri de Man, ministre des Finances, Franck, le gouverneur de la banque centrale, et Paul van Zeeland<sup>1276</sup>. Le 13 avril

<sup>1273</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 272, François-Poncet à Delbos, 14 avril 1937.

<sup>1274</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 322, François-Poncet à Delbos, 22 avril 1937, Lefeuve, attaché commercial à Berlin, à Bastid, ministre du commerce et de l'industrie, 21 avril 1937 en annexe

<sup>1275</sup> ADAP, Serie C, Band VI, 2, n° 307 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats von Rintelen, Berlin, den 8. April 1937 »

<sup>1276</sup> Schacht a transmis son rapport sur ces entrevues in ADAP, Serie C, Band VI, 2, n° 316, « Der Gesandte in Brüssel Freiherr von Richthofen an das Auswärtige Amt, Brüssel, den 14. April 1937 ». Le premier document joint concerne la rencontre de Schacht avec le roi du 13 avril 1937 ; le second do-

1937, Schacht s'entretient seul avec le roi. Après les politesses d'usage, Léopold aborde immédiatement le domaine économique. Schacht lui décrit la volonté d'amélioration des relations économiques internationales, de coopération avec une nouvelle SDN séparée du traité de Versailles et sans clause de sanction et d'une certaine limitation des armements. En échange, l'Allemagne espère nourrir et occuper sa population par la mise en place d'un « champ d'action » colonial (*koloniales Aktionfeld*). Il s'inquiète de la lenteur de la réaction de l'Angleterre sur le sujet des colonies. Les deux hommes évoquent ensuite l'Espagne, la menace soviétique, l'Autriche et le sujet de la coopération avec les puissances occidentales. Schacht propose une discussion entre quelques personnes sur les problèmes, de manière officielle qui auraient de l'autorité et connaîtraient bien leur pays et espère que la mission van Zeeland ira dans ce sens.

Schacht rencontre ensuite De Man, qu'il connaissait avant cette visite<sup>1277</sup>. L'entretien a pour sujet essentiel la question de l'amélioration de la situation économique et politique, notamment en vue d'intégrer à nouveau l'Allemagne dans le circuit économique international. De Man approuve le Président de la *Reichsbank* sur la question coloniale mais insiste sur la nécessité d'aligner le *Reichsmark* sur les autres monnaies. Schacht rappelle qu'il est prêt à un alignement des monnaies, sous condition de la mise en place d'un système fixe de parité des monnaies servant de fondement au commerce international.

Schacht petit déjeune le 16 avril chez Franck, gouverneur de la Banque nationale de Belgique, avec le ministre allemand à Bruxelles, von Richthofen et le couple van Zeeland. Le Premier Ministre et Schacht, qui ont travaillé ensemble à la BRI, discutent ensuite seuls dans le parc. Dans un premier temps, l'échange est similaire aux entretiens avec le roi et De Man. Le Belge se montre ouvert sur la question coloniale et aborde ensuite le sujet de sa nouvelle mission. Il indique qu'il veut d'abord se renseigner et indique à Schacht que Maurice Frère se rendra à Berlin. Schacht indique qu'il reste des questions à résoudre entre leurs deux pays, comme celle d'Eupen et Malmédy, dont le règlement permettrait une amélioration de leurs relations. Van Zeeland s'abstient de répondre.

En fin d'après-midi, Schacht rend officiellement visite à van Zeeland, en compagnie de von

---

cument joint raconte la rencontre avec De Man ; le troisième document joint concerne le petit déjeuner avec Franck, von Richthofen et van Zeeland et sa femme ; le quatrième document joint raconte la visite officielle auprès du Premier Ministre Paul van Zeeland.

<sup>1277</sup> Hjalmar semble connaître De Man car sa fille, Inge Schacht, sociale-démocrate, a travaillé avec De Man. Il est possible aussi que les deux hommes se soient rencontrés à l'occasion de négociations in-

Richthofen. Le Président de la *Reichsbank* rappelle sa démarche auprès de Blum et explique que le Président du Conseil a pris contact avec l'Angleterre, sans résultats. En effet, les Britanniques, pense Schacht, ne prennent pas la mesure de l'importance de ses propositions. Il estime que la situation européenne a été aggravée par l'absence de suite à sa visite à Paris. Van Zeeland promet qu'il s'entretiendra de cette question avec Eden lors de son passage à Bruxelles (25-27 avril). Schacht explique ensuite qu'il s'oppose à toute conférence mondiale s'il n'y a pas un accord préalable entre les Puissances. Il pense notamment à des discussions entre la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, par le biais d'un contact entre quelques personnalités, conformément à la proposition royale. Le Président de la *Reichsbank* a, d'après les propos de van Zeeland à Eden le 26 avril 1937, expliqué que si l'Allemagne n'obtenait pas de colonies, elle serait soumise soit à un effondrement interne, soit à une aventure extérieure. Il dépeint sombrement à van Zeeland l'état de l'économie allemande<sup>1278</sup>. Néanmoins, Schacht ne semble pas avoir pleinement convaincu le Premier Ministre qui estime que les matières premières dont le Reich a besoin ne se trouvent pas dans les colonies. Van Zeeland estime manifestement que la situation allemande est particulièrement difficile et considère comme très important de montrer à Schacht qu'il veut améliorer la situation.

La visite de Schacht à Bruxelles a pour conséquence de relier la mission van Zeeland à ses propositions d'août 1936. Le ton du banquier central est immédiatement très négatif et relève soit de la volonté d'impressionner, soit de la conscience de la fragilité économique du Reich. Le problème reste de savoir si les autres dirigeants du III<sup>e</sup> Reich, Hitler en premier lieu, soutiennent le Président de la *Reichsbank*. Or, en France, on doute qu'il représente le parti et le régime et l'on considère que ses propositions sont combattues au sein même du Reich<sup>1279</sup>.

#### *Frère à Berlin*

Maurice Frère est envoyé à Berlin le 29 avril 1937. Schacht fait circuler des instructions pour uniformiser le discours des Allemands qui rencontreront le financier belge<sup>1280</sup>. L'Allemagne est prête à collaborer loyalement aux échanges de biens internationaux. Le contrôle des

---

ternationales.

<sup>1278</sup> ADAP, Serie C, Band VI, 2, n° 344 « Aufzeichnung des britischen Außenministers Eden, Foreign Office, 29. April 1937 »

<sup>1279</sup> ADAP, Serie C, Band VI, 2, n° 328 « Botschaftsrat Forster (Paris) an das Auswärtige Amt, Paris, den 21. April 1937 »

<sup>1280</sup> ADAP, Serie C, Band VI, 2, n° 346 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Ritter, Berlin, den 30. April 1937 ». BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7035, p. 142-143, « Sprachregelung gegenüber Frère ».

changes et le *Nouveau Plan* ne peuvent être supprimés pour le moment, car, au vu de la rareté de certains biens sur le marché allemand, les importations marqueraient un bon et provoqueraient un nouvel endettement de l'Allemagne et une dévalorisation du *Reichsmark*, enclenchant ainsi un processus de fuite des capitaux. Pour éviter cette suite d'événements, le problème des matières premières d'une part et celui des dettes d'autre part doivent être réglés. Le Reich accueillerait avec joie tout progrès vers la fin des barrières au commerce mais elle désire avant tout disposer d'une base d'approvisionnement plus importante. Dans ce but, l'Allemagne souhaite disposer d'une meilleure base de production des matières premières et donc d'un territoire colonial, avec direction et monnaie allemandes.

Frère s'entretient également avec le Président de la *Reichsbank* qui insiste sur l'importance d'un commerce ravivé<sup>1281</sup>. Avant la Grande Guerre, le commerce était élargi par les investissements dans les nouveaux pays comme l'Argentine ou les États-Unis. Aujourd'hui, ces investissements pourraient se faire en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est, mais le crédit n'est plus sûr. En outre, les paiements internationaux ne sont pas libres et les facteurs politiques et psychologiques forment une barrière au commerce. Ces derniers sont pour une grande partie la cause du dysfonctionnement des monnaies et du crédit : les traités de paix, le non-respect de la propriété étrangère, la « question juive » comme problème international, les sanctions prévues à l'article 16 du pacte de la SDN et l'intervention dans les problèmes d'autres États<sup>1282</sup>.

D'après Schacht, toute régulation du commerce international est une action politique. Si une solution peut être trouvée, l'Allemagne doit y participer, surtout au vu de ses relations avec la Pologne et les pays du sud-est européen.

« Plus un peuple va mal, plus des idées simplistes s'y développent. Quand on pousse un peuple au désespoir, ce peuple réagit avec de telles idées. Ces idées simplistes ne peuvent être vaincues que lorsqu'on vainc les raisons de l'état d'urgence. »<sup>1283</sup>

Il n'envisage pas de changement de frontières sans violence, à l'exception d'Eupen et Malmédy, du Schleswig ou de Danzig. Mais l'Allemagne n'est plus dans la situation de 1913 car

<sup>1281</sup> ADAP, Serie C, Band VI, 2, n° 352 « Aufzeichnung des Ministerialdirektors Ritter, Berlin, den 3. Mai 1937 ». BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7035, p. 145-150.

<sup>1282</sup> C'est une référence à l'activité du Komintern.

<sup>1283</sup> « Je schlechter es einem Volk gehe, um so einseitigere Ideen würden in diesem Volk entwickelt. Wenn man ein Volk zur Verzweiflung treibe, reagiere dieses Volk eben mit solchen Ideen. Diese einseitigen Ideen können nur beseitigt werden, wenn man die Gründe für den Notstand beseitige. » *Idem*.

elle n'a plus de colonies et quasiment plus d'investissements à l'étranger. L'argument expliquant que les colonies ne fourniraient pas assez de matières premières n'est pas valable car toutes les potentialités n'en étaient pas encore exploitées. Sans colonies, il n'y a pas de règlement possible pour les problèmes internationaux.

Cependant le retour des colonies ne peut permettre une fin immédiate au contrôle des changes car il y a risque de fuite des capitaux : les matières premières n'étant pas couvertes, la balance commerciale serait en danger. Le remboursement des dettes deviendrait alors impossible et les prix risqueraient d'augmenter. Il faudrait d'abord une limitation des mouvements des capitaux pour un certain temps. Le commerce pourrait s'accroître, facilité notamment par une consolidation de l'endettement, par la diminution des taux d'intérêt et éventuellement un moratoire des paiements. Les parités des monnaies seraient fixées et l'Allemagne devrait acquérir à nouveau un stock d'or. Frère rencontre ensuite Göring qui tient un discours proche<sup>1284</sup>.

Une fois Frère reparti, Schacht prépare un second voyage à Paris, à l'occasion de l'exposition universelle. Il ne bénéficie désormais plus de la confiance des Français. François-Poncet constate que Schacht, « fer de lance » des demandes coloniales, les affirme de manière très brutale, en échange de concessions très floues. En outre, il a ajouté, en accord avec Göring, des conditions au retour de l'Allemagne à la SDN. L'ambassadeur remarque que Schacht est peu enclin à faciliter les compromis permettant de conclure les négociations commerciales en cours depuis trois mois. François-Poncet conclut : il ne faut pas attendre de la prochaine visite de Schacht une nouvelle impulsion<sup>1285</sup>. En outre, il est désormais d'avis que la question coloniale et les revendications allemandes à ce propos doivent s'articuler avec les buts plus généraux de la politique allemande : la *Gleichberechtigung* et la politique en Europe centrale<sup>1286</sup>.

### À Paris

Le pavillon allemand de l'exposition universelle est inauguré par Schacht. Côté français, on est prêt à lui proposer des discussions avec Leith-Ross et Rist pour savoir à quel programme économique l'Allemagne pourrait se rallier<sup>1287</sup>. Les Britanniques ne consentent qu'à envoyer l'attaché financier de l'Ambassade britannique à Paris et refusent toute évocation de la ques-

<sup>1284</sup> *Idem.*

<sup>1285</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 436, François-Poncet à Delbos, 19 mai 1937.

<sup>1286</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 440, François-Poncet à Delbos, 20 mai 1937

<sup>1287</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 420, Note de la direction politique, visite du Dr Schacht à Paris, 11 mai 1937



tion coloniale<sup>1288</sup>.

François-Poncet s'entretient avec Schacht quelques jours avant le départ de ce dernier pour Paris, le 21 mai 1937<sup>1289</sup>. Schacht se plaint du comportement de la presse française qui attend une annonce sensationnelle de sa part, mais il a seulement l'intention de voir et d'écouter et ses propos d'août sont toujours valables. Pour les relancer, il rejette la proposition française de rencontres avec Leith-Ross et Rist<sup>1290</sup>. Il propose des prises de contacts à la BRI, afin de préciser les questions négociables avant une intervention officielle des gouvernements, mais il refuse en attendant toute discussion de ce type à Paris.

Parallèlement, Neurath s'emploie à limiter la portée des propos de Schacht sur les colonies, estimant que ses conceptions coloniales sont plus radicales que celles de Hitler<sup>1291</sup>. D'après François-Poncet, les Allemands tentent de se rapprocher des Britanniques pour les séparer des Français et, à cette fin, écartent la question des colonies.

Malgré toutes ces préventions, les Français sont enthousiastes. Leur perception de l'économie l'explique peut-être. En effet, une note française sur l'économie allemande parvenue à l'*Auswärtiges Amt* et transmise à Blessing par Ritter décrit une économie allemande au bord du gouffre<sup>1292</sup>, qui ne dispose pas de matières premières suffisantes, manque de biens alimentaires et agricoles et de possibilité de travail. Cette même note estime que le budget allemand est dans un état catastrophique.

Schacht se rend à Paris du 25 au 29 mai 1937. Son séjour commence le 26 mai 1937 par un discours pour l'inauguration du pavillon allemand à l'exposition internationale. Après les passages obligés sur la France et le bienfait de ce type d'exposition, Schacht revient sur la situation économique, les matières premières, l'endettement et le *clearing*. La situation est entre les mains des politiques. Après une référence aux négociations commerciales franco-allemandes en cours, le Président de la *Reichsbank* qualifie de grotesque le fait que

<sup>1288</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 429, Compte-rendu. Conclusions des échanges de vues entre MM. Yvon Delbos et Anthony Eden (chez le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères), le samedi 15 mai 1937.

<sup>1289</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 442, François-Poncet à Delbos, 21 mai 1937

<sup>1290</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 442, François-Poncet à Delbos, 21 mai 1937. Lettre qui n'a pas été retrouvée.

<sup>1291</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 447, François-Poncet à Delbos, 22 mai 1937

<sup>1292</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6994, p. 279, lettre de Blessing du 22 mai 1937 et p. 280-281, lettre de Ritter à Blessing du 21 mai 1937.

l'Allemagne n'ait pas de colonies<sup>1293</sup>.

Schacht rencontre ensuite Vincent Auriol en présence de Rueff et de Hemmen, chef de la délégation allemande pour les négociations commerciales<sup>1294</sup>. Les Français attendent du ministre allemand qu'il fasse des propositions pour débloquer ces négociations qui piétinent depuis l'automne 1936. Deux problèmes restent à résoudre : le taux d'intérêt et la clause or. Les Français refusent de diminuer le taux d'intérêt et Schacht estime que c'est la « clause or ou la paix »<sup>1295</sup>. Le hiatus entre les deux côtés est très important : Schacht se déclare déçu par Léon Blum qui lui a adressé une lettre enterrant ses propositions d'août 1936<sup>1296</sup> et déclare devoir transmettre au *Führer* l'absence de terrain d'entente. Schacht est navré par l'atmosphère de méfiance qu'il rencontre à Paris.

Le même jour, il prononce un discours devant la Chambre allemande de Commerce de Paris<sup>1297</sup>. Il rappelle à nouveau les problèmes du Reich pour s'approvisionner en matières premières, en devises et en or. Ces difficultés sont liées à la fermeture des marchés étrangers, qui a poussé l'Allemagne à mener une politique de création de succédanés et à lancer le *Plan de 4 ans*. Les matières premières sont le sujet le plus important des négociations franco-allemandes et Schacht veut améliorer les moyens de paiement pour faciliter les exportations françaises en Allemagne. Il propose notamment d'échanger du charbon allemand contre des matières premières des colonies françaises.

Le lendemain, Schacht rencontre Blum<sup>1298</sup>. Ce dernier se défend d'avoir fait échouer les négociations sur les colonies. Il rappelle que la lettre du 18 décembre 1936 a été suivie du discours de Lyon, auquel l'Allemagne n'a pas répondu. Blum explique que la question coloniale ne peut être considérée comme un préalable à des négociations et souhaite d'abord un règlement politique. Pour Blum, les négociations doivent être multilatérales et porter sur un plan plus vaste qu'un « nouveau Locarno ». Il veut des négociations sur trois bases : un règlement général des problèmes européens, une limitation des armements et rassembler les conditions

---

<sup>1293</sup> BARCH, Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3740, p. 86-89, « Ansprache des Reichswirtschaftsministers Reichsbankpräsident Dr. Schacht bei der Feier der Eröffnung des Deutschen Hauses auf der Internationalen Ausstellung 1937 zu Paris am 26. Mai 1937 ».

<sup>1294</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n°462, Compte-rendu, résumé d'une conversation entre M. Vincent Auriol et le Dr Schacht, 27 mai 1937

<sup>1295</sup> *Idem*.

<sup>1296</sup> La fameuse lettre inconnue du 18 décembre.

<sup>1297</sup> BARCH, Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3740, p. 99-106, « Rede des Reichsbankpräsidenten Dr Schacht in der Deutschen Handelskammer Paris am 27. Mai 1937 ».

<sup>1298</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome V, n° 470, Compte-rendu conversation du Dr Schacht avec M. Léon Blum le

de l'entrée de l'Allemagne à la SDN.

Enfin, Schacht rencontre le Comité France-Allemagne<sup>1299</sup>. Ses propos sont alors sensationnels : l'Allemagne offrirait des garanties de paix en Europe, ainsi que le retour dans une SDN modifiée, et ferait des propositions sur la matière et la mesure de l'armement. En échange, le Reich obtiendrait une activité coloniale raisonnable.

Le bilan du voyage de Schacht à Paris est contrasté. Pour les négociations commerciales en cours, Schacht utilise finalement les attentes françaises de règlement général des problèmes européens pour obtenir des concessions françaises dans les négociations commerciales en cours. Pour Schacht, la priorité n'est pas à un règlement général mais bien à obtenir l'accord commercial le plus favorable possible. Lors de ce voyage, les questions coloniales sont au second plan, servant d'abord de moyen de pression. Cette tactique fonctionne : les propositions d'août 1936 restent sans suite mais les négociations commerciales sont relancées à l'initiative de l'Allemagne le 27 mai 1937. Schacht a en outre tenté un coup de *bluff*, il demande la diminution du taux d'intérêt des emprunts d'État et prétend avoir le soutien de JP Morgan, ce qui est faux<sup>1300</sup>. Avec l'accord du 10 juillet 1937, retardé en raison des difficultés du gouvernement Blum et de sa chute le 22 juin, l'Allemagne s'assure un solde libre de devises, un approvisionnement sûr en matières premières et un accord coke-minerai, assurant un haut niveau de fourniture en fer<sup>1301</sup>.

Cependant, peu avant le départ de Schacht, Blum explique à Bullitt qu'il n'a pas d'espoir pour un accord sur la base des propositions d'août 1936, car Schacht a radicalisé ses demandes et s'est situé « à limite de l'insulte »<sup>1302</sup>. En juin 1937, François-Poncet signale à Neurath que si l'Allemagne ne donne pas suite aux propositions faites, la France en conclura que Schacht a été désavoué par son gouvernement. Le ministre des Affaires étrangères répond qu'il n'a pas été désavoué. Schacht a rencontré le *Führer* mais on lui reproche de s'être engagé sur des généralités sans traduction concrète possible. En outre, l'incident du *Deutschland* en Espagne

---

28 mai 1937

<sup>1299</sup> BARCH, Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/3740, p. 128 : *L'information*, 29 mai 1937 ; p. 130, *Le Temps*, 29 mai 1937. Le discours est tenu en Français. Pour l'inauguration du pavillon, le discours était en Allemand puis en Français. Le Comité France-Allemagne a été fondé en novembre 1935, notamment par Fernand de Brinon, rédacteur politique de l'Information.

<sup>1300</sup> FRUS, 1937 volume I, Secrétaire d'État intérimaire (acting) à Bullitt, 28 mai 1937, p. 107-109

<sup>1301</sup> Sylvain Schirmann, *Les relations économiques... op. cit.*, p. 187

<sup>1302</sup> FRUS, 1937 volume I, Bullitt au secrétaire d'État, 27 mai 1937, p. 106 et suivante.

a rejeté ces préoccupations au second plan<sup>1303</sup>. Schacht a-t-il abandonné ses plans coloniaux et son soutien à la mission van Zeeland ?

*Schacht continue à parler des colonies*

Après le retour de Schacht à Berlin, la revendication coloniale est toujours mise en avant, par le Président de la *Reichsbank* et par d'autres dignitaires du régime. Lors du 9<sup>e</sup> congrès de la Chambre Internationale de Commerce, du 28 juin au 3 juillet 1937, Schacht s'adresse à des commerçants américains et appelle un accord entre les deux pays<sup>1304</sup>. À cette même occasion, Göring, en présence de Hitler, aborde les revendications coloniales<sup>1305</sup> et, sur cette question également, le ministre de la *Luftwaffe* et le Président de la *Reichsbank* entrent en concurrence. À partir de septembre 1937, la situation de Schacht est instable : il ne se rend plus au ministère de l'Économie et en est renvoyé officiellement le 26 novembre 1937. Schacht reste toutefois Président de la *Reichsbank* et participe encore à la vie politique du III<sup>e</sup> Reich.

Le 22 janvier 1938, Schacht évoque le système international de crédit devant la Haute École d'Économie (*Wirtschaftshochschule*) de Berlin<sup>1306</sup>. Indispensable au commerce international, le crédit ne fonctionne plus correctement, engendrant une considérable réduction des échanges. La cause en est le traité de Versailles qui a divisé le monde entre pays qui ont de l'or et pays qui n'en ont pas. La politisation des investissements, initiée par la France, s'est généralisée pour sécuriser ce qui a été gagné pendant la guerre. En conséquence, l'Allemagne ne peut plus assurer son rôle commercial dans le Sud-Est européen. De plus, les pays en développement ne peuvent plus bénéficier du crédit pour améliorer leur situation économique.

Pour revenir à un système international de crédit efficace, le créancier doit à nouveau avoir confiance en son débiteur. Pour Schacht, certaines conditions techniques sont aussi nécessaires : un règlement de la question de l'endettement internationale afin de stabiliser les monnaies. Les trois problèmes, monnaies, endettement, tensions politiques, doivent être réglés en même temps, grâce à une initiative des États-Unis et du Royaume-Uni. Les deux nations anglo-saxonnes devraient particulièrement ouvrir leur marché, afin de permettre aux débiteurs

<sup>1303</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome VI, n° 94, François-Poncet à Delbos, 19 juin 1937.

<sup>1304</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/7035, p. 207-211 « Ansprache beim Empfang der amerikanischen Delegierten der IHK am 26. Juni 1937 »

<sup>1305</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3740, p. 218, The Daily Telegraph, 29 juin 1937.

<sup>1306</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/6520, p. 59-83, « Vosta, Berlin, den 22. Januar 1938. Die Bedeutung des Kredits in der Weltwirtschaft. Entwurf zu einem Vortrag des Herrn Präsidenten vor der Wirtschaftshochschule Berlin. »

de rembourser leur dette.

L'Allemagne, quant à elle, a besoin de crédits à court terme pour son commerce international. Sa priorité est cependant l'obtention de colonies pour ses matières premières et de débouchés pour ses produits. Les pays producteurs de matières premières peuvent payer un crédit en livrant des matières premières, mais l'Allemagne ne peut le faire qu'en livrant des produits finis, auxquels s'opposent les autres pays développés. La situation devient paradoxale : l'Allemagne ne peut rembourser ses créanciers qui refusent ses produits, d'où un problème de transfert. En janvier 1938, Schacht en est resté aux arguments qu'il a tenus pendant le Comité des experts en 1929. Ils étaient alors inacceptables pour les créanciers. Pourquoi le seraient-ils en 1938 ?

Enfin, l'initiative envers la France ayant échoué, Schacht s'adresse dans ce discours aux Anglo-Saxons. Les Britanniques et la France finissent par s'intéresser à la question coloniale mais sans Schacht.

*La « voix d'outre-tombe »*

En octobre 1937, Walter Darré revendique des colonies pour rendre l'agriculture allemande autonome<sup>1307</sup> et, le même mois, Mussolini défend le droit de l'Allemagne à avoir des territoires en Afrique<sup>1308</sup>. Schacht tente de reprendre l'initiative sur les colonies en invitant Hervé Alphand, un inspecteur des Finances rattaché au Quai d'Orsay en visite à Cologne pour régler des problèmes liés à l'application de l'accord commercial franco-allemand, à la *Reichsbank* au début du mois de novembre<sup>1309</sup>. Le Président de la *Reichsbank* fait preuve d'un optimisme imprévu sur divers aspects : l'Espagne, la Chine, où les intérêts allemands sont considérables, rendant l'accord avec le Japon sans intérêt. Il évoque à nouveau le problème colonial et les discussions qu'il a eues avec Blum. Il estime que les Britanniques finiront par bouger, ce qui permettra de desserrer l'étau financier et l'autarcie. François-Poncet commente : Hitler a repoussé le renvoi de Schacht en raison des répercussions d'une telle décision à l'étranger, mais Schacht doit faire face au parti sans pouvoir s'appuyer sur ses relais d'autrefois, l'armée et l'*Auswärtiges Amt*. Ce dernier est enchaîné par le jeu italien, ce que Schacht désapprouve.

<sup>1307</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome VII, n° 35 et 37, François-Poncet à Delbos, 7 octobre 1937

<sup>1308</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome VII, n° 192, François-Poncet à Delbos, 5 novembre 1937

<sup>1309</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome VII, n° 184, François-Poncet à Delbos, 3 novembre 1937

L'armée approuve les positions économiques de Schacht mais rejette sa tendance à vouloir diminuer le réarmement.

« Que M. Schacht n'ait pas perdu la partie est déjà une assez belle performance. Mais que ce diable d'homme ait autant de chances de la gagner qu'il l'a dit à M. Alphand ne devra être recueilli, jusqu'à plus ample informé, qu'avec réserve<sup>1310</sup>. »

De plus, le 5 novembre 1937, commentant un discours de Mussolini, François-Poncet estime que les propositions de Schacht de lier les négociations sur le problème colonial à un règlement général ont échoué, non seulement en raison des réticences françaises et anglaises mais aussi parce que Schacht est désavoué en Allemagne<sup>1311</sup>.

Le 27 novembre 1937, la démission de Schacht est publiée. Hitler relance les revendications coloniales à l'occasion d'un passage de Halifax à Berlin<sup>1312</sup>. Le 29 novembre, Français et Britanniques discutent des revendications coloniales allemandes et envisagent une rétrocession en échange de concessions allemandes en Europe centrale<sup>1313</sup>. Pendant la réunion, un soutien de Schacht est écarté : pour Chautemps et Chamberlain, il n'est plus qu'une « voix d'Outre-mer ». Ces discussions n'ont pas eues de conséquences réelles car le III<sup>e</sup> Reich ne veut pas d'un règlement général<sup>1314</sup>.

\*

Schacht a tenté d'améliorer les conditions extérieures de l'économie allemande afin de permettre à terme un rapprochement politique. Il a échoué alors que le III<sup>e</sup> Reich connaît une phase nouvelle de radicalisation qui commence avec le changement de direction au ministère de l'Économie. Le comportement de Schacht depuis août 1936 est la traduction extérieure de la concurrence entre les différentes structures allemandes de pouvoir. L'échec est d'autant plus grand, que le rapport van Zeeland, publié en janvier 1938, est décevant.

*d. La Reichsbank, Schacht et le rapport de Paul van Zeeland : une fin de non recevoir*

Schacht tente un dernier recours pour faire valoir l'ouverture de négociations économiques

<sup>1310</sup> *Idem*. Alphand est directeur des accords commerciaux au ministère du Commerce.

<sup>1311</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome VII, n<sup>o</sup> 192, François-Poncet à Delbos, 5 novembre 1937

<sup>1312</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome VII, n<sup>o</sup> 282, Corbin à Delbos, 28 novembre 1937

<sup>1313</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome VII, n<sup>o</sup> 287, Compte-rendu, conversations franco-britanniques du 29 novembre. Archives de l'ambassade de Rome.

<sup>1314</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, Tome VII, n<sup>o</sup> 296, François-Poncet à Delbos, 2 décembre 1937

avec l'Allemagne au mois de novembre 1937, en rencontrant l'ambassadeur William Bullitt<sup>1315</sup>. Le Président de la *Reichsbank* essaye de le convaincre que le seul moyen de négocier avec Hitler est de proposer des négociations économiques car le *Führer* ne s'y intéresse pas. Cela permettrait qu'il ne s'y oppose pas et pourrait être utilisé ensuite pour aborder les champs politiques et militaires<sup>1316</sup>. Cette tentative ne mène à rien : les États-Unis ne veulent toujours pas s'impliquer en Europe.

Malgré son départ du ministère, Schacht tente ensuite d'influencer la mission van Zeeland, notamment en publiant un article dans le *Deutsche Volkswirt*, qui est repris par le *Berliner Tageblatt* du 23 décembre 1937, puis par le *Times* et l'*Agence économique et financière*. Reprenant des arguments maintes fois avancés, il demande à nouveau un espace colonial pour son pays, tout en expliquant qu'il ne reste plus beaucoup de temps pour améliorer la situation économique mondiale<sup>1317</sup>. Cet article intervient cherche peut-être à influencer la rédaction du rapport van Zeeland. Ce dernier, daté du 26 janvier 1938, est rendu public deux jours plus tard.

#### *Contenu du rapport van Zeeland*

Le rapport est divisé en trois parties. La première rappelle la nature de l'enquête, en expose l'orientation « idéologique » et la méthode de van Zeeland. La seconde énumère les principaux obstacles directs au commerce international et les moyens de les réduire. La dernière partie fait état des conditions requises pour le succès d'une conciliation économique<sup>1318</sup>.

Dans la première partie, van Zeeland propose de ne pas faire de distinction entre les économies autarciques et les autres, afin de rassembler des propositions acceptables et avantageuses pour tous les États. Il énumère les entraves au commerce international et les solutions pour les aplanir. Dans le domaine économique, l'auteur détaille les conséquences des droits de douane, du protectionnisme indirect et du contingentement. Pour les surmonter, il propose une trêve

<sup>1315</sup> FRUS, 1937, Volume I, « Memorandum by the Ambassador in France (Bullitt) of a conversation with the German Minister for Economic Affairs (Schacht) », p. 169-170. L'entrevue a lieu le 18 ou 19 novembre 1937, quelques jours avant le renvoi de Schacht du Ministère de l'Économie.

<sup>1316</sup> IMT, Band 2, p. 445

<sup>1317</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3741, p. 48 et suivantes.

<sup>1318</sup> Le rapport est disponible dans de nombreux centres d'archives. Celui que nous avons lu était entreposé à Genève : SDN, côte R444, Alignement monétaire, Apaisement économique, Rapport van ZEELAND, dossier 010A-32556-32556, Rapport de M. Paul van ZEELAND sur la réduction des mesures de contingentements et des autres obstacles au commerce international, 26 janvier 1938, 28 janvier 1938.

douanière et l'utilisation de la Clause de la Nation la Plus Favorisée. Des accords bilatéraux prévoyant des « commissions paritaires » pour régler les conflits pourraient également permettre la restriction du protectionnisme indirect. Pour abolir le contingentement, il met en avant des solutions échelonnées, devant le faire complètement disparaître à terme.

Les obstacles financiers au commerce international sont les variations brusques des monnaies qui provoquent des ruptures des courants commerciaux, les restrictions des transferts de fonds qui privent le commerce international des facilités de crédit et enfin le *clearing* qui rigidifie les relations commerciales. Van Zeeland suggère un retour à l'étalon-or pour stabiliser les parités, après une longue période où des accords économiques et financiers, accompagnés d'une adaptation de la déclaration tripartite de septembre 1936, assureraient la transition. À terme, le crédit commercial pourrait être rétabli grâce à la stabilisation monétaire. Pour abolir le *clearing* et le contrôle des changes, les États doivent conclure certains accords, pour liquider l'endettement extérieur des États et les arriérés de la compensation.

Enfin, la troisième partie du rapport expose les méthodes permettant d'aboutir à l'application multilatérale de ses propositions. Pour permettre aux États de prendre les mesures internes nécessaires, une période de transition est prévue qui doit apporter à tous des gains immédiats. Les accords projetés devraient s'attaquer aux entraves au bon fonctionnement des relations économiques internationales : l'inégale répartition des matières premières et des capitaux, les barrières protectionnistes, les problèmes démographiques, les dettes politiques internationales, le réarmement et l'incertitude politique. Van Zeeland, pour diminuer ces entraves, expose quelques suggestions : l'internationalisation des mandats, la généralisation du système de la Porte Ouverte et la création de compagnies privilégiées. Il envisage d'échanger des matières premières contre des produits industriels pour des grands travaux dans les colonies. En échange, il suggère de donner des garanties politiques sur le réarmement.

Van Zeeland propose de conclure un grand pacte en deux volets. Le premier interdirait un certain nombre de pratiques commerciales déloyales. Le second engagerait les États à examiner les problèmes et les difficultés rencontrés dans leurs relations économiques dans un esprit de compréhension mutuelle. Des engagements plus précis englobant les multiples suggestions du rapport seraient signés sous l'égide de ce Pacte. Il se fonderait sur les travaux des comités économiques et financiers de la SDN, de la BRI, de la CCI ou de l'Institut International de l'Agriculture. Il suggère que les grandes puissances prennent des contacts dans une première phase. Dans un second temps, un bureau *ad hoc* inviterait tous les États à faire con-



naître leurs difficultés et le concours qu'ils pourraient apporter aux autres, afin d'élaborer un programme d'action constructive. Enfin, la troisième phase prévoirait l'organisation d'une conférence pour élaborer le Pacte.

La réaction française à la publication du rapport brille par son absence : Chautemps vient de sortir d'une nouvelle crise ministérielle et s'occupe d'une nouvelle crise du franc<sup>1319</sup>. L'Italie ne semble pas avoir réagi officiellement. Sa presse est sans ambiguïté : c'est une initiative venant d'un démocrate, ressemblant aux méthodes de la SDN, l'Italie ne saurait y souscrire<sup>1320</sup>. La presse japonaise est hostile à un rapport qui ne semble pas régler le problème de l'accès aux matières premières et ne compte pas le Japon parmi les grandes puissances<sup>1321</sup>. Le Royaume-Uni et son gouvernement conservateur sont attentistes : Chamberlain refuse de s'avancer tant que les réactions des autres États sont encore inconnues<sup>1322</sup>. Mais le Premier Ministre émet des réserves sur les contacts préliminaires : il refuse toute approche officielle avant une longue préparation officieuse<sup>1323</sup>. Les États-Unis refusent les contacts préliminaires à 5 et rejette les mesures de la période de transition, contraires aux principes commerciaux américains.

Hitler, dans un discours prononcé le 20 février 1938 et rapporté par François-Poncet, évoque

« les plans internationaux qui retiennent plus ou moins l'attention de divers gouvernements mais qui sont encore trop imprécis et trop incertains pour que l'on puisse se prononcer à leur sujet »<sup>1324</sup>

Cette déclaration est à la fois une position d'attente et de refus indirect. À la date du discours, aucun gouvernement n'a encore pris de réels engagements. En outre, le Reich sort d'une crise qui a exclu de la *Wehrmacht* et du gouvernement les derniers conservateurs en poste, à l'exception de Krosigk, et l'*Anschluß* se prépare. Cependant, les motifs politiques ne sont pas les seules raisons du refus allemand. La *Reichsbank* et Schacht en fournissent d'autres.

#### *Réaction de la Reichsbank*

La *Reichsbank* est informée de l'essentiel du rapport van Zeeland le 21 janvier 1938, lors

---

<sup>1319</sup> Frédéric Clavert, *La mission van Zeeland... op. cit.*, p. 81-83 pour la tentative de reprise de la mission, p. 77-79 pour les réactions des gouvernements.

<sup>1320</sup> *Le Temps*, 29 janvier 1938

<sup>1321</sup> *Le Temps*, 1<sup>er</sup> février 1938

<sup>1322</sup> *The Times*, 28 janvier 1938

<sup>1323</sup> *The Times*, 2 février 1938

<sup>1324</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, tome VIII, n° 255, François-Poncet à Delbos, 23 février 1938

d'une entrevue entre Schacht et le frère de Paul van Zeeland<sup>1325</sup>. La *Vosta* rédige un résumé du rapport le 8 février 1938<sup>1326</sup>. Un texte sur les implications économiques et financières du rapport est ensuite envoyé à Schacht<sup>1327</sup>.

Ce document dresse un tableau des avantages et désavantages du rapport pour l'Allemagne. Concernant les propositions économiques, une trêve douanière est exclue. Cependant, si les barrières économiques internationales sont diminuées, cela ne peut se faire qu'à l'avantage de l'Allemagne et de la réalisation du *Plan de 4 ans*. Les aspects financiers du rapport sont plus positifs pour l'Allemagne, bien que la proposition d'utiliser la BRI pour les mettre en place présente le risque d'une utilisation de la banque à des fins politiques. Mais la grande difficulté est la fin du contrôle des changes et des accords de compensation qui implique une dévaluation du mark, prévus à terme par le rapport et inacceptables pour le moment. La fin des accords de *clearing* met également en cause la diplomatie commerciale et politique de l'Allemagne. Ces difficultés sont suffisantes, pour que le rapport ne puisse être accepté dans son ensemble.

Cependant, le rapport van Zeeland a des avantages par rapport aux autres initiatives de ce genre. En effet, la SDN est globalement écartée des solutions proposées. Il ne prévoit pas de contacts entre des experts mais entre des plénipotentiaires des gouvernements, la démarche des conférences précédentes est écartée, les conférences et traités collectifs sont évités, et l'ensemble se fonde sur des négociations diplomatiques et non sur des conférences mondiales, sauf à la fin du processus. De plus, la politique économique des États autoritaires n'est pas refusée en principe. Néanmoins, le rapport ne prend pas position clairement sur les points les plus importants pour l'Allemagne : les colonies et les matières premières.

En fait, la *Reichsbank* donne d'une part l'impression que le rapport ne peut être accepté car il peut mettre en danger le *Plan de 4 ans* et d'autre part pense que van Zeeland n'a pas compris les problèmes des Allemands. Surtout, elle refuse l'essentiel : mettre fin au contrôle des changes et au *clearing*. Elle estime enfin que la situation politique ne permet plus d'accepter

---

<sup>1325</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6426, p. 269-272. Cette note n'est pas signée mais est bien de Schacht : elle précise que outre l'auteur, Frère, lors de son voyage à Berlin, a vu Krosigk, Neurath et Göring. Paul van Zeeland devait lui-même être à Bâle ce 21 janvier mais il a annulé son déplacement en raison de la crise gouvernementale française.

<sup>1326</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6426, p. 264, « Vosta, Bericht über die Möglichkeit eines allgemein Abbaues der Handelshemmnisse. Van Zeeland-Bericht. »

<sup>1327</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/6426, p. 275-285 « Der van Zeeland-Plan. Beurteilung vom Standpunkte der deutschen Wirtschafts-, Handels und Währungspolitik ».

de telles propositions. La banque centrale, comme semble le faire Hitler le 20 février 1938, refuse ainsi l'essentiel du rapport.

\*

En août 1936, Schacht avait proposé, pour obtenir des matières premières, d'échanger un règlement économique contre un règlement politique. En février 1938, le règlement politique, notamment le désarmement, est refusé par l'Allemagne et les propositions économiques ne sont acceptées que lorsqu'elles permettent de favoriser le *Plan de 4 ans*. Cette période est marquée par la volonté de Schacht de maintenir une position favorable dans le système de pouvoir nazi et par la volonté du III<sup>e</sup> Reich de renforcer sa position internationale. Les rapports de force diplomatiques et même militaires sont, lorsque Schacht est évincé du ministère de l'Économie, inversés par rapport à 1933. Ce fait essentiel explique peut-être que le régime, en Allemagne, ait moins besoin de Schacht. En effet, si les compétences techniques de ce dernier sont encore utiles aux nazis, son réseau international, lui, ne l'est plus car l'Allemagne n'a plus besoin de « finasser » en 1938.

Le départ de Schacht de son poste de ministre marque donc un tournant dans sa biographie. Il est désormais en décalage avec le III<sup>e</sup> Reich. Sa vision géopolitique qui repose sur une Allemagne forte grâce à son *hinterland* économique, l'Europe centrale et balkanique et des réserves coloniales, est dépassée par la vision nazie d'un espace vital à l'Est. Un exemple est caractéristique de ce décalage : les relations avec la Chine.

### **C. Un conservateur en décalage : l'exemple de la Chine (1936-1937)**

En 1937, la diplomatie allemande, traditionnellement favorable à la Chine, bascule vers le Japon. Schacht, pour les Chinois et particulièrement le ministre des Finances du Guomindang Kung, représente un dernier espoir pour continuer à obtenir des armes et un soutien diplomatique de l'Allemagne. Après un rapide survol de l'évolution du contexte sino-japonais dans les années 1930 et l'évolution des relations germano-chinoises, nous verrons la situation particulière de Schacht vis-à-vis de la Chine, essentiellement en 1937.

#### **1. L'Allemagne et le contexte sino-japonais**

Diplomatiquement favorable à la Chine avant 1919, le Reich voit sa présence largement réduite par l'engagement du Japon dans la Première Guerre mondiale. Le Japon a pu ainsi pour-

suivre son expansion entamée dans les années 1860 et 1870 sur le continent asiatique, aux dépens des possessions allemandes de la région (Chan-toung et Tsing-tao).

Lorsque les nazis arrivent au pouvoir, le Japon a mené depuis 1931 une grande offensive contre la Chine qui lui permet en 1932 de créer le Mandchoukouo, un État fantoche en Mandchourie. En 1933, Chinois et Japonais concluent la trêve de Tang Kou qui reste valable jusqu'en 1935. À partir du printemps 1935, le Japon reprend sa politique d'expansion pour donner un coup d'arrêt à la politique du Guomindang. En effet, ce parti nationaliste, fondé par Sun-Yatsen et dirigé par Tchang Kaï-chek, met à profit la trêve pour moderniser le pays et assurer son indépendance. La reprise des hostilités commence par une conquête progressive et se transforme en juillet 1937 en guerre dont le premier enjeu est Pékin. Le Japon profite notamment des divisions chinoises, entre nationalistes et communistes, entre l'autorité centrale et le gouvernement régional de Canton.

Le Japon qui a quitté la SDN à la suite de l'agression de 1931, isolé diplomatiquement, s'oppose aux Puissances occidentales qui gardent de fortes positions en Chine. Il cherche alors un allié. À partir de 1936, il peut compter sur l'Allemagne.

En effet, à la fin de l'année 1936, la diplomatie allemande marque l'un de ses plus grands revirements en signant avec Tokyo le Pacte anti-Komintern, le 25 novembre 1936. La préparation de ce traité à partir de la fin de l'année 1935 a rencontré de lourdes oppositions car la *Reichswehr*, Neurath, von Blomberg, Göring, Krupp von Bohlen et Schacht sont parties prenantes dans des livraisons d'armes au Guomindang. En revanche, Hitler, Rosenberg et Ribbentrop veulent reconnaître le Mandchoukouo. Ils disposent de certains appuis dans la marine, notamment l'amiral Wilhelm Canaris à l'*Abwehr*<sup>1328</sup>.

En janvier 1936, les Japonais sont informés de la position de Hitler et le rapprochement entre les deux États est entamé par la demande de Tokyo d'une médiation allemande dans l'affaire chinoise. Progressivement, l'ensemble de l'armée allemande se rallie à l'alliance avec le Japon pour aboutir à la signature du pacte anti-Komintern. Les Chinois sont abandonnés en 1937, lorsque les Japonais envahissent définitivement la Chine et alors que l'Italie rejoint le Pacte. Les milieux économiques, opposés à l'origine à l'accord avec le Japon qui appartient à la zone sterling, sont amadoués par l'octroi d'un prêt à la Chine. Mais leurs appréhensions ont finalement été outrepassées. Les Chinois, notamment par l'intermédiaire du Ministre des Fi-

---

<sup>1328</sup> voir Marlis Steinert, *Hitler*, Fayard, Paris, 1991, 710 pages, p. 339-340

nances Kung, ont essayé d'enrayer cette rupture, notamment en utilisant les relations de Kung avec Schacht.

## 2. Schacht et la Chine

Hjalmar Schacht a rencontré le ministre chinois des Finances Kung à Washington lors des négociations préparatoires à la conférence économique de Londres au printemps 1933. À partir de 1934 au moins, Schacht fait pression auprès de Hitler pour permettre des ventes d'armes à la Chine<sup>1329</sup>. Dans la mouvance du règlement de la question des transferts et peu avant l'annonce du *Nouveau Plan*, le Président de la *Reichsbank* intervient dans la conclusion d'une vente d'armes, proposée par Trautmann, un envoyé allemand en Chine. Tchang Kai-check est en effet favorable à la conclusion d'un accord comprenant, en échange de livraison de matières premières chinoises, l'ouverture d'un compte chinois en Allemagne<sup>1330</sup>. Cet accord est conclu le 23 août, malgré les réticences de l'*Auswärtiges Amt* qui craint la réaction du Japon et rappelle qu'il est de tradition qu'un acheteur d'armes paie comptant<sup>1331</sup>. En conséquence, les achats d'armes en Allemagne par la Chine sont suspendus<sup>1332</sup> : le 18 octobre 1934, Hitler met son veto à l'achat projeté par la Chine d'obusiers allemands mais accepte un compromis proposé par von Neurath de suspendre cette vente et de reporter la décision finale à 1935 ou 1936. Schacht avait signalé son accord pour cette livraison et était soutenu par Blomberg<sup>1333</sup>.

Parallèlement, Hjalmar Schacht profite de ses liens avec des financiers chinois pour faire avancer les relations commerciales entre les deux pays. Le problème qui se pose est l'excédent des exportations allemandes vers la Chine sur les importations allemandes en provenance de Chine. Schacht indique à Li Ming, directeur de la banque chinoise Chekiang-Industrial, sa volonté de conclure un accord pour améliorer les livraisons chinoises en matières premières en Allemagne, en échange de biens industriels allemands. L'une des clés de

---

<sup>1329</sup> Selon les archives consultées sur le sujet : ADAP Serie C, Band III,1 et R43/II/1428c. Les archives de la délégation allemande en Chine et les archives des entreprises de fabrication d'armes allemandes n'ayant pas été consultées, il peut y avoir des omissions dans ce paragraphe.

<sup>1330</sup> ADAP Serie C Band III,1 n° 180 « Der Gesandte in Pepping Trautmann an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow »

<sup>1331</sup> ADAP Serie C Band III,1, n° 220 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats von Erdmannsdorff », Berlin le 26 septembre 1934

<sup>1332</sup> ADAP Serie C Band III,1, n° 253 « Vermerk des Vortragenden Legationsrats Frohwein, Berlin, den 17. Oktober 1934 » et n° 258 « Vermerk des Vortragenden Legationsrats Frohwein, Berlin, den 19. Oktober 1934 »

<sup>1333</sup> ADAP Serie C Band III,1, n° 232 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrat Frohwein, Berlin, den 5. Oktober 1934 », n° 253 « Vermerk des Vortragenden Legationsrats Frohwein, Berlin, den 17. Oktober 1934 »

cet accord serait l'octroi à la Chine d'un prêt remboursable en matières premières<sup>1334</sup>. Un tel accord rencontre cependant l'hostilité de l'*Auswärtiges Amt*, en raison du terme de ce crédit, 5 à 10 ans, alors que le contexte chinois est particulièrement instable.

En Chine continue cependant une mission, menée par un Allemand, Klein, pour conclure des accords impliquant éventuellement des livraisons d'armes allemandes<sup>1335</sup>. Cette mission aboutit à un projet concret, soutenu par Schacht et Keppler qui y sont favorables en raison de l'impulsion qu'il donnerait aux relations entre les deux pays. Un accord sur la base de la mission Klein permettrait de renforcer l'approvisionnement en matières premières. Mais le directeur de la *Golddiskontbank*, Jünge, est plus sceptique, estimant que l'octroi de crédits serait trop dangereux et refuse de fournir plus de 20 millions de *Reichsmark*, financièrement trop risqué. Il a peur d'une débâcle financière et des conséquences diplomatiques en découlant<sup>1336</sup>.

Schacht trouve alors un allié en la personne de Thomas. Ce dernier, responsable notamment de l'approvisionnement en matières premières de l'armée, est favorable à un accord permettant d'en obtenir plus<sup>1337</sup>. En février 1935, l'*Auswärtiges Amt* émet des doutes sur le rapport de Klein<sup>1338</sup>. Le ministre des Affaires étrangères conteste notamment que Klein propose d'allouer 200 millions de crédit à Canton et 100 millions à Nankin, non garantis, par l'intermédiaire de livraisons de matières premières essentiellement. En échange, des biens industriels seraient livrés à Canton et Nankin, ce qui comprend également des biens militaires. Techniquement, la *Golddiskontbank* mettrait à disposition de Klein 20 millions de crédit avec des renouvellements successifs jusqu'aux sommes de 200 et 100 millions.

Or, estime Neurath, aucun de ces deux gouvernements n'a reçu de tels crédits, alors même que le Japon mène une politique d'éviction des influences étrangères de Chine. Sur le plan politique, de tels emprunts auront une conséquence sur les relations avec les deux gouvernements chinois et sur les relations entre la Chine et le Japon. Von Neurath suggère de suspendre les livraisons d'armes à Canton pour mener à bien les négociations en cours avec

<sup>1334</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 404 « Der Gesandte in Peping Trautmann an des Auswärtige Amt. Peping, den 31. Dezember 1934 »

<sup>1335</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 476 « Aufzeichnung des Legationssekretärs Voss, Berlin, den 2. Februar 1935, Aufzeichnung über eine Besprechung mit dem Prinzen Reuss am 1. Februar 1935 »

<sup>1336</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 488 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats von Erdmannsdorff, Berlin, den 11. Februar 1935 »

<sup>1337</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 491 « Aufzeichnung des Vortragenden Legationsrats von Erdmannsdorff, Berlin, den 14. Februar 1935 »

<sup>1338</sup> ADAP Serie C Band III,2, n° 508 « Der Reichsminister des Auswärtigen Freiherr von Neurath an den Reichsminister der Finanzen Graf Schwerin von Krosigk, Berlin, den 27. Februar 1935 »

Nankin. Cet avis est transmis à Schacht.

Malgré toutes ces difficultés, un accord finit par être trouvé avec Nankin. Le 6 mai 1935, Schacht s'en félicite auprès de H. H. Kung, ministre des finances et Président de la banque chinoise, et lui demande, pour la réalisation concrète de l'accord, de préciser quelles matières premières le gouvernement chinois peut livrer. Schacht promet d'ouvrir un crédit commercial de 20 millions de *Reichsmark* dès réception de ces renseignements. Les négociations concrètes entre Kung et Klein continuent et le premier indique le 7 octobre 1935 à Schacht qu'il est heureux du feu vert donné par le Président de la *Reichsbank* à l'accord Kung-Klein<sup>1339</sup>. Un accord ferme est conclu le 9 avril 1936, soutenu par Schacht, Krosigk et Tchang Kai-cheh, qui crée une société, *Hapro*, pour mener les échanges entre les deux pays. *Hapro* est dirigée par Thomas. Klein est chargé de retourner en Chine pour organiser l'acquisition des biens<sup>1340</sup>. Schacht accorde en outre un crédit de 100 millions de *Reichsmark* pour l'achat de matériel de guerre<sup>1341</sup>.

Mais en 1937, les relations entre l'Allemagne et la Chine se délitent, du fait du rapprochement du Reich avec le Japon. Hjalmar Schacht devient alors le dernier recours des Chinois contre cet abandon. En juin 1937, le ministre des finances Kung se rend à Berlin. D'après le *Frankfurter Zeitung* du 9 juin 1937, la visite de Kung a été organisée à la demande de Schacht<sup>1342</sup>. Ce dernier prononce un discours en l'honneur des invités Chinois<sup>1343</sup> : très général, il porte sur les bonnes relations économiques et politiques de ces deux pays qui luttent depuis 20 ans pour leur liberté. Le lendemain, le 10 juin 1937, Kung visite la *Reichsbank*<sup>1344</sup>. Schacht le renseigne sur la politique européenne : il n'y a pas de risque de guerre au sujet de l'Espagne et l'intérêt de l'Allemagne dans ce conflit était d'éviter l'installation d'un régime bolchevique. Kung s'inquiète de l'opposition anglo-italienne mais Schacht le rassure, estimant qu'il n'y a pas de risque de conflit non plus. Puis, le ministre chinois s'interroge sur les relations de l'Allemagne avec le Japon. Schacht explique alors que le traité signé par Ribbentrop, et non

<sup>1339</sup> ADAP Serie C Band IV,1, n° 338 « Der chinesische Finanzminister Kung an Reichswirtschaftsminister Schacht » 7 octobre 1935

<sup>1340</sup> ADAP Serie C Band V,1, n° 281 « Das Reichskriegsministerium an das Auswärtige Amt, Berlin, den 15. April 1936 »

<sup>1341</sup> ADAP Serie C Band V,1, n° 306 « Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts von Bülow, Berlin, den 4. Mai 1936. »

<sup>1342</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3778, p. 38 Frankfurter Zeitung, 9 juin 1937

<sup>1343</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/7036, p. 359-362 « Schacht-Rede auf dem abend Empfang für die Chinesischen Gäste »

<sup>1344</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/1428c, p. 61 « Vermerk über den besuch von Exzellenz Kung in der Reichsbank, 10.6.1937 », signé de Schacht et ADAP Serie C, Band VI, 2, n° 418 « Ver-

Neurath, ne concerne que le Komintern et ne contient pas d'obligation politique. Schacht rappelle que dans la phase dangereuse de réarmement rapide que traverse l'Allemagne, le Reich devait montrer qu'il n'était pas isolé. En outre, l'Allemagne mène ses relations avec la Chine sur le long terme et l'octroi d'un crédit par la Chine de 100 millions de RM montre que le Reich a confiance en la Chine, selon Schacht. Le Reich n'a pas d'intérêt en Asie orientale et ne souhaite pas que s'y installent des sphères d'influence, qu'elles soient japonaise, anglaise ou américaine. Dans cet entretien, Schacht envisage surtout la Chine comme un marché émergent, au bénéfice des relations commerciales avec l'Allemagne. Kung s'intéresse ensuite aux buts généraux politiques et économiques de l'Allemagne et Schacht explique que le Reich souhaite la paix et se protéger de ses difficultés économiques et sociales par l'obtention d'une sphère d'influence coloniale, dans le domaine économique et non politique, pour se tenir loin des conflits d'intérêt.

Enfin, les deux hommes en viennent aux relations économiques germano-chinoises. Schacht exprime une appréhension quand au fait que l'organisation des achats par le gouvernement chinois ne fonctionne pas encore suffisamment bien l'acquisition des produits souhaités par l'Allemagne. En outre, Schacht demande à Kung d'agir contre l'augmentation des prix. Ce dernier critique la qualité et le prix des armes livrées<sup>1345</sup>. En effet, les Chinois ne savent souvent pas le prix des biens achetés en Allemagne avant la livraison. Schacht renvoie Kung, sur cette question, aux autorités militaires qui sont compétentes pour les livraisons d'armes. Kung est ainsi venu à Berlin pour deux raisons : d'une part diminuer les entraves techniques au commerce avec l'Allemagne, d'autre part s'enquérir de la diplomatie allemande, par peur d'un changement radical de sa part. Schacht tente de le rassurer mais la fin de l'année 1937 montre que les appréhensions du Chinois étaient justifiées.

Peu de temps après cette visite, Wong, membre de la délégation de Kung, envoie une lettre à Schacht en date du 29 juin 1937<sup>1346</sup>. Le bon accueil qui lui a été réservé à Berlin, estime-t-il, est la preuve des bonnes relations entre les deux pays et exprime le vœu qu'elles s'améliorent encore. Néanmoins, en novembre et décembre 1937, alors que la Chine a conclu un traité de non-agression avec l'URSS en août 1937<sup>1347</sup>, Kung s'inquiète de ne pas avoir reçu la visite

---

merk des Präsidenten des Reichsbankdirektoriums Schacht, Berlin, den 10. Juni 1937 »

<sup>1345</sup> Ce passage est souligné et mis en valeurs par l'employé de la chancellerie qui a lu le document.

<sup>1346</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/1428c, p. 59 « Der Reichs- und Preußische Wirtschaftsminister, Berlin, 13. Juli 1937, An den Herrn Staatssekretär in der Reichskanzlei. »

<sup>1347</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/1428c, p. 63-64



promise par Schacht<sup>1348</sup>. Le 30 novembre, il réitère l'invitation, tout en sachant que Schacht n'est plus ministre car il explique avoir besoin de ses conseils pour améliorer la construction économique de la Chine. La réponse de Schacht est très claire : la visite n'est plus possible bien qu'il s'intéresse particulièrement à ce pays<sup>1349</sup> et il espère que la Chine pourra bientôt libérer son économie de la guerre. Schacht, affaibli au sein du III<sup>e</sup> Reich, ne peut plus intervenir en faveur de la Chine. Son éviction du ministère de l'Économie a aussi pour conséquence de lui retirer son pouvoir d'influence sur la politique étrangère du III<sup>e</sup> Reich.

\*

\* \*

D'avril 1936 à novembre 1937, Schacht est progressivement évincé du ministère de l'Économie. Les conflits du Président de la *Reichsbank* avec Walter Darré, Hermann Göring et Robert Ley sont la traduction d'un processus de radicalisation du régime, qu'accentue encore la décision de Hitler de confier à Göring la tâche de préparer l'Allemagne à un conflit en quatre ans. Cette décision est finalement une conséquence de la politique de Schacht. En effet, Schacht et son *Nouveau Plan* ont créé au début de 1936 une situation économique très tendue. Le Reich s'approvisionne avec difficulté, particulièrement en matières grasses et carburant. L'État ne peut plus compter sur des stocks qui, depuis l'automne 1934, ont fondu. Parallèlement, l'opposition entre Schacht et Ley sur l'artisanat montre que, en 1937, le ministère de l'Économie a été vidé d'une part de sa substance par les institutions du parti nazi. Schacht ne s'oppose alors pas qu'au dirigeant du Front du Travail mais à l'ensemble du parti. En conséquence, ses ordres ne sont plus suivis et ses propres fonctionnaires, lorsqu'ils sont membres de la NSDAP, privilégient la loyauté au parti sur la loyauté envers la *Reichsbank*. En un sens, ce conflit montre que Schacht, en 1937, se soumet à la dernière phase de la *Gleichschaltung*.

Schacht a tenté une sorte de contre-offensive sur le plan extérieur. En soulevant le problème des colonies, il tente de convaincre les Démocraties de l'aider à lutter contre les extrémistes du parti. Son calcul est simple : si l'Allemagne disposait de matières premières coloniales, la politique d'autarcie du *Plan de 4 ans* de Göring deviendrait obsolète. Cette stratégie échoue malgré l'obtention par Schacht d'une véritable avancée grâce à l'accord coke-minerai signé avec la France qui assure au Reich un approvisionnement en fer. L'apaisement des relations entre les États européens qui permet la mise en œuvre de la mission van Zeeland n'est en effet

---

<sup>1348</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/1428c, p.70

<sup>1349</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/1428c, p. 69

que temporaire et Schacht, qui n'a jamais pu obtenir un soutien franc de Hitler, doit passer la main à Göring et à Funk, nommé à sa place au Ministère. Malgré les discussions Blum-Schacht, le Reich n'a jamais eu l'intention de soutenir son Président de la *Reichsbank* dans la voie coloniale. Pour les nazis, la revendication de colonies est d'abord un moyen de pression contre l'ordre de Versailles.

Devant ce double échec intérieur et extérieur, Schacht demande à être renvoyé du ministère à l'automne 1937. En raison de la répugnance de Hitler à se séparer d'un collaborateur et pour ne pas donner l'impression à l'étranger de dissensions au sein du Reich, Schacht attend la fin du mois de novembre pour voir son vœu exaucé. Il obtient le titre de Ministre sans portefeuille qui n'implique aucune responsabilité réelle, et reste Président de la *Reichsbank*. À ce dernier poste, cependant, il est vulnérable : la loi du 10 février 1937 le place directement sous l'autorité du *Führer* qui peut le révoquer à tout moment.

En décembre 1937, l'ambassadeur Dodd tente de le convaincre d'émigrer aux États-Unis, parce qu'il est persuadé que Schacht est en danger<sup>1350</sup>. Ce n'est, semble-t-il, pas la première fois que la possibilité de fuir aux États-Unis est évoquée : d'après Harold James, Schacht a peut-être contacté Merle Cochran, de l'ambassade américaine à Paris, dès le printemps 1936, pour un éventuel exil<sup>1351</sup>. Lorsque s'ouvre l'année 1938, le futur de Schacht est incertain.

---

<sup>1350</sup> IMT, Volume 12, p. 479 et William E. Dodd, *Diplomat auf heissem Boden. Tagebuch des USA-Botschafters William E. Dodd in Berlin 1933-1938*. Verlag der Nation, Berlin, 1969. p. 494

<sup>1351</sup> Harold James, « Schacht's attempted defection from Hitler's Germany », *Historical Journal*, 3<sup>e</sup> année, n° 3, 1987, p. 729-733, p. 731. James explique que lors d'une réunion avec Morgenthau, secrétaire américain au Trésor en février 1939, Donald Heath évoque une possible fuite de Schacht aux États-Unis en faisant référence à ces contacts avec Cochran.

## **3<sup>e</sup> Partie**

### **De l'opposition à la dénazification**

Avec son renvoi du ministère de l'Économie, Schacht est désormais rejeté à la périphérie du pouvoir et pleinement dépendant de Hitler. À la veille d'une nouvelle radicalisation du III<sup>e</sup> Reich, Schacht peut-il alors devenir un opposant ?

## Chapitre 6<sup>e</sup>

### De l'opposition à l'emprisonnement (1938–1946)

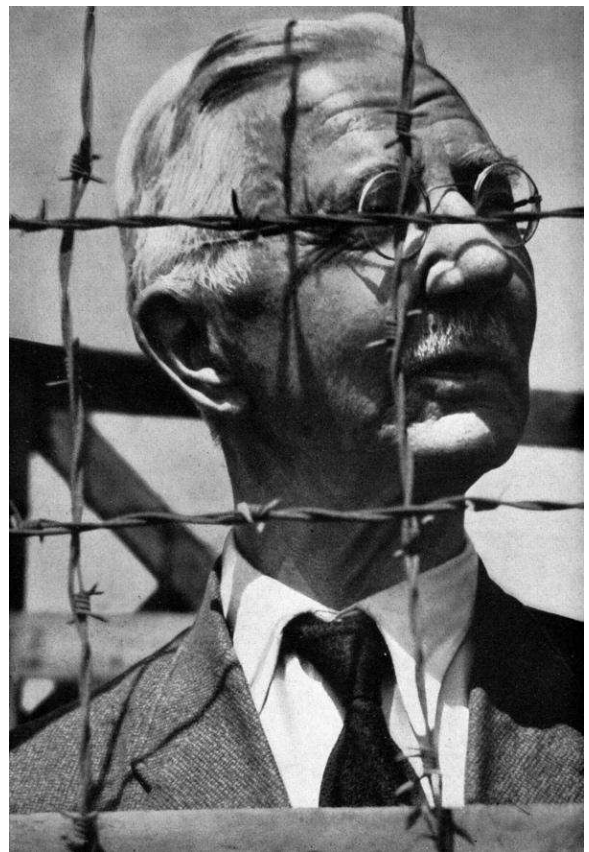


Figure 4 – Schacht emprisonné<sup>1352</sup>

---

<sup>1352</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 441

**A**près son renvoi du ministère de l’Économie, Schacht multiplie les signes d’opposition à un régime qui ne cache plus sa volonté de guerre. Ne voulant plus être mêlé à la politique du Reich, il oblige Hitler à le renvoyer de la banque centrale en janvier 1939. S’opposant de plus en plus au régime, Schacht devient résistant dans les mois qui précèdent le déclenchement du conflit et pendant la Seconde Guerre mondiale. Le dernier grand échec des tentatives de *putsch* contre Hitler, le 20 juillet 1944, débouche sur l’arrestation de nombreuses personnes, au nombre desquelles figure Schacht. Commence alors une longue vie de captivité.

## **I. Une seconde « démission »**

Alors que le contexte diplomatique et économique de l’Europe et de l’Allemagne favorise la course à la guerre, le financement du réarmement devient insoutenable pour la *Reichsbank* et mène, en janvier 1939, au renvoi de Schacht et du directoire de la banque.

### **A. Schacht, la diplomatie et l’économie allemande en 1938**

Si, en 1937, les Européens ont pu croire à un apaisement des tensions internationales, les deux graves crises de 1938 démentent cette impression et confirment que la guerre est en marche. Parallèlement, en Allemagne, la situation économique, que décrit Schacht en novembre 1937 devant l’académie de la *Wehrmacht*, est tendue.

#### **1. Schacht et les crises de l’année 1938**

Le départ de Schacht du ministère de l’Économie est le début d’un nouveau bouleversement des rapports de force au sein du régime. Une fois cette crise passée, le III<sup>e</sup> Reich, engagé définitivement sur la voie de la guerre, provoque au cours de l’année 1938 deux crises diplomatiques de grande envergure, en Autriche et en Tchécoslovaquie. Elles ont des conséquences sur la *Reichsbank* qui transforme la banque nationale autrichienne en filiale.

##### *a. Une nouvelle crise de régime : du protocole Hoßbach à l’Anschluß*

Le 5 novembre, Hitler expose ses plans pour les années à venir devant Göring, von Neurath, Werner von Fritsch, commandant en chef de l’armée de terre, von Blomberg, ministre de la

Guerre, Erich Raeder, commandant en chef de la marine, et le colonel Hoßbach, adjudant du chancelier<sup>1353</sup>. Hitler annonce qu’un règlement territorial est nécessaire : il faut annexer l’Autriche et la région des Sudètes. S’attendant à des résistances de la part de la France et de l’Angleterre, il estime que seule la violence peut apporter une solution. Le Reich est ainsi dans l’obligation de prendre des risques avant 1943 pour profiter du rapport de force militaire qui lui est favorable. Dans un premier temps, il envisage une annexion des Sudètes, à laquelle l’Italie ne s’oppose pas, puis l’*Anschluss* de l’Autriche. Ce programme a finalement été inversé.

Ce monologue contient une critique implicite contre Schacht. Hitler ne veut pas d’une dépendance vis-à-vis du commerce international, qui ne peut pas permettre un approvisionnement sûr de l’Allemagne. De plus, il dénonce les projets économiques libéraux sur les colonies. Le 5 novembre, la démission de Schacht est déjà très probable. D’après le journal de Goebbels, bien qu’aucune décision ne soit encore prise pour Schacht, les négociations pour que Walter Funk le remplace sont en cours<sup>1354</sup>. Une phase nouvelle de la radicalisation du III<sup>e</sup> Reich s’ouvre<sup>1355</sup>.

Neurath, Blomberg et Fritsch craignent une guerre contre le Royaume-Uni et la France. Blomberg soutient néanmoins le *Führer*. Mais son remariage, en janvier 1938, le force à démissionner. Fritsch, victime de rumeurs propagées par Himmler, est également contraint d’abandonner ses fonctions le 3 février 1938. Hitler devient alors chef des armées de la *Wehrmacht*. Il divise les différentes armes en ministères séparés. Cela permet de ne pas nommer Göring à la place de Blomberg car Hitler doute des compétences du maître du *Plan de 4 ans*. Douze généraux sont remerciés, Neurath quitte la *Wilhelmstraße*, remplacé par le nazi Joachim von Ribbentrop, Hermann Göring devient *Feldmarschall* et Funk ministre de l’Économie<sup>1356</sup>. Les ambassadeurs à Rome, où officie le conservateur Ulrich von Hassell, Tokyo, Londres et Vienne sont remplacés. Si certains conservateurs restent au gouvernement, tels Schwerin von Krosigk aux Finances, Franz Seldte, ministre du Travail, et Franz Gürtner, qui détient le portefeuille de la Justice, ils n’ont que peu de poids au sein du III<sup>e</sup> Reich. L’alliance scellée en 1933 entre la *Reichswehr*, les conservateurs et les nazis n’existe plus. À

---

<sup>1353</sup> IMT, 386-PS

<sup>1354</sup> Joseph Goebbels, *Tagebücher*, Teil I Aufzeichnungen, volume 4, notes des 4, 6 et 9 novembre 1937

<sup>1355</sup> Le colonel Hoßbach a rédigé son « protocole » quelques jours après la réunion

<sup>1356</sup> Pour des raisons liées au fonctionnement du ministère de la Propagande, Göring est ministre intérimaire de l’Économie pendant quelques semaines, puis Funk le remplace.

la *Reichsbank*, Schacht ne participe plus aux décisions les plus importantes. Le 4 février 1938, un communiqué insiste sur la nécessité de concentrer les pouvoirs et dévoile ainsi partiellement la crise. Le renforcement de Hitler permet de préparer la prochaine étape de la politique extérieure : l’annexion de l’Autriche<sup>1357</sup>.

Depuis la signature de l’accord germano-autrichien du 11 juillet 1936, les nazis autrichiens se sont renforcés. S’étant rapprochée de l’Allemagne, l’Italie s’intéresse moins aux destinées de Vienne. La France et le Royaume-Uni ancrent leur diplomatie dans une politique d’apaisement. Dans ce contexte, Hitler reçoit sans aucun égard Schuschnigg le 12 février 1938 et lui adresse un ultimatum : il doit nommer le nazi Arthur Seyss-Inquart ministre de l’Intérieur. Schuschnigg annonce le 9 mars un plébiscite sur l’indépendance pour le 13 mars. Néanmoins, le 11 mars, la pression allemande le contraint à démissionner. Le Président fédéral Wilhelm Miklas appelle Seyss-Inquart à la chancellerie. Ce dernier demande aux troupes allemandes d’entrer en Autriche. Le 12 mars 1938 à midi, la *Wehrmacht* passe la frontière. Le 13 mars, l’union des deux pays est proclamée. Un plébiscite recueille 97 % de voix en faveur de l’*Anschluss*.

#### b. Schacht et l’Autriche

À partir de novembre 1937, Schacht n’a plus d’influence sur la politique étrangère allemande. Il condamne la méthode employée lors de l’annexion de l’Autriche et des Sudètes mais il intègre la banque nationale autrichienne à la *Reichsbank*.

Interrogé par l’avocat de Schacht, Rudolf Dix, Hans Bernd Gisevius a expliqué aux juges du procès de Nuremberg que le Président de la *Reichsbank* était en faveur d’un rattachement de l’Autriche au Reich mais qu’il en avait désapprouvé la méthode<sup>1358</sup>. Schacht<sup>1359</sup> et Hülse, ancien directeur de la *Reichsbank*<sup>1360</sup>, confirment cet avis. De plus, pour Schacht, si la date de l’*Anschluss* est une surprise, le fait en lui-même ne l’est pas : dès le 23 novembre 1937, Schacht évoque avec William Bullitt le risque d’annexion de l’Autriche et des Sudètes<sup>1361</sup>.

Une fois l’*Anschluss* réalisée, Schacht a pour mission d’intégrer le *Schilling* au *Reichsmark* et

<sup>1357</sup> Pour une description de cette crise : Ian Kershaw, *Nemesis* op. cit., p. 51-60

<sup>1358</sup> IMT, Volume 12, p. 317

<sup>1359</sup> IMT, Volume 13, p. 68

<sup>1360</sup> IMT, Volume 12, p. 554

<sup>1361</sup> IMT, Volume 12, p. 538 et FRUS, 1937, Volume I, p. 169-170, « Memorandum by the Ambassador in France (Bullitt) of a conversation with the German Minister for Economic Affairs (Schacht) ».

la Banque Nationale d’Autriche à la *Reichsbank*. L’entrée des troupes allemandes en Autriche pose en effet le problème de la couverture des dépenses des soldats d’une part et des mesures économiques à prendre vis-à-vis de l’Autriche d’autre part.

Comme l’a constaté Heinz Pentzlin, la définition du cours du *Schilling* est la dernière participation de Schacht à une grande décision du Reich<sup>1362</sup>. En effet, le 11 mars 1938, le lieutenant-colonel Wiedemann lui demande des précisions sur le règlement des frais de la *Wehrmacht* en cas d’entrée de troupes en Autriche<sup>1363</sup>. Schacht souhaite en premier lieu que les troupes ne puissent réquisitionner les biens dont elles ont besoin. En conséquence, le gouvernement du Reich met des moyens financiers à disposition de l’armée pour l’achat des biens alimentaires et autres produits nécessaires à la *Wehrmacht*.

Le problème essentiel, pour Schacht, devient la conversion des *Schillings* en *Reichsmarks*. Il faut un *Reichsmark* pour acheter 1,7 *Schilling*. Keppler propose néanmoins à Hitler que le *Schilling* soit renchérit, à un *Reichsmark* pour 1,5 *Schilling*. Il souhaite ainsi améliorer les revenus des travailleurs autrichiens afin de les gagner au national-socialisme. Mais Schacht s’y oppose, car une telle mesure est susceptible d’entraîner une augmentation des prix et d’annuler l’effet de la surévaluation. De plus, les prix autrichiens deviendraient plus élevés que les prix du reste du Reich, et les ventes des entreprises de l’Autriche risqueraient de s’écrouler<sup>1364</sup>. L’argumentaire de Schacht est fondé sur un travail de la *Reichsbank* en date du 12 mars 1938. Contrairement à ce qu’il a déclaré au procès de Nuremberg<sup>1365</sup>, le taux de change choisi entre les deux monnaies n’avait pas pour but d’éviter une hausse des prix mais de permettre à la *Wehrmacht* de continuer à acheter à des prix assez bas en Autriche, le temps que les prix autrichiens remontent<sup>1366</sup>.

Le 17 mars 1938, deux lois intègrent le *Schilling* au *Reichsmark* au cours d’un *Reichsmark* pour deux *Schilling* et intègrent la banque centrale autrichienne à la *Reichsbank*. Schacht se déplace ensuite à Vienne le 21 mars 1938<sup>1367</sup>. Le Président de la *Reichsbank* y prononce un discours et recueille le serment au *Führer* des employés de l’ancienne Banque nationale

<sup>1362</sup> Heinz Pentzlin, *Hjalmar Schacht... op. cit.*, p. 247 et suivantes

<sup>1363</sup> IMT, Volume 12, p. 556

<sup>1364</sup> Heinz Pentzlin, *Hjalmar Schacht... op. cit.*, p. 248

<sup>1365</sup> IMT, Volume 12, p. 556.

<sup>1366</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/6673, p. 313-317

<sup>1367</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/7037, p. 199 « Wiener Ansprache. Ansprache des Reichsbankpräsidenten Dr. Hjalmar Schacht an die Gefolgschaft der ehemaligen Oesterreichischen Nationalbank. Wien, am 21. März 1938 »



d’Autriche<sup>1368</sup>. Ce discours contient une part de propagande : la « mission » de l’Autriche serait de porter la culture allemande dans le Sud-Est de l’Europe. Hitler, selon Schacht, a réalisé le vœu exprimé par les Autrichiens au début des années 1920 et empêché par les Alliés. Schacht en vient ensuite au cœur de son discours, la fusion des deux banques. Certains détails techniques de la fusion sont dévoilés : les paiements par virement devront être mis en œuvre très vite ; la politique de l’Allemagne sera introduite en Autriche pour profiter de la relative liquidité du marché viennois ; les banques autrichiennes participeront au prochain emprunt du Reich, prévu pour avril 1938 ; le système allemand de contrôle des changes sera également introduit en douceur ; les exportations autrichiennes allègeront probablement le déficit de la balance commerciale allemande. Enfin, la banque autrichienne sera transformée en *Hauptstelle* de la *Reichsbank*.

Schacht complète le panorama des mesures à prendre en Autriche par un article publié dans la revue *Vierjahresplan* et repris dans le *Rheinische Westfälische Zeitung* du 26 avril 1938<sup>1369</sup>. Dans les jours qui suivent le rattachement, les paiements en *Schilling* ont continué. En avril, le *Reichsmark* est introduit, inaugurant une période où les deux monnaies sont utilisées conjointement, avec retrait progressif du *Schilling*. Le régime de contrôle des changes et de répartition des devises a également été introduit et les sorties de capitaux interdites. Les barrières douanières entre les deux pays sont en cours d’abolition et l’intégration de l’ancienne banque centrale se fait pas-à-pas. Pour soutenir l’exportation des biens autrichiens, Schacht annonce qu’il mettra les crédits d’escompte et le Lombard de la *Reichsbank* à disposition des Autrichiens. Les liens existant entre les instituts de crédit des deux pays doivent encore être approfondis. Le marché monétaire autrichien sera intégré au marché allemand et des billets à ordre pourront y être vendus (*Solawechsel*). Le dernier emprunt du Reich, émis en avril, a déjà bénéficié de la participation de banques autrichiennes<sup>1370</sup>. La *Reichsbank* doit faire face à une pression déflationniste et utilise, pour l’alléger, les réserves de l’Autriche, afin d’adapter sa politique de crédit au grand Reich.

Avec l’absorption de la banque centrale autrichienne, la *Reichsbank* peut en outre bénéficier de ses 240 millions de *Schillings* de réserves en devises et de ses 174 millions de *Schillings* de

<sup>1368</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3742, p. 20, Deutsche Allgemeine Zeitung, 22 mars 1938

<sup>1369</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3742, p. 57, Rheinische Westfälische Zeitung, 26 avril 1938

<sup>1370</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3742, p. 86, Rapporte 1,6 milliards de RM en mai 1938. Deutsches Nachrichten Büro, 7 mai 1938.

réserves en or soit en tout 207 millions de RM<sup>1371</sup>. Le *New York Herald Tribune* note que Schacht a décrit l’Autriche comme un pont vers le Sud-Est de l’Europe et constate que, désormais, l’Allemagne maîtrise toutes les voies de communication vers cette région. La Tchécoslovaquie est désormais isolée économiquement<sup>1372</sup>.

Lors de l’*Anschluss*, Schacht a joué un rôle de relatif modérateur en évitant les réquisitions de biens par la *Wehrmacht* sans pour autant en remettre en cause son principe. De plus, il a intégré la monnaie et la banque centrale autrichienne au système monétaire allemand, dans le but d’avantager le réarmement. En effet, le taux de change choisi entre les deux monnaies et l’accès aux réserves, aux banques et aux marchés autrichiens permettent de continuer ce financement par le biais de l’émission de billets à ordre et d’emprunts du Reich. Paradoxalement, Schacht consolide ainsi une politique qu’il désapprouve, symbolisant ainsi toute l’ambiguïté du comportement des conservateurs face aux nazis. Pourtant, le 10 décembre 1937, le discours qu’il tient devant l’académie de la *Wehrmacht* montre clairement son espoir d’un changement de politique économique, de renoncement à l’autarcie et de limitation du réarmement.

## 2. Le discours de Schacht devant la *Wehrmachtakademie*

Dans ce discours<sup>1373</sup>, il résume d’abord les étapes du réarmement allemand. L’Allemagne a créé un nouvel armement, sans disposer de matières premières en quantité. Malheureusement, l’augmentation régulière de la part des produits, allemands ou importés, affectés à l’armée depuis 1934, a engendré une pression sur les biens de consommation et l’alimentation qui ne peut cesser qu’avec la fin du réarmement. Elle s’accompagne d’un phénomène de rareté de plus en plus inquiétant. Schacht passe ensuite en revue l’ensemble des branches économiques d’activité.

### a. *Vue d’ensemble de l’économie*

L’industrie d’exportation se trouve dans une situation particulière. Elle produit à la fois des biens pour le marché intérieur, notamment pour le réarmement, et des biens pour le marché

<sup>1371</sup> Les chiffres sont de Vocke, directeur de la Reichsbank jusqu’en 1939, IMT, Volume 13, p. 76

<sup>1372</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3742, p. 24, *New York Herald Tribune*, 22 mars 1938.

<sup>1373</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7031, « Grundbedingungen und Lage der deutschen Gesamtwirtschaft (Vortrag des Herrn Reichsbankpräsident Dr. Schacht vor der Wehrmachtakademie am 10. Dezember 1937) », p. 1-32 pour la rédaction finale du discours, pages suivantes pour les

extérieur. Les matières premières sont attribuées en priorité à l’exportation lorsque c’est possible, mais des « bagatelles<sup>1374</sup> » manquent souvent dans le processus de fabrication, comme les clous. Il est difficile pour ces entreprises de remplir les deux fonctions, la production de biens d’exportation et la production de biens d’armement, car la seconde est plus rentable. Il y a ainsi un phénomène d’éviction des biens d’exportation au profit des biens d’armement, ce qui provoque une diminution des exportations et en conséquence une diminution des devises disponibles.

Les entreprises qui ne travaillent ni pour l’exportation, ni pour le réarmement ne sont pas approvisionnées en quantité suffisante. Il leur est parfois possible d’utiliser des matières premières allemandes, au prix d’une augmentation des coûts. Dans le cas contraire, la production est limitée. Si l’industrie textile était la plus touchée au début du réarmement, ce phénomène s’est propagé à d’autres branches en 1937. Certaines entreprises souffrent de chômage technique et d’autres déposent le bilan. C’est socialement dommageable, car les faillites concernent souvent des artisans. Ce problème se traduit dans l’indice de production : de janvier à août 1937, il n’a augmenté que de 6,6 %, contre 14,3 % l’année précédente. La production de l’acier a augmenté de 152 % en 1933, celle du textile de 9 % seulement. Les réserves sont en-deçà de ce qui est nécessaire pour écouler la production sans dysfonctionnement. La diminution de ces réserves touche particulièrement les matières premières textiles, le métal et le caoutchouc.

Le danger de cette situation, selon Schacht, est qu’en cas d’arrêt du réarmement un grand nombre de projet deviendraient improductifs. Le temps de la reconversion de l’industrie serait alors marqué par un fort chômage. De plus, l’Allemagne aurait besoin d’or et de devises pour se protéger d’une récession mondiale, de sanctions des autres pays ou se préparer à la guerre.

La situation économique pose aussi le problème des limites de la capacité de travail. Même en cas d’embauche massif de femmes, le recrutement d’ouvriers qualifiés est difficile. Certaines entreprises ne peuvent atteindre leur *optimum*, notamment dans le textile. Dans le domaine de l’armement, il est dépassé depuis longtemps. Une augmentation des coûts en découle, à cause du manque d’élasticité dans les procédés techniques de production. D’autres éléments influencent défavorablement le rendement : le prix élevé des matières premières allemandes, la hausse directe ou indirecte des salaires, les dépenses sociales, la lourde taxation, les dépenses

---

brouillons.

<sup>1374</sup> BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7031, p. 3

liées aux activités administratives. Le « désir » d’armement se répercute sur les prix<sup>1375</sup> : ceux-ci augmentent ou la qualité des produits diminue. En conséquence, la productivité ne devrait pas s’améliorer s’il n’y a pas de diminution du coût des matières premières.

*b. Politique monétaire et financière*

Sur le plan financier, les besoins publics dominent le marché depuis 1933 :

« Comme on le sait, l’essor économique a été déclenché et maintenu dans son étendue car le Reich s’est endetté dans une large mesure et ce principalement à court terme. Nous avons entrepris d’atteindre un financement définitif à partir de ce dit préfinancement. »<sup>1376</sup>

La dette à court terme reste très élevée. Pour soutenir l’effort financier de l’État, le Reich a entrepris une politique de diminution des taux d’intérêt, qui a permis d’améliorer le rendement de l’économie. Néanmoins, le manque de matières premières nuit à la productivité et accroît les coûts de l’entreprise. Dans ce contexte, les réserves en devises et en or sont stratégiques, mais la *Reichsbank* n’en a plus. En 1929, elle disposait de 2300 millions de *Reichsmark* de réserves. En 1932, elle en avait 800 millions. En 1937, elle ne peut se reposer que sur 70 millions de *Reichsmark* de réserves. Le seul moyen de les améliorer est d’exporter plus. Le *Nouveau Plan* a amélioré la balance commerciale et a permis d’augmenter les importations de matières premières de 26 à 46 millions *Reichsmarks* par an. C’est insuffisant : pour maintenir le cap, il faut réduire la production civile et aggraver encore la situation sociale.

Pour renforcer les exportations, Schacht suggère de cibler les produits qui apportent le plus de devises, soit 12 % des exportations seulement. Les autres échanges sont gérés par des accords de compensation. Or, les importations en provenance des pays à monnaie libre se sont multipliées : les réserves en devises se sont encore amoindries.

La situation monétaire est également instable sur le plan intérieur. Le réarmement a suscité un report de pouvoir d’achat des consommateurs et des entreprises vers l’État. Schacht craint que ce déséquilibre ne pousse à une dévaluation. Une dépréciation du *Reichsmark* mettrait en

<sup>1375</sup> Schacht utilise l’expression *Rüstungbegehrs*, création *ad hoc* et ironique. *Begehren* signifie « souhaiter » dans le sens de « convoiter ».

<sup>1376</sup> « Bekanntlich ist der Wirtschaftsaufschwung dadurch ausgelöst und auf der Höhe gehalten worden, daß das Reich sich in hohem Maße verschuldet hat, und zwar zunächst in der Hauptsache kurzfristig. Wir sind bemüht, aus dieser sogenannten Vorfinanzierung zu einer endgültigen Finanzierung zu gelangen. » BARCH Berlin Deutsche Reichsbank, R2501/7031, p. 3.

danger la *Reichsbank* qui a « indirectement » financé les commandes de l’État.

« La pénurie de matières premières, le manque de travail qualifié, l’embauche de travailleurs étrangers et la surutilisation de nombreuses installations industrielles indiquent que l’économie allemande est arrivée à son meilleur rendement et, enfin, le déplacement assez considérable de l’ensemble de la production des biens de consommation vers la fabrication de l’armement est évident. »<sup>1377</sup>

La *Reichsbank* a constaté un accroissement de la circulation des moyens de paiement de 5,4 milliards de *Reichsmark* en 1933 à 6,9 milliards en octobre 1937, soit 28 % (Tableau 13, p. 468). La vitesse de la circulation s’est intensifiée de 10 à 15 %.

« L’effort comptable de crédit de la *Reichsbank* sur les titres intérieurs [...] a ainsi augmenté de presque 80 %, d’environ 2,9 milliards de RM dans la moyenne annuelle en 1933 à environ 5,2 milliards de RM en moyenne en octobre 1937. Que l’exigence de la *Reichsbank* n’ait pas été plus forte s’explique par le fait qu’au cours de la relance de l’activité économique déclenchée par les mesures des pouvoirs publics, l’économie privée a été autorisée à couvrir une partie de ses vieilles dettes auprès de la *Reichsbank*. »<sup>1378</sup>

À la place des titres commerciaux privés, la banque centrale a placé dans son portefeuille et celui de ses filiales des traites spéciales de l’État. Toutes les institutions qui détiennent de telles valeurs peuvent les échanger contre des *Reichsmarks* auprès de la *Reichsbank*. En conséquence, les charges de la banque centrale se renforceront :

« La situation d’un tel financement est naturellement extraordinairement instable et cette instabilité est durablement suspendue comme une épée de Damoclès au dessus de la *Reichsbank* et ainsi au-dessus de notre monnaie. »<sup>1379</sup>

---

<sup>1377</sup> « Der Rohstoffmangel, der Mangel an qualifizierte Arbeit, die Heranziehung ausländischer Arbeitskräfte und die Überbeanspruchung zahlreicher industrieller Anlagen deuten darauf hin, daß die deutsche Wirtschaft auf dem Höchststand ihrer Leistung angelangt ist, und schließlich ist der Tatbestand einer recht beträchtlichen Produktionsumschichtung von fort Konsumgüterproduktion auf die Herstellung von Rüstungsmaterial offensichtlich gegeben. »

<sup>1378</sup> « Die bilanzmäßige Kreditbeanspruchung der Reichsbank aus Inlandswechseln [...] ist von rd. 2,9 Mrd. RM im Jahresdurchschnitt 1933 auf rd. 5,2 Mrd. RM im Oktoberdurchschnitt 1937, also um fast 80 %, gestiegen. Daß die Beanspruchung der Reichsbank nicht stärker gewesen ist, erklärt sich einmal daraus, daß im Verlauf der durch die Maßnahmen der öffentlichen Hand ausgelösten Wirtschaftsbelebung die private Wirtschaft befähigt worden ist, einen Teil ihrer alten Schulden bei der Reichsbank abzudecken. »

<sup>1379</sup> « Der Zustand einer derartigen Finanzierung ist natürlich ein außerordentlich labiler, und diese Labilität hängt wie ein Damoklesschwert dauernd über der Reichsbank und damit über unserer Währung. »

Le seul moyen, selon Schacht, sortir de cette situation précaire est d’écarter les traites spéciales par l’émission d’un emprunt du Reich et l’impôt, pour remettre en ordre le marché des capitaux.

*c. Prix et coût de la vie*

Schacht aborde ensuite l’évolution des prix, dont le contrôle est généralisé depuis 1936. Leur fluctuation au gré de la conjoncture a été ainsi considérablement réduite. Cependant, l’index des prix du commerce en gros s’est accru de 13,8 % de 1933 à septembre 1937, en raison du renchérissement des produits agricoles et des matières premières. Sur la même période, le coût de la vie s’est alourdi de 6 %. Ce chiffre ne rend toutefois pas compte de la disparité des augmentations en fonction des produits : l’augmentation « réelle », selon Schacht, est de 15 %. Parallèlement, les revenus nominaux des fonctionnaires, des employés, des ouvriers de l’industrie des biens de consommation, des manœuvres agricoles et des mineurs sont restés stables et leurs salaires réels se sont détériorés. Les travailleurs des entreprises bénéficiant des commandes de l’État et les anciens chômeurs ont vu leur niveau de vie s’améliorer. Le programme *Kraft durch Freude* permet de compenser en partie ces pertes<sup>1380</sup>, mais cette réduction des revenus n’est pas négligeable car le niveau de vie en 1933 était faible. De plus, les disparités de rémunérations entre les salariés sont socialement problématiques.

Les tensions issues du faible montant de devises disponibles, de la circulation monétaire, des prix et des revenus ont engendré une abondance d’argent préjudiciable pour la stabilité monétaire. Une dépréciation a été évitée grâce au contrôle des changes, qui stérilise le pouvoir d’achat. La politique monétaire doit conserver la confiance de l’Allemagne et de l’étranger. Dans cet esprit, Schacht souhaite que le budget de l’État redevienne public, d’autant plus que le déficit est de plus en plus difficile à cacher. Schacht conclue cette partie :

« Un tel jeu du tout pour le tout – comme toujours dans les cas d’urgence extrême – était autorisé et nécessaire, tant que nous étions au début de notre réarmement et que le danger d’une entrave violente à cette politique par nos adversaires étrangers existait. »<sup>1381</sup>

<sup>1380</sup> « *Kraft durch Freude* » est un programme du Front du Travail qui a effectivement permis à de nombreux Allemands de partir en vacances, dans des stations balnéaires populaires parfois construites par le régime.

<sup>1381</sup> « Ein solches Vabanquespiel – wie in Fällen äußerster Not immer – berechtigt und notwendig,

*d. L'agriculture, les matières premières allemandes et le Plan de 4 ans*

En temps de guerre, poursuit Schacht, un approvisionnement insuffisant en matières premières et alimentaire est dangereux. La politique allemande a voulu réduire ce risque, mais ses résultats sont mitigés. Comparé aux années 1925-1927 (base 100), le rendement de la production de céréales et de pommes de terre est de 122 en 1931-1933 et de 114 pour 1934-1936. En outre, les importations de produits agricoles ont augmenté de 1933 à 1937 en valeurs et en quantité. La politique économique est partiellement responsable de cette situation. Les surfaces cultivables ont perdu 100 000 hectares au bénéfice d'autoroutes, d'aéroports ou de places d'exercices. Les agriculteurs manquent d'ouvriers car ces derniers préfèrent l'industrie où ils sont mieux payés. L'acquisition de machines pour améliorer les rendements est rendue difficile car les matières premières manquent pour leur construction.

Schacht met aussi en cause les fluctuations de la politique agricole qui a cherché jusqu'en 1934 à accroître la production et a été inversée dans les années suivantes. La loi sur l'héritage a encouragé l'exode rural et diminué la capacité globale de l'agriculture<sup>1382</sup>. Il délivre ensuite quelques pistes pour améliorer la situation, insistant notamment sur l'amélioration du rendement grâce au progrès technique. Il insiste également sur le manque d'espace de la population allemande : tant que l'Allemagne ne peut obtenir des colonies, elle est contrainte d'importer des produits agricoles et des matières premières, qui doivent être financés par des exportations.

La production industrielle allemande mobilise quinze millions de travailleurs. Elle a besoin de matières premières, et certaines d'entre elles ne peuvent être produites en Allemagne, comme le tungstène, le chrome et la bauxite, malgré la production de succédanés et le *Plan de 4 ans*. Toutefois, la diminution d'importations engendrée n'est pas très importante. Les investissements du *Plan de 4 ans* ont augmenté la consommation des matières premières avant d'en accroître la production. Dans les dernières années, la *Reichsbank* a ainsi dû trouver 500 millions de *Reichsmarks* pour financer ces investissements. En 1937 et 1938, il faut compter avec 6 milliards d'importations par an. Le *Plan de 4 ans* permettra à terme de diminuer ces besoins à 4,5 milliards.

---

solange wir am Anfang unserer Wiederaufrüstung standen und die Gefahr einer gewaltsamen Verhinderung dieser Aufrüstung durch unsere ausländischen Gegner bestand. »

<sup>1382</sup> La succession a été réservée à l'aîné pour ne pas augmenter le nombre d'exploitants.

Les conséquences de la raréfaction des matières premières sont visibles. Les produits exportés sont en effet de moins bonne qualité et soutiennent moins bien la concurrence des autres pays. Cette pénurie engendre deux risques, une inflation ou une crise économique. Dans les deux cas, le niveau de vie diminuera. Schacht insiste : économiquement, l'Allemagne a de larges capacités mais elle ne peut bouleverser sa base sociale.

« L'armement a mobilisé les réserves économiques et financières du peuple allemand dans une ampleur telle qu'apparaissent des tensions chaque fois plus importantes qui ne se traduisent pas seulement en difficultés pour les matières premières, en insuffisantes réserves de marchandises et de productions, en symptômes de déficience du secteur de la production de biens de consommation agricoles et industriels, en une baisse de qualité, en une expansion dangereuse du crédit à court terme, mais qui ont aussi du point de vue social des conséquences préjudiciables. Je vois l'issue dans deux directions : augmentation des exportations avec toutes les forces concevables sur le plan extérieur et diminution de la création de crédit comme source de financement des dépenses publiques sur le plan intérieur. Pour être efficaces, les deux mesures exigent un soutien par une politique étrangère appropriée. »<sup>1383</sup>

Schacht termine : l'Allemagne ne peut pas vivre sans commerce extérieur. Pour améliorer ses exportations, elle doit améliorer l'approvisionnement de l'industrie en matières premières. Dans ce but, elle est placée devant une alternative : soit diminuer encore la production de biens de consommation, soit limiter le réarmement et le *Plan de 4 ans*. Schacht souhaite ainsi un changement de politique.

## **B. L'impossible continuation du financement du réarmement**

L'année 1937 est un tournant de la carrière de Schacht. La dégradation des relations avec Göring et Hitler, la fin des MEFO et l'échec de l'autarcie poussent que le Président de la *Reichsbank* a renoncé à suivre les vues guerrières de Hitler. Ce tournant se traduit d'une part par les péripéties qui marquent les deux renouvellements de mandat de Président du directoire de la

---

<sup>1383</sup> « Die Aufrüstung hat die wirtschaftlichen und finanziellen Reserven des deutschen Volkes in einem Ausmaß beansprucht, daß sich je länger je mehr Spannungerscheinungen bemerkbar machen, die sich nicht nur in Rohstoffschwierigkeiten, ungenügenden Warenvorräten, Produktionsstockungen, Mangelercheinungen auf dem Gebiet der ernährungswirtschaftlichen und gewerblichen Konsumgüterzeugung, Qualitätsminderung, gefährlicher Ausdehnung des kurzfristigen Kredits äußern, sondern auch in sozialer hinsicht nachteilige Rückwirkungen haben. Den Ausweg sehe ich in zwei Richtungen : Steigerung der Ausfuhr mit allen erdenklichen Kräften nach außen und Dämpfung der Kredit-schöpfung als Finanzierungsquelle für öffentliche Aufgaben nach innen. Beide Maßnahmen erfordern, wenn sie wirksam sein sollen, die Unterstützung durch eine entsprechende Außenpolitik. » Souligné dans le texte original. Je n'ai malheureusement pas trouvé de procès-verbal des questions posées à Schacht à la fin de son exposé. Avec plus de 30 pages, il a parlé deux heures au minimum.



*Reichsbank* de mars 1937 et mars 1938, d'autre part par l'inquiétude grandissante de Schacht face au risque d'inflation. À la fin de l'année 1938, peu de temps après le grand pogrom de novembre, Schacht pousse Hitler à se séparer de lui.

### 1. Les péripéties du renouvellement du mandat de Schacht et la fin du préfinancement

Au début de 1937, 9 milliards de MEFO circulent en Allemagne. Schacht pense arriver à maintenir le « *rythme et [...] l'ampleur du réarmement dans des proportions raisonnables* » en limitant le financement<sup>1384</sup>. Il n'a alors pas d'idée précise de l'ampleur exacte du réarmement mais ressent qu'il est en passe de dépasser une « *juste mesure* ». Or, en mars 1937, le mandat de Schacht arrive à échéance. Il conditionne son maintien à la tête de la *Reichsbank* à un arrêt du préfinancement. Lammers envoie deux fois de suite un acte de nomination que Schacht refuse et force ainsi Hitler à conclure un compromis. Schacht est ainsi renouvelé pour un an à la tête de la *Reichsbank* « *avec la mention qu'après écoulement de cette période d'un an [il s']en irait définitivement si Hitler n'avait pas accepté d'ici là la suspension des crédits MEFO.* » En échange, il accepte d'émettre trois nouveaux milliards de *Reichsmarks* de MEFO<sup>1385</sup>.

Un an plus tard, Schacht est maintenu à la tête de la *Reichsbank* pour un mandat de quatre ans. Les MEFO, qui représentent désormais une masse de 12 milliards de *Reichsmarks* au 31 mars 1938, ne sont plus émis. La fin des traites spéciales a été obtenue grâce à l'accord de Keitel, chef du haut commandement de la *Wehrmacht*, et de Krosigk aux Finances<sup>1386</sup>. La banque centrale, grâce à Schacht, a été la seule institution d'État à résister ouvertement au réarmement<sup>1387</sup>.

À l'occasion du renouvellement de son mandat en mars 1938, Schacht prononce un discours devant l'Assemblée Générale de la *Reichsbank*, portant sur le financement de l'action publique. Il y rappelle que le Reich a converti ses dettes, réformé la structure bancaire et procédé d'une part à l'émission d'emprunts à long terme et d'autre part émis des billets à ordre – le *Solawechsel*. Cette politique de crédit a été consolidée par des mesures garantissant la stabilité des prix et des revenus. Les marchés ont ainsi une capacité plus importante, la monnaie est

<sup>1384</sup> Hjalmar Schacht, *Seul contre Hitler... op. cit.*, p. 113

<sup>1385</sup> *Ibidem*, p. 114. Je n'ai pas trouvé de traces dans les archives de la chancellerie de cet épisode.

Cependant, Lammers au Procès des grands criminels de guerre a confirmé cette version. IMT, Volume 19, p. 80-84.

<sup>1386</sup> IMT, Volume 19, p. 80-84.

<sup>1387</sup> IMT, Volume 19, p. 115

préservée des grands bouleversements et le revenu de l’État, grâce à la fin du chômage, grandit chaque année. À côté des emprunts à long terme, l’endettement à court terme s’est largement développé, mais la banque centrale sait que ce financement ne peut pas continuer. En conséquence, le préfinancement par les traites spéciales doit s’arrêter<sup>1388</sup>.

Ce discours fait grand bruit. *L’Écho de Paris* du 9 mars 1938 croit savoir que la condition du maintien de Schacht à la *Reichsbank* est l’arrêt du financement à court terme<sup>1389</sup>. Le *Daily Telegraph* s’étonne de la « surprise » qu’a réservée Schacht : le retour à des finances normales<sup>1390</sup>. Désormais, la couverture des dépenses du Reich passe désormais par le budget et par l’émission de bons du Trésor. En Allemagne, le *Völkischer Beobachter* constate que les finances et la monnaie sont saines : ce succès permet de poursuivre le financement du réarmement<sup>1391</sup> !

Néanmoins, l’arrêt de l’émission de traites spéciales ne suffit pas. Le gouvernement a promis de les rembourser à partir de 1939. Est-ce encore possible ?

## 2. Du préfinancement à la planche à billet

Le préfinancement repose sur l’anticipation d’une hausse des revenus de l’État. Le retour à l’emploi de millions de chômeurs grâce à des travaux financés par les traites spéciales engendre une augmentation des rentrées d’impôts du Reich. Ce dernier Reich devait rembourser les sommes empruntées à partir de 1939, grâce au surplus fiscal créé.

	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Rentrée d’impôts en millions de RM	6420	5990	98060	9700	11550	14030	17730
Dépenses	7320	8430	10660	13900	17350	19430	28230
Montant manquant	900	2440	2600	4200	5800	5400	10500

Tableau 11 – Budget du Reich 1932-1938 (année fiscale)<sup>1392</sup>

Ce système aurait pu fonctionner. En 1933, les rentrées d’impôts s’élèvent à 5990 millions de RM. En 1935, elles représentent 9700 millions et 17730 millions de RM en 1938 (Tableau

<sup>1388</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3741, p. 201, publié intégralement dans le *Berliner Tageblatt* du 11 mars 1938.

<sup>1389</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3741, p. 202, *L’Écho de Paris*, 9 mars 1938

<sup>1390</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3741, p. 235, *Daily Telegraph*, 12 mars 1938

<sup>1391</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank, R2501/3741, p. 248, *Völkischer Beobachter*, 12 mars 1938

<sup>1392</sup> René Erbe, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik... op. cit.*, p. 34

11). Cependant, le montant des dépenses qui ne sont pas couvertes par les rentrées d’impôts augmente également. En 1933, elles sont de 2440 millions de RM. Elles s’accroissent jusqu’à atteindre à 4200 millions en 1935, reculent légèrement en 1937 et gonflent spectaculairement en 1938, quelques mois avant le remboursement prévu des bons MEFO, jusqu’à atteindre 10 500 millions de RM.

Ce budget largement déficitaire est couvert par les grands emprunts du Reich et la dette flottante, c’est-à-dire les emprunts à court terme. Toutefois, cette dernière fait peser un risque sur la monnaie. Or la situation inquiétante de la masse monétaire de mars à décembre 1938 rend le remboursement des traites spéciales improbable.

*a. Évolution de la dette flottante du Reich*

En millions de Reichsmarks, par année fiscale (1 <sup>er</sup> avril-31 mars)	1933	1934	1935	1936	1937	1938
<b>1. Traités MEFO</b>						
a. Changement par année	...	+2145	+2715	+4452	+2688	-100
b. Total cumulé à la fin de l’année	...	2145	4860	9312	12000	11900
<b>2. Dette pour la création d’emploi</b>						
a. Changement par année	+1441	+48	-362	-367	-385	-375
b. Total cumulé à la fin de l’année	1441	1489	1127	760	375	...
<b>3. Autres dettes à court terme</b>						
a. Changement par année	+ 417	+473	+494	-518	-38	+4190
b. Total cumulé à la fin de l’année	1514	1987	2481	1963	1925	6115
<b>4. Total</b>						
a. Changement par année	+1858	+2666	+2847	+3567	+2265	+3715
b. Montant total à la fin de l’année	2955	5621	8468	12035	14300	19015

Tableau 12 – Dette flottante du Reich, 1933-1938<sup>1393</sup>

De 1933 à 1938, la dette flottante du Reich s’accroît de 2 955 millions à 19 015 millions de RM. Les MEFO en sont la cause première. Le 31 mars 1938, ils représentent 12 des 14,3 milliards de RM qui constituent la dette flottante. L’arrêt de leur émission ne provoque toutefois pas de diminution de la dette à court-terme, qui, le 31 mars 1939, constituent une masse 19,015 milliards de RM. Les bons MEFO sont remplacés par d’autres titres à court terme, essentiellement des Bons du Trésor ne portant pas intérêt, dont le nombre grossit de 1,925 au 31

mars 1938 à 6,115 milliards de RM le 31 mars 1939<sup>1394</sup>. Ils sont de moins bonne qualité que les bons MEFO, puisqu’ils ne sont éligibles qu’aux avances sur nantissement. Ils se vendent toutefois très vite sur le marché monétaire car les banques veulent le remboursement des bons MEFO.

Or, ces derniers sont escomptables par la *Reichsbank*, c’est-à-dire échangeable contre des *Reichsmarks*. L’expansion de la dette flottante à cause de l’émission de bons du Trésor pour remplacer les MEFO met en conséquence la monnaie en danger. Ce risque s’inscrit dans l’évolution de la masse monétaire.

*b. La situation inquiétante de la masse monétaire du Reichsmark*

Les moyens de paiement en circulation en Allemagne ont logiquement connu une décrue pendant les années de crise et de déflation (1931-1932). Ils augmentent sensiblement de 1933 à 1937. Jusqu’au début de 1938, cette évolution est peu inquiétante, car le chômage disparaît et l’activité économique s’accroît. Ainsi, la masse monétaire s’étend de 30 %, de 5715 millions de RM en 1933 à 7499 à la fin de 1937 (Tableau 13). Cependant, un décalage s’instaure entre la plus grande abondance d’argent et la faible augmentation de la production des biens de consommation : l’expansion de la masse monétaire n’a pas servi le pouvoir d’achat des Allemands.

En 1938, les moyens de paiement en circulation augmentent très nettement, passant de 7499 à 10 404 millions de RM. Si l’on tient compte de l’intégration au Reich de l’Autriche et des Sudètes, 1,8 milliard de RM supplémentaires résultent de la politique économique : remplacés par des bons du Trésor, les MEFO affluent vers la *Reichsbank*.

---

<sup>1393</sup> *Ibidem*, p. 49

<sup>1394</sup> *Ibidem*, p. 47

	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
<i>Billets de banque</i>	4914	5028	4756	4738	3545	3633	3888	4282	4980	5493	8223
<i>Billets Rentenbank</i>	530	397	439	422	413	392	385	398	374	391	382
<i>Billets des banques privées</i>	179	180	182	188	183	174	175	150	9	–	–
<i>Monnaie métallique (billon)</i>	1029	998	1002	1290	1501	1516	1525	1544	1602	1615	1799
<i>Total</i>	6653	6602	6379	6638	5642	5715	5972	6373	6964	7499	10404
<i>Index (100)</i>	118	117	113	118	100	101	106	113	123	133	184

Tableau 13 – Circulation des moyens de paiement (en millions de RM en fin d’année)<sup>1395</sup>

Le danger que fait peser l’expansion de la masse monétaire sur le *Reichsmark* est mis en valeur dans un discours de Schacht devant la commission du marché des capitaux, où siègent notamment Göring et Krosigk<sup>1396</sup>. Le président de la *Reichsbank* rappelle que le risque inflationniste était inhérent à la politique de création d’emplois et au réarmement. Il a fallu imposer à certaines branches de l’économie un contrôle étroit : l’appareil bancaire, les marchés financiers, les devises, le commerce extérieur, les investissements, les matières premières, les prix et les salaires. La consommation a donc été largement restreinte et a laissé la place au réarmement.

Néanmoins, lorsque des crédits continuent d’être disponible alors que l’on ne peut plus augmenter la production, il y a, d’après Schacht, un risque d’inflation. Ce point a été atteint au printemps 1938.

« À l’heure actuelle, la méthode de financement a été logiquement réarrangée et l’instrument des bons du Trésor sans intérêt a été créé, avec l’aide duquel une lente transition du financement vers des moyens budgétaires et des prêts devrait être atteint. Ce programme n’a pu être réalisé pour les raisons politiques connues. La *Reichsbank* a dû donner un nouveau crédit et la première étape vers une inflation est ainsi déjà franchie. »<sup>1397</sup>

<sup>1395</sup> *Ibidem*, p. 63

<sup>1396</sup> BARCH Berlin, Deutsche Reichsbank R2501/6521, p. 119-126. Ce document est le brouillon d’un discours. Nous ne savons pas si le discours a finalement été tenu.

<sup>1397</sup> « Logischerweise wurde in diesem Zeitpunkt die Finanzierungsmethode umgestellt und das Instrument der Lieferschatzanweisungen geschaffen, mit dessen Hilfe eine langsame Überleitung der Finanzierung auf die Mittel des Etats und der Anleihen erreicht werden sollte. Dieses Programm konnte aus den bekannten politischen Gründen nicht eingehalten werden. Die Reichsbank mußte viel-

Entre mai et septembre 1938, cette situation est aggravée par une chute des exportations de 16 % par rapport à l’année précédente. De janvier à septembre 1938, le solde du commerce extérieur marque un surplus d’importations de 316 millions de RM. Celui-ci a été couvert grâce à l’*Anschluss* : il reste 70 des 207 millions de RM de la Banque Nationale d’Autriche. En conséquence, les faibles réserves en devises risquent d’entraîner une forte contrainte sur l’activité économique. En effet, l’organisation du commerce extérieur contraint l’Allemagne à les marchandises à l’étranger plus cher que ses concurrents ou, parfois, à accepter des produits de moins bonne qualité.

« De plus, si on prend en considération la décote des différentes créances gelées qui atteint dans certains cas environ 90% et qui n’est nullement indifférente pour la situation monétaire, on peut à peine parler de “monnaie” pour la circulation des paiements interétatiques. »<sup>1398</sup>

Le budget n’est pas dans une meilleure situation. Les impôts proviennent des entreprises, qui voient leurs coûts augmenter, car elles ont dépassé leur optimum. Les salaires et les prix sont stables mais les impôts augmentent. En outre, la deuxième source de financement du réarmement par l’État est le marché des capitaux, or, depuis deux mois, le Reich a lancé un nouvel emprunt et n’arrive pas à le lever. En 1938, le Reich a fortement mobilisé le marché en recueillant 6788 millions de RM<sup>1399</sup>.

La *Reichsbank* gère une masse monétaire qui s’inscrit désormais dans une tendance à l’inflation de guerre. Le montant global des moyens de paiement s’est en effet accru de 6,7 milliards au 15 janvier à 9,3 milliards au 15 octobre. Parallèlement, les prix et les salaires, malgré le contrôle, ont augmenté de 20 % pour les premiers et de 10 à 15 % pour les seconds depuis 1933.

La conclusion de Schacht est simple : il y a inflation. Une restriction du crédit aurait des effets déflationnistes qui ne sont pas souhaitables. Il propose :

---

mehr erneut Kredit geben und damit ist der erste Schritt zu einer Inflation bereits getan. »

<sup>1398</sup> « Berücksichtigt man dazu noch das Disagio der verschiedenen Sperrguthaben, das in einzelnen Fällen bis rd. 90% geht und für die Währungslage keineswegs gleichgültig ist, so kann man im zwischenstaatlichen Zahlungsverkehr von einer "Währung" kaum mehr sprechen. »

<sup>1399</sup> René Erbe, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik... op. cit.*, p. 51

« On devra plutôt veiller à ce que la production de bien de consommation s’élève le plus rapidement possible dans le surplus du volume de crédit. »<sup>1400</sup>

Dans ce but, il faut importer les matières premières manquantes et ainsi augmenter les exportations. Le financement des travaux de l’État doit être assuré par l’emprunt à long terme et le budget. Schacht demande le remboursement des traites spéciales. La *Reichsbank* ne veut plus prêter à l’État que de petites sommes pour couvrir des problèmes temporaires de caisse.

L’expansion de la masse monétaire et le risque d’inflation ainsi engendré n’ont naturellement pas échappé au Président de la *Reichsbank*. Le remplacement de fait des MEFO par l’émission de bons du Trésor ne rend-il pas la démission de Schacht inéluctable ?

### 3. Le second départ de la *Reichsbank*

La crise décrite par Schacht en octobre devant la commission du marché des capitaux se développe à partir de septembre et devient aiguë avec la nouvelle vague de violence antisémite qui touche le Reich. L’impossibilité du remboursement des MEFO proclamée par Krosigk et la tentative de Schacht de trouver une solution à l’émigration des Juifs hors d’Allemagne au mois de décembre le poussent à soumettre à Hitler un mémorandum du directoire de la *Reichsbank*. Il provoque ainsi son renvoi.

#### *a. L’impossibilité du remboursement des MEFO et le double échec de Schacht*

Le préfinancement reposait sur une promesse de Schwerin von Krosigk de rembourser les traites spéciales à partir de 1939<sup>1401</sup>. Le Président de la *Reichsbank* pensait ainsi tenir Hitler « à la gorge »<sup>1402</sup> car le retrait des MEFO impliquait un ralentissement du réarmement.

Néanmoins, lorsque Schacht demande, dans la seconde moitié de 1938, si le gouvernement du Reich est prêt à rembourser des traites spéciales, au moyen d’un emprunt ou du budget, le ministère des Finances répond par la négative<sup>1403</sup>. Il propose éventuellement l’émission de bons du Trésor,

<sup>1400</sup> « Man wird vielmehr dafür sorgen müssen, daß die Konsumgüterproduktion möglichst rasch in das überhöhte Kreditvolumen hineinwächst. »

<sup>1401</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht Sp 1/12, 15 avril 1947, interrogatoire du témoin Schwerin von Krosigk, la cour s’étant déplacée à Nuremberg, p. 166.

<sup>1402</sup> « Ich habe Hitler an der Gurgel », citation rapportée par Hans Bernd Gisevius au procès des grands criminels de guerre, IMT, Volume 12, p. 232

<sup>1403</sup> IMT, Volume 12, p. 170

Selon Krosigk, Le seul moyen de rembourser ces traites est d'arrêter certains financements. Conscient du risque d'inflation, le ministre des finances envoie une lettre à Hitler le 1<sup>er</sup> septembre 1938 pour lui indiquer que la monnaie est en danger<sup>1404</sup>. Schacht n'a pas connaissance de cette lettre mais le directoire de la *Reichsbank* partage cependant les mêmes craintes.

L'impossibilité du retrait des MEFO consacre un double échec de Schacht. En premier lieu, l'émission de ces bons sans leur remboursement revient à faire marcher la planche à billet. Le financement du réarmement par Schacht est ainsi devenu, malgré lui, une simple politique inflationniste. En second lieu, le système instauré pour protéger la *Reichsbank* est inefficace. : la *Golddiskontbank* émet des billets à ordre depuis 1935 pour éloigner les MEFO de la banque centrale. Or, l'extension spectaculaire de la masse monétaire de mars à décembre 1938 montre que la *Reichsbank*, comme le mark, est toute de même menacée.

Après l'annexion des Sudètes, des employés de la *Reichsbank* proches de Schacht entreprennent de le convaincre de démissionner<sup>1405</sup>. Vocke et Hülse, tous deux directeurs de la *Reichsbank*, préparent un mémoire demandant la fin du réarmement. Schacht hésite à le soumettre à Hitler lorsqu'un nouvel événement intervient : le grand pogrom de novembre 1938.

#### *b. La nouvelle crise antisémite et la tentative de Londres*

Le III<sup>e</sup> Reich a connu trois grandes vagues d'antisémitisme, de 1933 à 1939. La première, en 1933, a culminé avec le boycott des magasins juifs au printemps et s'est ralentie en raison des difficultés causées au fonctionnement de l'économie. En 1935, la seconde vague a engendré la mise en place des lois de Nuremberg et la définition du statut des Juifs. À côté des motifs économiques, les Jeux Olympiques et la préparation de la remilitarisation de la Rhénanie ont poussé le régime à modérer les plus radicaux. La troisième vague commence au printemps 1938. Les commerces tenus par les Juifs sont attaqués et de nouvelles législations sont mises en œuvre. Ainsi, la nouvelle définition d'une entreprise non-aryenne permet d'évincer les derniers Juifs membre de Conseils d'Administration. L'aryanisation de l'économie est désormais plus facile car le ministère de l'Économie est désormais aux mains de Funk, membre de la NSDAP. Schacht, confiné à la *Reichsbank*, ne peut plus intervenir. Cette vague est menée au nom de Hitler, lien indirect mais fondamental entre toutes les initiatives de 1938, unies dans l'idéal d'une Allemagne racialement pure. La crise des Sudètes rend la situation critique pour

<sup>1404</sup> IMT, Volume 12, p. 171

<sup>1405</sup> IMT, Volume 13, p. 80, témoignage de Vocke au procès des grands criminels de guerre.



les Juifs Allemands. Le 7 novembre 1938, un jeune Juif polonais assassine le troisième secrétaire de la légation allemande à Paris.

Ce meurtre permet aux Nazis de déclencher une campagne violente. Goebbels donne des instructions pour la nuit du 9 au 10 novembre 1938. Pendant cette *Nuit de Cristal*, les SA et SS provoquent l'incendie d'une centaine de synagogues, pillent plusieurs milliers de magasins juifs et assassinent probablement une centaine de personnes. Le nombre de victimes augmente dans les jours qui suivent, avec l'arrestation de 30 000 hommes envoyés dans les camps, dont certains ont été fusillés et d'autres libérés contre rançon, avec une augmentation du nombre de suicide et par des décès liés aux violences du 9 novembre. De nouvelles restrictions aux libertés sont imposées et le régime impose une amende à la communauté juive d'Allemagne d'un milliard de *Reichsmarks*<sup>1406</sup>.

Schacht n'est pas informé des préparatifs du pogrom. Des employés de la *Reichsbank* l'ont entendu se dire écoeuré de ces événements. Il propose alors une solution financière à l'émigration des Juifs d'Allemagne. Avec l'accord de Hitler, il se rend à Londres du 14 au 17 décembre sous prétexte d'une visite privée à Montagu Norman. Le 15 décembre 1938, Schacht rencontre Lord Winterton, Président et représentant britannique à la commission intergouvernementale des réfugiés ou « comité d'Évian<sup>1407</sup> », accompagné notamment de George Rublee, directeur du comité, et de Frederick Leith-Ross<sup>1408</sup>. Constatant que les Juifs n'ont pas d'avenir en Allemagne, il propose, par « humanité », un plan d'émigration qui était acceptable pour Göring. Selon les décrets de Nuremberg, il y a 600 000 Juifs en Allemagne. Un tiers, trop âgé, restera en Allemagne. Schacht propose le départ des 150 000 salariés juifs en trois ans. Ils financeraient les Juifs qui dépendent d'eux.

Le plan prévoit la création d'un fond d'un milliard et demi de *Reichsmarks*, constitué de biens Juifs, qui garantirait un emprunt du même montant contracté par la « Juiverie internatio-

---

<sup>1406</sup> Ian Kershaw, *Nemesis... op. cit.*, p. 131 à 153 pour un récit complet de l'événement et de ses conséquences.

<sup>1407</sup> Avec la reprise des persécutions antisémites au cours de l'année 1938, les États-Unis ont demandé qu'une conférence soit convoquée afin de gérer l'afflux de demandes d'émigration venant d'Allemagne. Cette conférence, qui réunit des pays comme la France ou le Royaume-Uni, est un échec mais décide le 19 juillet 1938 la création d'un Comité Intergouvernemental des Réfugiés (CIR) ou Comité d'Évian, ancêtre de l'actuel Haut-Commissariat aux Réfugiés. Le CIR n'a pas eu le temps de mettre en place de réels projets.

<sup>1408</sup> DBFP, Série III, Tome 3, Appendice VIII « Note of interview with Dr. Schacht on December 15, 1938 »

nale<sup>1409</sup> » (*World Jewry*). Celui-ci permettrait de donner à chaque migrant 10 000 *Reichsmarks* pour s’installer à l’étranger. L’emprunt serait remboursé par l’achat de biens d’exportation allemands, payés par le fond. Ce plan a plusieurs avantages pour l’Allemagne : il évite des transferts de devises et stimule l’achat de biens allemands. Schacht précise que le comité d’Évian pourrait intervenir dans sa réalisation. Le Reich s’engagerait à laisser les Juifs allemands en paix. L’une des motivations de ce plan est probablement l’espoir de Schacht de renforcer l’économie allemande d’exportation par rapport aux branches spécialisées dans l’armement. Avec ce projet, Schacht se ménage ainsi un moyen de pression sur la politique économique allemande.

Les propositions de Schacht suscitent l’intérêt des personnes présentes, malgré les difficultés techniques qu’il implique. Des experts financiers français, néerlandais et britanniques réunis autour de Rublee le 20 décembre estiment que le plan tel qu’il est présenté par Schacht n’est pas applicable en l’état. En effet, la notion de « Juiverie internationale » n’existe pas et repose sur un antisémitisme qui est inacceptable pour les Juifs de Paris et Londres qui sont contactés par Rublee<sup>1410</sup>. Le plan rencontre en outre immédiatement l’opposition des États-Unis, qui refusent de cautionner un système qui ressemble à l’échange d’otages contre une rançon<sup>1411</sup>. Rublee se rend toutefois à Berlin à partir du 10 janvier 1939 pour négocier avec Schacht.

### *c. Le mémorandum du directoire de la Reichsbank et le renvoi de Schacht*

Revenu de Londres, Schacht discute de son projet pour l’émigration des Juifs avec von Hassell<sup>1412</sup>. Ce dernier note :

« Même dans notre entretien, j’ai pu remarquer une sorte de cassure intérieure. »<sup>1413</sup>

Peu de temps après, le 2 janvier 1939, le président de la *Reichsbank* se rend à Berchtesgaden

<sup>1409</sup> Nous haïssons évidemment ce terme, cependant il est la seule traduction de « World Jewry » pouvant faire comprendre la réaction négative des Juifs contactés à Londres et à Paris par le CIR (ci-dessous).

<sup>1410</sup> FRUS, 1938, Volume I, p. 876, Johnson, chargé d’Affaires à Londres au Secrétaire d’État, 18 décembre 1938.

<sup>1411</sup> FRUS, 1938, Volume I, p. 876-877, Welles, sous-secrétaire d’État à Johnson, 19 décembre 1938

<sup>1412</sup> Ulrich von Hassell. *Journal d’un conjuré 1938-1944. L’insurrection de la conscience*. Belin, Paris, 1996., p. 40

<sup>1413</sup> *Idem*

et rencontre Hitler qui l’avait autorisé à partir au Royaume-Uni. Il fait rapport de ses entretiens britanniques, mais le *Führer* aborde surtout la mauvaise situation budgétaire du Reich<sup>1414</sup>. Schacht a en effet refusé à Krosigk un crédit à court terme pour permettre au gouvernement d’assurer les paiements de janvier. Selon ses statuts, la *Reichsbank* ne peut accorder au Reich plus de 400 millions de *Reichsmarks* par an. En décembre 1938, ce montant est largement dépassé. Hitler projette d’émettre des billets de banque garantis par les 230 millions de *Reichsmarks* en nature provenant de l’amende imposée aux Juifs allemands qui ont été encaissés. Schacht propose de lui faire parvenir un mémorandum de la *Reichsbank*.

Il a ainsi pris la décision d’envoyer le mémorandum préparé depuis plusieurs semaines et signé par l’ensemble des membres du directoire à Hitler le 7 janvier 1939. Il sait alors qu’il a toutes les chances d’être déchargé de ses fonctions<sup>1415</sup>. À la fin de l’année 1938, explique ce texte, la situation monétaire a atteint un point critique (*Gefahrenpunkt*). La *Reichsbank* a permis le financement du réarmement malgré les dangers inflationnistes qu’il comportait car seule une armée permet de mener une politique étrangère efficace. Cependant,

« Pour éviter l’apparition d’une inflation, la *Reichsbank* a présenté dès le début deux exigences fondamentales, en premier lieu un contrôle sur le marché monétaire et le marché des capitaux et en second lieu un contrôle des salaires et des prix. »<sup>1416</sup>

Ces deux conditions ont permis d’émettre 12 milliards de bons MEFO. Toutefois, le contrôle des prix et des salaires n’est plus possible depuis que le plein-emploi est atteint : la raréfaction des matières premières et du travail mène soit à une hausse des prix et des salaires, soit à une diminution de la qualité des biens, particulièrement dans les dix derniers mois de 1938. Les biens de consommation, y compris les produits du quotidien, sont devenus chers et de mauvaise qualité. L’industrie textile est particulièrement touchée.

Parallèlement, Schacht et ses collègues critiquent la situation budgétaire. Le ministre des Finances a demandé que la *Reichsbank* comble le déficit par des moyens inflationnistes. La banque centrale a refusé en raison du nombre de bons MEFO qui circulent en Allemagne. En conséquence :

---

<sup>1414</sup> IMT, Volume 12, p. 573.

<sup>1415</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/234, p. 41-48

<sup>1416</sup> « Um Inflationserscheinungen zu vermeiden, hat die Reichsbank von Anfang an zwei grundsätzliche Forderungen vertreten, einmal eine Kontrolle über den Geld- und Kapitalmarkt und zweitens eine Preis- und Lohnkontrolle. » BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/234, p. 42

« La construction artificielle et risquée que la *Reichsbank* a élaborée pour l’armement est ainsi ébranlée dans ses fondations. »<sup>1417</sup>

Trois millions de traites spéciales arrivent à échéance en 1939 et ne peuvent pas être remboursées, alors que la *Reichsbank* ne dispose plus de réserves en or et devises. Les importations sont supérieures aux exportations et elles ont été couvertes dans un premier temps par les réserves autrichiennes. Ces dernières sont épuisées et les importations ne sont désormais plus financées. De plus, les actifs de la *Reichsbank* sont essentiellement des titres d’État. Pour cette raison, la banque centrale ne peut plus fournir de crédits à l’économie privée et la masse monétaire a plus augmenté dans les dix derniers mois que dans les cinq premières années du régime.

Pour atténuer l’expansion monétaire des dix derniers mois, les directeurs de la *Reichsbank* demandent que les mesures suivantes soient prises :

- « 1. Le Reich aussi bien que tous les autres organismes publics ne devraient plus se charger de dépenses, de garanties et également d’obligations qui ne sont pas couvertes par des impôts ou par des prêts qui peuvent être réunis sans perturber le marché des capitaux à long terme.
2. Pour mettre efficacement ces mesures en œuvre le ministre des Finances du Reich doit à nouveau recevoir le plein contrôle des finances sur toutes les dépenses publiques.
3. Le contrôle des salaires et de prix doit être organisé efficacement. Les abus manifestes doivent être éliminés à nouveau.
4. La mobilisation du marché des capitaux et d’argent doit être subordonnée à la seule décision de la *Reichsbank*. »<sup>1418</sup>

Parmi ces quatre points, les deux premiers font référence directement aux dépenses du parti, incontrôlables par le ministère des Finances. Quelques jours après, le mémorandum est suivi d’un télégramme de Schacht à Hitler expliquant que la campagne de souscription pour un emprunt du Reich qui s’est terminée le 10 janvier 1939 n’a pas eu le succès espéré. Le consor-

<sup>1417</sup> « Das kunst- und risikovolles Gebäude, welches die Reichsbank für die Finanzierung der Rüstung aufgebaut hat, wird hierdurch in seinen Fundamenten erschüttert. » BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/234, p. 45.

<sup>1418</sup> « 1. Das Reich wie auch alle anderen öffentlichen Stellen dürfen keine Ausgaben und auch keine Garantien und Verpflichtungen mehr übernehmen, die nicht aus Steuern oder durch diejenigen Beträge gedeckt werden, die ohne Störung des langfristigen Kapitalmarktes im Anleihewegs aufgebracht werden können.

2. Zur wirksamen Durchführung dieser Maßnahmen muß der Reichsfinanzminister wieder die volle Finanzkontrolle über alle öffentlichen Ausgaben erhalten.

3. Die Preis- und Lohnkontrolle muß wirksam gestaltet werden. Die eingerissenen Mißstände müssen wieder beseitigt werden.

4. Die Inanspruchnahme des Geld- und Kapitalmarktes muß der Entscheidung der Reichsbank allein

tium de banques avait accepté 1500 millions de RM. 415 millions de titres n’ont pu être revendus.

Le 19 janvier 1939, Schacht reçoit un télégramme : « *Le Führer vous attend vendredi matin à 9 heures* »<sup>1419</sup>.

Le 20 janvier 1939, Hitler annonce à Schacht, qui reste ministre sans Portefeuille, qu’il se sépare de lui<sup>1420</sup>. L’acte officiel est signé le jour même<sup>1421</sup>. La plupart des membres du directoire sont renvoyés. Funk est nommé à la tête de la banque centrale. D’après Lammers, Hitler est mécontent de Schacht qui refuse de lui donner plus de crédits<sup>1422</sup>. Avec le renvoi de Schacht, le projet de financement d’émigration des Juifs allemands est également écarté. Rublee, à Berlin depuis le 10 janvier, continue quelques jours après la démission de Schacht à discuter avec le D<sup>r</sup> Wohlthat. Le 25 janvier, il constate l’impossibilité de continuer les négociations et repart pour Londres. D’après Marlis Steinert, le projet d’émigration des Juifs pourrait être l’une des causes du renvoi de Schacht, car il montre les liens étroits existants entre ce dernier et les Britanniques. Or, le ministre des Affaires étrangères, très influent en 1938 et 1939, mène une politique de défiance envers le Royaume-Uni<sup>1423</sup>.

\*

En février 1939, Schacht prend contact avec Donald Heath, premier secrétaire de l’ambassade allemande à Berlin, pour relancer l’idée d’un exil aux États-Unis déjà évoqué avec Merle Cochran dès 1936. Cette tentative échoue, le secrétaire au Trésor Morgenthau étant préoccupé par des affaires intérieures lorsque cette prise de contact est évoquée<sup>1424</sup>.

Parallèlement, Schacht désire partir en Asie du Sud-Est. Ribbentrop lui interdit de se rendre en Chine en raison des relations entretenues avec le Japon et le voyage se limite finalement à

---

unterstellt werden. » BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/234, p. 47-48

<sup>1419</sup> « Führer erwartet Sie Morgen Freitag Neun Uhr Vormittags » BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/234, p. 52

<sup>1420</sup> En lisant le mémorandum, Hitler aurait dit « Das ist Meuterei », d’après Vocke. Cette citation est utilisée lors du procès de Nuremberg en faveur de Schacht. Cependant, nous attirons l’attention sur le fait qu’il s’agit peut-être d’une citation apocryphe, car Vocke ne l’a pas directement entendu de la bouche d’Hitler, mais de celle d’un fonctionnaire dont il n’a pas mémorisé le nom. IMT, Volume 13, p. 73.

<sup>1421</sup> BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/234, p. 55-56

<sup>1422</sup> IMT, Band 11, 9 avril 1946, p. 103

<sup>1423</sup> Marlis Steinert, *Hitler op. cit.*, p. 361

<sup>1424</sup> Harold James, « Schacht’s attempted defection from Hitler’s Germany », *op. cit.*, p. 732.

l’Inde<sup>1425</sup>. Ces longues vacances montrent l’ampleur du réseau de connaissance de Schacht à l’étranger : d’après les extraits du journal<sup>1426</sup> qu’il a alors tenu, il n’a jamais logé à l’hôtel<sup>1427</sup>. Il est accueilli, comme il le déclare au procès de Nuremberg, par le vice-roi des Indes britanniques et par des gouverneurs<sup>1428</sup>. À Rangoon, il rencontre un ami chinois : Schacht lui conseille d’une part de résister au Japon car les ressources naturelles de la Chine lui permettront de tenir plus longtemps que l’Empire nippon et, d’autre part, de fonder sa politique étrangère sur de bonnes relations avec les États-Unis<sup>1429</sup>.

Pendant ce voyage, les troupes allemandes entrent à Prague. Berlin et Rome renforcent leur alliance par la signature du Pacte d’Acier, le 22 mai 1939. Schacht rentre en Allemagne en août 1939. À ce moment-là, le déclenchement de la guerre est presque certain. En cas de conflit, quel peut être le comportement de Hjalmar Schacht, resté membre du cabinet du Reich ?

## II. Schacht, résistant ?

La question de la résistance de Schacht a donné lieu à de larges débats. Pendant la guerre, des résistants se demandent parfois s’ils peuvent faire confiance à un ministre du Reich. Après la guerre, cette question est l’un des débats majeurs du procès de Nuremberg et des procédures de dénazification. Ces interrogations sur l’activité de Schacht pendant la guerre sont reliées à une autre question : qu’est-ce que la résistance dans un régime totalitaire ? Lors de la fameuse « querelle des historiens », les scientifiques allemands se sont affrontés sur un thème qui concerne l’approche de la Résistance<sup>1430</sup>. Martin Broszat et Saül Friedländer ont en effet débattu de l’histoire du quotidien et des citoyens ordinaires. Dans ce but, Broszat a forgé la notion de résilience (*Resistenz*), qui détaille l’ensemble des comportements allant de la soumission à la

<sup>1425</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 499. On parle ici de l’« Inde » au sens de l’époque, incluant notamment le Pakistan et la Birmanie actuels.

<sup>1426</sup> Schacht n’a pas tenu, contrairement à Montagu Norman ou Joseph Goebbels, de journal rapportant ses activités au quotidien tout au long de sa carrière. Ce voyage est la seule exception. *Ibidem*, p. 498.

<sup>1427</sup> *Ibidem*, p. 498-511

<sup>1428</sup> IMT, Volume 12, p. 594

<sup>1429</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 596

<sup>1430</sup> Sur la querelle des historiens, voir les articles et ouvrages en français suivants : Pierre Ayçoberry, « Sur Hitler : avatars récents du genre biographique » in *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, n° 308 ; Édouard Husson, « La recherche scientifique sur le national-socialisme dans les deux dernières décennies : un « changement de paradigme » » in *Revue d’Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 32, p. 451, 2000 ; Saül Friedländer, « Réflexions sur l’historisation du National-Socialisme » in *Vingtième Siècle*, 1987, n° 43 ; René Schwok, *Interprétations de la politique étrangère de Hitler. Une analyse de l’historiographie*. puf, Paris, 1987 et Ian Kershaw, *Qu’est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d’interprétation*. Folio Histoire, Paris, 1997.

rébellion, c'est-à-dire la résistance (*Widerstand*)<sup>1431</sup>. Friedländer critique cette approche « par le bas », qui risque de laisser de côté l'essentiel, c'est-à-dire la violence et le crime<sup>1432</sup>. Grâce à la notion de *Resistenz*, l'historien peut toutefois appréhender des attitudes mélangeant à la fois refus et acceptation du régime et montrer les limites de l'emprise d'un pouvoir totalitaire sur la vie des citoyens. Quand cette « résilience » atteint-elle un degré d'opposition suffisant pour être qualifiée de « résistance » ? Dans le cas de Schacht, peut-on qualifier son comportement hostile envers ses collègues ou contre le parti nazi d'« opposition » ou de « résistance » au gouvernement dont il est membre ? Lorsque le Président de la *Reichsbank* refuse d'accorder un crédit supplémentaire au ministre des Finances, est-ce de la résistance ou le simple résultat du fonctionnement de l'État ?

Le second élément de l'étude de la résistance concerne les motivations de Schacht, ministre de Hitler. L'ambiguïté liée à cette opposition au régime par un proche du pouvoir a déjà été décrite par des historiens. En effet, dans l'introduction à la traduction américaine d'un ouvrage collectif d'universitaires allemands, l'historien anglo-saxon Francis Carsten dresse un bilan des connaissances sur la résistance en 1970. Une nouvelle tendance insiste sur l'ambiguïté idéologique de la résistance conservatrice, dépassant la simple étude de l'attentat du 20 juillet 1944<sup>1433</sup>. Cette ambivalence concerne aussi Schacht. *Quand et pourquoi* sont les deux questions auxquelles il faut répondre pour comprendre l'activité d'opposition de Schacht.

Dans un premier temps, l'affaire Blomberg-Fritsch qui le convainc, comme d'autre, de la nécessité d'une action violente. La résistance conservatrice, dont il fait partie, cherche dans un second temps à convaincre des militaires de la soutenir. Cependant ceux-ci veulent attendre une défaite pour intervenir : grâce à ses victoires, le régime est trop populaire. Avec l'opération lancée contre la Russie, la logique de la résistance change, et mène finalement à la tentative désespérée du 20 juillet 1944.

---

<sup>1431</sup> La traduction de *Resistenz* en « résilience » n'est pas aussi simple, « résistance » pouvant être un synonyme de « résilience ».

<sup>1432</sup> Saül Friedländer, « Réflexions sur l'historisation du National-Socialisme » op. cit.

<sup>1433</sup> Hermann Graml, Hans Mommsen, Hans-Joachim Reichhardt et Ernst Wolf, *The German resistance to Hitler*. University of California Press, Berkeley, Los Angeles, 1970.

## A. Quand Schacht est-il devenu résistant ?

Schacht a décrit sa « résistance » dans une large partie de ses mémoires<sup>1434</sup>, introduite par la phrase suivante :

« À partir du milieu de 1936, ma relation à Hitler s'est lentement, mais régulièrement, dépréciée. »<sup>1435</sup>

Les relations entre Schacht d'un côté et la NSDAP et ses membres de l'autre se dégradent effectivement à partir de l'année 1936. Cependant, il existe une différence, même dans un régime totalitaire, entre les oppositions qui peuvent exister entre les membres d'un gouvernement ou d'un parti et la résistance à proprement parler qui implique une solution violente ou illégale. Le témoignage de Hans Bernd Gisevius au procès de Nuremberg permet de distinguer le moment où Schacht a basculé dans la résistance à proprement parler<sup>1436</sup>. Gisevius décrit les désaccords qui l'opposaient au Président de la *Reichsbank* et qui apparaissaient lors de leurs discussions très ouvertes et très politiques. Il voulait créer une catastrophe, par exemple une hyper-inflation, pour déstabiliser le régime. Schacht refusait cette logique<sup>1437</sup>. Le Président de la *Reichsbank* critique tout d'abord la Gestapo au début de l'année 1935, sans remettre en cause Göring ou Hitler<sup>1438</sup>. L'année suivante, Schacht comprend que Göring ne le défend pas contre les extrémistes. Schacht ne se méfie cependant de Hitler qu'à partir de 1937, lorsqu'il refuse d'émettre des MEFO au-delà du 31 mars 1938 et s'oppose violemment à Göring et à Ley.

Il essaye alors de trouver un soutien auprès de Blomberg, sans résultat probant<sup>1439</sup>. La situation n'est pas encore inquiétante aux yeux de Schacht car, malgré Blomberg, le général Fritsch semble pouvoir éviter toute radicalisation. Ce dernier est toutefois renvoyé par Hitler le 4 février 1938. Chez certains conservateurs et militaires, cette crise suscite des démarches défensives qui ont échoué. Quel fut le rôle de Schacht ? Après cette crise, Beck et Schacht se posent la question de leur démission, entre l'*Anschluss* et la crise tchécoslovaque.

<sup>1434</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 485-555

<sup>1435</sup> « Von Mitte 1936 an hatte sich mein Verhältnis zu Hitler langsam, aber stetig verschlechtert. » in *Ibidem*, p. 487

<sup>1436</sup> IMT, Volume 12, p. 185 à 344 (24-30 avril 1946).

<sup>1437</sup> IMT, Volume 12, p. 208 et Hans Bernd Gisevius, *Bis zum bittern Ende op. cit.*, p. 331.

<sup>1438</sup> IMT, Volume 12, p. 210.

<sup>1439</sup> IMT, Volume 12, p. 211-212



### 1. Premières tentatives de résistance

À l’occasion de la crise Blomberg-Fritsch, qui se déroule du 24 janvier au 4 février 1938, des rumeurs sur un remaniement de l’État-Major circulent et sont propagées par Wilhelm Canaris, chef du service de renseignement de l’armée (*Abwehr*), Hans Oster de l’*Abwehr*, Hans Bernd Gisevius, Arthur Nebe, chef de la police criminelle du Reich<sup>1440</sup>, ou encore Hans von Dohnanyi, juriste et chef de cabinet du ministre de la Justice du Reich Gürtner. Ces quelques personnalités tentent d’enrayer la crise.

Avant le 25 janvier, Goerdeler, en accord avec Schacht, se rend à Dresde pour rencontrer le général d’infanterie Wilhelm List, commandant du IV<sup>e</sup> corps d’armée. Il tente de le convaincre d’intervenir pour liquider la Gestapo et soustraire Hitler à l’influence de Göring, Himmler et Heydrich. Une intervention à partir de la Saxe est difficile, en raison d’une part de la distance et, d’autre part, de l’hétérogénéité politique de l’armée. List décide d’aller à Berlin où, devant l’impossibilité d’obtenir des renseignements fiables, il préfère abandonner<sup>1441</sup>.

De son côté, Schacht rencontre Raeder qui estime impossible d’entreprendre une action<sup>1442</sup>. Le 26 janvier 1938, il envoie Gisevius auprès de Wolf-Heinrich Helldorf, ancien député nazi et Président de la police de Berlin, et de Nebe pour tenter de rencontrer Blomberg et en informe Oster et Canaris<sup>1443</sup>. La rencontre avec Blomberg ne donne finalement pas de résultats convaincants.

Schacht, Gisevius, Goerdeler, Nebe, Helldorf, Ludwig Beck, de l’État-Major de la *Wehrmacht*, Canaris et Oster, essayent de faire pression sur von Brauchitsch<sup>1444</sup>. Celui-ci reçoit Schacht le 4 février 1938. Il vient d’être nommé commandant en chef de l’armée de terre et veut attendre les éclaircissements de la procédure militaire entamée contre Fritsch. Il pose une condition rendant impossible sa coopération à un *putsch* : il demande une intervention du *Reichskriegsgericht*, qui est aux mains de Göring<sup>1445</sup>. Schacht serait aussi intervenu auprès du général d’infanterie Gerd von Rundstedt, commandant en chef du *Gruppenkommando I* de Berlin, qui aurait répondu que l’« on savait ce qu’on avait à faire<sup>1446</sup> », opposant ainsi une fin

<sup>1440</sup> À ce titre, il était également SS-Brigadeführer puis SS-Obergruppenführer et a dirigé l’un des Einsatzgruppen.

<sup>1441</sup> Peter Hoffmann, *La résistance allemande contre Hitler*, Balland, Paris, 3<sup>e</sup> édition, 1984, p. 67-68.

<sup>1442</sup> Hans Bernd Gisevius, *Bis zum bittern Ende*, p. 407-408

<sup>1443</sup> *Ibidem*, p. 399-402

<sup>1444</sup> Peter Hoffmann, *La résistance allemande op. cit.*, p. 68.

<sup>1445</sup> IMT, Volume 12, p. 224.

<sup>1446</sup> *Idem*

de non recevoir. Gisevius a également exploré une dernière piste, en contactant le général d'artillerie Günther von Kluge (VI<sup>e</sup> corps d'armée), sans résultats.

Ce groupe de résistance a tenté de montrer aux généraux de l'armée que l'éviction de Blomberg et de Fritsch transformerait les rapports de force entre les militaires d'une part et les organisations nazies – Gestapo et SS – d'autre part. Cependant, plusieurs facteurs ont limité la portée de leur argument et expliquent l'impossibilité d'une action. En premier lieu, l'armée n'est plus un bloc idéologiquement homogène, souffrant ainsi de son extension rapide dans les premières années du régime : c'est l'une des motivations du général List pour ne pas intervenir. En second lieu, les généraux sollicités ont un rapport équivoque au III<sup>e</sup> Reich :

« De nombreux officiers supérieurs attachés aux valeurs sociales, politiques et militaires traditionnelles n'en furent pas moins attirés par Hitler, celui qui, à leurs yeux, avait rendu possible une modernisation rapide de l'armée. »<sup>1447</sup>

À la reconnaissance envers la politique nazie s'ajoute la force du serment au *Führer* prêté par les militaires à partir de l'été 1934. Pour cette raison, Brauchitsch demande à respecter une forme de légalité en faisant appel à la Justice. De plus, les initiatives de janvier et février 1938 ne mettent pas encore Hitler directement en cause et se concentrent contre Himmler et Göring. Toutefois, ces tentatives d'action mettent de nombreuses personnes en contact : le colonel Beck, le colonel Oster et l'amiral Canaris, ainsi que Halder, premier quartier-maître principal à l'État-major de l'armée de terre. Beck ou Halder refusent encore d'intervenir en tant que militaires.

À ce groupe de résistance, Schacht, membre du Cabinet en tant que ministre sans Portefeuille, peut apporter une forme de légitimité. Il dispose, selon Gisevius, d'un grand prestige auprès des militaires, qui lui permet de prendre des contacts et de demander une intervention armée contre l'entourage de Hitler. L'affaire Fritsch marque le début de la résistance conservatrice car elle fait basculer ce groupe d'opposition, notamment Schacht, vers le complot<sup>1448</sup>. Néanmoins, leur agitation à la fin de janvier et au début de février n'est pas encore un projet subversif à proprement parler. Ils n'envisagent pas de renverser le régime lui-même, mais, finalement, de maintenir l'équilibre de l'alliance du 30 janvier 1933.

La procédure militaire entamée contre Fritsch le blanchit le 18 mars 1938. Mais la victoire diplomatique obtenue contre l'Autriche change les conditions politiques au sein du Reich. De

---

<sup>1447</sup> Omer Bartov, *L'armée de Hitler*, Paris, Hachette Littératures, 1999, p. 18-19

l’*Anschluss* à la conférence de Munich, Beck et Schacht sont au centre des discussions de ce groupe de résistance : doivent-ils démissionner ?

## 2. Les suites de l’affaire Fritsch et de l’*Anschluss* : démissionner ou rester ?

Pendant l’année 1938, Goerdeler fait de nombreux voyages à l’étranger, notamment en France et en Angleterre<sup>1449</sup>. Mais il n’arrive ni à persuader ses interlocuteurs, ni à garder un contact durable en France. Face à l’étranger, l’opposition allemande est confrontée à ses propres incohérences. Goerdeler revendique l’annexion des Sudètes mais demande aux gouvernements étrangers d’être durs face à l’Allemagne. De plus, la même opposition – Schacht particulièrement – demande des colonies, alors que Hitler s’est contenté de jouer avec cette revendication. La résistance conservatrice peut ainsi apparaître aux yeux de ses interlocuteurs français ou britanniques aussi extrémiste que le nazisme.

Parallèlement, ce groupe est informé de la préparation du *plan vert* contre la Tchécoslovaquie à partir de la fin du mois d’avril 1938. En août, le colonel Beck démissionne car la *Wehrmacht* prévoit de provoquer un incident pour attaquer Prague. Il tente de convaincre Schacht de démissionner pour donner plus de force à son départ et alerter l’étranger de la situation allemande<sup>1450</sup>. Gisevius et Beck sont favorables au départ de Schacht. Ce dernier et Oster ne le sont pas<sup>1451</sup>. Pour Gisevius, « *cette différence entre nous [...] est typique de la problématique de l’opposition intérieure allemande à l’époque [...]* »<sup>1452</sup>.

Oster estime que Schacht doit rester à la *Reichsbank* pour exercer son influence sur les généraux<sup>1453</sup>. Schacht lui-même refuse de démissionner car il pense encore avoir un atout, le financement du réarmement. En effet, le ministère des Finances est alors censé rembourser les MEFO. Gisevius estime qu’il se voile la face<sup>1454</sup> et, en effet, le Président de la *Reichsbank* est renvoyé quelques mois plus tard<sup>1455</sup>. Cependant, Schacht offre aux autres résistants sa contribution pour des tâches de nature politique. Ainsi, Erwin von Witzleben, qui commande les

---

<sup>1448</sup> IMT Volume 12, p. 228.

<sup>1449</sup> Peter Hoffmann, *La résistance... op. cit.*, p. 80 et suivantes.

<sup>1450</sup> Hans Bernd Gisevius, *Bis zum bittern Ende op. cit.*, p. 20. Schacht nie avoir eu une telle discussion avec Beck, IMT, Volume 13, p. 37

<sup>1451</sup> *Ibidem*, p. 21

<sup>1452</sup> « Diese Differenz zwischen uns [...] ist typische für die damalige Problematik der innerdeutsche Opposition [...] » *Ibidem*, p. 21 voir. Section I de ce chapitre

<sup>1453</sup> *Ibidem*, p. 22

<sup>1454</sup> *Ibidem*, p. 21

<sup>1455</sup> Ullrich von Hassell, *Journal d’un conjuré... op. cit.*, p. 20

troupes de Berlin, est gagné à l’opposition par Schacht lors d’une rencontre pendant l’été.

Le général Halder succède au colonel Beck le 27 août 1938. Il ne cache pas à Brauchitsch sa volonté d’opposition. Se prépare alors un complot autour de Halder, en prévision de l’exécution du plan vert.

## **B. La résistance jusqu’à l’opération *Barbarossa* : à la recherche d’une défaite militaire...**

De l’été 1938 à juin 1941, le groupe d’opposant conservateur tente de convaincre des militaires d’intervenir contre Hitler. D’une part, les civils – Goerdeler, Gisevius, Schacht – sont très impliqués dans les opérations et, d’autre part, les militaires contactés estiment avoir besoin d’une défaite de Hitler pour intervenir contre lui.

### **1. Les complots de Beck et Halder**

Le « plan vert » préparé par la *Whermacht* prévoit l’occupation de la région germanophone des Sudètes pour le 1<sup>er</sup> octobre. L’agitation du parti allemand des Sudètes pendant l’été encourage les Français et, surtout, les Britanniques à faire pression sur Prague. Le 7 septembre 1938, la Tchécoslovaquie accepte 7 des 8 points du programme des germanophones. Le 12 septembre 1938, le discours de Hitler à Nuremberg est marqué par une forte agressivité contre Prague. Trois jours après, à Bad Godesberg<sup>1456</sup>, Chamberlain rencontre le chancelier allemand qui lui promet, en échange d’un référendum dans les Sudètes, la fin de toute revendication territoriale. La pression exercée sur les Tchèques par la France et le Royaume-Uni s’accroît et Chamberlain retrouve Hitler le 22 septembre. Le chancelier ajoute alors à ses revendications la satisfaction des requêtes polonaises et hongroises sur le territoire tchécoslovaque. La guerre est évitée par une initiative de Mussolini, qui propose une réunion entre la France, le Royaume-Uni, l’Allemagne et l’Italie pour tenter d’éviter la guerre. La conférence de Munich permet à Hitler d’obtenir satisfaction. Dans les mois qui suivent, la Tchécoslovaquie est progressivement dépecée, jusqu’à l’entrée des troupes allemandes à Prague, le 15 mars 1939.

Parallèlement, dans les derniers jours d’août 1938, des discussions sérieuses pour organiser un coup d’État commencent autour de Halder et Oster. Gisevius et Schacht recherchent des hommes détenant un commandement militaire, prêts à entreprendre une action. Dans ce con-

---

<sup>1456</sup> Aujourd’hui dans le sud du Land de Nordrhein-Westfalen.

texte, Halder entre alors en relation avec Schacht, encore Président de la *Reichsbank*, qui lui a été recommandé par Oster. Il le connaît depuis l’hiver 1937-1938 et lui demande le 4 septembre s’il est prêt à participer à un complot. Prague n’a alors pas encore accepté le programme du Parti des Allemands des Sudètes<sup>1457</sup>. Schacht est prêt à entrer dans un gouvernement, sans même en discuter le programme. Pour les questions relatives à l’utilisation de la police en cas de coup d’État, Oster et Schacht renvoient Halder à Gisevius<sup>1458</sup>.

Ces deux derniers ne s’apprécient guère. Pendant leur entrevue, Halder est indécis et recherche des certitudes qu’il n’a pas encore. De plus, soucieux d’éviter une guerre civile, il aimerait attendre une défaite du III<sup>e</sup> Reich avant de mener un coup d’État. Gisevius veut, lui, s’attaquer à la SS et à la Gestapo pour donner l’impression d’une intervention contre les extrémistes en faveur de Hitler<sup>1459</sup>. Cependant, Halder charge Gisevius de préparer toutes les mesures policières en vue du coup d’État.

Gisevius, Oster et Schacht définissent alors quatre objectifs : mettre au point un plan de *putsch* ; rallier d’autres chefs militaires ; amener Halder à donner le mot d’ordre de déclenchement du coup d’État plus tôt, car il ne veut le diffuser qu’en cas de déclenchement d’un conflit ; informer Halder de tous les événements importants survenant à l’étranger. Oster se charge du premier et dernier point, aidé de Schacht et von Weizsäcker, de l’*Auswärtiges Amt*.

Du 5 au 12 septembre 1938, se tient alors le premier congrès du parti dans la « Grande Allemagne ». Le discours de clôture de Hitler menace la Tchécoslovaquie. Impatient et désireux de s’assurer de son concours, Schacht demande à être reçu chez Halder le 14 septembre en compagnie de Gisevius<sup>1460</sup>. Or, le général pense que les puissances occidentales laisseront les Sudètes à l’Allemagne si cette dernière reste pacifique. En cas de guerre, il propose de déclencher le coup dès l’émission de l’ordre de marche. Mais Halder ne pouvait être mis au courant de cet ordre que trois jours avant qu’il ne soit délivré. Or, le 28 septembre, Hitler explique que la décision concernant l’ordre définitif d’attaquer devait être prise « la veille avant midi<sup>1461</sup> ». Le *putsch* ne peut donc être lancé qu’une journée et demie avant le déclenchement des hostilités.

Schacht n’arrive pas à persuader Halder de ne plus lier le *putsch* à l’ordre d’attaque. En con-

<sup>1457</sup> Gisevius parle d’une rencontre fin juillet. IMT, Volume 12, p. 234.

<sup>1458</sup> Peter Hoffmann, *La résistance... op. cit.*, p. 115

<sup>1459</sup> *Ibidem*, p. 117

<sup>1460</sup> Peter Hoffmann, *La résistance... op. cit.*, p. 118

séquence, avec Gisevius et Oster, il cherche à rallier d’autres militaires. Witzleben, de la III<sup>e</sup> armée, se montre intéressé. Il se rend à Gühlen, chez Schacht, avec Walter von Brockdorff-Ahlefeldt, général de brigade de la 23<sup>e</sup> division (Potsdam) et Gisevius, entre le 4 et le 14 septembre. Les quatre hommes sont d’avis d’éviter la guerre et agir éventuellement sans Halder<sup>1462</sup>.

Peu après, Schacht dresse la liste des membres du directoire politique et les mesures militaires à prendre en cas de réussite du coup<sup>1463</sup>. Gisevius prévoit les modalités d’utilisation de la police berlinoise, de la neutralisation des unités de SS et de police. Mais les idées sur les mesures politiques à prendre restent imprécises et rencontrent une certaine hostilité chez Halder et chez d’autres militaires.

Un seul point fait l’unanimité : le *putsch* entraînerait une dictature militaire la plus courte possible. Des élections seraient ensuite organisées conformément à la constitution de Weimar, qui est légalement toujours en vigueur. Schacht envisage un parlement provisoire, élu parmi les « délégués du personnel des entreprises »<sup>1464</sup>. Mais les opposants divergent sur la place que pourraient occuper certains dirigeants de la NSDAP. Beaucoup d’entre eux voient Göring en modéré et estiment qu’il pouvait jouer le rôle de médiateur pendant une phase de transition. Gisevius préférait dans un premier temps adopter une attitude souple face à Hitler. Il propose de liquider Göring, puis, par nécessité morale, de se débarrasser de Hitler dans un second temps. Halder veut faire discrètement disparaître le *Führer* et se préoccupe surtout de ne pas impliquer l’armée. Pour Beck, Hitler doit être jugé, afin d’éviter la naissance d’une légende. Ces désaccords se traduisent par un « *complot dans le complot* »<sup>1465</sup> qui permet de discerner des orientations ne correspondant pas aux idées de Beck, Schacht et Goerdeler. Un commando est prévu qui devait permettre à Witzleben d’arriver jusqu’à Hitler et de lui demander sa démission avec la possibilité de provoquer un incident permettant de l’abattre.

La question du futur régime à mettre en place est aussi problématique. Personne ne souhaite un rétablissement de l’Empire de 1871. Tout le monde veut tirer les leçons de l’échec de la République de Weimar. Les opposants s’accordent plus ou moins sur une monarchie constitutionnelle sur le modèle britannique et sur l’accès au trône du fils aîné du *Kronprinz*, Guil-

---

<sup>1461</sup> *Ibidem*, p. 119

<sup>1462</sup> *Ibidem*, p. 120

<sup>1463</sup> *Ibidem*, p. 121

<sup>1464</sup> Hjalmar Schacht, *Abrechnung mit Hitler*, Stuttgart, 1948.

<sup>1465</sup> Peter Hoffmann, *La résistance... op. cit.*, p. 129

laume de Prusse.

Pour la préparation technique du *putsch*, le point le plus difficile est l'utilisation et la préparation des forces militaires nécessaires pour réussir : l'ordre de déclenchement du *putsch* doit venir de Brauchitsch, qui ne s'est pas rallié à l'idée d'un coup d'État. Parallèlement aux préparatifs de Halder et Witzleben, Schacht, Brockdorff-Ahlefeld et Gisevius préparent l'opération en détail. Nebe et Oster fournissent les documents nécessaires. À la mi-septembre, Halder se rallie à ce projet, ce qui permet de compter sur plusieurs divisions et unités et de contourner Brauchitsch.

Mais le 15 septembre 1938, le chancelier britannique, Neville Chamberlain, va à Berchtesgaden. Le 17 septembre, Schacht confie à von Hassell que cette initiative est une erreur<sup>1466</sup>. Le 26 septembre, le gouvernement français adopte la position ferme qu'espèrent les opposants. Cependant, Hitler ne renonce pas à ses projets. Le 28 septembre 1938, Mussolini propose une conférence. Lorsque l'accord de Munich est annoncé, le coup est prêt mais le succès diplomatique de Hitler en supprime le motif.

## 2. Les projets de coup d'État de 1939 et 1940

Après l'annexion des Sudètes, le pogrom de novembre 1938 et la liquidation de la Tchécoslovaquie en mars 1939, l'opposition est paralysée. Aucun *putsch* ne peut être mis en branle tant que la guerre n'est pas en vue. Halder pense de plus que les Occidentaux laisseront Hitler prendre Prague sans intervenir, ce qui, pour lui, rend tout *putsch* impossible.

Parallèlement, la démission de Schacht laisse froid les opposants qui souhaitaient qu'il parte dès l'été 1938 :

« Il est navrant, et, si l'on veut, tragique, de voir que l'homme qui, en démissionnant à temps, aurait pu nous être d'une immense utilité et même nous sauver, est maintenant mis à la porte comme un mauvais employé. »<sup>1467</sup>

Von Hassell déplore d'ailleurs le comportement de Schacht, qui ne s'attendait pas à être renvoyé. Le diplomate indique que l'entrevue auprès de Hitler du 20 janvier 1939 a peut-être poussé Schacht à être plus radical dans son opposition. Hitler lui reproche d'avoir désapprouvé le pogrom devant les employés de la *Reichsbank*. Schacht répond qu'il ne savait pas que le

<sup>1466</sup> Ulrich von Hassell, *Journal d'un conjuré... op. cit.*, Belin, Paris, 1996, p. 17.

<sup>1467</sup> *Ibidem*, p. 47, 30 janvier 1939

*Führer* approuvait la *Nuit de Cristal*. Peut-être Schacht a-t-il réalisé ce jour-là, que l’extrémisme du régime n’était pas uniquement lié aux extrémistes du régime, mais également à Hitler lui-même. Von Hassell regrette enfin que Schacht n’ait pas saisi la possibilité de démissionner de ses fonctions de ministre sans Portefeuille<sup>1468</sup>.

Peu après l’entrée des troupes allemandes à Prague, Schacht, Gisevius et Goerdeler rencontrent le D<sup>r</sup> Reinhold Schairer à Ouchy, près de Genève<sup>1469</sup>. Schairer est un intermédiaire entre ce groupe, Londres et Paris, et a fait un rapport à Daladier sur cette entrevue. Ils discutent des moyens d’amener les généraux à renverser Hitler. Dans ce but, le meilleur moyen à disposition des opposants est d’obtenir des puissances alliées une déclaration établissant clairement que le prochain mouvement de Hitler engendrerait la guerre. Les trois hommes craignent que le peuple allemand n’admette l’idée que personne ne pouvait s’opposer à leur chancelier<sup>1470</sup>. Ils expliquent à Schairer que le dictateur allemand soulèverait la question de Danzig d’ici l’automne. S’ils désirent que la Ville libre soit rattachée au Reich, ils se démarquent de Hitler, signalant qu’il vise la Pologne et l’Ukraine<sup>1471</sup>.

Schacht rencontre Norman à Londres en décembre 1938, à Bâle et à Berlin en janvier 1939. Goerdeler est reçu dans la capitale britannique par Churchill, alors écarté du pouvoir, en mai 1939. Ces contacts se poursuivent jusqu’à la signature du traité germano-soviétique<sup>1472</sup>. Les résultats obtenus sont faibles : pourquoi les Alliés feraient-ils confiance à des résistants qui semblent être impérialistes ?

À cette période, le groupe d’opposant dispose d’un allié important, Georg Thomas, chef de l’État Major économique de l’OKW. Pour Gisevius, Thomas est le porte-parole d’un groupe réunissant Popitz, Goerdeler, Beck, Hassell, Schacht, Planck, Oster et lui-même. Il n’est alors pas possible de recourir à la force. Pour convaincre Hitler que l’Allemagne n’a pas les moyens économiques d’une guerre, Thomas et Schacht rédigent un mémoire démontrant qu’une attaque contre la Pologne déclencherait une guerre mondiale que l’Allemagne ne pourrait mener sans alliés importants, en raison de l’insuffisance de son approvisionnement en matières premières et en produits alimentaires<sup>1473</sup>. À la mi-août 1939, Thomas, alors que

<sup>1468</sup> *Ibidem*, p. 48

<sup>1469</sup> Avec Goerdeler d’après le témoignage de Gisevius au procès de Nuremberg. IMT, Volume 12, p. 243.

<sup>1470</sup> *Ibidem*, p. 243.

<sup>1471</sup> *Ibidem*, p. 244.

<sup>1472</sup> Peter Hoffmann, *La résistance... op. cit.*, p. 144.

<sup>1473</sup> Nous ne connaissons pas ce rapport.



Schacht vient de rentrer de son voyage en Inde, transmet ce mémoire à Keitel, chef de l'OKW. Ce dernier coupe court aux critiques contenues dans le texte et reproche à Thomas de ne pas voir la grandeur de Hitler.

Schacht et Goerdeler essayent d'atteindre Keitel, Brauchitsch et Halder grâce à Thomas et à Canaris. Les trois officiers se rendent toutefois inaccessibles. Alors que l'ordre d'attaque contre la Pologne est donné, Schacht, accompagné de Gisevius, Thomas et Canaris, essaye de se rendre à Zossen où se trouvaient Halder et Brauchitsch, avec l'état-major général. L'expédition est annulée : Brauchitsch menace de les dénoncer comme traîtres.

Le 25 août, les conspirateurs persévèrent. Dans les locaux de l'*Abwehr*, ils présentent à Halder et Brauchitsch un *ultimatum*. La déclaration de guerre est illégale, car, selon la constitution, elle devait être prise par délibération du cabinet. En conséquence, le groupe demandait aux deux généraux soit de fournir des troupes à Schacht, membre du Cabinet, pour rétablir l'ordre, soit de faire arrêter les conspirateurs. Les opposants menacent : Halder et Brauchitsch sont suffisamment impliqués pour risquer leurs têtes si cette tentative de coup d'État est révélée. Mais l'ordre d'attaquer la Pologne est annulé. Les conspirateurs s'imaginent alors que les généraux ne respectent plus Hitler. Le risque de la guerre semble s'éloigner. Le 1<sup>er</sup> septembre, ils sont pris de cours. Après la victoire obtenue sur la Pologne, la question de l'attaque contre la France, tenue pour suicidaire, est en suspens.

Pendant quelques semaines, des tentatives de paix rendent la résistance sans objet. Le 6 octobre 1939, Hitler déclare au *Reichstag* qu'il ne demande rien à la France et au Royaume-Uni à l'exception de colonies. Ces deux pays ne peuvent admettre une paix revenant à consacrer l'invasion de la Pologne par le Reich et l'URSS. Le 10 octobre, Daladier refuse cette offre, suivi par Chamberlain deux jours plus tard. Le 9 octobre 1939, une directive de Hitler projette le déclenchement de l'offensive à l'Ouest pour le 12 novembre.

Malgré une tentative de médiation des États neutres au début du mois de novembre, la résistance reprend ses activités face aux rumeurs d'intervention contre la Belgique et la Hollande. En effet, après la conquête de la Pologne, Ulrich von Hassell s'entretient avec Goerdeler, Beck, Popitz, Raeder et indirectement avec Schacht, sans résultat. À la fin du mois d'octobre, l'intervention contre la France devient possible et l'activité des conjurés est fébrile. Mais les généraux refusent d'intervenir : certains sont favorables à un *putsch* contre Hitler mais le dictateur est trop populaire pour le renverser sans risquer une guerre civile.

Halder entre alors à nouveau en scène<sup>1474</sup>. Il donne à la fin d’octobre 1939 des instructions pour préparer une nouvelle conjuration. Schacht est sur la liste des personnes à qui l’on pouvait faire appel, sans être activement impliqué dans ces préparatifs. Le 22 octobre, il confie à Ilse von Hassell qu’il faudrait une « petite défaite » pour pouvoir intervenir<sup>1475</sup>. Parallèlement, une action est entreprise auprès du Vatican, afin de prendre contact avec les Britanniques. Le rapport qui en a été fait a été lu par Hassell, Schacht puis Halder et Brauchitsch. Ce dernier menace d’emprisonner Thomas<sup>1476</sup>. Schacht essaye, ensuite, de lier langue avec le général Hoepfner, commandant d’un corps blindé<sup>1477</sup>. Le Ministre insiste sur le lien avec ce général qui allait, d’après lui, au-delà d’une simple entrevue<sup>1478</sup>. Après la prise de Paris, les opposants connaissent de longs mois sans influence. Toutefois, Schacht prend une initiative en direction de Roosevelt.

### 3. L’initiative de Schacht en direction de Roosevelt

Schacht fait parvenir une lettre à Léon Fraser, ancien Président de la BRI, par l’intermédiaire de Gisevius, qui introduit la missive en contrebande en Suisse. Datée du 16 octobre 1939<sup>1479</sup>, elle a pour but de faire comprendre que l’étranger ne cherche pas à éliminer le peuple allemand mais à supprimer la terreur nazie, en obtenant de Roosevelt un mot d’encouragement aux opposants au régime<sup>1480</sup>. Dans ce message, Schacht suggère qu’on lui permette de faire une déclaration non politique devant une institution neutre. Ulrich von Hassell évoque cette lettre sans le savoir : le 11 octobre, Goerdeler lui communique que l’ambassade américaine s’est adressée à Schacht pour « rétablir la paix » et lui a proposé de se rendre aux États-Unis. Hassell et Goerdeler ne semblent pas savoir que l’initiative vient de Schacht lui-même<sup>1481</sup> et s’interrogent sur la capacité de Schacht à mener une telle opération. Gisevius, le 2 novembre, plaide en faveur du Ministre sans Portefeuille<sup>1482</sup>.

Malgré ses doutes, von Hassell tente de convaincre le chargé d’affaires américain Kirk de l’intérêt d’une intervention de Roosevelt en faveur de la paix<sup>1483</sup>. Schacht suggère que Fraser

<sup>1474</sup> Peter Hoffmann, *La résistance... op. cit.*, p. 173

<sup>1475</sup> Ulrich von Hassel, *Journal d’un conjuré... op. cit.*, p. 98.

<sup>1476</sup> IMT, Volume 12 p. 253,

<sup>1477</sup> IMT, Volume 12, p. 254.

<sup>1478</sup> IMT, Volume 12, p. 599.

<sup>1479</sup> IMT, Volume 12, p. 249

<sup>1480</sup> IMT, Volume 12, p. 252.

<sup>1481</sup> Ulrich von Hassel, *Journal d’un conjuré... op. cit.*, p. 92.

<sup>1482</sup> *Ibidem*, p. 103.

<sup>1483</sup> FRUS, 1939 Volume I, Kirk au secrétaire d’État, 5 novembre 1939, p. 521-523

l’invite aux États-Unis et que cette invitation soit envoyée en clair avec une note sur l’approbation de Roosevelt et son intention de l’inviter à la Maison Blanche. Il encouragerait le Président à prendre une initiative de paix, sans en détailler le contenu. Le Département d’État refuse de répondre à une telle initiative<sup>1484</sup>. Messersmith estime notamment que cette demande est soutenue par le gouvernement allemand : les États-Unis ne font pas confiance en Schacht.

Hassell utilise ses contacts diplomatiques et obtient la tenue d’une entrevue entre Schacht et Sumner Welles, sous-secrétaire d’État, qui prévoit une grande tournée en Europe, afin de déterminer si une médiation pour la paix est possible<sup>1485</sup>. Après être passé à Rome, Sumner Welles arrive à Berlin le 1<sup>er</sup> mars 1940. Il y rencontre Ribbentrop, von Weizsäcker de l’*Auswärtiges Amt*, Hitler, Heß et Göring. Tous lui tiennent le même discours : l’attitude britannique a contrecarré les légitimes demandes de l’Allemagne vis-à-vis de l’Europe centrale. Welles a ensuite un échange avec les ambassadeurs belge et italien, qui lui assurent que la résistance à Hitler a complètement disparu depuis novembre. Il s’entretient alors avec Schacht<sup>1486</sup>. Celui-ci le remercie d’avoir accepté de le voir. Hitler l’a autorisé à lui parler sous condition de lui faire un rapport. Schacht ajoute :

« Je ne peux pas écrire une lettre, je ne peux pas avoir une conversation, je ne peux pas téléphoner, je ne peux pas bouger sans que cela ne soit su. [...] Si ce que je m’apprête à vous dire est connu, je serai mort dans une semaine. »<sup>1487</sup>

Il fait ensuite comprendre à son interlocuteur qu’un mouvement de résistance, dirigé par des généraux, veut renverser le régime de Hitler. Néanmoins, ces militaires manquent de confiance envers les Alliés et désirent avoir l’assurance qu’on rendra à l’Allemagne sa juste place et que l’on ne la traitera pas comme en 1918 en cas de chute du régime. Si une telle garantie était donnée, ce mouvement pourrait enfin agir. Il demande à Welles de l’aider en l’invitant aux États-Unis. Devant le refus de l’Américain, Schacht lui propose de maintenir un contact : Welles lui dit de faire passer ses messages oralement au secrétaire de l’Ambassade américaine. Comment Welles aurait-il pu accepter la demande implicite de Schacht : un retour aux

<sup>1484</sup> FRUS, 1939 Volume I, Mémorandum de Messersmith, assistant du secrétaire d’État au chef de la division des affaires européennes, Moffat, 9 novembre 1939.

<sup>1485</sup> Ulrich von Hassel, *Journal... op. cit.*, p. 133. FRUS, 1940, Volume I,

<sup>1486</sup> FRUS, 1940 Volume I, rapport de Sumner Welles sur son voyage en Europe, p. 21-117, p. 56-58 pour l’entretien avec Schacht

<sup>1487</sup> « I cannot write a letter, I cannot have a conversation, I cannot telephone, I cannot move, without its being known. [...] If what I am going to tell you now is known, I will be dead within a week. » FRUS, 1940 Volume I, p. 57

frontières de 1914 ?

Hassell commente la réunion Welles-Schacht : c’est un événement digne d’attention « *parce qu’il a eu lieu* »<sup>1488</sup>. Hitler a dû convoquer son ministre et lui indiquer que le sous-secrétaire d’État ne vient à Berlin que pour repousser une offensive contre la France alors que le temps joue contre l’Allemagne. Ribbentrop essaye, sans succès, d’imposer un traducteur à Schacht pendant son entrevue.

Après l’entretien avec Schacht, Welles part pour Paris, Londres et retourne à Rome. Il estime, en conclusion de son rapport sur son voyage en Europe, qu’il n’est pas possible de négocier une paix durable, tant que le régime hitlérien reste en place, mais ne recommande aucun soutien aux résistants<sup>1489</sup>.

Malgré cet échec, Schacht essaye de partir aux États-Unis, mais Ribbentrop s’y oppose. À ce moment, Schacht ne croit pas à une offensive proche, car, persuadé de la supériorité française, il pense que Hitler n’osera pas attaquer<sup>1490</sup>. Le 8 mars, Schacht se félicite : « *On fait appel à des hommes comme vous et moi, dans les moments difficiles* » dit-il à Hassell. Ce dernier note : « *Je ne vois pas les choses tout-à-fait de la même manière*<sup>1491</sup>. »

### C. Du dernier renvoi à l’arrestation

En juin et juillet 1940, la victoire sur la France entrave l’activité de la résistance. Schacht est convoqué à cette occasion à l’*Anhalter Bahnhof*, lorsque Hitler rentre de Paris, en juin 1940. Sur le quai, le *Führer* lui demande : « *Et alors, Monsieur Schacht, qu’en dites vous ?* » et le ministre lui répond : « *Je ne peux que vous dire que Dieu vous protège* »<sup>1492</sup>.

À la suite de l’occupation belge, des militaires et nazis tentent d’ enrôler à nouveau Schacht. Funk, son successeur à la *Reichsbank*, lui fait parvenir une lettre le 17 octobre 1940, sur les rivalités entre la *Dresdner* et la *Deutsche Bank* en Belgique. Si Schacht rend un avis sur les relations entre les deux banques, il refuse toutefois d’être envoyé à Bruxelles<sup>1493</sup>. En effet, Halder, par l’intermédiaire du général Wagner, l’a sollicité pour des conseils techniques liés à

<sup>1488</sup> Ulrich von Hassell, *Journal d’un conjuré... op. cit.* p. 141

<sup>1489</sup> FRUS, 1940 Volume I, p. 116

<sup>1490</sup> Ulrich von Hassell, *Journal d’un conjuré... op. cit.* p. 141

<sup>1491</sup> *Ibidem*, p. 142.

<sup>1492</sup> « Nun, Herr Schacht, was sagen Sie nun? » « Ich kann Ihnen nur sagen, Gott schütze Sie ». IMT, Volume 12, p. 507.

<sup>1493</sup> IFZ Spruchkammer Stuttgart, Sp1/12, 16 avril 1947 et IMT, Volume 12, p. 581

l’invasion de la Belgique et, d’autre part, lui a demandé d’y diriger les relations bancaires, financières et monétaires. Schacht ne veut pas être impliqué dans la guerre.

Bien que des opposants prévoient de nommer Schacht ministre dans un gouvernement de transition, son implication active dans la résistance est mineure après l’entrevue avec Welles. Cette faible participation à l’opposition peut s’expliquer par la méfiance qu’il inspire chez certains résistants. Schacht provoque cependant Göring à la fin de l’année 1942 et est renvoyé de son poste de Ministre de l’Économie en janvier 1943. Au cours des dix-huit mois qui suivent, il ne prend pas part aux préparatifs de l’attentat du 20 juillet 1944. Il est néanmoins arrêté trois jours après. Les motifs de son arrestation esquissent un bilan : pourquoi Schacht a-t-il résisté ?

### 1. Des résistants se méfient de Schacht

Ulrich von Hassell, le pasteur Bonhoeffer et Carl Severing tentent d’écarter Schacht des cercles de résistances, car il est resté Ministre du Reich.

Membre important de la résistance conservatrice, Ulrich von Hassell ne croit pas en la fiabilité morale de Schacht, dès l’hiver 1938 :

« Il [Schacht] a malheureusement de plus en plus la réputation (c’est aussi ce que disent Beck, Popitz et Fritsch) de parler autrement qu’il n’agit, c’est-à-dire de ne pas défendre ultérieurement un point de vue qu’il avait adopté. »<sup>1494</sup>

Le 20 septembre 1941, il consigne dans son journal que Hitler pourrait rallier Schacht au régime sous condition qu’il s’y prenne bien<sup>1495</sup>. Pour le diplomate, Schacht est ainsi un opportuniste assoiffé de pouvoir. À cette même époque, Schacht semblait également projeter un voyage en Italie pour discuter de la paix avec Mussolini mais Gisevius l’en a dissuadé et l’a encouragé à envoyer plutôt une lettre à Hitler. Selon Hassell<sup>1496</sup>, Schacht tente de relancer l’idée d’un voyage aux États-Unis<sup>1497</sup>. Mais il s’est ensuite senti mal à l’aise car la lettre utilisait volontairement un ton sec et froid<sup>1498</sup>. Von Hassell déplore son manque de courage.

Schacht est alors toujours ministre sans portefeuille<sup>1499</sup>. Son maintien à un poste aussi élevé

<sup>1494</sup> Ulrich von Hassell, *Journal d’un conjuré... op. cit.*, 20 décembre 1938, p. 40

<sup>1495</sup> *Ibidem*, p. 240.

<sup>1496</sup> *Ibidem*, p. 252.

<sup>1497</sup> *Ibidem*, 20 septembre 1941, p. 239

<sup>1498</sup> *Ibidem*, 30 novembre 1941, p. 252

<sup>1499</sup> On trouve ainsi dans les archives de la chancellerie des discussions d’une part sur le budget du

dans le régime éveille la suspicion chez d’autres opposants. Ainsi, le pasteur Dietrich Bonhoeffer, membre de l’« Église de la confession », désire écarter le ministre des personnalités considérées comme fiables en mai 1942. Dix mois plus tard, Severing, social-démocrate, ancien ministre de l’Intérieur, refuse de travailler sur des projets de gouvernement qui incluent Schacht<sup>1500</sup>.

Cependant, certains résistants surmontent leur méfiance, car le ministre leur permet d’obtenir des informations. En effet, par le biais de sa fille Inge, Schacht a rencontré Kurt Bley en 1931<sup>1501</sup>. Pendant la guerre, ce social-démocrate appartient au petit groupe de résistance *Roten Stoss-Trupp*. Il se méfie de Schacht, qui porte une responsabilité dans l’écroulement de la démocratie, et à qui il reproche de tenter de renvoyer Hitler d’un siège où il l’a lui-même assis. Cependant, ils entretiennent un contact qui permet au *Roten Stoss-Trupp* d’obtenir des informations de qualité.

Schacht est ainsi une source d’informations et les résistants ne prennent pas la décision de rompre avec lui. Pour cette raison, il est régulièrement mis au courant des attentats contre Hitler, qui échouent les uns après les autres, comme la tentative de von Schlabrendorff de faire exploser l’avion du chancelier sur le front Est en 1943<sup>1502</sup>. De plus, Schacht, moins actif, tente toutefois quelques actions. À l’été 1941<sup>1503</sup>, Schacht rencontre Witzleben à Francfort, sur l’initiative du couple Strünck, dont le mari était membre de l’*Abwehr*<sup>1504</sup>. Son but est de convaincre le général d’organiser une action avec les autres commandants de l’Ouest. La veille de l’entrevue, les Strünck décrivent à Schacht les horreurs rapportées par Nebe sur le front de l’Est. Arthur Nebe dirige l’*Einsatzgruppe B*, de juin à octobre 1941 et était très bien informé des exactions nazies : il en perpétrait lui-même. Witzleben veut participer à la résistance, mais ne pense rien pouvoir faire tant qu’il n’est pas renvoyé sur un théâtre d’opération.

---

« ministère de Schacht », c’est-à-dire un loyer et le salaire d’une secrétaire pour un montant d’un peu plus de 1100 RM par mois. Il dispose même d’un contingent d’essence, grand luxe pendant la guerre. BARCH Berlin, Reichskanzlei, R43/II/140a

<sup>1500</sup> IMT, Volume 14, p. 305

<sup>1501</sup> Témoignage de Bley devant la *Spruchlammer* de Luwigsburg, IFZ Sp1/5, Spruchkammer Stuttgart, p. 372 et suivantes.

<sup>1502</sup> Voir le témoignage de l’un des officiers impliqué : Fabian von Schlabrendorff, *Officiers contre Hitler*, Éditions Sefl, Paris, 1948, 208 p.

<sup>1503</sup> Hjalmar Schacht, *Seul contre Hitler*, p. 156. La date de l’été 1942 est avancée à Nuremberg (IMT, Volume 12, p. 599-600).

<sup>1504</sup> Voir le témoignage de Frau Strünck à Ludwigsburg le 10 août 1948, IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp1/4, p. 263 et suivantes.

## 2. Les derniers contacts avec Hitler : Schacht perd son ministère sans portefeuille

Depuis 1938, Schacht et sa femme, Luise, vivent séparément. Elle meurt en 1940 et Schacht rencontre Mauzika Vogler, surnommée « Manci », née hongroise et spécialiste d’art, qu’il épouse le 6 mars 1941<sup>1505</sup>. En tant que ministre, Schacht a dû en demander l’autorisation à Hitler, qu’il rencontre en février de la même année. Le *Führer* lui indique à cette occasion qu’il est désormais trop tard pour aller aux États-Unis. Après son voyage de noce en Suisse, une réception est donnée le 9 juin 1941, sur laquelle Hassell remarque : « *Étaient présentes nombre de personnes de His Majesty’s most loyal opposition* »<sup>1506</sup>. La même année, le voyage de noce du couple Schacht en Suisse a servi à faire passer l’idée de pourparlers de paix, afin d’empêcher l’attaque contre la Russie<sup>1507</sup>. Il discute à Bâle avec Gisevius et l’Américain McKittrick, Président de la BRI.

À la fin de 1942, Schacht provoque Göring, afin d’être délivré de son poste de Ministre. En novembre, le ministère de l’Air, sous direction de Göring, prépare une ordonnance sur l’incorporation des lycéens de 15 et 16 ans dans la défense civile. Schacht, en tant que ministre, reçoit le projet. Il rétorque au maréchal que l’Allemagne n’est pas économiquement capable de soutenir un long conflit. Il rajoute que l’incorporation de jeunes garçons de 15 ans pèsera nécessairement sur la confiance des Allemands en la victoire. En effet, elle montre que l’espoir d’une guerre courte s’est évanoui, que l’écrasement de l’Angleterre n’a pas eu lieu, que l’Allemagne est bombardée, que la résistance russe n’est pas brisée, que l’avance vers l’Égypte a finalement échoué et que les Alliés ont débarqué en Afrique du Nord<sup>1508</sup>.

Cette missive est soumise à Hitler par Göring. Schacht reçoit une lettre le 22 janvier 1943, qui annonce son renvoi « *dans un premier temps*<sup>1509</sup> ». Son ton est suffisamment dur pour qu’il se sente menacé. Bormann demande ensuite à Schacht de renvoyer la médaille d’or du parti. Puis Göring le met à la porte du Conseil d’État de Prusse, qui ne s’était plus réuni depuis six ans. En juillet 1943, le banquier commente son éviction lors d’un petit-déjeuner avec von Hassell. Ce dernier remarque :

« Intéressant, le récit de son éviction, à l’occasion de laquelle Göring s’est dis-

<sup>1505</sup> *Time*, 16 avril 1941

<sup>1506</sup> Ullirch von Hassell, *Journal d’un conjuré... op. cit.*, 15 juin 1941, p. 191

<sup>1507</sup> Selon Gisevius. IMT, volume 12, p. 255.

<sup>1508</sup> La lettre est reproduite dans Hjalmar Schacht, *Seul contre Hitler... op. cit.*, p. 149-151.

<sup>1509</sup> « *zunächst* » a été rajouté à la demande de Hitler par Lammers dans la lettre de renvoi. V. IMT, Volume 11, p. 109.

tingué par une lettre fausse dans ses termes et basse dans son style. »<sup>1510</sup>

Göring accuse en fait Schacht de défaitisme, « crime » théoriquement puni de peine de mort. Dans les jours qui suivent, Schacht constate qu’il est surveillé par la Gestapo<sup>1511</sup>.

### 3. Schacht et l’attentat du 20 juillet 1944

De 1942 à 1944, Schacht a des contacts avec un nouveau groupe de résistance, le cercle de Kreisau. Puis, des militaires organisent une tentative d’attentat qui échoue, le 20 juillet 1944. Trois jours plus tard, Schacht est arrêté.

#### *a. Schacht et le cercle de Kreisau : une évolution idéologique ?*

La résistance conservatrice ne se distingue de Hitler en politique étrangère que sur la notion d’« espace vital ». Goerdeler refuse la défaite de 1918 et projette de recouvrer les frontières de 1914 mais également de rattacher au Reich l’Autriche, les Sudètes, le Sud-Tyrol et les anciennes colonies<sup>1512</sup>. L’Europe, dans cette vision, est encore le centre du monde : l’émergence des deux superpuissances et les prémices de la décolonisation ne sont pas encore perçus. Leurs conceptions se fondent sur le Reich bismarckien, avec les additions liées à l’écroulement des Habsbourg et un impérialisme modéré. Mais la grande nouveauté, chez Goerdeler et Hassell, est la renonciation à la guerre<sup>1513</sup>. En ce sens, ils se distinguent de Hitler dès 1938. Schacht s’inscrit également dans cette mouvance.

Au fur et à mesure que la guerre avance, pendant la phase des victoires, les conservateurs étendent leurs objectifs. Le rattachement de l’Alsace-Moselle, par exemple, est accepté<sup>1514</sup>. Cette tendance correspond à la lettre de Schacht à Hitler de l’été 1941 : à ce moment-là, le *Führer* a atteint des buts inespérés pour les conservateurs. Ils changent néanmoins d’attitude après 1941. Ils reviennent sur la domination allemande en Europe, tout en gardant l’idée d’une fédération européenne d’États souverains. Les premières défaites allemandes prouvent alors que les changements induits par la Révolution russe et l’entrée en guerre des États-Unis en 1917 sont irréversibles.

<sup>1510</sup> Ullrich von Hassell, *Journal d’un conjuré... op. cit.*, 19 juillet 1943, p. 328

<sup>1511</sup> Hjalmar Schacht, *Seul... op. cit.*, p. 153

<sup>1512</sup> in *The German Resistance to Hitler*, « Resistance Thinking on Foreign Policy », Hermann Graml, p. 1-54

<sup>1513</sup> *Ibidem* p. 7

<sup>1514</sup> *Ibidem* p. 23



Cette réorientation idéologique est également liée au dialogue avec le cercle de Kreisau, où Adam von Trott zu Solz est chargé de la politique étrangère. Ces chrétiens sociaux considèrent que le nationalisme n’est plus le but de la politique et condamnent Versailles en tant que produit du chauvinisme et non comme *diktat*. Ils projettent la création d’une fédération européenne, précédée d’une union économique, et remettent en cause la notion même d’État<sup>1515</sup>. En 1943, Goerdeler accepte l’idée d’une fédération d’États indépendants : l’idée d’une *Mitteleuropa* sous hégémonie allemande est abandonnée, bien qu’il veuille toujours revenir aux frontières de 1914.

Nous ne disposons pas de documents écrits par Schacht datant de 1943 et 1944 et ne savons pas s’il a suivi cette évolution. À partir de 1943, Schacht et Goerdeler ne se rencontrent quasiment plus. Au vu de ses déclarations d’après-guerre, les idées de Schacht n’ont probablement pas évolué sur les questions de l’influence allemande en Europe, bien qu’il était en contact avec Trott zu Solz<sup>1516</sup>. Schacht estime cependant dans ses mémoires que l’Allemagne appartient à l’Occident<sup>1517</sup>. En comparaison des discours aux États-Unis à l’automne 1930 où l’Allemagne est distinguée de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis, c’est la marque d’une évolution idéologique majeure. Il est cependant impossible de savoir si elle est le résultat de ses réflexions de temps de guerre ou de son expérience internationale après 1950. Sur un point cependant, les idées de Schacht sont comparables, en 1943-1944, à celles de Goerdeler : il considère que les frontières de l’Allemagne doivent être celles de 1914. Il y inclut l’Alsace-Moselle, qu’il conçoit cependant comme un moyen pour un rapprochement économique entre la France et l’Allemagne<sup>1518</sup>.

#### *b. Le dernier attentat*

Au cours des années 1943 et 1944, le groupe de résistants conservateurs est marqué par les désaccords existant en son sein. Certains d’entre eux participent au coup du 20 juillet 1944.

#### *Les désaccords entre résistants*

Le 22 janvier 1943, von Hassell fait un bilan des fortes oppositions qui existent au sein du

<sup>1515</sup> *Ibidem*, p. 32

<sup>1516</sup> D’après le témoignage de Kurt Bley à Ludwigsburg, IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp1/5, p. 377

<sup>1517</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 562

<sup>1518</sup> Ullrich von Hassell, *Journal d’un conjuré... op. cit.*, 8 avril 1944, p. 374

groupe<sup>1519</sup>. Beck lui semble trop mou. Il émet de graves réserves sur la direction politique assurée par Goerdeler et sur l'attitude de Popitz, qui a collaboré trop longtemps avec Göring et le régime. Alexander von Falkenhausen, chef de l'administration militaire en Belgique de 1940 à 1944, est contesté à cause de sa participation à la politique de terreur. Cependant, Hassell semble se rallier à un directoire restreint réunissant Beck, Schacht, Goerdeler, lui-même et un général.

Les désaccords se focalisent toujours sur le statut de Hitler vis-à-vis du nouveau régime qui émergerait à la suite d'un complot. Goerdeler, au moins jusqu'en décembre 1943, désire changer le régime sans renverser Hitler, ce contre quoi Beck et Hassell s'insurgent<sup>1520</sup>.

Parallèlement Schacht estime que la place de chancelier lui revient. Se promenant avec von Hassell à Sans-Souci, il reconnaît s'être fait berné par Hitler<sup>1521</sup>. Mais le diplomate juge que son interlocuteur, une fois de plus, fait preuve d'une ambition dévorante. Schacht répète toutefois qu'un changement de régime est nécessaire et doit mener à l'éviction de Hitler.

#### *L'attentat du 20 juillet 1944*

Peu avant le 20 juillet 1944, Ulrich von Hassell demande à Schacht s'il accepterait d'entrer dans un cabinet Goerdeler<sup>1522</sup>. Schacht émet des doutes sur le choix du chancelier mais consent à mettre ses relations internationales à disposition d'un tel gouvernement.

L'ancien Président de la *Reichsbank* est informé par le lieutenant-colonel Gronau et le général d'artillerie Fritz Lindemann des préparatifs de l'attentat de juillet 1944<sup>1523</sup>. Les trois hommes se rencontrent le 16 septembre 1943. Lindemann laisse entendre à Schacht qu'un groupe d'officiers dans l'entourage de Hitler est prêt à passer à l'action. Le 3 février 1944, Lindemann et Schacht se rencontrent à nouveau. Le général est alors affecté au quartier général et s'implique dans les préparatifs du coup. Le 21 avril 1944, il est en permission à Berlin et les trois hommes se réunissent une nouvelle fois. À cette occasion, Schacht prend à partie le général d'artillerie, car le putsch n'a toujours pas eu lieu. Gronau informe Schacht qu'un attentat

<sup>1519</sup> *Ibidem*, 22 janvier 1943, p. 304

<sup>1520</sup> *Ibidem*, 5 décembre 1943, p. 355

<sup>1521</sup> C'est à notre connaissance l'un des rares moments d'auto-critique de Schacht.

<sup>1522</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 532

<sup>1523</sup> Hjalmar Schacht, *Seul contre Hitler op. cit.*, p. 159-161. Il les rencontre par l'intermédiaire de son fils Jens.

devait avoir lieu dans la seconde moitié du mois de juillet<sup>1524</sup>.

Le 17 juillet, Schacht accompagne ses enfants à Munich. Il est encore en Bavière lorsqu’il apprend l’échec de l’attentat. Un membre de la Gestapo le surveille. De retour à Berlin, il est arrêté le 23 juillet 1944. Speer raconte :

« Puis Hitler laisse de nouveau libre cours à sa fureur contre les conjurés ; il allait tous les “supprimer et les exterminer”. Il pensa à des noms qui étaient apparus à un moment ou à un autre et qu’il rangeait maintenant au nombre des conjurés : Schacht avait toujours été un saboteur de l’armement. Malheureusement, il avait toujours été trop faible, déclara Hitler. Il ordonna l’arrestation immédiate de Schacht, et ajouta : “Heß aussi sera impitoyablement pendu, tout comme ces salauds, ces officiers criminels. C’est lui qui a commencé en donnant l’exemple de la trahison.” »<sup>1525</sup>

Hitler n’a manifestement pas fait arrêter Schacht pour sa participation au complot, mais parce qu’il gardait envers son ancien président de la *Reichsbank* une rancœur manifeste.

#### 4. Pourquoi avoir résisté ?

Les sources manquent pour connaître les motifs réels de la résistance de Schacht. En premier lieu, interviennent néanmoins les désaccords qui sont apparus entre Schacht et le régime nazi. Au début de la collaboration entre Schacht et le III<sup>e</sup> Reich, un terrain d’entente idéologique a pu exister entre conservateurs et nazis. Toutefois, l’orientation autarcique de l’économie, l’utilisation de la violence pour parvenir à ses fins, le projet de conquête d’un espace vital à l’Est et l’antisémitisme racial tel qu’il est exprimé à partir du pogrom de 1938, sont les raisons principales ayant incité Schacht à résister contre le régime. Les motifs qui ont poussé Schacht à travailler avec les nazis l’ont finalement, quelques années plus tard, plongé dans l’opposition. Il a ainsi accepté de revenir à la présidence de la *Reichsbank* et de remplacer Schmitt au ministère de l’Économie pour lutter contre la crise économique que Weimar n’a pu surmonter, pour rétablir l’Allemagne dans sa puissance militaire et revenir sur l’humiliation du traité de Versailles. Ce programme est réalisé à la veille de l’*Anschluss*. Du point de vue de Schacht, la puissance retrouvée en Europe Centrale en 1938 permettait à la diplomatie allemande d’obtenir le retour des colonies et les modifications de frontière en Europe. À cette date, la méthode employée lors de l’annexion de l’Autriche et les plans de Hitler pour l’Est de l’Europe modifient la nature du III<sup>e</sup> Reich du point de vue de Schacht. Parallèlement, ses con-

<sup>1524</sup> IMT, Volume 13, p. 42

<sup>1525</sup> Albert Speer, *Au cœur... op. cit.*, p. 548

frontation avec le parti, la crise Fritsch et l’échec du préfinancement l’ont orienté rapidement vers une action violente, seule arme à disposition de ceux qui se situent en périphérie du pouvoir pour en revenir au centre.

La peur est également une motivation de Schacht. Pour les conservateurs, il existe un ennemi, le communisme, qu’ils considèrent également comme opposé aux démocraties. Dans les plans de guerre exposés plus haut, il y a l’espoir d’un retournement d’alliance des Alliés contre l’URSS<sup>1526</sup>. Enfin, la crainte d’un écrasement de l’Allemagne provoqué par le « jusqu’au bou-tisme » du régime joue probablement un rôle.

### III. Du 20 juillet 1944 au procès de Nuremberg

Après son arrestation, Schacht est emmené à Ravensbrück, à 90 kilomètres au nord de Berlin<sup>1527</sup>. Il est maintenu prisonnier dans un quartier réservé aux « politiques »<sup>1528</sup>, où sont également captifs le général Halder, le secrétaire d’État Pünder ou l’ancien directeur du ministère de l’Économie Schniewind. De juillet 1944 à avril 1945, Schacht est transporté d’une prison ou d’un camp allemand à l’autre et sa vie de captif est ponctuée d’interrogatoires. À partir d’avril 1945, Schacht est maintenu en prison par les Alliés et en ressent beaucoup d’amertume.

#### A. Prisons et interrogatoires

Après son arrestation, Schacht est interrogé dans un plus petit camp utilisé comme école de la Police, à quelques kilomètres de Ravensbrück<sup>1529</sup>. Il y côtoie Alexander von Falkenhausen, et un ancien ministre de la Guerre social-démocrate, Gustav Noske.

Le premier interrogatoire commence par l’énonciation par un lieutenant de police de l’état civil et des fonctions que Schacht a occupées. Le prisonnier a très tôt l’impression que ses interlocuteurs n’ont pas de preuves contre lui. La seconde audience est consacrée aux « con-

<sup>1526</sup> Nous déduisons ce motif des mémoires de Schacht et de sa conception générale du communisme.

<sup>1527</sup> La source utilisée ici est principalement l’autobiographie de Schacht, *76 Jahre... op. cit.* Nous avons, par un courrier électronique du 22 mai 2006 pris contact avec le Service International de Recherche de Bad Arolsen. Un accord du 16 mai 2006 prévoit l’ouverture de ce centre détenant les données personnelles des camps de concentration et d’extermination allemands. Cependant, par des lettres du 18 juillet et 13 septembre 2006, ce service nous a annoncé que les archives ne seraient pas à disposition des historiens avant la fin du processus de ratification de l’accord du 16 mai 2006.

<sup>1528</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 535

<sup>1529</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 536 et suivante

naissances » de Schacht. Ce dernier propose à son interrogateur d’aller à Gühlen pour prendre un « livre d’or » des invités, où ne figuraient aucun nom de résistant. L’interrogatoire est suspendu pour quelques jours puis reprend, le lieutenant ayant saisi le fameux livre.

Entre deux interrogatoires, Schacht se procure le *Völkischer Beobachter*, en échange de cigarettes et prend connaissance de la liste des conjurés abattus et des hommes encore recherchés à la suite de l’attentat. Parmi eux, seul le général d’artillerie Lindemann pouvait mettre en cause Schacht. Fritz Lindemann est retrouvé le 3 septembre 1944 et meurt 19 jours plus tard des suites des blessures provoquées lors de son arrestation<sup>1530</sup>. Schacht avait peu de chance d’être relié à l’attentat du 20 juillet 1944, mais les nazis recherchaient autre chose : les questions qui sont posées paraissent souvent futiles à Schacht, car elles portent sur ce qu’il pense du nazisme. Son arrestation avait d’abord un motif idéologique.

Après le 28 août 1944, Schacht est emmené au quartier général du *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA) et transporté entre une cellule de la *Lehrterstraße* à Moabit, un quartier du centre de Berlin, et la *Prinz-Albrecht-Straße*<sup>1531</sup>. Le RSHA a été fondé par Himmler le 27 septembre 1939, par la réunion de la *Sicherheitspolizei* et du *Sicherheitsdienst* (SD) et était l’autorité centrale du Reich pour les affaires de police et de sécurité. Pendant quatre mois, Schacht est enfermé dans une cellule de la cave du bâtiment, avec une petite ouverture grillagée. Les interrogatoires reprennent mais il a obtenu le droit d’être en contact avec son épouse qui lui transmet des habits, des livres et un peu de nourriture.<sup>1532</sup>

Schacht est interrogé par un certain commissaire Stawitzki. « *Ses questions n’étaient pas moins sottes que pendant les interrogatoires à Ravensbrück.* »<sup>1533</sup> Schniewind a déclaré à Schacht que son transfert *Prinz-Albrecht-Straße* est lié à des déclarations de Goerdeler. Ce dernier est arrêté le 12 août 1944. Il a parlé, non pour gagner quelques semaines de survie, mais pour révéler l’ampleur de l’opposition et essayer encore de faire changer Hitler d’avis<sup>1534</sup>. Contrairement à Ravensbrück, les interrogatoires au RSHA portent, Schacht en donne un exemple, sur d’éventuelles rencontres avec des personnes impliquées dans le coup du 20 juillet 1944, comme Gisevius ou Goerdeler. Mais jamais une confrontation avec le

<sup>1530</sup> Peter Hoffmann, *La résistance allemande... op. cit.*, p. 678

<sup>1531</sup> Aujourd’hui Berlin-Mitte

<sup>1532</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 546

<sup>1533</sup> « Seine Fragen waren nicht minder töricht als die bei den Verhören in Ravensbrück. » in Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 541

<sup>1534</sup> Peter Hoffmann, *La résistance allemande... op. cit.*, p. 677. Hoffmann s’appuie sur le biographe de Goerdeler, Gerhard Ritter.

premier, qui est en Suisse, ou le second n’a été organisée.

Le 6 décembre 1944, Schacht est renvoyé à Ravensbrück. Son fils Jens, lieutenant sur le front Est en permission, lui apprend alors la mort de Lindemann<sup>1535</sup>. Schacht, par l’intermédiaire de Jens, fait dire à Gronau de taire leurs entrevues avec Lindemann<sup>1536</sup>. Peu de temps après cette visite, Schacht est interrogé sur Gronau, qui vient d’être arrêté<sup>1537</sup>. Jens Schacht a ainsi peut-être sauvé la vie de son père. Après cet interrogatoire, Schacht n’est plus sollicité pendant deux mois.

## B. Amertume

Il est très difficile de savoir ce que Schacht a éprouvé ou ressenti pendant cette période allant du 20 juillet 1944 à l’ouverture des audiences du Tribunal militaire international à Nuremberg. En réalité, il faut se fier à ses mémoires qui ont été publiées en 1953. Schacht y détaille plus la qualité de la nourriture ou la taille des cellules que le contenu des interrogatoires<sup>1538</sup>. Toutefois, il y décrit la vie quotidienne d’un prisonnier sous le III<sup>e</sup> Reich. Il est cependant un détenu « de qualité » car il a vécu dans de meilleures conditions que les très nombreuses personnes déplacées ou déportées. Il raconte les douches froides *Prinz-Albrecht Straße* que personne ne ratait car elles étaient la seule occasion d’échanger quelques mots avec d’autres prisonniers ou même de sortir de sa cellule – en dehors des interrogatoires<sup>1539</sup>. Il décrit les alertes aériennes qui permettent de voir tous les occupants des diverses cellules du bâtiment dans un long couloir étroit de la cave. Schacht a alors constaté que le général Thomas, Herbert Göring<sup>1540</sup>, le général Fromm, von Schlabrendorf, Strünck, Goerdeler et d’autres étaient également prisonniers.

À partir de février 1945, Schacht est transporté à travers l’Europe par les Allemands puis les Alliés. Le Reich s’écroule mais les nazis n’oublient pas les prisonniers. Le 3 février 1945, lendemain de l’exécution de Goerdeler, Schacht est évacué car les troupes soviétiques se rapprochent. Il est emmené *Prinz-Albrecht-Straße*, dans Berlin en ruine, que l’ancien Président

---

<sup>1535</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 545

<sup>1536</sup> *Ibidem*, p. 544

<sup>1537</sup> *Ibidem*, p. 545

<sup>1538</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 535 et suivantes

<sup>1539</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 546

<sup>1540</sup> Un membre de la famille d’Hermann Göring qui n’a, au contraire de son oncle, pas embrassé l’idéologie nazie.

de la *Reichsbank* décrit comme une « mer de flammes »<sup>1541</sup>. Il est ensuite transféré à Potsdam et renvoyé au RSHA, en partie détruit par les bombardements. Schacht y rencontre Dietrich Bonhoefer. Peu de temps après, avec Schuschnigg, ancien chancelier d’Autriche, Strünck, Halder, Oster et Thomas, il est envoyé au camp de concentration de Flossenbürg, en Bavière<sup>1542</sup>.

Le camp de Flossenbürg a été ouvert de 1938 à 1945. 100 000 personnes environ y ont été enfermés, dont 30 000 sont mortes. Schacht, à son arrivée dans ce camp, est alors persuadé qu’il ne survivra pas<sup>1543</sup>. Il écrit :

« Nous devons chaque jour nous promener seul dans la cour pendant vingt minutes. Quand ma promenade tombait en matinée, je voyais régulièrement un train de brancardiers s’avançant dans la forêt au versant de la montagne sortant du camp qui portaient entre eux des civières dans lesquelles se dessinaient distinctement les cadavres des gens morts ou assassinés pendant la nuit sous les couvertures jetées par-dessus. J’ai souvent compté jusqu’à 30 bières en une matinée. »<sup>1544</sup>

Il reste deux mois dans ce camp<sup>1545</sup>. Son directeur en était Stawitzki qui l’a interrogé *Prinz-Albrecht-Straße*. À Stuttgart, lors de la première procédure de dénazification, un témoin a expliqué que Stawitzki avait pour ordre de le faire abattre si les troupes américaines se rapprochaient du camp. Le 9 avril 1945, Schacht est emmené à Dachau, un camp à proximité de Munich. Il y rencontre Niemöller, qu’il a fréquenté dans les années 1930 lorsque le premier était pasteur à Dahlem, ainsi que Fritz Thyssen, Léon Blum et leurs épouses. Certains des prisonniers que Schacht a croisé à Flossenbürg sont pendus, comme Oster et Bonhoeffer<sup>1546</sup>. Après 14 jours à Dachau, Schacht est emmené à Reichenau, près d’Innsbruck. Reichenau a d’abord été, à partir de 1941, un camp de rééducation par le travail (*Arbeitserziehungslager*) et a été transformé en camp de concentration en 1943, servant alors de transition pour des Juifs qui étaient ensuite transportés vers l’Est. 8500 personnes y ont été emprisonnées.

<sup>1541</sup> « Flammenmeer » in Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 550

<sup>1542</sup> En Oberpfalz, aujourd’hui à la frontière avec la République Tchèque.

<sup>1543</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 551

<sup>1544</sup> « Wir durften jeden Tag einzeln während 20 Minuten im Hof spazieren gehen. Wenn mein Spaziergang auf die Vormittagsstunden fiel, sah ich regelmäßig einen Zug von Trägern sich am Berghang aus dem Lager dem Walde zu fortbewegen, die zwischen sich Holzbahren trugen, auf denen sich die Leichen der in der Nacht Gestorbenen oder Ermordeten unter der darüber geworfenen Hülle deutlich abzeichneten. Ich habe oft bis zum 30 Bahren an einem Vormittag gezählt. » in Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 552

<sup>1545</sup> *Ibidem*, p. 552

<sup>1546</sup> *Ibidem*, p. 554

Schacht y rencontre les familles de Lindemann et de Goerdeler, qui a été pendu<sup>1547</sup>. Enfin, il est emmené à Niederndorf avec 130 autres *Prominenten*, en Autriche, à la frontière avec la Bavière. Dans ce camp, il « attend » les Américains, et pense pouvoir revenir à une vie normale<sup>1548</sup>.

Dans un premier temps, les contacts avec les troupes américaines sont agréables pour Schacht. Il est libre de ses mouvements et logé à l'hôtel. Soulagé d'être libéré des mains de la Gestapo, il est emmené à Vérone<sup>1549</sup>, où l'autorité américaine est consciente, d'après Schacht, d'avoir avec lui des « adversaires » de Hitler et les traite avec honneur. Puis Schacht est transporté par avion à Naples, où l'atmosphère change radicalement<sup>1550</sup>. Il est à nouveau considéré comme un prisonnier, alors qu'il pense être un opposant à Hitler et avoir droit en conséquence à la liberté.

Les mémoires de Schacht font montre d'une amertume manifeste envers les Alliés<sup>1551</sup>. Elles rappellent un certain nombre de jugements sur la situation qui révèlent son idéologie profondément allemande et conservatrice.

« Sur tout cela je ne me plains pas, mais je dois affirmer que la Bête est partout dans l'Homme, quelle que soit l'époque, aussitôt qu'elle est libérée. [...] La diffamation morale de l'adversaire, qui existe à nouveau dans ce monde avec la politique moderne, est plus grave que toute forme d'Inquisition moyenâgeuse. »<sup>1552</sup>

Pourtant, au moment où Schacht écrit ces lignes, il a une idée de ce qui s'est passé dans les camps, puisqu'il a été à Flossenbürg et qu'il a vu, à Nuremberg en 1945 et 1946, des films sur l'ouverture des camps par les Alliés. Mais dans cette citation, prétextant que les conditions d'emprisonnement dans un camp près de Naples sont dures, il assimile les Alliés aux Nazis. En outre, il déclare :

« Notre culture n'est pas devenue meilleure, bien que notre Civilisation ait fait

---

<sup>1547</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 555

<sup>1548</sup> *Idem*

<sup>1549</sup> *Ibidem*, p. 559

<sup>1550</sup> *Ibidem*, p. 560

<sup>1551</sup> *Ibidem*, p. 560 et suivantes.

<sup>1552</sup> « Über alles dies führe ich nicht Klage, aber feststellen muß ich, daß die Bestie im Menschen überall und zu jeder Zeit die gleiche ist, sobald sie losgelassen wird. [...] Die moralische Diffamierung des Gegners, die mit der modernern Politik wieder in die Welt gekommen ist, ist schlimmer als jede mittelalterliche Inquisition. » in Hjalmar Schacht, *Ibidem*, p. 561



d'aussi énormes progrès. »<sup>1553</sup>

Cette citation profondément conservatrice a aussi pour effet de rejeter la responsabilité de la guerre sur l'Humanité dans son ensemble et, en conséquence, de se dégager de toute réflexion sur sa propre culpabilité. Schacht critique ses concitoyens : il juge indigne les généraux emprisonnés à Naples qui se montrent à l'office religieux alors qu'ils ont obéi aux ordres militaires de Hitler pendant sept années. En réalité, Schacht estime que personne n'a compris le sens de la Première Guerre mondiale : l'Occident chrétien, selon lui, a échoué. S'il pense que le peuple allemand a une grosse part de responsabilité, il insiste surtout sur le régime de Versailles et assimile la Révolution Française à la Terreur, pour pouvoir la comparer à la Gestapo.

« La Révolution Française était en son temps non moins sanglante et affreuse que le système de la Gestapo, mais il n'est venu à l'esprit de personne d'exclure l'ensemble du peuple français de la communauté humaine. L'Allemagne est allée dans la Première Guerre mondiale avec des mains propres, le peuple allemand était estimé, et pourtant elle a été proscrite après une défaite subie. »<sup>1554</sup>

Schacht avance une explication devenue classique dans les milieux les plus conservateurs d'Europe : Hitler est la conséquence de Versailles et de la Révolution Française<sup>1555</sup>. En ce sens, Schacht est un avocat de la Réaction. Il reproche ensuite à son époque d'être fascinée par la mécanique mais de manquer de « profondeur ». Il en déduit la nécessité d'une réorientation morale<sup>1556</sup>.

De Naples, Schacht est transféré à Kramsberg, dans le massif du Taunus<sup>1557</sup>, où sont prisonniers les principaux scientifiques et techniciens de l'armement. Il est ensuite emmené à Anacapri, où les Alliés commencent à interroger les prisonniers pour préparer les procès de Nuremberg<sup>1558</sup>. Les conditions d'internement sont plus difficiles. Schacht et Thyssen sont envoyés par avion comme « criminels de guerre » à Orly, sont conduits à Chesnay, où ils rejoignent

<sup>1553</sup> « Unsere Kultur ist nicht besser geworden, obschon unsere Zivilisation so enorme Fortschritte gemacht hat. » in *Ibidem*, p. 561

<sup>1554</sup> « Die Französische Revolution war für ihre Zeit nicht weniger blutig und graueunvoll als das Gestaposystem, aber niemanden fiel es damals ein, das ganze französische Volk deshalb aus der menschlichen Gemeinschaft ausstoßen zu wollen. In den ersten Weltkrieg ging Deutschland mit sauberen Händen, und doch wurde es nach erlittener Niederlage verfeimt, und das deutsche Volk wurde geächtet. » *Ibidem*, p. 562

<sup>1555</sup> *Ibidem*, p. 562

<sup>1556</sup> *Ibidem*, p. 563

<sup>1557</sup> Aujourd'hui Land de Hesse.

<sup>1558</sup> *Ibidem*, p. 563

gnent Albert Speer et des responsables de l'IG Farben. Schacht est ensuite envoyé à Metz<sup>1559</sup> puis Francfort, dans un camp pour techniciens et scientifiques, où il reste de juillet à septembre 1945<sup>1560</sup>. Il doit désormais se préparer à une nouvelle épreuve : le procès des grands criminels de guerre.

\*  
\* \*

Le renvoi de Schacht du ministère de l'Économie sanctionne l'insuccès de sa politique d'une part et son décalage avec le régime d'autre part. Désormais à la périphérie du système nazi, écarté du processus de prise de décision du Reich, il ne peut que constater l'échec du préfinancement. Avec le refus du gouvernement de rembourser les traites spéciales, ces dernières deviennent un moyen d'utiliser la planche à billet pour financer un réarmement d'une ampleur que le budget du Reich ne pouvait pas assumer. En janvier 1939, le bilan de Schacht est finalement négatif, dans la mesure où l'expansion de la masse monétaire met le *Reichsmark* en danger. Schacht, pour limiter le réarmement et sauvegarder la monnaie, a demandé la fin de l'émission des MEFO pour le 31 mars 1938. Cette exigence a eu pour résultat une aggravation de la situation monétaire, car les traites spéciales laissent la place à des bons du Trésor à court terme, qui se développent très rapidement. L'or et les devises de la banque centrale autrichienne sont dépensés dès janvier 1939. Par contre, la volonté de Schacht de sous-évaluer le *Schilling*, en mars 1938, a permis à l'armée d'acheter moins cher un certain nombre de biens autrichiens, facilitant temporairement la poursuite du réarmement. De ce point de vue, sa dernière année au pouvoir aboutit à des résultats paradoxaux.

Parallèlement, la période qui commence par son éviction du ministère de l'Économie est aussi le début d'une réelle activité de résistance, qui sort de l'opposition simple résultant du jeu normal des institutions. La crise Blomberg-Fritsch qui se déroule quelques semaines après son éviction du ministère le convainc de la nécessité d'un complot pour faire chuter le régime. Avec le départ de Fritsch, les conservateurs qui s'étaient alliés aux Nazis en 1933 n'ont plus de réels pouvoirs face à la NSDAP.

Cette résistance se manifeste par l'organisation de conjurations inefficaces et connaît son activité la plus fébrile de l'été 1938 à l'été 1941. Elle passe notamment par une initiative de Schacht en direction des États-Unis en 1940, qui n'a cependant pas donné de résultats specta-

---

<sup>1559</sup> *Ibidem*, p. 564

culaires. Après 1941, la résistance conservatrice passe aux mains des militaires. De plus, d'autres opposants, comme Severing, Bonhoeffer, von Hassell se méfient de Schacht et ont peur qu'il ne soit pas suffisamment fiable. La Gestapo le surveille et, lorsqu'il perd son titre de Ministre sans portefeuille en janvier 1943, il semble qu'il ait eu peur, à juste titre, pour sa propre vie.

Si son action de résistance le met sans aucun doute en danger, ses motifs sont particulièrement ambigus, à l'image de toute la résistance conservatrice. Schacht est resté dans une logique impériale. Le monde nouveau qui émerge lentement depuis 1917, n'est pas encore perçu. La nécessité de l'organisation de l'Europe semble également lui échapper. Schacht, représentant du Reich wilhelmien, s'est finalement engagé dans la résistance pour les mêmes raisons qu'il a collaboré avec le III<sup>e</sup> Reich. La République de Weimar s'était montrée incapable de gérer la crise économique et de lutter contre l'ordre de Versailles et Schacht avait profité de sa position au sein du III<sup>e</sup> Reich pour aider au rétablissement de la puissance économique et militaire de l'Allemagne. Mais cette puissance devait permettre une révision diplomatique de l'ordre de Versailles et non une agression contre la Pologne et la mise en place d'un espace vital. Son antisémitisme, qui a probablement joué un rôle de 1933 à 1935 en faveur de sa collaboration avec Hitler, le pousse à s'opposer au III<sup>e</sup> Reich. Le pogrom de novembre 1938 démontre alors que l'Allemagne s'oriente vers un antisémitisme racial radical qui n'est pas le sien. En résistance, Schacht ne semble toutefois pas avoir idéologiquement évolué au contact du cercle de Kreisau.

Ce même conservatisme l'amène à déplorer son expérience de l'emprisonnement. Il subit les interrogatoires du RSHA et la vie dans les camps nazis. À Flossenbürg, il peut percevoir, sans vraiment en réaliser l'ampleur, les massacres perpétrés par les nazis. Il expérimente toutefois la vie concentrationnaire en tant que prisonnier « de première classe » et a pu ainsi trouver plus pénible la captivité imposée par les Alliés. Le contraste entre son expérience de résistant, qu'il estime être un motif valable de libération après la défaite du Reich, et son maintien en prison puis son accusation comme grand criminel de guerre le rend manifestement amer. Cela le pousse à émettre des propos que l'on peut qualifier de « réactionnaire » au sens de l'histoire des idées. À l'image d'un Rauschningg ou, plus tard, d'un Nolte, il trace une lignée directe entre la Révolution française, la prise de pouvoir bolchevique et le nazisme. En ce sens, il est un vrai conservateur, dont les idées ont très peu évolué depuis 1929. Schacht n'est pas un op-

---

<sup>1560</sup> *Ibidem*, p. 565

portuniste, mais bien un homme qui a utilisé les circonstances pour essayer de promouvoir sa conception du monde et a échoué, autant sous Weimar que sous le III<sup>e</sup> Reich. Les procès d’après-guerre, à Nuremberg puis à Stuttgart, Ludwisburg et Lüneburg, jugent aussi ces échecs.

# Chapitre 7<sup>e</sup>

## Schacht, accusé (1946-1950)

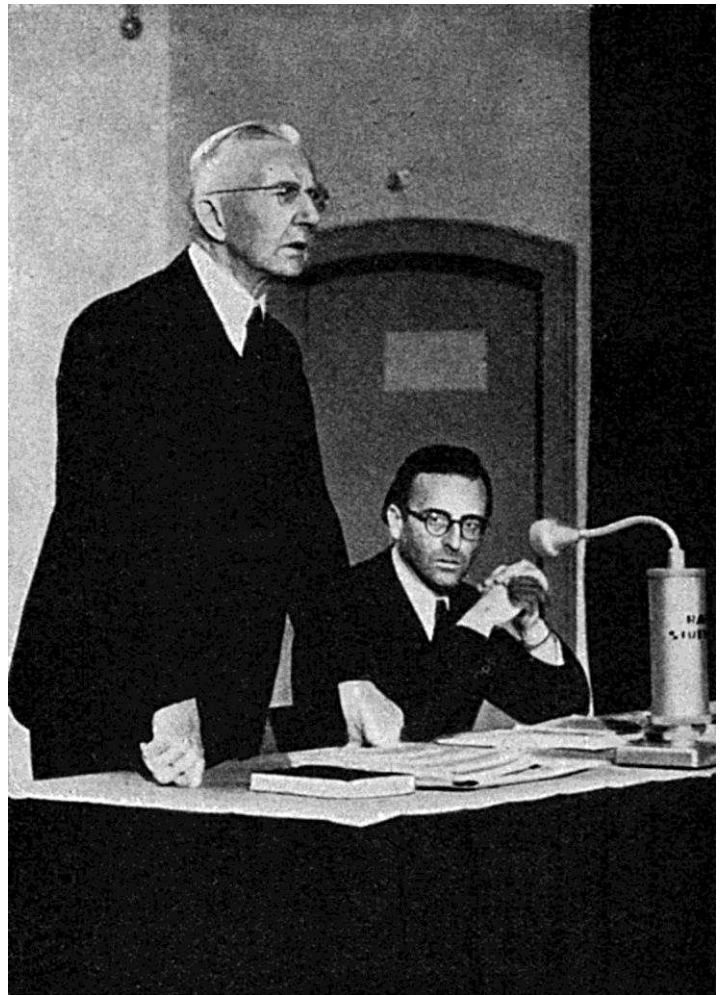


Figure 5 – Hjalmar Schacht et le D<sup>r</sup> Schwamberger à Stuttgart

**D**e 1945 à 1950, Schacht est confronté aux contradictions de son comportement sous le III<sup>e</sup> Reich. Il est concerné par les deux voies choisies par les Alliés pour détruire le nazisme et le militarisme allemand<sup>1561</sup> : le tribunal militaire international et la dénazification. Il obtient son acquittement à Nuremberg en 1946, mais n'échappe pas à deux longues procédures auprès des *Spruchkammer* allemandes.

## I. Accusé par les Alliés : le procès de Nuremberg

L'accord du 8 août 1945, signé par la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'URSS, établit un Tribunal militaire international « *pour juger les criminels de guerre dont les crimes sont sans localisation géographique précise, qu'ils soient accusés individuellement, ou à titre d'organisations ou de groupements, ou à ce double titre*<sup>1562</sup> ». Les Démocraties font admettre le principe du droit à la défense et de la présomption d'innocence à l'URSS<sup>1563</sup>. Les Anglais et les Américains imposent une procédure d'accusation. Le siège permanent du procès est fixé à Berlin, mais les interrogatoires se déroulent à Nuremberg. Cette dernière a été choisie car son palais de justice, son hôtel de ville et sa prison, reliée au premier par un souterrain, sont restés debout<sup>1564</sup>. Les statuts définissent également les quatre chefs d'accusation. Le premier est le « complot ou plan concerté » en vue de commettre l'un des trois autres crimes. Il permet d'une part d'inculper des organisations et d'autre part de juger des faits s'étant déroulés avant 1939<sup>1565</sup>. Le second sont les crimes contre la paix, c'est-à-dire la préparation, le déclenchement, la poursuite d'une guerre d'agression ou la violation des traités internationaux. Le troisième est celui de crimes de guerre qui comprend les assassinats, les mauvais traitements, la déportation et les travaux forcés des populations civiles et des prisonniers de guerre, les exécutions d'otages, les pillages et enfin les destructions sans motif militaire. Le quatrième chef d'inculpation, nouveau sur le plan pénal, concerne les crimes contre l'humanité : « assassinat, extermination, réduction en esclavage, déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, persécutions pour des motifs politiques,

<sup>1561</sup> Alfred Wahl, *La seconde histoire du nazisme dans l'Allemagne fédérale depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 2006, 335 pages, p. 16-17.

<sup>1562</sup> Cité par Annette Wieviorka, *Le procès de Nuremberg*, Mémorial de Caen/éditions Ouest-France, Rennes, 1995, 208 p., p. 24

<sup>1563</sup> Major Iona T. Nikitchenko, cité in Overy, « Interrogations », p. 18, in *Entretiens de Nuremberg*, p. 15

<sup>1564</sup> *Ibidem*, p. 32

<sup>1565</sup> Robert Gellately, « Nuremberg, des voix surgies du passé » *Op. cit.*, p. 18.

raciaux ou religieux ». Schacht est concerné par les deux premiers motifs d’inculpation.

La liste des accusés est rendue publique le 29 août 1945 : Hermann Göring, Rudolf Heß, Joachim von Ribbentrop, Robert Ley, qui s’est suicidé avant l’ouverture du procès, Wilhelm Keitel, Ernst Kaltenbrunner, Alfred Rosenberg, Hans Frank, Wilhelm Frick, Julius Streicher, Walter Funk, Hjalmar Schacht, Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, qui ne comparaît pas en raison de son âge, Karl Dönitz, Erich Raeder, Baldur von Schirach, Fritz Sauckel, Alfred Jodl, Martin Bormann, jugé par contumace, Franz von Papen, Arthur Seyss-Inquart, Albert Speer, Konstantin von Neurath et Hans Fritzsche. Certains organismes et groupes sont également inculpés : le gouvernement du Reich, la direction du parti nazi, les SS, le SD, la Gestapo, les SA et le commandement des forces armées allemandes. L’acte d’accusation du procès est écrit le 6 octobre 1945. Les sessions s’ouvrent le 18 octobre lors d’une séance préliminaire à Berlin. À partir du 14 novembre 1945, le tribunal siège au Palais de Justice de Nuremberg. Après une description du déroulement du procès, nous nous attacherons à détailler les aspects du procès qui concernent Schacht, et nous nous interrogerons sur son acquittement.

## A. Déroulement du procès

Du point de vue des accusés, le procès de Nuremberg a deux aspects. D’une part, ils doivent assister aux séances de la cour et, d’autre part, la vie en prison s’organise autour, notamment, des entrevues avec les psychologues et les psychiatres.

### 1. Déroulement général du procès

La cour est composée de huit juges, un représentant pour chacune des quatre Nations et son suppléant. Le Britannique Lawrence a exercé, dès la séance du 20 novembre 1945, une autorité reconnue par tous<sup>1566</sup>. Le ministère public est composé de quatre représentants des puissances, tous assistés de plusieurs procureurs adjoints et d’avocats généraux. Il est dominé par le juge américain Robert H. Jackson, qui est accompagné de 32 avocats généraux et procureurs adjoints. Hartley Shawcross, britannique, est *attorney general*. Ayant rang de ministre, il doit siéger au gouvernement de Londres. C’est en conséquence Sir David Maxwell-Fyfe qui

---

<sup>1566</sup> Sur les autres membres de la cour : Le juge américain est Francis Biddle, d’ascendance peaux-rouge, parlant le Français couramment mais considéré comme arrogant par Edgar Faure. Le juge Français est Donnedieu de Vabres, un professeur de droit pénal ayant très rarement pris la parole. Son suppléant est Robert Falco qui a représenté la France à Londres pour l’élaboration des statuts. Les soviétiques – les seuls à arborer leurs uniformes militaires chez les juges comme au sein de l’Accusation – sont le major général I.T. Nikitchenko et le lieutenant-colonel A.F. Volchov<sup>1566</sup>.

mène l'accusation britannique. Le général R.A. Rudenko et son adjoint le colonel Y.V. Pokrovsky, qui portent l'uniforme, représentent l'URSS. Pour la France, le premier procureur est François de Menthon, nommé par De Gaulle, chef du GPRF. En janvier 1946, il est remplacé par Auguste Champetier de Ribes, démocrate-chrétien et résistant (*Combat*), qui est assisté par le radical et juriste Edgar Faure et Charles Dubost, avocat à la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

#### *Les débuts du procès et la vie des accusés à Nuremberg*

La cour lit les chefs d'inculpation aux accusés le 20 novembre 1945. Les inculpés sont répartis sur deux rangées, dans un ordre représentant une forme de hiérarchie : Göring, Heß, Ribbentrop, Keitel, Kaltenbrunner, parfois absent pour raison de santé, Rosenberg, Frank, Frick, Streicher, Funk et, en dernier, Schacht. Les autres sont au second rang. Le 21 novembre, la cour demande aux accusés s'ils plaident coupable. Quand son tour vient, Schacht répond : « *Je ne suis coupable en aucun cas* »<sup>1567</sup>. Afin de respecter les droits de la défense, les accusés peuvent choisir un avocat sur une liste. Schacht a choisi comme avocat le D<sup>f</sup> Rudolf Dix.

#### *Déroulement du procès*

L'accusation et la défense font reposer leurs plaidoiries et interrogatoires en premier lieu sur des documents écrits. Les témoins sont assez peu nombreux : 61 ont été appelés par la défense et 33 par l'accusation. Leur rôle est de confirmer ou de commenter des faits avérés par des documents existants. Ce « triomphe » de l'écrit sur l'oral rend les séances du procès ennuyeuses<sup>1568</sup>. Le 13 mars 1946, Göring est le premier accusé à témoigner, environ quatre mois après le début du procès. Le sentiment de monotonie est amplifié par la nécessité de traduire en quatre langues simultanément, ce qui oblige à parler lentement. Le contre-interrogatoire des accusés est mené par le ministère public. Les avocats, pour défendre leur client, peuvent présenter des pièces à conviction, sous forme de « livres de documents ». Ces derniers sont examinés par le tribunal à huis clos. Le Président du tribunal choisit les documents acceptés et ceux qui ne le sont pas. Certains sujets sont tabous : la défense ne peut pas évoquer le traité de Versailles, l'entrée en guerre de l'URSS ou le *Tu Quoque*<sup>1569</sup>.

Les accusations américaines et britanniques débattent des deux premiers chefs d'inculpation

<sup>1567</sup> « Ich bin in keiner Weise schuldig », IMT Band 2, p. 114

<sup>1568</sup> Annette Wieviorka, *Op. cit.*, p. 43

<sup>1569</sup> C'est-à-dire reprocher aux alliés d'avoir commis des crimes de guerre.



jusqu'au début du mois de janvier. Selon la procédure anglo-saxonne adoptée, l'instruction est en effet menée pendant le procès. L'accusation procède à une minutieuse analyse de la chronologie qui a poussé l'Allemagne à la guerre et donne au parti nazi un rôle essentiel<sup>1570</sup>. Chaque accusé devient un membre ou un complice du complot en pleine connaissance de ses buts et desseins. Il s'agit pour l'accusation de prouver que les nazis ont développé une politique d'après des lignes idéologiques impliquant la violence et la guerre, notamment l'abolition du traité de Versailles et la conquête du *Lebensraum*. Cette démarche implique ainsi un hyper-intentionalisme.

Les Français et les Soviétiques sont chargés des crimes de guerre<sup>1571</sup>. François de Menthon aborde le sujet le 17 janvier 1946. Rudenko intervient à partir du 8 février 1946. La France parle essentiellement des crimes perpétrés en France même et dans les autres pays occupés à l'Ouest. Les Soviétiques traitent des crimes commis à l'Est. Les accusés sont appelés à partir du 13 mars 1946 seulement.

En dehors des audiences, les prisonniers s'entretiennent régulièrement avec des psychologues et un psychiatre.

### 3. Les prisonniers face aux psychiatres

Les accusés à Nuremberg ont fait l'objet d'une évaluation par des psychologues dirigés par Gustave Gilbert, d'origine juive autrichienne et formé à l'Université de Columbia aux États-Unis.

Deux examens effectués sur les prisonniers ont traditionnellement retenu l'attention : les tests de quotient intellectuel et les tests de Rorschach. Les premiers ont classé Schacht comme le plus intelligent des inculpés, un peu devant Seyss-Inquart. Speer note à ce propos, relativisant largement les résultats :

« Ce fut Schacht le surprenant vainqueur de ce test qui faisait appel à la mémoire, à l'imagination et aux réflexes. Il fut victorieux car l'âge donnait des points supplémentaires. Mais celui qui totalisa le plus grand nombre de points fut Seyss-Inquart, ce dont personne ne l'avait supposé capable. Göring aussi était dans les premiers. Moi, j'atteignis une bonne moyenne. »<sup>1572</sup>

<sup>1570</sup> Voir le Chapitre III de Annette Wieviorka, *Op. cit.*, p. 47-73.

<sup>1571</sup> Voir le Chapitre IV de Annette Wieviorka, *Op. cit.*, p. 73-97

<sup>1572</sup> Albert Speer, *Au cœur du III<sup>e</sup> Reich... op. cit.*, p. 699

Ce test montre finalement que l'on peut avoir une intelligence considérée comme un « esprit créatif<sup>1573</sup> » et se fourvoyer politiquement, seul élément de critique accepté par Schacht à Nuremberg.

Les tests de Rorschach posent un problème de méthode car ils demandent d'une part une rigueur sans faille et d'autre part une interprétation extrêmement délicate. D'après C. Chabert, le test de Rorschach se définit comme suit :

« Ce test des “tâches d'encre” est [...] utilisé [...] pour l'évaluation du fonctionnement psychique. Il comprend dix planches présentées dans un ordre précis, le sujet étant invité à dire “tout ce à quoi les planches lui font penser”. La passation se déroule en deux séquences, l'une dite “spontanée”, l'autre appelée “enquête” au cours de laquelle le sujet précise ou développe ses réponses. [...] L'intérêt du test relève de l'interprétation approfondie des facteurs en termes de conduites psychiques : il s'agit, en effet, de saisir les modalités de fonctionnement dont dispose le sujet, aussi bien dans les registres conflictuels qui le structurent que dans l'organisation défensive qui le caractérise. Le Rorschach, dans la mesure où il induit (de par sa facture non figurative) des mouvements régressifs importants, peut être considéré tout d'abord comme une épreuve des limites (entre dedans et dehors, entre sujet et objet), testant les fondements narcissiques de la personnalité.[...] »<sup>1574</sup>

En d'autres termes, il s'agit de comprendre les réactions d'un sujet face à des représentations ambiguës, les fameuses tâches d'encre. La manière dont il définit ce qu'il voit doit pouvoir être une projection de son monde privé<sup>1575</sup>.

Deux psychologues, Florence Miale et Michael Selzer, ont repris les tests opérés par Gustave Gilbert. Leurs conclusions générales les poussent à refuser l'argumentaire montrant les nazis comme des gens normaux. Ils s'opposent à Hannah Arendt qui a décrit Eichmann comme une personne monstrueusement normale<sup>1576</sup>. Ils montrent que Schacht essaye de se distinguer des autres inculpés du tribunal et le décrivent comme un rescapé (*survivor*). Selon cette interprétation, Schacht partage certains traits de caractère avec les autres inculpés : une certaine agressivité, un caractère plat (*flatness*), une certaine inanité (*emptiness*) mais, surtout, une capacité minimale à répondre de manière sensible aux nuances des sentiments humains. Si nous ne nous prononçons pas sur la validité des tests de Rorschach et de leur interprétation, la dernière

<sup>1573</sup> Telford Taylor, *The anatomy... op. cit.*, p. 383

<sup>1574</sup> D'après un site internet de l'Université Libre de Bruxelles, <http://www.ulb.ac.be/psycho/fr/docs/contrib/roorschach/roorschach.htm> qui s'inspire de C. Chabert, « Le Test de Rorschach » in *Dictionnaire de psychologie*, Paris, PUF, 1991, p. 610

<sup>1575</sup> Florence R. Miale et Michael Selzer, *The Nuremberg mind. The Psychology of the Nazi Leaders*, Quadrangle / The NY Times Book Co., New York, 1975, p. 19

conclusion des deux auteurs nous semble juste. Elle rejoint les propos de Telford Taylor sur la manière dont Schacht a répondu au procès de Nuremberg aux questions sur les Juifs et à sa réaction égocentrique lors de la projection du premier film sur les camps en novembre 1945. Pour Schacht, l'expression de sentiment se limite au noyau familial.

Les accusés de Nuremberg sont aussi suivis à partir de janvier 1946 par un psychiatre, Leon Goldensohn<sup>1577</sup>. Celui-ci croit, en accord avec les convictions de l'époque, à la « pathologie » des dirigeants nazis. Il veut rendre compte de leur « dépravation »<sup>1578</sup>. Les accusés ne peuvent compter sur aucun secret médical : Goldensohn est pour eux un membre de l'équipe d'accusation, ce qui affecte le contenu de leurs conversations. Le psychiatre rencontre les accusés presque quotidiennement, de manière prolongée, et a pris de scrupuleuses notes<sup>1579</sup>. Il écrit cependant avec une connaissance très superficielle du III<sup>e</sup> Reich et de la Shoah et, à l'image de l'accusation au procès, il croit en une forme de conspiration, commencée dès 1933.

À propos de Schacht<sup>1580</sup>, Goldensohn note sa « *familiarité excessive* »<sup>1581</sup> et le fait qu'il est « *comme d'habitude* » pompeux<sup>1582</sup>. Le 9 juin 1946, après un début d'entretien où l'accusé semble abattu, le psychiatre note que Schacht est devenu grandiloquent et vantard<sup>1583</sup>. Le psychiatre trouve que son interlocuteur « cherche l'effet », joue à l'acteur :

« Il [Schacht] a dit s'être inquiété un temps en pensant à un homme de vingt et un an qu'il avait sauvé de la peine de mort pour avoir dit du mal de Hitler alors que cet homme souffrait d'un état de folie maniaque. Toutefois, bien que Schacht ait réussi à lui sauver la vie, il n'avait pu empêcher que l'homme soit stérilisé. Schacht m'a demandé mon avis : avait-il bien fait ? [...] Comme d'habitude, il cherchait l'effet. »<sup>1584</sup>

D'autres phrases retranscrites par Goldensohn sont effectivement emphatiques :

« Hitler n'avait ni patience, ni intelligence. J'ai essayé par tous les moyens d'introduire ces qualités dans sa politique mais j'ai échoué. Telle est ma vie

---

<sup>1576</sup> Florence R. Miale et Michael Selzer, *The Nuremberg mind... op. cit.*, p. 12.

<sup>1577</sup> Leon Goldensohn, *Les entretiens de Nuremberg, op. cit.*

<sup>1578</sup> *Ibidem*, p. 25

<sup>1579</sup> *Ibidem*, p. 26

<sup>1580</sup> *Ibidem*, p. 277-298

<sup>1581</sup> *Ibidem*, p. 277

<sup>1582</sup> *Ibidem*, p. 280

<sup>1583</sup> *Ibidem*, p. 294

<sup>1584</sup> *Ibidem*, p. 295

tragique mais je n’y peux rien. C’est la grande tragédie de ma vie. »<sup>1585</sup>

Sur de nombreux sujets, l’ancien Président de la *Reichsbank* reprend ses arguments de défense devant le tribunal militaire et Goldensohn utilise les arguments de l’accusation dans ses commentaires. Mais certains aspects des entretiens entre les deux hommes montrent ce que Schacht pouvait ressentir pendant le procès.

Le premier sentiment du banquier est l’injustice. Schacht est persuadé qu’il n’a pas sa place sur le banc des accusés, contrairement à tous les autres<sup>1586</sup>, et exprime son indignation devant ce qu’on lui reproche, répétant que c’est « *effroyable !* »<sup>1587</sup>. Évidemment, il rappelle qu’il a « *trempe dans le complot pour assassiner Hitler le 20 juillet 1944* »<sup>1588</sup>. En outre, lorsqu’il raconte qu’il a été ministre de Hitler, Schacht répète souvent « *mais où est le crime ?* »<sup>1589</sup>.

Ce sentiment d’injustice est accentué par le mode d’interrogatoire. Schacht méconnaît le système accusatoire anglo-saxon. Il estime que l’accusation est « *malveillante*<sup>1590</sup> ». Mais malgré sa « *familiarité* », il ne semble pas à l’aise avec le psychiatre qui insiste sur les nombreux rires méprisants et forcés de son interlocuteur.

Enfin, Schacht est révolté par les conditions de vie de sa femme. Goldensohn note avec une certaine malice que le banquier répète, à chaque fois qu’il parle d’elle, qu’elle a quarante ans. Il se plaint qu’elle n’ait pas d’argent, parce que les comptes en banque de Schacht sont gelés, qu’elle souffre d’une situation alimentaire médiocre, et qu’elle vive dans deux chambres mansardées<sup>1591</sup>.

Les entretiens font aussi ressortir les obsessions de Schacht. L’obsession du traité de Versailles, de l’endettement de l’Allemagne et, enfin, du communisme. Pour Schacht, Hitler a gagné en 1933 car :

« Les communistes ont dit que Dieu n’était que sottise et non-sens et ont prêché l’internationalisme sans maintenir les sentiments nationaux naturels d’une nation. [...] C’est alors que Hitler est arrivé et qu’il a affirmé deux choses que le communisme niait. Il a proposé de sauvegarder la dignité nationale et de

---

<sup>1585</sup> *Ibidem*, p. 298

<sup>1586</sup> *Ibidem*, p. 280

<sup>1587</sup> *Ibidem*, p. 277

<sup>1588</sup> *Ibidem*, p. 279

<sup>1589</sup> *Ibidem*, p. 287

<sup>1590</sup> *Ibidem*, p. 280

<sup>1591</sup> *Ibidem*, p. 294

maintenir la religion. C'était son programme. »<sup>1592</sup>

En outre, pour expliquer son soutien à Hitler, énervé par les remarques de Goldensohn, Schacht déclare :

« Vous insinuez que je suis fasciste mais, mon cher docteur, il n'y avait qu'une seule issue, et c'était d'instaurer un type de gouvernement militaire et non démocratique, ce que nous avons essayé de faire. [...] Mais quand Schleicher est devenu chancelier, il s'est aperçu que diriger sans parlement [...] déboucherait sur la guerre civile. »<sup>1593</sup>

L'ancien Président de la *Reichsbank* est bien plus préoccupé par les conséquences du communisme que par celles du nazisme. Il explique :

« Mais pour ce qui est de la menace pour la moralité, je crois le bolchevisme beaucoup plus dangereux que le nazisme. [...] L'idée Rouge est immorale en raison de son mépris de l'entreprise privée. »<sup>1594</sup>

Goldensohn, comme beaucoup d'autres, s'étonne du hiatus entre les fonctions que Schacht a occupées sous le III<sup>e</sup> Reich et le fait qu'il se présente comme ennemi juré de Hitler. Il semble aussi que Schacht essaye d'impressionner le psychiatre, racontant ses rencontres avec les Présidents des États-Unis. Goldensohn s'énerve :

« Pour la quatrième fois, probablement, Schacht m'a raconté que Roosevelt lui avait donné une claque sur la cuisse [...] »<sup>1595</sup>

Schacht essaye de discréditer l'utilisation faite par l'accusation du journal de l'ambassadeur Dodd, disant à Goldensohn :

« En outre, le journal de l'ambassadeur Dodd est contestable parce qu'il a été publié après sa mort par ses enfants qui sont de gauche »<sup>1596</sup>

Goldensohn estime que Schacht essaie de donner de lui deux images nettement paradoxales :

« [...] la première, celle d'un vieil homme inoffensif, retiré depuis 1939 ; l'autre, celle d'un grand patriote national allemand qui a inlassablement travaillé à la chute de Hitler et à déjouer ses projets et qui a activement participé à la

---

<sup>1592</sup> *Ibidem*, p. 284

<sup>1593</sup> *Ibidem*, p. 285

<sup>1594</sup> *Ibidem*, p. 296

<sup>1595</sup> *Ibidem*, p. 278

<sup>1596</sup> *Ibidem*, p. 278

tentative d'assassinat de Hitler le 20 juillet 1944. »<sup>1597</sup>

Sur la « question juive », Schacht ne se considère pas responsable des persécutions. L'ancien Président de la *Reichsbank* justifie néanmoins l'antisémitisme par les scandales financiers impliquant des Juifs, par l'arrivée de Juifs de l'Est et le grand nombre de Juifs communistes<sup>1598</sup>. Il explique d'ailleurs avoir demandé un jour à un collaborateur juif de porter un message à l'Union centrale des Juifs d'Allemagne, demandant que cette dernière abjure le communisme et vote une résolution contre les Juifs communistes. L'Union a refusé. Goldensohn estime que c'était une violation des libertés civiles et des droits de l'individu mais ne rencontre pas l'accord de Schacht qui déclare croire à la liberté de l'individu mais ne pas croire au communisme.

Sur le même sujet s'instaure un décalage entre ce que le psychiatre et Schacht pensent de l'antisémitisme :

« Je n'ai promulgué aucune loi antisémite. J'ai promulgué une loi empêchant les Juifs de travailler dans la fonction publique et limitant leur nombre dans certains domaines de l'économie. J'ai dû promouvoir cette loi parce que j'en ai reçu l'ordre. Mais ce n'était pas déraisonnable et je n'appelle pas cela des persécutions. »<sup>1599</sup>

Goldensohn est parfois énervé par son interlocuteur et le provoque. Ainsi, le 10 mars 1946, Schacht expliquant qu'il était resté au gouvernement car il fallait un homme honnête pour servir de frein à Hitler, le psychiatre fait remarquer qu'Erich von dem Bach-Zelewski<sup>1600</sup> a invoqué le même type d'argument pour son entrée dans les SS. Schacht a mis poliment fin l'entretien.

Il est aussi étonnant de voir les traits de caractère que Schacht s'approprie :

« Ma mère était chaleureuse, facilement touchée – c'est là mon plus gros défaut. Elle était aussi sentimentale dans une certaine mesure, et c'est là encore une chose que j'ai héritée d'elle. [...] Mon père en revanche, était industriel et rangé, comme moi. Mon père était profondément honnête, de la tête aux pieds, ce qui est aussi mon cas. Il avait un grand sens du droit, de la justice, et il était franc-maçon – ce qui est aussi mon cas. [...] Au total, je crois que je

<sup>1597</sup> *Ibidem*, p. 279

<sup>1598</sup> On remarquera que ce type d'argumentaire venant d'un conservateur qui s'est allié aux Nazis ressemble fortement à la théorie du « noyau rationnel » de l'antisémitisme avancée par Ernst Nolte.

<sup>1599</sup> *Ibidem*, p. 289

<sup>1600</sup> Erich von dem Bach-Zelewski (1899-1972) était un SS-Obergruppenführer, impliqué dans des meurtres de masse dans divers lieux de Pologne et de l'URSS.

réunis les meilleurs traits de mon père et de ma mère. »<sup>1601</sup>

Il s' imagine ainsi à l'opposé de la personne que les psychologues et psychiatres décrivent.

## **B. Schacht et le procès de Nuremberg**

Les Alliés mènent une enquête sur Schacht pendant l'été. Il reste assis sur les bancs du tribunal jusqu'en mars 1946. En mars, les interrogatoires de Göring, Lammers, Gisevius et Vocke marquent des moments particulièrement importants de l'instruction du cas de Schacht. Ce dernier témoigne lui-même, à partir du 30 avril 1946. Il attend ensuite la fin du procès.

### **1. Schacht et la première phase du procès (été 1945-mars 1946)**

Les interrogatoires préparatoires de Schacht commencent lorsqu'il est interné à Kramsberg, en même temps que Speer, alors qu'il apprend son inculpation par la radio<sup>1602</sup>. Il passe ensuite trois semaines dans un camp à Oberursel, où il obtient des conditions un peu meilleures grâce à une connaissance à l'ambassade américaine<sup>1603</sup>. Il est ensuite transféré à la prison de Nuremberg, où il a l'impression d'être déjà considéré comme un criminel. De son point de vue, elle est gérée par des bureaucrates grotesques<sup>1604</sup>. Hjalmar Schacht est inculpé au titre des deux premiers chefs d'accusation. Le 21 novembre au matin, Schacht plaide non-coupable.

Le même jour, le procureur Jackson reproche à Schacht d'avoir rencontré Hitler et Göring dès 1930, d'avoir ensuite tissé des liens entre le parti, l'industrie et la finance, d'avoir voulu que Hitler devienne chancelier en juillet 1932, d'avoir utilisé sa position pour soutenir électoralement la NSDAP et Hitler et d'avoir soutenu la pétition des industriels de novembre 1932. Une fois Hitler au pouvoir, Schacht est accusé d'avoir organisé le financement de la campagne électorale en février 1933 et d'avoir occupé des fonctions de haut rang – Président de la *Reichsbank*, ministre de l'Économie et Plénipotentiaire à l'Économie de Guerre – et ainsi d'avoir favorisé le réarmement allemand. Il lui est également reproché d'avoir mis en place le *Nouveau Plan*, qui a participé au « succès » du régime. Jackson estime que le *Nouveau Plan* a permis le « succès » du régime. Schacht est coupable, selon le procureur américain, d'avoir l'annexion des colonies, coopéré au rattachement au Reich de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, suggéré au début de 1940 à Hitler d'intenter une action auprès des États-Unis et pro-

<sup>1601</sup> *Ibidem*, p. 291-292

<sup>1602</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 568

<sup>1603</sup> *Ibidem*, p. 569

posé par une lettre du 17 octobre 1940 à Funk de mieux exploiter les territoires occupés. Enfin, l'accusation veut démontrer que Schacht a participé aux spoliations des biens Juifs. La démission du Président de la *Reichsbank* n'est pas considérée comme la marque d'un désaccord idéologique et politique fondamental mais comme le résultat d'une opposition personnelle à Göring. Selon Jackson, Schacht a longtemps soutenu le régime, alors même qu'il connaissait les méthodes de la *Gestapo*, et a accepté la médaille d'or du parti<sup>1605</sup>.

L'Américain Thomas J. Dodd<sup>1606</sup> prend le relais de son supérieur : la politique économique nazie, y compris lorsqu'elle était dirigée par Schacht, n'a eu qu'un seul but, la guerre d'agression. Il décrit avec minutie les mesures économiques de l'ancien Président de la *Reichsbank*, pour montrer que celui-ci a participé à la préparation d'une guerre d'agression<sup>1607</sup>. Schacht est dépeint en dictateur à l'économie<sup>1608</sup>, qui a permis le contrôle des devises et l'émission des MEFO.

L'accusation repose sur des minutes de réunions, sur des lois, sur des mémorandums. Ainsi, le mémoire de janvier 1939 est décrit comme un simple texte de mise au point financière et en aucun cas un acte de contestation du réarmement. Parfois, les faits utilisés à charge contre Schacht sont faux<sup>1609</sup>. L'accusation confond ainsi la médaille d'or du parti et l'adhésion à la NSDAP<sup>1610</sup>. Dans d'autres cas, le simple fait de connaître un document, comme la loi du 16 mars 1935 sur la *Wehrmacht*, suffit à impliquer Schacht. L'accusation pense ainsi démontrer qu'il Schacht savait qu'une agression était planifiée<sup>1611</sup>.

Le lieutenant Brady O. Bryson (État-Unis) a essayé, en janvier, de prouver que Schacht était la tête pensante de la partie proprement économique du réarmement allemand<sup>1612</sup>. D'après ce raisonnement, l'ancien Président de la *Reichsbank* a une responsabilité particulière dans l'élaboration du régime parce qu'il était conscient de l'incapacité nazie à gérer financièrement le réarmement. L'objectif est de montrer que Schacht participait à la préparation de la guerre en connaissance de cause. Pour Bryson, Schacht comme un opportuniste conscient des consé-

---

<sup>1604</sup> *Ibidem*, p. 568

<sup>1605</sup> IMT, Band 1, p. 346-350

<sup>1606</sup> Cet ancien agent du FBI, membre du Sénat comme démocrate à partir des années 1950 n'a pas de liens de famille avec l'ambassadeur William Dodd

<sup>1607</sup> IMT, Volume 2, p. 260

<sup>1608</sup> IMT, Volume 4, p. 118, Colonel Storey, 22<sup>e</sup> jour, le 18 décembre 1945

<sup>1609</sup> IMT, Volume 2, 22 novembre, p. 199

<sup>1610</sup> Il est vrai que la distinction est parfois absconse : comme titulaire de la médaille d'or, Schacht payait 1000 marks par an et bénéficiait d'importants avantages.

<sup>1611</sup> IMT, Volume 2, p. 377, 27 novembre, après-midi



quences de ses actes.

Après l’instruction menée par l’accusation jusqu’en janvier 1946, des témoins sont appelés pour confirmer ou commenter les preuves utilisées par les procureurs. Les témoignages importants commencent avec l’appel à la barre de Göring.

## 2. Des moments importants : les interrogatoires de Göring, Lammers, Gisevius et Vocke

### a. Göring et Lammers

À partir du 14 mars 1946, les interrogatoires des accusés commencent par l’appel à la barre de Göring<sup>1613</sup>. Ce dernier explique son rôle dans l’économie et le processus qui y a mené, déclenché par la crise agricole de 1935<sup>1614</sup>. Göring estime que Schacht et Blomberg, qui lui ont proposé de prendre en charge les devises, voulaient lui donner des responsabilités car ils estimaient pouvoir le contrôler.

Le 18 mars 1946, répondant à Jackson<sup>1615</sup>, Göring déclare :

« Je suppose que Schacht était aussi naturellement prêt en tant que bon Allemand à engager toute sa vitalité pour le réarmement de l’Allemagne, pour qu’il soit fort ; ainsi il ne pouvait en fait qu’en résulter des différences dans la méthode, car ni Schacht ni moi avons réarmé pour une guerre d’agression. »<sup>1616</sup>

Le portrait de Schacht par Göring joue plutôt en faveur du premier. En effet, le maréchal estime que l’ancien président de la *Reichsbank* a compliqué la mise en place du *Plan de 4 ans*.

Après Göring, l’ancien secrétaire d’État et chef de la Chancellerie, qui a obtenu rang de ministre en 1938 et était membre des SS, Hans Heinrich Lammers, est interrogé. L’accusation veut montrer qu’un « triumvirat » (*Dreimännerkollegiums*) réunissant Frick (Intérieur), Schacht puis Funk et le chef de l’OKW a existé. Lammers démolit cette interprétation. Puis, Rudolf Dix, avocat de Schacht, interroge Lammers pour prouver qu’il était impossible de dé-

---

<sup>1612</sup> IMT, Volume 5, p. 137

<sup>1613</sup> IMT, Volume 9, 14 mars 1946, p. 297 et suivantes.

<sup>1614</sup> IMT, Volume 9, 14 mars 1946, p. 319

<sup>1615</sup> IMT, Volume 9, p. 441-606

<sup>1616</sup> « Ich nehme für Herrn Schacht an, daß er als guter Deutscher selbstverständlich auch bereit war, seine ganze Kraft für die Wiederaufrüstung Deutschlands, damit es stark werde, einzusetzen ; so können sich eigentlich nur in den Methoden Differenzen ergeben haben, denn weder Herr Schacht noch ich haben für einen Angriffskrieg aufgerüstet. », IMT, Volume 9, p. 499

missionner sous le régime nazi<sup>1617</sup>. Schacht a de plus refusé en mars 1937 un crédit<sup>1618</sup> au gouvernement du Reich et menacé de démissionner. L’avocat continue, pour décrire la crise qui a mené au départ de Schacht du ministère de l’Économie et la réaction de Hitler à la lettre de l’été 1941. Cet interrogatoire permet aussi à Dix de démontrer que Schacht a été remplacé par Funk car ce dernier donnait les crédits que le pouvoir désirait<sup>1619</sup>. Il insiste lourdement sur le fait que Schacht, au contraire du falot Funk, posait des difficultés au régime nazi. Enfin, il démontre que la lettre de renvoi du poste de ministre sans portefeuille du 22 janvier 1943 menaçait Schacht.

Avant la comparution de Gisevius, les deux avocats de Schacht, Dix assisté du D<sup>r</sup> Klaus, utilisent largement les contacts de leur client dans la résistance. Klaus fait dire à Otto Ohlendorf, commandant de l’*Einsatzgruppe D*<sup>1620</sup>, au début de janvier 1946<sup>1621</sup>, que le Président de la *Reichsbank* était jugé hostile au parti (*partei-feindlich*) dès 1937/1938 et qu’il a probablement été arrêté sur ordre de Himmler ou Hitler.

#### *b. Hans Bernd Gisevius*

Les avocats de Schacht ont rappelé que Schacht s’est opposé au régime. Ils imposent cette idée en interrogeant Gisevius. Ce dernier est l’un des témoins le plus important du procès : il a mis gravement en cause Göring et largement « innocenté » Schacht. Il a travaillé au ministère de l’Intérieur, puis au *Reichskriminalamt*, où il pensait pouvoir mettre en place un office concurrent de la Gestapo. En 1936, Heydrich empêche sa nomination à un poste technique en vue de l’organisation des Jeux Olympiques de 1936. Himmler, devenu *Reichspolizeichief*, déloge alors Gisevius de tout service de police. Il déménage alors à Münster, à l’ouest de l’Allemagne, et travaille dans l’administration du contrôle des prix, ce qui lui permet de voir Schacht très régulièrement.

---

<sup>1617</sup> « Ich muß betonen, Schacht hat immer versucht, herauszurutschen und hochzurutschen und sich noch einen neuen Posten zu sichern, während alle anderen Minister unbedingt zusammenarbeiteten. » IMT, Volume 11, p. 80-84

<sup>1618</sup> Référence probable à la négociation sur la fin de l’émission des MEFO.

<sup>1619</sup> IMT, Volume 11, p. 85-121

<sup>1620</sup> Ces groupes sont formés de SS envoyés sur le front dès 1940 et étaient chargés de « nettoyer » le front devant l’armée. L’*Einsatzgruppe D* que commandait Ohlendorf a tué au moins 90 000 personnes, particulièrement juives et soviétiques, à partir de l’agression contre l’URSS (juin 1941). Il a été pendu en juin 1951.

<sup>1621</sup> IMT, Volume 4, p. 386

Il est appelé à la barre dans la seconde moitié du mois d'avril<sup>1622</sup>. Il vient de publier ses mémoires sur la résistance, *Bis zum bitteren Ende*. Dix s'intéresse en premier lieu à la rencontre entre Gisevius et Schacht<sup>1623</sup>. Gisevius aborde, sur suggestion de Dix, les relations entre Schacht et Hitler et son éloignement progressif du régime à partir de 1936. Gisevius constate :

« GISEVIUS : oui, il vivait dans une idée que de nombreuses personnes en Allemagne partageaient à l'époque, peut-être même, dirais-je, la majorité en Allemagne ; tout dépendait du renforcement des cercles civils dans le cabinet, et avant tout, comme condition première, d'amener le ministère de la Guerre et à sa tête Blomberg du côté des civils. Schacht avait aussi l'idée constructive, si l'on veut, que cela devait orienter la lutte autour de Blomberg, et sur ce point j'étais en accord avec lui, parce que c'était ce même combat, que j'ai aussi modestement essayé avec mon ami Oster et par mes moyens encore plus modestes. »<sup>1624</sup>

Gisevius poursuit en racontant avec beaucoup de précision la participation de Schacht à la résistance jusqu'en janvier 1939, insistant notamment sur la crise von Fritsch de février 1938 et les préparatifs de Halder<sup>1625</sup>. Gisevius peut aussi témoigner sur les idées de Schacht, dont il pense qu'il a voulu lier désarmement et réarmement dès 1935. Il confirme que Schacht a voulu limiter le réarmement en utilisant des arguments financiers afin d'attirer les autres ministres conservateurs. Gisevius décrit l'écœurement de Schacht par le pogrom du 9 novembre 1938<sup>1626</sup>. Pour Gisevius, Schacht est obligé de rester ministre sans portefeuille, affirmation qui est contredite par le journal de von Hassell<sup>1627</sup>. Pour renforcer encore la théorie de la résistance de Schacht au sein des institutions du III<sup>e</sup> Reich, Dix incite Gisevius à raconter que Schacht a maintenu des contacts avec la Chine, malgré les relations du Reich avec le Japon.

Gisevius raconte ensuite la tentative de Schacht d'atteindre Fraser et Roosevelt, après le déclenchement de la guerre<sup>1628</sup>. Il assure ensuite que l'accusé était averti des actions intentées à partir de 1941. Au cours de l'année 1941-1942, ces résistants conservateurs passent de l'idée

<sup>1622</sup> IMT, Volume 12, p. 185 et suivantes.

<sup>1623</sup> IMT, Volume 12, p. 207

<sup>1624</sup> « GISEVIUS : Ja, er lebte ganz in dem Gedankengang, in dem sehr viele Menschen damals in Deutschland lebten, ich möchte beinahe sagen, die Mehrheit in Deutschland ; alles hinge davon ab, die bürgerlichen Kreise zu stärken im Kabinett, und vor allem und als Vorbedingung dafür das Kriegsministerium, an der Spitze Blomberg, auf die Seite der bürgerlichen Minister zu bringen. Schacht hatte also, wenn man so will, die durchaus konstruktive Idee, man müsse es auf einen Kampf um Blomberg abstellen, und in diesem Punkte fand ich mich ja gerade mit ihm, weil das derselbe Kampf war, den ich mit meinem Freund Oster zu meinem bescheidenen Teile und auf meinem viel bescheideneren Wege auch versuchte. » IMT, Volume 12, p. 211

<sup>1625</sup> IMT, Volume 12, p. 216 et suivantes.

<sup>1626</sup> IMT, Volume 12, p. 242

<sup>1627</sup> Ulrich von Hassell, *Journal d'un conjuré op. cit.*, p. 48

d'un complot à l'idée d'un attentat contre Hitler. Mais ils restent impuissants, jusqu'à l'échec du 20 juillet 1944. Le témoin conclut : Schacht a résisté par patriotisme, pour l'Allemagne et par idéal de l'humanité.

À la fin de l'interrogatoire de Dix, Jackson tente de limiter la portée des propos de Gisevius, en relativisant l'engagement de Schacht dans la résistance. En premier lieu, pour le procureur américain, Gisevius a montré que Schacht croyait au régime et qu'il a eu une forte influence sur les Allemands. En second lieu, le Président de la *Reichsbank* a refusé d'écouter les avertissements de Gisevius sur Göring et Hitler jusqu'en 1937. Il sous-entend ensuite que Schacht a participé à la résistance car elle lui apportait du pouvoir, ayant des chances de devenir chancelier. Enfin, il essaye de prouver que Schacht a utilisé le régime nazi pour s'enrichir.

Le témoignage de Gisevius montre que le Président de la *Reichsbank* n'a pas docilement accepté d'obéir aux injonctions nazies, même s'il décrit que Schacht est resté « sous le charme » de Hitler jusqu'en 1936. De plus, le résistant dévoile l'éloignement de Schacht du régime à partir de 1937, avant la dernière crise qui a secoué le régime en février 1938, et son activité d'opposition. Une contradiction se dessine néanmoins entre Schacht et Gisevius : le premier a toujours dit qu'il avait eu des doutes sur Hitler dès la *Nuit des Longs Couteaux*, en juin 1934.

### c. Vocke

Vocke est le second témoin capital de la défense de Schacht. Son interrogatoire commence après celui de Schacht, le 3 mai 1946. Vocke, à la demande de Dix, décrit les discussions qu'il a eues avec Schacht sur les nazis. En 1932, il a mis en garde Schacht contre la NSDAP. Mais il se voit répondre qu'il faut donner à Hitler et son parti une chance<sup>1629</sup>. Lors d'une seconde conversation, peu après le retour de Schacht à la *Reichsbank*, ce dernier garantit à Vocke qu'il n'a pas à devenir membre du parti. Schacht lui-même se sentait être un « homme libre »<sup>1630</sup>. Vocke s'interroge sur le degré de liberté dont bénéficiait Schacht, mais confirme que le Président de la *Reichsbank* n'était pas un suiviste aveugle. Il décrit la relation entre le Président de la banque centrale et Hitler :

« Schacht a admiré la dynamique démesurée de cet homme qui a trouvé le sens national, a pris en compte cet homme dans ses calculs et espérait voir en lui un outil pour ses plans d'un retour paisible, politique et économique, et d'un nou-

<sup>1628</sup> IMT, Volume 12, p. 249

<sup>1629</sup> IMT, Volume 13, p. 61

<sup>1630</sup> IMT, Volume 13, p. 62

veau renforcement de l'Allemagne. »<sup>1631</sup>

Vocke, en réponse à Dix, explique ensuite que l'on ne peut pas dire que Schacht a été nommé pour financer le réarmement en vue d'une guerre d'agression car il a souvent insisté sur le développement pacifique de l'Allemagne<sup>1632</sup>.

Vocke cite des discussions secrètes entre Dreyse, Hülse, Schniewind, lui-même et Schacht, en 1939. Ce dernier a alors décrit le déclenchement de la guerre comme un crime et s'est livré à une critique du réarmement et du sens de la guerre. Schacht, selon Vocke, pensait dans les années 1930 qu'une nouvelle guerre se déclencherait mais que l'Allemagne devait y être neutre. Le réarmement, pour Schacht, avait pour vocation d'appuyer la politique étrangère. Les conceptions de Schacht revenaient donc à une « neutralité armée » de l'Allemagne<sup>1633</sup>. Selon Vocke, à partir de 1936, Schacht a tenté de limiter le réarmement pour des raisons économiques, mais son influence sur Hitler et l'appareil d'État a décliné<sup>1634</sup>.

Le témoin décrit, en réponse à Dix, l'opposition de Schacht à la politique étrangère de Hitler et de Ribbentrop. Schacht aurait également voulu une meilleure politique de coopération avec la France, le Royaume-Uni et, surtout, les États-Unis, notamment dans le domaine colonial<sup>1635</sup>.

Vocke confirme le témoignage de Gisevius : Schacht a vu en Hitler un ennemi « mortel<sup>1636</sup> » à partir de l'affaire Fritsch en 1938. Vocke rend au mémorandum de janvier 1939 une portée politique : le but était de provoquer Hitler<sup>1637</sup>. Dix change alors de sujet : qu'a fait Schacht au sujet des francs-maçons ? Selon Vocke, Schacht a refusé leur renvoi.

L'interrogatoire de Vocke permet de confirmer le témoignage de Gisevius : l'ancien président de la *Reichsbank* se méfie du régime à partir de 1937/1938. Il a résisté. Enfin, il le dépeint comme un conservateur qui croyait en une « neutralité armée » de l'Allemagne, réarmant pour mener une politique étrangère de grande puissance. Cependant, Jackson montre, à partir

---

<sup>1631</sup> « Schacht bewunderte die ungeheure Dynamik dieses Mannes, die die nationale Richtung fand, und er stellte diesen Mann in seine Rechnung und hoffte in ihm ein Werkzeug zu sehen für seine Pläne, für Schachts Pläne eines friedlichen, politischen und wirtschaftlichen Wiederaufstiegs und einer Widererstarkung Deutschlands. » in IMT, Volume 13, p. 62

<sup>1632</sup> IMT, Volume 13, p. 63-64

<sup>1633</sup> IMT, Volume 13, p. 66

<sup>1634</sup> IMT, Volume 13, p. 69

<sup>1635</sup> IMT, Volume 13, p. 68

<sup>1636</sup> IMT, Volume 13, p. 70

<sup>1637</sup> IMT, Volume 13, p. 72

du témoignage de Vocke, que Schacht, indécis, a retardé la soumission du mémorandum de janvier 1939.

### 3. Le témoignage de Schacht

Schacht est appelé à témoigner par son avocat, Rudolf Dix, le 30 avril 1946. Schacht étant inculpé de complot contre la paix et de complicité de crime contre la paix, le but de sa défense est de prouver qu'il n'a pas voulu la guerre et qu'il n'était pas au courant des projets de Hitler. Lorsqu'il a pris conscience de ces derniers, il a tenté d'y résister. La participation de Schacht au financement du réarmement rend l'exercice difficile, d'autant plus que les traites spéciales ont un aspect fascinant exploité largement par l'accusation.

#### *a. Schacht interrogé par Dix<sup>1638</sup>*

En premier lieu, Dix s'attache à réduire la responsabilité de Schacht dans l'arrivée au pouvoir des nazis. En second lieu, l'avocat justifie le financement du réarmement et tente de démontrer qu'il n'impliquait pas la mise en place d'un outil militaire offensif. En troisième lieu, Schacht doit être disculpé de toute coopération à la politique répressive du régime. En quatrième lieu, son rôle dans l'annexion de l'Autriche est minimisé. Enfin, la défense justifie le maintien à une fonction officielle de Schacht jusqu'en 1943 et valorise son rôle dans la résistance conservatrice.

#### *La participation de Schacht à l'arrivée au pouvoir des nazis jusqu'en mars 1933*

L'interrogatoire commence avec les premiers « contacts » entre Schacht et l'univers nazi : la lecture de *Mein Kampf* en 1930 et les premières rencontres avec Göring et Hitler quelques mois plus tard<sup>1639</sup>. Il est en accord avec l'ouvrage de Hitler sur la notion d'égalité des droits, le besoin de terres, ce que Schacht traduit par un retour des colonies, sur le rassemblement des Allemands sur la base du droit des peuples<sup>1640</sup> et avec le *Führerprinzip* modéré par des consultations du *Volk*<sup>1641</sup>. En revanche, Schacht critique les aspects économiques de *Mein Kampf*,

<sup>1638</sup> L'interrogatoire de Dix n'est pas linéaire et nous avons ici regroupé les différents thèmes de l'interrogatoire de manière la plus cohérente possible.

<sup>1639</sup> On peut s'interroger sur cette affirmation. Dans tous les cas, cela veut dire que le vocabulaire parfois très offensif contre les Juifs n'a pas été relevé par Schacht.

<sup>1640</sup> IMT, Volume 12, p. 458, 30 avril 1946

<sup>1641</sup> IMT, Volume 12, p. 460

son écriture de mauvaise qualité et la politique étrangères qu'il qualifie d'« utopique ». À propos de la manière dont *Mein Kampf* parle des Juifs, Schacht indique :

« Les dispositions concernant l'exclusion des Juifs de la citoyenneté étaient déconcertantes et de mon point de vue manquaient leur cible ; mais il était encore rassurant que les juifs soient maintenus sous une législation pour les étrangers. »<sup>1642</sup>

Dix interroge également son client sur les deux lettres d'août et de novembre 1932 écrites à Hitler et sur sa participation à la pétition à Hindenburg. L'accusé répond qu'il ne s'est pas mêlé publiquement du développement du mouvement nazi avant l'été 1932. Mais en juillet 1932, le succès électoral nazi rendait évident, de son point de vue, que Hitler devait devenir chancelier. L'autre solution possible, un gouvernement militaire, lui semblait beaucoup trop dangereuse. En conséquence, il lui reste la possibilité d'exercer une influence sur la NSDAP, ce qui explique l'envoi des deux lettres<sup>1643</sup>.

Schacht justifie également le financement de la campagne de février 1932. Göring a collecté les fonds, qui devaient être distribués à plusieurs partis, et Schacht les a gérés. Enfin, il rappelle que les lois qui ont instauré le régime totalitaire ont été votées alors qu'il n'avait pas encore droit de vote au conseil des ministres<sup>1644</sup>. Schacht a tenté de jouer la carte de la résistance à l'intérieur du système. Pour lui, le seul moyen de garder sa liberté était d'appartenir au gouvernement, surtout après le 30 juin 1934<sup>1645</sup>.

#### *Le financement du réarmement*

En appui à l'argumentaire sur l'arrivée des nazis au pouvoir, Dix permet à Schacht d'insister sur les contradictions entre le traité de Versailles et les *14 points* du Président Wilson, et sur les aberrations économiques du traité. Par la suite, Schacht, en réponse à Dix, dénonce les difficultés entourant les discussions sur les colonies, afin de rejeter implicitement la responsabilité sur les Alliés. Ces derniers sont aussi mis en cause sur le sujet du désarmement.

Dix veut montrer que Schacht a participé au financement du réarmement au nom de l'égalité

<sup>1642</sup> « Befremdend und nach meiner Auffassung über das Ziel hinauschießend waren die Bestimmungen hinsichtlich der Ausschließung der Juden von den Staatsbürgerrechten ; aber beruhigend war wiederum, daß die Juden unter Fremden gesetzgebung stehen sollten [...]. » IMT, Volume 12, p. 459, 30 avril 1946

<sup>1643</sup> IMT, Volume 12, p. 579

<sup>1644</sup> IMT, Volume 12, p. 499

<sup>1645</sup> IMT, Volume 12, p. 503

de traitement, moralement justifiée par l'incapacité des vainqueurs de la Première Guerre mondiale à désarmer. En outre, Schacht peut aussi rappeler que la décision d'impliquer la *Reichsbank* dans le réarmement a été collective, et tente de démontrer que le réarmement était public. À cette fin, il cite Dodd et Messersmith et insiste sur le mécanisme des MEFO. En effet, selon lui, ces bons devaient circuler et pouvaient être délivrés à n'importe qui, et ne pouvaient ainsi pas être considérés comme secrets<sup>1646</sup>. Il explique également qu'ils représentaient un risque, compensé par la promesse de l'État de les rembourser<sup>1647</sup>. Schacht estime de plus avoir lié l'armement au désarmement. Il parle ainsi de propositions faites à Eden dans ce domaine au début de l'année 1934<sup>1648</sup>. Il a parié sur le fait que ce réarmement permettrait un retour du débat sur le désarmement<sup>1649</sup>.

Enfin, Schacht rappelle les limites de sa responsabilité dans le réarmement. Il n'a jamais été consulté sur l'ampleur, le mode ou le rythme du réarmement. De plus, le financement du réarmement a eu ses limites. La *Reichsbank* pouvait en effet refuser d'accorder un crédit au Reich, ce qui représentait pour Schacht une garantie. La seconde sécurité était le fait que le gouvernement s'était engagé à rembourser les MEFO<sup>1650</sup>, dont il minimise d'ailleurs la portée. Dix utilise le mémorandum du 3 mai 1935, le discours de Königsberg et les minutes d'une réunion du 12 mai 1936<sup>1651</sup> pour limiter la responsabilité de Schacht dans le réarmement<sup>1652</sup>.

Dix et Schacht commentent aussi la relation entre ce dernier et Hitler. Schacht estime ne pas avoir eu beaucoup d'influence sur Hitler<sup>1653</sup>. Il pense de plus que Hitler ne lui a plus fait confiance à partir du discours de Königsberg<sup>1654</sup>. Il s'appuie sur le mémorandum pour un *Plan de 4 ans*, qui contient plusieurs critiques qui lui sont adressées<sup>1655</sup>. Devant la montée en puissance de Göring, Schacht a dû mener une politique de la chaise vide pour être déchargé de sa fonction de ministre de l'Économie<sup>1656</sup>.

<sup>1646</sup> IMT, Volume 12, p. 516-518.

<sup>1647</sup> IMT, Volume 12, p. 519

<sup>1648</sup> IMT, Volume 12, p. 522

<sup>1649</sup> IMT, Volume 12, p. 523

<sup>1650</sup> IMT, Volume 12, p. 527

<sup>1651</sup> « Dr. Schacht hat immer wieder offen betont, man müsse eine Kultur- und Rechtspolitik treiben, welche die Wirtschaft in Ruhe läßt. » in IMT, Volume 12, 1<sup>er</sup> mai 1946, après-midi, p. 563

<sup>1652</sup> IMT, Volume 12, p. 562

<sup>1653</sup> IMT, Volume 12, p. 564

<sup>1654</sup> Les grandes lignes du plan de 4 ans sont cependant présentées le 5 septembre 1936 en petit Conseil des ministres.

<sup>1655</sup> IMT, Volume 12, p. 568

<sup>1656</sup> IMT, Volume 12, p. 570



*La participation au régime*

Dix et Schacht s'emploient à minorer la participation du second à la propagande du régime. Ils réduisent la portée de la participation de Schacht aux congrès du Parti à Nuremberg, estimant qu'elle n'a pas renforcé le pouvoir de Hitler. L'accusé rappelle que de nombreux représentants de pays étrangers étaient également présents. Ce sujet est l'occasion pour l'avocat et son client d'impliquer le corps diplomatique à Berlin. Le procureur Jackson s'oppose systématiquement aux questions impliquant une compromission des puissances étrangères, ce qui donne l'occasion de nombreuses discussions entre Dix, Jackson et le Président du Tribunal<sup>1657</sup>. L'accusé déclare, sur l'antisémitisme, s'en tenir, en tant que chrétien, à l'amour du prochain, et refuse la *Weltanschauung* nazie qui ne trouve pas ses racines dans la religion<sup>1658</sup>. Schacht tente de contrer l'acte d'accusation qui, s'il précise qu'il a aidé certains Juifs, implique qu'il s'est compromis en donnant son accord à la suppression de leurs droits civiques<sup>1659</sup>.

*L'annexion de l'Autriche au Reich*

L'annexion de l'Autriche fait l'objet d'un grand débat : Schacht n'approuvait pas la méthode mais pense que les Autrichiens désiraient ce rattachement. Quant aux Sudètes, il évoque une solution fédérale<sup>1660</sup>.

Dix demande ensuite à son client pourquoi il a accueilli l'*Anschluss* avec une phraséologie nazie. L'accusé lui répond qu'il était menacé et qu'il devait utiliser ce type de discours pour se protéger :

« [...] ainsi ai-je utilisé ces moments pour démontrer par le biais d'une phraséologie national-socialiste appuyée, que je me situais au sein de la politique menée et que mon action s'harmonisait avec la politique pour me protéger de ces attaques. »<sup>1661</sup>

Que savait Schacht des camps de concentration ? Il s'appuie à nouveau sur son mémorandum de mai 1935, qui demandait une clarification du rôle de la Gestapo. Mais il n'a pas eu vent

<sup>1657</sup> IMT, Volume 12, p. 513-514 par exemple

<sup>1658</sup> IMT, Volume 12, p. 486

<sup>1659</sup> IMT, Volume 12, p. 494

<sup>1660</sup> IMT, Volume 12, p. 554, 1<sup>er</sup> mai 1946 après-midi

<sup>1661</sup> « [...] so habe ich diese Momente benutzt, am durch eine betont nationalsozialistische Phraseologie darzutun, daß ich mich durchaus im Rahmen der hergebrachten Politik bewegte und daß mein Vorgehen mit der Politik in Einklang zu bringen sei, um mich vor diesen Angriffen zu schützen. » IMT Volume 12, p. 557

des forfaits qui ont eu lieu après<sup>1662</sup>. Il a expérimenté concrètement un camps de concentration, après son arrestation le 23 juillet 1944. Dix évoque d'ailleurs une lettre, d'un auteur non identifié, relatant le projet d'assassinat de Schacht à Flossenbürg<sup>1663</sup>.

*La préparation de la guerre et la résistance au régime*

La partie la plus délicate de la stratégie de défense de Schacht est de prouver qu'il n'a pas participé à la préparation de la guerre et y a résisté. Ainsi, il rappelle qu'il a mis fin aux crédits accordés au gouvernement allemand à partir du 31 mars 1938 et qu'il a provoqué une crise menant à sa démission à la fin de 1938 et au début de 1939, en soumettant à Hitler le mémorandum du directoire de la *Reichsbank*<sup>1664</sup>. Il endosse la responsabilité d'une politique de réarmement défensive, mais refuse toute politique offensive.

Le voyage en Inde de 1939 est utile pour démontrer que Schacht ne savait rien des objectifs du III<sup>e</sup> Reich contre la Pologne. Schacht indique qu'il a désapprouvé les attaques contre la Belgique, la Norvège, le Danemark ou la Hollande<sup>1665</sup>. Il est aisé pour Dix et Schacht de démontrer que l'accusé n'a pas eu connaissance du protocole Hoßbach<sup>1666</sup>. Dans la stratégie du procureur Jackson, ce document est la preuve qu'il y a eu « complot » : Schacht dispose ainsi d'un avantage majeur dans sa défense. Son autre atout, la résistance, est discuté en complément du témoignage de Gisevius<sup>1667</sup>. Il raconte ensuite la rencontre avec Witzleben en 1941 (qu'il décrit en 1942)<sup>1668</sup> et ses liens avec Lindemann et Strünck, deux actions que Gisevius ne connaît pas.

L'interrogatoire se termine sur deux questions qui permettent à Schacht de se poser en visionnaire et en victime. Schacht estime avoir essayé de 1920 à 1933 d'empêcher qu'un Hitler ne prenne pas le pouvoir, en demandant aux gouvernements allemands de mener une meilleure politique financière et à l'étranger d'adopter une meilleure politique économique vis-à-vis de l'Allemagne pour permettre aux habitants du Reich de bénéficier de meilleures conditions de vie<sup>1669</sup>. Lorsqu'il a compris que Hitler était un danger, déclare-t-il, il s'est opposé à lui.

---

<sup>1662</sup> IMT, Volume 12, p. 592

<sup>1663</sup> IMT, Volume 12, p. 593

<sup>1664</sup> IMT, Volume 12, p. 573

<sup>1665</sup> IMT, Volume 12, p. 581

<sup>1666</sup> IMT, Volume 12, p. 582

<sup>1667</sup> IMT, Volume 12, p. 597

<sup>1668</sup> IMT, Volume 12, p. 600

<sup>1669</sup> IMT, Volume 12, p. 606

*b. Le contre-interrogatoire de Jackson*

Le 2 mai 1946, Schacht affronte Jackson. Le procureur doit prouver que Schacht était très tôt conscient des dangers du régime tout en continuant de le servir et à relativiser son opposition et sa résistance. Il utilise parfois des *artefacts* rhétoriques pour piéger Schacht et le forcer à se contredire. Jackson commet des erreurs chronologiques, qui minent son raisonnement et sa tactique. Il confond, par exemple, la pétition de novembre 1932 avec la réunion de rassemblement de fonds de février 1933<sup>1670</sup>.

Jackson met notamment en avant le fait que Schacht connaissait beaucoup d'éléments sur les méfaits du régime dès 1933. L'exercice est difficile, mais Schacht répond de manière confuse. Il est ainsi d'une grande aide pour le procureur. Par exemple, l'accusé dit avoir été informé en 1935 que l'incendie du *Reichstag* aurait pu être une manipulation. L'attaque porte aussi sur la politique antisémite : Jackson argue que Schacht était en accord parce qu'il voulait diminuer la proportion des Juifs dans certaines professions. Celui-ci minimise l'argument : il était favorable à une réduction de l'influence des Juifs dans les questions qui concernent le gouvernement, le droit, la culture<sup>1671</sup>. Jackson pense que la législation, qui prévoit la peine de mort pour l'exportation des devises, visait d'abord les Juifs : ainsi, pour le procureur, Schacht a préféré ne pas mettre en danger le réarmement, au prix de mesures antisémites<sup>1672</sup>. Schacht ne le contredit pas mais rappelle qu'il l'a fait uniquement pour promouvoir l'égalité des droits de l'Allemagne, dont le réarmement était un aspect<sup>1673</sup>.

Une longue discussion a opposé Schacht et Jackson sur le réarmement. Le procureur veut montrer que Schacht en connaissait l'ampleur précisément et a ainsi cautionné un complot pour une guerre d'agression. Leurs échanges sont infructueux et s'arrêtent longuement sur des débats stériles. Schacht reproche justement à Jackson de confondre divers éléments et surtout diverses périodes<sup>1674</sup>. Rejetant l'argument, le procureur essaye de démontrer que Schacht est parti du ministère de l'Économie alors qu'il cautionnait la politique de Göring, mais ne voulait pas être soumis à ses ordres<sup>1675</sup>. Schacht se contente de rester sur la défensive et expose, simplement, qu'il a utilisé contre le réarmement des arguments économiques, et non politiques, qui lui semblaient plus percutants.

---

<sup>1670</sup> IMT, Volume 12, p. 624

<sup>1671</sup> IMT, Volume 12, p. 643

<sup>1672</sup> IMT, Volume 12, p. 647

<sup>1673</sup> IMT, Volume 12, p. 650

<sup>1674</sup> IMT, Volume 13, p. 12

<sup>1675</sup> IMT, Volume 13, p. 15

L'initiative coloniale de Schacht en 1937 est exploitée par Jackson pour démontrer que Schacht était déjà conscient du risque de guerre : pourquoi, sinon, essayer de détourner Hitler de l'Europe de l'Est en mettant en avant la question des colonies<sup>1676</sup> ?

Jackson tente ensuite d'impliquer Schacht en tant que ministre sans portefeuille. Il le considère alors responsable des événements qui se déroulent de 1939 à 1943, et contrebalance ainsi l'activité d'opposition de Schacht. Si ce dernier était résistant, pourquoi est-il resté ministre<sup>1677</sup> ? Mais il donne aussi à Schacht l'occasion de rappeler que la lettre de renvoi de janvier 1943 impliquait un risque sur sa vie. Jackson utilise ensuite un argument très fort : la Gestapo n'a rien trouvé sur les activités de Schacht pour la préparation du 20 juillet 1944.

Schacht est resté sur la défensive pendant toute la durée du contre-interrogatoire, qui a duré trois jours. Il doit désormais patienter sur le banc des accusés pendant encore plusieurs mois.

#### 4. La longue fin du procès

Le procès se poursuit pendant de longues semaines. D'autres témoins ou accusés évoquent leurs relations avec lui. Suivent ensuite la plaidoirie de la défense, les réquisitoires de l'accusation, une courte déclaration de Schacht et, enfin, le verdict.

Parmi les témoins évoquant le « cas Schacht », Carl Severing, ancien ministre de l'Intérieur et social-démocrate, tient des propos à charge contre l'ancien président de la *Reichsbank*. Il a été informé par la police de Berlin en 1931 que Schacht avait pris des contacts avec les dirigeants de la NSDAP<sup>1678</sup>. Il juge que Schacht a trahi la démocratie à Bad Harzburg, rendant fréquentable les nazis. Il a refusé de coopérer avec lui pendant la guerre, et notamment à l'approche du 20 juillet 1944 :

« Mais ces relations entre M. Schacht et, pour parler en jargon national-socialiste, entre la Ploutocratie et le militarisme, cette relation me semblait pour la démocratie, notamment pour les sociaux-démocrates, tellement compromettante, que je ne voulais en aucun cas être membre d'un Cabinet où Schacht aurait été dictateur aux Finances. [...] Bien que je l'estime comme technicien, Schacht m'était connu pour la chose politique comme une personne peu fiable. »<sup>1679</sup>

<sup>1676</sup> IMT, Volume 13, p. 16

<sup>1677</sup> IMT, Volume 13, p. 40

<sup>1678</sup> IMT, Volume 14, p. 304, 21 mai 1946

<sup>1679</sup> « Diese Verbindungen aber zwischen Herrn D<sup>r</sup> Schacht und, um es im national-sozialistischen Jargon zu sagen, zwischen Plutokratie und Militarismus, diese Verbindung schien mir für die Sache

Pendant la plaidoirie et le réquisitoire, Dix et Jackson s'attardent sur la notion de complot. Le premier, sur un ton emphatique, rappelle que Schacht n'a permis qu'un réarmement défensif, dont on ne peut déduire qu'il voulait la guerre<sup>1680</sup>. L'ancien président de la *Reichsbank* n'était pas membre du Cabinet entre janvier 1933 et août 1934 et ne peut être jugé responsable de l'instauration de la dictature. Il n'était pas au courant du contenu des lois antisémites et n'est pas mêlé aux décrets du 12 novembre et du 3 décembre 1938. Schacht fut même, selon son avocat, le défenseur le plus actif des Juifs sous le III<sup>e</sup> Reich<sup>1681</sup>. Pour Dix, dès que Schacht a eu conscience du danger représenté par le régime, lors de la crise Fritsch, il a résisté<sup>1682</sup>. La notion de complot est alors contestée :

« Les conditions décrites du pouvoir sous le III<sup>e</sup> Reich autorisent seulement ainsi *in thesi* la supposition d'une complicité ou d'une aide condamnable, mais non d'un délit de groupe comme le complot. »<sup>1683</sup>

Schacht, avant de prendre contact avec les nazis, a prévenu qu'il y avait un danger. Le choix d'accepter des responsabilités sous le III<sup>e</sup> Reich est une décision politique et non criminelle. Cela revenait, selon Dix, à combattre le radicalisme, alors que le monde connaissait sa position d'opposant, qui lui a valu les camps de concentration. Il demande l'acquittement<sup>1684</sup>.

Le réquisitoire de Jackson commence par cette phrase :

« Nous voulons décrire l'inconséquence de leurs [les accusés] prises de position avec l'aide du parcours de l'un des accusés, un homme qui, si on le lui demandait, exposerait lui-même la preuve qu'il est l'homme le plus intelligent, le plus honorable, le plus innocent du banc des accusés. Schacht. »<sup>1685</sup>

Jackson, Shawcross, Dubost et Rudenko reprochent à Schacht d'avoir fourni son prestige au

---

der Demokratie, insbesondere für die Sache der Sozialdemokraten so kompromittierend, daß ich unter keinen Umständen in einem Kabinett Mitglied werden wollte, in dem Herr Schacht Finanzdiktator hätte werden sollen. [...] Herr Schacht war mir in politischen Dingen, obgleich ich in ihm den Fachmann schätze, in politischen Dingen als unsicherer Kantonist bekannt. » IMT, Volume 14, p. 305.

« Kantonist » peut aussi être traduit par « fumiste ».

<sup>1680</sup> IMT, Volume 18, p. 302

<sup>1681</sup> IMT, Volume 18, p. 317

<sup>1682</sup> IMT, Volume 18, p. 324

<sup>1683</sup> « Die geschilderten Machtzustände des Dritten Reiches lassen also schon in thesi nur die Annahme einer strafbaren Mittäterschaft oder eines strafbaren Gehilfentums zu, nicht dagegen ein strafbares Gruppendelikt wie die Verschwörung. » IMT, Volume 18, p. 334

<sup>1684</sup> « Ich beantrage deshalb, dahin zu erkennen, daß Schacht der gegen ihn erhobenen Anklage nicht schuldig und freizusprechen ist. » IMT, Volume 18, p. 342

<sup>1685</sup> « Wir wollen die Unvereinbarkeit ihrer Stellungnahmen mit Hilfe der Laufbahn eines dieser Angeklagten erläutern, eines Mannes, der, wenn man ihn dringen bäte, sich selbst das Zeugnis ausstellen würde, daß er der intelligenteste, ehrenwerteste und unschuldigste Mann auf der Anklagebank sein.

régime nazi, d'accuser la France et le Royaume-Uni de s'être comportés de manière complaisante envers Hitler alors qu'il a mis dans les mains de ce dernier un outil d'agression. Il s'est éloigné du régime pour des raisons tactiques et non par conviction<sup>1686</sup>. Schacht prétend avoir saboté le régime, mais, selon Jackson, personne n'en a vu le résultat<sup>1687</sup>.

« Schacht incarne le type le plus dangereux et le plus condamnable de l'opportuniste. Le type d'homme dans une position d'influence, qui est prêt à souscrire à un mouvement dont il sait qu'il a tort, parce qu'il [Schacht] pense qu'il [le mouvement] enlèvera la victoire. »<sup>1688</sup>

L'ancien président de la *Reichsbank*, selon l'accusation, connaissait le but du régime, la guerre d'agression<sup>1689</sup>. Il est resté ministre jusqu'en janvier 1943 : pour Shawcross, Schacht a par ce biais probablement pris connaissance des événements à l'Est, sans cesser de cautionner le régime<sup>1690</sup>.

Le 31 août 1946, un mois après les réquisitoires, Schacht peut faire une dernière déclaration au tribunal. Pour la première fois, publiquement, il admet s'être politiquement fourvoyé. Il regrette n'avoir pas vu suffisamment tôt la nature criminelle de Hitler mais il refuse d'accepter l'accusation d'opportunisme alors qu'il a été à Flossenbürg.

Le verdict est prononcé le 1<sup>er</sup> octobre 1946. Le tribunal juge évident que le rôle de Schacht pour le réarmement a été central<sup>1691</sup>. Il l'a voulu pour que l'Allemagne soit forte et indépendante, pour qu'elle puisse avoir une politique étrangère, fondement de l'égalité des droits. Le tribunal admet qu'il a essayé de diminuer le réarmement dès que les nazis ont dévoilé leurs buts agressifs. À partir de la crise Fritsch, il est devenu un opposant. Cependant, après 1936, Schacht a continué à occuper des postes hauts placés alors que les intentions de Hitler devenaient claires. Sur cette base, le tribunal lui reproche son action en Autriche, après l'*Anschluss*, et dans les Sudètes. Mais Schacht n'a pas participé à la préparation des plans d'agression. De plus, Schacht a été arrêté le 23 juillet 1944 car il était considéré comme un ennemi du régime. La question centrale pour le tribunal est la suivante : Schacht connaissait-il les plans

---

Das ist Schacht. » IMT, Volume 19, p. 475

<sup>1686</sup> IMT, Volume 19, p. 475

<sup>1687</sup> IMT, Volume 19, p. 476

<sup>1688</sup> « Schacht stellt den gefährlichsten und verwerflichsten Typ des Opportunisten dar. Jenen Typ eines Mannes in einflußreicher Stellung, der bereit ist, einer Bewegung, von der er weiß, daß sie unrecht hat, beizutreten, weil er glaubt, daß sie den Sieg davontragen werde. » IMT, Volume 19, p. 476

<sup>1689</sup> IMT, Volume 19, p. 581

<sup>1690</sup> IMT, Volume 19, p. 583

<sup>1691</sup> IMT, Volume 22, p. 629-632

d'agression de Hitler ? La cour a étudié les documents et arguments fournis par l'accusation et la défense. Elle en est venue à la conclusion « *que cette supposition nécessaire n'a pas été prouvée au-delà d'un doute raisonnable* »<sup>1692</sup>. Schacht est acquitté, contre l'avis du juge soviétique<sup>1693</sup>.

### C. Pourquoi l'accusation a-t-elle échoué ?

Pourquoi Schacht a-t-il été acquitté ? Sa ligne de défense et son comportement hautain lors du procès auraient pu lui coûter une condamnation. Son acquittement est plutôt lié aux failles de l'accusation.

#### 1. Le comportement général de Schacht à Nuremberg et sa ligne de défense

La stratégie globale de Schacht est de se poser en victime et en opposant et de se mettre dans la position de quelqu'un qui a dû assumer ses fonctions dans un Reich pris entre la logique jugée néfaste des traités de paix et l'arrivée de Hitler au pouvoir. Pour appliquer cette stratégie, diverses tactiques ont été employées par l'ancien Président de la *Reichsbank* et ses avocats.

L'une de ces tactiques, décrite par Telford Taylor, est la volonté de se distinguer des autres accusés, dès la phase d'instruction du procès. Schacht, d'après le juriste américain, se montre « fâché » (*angry*) et essaye de paraître physiquement plus haut que les autres lorsqu'il est sur le banc des accusés. Sa place, à l'extrémité de ce box, l'a d'ailleurs avantage<sup>1694</sup>. Hjalmar Schacht saisit l'occasion de la diffusion d'un film sur les camps d'extermination, pour protester, en novembre 1945 : il refuse toute responsabilité dans la création des camps<sup>1695</sup>. Son comportement évolue cependant lorsqu'un second film, tourné par les Russes, est diffusé en janvier 1946. Il déclare que l'existence des camps d'extermination est une honte pour l'Allemagne et pour l'humanité<sup>1696</sup>. Mais dans les deux cas, il se situe hors des responsables et coupables de la mise en place du système des camps.

---

<sup>1692</sup> « daß diese notwendige Annahme nicht über einen vernünftigen Zweifel hinaus bewiesen worden ist. »

<sup>1693</sup> « Der Gerichtshof hat entschieden, daß Schacht nach dieser Anklage nicht schuldig ist, und ordnet an, daß er vom Marschall des Gerichtes entlassen werde, sobald sich der Gerichtshof jetzt vertagt. »

IMT, Volume 19, p. 632

<sup>1694</sup> Telford Taylor, *The anatomy... op. cit.*, p. 128

<sup>1695</sup> *Ibidem*, p. 187

<sup>1696</sup> *Ibidem*, p. 306

L'autre tactique employée pour faire acquitter Schacht est la défense menée par Rudolf Dix. Cette dernière a eu ses failles. Albert Speer, dans ses mémoires, estime que le style de Rudolf Dix est marqué par une « *enflure rhétorique superfétatoire* »<sup>1697</sup>. L'architecte pense en outre que le fait d'avoir voulu faire passer Schacht pour un putschiste a plutôt affaibli les éléments à décharge dans le dossier monté contre Schacht. La défense de Schacht, qui a insisté sur le fait qu'il n'a pas souhaité la guerre et qu'il s'est opposé au régime pour éviter une agression, a finalement réussi. En effet, le tribunal devait savoir s'il a connu et soutenu les buts de Hitler, c'est-à-dire participé au complot.

Une autre faille de Schacht fut, selon Telford Taylor, certaines ambiguïtés dans ses réponses. Schacht a ainsi affirmé ne pas avoir soutenu la nomination de Hitler dans les cercles de Hindenburg mais a demandé à Papen de céder la chancellerie à Hitler et a signé la pétition de la fin de 1932<sup>1698</sup>. Cependant, l'attaque de l'accusation qui a le plus porté atteinte à l'image de Schacht est son comportement vis-à-vis des Juifs. D'une part sa défense sur ce point s'est retournée contre lui : l'attitude du Président de la *Reichsbank* du III<sup>e</sup> Reich fut ambiguë. D'autre part, il a manifesté une indifférence choquante sur les questions juives<sup>1699</sup>.

Cependant, de manière générale, Telford Taylor estime que les avocats et la défense de Schacht étaient efficaces, tout comme son comportement pendant à la barre<sup>1700</sup>. Les failles de l'accusation et le déroulement des délibérations des juges en septembre 1946 ont été les deux éléments majeurs de l'acquiescement de Schacht.

## 2. Les failles de l'accusation et les délibérations des juges

Schacht a bénéficié des divisions au sein de l'accusation et de la tactique peu convaincante des procureurs. Au cours du mois de septembre, les délibérations des juges aboutissent à un acquiescement inespéré.

### *La faible ligne d'accusation du juge Jackson*

L'inculpation de Schacht par les Alliés a été contestée dans le camp allié lui-même. Telford Taylor, collaborateur de Robert Jackson, révèle que, si Clement Attlee, Premier Ministre du Royaume-Uni à partir d'août 1945, était en faveur de l'inculpation, des opposants rappelaient

<sup>1697</sup> Albert Speer, *Au cœur... op. cit.*, p. 706

<sup>1698</sup> Telford Taylor, *The anatomy... op. cit.*, p. 388

<sup>1699</sup> *Ibidem*, p. 389



que Schacht a quitté ses fonctions avant l'invasion de Prague et pourrait montrer qu'il s'est opposé à toute aventure militaire. En outre, il ne peut être inculpé de crimes de guerre<sup>1701</sup>.

Les divisions au sein de l'accusation ont été flagrantes pendant l'interrogatoire de Schacht. Robert H. Jackson n'a pas toujours posé des questions très opportunes. Dès 1946, Telford Taylor conteste son supérieur<sup>1702</sup>. De plus, les attaques de Jackson sur le fait que Schacht aurait soutenu Hitler de longs mois après avoir quitté son poste à la *Reichsbank* sont inefficaces. Le poste de ministre sans portefeuille, dans un pays où le cabinet ne se réunit plus, n'a aucune importance. Enfin, Jackson a évoqué les salaires de Schacht : il voulait démontrer la vénalité de Schacht. D'après Telford Taylor, l'interrogatoire du procureur américain n'est pas apprécié par les ressortissants des pays alliés travaillant à Nuremberg. Taylor note, ironiquement, que l'interrogatoire a été apprécié, par contre, par les autres inculpés. Ceux-ci pensaient en effet que Schacht ne s'était pas comporté vis-à-vis de Hitler de la manière dont il l'a présenté au tribunal<sup>1703</sup>. Le grand enjeu de l'accusation de Schacht était de démontrer qu'il était conscient des intentions de Hitler et qu'il les a soutenues. Bryson, chargé de cet aspect de l'accusation contre Schacht, n'a persuadé personne.

Enfin, la nature même des reproches opposés à Schacht a miné l'accusation. Les procureurs devaient prouver que l'ancien ministre a voulu une guerre, pour l'impliquer dans un complot contre la paix. Dans ce but, ils ont été obligés d'exagérer la cohérence du système politique nazi. Or, Rudolf Dix a pu facilement faire valoir l'anarchie régnant dans l'organisation des pouvoirs sous le III<sup>e</sup> Reich. L'accusation devait ainsi défendre une « hyper-intentionnalité » du nazisme qui montrait d'abord qu'elle connaissait très mal l'Allemagne des années 1930.

Schacht a expliqué lui-même la cause de son inculpation et, implicitement, l'origine de l'échec de l'accusation :

« La seule explication de mon inculpation à Nuremberg ne peut qu'être le souhait du procureur Jackson de définir le nazisme comme une conspiration de guerre longuement planifiée. Toute la direction de l'économie devait être incorporée dans ce complot. »<sup>1704</sup>

---

<sup>1700</sup> *Ibidem*, p. 391

<sup>1701</sup> *Ibidem*, p. 388

<sup>1702</sup> *Ibidem*, p. 388

<sup>1703</sup> *Ibidem*, p. 391

<sup>1704</sup> « Die einzige Erklärung für die Anlageerhebung in Nürnberg gegen mich kann nur der Wunsch gewesen sein, den Hauptankläger Jackson bei den Nationalsozialismus als eine langgeplante Kriegsverschwörung hinzustellen. In diese Verschwörung mußten dann auch alle Spitzen der deutschen

Jackson voulait montrer que l'économie allemande était liée au nazisme et portait la responsabilité de la marche à la guerre. Mais il s'attaque à Schacht qui était très bien inséré dans des réseaux internationaux. Le comportement de la BRI, par exemple, a légitimé la politique de la *Reichsbank* et du III<sup>e</sup> Reich en approuvant les changements de statut de la *Reichsbank*. Enfin, était-il possible de s'appuyer sur la notion de complot, alors que Franz Neumann a déjà écrit son *Béhémoth* ?

*Les délibérations des juges*<sup>1705</sup>

Lorsque les séances se terminent, les membres de la cour « négocient » les peines des différents accusés. Le Britannique, Geoffrey Lawrence, également Président du tribunal, est favorable à un acquittement de Schacht. Henri Donnedieu de Vabres prône une peine légère. L'Américain Francis Biddle tend à se rapprocher des Soviétiques Iola Nikitchenko et Alexander Volchkov qui veulent le déclarer coupable<sup>1706</sup>. Les cas de Fritsche, Papen et Neurath sont aussi en discussion<sup>1707</sup>.

Les divergences entre les juges au sujet de Schacht provoquent un blocage, le 6 septembre 1946. Quelques jours plus tard, les juges projettent de le condamner à huit ans de prison, comptées à partir de son arrestation par les Alliés. Les Russes veulent le condamner à mort mais acceptent de négocier, pour éviter que Schacht ne reparte libre<sup>1708</sup>. Néanmoins, le lendemain, Donnedieu de Vabres demande l'acquittement de Schacht. Le juge français estime en effet que l'ancien Président de la *Reichsbank* est moins coupable que Papen, qui doit repartir libre. Le juge américain Biddle cède et Schacht est acquitté<sup>1709</sup>.

\*

Lorsque le jugement est rendu, le 30 septembre 1946, le palais de justice est sous forte garde. La salle du tribunal est remplie de journalistes, d'officiers alliés et de représentants des *Länder* allemands. La lecture du jugement a pris deux jours entiers. Les généralités et les condamnations des organisations se font le 30 septembre. Le 1<sup>er</sup> octobre 1946, le tribunal passe en revue le cas de chaque accusé. Les peines sont prononcées l'après-midi. Sur le cas Schacht,

---

Wirtschaft einbezogen werden. » Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 642

<sup>1705</sup> Nous n'avons pas consulté d'archives de l'URSS et ne savons pas si les juges soviétiques – ou des trois autres pays, d'ailleurs – ont eu des instructions.

<sup>1706</sup> Telford Taylor, *The anatomy... op. cit.*, p. 564

<sup>1707</sup> *Ibidem*, p. 481

<sup>1708</sup> *Ibidem*, p. 564

Didier Lazard décrit :

« Dans l'ordre qui est celui de l'acte d'accusation, les juges arrivent à Schacht. C'est le plus intelligent des accusés, et des rumeurs courent à Nuremberg selon lesquelles les Américains l'emploieraient en secret comme conseiller économique pour leur zone d'occupation<sup>1710</sup>. Il avait assisté aux séances du procès "immobile, le regard à la fois malicieux et ahuri derrière ses lunettes. Sa grosse tête semble toute petite lorsqu'il se lève et qu'on mesure son grand corps (...). C'est un homme impulsif, de caractère difficile, peu aimé, ses coaccusés lui rendent le mépris qu'il leur porte<sup>1711</sup>. »

L'homme est inculpé par des crimes visés par les deux premiers chefs d'accusation. Or, selon le jugement, "[...] Le tribunal a examiné très attentivement toutes ces preuves et en conclut que l'accusation contre lui est trop douteuse pour être retenue. Le tribunal déclare que l'accusé Schacht n'est pas coupable des crimes visés par l'acte d'accusation. [...]"<sup>1712</sup> »

C'est la stupeur générale, y compris chez les avocats dont aucun n'a rêvé d'acquiescement.<sup>1713</sup> »

À la suspension de séance, Schacht est assailli par des chasseurs d'autographe :

« "J'ai deux enfants de 3 et 4 ans, dit-il. Ils ignorent ce qu'est le chocolat. Je vendrai donc ma signature contre du chocolat." Éclats de rire. "C'est écœurant", commente un journaliste français.<sup>1714</sup> »

Les trois acquittés, von Papen, Fritzsche et Schacht, sont théoriquement libres à la suspension de séance. La police allemande les attend à la sortie du tribunal, pour les traduire devant les tribunaux allemands de dénazification. Au bout de quatre jours, Schacht décide de quitter la prison, à minuit.

« Schacht quitte le palais de justice de Nuremberg pour rejoindre sa femme qui s'est installée à Nuremberg. La police allemande l'attend, le conduit au poste de police où Schacht fait un tel scandale que le chef de la police en réfère aux Américains. Schacht est reconduit chez sa femme pour la nuit. Son avocat, le D<sup>r</sup> Dix, obtient que l'ancien banquier puisse circuler librement en Allemagne jusqu'à sa comparution devant un tribunal chargé de la dénazification. Il est finalement arrêté [...]. »<sup>1715</sup>

<sup>1709</sup> *Ibidem*, p. 565

<sup>1710</sup> Ce qui est parfaitement faux.

<sup>1711</sup> Didier Lazard, *Le procès de Nuremberg, récit d'un témoin*, Paris, 1947, Éditions de la Nouvelle Presse, p. 49

<sup>1712</sup> IMT, Volume 1, p. 331

<sup>1713</sup> Annette Wieviorka, *Le procès de Nuremberg op. cit.*, p. 163

<sup>1714</sup> *Ibidem*, p. 167

<sup>1715</sup> *Ibidem*, p. 172

Un long processus commence, qui ne s'achève qu'au début des années 1950 : la dénazification du D<sup>r</sup> Schacht.

## II. Accusé par les *Länder* : la dénazification

« L'Allemagne toute entière pleure ou ri devant le spectacle de la dénazification, cette comédie dans laquelle toutes les *Spruchkammern* jouent pitoyablement le rôle ambigu de l'ami de la famille, ces tribunaux dont les procureurs présentent leurs excuses à l'accusé avant que la sentence ne soit rendue, ces énormes moulins à papier qui offrent fréquemment, dans cette Allemagne qui manque de papier, le spectacle d'un accusé qui présente une vingtaine de certificats attestant une conduite irréprochable et qui consacrent un temps considérable à des milliers de cas absurdes et sans importance tandis que les cas véritablement graves semblent disparaître par quelque trappe secrète. »<sup>1716</sup>

Lorsque Schacht sort de prison, il compte se rendre en Basse-Saxe, en zone britannique, où a habité sa femme<sup>1717</sup>. Après la signature d'un accord avec la Bavière, il est libre de ses mouvements, sous condition de rendre compte de ses déplacements<sup>1718</sup>. Manci et Hjalmar Schacht partent alors en direction de Hanovre. En zone britannique, la procédure de dénazification n'est pas appliquée avec la même vigueur que dans les *Länder* occupés par les Américains. Les Anglais considèrent que les personnes qui ont été jugées à Nuremberg sont déjà dénazifiées pour les agissements les plus graves commis sous le III<sup>e</sup> Reich. Lors de son voyage vers le *Land* sous occupation anglaise, Schacht est néanmoins arrêté et mis en prison à Stuttgart. Sa santé s'y dégrade : en avril 1947, il demande sans succès sa libération pour raison de santé<sup>1719</sup>.

La dénazification a été réglemantée par la loi du 5 mars 1946 sur la libération du nazisme et du militarisme<sup>1720</sup>. L'article 4 définit quatre groupes de responsables : *Hauptschuldige* (principaux coupables), *Belastete* (charges importantes), *Minderbelastete* (charges mineures), *Mit-*

<sup>1716</sup> Stig Dagerman, *Automne allemand*. Babel. Actes Sud, Paris, 1980, p. 100

<sup>1717</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 637

<sup>1718</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 638

<sup>1719</sup> Hannover, Nds.171, 16677, « Interniertenlager 72 Hospital, 14. Mai 1947 ; Spruchkammer der Int. Lager Ludwigsburg, 23. April 1948, Einstweilige Anordnung; An die Militär-Regierung, 27.4.1948 ; Der Vollstreckungskläger der Internierungslager Ludwigsburg, Referat II, 30.4.48 » Le médecin ne recommande par la libération, mais indique qu'un suivi médical est nécessaire.

<sup>1720</sup> *Gesetz zur Befreiung von Nationalsozialismus und Militarismus vom 5. März 1946*

*läufer* (suivistes), *Entlastete* (libérés)<sup>1721</sup>. L'article 5 inclut dans le groupe des *Hauptschuldiger* les personnes qui ont pris part au gouvernement. L'article 13 définit les personnes déclarées *Entlastete* : elles ont été actives dans la résistance. Les Allemands concernés par la loi comparaissent devant une *Spruchkammer*, présidée par un juge qui est assisté de deux assesseurs. Ils sont choisis sur des listes présentées par les partis politiques, sous le contrôle du ministère de la Justice du *Land* où se déroule la procédure. Celle-ci prévoit que l'accusé doit prouver son innocence.

Lorsque Schacht est arrêté, à la fin de l'année 1946, l'État allemand n'existe plus. L'Allemagne est découpée en quatre zones d'occupation, où la jurisprudence et la législation n'est pas unifiée. En 1950, lorsque Schacht est définitivement relaxé, la RFA et la RDA existent depuis plus d'un an. Les Alliés ont empêché Staline d'asphyxier Berlin entre 1948 et 1949. La Guerre Froide est alors une certitude inquiétante, dont l'une des manifestation est la guerre de Corée, à partir de juin 1950. L'Allemagne de l'Ouest est à nouveau une démocratie. Elle peut compter sur une perspective européenne pour son développement économique, pour son réarmement et pour la reconquête d'une légitimité politique. Dans ce cadre, la dénazification, considérée comme un semi-échec dès 1949<sup>1722</sup>, se délite, le nombre de condamnés s'écroulant.

### **A. La longue procédure de Stuttgart et de Ludwigsburg**

Après un résumé de la position de l'accusation, nous analyserons l'évolution des débats en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>nde</sup> instance. Contrairement à Nuremberg, les témoignages permettent d'apporter des éléments nouveaux.

---

<sup>1721</sup> Alfred Wahl, *La seconde histoire du nazisme... op. cit.*, p. 39

<sup>1722</sup> *Ibidem*, p. 61 et suivantes

## 1. La position de la partie plaignante

Après son arrestation le 7 octobre 1946 sur demande de la *Spruchkammer* de Backnang<sup>1723</sup>, deux avocats de Schacht demandent sa libération, estimant que le Wurtemberg-Bade n'est pas territorialement compétent en raison de l'accord signé entre Schacht et la Bavière<sup>1724</sup>. La demande est rejetée et le 5 décembre 1946, le D<sup>r</sup> Schwamberger, nouvel avocat, dépose une plainte au nom de Schacht contre le Wurtemberg-Bade qui est rejetée le 11 janvier 1947<sup>1725</sup>. L'ancien dignitaire nazi demande également aux autorités d'occupation américaines d'intervenir, mais le gouvernement militaire considère que son arrestation est un problème allemand<sup>1726</sup>.

La procédure de la cour d'accusation de Stuttgart commence le 13 janvier 1947, lorsque le plaignant Franz Karl Maier fait connaître à la cour de Stuttgart l'acte d'accusation (*Klageschrift*) qui démontre que Schacht est concerné par la loi de dénazification du 5 mars 1946. Cinq points sont avancés par Maier : il a été Président de la *Reichsbank*, ministre de l'économie de Prusse et du Reich, plénipotentiaire pour l'économie de guerre du 21 mai 1935 au 26 novembre 1937, ministre du Reich sans portefeuille et enfin porteur de la médaille d'or du parti remise directement par Hitler. Il a été membre du gouvernement du Reich et d'un Land (la Prusse) et à ce titre a encouragé la dictature nazie. En conséquence, ceci est un soutien politique, économique et de propagande extraordinaire à la dictature, justifiant son classement en catégorie I<sup>1727</sup>.

La suite du document d'accusation détaille la vie de Schacht, à partir de 1929. La logique de Maier est proche de celle de l'accusation du procès de Nuremberg, dont de nombreuses pièces à charge sont reprises. Il dénonce le soutien de Schacht à Hitler avant l'arrivée au pouvoir de ce dernier, ses fonctions à la tête de la *Reichsbank* et l'importance de son rôle vis-à-vis de l'étranger. Maier insiste surtout sur les premiers mois du III<sup>e</sup> Reich et les élections contes-

<sup>1723</sup> Hannover, Nds. 171, 16663, « Spruchkammer Backnang – Abschrift »

<sup>1724</sup> Hannover, Nds. 171, 16663, « Dr. Friedrich Bergolg & Dr. Rudolf Pander, Rechtsanwälte, Stuttgart, den 11. Oktober 1946 »

<sup>1725</sup> Hannover, Nds. 171, 16663, « 5. Dezember 1946, Anfechtungsklage von Schwamberger für Schacht gegen Württemberg-Baden »

<sup>1726</sup> Hannover, Nds. 171, 16663, « Schacht an die amerikanische Militärregierung, z. Hdn. Von Herrn Oberst Dawson, Stuttgart, den 23.10.1946 »

<sup>1727</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/1 « Der öffentliche Kläger bei der Spruchkammer Stuttgart – Fall Schacht – 13. Januar 1947 » de Franz Karl Maier.

tables de mars 1933, pour montrer que Hitler était dangereux dès l’instauration du régime nazi<sup>1728</sup>. Maier consacre une longue partie de sa plainte au financement du réarmement, et notamment aux bons MEFO, cherchant à prouver que Schacht est coupable d’avoir accepté et financé le réarmement. Le *Nouveau Plan* est interprété comme une volonté de mettre l’économie au service des buts militaires du régime, d’avoir arrêté les transferts et utilisé des méthodes jugées violentes : *dumping*, augmentation du coût de la vie, refus de donner des devises à Darré pour soulager la situation agricole, etc. Enfin, le comportement de l’ancien Président de la *Reichsbank* à partir de 1938 est analysé en sa défaveur.

Le texte de Maier est publié l’année même du procès, avec un avant-propos de Carl Severing. Pour ce dernier, Schacht est sans scrupule, est animé par la seule volonté d’établir son pouvoir sur la finance. Dans les années 1920, Schacht a tenté d’intervenir dans des affaires hors de ses compétences, comme la politique culturelle des communes. Il a également cherché la chute du gouvernement du Reich, notamment à la fin des années 1920<sup>1729</sup>.

Une fois cette plainte déposée, le procès s’ouvre en première instance à Stuttgart, malgré une dernière requête d’annulation du D<sup>r</sup> Schwamberger, le 5 mars 1947<sup>1730</sup>. L’avocat essaye alors de prouver que son client n’est pas concerné par la dénazification. Il utilise deux arguments : Schacht a résisté ; la cour n’est pas compétente. Le procès s’ouvre néanmoins le 9 avril 1947<sup>1731</sup>.

## 2. Le procès (1<sup>ère</sup> instance)

Selon la procédure de dénazification, Schacht choisit lui-même l’une des cinq catégories prévues par la loi du 5 mars 1946. Il demande à être libéré, en raison de ses actes de résistance (Catégorie V). Ce procès est marqué par une très grande agressivité de l’accusation et la restriction constante des droits de la défense. Quelques témoins sont entendus.

### a. L’agressivité de l’accusation

<sup>1728</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/1 « Der öffentliche Klager bei der Spruchkammer Stuttgart – Fall Schacht – 13. Januar 1947 », p. 20 du document

<sup>1729</sup> Franz-Karl Maier, *Ist Schacht ein Verbrecher ?* Verlag die Zukunft Reutlingen, Stuttgart, 1947, avant-propos de Carl Severing ancien ministre social-démocrate de l’Intérieur de 1928 à 1930, Carl Severing (1875-1952).

<sup>1730</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/1 « Stuttgart, den 5. III. 1947. Dr. Schwamberger an die Spruchkammer Stuttgart. »

<sup>1731</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12 « Übertragung der stenografischen Protokollaufnahme. »

Les 10 et 11 avril, Schacht subit un interrogatoire mené par les représentants de la partie plaignante, Marx et Ballarin. Schwamberger n'a pas le droit d'intervenir<sup>1732</sup>. Marx et Ballarin interrompent régulièrement les réponses de Schacht par des remarques visant à délégitimer la parole du « concerné » (*Betroffene*), sans jamais apporter la preuve que les propos de Schacht sont faux : « *Dites-vous ça sérieusement ?* »<sup>1733</sup>. De plus, la procédure de dénazification impose à Schacht de prouver qu'il est innocent. Ballarin peut ainsi utiliser des citations fantaisistes. Schacht est contraint de prouver qu'elles sont fausses. Ainsi, est cité un ancien membre des *Stahlhelm* qui déclare avoir entendu l'ancien Président de la *Reichsbank* déclarer en 1931 que Hitler était comparable au Christ<sup>1734</sup>.

Enfin, les deux plaignants s'adressent à Schacht sur un ton violent. Par exemple, lorsque l'ancien président de la *Reichsbank* estime qu'il était urgent de réduire le chômage en 1933, on lui rétorque :

« Il n'est pas ici question de savoir si le chômage a pu être vaincu par un réarmement. Il est question de savoir si l'élimination du chômage a une quelconque valeur. Le chômage est vaincu, les chômeurs sont également vaincus ; en fait, ils sont morts ! »<sup>1735</sup>

Les sujets abordés en premier lieu sont très proches des débats du procès de Nuremberg. Un grand thème est néanmoins absent : la résistance. La politique intérieure allemande joue un plus grand rôle qu'à Nuremberg. L'accusation passe ainsi en revue les lois qui ont été signées par Schacht. Ce dernier explique :

« J'ai coopéré à toutes ces cochonneries [les lois], que je ne pouvais éviter, parce que je n'aurais pas aimé – pas voulu – me mettre hors course, mais j'endossais toujours le combat que je ne pouvais que mener à partir d'elles. »<sup>1736</sup>

L'accusation utilise les lois portant le contresens de Schacht pour le rendre co-responsable d'une grande partie des décisions majeures du régime, comme la mise en place de la *Wehr-*

<sup>1732</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 123

<sup>1733</sup> « Ist das wirklich ernsthaft gemeint ? » IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 91

<sup>1734</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 56

<sup>1735</sup> « Es ist keine Frage, daß die Arbeitslosigkeit durch eine Aufrüstung beseitigt werden kann. Es ist die Frage, ob da seine produktive Beseitigung der Arbeitslosigkeit ist, die irgendwelchen Wert hat. Die Arbeitslosigkeit ist beseitigt, die Arbeitslosen sind auch beseitigt; sie sind nämlich tot! » IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 116

<sup>1736</sup> « Ich habe alle Schweinerei [les lois] mitgemacht, die ich nicht vermeiden konnte, weil ich mich nicht ausschalten mochte, nicht ausschalten wollte, sondern immer wider den Kampf aufnahm, den ich nur von ihnen herführen konnte. » IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 101



*macht* (16 mars 1935), longuement discutée<sup>1737</sup>. Les arguments développés contre Schacht sont en conséquence nombreux et couvrent tous les aspects du régime, y compris lorsqu'ils sont très éloignés des domaines de compétence de Schacht.

Les allocutions de Schacht retiennent également l'attention. Ballarin et Marx considèrent ainsi que le discours de Königsberg montre que Schacht ne s'est pas opposé à l'antisémitisme du régime mais à de simples actions individuelles<sup>1738</sup>.

Face à cette agressivité, les arguments employés par Schacht, dans la logique de sa défense à Nuremberg, paraissent faibles : la situation de Schacht à Stuttgart est très précaire. De plus, son avocat n'a que très peu d'occasion de s'exprimer.

### *b. La défense*

Schwamberger est autorisé à mener un contre-interrogatoire dans l'après-midi du 11 avril 1947. Schacht peut s'expliquer sur son opposition au plan Young<sup>1739</sup>, réfute avoir fait de la publicité pour Hitler avec la publication de la *Fin des réparations*<sup>1740</sup>, rappelle qu'il voyait régulièrement Brüning et qu'ils ont parlé de Hitler. Il raconte ensuite qu'il s'est rapproché de Hitler parce qu'il était à la tête du premier parti politique<sup>1741</sup>. En outre il pensait pouvoir s'opposer à Feder et appliquer sa politique économique. Schacht valorise notamment ses prises de position contre les attaques du parti contre les Églises en 1936.

### *c. Les témoignages*

Le mardi 15 avril 1947, la chambre se déplace à Nuremberg, pour interroger un témoin Schwerin von Krosigk, ancien ministre des finances de 1932 à 1945. Les propos de Krosigk sont très favorables à Schacht, car ils prouvent sa bonne foi sur le non-remboursement des MEFO : Krosigk a bien garanti ces titres par écrit et par oral et n'a pas tenu sa promesse<sup>1742</sup>. De plus, Marx et Ballarin n'arrivent pas à lui faire dire que Schacht connaissait le montant global du réarmement<sup>1743</sup>. Krosigk estime même que Schacht n'a jamais voulu cautionner une guerre

<sup>1737</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 105

<sup>1738</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 155

<sup>1739</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 131

<sup>1740</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 133

<sup>1741</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 137

<sup>1742</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 166

<sup>1743</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 176

d'agression<sup>1744</sup>. Les propos de Krosigk sont confortés par un autre témoignage, celui d'Emil Puhl, ancien directeur de la *Reichsbank*<sup>1745</sup>.

À Krosigk succède Richard Walter Darré. Ancien ministre de l'agriculture sous le III<sup>e</sup> Reich, il a été arrêté par les alliés le 15 avril 1945. Il n'est pas en mesure de dire si Schacht donnait la priorité aux matières premières pour le réarmement plutôt que pour l'agriculture<sup>1746</sup>. Cela ne l'intéressait pas : il voulait des devises pour son secteur. L'accusation a perdu son temps. Darré est suivi de Lammers, qui réitère ses propos du procès de Nuremberg, montrant Schacht pris dans le piège du régime nazi.

Des extraits du témoignage de Gisevius ayant été portés au dossier de Schacht par la défense, l'accusation invite Rudolf Diehls. Membre de la police politique jusqu'en 1934, il décrit Gisevius comme un fanatique de Himmler. Mais il estime que l'opposition de Schacht contre les nazis est allée très loin.

Le professeur Kraus<sup>1747</sup>, avocat de Schacht à Nuremberg, témoigne d'un entretien qu'il a eu avec Franz Halder, le 20 février 1946. Le général avait envoyé à Schacht l'un de ses collaborateurs pour lui demander son aide sur l'administration de la Belgique. L'ancien Président de la *Reichsbank* avait alors refusé<sup>1748</sup>. Ensuite, Kraus raconte ce que Halder lui a dit de ses entrevues avec Schacht pour organiser un complot contre Hitler. C'est la seule référence à la résistance de Schacht.

Le dernier témoin à être appelé devant la chambre est Franz von Papen, malgré son état de santé. Il raconte la fameuse entrevue du 6 août 1932, retenue à charge contre Schacht. Mais sur beaucoup d'autres points, notamment sa participation au front de Bad Harzburg, il dédouane Schacht. Contrairement aux débats, les témoignages ont joué en faveur de Schacht.

### *c. Plaidoyer de Schwamberger*

Schwamberger doit plaider. La tâche est lourde, car l'atout essentiel de Schacht est sa résistance. Seul le P<sup>r</sup> Kraus, invité par la défense, a abordé le sujet. L'avocat de Schacht essaye en

<sup>1744</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 179

<sup>1745</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 218

<sup>1746</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 189

<sup>1747</sup> Il nous semble que la bonne orthographe est « Klaus », mais les procès-verbaux de Stuttgart indiquent bien « Kraus ». De mauvaise qualité, ces procès-verbaux peuvent se tromper sur les noms de famille.

<sup>1748</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/12, p. 237

premier lieu d'obtenir une annulation de la procédure, estimant que Schacht ne tombe pas sous le coup de la loi du 5 mars 1946 car il n'était pas un compagnon (*Mitläufer*) de Hitler<sup>1749</sup>. De plus, il aurait pu être accusé de haute trahison à partir de la crise Fritsch en janvier-février 1938. Dans un style plutôt emphatique, il rappelle que Schacht a été le prisonnier de Hitler, que ce dernier était une conséquence et non une cause de la chute de la République et que tout le monde est responsable de son arrivée au pouvoir, y compris l'étranger. Schacht pourtant avait prévenu qu'un problème économique grave existait. Il a effectivement voulu un gouvernement Hitler mais on ne peut condamner une intention. Une fois le pouvoir hitlérien en place, Schacht a dû faire un choix car l'économie était en danger. Avec le bien du peuple pour objectif<sup>1750</sup>, selon son avocat, il a choisi de travailler avec les nazis<sup>1751</sup>. Schwamberger insiste ensuite sur certains faits que la cour a refusé d'évoquer : le comportement de l'ancien ministre de l'Économie a été considéré par Hitler comme négatif avant la guerre. Il a été résistant, il a écrit à Göring au risque de sa vie, il a été arrêté. De nombreux aspects de la politique nazie ont été ouvertement contestés par Schacht : la politique religieuse et les attaques contre les Juifs. Dès l'été 1937, il est considéré comme un ennemi du Parti, d'autant plus qu'il n'approuve pas la vision nazie du monde<sup>1752</sup>.

Le plaidoyer de Marx contre Schacht reprend les arguments exposés par la plainte de Maier. Il insiste particulièrement sur le fait que le « concerné » se doutait des intentions guerrières de Hitler, sur sa responsabilité pour toutes les lois signées par le Cabinet jusqu'en 1943, sur son rôle dans la politique antisémite, sur sa fonction de plénipotentiaire à l'économie de guerre. Il rappelle une thèse déjà avancée à Nuremberg : l'opposition Schacht-Göring résulte d'un conflit de personne, et non d'un rejet idéologique du III<sup>e</sup> Reich. Enfin, il minimise la place de Schacht dans la résistance, estimant que son action est d'abord passive.

Le jugement est rendu le 13 mai 1947. Schacht est inclus dans la classe I, considéré comme grand criminel. Il est condamné à huit ans de travaux forcés, les frais du procès sont à sa charge. La cour reprend les arguments de l'accusation et estime que sa faible participation à la Résistance l'a mis en danger sans que cela ne soit suffisant pour le relaxer au sens de l'article 13 de la loi de dénazification.

<sup>1749</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/2, « Plädoyer Dr. Schwamberger ».

<sup>1750</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/2, « Plädoyer Dr. Schwamberger » p. 15

<sup>1751</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/2, « Plädoyer Dr. Schwamberger » p. 22

<sup>1752</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/2, « Plädoyer Dr. Schwamberger » p. 23-26

### 3. Le procès en 2<sup>e</sup> instance

Le 16 juin 1947, le D<sup>r</sup> Schwamberger écrit à la cour d'appel de Stuttgart pour faire appel de la décision du 13 mai 1947<sup>1753</sup>. L'appel est accepté, mais le nouveau procès ne se tient qu'en août 1948. Il se déroule dans une atmosphère radicalement différente : les débats sont plus équilibrés. Les plaidoiries sont favorables à Schacht et le jugement classe l'ancien président de la *Reichsbank* en catégorie V.

#### *a. Une atmosphère différente*

Le procès en appel se déroule du 2 août au 1<sup>er</sup> septembre 1948<sup>1754</sup>. Le Président de la Cours est le D<sup>r</sup> Skubich. La défense est à nouveau assurée par le D<sup>r</sup> Schwamberger et le plaignant public (*öffentlicher Kläger*) est le D<sup>r</sup> Jäger secondé du D<sup>r</sup> Ketterer<sup>1755</sup>. Le procès est marqué, de manière générale, par des désaccords profonds de procédure, par le comportement interventionniste du Président, par le témoignage d'Allemands « ordinaires » contre Schacht et par des débats souvent ennuyeux. En outre, ce procès se tient dans un contexte allemand et international marqué par le blocus de Berlin.

#### *Procédures*

Ce procès en seconde instance est marqué par des désaccords profonds de procédure dès la requête en appel de l'avocat de Schacht. En effet, le jugement de 2<sup>e</sup> instance prend place à Ludwigsburg, dans le camp d'internement où Schacht est prisonnier. Or, au moment de la procédure d'appel, la chambre d'appel n'existait pas, ce qui explique probablement la longue attente entre les deux procès.

L'appel de Schacht repose sur la contestation du jugement du 13 mai 1947. Le cœur en est le reproche fait à la cour de Stuttgart de ne pas avoir pris en compte les actes de résistance de Schacht. Le second point important de l'appel est la contestation de la compétence de la cour de Stuttgart. Enfin, Schwamberger reproche au jugement du 13 mai 1947 de contredire celui de Nuremberg. L'accusation soulève également un point de procédure. Elle demande à la cour de refuser l'audition de nouveaux témoins, estimant que cela ne peut permettre un nouvel apport au procès. Dès le premier jour du procès, la cour se juge compétente et accepte

<sup>1753</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/2, « Berufungsschrift – Stuttgart, 16. Juni 1947. De Dr. Schwamberger à Berufungskammer Stuttgart »

<sup>1754</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/3 « Protokoll der Berufungsverhandlung gegen Dr. Hjalmar Schacht, 2. August – 1. September 1948. »

l'audition de nouveaux témoins<sup>1756</sup>.

Les incidents de procédure se poursuivent tout au long du procès. Le 18 août 1948, par exemple, le Président de la cour a demandé au D<sup>f</sup> Weber, membre du jury, de faire une liste des discours de Schacht et de les classer<sup>1757</sup>. Il en recense 29, dont il estime que 16 sont techniques, 3 sont nazis et 9 emploient des idiomes nazis. L'accusation réagit immédiatement en demandant la mise à pied de Weber, car il s'est ainsi permis de porter un jugement : la manière dont Weber classait ces discours est certainement trop en faveur de Schacht. La défense accuse alors Jäger, soupçonné d'avoir été membre du parti. Le Président se retire et rejette les deux requêtes.

Le versement de nouvelles pièces au dossier est un autre point de procédure qui a provoqué des joutes tendues entre Schwamberger et Jäger. Le 25 août 1948<sup>1758</sup>, l'accusation veut classer comme pièces à conviction des témoignages écrits. Schacht précise qu'il ne connaît pas la plupart des gens incriminés. Certains de ces témoignages contestent le rôle de Schacht auprès de Halder ou Witzleben. Schwamberger appuie son client : tous les milieux résistants ne savaient pas que Schacht était impliqué. L'accusation défend ses preuves et en soumet d'ailleurs de nouvelles à l'audience suivante, le 27 août. Malgré les protestations de la défense, le Président de la cour les accepte.

À Ludwigsburg, le Président de la cour intervient directement dans les débats, posant une grande partie des questions lui-même, pour éclaircir certains points. Schacht est ainsi autorisé, contrairement au procès de 1<sup>ère</sup> instance, à préciser qu'il n'a jamais été membre du parti pour garder sa liberté, même lorsqu'il a reçu la médaille d'or de la NSDAP, qu'il n'a jamais eu de cadeaux, d'uniformes ou de titres de Hitler, à l'exception d'un tableau, faux, pour son 60<sup>e</sup> anniversaire<sup>1759</sup>. Le comportement du Président rend ainsi les débats plus agréables pour le « concerné ».

### *Le quotidien des Allemands sous le III<sup>e</sup> Reich*

Pendant ce procès surgissent des fragments de vie des quidams allemands dans les années 1930, alors que la procédure de 1<sup>ère</sup> instance donnait une image du III<sup>e</sup> Reich coupée du quo-

---

<sup>1755</sup> Nous n'avons pas de renseignements sur leur couleur politique.

<sup>1756</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/3, p. 6

<sup>1757</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/5, p. 420-431

<sup>1758</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/5, p. 560-634

<sup>1759</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/3, p. 29

tidien. Un maître boulanger à la retraite reproche à Schacht de l'avoir ruiné au moment de l'inflation, en 1923-1924. Après une procédure en justice intentée contre Schacht, il a été convoqué par la Gestapo qui lui fait peur pendant une heure et le relâche. Il était membre de la *Reichsbank-Gläubigerverband*, dissoute le 23 juin 1933. Une veuve explique le même jour que son mari appartenait à la *Verein der Reichsbankgläubige*. Il a souvent écrit, avant et après 1933, à la chancellerie et à Schacht. En novembre 1935, la Gestapo rend visite à son mari et le convoque trois fois dans ses locaux. Elle a appris son décès le 23 novembre 1935. Ces deux témoignages n'apportent rien au procès. Il est impossible de prouver que Schacht est lié à ces arrestations. Cependant, elle rappelle la terreur quotidienne qui a été une composante de la vie de certains Allemands sous le III<sup>e</sup> Reich<sup>1760</sup>.

#### *Les difficultés matérielles du procès*

Le procès se tient dans une Allemagne encore en ruine. Certains témoins convoqués par la cour ne peuvent pas se présenter, soit parce qu'ils sont introuvables, soit parce qu'ils sont inatteignables, soit parce que certaines routes sont coupées. Le 9 août 1948, par exemple, trois témoins devaient se présenter et personne n'est venu. Certaines informations sont indisponibles : le 11 août 1948, la cour ne comprend pas que Heinrich Brüning ne peut se déplacer car il n'habite plus en Allemagne depuis 1934. Il n'y a pas eu de tels problèmes en 1<sup>ère</sup> instance, d'une part car la cour a d'abord interrogé des personnes inculpées dans un procès de Nuremberg et d'autre part car le nombre de témoins était très réduit.

#### *Des débats ennuyeux*

Les débats de ce procès sont parfois excessivement pesants et stériles. Le 19 août 1948, l'accusation interroge Schacht sur ses discours<sup>1761</sup>. Jäger cite un extrait d'un discours qui lui semble nazi ou proto-nazi. L'ancien ministre répond qu'il se trompe et rappelle que, pour la forme, il devait déclarer que sa politique était une politique nationale-socialiste. Ainsi, l'accusation juge que le discours de Königsberg d'août 1935 est antisémite. La défense estime qu'il adresse une critique importante au nazisme. Le débat se perd également dans les an-

<sup>1760</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, SP1/6, 23 août 1948, p. 543 et suivante pour Arthur Carstens, p. 546 et suivantes pour Emilie Hecht. Il est impossible de prouver que Schacht est lié à ces arrestations et ce meurtre de la Gestapo. Cependant, il a écrit le 8 décembre 1933 une lettre, annexée à la convocation d'une réunion ministérielle une lettre se plaignant de l'agitation des associations, qui, depuis les années 1920, contestent la manière dont il a mis fin à l'hyperinflation. In BARCH Berlin, Reichskanzlei R43/I/1466, p. 277-285.

<sup>1761</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/5, p. 442-454

nonces prononcées à l'occasion des 60 ans de Schacht, en janvier 1937. Le discours sur Martin Luther fait l'objet d'un long débat, très peu flatteur pour Schacht. Il ne peut en effet pas cacher la nature antisémite de ses propos<sup>1762</sup>. Les discussions sur ces discours durent plusieurs heures et n'apportent aucun élément utile à la cour.

L'atmosphère du procès de seconde instance dans le Wurtemberg-Bade est ainsi radicalement différente du procès de première instance. La possibilité d'inviter de nouveaux témoins, surtout, autorise Schacht à insister sur l'élément qui a fait défaut en première instance : sa résistance. Outre l'ambiance du procès, un autre élément joue probablement en faveur de Schacht : la situation de l'Allemagne.

### *Une Allemagne nouvelle en cours de construction*

En 1948, la tension entre l'URSS et les États-Unis a une conséquence dramatique pour l'Allemagne. Sa division est durablement consacrée. À l'Ouest, les trois occupants se mettent d'accord pour convoquer une assemblée constituante pour le 1<sup>er</sup> septembre 1948. En réplique, l'URSS contrôle militairement les relations entre Berlin-Ouest et l'Allemagne occidentale à partir du 31 mars 1948. Le *Deutsche Mark* est ensuite introduit dans les zones occidentales et une banque centrale unique est créée. Le 22 juin, une réforme monétaire est annoncée pour l'Est de l'Allemagne, y compris Berlin. Le 1<sup>er</sup> juillet, Berlin Ouest sont soumises à un blocus total. Il est levé le 12 mai 1949. La République fédérale d'Allemagne est créée à l'Ouest. La République Démocratique d'Allemagne est instaurée à l'Est. En août 1948, Schacht n'est plus jugé dans l'Allemagne nazie en ruine mais dans la future République fédérale d'Allemagne. L'opinion publique est choquée par le blocus de Berlin. Parallèlement, le processus de dénazification se délite progressivement depuis la fin de l'année 1946. Le nombre d'individus condamnés dans les catégories I et II est faible, et les personnes concernées par la catégorie III sont souvent classées en catégorie IV. Certains condamnés sont même réintégrés dans l'administration des *Länder*. Une grande partie des Allemands s'oppose à la dénazification, le cardinal bavarois Frings déclarant même en février 1948 : « *Le système actuel se différencie à peine d'un État totalitaire* »<sup>1763</sup>. La dénazification blanchiera-t-elle Schacht ?

### *b. Les débats*

<sup>1762</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/5, p. 509

<sup>1763</sup> Alfred Wahl, *La seconde histoire du nazisme dans l'Allemagne fédérale depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 2006, 335 pages, p. 62.

Le réquisitoire de l'accusation en début de procès se fie à l'ouvrage de Franz Karl Maier<sup>1764</sup>. Il dépeint des pouvoirs que Schacht n'a jamais vraiment eu, persuadé qu'il avait autorité sur plusieurs ministères, notamment les finances et l'agriculture. Il lui reproche d'avoir donné un programme économique à la NSDAP qui n'en avait pas réellement et d'avoir ignoré la violence du régime après le 30 juin 1934. De plus, le 10 avril 1947, Schacht a admis qu'il avait pris en compte les « *Schweinereien* » (cochonneries) du nazisme pour professer ses propres idées politiques. En ce sens il y a *dolus eventualis*, c'est-à-dire que les actes de Schacht n'avaient pas pour but, selon l'accusation, les objectifs du nazisme mais que leur réalisation était possible et acceptée par Schacht<sup>1765</sup>. Enfin, le procureur ne réfute pas que Schacht s'est opposé au régime mais pense que l'article 13 de la loi de 1946 sur les actes de résistance requiert l'appartenance à une organisation.

Les débats de Ludwigsburg concernent les mêmes sujets que les séances qui se sont déroulées à Nuremberg ou à Stuttgart. Toutefois, l'enjeu se porte sur le rôle de Schacht dans la Résistance, qui n'a pas été reconnu en 1<sup>ère</sup> instance. L'intérêt de Schwamberger et de son client est ainsi d'appeler à témoigner de nombreuses personnes pouvant attester de l'opposition de Schacht. L'accusation tente de montrer que la résistance ne peut pas excuser tous les actes de Schacht d'une part et d'autre part se distingue par un dénigrement systématique des témoins appelés par la défense.

Les débats s'organisent autour de trois axes : le comportement de Schacht avant mars 1933, le comportement de Schacht sous le III<sup>e</sup> Reich et notamment son apport au financement du réarmement et, enfin, la résistance de Schacht. Néanmoins, les débats n'ont pas été linéaires, et un seul sujet peut-être débattu plusieurs fois au cours du procès.

#### *Premier axe : le comportement de Schacht avant mars 1933*

Les débats sur le comportement de Schacht avant son retour à la *Reichsbank* abordent quatre points essentiels : les critiques de Schacht contre les finances des Communes et le plan Young, ses relations avec Brüning, son rapprochement avec les nazis et la réunion de février 1933 ayant permis de collecter des fonds. Ils n'apportent rien de nouveau et ne se font globalement pas en défaveur de Schacht. Par exemple, le plaignant et le défenseur se sont longuement opposés sur les critiques de l'ancien Président de la *Reichsbank* contre les finances des

<sup>1764</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 10 à 17

<sup>1765</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 15



Communes. Schacht démontre facilement que ce comportement ne signifiait pas qu'il s'opposait à République de Weimar. La discussion est plus mouvementée sur le plan Young, alors que Schacht s'empêtre dans des argumentations avancées lors des procès précédents, qui reprennent ses propres discours des années 1920 et 1930. Le voyage de l'automne 1930 aux États-Unis est décrit par l'accusation comme un voyage de propagande nazie et hostile au gouvernement de Brüning<sup>1766</sup>. Elle fait appel à des propos d'un député nazi favorable aux discours américains de Schacht et à l'avis négatif sur ce voyage de Jakob Goldschmidt. L'argument de l'accusation est cependant facilement démonté par Schacht qui se contente simplement de citer les discours qu'il a prononcés. Le 4 août 1948, le témoignage d'Hermann Dietrich, ministre des finances de Brüning, renforce l'argumentaire de l'accusation à propos du discours de Bad Harzburg : l'intervention de Schacht l'associait à Hitler aux yeux de l'opinion publique. Sur la collecte de fond de février 1933, le procureur tente de confondre Schacht en faisant témoigner l'ancien ministre de l'Économie Kurt Schmitt. Celui-ci contre-carre involontairement l'objectif de l'accusation : il finit par admettre être admis avant la fin de la réunion<sup>1767</sup> !

Concernant la période qui précède mars 1933, l'expertise du professeur d'économie politique Melchior Palyi est une critique frontale de Schacht<sup>1768</sup>. En effet, Palyi estime que le ton de Schacht lors de sa campagne aux États-Unis en 1930 était peu scientifique, démagogique, chauvin et mâtiné de propos anti-Français. Les discours étaient menaçants, sans donner d'indications concrètes sur la fin des réparations ou le retour des colonies. Dans certains cas, ils ont fait mauvaise impression. Dans d'autres cas, le catastrophisme de Schacht a donné une image de l'Allemagne contraire à ses intérêts. Généralement, les propos de Schacht, trop politiques, ont desservi son prestige et son image aux États-Unis. Selon l'expert, qui ne qualifie pas Schacht de nazi, l'ancien Président de la *Reichsbank* déclarait en 1931 ou 1932 :

« Hitler n'est pas mauvais du tout, il a bien sûr ses lubies, mais il est au moins un homme qui ramènera l'ordre en Allemagne. »<sup>1769</sup>

Palyi commente le discours de Bad Harzburg. Le discours a provoqué un choc aux États-Unis,

---

<sup>1766</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 34

<sup>1767</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 74-76

<sup>1768</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 197. L'expert connaissant Schacht, il y a eu débat sur la nature de ses propos. La cour a finalement décidé qu'il s'agissait d'une expertise et non d'un témoignage.

<sup>1769</sup> « Hitler ist gar nicht schlecht, er hat natürlich seine Schrullen, aber sonst ist er ein Mann, der Deutschland in Ordnung bringen wird. » IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 181

où il travaillait alors pour la *Deutsche Bank*, et a fait très mauvaise impression, donnant l'impression d'une alliance entre trois personnes, Hitler, Hugenberg et Schacht. Il raconte ensuite une longue conversation téléphonique en décembre 1932 où Schacht, sans faire de référence à la NSDAP, prétendait qu'il ne fallait plus s'adosser sur les valeurs de l'ancien monde. Enfin, en mars 1933, Luther lui a assuré qu'il aurait préféré rester à la *Reichsbank*. Palyi déclare :

« Je crois que le D<sup>r</sup> Schacht est un homme extraordinairement doué, mais pas autant, de loin, qu'il ne le croit lui-même. »<sup>1770</sup>

Ce fait, pense Palyi, lui a fait faire de grosses erreurs car Schacht a pensé pouvoir mettre les nazis sur la bonne voie.

### *Second axe : Schacht sous le III<sup>e</sup> Reich*

Le second axe des débats concerne le comportement de Schacht pendant le régime, avant l'épisode de résistance. Le point central est alors le financement du réarmement. Les MEFO intéressent longuement le président de la cour, sans que les arguments soulevés pendant la discussion ne soient innovants : Schacht arrive à faire admettre que les traites spéciales étaient « publiques »<sup>1771</sup>. Il est appuyé sur ce point par le témoignage d'Otto Schniewind, ancien directeur ministériel, le 10 août 1948<sup>1772</sup>. Le « concerné » utilise également le mémorandum du 3 mai 1935, estimant que c'est la première tentative de limitation du réarmement. Deux témoignages ressortent : Schmitt, prédécesseur de Schacht au ministère de l'Économie, et surtout Palyi.

Kurt Schmitt témoigne le 4 août 1946, au début du procès<sup>1773</sup>. Il reproche à Schacht de ne pas l'avoir soutenu lorsque, en mars 1934, ils ont rendu visite à Hitler pour contester le plan de création d'emploi et le réarmement<sup>1774</sup>. Schmitt reconnaît cependant que Schacht envisageait toutefois de limiter le financement du réarmement.

Deux professeurs exercent leur expertise sur le réarmement. Le Professeur Adolf Weber de Munich est convoqué car il a publié un article critique sur Schacht en 1928, estimant que

<sup>1770</sup> « Ich glaube, Herr D<sup>r</sup> Schacht ist ein ausserordentlich begabter Mann, aber bei weitem nicht so begabt, wie er selbst glaubt. » in IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 191

<sup>1771</sup> Le montant totale n'a cependant pas été publié avant le procès Nuremberg. Mais l'utilisation de traites spéciales par le III<sup>e</sup> Reich était un fait connu.

<sup>1772</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 245

<sup>1773</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 77

Schacht a stabilisé la monnaie aux dépens de l'économie. Cette expertise qui devait être négative pour Schacht se retourne cependant contre l'accusation. En effet, Weber estime que l'on ne peut parler d'inflation sous le nazisme avant 1938. Il constate que le discours de Königsberg d'août 1935 montre que Schacht a vu le danger de guerre incarné par Hitler et pense que cela se ressent dans la politique économique des années qui ont suivi. Il conclut :

« Le D<sup>r</sup> Schacht est resté toute sa vie absolument fidèle à un parti, celui d'un seul homme, Hjalmar Schacht... [...] »<sup>1775</sup>

Le professeur d'économie politique Melchior Palyi est par contre à nouveau beaucoup plus critique contre Schacht<sup>1776</sup>. Sur les aspects externes du financement du réarmement, il estime que l'Allemagne n'était pas obligée d'arrêter les transferts des dettes à long terme. Pour lui, les créanciers n'ont pas été traités sur un pied d'égalité, notamment car les créanciers des pays, comme la Hollande ou la Suisse, qui avaient un déficit commercial avec l'Allemagne ont été favorisés.

Au sujet du *Nouveau Plan*, Palyi réfute toute comparaison avec le *New Deal* rooseveltien, ce dernier était pacifique et non autarcique. Palyi pense qu'une autre voie que le *Nouveau Plan* aurait pu être choisie pour obtenir des devises : l'exportation. Mais le commerce extérieur a été entravé par le réarmement. Enfin, Palyi pense que le clearing n'a pas été imposé par les autres Nations : c'est, au contraire, une conséquence du contrôle allemand des changes. L'expertise de Palyi, que la défense a voulu faire passer en témoignage, fut un épisode à risque pour Schacht. Les interventions de ce dernier et de son avocat pendant l'expertise tentent de démontrer que Schacht voulait justement encourager les exportations.

Pour contrer l'effet désastreux de l'expertise de Palyi, la défense tente de persuader la cour que Schacht a mené une politique que les partis démocratiques ont désiré : l'ancien ministre rappelle que des sociaux-démocrates et démocrates ont aussi demandé un réarmement. De plus, le *Reichstag*, sociaux-démocrates inclus, a déclaré le 17 mai 1933 que « l'obtention de l'égalité des droits est une question vitale pour l'Allemagne<sup>1777</sup>. » La SPD, d'après Schacht, voulait comme lui que l'Allemagne développe une politique de neutralité armée. Cet argu-

<sup>1774</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 78

<sup>1775</sup> « Dr Schacht war sein ganzes Leben lang einer Partei unbedingt treu geblieben, nämlich der ein-Mann-Partei Hjalmar Schacht... [...] » IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 139 et 140

<sup>1776</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 197

<sup>1777</sup> « die Erlangerung der Gleichberechtigung für eine deutsche Lebensfrage erklärt hat. » IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 216

ment est réduit à néant par le témoignage de l'ancien député social-démocrate Erich Rossmann, le 12 août 1948. Schacht cite cependant le procès-verbal du *Kleinen Ministerrat* du 4 septembre 1936, où est évoqué une agression de l'URSS et non une guerre offensive de l'Allemagne<sup>1778</sup>. Il n'a donc donné son aide, estime-t-il, qu'à un réarmement défensif et ne connaissait pas les volontés guerrières de Hitler.

### *Troisième axe des débats : la Résistance*

Le débat sur la résistance est la partie la plus importante de ce procès. Schacht et Schwamberger ont eu l'autorisation de faire appel à de nouveaux témoignages, qui leur permettent de mettre en valeur son rôle après 1938.

Leo Freiherr Geyr von Schweppenburg, général, raconte qu'il a été invité dans l'appartement de Schacht au début de décembre 1939, où Schacht a longuement essayé de l'enrôler contre le gouvernement, mais se heurte à la question du serment et du comportement de la troupe. Pour von Schweppenburg, cette dernière ne soutiendrait pas de putsch<sup>1779</sup>. Achim Oster, fils du major Hans Oster, est appelé pour confirmer le contenu du livre de Gisevius sur les relations entre Schacht, son père et ses proches. Le D<sup>r</sup> Brink, un avocat qui a servi pour Witzleben, confirme que Schacht a entraîné celui-ci dans la résistance et l'a convaincu d'employer la force<sup>1780</sup>. Le 23 août 1948, le témoignage de Gisevius à Nuremberg est lu. Le 9 août 1948, un télégramme de Jakob Kaiser, syndicaliste chrétien et membre de la CDU, déclare que Schacht n'est pas un proche de Hitler (*Gefolgsmann*), qu'il l'a souvent soutenu contre la DAF<sup>1781</sup>.

Les trois témoignages cruciaux sont ceux d'Elisabeth Strünck, Hans Gronau et Kurt Bley. La première raconte ses liens avec Schacht, Gisevius, Oster, Nebe et Witzleben<sup>1782</sup>. Son témoignage montre que Schacht était solidement ancré dans la résistance. Schacht commente les propos de Frau Strünck :

« Je crois que les propos du témoin ont établi clairement que j'étais le plus vieux membre du mouvement de résistance. J'ai été depuis 1937 le plus grand insurgé de toute cette affaire. »<sup>1783</sup>

<sup>1778</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 225

<sup>1779</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/3, p. 246

<sup>1780</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/5, p. 494-505

<sup>1781</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/4, p. 205-206

<sup>1782</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/4, p. 263-276

<sup>1783</sup> « Ich glaube die Ausführungen der Zeugin haben es klar gemacht, daß ich das älteste Mitglied der Widerstandsbewegung war. Ich bin seit 1937 der Haupt-Insurgent der ganzen Sache gewesen. » IFZ,

Hans Gronau, ancien colonel de la *Luftwaffe*, témoigne en faveur de Schacht le 14 août 1948<sup>1784</sup>. En 1937, Gronau et Schacht discutent de leur opposition au nazisme, que Gronau qualifie de « proche ». Schacht, d'après Gronau, insiste notamment sur l'aspect moral (*moralischer Verletztheit*) du nazisme : les camps, les mauvais traitements contre les non-aryens par exemple. Gronau décrit les trois rencontres le réunissant avec Schacht et Witzleben. Lors de la seconde rencontre, le 4 février 1944, il explique que Schacht a pris à partie Lindemann, car les militaires n'ont toujours pas renversé Hitler<sup>1785</sup>.

Enfin, le témoignage du D<sup>r</sup> Kurt Bley, social-démocrate, renforce définitivement Schacht<sup>1786</sup>. Membre du *Roter Stoßtrupp*, Bley, malgré les critiques qu'il émet contre le comportement de Schacht à la fin de la République de Weimar<sup>1787</sup>, insiste sur le fait que l'ancien président de la *Reichsbank* lui fournissait des informations de bonnes qualités. Ce témoignage apporte un élément nouveau par rapport aux délibérations de Nuremberg, montrant que Schacht avait des contacts dans la résistance hors des cercles conservateurs.

### *c. Plaidoirie et jugement*

#### *Plaidoirie*

Le 25 août 1948 l'avocat de Schacht, le D<sup>r</sup> Schwamberger plaide<sup>1788</sup>. Son discours est très proche de celui de 1<sup>ère</sup> instance. Il insiste particulièrement sur le fait que le rôle de Schacht dans l'arrivée au pouvoir de Hitler n'a pas été important, que Schacht n'a pas approuvé la politique religieuse du III<sup>e</sup> Reich ni les attaques contre les Juifs. Le but de Schacht était de sauver l'économie allemande et d'agir pour le bien du peuple allemand. Enfin, il insiste sur l'opposition et la résistance au régime et sur le fait qu'il a vite ralenti le réarmement.

Le 27 août 1948, Jäger et Ketterer prononcent leur réquisitoire<sup>1789</sup>. Les deux hommes insistent en premier lieu sur le fait que Hitler n'aurait pas eu les moyens de sa politique, si Schacht ne l'avait pas aidé. Passant en revue la vie de Schacht depuis 1930, Ketterer veut montrer que Schacht a pris la responsabilité de mettre en place un régime de violence qui a tenu parce que

---

Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/4, p. 276

<sup>1784</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/4, p. 345-356

<sup>1785</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/4, p. 353

<sup>1786</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/4, p. 372-383

<sup>1787</sup> Ce qui est cohérent avec le fait qu'il connaissait Inge Schacht, sociale-démocrate et opposée à la politique de son père.

<sup>1788</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/5, p. 568 à 634

<sup>1789</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/5, p. 638-682

des personnalités de qualité l'ont cautionné<sup>1790</sup>. Ketterer refuse de distinguer la politique de Schacht de la politique du régime : elles se confondent<sup>1791</sup>. L'opposition et la résistance ne compensent pas ce que Schacht a apporté au régime. En conséquence, Ketterer et Jäger demandent le maintien du jugement de 1<sup>ère</sup> instance.

### *Jugement*

La cour rend son jugement le 1<sup>er</sup> septembre 1948<sup>1792</sup>. La condamnation du 13 mai 1947 est levée, Schacht est classé en catégorie V et la caisse d'État doit payer les frais du procès : le jugement de 1<sup>ère</sup> instance est annulé.

Le procureur Jäger a deviné très tôt l'issue du jugement. En effet, il constate le 6 août 1948<sup>1793</sup> que le procès est beaucoup plus calme qu'en première instance. Selon lui, la tactique de Schacht au cours du procès est d'éluder les questions difficiles, ce qui le rend impossible à coincer (*festnageln*). Pour le procureur, le procès a cependant permis de montrer que la nature criminelle du régime s'exprime dès 1934 et d'insister en conséquence sur la responsabilité de Schacht. Ce dernier défend clairement son idée de la monnaie, sans en considérer les conséquences. Il a alors utilisé le nazisme comme un moyen. C'est pour cela que l'accusation pense qu'il doit être classé en catégorie I, bien que la condamnation à 8 ans de travaux forcés soit exagérée.

Le jugement ne surprend pas non plus un journaliste qui a couvert les débats<sup>1794</sup>. En réalité, Il estime que la condamnation du 13 mai 1947 est incompréhensible, notamment parce que Schacht a résisté. D'après la loi du 5 mars 1946 et son article 13, il est logique que Schacht soit libéré.

## **B. En Basse-Saxe**

Le jugement du 1<sup>er</sup> septembre 1948 permet à Schacht de sortir de prison et de se rendre, enfin, en Basse-Saxe. Toutefois, Schacht n'est pas encore proclamé « dénazifié », puisque aucun jugement de dénazification n'a été pleinement validé. Deux guerres de procédures

<sup>1790</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/5, p. 660-683

<sup>1791</sup> Nous n'avons pas eu accès à ces témoignages écrits.

<sup>1792</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/2, « Berufungskammer der Interniertenlager Ludwigsburg » 1.9.1948

<sup>1793</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/2, lettre de Herr Jaeger à Herrn Rapp, 6.8.1948

<sup>1794</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/2, « Bericht des von der amerikanischen Militärre-

s'ouvrent<sup>1795</sup>. Elles mènent à un dernier procès, à Lunebourg, à la demande de Schacht.

## 1. Guerres de procédure

Le jugement du 1<sup>er</sup> septembre 1948 ouvre deux guerres de procédures, l'une opposant Schacht et le Wurtemberg-Bade et la seconde opposant ce même *Land* et la Basse-Saxe. À la fin de ces conflits administratifs, le dernier procès se met très longuement en route.

### *a. Schacht contre le Wurtemberg-Bade*

Le 4 novembre 1948, une ordonnance du ministère en charge de la dénazification dans le *Land* de Wurtemberg-Bade ordonne que le verdict de la chambre d'appel du camp d'internement de Ludwigsburg du 1<sup>er</sup> septembre 1948 soit levé. Une nouvelle procédure en appel est mise en place. L'ordonnance reproche à la cour de ne pas avoir considéré que Schacht avait reçu la médaille d'or du parti et qu'il a ainsi donné librement 1000 RM par an à la NSDAP et d'avoir refusé d'entendre un témoin, Ernst Niekisch, professeur de sociologie à l'Université Humboldt et ancien « national-bolchevique », qui a entendu parler d'une appartenance secrète de Schacht au parti par Goebbels en 1931. De plus, la cour a considéré, au titre de l'article 13 qui prévoit une libération en cas de résistance active, que Schacht pouvait être libéré. Cette interprétation est contestée par le ministère, dans la mesure où Schacht est resté en fonction officielle pendant très longtemps. Enfin, le ministère estime qu'il y a un nouveau matériel à considérer : un Polonais, Josef Berendt, déclare avoir vu Schacht dans le camp de concentration de Sachsenhausen en 1941 en compagnie de Himmler<sup>1796</sup>.

Le 7 décembre 1948, Schacht et Schwamberger sont convoqués par la *Berufungskammer* pour le 31 janvier 1949<sup>1797</sup>. Ils ne se déplacent pas. Le 1<sup>er</sup> février 1949, la cour d'appel centrale du Nord-Wurtemberg est dans l'obligation de fixer une nouvelle convocation pour le 14 février 1949. Schacht et son avocat refusent encore de s'y rendre. Le 13 juin 1949, la cour centrale d'appel du Wurtemberg-Bade finit par se reconnaître incompétente : la procédure, entamée en

---

gierung zur Berufungsverhandlung Dr. Schacht abgeordnete Berichterstatters E. Schneider »

<sup>1795</sup> Nous préférons l'expression allemande, beaucoup plus claire : Papierkrieg !

<sup>1796</sup> Hannover, 16671, 1949-1950, « Anschrift Jozsef Berendt, Fürth in Bay, den 19.9.1948 an dans Ministerium für politische Befreiung Württemberg-Baden, Ludwigsburg et Eidesstattliche Erklärung, 29. September 1948. »

<sup>1797</sup> « Danach soll u. a. der Betroffene noch im Juni 1941 in Begleitung von Heinrich Himmler das KZ-Lager Sachsenhausen und dort besonders die sogen. Zeppelin-Halle besucht und von den KZ-Häftlingen in verächtlicher Weise als von "elenden Kreaturen" gesprochen haben. » Sp 1/2, Zentral-Berufungskammer Nord-Württemberg. Ludwigsburg, den 14.2. 1949, Hannover Nds. 171, 16674,

1946, est annulée ! Le 8 août 1949, le ministère public lève l'acte de cassation du 13 juin 1949, un nouveau procès en appel est ordonné<sup>1798</sup>. Mais, le 15 novembre 1949, le ministère pour la libération politique (*Ministerium für politische Befreiung*) du Wurtemberg-Bade, après analyse de la situation juridique, estime que la décision du 8 août 1949 ne peut être maintenue. Le jugement du 13 juin 1949 prime<sup>1799</sup>. Schacht peut enfin être dénazifié en Basse-Saxe.

Pourquoi le Wurtemberg-Bade a-t-il tant voulu dénazifier Schacht ? Avant 1952, ce *Land* est occupée par les États-Unis. Ces derniers, des trois puissances occupant l'Allemagne de l'Ouest, ont appliqué la dénazification avec le plus de rigueur. De plus, le *Land* était dirigé par Reinhold Maier, membre-fondateur de la *Demokratische Volkspartei* en 1945. Ce petit parti s'est ensuite allié aux libéraux de la FDP. Reinhold Maier a appartenu à la DDP et est ainsi un ancien « camarade » de Schacht. Les membres du parti démocrate allemand n'ont jamais pardonné au Président de la *Reichsbank* d'avoir quitté leur parti en 1926. Est-ce une cause de la longueur de la procédure ? Un autre facteur de l'acharnement du *Land* est la double casquette de Franz-Karl Maier, le plaignant qui a engagé la procédure contre l'ancien Président de la *Reichsbank*. Il travaille à la fois pour la chambre d'accusation de Stuttgart et pour la *Stuttgarter Zeitung* et a mis en cause de nombreuses personnes, notamment Theodor Heuss et Reinhold Maier<sup>1800</sup>.

#### *b. La Basse-Saxe contre le Wurtemberg-Bade*

Schacht est parti du Wurtemberg-Bade peu de temps après sa libération. Il s'enregistre à Sep-pensen, en Basse-Saxe, le 6 septembre 1948, où sa famille loge depuis le 25 juin 1947<sup>1801</sup>. Le 8 novembre 1948, l'ancien Président de la *Reichsbank* dépose à Bielefeld une demande de dénazification en tant qu'habitant de Basse-Saxe<sup>1802</sup>. S'ouvre alors une guerre de procédure

---

« Berufungskammer, 7.12.1948 »

<sup>1798</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/2, « Anordnung gemäß Artikel 52 Abs. 3 des Gesetzes zur Befreiung von Nationalsozialismus und Militarismus vom 5. März 1946. 8. August 1949 »

<sup>1799</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht SP1/2, « 15. November 1949. Ministerium für politische Befreiung Württemberg-Baden » Franz Karl Maier et Rheinhold Maier n'ont pas de lien de parenté.

<sup>1800</sup> [http://www.landesarchiv-bw.de/sixcms/detail.php?template=hp\\_artikel&id=13943&sprache=de](http://www.landesarchiv-bw.de/sixcms/detail.php?template=hp_artikel&id=13943&sprache=de), consulté le 7 octobre 2006.

<sup>1801</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16669 « Handakten: Dr. Hjalmar Schacht – Der öffentliche Kläger – Der Niedersächsische Minister für die Entnazifizierung – An den Landesausschuß für die Entnazifizierung in Niedersachsen, Hannover, Februar 1949 »

<sup>1802</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16667 « Betrifft: Dr Hjalmar Schacht – Verfahrensakte, 1948 – Hjalmar Schacht an den Vorsitzenden des Spruchgerichtes, 8.XI.1949 et Fra-



entre le Wurtemberg-Bade, qui veut terminer la procédure de dénazification, et la Basse-Saxe, qui enquête sur les possibilités d'un jugement en dénazification de Schacht à Lunebourg.

À partir de janvier 1949, les autorités de Basse-Saxe chargées de la dénazification demandent aux Britanniques s'ils peuvent juger Schacht<sup>1803</sup>. Deux questions sont posées par les Allemands : le gouvernement militaire a-t-il l'intention de classer Schacht dans les catégories I et II ? Une procédure de dénazification contre Schacht est-elle possible en Basse-Saxe ? Les Britanniques répondent simplement : Schacht a été libéré à Nuremberg, son classement dans les catégories 1 ou 2 est donc exclu. Les Britanniques indiquent qu'ils ne s'opposeront pas à une procédure de la Basse-Saxe pour classer Schacht dans l'une des trois autres catégories<sup>1804</sup>.

Le 29 avril 1949, la Basse-Saxe demande officiellement au Wurtemberg-Bade si ce dernier veut continuer la procédure contre Schacht et selon quelles modalités<sup>1805</sup>. Toute procédure est alors bloquée. Selon la loi du 5 mars 1946, il ne peut y avoir qu'une seule procédure en cours. Or la procédure de Ludwigsburg est toujours active<sup>1806</sup>. Malgré une première décision de la *Zentral-Berufungskammer* du Wurtemberg en juin 1949<sup>1807</sup> et un renouvellement de demande de dénazification de Schacht<sup>1808</sup>, la procédure dans le Wurtemberg n'est pas tout à fait terminée et la situation reste bloquée<sup>1809</sup>.

La Basse-Saxe obtient toutefois une victoire juridique sur le Wurtemberg-Bade en janvier 1950. L'organisation d'un nouveau procès est cependant retardée. En mars, un certain Beer a

---

gebogen, 8.XI.1948 »

<sup>1803</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16669, « Handakten: Dr. Hjalmar Schacht – Der öffentliche Kläger – An der Regional commissioner HQ Land Niedersachsen, Hannover z. Hd. Mr Symington – Entnazifizierungsverfahren des Dr.rer.pol. Hjalmar Schacht, Wohnhaft in Winsen/Luge – 13. Jan. 1949 »

<sup>1804</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16669 « Handakten: Dr. Hjalmar Schacht – Der öffentliche Kläger – HQ Land Niedersachsen to Minister of Justice, land Niedersachsen – 15 January 1949 »

<sup>1805</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16669 « Handakten: Dr. Hjalmar Schacht – Der öffentliche Kläger – Hannover, den 29. April 1949, Söhl an Minister für politische Befreiung, Stuttgart. »

<sup>1806</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16669 « Handakten: Dr. Hjalmar Schacht – Der öffentliche Kläger – Sitzung des Landesausschusses für die Entnazifizierung in Niedersachsen – Entnazifizierungsverfahren gegen Schacht, 31. Mai 1949 »

<sup>1807</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16669 « Handakten: Dr. Hjalmar Schacht – Der öffentliche Kläger – Dr. R.G. Müller an Landesausschuß für die Entnazifizierung, 14. Juni 1949 »

<sup>1808</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16669 « Handakten: Dr. Hjalmar Schacht – Der öffentliche Kläger – Schacht an den Herrn Vorsitzenden des Entnazifizierungsausschusses im landkreise Harburg, 28. Juni 1949. »

<sup>1809</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16669 « Handakten: Dr. Hjalmar Schacht – Der öffentliche Kläger – Der öffentliche Kläger – Vermerk, 20.7.1949 et Der Niedersächsische Minister des

porté plainte contre Schacht pour crime contre l'Humanité. Il accuse l'ancien Président de la *Reichsbank* d'avoir orienté la Gestapo sur sa personne. Or, la commission de dénazification de Lunebourg, présidée par Skrodzki, refuse d'ouvrir une procédure contre Schacht tant que le procès intenté par Beer n'est pas terminé. Beer a fait partie des créanciers de la *Reichsbank* ruinés par la stabilisation<sup>1810</sup>. Le ministère de la Justice de Basse-Saxe a peur que le retard de la procédure permette à Schacht de crier au scandale<sup>1811</sup> et d'invoquer un déni de justice<sup>1812</sup>. La procédure ouverte par Beer est finalement fermée.

Le 16 mars 1950, lors d'une réunion entre le procureur Becker, Schacht et son avocat, Müller, les modalités du procès sont discutées. Le Royaume-Uni, puissance occupante, ayant décidé de ne pas poursuivre les personnes jugées par le tribunal militaire de Nuremberg, la procédure en Basse-Saxe ne peut concerner que les catégories III, IV et V de la loi de dénazification. Becker explique qu'il demande une classification en catégorie III, Schacht accepterait une classification dans la catégorie IV, pour éviter une privation de ses droits économiques. Dans tous les cas, Schacht ne risque plus de prison<sup>1813</sup>.

Le 18 juillet 1950, le procès est retardé une dernière fois car Becker, chargé de l'accusation, recherche un certain Bedecker et obtient dans ce but une suspension temporaire de la procédure. Il ne l'a toutefois pas trouvé, car il habite en RDA<sup>1814</sup>. Le 3 août 1950, la convocation pour le quatrième procès contre Schacht est envoyée : les audiences commencent le 21 août 1950 à Lunebourg<sup>1815</sup>.

## 2. Le procès de Lunebourg

### *a. Déroulement général des audiences*

Le 21 août 1950, le procès en dénazification de Schacht par la commission de dénazification

---

Innern – Entnazifizierung – Hannover an den Herrn Rechtsanwalt R. G. Müller, 6.8.1949 »

<sup>1810</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16671, « Der öffentliche Kläger für die Entnazifizierung im Reg.Bez.Lüneburg 31.3.1950 an das Ministerium des Innern – Abteilung Entnazifizierung – Hannover »

<sup>1811</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16673, Becker à Nullmeyer, 19. April 1950

<sup>1812</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16674, « Müller, 7. März – Beschwerde wegen Rechtsverweigerung seitens des niedersächsischen Entnazifizierungs-Ministeriums in Sachen der Entnazifizierung Dr. Hjalmar Schacht »

<sup>1813</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg 16674, lettre de Becker à Nullmeyer du 20 mars 1950.

<sup>1814</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg 16673, « Aktenvermerk, Hannover, den 20. Juli 1950 »

<sup>1815</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg 16675, « An Dr. Hjalmar Schacht, die Entnazifizierungssonderausschuß für Verwaltung, Lüneburg, den 3. August 1950 »

de Lunebourg est ouvert. La commission est présidée par un juriste, Skrodzki, assisté d'un commerçant, d'un recteur, d'un directeur<sup>1816</sup>, d'un loueur d'automobile et d'un plombier . En effet, en zone britannique, pour les catégories III et IV, les jugements sont opérés par une commission populaire. Skrodzki prononce une allocution d'introduction, rappelant les points de procédure. Schacht se présente. Le procureur lit l'acte d'accusation qui date du 7 mars 1950<sup>1817</sup>.

L'accusation est similaire aux procès précédents : les fonctions occupées, la médaille d'or du parti, le rapprochement de Schacht avec les nazis avant janvier 1933 qui lui a valu ces postes, le financement de la campagne de 1933, la législation nazie dont Schacht est co-responsable, les discours, les lois antisémites. L'acte d'accusation mentionne aussi les actes de résistances de Schacht, le fait qu'il a essayé d'orienter le nazisme vers une voie modérée, qu'il a prévenu qu'il y avait risque d'inflation et qu'il a démissionné. Mais Schacht, dit l'accusation, n'a pas refusé la médaille d'or du parti, ni le poste de ministre sans portefeuille. Le procureur rappelle que la loi permet de classer en catégorie V les individus qui ont participé activement à la résistance. Cette disposition ne peut cependant ouvrir la voie à une simple absolution. Schacht ne peut pas être relaxé s'il a résisté uniquement par opportunisme. Enfin, la loi a pour but de protéger l'État contre un retour du nazisme. En conclusion, le procureur pense que Schacht doit être classé en catégorie III<sup>1818</sup>.

Schacht peut commenter cet acte. Il insiste sur son « martyr politique » : des camps de concentration en 1944 à l'emprisonnement par les Alliés puis les Allemands. Âgé de 73 ans, il est heureux de pouvoir se défendre et demande l'utilisation de la clause du paragraphe 7, afin de raccourcir les débats. Cet article permet de n'analyser que les pièces à décharge pour classer la personne concernée en catégorie V. Enfin, il sait qu'il s'est trompé car il pensait pouvoir maintenir les nazis et Hitler sur un chemin raisonnable. Il conclut :

« J'explique que je ne me mêlerai plus jamais de politique et que je n'ai qu'un seul souhait : j'aimerais encore pouvoir m'occuper de ma femme et de mes enfants. »<sup>1819</sup>

<sup>1816</sup> Les actes ne précise pas ce qu'il dirige.

<sup>1817</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg 16679, « Lüneburg, den 21. August und folgende Tage »

<sup>1818</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg 16675, « Der öffentlicher Kläger für die Entnazifizierung im Reg. Bezirk Lüneburg, 7. März 1950, an den Entnazifizierungs-Hauptausschuß für den Rg. Bezirk Lüneburg. »

<sup>1819</sup> « Ich erkläre, daß ich nie wieder in die Politik hineingehen werde, und daß ich nur den einen

La commission refuse de ne juger Schacht qu'à décharge, et, après identification de certaines preuves, les travaux de la commission sont ajournés.

Pendant ce procès, les audiences se terminent entre 13 heures et 14 heures, sauf exception, pour permettre aux membres de la commission de poursuivre leur travail. Il n'y a pas de témoignage et les débats s'articulent autour de la lecture de preuves et de rapport de séances du procès de Nuremberg ou des deux procès du Wurtemberg-Bade. Cette procédure ne laisse place à aucune surprise.

#### *b. Plaidoyer de l'accusation*

Le 5 septembre 1950, Becker plaide pour classer Schacht en catégorie III<sup>1820</sup>. De tous les plaidoyers de l'accusation qui ont été prononcés au cours des 4 procès intentés contre Schacht, celui de Becker est le plus nuancé. La seule chose qui importe est de savoir si Schacht a soutenu ou non le nazisme. Le procureur insiste sur les éléments à charge contre Schacht : les lettres à Hitler de 1932, le voyage aux États-Unis, vu comme un soutien aux nazis, Bad-Harzburg. Ces faits ont rendu la dictature nazie acceptable à l'étranger. Il aborde ensuite la question du financement de la campagne de 1933, des discours, des lois qui portent son contreseing – notamment les lois antisémites. Schacht était mieux informé qu'il ne veut l'admettre : il a par exemple entendu parler de la Gestapo dès 1933. Il a accepté des fonctions proposées par Hitler pour essayer d'améliorer le régime, pour l'empêcher de devenir extrémiste mais il n'a pu le faire. Il a dû constater son échec. Beaucoup de témoins ont expliqué qu'il savait qu'au sein du parti personne ne pouvait le remplacer. En conséquence, sans Schacht, le régime aurait été différent. Les MEFO, selon Becker, ont consolidé le régime, car ils ont permis un réarmement sans violence. Le *Nouveau Plan* a mis dans les mains du régime des instruments qui lui ont permis d'aller à la catastrophe. Sur la politique antisémite, le procureur pense que les Juifs ont été exclus des marchés publics et devaient, en économie, affronter beaucoup d'entraves légales, que Schacht a approuvées. L'accusation rappelle que les discours de Schacht ont influencé l'homme de la rue et ont donné au parti un prestige certain.

Schacht s'est toutefois mis en danger et s'est réellement opposé au régime. Mais Becker veut comparer cette résistance à l'ampleur des charges pesant contre Schacht. Il y a une jurisprudence, la procédure contre le fils de l'ancien Président du Reich Hindenburg : la cour a mis en

---

Wunsch habe: Ich möchte noch etwas für Frau und Kinder sorgen können. » Hannover Hauptarchiv Hannover, Nds. 171 Lüneburg 16677, Lüneburg, den 21. August und folgende Tage

balance ce qui a été fait pour le régime et ce qui a été fait contre le régime. Or, pour le procureur, le premier signe d'opposition au III<sup>e</sup> Reich est le mémorandum du directoire de la *Reichsbank* de janvier 1939. Outre l'activité d'opposition, il y a la résistance. Schacht entretient des liens avec le mouvement à partir de 1938, mais cette participation à la résistance repose d'abord sur le témoignage de Hans Bernd Gisevius, que Becker met en doute. En conclusion, Schacht a soutenu de manière extraordinaire le régime et ses actes de résistance ne contrebalancent pas ce soutien.

La défense, par contre, demande la classification de Schacht en catégorie V. Müller réfute patiemment les arguments du procureur. Les faits de résistance sont prouvés et Müller insiste sur l'« opposition » de Schacht. Il complète sa plaidoirie par le rejet de la jurisprudence Hindenburg : les actes de résistance ne doivent pas être mis en balance avec l'ampleur du soutien au régime.

Le 13 septembre 1950, le jugement est rendu : Schacht est classé en catégorie V. Il est condamné à payer une amende : 20 D-Mark<sup>1821</sup>. La cour a estimé que le classement de Schacht en catégorie III était justifié mais que les documents soumis à la commission montraient qu'il n'était pas un nazi, qu'il a combattu les excès du parti et même exercé une réelle résistance, justifiant sa relaxe. L'accusation avait été la plus nuancée des quatre procès et le jugement rendu est aussi celui qui reconnaît le mieux la complexité du cas Schacht. Il rappelle que la discussion sur le discours de Königsberg d'août 1935, par exemple, a été particulièrement délicate : s'il contient indiscutablement une critique, il termine sur une image favorable à Hitler. Les autres reproches adressés à Schacht sont identiques aux procès précédents : le rapprochement avec les nazis, le financement de la campagne de 1933, les postes occupés, le financement du réarmement, la mise en place du contrôle des changes, le *Nouveau Plan*... Le soutien de Schacht au régime a été « *extraordinairement fort* »<sup>1822</sup>. Ensuite, s'inspirant de la jurisprudence Hindenburg, la commission comparé l'opposition et la résistance de Schacht et son soutien au III<sup>e</sup> Reich. Schacht s'est opposé au parti et a compris le danger représenté par Hitler. Il a protégé la *Reichsbank* des attaques du parti, s'est opposé au mouvement hostile à l'Église et s'est opposé à Göring. Enfin, Schacht a résisté.

---

<sup>1820</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg, 16683.

<sup>1821</sup> « Verordnung über Rechtsgrundsätze der Entnazifizierung im Lande Niedersachsen vom 3.7.1948 und Abschnitt IV der Verordnung über das Verfahren zur Fortführung und zum abschluss der Entnazifizierung im Lande Niedersachsen vom 30.3.1948. »

<sup>1822</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg 16673, Lüneburg, den 13. September 1950.

« La commission en est venue à la conclusion que le concerné a exercé une résistance active contre le national-socialisme et pas uniquement dans les derniers mois avant l'écroulement. L'étendue de cette résistance doit cependant être reconnue, comme les charges, comme extraordinairement importante. »<sup>1823</sup>

La Basse-Saxe renonce à faire appel, car les chances d'une condamnation au cours d'un nouveau procès sont maigres<sup>1824</sup>. Schacht est dénazifié. Il lui reste toutefois une formalité à accomplir. En effet, pour refermer la procédure ouverte en Bavière en octobre 1946, Munich doit reconnaître le jugement de Basse-Saxe. Il a fallu deux ans : le 28 septembre 1952, le jugement de la haute commission pour la dénazification de Lunebourg du 13 septembre 1950 est validé par le *Land* de Bavière<sup>1825</sup>.

### c. La procédure de dénazification, la presse et les activités de Schacht de 1948 à 1949

Le dernier procès contre Schacht a été peu suivi :

« 6 à 10 journalistes de la presse sont présents. L'intérêt du public est, contre toute attente, faible, seules 10 à 20 personnes sont en partie présentes. Elles sont, au vu de manifestations occasionnelles, pleinement acquises au D<sup>r</sup> Schacht. »<sup>1826</sup>

Cette situation contraste avec l'ambiance du procès de Nuremberg où, à l'annonce du jugement, le Palais de Justice était plein. La dénazification n'intéresse plus grand monde. La presse s'attarde cependant sur des anecdotes concernant Schacht. Le *Spiegel Hannover* du 22 janvier 1949 explique par exemple qu'en prison, il a écrit un livret d'opéra sur l'amour d'un soldat américain avec une jeune femme allemande<sup>1827</sup>.

Elle rapporte également les activités politiques de Schacht. L'ancien Président de la *Reichs-*

<sup>1823</sup> « Der Ausschuß kam daher zu dem Schluß, daß der Betroffene aktiven Widerstand gegen den Nationalsozialismus geübt hat, und zwar nicht in letzter Zeit vor dem Zusammenbruch. Das Maß dieses Widerstandes muß ebenso wie des der Belastungen als außerordentlich groß anerkannt werden. » Hannover Hauptarchiv Hannover, Nds. 171 Lüneburg 16673, « Lüneburg, den 13. September 1950 », p. 21

<sup>1824</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds. 171 Lüneburg 16673, « Der öffentliche Kläger, Lüneburg, a, den Herrn Niedersächsischen Minister des Innern – Entnazifizierung – 14. September 1950 »

<sup>1825</sup> Hannover Hauptarchiv Hannover, Nds. 171 Lüneburg 16673, « Der bayerische Ministerpräsident, München, 28. September 1952 »

<sup>1826</sup> « Von der Presse sind etwa 6 – 10 Berichterstatter anwesend. Das Interesse der Öffentlichkeit ist wider Erwarten gering, teilweise sind nur 10 – 20 Personen anwesend. Diese sind, wie aus gelegentlichen Kundgebungen ersichtlich, völlig zu Gunsten von D<sup>r</sup> Schacht eingestellt. » Hannover Hauptarchiv Hannover, Nds. 171 Lüneburg 16886, « Becker an Public Safety Special Branch, 31. August 1950, Entnazifizierungsverfahren Dr. Hjalmar Schacht »

<sup>1827</sup> Il n'y en a pas de trace dans les archives.

*bank* est invité par le *Rhein-Ruhr-Club* le 16 mai 1949<sup>1828</sup>. Le ministre de l'Intérieur de Rhénanie du Nord-Westphalie annonce alors qu'il veut appliquer un ordre d'arrestation délivré par le Wurtemberg-Bade contre Schacht<sup>1829</sup>. La polémique enfle. Le Wurtemberg-Bade rappelle que l'ordre a été levé<sup>1830</sup>. Les syndicats allemands (*Deutsche Gewerkschaftsbund* DGB), soutenus par la SPD, annoncent leur intention d'organiser une grève si Schacht intervient devant ce club<sup>1831</sup>. Schacht finit par annuler son intervention<sup>1832</sup>. Schacht participe à une réunion à Bad Godesberg d'Allemands « indépendants », issus des anciens milieux militaires et de droite, voulant présenter des candidats pour les prochaines élections fédérales<sup>1833</sup>. En juillet 1949, le gouvernement militaire britannique interdit à Schacht de parler à Göttingen<sup>1834</sup>. Il s'exprime cependant malgré l'interdiction mais devant un cercle « privé ». Le DGB, parlant de provocation, appelle à manifester<sup>1835</sup>. Lors de cette réunion, Schacht a critiqué l'économie ouest-allemande, qualifiant la politique économique de « *als ob-Wirtschaftspolitik* », où l'emploi est plus important que l'alimentation. Le *Deutsche Mark* est aussi mis en cause car il ne peut pas encore servir à acheter à l'étranger. En outre, il finance d'abord, selon Schacht, la consommation, au lieu d'encourager le processus de production. Schacht explique qu'il est nécessaire que la monnaie soit garantie sur l'or qui est le seul moyen de former du capital.

« Avec une forte indignation, Schacht a estimé qu'aucune personne en Allemagne n'est en position pour développer une initiative. Seule la bureaucratie décide. »<sup>1836</sup>

Schacht appelle de ses vœux une démocratie autoritaire, s'appuyant sur une bureaucratie res-

<sup>1828</sup> Le Rhein-Ruhr-Club à Düsseldorf est connu pour avoir critiqué la politique étrangère d'Adenauer dans les premières années de la RFA, et notamment le rapprochement avec la France cf. <http://jcgi.pathfinder.com/time/magazine/article/0,9171,860799,00.html> consulté le 6 octobre 2006, Times, le 21 juin 1954. En effet, devant ce club, Heinrich Brüning et Hans Luther ont critiqué la politique étrangère de Adenauer, appelant, d'après cet article, à un nouveau Rappalo, afin de jouer avec l'opposition entre les deux blocs.

<sup>1829</sup> Le Wurtemberg-Bade avait considéré que Schacht a fui après le 1<sup>er</sup> septembre 1948 et avait lancé un ordre d'arrestation. Devant les refus de Schacht et Schwamberger de se rendre aux convocations dans le cadre de la procédure de dénazification après la cassation du jugement du 1<sup>er</sup> septembre 1948, le Wurtemberg-Bade avait décidé de lever cet ordre d'arrestation, pour encourager Schacht à participer à cette procédure en supprimant le risque d'un emprisonnement. *Süddeutsche Allgemeine*, 7.5.1949 in Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666.

<sup>1830</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666, *Stuttgarter Nachrichten*, 10.5.1949

<sup>1831</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666, *Stuttgarter Zeitung*, 12.5.1949

<sup>1832</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666, *Frankfurter Rundschau* 13.5.1949

<sup>1833</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666, *Rheinische Post* 22.6.1949

<sup>1834</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666, *Frankfurter Rundschau*, 2.7.1949

<sup>1835</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666 *Stuttgarter Zeitung* 4.7.1949

<sup>1836</sup> « Mit starker Entrüstung vertrat Schacht die Meinung, daß kein Mensch in Deutschland imstande sei, eine Initiative zu entwickeln. Allein die Bürokratie entscheide. » Hannover Hauptarchiv, Nds 171

treinte. L'économie allemande est dans l'obligation de se tourner vers le marché mondial, et particulièrement vers les pays en voie de développement. Ce que relate la presse montre qu'il y a une forme d'invariabilité entre la pensée de Schacht au début des années 1930 et celle de la fin des années 1940. De plus, l'ancien Président de la *Reichsbank* assimile Bonn à Weimar. En février 1949, il explique que les « incapables » qui ont mené à la catastrophe de 1933 sont de nouveau au pouvoir sous la protection des armées alliées<sup>1837</sup>. Schacht met ici en cause Adenauer, maire de Cologne dans les années 1920, qu'il avait alors fortement critiqué.

Le 3 août 1949, le *Lüneburger Landeszeitung* relate que Schacht a participé à une réunion politique. Un candidat de la *Deutsche Partei* (DP), un parti conservateur, Hagelberg, a tenu une réunion à Bleckede. Le discours de ce candidat a obtenu l'accord de Schacht : Hagelberg veut un grand parti conservateur, dont la DP serait le cœur, pour faire barrage au socialisme. Schacht est favorable à une démocratie mais estime cependant que le nouvel État doit être fondé sur le christianisme. En effet, si la confession est chose privée, la religion est chose publique<sup>1838</sup>. À la même époque, certains journaux rapportent également que Schacht aurait développé une activité dans la finance sous la forme d'une lettre d'information financière publiée par une *Korrespondenz-Verlag*<sup>1839</sup>.

Le « cas Schacht » est aussi l'occasion pour certains journalistes de rappeler l'absurdité de la dénazification en Allemagne, lorsque la Basse-Saxe et le Wurtemberg-Bade se disputent l'ancien Président de la *Reichsbank* :

« Dans ces [procédures judiciaires] apparaît d'ailleurs le chaos qui règne aujourd'hui encore dans la jurisprudence allemande [...]. Les lois qui sont valables dans le Nord sont différentes de celles du Sud. Ce sera la tâche la plus distinguée du gouvernement fédéral allemand que de reconstituer l'uniformité du droit. »<sup>1840</sup>

Au lendemain de la « condamnation » de Schacht à une amende de 20 marks, le *Landeszei-*

Lüneburg 16666, *Die Neue Zeitung*, 8.7.1949

<sup>1837</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666 16668, lettre de Schacht à Haffner, 2.2.1948

<sup>1838</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666 *Lüneburger Landeszeitung*, 3.8.1949

<sup>1839</sup> Information non contrôlée, nous n'en avons jamais entendu parler par ailleurs. Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666, *Die neue Zeitung*, 1.9.1949. Un article de presse d'un journal inconnu du 30 mars 1950, « Am Stammtisch mit Dr. Schacht » fait également référence à cette lettre d'information Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16671

<sup>1840</sup> « In ihnen [Gerichtsverfahren] zeigt sich wie kaum sonst das Chaos, das heute in der deutschen Rechtsprechung noch herrscht. [...] Im Norden gelten andere Gesetze als im Süden. Es wird die vornehmste Aufgabe der deutschen Bundesregierung sein, die Rechtseinheit wiederherzustellen. » *Rheinische Post*, 19.2.1949 in Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666



*tung für die Lüneburger Heide* du 14 septembre 1950 insiste sur le coût de la procédure, 25 000 DM<sup>1841</sup>. D'autres la trouvent absurde. Adoptant en cela le point de vue de Schacht, le *Lüneburger Landeszeitung* estime que la procédure intentée contre l'ancien Président de la *Reichsbank* dans le Wurtemberg-Bade était illégale. De plus, les procédures contre Schacht, Oskar von Hindenburg et le D<sup>r</sup> Winkler<sup>1842</sup> sont considérées comme purement politiques et, en conséquence, sont préjudiciables. Enfin, le journaliste trouve particulièrement ridicule l'idée avancée par le ministère public que la fin du chômage soit considérée comme un acte de soutien à Hitler<sup>1843</sup>.

\*  
\* \*

Après cinq ans de poursuites judiciaires, Schacht est condamné à une amende de 20 *D-Mark*. Les quatre procès ont eu des points communs. Les procureurs ou plaignants ont reproché à Schacht les mêmes événements : le rapprochement avec les nazis avant mars 1933, les fonctions occupées, les politiques financière, monétaire et économique menées, le titre de ministre sans portefeuille gardé jusqu'en 1943. Schacht a été sauvé par deux éléments : le fait qu'il n'a plus pris de réelles décisions après janvier 1939 et ses actes de résistance.

Le procès de Nuremberg n'a pu condamner Schacht car il a été impossible de prouver qu'il a pris une décision après le protocole Hoßbach, début supposé du complot, cœur de l'accusation. La maladresse du procureur Jackson, ses nombreuses petites erreurs factuelles, ont encouragé les juges à acquitter Schacht, d'autant plus que le témoignage de Gisevius lui a donné une image flatteuse. Malgré une défense emphatique, qui a énervé les juges, ces derniers ont estimé que Schacht devait être acquitté. Il a finalement bénéficié de la logique qui a sous-tendu le fonctionnement du tribunal.

Les procès de dénazification reposent sur une logique sensiblement différente. Ayant été ministre et Président de la *Reichsbank*, Schacht est « concerné » par la loi et candidat à un classement en 1<sup>ère</sup> catégorie qui vise les grands criminels. Sa culpabilité, du point de vue des lois de dénazification, ne peut être mise en doute. Cependant, le fait d'avoir pris part à des activités de résistance peut le sauver. En première instance à Stuttgart, cette participation à la résistance a été écartée des débats et Schacht, logiquement, a été condamné à huit ans de travaux

---

<sup>1841</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666, *Der Spiegel Hannover*, 22.1.1949

<sup>1842</sup> Il s'agit probablement de Max Winkler, impliqué dans la politique culturelle du III<sup>e</sup> Reich, notamment le cinéma. Il a été relaxé par la commission de dénazification de Lüneburg le 11 août 1949.

forcés. Mais les droits de la défense n'ont pas été respectés.

Les débats en seconde instance, à Ludwigsburg, sont très différents. Malgré une procédure contestée et des joutes entre les plaignants et l'avocat Schwamberger, grâce à de nombreux témoignages sur l'activité d'opposition de Schacht, ce dernier obtient l'annulation de la sentence de première instance. L'ancien Président de la *Reichsbank* profite également d'un contexte international et allemand qui a radicalement changé. Dans un pays divisé en deux par la Guerre Froide, en pleine réflexion sur son avenir politique et dont la capitale historique subit un blocus, la condamnation d'un ancien dignitaire du régime nazi est-elle réellement importante ?

L'annulation du jugement de mai 1947 permet à Schacht d'aller en Basse-Saxe et d'engager, après la cassation de la décision du 1<sup>er</sup> septembre 1948, une bataille de procédure contre le Wurtemberg-Bade pour être dénazifié à Lunebourg en Basse-Saxe. Le conflit qui s'ensuit entre les deux *Länder* apparaît stupide et illustre les aberrations de la politique de dénazification, éclatée entre les *Länder* et les zones d'occupation. Schacht obtient gain de cause. La commission de dénazification de Lunebourg, après des débats articulés autour de la relecture des minutes des procès précédents, met un terme aux poursuites liées au passé nazi de Schacht.

Libre depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1948, Schacht reprend diverses activités. Il publie *Abrechnung mit Hitler* en 1948, qui détaille sa résistance, et prononce diverses conférences. Parmi ces dernières, émerge à nouveau une activité politique. Schacht se rapproche de la *Deutsche Partei* et du *Rhein-Ruhr-Club*, deux centres de contestation de la politique d'Adenauer, bien que le premier soit membre de la coalition au pouvoir. Dans une Allemagne qui choisit l'Ouest et la réconciliation franco-allemande, des milieux, souvent liés aux conservateurs de la République de Weimar, auraient préféré un retour à Rapallo.

Les procédures de dénazification qui ont touché Schacht ont été souhaitées par les sociaux-démocrates, et, en premier lieu l'ancien ministre Carl Severing. Les conférences de Schacht provoquent une agitation menée par la SPD et les syndicalistes. Adenauer, devenu chancelier de la nouvelle République Fédérale d'Allemagne, entretient des relations tendues avec Schacht depuis leurs conflits sur l'endettement des Communes. Dans cette Allemagne nouvelle, qui s'ancre à l'Ouest, Schacht aurait préféré un régime à direction autoritaire. A-t-il sa

---

<sup>1843</sup> Hannover Hauptarchiv, Nds 171 Lüneburg 16666, *Lüneburger Landeszeitung* 14.9.1950

place en RFA ?

## Conclusion

« Chère Madame, nous sommes tombés dans les mains de criminels, comment aurais-je pu le deviner ?<sup>1844</sup> »

---

<sup>1844</sup> « Gnädige Frau, wir sind Verbrechern in die Hände gefallen, wie hätte ich das ahnen können? » Hjalmar Schacht à l'été 1938, selon son témoignage au procès de Nuremberg le 1<sup>er</sup> mai 1946, IMT, volume 12, p. 502.

**H**jalmar Schacht, Président de la *Reichsbank*, est naturellement désigné représentant de l'Allemagne à la conférence des experts de Paris qui commence en février 1929. Les discussions qui ont alors lieu dans la capitale française autour du plan Young et l'obligation faite à la *Reichsbank* d'adhérer à la BRI le convainquent de l'impotence de la République de Weimar. Pour Schacht, elle n'est plus en position d'obtenir une substantielle diminution ou une annulation des réparations et de recouvrir une pleine souveraineté. Il décide alors de démissionner, en mars 1930. D'une certaine manière, il perçoit les limites de la politique étrangère de Gustav Stresemann : dans le contexte de déliquescence de la République de Weimar, il incarne les doutes allemands de la fin des années 1920 sur les finalités du rapprochement franco-allemand entamé à partir de 1924. Mais les motifs de sa démission sont aussi intérieurs : le gouvernement Müller se heurte à l'opposition de Schacht à un nouvel emprunt international. Le budget alors prévu par la coalition, « keynésien » avant l'heure, est modifié selon les vœux du Président de la *Reichsbank* : les dépenses sont restreintes, l'emprunt est sécurisé. Mais la politique de relance budgétaire est passée aux oubliettes.

La démission de Schacht et ses motifs sont représentatifs de la radicalisation de l'atmosphère politique allemande. Elle est en effet suivie, quelques semaines plus tard, de la chute du dernier gouvernement de coalition. Brüning succède à Müller. Si la politique étrangère du nouveau Cabinet n'est pas encore en rupture complète avec celle de ses prédécesseurs, le chemin vers la fin de la démocratie se dessine cependant et Schacht l'emprunte. Sa fausse retraite de mars 1930 relève ainsi de la tactique politique, puisqu'il a reconnu plus tard qu'il n'aurait pas démissionné s'il avait su que Brüning serait nommé chancelier<sup>1845</sup>.

Les relations avec ce dernier sont ambiguës. Au cours d'un voyage aux États-Unis à l'automne 1930, Schacht a fait de nombreux discours à la tonalité antiparlementaire, antimarxiste et anti-française, et rencontre un succès important. Le gouvernement allemand, intéressé par ce voyage, est toutefois déçu par la publication de la *Fin des réparations* au début de l'année 1931. Si Brüning utilise Schacht pour faire pression sur son remplaçant à la *Reichsbank*, Hans Luther, il n'a néanmoins pas l'intention de le faire revenir, d'autant plus que le Président du Reich, Paul von Hindenburg, y est opposé. Le chancelier, lors de la crise bancaire de l'été 1931, implique Schacht dans la gestion de la crise et lui propose un poste de commissaire du Reich, que Schacht refuse. Devant l'impossibilité de revenir à la *Reichsbank*,

il s'éloigne de Brüning. Il n'est pas seul : l'opposition au régime, des nationaux-allemands aux nazis, se réunit en octobre 1931 à Bad-Harzburg. Schacht y est invité par la DNVP, et accepte d'y participer. La présence des nazis est l'événement essentiel de cette journée, mais le discours de Schacht qui dénonce l'état des réserves de la *Reichsbank* est lui-aussi remarqué. Il a rencontré Hitler et Göring dix mois auparavant, quelques mois après le succès électoral de la NSDAP de septembre 1930.

Le rapprochement entre Schacht et les nazis s'accélère après Bad Harzburg, particulièrement à l'été et l'automne 1932. Au printemps, Hitler parvient au second tour des élections présidentielles. En juillet 1932, la NSDAP devient le premier parti d'Allemagne et le reste aux élections de novembre, malgré un important recul en voix. En politique étrangère, l'Allemagne obtient la fin des réparations à Lausanne en juillet 1932. Mais ce succès n'est mis à l'actif ni de Brüning, qui a dû démissionner quelques semaines auparavant, ni de la République de Weimar.

À Brüning succèdent von Papen et von Schleicher. Ces deux gouvernements échouent à diviser les nazis et Hitler devient chancelier à la fin du mois de janvier 1933. C'est le résultat de plusieurs mois de prises de contacts et de négociations qui s'accroissent dans les premiers jours de 1933. Depuis le mois d'août 1932, des discussions ont eu lieu entre conservateurs et nazis. Dès ce moment, Schacht est pressenti comme Président de la *Reichsbank* dans le cadre d'une alliance entre ces deux courants politiques. Pourtant, son rôle dans l'arrivée au pouvoir des nazis est assez faible, malgré deux lettres de soutien à Hitler et la grande pétition des industriels de novembre et décembre 1932 qui est un échec relatif. Toutefois, durant les négociations de janvier 1933 entre le fils du Président, Oskar von Hindenburg, Hitler et von Papen, Schacht ne joue aucun rôle.

Son heure arrive pourtant. Après avoir géré les fonds de campagne de la NSDAP et de ses alliés pour les élections de mars 1933, Schacht est de retour à la *Reichsbank*. Sa nomination permet au régime de cautionner sa politique du point de vue international, grâce à un réseau tissé depuis ses premiers emplois. Il est également l'homme de la fin de l'hyperinflation, événement marqué au fer rouge dans la mentalité collective allemande. Mais Schacht n'est pas qu'une caution, il est aussi un banquier central efficace. De la préparation de la conférence économique de Londres de 1933 à la quatrième conférence des transferts au printemps 1934, il gère le passage du multilatéralisme au bilatéralisme pour la gestion de l'endettement extérieur de

---

<sup>1845</sup> IFZ, Spruchkammer Stuttgart Fall Schacht, SP1/6, p. 552, 23 août 1948

l'Allemagne.

De plus, en tant que Président du directoire de la *Reichsbank*, Schacht prend en charge les aspects financiers du réarmement qui commence au début de l'année 1934. Pour éviter une inflation et contourner la faiblesse des capitaux à disposition sur le marché allemand, Schacht et le ministre des Finances Krosigk suscitent la création d'une société qui émet une quasi-monnaie, les bons MEFO. Ces derniers ne représentent pas une technique financière nouvelle. Mais leur volume, 12 milliards de *Reichsmark* sur 4 ans, est une véritable originalité : personne n'avait alors utilisé un préfinancement de cette ampleur. Ces titres permettent de contourner un problème essentiel, la faiblesse des marchés financiers en Allemagne. Pour éviter que leur escompte par la banque centrale ne mène à une expansion spectaculaire de la masse monétaire, le système bancaire et d'épargne est réformé. Les institutions bancaires doivent désormais améliorer leur solvabilité par l'augmentation de leurs réserves en liquidité, où peuvent être stockés les bons MEFO. En outre, cette réforme du système bancaire permet aussi de préparer le marché à l'émission d'emprunts de l'État. Si les MEFO ne sont pas, comparés au coût total du réarmement, le moyen de financement le plus important, ils permettent cependant d'assurer la phase délicate du démarrage du réarmement : en 1934 et 1935, ils représentent environ 50 % des dépenses militaires.

En 1934, le régime doit faire face à une première grande crise. Le discours de von Papen à Marburg en juin déclenche un processus menant en août à la fusion des fonctions de chancelier et de Président du Reich. *La Nuit des longs couteaux* est aussi l'occasion d'un choix économique : Schmitt, ministre de l'Économie depuis l'été 1933, est remplacé par Schacht, qui, fort de son succès sur les transferts, a décidé de soutenir la politique de réarmement du *Führer* et chancelier du Reich.

Quelques semaines après son arrivée au ministère, Schacht annonce la mise en œuvre du *Nouveau Plan*. Cette politique économique a tous les traits du mercantilisme : exporter pour se procurer des devises et des matières premières afin qu'économiquement le réarmement soit possible. Ce programme entraîne ainsi une tension immédiate des relations avec le Royaume-Uni et les États-Unis et à terme une augmentation du volume du commerce avec les pays d'Europe centrale et orientale et l'Amérique latine.

Parallèlement à ses activités au ministère de l'Économie et à la *Reichsbank*, Schacht s'insère dans le régime totalitaire allemand. Il participe à l'effort de propagande du III<sup>e</sup> Reich : en Al-

Allemagne même en prononçant des allocutions radiodiffusées à la veille des élections ; à l'étranger, particulièrement aux États-Unis, par des articles ou des discours ; au lendemain d'événements extérieurs importants, lors de la dévaluation du franc en septembre 1936.

En outre, Schacht intervient dans des domaines autres que l'économie et la monnaie. À partir de mai 1935, il fait pression pour qu'une législation encadrant la politique antisémite du régime soit décidée, car cette dernière perturbe l'économie. Cette intervention est cependant un semi-échec : rédigé trop rapidement, le texte finalement promulgué est incomplet, puisqu'il ne définit pas juridiquement qui est juif. De plus, l'accalmie des actes antisémites qui suit la promulgation des lois de Nuremberg n'est pas tant liée à l'intervention de Schacht qu'aux nécessités de l'organisation des Jeux Olympiques de l'année 1936. Le Président de la *Reichsbank* a considéré son action de l'été 1935 comme « favorable » aux Juifs mais son comportement dénote cependant un antisémitisme culturel. Les juifs ne sont pas considérés comme Allemands bien que leur statut légal doive être respecté. Cet antisémitisme n'est donc pas identifiable à celui, radical et racial, de Hitler. Il s'y intègre et permet une forme d'entente entre conservateurs et nazis, comme l'illustre le discours de Schacht sur Martin Luther.

La position de Schacht au sein du régime dépend de sa relation à Hitler et s'insère dans la logique d'un pouvoir charismatique. Si l'on se réfère au témoignage de Gisevius au procès des grands criminels de guerre, Hitler a sans doute exercé jusqu'en 1936 une forme de séduction sur son ministre. En conséquence, Schacht est entré pleinement dans le système de pouvoir polycratique du régime nazi, où institutions et offices sont en concurrence acharnée. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les relations de Schacht avec Himmler, Keppeler, Feder, Goebbels, Ley, Darré, Göring et tous les incidents qui se produisent dans le domaine économique en raison de l'activisme nazi. Schacht fut une part du Béhémoth<sup>1846</sup>.

Cependant, le lien entre le *Führer* et son ministre évolue lorsque, au cours de l'hiver 1935-1936, le *Nouveau Plan* montre ses limites. À l'occasion d'un conflit entre Walter Darré, ministre de l'agriculture, et Hjalmar Schacht, Göring intervient dans le domaine économique.

---

<sup>1846</sup> Franz Neumann, *Behemoth*, 1942. Neumann fait référence au Béhémoth de Thomas Hobbes qui évoque le chaos de la révolution anglaise du XVII<sup>e</sup>. Béhémoth est une créature biblique, incarnation du chaos qui s'oppose au Léviathan, l'ordre. Neumann est le premier à analyser le III<sup>e</sup> Reich dans le sens d'un « chaos ». Les débats qui ont suivi dans l'historiographie du nazisme, particulièrement entre Bracher et Broszat, concernent les causes de ce chaos : stratégie délibérée de Hitler (Bracher – intentionnalisme) ou résultat d'une manière d'exercer l'autorité laissant le rôle principal dans la prise de décision aux structures (Broszat – fonctionnalisme). Sur *Behemoth* et Franz Neumann, voir Pierre Ayçoberry. « Béhémoth de Franz Neumann ». *Débat*, n° 21, Septembre 1982, p. 178 et suivantes.



L'opposition entre l'économie et l'agriculture se mue en une bataille de compétence entre Schacht et Göring, à partir de l'annonce du *Plan de 4 ans* en septembre 1936. La montée en puissance de Göring est le résultat du mode charismatique d'exercice du pouvoir de Hitler. La concurrence entre les institutions et offices a été bénéfique à Schacht en 1934, lorsqu'il a remplacé Kurt Schmitt mais se règle à ses dépens en 1937. Envenimée par un autre conflit, avec Robert Ley, la relation avec Göring pousse Schacht à demander à être relevé de ses fonctions de ministre. Hitler le lui accorde en novembre 1937 malgré plusieurs tentatives de conciliation. Dans les mois qui suivent, les autres conservateurs, le ministre de la Guerre von Blomberg en tête, sont également relevés de leurs fonctions.

Pour résister à sa perte de puissance, Schacht fait appel à la politique extérieure. À partir de l'été 1936, il tente de raviver les négociations franco-allemandes par le biais de propositions coloniales. Il essaye également d'exploiter les opportunités que sont d'une part les négociations commerciales avec la France et d'autre part le lancement de la mission van Zeeland en avril 1937. Toutefois, l'ambiguïté du soutien de Hitler à l'initiative de Schacht, la volonté de Blum et des Britanniques de lier accord politique et accord économique, provoquent l'échec de l'initiative de Schacht. En vérité, les colonies n'ont jamais intéressé Hitler, sauf en terme de tactique diplomatique et Schacht en a fait les frais.

Son éviction est le résultat d'un décalage croissant entre Schacht et le régime qui évolue de manière radicale. L'abandon progressif des relations avec la Chine, soutenue par les conservateurs, au bénéfice du Japon, en est l'une des marques : Schacht reste le dernier recours pour le ministre chinois des finances, Kung, quand les livraisons d'armes allemandes à la Chine s'arrêtent. D'autres éléments montrent le décalage du Président de la *Reichsbank* : à la suite du grand pogrom de novembre 1938, il propose un projet pour faciliter l'émigration des Juifs. Son antisémitisme qui avait été l'une des composantes de sa collaboration avec le régime, est désormais une entrave à cette collaboration car il n'est pas suffisamment radical.

Les problèmes posés par le financement du réarmement à partir de 1937 sont à l'origine du renvoi de Schacht de la *Reichsbank* en janvier 1939. En effet, en 1938, les emprunts du Reich ont plus de mal à trouver un public. La masse monétaire augmente : la planche à billet finance les dépenses du Reich. À la fin de l'année, le ministre des Finances annonce son incapacité à rembourser les MEFO. La direction de la *Reichsbank* fait alors parvenir au chancelier un mémorandum demandant un changement de politique. Schacht est remplacé par Walter Funk.

Constatant l'évolution du régime dans un sens qu'il ne souhaite pas. La crise Fritsch donne à Schacht l'occasion de se rapprocher d'opposants conservateurs : Gisevius, Thomas, von Hassell, Beck ou encore Goerdeler. À la veille des accords de Munich, un putsch est en préparation. Il échoue pour une double raison. D'une part, les militaires ne sont pas prêts à participer à une telle tentative tant que Hitler, très populaire, n'a pas subi de revers. D'autre part, Anglais et Français ont cédé aux fascismes, à Munich, en septembre 1938.

Schacht participe à d'autres tentatives de putsch et essaye dans ce cadre de faire jouer son réseau international de connaissances, si précieux lorsqu'il était Président de la *Reichsbank* et ministre de l'Économie. Il rencontre un écueil, lié à la charge de ministre sans portefeuille qu'il a obtenue en novembre 1937. Cette fonction est une coquille vide mais elle pousse les autres résistants et les Alliés à la méfiance. Peut-on faire confiance à un homme qui est encore ministre de Hitler ?

Malgré une activité réelle et une mise en danger qui ne fait pas de doutes, la participation à la résistance de Schacht s'amointrit à partir de 1941, alors que les militaires y prennent plus d'importance. En outre, certains noyaux de la résistance conservatrice, comme l'*Abwehr* de Canaris, sont démantelés et Schacht se distancie de Goerdeler, trop peu discret. En janvier 1943, il perd son dernier titre officiel et pense que sa vie est menacée. Cette crainte était justifiée : quelques jours après l'attentat raté du 20 juillet 1944, Schacht est arrêté. Il fait alors l'expérience de certains des pires aspects du régime : la Gestapo et les camps de concentration. En mai 1945, la chute du III<sup>e</sup> Reich ne signifie toutefois pas le remise en liberté de Schacht. Amer, il est maintenu en captivité par les Alliés.

Schacht estime avoir défendu les Juifs, avoir financé un réarmement raisonnable, avoir résisté et avoir souffert du régime. Il est persuadé de son innocence, étonné et révolté d'être sur le banc des accusés au procès de Nuremberg. Bien qu'une défense habile mais pompeuse et une accusation parfois défectueuse lui permettent d'être acquitté, cette inculpation est le résultat du comportement de Schacht dans les années 1930 mais aussi le revers de la médaille de son influence à l'étranger. En comparaison, le ministre des Finances, Schwerin von Krosigk, a été condamné lors du procès de la *Wilhelmstraße* et non lors du procès des grands criminels de guerre. Il serait pourtant difficile de savoir lequel des deux hommes a eu la plus grande responsabilité dans le régime nazi, d'autant plus que Krosigk est resté à son poste jusqu'en 1945 et fut même l'éphémère dernier chancelier et ministre des Affaires étrangères du Reich.

La logique sous-tendant l'accusation est toutefois en faveur de Schacht. La notion de « complot » se fonde d'abord sur le protocole Hoßbach. Or, il est facile pour Schacht de prouver qu'il ne participait déjà plus aux grandes décisions du Reich en novembre 1937.

L'acquittement de Schacht au procès de Nuremberg n'est pas le bout de ses peines judiciaires. En Bavière, dans le Wurtemberg-Bade et en Basse-Saxe, des procédures en dénazification sont ouvertes contre lui, dès octobre 1946. En conséquence, il reste emprisonné jusqu'en 1948. Il partage depuis 1944 la vie de très nombreux Allemands : il est séparé de sa famille dont il n'a pas toujours de nouvelles et qui connaît de nombreuses difficultés pour assurer sa subsistance, il ignore le sort de son fils aîné Jens probablement mort sur le front russe dans les dernières semaines ou les derniers jours de la guerre et sa longue captivité entraîne des ennuis de santé.

Malgré une condamnation sévère à Stuttgart en 1947 suite à un procès inéquitable, Schacht est, après de fastidieux rebondissements procéduraux, définitivement classé dans la catégorie V de la dénazification en 1950, c'est-à-dire coupable d'avoir collaboré avec le régime mais libéré pour faits de résistance. La logique de la dénazification est différente de celle du procès de Nuremberg, car elle couvre l'ensemble des faits commis sous le III<sup>e</sup> Reich. Pour cette raison, la pierre angulaire de sa défense est sa résistance. En 1947, à Stuttgart, il ne peut la faire valoir et est condamné. Lors des deux procès qui suivent, sa résistance lui permet d'obtenir sa liberté. Il est incontestable que Schacht a également profité du changement du contexte allemand, lié à l'émergence de la Guerre Froide.

En 1950, le « cas Schacht » est considéré comme un symbole des incohérences de la dénazification. Libre depuis 1948, il reprend des activités publiques, par l'écriture d'*Abrechnung mit Hitler*, qui a essentiellement pour but de prouver la légitimité de son acquittement à Nuremberg. Il participe également à des réunions politiques, autour de la *Deutsche Partei*, qui réunit des conservateurs, et au *Rhein-Ruhr-Club*, un groupe patronal. Il insiste sur le rôle de l'Allemagne vers les pays en développement. Il remet en cause les personnalités politiques qui ont pris la tête de la République Fédérale d'Allemagne, fondée en 1949. Adenauer, chancelier, est un vieil ennemi de Schacht, qui avait critiqué sa gestion de Cologne dans les années 1920.

\*

Après 1950, Schacht commence une nouvelle carrière qui comprend trois aspects<sup>1847</sup>. Le premier est son activité de banquier : Schacht et Waldemar Ludwig, ancien directeur de la *Reichsbank*, ont demandé l'autorisation de créer une banque de commerce extérieur à Hambourg en juin 1950. Le sénat de la ville hanséatique a dans un premier temps refusé cette demande. Schacht engage une procédure auprès du tribunal administratif du Land, et réussit, le 20 décembre 1952, à faire lever la décision du sénat. Il bénéficie des témoignages de Vocke, Président de la banque des *Länder* allemands, qui fait office de banque centrale allemande jusqu'à la création de la *Bundesbank* le 1<sup>er</sup> août 1957, et de Puhl, directeur de la *Hamburger Kreditbank*. Le 15 janvier 1953, peut s'ouvrir la *Düsseldorfer Außenhandelsbank Schacht & Co*. Il bénéficie du soutien de la *Düsseldorfer Bankhaus Schliep*. Il met fin à son activité bancaire 10 ans plus tard. Le sénat de Hambourg avait contesté la création de cette banque sur la base d'un « honneur insuffisant », faisant valoir l'expérience belge de 1915, le comportement de Schacht vis-à-vis du gouvernement allemand en 1929 et 1930 et la participation de Schacht au régime nazi. Ce rejet pour « honneur insuffisant » a une base légale, une loi mise en place par Schacht qui permettait de contrôler la fonction de banquier sous le III<sup>e</sup> Reich<sup>1848</sup>.

Le second aspect de sa vie après 1950 est son activité d'essayiste. Après *Abrechnung mit Hitler*<sup>1849</sup> en 1948, il publie l'année suivante *Mehr Geld, mehr Kapital, mehr Arbeit*<sup>1850</sup>, qui établit une comparaison entre sa politique et la situation de l'après-guerre. Il y prône le retour au standard or et demande pour l'Allemagne un crédit américain d'un milliard de dollars pour asseoir le mark. En 1953 paraissent ses mémoires, *76 Jahre meines Lebens*. Il publie également deux essais dans les années suivantes, *Kreditpolitik und Exportpolitik von Morgen* et *Kapitalmarktpolitik*. Dans ces deux écrits, il critique la contradiction entre la politique de Ludwig Erhardt, reposant sur le développement libre de l'économie privée et la politique financière de Fritz Schäffer fondée sur une charge fiscale élevée menant à des dépenses publiques croissantes<sup>1851</sup>. Schacht pense que cette politique budgétaire mènerait à un étatisme dirigiste et finalement au socialisme d'État. En d'autres termes, l'ancien Président de la *Reichsbank* analyse la politique allemande des années 1950 en fonction de son expérience de

<sup>1847</sup> Otto Skorzeny, installé à Madrid et co-fondateur de l'organisation *Die Spinne*, spécialisée dans la fuite vers l'Amérique du Sud d'anciens nazis, n'est pas le gendre de Schacht, contrairement à ce que Skorzeny a semble-t-il proclamé.

<sup>1848</sup> *Time*, 4 août 1952

<sup>1849</sup> Hjalmar Schacht, *Abrechnung mit Hitler*, Rowohlt Verlag, Hambourg, 1947. Paru en France en 1950 sous le titre *Seul avec Hitler*.

<sup>1850</sup> Hjalmar Schacht, *Mehr Geld, mehr Kapital, mehr Arbeit*, Otto Meissners Verlag, Schließ Bleckede a. d. Elbe, 1949.

<sup>1851</sup> Heinz Pentzlin, *Hjalmar Schacht... op. cit.*, p. 274

la République de Weimar. En 1960, il écrit *Schluß mit der Inflation*<sup>1852</sup> et en 1966 *Magie des Geldes*, où il tente de démontrer que le Mark est menacé par une inflation. Sur ce sujet, il est invité à prononcer des conférences, et notamment aux États-Unis<sup>1853</sup>. La cible de sa critique devient la *Bundesbank*. Enfin, en 1968, il publie *1933, Wie eine Demokratie stirbt*. D'après Pentzlin, l'objectif de cet ouvrage est de faire part de son expérience du passé pour conjurer les risques pesant sur la démocratie dans les années 1960. Ces dernières rappellent à certains conservateurs l'agitation des années 1920, en raison de l'émergence de mouvements jeunes contestataires. Mai 1968 fut plus violent en Allemagne que partout ailleurs et inquiéta d'autant plus les conservateurs. Schacht critique fortement dans *1933* le principe parlementaire, estime que la misère économique a permis à Hitler d'arriver au pouvoir, et non sa *Weltanschauung*, et affirme qu'un régime politique dépend fortement d'une économie et de finances saines. Enfin, il déplore que, malgré la stabilité du mark, l'instabilité de l'économie allemande des années 1960. En effet, outre qu'il voit dans l'idée d'une croissance continue un mensonge, l'endettement à court terme en Allemagne lui semble trop élevé. Les institutions publiques financent des investissements non productifs par des crédits à court terme plutôt que par des capitaux épargnés. Schacht conteste qu'un gouvernement puisse maintenir une croissance continue à long terme. La conclusion du livre termine sur la comparaison de l'impuissance de l'ONU avec celle de la SDN et constate l'expansion du bolchevisme depuis 1917<sup>1854</sup>. Lorsqu'il meurt, le 3 juin 1970, son dernier livre est écrit : *Die Politik der Deutschen Bundesbank*. Il y conseille de « dépolitiser » la *Bundesbank*, dans un pays où elle est fortement indépendante et alors que lui-même a accepté de placer la *Reichsbank* sous tutelle directe de Hitler. Cette proposition a probablement beaucoup à voir avec le retour au pouvoir des sociaux-démocrates menés par Willy Brandt.

Toutes ces publications impliquent aussi des interventions publiques dans des cercles politiques, particulièrement à la CSU. Il semble notamment que Schacht aie tenté de convaincre Franz Josef Strauß, alors Président du groupe parlementaire de la CSU au Bundestag de proposer un plan de lutte contre l'inflation importée<sup>1855</sup>. Cette proposition part du constat de l'incapacité de la SPD et des syndicats à lutter contre l'inflation « *parce que les syndicats*

---

<sup>1852</sup> Hjalmar Schacht, *Schluß mit der Inflation*, Broschek, Hamburg, 1960

<sup>1853</sup> Heinz Pentzlin, *Hjalmar Schacht... op. cit.*, p. 274. Nous ne savons pas s'il a répondu à ces invitations.

<sup>1854</sup> Hjalmar Schacht, *1933 Wie eine Demokratie stirbt*, Econ-Verlag, Düsseldorf, 1968, p. 163-180

<sup>1855</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/9, lettre de Schacht à Walter Oberhorner, 25 juillet 1964.

s'[en] nourrissent »<sup>1856</sup>. En outre la politique économique d'Erhard est tout aussi « *infondée, instable et indécise* » que la politique étrangère et empêche toute politique de prévention de l'inflation. Il part de la situation des réserves imposées aux banques auprès de la banque centrale. Ces réserves ne rapportent pas d'intérêt et sont beaucoup trop hautes d'après Schacht. De plus, la *Bundesbank* change les devises qu'elle reçoit en mark, alors que la France, l'Angleterre et les États-Unis améliorent leurs investissements à l'étrangers, qui forment une sécurité en cas de changement de la conjoncture économique, d'après Schacht. Pour améliorer les investissements allemands à l'étranger et limiter l'effet inflationniste des changements de devises en mark, Schacht propose la création d'une *Auslands-AG* dont le capital serait de trois milliards de mark or, pris sur les réserves de la banque centrale et sur les réserves des banques allemandes. Elle travaillerait en devises uniquement et fournirait des crédits à des pays étrangers et des entreprises allemandes, pour les investissements normaux ou pour l'aide au développement. Les entreprises allemandes voulant investir à l'étranger pourrait ainsi le faire sur la base de crédits n'impliquant pas le budget fédéral. L'aide au développement (*Entwicklungshilfe*) serait ainsi dépolitisée et maintenue dans le domaine économique privé.

Plusieurs lettres ont suivi cette proposition, qui a soulevé un intérêt certain. Otto A. Friedrich semble intéressé et transmet peut-être la proposition de Schacht au Président fédéral<sup>1857</sup>. Friedrich est un patron influent, qui a dirigé le BDA (*Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände*), l'association patronale allemande, quelques années plus tard. Le projet de Schacht a été publié dans un journal *Quick*, puis dans le *Volkswirt* au début de 1965<sup>1858</sup>, en réponse à un article du D<sup>r</sup> Trautmann, qui conteste l'argumentaire de Schacht, expliquant que, si la politique de la *Buba* est contestable, son rôle est d'assurer la solvabilité de l'économie et non le rendement d'un capital. Il présente son projet au *Rhein-Ruhr-Club* le 20 janvier 1965<sup>1859</sup>. Schacht semble avoir ainsi lancé un débat, dont les nombreuses lettres entreposées à Coblenz témoignent. Le 28 mars 1966, Schacht demande à rencontrer Blessing, Président de la *Bundesbank*, qui fait transmettre son refus le 4 juillet 1966. Schacht s'est ainsi brouillé avec le meilleur de ses anciens collègues<sup>1860</sup>.

Enfin, troisième aspect de sa carrière après 1950, Schacht devient conseiller international,

---

<sup>1856</sup> « weil die Gewerkschaften an der Inflation ihre Suppe kochen. »

<sup>1857</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/9, Otto A. Friedrich à Schacht, 12 octobre 1964

<sup>1858</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/9, « Politisches oder bankmässiges Instrument », *Der Volkswirt*, date précise inconnue.

<sup>1859</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/9, Prf.Dr.Fritzottel à Schacht, 12 février 1965

<sup>1860</sup> BARCH Koblenz, Nachlaß Schacht, N/1294/9, Erich Schieweck à Schacht, 4 juillet 1966

pour des banques centrales et gouvernements étrangers qui lui demandent de l'aide. En 1951, il se rend en Indonésie pendant trois mois pour une expertise sur la politique économique<sup>1861</sup>. Il conseille, dans un rapport de trente pages à l'Indonésie d'accueillir les capitaux étrangers, de supprimer les contrôles entravant le commerce extérieur, d'éviter les projets sociaux trop élaborés et de décentraliser les usines, afin de ne pas concentrer le prolétariat. Cependant, si l'Indonésie a aboli les certificats de contrôle du commerce extérieur, elle a également dévalué sa monnaie, contre l'avis de Schacht. Au retour, il s'arrête en Inde où le Premier Ministre Nehru lui demande conseil sur un plan de cinq ans. Schacht lui explique qu'il est sceptique, mais rappelle que ce type de plan est utile pour la propagande interne du régime<sup>1862</sup>. En 1952, il part pour l'Iran, où il rencontre Mossadegh à qui il conseille, pour éviter la banqueroute, d'augmenter la circulation monétaire de 20 %, car le pays signe un accord pétrolier avec le Royaume-Uni et les États-Unis qui crée de fortes richesses, et de remettre en route le port d'Abadan<sup>1863</sup>. La même année, il est en visite au Caire, approuve la réforme agraire de Nanguib, et conseille publiquement aux Égyptiens de travailler plus, de produire plus et de dépenser moins<sup>1864</sup>. Le 7 décembre 1952, à Damas, il aide le gouvernement syrien à financer un projet de développement du pays et à remplacer la banque privée qui assurait l'émission de la monnaie par une banque centrale<sup>1865</sup>. En 1959, il est invité aux Philippines, pour analyser la politique de la Banque centrale de ce pays. En 1963, il est à Alger<sup>1866</sup>. Schacht estime que ses conseils n'ont été utilisés que dans une perspective assez restreinte. Ces gouvernements attendent de lui des moyens rapides pour atteindre une solide croissance économique<sup>1867</sup>. Ces pays ont presque tous pour point commun d'être non-alignés et, souvent, antisionistes.

\*

---

<sup>1861</sup> *Time*, 11 février 1952, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,815938,00.html>, consulté le 8 octobre 2006

<sup>1862</sup> Hainz Pentzlin, *Hjalmar Schacht... op. cit.* p. 273 et Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 664

<sup>1863</sup> *Time*, 22 septembre 1952, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,822473,00.html>, consulté le 8 octobre 2006

<sup>1864</sup> *Time*, 6 octobre 1952, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,890320,00.html>, consulté le 8 octobre 2006

<sup>1865</sup> Hjalmar Schacht, *76 Jahre... op. cit.*, p. 671

<sup>1866</sup> John Weitz, *Hitler's banker... op. cit.*, p. 337. Nous ne connaissons pas tous les détails de ces voyages.

<sup>1867</sup> *Idem*

Schacht est un conservateur formé sous Guillaume II, qui, déçu devant les échecs de Weimar, a fini par travailler pour un régime totalitaire. Il incarne, avec d'autres, une forme de continuité sous le III<sup>e</sup> Reich. Mais en 1938, la rupture entre conservateurs et nazis est définitive. C'est une rupture majeure dans la politique intérieure du III<sup>e</sup> Reich. Le renvoi de Schacht est significatif : en décalage avec le régime sur la Chine, sur les colonies, sur l'antisémitisme, il ne peut être que congédié. Pourtant, ces mêmes thèmes avaient permis la mise en place d'une forme de socle commun entre nazis et conservateurs qui a permis leur alliance pendant plusieurs années. Le discours de Schacht sur Luther montre notamment que l'antisémitisme a pu jouer ce rôle de pont. Mais l'antisémitisme religieux et économique ne peut cautionner les actes quotidiens d'agression contre les Juifs perpétrés par les membres du parti nazi, ou la violence de la Gestapo, dont Schacht est informé par Gisevius à la fin de 1934. La diplomatie en Extrême Orient évolue également, alors que compte désormais l'alliance des régimes fascistes ou fascisants. Enfin, comme le démontre Chantal Metzger, la question coloniale est instrumentalisée par le régime mais jamais Hitler n'a envisagé sérieusement de trouver une solution diplomatique aux demandes de certains milieux allemands de recouvrer les colonies perdues en 1919. Finalement, les causes de l'alliance des conservateurs et des nazis furent aussi les causes de la fin de cette même alliance. L'héritage du vieil empire a permis la mise en place du régime nazi mais, pour achever cette même mise en place, les nazis ont dû favoriser l'écroulement des restes du premier. La période qui court de 1936 à 1938 est une rupture importante dans l'histoire du Reich et Schacht en est un exemple, comme son comportement de 1930 fut caractéristique de l'atmosphère allemande du début de cette tragique décennie.

\*

Schacht a suscité un grand intérêt chez des essayistes depuis les années 1920, car il a été Président de la *Reichsbank* et ministre de l'Économie à l'époque la plus dramatique de l'histoire de l'Allemagne. Mais Hans Luther, qui a occupé en partie les mêmes fonctions et a été ambassadeur du III<sup>e</sup> Reich, n'a pas suscité autant d'intérêt. Ici joue l'importance de la dimension internationale. Schacht a retenu l'attention parce qu'il était connu hors d'Allemagne dès 1924, plus que ne l'ont été Luther ou d'autres membres de l'élite politique allemande de Weimar et du régime nazi. S'ajoute à cela la fascination exercée par les finances et l'économie en général, souvent associée à une certaine méconnaissance de ces phénomènes.

Nous estimons également la difficulté à cerner l'entre-deux-guerres amplifie encore cette fascination. Cette période nous est proche chronologiquement, mais cette proximité est un



trompe-l'œil. En effet, les mentalités de cette époque sont aussi éloignées des nôtres que les mentalités de la plupart des périodes historiques plus anciennes, ce qui entraîne une fascination pour l'entre-deux-guerres, liée à une dialectique entre proximité et incompréhension. Schacht n'est pas fascinant par une exemplarité qui se fonderait sur ses talents de magicien de la finance. Schacht est fascinant car il est à l'image de cette particularité de l'entre-deux-guerres.

\*

Pourquoi Schacht a-t-il travaillé avec les nazis ? Nous souhaitons insister encore sur le rôle de son « antisémitisme de dissimulation » qui a permis l'alliance avec les nazis. En janvier 1933, l'antisémitisme ne joue pas un grand rôle dans les discussions entre les différents membres de la future coalition, éclipsé par les problèmes économiques, l'antiparlementarisme et l'antimarxisme exacerbé par l'évolution dramatique de la République de Weimar. Il est cependant une condition de cette alliance. Schacht n'aurait pas pu travailler sous le III<sup>e</sup> Reich s'il n'avait pas été judéophobe. D'autres aspects de son idéologie ont également fortement joué. Il ne faut pas sous-estimer les réactions suscitées face à l'évolution de la République de Weimar et au rapprochement franco-allemand qui débouche en 1929 sur des résultats certes importants mais décevants du côté allemand. En un sens, l'échec de la République de Weimar libère les tendances à l'« ensauvagement » qui, depuis la Première Guerre mondiale, se sont développées au sein de la société allemande. Sur ce point également, Schacht est représentatif de ce phénomène, par la radicalisation de son discours et de ses actes entre 1929 et 1933.

Schacht pose le problème de la responsabilité politique et de la frontière ténue entre le compromis, nécessaire dans tout régime et peut-être surtout en démocratie, et la compromission. Parmi les conservateurs qui se sont opposés au III<sup>e</sup> Reich, Schacht et von Hassell sont deux exemples opposés. Dans son journal, von Hassell se montre incapable de faire un compromis : estimant que la corruption est possible en démocratie, il rejette intégralement ce système politique. Schacht, probablement en raison de son ambition dévorante régulièrement dénoncée par Hassell, a, au contraire, confondu compromis et compromission. Ces deux hommes sont représentatifs du problème des conservateurs allemands : l'incapacité au compromis à la fin de la République de Weimar a mené certains, dont Schacht, à la compromission sous le III<sup>e</sup> Reich. Cette compromission, Schacht ne l'a jamais reconnue.

# Table des illustrations et tableaux

## Illustrations

Figure 1 – Mutter, der Mann mit dem Gold ist da! .....	23
Figure 2 – Portrait de Schacht .....	60
Figure 3 – Hitler et Schacht pour l'inauguration des travaux du nouveau bâtiment de la <i>Reichsbank</i> .....	143
Figure 4 – Schacht emprisonné .....	451
Figure 5 – Hjalmar Schacht et le D <sup>f</sup> Schwamberger à Stuttgart.....	508

## Tableaux

Tableau 1 – Évolution du nombre de chômeurs inscrits à l'assurance-chômage de 1926 à 1932, en pourcentage de la population active.....	148
Tableau 2 – Résultats de la NSDAP aux élections pour le <i>Reichstag</i> de 1930 et 1932.....	150
Tableau 3 – Résultats des élections du 5 mars 1933 .....	181
Tableau 4 – Masse monétaire et couverture du <i>Reichsmark</i> .....	194
Tableau 5 – Le chômage en Allemagne de 1931 à 1939.....	220
Tableau 6 – Le commerce extérieur allemand (1928-1934) .....	221
Tableau 7 – L'endettement extérieur allemand 1931-1938 en milliards de <i>Reichsmark</i> .....	261
Tableau 8 – Part de l'Allemagne dans les importations de la Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie et Grèce (en %).....	281
Tableau 9 – Part de l'Allemagne dans les exportations de la Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie et Grèce (en %) .....	281
Tableau 10 – Circulation des titres spéciaux ( <i>Sonderwechseln</i> ) en millions de RM .....	308
Tableau 11 – Budget du Reich 1932-1938 (année fiscale).....	465

Tableau 12 – Dette flottante du Reich, 1933-1938.....	466
Tableau 13 – Circulation des moyens de paiement (en millions de RM en fin d'année).....	468
Tableau 14 – Financement du réarmement par les bons MEFO.....	587
Tableau 15 – Le commerce extérieur allemand, en milliards de RM (1928-1938).....	588

# Annexes

Tableau 14 – Financement du réarmement par les bons MEFO

<i>En milliards de Reichsmark</i>	<i>1934</i>	<i>1935</i>	<i>1936</i>	<i>1937</i>	<i>1934-37</i>
Dépenses totales d'armement	4,1	5,5	10,3	11,0	30,9
Dont dépenses couvertes par les MEFO	2,1	2,7	4,5	2,7	12,0
Bons MEFO en % des dépenses d'armement	51	49	42	24	38

En 1938, la circulation des MEFO atteint son point maximum, avec 12 milliards de *Reichsmark*. Ce tableau ne comprend pas la dernière année. Sources : René Erbe, p. 46.

Tableau 15 – Le commerce extérieur allemand, en milliards de RM (1928-1938)

<i>Année</i>	<i>Imp</i>	<i>Exp</i>	<i>Solde</i>
1928	14,0	12,3	-1,7
1929	13,4	13,5	+0,1
1930	10,4	12,0	+1,6
1931	6,7	9,6	+2,9
1932	4,7	5,7	+1,0
1933	4,2	4,9	+0,7
1934	4,5	4,2	-0,3
1935	4,2	4,3	+0,1
1936	4,2	4,8	+0,6
1937	5,5	5,9	+0,4
1938*	5,4	5,3	-0,1

\* Sans l'Autriche et les Sudètes

D'après Gustav Stolper, Karl Häuser et Knut Borchardt. *Deutsche Wirtschaft seit 1870*. J. C. B. Mohr, Tübingen, 1964, 375 pages, p. 168

# Sources

## Archives

### **BARCH Berlin – Deutsche Reichsbank**

#### **Presse et discours**

R2501/1051-1052

R2501/3351

R2501/3385-3386

R2501/3391

R2501/3393-3394

R2501/3403-3406

R2501/3589

R2501/3728-3768

R2501/3772-3779

R2501/3781

R2501/3795

R2501/3669-3770

R2501/3801-3805

R2501/6043 (caricatures)

R2501/6045 (caricatures)

#### **Fonds Schacht**

R2501/6321

R2501/6358-6360

R2501/6426

R2501/6440-6442

R2501/6444

R2501/6494

R2501/6509-6510

R2501/6512

R2501/6514-6518

R2501/6520-6521

R2501/6554

R2501/6576-6577

R2501/6581

R2501/6585

R2501/6601

R2501/6604

R2501/6608

R2501/6633

R2501/6637-6639

R2501/6641

R2501/6671

R2501/6673

R2501/6675

R2501/6688

R2501/6733-6737

R2501/6743

R2501/6767

R2501/6777-6781

R2501/6792

R2501/6862-6864

R2501/6980-6982

R2501/5985-6995

#### **Discours**

R2501/7010

R2501/7017

R2501/7025

R2501/7029

R2501/7030-7040

R2501/7163-7169

R2501/7176

R2501/7236-7239

R2501/7304-7305

R2501/7588-7589

R2501/7601

R2501/7771

R2501/9295/5

R2501/9568

R2501/10062

#### **Circulaire des agences de la Reichsbank**

R2501/altR28/55-58

**BARCH Berlin – Reichskanzlei**

<b>R43</b>	<b>R43/II</b>	R43/II/529
R43/3586	R43/II/138a	R43/II/529c
R43/3596	R43/II/140a	R43/II/530
R43/3616-3619	R43/II/220	R43/II/531
	R43/II/229	R43/II/532
<b>R43/I</b>	R43/II/230	R43/II/536
R43/I/256	R43/II/231	R43/II/537
R/43/I/299	R43/II/232	R43/II/538
R43/I/300	R43/II/232a	R43/II/540
R43/I/465	R43/II/233	R43/II/541
R43/I/465a	R43/II/234	R43/II/786
R43/I/534	R43/II/239	R43/II/782a
R43/I/627	R43/II/243	R43/II/783
R43/I/636	R43/II/244	R43/II/782
R43/I/637	R43/II/246	R43/II/783a
R43/I/671	R43/II/254	R43/II/784
R43/I/672	R43/II/274a	R43/II/785
R43/I/962	R43/II/315a	R43/II/785a
R43/I/1308	R43/II/318	R43/II/807
R43/I/1309	R43/II/318a	R43/II/809
R43/I/1310	R43/II/320	R43/II/975b
R43/I/1441 à 1477	R43/II/320a	R43/II/1141
R43/I/1481	R43/II/353	R43/II/1179
R43/I/2437	R43/II/353a	R43/II/1195
R43/I/2655	R43/II/355	R43/II/1428c
R43/I/3195	R43/II/355a	R43/II/1501
	R43/II/365a	R43/II/1542
	R43/II/368b	R43/II/1545
	R43/II/485	R43/II/1592

**BARCH Berlin – Reichswirtschaftsministerium**

R3101/15105-15107	R3101/8766
R3101/15380	R3101/9029
R3101/15577	R3101/9030
R3101/8445	R3101/9031
	R3101/9039

**Reichsfinanzminister**

R2/3846 et 3847

**Freiburg – BARCH OKW Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt**

RW19/862, RW19/1510, RW19/613, RW19/2444, RW19/2443, RW19/2338, RW19/1772, RW19/991

**Bundesarchiv à Coblenz**

Teilnachlaß Schacht, N/1294

**Institut für Zeitgeschichte**

Spruchkammer Stuttgart, Fall Schacht, Sp 1/1 à Sp 1/12

Procès de Nuremberg : Séries NI, NG, EC, PS.

**Hanovre – Hauptarchiv**

Entnazifizierungs-Hauptausschuß für den Regierungsbezirk Lüneburg – Nds. 171 Lüneburg, dossiers 16662, 16663, 16666 à 16671, 16673 à 16688



### Mission historique de la Banque de France

Outre les dossiers de fonction d'Émile Labeyrie et d'Émile Moreau, nous avons consulté :

#### **Dossiers thématiques du secrétariat général - Banque des Règlements Internationaux**

	1489200303/1
<i>Sur l'Allemagne et la Reichsbank</i>	1489200303/3
1069199005/10	1489200303/6
1069199005/11	1489200303/11
1069199005/14	1489200303/12
1069199005/15	1489200303/13
1069199005/27	1489200303/14
1069199005/45	1489200303/15
1069199005/49	1489200303/16
1069199005/46	1489200303/20
106919905/63	1489200303/25
<b>Réparations</b>	1489200303/26
1397199491/40	1489200303/27
1397199491/49	1489200303/30
1065199801/90	1489200303/31
1397199401/59	1489200303/32
1370200008/178	1489200303/34
1397199801/23	1489200303/35
1397199801/25	1489200303/161

## Société des Nations

Danzig : R3704, R3709, R3715, R3718, R3719

Conférence de Londres : R4628, R4637, R4639, R4641, R4642

Fonds privés – Lester Papers – 1930–1937 (sans cote lors de la consultation en 2005)

## Archives historiques de la Banque des Règlements Internationaux

Traités internationaux

- 6/36(2) à 6/36(9), German Credit Agreement, 1932-1939
- BR09, *Treaties, Agreements, Int. Conferences*

Papiers Schaeffer – *Copies de l'«Institut für Zeitgeschichte» de Munich, journal du Dr. Schaeffer, Secrétaire d'État au Ministère des finances du Reich de 1929 à 1932 : SCH 2*

Papiers McGarrah/Fraser : MCG 2, MCG 3, MCG 7, MCG 8, MCG 12

Papiers Quesnay – Papiers collectés à la «Direction des archives de France», les 16, 17 et 18 octobre 1985 : QUE 4, QUE 5

Papiers Rodd : ROD 1

Papiers Hülse : HUL3,VI

## Presse

Les archives de la *Reichsbank* permettent de consulter un très large éventail de journaux.

Nous avons en outre consulté sur toute la période les archives en ligne du *Time*.

## Sources publiées

Akten der Reichskanzlei. Weimarer Republik  
 Die Kabinette Brüning I und II  
 Die Kabinette Müller II

Akten zur deutschen Auswärtigen Politik  
 série B :  
 série C : 1933-1936  
 série D : 1937-1941

Die Tagebücher von Joseph Goebbels  
 1<sup>ère</sup> partie : *Aufzeichnungen* 1923-1941

*Gustav Stresemann Vermächtnis. Der Nachlass in drei Bänden* herausgegeben von Henry Bernhard unter Mitarbeit von Wolfgang Goetz und Paul Wiegler, Ullstein, Berlin, 1932-[1933], 3 vol.

Documents Diplomatiques Français 1932-1939  
 1<sup>ère</sup> série : 1932-1935  
 2<sup>e</sup> série : 1936-1939

Documents on British Foreign Policy 1919-1939

Foreign Relations of the United States 1929-1941

Tribunal militaire international de Nuremberg, *Der Nürnberger Prozeß. Das Protokoll des Prozesses gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof. 14. November 1945 -- 1. Oktober 1946*, Digitale Bibliothek, Berlin, 1999. Reproduction sur cd-rom des 22 volumes de procès-verbaux publiés en 1947

Société des Nations, Conférence monétaire et économique, Londres 1933, Journal, Archives, 500, n° 1 à 39

BRI, Procès verbaux des assemblées générales de 1933 à 1938

Conseils d'administration de la BRI, Ordres du jour et procès-verbaux 1930-1939 (volumes I à IX)

## Ouvrages de Hjalmar Schacht

- Der theoretische Gehalt des englischen Merkantilismus*, Druck von Mann, Berlin, 1900, 106 p.
- Einrichtung, Betrieb und Volkswirtschaftliche Bedeutung der Großbanken*, Helwing, Hanovre, 1912, 68 p.
- Die Reichsgesetzgebung über Münz- und Notenbankwesen*. Berlin, de Gruyter, 1926
- Stabilisierung der Mark*, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart, 1927.
- Die Pariser Sachverständigenkonferenz. Vortrag vor Vertretern der deutschen Wirtschaft. München, am 28. Juni 1929*. Berlin: Reichsbank., 1929.
- Das Ende der Reparationen*, G. Stalling, Oldenburg I. O., 1931, 246 p.
- Grundsätze deutscher Wirtschaftspolitik*, G. Stalling, Oldenburg, 1932, p.
- Zins oder Dividende? Eine Frage an d. Welt. Vortr. gehalten v. d. Dt. Handelskammer in d. Schweiz, Bezirksgruppe Basel am 11. Dez. 1933*. Reichsbank, Berlin, 1933
- Hjalmar Schacht Nationale Kreditwirtschaft*, P. Steegmann, Berlin, 1934, 53 p.
- Internationale Schulden- und Kreditproblem*, Berlin, Reichsbank, 1934, p.
- Deutschland in der Weltwirtschaft. Vortrag auf der Leipziger Frühjahrsmesse am 4. März 1935*, Berlin, Reichsbank, 1935.
- Königsberger Rede auf der Deutschen Ostmesse am 18. August 1935*, Berlin, Reichsbank, 1935.
- Deutschlands Kolonialproblem. Erschienen in der amerikanischen Zeitschrift „Foreign Affairs“*, Januar 1937. Berlin: Reichsbank.
- Schacht in seinen "Äußerungen"*, Reichsbank, Berlin, 1937.
- Schacht in der Karikatur*, Reichsbank, Berlin, 1937.
- Ces deux ouvrages
- Abrechnung mit Hitler*. Hamburg, Rowohlt, 1948
- Disponible en français : *Seul contre Hitler*, nrf - Gallimard, Paris, 1950, 332 p.
- Mehr Geld, mehr Kapital, mehr Arbeit*, Meissner, Schloss Bleckede, 1949
- 76 Jahre meines Lebens*, Kindler und Schiermeyer Verlag, Bad Wörishofen, 1953, 689 p.
- Kreditpolitik und Exportfinanzierung von Morgen*, Broschek, Hamburg, 1956.
- Schluß mit der Inflation*. Broschek, Hamburg, 1960.
- Magie des Geldes, Schwund oder Bestand der Mark*, Econ-Verlag, Düsseldorf, 1966.
- 1933 Wie eine Demokratie stirbt*, Econ-Verlag, Düsseldorf, 1968.
- Die Politik der Deutschen Bundesbank*, Lehmann, München, 1970

## Mémoires et biographies

Nous avons mis en premier les biographies et ouvrages concernant Hjalmar Schacht.

- BECK Earl Ray, *Verdict on Schacht, a study in the problem of political guilt*, Florida State University, Tallahassee, 1955, 201 p.
- BERTRAND Henri, *Le docteur Schacht*, nrf gallimard, Paris, 1939, 224 p.
- BOPP Karl R., *Hjalmar Schacht central banker*, University of Missouri, Columbia, 1939, 91 p.
- TEN CATE Johannes Hauwink, « Hjalmar Schacht als Reparationspolitiker (1926-1930) », *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, n° 74, 1987, 186-228 p.
- FISCHER Albert, *Hjalmar Schacht und Deutschlands « Judenfrage » : der « Wirtschaftsdiktator » und die Vertreibung der Juden aus der deutschen Wirtschaft*, Böhlau, Cologne, 1995.
- JAMES Harold, « Schacht's attempted defection form Hitler's Germany », *Historical Journal*, n° 30, 1987, p. 729-733.
- KOPPER Christopher, *Hjalmar Schacht. Aufstieg und Fall von Hitlers mächtigstem Bankier*, Hanser Wirtschaft, 2006, 370 p.
- LENZ Friedrich, *Zauber um Dr. Schacht*, Heidelberg, 1954. L'ouvrage d'un ancien nazi qui à des comptes à régler avec Schacht.
- MAIER Franz Karl, *Ist Schacht ein Verbrecher ?* Verlag die Zukunft Reutlingen, Stuttgart, 1947, 88 p.
- MÜHLEN Norbert, *Der Zauberer. Leben und Anleihen des D<sup>r</sup> Hjalmar Horace Greeley Schacht*, Europa, Zürich, 1938, 222 p.
- MÜLLER Helmut, *Die Zentralbank, eine Nebenregierung: Reichsbankpräsident Hjalmar Schacht als Politiker der Weimarer Republik*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 1973, 139 p.
- PENTZLIN Heinz, *Hjalmar Schacht : Leben u. Wirken e. umstrittenen Persönlichkeit*, Ullstein, Berlin, 1980, 296 p.
- PETERSON Edward N., *Hjalmar Schacht, for and against Hitler*, Christopher, Boston, 1954.
- REUTER Franz, *Schacht*, R. Kittler, Leipzig, 1937, 149 p.
- RUDLOFF Marcel-P., « Schacht, financier », *Revue de science financière*, n° 1, 1960, p. 72-104
- SAINT-JEAN Maurice de, *La politique économique et financière du Dr. Schacht*, Société Française d'imprimerie et de librairie, Poitiers, 1936.
- SCHOLTYSEK Joachim, « Hjalmar Schacht: opportunistischer Weltgänger », *Bankhistorisches Archiv*, n° 25, 1999, p. 38 et suiv..
- SIMPSON Amos E., *Hjalmar Schacht in perspective*, Mouton, The Hague, Paris, 1969, 202 p.
- WEITZ John, *Hitler's banker Hjalmar Horace Greeley Schacht*, Little, Brown and Company,

- Boston, New York, Toronto, London, 1997, 361 p.
- WILMOTS André, *Hjalmar Schacht (1877-1970). Grand argentier d'Hitler*, Le Cri, Bruxelles, 2001, 246 p.
- ZUMPE Lotte, « Arbeitsbeschaffung und Arbeitslosigkeit (1933-1935). Kritische Bemerkungen zu eines Schacht Biographie », *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, n° 2, 1982, p. 121 et suiv.
- ADENAUER Konrad, *Mémoires*, Hachette, Paris, 1965, trois volumes
- BAECHLER, *Gustave Stresemann (1878-1929) : de l'impérialisme à la sécurité collective*, Presses universitaires de Strasbourg, Strasbourg, 1996, 926 p.
- BARKAI Avraham, *Oscar Wassermann und die deutsche Bank. Bankier in schwieriger Zeit.*, C. H. Beck, München, 2005, 181 p.
- BERARD Armand, *Un ambassadeur se souvient, t .1 Au temps du danger allemand*, Paris, 1976, 554 p.
- BLUM Léon, *À l'échelle humaine*, nrf gallimard, Paris, 1945, 184 p.
- BLUM Léon, *L'exercice du pouvoir. Discours prononcés de mai 1936 à janvier 1937*, NRF - Gallimard, Paris, 1937, 356 p.
- BOYLE Andrew, *Montagu Norman; a biography*, Cassel, Londres, 1968, p.
- BRÜNING Heinrich, *Mémoires*, nrf gallimard, Paris, 1974, 501 p.
- BRÜNING Heinrich, *Reden und Aufsätze eines deutschen Staatsmanns*, Verl. Regensberg, München, 1968, 357 p.
- BRÜNING Heinrich, *Briefe und Gespräche, 1934-1945*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1974, 556 p.
- CADI Clotilde, *Siemens, l'empreinte du capitalisme familial de 1847 à nos jours*, Thèse sous la direction de Michel Hau, Université Marc Bloch, 481 pages, 2004.
- CASAMAYOR, *Nuremberg. 1945. La guerre en procès*, Stock, Paris, 1985, 201 p.
- COULONDRE Robert, *De Staline à Hitler. Souvenirs de deux ambassades, 1936-1939*, Hachette, Paris, 1950, 334 p.
- DAGERMAN Stig, *Automne allemand*, Actes Sud, Paris, 1980.
- DODD William E., *Diplomat auf heißem Boden. Tagebuch des USA-Botschafters William E. Dodd in Berlin 1933-1938*, Verlag der Nation, Berlin, 1969, 545 p.
- DORTEN J. A., *La tragédie rhénane*, R. Laffont, Paris, 1945, 269 p.
- DUMOULIN Michel et DUJARDIN Vincent, *Paul van Zeeland 1893-1973*, Racine, Bruxelles, 1997, 352 p.
- FEST Joachim, *Albert Speer*, Perrin, 2001, 370 p.
- FRANÇOIS-PONCET André, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin Septembre 1931 - Octobre 1938*, Flammarion, Paris, 1946, 358 p.
- GILLMANN Sabine et MOMMSEN Hans, *Politische Schriften und Briefe Carl Friedrich Goerdeler*, KG Saur, 2003, 1295 p.

- GIRAULT René et ZIEBURA Gilbert (dir.), *Léon Blum, socialiste européen. Acte de colloque (15-17 octobre 1993), palais du Luxembourg*, Complexe, Bruxelles, 1995, 223 p.
- GISEVIUS Hans Bernd, *Bis zum bittern Ende*, 2 volumes, Fretz & Wasmuth Verlag AG., Zürich, 1946, 477 et 437 p.
- GOLDENSOHN Leon N. et GELLATELY Robert, *Les entretiens de Nuremberg. Un psychiatre face aux criminels de guerre nazis*, Flammarion, Paris, 2005, p.
- HASSELL Ulrich von, *Journal d'un conjuré 1938-1944. L'insurrection de la conscience*, Belin, Paris, 1996, 447 p.
- HENDERSON Neville, *Deux ans avec Hitler*, Flammarion, Paris, 1940, 348 p.
- HÖMIG Herbert, *Brüning. Kanzler in der Krise der Republik. Eine Weimarer Biographie*, Schöningh, Paderborn, 2000, 876 p.
- JACKSON Robert Houghwout, *Nürnberg case*, A. Knopf, New York, 1971, 268 p.
- KERSHAW Ian, *Hitler Tome 1: 1889-1936 Hubris*, W. W. Norton & Company, New York Londres, 1999, 843 p.
- KERSHAW Ian, *Hitler Tome 2: 1936-1945 Nemesis*, W. W. Norton & Company, New York, London, 2001, 1115 p.
- KLEMPERER Victor, *Ich will Zeugnis ablegen bis zum letzten. Tagebücher 1933-1941*, Aufbau-Verlag, Berlin, 1995, 763 p.
- KUBE Alfred, *Pour le mérite und Hakenkreuz : Hermann Göring im Dritten Reich*, 1986, 389 p.
- LEITH-ROSS Frederick, *Money Talks : Fifty Years of International Finance*, Londres, 1968.
- LÖWITH Karl, *Ma vie en Allemagne avant et après 1933*, Hachette, Paris, 1988, 187 p.
- LUTHER Hans, *Politiker ohne Partei. Erinnerungen*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1960, 437 pages,
- LUTHER Hans, *Vor dem Abgrund. 1930-1933. Reichsbankpräsident in Krisenzeiten*, Propyläen Verlag, Berlin, 1964, 316 p.
- MARTENS Stefan, *Hermann Göring. "Erster Paladin des Führers" und "Zweiter Mann im Reich"*, Schöningh, Paderborn, 1985, 405 p.
- MOREAU Émile, *Souvenir d'un gouverneur de la Banque de France*, Paris, 1954.
- RENOUVIN Pierre et REMOND René (dirs), *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937* Colloque tenu à la Fondation nationale des sciences politiques, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1967, 440 p.
- RÖDDER Andreas, *Stresemanns Erbe, Julius Curtius und die deutsche Außenpolitik 1929-1931*, Schöningh, 2001, 328 p.
- SCHLABRENDORFF Fabian von, *Officiers contre Hitler*, Éditions Sefl, Paris, 1948, 208 p.
- STEINERT Marlis, *Hitler*, Fayard, Paris, 1991, 710 p. TREVIRANUS Gottfried Reinhold, *Das Ende von Weimar. Heinrich Brüning und seine Zeit*. Econ-Verlag, Düsseldorf, 1968, 431 p.
- SPEER Albert, *Au cœur du III<sup>e</sup> Reich*, Fayard, Paris, 1971, 815 p.
- TAYLOR Telford, *The anatomy of the Nürnberg trial, a personal memoir*, Bloomsbury, London, 1993, 703 p. ZELLER Eberhard, *Oberst Claus Graf Stauffenberg, ein Lebensbild*,

Schöningh, Paderborn, 1994, 331 p.

VON MOLTKE Freya, *Memories of Kreisau and the German Resistance*, University of Nebraska Press, Lincoln and London, 87 pages

VON PAPEN Franz, *Mémoires*, Paris, 1953



# Bibliographie

## I. Ouvrages généraux

- AYCOBBERY Pierre, *La société allemande sous le Troisième Reich : 1933-1945*, Éditions du Seuil, Paris, 1998, 433 p.
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François, *1938-1948, les années de tourmente*, 1996, 1137 p.
- BADIA Gilbert (dir.), *Histoire de l'Allemagne contemporaine. Les deux Etats allemands RFA – RDA*, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1987, 634 p.
- BARIETY Jacques, GUTH Alfred et VALENTIN Jean-Marie, *La France et l'Allemagne entre les deux Guerres mondiales. Actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV) 15-16-17 janvier 1987*, Presses Universitaires de Nancy, Nancy, 1987, 244 p.
- BARKAI Avraham, *Das Wirtschaftssystem des Nationalsozialismus*, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main, 1988, 279 p.
- BARTOV Omer, *L'armée d'Hitler*, Hachette Littératures, Paris, 1999, 317 p.
- BENZ Wolfgang, GRAML Hermann et WEISS Hermann, *Enzyklopädie des Nationalsozialismus*, Klett-Cotta, Stuttgart, 1998, 900 p.
- BETTELHEIM Charles, *L'économie allemande sous le nazisme. Un aspect de la décadence du capitalisme*, Librairie Marcel Rivière et Cie, Paris, 1946, 302 p.
- BLOCH Charles, *Le troisième Reich et le monde*, Imprimerie Nationale, Paris, 1986, 545 p.
- BODENSIECK Heinrich, HAUSER Oswald, *Preußen, Deutschland und der Westen. Auseinandersetzungen und Beziehungen seit 1789*, Gött., 1984.
- BRACHER Karl Dietrich et GRAML Hermann, *Widerstand im Dritten Reich: Probleme, Ereignisse, Gestalten*, Fischer Taschenbuch, Frankfurt am Main, 1994, 267 p.
- BRACHER Karl Dietrich, *Hitler et la dictature allemande*, Complexe, Bruxelles, 1995, 681 p.
- BROSZAT Martin et SCHWABE Klaus, *Die Deutschen Eliten und der Weg in den Zweiten Weltkrieg*, C. H. Beck, München, 1989, 443 p.
- BROSZAT Martin, *Der Staat Hitlers. Grundlegung und Entwicklung seiner inneren Verfas-*

- sung*, Deutscher Taschenbuch Verlag, München, 2000, 475 p.
- CAHN Jean-Paul, POLONI Bernard, SCHNEILIN Gérard (dir.), *L'Allemagne des recommandations de Londres à la souveraineté (1948-1955). Aspects de la question*, Nantes, Editions du Temps, 2004, 222 p.
- CASTELLAN George, *L'Allemagne de Weimar, 1918-1933*, Armand Colin, Paris, 1972, 433 p.
- CONZE Werner, *Die Zeit Wilhelms II. und die Weimarer Republik : Deutsche Geschichte 1890-1933*, Wunderlich Metzler, Stuttgart, 1964, 271 p.
- DARD Olivier, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, PUF, Paris, 2002, 332 p.
- DEIST Wilhelm, MESSERSCHMIDT M., VOLKMANN Hans Erich et WETTE W., *Ursachen und Voraussetzungen des Zweiten Weltkrieges*, Fisher Taschenbuch Vlg, Frankfurt am Main, 1995, 954 p.
- DUPEUX Louis, *National bolchevisme : stratégie communiste et dynamique conservatrice*, 2 Vol. H. Champion, Paris, 1979, p.
- DUPEUX Louis, *Histoire culturelle de l'Allemagne, 1919-1960*, PUF, Paris, 1989, 365 p.
- DUPEUX Louis, *La « Révolution conservatrice » allemande sous la République de Weimar*, Kimé, Paris, 1992, 437 p.
- ERDMANN Karl Dietrich et SCHULZE Hagen, *Weimar. Selbstpreisgabe einer Demokratie. Eine Bilanz heute.*, Ddf., 1984.
- ESCHENBURG Theodor, *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Band 1 : Jahre der Besatzung 1945-1949*, Stuttgart, DVA, 1983, 627 p.
- FALTER Jürgen, LINDENBERGER Thomas et SCHUMANN Siegfried, *Wahlen und Abstimmungen in der Weimarer Republik*, C. H. Beck, Munich, 1986, 251 p.
- FÜRSTENAU Justus, *Entnazifizierung. Ein Kapitel deutscher Nachkriegspolitik.*, Luchterland., Neuwied und Berlin, 1969, 276 p.
- GAY Peter. *Le suicide d'une république : Weimar, 1918-1933*, Calmann-Lévy, Paris, 1993, 268 p.
- GRAML Hermann, MOMMSEN Hans, REICHHARDT Hans-Joachim et Ernst WOLF, *The German resistance to Hitler*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, 1970, 281 p.
- GRAML Hermann, *Europa zwischen den Kriegen*, Deutscher Taschenbuch-Verlag, München, 1976, 401 p.
- GRAML Hermann, *Zwischen Stresemann und Hitler*, Oldenbourg, 2001, 239 p.
- GUILLEN Pierre, CASTELLAN Georges, *Histoire de l'Allemagne. tome 4 : La construction de deux Etats allemands 1945-1973*, Paris, Hatier, 1976, 224 p.
- HAMEROW Theodore S., *On the road to the Wolf's lair : German resistance to Hitler*, Harvard University Presse, Cambridge, 1997, X, 442 p.
- HILBERG Raul, *La destruction des Juifs d'Europe*, Édition définitive, trois tomes, Folio Histoire, Paris 2006.
- HOBBSAWM Eric J., *L'âge des extrêmes Histoire du court XX<sup>e</sup> siècle*, Complexe, Le Monde Diplomatique, Bruxelles, 1999, 810 p.
- HOFFMANN Peter, *La résistance allemande contre Hitler*, Balland, Paris, 1984, p.
- HUGHES Michael, *Nationalism and society : Germany, 1800-1945*, E. Arnold, Londres, 1988,

237 p.

- JÄCKEL Eberhard, *Hitler idéologue*, Gallimard, Paris, 1995, 174 p.
- KORINMAN Michel, *Deutschland über alles. Le pangermanisme 1890-1945*, Fayard, Paris, 1999, 701 p.
- KREBS Gilbert, SCHNEILIN Gérard (dir.), *L'Allemagne 1945-1955. De la capitulation à la division*, Asnières, Publications de l'Institut d'Allemand, 1996, 319 p.
- KREBS Gilbert et SCHNEILIN Gérard, *État et société en Allemagne sous le Troisième Reich*, PIA (Publications de l'Institut d'Allemand), Asnières, 1997, 299 p.
- LACROIX-RIZ Annie, *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*, Armand Colin, Paris, 2006, 671 p.
- MARTENS Stefan, LEVISSE-TOUZE Christine, *Des Allemands contre le Nazisme*, Albin Michel, Collection : Essais Doc., 1997, 382 p.
- MENUJER Henri (dir.), *L'Allemagne occupée (1945-1949)*, Bruxelles, Editions Complexe, 1990, 336 p.
- MERLIO Gilbert, *Les résistances allemandes à Hitler*, Tallandier, Documents d'Histoire, Paris, 2001, 224 p.
- MIALE Florence R. et SELZER Michael, *The Nuremberg mind. The Psychology of the Nazi Leaders*, Quadrangle / The New York Times Book Co., New York, 1975, 303 p.
- MICHALKA Wolfgang, *Die Nationalsozialistische Machtergreifung*, Paderborn, München, Wien, Zürich, 1984, 415 p.
- MÖLLER Horst, *La République de Weimar*, Paris, Tallandier, 2005, 367 p.
- MOMMSEN Hans, *Le national-socialisme et la société allemande*, Éditions de la MSH, 1997, 414 p.
- MOMMSEN Hans, *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1998.
- MORSEY Rudolf, *Der Untergang des politischen Katholizismus: die Zentrumsparterie zwischen christlichem Selbstverständnis und "Nationaler Erhebung" 1932/33*, Basler Verlag, Stuttgart, Zürich, 1977, 279 p.
- MORSEY Rudolf, *Die Bundesrepublik Deutschland. Entstehung und Entwicklung bis 1969*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1987, 274 p.
- MOSSE George L., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Hachette Littératures, 1999, 291 p.
- MURAWIEC Laurent, « Le Mémoire sur les tâches d'un plan de quatre ans d'Adolf Hitler », *Vingtième Siècle*, n° 62, 1999, p. 85-105
- MUSIEDLAK Didier, « L'espace totalitaire d'Adolf Hitler », *Vingtième siècle*, n° 47, p. 24-41
- NIEDHART Gottfried, *Deutsche Geschichte 1918 - 1933. Politik in der Weimarer Republik und der Sieg der Rechten.*, Stuttgart, 1994, 222 p.
- PETZINA Dietmar, *Deutsche Geschichte seit dem Ersten Weltkrieg*, Stuttgart, 1973, p.
- PEUKERT Detlev J. K., *La république de Weimar. Années de crise de la modernité*, Aubier, Paris, 1995, 301 p.
- POIDEVIN Raymond, *L'Allemagne de Guillaume II à Hindenburg*, Ed. Richelieu, 1972, 409 p.

- POIDEVIN Raymond, *L'Allemagne et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Masson, Paris, 1983, 292 p.
- POLIAKOV Léon, *Le procès de Nuremberg*, Juliard, Paris, 1971, 290 p.
- RENOUVIN Pierre et DUROSELLE Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Armand Colin, Paris, 1964, 533 p.
- ROTH François, *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Armand Colin, Paris, 2002, 192 p.
- SCHIRMANN Sylvain, « Le réarmement allemand : implications industrielles et sociales (1933-1939) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 47, 1997, p. 21-28
- SCHIRMANN Sylvain, *Quel ordre Européen ?*, Armand Colin, Paris, 2006, 335 p.
- SCHMOLDERS Günter, *Personalistischen Sozialismus. Die Wirtschaftsordnung Konzeption des Kreisauer Kreises der deutsche Widerstandsbewegung*, Westdeutschen Verlag, Cologne, 1969, 94 p.
- SCHULZ Gerhard, « National Patriotismus in Widerstand: ein Problem der europäischen Krise und des zweiten Weltkriegs - nach vier Jahrzehnten Widerstandsgeschichte », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 32, 1984, p. 331-372
- SCHULTZ Hans Jürgen (dir), *Der 20. Juli-Alternative zu Hitler*, Stuttgart, 1974, p.
- SCHWARZ Hans-Peter, *Vom Reich zur Bundesrepublik. Deutschland im Widerstreit der außenpolitischen Konzeptionen in den Jahren der Besatzungsherrschaft 1945-1949*, 2<sup>e</sup> édition augmentée, Stuttgart, Klett-Cotta, 1980, LXXX-910 p.
- SHIRER William Lawrence, *Le Troisième Reich : des origines à la chute*, 2 volumes, Le Livre de Poche, Paris, 1960, 727 et 796 p.
- SOUTOU Georges-Henri, *L'or et le sang*, Fayard, Paris, 1989, 963 p.
- STÜRMER Michael, *Die Weimarer Republik*, Königstein, 1980.
- THALMANN Rita, *République de Weimar*, Presses universitaires de France, Paris, 1986, 127 p.
- VOGEL Rolf, *Ein stempel hat gefehlt. Dokumente zur Emigration deutscher Juden*, Droemer Knaur, München, Zürich, Knaur, 1977, 367 p.
- WAHL Alfred, *Culture et mentalité en Allemagne*, SEDES, Paris, 1988, 260 p.
- WAHL Alfred, *Histoire de la République fédérale d'Allemagne*, Paris, Armand Colin, 1991, 192 p.
- WAHL Alfred, *L'Allemagne de 1918 à 1945*, Armand Colin, Paris, 1993, 175 p.
- WAHL Alfred, *Les forces politiques en Allemagne, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, Paris, 1999, 368 p.
- WEHLER Hans-Ulrich, CHARLE Christophe et LAROCHE Françoise, *Essais sur l'histoire de la société allemande 1870-1914*, 2003.
- WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique*, PUF, Paris, 2001, 586 p.
- WIEVIORKA Annette, *Le procès de Nüremberg*, Mémorial de Caen/éditions Ouest-France, Rennes, 1995, 208 p.
- WIEVIORKA Annette, *Les procès de Nüremberg et de Tokyo*, Complexe, Bruxelles, 1996, 328 p.
- WISTRICH Robert, *Wer war wer im Dritten Reich: ein biographisches Lexikon*, Fischer Taschenbuch Verl, Frankfurt am Main, 1993, 398 p.

## II. Problèmes économiques

- « Bank and industry in the interwar period », *The Journal of the European economic history*, n° 2, Vol. 13
- Histoire et économie politique en Allemagne*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 2004, 306 p.
- ABELSHAUSER Werner, « Aux origines de l'économie sociale de marché. État, économie et conjoncture dans l'Allemagne du 20<sup>e</sup> siècle », *Vingtième Siècle*, n° 34, 1992, p. 175-191
- ADAM Magda, « Les pays danubiens et Hitler (1933 à 1936) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, n° 98, p. 1-26.
- BALDERSTON Theo, *The origins and course of the German economic crisis: November 1923 to May 1932*, Berlin, Haude & Spener, 1993, 505 p.
- BALLANDE Laurence, *Essai d'étude monographique et statistique sur les ententes économiques internationales* Thèse, Librairie technique et économique, Paris, 1936.
- BERAUD Alain et FACCARELLO Gilbert, *Nouvelle histoire de la pensée économique*, La Découverte, Paris, 2000  
 Volume 1, *Des scolastiques aux classiques*, 624 p.  
 Volume 2, *Des premiers mouvements socialistes aux néoclassiques*, 614 p.  
 Volume 3, *Des institutionnalistes à la période contemporaine*, 523 p.
- BONN J-M, « La paix économique. Dans quelle mesure les régimes autarciques sont-ils conciliables avec le maintien de la paix ? », *Esprit International*, 1938, p. 238-255
- BORCHARDT Knut, STÜRMER Michael, *Zwangslagen und Handlungsspielräume in der großen Wirtschaftskrise der frühen dreißiger Jahre*, Königstein, 1980, p.
- BORN Karl Erich, *Die deutsche Bankenkrise 1931. Finanzen und Politik*, R. Piper & Co. Verlag, Munich, 1967, 286 p.
- BORN Karl Erich, *Geld und Banken im 19. und 20. Jahrhundert*, Kröner, Stuttgart, 1977, 663 p.
- BOUVIER Jean, « Contrôle des changes et politique économique extérieure de la SFIO en 1936 », *Relations Internationales*, n° 13, 1978, p. 111-115
- BUSSIÈRE Éric, DUMOULIN Michel, GROSBOIS Thierry et STELANDRE Yves, *Les cercles économiques et l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle*, Collège Erasme. Projet transeuropéen sur le thème: Identité et conscience européennes au XX<sup>e</sup> siècle, Louvain-la-Neuve, 1992, 258 p.
- BUSSIÈRE Éric et DUMOULIN Michel (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne en Europe occidentale au XX<sup>e</sup> siècle*. Colloque, Arras, décembre 1996, organisé par l'Université catholique de Louvain, l'Institut d'études européennes ; l'Université d'Artois, le Centre de recherches d'histoire contemporaine ; Artois presses université, Arras, 1998, 441 p.
- BUSSIÈRE Éric, DUMOULIN Michel et TEICHOVA Alice, *L'Europe centrale et orientale en recherche d'intégration économique, 1900-1950 Colloque d'Arras, 5-7 décembre 1996*, Institut d'études Européennes, Louvain-la-Neuve, 1998, 174 p.
- BYE Maurice et DESTANNES DE BERNIS Gérard, *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris, 1987, 1336 p.

- CLAVERT Frédéric, « *The Economist* » et la politique économique française du premier gouvernement Blum à la déclaration de guerre. Juin 1936-Septembre 1939, Mémoire de l'IEP de Strasbourg, sous la direction de Sylvain Schirmann et Sabine Urban. Consultable à la BNUS (Strasbourg), 1998.
- CONZE Werner et RAUPACH H., *Die Staats und Wirtschaftskrise des deutschen Reichs 1929 - 1933*, Stuttgart, 1967, 265 p.
- DELPLA François, *Nuremberg, face à l'histoire*, L'Archipel, Paris, 2006, 348 p.
- DENGG Sören, *Deutschland Austritt aus dem Völkerbund und Schachts « Neuer Plan »*, P. Lang, Frankfurt, 1986, 480 p.
- DENNERY Étienne, *Le problème des matières premières*, Institut International de coopération intellectuelle, Paris, 1939, 247 p.
- DÖRING D., *Deutsche Außenwirtschaftspolitik 1933-1935*, Berlin, 1969.
- DÖRING Franz, *Gold oder Papier*, G. D. W. Callwey, Munich, 1934, 46 p.
- DUBAIL René, *Une expérience d'économie dirigée : l'Allemagne nationale-socialiste*, Imprimerie P. Dupont, Paris, 1962, 171 p.
- EINZIG Paul, *Bloodless invasion, german economic penetration in the Danubian States*, Londres, 1938, 119 p.
- ELVERT Jürgen, *Mitteleuropa! Deutsche Pläne zur europäischen Neuordnung 1918-1945*, F. Steiner, Stuttgart, 1999, 448 p.
- ERBE René, *Die nationalsozialistische Wirtschaftspolitik 1933 - 1939 im Lichte der modernen Theorie*, Zürich, 1958, 197 p.
- ESENWEIN-ROTHE Ingeborg, *Wirtschaftsverbände und Wirtschaftspolitik Tome 1 - Die Wirtschaftsverbände von 1933 bis 1945*, Berlin, Duncker & Humblot, 1965, 209 p.
- FAMCHON Yves et LERUTH Maurice, *L'Allemagne et le Moyen Orient, analyse d'une pénétration économique contemporaine*, édition des Relations Internationales, Paris, 1957, 206 p.
- FEIERTAG Olivier et MARGAIRAZ Michel, *Politiques et pratiques des banques d'émission en Europe (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles). Le bicentenaire de la Banque de France dans la perspective de l'identité monétaire européenne*, Albin Michel, Paris, 2003.
- FELDMAN Gerald D., *The great disorder: politics, economics, and society in the German inflation, 1914-1924*, Oxford University Press, 1993, 1011 p.
- FISCHER Wolfram, *Die Wirtschaftspolitik Deutschlands 1918-1945*, Pr. G. Peters, Lüneburg, 1961, p.
- FORSTMEIER F. et VOLKMANN Hans Erich, *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, Düsseldorf, 1975.
- FREYMOND Jean, « Les industriels allemands de l'acier et le bassin lorrain (1940-1942) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Tome XIX, p. 27-44
- FREYMOND Jean, *Le Troisième Reich et la réorganisation économique de l'Europe*, Sijthoff, Leiden, 1974, 302 p.
- GALL Lothar, FELDMAN Gerald D., JAMES Harold, HOLTFRERICH Carl-Ludwig et BÜSCHGEN Hans E., *Die Deutsche Bank 1870-1995*, C. H. Beck, München, 1995, 1015 p.
- GILLINGHAM John R., *Industry and politics in the Third Reich. Ruhr coal, Hitler and Europe*,

- Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 1985, 183 p.
- HADEBANK Heinz, *Die Reichsbank in der Weimarer Republik. Zur Rolle der Zentralbank in der Politik des deutschen Imperialismus*, Akademie-Verlag, Berlin, 1981, 604 p.
- HALLGARTEN George Wolfgang Felix, *Hitler, Reichswehr und Industrie*, Frankfurt a.M., 1955.
- HALLGARTEN George Wolfgang Felix et RADKAU Joachim, *Deutsche Industrie und Politik von Bismarck bis heute*, Frankfurt a.M., 1974, 574 p.
- HAU Michel, *Histoire économique de l'Allemagne, 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles*, Economica, Paris, 1994, 364 p.
- HAU Michel, *Un siècle d'histoire industrielle en Allemagne, 1880-1970 : industrialisation et sociétés*, SEDES, Paris, 1998, 192 p.
- HELANDER Sv., *Das Autarkieproblem in der Weltwirtschaft*, Berlin, 1955, 684 p.
- HENNING Friedrich-Wilhelm, *Probleme des nationalsozialistischen Wirtschaftspolitik*, Berlin, 1976.
- HERBST Ludolf, *Der totale Krieg und die Ordnung der Wirtschaft*, Stuttgart, 1982, 474 p.
- HERISSON C., *Autarcie. Contribution à l'étude des doctrines du commerce international*, Paris, 1937.
- HEYDE Philipp, *Das Ende der Reparationen : Deutschland, Frankreich und der Youngplan 1929-1932*, F. Schöningh, Paderborn, c1998, 506 p.
- HIGHAM Charles, *Trading with the enemy*, Delacorte, New York, 1983, 1983 p.
- JÄGER J.J., *Die Wirtschaftliche Abhängigkeit des dritten Reiches vom Ausland, dargestellt am Beispiel der Stahlindustrie*, Berlin, Berlin Verlag, 1969, 336 p.
- JAMES Harold Douglas, *The Reichsbank and public finance in Germany, 1924-1933*, Knapp, Frankfurt, 1985.
- JAMES Harold Douglas, *The German slump : politics and economics, 1924-1936*, Clarendon presse, Oxford, 1986, 469 p.
- JAMES Harold Douglas, *The Deutsche Bank and the nazi economic war against the Jews. The expropriation of Jewish-owned property*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, 268 p.
- JOLY Hervé, *Patrons d'Allemagne : sociologie d'une élite industrielle, 1933-1989*, Presses de la FNSP, Paris, 1996, 364 p.
- KEESE Dietmar, *Die Volkswirtschaftlichen Gesamtgrößen für das deutsche Reich 1925-1936*, 1967.
- KEYNES John Maynard, *The General Theory of Employment, Interest, and Money*, Macmillan, Londres, 1936.
- KEYNES John Maynard et BAINVILLE Jacques, *Les Conséquences économiques de la paix, suivi de : Les Conséquences politiques de la paix*, 2002.
- KINDLEBERGER Charles Poor, *La grande crise mondiale 1929-1939*, Economica, Paris, 1988, 366 p.
- KINDLEBERGER Charles Poor, *Histoire financière de l'Europe Occidentale*, Economica, Paris, 1993, 708 p.

- KOEHN Barbara, *La résistance allemande contre Hitler. 1933-1945*, Paris, PUF - Politique d'aujourd'hui, 2003, 400 p.
- KÖHLER Bernhard, *Des Führers Wirtschaftspolitik*, F. Eher, München, 1935, 48 p.
- KÖHLER Bernhard, *Deutschland in der Weltwirtschaft*, Berlin, 1935.
- KOPPER Christopher, *Bankiers unterm Hakenkreuz*, Hanser, Munich, 2005, 297 p.
- LARGE David Clay, *Contending with Hitler: varieties of German resistance in the Third Reich*, Cambridge University Press, Cambridge, 1994, 197 p.
- LAUFENBURGER Henry, « La vie économique en Allemagne », *Revue d'économie politique*, n° 51, 1937, p. 1263-1299.
- LAUFENBURGER Henry, « Quelques aspects de la reprise allemande », *Revue d'économie politique*, 1938, p. 11-41
- LAUFENBURGER Henry, *L'économie allemande à l'épreuve de la guerre*, Paris, Medecis, 1940.
- LEON Pierre, *Histoire économique et sociale du monde Tome 5 : Guerres et crises 1914-1947*, Armand Colin, Paris, 1976, 624 p.
- LEVY-LEBOYER Maurice, *Les banques en Europe de l'Ouest de 1920 à nos jours*. Colloque tenu à Bercy les 7 et 8 octobre 1993, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Paris, 1995, 358 p.
- MARCHAND Jacques, *La renaissance du mercantilisme à l'époque contemporaine*, Librairie technique et économique, Paris, 1937, 223 p.
- MARGUERAT Philippe, « L'Allemagne et la Roumanie à l'automne 1938: économie et diplomatie », *Relations Internationales*, n° 1, 1974, p. 155-171
- MARGUERAT Philippe, *Le III<sup>e</sup> Reich et le pétrole roumain 1938-1940. Contribution à l'étude de la pénétration économique allemande dans les Balkans à la veille et au début de la Seconde Guerre mondiale*, Institut Universitaire des Hautes études Internationales, Genève, 1977, 231 p.
- MARGUERAT Philippe, « Le protectionnisme financier allemand et le bassin danubien à la veille de la Seconde Guerre Mondiale : l'exemple de la Roumanie », *Relations Internationales*, n° 16, 1978, p. 351-364
- MARGUERAT Philippe et JILEK Lubor, *Banque et investissement industriel. Paribas, le pétrole roumain et la politique française, 1919-1939*, Faculté des lettres Neuchâtel, Librairie Droz, Neuchâtel, Genève, 1987.
- MILLMAN Brock, « Credit and supply in Turkish foreign policy and the tripartite alliance », *International History Review*, n° 16, 1994, p. 70-80
- OVERY Richard J, *The nazi economic recovery 1932-38*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, 77 p.
- PEPY André, *Le plan Young*, Les Éditions internationales, Paris, 1930, 186 p.
- PERROUX F., *Autarcie et expansion. Empire ou Empires ?*, Librairie de Médecis, Paris, 1940, 71 p.
- PETZINA Dietmar, *Autarkiepolitik im Dritten Reich. Der nationalsozialistische Vierjahresplan*, dva, Stuttgart, 1968, 204 p.
- PETZINA Dietmar, « Die Mobilisierung der Arbeitskräfte vor und während des 2. Weltkrieges », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, n° 4, Vol. 18, 1970, p. 443-455



- PETZINA Dietmar, *Die Deutsche Wirtschaft in der Zwischenkriegszeit*, Wiesbaden, 1977.
- PETZINA Dietmar, ABELSHAUSER Werner et FAUST Anselm, *Sozialgeschichtliches Arbeitsbuch III. Materialien zur Statistik des Deutschen Reiches 1914-1945*, C. H. Beck, Munich, 1978, 186 p.
- PETZOLD Joachim, « Monopole - Mittelstand - NSDAP ; auseinandersetzungen zwischen den interessenvertretern des Mittelstandes und des Monokapitals in des Faschistischen Partei », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, n° 28, 1980, p. 862-875
- PFEIDERER Doris, *Deutschland und der Youngplan. Die Rolle der Reichsregierung, Reichsbank und Wirtschaft bei der Entstehung des Youngplans*, Stuttgart, 2002, 339 p.
- PIETRE A., *Monnaie et économie internationales du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, 1967, 466 p.
- POIDEVIN Raymond, BARIETY Jacques, GUTH Alfred et VALENTIN Jean-Marie, *La tentative de rapprochement économique entre la France et l'Allemagne 1938-1939*, Presses Universitaires de Nancy, Nancy, 1987, 59-68 p.
- PRISCO Salvatore, « Vampire diplomacy: nazi economic nationalism in Latin America, 1934-1940 », *Diplomacy and statecraft*, n° 2, 1991, p. 173-181
- PÜTZ T., *Die deutsche Aussenwirtschaft im Engpass der Jahre 1933 - 1937*, Berlin, 1938.
- RITSCHL Albrecht, *Deutschlands Krise und Konjunktur 1924-1934. Binnenkonjunktur, Auslandsverschuldung und Reparationsproblem zwischen Dawes-Plan und Transfersperre*, Akademie-Verlag, Berlin, 2002, 297 p.
- SAYERS Richard Sidney, *The Bank of England, 1891-1944*, 1990.
- SCHIRMANN Sylvain, « Aspects de la crise économique allemande (1929-1932) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 30, 1993, p. 63-73
- SCHIRMANN Sylvain, *Les relations économiques et financières franco-allemandes, 1932-1939*, Ministère de l'économie et du budget, Paris, 1995, 304 p.
- SCHRÖDER Hans Jürgen, *Der Aufbau der deutschen Hegemonialstellung in Südosteuropa 1933-1936*, 757 p.
- STOLPER Gustav, HÄUSER Karl et Borchardt Knut, *Deutsche Wirtschaft seit 1870*, J. C. B. Mohr, Tübingen, 1964, 375 p.
- STROHL JH, *L'œuvre économique et monétaire de la conférence de Londres (1933) et ses conséquences*, Thèse pour le doctorat en droit, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1939, 271 p.
- TEICHOVA Alice, *An economic background to Munich*, Cambridge University Press, Cambridge, 1974, 422 p.
- TEICHOVA Alice, *Central Europe in the Twentieth Century An economic perspective*, Ashgate, Aldershot, Brookfield USA, Singapore, Sydney, 1997, 178 p.
- THOMAS Georg Richard et BIRKENFELD Wolfgang, *Geschichte der deutschen Wehr und Rüstungswirtschaft (1918-1943-1945)*, Boldt, Boppard a. Rh., 1966, XV, 552 p.
- THOMAS Jean-Paul, *Les politiques économiques au XX<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, Paris, 1994, 192 p.
- TURNER Henry Ashby, *German big business and the rise of Hitler*, Oxford University Press, Londres, 1985, 504 p.

- VOGT Martin, *Die Entstehung des Young Plans dargestellt vom Reichsarchiv 1931-1933*, Harald Boldt Verlag, Boppard am Rhein, 1970, 396 p.
- WEILL-RAYNAL Étienne, *Les Réparations allemandes et la France*. Nouvelles éditions latines, Paris, 1948
- I. Des origines jusqu'à l'institution de l'état des paiements (novembre 1918-mai 1921)  
 II. L'Application de l'état des paiements, l'occupation de la Ruhr et l'institution du plan Dawes (mai 1921-avril 1924)  
 III. L'application du plan Dawes, le plan Young et la liquidation des réparations (avril 1924-1936)
- ZALESKI Eugène, *Les courants commerciaux de l'Europe danubienne au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*. Thèse pour le doctorat en droit présentée et soutenue le 2 juin 1949, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1952, 564 p.
- ZUMPE Lotte, « Kohle, Eisen, Stahl 1936-1937: Unterdrückung oder Interessenprofilierung? », *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, n° 1, 1980, p. 137-151

### III. Relations internationales

- « Cent ans de rapports franco-allemands », *Revue d'Allemagne*, tome LV, n° 3, juillet-septembre 1972, Strasbourg.
- BARIETY Jacques, *Les relations franco-allemandes après la Première guerre mondiale Texte imprimé : 10 novembre 1918-10 janvier 1925, de l'exécution à la négociation*, Pedone, Publications de la Sorbonne Série internationale 8, Paris, 1977, 797 p.
- BENZ Wolfgang et GRAML Hermann, *Aspekte deutsche Außenpolitik im 20. Jahrhundert*, Stuttgart, 1976.
- BLOCH Charles, « L'influence réciproque entre la politique intérieure et la politique extérieure nationales-socialistes (1933-1939) », *Relations Internationales*, n° 4, p. 91-109
- BUCHET Constantin, *România și republica de la Weimar 1919-1933. Economie, Diplomatie, și geopolitică*. Editura All Educational, Bucarest, 2001, 246 p.
- CLAVERT Frédéric, *La mission van Zeeland, une tentative de clearing multilatéral (juillet 1936 - septembre 1938)*, mémoire de DEA consultable à la bibliothèque de l'Institut des Hautes études Européennes, Strasbourg, 1999.
- DREYFUS François-Georges, *Les relations franco-allemandes. 1933-1939*, CNRS, Strasbourg, 1976, 424 p. FRANÇOIS-PONCET André, *De Versailles à Potsdam 1919-1945*, 1948, 305 p.
- DUMOULIN Michel, « La mission van Zeeland. Essai de clearing diplomatique de l'apaise-ment (1937-1938) », n° 39, 1984, p. 355-372
- DUMOULIN Michel, *Plans des temps de guerre pour l'Europe d'après-guerre, 1940-1947*, Actes du colloque de Bruxelles 12-14 mai 1993, Bruylant, Bruxelles, 1995, 647 p.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, *Histoire des relations internationales*, Vol. 1, Armand Colin, 2001, 469 p.
- FEIERTAG Olivier, « Banques centrales et relations internationale au XX<sup>e</sup> siècle : le problème historique de la coopération monétaire internationale », *Relations Internationales*,

n° 100, 1999, p. 355-376

- FLEURY Antoine, « Un sursaut antiprotectionniste dans le contexte de la crise économique de 1929: le projet d'une trêve douanière plurilatérale », *Relations Internationales*, n° 39, 1984, p. 333-354
- GIRAULT René, « Léon Blum, la dévaluation de 1936 et la conduite de la politique extérieure de la France », *Relations Internationales*, n° 13, 1978, p. 91-109
- GIRAULT René, « Économie et politique internationale : diplomatie et banque pendant l'entre-deux-guerres », *Relations Internationales*, n° 21, 1980, p. 7-22
- GIRAULT René et FRANK Robert (dir.), *La puissance en Europe 1938 - 1940*, Publication de la Sorbonne, Paris, 1984, 404 p.
- GIRAULT René et BOSSUAT Gérard, *Europe brisée, Europe retrouvée : nouvelles réflexions sur l'unité européenne au XX<sup>e</sup> siècle*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1994, 431 p.
- GIRAULT René, *Identité et conscience européennes au XX<sup>e</sup> siècle*, Hachette, Paris, 1994, 234 p.
- GIRAULT René et FRANK Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Armand Colin, Paris, 1998, 287 p.
- HILDEBRAND Klaus, *Das vergangene Reich: deutsche Aussenpolitik von Bismarck bis Hitler, 1871-1945*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1996, 1054 p.
- JACOBSEN Hans-Adolf, *Nationalsozialistische Außenpolitik*, Metzner, Francfort, 1968, 944 p.
- JEANNESSON Stanislas, *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924). Histoire d'une occupation*, Presses Universitaires de Strasbourg, collection « Les mondes germaniques », Strasbourg, 1997, 432 p.
- KREBS Gilbert, *Sept décennies de relations franco-allemandes 1918-1988, Hommage à Joseph Rovin*, Paris, 1989, 361 p.
- KRÜGER Peter, *Die Außenpolitik der Republik von Weimar*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1985, 605 p.
- METZGER Chantal, *L'empire colonial Français dans la stratégie du troisième Reich (1936-1945) Thèse sous la direction de Jacques Bariéty*, 2 volume2, PIE-Peter Lang, Bruxelles, 2002, 1123 p.
- MICHALKA Wolfgang et DÜLFFER Jost, *Die Deutsche Frage in der Weltpolitik*, F. Steiner Verlag Wiesbaden, Stuttgart, 1986, 174 p.
- MICHALKA Wolfgang, *Nationalsozialistische Aussenpolitik*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1978, 579 p.
- MICHEL Bernard, « Les enjeux des Grandes Puissances dans les Balkans depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours », *Relations Internationales*, n° 103, 2000, p. 279-288
- MUET Yannick, *Le débat européen dans l'Entre-deux-guerres*, Économica, Paris, 1997, 158 p.
- NIEDHART Gottfried, *Die Außenpolitik der Weimarer Republik*, Munich, Oldenburg, 1999, 142 p.
- POIDEVIN Raymond et BARIÉTY Jacques, *Relations franco-allemandes : 1815-1975*, Armand Colin, Paris, 1979, 377 p.
- SCHIRMANN Sylvain, *Crise, coopération économique et financière entre États européens, 1929-1933*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Paris, 2000,

401, p.

SCHRÖDER Hans Jürgen, *Deutschland und die Vereinigten Staaten 1933-1945 ; Wirtschaft und Politik in der Entwicklung des deutschamerikanischen Gegensatzes*, F. Steiner, Wiesbaden, 1970, 338 p.

SCHRÖDER Hans-Jürgen, « Deutsche Südosteuropapolitik 1929-1936. Zur Kontinuität deutscher Außenpolitik in der Weltwirtschaftskrise », *Geschichte und Gesellschaft*, n° 1, Vol. 2, 1976, p. 5-32

SCHRÖDER Hans Jürgen, « Südosteuropa als „Informal Empire“ Deutschlands 1933-1939. Das Beispiel Jugoslawien », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropa*, n° 23, p. 70-96

## IV. Méthodologie et historiographie

Histoire au présent (Paris), *Problèmes et méthodes de la biographie: actes du Colloque, Sorbonne, 3-4 mai 1985*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1985, 271 p.

AYÇOBERRY Pierre, « Béhémot de Franz Neumann », *Débat*, n° 21, 1982, 178 p.

AYÇOBERRY Pierre, « Sur Hitler: avatars récents du genre biographique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 2, Vol. 47, 2000, p. 308-322

BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62/63, Paris, 1986, p. 69-72

BOYER-WEINMANN Martine, *La relation biographique: enjeux contemporains*, Champ Valon, 2005.

BURRIN Philippe, « Hitler dans le III<sup>e</sup> Reich: maître ou serviteur ? Martin Broszat et l'interprétation fonctionnaliste du régime nazi », *Vingtième Siècle*, n° 16, 1987, p. 31-42

BURRIN Philippe, « Politique et société : les structures du pouvoir dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie », *Annales ESC*, n° 3, 1988, p. 615-637

CANDAR Gilles, « Le statut de la biographie. Essai de chronologie », *Correspondances*, n° 61, 2000, p. 12-16

DOSSE François, *Le pari biographique : écrire une vie*, La Découverte, Paris, 2005, 480 p.

FEBVRE Lucien, *Un destin: Martin Luther*, Presses universitaires de France, Paris, 1952, 218 p.

FERRO Marc (dir), *Nazisme et communisme : Deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette Littérature, 1999, 278 p.

FRIEDLÄNDER Saul, « Réflexions sur l'historisation du National-Socialisme », *Vingtième Siècle*, n° 16, 1987, p. 43-54

HUSSON Édouard, « La recherche scientifique sur le national-socialisme dans les deux dernières décennies : un "changement de paradigme" », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 3, Vol. 32, 2000, p. 451-466

KERSHAW Ian, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Gallimard – NRF Essais, Paris, 1995 (1991), 240 p.

KERSHAW Ian, *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Folio

- Histoire, Paris, 1997, 534 p.
- LEVI Giovanni, « Les usages de la biographie », *Annales ESC*, n° 6, 1989, p. 1325-1336 p.
- NEUMANN Franz, *Behemoth. The structure and practice of national socialism*, Oxford University press, New York, 1942, 532 p.
- PENEFF Jean, *La méthode biographique : de l'école de Chicago à l'histoire orale*, Armand Colin, Paris, 1990, 144 p.
- PIKETTY Guillaume, *Enjeux. La biographie comme genre historique? Étude de cas*, Vingtième Siècle, n° 63, 1999, p. 119-126
- SCHWOK René, *Interprétations de la politique étrangère de Hitler. Une analyse de l'historiographie*, PUF, Paris, 1987, 217 p.

# Index des noms propres

- Addis, Charles .. 111, 116  
Adenauer, Konrad 43, 56, 569, 570, 572, 581  
Alphand, Hervé..... 439  
Aoki, Takashi ..... 79  
Aris ..... 406, 420  
Arnal, Joseph ... 291, 393, 423  
Attlee, Clement..... 539  
Auriol, Vincent .... 5, 407, 419, 435  
Avenol, Joseph . 276, 429  
Azzolini ..... 111  
Bachmann ..... 210, 211  
Backer..... 242, 272  
Baldwin, Stanley..... 410  
Baldzus ..... 322  
Ballarin ..... 545  
Bardy ..... 203  
Barthou, Louis ... 38, 284, 287  
Bastid, Paul 407, 410, 430  
Beaumont Pease, John 43  
Beck, Jozef..... 278, 280  
Beck, Ludwig .... 20, 429, 482, 483, 484, 485, 486, 488, 490, 491, 495, 500, 580  
Beneduce ..... 111  
Berger ..... 196, 249  
Berthelot, Philippe... 338, 365, 368, 369, 404, 405, 416, 417  
Beyen, Willem J. .... 191  
Biddle, Francis . 513, 540  
Blessing, Karl ..... 7, 207, 213, 228, 242, 369, 435, 584  
Blomberg, Werner von 180, 223, 227, 237, 273, 281, 344, 348, 366, 367, 368, 376, 377, 392, 419, 446, 447, 455, 456, 482, 484, 525, 579  
Blum, Léon.. 5, 402, 403, 404, 405, 407, 408, 409, 411, 412, 418, 422, 424, 425, 426, 429, 431, 436, 437, 439, 506, 579  
Bodenheimer, Sigmund ..... 328  
Bonhoeffer, Dietrich 496, 506, 509  
Bormann, Martin..... 387, 388, 389, 498, 513  
Brauchitsch, Walther von 483, 484, 486, 489, 491, 492  
Briand, Aristide.... 65, 66, 67, 71, 89, 108, 136, 156, 160  
Brinkmann ..... 369, 371  
Brockdorff-Ahlefeldt, Walter von ..... 488  
Brüning, Heinrich ..... 18, 115, 128, 130, 143, 145, 147, 148, 149, 150, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 172, 173, 175, 177, 183, 234, 244, 294, 307, 317, 547, 552, 554, 555, 575, 576  
Bryson, Brady O. .... 522  
Bugenhagen, Johannes 24  
Bullitt, William 419, 424, 426, 437, 440, 457  
Bülow, Bernhard

- Wilhelm von.. 148, 253,  
 254, 273, 277, 278, 279,  
 280, 291, 322, 337, 447,  
 449  
 Caillaux, Joseph..... 98  
 Canaris, Wilhelm..... 446,  
 483, 484, 491, 580  
 Chamberlain, Neville. 45,  
 67, 426, 429, 440, 443,  
 486, 489, 491  
 Champetier de Ribes,  
 Auguste..... 514  
 Chautemps, Camille 429,  
 440, 442  
 Churchill, Winston .... 66,  
 490  
 Ciano, Galeazzo..... 429  
 Cochran, Merle .452, 479  
 Comnen..... 283  
 Coolidge, Calvin..... 49  
 Corbin, Jules .... 418, 420,  
 423, 424, 440  
 Cotton ..... 161, 162  
 Coulondre, Robert .... 411  
 Cuno, Wilhelm ..... 38  
 Curtius, Julius.. 103, 108,  
 115, 117, 121, 131, 132,  
 134, 135, 136, 148, 167,  
 173  
 Daitz, Werner..... 246  
 Daladier, Édouard.... 490,  
 491  
 Darré, Walter 15, 19, 237,  
 242, 243, 244, 245, 273,  
 343, 345, 356, 357, 358,  
 359, 360, 361, 362, 363,  
 364, 366, 368, 373, 377,  
 381, 394, 404, 439, 451,  
 545, 547, 578  
 Davies, Joseph E. .... 421  
 Dawes, Charles Gates 42,  
 45, 47, 49, 50, 53, 55,  
 56, 57, 62, 63, 64, 65,  
 66, 69, 71, 72, 73, 76,  
 78, 79, 84, 85, 86, 88,  
 97, 98, 99, 103, 105,  
 125, 132, 133, 168, 188,  
 194, 207, 208, 209, 210,  
 211, 212, 213, 214, 216,  
 217, 218, 219, 228, 238,  
 249, 256, 257, 258, 260,  
 292  
 De Gaulle, Charles ... 514  
 de Lasteyrie, Charles.. 34  
 Deckers, Leo ..... 43  
 Delacroix, Léon... 79, 91,  
 111  
 Delaisi, Francis..... 98  
 Delbos, Yvon... 393, 402,  
 405, 406, 407, 409, 417,  
 418, 419, 420, 421, 422,  
 423, 424, 425, 426, 428,  
 429, 430, 434, 435, 437,  
 439, 440, 443  
 Delbrück, Hans..... 27, 32  
 Dix, Rudolf..... 367, 457,  
 496, 514, 523, 524, 525,  
 526, 527, 528, 529, 530,  
 531, 532, 535, 538, 539,  
 542  
 Dodd, Thomas..... 522  
 Dodd, William .227, 256,  
 257, 258, 259, 452, 519,  
 522, 530  
 Dohnanyi, Hans von .483  
 Dönitz, Karl ..... 513  
 Donnedieu de Vabres,  
 Henri ..... 513, 540  
 Dorten, Hans Adam .... 43  
 Dreyse, Friedrich 95, 119,  
 132, 170, 191, 228, 242,  
 245, 272, 527  
 Dubost, Charles..... 514  
 Ebert, Friedrich .... 37, 40,  
 41, 42  
 Eden, Anthony .409, 418,  
 422, 423, 429, 431, 434,  
 530  
 Eicke ..... 331  
 Erzberger Matthias..... 54  
 Falco, Robert..... 513  
 Falkenhausen, Alexander  
 von ..... 500, 503  
 Faure, Edgar..... 513, 514  
 Feder, Gottfried 178, 295,  
 296, 300, 341, 342, 344,  
 547, 578  
 Flandin, Pierre-Étienne  
 ..... 280, 291, 366, 412  
 Forster, Albert.. 269, 271,  
 272, 273, 432  
 Franck 111, 116, 430, 431

- Francqui, Émile ... 69, 78,  
87, 88, 91, 92, 93, 107,  
111, 112
- Frank, Hans..... 513, 514
- Frank, Theodor ..... 327
- Frère, Maurice .427, 428,  
431, 432, 434, 443
- Frick, Wilhelm. 179, 272,  
326, 337, 338, 381, 513,  
514, 523
- Friedrichson ..... 288, 290
- Fritsch, Werner von .392,  
455, 456, 482, 483, 484,  
485, 495, 502, 509, 525,  
536, 548, 579
- Fritzsche, Hans ..... 541
- Funck-Brentano,  
Théodore..... 25
- Funk Walter ..... 121, 133,  
140, 141, 166, 182, 188,  
242, 327, 369, 417, 451,  
456, 479, 495, 513, 514,  
522, 523, 524, 579
- Georges II ..... 398, 399
- Gereke, Günter..220, 222
- Gilbert, Gustave Mark  
..... 515, 516
- Gilbert, Parker 50, 56, 63,  
66, 67, 69, 72, 92, 94,  
129, 213
- Gisevius, Hans Bernd 17,  
20, 341, 345, 457, 473,  
482, 483, 484, 485, 486,  
487, 488, 489, 490, 491,  
492, 504, 521, 523, 524,  
525, 526, 527, 532, 558,  
567, 571, 578, 579, 586
- Goebbels, Joseph... 7, 16,  
165, 175, 178, 218, 227,  
228, 243, 305, 311, 318,  
319, 325, 329, 330, 341,  
342, 343, 344, 348, 363,  
365, 368, 414, 416, 456,  
475, 480, 561, 578
- Goerdeler, Carl Friedrich  
20, 243, 244, 323, 358,  
359, 377, 483, 485, 486,  
488, 490, 491, 492, 499,  
500, 504, 505, 506, 580
- Goldschmidt, Jakob... 33,  
555
- Gömbös, Gyula ..... 285
- Göring, Herbert ..... 423
- Göring, Hermann. 19, 20,  
150, 165, 177, 179, 180,  
181, 182, 183, 188, 223,  
225, 232, 272, 273, 277,  
278, 280, 284, 344, 350,  
356, 357, 360, 363, 365,  
366, 367, 368, 369, 371,  
372, 373, 374, 376, 377,  
378, 381, 391, 393, 394,  
404, 419, 428, 429, 434,  
437, 443, 446, 451, 455,  
456, 466, 471, 475, 482,  
483, 484, 488, 497, 498,  
500, 505, 513, 514, 515,  
521, 523, 524, 526, 528,  
529, 549, 567, 576, 578
- Greiser, Arthur .269, 271,  
272, 273, 274, 277, 279
- Gronau, Hans .....20, 501,  
504, 558, 559
- Guinness, Richard.....191
- Gürtner, Franz...456, 483
- Gutt, Camille.....78, 91
- Hagelberg.....570
- Halder, Franz ...484, 486,  
487, 488, 489, 491, 492,  
495, 502, 505, 525, 548,  
551
- Hantos Elemér.....98
- Harrison, George L. .212,  
214, 257, 315
- Hasbach, Wilhelm.....25
- Hassell, Ulrich von ....17,  
456, 476, 486, 489, 490,  
491, 492, 493, 494, 495,  
497, 498, 500, 509, 580,  
587
- Havenstein, Rudolf ....40,  
41, 45, 48
- Heath, Donald ...452, 479
- Heiden Konrad.....6
- Heinemann, Dannie ....98
- Helfferich .....273
- Helfferich Karl 33, 38, 40,  
41
- Helldorf, Wolf-heinrich  
von .....483
- Hemmen.....435
- Hencke .....290



- Henlein, Konrad 320, 321
- Herriot Édouard . 189, 190
- Heß, Rudolf ..... 237, 242,  
244, 245, 321, 336, 345,  
346, 381, 385, 386, 387,  
388, 389, 391, 501, 513,  
514
- Heydrich, Reinhardt. 223,  
483, 524
- Hilferding, Rudolf ..... 66,  
102, 103, 118, 119, 120,  
121, 122, 128, 129
- Himmler, Heinrich... 223,  
341, 342, 343, 344, 483,  
484, 503, 524, 548, 561,  
578
- Hindenburg, Paul von 19,  
127, 128, 138, 141, 145,  
147, 150, 165, 169, 178,  
179, 180, 182, 183, 223,  
224, 225, 232, 233, 393,  
529, 538, 567, 571, 575,  
576
- Hitler, Adolf .... 6, 10, 13,  
18, 19, 20, 35, 39, 51,  
144, 146, 150, 163, 165,  
166, 172, 176, 177, 178,  
179, 180, 181, 182, 183,  
188, 195, 197, 223, 224,  
226, 227, 228, 229, 230,  
232, 233, 242, 244, 254,  
266, 270, 271, 272, 273,  
274, 278, 279, 280, 285,  
287, 295, 297, 305, 306,  
310, 311, 315, 316, 318,  
319, 322, 323, 325, 328,  
330, 331, 335, 336, 337,  
338, 339, 340, 341, 342,  
343, 344, 345, 346, 348,  
356, 363, 364, 366, 367,  
369, 374, 375, 376, 377,  
378, 381, 386, 387, 388,  
389, 390, 391, 392, 393,  
394, 404, 405, 406, 407,  
408, 409, 410, 418, 419,  
422, 423, 424, 425, 427,  
432, 435, 437, 439, 440,  
443, 444, 446, 451, 452,  
453, 455, 456, 457, 458,  
459, 466, 467, 473, 474,  
475, 477, 479, 481, 482,  
483, 484, 485, 486, 487,  
488, 489, 490, 491, 492,  
493, 494, 495, 496, 497,  
498, 499, 500, 501, 502,  
504, 506, 507, 509, 517,  
518, 519, 520, 521, 524,  
525, 526, 527, 528, 529,  
530, 534, 536, 537, 538,  
539, 544, 546, 547, 548,  
549, 551, 555, 557, 559,  
565, 566, 567, 571, 572,  
576, 578, 579, 580, 581,  
582, 586
- Hoesch, Leopold von 72,  
86, 92, 93, 101, 128,  
148
- Hoover, Herbert 160, 161,  
163, 165, 168, 174
- Horn, Max ..... 426
- Hoßbach, Friedrich .... 20,  
455, 456, 532, 571, 580
- Hugenberg, Alfred 26, 32,  
68, 80, 145, 164, 172,  
173, 177, 180, 188, 195,  
196, 197, 220, 225, 328,  
357, 555
- Hull, Cordell .... 199, 257,  
428
- Hülse, E.... 185, 260, 314,  
457, 474, 527
- Hymans, Paul 91, 92, 107
- Jackson, Robert  
Houghwout .... 513, 521,  
523, 526, 527, 531, 533,  
534, 535, 536, 539, 540,  
571
- Jäger ... 550, 551, 552, 560
- Jodl, Alfred ..... 513
- Joehr ..... 210
- Jung, Edgar Julius ..... 223
- Jünge ..... 448
- Kaas, Ludwig ..... 68
- Kaltenbrunner, Ernst 513,  
514
- Kandelaki ... 288, 289, 290
- Kastl .. 84, 88, 92, 93, 121,  
124, 125
- Keitel, Wilhelm 372, 392,  
467, 491, 513, 514
- Keppler, Wilhelm ..... 178,  
242, 266, 267, 295, 369,

- 372, 447, 458, 578  
 Kerrl, Hans ..... 340  
 Keynes, John Maynard 5,  
 34, 98  
 Kiep, Otto . 161, 162, 163  
 Kindersley, Robert..... 44  
 Kirk..... 493  
 Klaus, Herbert... 524, 548  
 Kleemann, Wilhelm.. 327  
 Klein ..... 447, 448  
 Kluge, Günther von .. 484  
 Köbner ..... 170  
 Kranefuß, Friedrich Carl  
 Arthur ..... 341  
 Kraus, Herbert ..... 548  
 Krogmann, Carl Vincent  
 ..... 371  
 Krupp von Bohlen und  
 Halbach, Gustav ... 181,  
 446, 513  
 Kung H. H. 445, 446, 448,  
 449, 450, 579  
 Labeyrie, Émile ... 5, 403,  
 405, 408  
 Lammers Hans Heinrich  
 184, 188, 242, 285, 365,  
 368, 383, 384, 386, 387,  
 389, 391, 467, 479, 498,  
 521, 523  
 Lamont, Thomas  
 William..... 93, 260, 314  
 Laval, Pierre..... 172, 287,  
 412  
 Law, Andrew Bonar ... 38  
 Lawrence, Geoffrey. 513,  
 540  
 Layton, Walter.. 111, 215  
 Lazard, Didier ..... 541  
 Leith-Ross, Frederick  
 249, 252, 253, 254, 255,  
 423, 425, 426, 429, 434,  
 475  
 Léopold III 419, 428, 430  
 Lester, Sean ..... 269, 270,  
 276  
 Lever ..... 202, 210  
 Ley, Robert 19, 356, 368,  
 379, 380, 381, 382, 383,  
 384, 385, 386, 387, 388,  
 389, 390, 391, 392, 393,  
 394, 451, 482, 513, 578,  
 579  
 Li Ming..... 447  
 Lindemann, Fritz ..... 501,  
 503, 504, 506, 532  
 Lipski 270, 277, 278, 279,  
 280  
 List, Wilhelm.... 483, 484  
 Lloyd George, David.. 98  
 Löbs..... 377  
 Lubbe, Marinus van der  
 ..... 181  
 Ludwig, Waldemar... 582  
 Lumm, Carl von ..... 31  
 Luther, Hans .. 39, 54, 59,  
 139, 141, 145, 161, 162,  
 167, 168, 170, 171, 172,  
 176, 183, 189, 213, 259,  
 293, 325, 556, 575, 586  
 Luther, Martin.. 331, 332,  
 333, 552, 578, 586  
 Maier, Franz Karl..... 6, 7,  
 544, 545, 549, 562  
 Maier, Reinhold ..... 562  
 Manolescu-Strunga .... 284  
 Marx ..... 545, 549  
 Marx, Wilhelm..... 40, 59  
 Massigli, René .. 402, 418  
 Matthes, Josef Friedrich  
 ..... 43  
 Mayrisch, Émile..... 79  
 McDonald, Ramsay . 108,  
 196  
 McGarrah Gates W. ... 137,  
 138, 139, 207, 210, 212,  
 213, 214  
 McKittrick, Thomas.. 497  
 Melchior..... 92  
 Melchior, Karl..... 80, 92,  
 124, 125, 325  
 Mellon, Andrew William  
 ..... 161  
 Menthon, François de  
 ..... 514, 515  
 Messersmith, George 395,  
 397, 401, 493, 530  
 Metaxas, Ioannis ..... 399  
 Meyer 161, 162, 272, 273,  
 274, 277, 278, 279, 289  
 Miklas, Wilhelm ..... 457  
 Millerand Alexandre .... 46  
 Mills, Ogden ..... 161

- Moldenhauer, Paul... 121,  
132, 134, 135, 136, 167
- Molotov, Vyacheslav  
..... 289, 290
- Moltke, Hans-Adolf von  
..... 278, 280
- Mönick, Emmanuel .. 426
- Moreau, Émile 77, 79, 86,  
87, 88, 89, 90, 92, 93,  
94, 95, 97, 107, 110,  
111, 112, 138
- Moret, Clément.... 16, 93,  
94, 95, 97, 111, 114,  
210
- Morgan, John Pierpont  
. 79, 118, 136, 207, 209,  
210, 437
- Morgenthau, Henry Jr  
..... 452, 479
- Mori, Kengo ..... 79
- Müller ..... 564, 567
- Müller, Hermann . 18, 59,  
65, 91, 92, 102, 121,  
125, 127, 128, 129, 139,  
141, 143, 145, 147, 167,  
575
- Müller, Ludwig. 339, 340
- Nebe, Arthur .... 483, 489,  
497
- Neurath, Konstantin von  
180, 188, 194, 196, 197,  
198, 218, 237, 242, 252,  
256, 257, 270, 271, 272,  
273, 274, 278, 279, 280,
- 281, 283, 320, 321, 322,  
368, 405, 418, 419, 423,  
435, 437, 443, 446, 447,  
448, 449, 455, 456, 513,  
540
- Niekisch, Ernst ..... 561
- Niemöller, Martin.... 339,  
340, 506
- Nikitchenko, Iona .... 512,  
513, 540
- Nordhoff ..... 58, 191
- Norman, Montagu 15, 42,  
43, 44, 45, 48, 50, 74,  
76, 79, 89, 95, 111, 112,  
117, 137, 138, 154, 172,  
189, 209, 210, 211, 213,  
218, 253, 475, 480, 490
- Noske, Gustav ..... 503
- Ohlendorf, Otto ..... 524
- Oster, Hans 20, 483, 484,  
485, 486, 487, 488, 489,  
490, 505, 506, 525, 558
- Palyi, Melchior 555, 556,  
557
- Papen, Franz von 22, 150,  
178, 179, 183, 188, 223,  
307, 336, 343, 397, 513,  
540, 541, 548, 576, 577
- Phillips..... 189
- Phipps, Eric ..... 219, 249,  
252, 259
- Pirelli, Alberto 79, 86, 95,  
96
- Poensgen, Ernst ..... 378
- Poincaré, Raymond .... 38,  
41, 43, 64, 66, 67, 72,  
73, 79, 111
- Popitz, Johannes..... 129,  
369, 370, 371, 372, 376,  
490, 491, 495, 500
- Posse, Hans .. 7, 204, 242,  
369, 390
- Preuß, Hugo ..... 36
- Prittwitz und Gaffron  
von, Friedrich ..... 101
- Puhl, Emil . 191, 242, 582
- Pünder, Hermann ..... 106,  
125, 134, 135, 502
- Quesnay, Pierre .... 87, 88,  
89, 90, 94, 111, 112,  
114, 129, 137, 139, 141,  
214
- Radosavlievitch..... 398
- Raeder, Erich ... 456, 483,  
491, 513
- Rathenau, Walter . 33, 35,  
36, 98
- Rauschnig, Hermann  
..... 269, 270
- Reinhardt, Fritz 220, 222,  
301
- Revelstoke 79, 86, 90, 111
- Reynaud, Paul ... 396, 411
- Reynolds, Jackson.... 111,  
112, 116, 133
- Ribbentrop, Joachim von  
321, 420, 425, 446, 449,  
456, 480, 494, 513, 514,

- 527
- Richthofen von .. 430, 431
- Ritscher, Samuel..... 328
- Ritter . 228, 240, 242, 252,  
261, 285, 290, 378, 432,  
435, 504
- Ritter, Franz Ritter von  
..... 410
- Robineau, Georges ..... 46
- Roediger ... 280, 281, 289,  
320, 321, 322
- Röhm, Ernst Julius... 223,  
380
- Rohrbach, Paul ..... 28
- Roosevelt, Frank Delano  
. 18, 187, 189, 199, 201,  
312, 313, 421, 428, 492,  
493, 519, 525
- Roosevelt, Theodore... 28
- Rosenberg, Alfred.... 336,  
446, 513, 514
- Röver, Carl ..... 178
- Rublee, George . 475, 479
- Rudenko, R.A. ... 514, 515
- Rueff, Jacques... 426, 435
- Ruelberg ..... 372
- Rundstedt, Gerd von . 483
- Sauckel, Fritz.... 338, 513
- Schacht, Constanze..... 24
- Schacht, Eddy ..... 24
- Schacht, Jens.... 501, 504,  
581
- Schacht, Luise née Sowa  
..... 497
- Schacht, Mancie née  
..... 457, 505
- Vogler ..... 497, 542
- Schacht, Oluf..... 24
- Schacht, William (frère)  
..... 24
- Schacht, William (père)  
..... 24
- Schaefer, Carl-Anton 272,  
273, 274, 277, 279
- Schäffer, Hans . 115, 124,  
125, 133, 167, 582
- Schäirer, Reinhold.... 490
- Scherpenberg, Hilger van  
..... 7
- Scherpenberg, Inge van  
née Schacht ... 496, 501,  
559
- Schlabrendorff, Fabian  
von ..... 496
- Schleicher, Kurt von 130,  
150, 182, 220, 223, 307,  
519, 576
- Schmidt, Georg ..... 565
- Schmidt, Robert..... 132
- Schmidt, W. G.. 383, 387
- Schmitt, Kurt..... 19, 203,  
219, 220, 222, 224, 225,  
226, 227, 228, 229, 236,  
237, 266, 292, 344, 357,  
502, 556, 577, 579
- Schniewind, Otto..... 502,  
527
- Schröder, Kurt .... 43, 325
- Schuschnigg, Kurt von
- Schwamberger, Albert  
511, 544, 545, 547, 548,  
549, 550, 551, 554, 559,  
561, 569, 572
- Schwerin von Krosigk,  
Ludwig... 180, 188, 218,  
237, 242, 254, 257, 258,  
270, 272, 273, 306, 307,  
320, 369, 372, 376, 378,  
392, 404, 443, 448, 449,  
456, 467, 471, 473, 477,  
547, 577, 580
- Seldte, Franz .... 188, 381,  
456
- Severing, Carl ..... 6, 128,  
496, 509, 534, 545, 572
- Seyss-Inquart, Arthur  
..... 457, 513, 515
- Siemens, Carl Friedrich  
von ..... 35, 36
- Siemens, Georg von .... 26
- Siepmann ..... 210
- Skubich ..... 550
- Solmssen, Georg 326, 327
- Sonoda ..... 111
- Speer, Albert .... 377, 378,  
502, 508, 513, 515, 516,  
521, 538
- Spinasse, Charles ..... 418
- Staline, Joseph . 287, 289,  
543
- Stamp, Josiah .. 79, 83, 87
- Stauß, Emil Georg von

- ..... 165
- Stimson, Henry 101, 161, 163
- Stojadinovitch..... 398
- Stoppani..... 429
- Strasser, Georg 178, 223, 380
- Streicher, Julius 337, 513, 514
- Stresemann, Gustav ... 35, 36, 38, 39, 40, 41, 50, 59, 66, 67, 68, 72, 80, 85, 89, 91, 92, 93, 101, 102, 104, 107, 108, 109, 121, 143, 147, 148, 575
- Strünck..... 497, 505, 532, 551, 558
- Sun-Yatsen ..... 445
- Suvich, Fulvio..... 79
- Tanaka ..... 111
- Tardieu, André. 108, 134, 136, 168
- Taylor, Melvin..... 111
- Taylor, Telford. 517, 537, 538, 539
- Tchang Kai-chek..... 445, 447, 449
- Thomas, Georg von . 227, 266, 359, 448, 449, 490, 491, 492, 505, 579
- Thyssen, Fritz .... 87, 165, 178, 292, 372, 506, 508
- Tirard, Paul..... 43
- Tjarks..... 43, 191
- Trautmann ..... 447, 584
- Trendelenburg, Ernst 167, 170, 171, 369
- Treviranus, Gottfried 167
- Trip Leonardus J.A... 210, 211, 253
- Trott zu Solz, Adam von ..... 499
- Turnour, Edward, 6th Lord of Winterton .. 475
- Urbig, Franz ..... 326, 327
- Varvaressos ..... 400
- Vocke, Wilhelm 58, 111, 114, 116, 132, 135, 191, 196, 198, 460, 474, 479, 521, 523, 526, 527, 582
- Vogels, Rolf ..... 330
- Vögler, Albert 80, 87, 92, 94, 103, 109, 292, 369, 371, 372
- Volchov, A.F..... 513
- Von Schirach, Baldur ..... 387, 513
- Wagemann..... 369, 373
- Wagner, Adolf. 328, 336, 337, 338, 339, 376
- Wahlenberg, Jakob... 210
- Walter, Paul..... 390, 391
- Wassermann, Oscar.. 327
- Weber ..... 551
- Weber, Adolf.... 556, 557
- Weber, Max..... 33
- Welcke von ..... 422
- Welles, Sumner . 20, 476, 493, 494
- Wiedemann, Fritz..... 389, 458
- Wirth, Joseph ..... 37, 105, 132
- Witzleben, Erwin von 485, 488, 489, 496, 532, 551, 558
- Wohlthat..... 367, 479
- Wolff, Theodor ..... 34, 35
- Wood, Edward, 1st Earl of Halifax..... 418, 440
- Young, Owen D. ... 11, 12, 18, 45, 50, 65, 69, 79, 81, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 92, 93, 97, 100, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 124, 125, 130, 131, 132, 135, 136, 138, 141, 142, 143, 145, 152, 155, 159, 161, 163, 166, 167, 168, 172, 173, 188, 194, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 217, 218, 219, 228, 238, 249, 256, 257, 258, 292, 544, 547, 554, 575
- Zeeland, Paul van. 5, 111, 394, 403, 404, 410, 411, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 437, 440, 441, 442, 443, 444, 451, 579

# Table des Matières

Introduction .....	5
1 <sup>ère</sup> Partie Vers le nazisme .....	22
Chapitre 1 <sup>er</sup> Parcours d'un financier (1877–1929) .....	23
I. Formation et premiers emplois.....	24
A. Les premiers emplois .....	26
B. Schacht, les buts de guerre économiques de l'Allemagne et la Belgique occupée (1914-1915) .....	29
C. Directeur de la <i>Danat</i> et fondateur d'un parti .....	33
II. Commissaire à la monnaie et Président de la <i>Reichsbank</i> .....	36
A. L'occupation de la Ruhr et l'inflation .....	37
B. Schacht, commissaire de la monnaie au Reich et Président de la <i>Reichsbank</i> .....	38
III. Schacht et l'ordre financier international dans les années 20.....	42
A. Retourner à l'or .....	42
B. Le plan Dawes .....	49
C. Schacht et la République de Weimar jusqu'en 1929 .....	51
Chapitre 2 <sup>nd</sup> La démission (1928-1930) .....	60
I. Hjalmar Schacht et les travaux du Comité des experts (septembre 1928-juin 1929) ...	62
A. La difficile convocation d'un nouveau comité des experts (septembre 1928–janvier 1929) .....	62
B. La conférence des experts .....	80
II. Qui doit démissionner ? .....	106
A. La première conférence de La Haye et le COBRI .....	107
B. L'hostilité irréductible entre Schacht et le gouvernement Müller .....	116
C. Une démission ratée ? .....	135

Chapitre 3 <sup>e</sup> De la démission au ministère de l'Économie (Mars 1930–Août 1934) .....	143
I. Plusieurs fers au feu .....	144
A. Schacht, la <i>Fin des réparations</i> et les premiers contacts avec le parti nazi (mars 1930–janvier 1931).....	145
B. Schacht, Brüning et la crise financière de 1931 .....	165
C. Schacht et Hugenberg : le front de Bad Harzburg .....	172
D. Les étapes du rapprochement avec les Nazis : Schacht en 1932 .....	176
II. De retour à la <i>Reichsbank</i> .....	178
A. La campagne pour le <i>Reichstag</i> .....	179
B. Les conditions de sa nomination, le 17 mars 1933 .....	181
C. Sur la scène internationale : la sortie du multilatéralisme .....	183
III. Balance commerciale déficitaire et crise politique : Schacht devient ministre de l'Économie .....	219
A. État économique de l'Allemagne au milieu de l'année 1934 .....	219
B. Le totalitarisme consolidé .....	222
C. Hjalmar Schacht, Président de la <i>Reichsbank</i> en charge du ministère de l'Économie .....	224
2 <sup>e</sup> Partie Dignitaire du III <sup>e</sup> Reich .....	231
Chapitre 4 <sup>e</sup> Schacht au sommet de sa puissance (Août 1934-Avril 1936) .....	232
I. Le <i>Nouveau Plan</i> .....	233
A. Annonce et mise en place du <i>Nouveau Plan</i> .....	233
B. La nature du <i>Nouveau Plan</i> ? .....	261
II. <i>Nouveau Plan</i> et diplomatie allemande .....	267
III. Le financement du réarmement .....	290
A. Adapter le système bancaire au financement du réarmement .....	291
B. Les conséquences de la réforme bancaire : les emprunts du Reich et le renforcement des possibilités des MEFO.....	303
IV. Schacht et la polycratie nazie .....	309
A. Participer à l'effort de propagande .....	310
B. Schacht, la dictature et les nazis .....	321

Chapitre 5° Les nazis à l'assaut du pouvoir de Schacht .....	347
I. L'économie du III <sup>e</sup> Reich vue par Schacht en 1936.....	348
A. Les difficultés d'approvisionnement en biens alimentaires.....	349
B. Les problèmes monétaires et budgétaires .....	350
C. La production des biens et le nouvel endettement lié aux importations .....	351
II. La lutte perdue contre Göring, Darré et Ley.....	354
A. Le problème des produits alimentaires : Schacht contre Darré (hiver 1935–1936) ..	355
B. Göring pour se protéger du parti ? .....	361
C. Schacht contre Ley : le ministère n'est-il plus qu'une coquille vide ? .....	377
III. L'extérieur à la rescousse .....	391
A. Matières premières à tout prix (1936) .....	392
B. Revendications coloniales et mission van Zeeland (août 1936–février 1938) .....	408
C. Un conservateur en décalage : l'exemple de la Chine (1936-1937) .....	442
3° Partie De l'opposition à la dénazification .....	450
Chapitre 6° De l'opposition à l'emprisonnement (1938–1946).....	451
I. Une seconde « démission » .....	452
A. Schacht, la diplomatie et l'économie allemande en 1938.....	452
B. L'impossible continuation du financement du réarmement.....	463
II. Schacht, résistant ?.....	477
A. Quand Schacht est-il devenu résistant ? .....	479
B. La résistance jusqu'à l'opération <i>Barbarossa</i> : à la recherche d'une défaite militaire... .....	483
C. Du dernier renvoi à l'arrestation .....	491
III. Du 20 juillet 1944 au procès de Nuremberg.....	499
A. Prisons et interrogatoires .....	499
B. Amertume .....	501
Chapitre 7° Schacht, accusé (1946-1950).....	508
I. Accusé par les Alliés : le procès de Nuremberg.....	509
A. Déroulement du procès .....	510
B. Schacht et le procès de Nuremberg.....	518
C. Pourquoi l'accusation a-t-elle échoué ? .....	534
II. Accusé par les <i>Länder</i> : la dénazification .....	539
A. La longue procédure de Stuttgart et de Ludwigsburg.....	540
B. En Basse-Saxe.....	557



Conclusion.....	571
Table des illustrations et tableaux .....	585
Illustrations .....	585
Tableaux .....	585
Annexes .....	587
Sources .....	589
Bibliographie .....	600
Index des noms propres .....	613
Table des Matières.....	621